

331.3106244 S678B v.9 c.1
Societe de protection des a
Bullemis.
R.W.B. JACKSON LIBRARY

OISE CIR



3 0005 02023 6348

THE LIBRARY

The Ontario Institute
for Studies in Education

Toronto, Canada





LIBRARY

SEP 21 1970

THE ONTARIO INSTITUTE
FOR STUDIES IN EDUCATION

BULLETIN
DE LA
SOCIÉTÉ DE PROTECTION
DES APPRENTIS
ET
DES ENFANTS EMPLOYÉS DANS LES MANUFACTURES

RECONNUE COMME ÉTABLISSEMENT D'UTILITÉ PUBLIQUE.

(Décret du 4 juillet 1868.)

EXTRAIT DES STATUTS

La Société a pour but d'améliorer la condition des Apprentis et des Enfants employés dans les manufactures, par tous les moyens qui, en respectant la liberté de l'industriel et l'autorité du père de famille, agiront en conformité de la pensée des lois sur l'apprentissage et sur le travail des enfants dans les manufactures.

Pour être membre de la Société, il n'est pas nécessaire d'être manufacturier ou d'employer des enfants à un titre quelconque, il suffit qu'on soit sympathique à l'amélioration du sort des enfants.

DIXIÈME ANNÉE

(TOME IX)

PARIS
AU SIÈGE DE LA SOCIÉTÉ

44, RUE DE RENNES, 44

HOTEL DE LA SOCIÉTÉ D'ENCOURAGEMENT POUR L'INDUSTRIE NATIONALE.

1876

SOCIÉTÉ DE PROTECTION
DES APPRENTIS ET DES ENFANTS EMPLOYÉS DANS LES MANUFACTURES

CONSEIL D'ADMINISTRATION

Président :
M. le Ministre de l'Agriculture et des Commerce
Vice-présidents :
M. Robert Goussier, membre de l'Assemblée nationale
M. Jean Dollfus, ancien manufacturier
M. Lecomte, de l'Assemblée nationale
M. Louis Bay, membre de l'Assemblée nationale
M. Wolowski, de l'Assemblée nationale

Membres du Conseil :
M. Binder, membre du Conseil municipal de Paris
M. de Bonville, secrétaire général du Ministère des Travaux publics
M. Goussier, ancien manufacturier
M. Collet, manufacturier
M. Lecomte, de l'Assemblée nationale
M. Louis Bay, membre de l'Assemblée nationale
M. Wolowski, de l'Assemblée nationale

Adresser à M. J. Périn, avocat, secrétaire, au siège de la Société de protection, les correspondances et les communications relatives aux Questions de l'Apprentissage et du Travail des enfants dans les manufactures.

EXÉCUTÉ PAR L'ÉCOLE PROFESSIONNELLE DES JEUNES TYPOGRAPHES
DE L'IMPRIMERIE CENTRALE DES CHEMINS DE FER
(A. CHAIX ET C^{ie}, RUE BERGÈRE, 20, PARIS.)

SOCIÉTÉ DE PROTECTION

DES APPRENTIS ET DES ENFANTS EMPLOYÉS DANS LES MANUFACTURES

CONSEIL D'HONNEUR.

PRÉSIDENT :

M. le Ministre de l'Agriculture et du Commerce.

VICE-PRÉSIDENTS :

- M. Édouard Charton**, membre de l'Assemblée nationale.
- M. Jean Dollfus**, ancien manufacturier.
- M. Legouvé**, de l'Académie française.
- M. Léon Say**, membre de l'Assemblée nationale.
- M. Wolowski**, de l'Académie des sciences morales et politiques; membre de l'Assemblée nationale.

MEMBRES DU CONSEIL :

- M. Binder**, membre du Conseil municipal de Paris.
- M. de Boureuille**, Secrétaire général du Ministère des travaux publics.
- M. Cartier-Bresson**, manufacturier.
- M. le Comte de Butenval**, ancien Conseiller d'État.
- M. Colcombet**, manufacturier, à Saint-Etienne.
- M. Dietsch**, manufacturier, à Liepvre (Alsace).
- M. Dumoustier de Frétilly**, Directeur du commerce intérieur, au Ministère du commerce.
- M. Durangel**, Directeur de l'Administration départementale et communale, au Ministère de l'intérieur.
- M. Falize aîné**, Président de la Chambre syndicale de la Bijouterie et de la Joaillerie.
- M. Gillet**, manufacturier, à Lyon.
- M. Gréard**, inspecteur général de l'instruction publique, Directeur de l'Enseignement primaire à la Préfecture de la Seine.
- M. le Baron Larrey**, membre de l'Académie de médecine.
- M. le Docteur Marjolin**, chirurgien honoraire des hôpitaux.
- M. Marguerin**, administrateur des Écoles supérieures de la Ville de Paris.
- M. Rolland**, directeur des manufactures de l'État.
- M. le Comte Sérurier**, vice-président de l'Association polytechnique.

CONSEIL D'ADMINISTRATION.

PRÉSIDENT :

- M. Dumas**, membre de l'Académie française, Secrétaire perpétuel de l'Académie des sciences.

VICE-PRÉSIDENTS :

- M. Charles Berthier**, ancien Président du Tribunal de Commerce.
- M. Engel-Dollfus**, manufacturier.
- M. Laboulaye**, de l'Académie des inscriptions et belles-lettres, membre de l'Assemblée nationale.
- M. Charles Petit**, président de la Société d'assistance paternelle des Enfants employés dans l'industrie des Fleurs et Plumes.
- M. Charles Robert**, ancien Conseiller d'État, directeur de la Compagnie d'assurances sur la vie l'Union.

SECRÉTAIRE GÉNÉRAL :

- M. Léon Lefébure**, membre de l'Assemblée nationale.

SECRÉTAIRE :

- M. Jules Périn**, avocat, docteur en droit, suppl^t du Juge-de-paix du V^e arr^t.

TRÉSORIER :

- M. Paul Bérard**, professeur à l'École Turgot, secrétaire du Comité consultatif des arts et manufactures.

CENSEURS :

- M. A. Chaix**, imprimeur, fondateur d'une École professionnelle de jeunes typographes.
- M. Emile Délerot**, vice-président du Comité des publications de la Société.
- M. Groult**, fondateur de l'Internat manufacturier de Vitry.
- M. Henri Lemoine**, président de la Société d'assistance paternelle des Enfants employés dans l'Ébénisterie.
- L. Alphonse Piver**, fondateur de la Tutelle, pension d'apprentis.
- M. Jules Riottot**, président de la Société d'assistance paternelle des enfants du Papier peint.

SOCIÉTÉ DE PROTECTION
BULLETIN
DES APPRENTIS ET DES ENFANTS EMPLOYÉS DANS LES MANUFACTURES

SOCIÉTÉ DE PROTECTION
DES APPRENTIS ET DES ENFANTS

LES APPRENTIS ET LES ENFANTS EMPLOYÉS DANS LES MANUFACTURES

ACTES DE LA SOCIÉTÉ
PROCES-VERBAUX

SEANCE ORDINAIRE

Le 28 décembre 1877

Le 28 décembre 1877

Le 28 décembre 1877

Le 28 décembre 1877

BULLETIN
DE LA
SOCIÉTÉ DE PROTECTION
DES APPRENTIS ET DES ENFANTS

EMPLOYÉS DANS LES MANUFACTURES

ACTES DE LA SOCIÉTÉ

PROCÈS-VERBAUX

DES SÉANCES DE LA SOCIÉTÉ.

SÉANCE ORDINAIRE

du Jeudi 6 Janvier 1876.

Présidence de M. Charles PETIT, l'un des Vice-Présidents de la Société.

La séance est ouverte à 8 h. 1/4.

Se sont excusés par lettres de ne pouvoir assister à la séance .

MM. Berger, Labbé (Paul), Lhuillier et Riché (Léon).

M. le Président donne lecture de la lettre suivante, qu'il a reçue de M. Charles Robert, l'un des vice-présidents de la Société :

« 23 décembre 1875.

« Mon cher Collègue,

» J'aurai le regret de ne pouvoir assister à la séance prochaine et je vous prie de vouloir bien transmettre à nos collègues toutes mes excuses. Veuillez en même temps prendre note comme observation sur le procès-verbal de la séance du 4 novembre, d'une omission dont je me considère comme responsable. Notre honorable collègue M. Gustave Maurice m'avait écrit pour s'excuser de ne pouvoir assister à la séance et m'avait en même temps signalé la récente Circulaire par laquelle M. le Ministre du Commerce prescrit une statistique des accidents. J'aurais dû lire, en ouvrant la séance, le passage de cette lettre qui se trouve en note sans nom d'auteur, à la page 420 du *Bulletin*. L'insertion de la présente lettre au procès-verbal réparera cette omission involontaire.

» Veuillez agréer, mon cher Collègue, la nouvelle expression de mes sentiments tout dévoués.

» Charles Robert. »

— Plusieurs adhérents nouveaux sont présentés et admis au nombre des membres de la Société (Voir la *Liste des membres nouveaux*, à la fin du présent *Bulletin*.)

— M. le Secrétaire dépouille la correspondance, parvenue depuis la dernière séance.

Il fait connaître que M. le Président de la Société a reçu de la Préfecture de la Seine une lettre, en date du 8 novembre, l'informant que l'Administration centrale a souvent besoin de communiquer, à titre de renseignement, des statuts et des règlements intérieurs d'Institutions particulières de bienfaisance reconnues comme Établissements d'utilité publique. « Ces sortes de documents, dit-elle, lui font, pour la plupart, défaut aujourd'hui. Pour combler cette lacune, elle prie M. le Président de vouloir bien lui adresser, dans le plus bref délai possible, dix exemplaires autographiés ou imprimés des statuts et du règlement intérieur de l'Œuvre dont il est le Président. »

Il ajoute qu'il s'est empressé de faire parvenir à M. le Directeur de l'Administration générale la Notice sur la Société et ses autres imprimés.

M. le Secrétaire informe la Société que le Bureau a reçu des lettres de MM. les Inspecteurs divisionnaires du travail des enfants des circonscriptions suivantes :

- 1^{re} circonscription de Paris (M. *Gustave Maurice*.)
- 2^e — d'Orléans (M. *Estienne d'Orves*.)
- 4^e — de Nancy (M. *L. Plassiard*.)
- 6^e — de Lille (M. *Nadeau*.)
- 7^e — de Rouen (M. *B. Colombier*.)
- 8^e — de Caen (M. *L. Aubert*.)
- 9^e — de Rennes (M. *G. Dechaille*.)
- 10^e — de Limoges (M. *E. Blaise*.)
- 12^e — de Toulouse (M. *Delaissament*.)
- 14^e — d'Avignon (M. *Linarès*.)
- 15^e — de Lyon (M. *Gauthier*.)

lettres dans lesquelles ils veulent bien nous assurer que leur concours le plus dévoué nous est acquis en toutes circonstances.

Ils considèrent, disent-ils, comme trop précieux le concours que la *Société de protection* prête, par ses récompenses, à la loi, dont ils sont les gardiens vigilants, pour ne pas consacrer tous leurs efforts à propager notre Œuvre et à la seconder.

MM. les Inspecteurs divisionnaires, — malgré la multiplicité des occupations qui incombent au service de l'Inspection pour

la mise en application de la loi du 19 mai 1874, — ont bien voulu se charger de répandre notre Programme des récompenses à décerner en 1876, et nous promettre de nous signaler les Institutions, les industriels, les contre-maitres, les ouvriers et les apprentis, qui leur paraîtraient dignes d'être récompensés par la *Société de protection*.

— M. le Secrétaire signale, parmi les publications qui ont été offertes à la Société ou échangées avec elle, dans le cours des deux mois précédents, que : sur la sollicitation du Bureau, la Chambre de Commerce de Paris a bien voulu nous offrir un exemplaire de *l'Enquête sur les conditions du travail en France pendant l'année 1872* (département de la Seine), ajoutant à ce don, ainsi que la demande lui en avait été faite, un exemplaire de la *Statistique* de 1860, et, en outre, un exemplaire de celle de 1847-1848. M. le Secrétaire a fait retirer ces trois ouvrages du secrétariat de la Chambre, et ils ont pris place dans notre bibliothèque.

Notre collègue M. Léon Rostaing nous a offert son livre intitulé *L'Enquête parlementaire sur les conditions du travail en France : Conférences ouvrières* (Vienne, 1875; in-8°), livre des plus intéressants et dont il sera rendu compte dans le *Bulletin*. On peut s'étonner que son auteur, honorable industriel, ait pu, du fond de l'Isère, suivre aussi complètement le mouvement économique. Nous devons, au nom du Bureau, le remercier des témoignages de profonde sympathie qu'il a bien voulu nous donner (p. 31, 33, 130, 215, etc.) :

« Il faut, dit M. L. Rostaing, rendre hommage à tous les hommes de cœur, qui, depuis près de dix années, ont dirigé la *Société de protection des apprentis et des enfants des manufactures*. Ils ont apporté dans l'accomplissement de leur mission une persévérance infatigable et une indépendance absolue. C'est ainsi que, pour contraindre les patrons à accomplir leur devoir, ils n'ont pas hésité à rendre publics, dans le *Bulletin*, les noms de ceux qui, s'obstinant à violer la loi, encourageaient des condamnations judiciaires. Ils ont rendu la Société plus grande et plus prospère malgré les malheurs de la France, et, forts de l'appui du sentiment public, ils ont enfin provoqué, devant l'Assemblée nationale, la discussion et le vote de la loi du 19 mai 1874. »

M^{me} E. L. nous a offert quelques exemplaires de sa brochure sur les *Pensionnats d'Apprentis ou quelques moyens pratiques d'améliorer la moralité et le bien-être de tous* (Paris, Blériot frères, 1875).

Enfin nous avons reçu de M. le Dr H.-A. Depierris son ouvrage intitulé : *Physiologie sociale : Le Tabac, qui contient le plus violent des poisons, la nicotine, abrège-t-il l'existence ? est-il cause de la dégénérescence physique et morale des sociétés modernes ?* (Paris, E. Dentu, 1876, in-8°).

— M. Maurice, inspecteur divisionnaire du travail des enfants dans le département de la Seine, après avoir demandé la parole pour un fait personnel, commence par déclarer qu'il aura quelques industriels et contre-maitres à signaler à la Société, comme méritant les récompenses qu'elle décernera dans la prochaine Fête de l'Enfance ouvrière. Les personnes auxquelles fait allusion notre collègue n'appartiennent pas, dit-il, à la haute industrie, mais à des rangs plus modestes de l'armée du travail.

M. Maurice se félicite ensuite d'avoir été l'instigateur de la *Circulaire* récente qui invite les Commissaires de police, après avoir constaté un accident de machine dont un enfant a été victime, à prévenir l'Inspecteur du travail des enfants.

A ce propos notre collègue exprime le regret que le dernier *Bulletin* (p. 420, en note) ait cité ses paroles, sans mentionner qu'elles émanaient de lui et sans constater la part qui lui revient dans l'initiative de la mesure dont il s'agit (1).

(1) Voici la lettre que M. Maurice avait adressée au Bureau :

« Paris, le 3 novembre 1875.

» Monsieur le Président de la *Société de protection*,

» Le jeudi est un jour où il m'est extrêmement difficile, sinon impossible, d'assister aux séances de la Société de protection. Veuillez donc m'excuser si je ne réponds pas aussi souvent que je le désirerais à l'appel qui m'est adressé, et croyez bien que mon absence forcée ne m'empêche pas de songer aux intérêts de la Société.

» La meilleure preuve que je puisse vous en donner, c'est de vous annoncer qu'à la suite d'un rapport, adressé par moi, à M. le Ministre, une *Circulaire* a été envoyée aux Préfets, les invitant à prendre les mesures nécessaires pour que l'Inspecteur du travail des enfants soit appelé désormais à donner son avis, chaque fois qu'on aura à déplorer un accident survenu dans un établissement et dont un enfant aura été victime.

» Je n'ai pas besoin d'insister sur l'utilité d'une pareille mesure, qui aura pour conséquence naturelle de permettre d'établir la statistique des accidents arrivés aux enfants, ce *desideratum* exprimé depuis longtemps par les amis de l'enfance, au nombre desquels il faut mettre en première ligne l'honorable et sympathique M. Dollfus, notre collègue.

» Veuillez agréer. Monsieur le Président, l'expression de mes sentiments les plus distingués.

» G. MAURICE. »

M. J. Périn répond qu'il est responsable de la rédaction du *Bulletin* et qu'il ne décline pas cette responsabilité ; mais que le reproche adressé par M. Maurice paraît dépourvu de fondement. M. le Secrétaire n'a pas cru, en effet, qu'il fût conforme aux usages de rapporter à d'autres qu'aux Ministres ou Préfets qui les signent, l'initiative des Circulaires officielles, et il s'étonne quelque peu de voir un fonctionnaire protester contre cet usage, que le rédacteur du *Bulletin* n'a fait que respecter.

M. le Président fait remarquer que la lettre adressée au Bureau par M. Charles Robert, l'un de nos vice-présidents, et lue tout-à-l'heure, donne une satisfaction suffisante à M. Maurice.

A la suite de ces observations, l'incident est clos.

— L'ordre du jour appelle le compte-rendu des OEuvres-annexes.

OEUVRES-ANNEXES DE LA SOCIÉTÉ (*Comptes-rendus des*).

— *Œuvre de l'Assistance judiciaire.* — M. le Secrétaire annonce que M. Joret-Desclosières a été nommé secrétaire de cette Œuvre, en remplacement de M. G. Graux, qui a exprimé le regret de ne pouvoir conserver ses fonctions.

M. Périn ajoute que l'Œuvre met la dernière main à son Projet de formule de Contrat d'apprentissage.

Œuvres des Institutrices de charité. — Cette Œuvre a subi un temps d'arrêt à la suite du décès de la regrettée M^{lle} Désir ; mais il y a lieu d'espérer que, grâce au zèle des institutrices qui nous prêtaient le concours de leur dévouement sous sa direction, ce ralentissement ne sera que de courte durée et que l'Œuvre sera continuée.

Œuvre du placement des Apprentis. — M. le Secrétaire fait connaître à la réunion que cette Œuvre continue à être en bonne voie d'organisation. M. Lhuillier, secrétaire de l'Œuvre, reçoit de nombreuses offres des patrons. Il est à remarquer que les demandes de placement de la part des familles n'affluent pas au même degré. Mais, en s'adressant aux Écoles de la Ville, on aura bientôt là une pépinière d'apprentis.

M. Giraud estime qu'une modification devrait être apportée à l'Œuvre dont il s'agit ; que son administration ne devrait pas se trouver chez le secrétaire de l'Œuvre, mais qu'il y aurait lieu de la transporter au siège même de la Société. C'est là que tout le service des cartes d'offres et de demandes devrait être centralisé.

M. J. Périn répond que M. Lhuillier, secrétaire de l'Œuvre du placement des Apprentis, est un de nos collègues les plus dévoués et les plus actifs. Il importe de nous ménager son concours. Néanmoins, il reconnaît que les observations de M. Giraud sont justes dans une certaine mesure, et il faut souhaiter que l'Agent permanent de la Société puisse se charger de recevoir les cartes d'offres et de demandes et de fournir les renseignements qu'on vient chercher au siège social.

M. Giraud insiste sur ses conclusions et dit qu'il ne demande pas un changement dans le service de l'Œuvre, puisque, à son sens, ce service n'existera sérieusement que lorsqu'il se personnifiera moins dans l'activité d'un seul de nos collègues. Il réclame donc le transport de tout ce qui touche à l'Œuvre au siège même de la Société.

M. le Président et M. Bérard appuient cette proposition, qui est adoptée.

M. Riottot désire savoir si les cartes d'offres et de demandes sont de la même couleur?

M. le Secrétaire répond négativement; il rappelle ce qu'il a déjà expliqué, que les premières sont de couleur rose et les secondes de couleur bleue.

— M. Maurice présente quelques observations sur les excès de travail qui sont imposés aux enfants dans certaines industries, celle de l'emballage notamment. M. l'Inspecteur s'est mis en rapport avec le Président du Syndicat de l'emballage, qui s'occupe d'améliorer la condition des apprentis emballleurs et de les réunir pendant la journée du dimanche. M. Maurice regrette que M. Triard, Président de ce Syndicat, ne fasse pas partie de la Société et ne fonde pas un Patronage, à l'instar de ceux qui ont été fondés par plusieurs de nos collègues et qui rendent tant de services.

M. le Président répond qu'il a fait dans ce sens des ouvertures à M. Triard, mais que ce dernier a demandé à s'entendre avec ses collègues. Les choses en sont restées là.

M. Maurice appelle aussi l'attention de la Société sur les apprentis fumistes. Il applaudit à la mesure prise à sa demande, (à la suite d'un entretien qu'il a eu avec le premier attaché de la Légation suisse, à Paris,) par le Gouvernement de la Confédération helvétique, qui a récemment interdit d'envoyer en France les enfants au-dessous de 12 ans non munis de certificats.

M. l'Inspecteur cite plusieurs faits regrettables, qui ont abouti à des procès-verbaux et à des poursuites en police correctionnelle.

Comité des Accidents de fabrique. — M. Alb. Robin, secrétaire du Comité, présente un rapport sur les travaux accomplis au cours de l'année 1875. (Voy. ci-après, p. 24.)

M. le Président se fait l'interprète de la Société pour remercier les membres du Comité de leur zèle et de leurs efforts.

COMMISSIONS LOCALES — M. le Secrétaire fait connaître que les présentations officielles soumises par la Société de protection au Conseil général de la Seine ont été agréées par le Conseil et que la publication officielle des noms des membres de ces Commissions locales agréés par M. le Préfet de police doit avoir lieu incessamment.

3^e FÊTE DE L'ENFANCE OUVRIÈRE. — M. Emile Leroux, secrétaire de la Commission des récompenses, au nom de cette Commission présente le rapport suivant :

« MESSIEURS,

Votre Commission des récompenses et d'organisation de la 3^e Fête de l'Enfance ouvrière s'est déjà réunie plusieurs fois et désire vous rendre compte de ce qu'elle a fait jusqu'à présent.

La date de la 3^e Fête a été fixée au dimanche 30 avril et le Cirque d'été des Champs-Élysées choisi de préférence au Cirque d'hiver; M. Riché a été chargé de traiter de la location et actuellement les signatures sont échangées.

La Commission s'est occupée, aussitôt cette décision prise, de donner une grande publicité à son projet de Distribution de prix, afin d'obtenir de nombreuses propositions de récompenses en faveur des diverses catégories de candidats; elle a donc rédigé un Programme assez étendu dont vous trouverez des exemplaires sur le bureau; nous prions les membres présents d'en distribuer aux industriels qu'ils connaissent. Ce Programme a été tiré au chiffre de 5000. Il a été envoyé accompagné d'une lettre manuscrite aux dix-sept inspecteurs divisionnaires. Nous pensons que ces messieurs en raison de leur position seront en mesure de nous signaler des candidats dignes d'être récompensés.

Ces programmes ont été également envoyés avec lettres autographiées :

- 1^o A toutes les Chambres syndicales;
- 2^o Aux Sociétés industrielles;
- 3^o Aux Chambres consultatives des Arts et Manufactures de toute la France;
- 4^o Aux Chambres de commerce;
- 5^o Aux Conseils de prud'hommes;

6° Aux Commissions locales chargées de l'inspection du travail des enfants;

7° Aux Journaux de Paris et de province avec demande d'insertion ;

8° A un grand nombre des principaux Industriels.

La Commission a résolu d'accorder, cette année, un plus grand nombre de livrets de 25 francs et de 20 francs aux apprentis.

L'envoi des programmes et l'appel que nous faisons à toutes les personnes sympathiques à la cause des jeunes travailleurs ne peut manquer d'accélérer l'arrivée des dossiers; nous en possédons actuellement un certain nombre (une trentaine) que nous avons commencé à examiner.

La partie artistique de la Fête a été peu discutée jusqu'à présent; ce n'est guère qu'au dernier moment qu'on pourra arrêter un Programme, mais il a été décidé, en principe, qu'on lui donnerait un peu plus d'extension que l'année dernière pour rendre la séance aussi attrayante que possible pour les spectateurs.

Nous prions les membres présents de nous indiquer le plus tôt possible les candidats aux récompenses qu'ils pourraient connaître. »

La séance est levée à 10 h.

Par délégation spéciale du Bureau :

Le secrétaire du Comité des Publications,

P. ROBQUET.

CORRESPONDANCE.

M. Gauthier, Inspecteur divisionnaire (13^e circonscription) du travail des enfants à Lyon, voulait bien écrire à M. J. Périn, secrétaire de la Société, le 27 décembre 1875 :

« J'ai éprouvé une vive satisfaction en lisant (Voy. t. VIII, 1875, p. 419), le témoignage spontané par lequel vous corroborez mon premier rapport au Ministre sur l'exécution, en Savoie, de la loi du 19 mai.

« Quelques semaines avant votre voyage, j'avais inspecté les arrondissements d'Annecy et de Chambéry, reconnu le bon vouloir des industriels, la situation assez correcte des enfants employés par eux. J'ai eu le plaisir de constater que mes instructions avaient été comprises et suivies »

DOCUMENTS OFFICIELS.

LOI DU 19 MAI 1874

SUR LE TRAVAIL DES ENFANTS ET DES FILLES MINEURES DANS L'INDUSTRIE.

RAPPORT

AU PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE.

Monsieur le Président,

La loi du 19 mai 1874 sur le travail des enfants et des filles mineures dans l'industrie a institué auprès du Ministre du commerce une Commission supérieure composée de neuf membres, dont les attributions sont ainsi définies :

- 1° Veiller à l'application uniforme et vigilante de la loi ;
- 2° Donner son avis sur les règlements à faire et généralement sur les diverses questions intéressant les travailleurs protégés ;
- 3° Arrêter les listes de présentation des candidats pour la nomination des inspecteurs divisionnaires.

Le Président de cette Commission doit, chaque année, adresser au Chef de l'État un rapport général sur les résultats de l'inspection et sur les faits relatifs à l'exécution de la loi.

Bien que la loi n'ait encore que six mois d'exercice, la Commission, dans le but de stimuler le zèle des intéressés et de calmer certaines appréhensions, a jugé nécessaire de résumer, dès cette année, les dispositions déjà prises pour réglementer le travail des enfants et des filles mineures dans l'industrie.

Jé vais avoir l'honneur, monsieur le Président, de vous faire connaître l'objet des délibérations qu'elle a prises, l'esprit dont elle ont été animées et les résultats qu'elles ont produits. Il importe de démontrer, en effet, que le nouveau régime n'a pas le caractère inquiétant qu'on lui a quelquefois attribué, et que l'inspection n'est pas instituée pour agir sur les industriels par voie de coercition, mais, qu'après avoir rappelé dans un texte de loi les devoirs de tous envers l'enfance, on a voulu en préparer l'observation par l'entente officieuse des patrons, des familles et des autorités locales. La persuasion, l'émulation, qui doivent être les premières et les meilleures armes de l'Administration, dispenseront presque toujours de recourir à celles de la loi, nous devons l'espérer.

La Commission supérieure, nommée par un décret du 9 juin 1874, a commencé ses travaux le 23 du même mois et les a continués dans neuf réunions provoquées dès que les affaires dont elle avait à s'occuper se trouvaient prêtes à lui être soumises.

Son premier soin a été l'examen des différents règlements d'administration publique destinés à compléter l'ensemble des dispositions législatives.

Ces règlements, préparés par le Comité consultatif des arts et manufactures, ont reçu la sanction du conseil d'État, après avoir été approuvés par la Commission, qui n'avait eu, d'ailleurs, à proposer que des changements sans gravité à l'excellent travail du Comité.

Ils sont au nombre de six, et ils se rapportent :

A la délimitation des circonscriptions territoriales attribuées aux inspecteurs divisionnaires ;

A l'admission exceptionnelle des enfants de 10 à 12 ans dans certaines industries ;

A la durée du travail effectif quotidien des enfants du sexe masculin employés dans les galeries souterraines des mines, minières et carrières ;

A la nomenclature des travaux interdits aux enfants comme dangereux ou excessifs dans les usines où ils sont admis ;

A la nomenclature des établissements dans lesquels l'emploi des enfants est interdit et de ceux dans lesquels il n'est autorisé que sous certaines conditions ;

Enfin, à l'emploi, conditionnel aussi, des enfants du sexe masculin de 12 à 16 ans à des travaux de nuit ou du dimanche, dans quelques usines à feu continu.

Cette première partie de sa tâche ainsi remplie, la Commission a préparé la liste de présentation des candidats pour la nomination des Inspecteurs divisionnaires. Elle a arrêté une liste des personnes offrant les garanties nécessaires de compétence spéciale, de situation, de services rendus et d'âge, parmi lesquelles s'est fixé le choix du Ministre.

Entrés en fonctions le 1^{er} juin 1875, les Inspecteurs, qui avaient reçu de l'Administration les instructions les plus complètes, ont adressé, chaque mois, à l'Administration les résultats de leurs premières investigations.

La Commission supérieure, en prenant connaissance de ces rapports, s'est assurée que si la loi n'est pas encore accueillie

comme un bienfait ce qui sera l'œuvre du temps, elle est acceptée sans répugnance, même par les industries qu'elle trouble momentanément. Par leur étendue et leur précision, ces rapports témoignent du zèle que les Inspecteurs ont mis à comprendre et à exécuter leur mission.

Les points qui ont partout fixé leur attention sont : l'âge d'admission dans les ateliers, la durée du travail et l'état de l'instruction primaire des enfants employés dans les manufactures.

L'article 2 de la loi a fixé à douze ans au moins, sauf quelques exceptions déterminées au règlement du 27 mars 1873, l'âge auquel les enfants peuvent être admis dans les manufactures, usines, etc. Cette disposition devait être l'objet d'une application absolue. La loi édictée pour la protection de l'enfance s'est proposée, en effet, de la soustraire immédiatement à un travail prématuré qui arrête son développement physique, qui compromet son développement intellectuel, qui menace même son progrès moral, au grand détriment des forces de la nation et de l'ordre public.

L'inspection n'a pas manqué à ce devoir. Partout où elle a rencontré dans les usines des enfants au-dessous de l'âge réglementaire, elle a demandé leur renvoi de l'atelier ; elle l'a obtenu sans difficulté.

Cette rigueur était nécessaire ; il ne peut être permis d'abuser de l'autorité paternelle pour condamner, à toujours, de jeunes êtres sans défense à une infériorité physique, intellectuelle et morale. La mesure n'a, d'ailleurs, de rigoureux que l'apparence. Elle prive momentanément la famille du modique salaire que peut gagner un ouvrier de dix ans, mais elle permet à celui-ci de développer ses forces et d'acquérir à l'école l'instruction primaire élémentaire qui l'autorisera, lors de sa rentrée à l'atelier, à travailler la journée entière. Ce léger sacrifice des parents aura sa compensation matérielle. Le législateur prévoyant a pensé que les années soustraites à un travail prématuré et épuisant préparaient pour l'âge mûr des ouvriers vigoureux, habiles et disposés à rendre à leurs parents, affaiblis par l'âge, des secours et des soins qui n'auront plus été refusés à leur propre faiblesse au début de la vie.

L'interdiction du travail de nuit et le repos du dimanche ont été exigés pour toutes les usines qui ne se trouvaient pas com-

prises dans les exceptions prévues. La loi s'exécute presque partout sans difficulté, et dans tel centre industriel important, qui emploie plus d'un millier de jeunes filles de seize à vingt et un ans, sur un simple avertissement de l'Inspecteur, le travail de nuit a été supprimé immédiatement.

Les dispositions relatives à l'instruction primaire sont à la fois parmi les plus sérieuses de la loi du 19 mai et parmi celles aussi dont l'application est des plus délicates pour le moment. Car il s'agit d'en assurer l'exécution sans porter un trouble inutile dans des arrangements qui, à l'autorité d'un fait presque consommé, joignent les circonstances atténuantes que toute situation transitoire peut invoquer. L'inspection a rempli cette partie de sa tâche avec tact.

Tout en exigeant que les prescriptions de la loi fussent observées, elle a cru pouvoir accorder certains tempéraments à l'égard des jeunes ouvriers qui, à raison de leur âge, allaient se trouver prochainement en dehors de la tutelle de la loi, et auxquels l'application trop rigoureuse de cette disposition aurait causé, sans profit, un sérieux préjudice.

L'exécution de la loi rencontrait, d'ailleurs, sur ce point d'utiles auxiliaires. Beaucoup de grands industriels; prévenant le vœu du législateur, avaient installé depuis longtemps dans leurs établissements des écoles spéciales, où les enfants recevaient, sans déplacement, l'instruction primaire élémentaire, souvent même une instruction plus étendue. Proclamons-le à l'honneur de notre commerce et de notre industrie, ces établissements, véritables familles industrielles, dont tous les enfants reçoivent les mêmes enseignements et les mêmes soins intellectuels ou moraux, sont moins rares en France qu'on ne le pense. Le travail, l'intelligence et la conduite y marquent à chacun sa place, et tel devient ainsi ingénieur de la compagnie ou contre-maitre de l'atelier, dont le père maniait le pic ou la navette. Ces exemples généreux et prévoyants vont être suivis aujourd'hui par beaucoup de propriétaires d'usines, avertis par la loi et excités par l'émulation.

De son côté, M. le Ministre de l'Instruction publique, par une Circulaire récente, stimule le zèle des instituteurs primaires au sujet des soins à donner aux enfants employés dans l'industrie.

Et cependant, il faut le reconnaître, ces sages mesures du

législateur, ces prévoyances de l'Administration et ces bonnes dispositions de l'industrie sont encore insuffisantes. Si, grâce au dévouement de certains chefs d'usines, ou aux sacrifices de quelques municipalités, les sources auxquelles l'enfant peut puiser l'instruction sont déjà ou vont bientôt devenir plus abondantes, il est encore trop de centres industriels dans lesquels le nombre des écoles ne suffit pas ou même dans lesquels elles font complètement défaut.

L'Inspecteur se trouve ainsi amené à autoriser une infraction à la loi s'il laisse au travail de la journée entière des enfants ignorants, ou à les livrer au vagabondage, s'il les force à quitter l'atelier, grave question qui appelle la sollicitude de l'Administration supérieure, et dont la solution nécessite l'action combinée de MM. les Ministres du Commerce et de l'Instruction publique.

Les Commissions locales, instituées par l'article 20 de la loi, sont constituées, on peut le dire, dans tous les départements; quelques-unes même ont prêté leur concours au service de l'inspection.

Mais à l'égard des Inspecteurs départementaux, la presque totalité des Conseils généraux, par suite de considérations budgétaires, a cru devoir en ajourner la création.

La Commission supérieure espère que cette situation regrettable pourra se modifier. Les départements où se trouvent placées des industries importantes, en s'imposant un léger sacrifice pourront alléger la charge des quinze Inspecteurs divisionnaires chargés de la surveillance de toute la France et surtout assurer le bénéfice de la loi à tous ceux qu'elle intéresse.

S'il est nécessaire, en effet, au nom de l'humanité, qu'elle soit exécutée au profit de l'enfant sans défense, il ne l'est pas moins, au point de vue de la sincérité des situations commerciales, qu'elle soit également obéie par tous les industriels. Parmi les arguments qu'on lui oppose, celui qui se présente le plus souvent se fonde sur l'impossibilité où se trouve un manufacturier qui respecte la loi de soutenir la concurrence de ceux qui la tiennent en oubli. C'est donc à la fois pour déférer au vœu du législateur, pour assurer partout à l'enfance une juste protection et pour placer tous les intérêts commerciaux sous un niveau loyal et uniforme qu'il est nécessaire de rendre l'inspection du travail des enfants efficace, égale et sincère dans tous les départements.

Pour cette période de transition, les mesures répressives ont été presque nulles, l'Administration, d'accord avec la Commission et dans un esprit de sage prudence, ayant recommandé aux Inspecteurs de considérer la coercition comme une arme que la loi a mise entre leurs mains pour vaincre les résistances opiniâtres et dont ils ne doivent faire usage qu'après avoir épuisé les moyens de persuasion. Si des procès-verbaux de contravention ont été dressés, si de légères condamnations ont été prononcées, c'est qu'il s'agissait de réprimer un petit nombre de faits graves, de pourvoir à quelques cas urgents et pour lesquels il paraissait utile d'ailleurs de faire un exemple.

En résumé, quoique les résultats obtenus après une expérience de quelques mois ne soient pas encore très-appreciables, on peut dire que cette première application de la loi du 19 mai 1874 marque un pas définitif. Dans un avenir prochain, grâce au travail coordonné des Inspecteurs, aidés du concours des Commissions locales et surtout grâce à l'esprit patriotique et éclairé qui anime les industriels eux-mêmes, les bienfaits de la loi auront pénétré partout.

L'Angleterre, qui nous avait précédés dans le développement de l'industrie des grands ateliers, a reconnu qu'il n'était ni juste ni politique de livrer l'enfant comme une machine inerte aux exigences sans frein de la concurrence, au double esclavage d'un industriel indifférent et de parents sans cœur. Elle a promulgué des lois et a mis en pratique des mesures propres à garantir son développement physique, à ouvrir son intelligence et à lui imposer quelque reconnaissance pour un état social qui s'occupe désormais avec tant de sollicitude de ses intérêts.

S'il est vrai que certains abus signalés autrefois en Angleterre n'avaient jamais été observés en France, il ne l'est pas moins qu'aujourd'hui notre pays se trouve en retard. Il convient d'éclairer les industriels et les pouvoirs locaux, d'obtenir par l'émulation leur protection pour l'enfance et d'appeler, au besoin, dans l'intérêt de celle-ci, l'intervention et l'autorité de la loi. Un jour, des conventions internationales viendront obliger l'Europe civilisée à se soumettre à des règles fondées sur le respect de l'âme humaine pour soustraire l'enfance aux désordres et aux abus de la concurrence; il convient que la France puisse se présenter alors comme ayant réalisé tout ce que la justice commande et tout ce que nous inspire la douceur de nos mœurs.

Je ne terminerai pas cet exposé sans exprimer à l'Administration du Commerce, et spécialement à M. le vicomte de Meaux, le Ministre éclairé qui la dirige, les remerciements de la Commission pour le concours qu'elle en a reçu, et sans payer un tribut de justes regrets à l'un de nos collaborateurs, l'honorable M. Deseilligny, qu'une mort prématurée nous a ravi et qui laisse des souvenirs si profonds au sein de la Commission, au département de l'Agriculture et du Commerce et dans le pays.

J'ai l'honneur de vous prier d'agréer, Monsieur le Président, l'hommage de mon profond respect.

*Le Président de la Commission supérieure du travail des enfants
et des filles mineures dans l'industrie,*

DUMAS (1).

BULLETIN DES COMMISSIONS LOCALES.

SEINE. — Voici le texte des Arrêtés de M. le Préfet de police organisant les Commissions locales chargées de veiller à l'exécution de la loi du 19 mai 1874 dans le département de la Seine.

« 10 janvier 1876.

Nous, Préfet de police,

Vu l'article 20 de la loi du 19 mars 1874 sur le travail des enfants et des filles mineures employés dans l'industrie, portant institution, dans chaque département, de Commissions locales chargées de veiller à l'exécution de ladite loi;

Vu la délibération du Conseil général du département de la Seine en date du 23 novembre 1875, prise conformément aux dispositions de l'article 21 de la loi précitée et ainsi conçu :

ARTICLE PREMIER. — Il y aura dans le département de la Seine 7 Commissions locales. Chacune de ces Commissions sera composée de 7 membres.

ART. 2. — La 1^{re} circonscription comprendra les 3^e et 10^e arrondissements de Paris ;

la 2^e circonscription comprendra les 11^e, 19^e et 20^e arrondissements de Paris ;

la 3^e d^o d^o les 4^e, 5^e, 12^e, 13^e et 14^e d^o

la 4^e d^o d^o les 1^{er}, 6^e, 7^e, 15^e et 16^e d^o

(1) *Journal officiel*, n° du 12 janvier 1876, p. 319.

la 5 ^e	d ^o	d ^o	les 2 ^e , 8 ^e , 9 ^e , 17 ^e et 18 ^e	d ^o
la 6 ^e	d ^o	d ^o	l'arrondissement de Saint-Denis;	
la 7 ^e	d ^o	d ^o	l'arrondissement de Sceaux.	

Vu la liste de présentation faite par le Conseil général en vertu de l'article 22 de la même loi;

ARRÊTONS :

ARTICLE 1^{er}. — Sont nommés Membres des Commissions locales chargées de veiller à l'exécution de la loi du 19 mai 1874 sur le travail des enfants et des filles mineures employés dans l'industrie, savoir :

POUR LA PREMIÈRE CIRCONSCRIPTION.

MM. *Vinois* (Adolphe-Achille), teinturier, place de la Rotonde-du-Temple, 20.

Chatelain, ancien bijoutier, boulevard Magenta, 107.

Blot (Louis-François), fabricant de bronzes, r. des Archives, 28.

De Bellay, ancien négociant, boulevard Beaumarchais, 91.

Lhuillier, négociant en boutons, boulevard Sébastopol, 66.

D^r Perrin (Eugène-René), rue de Saintonge, 66.

POUR LA 2^e CIRCONSCRIPTION.

MM. *Duret* père, fab^{nt} de produits chimiques, r. de Belleville, 108.

Poulot (Denis), fabricant de produits pour le polissage, avenue Philippe-Auguste, 50.

Dumangin, ancien manufacturier, rue des Fêtes, 5.

Carré (Charles), négociant en vins, boulevard Voltaire, 53.

Hervier, garde-mines, rue de Bagnolet, 37.

POUR LA 3^e CIRCONSCRIPTION.

MM. *Divry* (Charles-Étienne), propriétaire, rue Morère, 7.

Gros, ancien fabricant de meubles, rue Saint-Antoine, 187.

Hertemathe, architecte, boulevard Saint-Michel, 63.

Périn (Jules), propriétaire, rue des Écoles, 8.

POUR LA 4^e CIRCONSCRIPTION.

MM. *Delzant*, avocat, avenue Duquesne, 30.

Giot, avoué à la Cour d'appel, rue aux Ours, 32.

Friedel, conservateur-adjoint à l'École des mines, boulevard Saint-Michel, 60.

Robiquet (Paul), avocat, rue de Rennes, 90.

Robin (Albert), interne des hôpitaux, rue de Madame, 56.

POUR LA 5^e CIRCONSCRIPTION.

MM. *Berteaux*, ancien négociant, avenue des Champs-Élysées, 75.

Chaix (A.), imprimeur, rue Bergère, 20.

Champion (Paul), chimiste, rue de Turin, 7.

MM. *Engel-Dollfus*, manufacturier, rue Saint-Fiacre, 9.
Leroux (Émile), ingénieur civil, rue Louis-le-Grand, 1.

Le Préfet de police,
Signé : L. RENAULT.

Pour extrait conforme,
Le secrétaire général,
DE BULLEMONT.

(NOTA. — Nous avons cru devoir supprimer de l'Arrêté ci-dessus les noms des membres non acceptants.)

α 14 février 1876.

Nous, Préfet de police,

Vu l'Arrêté du 10 janvier 1876 par lequel ont été nommés les membres des Commissions locales chargées de surveiller à Paris l'application de la loi du 19 mai 1874 sur le travail des enfants et des filles mineures employés dans l'industrie ;

Attendu qu'il y a lieu de pourvoir au remplacement de dix membres non acceptants ;

ARRÊTONS :

ARTICLE PREMIER. — Sont nommés Membres des Commissions locales chargées de veiller à l'exécution de la loi du 19 mai 1874 sur le travail des enfants et des filles mineures employés dans l'industrie, savoir :

POUR LA PREMIÈRE CIRCONSCRIPTION.

M. *Ollive*, négociant en porcelaines, faïences et cristaux, rue de Maubeuge, 34 (en remplacement de M. Degousée, ingénieur).

POUR LA 2^e CIRCONSCRIPTION.

M. *Douchin*, propriétaire, rue de la Folie-Méricourt, 66 (en remplacement de M. Turquetil, fabricant de papiers peints).

M. *Pichot*, entrepreneur, rue des Murs de la Roquette, 16 (en remplacement de M. Grados, ingénieur civil).

POUR LA 3^e CIRCONSCRIPTION.

M. *Callou*, agent général du touage de la Haute-Seine, rue Saint-Louis-en-l'Île, 3 (en remplacement de M. Karth, fabricant de papiers peints).

M. le docteur *Ballet*, rue Saint-Louis-en-l'Île, 84 (en remplacement de M. Royannez, mégissier).

M. *Deffez*, fabricant d'instruments d'optique, rue de La Harpe, 31 (en remplacement de M. Lemoine, fab. d'ébénisterie.)

POUR LA 4^e CIRCONSCRIPTION.

M. *Berthier*, fabricant de cartes, rue de Rivoli, 152, (en remplacement de M. Mary, ancien entrepreneur).

M. *Deschamps*, ingénieur civil, rue du Bac, 40 (en remplacement de M. Charles Petit, ancien négociant).

POUR LA 5^e CIRCONSCRIPTION.

M. *Grandmaison*, rentier, rue de Clichy, 10 (en remplacement de Damoiseau, propriétaire).

M. *Soufflot*, fab. bijoutier, rue du Quatre-Septembre, 10 (en remplacement de M. Seguïn, marbrier).

*Le Député de l'Assemblée nationale
chargé des fonctions de Préfet de police.*

Signé : F. VOÏSIN.

Pour extrait conforme :

Le secrétaire général :

DE BULLEMONT.

NORD. — *Lille*. — On nous écrit de Lille : « La Commission locale de surveillance du travail des enfants dans les manufactures des cinq cantons de Lille, constituée le 22 novembre, s'est ajournée jusqu'au moment où elle aura reçu les instructions annoncées par M. le Ministre de l'agriculture et du commerce, ainsi que la loi et les règlements sur la matière. »

NOTA. — Le Bureau de la *Société de protection* a l'honneur de prier MM. les Inspecteurs divisionnaires du travail des enfants et des filles mineures employées dans l'industrie de vouloir bien lui faire connaître la composition des Commissions locales de leurs circonscriptions, afin que la Société puisse se mettre en rapports avec MM. leurs Présidents.

Il accueillera avec empressement toute communication que les membres desdites Commissions voudraient bien lui adresser.

(*Le Secrétaire.*)

ŒUVRES-ANNEXES

DE LA

SOCIÉTÉ DE PROTECTION DES ENFANTS EMPLOYÉS DANS L'INDUSTRIE.

ŒUVRE-ANNEXE DE L'ASSISTANCE JUDICIAIRE.

(Extraits des procès-verbaux par M. JORET-DESCLOSIÈRES, secrétaire).

M. le Secrétaire de la Société communique plusieurs faits regrettables d'exploitation d'apprentis, qu'il a relevés dans les journaux :

Les Enfants surchargés. — *Le Gaulois* (numéro du 11 décembre 1875) contenait le fait suivant :

« Signalons à qui de droit un fait inqualifiable de la part d'un patron :

« Hier, vers neuf heures du soir, un pauvre gamin de onze ans, Ernest Lenoir, apprenti chez un facteur de pianos, s'affaissait, épuisé, sur le boulevard de Belleville.

Le petit apprenti avait sur le dos une charge de 50 kilogrammes qu'on l'avait chargé de porter, et il succombait sous le faix.

Il a été conduit au poste des Amandiers, d'où avis de l'incident a été transmis à M. Grillières, Commissaire de police. »

L'Opinion nationale (n° du 13 janvier 1876) publiait, sous ce titre : « *l'exploitation des enfants*, » les lignes suivantes :

« Il est fâcheux que la loi sur le travail des enfants ne puisse indiquer d'une façon précise la somme d'efforts qu'on peut leur imposer. On n'assisterait pas au spectacle écœurant dont on n'est que trop souvent témoin à Paris, où continuellement on rencontre de petits êtres souffreteux, traînant une lourde voiture ou portant une charge au-dessus de leurs forces.

Dans l'après-midi d'aujourd'hui, les passants de la rue d'Hauteville ont dû forcer une jeune fille de 12 ans, apprentie lingère, à se rendre chez le Commissaire de police à l'effet de faire constater qu'on l'avait chargée d'un paquet de linge qu'il lui était presque impossible de porter à plusieurs reprises elle était tombée, en se contusionnant gravement.

Le magistrat a fait appeler la patronne de cette enfant et l'a sévèrement admonestée. »

M. Périn ajoute que l'on rencontre trop fréquemment dans les rues de jeunes blanchisseuses accablées par le fardeau qu'elles portent.

M. J. Périn rappelle que l'*Oeuvre de l'Assistance judiciaire* s'est plusieurs fois émue de la spéculation que faisaient certains agents d'affaires au détriment de victimes d'accidents, en entreprenant les procès de ce genre que des ouvriers blessés pouvaient avoir à exercer contre leurs patrons. (Voy. sa note précédente, publiée dans le *Bulletin*, t. III, 1869, p. 406-409).

Il ajoute qu'il ne faut pas perdre de vue que, par application de l'article 1986, le salaire stipulé au profit d'un mandataire (notamment d'un agent d'affaires) peut être réduit par les Tribunaux, s'il est exagéré (1).

COMITÉ-ANNEXE DES ACCIDENTS DE FABRIQUE

RAPPORT

SUR LES TRAVAUX DU COMITÉ DES ACCIDENTS DE FABRIQUE

PENDANT L'ANNÉE 1875,

par M. ALBERT ROBIN,

secrétaire du *Comité des Accidents de fabriques*,
interne et lauréat des hôpitaux de Paris,
membre de la 4^{me} Commission locale du département de la Seine,
chevalier de la Légion d'honneur.

Le Comité des Accidents de fabriques vient d'accomplir sa huitième année d'existence : fondé en 1868 par M. Barreswill, il n'eut pendant six années qu'un rôle assez limité et ne consacra tout d'abord ses soins qu'au patronage des enfants blessés et mutilés dans les manufactures. En 1873, le Comité fut réorganisé sur des bases nouvelles et plus étendues ; l'étude et

(1) Voy. : Cass. 7 fév. et 18 avril 1855 : S. V. 55. 1. 527 ; P. 55. 2. 515 ; D. P. 55. 1. 206 ; — C. Paris, 12 janv. 1856 : S. V. 56. 2. 293 ; P. 56. 1. 82 ; D. P. 56. 2. 175 ; — C. Bordeaux, 12 fév. 1857 : S. V. 58. 2. 554 ; P. 58. 433 ; C. Paris, 23 sept. 1857 : S. V. 57. 2. 599 ; P. 58. 433. — Cass. 12 janv. 1864 (vol. mpl.) : S. V. 63. 1. 249 ; P. 63. 580 ; D. P. 63. 1. 302. — Conf. Pont, n° 1109 ; V. toutefois Massé et Vergé, V, § 754, note 11, et C. Paris, 27 juin 1863 : S. V. 63. 1. 249, note ; P. 63. 584 ; V. *Code annoté* de Sirey, nos 15 et 16).

la vulgarisation des moyens préservatifs contre les accidents devinrent, avec le patronage des mutilés, l'objectif principal de ses travaux. Précédé dans cette voie par l'Association de Mulhouse et dirigé par son éminent Président, qui mit au service de l'OEuvre naissante sa longue expérience et un dévouement à toute épreuve, le Comité des Accidents de fabriques put entrer de suite dans la voie pratique.

Pendant l'année 1874 un grand nombre de questions furent résolues : vous vous rappelez encore nos études de statistique, le rapport remarquable de M. *Château* sur les scies circulaires; celui de M. *Leroux* sur le règlement d'ordre intérieur destiné à être affiché dans les imprimeries; notre Enquête sur les accidents qui surviennent dans cette industrie importante; les savantes communications faites sur l'hygiène industrielle par MM. les D^{rs} *Marjolin* et *Perrin* et par M. le baron *Larrey* (de l'Institut).

Ces travaux donnaient la mesure de l'importance que devait acquérir le Comité quand il aurait conduit à bonne fin les diverses séries de questions dont il abordait l'étude.

Cette première année d'activité effective produisit d'ailleurs des résultats presque inattendus : l'enquête sur l'imprimerie, grâce à la publicité considérable qu'elle occasionna, fit connaître fort avantageusement le Comité, non-seulement à Paris, mais encore dans toute la France, et les prix dont vous avez formulé et répandu le programme, associèrent les efforts d'un certain nombre de travailleurs, aux recherches patientes et souvent fructueuses que les membres du Comité ont effectuées, dans la découverte et la vulgarisation des meilleurs moyens préservatifs contre les accidents de machines.

Nous conservons dans nos archives, comme un témoignage vivant de cette activité les dossiers de l'enquête sur l'imprimerie, ainsi que la volumineuse correspondance de notre première année de pratique : les Chambres syndicales, les Sociétés industrielles, les Associations ouvrières ont répondu, en grand nombre, à l'appel que nous avons fait à tous, nous assurant de leur sympathie et de leur concours. Il est impossible de tout citer, mais nous ne saurions passer sous silence, la réponse qui nous a été adressée par M. *Longhaie* au nom de la Société industrielle de Lille et de l'OEuvre des Invalides du travail de la même ville, et par les Sociétés industrielles de Nantes, de Reims, d'Elbeuf, etc. — Poursuivant le but que M. *Engel-Dollfus* avait tracé avec une si

grande autorité, nous avons demandé à ces Sociétés de nous renseigner sur l'état des Institutions opérant en faveur des jeunes ouvriers dans leur rayon industriel et sur la création possible de Sociétés-annexes de protection ou d'associations préservatrices contre les accidents. M. *Longhaie* nous a appris qu'il avait devancé notre demande, et les détails touchants qu'il nous donne sur la création et le fonctionnement de l'OEuvre des Invalides du travail de la ville de Lille, ont prouvé au Comité qu'il n'est point isolé dans la tâche si difficile qu'il a entreprise et que, de tous côtés, des hommes de cœur unissent leurs initiatives, leurs intelligences et leurs forces, pour concourir au grand œuvre de la préservation des accidents. M. *Longhaie* soulève aussi une bien grosse question : c'est la modification ou plutôt la transformation de la loi de 1868, sur l'établissement d'une caisse d'assurance en cas d'accidents dans les travaux agricoles et industriels. L'étude de ce projet de révision n'est point encore arrivée à l'ordre du jour de nos travaux : il sera l'objet d'un rapport spécial pendant l'année 1876, et le Comité décidera s'il doit, ou non, s'associer aux vœux de M. *Longhaie* et de l'OEuvre qu'il dirige avec une sollicitude si éclairée.

Le Comité s'est donc fait connaître par ses travaux, par les prix qu'il distribue et par les relations qu'il s'est efforcé de créer avec les divers centres industriels de la France : la publicité lui a été fournie par le *Bulletin de la Société de protection*, par l'envoi de ses programmes et circulaires et par l'appui que lui ont prêté la plupart des grands journaux politiques et littéraires, qui ont reproduit ses programmes dans leurs colonnes ; tout était donc bien préparé pour que l'exercice 1875 fût plus fécond encore en résultats pratiques que celui qui l'avait précédé, et le succès en effet est venu bien souvent couronner nos efforts.

Les travaux du Comité des Accidents de fabriques pendant l'année 1875 contiennent quatre chefs bien distincts :

- 1° Travaux de statistiques;
- 2° Étude des moyens préventifs contre les accidents;
- 3° Hygiène industrielle;
- 4° Programme des prix. — Bibliographie. — Revue des travaux étrangers.

La statistique des accidents forme la base de toute étude préventive : il faut savoir exactement dans quelles circonstances

et de quelle manière arrivent les accidents pour qu'il soit possible de chercher à les éviter. Aussi l'établissement de cette statistique est-il une œuvre considérable à laquelle le Comité attache la plus haute importance et qu'il cherche de mener à bonne fin, en utilisant les documents épars dans les recueils périodiques et en insistant d'une façon continue, pour que les statistiques officielles lui soient communiquées.

Pour obtenir celles-ci, le Comité s'est adressé à la Préfecture de police et à l'Assistance publique; mais ses recherches et ses demandes, accueillies partout avec la bienveillance qui s'attache naturellement à ses efforts, ont été infructueuses. Il est pénible, mais il est indispensable d'avouer que, sur ce point, nous sommes fort en retard sur l'Angleterre, où les rapports des inspecteurs donnent sur les accidents de fabriques, des détails qui permettent l'établissement des moyennes et des comparaisons de la plus grande utilité.

Le cadre que nous avons à remplir a été tracé dès le début de notre période d'activité; les accidents, dans notre statistique, sont déjà classés par industries, par genre de machines, causes d'accidents, sexe et âge du blessé, indication de la blessure, suites de celle-ci : ce n'est qu'avec cette analyse détaillée qu'un pareil travail peut être réellement utile et devenir, pour notre Comité, le point de départ et l'assise solide d'une action raisonnée, parce qu'elle est basée sur des faits bien observés.

MM. les D^{rs} Perrin et Marjolin, M. de Bellay, M. A. Robin, etc., nous ont communiqué le récit d'un grand nombre d'accidents; les uns ont été consignés au *Bulletin*; d'autres, moins importants, restent dans nos archives, où ils pourront être consultés quand les documents recueillis seront assez nombreux pour que nous puissions en effectuer une revue d'ensemble.

Mais c'est à l'initiative de M. Engel-Dollfus que nous devons les meilleurs résultats obtenus. Notre Président n'a rien trouvé de plus simple que d'associer la *Commission supérieure du travail des enfants dans les manufactures* au but que nous poursuivions, et la démarche qu'il a faite auprès de M. Ozenne, nous permet de croire que, sur ce point du moins, nos vœux seront accomplis. Nous espérons qu'après la demande qui en a été faite officiellement par le Comité, le bureau de statistique créé au Ministère de l'Agriculture et du Commerce pour réunir les chiffres relatifs au fonctionnement de l'inspection des manufac-

tures et à l'application de la loi sur le travail des enfants, nous espérons, dis-je, que ce Bureau nous communiquera, au fur et à mesure qu'ils seront recueillis, les chiffres qui nous manquent pour déterminer, par industrie et par genre de machines, le nombre et la nature des accidents qui se seront produits dans une période déterminée.

Nous signalerons encore parmi les notes les plus utiles qui aient été produites devant le Comité, à propos de ses travaux de statistique, un Bulletin des *explosions d'appareils à vapeur* pendant les années 1868 à 1872. C'est à M. le Dr Perrin que nous devons la communication de ce document plein d'enseignements. Sur 77 explosions, 47 avaient pour cause, soit une négligence, soit un défaut de surveillance; 14 étaient dues à des vices de construction ou de fabrication. L'Administration française a pensé avec raison que la publication régulière dans le *Journal Officiel*, du Bulletin des explosions de machines à vapeur était éminemment utile, maintenant que le décret du 25 janvier 1865 a affranchi l'industrie des appareils à vapeur des formalités préventives auxquelles elle était précédemment assujettie : le Comité des accidents de fabriques a accueilli avec reconnaissance cette déclaration, qui lui fournira un relevé méthodique de tous les accidents de cette nature.

Enfin, après une discussion approfondie sur la meilleure méthode à suivre pour connaître rapidement et sûrement les accidents qui peuvent arriver dans toute l'étendue de la France, le Comité a émis le vœu que la *déclaration obligatoire* imposée par la loi anglaise fût aussi adoptée dans notre pays. Sans se croire en position d'émettre un avis absolu sur un point aussi délicat, le Comité pense néanmoins que ce procédé réunit les conditions les plus pratiques : il a appuyé son vœu sur les déclarations précises des inspecteurs allemands et anglais et sur l'expérience de ceux de ses membres qui appartiennent à l'industrie.

La *deuxième série des travaux du Comité*, comprend l'étude des *moyens préventifs* contre les accidents.

J'ai exposé dans le compte-rendu de nos travaux pour 1874, le plan adopté par le Comité dans cet ordre d'études, je n'y reviendrai pas. Nous avons eu à nous occuper pendant le cours de 1875 de deux industries : le *papier peint* et la *filature*. M. Engel-Dollfus s'est chargé de la première ; il s'est mis en rapport avec les principaux chefs de cette industrie à Paris, et a cons-

titué les éléments d'une enquête, d'où il résulte que les accidents qui peuvent arriver dans les fabriques de papier peint n'offrent rien de particulier à cette fabrication, et qu'ils proviennent le plus souvent de l'inobservation des règles de la prudence la plus élémentaire. On peut donc appliquer à cette industrie. les mesures générales de précaution que notre Comité a formulées. Notre enquête cependant, reste encore ouverte, car un fait qui s'est passé tout récemment dans une des plus importantes fabriques de papier peint, nous porte à croire qu'il y aurait là peut-être quelques points spéciaux à élucider.

La *filature* est une industrie bien autrement importante à tous égards ; elle demandait des études beaucoup plus complètes, et faites avec plus d'ensemble. Le Comité, après avoir posé les bases d'une enquête générale, voulut recueillir dans les centres de filatures et particulièrement à Mulhouse, tous les documents nécessaires ; le nombre considérable d'enfants employés dans la filature, la fréquence et la gravité des accidents justifiaient la nécessité de cette détermination. — Aidé par notre collègue, M. de Bellay, M. E. Leroux visita les filatures de Paris et de ses environs, et adressa un questionnaire à un grand nombre de filateurs : mais les établissements de Paris peu considérables, assez spéciaux, souvent mal outillés, ne pouvaient pas fournir les bases d'une étude sérieuse ; d'autre part, le plus grand nombre des filateurs consultés ne se donnèrent pas la peine de nous envoyer les renseignements qu'on leur demandait, ou ne répondirent que d'une façon assez incomplète. En présence de ces difficultés, le Comité décida d'envoyer à ses frais M. E. Leroux étudier dans les magnifiques établissements de l'Alsace toutes les améliorations introduites dans les filatures pour préserver la vie des travailleurs.

Dans ce voyage, M. Leroux, à la recommandation de MM. Dollfus-Mieg et C^{ie}, fut reçu parfaitement par les grands industriels de Mulhouse et des environs ; il put voir et se rendre compte de toutes les précautions appliquées dans les ateliers : règlements et avis affichés près des machines ; couvertures des organes dangereux, engrenages, peignes et cardes ; appareils préservatifs spéciaux à tel ou tel appareil ; il avait tous les éléments d'une juste appréciation des dangers et des moyens employés pour y remédier ; mais ce qui devait surtout l'aider et le guider dans cette tâche, c'étaient les excellents Bulletins

de l'Association de Mulhouse pour prévenir les Accidents de machines, bulletins où étaient décrits année par année les diverses améliorations successivement essayées et appliquées à chaque appareil; il trouva là également des renseignements précieux sur la statistique des accidents arrivés à Mulhouse depuis huit années.

Il était dès lors bien facile de se rendre compte, dans l'industrie de la filature, du danger de chaque appareil, du nombre proportionnel d'accidents, de la cause et de la gravité des blessures. Si cette base était aussi bien connue pour chaque industrie, quelle ne serait pas notre force vis-à-vis des industriels! Nous pourrions alors mettre sous leurs yeux des preuves irrécusables du danger, trouver le point précis où doit être appliqué le moyen préservatif, provoquer les recherches des inventeurs dans un sens déterminé et, dans bien des cas, arriver à une prévention efficace.

Grâce aux travaux de l'Association contre les Accidents de machines de Mulhouse, l'Alsace a vu les accidents diminuer progressivement dans ses filatures; honneur donc à sa persévérance et à M. Heller, l'inspecteur de l'Association, qui par son travail et son dévouement, a largement contribué à ce beau résultat! Espérons que par nos soins ce fait se généralisera peu à peu dans toute la France pour l'industrie qui nous occupe actuellement, et successivement pour toutes les autres.

Avec les renseignements recueillis en Alsace, M. Leroux a pu faire au Comité un rapport complet sur la question.

Ce rapport a paru au *Bulletin de la Société de protection* dans la livraison de septembre-octobre 1875. Il sera tiré à part et envoyé à tous les filateurs des départements.

Un rapport de cette importance est difficile à résumer en peu de mots; il est utile cependant de rappeler brièvement les différents points traités.

1^o *Statistique.* — Un peu plus du quart des accidents des filatures arrivent par les métiers à filer automates; les blessures sont de la dernière gravité; les victimes sont surtout les enfants qui se font écraser contre le bâti par la rentrée inopinée du chariot; 25 0/0 succombent à leurs blessures. 10 0/0 des accidents ont lieu par les transmissions: blessures graves, quelques-unes mortelles; 40 0/0 par les batteurs: mutilation des membres supérieurs; 1/3 des accidents par les cardes: blessures souvent moins graves, arrachement des

chairs; 20 0/0 ont lieu par les ouvreuses, bancs à broches, étirage, machines à aiguiser, peigneuses, etc., les accidents sont, en général, moins sérieux que les précédents.

Dans les filatures de laine, les accidents sont moins fréquents et moins graves: 50 0/0 ont lieu dans les peignages et étirages (arrachement des chairs par les peignes); les plus graves ont toujours lieu aux métiers à filer automatés et aux transmissions; mais leur proportion n'est que de 15 0/0.

Dans le tissage les accidents se produisent par l'échappement inopiné de la navette.

2° *Appareils préservatifs.* — Pour les transmissions : couverture des engrenages, courroies, poulies, arbres; éviter les pièces saillantes sur les arbres; emploi des monte-courroies; défendre les vêtements flottants; dans tous les appareils en général : couvrir les engrenages. Pour métiers à filer : emploi des nettoyeurs mécaniques, de débrayages instantanés et de freins. Pour batteurs et ouvreuses : couvercles ne pouvant s'ouvrir qu'au repos. Pour cardes : couverture complète des rouleaux. Pour bancs à broches : porte à claire-voie couvrant le mouvement différentiel et ne pouvant s'ouvrir pendant la marche. Pour métiers à tisser : emploi des garde-navettes.

3° *Avis et règlements à afficher auprès des appareils.*

Règlement concernant le nettoyage des transmissions;

- pour la mise en marche et l'arrêt des moteurs;
- concernant les ouvriers employés aux cardes;
- — le nettoyage et le réglage des bancs à broche;
- — les ouvriers employés aux métiers à filer automatés.

Avis concernant la responsabilité qui incombe aux contre-mâîtres et ouvriers en cas d'accidents.

L'importance et l'utilité d'un pareil travail n'échapperont à personne; quand le Comité, poursuivant avec courage l'énorme tâche qu'il a entreprise, aura fait sur chaque industrie des enquêtes analogues à celle-ci, ainsi qu'à notre étude sur l'imprimerie, il sera en mesure de rendre des services immenses, et son œuvre, ingrate encore, deviendra d'autant plus féconde que le labeur des premières années a paru plus pénible et plus ignoré. Mais il faudra bien des années pour que cette tâche soit accomplie; le Comité n'est pas assez secondé, il manque trop de liens avec l'Administration ou avec les industriels; il n'a guère pour lui que son initiative et le dévouement de ses membres; obligé de tout faire et de tout voir par lui-même, dépourvu de l'autorité qui lui serait indispensable dans ses

enquêtes industrielles, il est impossible qu'il ne perde pas beaucoup de temps à recueillir et à contrôler des documents et des renseignements épars çà et là; et puis à chaque pas nous nous heurtons contre la pire des choses : l'indifférence et l'inertie; ceux-là mêmes dont nous nous occupons et qui pourraient nous éviter une grande partie de la besogne, ne répondent pas à nos demandes. Par exemple, il existe en France mille à douze cents imprimeurs; tous ont reçu notre questionnaire et il ne nous est pas rentré cent réponses. Nous devons faire ces aveux, si tristes qu'ils soient, et nous les inscrivons à la suite des résultats heureux de nos études sur l'imprimerie et la filature, parce qu'il faut que la *Société de protection* sache, et ce que le Comité a fait, et ce qu'il pourrait faire s'il était énergiquement secondé.

Le temps ne me permet pas de rapporter tout ce qui a été dit et fait dans le Comité au sujet de la prévention des accidents; mais parmi les points les plus essentiellement pratiques qui aient été traités, je citerai la question des *monte-courroies*. On sait que la mise en place des courroies qui ont abandonné leurs poulies est une des causes les plus fréquentes d'accidents, aussi plusieurs inventeurs ont-ils proposé des systèmes plus ou moins automatiques, désignés sous le nom de monte-courroies et destinés à remettre immédiatement en place les courroies détachées. Un mécanicien très-distingué, M. *Biderman*, directeur de la filature Ant. Herzog, au Logelbach, a imaginé un nouvel appareil monte-courroies et nous a adressé un dessin et une notice explicative, en priant le Comité de vouloir bien examiner cet appareil. Le Comité a confié ce soin à notre collègue M. *Château*. L'honorable membre, qui avait appliqué plusieurs des appareils déjà connus et qui possèdent une grande expérience sur cette matière, a profité de l'occasion pour nous donner une étude pratique sur les monte-courroies en général, leurs avantages, leurs inconvénients, les indications et les contrindications de leur emploi. M. *Château* part de ce principe que les courroies devant pouvoir être mises alternativement en mouvement et en repos sans ralentir ou suspendre l'action du moteur, l'emploi des monte-courroies est théoriquement indiqué; mais pratiquement aucun appareil ne résout encore complètement le difficile problème qui consiste à faire passer instantanément de l'immobilité à une vitesse considé-

nable, les pièces mobiles d'un outil plus ou moins lourd. Comparant ensuite les appareils Herland, Durand, Beaudoin avec celui de M. Bidermann, M. *Château* fixe nettement leurs inconvénients, tels que le manque d'élasticité du système, la crainte des ruptures, l'accrochage de la courroie aux broches fixes en saillie, etc. Il établit ensuite une distinction capitale : les filatures dont les machines n'emploient que peu de force et les ateliers de construction où le moteur met en mouvement des outils d'un poids plus élevé et dont la dépense en force motrice est considérable : le monte-courroies Biderman peut convenir aux unes, mais bien souvent serait inapplicable dans les autres.

Pour achever le bilan de cette deuxième série de travaux, je rappellerai une intéressante communication de M. *de Bellay* sur la possibilité de remplacer la *scie circulaire* par la scie à ruban dans le travail de la nacre, et une note de notre savant vice-président M. le Dr *Marjolin* sur les accidents qui arrivent aux enfants que leurs parents emmènent dans les ateliers : l'honorable vice-président cite le cas d'une petite fille de 18 mois qui, portée par sa mère dans un atelier, eut trois doigts écrasés par un engrenage ; les faits de cette nature sont, paraît-il, assez fréquents, et M. Marjolin insiste, avec raison, pour que l'entrée des ateliers soit interdite à tous les enfants qui n'y travaillent pas.

La troisième série des études du Comité comprend *l'hygiène industrielle* et les *maladies professionnelles*.

On a vu plus haut que nous avons commencé une enquête sur les accidents qui surviennent dans toutes les industries et sur les moyens de les éviter : l'œuvre du Comité aurait été incomplète s'il n'avait ouvert la même enquête sur l'hygiène de ces industries, les maladies qui leur sont particulières et les moyens prophylactiques susceptibles de leur être appliqués.

M. *Albert Robin* s'est occupé de *l'hygiène des filatures*, afin de compléter le rapport de M. *Leroux* sur les accidents qui surviennent dans cette fabrication. Les conditions morbigènes les plus importantes qui aient été relevées sont, pour le *tissage des laines*, l'influence des températures élevées à l'encollage et au séchoir, avec le passage souvent brusque au froid du dehors ; dans les *filatures de coton*, les poussières en suspension dans l'air qui produisent une variété de phthisie dite cotonneuse, etc., etc. La *filature de laine* est moins nocive ; mais les laveurs

de laine ont à redouter plusieurs maladies : les affections charbonneuses et diverses variétés de dermopathies, éruptions (pustuleuses, érythèmes, furoncles,) etc. — La soie, le chanvre ont aussi leur pathologie. — D'ailleurs, sur tous ces sujets, la science est riche en monographies qui peuvent servir de base à toute étude nouvelle d'hygiène industrielle, et que nous mettrons à profit en les comparant avec ce que notre expérience personnelle nous a enseigné.

M. le Dr Perrin nous a parlé de l'assainissement des usines où l'on travaille le *phosphore*, et de l'*insalubrité de certains ateliers* occupant le rez-de-chaussée de maisons neuves et ne prenant air et lumière que sur des cours beaucoup trop étroites. Cette insalubrité a frappé aussi M. le Dr Marjolin, qui a souvent entretenu le Comité des moyens à employer pour la combattre.

Enfin, le Comité s'est occupé des empoisonnements auxquels sont exposés les ouvriers qui martèlent le plomb pour en fabriquer des ornements. M. Albert Robin a cité le cas d'une seule fabrique occupant cent ouvriers et qui a fourni en quelques mois cinq cas de colique saturnée, dont l'un fut suivi de mort. Les moyens prophylactiques sont ici d'une grande simplicité : tout ouvrier qui est exposé à contracter une intoxication par le plomb ou par ses composés doit avoir une hygiène sévère, éviter les excès alcooliques, se tenir avec une extrême propreté et user régulièrement des bains sulfureux ; si ces préceptes faciles à observer étaient exactement suivis, le nombre des saturnins diminuerait beaucoup ; c'est pourquoi le Comité a cru devoir les rappeler en engageant vivement les patrons à insister auprès de leurs ouvriers pour que ces règles soient appliquées aussi scrupuleusement que possible.

J'arrive à la *quatrième série* des études du Comité, qui comprend les *programmes de prix*, les *recherches bibliographiques* etc., etc.

Les *prix* que nous distribuons sont un de nos moyens d'action les plus actifs : ils stimulent le zèle des inventeurs et sont quelquefois l'origine de découvertes utiles. Aussi le Comité a-t-il largement étendu son programme et vous avez pu lire dans le *Bulletin* qu'il décernera en 1876, trois prix de cinq cents francs avec médaille de vermeil et médaille d'honneur pour les meilleures études sur les scies circulaires et l'imprimerie typographique, et cinq médailles d'argent pour les industriels qui auront

remplacé dans leurs ateliers les machines dangereuses par des appareils plus perfectionnés au point de vue du dommage qu'ils peuvent causer à l'ouvrier; pour les chefs d'ateliers qui auront éloigné les causes d'accident en adoptant tous les appareils d'isolement et de couverture actuellement usités, et aussi pour toute invention nouvelle et perfectionnement ayant pour but de prévenir les accidents de machines dans une industrie quelconque employant des enfants.

Nous augurons bien du concours de 1875, pour lequel plusieurs mémoires, dessins et modèles nous ont été déjà remis : leur nombre s'accroîtra certainement encore, la limite de la remise des travaux n'ayant été fixée qu'au 1^{er} janvier 1876.

A propos des études de *déontologie médico-industrielle*, je rappellerai, parmi les travaux du Comité, un mémoire très-important de M. le Dr *Marjolin* sur la nécessité qui incombe au médecin de ne délivrer, en cas d'accidents, que des certificats, pour ainsi dire temporaires, et de se montrer très-réservé dans les conclusions de ceux-ci au point de vue des conséquences futures de l'accident; en un mot, le médecin doit se garder de porter un jugement définitif, mais faire des réserves, qui, souvent, sont justifiées par les événements consécutifs.

A l'appui de cette thèse, le chirurgien de l'hôpital Sainte-Eugénie cite des exemples où, d'après la nature et la gravité des blessures, on aurait pu se croire parfaitement autorisé à porter le pronostic le plus fâcheux et à affirmer que le blessé resterait infirme durant toute sa vie, et où cependant une guérison inespérée et complète venait changer complètement les conditions primitives sous l'influence desquelles avait été fourni le certificat; le fait inverse peut aussi se produire: une blessure en apparence peu grave peut entraîner dans l'avenir des incapacités de travail telles, que l'équité oblige alors à modifier la conclusion du premier certificat. En appliquant avec exactitude la proposition de M. le Dr *Marjolin*, on peut éviter bon nombre de ces contestations tardives qui se dénouent presque toujours par des actions en justice, au grand préjudice de l'honorabilité industrielle et de la moralité ouvrière.

Les *recherches bibliographiques*, l'étude des *législations et des coutumes étrangères* ont beaucoup occupé les membres du Comité pendant le cours de cette année; mais, afin que les documents ainsi recueillis aient une utilité directe et immédiate,

le Comité a cru devoir les adresser régulièrement à la Commission supérieure du travail des Enfants : ainsi, par exemple, les rapports ou les portions de rapport des inspections étrangères ayant trait aux accidents de machines ne sont souvent traduits que tardivement et par conséquent aussi tardivement utilisés, tandis que leur examen immédiat pourrait peut-être avancer de beaucoup certaines améliorations dans le service des inspections.

Permettez-moi d'en citer un exemple :

Les inspecteurs des manufactures pour Berlin et la province de Silésie viennent de publier leur premier rapport : il rend compte des travaux de l'inspection pendant l'année 1874 et renferme des statistiques et des observations du plus haut intérêt.

Or, à Berlin comme à Paris, ce service d'inspection en est encore à ses débuts ; seulement Berlin a sur Paris une avance de dix-huit mois dont il serait bon de profiter ; à Berlin comme à Paris, il y a une variété, un morcellement extrême des industries ; on y emploie, à la vérité, beaucoup moins d'enfants, mais dans l'une et dans l'autre ville, les ateliers sont nombreux, disséminés, et il est à présumer que l'on rencontrera une certaine analogie entre les dispositions des ouvriers et des patrons dans les deux capitales. — C'est pourquoi le Comité a fait traduire les instructions ministérielles données aux inspecteurs pour la province de Silésie, les chapitres les plus importants du rapport de l'inspecteur des manufactures de Berlin, les formulaires accompagnant les rapports dudit inspecteur, une revue générale sur les fabriques de Berlin, les accidents qui s'y produisent et sur leur inspection, enfin un certain nombre de passages qui, dans les rapports semestriels présentés aux Chambres anglaises par les inspecteurs des manufactures, MM. Redgrave et Baker, présentent des particularités qui peuvent intéresser le Comité des Accidents de fabrique.

C'est à M. *Engel-Dollfus* que nous devons la centralisation et la traduction de ces documents, qui viendront maintenant enrichir chaque année la collection que nous avons commencée en 1874 et qui compte déjà un grand nombre de pièces importantes.

En dehors de ces rapports sur les grands centres industriels, il existe, dans quelques villes d'une moindre importance, des coutumes et des législations particulières qui pourraient être utiles à consulter : telle est la ville de Darmstadt, sur laquelle M. de Bellay nous a donné quelques notes fort intéressantes.

Tel est l'exposé des travaux du Comité des Accidents de fabrique pendant l'année 1873. Si l'on considère qu'il n'a jamais compté plus de sept à huit membres actifs y compris son Bureau, et que ses séances n'ont lieu que tous les deux mois, on verra que cette année a été fort utilement employée : nous avons réalisé sur 1874 un progrès sensible tant par l'importance que par le nombre des questions examinées et dont plusieurs ont été résolues.

Nous puisons dans les résultats acquis un grand encouragement pour l'avenir et la nomination promise de quelques-uns d'entre nous comme membres des Commissions locales permettra au Comité de suivre de plus près les détails de pratique journalière qui ont pu lui échapper jusqu'à présent.

Si, maintenant, considérant les lacunes de notre œuvre, il nous était permis de formuler des vœux, nous demanderions à la *Société de protection* de vouloir bien étendre, non pas notre programme, mais les moyens d'action qui nous sont nécessaires pour le remplir : la sanction officielle, le droit de visiter les ateliers et les usines, la participation plus directe aux divers services de l'inspection, l'entrée de nos membres les plus autorisés soit dans l'Inspection, soit dans la Commission supérieure, compteraient au nombre des améliorations les plus indispensables.

RAPPORT

DE MM. CHATEAU ET LEROUX

sur le Concours du Prix n° 1 du Comité des accidents de fabrique.

(Couvre-scie circulaire.)

MESSIEURS,

Il y a un an, à pareille époque, le Comité des Accidents de fabrique avait mis au concours *l'invention et l'application d'une disposition propre à prévenir les accidents nombreux auxquels donne lieu l'usage des scies circulaires.*

Un prix composé de 500 francs et d'une médaille d'honneur devait être la récompense de l'inventeur qui résoudrait la question d'une manière complète.

Nommés par vous pour examiner les divers dossiers qui nous ont été envoyés, nous les avons étudiés consciencieusement; dans plusieurs d'entre eux, nous avons rencontré quelques bonnes idées, mais nous avons le regret de vous annoncer qu'il n'y a pas lieu de décerner le prix n° 1. Cependant nous demanderons au Comité après avoir entendu nos critiques et remarques sur chaque projet, de distribuer quelques encouragements, sous forme de médailles et de primes, aux meilleurs d'entre eux.

Les mémoires ou modèles présentés ont été au nombre de neuf, chiffre assez considérable, qui prouve que notre appel a été entendu et que l'utilité de couvrir les scies circulaires est généralement reconnue.

DOSSIER N° 1.

DEVISE : « Au progrès humanitaire. »

L'idée principale de cet appareil est le sciage par en dessous, idée ingénieuse et attrayante au premier abord, mais qui, après un plus mûr examen, a soulevé bien des objections dans notre esprit.

L'axe de la scie n'est plus assujéti sur la table, mais porté par un fort bâti en fonte, mobile au moyen d'une vis de rappel qui l'élève ou l'abaisse selon le diamètre de la scie. La partie supérieure de la scie est protégée par une couverture composée de pièces de bois en partie mobiles et permettant le démontage des lames; des guides maintiennent la scie et l'empêchent de se voiler; une espèce de chariot ou planche à coulisse munie d'une poignée et d'une pièce d'accrochage du bois permet de maintenir et de guider la pièce sans y mettre la main. Les dents ont une forme différente de celle en usage pour les scies circulaires communes.

La grande objection que l'on peut faire tout d'abord à ce système est son prix élevé et l'impossibilité de l'appliquer à une scie existante. Ceci est un point capital sur lequel nous nous permettons d'attirer l'attention du Comité; nous voulons en effet trouver un remède au danger que présentent les nombreuses scies qui existent et non changer celles déjà en activité; du moment qu'il s'agit d'un changement radical d'outil et d'un prix plus élevé, nous recommanderons toujours le remplacement de la scie circulaire par la scie à ruban.

— Voici les critiques que nous croyons devoir formuler sur cet appareil, critiques que réfuterait peut-être en partie une expérience; le Comité jugera s'il y a lieu de faire un essai pratique :

1° Cette suspension de l'axe en porte-à-faux, pour un outil prenant beaucoup de force, doit donner lieu à une trépidation, un ébranlement de la scie nuisible au travail; le bâti lui-même, si solidement fixé qu'il soit, doit résister difficilement à un travail prolongé;

2° A chaque élévation ou descente de l'axe de suspension, il faut diminuer ou rallonger les courroies;

3° Le sciage par en-dessous n'est-il pas dangereux, malgré la forme des dents, et le travail est-il aussi bon? Le scie, dans le cas qui nous occupe, travaille d'une manière toute autre : la dent, au lieu d'entamer la pièce en prenant son point d'appui sur la table, tend à l'entraîner dans le sens de son mouvement, par conséquent à l'arracher des mains de l'ouvrier et à porter sa main sur la scie. Le chariot ne suffit pas pour préserver la main droite;

4° La forme différente des dents est un grand obstacle à l'adoption de l'appareil; les scies ne se trouvent pas dans le commerce, il faut les commander; l'ouvrier qui retaille la scie est obligé de se conformer à un gabarit donné, au lieu de s'en tenir à la forme vulgaire;

5° Pendant le sciage, la partie des dents située entre l'axe et la pièce de bois reste à découvert.

Malgré le mérite de cet appareil, qui en somme est bien étudié et ingénieux, nous pensons qu'il y a lieu d'écarter ce projet, nous basant surtout sur sa complication, son prix élevé et l'impossibilité de l'appliquer à une scie existante.

DOSSIER N° 2.

DEVISE : « **A vaincre sans péril on triomphe sans gloire.** »

La machine présentée est un chevalet tournant destiné à amener les bois à débiter devant la scie circulaire. C'est un cas très-spécial ne rentrant nullement dans notre programme, et applicable soit au débitage des bois de chauffage, soit à celui des bois de teinture. L'ouvrier, au lieu de présenter lui-même le bois à scier, le met sur un support tournant à encoches circulaires, dont la vitesse est calculée au moyen de roues d'engrenages de diamètres différents, de manière à faire un nombre de tours en rapport avec celui de la scie.

Il n'y a pas lieu de s'arrêter à cet appareil, qui ne remédie à aucun des dangers signalés dans le programme.

DOSSIER N° 3.

DEVISE : « **Humanité, patrie.** »

L'appareil préservateur se compose : 1° d'une lame d'acier d'une épaisseur inférieure à celle de la scie, destinée à préserver la partie arrière, dont elle suit la courbe sans la toucher; 2° d'un cadre à poignée préservant la partie avant et relié à la pièce précédente par un boulon autour duquel il est mobile, de telle sorte qu'on peut le relever et l'abaisser selon l'épaisseur de la pièce à scier.

D'un avis unanime nous avons jugé que l'appareil était non-seulement impraticable, mais même très-dangereux. Le système d'abord

est grêle et ne représente pas la solidité que doit comporter un couvre-scie; la scie circulaire est un appareil brutal tournant avec une rapidité effrayante et détruisant le moindre obstacle opposé à son mouvement; or, que voyons-nous dans cet appareil? Une première pièce en acier d'une épaisseur moindre que la scie, de telle sorte qu'elle puisse passer dans le trait du bois sans toucher les parois; elle doit donc laisser au minimum un jeu de 0^m,001 de chaque côté, c'est-à-dire avoir 0^m,002 d'épaisseur de moins que la scie; or, les scies ayant une épaisseur de 0^m,003 à 0^m,006, c'est donc une pièce de 0^m,001 à 0^m,004, une lame bien flexible par conséquent, et qu'il est impossible de supposer parfaitement stable et fixe dans le plan de la scie; si en même temps on considère que le boulon reliant les deux pièces et servant à leur mouvement est le seul organe maintenant le système, il est impossible d'admettre qu'à un moment donné, l'appareil ne fléchira pas à droite ou à gauche; dans ce cas, au passage de la pièce de bois, le tout peut être violemment entraîné sur la scie et immédiatement lancé dans l'atelier avec une force irrésistible. En supposant même une rigidité suffisante à la pièce, le moindre pincement de la pièce de bois que l'on scie (fait qui se produit souvent), amènera le même résultat fatal. De plus, cette lame, qui doit s'appliquer si exactement sur le pourtour de la scie, exigerait des rechanges en nombre trop considérable pour être pratique.

Nous concluons au rejet de cet appareil, d'une application difficile, sinon impossible, que nous considérons du reste comme très-dangereux.

DOSSIER N° 4.

DEVISE : « E. D. »

Cet appareil est automatique, la pièce de bois doit le soulever à son passage; il retombe ensuite par son propre poids.

Il se compose d'une cage en treillis de fil de fer, du diamètre de la scie, supportée par une grande barre coudée, calée à l'extrémité d'un axe situé à l'avant de la table; à l'extrémité opposée de ce même axe se trouve une pièce agissant en dessous de la table, elle est tirée par un ressort à boudin destiné à faciliter le soulèvement du couvre-scie; en réalité, c'est le mouvement de sonnette; une pièce à plan incliné fixée en avant de la cage doit, dans la pensée de l'auteur, effectuer le soulèvement du système aussitôt qu'on pousse la pièce à scier contre l'appareil préservateur.

Tout d'abord nous rejetons d'une manière absolue les cages en treillis de fil de fer comme très-dangereuses, et cela malgré l'avantage qu'elles ont de permettre à l'ouvrier de voir la scie; au moindre dérangement de l'appareil, cette enveloppe peut toucher la scie, être accrochée par les dents, et l'appareil projeté sur l'ouvrier.

Cet énorme levier coudé, malgré toute sa solidité, doit osciller et peut se fausser facilement; il embarrasse la table.

La pièce située à l'avant de la cage est insuffisante pour provoquer le soulèvement, malgré l'aide du ressort à boudin; la forme est défectueuse et devrait être beaucoup plus convexe.

En somme, tout en engageant l'auteur à continuer ses recherches, nous ne croyons pas que cet appareil préserve suffisamment les travailleurs; il peut même devenir un motif de grave danger.

DOSSIER N° 5.

DEVISE : « **Aidons-nous les uns les autres.** »

Nous nous trouvons ici en présence d'un appareil mieux compris que les précédents et qui pourra donner lieu, si le Comité le juge utile, à un essai pratique.

L'auteur a pris le soin de nous remettre un modèle pour bien nous faire saisir son idée.

L'appareil se compose d'un système de deux segments articulés mobiles autour d'un axe, recouvrant la circonférence de la scie sur une hauteur de quelques centimètres. Le segment avant est muni d'un appendice recourbé de telle sorte que la pièce de bois le soulève dans son passage; le segment arrière est repoussé naturellement; l'un et l'autre segment retombent lorsque la pièce quitte l'appareil. L'appendice du segment d'avant est à jour pour permettre la vue de la scie. Ce couvre-scie proprement dit est fixé à un axe horizontal qui est lui-même supporté par une colonne ou arbre vertical boulonné sur la table.

Nous ferons d'abord remarquer à l'auteur que la principale idée de son couvre-scie, l'emploi de deux segments mobiles autour d'un axe et recouvrant la périphérie des scies de quelques centimètres n'est pas nouvelle; la Société industrielle de Mulhouse, dans son compte-rendu du concours des couvre-scies, en 1874, a lu un rapport de M. Schlumberger sur un mémoire décrivant un système analogue. (Voir *Bulletin de l'Association des Accidents de machines de Mulhouse*, année 1875, page 41.)

Voici les objections que nous croyons devoir faire à cet appareil : en cas de projection d'éclats un peu gros, le système mobile des segments ne serait pas suffisant pour éviter un accident; si à la partie postérieure de la scie il y a pincement et renversement de la pièce, fait qui arrive quelquefois, ce couvre-scie ne pourrait s'opposer à cet inconvénient; le support horizontal qui soutient le système, étant en porte-à-faux, est sujet à des dérangements qui font frotter la scie contre l'enveloppe et peuvent la détériorer. Il serait indispensable de mettre des points de repères et même d'opérer un clavetage solide pour déterminer la position exacte de l'enveloppe dans le mou-

vement de rotation autour de l'axe. Nous craignons que l'installation de l'appareil soit un peu coûteuse, le bas prix étant une condition d'une large application. L'auteur ne donne aucun moyen pour avertir l'ouvrier scieur que sa main arrive près de la scie. Nous sommes persuadés que le grand appendice du segment d'avant destiné au soulèvement gênera beaucoup l'ouvrier dans son travail; malgré l'ouverture de cet appendice et d'une partie du segment d'avant, l'ouvrier voit très-imparfaitement la scie.

Le nombre des rechanges des segments, en raison du peu de recouvrement, devra être trop nombreux.

Nous estimons que ce travail est digne d'encouragement et nous prions le Comité d'examiner s'il n'y aurait pas lieu, quoique le problème soit loin d'être résolu, de donner un encouragement à l'auteur?

DOSSIER N° 6

DEVISE : « Il faut prévenir le danger pour mieux l'éviter. »

L'appareil se compose d'une cage semi-circulaire en treillis de fer d'un grand diamètre, de telle sorte qu'elle puisse s'adapter à des scies de diamètres très-différents; deux lames en fer sont fixées sur les côtés et traversées par un boulon qui peut glisser entre deux montants boulonnés au plafond. Une corde terminée par un contre-poids, ou des chaînons peut soulever la cage de l'épaisseur du bois à scier.

Il y a lieu de répéter ici ce que nous avons eu occasion de dire dans un projet précédent : le couvre-scie doit être un appareil rigide d'une grande solidité; dans le cas qui nous occupe, c'est tout le contraire; nous sommes en présence d'un système sans aucune stabilité; ces supports ou guides si longs qui descendent du plafond ne suffisent pas pour maintenir le système; dans la plupart des cas, ils sont impraticables même dans l'hypothèse d'un plafond peu élevé; au moindre choc, le système doit prendre un balancement qui rend l'application de ce moyen tout à fait illusoire sinon dangereuse; cette cage en treillis présente de grandes chances d'accrochage par les dents de scie.

Nous concluons donc au rejet de ce moyen d'éviter les accidents des scies circulaires.

DOSSIER N° 7

SANS DEVISE « O ».

Cet appareil est l'un des mieux compris qui nous aient été soumis.

Comme dans le projet n° 5, il se compose d'un support vertical fixé à la table et d'une branche horizontale très-rigide mobile autour de l'axe vertical supportant le couvre-scie proprement dit. L'enveloppe de la scie est formée de deux plaques rigides, maintenues à écartement fixe par des goudjons. Un pignon et une crémaillère per-

mettent de faire monter cette enveloppe de la quantité voulue pour l'épaisseur du bois à scier. Une petite pièce mobile située à l'arrière de l'enveloppe se soulève au passage du bois et retombe d'elle-même. Des guides ou boulons de pression maintiennent la scie et l'empêchent de toucher aux parois de l'enveloppe. Nous négligeons dans cette courte description beaucoup de petits détails fort bien étudiés et qui prouvent l'expérience de l'auteur de cet appareil.

La principale objection à ce système est son prix d'établissement; l'auteur ne nous a donné aucun chiffre, mais si nous nous reportons au modèle, nous voyons que, vu sa réduction, toutes les pièces sont de dimensions exagérées, le support principal, la traverse horizontale, le support à crémaillère, etc... Nous reconnaissons cependant l'avantage d'une grande solidité pourvu qu'elle n'atteigne pas des proportions trop grandes.

Cette enveloppe de la scie nécessite aussi un assez grand nombre de rechanges. Peut-être vaudrait-il mieux aussi employer une enveloppe à jour, afin de permettre à la lame de se refroidir plus facilement. L'emploi de guides est une bonne chose; mais nous ferons remarquer à l'auteur que cette idée n'est pas nouvelle et qu'elle est brevetée. (Brevet n° 97,128, année 1872.)

La crémaillère est un organe coûteux; au lieu de vis de pression, nous préférons un encliquetage et même un clavetage avec point de repère pour descendre le couvercle exactement dans le plan de la scie.

La position du support vertical en dehors de la largeur de la scie est utile pour le sciage en travers. La pièce d'arrière dans sa simplicité est une heureuse idée pouvant empêcher les projections de bois et la présentation d'une pièce à rebours de la scie; on pourrait lui donner une course un peu moindre au moyen d'un arrêt.

L'auteur n'indique aucun moyen pour avertir l'ouvrier scieur qu'il arrive à l'extrémité de la pièce et le préserver du contact des dents.

Nous sommes d'avis de demander à l'auteur du projet une application pratique de cet appareil et un prix de revient bien exact. L'auteur est digne d'être récompensé, et nous appelons toute l'attention du Comité sur ce projet.

DOSSIER N° 8.

SANS DEVISE « OO ».

L'auteur nous a déposé un modèle en bois sans aucune explication, modèle qu'il intitule : guide de sûreté pour scie circulaire.

Il nous a été impossible, vu l'absence de mémoire, de bien comprendre ce petit appareil, qui ne serait, à notre avis, qu'un poussoir destiné à être tenu à la main, et non un couvre-scie.

Il en sera référé à l'auteur.

DOSSIER N° 9.

DEVISE : « **Honneur à la Société protectrice des ouvriers et apprentis !** »

L'idée nouvelle et ingénieuse de ce couvre-scie est la mobilité de la cage ou enveloppe de la scie, de manière à éviter les rechanges pour chaque diamètre différent de scie.

L'appareil se compose d'une grande cage grillagée en bois, composée de deux parties pouvant rentrer l'une dans l'autre; une tige filetée aux deux extrémités et en sens contraire éloigne ou rapproche à volonté ces deux parties, selon le diamètre de la scie. La cage est équilibrée par un contre-poids qui permet un relèvement ou abaissement facile, selon la dimension du bois à scier. Un levier coudé qui fait mouvoir un petit excentrique permet l'arrêt du système à la hauteur voulue.

Nous critiquerons d'abord la grande masse de ce système, assez compliqué du reste, cette cage énorme, ce bâti monumental.

Nous ne reviendrons pas sur ce que nous avons dit des enveloppes grillagées, que nous trouvons dangereuses. L'idée de cet excentrique n'est pas heureuse; nous doutons que la pression soit suffisante pour un arrêt immédiat ou du moins pour tenir l'arrêt. Le prix de revient de l'appareil construit en bois serait moins considérable en effet qu'avec un bâti en fer, mais le fonctionnement en est moins facile.

Ce projet, malgré tout, dénote chez son auteur un génie inventif et un grand travail; mais nous le trouvons trop compliqué; tout en lui donnant les félicitations qu'il mérite, nous l'engageons à travailler la question, à simplifier son appareil; il est en bonne voie, et toutes nos sympathies lui sont acquises.

Pour nous résumer, Messieurs, sur les neuf projets soumis à notre examen, nous vous dirons que trois nous ont paru dignes d'attention, et, s'ils ont été loin encore de mériter le prix n° 1 (500 francs et une médaille d'honneur), ils prouvent cependant chez leurs auteurs des efforts qu'il importe de récompenser.

Nous vous proposons donc d'examiner :

1° S'il est utile de pousser plus loin l'enquête en provoquant des essais pratiques, c'est-à-dire des installations sur des scies circulaires ?

2° Quels sont les encouragements à décerner à chaque candidat ?

Les trois projets sont, par ordre de mérite :

1° Dossier n° 7, sans devise;

2° Dossier n° 5, devise : Aidons-nous les uns les autres;

3^e Dossier n° 9, devise : **Honneur à la Société protectrice des ouvriers et apprentis !**

CHATEAU, De la maison Farcot et ses fils, constructeurs de machines.	LEROUX, Ingénieur civil.
---	------------------------------------

A la suite de ce rapport et après discussion des conclusions de MM. Château et Leroux, le Comité des Accidents de fabrique décide qu'il n'y a pas lieu de provoquer des essais pour les projets n° 5 et n° 9, et qu'on engagera l'auteur du projet n° 7 à installer son appareil et à convier quelques membres du Comité à assister aux essais.

Le Comité vote les récompenses suivantes à titre d'encouragement :

Projet n° 7 : 200 francs et une médaille d'argent ;

Projet n° 5 : 100 francs et une médaille de bronze ;

Projet n° 9 : 50 francs et une mention honorable.

Il est procédé à l'ouverture des plis cachetés.

Le projet n° 7 est de M. *Ganne*, Jean-Baptiste, scieur à la mécanique chez MM. Pleyel Wolff et C^{ie}, rue Soubise, n° 31, à Saint-Ouen (Seine) ;

Le projet n° 5 est de M. *Alfred Prevost*, ouvrier mécanicien, rue Danville, n° 6, à Montrouge ;

Le projet n° 9 est de M. *Couly-Boyer*, menuisier à Pérignat-lès-Sarlières, par Clermont-Ferrand (Puy-de-Dôme).

ÉTUDES PHILANTHROPIQUES

LE SCIEUR A LA MÉCANIQUE

LETTRE

A M. Frédéric ENGEL-DOLLFUS,

Président de l'Association pour prévenir les accidents de machines (de Mulhouse) et du Comité des Accidents de fabrique (annexe de la Société de protection des apprentis et des enfants employés dans les manufactures)

PAR

M. Jules PÉRIN, avocat à la Cour d'appel, docteur en droit, membre de la 3^e Commission locale du départ. de la Seine (chargée de veiller à l'exécution de la loi sur le travail des enfants.)

« Monsieur le Président,

Vous vouliez bien m'écrire, de Mulhouse, le 19 mai 1873 :
« M. Heller, inspecteur de l'Association pour prévenir les
» Accidents, voudrait profiter de son séjour à Paris pour visiter
» des ateliers où l'on emploie la scie circulaire, et plus particu-
» lièrement ceux où il pourrait avoir été tenté des essais dans
» le but de rendre cet outil moins dangereux.

» Pourriez-vous lui donner une lettre d'introduction pour les
» maisons dont vous m'avez parlé? (1) »

Et vous ajoutiez : « Permettez-moi de vous rappeler l'offre
» que vous me fîtes de me communiquer un résumé de tous les
» jugements rendus à Paris, depuis quelques années, en matière
» d'accidents (2); je le lirais avec beaucoup d'intérêt et j'en
» ferais probablement le point de départ d'un travail comparatif
» sur les lois françaises et allemandes qui régissent la matière,
» sans aucune espèce de prétention juridique. »

(1) Voy. le *Compte-rendu de la 6^e année (1872-1873) de l'Association pour prévenir les accidents de machines* (fondée sous les auspices de la Société industrielle de Mulhouse), p. 157.

(2) Ces pages sont détachées du chapitre *des Accidents causés par les machines-outils*, faisant partie d'un travail en préparation, (mentionné dans le *Bull. de la Société de protection des Apprentis et des Enfants employés dans les manufactures* t. I, (1867), p. 263), sur LA RESPONSABILITÉ PÉNALE ET CIVILE DES ACCIDENTS ATTEIGNANT LES PERSONNES employées dans les travaux industriels, — dans lequel nous nous proposons de faire connaître, occasionnellement, les instruments de travail les plus perfectionnés que la science met journellement à la disposition des travailleurs pour conjurer les accidents auxquels ils sont exposés, mais dont l'adoption éprouve souvent de sérieuses résistances par la force de l'habitude, qui est si tenace.

Je me suis félicité vivement de l'occasion qui m'a été offert d'accueillir, comme il le méritait, l'honorable et modeste M. F.-G. Heller, si dévoué à la mission d'humanité qui lui est confiée par les industriels mulhousiens.

C'est à l'Alsace, nous ne saurions l'oublier, c'est à la Société industrielle de Mulhouse que revient l'honneur de s'être, la première, livrée à une sérieuse enquête sur les moyens de prémunir les ouvriers contre les accidents causés par les machines !

« La plupart des fabricants ont introduit dans la disposition de leurs machines les améliorations les plus essentielles, et il est constaté que le nombre des accidents a diminué dans une proportion notable depuis que la question a été soulevée. » (M. Ed. Véron, *Les Institutions ouvrières de Mulhouse*, Paris, 1866, p. 269.)

Je me fais donc un véritable plaisir, cher Monsieur, de donner satisfaction à votre désir de connaître la Jurisprudence particulièrement en matière d'accidents ayant atteint des ouvriers scieurs à la mécanique.

Je place à cet effet, sous vos yeux, les principales relations de ces affaires, qui sont parvenues à ma connaissance, exposées dans un ordre méthodique, afin de vous en rendre la lecture plus facile.

Les nombreuses industries qui font usage de bois dressés emploient maintenant des machines-outils — lesquelles sont mues par un cours d'eau, un manège ou la vapeur, — qui remplacent par un travail mécanique celui que l'on faisait autrefois à la main.

Les perfectionnements continuellement apportés, depuis quelques années, dans la construction de ces engins employés pour scier, débiter (1) et raboter les bois, en ont beaucoup étendu l'usage. Ils ont permis de les appliquer à la fabrication des ouvrages les plus difficiles, tels que les moulures, les parquets, les roues de voiture, les tonneaux, les poulies, etc., qui s'exécutent maintenant au moyen de ces machines, avec une précision et un fini vraiment admirables.

Mais, à côté des avantages incontestables que présentent ces moyens mécaniques, ils ont l'inconvénient de donner trop souvent lieu à de terribles accidents.

(1) Le *débitage* des bois est l'opération qui consiste à les diviser en poutres, en madriers, en planches et en feuilletés minces.

Le martyrologe des scieurs à la mécanique en est la preuve! (1).

Les scies mécaniques peuvent se répartir en deux classes :

1° Les scies à mouvement rectiligne alternatif (dans lesquelles le mouvement de la scie est plus ou moins analogue à celui que les ouvriers impriment ordinairement à cet instrument);

2° Les scies à mouvement continu (2).

Dans les chantiers des scieries mécaniques, le transport des lourdes pièces de bois, leur déchargement, leur rangement et leur déplacement donnent lieu quelquefois à de fausses manœuvres ayant pour conséquence de blesser ceux qui y prennent part.

L'opération de l'équarissage des bois destinés à être débités par les scies à vapeur (3) a été aussi l'occasion d'événements accidentels, comme le suivant :

Le 3 juin 1869, dans la scierie de MM. Gamichon et Huot, à

(1) M. l'inspecteur mulhousien Heller, rapporte (*Compte-rendu de la 6^e année*, p. 61), qu'un inspecteur d'une grande Compagnie (allemande) d'assurance contre les accidents lui disait qu'elle n'admettait plus de scieries à son assurance, étant obligée de payer chaque année quelques milliers de thalers d'indemnité pour les accidents de scies circulaires.

(2) Nous renvoyons, pour plus amples renseignements sur les principales espèces de scies, aux travaux techniques suivants : de MM. Tresca, *Machines-outils*, Rapport du Jury sur l'Exposition de 1867; Tresca et Lecœuvre, *Machines-outils servant spécialement au travail du bois*, Rapport du Jury sur l'Exposition de 1867; M. Ch. Laboulaye, *Dict. des arts et manufactures, de l'agriculture, des mines*, etc. (Paris, Eug. Lacroix), v° *Scierie mécanique* par M. H. Mangon; la *France industrielle* de M. Paul Poiré et les *Simplex lectures sur les principales Industries*, du même auteur (Paris, Hachette et C^{ie}).

(3) Les scieurs de long ne sont pas non plus exempts d'accidents!

Voici, en effet, un exemple d'accident ayant atteint un ouvrier de ce métier :

Le sieur Jean Louis, blessé gravement dans des circonstances que la décision ci-dessous rapportée fait suffisamment connaître, forma contre M. Balutet, entrepreneur de charpente, pour le compte duquel il travaillait, une demande en responsabilité qui fut accueillie par le jugement suivant :

« Le Tribunal :

» Attendu qu'il est constant que Jean Louis a été blessé le 21 février 1867, par la chute d'une pièce de bois dont il venait d'achever le sciage;

» Que les témoignages recueillis au cours des enquête et contre-enquête auxquelles il a été procédé en vertu d'un précédent jugement de cette chambre, imputent la chute de la pièce de bois les uns à la rupture du câble destiné à la maintenir, les autres à une fausse manœuvre des ouvriers appelés pour descendre cette pièce de bois de dessus les tréteaux;

» Attendu que chacune de ces deux causes, le mauvais état des engins fournis par l'entrepreneur Balutet, ainsi que la maladresse de ses préposés, est de nature à engager la responsabilité de ce dernier;

» Attendu qu'il n'est nullement établi que Jean Louis ait, par son fait per

Sainte-Savine, près Troyes, le nommé Coffinet maintenait une pièce de bois qu'un nommé Dodin équarissait. Tout-à-coup, Dodin, en abattant sa hache, atteignit la main droite de Coffinet, et l'estropia pour le reste de ses jours.

A la suite de ce malheureux accident, C. forma une demande en indemnité de 6,000 francs, tant contre D., l'auteur principal, que contre ses patrons, G. et H.

Le Tribunal de Troyes, par jugement du 14 août 1869, n'admit pas la réclamation de C., blessé par sa propre imprudence, et si l'exposé très-sommaire des faits que nous venons d'exposer paraît engendrer la responsabilité de D. et des patrons, le jugement, par les circonstances de l'accident, explique le rejet de la réclamation de C. :

Attendu qu'il est dès à présent constant, d'après les documents fournis, que le 3 juin dernier, vers six heures du soir, dans l'établissement de scierie mécanique de Gamichon et Huot, à Sainte-Savine, ledit sieur Huot et l'ouvrier Dodin étaient occupés à équarrir une pièce de bois ;

Que le premier était à l'un des bouts de la pièce, et le second à l'autre ; qu'ils étaient aidés à leur travail par un autre ouvrier qui maintenait la pièce avec ses mains à l'une des extrémités du côté de Dodin ;

sonnel, augmenté d'une façon excessive la tension que le câble était destiné à supporter ;

» Que, s'il a assisté à la manœuvre au cours de laquelle il a été blessé, les susdits témoignages constatent qu'il était blessé au moment de la chute de la pièce de bois et n'a pu contribuer d'aucune manière à cette chute ;

» Qu'il n'avait pas la direction des ouvriers qui ont pris part à cette manœuvre et leur avait même conseillé l'emploi de précautions qu'ils ont repoussées comme inutiles ;

» Attendu, dès lors, qu'aucune part de responsabilité ne peut incomber à Jean Louis ;

» Qu'il résulte des dernières constatations de l'expert, que ledit Jean Louis est atteint d'une infirmité incurable et qu'il est désormais incapable d'exercer sa profession de scieur de long ;

» Que, dans ces circonstances, il y a lieu de fixer à la somme de 6,000 francs la réparation qui lui est due par Balutet, en outre de 1,000 francs précédemment payés ;

» Condamne Balutet à payer à Jean Louis la somme de 6,000 francs à titre de dommages-intérêts. »

M. Balutet a interjeté appel de ce jugement, soutenant que le sieur Jean Louis avait seul la direction des travaux de sciage dont il s'agit, et que l'accident qui lui était arrivé était uniquement dû à sa faute et à son imprudence.

Mais la Cour a confirmé la sentence des premiers juges par adoption pure et simple de ses motifs. (C. Paris, 4^e ch., 1^{er} août 1868, présidence de M. Metzinger.)

Que, pendant cette opération, Coffinet, qui était alors chauffeur dans l'établissement, est survenu, sans avoir été appelé par ses patrons, et, de lui-même, s'est placé vers le milieu de la pièce de bois et, en se baissant, y a déposé les mains sur le plat du bois pour aider à maintenir ;

Que Dodin, ayant terminé son travail, dit à l'ouvrier qui était de son côté de se retirer, et qu'aussitôt il leva sa hache pour la fixer à l'une des extrémités de la pièce de bois, afin de la retourner ; mais qu'au même instant Coffinet quittait sa place et se portait vivement de gauche à droite, en glissant sa main sur la pièce de bois, de sorte que sa main droite venait en quelque sorte se placer sous la hache de Dodin, au moment où elle s'abattait ;

Attendu que l'accident qui en a été la conséquence doit être attribué au mouvement irréfléchi de Coffinet, mouvement qu'on ne saurait expliquer, et que Dodin ne pouvait évidemment prévoir ;

Que rien ne prouve, au surplus, qu'il y ait eu faute de la part de celui-ci ;

Qu'à cet égard, les faits subsidiairement articulés par Coffinet sont vagues et sans précision ; qu'en effet, il articule bien et offre de prouver que Dodin aurait imprudemment et par inattention abattu sa hache sur sa main droite, mais qu'il n'énonce aucuns faits précis d'où résulterait la preuve de cette imprudence et de cette inattention ;

Qu'il n'y a donc lieu de s'arrêter à ladite articulation ;

Par ces motifs : Sans s'arrêter ni avoir égard aux faits articulés par Coffinet, lesquels sont déclarés non pertinents, comme vagues et sans précision ;

Déclare Coffinet mal fondé dans sa demande, l'en déboute et le condamne aux dépens de l'instance.

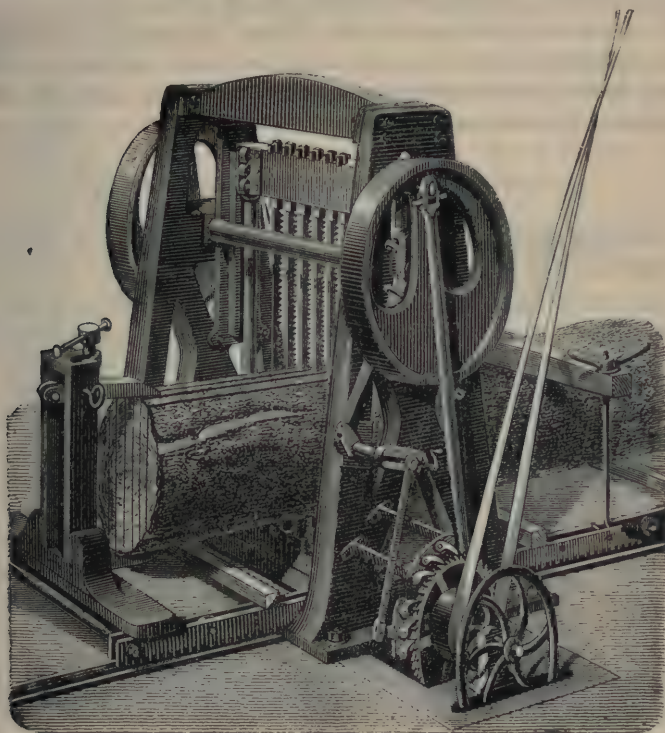
Portée devant la Cour de Paris, sur l'appel de Coffinet, cette décision a été confirmée purement et simplement par arrêt du 26 mars 1870, « sans s'arrêter aux conclusions subsidiaires de Coffinet, lesquelles « sont rejetées ».

§ 1. — *Scies verticales et horizontales.*

La première classe des scies mécaniques, celles à *mouvement rectiligne alternatif*, comprend les scies *verticales* et les scies *horizontales*.

Les scieries de la construction la plus rudimentaire et qui sont encore les plus employées — ces scieries montrent à la fois les premiers efforts de l'art et les perfectionnements qui ont été réalisés dans les scieries bien montées, — se composent d'une roue hydraulique, construite grossièrement, qui met en mouvement un arbre coudé réuni par une bielle à l'une des extrémités d'un

balancier, dont l'autre extrémité supporte, au moyen d'une seconde bielle, le châssis de la scie (dans lequel se trouvent montées plusieurs lames de scie) guidé dans son mouvement de va-et-vient dans le sens vertical par des coulisses en bois.



(Scie à châssis vertical.)

L'on comprend aisément que, si l'on vient présenter aux lames la pièce à débiter en la poussant contre elles, elles pénétreront dans le bois et que le sciage s'effectuera d'une manière régulière. Cette pièce se trouve amenée au contact des lames par un chariot mobile, dont le mécanisme moteur est relié à celui du châssis ; par suite, à chaque coup de la scie, par l'action d'une crémaillère ou même d'une corde, qui s'enroule sur un treuil commandé par une roue à rochet, conduite elle-même par un doigt ou cliquet, qui est mû par le châssis de la scie ou le balancier qui la met en mouvement, le chariot et la pièce de bois avancent d'une

certaine quantité contre les lames. Les lames sont en acier; la forme de leurs dents dépend de la nature des bois.

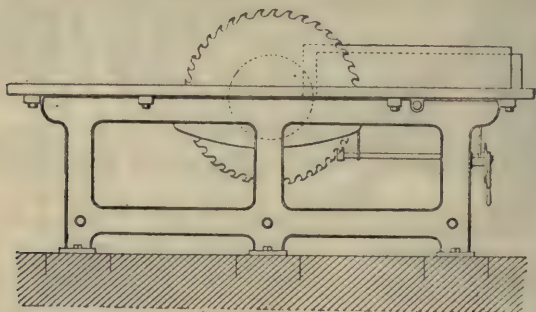
Les scies *horizontales* sont spécialement employées au sciage des *bois de placage* (feuilles très-minces de bois souvent exotiques, avec lesquels les ébénistes recouvrent les bois de pays.)

Les organes mécaniques dont elles se composent ne diffèrent pas sensiblement de ceux des scies verticales. Le châssis porte-lame se meut horizontalement, et le chariot sur lequel est placé le bois se meut verticalement.

§ 2. — *Scies circulaires et scies à ruban.*

La seconde classe des scies mécaniques, celles à *mouvement continu*, comprend les *scies circulaires* et les *scies à ruban*.

La scie circulaire proprement dite est un simple disque de tôle d'acier, dont la circonférence est dentée, c'est-à-dire garnie de dents.

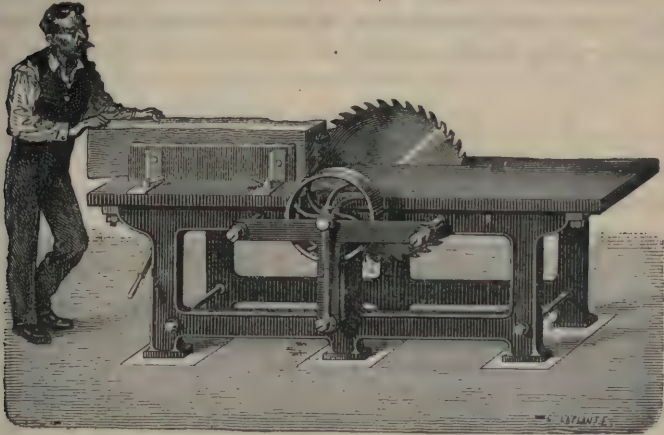


Le plateau circulaire, de dimensions différentes, est monté sur un arbre de fer auquel une machine à vapeur communique un mouvement rapide de rotation. La scie sort ordinairement à travers une fente pratiquée dans une table dont elle dépasse le niveau.

En faisant glisser le bois sur cette table et en le poussant contre l'outil, on le scie avec une grande régularité et en très-peu de temps.

Souvent, plusieurs lames sont montées sur le même arbre, et fonctionnent à la fois. Le mouvement de la pièce de bois est produit à la main ou mécaniquement.

L'usage de la scie circulaire est très-répandu dans l'industrie à cause de sa simplicité d'installation et à raison de sa commodité pour diviser un grand nombre de matières solides. La scie circulaire se rencontre donc dans une foule d'ateliers, non-seulement dans les scieries proprement dites, mais encore dans presque toutes les industries, comme outil indispensable de l'atelier de réparations (1).



(Scie circulaire.)

(1) Voici les principales applications de la scie circulaire : Pour le travail de gros bois : des bois en grume de section ronde, de très-grande longueur et de diamètres différents, sont sciés par ce moyen en long pour bois de charpente ou en planches pour carrelots, lambourdes, madriers ou planches de différentes largeurs et épaisseurs ; des madriers et planches d'épaisseurs différentes sont débités en bois carrés ou lattes plus ou moins larges pour chambranles, chevrons ou frises ; — Pour le travail du bois de chauffage : par ce moyen se scient en travers les bûches rondes ou autres ; — pour le travail de menuiserie : par ce moyen se fait l'ébarbage des planches, le sciage de lattes carrées ou triangulaires, le façonnage des feuillures, tenons ou rainures dans l'épaisseur des planches ou des lattes, le travail d'une foule de pièces de bois à faces parallèles ou obliques ; — Pour le travail industriel d'une manière générale : par ce moyen se rognent, se découpent, se font des entailles en tous sens dans des morceaux de bois de dimensions et de formes très-différentes, Ces travaux variés se présentent journellement dans les établissements industriels de tous genres, soit pour confectionner des modèles pour la fonderie, soit pour fabriquer des bobines, fuseaux, navettes, baguettes et tringles pour le tissage, soit pour confectionner des caisses d'emballage, etc.

On se sert aussi de la scie circulaire pour le découpage de pièces de métal, telles que rails ou autres pièces de forge de formes et de dimensions très-variables, pour façonner de petits objets de corne ou d'ivoire et dans les ateliers de tous genres.

Nous détachons du règlement (en date du 3 juillet 1863) de l'établissement de M. Monier, marchand de bois, à Paris, rue de Crimée, 20, les très-sages dispositions qui suivent, en vue d'assurer la sécurité des ouvriers :

Art. 18. — Les ouvriers ne doivent prendre la direction d'une machine qu'autant qu'ils en connaîtront parfaitement la marche ; ils devront, avant de commencer à travailler avec l'outil qui leur est confié, examiner avec soin s'il est en bon état ; ils devront en faire autant chaque matin, avant de se mettre à l'ouvrage.

Art. 19. — Les ouvriers chargés des machines doivent toujours se tenir auprès, afin d'en bien surveiller la marche, et veiller à ce qu'il ne s'y produise aucun dérangement qui pourrait déterminer une rupture ou un choc capable de les atteindre eux-mêmes ou leurs voisins.

Ils ne devront jamais graisser ou essuyer aucune pièce de leur machine, située dans les parties en mouvement, sans débrayer auparavant, et prendre leurs précautions pour que la machine ne puisse se remettre en marche toute seule. Lorsque les commandes soit dans la cave, soit dans la fabrication, devront être arrêtées ou remises en route, ils devront en prévenir par un coup de sonnette, de façon à ce que tout le monde l'entende, et que personne ne puisse être surpris par ce changement.

Lorsqu'une courroie aura besoin d'être remise en place, il faudra arrêter la commande à laquelle elle se rattache, et ne jamais essayer à la replacer étant en marche.

Art. 20. — Les ouvriers qui sont obligés de conduire leurs bois à la main, devront toujours bien faire attention à leur ouvrage et regarder leur travail, afin d'éviter toute blessure par suite de leur inattention. Ils devront, quand on leur adressera la parole, arrêter immédiatement leur travail, afin d'éviter toute distraction, cause commune d'accidents. Toute contravention à cette recommandation entraînera le renvoi de son auteur. Si un ouvrier remarquait dans la marche de sa machine quelque défaut pouvant entraîner un danger, il devra prévenir, afin que l'on puisse y remédier de suite. On ne devra également changer aucune pièce d'une machine sans qu'elle soit au repos complet et sans avoir pris les précautions nécessaires pour qu'elle ne puisse se remettre en route d'elle-même.

Par suite de l'inflammation qui se développe dans la blessure de l'ouvrier mutilé, la mort s'ensuit quelquefois.

Les ouvriers recourent souvent au moyen d'un morceau de bois appelé poussoir, pour pousser celui qu'ils scient, jusqu'à ce qu'il ait dépassé la partie tranchante du disque. Ce moyen, qui donne de bons résultats puisqu'il protège un peu la main

de l'ouvrier, n'offre cependant pas la sécurité nécessaire, car ce morceau peut aussi être engagé sur la scie ou lui être arraché.

Le disque de la scie court avec une rapidité terrible, à travers les morceaux de bois qu'il doit couper, dès que l'impulsion lui a été transmise par la force motrice établie dans l'usine. On ne s'explique que trop la fréquence des accidents causés par cet engin, quand on songe que c'est avec la main que presque tous les ouvriers poussent la planche soumise à l'action de la scie, et la maintiennent entre les ais de l'étau, et que cette main se trouve continuellement exposée au danger d'être atteinte, s'ils la laissent pendre de quelques millimètres en dedans de l'axe décrit par le terrible instrument (1).

Les blessures que la scie circulaire occasionne sont de deux genres :

1^o Accidents aux mains ou à toute autre partie du corps venant en contact avec les dents de la scie pendant le mouvement du disque.

Ces coupures aux mains se produisent le plus fréquemment quand la pièce de bois a presque entièrement dépassé le point d'attaque et lorsque l'ouvrier est près de finir la pièce qu'il débite; pour la pousser tout à fait, il est obligé d'avoir les doigts très-près des dents, et comme c'est à ce moment qu'il doit surtout vaincre l'effet que l'on désigne en disant que la scie repousse, il lui faut alors appuyer d'autant plus fortement sur le bois pour le maintenir contre la lame; ce redoublement d'effort, souvent, quand la résistance vient à cesser, cause un faux mouvement qui porte les mains sur le tranchant de la scie. Un jet de sang jaillit sur l'établi et le terrible disque a tranché, avec la précision d'un rasoir, un ou plusieurs doigts de la main de l'ouvrier (2).

(1) L'approche de la scie circulaire, lorsqu'elle est en mouvement, ne saurait être trop interdite aux personnes inexpérimentées.

« Quelques étrangers, rapporte le *Journal officiel* (n^o du 12 juillet 1869), visitaient dernièrement dans une grande ville manufacturière, une scierie à vapeur. L'un d'eux avança l'index pour toucher une scie circulaire extrêmement fine qui paraissait à l'œil immobile tant elle tournait rapidement : la lame lui trancha le doigt en un clin d'œil, avec la netteté d'un coup de rasoir. On entoure le pauvre homme, on lui bande le bras et on lui demande comment ce malheureux accident est arrivé.

— « Comme cela, » fait-il en touchant de l'autre index la scie tournante qui lui coupe un second doigt. »

(2) M. Laurent aîné, fondeur-mécanicien à Dijon, nous signalait, le 21 avril 1875, une cure merveilleuse qu'il avait obtenue dans un cas de blessure causée par une scie circulaire :

Dans une lettre que nous écrivait, le 21 avril 1875, M. Laurent aîné, fondeur-mécanicien à Dijon, qui emploie des scies circulaires dans ses ateliers, il nous disait : « Il faut malheureusement reconnaître que la plupart des accidents provenant de l'emploi de ces outils sont toujours le résultat de l'imprévoyance ou de la mésintelligence (défaut d'intelligence) de ceux auxquels ils sont confiés, car la scie ne court pas après l'ouvrier, c'est toujours lui qui se précipite sur elle d'une façon plus ou moins grave. Quoi qu'il en soit, le mal existe, et, comme vous, je suis parfaitement d'accord *qu'il faut tâcher d'y porter remède* (1). »

Le défaut d'attention que l'ouvrier apporte à son travail est, en effet, la cause la plus fréquente des accidents qui se produisent dans la manœuvre de ces machines. Les ouvriers se mon-

« Depuis plus de 20 ans, nous écrivait-t-il, j'emploie journellement ces instruments, sans qu'il me soit arrivé d'accidents graves.

» Ayant eu, cependant, un jeune homme de 16 ans assez intelligent et très au courant du travail, qui eut la main droite, nous dit-il, je ne sais comment, si malheureusement prise sur la scie que son pouce fut à peu près complètement détaché jusqu'au milieu de la paume de la main, il ne restait qu'un lambeau de peau qui le reliait au poignet. Son père, qui était présent, s'arrachait les cheveux ; la plaie était si affreuse que personne n'osait la panser ; je m'avisai à tout hasard de remettre le pouce à sa place, de le bander solidement et de conduire de suite le blessé chez le docteur. Pendant le trajet, le sang avait séché sur les bords de la plaie et le docteur, en homme prudent, crut devoir tenter une expérience, en ne dérangeant pas le pouce et en se contentant de le consolider par des bandelettes collées tout autour ; pendant les huit jours qui suivirent, le pouce resta complètement froid, il devint bleu, jaune, noir ! Le docteur persista. Quinze jours après il commençait à se réchauffer ; au bout de trois semaines, la circulation du sang et le mouvement des muscles se rétablissait ; un mois après, il était à peu près guéri.

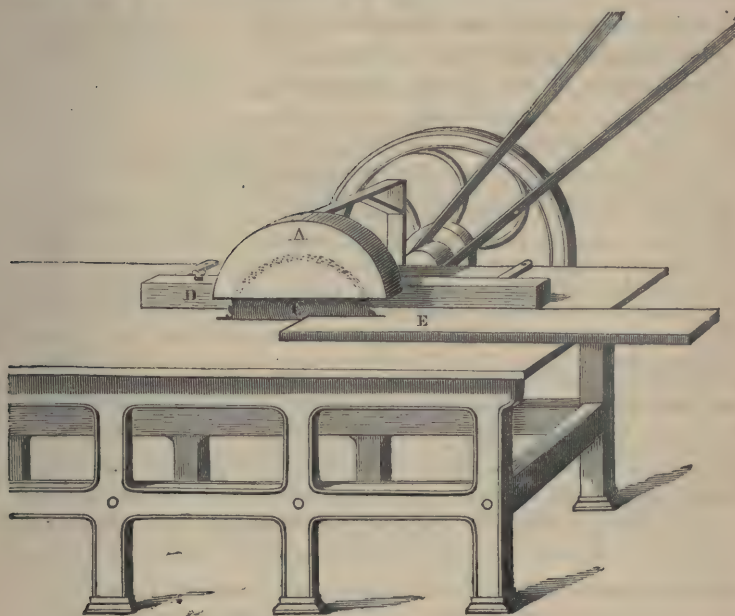
» Et, aujourd'hui, on s'aperçoit si peu de cet accident que le conseil de révision n'en a tenu aucun compte ; il est vrai que ce garçon était jeune et qu'on ne doit pas compter sur ces guérisons miraculeuses. »

(1) L'on permettra à l'auteur de cette étude de mentionner que, dès 1868, il se préoccupait de rechercher s'il ne serait pas possible de trouver le moyen de conjurer ces déplorables événements, d'écarter le danger qui paraît inhérent à ce genre de travail ; qu'il s'était demandé s'il ne serait pas facile de munir le bâti des tables des scies circulaires d'un chapeau ou recouvrement mobile, se mouvant au moyen d'une crémaillère ou simplement d'une vis, ce qui permettrait le passage des pièces de bois de dimensions différentes, à peu près dans les conditions du dessin ci-dessous, que nous reproduisons tel que nous l'avons

trent, en effet, trop souvent confiants dans leur adresse résultant d'une habitude journalière dans l'exécution de ce travail, et ils deviennent victimes de cette absence de précaution.

L'ouvrier doit toujours être attentif au travail qu'il accomplit, et, surtout lorsque les machines mises en œuvre pour l'exercice de l'industrie à laquelle il est attaché pourraient présenter certains dangers, il doit toujours être sur ses gardes. S'il lui arrive malheur, il ne doit s'en prendre qu'à son imprudence personnelle.

tracé alors (et communiqué à M. Barreswil de regrettée mémoire) :



- A. Chapeau pour couvrir la scie et garantir des accidents.
- B. Scie circulaire (partie invisible).
- C. — (partie visible).
- D. Guide pour le sciage du bois.
- E. Planche à scier.

Il nous paraissait que le chapeau, enveloppant toute la partie supérieure de la scie, serait un obstacle réel et efficace à tout accident, puisqu'il garantirait l'ouvrier de tout contact avec la scie et écarterait ainsi tout danger ; et nous espérions que cet appareil (facilement *démontable*, afin de mettre des rechanges de grandeur variable, selon les diamètres des disques,) n'apporterait aucune gêne dans l'exécution du travail.

Aussi les demandes de dommages-intérêts que les scieurs blessés ont formées, à la suite d'accidents de ce genre, ont-elles été généralement repoussées.

Mais, à vrai dire, l'ouvrier peut être, aussi, victime d'accidents par d'autres causes que sa seule inattention, qu'un moment de distraction. Il peut, en effet, ne pas remarquer soit des nœuds existant dans le bois neuf, soit des clous existant dans de vieux bois qu'il présente à la scie, laquelle, rencontrant un corps dur, soulève le morceau de bois, mouvement dans lequel sa main est, par un soubresaut, projetée sur les dents de la scie, et profondément entamée par elles.

Aussi la Cour de Paris, en 1859, s'inspirant de sentiments d'humanité, pensa-t-elle que le scieur pouvait être protégé contre les dangers de la scie, lorsqu'elle rendait l'arrêt suivant :

Freylinguer, ouvrier scieur à la fabrique de chalets de MM. Abegg et Holler, y avait un emploi qui consistait à scier des morceaux de bois destinés à faire des planches, à l'aide d'une scie circulaire mise en mouvement par une machine à vapeur et tournant avec une grande rapidité. Le 26 février 1858, F. se livrait à son travail habituel ; il venait de pousser sous la scie un morceau de vieux bois provenant de démolition, destiné à être brûlé, et dans lequel se trouvaient des clous, quand la scie, rencontrant un de ces clous, enfouis et invisibles, elle éprouva de la résistance; une espèce de choc s'ensuivit, qui fit éclater le morceau de bois d'autant plus facilement qu'il était vieux, et alors F., dont la main était là, perdant son point d'appui, tomba sur la scie, qui, rencontrant la première phalange du pouce droit du malheureux ouvrier, la trancha et enleva une partie de la main du même côté. F., malgré les soins les plus éclairés, mourut à la suite de cet accident, laissant une veuve enceinte de six mois et un jeune enfant de trois ans. La veuve F., frappée par ce douloureux événement, accoucha, paraît-il, dans de mauvaises conditions et la pauvre petite créature ne put vivre que quelques mois.

Ce fut alors qu'elle forma contre MM. A. et H. une demande en 10,000 francs de dommages-intérêts pour elle, et 10,000 francs pour son enfant mineur survivant. Mais sa demande fut repoussée par jugement du Tribunal de la Seine, du 15 juillet 1858, ainsi conçu :

« Attendu que la veuve Freylinguer ne prouve pas que le malheur

qui est arrivé ait été causé par une imprudence ou une faute quelconque des défendeurs;

» Qu'il est, au contraire, dès à présent établi que Freylinguer avait l'expérience du travail auquel il se livrait;

» Qu'il savait notamment que certaines précautions faciles à prendre devaient être employées pour ce travail;

» Et qu'enfin l'accident dont il a été victime ne peut être attribué qu'à un moment d'inattention de sa part;

» *Par ces motifs*, Déboute la veuve Freylinguer de sa demande et la condamne aux dépens. »

La veuve Freylinguer ayant interjeté appel de ce jugement, la responsabilité du patron fut engagée par l'arrêt suivant :

« Considérant que des faits et documents de la cause, il résulte dès à présent, la preuve que l'accident qui a causé la blessure et la mort de Freylinguer doit être, pour la plus grande part, imputé à l'insuffisance des précautions prises par les intimés dans l'établissement de leur outillage, et spécialement à *l'absence d'un garde-fou qui protège l'ouvrier et l'empêche de tomber sur la roue* (ou scie); que cette précaution est d'autant plus nécessaire que la nature des bois à scier en rend le travail plus périlleux pour l'ouvrier;

» Que la Cour a les éléments nécessaires, pour apprécier la part de responsabilité des intimés et la quotité des dommages-intérêts dus à la veuve et à l'enfant mineur de Freylinguer;

» Infirme;

» Condamne Abegg et Holler à payer : 1^o au mineur Freylinguer 2,000 francs, qui seront déposés entre les mains du syndic des agents de change près la Bourse de Paris, et employés par lui en rentes 3 pour 100, incessibles jusqu'à ce qu'il ait atteint l'âge de 25 ans; 2^o à la veuve Freylinguer une somme de 500 francs et une rente annuelle et viagère de 300 francs;

» Les condamne, en outre, aux dépens de première instance et d'appel. » (C. Paris, 4^e ch., 14 janvier 1859 : *Gaz. trib.*, 31 janvier 1859).

2^o Accidents qui résultent de projections violentes, le plus souvent dans le plan de la scie, d'éclats de bois ou de fragments de la lame.

Lorsque le bois est vert, humide ou de nature fibreuse, lorsqu'il présente des nœuds, des fentes ou d'autres défauts, il arrive souvent que le chemin ouvert par le tranchant des dents se referme tout à coup; les deux joues venant à serrer fortement le plateau, font alors frein, et un éclat peut facilement être entraîné d'arrière en avant par la rapidité du mouvement

du disque et venir frapper l'ouvrier; de même des dents ou des fragments de lame venant à se détacher, peuvent être projetés par la force centrifuge et blesser ceux qui sont dans les voisinage de la machine-outil (1).

Dans l'installation des scies circulaires, on doit prendre toutes les précautions que l'expérience indique déjà et indiquera par la suite. Chacun, et surtout les personnes qui s'occupent spécialement d'industrie, doit avoir à cœur de diminuer le nombre des accidents causés par cette machine-outil.

Les industriels devront interdire l'usage de la scie circulaire à toutes personnes qui n'en font pas une occupation habituelle.

S'il est inévitable que des apprentis soient employés à cette machine-outil, le devoir des maîtres est de leur en apprendre le mouvement et de les surveiller attentivement jusqu'à ce qu'ils aient acquis l'habitude de cet engin.

« Peu de machines, fait remarquer l'honorable M. Th. Schlumberger, membre de l'*Association pour prévenir les accidents de fabrique*, de Mulhouse (*Compte rendu de la 7^e année*, p. 46), l'expérience le prouve, sont aussi dangereuses que la scie circulaire.

« D'où vient que, malgré ces dangers, malgré le grand nombre de ces outils fonctionnant dans les ateliers, l'on n'ait pas encore imaginé, comme pour beaucoup d'autres machines, un moyen efficace, simple et pratique de protéger le travailleur ?

» Cet état de choses tient bien plus aux difficultés de la solution qu'à l'insouciance de l'ouvrier à se garer, et qu'à l'incurie du constructeur et du patron. »

La variété extrême qui existe dans les dimensions et la nature des bois à travailler sur une même scie est la principale cause des accidents qui se produisent, et elle est le plus sérieux obstacle à l'adoption d'un appareil simple et pratique qui pourrait les prévenir.

La disposition à chercher et à trouver doit donc se prêter simultanément aux changements sans gêner l'ouvrier dans son travail, ni exiger une attention ou une adresse particulière.

(1) M. Heller, qui a fait un relevé de plusieurs accidents causés par des scies circulaires en relatant les circonstances de ces événements et les conséquences qu'ils ont eues pour les victimes, constate que plusieurs cas de mort ont été causés par le rejet du bois. (*Compte rendu de la 7^e année*, p. 59 et suiv.)

Il faudrait pouvoir disposer cet appareil de manière à ce que l'ouvrier ne puisse jamais être pris, n'importe quelle manœuvre qu'il exécute.

M. Laurent aîné, fondeur-mécanicien à Dijon (Côte-d'Or), nous écrivait à ce sujet : « Il y a plus de vingt ans que j'emploie la scie circulaire. J'ai donc étudié la question (des accidents causés par cette machine-outil.) Le problème, sans être impossible à résoudre tel que vous me le posez, me paraît assez difficile; et je crois devoir vous dire en passant que, fût-on arrivé à la perfection désirée, on aurait encore à vaincre un obstacle insurmontable, la coutume : les ouvriers qui manient journellement ces instruments, surtout pour les grosses pièces de bois, qui varient à chaque instant de grosseur et de forme, souffriraient difficilement un instrument, quelque perfectionné qu'il fût, qui serait inévitablement un obstacle au maniement des bois à débiter. »

M. F.-G. Heller, de Mulhouse (1), craint que l'on ne puisse jamais arriver à appliquer un système de couverture et à rendre tout accident impossible.

Nous n'en croyons pas moins devoir persister à penser que le problème n'est peut-être pas insoluble.

Nous ne saurions trop louer ici les hommes compétents comme les membres de l'*Association pour prévenir les accidents de fabrique* de Mulhouse et du *Comité des accidents de fabrique* de Paris, qui, poursuivant l'étude des moyens propres de diminuer le nombre des accidents causés par cet engin dangereux, ont ouvert des concours pour attirer l'attention particulière des inventeurs sur la nécessité de chercher une disposition propre à prévenir les accidents nombreux auxquels donne lieu l'usage des scies circulaires (2).

(1) *Compte rendu de la 4^e année (1870-1871), Extraits de Notes d'Inspection*, p. 38.

(2) *L'Association pour prévenir les accidents*, de Mulhouse, en 1872, offrait :

1^o Une médaille de vermeil pour l'invention et l'application d'une disposition propre à prévenir les accidents nombreux auxquels donne lieu l'usage des scies circulaires ;

2^o Une médaille d'argent pour une communication développée sur les dispositions qui peuvent exister déjà, ou être en usage, dans le but de prévenir les accidents par les scies circulaires. (Cette note, outre l'explication des appareils, devait donner des tracés cotés permettant de les construire ;

Notre collègue M. Château, de la maison Farcot, de Saint-Ouen, dans sa *Note sur les dangers des Scies circulaires* (*Bull. Soc. prot. des Apprentis*, 1874, p. 426-427), engage les patrons à remplacer les scies circulaires par les autres scies, moins dangereuses, lesquelles, si elles entraînent une dépense première d'installation plus importante, présentent de grands avantages au point de vue de l'économie de force motrice, et surtout du fini de travail.

les, prix d'installation; l'indication des genres et des dimensions des bois travaillés; les différents diamètres des disques, des scies; le nombre des scies et le lieu où elles ont pu fonctionner munies des dispositions préventives dont il s'agit; enfin l'indication des accidents, s'il y en a eu en dépit de l'emploi de la disposition préventive, et l'exposé des circonstances dans lesquelles ils ont lieu.)

Voy. aussi le *Rapport* de M. Théod. Schlumberger sur un *Mémoire présenté au concours des prix* (*Compte rendu de la 7^e année*, p. 45-49), et la *Note sur les scies circulaires*, par M. F.-G. Heller, lue à la séance du 26 avril 1874 (*Ibid.*, p. 50-64), indiquant les conditions que doit remplir un appareil préventif.

M. l'inspecteur mulhousien Heller signale, dans son *Rapport*, une disposition ingénieuse appliquée chez MM. Dollfus-Mieg à une petite scie circulaire, destinée exclusivement à enlever des tranches de bois aux bobines employées dans la filature parfois débitées trop longues, travail assez dangereux pour l'ouvrier, disposition qui ôte désormais tout risque à cette opération, et il ajoute : « Maintenant qu'il existe, le moyen paraît fort simple, mais il a fallu un esprit très-ingénieur pour l'imaginer ! » (*Ibid.*, p. 5 et 6.)

M. Engel-Gros lisait, en effet, à la Société industrielle de Mulhouse, le 29 juillet 1874, une *Note sur un appareil destiné à empêcher les accidents de scie circulaire, construit et monté chez MM. Dollfus-Mieg et C^{ie}, à Mulhouse* (*Ibid.*, 41-45 et pl. III) :

« En attendant qu'il ait été trouvé un appareil d'un emploi général et pouvant prévenir tous les genres d'accidents de scies circulaires, je pense qu'il sera convenable de signaler et de répandre au fur et à mesure qu'elles se présenteront, les différentes dispositions applicables à des cas particuliers. Comme il est assez problématique qu'on puisse jamais trouver la disposition que j'appellerai universelle, c'est-à-dire pouvant être appliquée efficacement à tous les genres de travaux qui se font à la scie, il convient, je crois, de tourner la difficulté et d'établir dans les limites du possible une série de monographies des dispositions protectrices spéciales applicables pour tel ou tel genre de travail dès que celui-ci se fera régulièrement ou au moins avec une certaine suite.

La tâche sera moins difficile, et si le problème n'est pas résolu en entier, il le sera du moins en partie. Connaissant les dispositions à prendre dans tel ou tel cas, il arrivera, espérons-le, qu'une bonne partie des scies pourront être rendues inoffensives. » (*Ibid.*, p. 41-42.)

Le Comité des Accidents de fabrique (*OEuvre-annexe* de la Société de protection des apprentis et des enfants employés dans les manufactures) a ouvert également un Concours (pour le prix être décerné en 1876) sur la question des scies circulaires; voici le programme qu'elle a tracé :

Nous comprenons aisément qu'il serait difficile de remplacer les scies qui fonctionnent par d'autres à ruban ; aussi nos recommandations ont-elles surtout en vue les nouvelles installations.

Nous connaissons, à Paris, des ateliers où le travail spécial de chaque scie est bien compris, et où tous les travaux se font avec la scie à ruban, sauf ceux que l'on n'y peut faire, tels que rainures, entailles et autres, pour lesquelles on emploie la scie circulaire. Les entrepreneurs qui possèdent ces scies à ruban se félicitent de ce changement, qui ne leur a procuré jusqu'ici que des avantages (1).

» L'appareil devra tenir compte des changements continuels de diamètre de scies pour un même outil et de la variété extrême des dimensions et nature du bois ou autres matières à travailler.

» Pour être complet, l'appareil doit remplir les conditions suivantes :

» Il doit empêcher, pendant le repos, l'accès aux dents de la scie ; pendant le travail, l'accès à celles qui ne sont pas noyées dans la pièce ;

» Il doit empêcher l'accès à la partie du disque dépassant le dessous de la table ;

» Il doit empêcher le rejet de bois et permettre de suivre la marche du trait de scie.

» Le passage de la scie et la surveillance du bois que l'on travaille ne doivent pas être gênés ; par suite, la table doit être libre de tout obstacle autour du plateau.

» Pour certains travaux, l'appareil doit pouvoir être joint à un support ou guide de la pièce, destiné à faciliter le maniement du bois.

» *Nota.* — On pourra présenter un projet s'appliquant à un cas déterminé, c'est-à-dire à un travail spécial. Une partie du prix seulement serait attribuée à l'auteur. (*Voy. Bull. Soc. prot. des Appr.*, 1875 p. 73-74). »

Nos collègues MM. Château et Émile Leroux, ingénieur civil, ont présenté sur ce concours un rapport qui témoigne de leur entière compétence. (*Voy. Bull.* 1876, p. 37-45.)

(1) S'il faut en croire les journaux américains (reproduits par le *Bien public*, n° du 27 avril 1875 et autres), ils annonçaient qu'un industriel de New-York venait d'inventer une scie d'un genre nouveau, fondé sur l'emploi de l'électricité. Il aurait substitué à la scie ordinaire un fil de platine que chauffe à blanc un courant électrique. Ce fil, auquel serait imprimé un mouvement rapide de va-et-vient, pénétrerait dans les bois les plus durs, et sa faible épaisseur permettrait de donner aux pièces à débiter les formes les plus compliquées. Le déchet résultant de la carbonisation serait égal à celui que produit le sciage ordinaire.

— Les ouvriers mutilés dans des scieries mécaniques s'ingénient à trouver des moyens tendant à engager la responsabilité de leurs maîtres. Nous examinerons donc ceux de ces moyens qui se reproduisent le plus souvent.

Cas où l'ouvrier allègue l'absence de tireur. — Lorsque la pièce de bois à débiter est d'une certaine longueur, un tireur, le plus souvent un enfant, est généralement attaché au scieur pour lui prêter son aide.

Lorsque l'ouvrier scieur, au moment où il a été blessé, n'était pas assisté d'un tireur, il se prévaut quelquefois de cette circonstance pour prétendre qu'elle a été la cause déterminante de l'accident qui l'a atteint.

Jacques Lepetit était employé dans les ateliers de M. Godillot, fabricant d'équipements militaires, rue Rochechouart, où il était chargé de la manœuvre d'une scie circulaire, mise en mouvement par une machine à vapeur. Le 11 mai 1867, pendant qu'il était occupé à faire fonctionner une scie à scier les métaux pour les tourneurs, il lui fut apporté, sur l'ordre d'un contre-maître, un morceau de bois à scier en deux, travail qu'il s'empressa d'exécuter seul et sans l'assistance de son aide, appelé momentanément à faire autre chose. Voici, comme il l'a avoué lui-même au commissaire de police, la façon dont il s'y prit : « Je poussais, a-t-il dit, le morceau de bois de la main droite; mais quand ce morceau fut presque entièrement coupé, j'ai dû, n'ayant pas d'aide pour le tirer de l'autre côté de la scie, le saisir avec la main gauche, pendant que de la main droite je continuais de le pousser sous les dents de la scie; au moment où je saisisais de la main gauche la deuxième extrémité, le morceau de bois, mal soutenu de la main droite à cause du mouvement que j'étais obligé de faire, fut entraîné par la rotation de la roue et ramené sur moi; ma main gauche fut entraînée dans le même mouvement et rejetée sous la dent de la scie, qui m'abattit tous les doigts de la main. » Transporté à l'hôpital Lariboisière, Lepetit fut amputé de quatre doigts et de la paume de la main gauche, de telle sorte que de cette main il ne reste plus que le pouce.

A la suite de cet accident, Lepetit a formé contre M. Godillot, devant le Tribunal civil de la Seine, une demande en 15,000 francs de dommages-intérêts, soutenant qu'il en était responsable : 1° parce que le travail qui lui avait été commandé

et qu'il avait exécuté seul devait être exécuté par lui et son aide, employé à un autre travail à ce moment de l'ordre de ses chefs, et dont on ne lui avait pas permis d'attendre le retour, en le lui commandant par l'organe d'un contre-maitre qui savait parfaitement que cet aide était utile, mais qui était pressé d'avoir ce qu'il avait commandé; 2^o parce qu'il était usuel que, dans les ateliers du genre de M. G., où les machines sont mues par la vapeur, il est d'usage de garnir les scies circulaires d'un garde-fou ou chapeau destiné à obvier aux accidents; que, dans les ateliers de M. G., ces scies ne sont pas garnies de garde-fou ou chapeau, et que le tranchant de la scie reste ainsi à découvert; qu'il s'ensuivait qu'à la moindre résistance du bois soumis à son action, au moindre soubresaut, l'ouvrier est exposé à des accidents de la nature de celui dont il avait été victime; subsidiairement, il demandait à faire preuve de certains faits par lui articulés.

M. G. a soutenu qu'il n'avait aucune faute à se reprocher; que L. avait été victime de sa propre imprudence, en voulant faire seul, sans le secours de son aide, un travail qui n'avait rien d'urgent; quant au prétendu appareil préservateur, loin d'offrir des avantages, il présente de grands dangers, en ce qu'il masque la scie et la cache à la vue; dans tous les cas, un appareil, quel qu'il fût, n'eût pas empêché l'accident dans les circonstances où il est arrivé.

La demande de L. fut rejetée par jugement du Tribunal civil de la Seine, du 28 janvier 1868, ainsi conçu :

« Attendu que, le 11 mai 1867, Lepetit, ouvrier employé dans les ateliers de Godillot, a été grièvement blessé par une scie circulaire;

Attendu que cet ouvrier était spécialement préposé à la direction de la scie qui l'a atteint et qu'il connaissait les précautions qu'exige le maniement de cet instrument dangereux;

Qu'il est dès à présent établi que le travail qui a été demandé à Lepetit et au cours duquel il a été blessé ne lui a point été imposé d'urgence; — qu'à ce moment, il était occupé à affûter sa scie, opération pour laquelle il n'avait pas besoin de l'assistance de son tireur, qui avait pu sans inconvénient être appelé momentanément à un autre travail;

Attendu que, si la présence d'un aide devenait nécessaire pour scier le morceau de bois apporté par le contre-maitre Keuntz, rien n'empêchait Lepetit d'attendre le retour de son tireur ou de le faire revenir auprès de lui; — qu'il a pris sur lui d'exécuter ce travail à lui seul

lui seul et s'est ainsi exposé, par une imprudence toute personnelle, à un danger qu'il devait connaître mieux que tout autre ;

Attendu que Lepetit articule que la scie qui l'a blessé n'était point garnie d'un chapeau, mais qu'il ne justifie pas que cet appareil, dans les conditions où il peut être établi sans entraver le travail, eût été un obstacle efficace au susdit accident ; — que les faits articulés à ce sujet ne sont donc point pertinents ;

Attendu que les autres faits articulés sont dès à présent démentis : qu'il est donc constant que Godillot n'a commis aucune faute qui puisse le rendre responsable de l'accident dont Lepetit a été victime ;

Par ces motifs : Sans s'arrêter à l'offre de preuve des faits articulés par Lepetit, le déclare mal fondé dans sa demande en dommages-intérêts contre Godillot, l'en déboute ; le condamne en tous les dépens. » (Trib. civ. Seine, 4^e ch., 28 janv. 1868 : *Gaz. Trib.*, 9 févr. 1868.)

Lepetit ayant interjeté appel du jugement, la Cour, adoptant les motifs des premiers juges, a confirmé cette décision. (C. Paris, 4^e ch., 22 août 1868, présidence de M. Metzinger : *Gaz. Trib.*, 12 sept. 1868, et Dall., *Rép.*, v^o *Ouvriers*, n^o 106, note.)

Voici une autre espèce, qui peut être rapprochée de la précédente :

Le 8 août 1872, Even, ouvrier scieur, employé chez MM. Goix frères (à Paris, sur le nouveau boulevard d'Aubervilliers, près la porte de ce nom), fut blessé par une scie circulaire : les quatre derniers doigts de la main furent presque entièrement détachés au niveau de la partie moyenne du métacarpe, les tendons, nerfs et vaisseaux étaient complètement divisés dans la paume de la main ; il mourut le 19 août, à l'hôpital Lariboisière, des suites de cette blessure (1).

(1) Quelques heures après l'accident, le Commissaire de police du quartier interrogeait Even sur les circonstances de l'accident :

« Je dirige, répondait-il, la marche d'une scie circulaire dans les ateliers de MM. Goix, à Aubervilliers ; j'ai, pour ce travail, l'aide d'un enfant qui, à mesure que je scie, pousse les morceaux sciés. Au moment où l'accident est arrivé, cet enfant n'était pas présent, ce qui m'a obligé à passer sur l'arrière de l'appareil, où j'ai été saisi à la main par un morceau de bois qui m'a entraîné entre le guide et la scie. Ainsi s'est produit cet accident que vous constatez. »

Les dépositions des témoins étaient également recueillies :

Tailliez (Achille), âgé de 19 ans, scieur de bois : « Samedi matin, 3 du courant, j'étais occupé à mon travail à la scierie de MM. Goix ; j'avais à côté de moi un ouvrier du nom de Even, qui était à débiter un morceau de bois d'environ 60 cent. de longueur. A un moment donné, la scie circulaire dont il se servait et qui marche à une vitesse de 1500 tours à la minute, a

Le sieur B. Dentinger, agissant au nom et comme tuteur des mineurs Marie, Nicolas, Suzanne et Anne Even, issus du mariage

fait soulever le morceau de bois qu'il débitait; en voulant le rabattre sur la table, la scie lui a mordu profondément la main, au point de presque la lui détacher..... Je voyais depuis un instant travailler Even et, à sa manière de faire, j'ai bien vu qu'un accident pourrait lui arriver; en effet, la scie circulaire est très-dangereuse et lorsqu'on est appelé à s'en servir, il faut faire bien attention à soi; c'est ce que ne faisait pas Even : plusieurs fois le morceau de bois qu'il sciait s'était soulevé, et il l'avait rabattu avec sa main, alors qu'il aurait dû prendre un morceau de bois à cet usage.

Habituellement, un apprenti, qui est de l'autre côté de la scie, doit prendre le morceau de bois que l'on scie, et le diriger au fur et à mesure qu'il est scié, en le tirant à lui; mais à cette occasion, c'est-à-dire dans le cas d'Even, cela n'était pas possible, le morceau de bois à scier était moins long que la scie. »

Laporte (Édouard), âgé de 15 ans : « Je suis chargé de tirer le bois de la scie, au fur et à mesure qu'il est scié, et par le même fait je dirige le bois à scier. Samedi, je ne pouvais faire ce travail, car l'ouvrier avec lequel j'étais, avait un morceau de bois à scier qui était trop court et que je ne pouvais saisir de l'autre côté.... »

» Certainement l'ouvrier a été imprudent; la scie circulaire est très-dangereuse; elle tourne excessivement vite, au point que l'on n'aperçoit pas les dents; l'ouvrier a eu le tort d'abaisser le bois avec sa main, alors qu'il aurait dû se servir d'un morceau de bois fait pour cet usage. »

Gindt (Théodore), âgé de 43 ans : « ...A mon avis, l'ouvrier a été imprudent. Pour qui connaît la scie circulaire, il faut faire bien attention à soi et ne pas travailler à la légère avec elle, comme le faisait Even, m'a-t-on dit, et je suis plus qu'assuré qu'il n'avait jamais travaillé avec cette scie. quoiqu'il prétendit le contraire. »

Le commissaire de police du quartier s'étant transporté ensuite à la scierie mécanique de MM. Goix, l'un d'eux lui montra la scie circulaire où l'accident est arrivé.

« Cette scie, constate-t-il, est en marche au moment de notre arrivée, un autre ouvrier la dessert, et il nous est expliqué comment l'accident a pu survenir.

» Il est nécessaire, pour la marche de cette scie, qu'elle ne soit pas isolée de l'ouvrier qui travaille avec elle; c'est à lui à éviter de s'approcher trop près d'elle, et surtout, dans la conduite du morceau de bois à scier, de ne pas se servir de ses mains, mais bien d'un morceau de bois affecté à cet usage; c'est ce que n'a pas fait Even.

» Les dents de la scie, qui sont légèrement recourbées, mesurent près d'un centimètre de longueur; elles sont imperceptibles à l'œil au moment où la roue tourne.

» La scie, qui mesure environ 90 centimètres de diamètre, tourne sur un pivot, environ 1500 fois sur elle-même par minute.

» Dans ces conditions, c'est par l'attention et par l'intelligence que l'ouvrier qui travaille à cette scie peut éviter un accident. La responsabilité du patron ne paraît donc pas exister. Cependant ce dernier offre de payer tous les frais occasionnés par la maladie d'Even, et même une allocation journalière de 3 fr. par jour.

» Vu ce qui précède, attendu que l'accident dont a été victime le sieur Even ne paraît devoir être attribué à autrui, mais être le fait de l'imprudence de ce dernier, etc. »

du sieur Nicolas Even et de dame Marguerite Guisbach, tous deux décédés, nommé à ces fonctions qu'il a acceptées par délibération du conseil de famille desdits mineurs en date du 5 novembre 1872, prise sous la présidence de M. le juge-de-peace du IX^e arr^t. de Paris, assigna MM. Goix frères, devant le Tribunal civil de la Seine, à raison du décès du sieur Even, alléguant : « que cet accident avait été causé par la faute et la négligence de MM. G., qu'il est reconnu que la scie circulaire est des plus dangereuses ; que, généralement, l'ouvrier qui travaillait à la scie mécanique avait près de lui un apprenti pour l'aider, ce qui diminuait les dangers du travail ; que le jour où l'accident était survenu, le sieur Even était seul ; que la responsabilité de cet accident devait être imputé à MM. G. qui n'avaient pas pris toutes les précautions nécessaires pour l'éviter ; qu'en privant le sieur Even du concours d'un apprenti dans un but d'économie, ils avaient augmenté imprudemment les dangers auxquels cet ouvrier était exposé ; que le sieur E. était, au moment de son accident, veuf avec quatre enfants mineurs ; que l'aîné, âgé de dix-sept ans, est paralysé du côté droit et dans l'impossibilité de travailler, que les autres sont encore en bas âge et dans l'impossibilité de subvenir à leurs besoins ; qu'ils n'ont plus ni père ni mère et sont obligés d'avoir recours à la charité publique ; que MM. G. doivent être déclarés responsables de l'accident arrivé au sieur Even et condamnés solidairement et chacun pour le tout à servir aux enfants Even une pension annuelle et viagère de 2,000 francs soit 500 francs pour chacun des enfants Even, ladite pension payable par mois et d'avance à partir du jour du décès de leur père.

MM. G. répondaient que leur responsabilité n'était engagée en aucune façon dans l'accident qui avait atteint le sieur Even ; qu'il résultait du procès-verbal, dressé, au moment même de l'accident, par le commissaire de police du quartier que ledit accident ne doit pas être attribué à autrui, mais serait le fait de l'imprudence d'E. ; que si la scie circulaire est un instrument dangereux, E. connaissait les précautions qu'exige son maniement et les dangers qu'il pouvait présenter, puisqu'il avait été employé chez MM. Cartier-Bresson, à Pantin (Seine), comme chef d'atelier dans l'atelier de fabrication des bobines en bois, où il façonnait le bois à la scie circulaire, débitait et tournait les bobines, qu'il y était adroit et bon ouvrier ; que les témoins

de l'accident ont déclaré que le morceau de bois qu'E. débitait s'étant soulevé, cet ouvrier, dans un moment d'inattention, a voulu rabattre sur la table et que sa main a porté sur la scie circulaire ; qu'ils ajoutent qu'E. travaillait « à la légère » ; que le morceau de bois que sciait E, étant une *petite* barre pour caisse, de 25 cent., et se trouvant moins large que la scie, il n'était pas possible au tireur, à cause de la faible dimension de ce bout de bois, de s'employer dans ce cas parce qu'il ne pouvait pas le saisir de l'autre côté ; que c'était par l'ordre d'Even lui-même que son apprenti vaquait à d'autres soins.

« Le Tribunal : Attendu que l'accident dont Even a été la victime, le 8 août 1872, ne peut être attribué qu'à sa propre imprudence ;

Qu'en effet il est constant que, chargé par Goix frères de débiter du bois avec une scie circulaire mue par la vapeur, il a voulu rabattre avec la main un morceau de bois qui s'était soulevé, au lieu de se servir de la planche destinée à cet usage, et a maladroitement touché la scie qui l'a gravement blessé ;

Attendu, en conséquence, qu'aucun fait de responsabilité ne peut être relevé contre Goix frères, ses patrons ;

Par ces motifs, Déclare Dentinger ès nom mal fondé en sa demande, l'en déboute et le condamne aux dépens. » (Trib. civ. Seine, 4^e ch., 1^{er} février 1876, présidence de M. Thirouin) (1).

Cas où l'ouvrier allègue un vice de construction de la scie. — Dans une espèce où l'ouvrier prétendait que l'accident avait été causé par la défectuosité de la machine-outil, est intervenu le jugement suivant :

« Attendu qu'il n'est pas établi par l'enquête, à laquelle il a été procédé en exécution du jugement du 7 janvier 1869, que l'accident dont Laurent a été victime ait été occasionné par un vice de construction de la scie circulaire à laquelle Laurent travaillait ;

Attendu que si Laurent a été blessé par cette scie, c'est en faisant son travail ordinaire ; — Que ce travail n'est dangereux que lorsque l'ouvrier qui y est employé ne prend pas la précaution que nécessite cette besogne ; — Que Laurent n'a été blessé que parce qu'il n'a pas pris de précautions suffisantes ; Qu'en conséquence, France ne peut être responsable de l'accident ;

Déclare Laurent mal fondé dans sa demande, l'en déboute, Et le condamne aux dépens. » (Trib. civ. Seine, 4^e ch., 6 janvier 1870) (2).

(1) (Sur notre plaidoirie pour MM. Goix frères.) — Nous ne faisons cette mention que pour garantir l'exactitude de nos citations.

(2) (Sur notre plaidoirie pour M. France.)

Cas où l'ouvrier allègue la mauvaise préparation des pièces de bois. — Monthioux, employé dans la scierie mécanique de MM. Bonnefond et C^{ie}, à Ivry, rue Impériale, n° 57, prétendant qu'il avait été, le 7 décembre 1866, victime d'un accident occasionné par une scie circulaire, alors qu'il était occupé à présenter les pièces de bois et à les tenir en place pendant l'opération du sciage ; que, bien qu'il ne fût pas habitué à ce travail dangereux qui était ordinairement confié à un ouvrier spécial, il avait néanmoins reçu l'ordre de l'exécuter ; qu'en outre, la mauvaise préparation des pièces de bois était la seule cause de cet accident ; qui, disait-il, lui ayant rogné deux doigts de la main gauche, le mettait dans l'impossibilité de subvenir à ses besoins, assigna MM. B. et C^{ie} pour s'entendre condamner, à lui payer la somme de 10,000 francs pour le préjudice éprouvé ; pour s'entendre également condamner à lui payer la somme de 2,000 francs de pension annuelle et viagère, laquelle, en cas de décès, serait réversible sur la tête de sa femme et de ses enfants par moitié et payée auxdits enfants jusqu'à leur majorité ; et voir dire que, pour assurer le service de ladite pension, MM. B. et C^{ie} seraient tenus de faire inscrire, au grand livre de la dette publique, somme suffisante pour le paiement de ladite somme de 2,000 francs de pension, et voir dire que le titre en serait remis au demandeur, au nom duquel il serait immatriculé pour l'usufruit et pour la nue propriété au nom des défendeurs ; s'entendre, en outre, condamner aux dépens. Il concluait subsidiairement à être admis à faire la preuve des faits par lui articulés.

MM. B. et C^{ie} répondaient que le travail, pendant lequel M. avait été blessé, était son travail quotidien ; qu'en outre, ils mettaient à la disposition de leurs ouvriers des pièces de bois appelées guides, et que c'était pour n'avoir pas fait usage de ces derniers que M. avait été blessé ; qu'enfin les conséquences de cet accident n'étaient pas aussi considérables que le prétendait le demandeur.

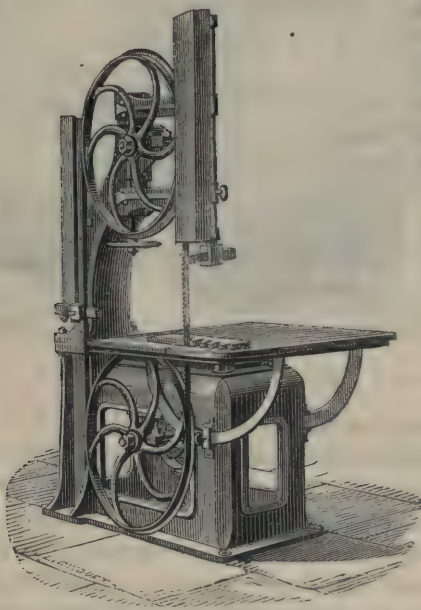
Le Tribunal débouta le demandeur :

« Attendu que Monthioux ne fait point la preuve que les blessures par lui éprouvées soient le résultat d'une faute imputable à Bonnefond et C^{ie} ou à leurs préposés, et qu'elles paraissent devoir être attribuées plutôt à une inattention de sa part ;

Attendu que, s'il articule que l'accident est dû à la mauvaise pré-

paration d'une pièce de bois au façonnement de laquelle il était employé, il ne fournit aucun élément de preuve à l'appui de cette allégation, ni aucun document de nature à la rendre vraisemblable; que, dans ces circonstances, il n'y a pas lieu d'ordonner l'expertise demandée par Monthioux. » (Trib. civ. Seine, 4^e ch., 26 novembre 1867, présidence de M. Boselli.)

— Les progrès de la fabrication de l'acier permettant d'obtenir facilement des lames de scie d'une grande longueur, pour éviter les pertes de temps et de travail que cause le mouvement alternatif de la scie ordinaire, on a réuni ensemble les extrémités d'une longue lame et en la faisant tourner sur deux poulies chargées de lui communiquer un mouvement de rotation continu.

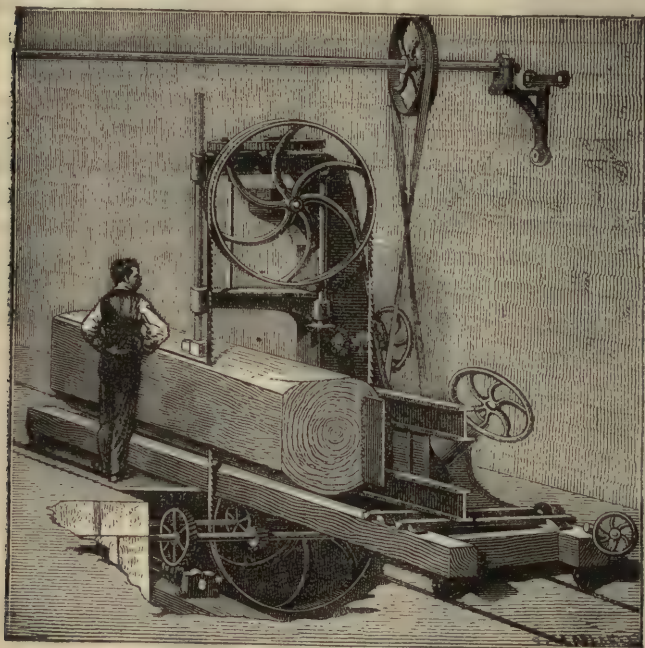


(Scie à ruban pour débit à la main.)

La pièce de bois est déplacée à la main ou mécaniquement, pendant que la lame, qui se meut verticalement, pénètre dans son intérieur.

La pièce à scier est portée sur une table mobile ou chariot qui est animée d'un mouvement lent, en vertu duquel elle se déplace à mesure que le travail avance. Pour que les scies à

ruban fonctionnent bien et que les lames ne se brisent pas, il faut qu'elles aient une très-grande vitesse.



(Scie à ruban à chariot, employée pour scier des bois, en grume.)

Les machines sont armées de poulies folles et de débrayages, afin d'être arrêtées immédiatement suivant le besoin.

La lame des scies à ruban, qui est très-étroite, permet de faire des travaux variés et nombreux, tels que, pour le charronnage, le débit des segments formant la couronne des roues, le trait de scie pouvant être sinueux, tandis que les scies circulaires, où le diamètre du plateau doit être considéré comme une largeur entière de lame de scie, ne permettent de faire que des traits de scie tout à fait rectilignes.

Les scies circulaires, nous l'avons vu, présentent une surface dangereuse sur toute leur circonférence, tandis que celle des scies à ruban ne l'est qu'à un seul endroit, facile à couvrir ; il suffit de placer une latte verticale sur une partie de leur hauteur, de façon à ne laisser à découvert que la partie avec laquelle on travaille.

Il n'est pas nécessaire d'insister plus longtemps sur ces différences pour que l'on reconnaisse facilement que l'emploi des scies à ruban est préférable à celui des scies circulaires.

Au point de vue du travail, pour le débit de planches et voliges, le trait de scie étant plus étroit, les scies à ruban donnent moins de déchet et débitent davantage avec moins de force, ce qui correspond à une économie d'entretien.

L'ouvrier qui conduit la scie à ruban ne paraît pas, à première vue, devoir être exposé aux atteintes de sa machine; voici cependant un exemple de blessure dans l'exécution de ce travail :

Michel Barleau se trouvait, le 7 juillet 1870, occupé à la scierie mécanique de M. Étienne Morin, entrepreneur de charpente, à Paris, rue des Boulets, dirigeant sur la scie mécanique un bois de charpente qui avait 2 mètres de longueur, et ce bois, étant sorti de la rainure du chariot, il voulut le remettre en place, mais son pied ayant manqué ou plutôt glissé sur le plancher, sa main droite avait porté sur la scie, qui lui avait coupé le pouce presque complètement à la naissance; qu'il était résulté pour lui de cette blessure une paralysie complète de la main droite.

B. assigna M. M. devant le Tribunal correctionnel, 9^e ch., pour s'entendre condamner à lui payer la somme de 10,000 francs à titre de dommages-intérêts. Il alléguait que ce travail était fait habituellement par deux ouvriers, mais que, sous de vains prétextes et malgré ses propres observations, son patron avait persisté à lui laisser faire seul cette besogne, et il ajoutait qu'il faisait remonter la responsabilité de l'accident qui l'avait atteint à son patron M. M. qui, par esprit d'économie, aurait exigé de lui l'ouvrage qui devait être fait par deux ouvriers.

Barleau s'appuyait sur le certificat suivant, à lui délivré par M. Ernest Saint-Edme, ingénieur :

« Je me suis rendu chez M. Morin pour examiner la machine qui a blessé Barleau.

» Cette machine est une scie à ruban, de 7 mètres de longueur sur 75 millimètres de largeur; elle fonctionne à la vapeur. Le jour de ma visite, le 30 juillet 1871, à 2 heures moins un quart, elle était en activité, dirigée par deux hommes et occupée à fendre une pièce de bois de sapin de 3 mètres de longueur sur 0^m, 30 d'épaisseur. — Un homme

commande la machine pour arrêter ou lâcher la vapeur et embrayer les rouages au besoin. Le second homme dirige la pièce de bois, à l'aide d'un engin spécial. A moins que la pièce de bois ne soit très-petite et fort peu massive, il m'a paru impossible ou du moins très-difficile que l'homme qui a la main à la manivelle qui commande l'embrayage du jeu de la scie puisse régler la marche exacte de pièce de bois placée sur le chariot.

» J'ai demandé à Barleau de reprendre la position exacte qu'il occupait au moment de l'événement; j'ai fait placer un bois reconnu semblable à celui qui était sur le chariot ce dit jour, et ce, devant les ouvriers dont certains avaient assisté à l'affaire. — Il me paraît juste qu'un seul homme ne pouvait être chargé du travail. Je ne crois pas non plus devoir accepter l'objection qui m'a été faite par M. Morin, que M. Barleau pouvait commander la marche du bois, en arrière de la scie; la position qu'il eût dû prendre eût rendu son opération par trop difficile; elle n'était pas rationnelle.

» En résumé, ladite machine que j'ai trouvée en fonction le dimanche 30 juillet, à 2 heures moins un quart, est une machine destinée à être manœuvrée par deux hommes durant son travail accoutumé. »

Deux camarades de B. déposèrent que la scie à ruban exigeait pour éviter tout danger le concours de deux ouvriers.

M. Morin, déniait toute responsabilité, par ces motifs : qu'un ouvrier est suffisant pour manœuvrer la scie mécanique, en tant que le bois à scier n'est pas lourd, comme celui que sciait Barleau, qui n'avait que 2 mètres de longueur, et 0^m, 10 cent. d'épaisseur sur 15 de large; qu'il n'y a pas de règle invariable qui prescrive que chaque scie à chariot doive occuper deux hommes.

Il produisait une déclaration de MM. Périn et Cie, constructeurs-mécaniciens spéciaux de scieries à lame sans fin et toutes machines-outils appliquées au travail du bois, certifiant que, pour faire mouvoir le chariot d'une scie à ruban, il n'y a jamais qu'un seul ouvrier, à moins que ce ne soit une pièce de bois de très-grande dimension en longueur et équarissage; il ajoutait que le mécanisme de cette scie est disposé de telle façon que, lors même que la lame viendrait à casser, pendant la marche, l'ouvrier est à l'abri de tout danger; et enfin que, dans aucun cas, l'ouvrier ne doit approcher la main de la scie; que Barleau travaillait du reste la moitié du temps seul volontairement, car jamais il ne s'est plaint à lui; que s'il lui avait demandé un aide, on le lui aurait donné; mais qu'il a commis

une maladresse en trébuchant; il aurait dû prendre les précautions que commandait sa sécurité, en approchant sa main de la scie, engin dont il connaissait les dangers, puisqu'il était, depuis cinq ans, ouvrier scieur dans ses ateliers.

Le Tribunal correctionnel de la Seine rendit le jugement suivant :

« Attendu qu'aucun fait personnel d'imprudence n'est reconnu à la charge de Morin ;

Qu'en conséquence la plainte n'est pas justifiée,

Renvoie Morin des fins de ladite plainte, et condamne la partie civile aux frais. » (9^e ch., 24 juillet 1871, M. Brunet, président).

Barleau ayant interjeté appel du jugement qui acquittait M. Morin, la Cour d'appel de Paris, chambre des appels de police correctionnelle, confirma par l'arrêt suivant :

La Cour, statuant sur l'appel interjeté par Barleau du jugement du Tribunal correctionnel de la Seine, 9^e chambre, et y faisant droit,

Adoptant les motifs des premiers juges ;

Met l'appellation au néant ; ordonne que ce dont est appel sortira son plein et entier effet ;

Condamne Barleau aux frais de son appel. » (C. Paris, ch. des appels de police correctionnelle, 8 décembre 1871 (1).)

— Le *tireur* ne doit pas moins que le scieur se montrer vigilant pour éviter tout contact avec les dents aiguës du disque.

Le patron ne saurait être rendu responsable de l'accident arrivé à un tireur que sa place de travail éloigne de l'endroit dangereux, et lorsque ses attributions ne sont au-dessus ni de son intelligence, ni de ses forces, ni enfin de son âge.

« Le Tribunal : Attendu que le 13 novembre 1874, dans l'établissement du sieur Maillard, le fils du demandeur, âgé de quatorze ans, a eu le petit doigt et le doigt annulaire de la main droite coupés par la scie circulaire de l'usine du sieur Maillard ;

Que Jacquemin fils était seulement employé comme aide à la scierie ; que sa fonction était de tirer et de ramasser les bois fendus ; que cette fonction devait le faire tenir à 50 cent. environ de la scie ;

Que ce travail facile, que Jacquemin père avait sollicité de Maillard pour son fils, n'était au-dessus ni de l'intelligence, ni des forces, ni de l'âge de celui-ci ;

(1) (M^e Vavasseur soutenant la plainte de Barleau, et sur notre plaidoirie pour M. Morin.)

Que, des documents de la cause et notamment de l'instruction correctionnelle à laquelle l'accident a donné lieu, il résulte, ainsi que Jacquemin fils l'a reconnu, que cet accident est dû à des copeaux qui se sont trouvés sous ses pieds, parce qu'il avait négligé de les ramasser, qui l'ont fait glisser et lui ont fait porter la main sur la scie ;

Que si le parquet était glissant, il l'était par suite de l'usage tout naturel qu'en faisait Jacquemin fils en travaillant ;

Que, si la scie circulaire n'avait pas de chapeau, c'est que l'emploi de cette sorte de scie engagée entre deux pièces de bois et non placée en dehors, ne permet pas de l'envelopper d'un chapeau ;

Attendu que dans cescirconstances, aucune faute ne peut être imputée à Maillard ;

Attendu que Jacquemin père et fils semblent eux-mêmes l'avoir reconnu ; qu'ils n'ont prétendu rendre Maillard responsable que près de deux mois après l'accident, après que Maillard eut fait donner les soins nécessaires à l'amputé, lui continuant même une demi-solde pendant le traitement ;

Que cet accident ne peut être considéré au regard de Maillard que comme un malheur qu'il a généreusement cherché à réparer autant qu'il l'a pu, réparation qu'il était disposé à faire plus grande encore, quand il a dû ne plus donner suite à ses bonnes intentions, l'action en dommages-intérêts étant survenue ;

Par ces motifs, Déclare Jacquemin mal fondé en sa demande ;

L'en déboute ;

Et le condamne aux dépens. » (Tr. civ. Chartres, 14 mai 1875).

Sur l'appel, la Cour de Paris confirma ce jugement avec adoption de ses motifs. (4^e ch., 29 janvier 1876, présidence de M. Bertrand : *Gaz. Trib.*, 2 mars 1876.)

Le 15 octobre 1874, le jeune Léon Couvreur, âgé de 15 ans et demi, était employé, comme tireur, dans la scierie mécanique Nilles, sise route de Pantin, au débitage d'un gros morceau de bois. La scie se composait d'un disque en acier de 75 cent. de diamètre, armé de dents à son pourtour, lequel disque effleurant le dessus d'une table, recevait son mouvement de rotation, de 4 à 500 tours à la minute, d'un mécanisme placé au-dessous et latéralement. Couvreur devait tirer la pièce de bois à l'aide d'un crochet à poignée, s'enfonçant dans le bois ; mais il négligea de faire usage de cet outil et voulut prendre à deux mains la pièce de bois pour la pousser et maintenir contre la fraise, afin qu'elle ne déviât pas, ce qui lui paraissait d'autant plus commode qu'elle

pouvait être saisie par-dessous par suite d'un creux qu'elle offrait avec la plate-forme de la table. Ayant engagé sa main droite sans précaution dans ce vide, les trois derniers doigts, le médium, l'annulaire et le petit doigt furent atteints par le tranchant de la scie et la première phalange de deux de ces doigts fut complètement enlevée.

Or, il résulta du rapport dressé par M. l'ingénieur-expert Jouselin (le 10 nov. 1874) que : « le sieur Couvreur ne devait attribuer qu'à sa propre imprudence les blessures qu'il a reçues le 15 octobre. Les pièces à scier sont présentées et poussées contre le tranchant de la scie, et on comprend avec quelle facilité, eu égard à la vitesse de rotation de l'outil, le bois est coupé.

« Le 15 octobre, il s'agissait de débiter en planches une pièce de bois de 1^m,50 environ de longueur sur 0^m,25 de section transversale. Le travail consistait, pour chaque trait de scie, à pousser longitudinalement le bois jusqu'à ce que la scie l'ait traversé dans toute sa longueur. A chaque trait de scie, une planche était enlevée ; il s'agissait d'un travail courant et rapide, n'offrant aucune difficulté.

« La pièce de bois étant posée sur la table, le sieur Nilles et le sieur Potard, à tour de rôle, la poussaient par derrière en la laissant glisser sur la table. A l'avant, le jeune Couvreur, ou un manoeuvre quelconque, devait tirer à lui la pièce de manière à aider à son entraînement ; mais il devait employer pour cette manoeuvre le crochet à poignée enfoncé dans le bois. Ce crochet, qui est toujours placé à proximité de l'ouvrier, est d'un emploi très-simple et très-facile....»

— L'industrie emploie aussi des *machines à raboter*, qui permettent de dresser, c'est-à-dire de rendre plats les bois sur une, deux, trois ou quatre faces.

Il y en a de deux sortes : 1^o celles dont l'outil est fixe et dans lesquelles la pièce à dresser, montée sur un plateau mobile, vient présenter les différents points de sa surface à l'outil qui l'entame ; 2^o celles dont l'outil est mobile et se déplace à la surface de la pièce à raboter qui est fixe.

Dans le courant d'octobre 1862, Bazin, ouvrier embauché par M. Guilloteau, scieur à la mécanique, travaillait, depuis quelques jours seulement, dans l'usine de ce dernier, lorsqu'il fut chargé de raboter les parquets et de présenter ainsi au rabot mécanique

mû par la vapeur des planches destinées à être converties en feuilles. C'est en se livrant à ce travail qu'il eut le bras droit pris par un engrenage et fut atteint de blessures telles que l'amputation fut nécessaire. Le malheureux avait, pendant quelques minutes, été pris par le rouage, sans qu'il fût possible de l'en dégager.

Attribuant ce malheur à l'imprudence de M. G. et alléguant des faits de nature à établir, suivant lui, cette imprudence et la responsabilité qui en était la conséquence, B. a formé contre son ancien maître une demande en constitution d'une rente viagère de 600 fr. réversible sur la tête de sa femme et de ses trois enfants, et en paiement de 4,000 fr. de provision.

Cette demande a été rejetée par le jugement suivant :

« Attendu que l'accident arrivé à Bazin est le résultat de sa propre imprudence et de son défaut d'attention;

Attendu que les faits articulés au nom des demandeurs, fussent-ils prouvés, ne sauraient détruire la preuve, déjà acquise au Tribunal contre cette articulation ;

Parces motifs : Sans qu'il soit nécessaire de s'arrêter aux conclusions à fin d'enquête, prises par Bazin, et dont il est débouté, déclare le sieur Bazin mal fondé en sa demande, l'en déboute et le condamne aux dépens, dont le recouvrement sera poursuivi par l'Administration de l'enregistrement et des domaines, conformément à l'article 10 de la loi du 22 janvier 1831. (Trib. civ. Seine, 4^e ch., 11 août 1863.)

Bazin, avec l'assistance judiciaire, a interjeté appel de ce jugement et offert la preuve des mêmes faits qu'il avait articulés devant le Tribunal.

Mais la Cour, adoptant les motifs des premiers juges, a confirmé sa décision. (C. Paris, 4^e ch., 24 déc. 1864 : *Le Bâtiment*, 8 janvier 1865.)

Les ouvriers qui, par leur défaut de précautions, se blessent au contact de ces machines-outils, s'en prennent quelquefois soit au mauvais état du plancher, soit à l'encombrement de leurs abords.

Rigaudie (Eugène), ouvrier scieur à la mécanique chez MM. Gourguechon frères, fabricants de parquets et lambris sur bitume, à Paris, place d'Enfer n° 7, fut grièvement blessé à la main droite, et dut être amputé de deux doigts.

Il assigna ses patrons devant le Tribunal civil de la Seine, en paiement d'une somme de 1,000 francs de dommages-inté-

rêts, prétendant que cet accident s'était produit par suite du mauvais état du plancher sur lequel il marchait; il articulait, à l'appui de sa demande et offrait de prouver les faits suivants :

1° Que son travail consistait à faire des rainures, à l'aide de la machine-outil dite *toupie* ;

2° Qu'il y avait à la place où il travaillait un trou d'environ 15 cent. sur 10 cent.;

3° Que son pied étant entré dans ce trou, il a dû, pour éviter d'y tomber, avancer la main pour se retenir, et que c'est alors qu'il avait rencontré la toupie, qui lui avait blessé si grièvement la main.

MM. G. répondaient que l'accident dont le sieur R. avait été victime ne leur était en aucune façon imputable; que le travail auquel il était employé ne présentait aucun danger et qu'il suffisait de la moindre attention pour éviter toute blessure; qu'ainsi le sieur R., pour donner à sa demande une apparence de fondement, était obligé d'articuler des faits inexacts, à savoir, que l'accident a été causé par le mauvais état du plancher, qu'au contraire l'état de ce parquet et de tout leur matériel était irréprochable; que le faux pas de R., par suite duquel, suivant le dire de cet ouvrier, sa main avait rencontré la toupie, ne peut s'expliquer que par sa propre maladresse.

« Le Tribunal : Attendu qu'il résulte des documents de la cause que personne n'a vu de quelle manière s'était produit l'accident arrivé à Rigaudie; que Rigaudie a varié dans les déclarations qu'il a faites à cet égard; qu'il a dit d'abord que son pied avait glissé sur une tache d'huile, qu'il a déclaré ensuite qu'il avait butté contre des bouts de bois, qu'il soutient actuellement que son pied s'était engagé dans un trou;

Attendu que l'existence du trou même ne serait pas une cause suffisante pour engager la responsabilité à son patron;

Que, dans ces circonstances, cette enquête serait sans utilité;

Attendu que Gourguechon déclare qu'il a assuré ses ouvriers contre les accidents qui peuvent leur arriver dans ses ateliers, qu'il offre de faire servir à Rigaudie une rente annuelle et viagère de 100 fr. par l'intermédiaire de la *Préservatrice*;

Par ces motifs, Sans s'arrêter ni avoir égard à la preuve offerte, déclarer Rigaudie mal fondé dans sa demande; l'en déboute;

Donne acte, toutefois, à Rigaudie de ce que Gourguechon offre de lui faire servir une rente annuelle et viagère de 100 fr. à compter du jour de l'accident par l'intermédiaire de l'assurance mutuelle la *Préservatrice*;

Condamne Rigaudie aux dépens. » (Trib. civ. Seine, 4^e chambre, 21 juin 1870) (1).

Courroies de transmission tombées des poulies. — Il doit être formellement interdit aux ouvriers d'embrayer ou de replacer les courroies sur les poulies pendant la marche de la machine.

Henri Lécuyer, découpeur de bois, dans les ateliers de MM. P. et S., carrossiers, chemin de Reuilly, n° 23, a été blessé le 24 juillet 1874; il a le tiers inférieur de l'avant-bras droit fracturé en deux endroits.

L., ayant formé contre ses patrons une demande en dommages-intérêts, il fut, par jugement de la 4^{me} chambre du Tribunal civil de la Seine, en date du 5 mai 1875, admis à prouver les faits par lui articulés. Il fut procédé aux enquête et contre-enquête, et L. prétendit qu'il résultait des dépositions de témoins, la preuve que MM. P. et S. l'avaient appliqué à une scie à ruban n° 7, montée d'une manière défectueuse; son débrayage ne fonctionnait pas pour maintenir la courroie sur les poulies; que les contre-maitres, prévenus de cette défectuosité par les réclamations des découpeurs, n'avaient pas réformé ou mis en état ladite machine; que la courroie de cette scie à ruban, qui tombait continuellement, étant sortie de dessus la poulie fixe, il avait dû se mettre en demeure de la replacer; qu'il avait été prévenir le mécanicien et le chauffeur pour qu'ils arrêtaient la machine à vapeur; mais que, dans ces ateliers, les contre-maitres, et notamment le contre-maitre Gervais, refusaient de suspendre la marche du moteur pour permettre aux ouvriers de remettre la courroie en place, parce que cela arrêtrait trop d'ouvriers dans leur travail, ce qui constituait l'imprudence la plus caractéristique et rendait MM. P. et S. responsables des accidents qui pouvaient en être la conséquence; que, pour comble de mauvaise organisation de cet atelier, il avait été empêché de passer derrière sa machine pour replacer la courroie par le tambour, par suite d'un encombrement de bois débités pendant le travail de nuit et non enlevés encore à défaut d'hommes de peine en nombre suffisant, et qu'il avait été nécessairement forcé de passer son bras au travers du volant afin de mettre la courroie sur la poulie folle, c'est-à-dire de s'exposer à une manœuvre dangereuse; mais que le mécanicien et le chauffeur qui faisaient prendre ladite courroie par l'arbre

(1) (Sur notre plaidoirie pour MM. Gourguechon frères.)

de transmission, ne l'avertirent pas à temps, et que, la machine se mettant brusquement en mouvement, il avait été surpris maintenant toujours la courroie sur les poulies qui, étant trop rapprochées et faites de matières différentes, avaient été entraînées dans ledit mouvement; que, seulement après l'accident, des améliorations ont été apportées dans la structure de cette machine-outil; qu'il reste affecté d'un cal difforme avec rétraction des tendons des muscles fléchisseurs antérieurs; que, par suite de cette rétraction, les doigts sont maintenus dans une demi-flexion; que cette difformité étant incurable, il ne pourra jamais se servir librement de cette main; que MM. P. et S. sont responsables du fait de leurs préposés, qui lui ont fait exécuter une manœuvre dans des conditions dangereuses, pour n'avoir pas à arrêter la machine à vapeur.

« Le Tribunal: Attendu que, le 24 juillet 1874, Lécuyer, découpeur de bois dans les ateliers de P. et S., a eu l'avant-bras fracturé par une scie à ruban, au moment où il cherchait à remettre sur une poulie la courroie, qui était tombée;

Attendu qu'il résulte de l'enquête et de la contre-enquête auxquelles il a été procédé que la blessure de Lécuyer a été causée et par la négligence de P. et S. et par sa propre imprudence;

Qu'en effet, P. et S., qui savaient que la courroie se détachait souvent de la poulie, ne devaient pas laisser leurs ouvriers remettre cette courroie sans donner l'ordre d'arrêter le moteur;

Attendu que, si, derrière la machine se trouve un tambour qui permet de replacer la courroie sans danger, le passage était intercepté par un amas de bois qui avait été découpé pendant la nuit, et que P. et S. avaient eu le tort de ne pas faire enlever;

Attendu que, de son côté, Lécuyer a commis une grave imprudence en passant son bras à travers le volant et qu'il devait s'abstenir de remettre la courroie plutôt que de s'exposer à un pareil danger;

Attendu que le Tribunal a les éléments nécessaires pour apprécier l'importance du préjudice causé, et qu'en tenant compte de l'imprudence de Lécuyer, il y a lieu de fixer à 600 francs l'indemnité qui lui est due;

Par ces motifs : Condamne P. et S. à payer à Lécuyer la somme de 600 francs à titre de dommages-intérêts, et les condamne aux dépens. » (Trib. civ., Seine, 4^e ch., 15 décembre 1875, présidence de M. Thirouin.)

Voici une autre espèce, dans laquelle l'ouvrier imprudent perdit la vie :

Roche travaillait comme ouvrier dans la scierie mécanique

de M. Monier (Voy. ci-dessus l'extrait du règlement de ses ateliers), lorsque, le 1^{er} juin 1865, il eut le corps en partie broyé par l'arbre de couche de la machine en mouvement. Voulant embrayer une courroie autour d'une poulie placée sur l'arbre de couche sans avoir fait arrêter préalablement la machine, il fut accroché par ses vêtements à une clavette et entraîné par le mouvement extrêmement rapide de l'arbre de couche, contre lequel il avait appliqué une échelle. Transporté à l'hospice par suite de cet événement cruel, il y est décédé quatre jours après, ayant subi une amputation qui ne devait pas le sauver.

M^{me} veuve R. forma contre M. M. une demande en 12,000 francs de dommages-intérêts. Elle soutint que cet accident avait été occasionné par la mauvaise disposition de la clavette destinée à fixer sur l'arbre de couche la poulie sur laquelle son mari avait reçu l'ordre d'embrayer une courroie de transmission; que la tête de cette clavette, au lieu d'adhérer à la paroi de la poulie, s'en trouvait séparée par un intervalle de 9 millimètres environ, et qu'au moment où il faisait ce qui lui avait été commandé, se penchant, il avait été accroché par cette tête de clavette, dont l'état vicieux avait seul été cause du malheur qui lui était arrivé. A l'appui de sa demande, M^{me} veuve R. articulait et offrait de prouver : 1^o ce fait du vice de la clavette; 2^o que les dangers résultant de ce vice étaient encore aggravés par l'obscurité et l'encombrement régnant dans l'endroit où R. devait embrayer sa courroie; 3^o que nulle imprudence n'était imputable à R.; que s'il n'avait pas fait arrêter la machine pour embrayer sa courroie, c'était parce que M. M. défendait expressément tout temps d'arrêt ou ralentissement de la machine, pour quelque cause que ce soit; qu'il y avait dans cette défense de sa part une aggravation de sa responsabilité;

Mais les conclusions de M^{me} veuve R. ont été repoussées par jugement du Tribunal civil de la Seine du 19 février 1866, ainsi conçu :

« Attendu qu'il n'est pas établi que l'accident, objet de la demande de la veuve Roche, soit imputable à Monier, et que, d'après les éléments d'appréciation que le Tribunal possède dès maintenant sur leur caractère et leur portée, il n'y a lieu d'admettre en preuve les faits qu'elle articule ;

Attendu que cet accident ne peut, en effet, être attribué qu'à l'imprudence propre de Roche, qui a voulu embrayer une courroie autour d'une poulie placée sur l'arbre de couche sans avoir préalablement fait arrêter la machine ;

Attendu que cette mesure de précaution était prescrite par les règlements de la maison, et qu'il avait à sa portée, par une sonnette d'avertissement, les moyens nécessaires pour la prendre ;

Attendu que c'est par suite qu'il a été entraîné par la rotation extrêmement rapide de l'arbre de couche contre lequel il avait appliqué une échelle ;

Qu'il importerait peu que la clavette qui fixait la poulie à l'arbre de couche fût saillie, cette disposition, d'après les documents fournis, étant conforme à l'objet de sa destination, et n'étant d'ailleurs de nature à présenter aucun danger, si on n'embrayait les courroies sur les poulies qu'après avoir suspendu le mouvement de la machine ;

Attendu que l'abstention de l'avoir fait gît dans la cause de l'accident, et l'allégation que Monier défendait expressément tout temps d'arrêt est dès maintenant démentie par le règlement affiché dans son établissement, qui pour le cas échéant de sa nécessité, en contenait la recommandation incessante ;

Par ces motifs : Déclare la dame Roche non recevable dans sa demande, l'en déboute et la condamne aux dépens. »

M^{me} Roche a interjeté appel de ce jugement. Un arrêt du 19 janvier dernier l'ayant autorisée à faire la preuve des faits par elle articulés, il a été procédé à une enquête et à une contre-enquête, après lesquelles les parties sont revenues à l'audience.

La Cour a rendu l'arrêt suivant :

« Considérant qu'il ne résulte pas des enquête et contr'enquête auxquelles il a été procédé que la mort de Roche soit imputable à Monier, à la mauvaise disposition de sa machine et des lieux où elle fonctionnait, ou à un fait quelconque des ouvriers dont il est responsable ;

Qu'il en résulte, au contraire, qu'elle est due à l'imprudence de la victime elle-même ;

Adoptant, au surplus, les motifs des premiers juges,

« Confirme. » (C. Paris, 4^e ch., 23 déc. 1867 : *Gaz. Trib. et le Bâtiment*, n° du 19 janv. 1868.)

Graissage des organes des scies mécaniques. — L'opération du graissage des organes de la scie circulaire ne peut être effectuée pendant la marche de la machine, sans que les ouvriers ne se trouvent exposés à quelque danger.

Mais, insouciants de leur propre sécurité, les ouvriers procèdent parfois au graissage des engrenages en mouvement, à l'aide d'un chiffon tenu à la main; ce mode est des plus imprudents; le linge peut, en effet, être saisi et la main peut être entraînée avec lui.

Les maîtres doivent non-seulement formellement interdire l'emploi de ce mode de travail dangereux, mais encore veiller, par eux-mêmes ou par leurs préposés, à ce que les ouvriers ne trompent pas leurs prescriptions à cet égard. Toutefois il est équitable de tenir compte de la part d'imprudence qui revient à l'ouvrier en semblable cas.

Rozier était employé comme ouvrier à la scierie mécanique chez Gourguechon frères, fabricants de parquets, place du chemin de fer de Sceaux; il était chargé de débiter, avec une scie circulaire se mouvant très-rapidement à la vapeur, des morceaux de bois et de les convertir en feuilles de parquet. Pendant ce travail, il devait, sans arrêter les mouvements de la scie, la graisser de temps en temps, et il s'en acquittait en prenant un morceau de linge imbibé de graisse et en l'approchant à la main. Le 21 décembre 1862, R. se livrait à cette dangereuse opération, lorsque le linge qu'il tenait à la main fut saisi par les dents de la scie; la main elle-même fut entraînée et gravement mutilée. Après un séjour de plusieurs mois à l'hôpital, R. a formé contre MM. G. une demande en 3,000 francs de dommages-intérêts, et 1,200 francs de rente viagère. Ceux-ci ont résisté à cette prétention, soutenant que Rozier avait été victime de sa propre imprudence; qu'au lieu d'approcher la main de la scie en mouvement, il aurait dû, conformément aux ordres qui avaient été donnés, mettre le linge imbibé de graisse au bout d'un bâton, et qu'il aurait ainsi évité tout accident.

A la suite d'une enquête et contre-enquête, la demande a été accueillie en partie par le jugement suivant :

« Attendu qu'il résulte de l'enquête que l'accident par lequel la main de Rozier a été mutilée est arrivé alors qu'il graissait avec un linge tenu par celle-ci une roue circulaire à scier en mouvement; que ce mode de graissage, qui met la main directement en contact avec une roue dentelée tournant avec une extrême rapidité, est très-dangereux; qu'essentiellement compromettant pour la sécurité des ouvriers, il devrait être interdit, et que quand, à défaut qu'il l'ait été par une prohibition formelle et empêché par une surveillance effective un accident se produit, cet accident engage la responsabilité du chef

de l'usine envers l'ouvrier qui en a été victime; que, conséquence morale de la direction qui lui appartient sur son établissement, c'est en effet au maître à prescrire et à faire observer les mesures nécessaires pour prévenir le danger qui ne se serait pas réalisé si elles avaient été prises;

Que c'est ce qui aurait eu lieu dans l'espèce s'il avait été interdit à Rozier, chargé de ce service, de graisser les roues à scie en mouvement autrement qu'avec un linge ou tampon placé à l'extrémité d'un manche qui en tienne sa main à distance;

Que, par suite de l'accident dont il s'agit, Rozier se trouve dans l'impossibilité presque absolue de se livrer aux travaux manuels dont il tirait ses moyens d'existence; qu'il est donc fondé à demander des dommages-intérêts qui y suppléent par un revenu viager; qu'il l'est en outre à obtenir une somme une fois payée pour les dépenses nécessaires qu'il aurait faites depuis l'accident et qu'il n'aurait pu acquitter à défaut d'en trouver le moyen dans son travail;

Attendu toutefois, que, dans la fixation de ces dommages-intérêts, lesquels ne doivent être la réparation de la faute que dans la mesure d'action ou d'omission de celui qui l'a commise, il y a lieu d'avoir égard à ce que, l'ouvrier aurait participé à l'accident et au défaut de précautions que ne lui eussent-elles pas été prescrites, ainsi qu'elles l'auraient dû, il aurait pu prendre lui-même;

Attendu qu'il en a été ainsi de la part de Rozier, rien ne faisant matériellement obstacle à ce qu'il employât le moyen de préservation sus-indiqué;

Par ces motifs : Condamne les frères Gourguechon à payer à Rozier la somme de 500 francs à titre de dommages-intérêts; les condamne en outre à lui fournir une rente alimentaire et viagère de 300 francs par an; ordonne qu'à cet effet ils seront tenus, si mieux ils n'aiment traiter pour l'accomplissement de l'obligation ci-après déterminée, avec la Compagnie d'assurances sur la vie dont le siège est à Paris, rue de Richelieu, 87, de verser dans la quinzaine du présent jugement, entre les mains du syndic des agents de change de Paris, somme suffisante pour l'achat d'une inscription de rente 3 pour 100 sur l'État français, qui sera inscrite comme alimentaire pour l'usufruit au nom de Rozier, et pour la nue-propriété au nom des frères Gourguechon ou, à leur choix, de l'un d'eux; ordonne l'exécution provisoire du présent jugement, nonobstant appel sans caution quant à la somme de 500 francs allouée à titre de dommages et intérêts. » (Trib. civ. Seine, 1^{re} ch., 21 novemb. 1865; *Gaz. Trib.* 8 décemb. 1865.)

MM. Gourguechon frères interjetèrent appel; tout en reconnaissant que les patrons devaient protection à leurs ouvriers

et qu'ils devaient les éclairer sur les dangers qu'ils pouvaient courir, ils soutenaient que R., déjà blessé dans la même maison, n'avait plus besoin d'être prévenu qu'il s'exposait à être mutilé en se servant de ses mains pour une opération aussi dangereuse que celle qu'il accomplissait ainsi, quand il avait tous les instruments nécessaires à sa disposition pour l'accomplir sans danger. S'il s'agissait d'un ouvrier engagé de la veille, passe encore, mais depuis de longues années R. travaillait dans l'établissement, et l'on n'avait absolument rien à lui dire qu'il ne sût parfaitement. Il est donc seul en faute et seul responsable du malheur qui lui est arrivé.

La Cour rendit l'arrêt modificatif suivant :

« Considérant que du 21 décembre 1862 jusqu'à l'accident dont Rozier a été victime, il est constant qu'il n'y avait point de contre-maitre dans l'atelier où Rozier travaillait; qu'en outre, les prescriptions adressées aux ouvriers en ce qui touche le mode de graissage des scies circulaires ne paraissent pas avoir été assez impératives, et qu'il peut résulter de ces faits une part de responsabilité à la charge des frères Gourguechon; considérant, d'un autre côté, qu'il résulte des documents de la cause, que Rozier, employé depuis quinze ans dans les ateliers des frères Gourguechon, et déjà dix ans auparavant victime d'un accident du même genre, connaissait parfaitement le mécanisme auquel il était employé et les dangers qu'il pouvait présenter; qu'à défaut de prescriptions positives, l'intelligence la plus commune et l'instinct des précautions les plus vulgaires devaient lui faire comprendre qu'en attachant après un morceau de bois le tampon destiné au graissage de la scie, il évitait le danger auquel il s'exposait en la tenant à la main; qu'il avait d'ailleurs à sa disposition le moyen d'arrêter le mouvement de rotation de la scie lorsqu'il voulait le graisser et de prévenir ainsi tout accident; qu'enfin il n'explique pas comment, opérant le graissage avec la main droite, c'est la main gauche qui a été atteinte;

Considérant que, dans ces circonstances, l'imprudence commise par Rozier est très-supérieure à celle que l'on peut reprocher aux frères Gourguechon; que les premiers juges n'en ont pas tenu assez compte dans la fixation de l'indemnité, et que la somme de 500 francs allouée par eux était suffisante; confirme, et néanmoins réduit l'indemnité à la somme principale de 500 francs; ordonne la restitution de l'amende, et condamne les appelants aux dépens. » (C. Paris, 4^e ch., 23 juin 1866: *Gaz. Trib.*, 13 juillet 1866.)

Mais, si le fait d'avoir graissé la machine pendant la marche n'était pas la cause directe de l'accident et qu'il eût été causé par

un vice de construction de la machine, tel que la saillie d'une clavette qui aurait accroché la blouse de l'ouvrier, les Tribunaux pourraient retenir cette circonstance pour faire bénéficier l'ouvrier d'une indemnité modérée.

Frelich, homme de peine dans une scierie à vapeur, était attaché au service de la machine, lorsque voulant replacer une courroie sur l'arbre de transmission, il eut sa blouse accrochée par une clavette trop longue adaptée à la roue, et il périt.

Sa veuve forma une demande en dommages-intérêts contre M. Charliot, propriétaire, et contre MM. Fouilleul et Marquier, locataires de l'usine.

Cette demande fut repoussée par jugement du Tribunal civil de Versailles :

« Le Tribunal : — Attendu que les faits articulés par la partie de Légrand ne sont pas de nature à prouver la faute et l'imprudence des défendeurs; — Qu'il résulte des documents de la cause que Frelich a commis l'imprudence d'aller rattacher la courroie à l'arbre de transmission sans prendre la précaution d'arrêter ou faire arrêter la machine à vapeur, et même contrairement à l'invitation qui lui avait été faite par l'une des personnes présentes; — Que conséquemment il doit s'imputer personnellement l'accident dont il a été victime; — Déclare la demanderesse ès-noms non recevable et mal fondée dans sa demande; — Et la condamne aux dépens envers les autres parties. »

Appel de la veuve Frelich.

« La Cour, — Considérant que si, le 7 décembre 1861, Jean Frelich, ouvrier employé dans une scierie à vapeur située aux Chesnay a été tué pendant qu'il remplaçait une courroie sur une roue de transmission, et lorsque la machine était en marche; que s'il résulte des débats et des pièces précédentes que Frelich a commis une double imprudence en ne tenant pas compte de l'avertissement qui lui était donné, d'attendre que la machine fût arrêtée, et de prendre les précautions pour que sa blouse ne fût pas flottante, il est, d'un autre côté, établi que l'ordre d'arrêter n'a pas été donné, et que l'accident a eu pour cause immédiate une clavette adaptée à la roue d'une longueur inusitée et autour de laquelle s'est enroulée la blouse dont était vêtu Frelich, qui a été ensuite emporté dans le mouvement de la machine; que Charliot avait été depuis longtemps prévenu du danger que présentait la dimension de cette clavette; qu'il l'avait reconnu lui-même et qu'il ne l'a fait réduire que le lendemain de l'accident dont Frelich a été victime; qu'il y a donc eu dans ce fait une négligence qui lui est imputable et dont il est responsable qu'il prétend en vain que depuis le 1^{er} décembre il

était étranger à l'exploitation de l'usine qu'il aurait louée à Fouilleul et Marquier; qu'il ne fait à cet égard aucune justification; qu'il est d'ailleurs constant qu'il était sur les lieux le jour de l'accident, tandis que Fouilleul et Marquier ne s'y trouvaient pas: que les ouvriers travaillant dans l'usine pour son compte, et qu'ils ont été payés par lui; — Que si, par suite, la demande formée entre Fouilleul et Marquier doit être rejetée, et si Charliot doit seul être déclaré responsable, il y a lieu toutefois de prendre en grande considération pour la fixation des dommages-intérêts la grave imprudence personnelle de Frelich; — Infirme en ce que la demande de la veuve Frelich contre Charliot a été rejetée; émendant quant à ce, condamne Charliot par les voies ordinaires seulement à payer à la veuve Frelich personnellement la somme de 200 fr., et à la veuve Frelich, comme tutrice de ses enfants mineurs, celle de 800 fr, le tout avec les intérêts du jour de la demande; — Le jugement à l'égard de Fouilleul et Marquier sortissant effet. » (C. Paris, 4^e ch., 30 janvier 1864 : *Bull. C. Paris*, 1864, p. 493).

Les transmissions. — Les industriels qui emploient des enfants dans leurs ateliers doivent prendre les mesures les plus étroites pour empêcher qu'ils ne puissent descendre dans les fosses où se meuvent les transmissions.

Le sieur Avignon père forma contre M. Colesson (Camille), marchand de bois ouvré, à Paris, quai de la Loire, n° 22; une demande pour s'entendre condamner à lui payer une pension annuelle et viagère de 1,200 francs, payables par mois et d'avance, à partir du jour de l'accident dans lequel son fils Oxence (né le 1^{er} janvier 1856) avait perdu la vie, alléguant que cet enfant avait été placé par lui chez M. C, pour être employé à raison de 2 fr. 25 cent. par jour à tirer le bois de parquetage d'une scierie mécanique conduite par un ouvrier auquel il était adjoint comme aide; qu'il ne devait faire et n'était payé que pour ce travail; que M. C., et son contre-maitre s'étaient engagés à ne pas l'employer au manie-ment des courroies ni à la transmission; mais que, depuis un an environ, et, à l'insu du père, la maison l'employait au travail que devait faire l'ouvrier payé 5 fr. 50 cent. ou 6 francs par jour, et qui était parti; que ce jeune garçon n'était cependant payé que 2 fr. 25 cent. par jour; que M. C., n'ayant pas remplacé l'ouvrier conducteur qui était parti, n'a pas craint, malgré les conventions contraires et la rémunération insignifiante du jeune Avignon, de l'employer ensemble à la direction de la

machine et à sa première fonction, lui faisant ainsi remplir à lui seul les deux offices; que, le 18 mai 1872, dans l'exercice de ses fonctions. Oxence avait été saisi et entraîné par une courroie de la machine; que, quelques instants après, les ouvriers de l'atelier relevaient l'enfant dans un état effroyable (ayant la jambe droite arrachée du tronc, la jambe gauche et le bras droit fracturés et le bras gauche fortement contusionné); qu'il subit à l'hôpital Saint-Louis l'amputation des deux jambes, à la suite desquelles il a succombé le 13 juin dernier. Il ajoutait que M. C., en violant les engagements par lui pris vis-à-vis du père de famille, et en chargeant un enfant de seize ans d'un travail au-dessus de ses forces et de son expérience, s'est rendu coupable au premier chef de l'accident dont a été victime le jeune Avignon; que ce jeune garçon était le soutien de son père, qui est dans une position précaire, estropié du bras gauche, affligé de varices aux deux jambes, et qui ne peut travailler; qu'en outre il a encore charge de famille; que, malgré ses démarches amiables, son client n'avait jamais pu obtenir de M. C. la légitime répartition du préjudice considérable qu'il lui a causé.

M. C. répondait qu'une description préalable de sa scierie lui paraissait nécessaire, son établissement étant, en effet, l'un des mieux établis de Paris.

Sa scierie se compose d'un vaste atelier ne renfermant pas moins de quatorze machines tant à rainer qu'à scier les parquets, commandées par sept transmissions différentes, lesquelles sont mises en mouvement par une seule et même force motrice, installée dans la cave.

Le commissaire de police du quartier, venu dans cet atelier pour procéder à une enquête sur les causes de l'accident dont il s'agit, l'a décrit en ces termes :

« Dans un atelier planchéié, sont installés des établis en fonte pour scierie, rabottage et rainage en bois. Aucun arbre de couche, ni courroie, ni poulies n'apparaissent dans cet atelier; tout le système de force et de traction mû par la vapeur, est placé dans le sous-sol dudit atelier. Près du mur, nous voyons un appareil servant à débrayer dans ledit sous-sol, et cet appareil porte les inscriptions suivantes : « Marche — Arrêt. » Toutes les précautions nous semblent avoir été prises par le sieur Colesson pour éviter, autant que possible, les accidents dans son atelier, car nous remarquons que les engrenages

placés à l'intérieur des établis, sont garantis par des plaques en tôle.

« Descendu dans le sous-sol correspondant à l'atelier, nous y voyons tous les systèmes d'arbres de couche, tambours recevant les courroies et poulies folles, donnant aux machines placées au-dessus les forces nécessaires.

Le commissaire de police, après avoir entendu les témoins, a conclu que les blessures d'A. étaient accidentelles et dues à son imprudence.

Le jeune Avignon avait fait son apprentissage chez M. C. Son père l'a déclaré : « Voici la cinquième année que mon fils travaille chez M. Colesson. »

L'ouvrier conduisant la machine à rainer des frises de parquet, à laquelle était attaché A., étant parti à une époque de morte-saison, M. C., pour ne pas renvoyer A. et pour l'occuper, l'avait laissé à sa machine, mais en ayant soin de préposer spécialement l'ouvrier de celle voisine aux détails de travail qui dépassait la capacité d'Oxence; c'était le mettre à même d'apprendre son métier et de pouvoir gagner plus tard un bon salaire. Du reste, ce n'est pas à sa machine qu'A. a été blessé, mais dans le sous-sol de la scierie, où sont les tambours et arbres de transmission, et où il lui était formellement interdit de descendre. Alors même qu'Oxence eût voulu mettre sa machine au repos, alors même qu'il n'aurait pas préalablement arrêté sa machine au moyen du débrayage dont elle était munie, l'accident ne se serait pas produit, s'il s'était borné à ôter la courroie de sa poulie par les moyens ordinaires; mais, ce jeune garçon, d'un caractère très-entier, n'écoutait guère les sages observations qui lui étaient adressées par le contre-maître; le 18 mai 1872, il est descendu dans le sous-sol, il a voulu déranger et faire tomber avec son pied droit la courroie d'une transmission en plein mouvement, son pied fut pris et tout son être se trouva entraîné dans le mouvement de rotation. M. C., irresponsable de ce triste accident, n'en a pas moins fait faire, après le décès d'A., un service et un enterrement fort convenables, auxquels ont assisté tous les ouvriers de l'établissement, mais le père de celui-ci n'est pas même venu l'en remercier.

« Le Tribunal : — Attendu qu'Avignon père ne justifie pas que la responsabilité de Colesson soit engagée par l'accident dont Avignon fils a été victime; qu'il résulte, au contraire, des procès-verbaux dres-

sés par le commissaire de police le jour même, que cet accident est dû à l'imprudence de la victime ;

Par ces motifs : Déclare Avignon père mal fondé en sa demande, l'en déboute et le condamne aux dépens, dont distraction à l'avoué qui l'a requise aux offres de droit ; — à l'égard des sommes avancées par le Trésor, dit que le recouvrement en sera poursuivi par l'Administration de l'Enregistrement et des Domaines conformément à l'art. 18 de la loi du 22 janvier 1851. » (Trib. civ. Seine, 4^e ch., 24 juin 1873, présidence de M. Cressent : *Le Bâtiment*, 20 juillet 1873.)

La Cour d'appel de Paris confirma purement et simplement ce jugement. (C. Paris, 4^e ch., 11 décembre 1875.)

« Tels sont, cher Monsieur, les précédents judiciaires en matière d'accidents ayant atteint des ouvriers scieurs à la mécanique que vous avez désiré connaître et que je vous communique, en vous priant d'agréer mes regrets de n'avoir pu—par suite des soins que je dois aux affaires de notre chère Société, — vous les adresser aussitôt que j'aurais voulu le faire.

« Recevez, mon cher et honoré Collègue, l'expression de mes sentiments dévoués,

Jules PÉRIN. »

INSTITUTIONS CRÉÉES DANS L'INTÉRÊT MORAL ET MATÉRIEL DES APPRENTIS

ET DES ENFANTS EMPLOYÉS DANS L'INDUSTRIE

CHAMBRES SYNDICALES.

Chambre syndicale des Appareils de chauffage et d'économie domestique.

Dans sa séance du 28 janvier 1876, M. le vice-président *Maugin* a fait connaître les principaux articles de la loi sur le travail des enfants dans les manufactures, usines, etc., qui intéressent le plus particulièrement la Chambre.

Il résulte de cette lecture que le meilleur moyen d'éviter de tomber sous le coup de cette loi, c'est de ne prendre que des enfants au-dessus de 12 ans.

Dans l'Assemblée générale de la même Chambre, du 24 février 1876, M. *Haillot*, secrétaire-trésorier, a rappelé les travaux les plus importants de la Chambre pendant l'année qui vient de s'écouler ; nous détachons de ce Rapport les lignes suivantes :

« Nous constatons avec plaisir que lorsque l'attention du Gouvernement est appelée sur tel ou tel sujet touchant aux intérêts d'une corporation, nous le voyons demander l'avis des Chambres syndicales ; leur adresser des questionnaires, et enfin prendre en sérieuse considération l'expérience et les connaissances spéciales qu'elles possèdent sur ces sortes de questions.

C'est ainsi qu'il a été posé à votre Chambre les questions suivantes :

1^o Les enfants, dans notre corporation, ont-ils besoin d'être âgés de moins de 12 ans, pour faire certains travaux ?

Votre Chambre a répondu *non*.

2^o Est-il nécessaire d'employer les enfants les dimanches et jours fériés ?

La réponse a été *oui*, surtout pendant l'hiver.

3^o Y.a-t-il des dangers auxquels les enfants sont exposés ?

La réponse a été *oui* lorsque les travaux s'exécutent sur les toits ; ils peuvent même devenir très-graves. Des règlements d'administration publique pourraient facilement en diminuer la gravité, sinon les supprimer complètement.

Il suffirait d'imposer aux propriétaires l'obligation d'établir des rampes d'acier faciles à toutes les souches de cheminées ; de placer

sur ces dernières des trappes de ramonage, et enfin de garnir les bords des toits d'un garde-fou. La dépense ne serait pas bien importante, et on éviterait ainsi les nombreux et cruels accidents qui affligent notre industrie à chaque saison d'hiver.

On pourra objecter que les vœux que nous formulons dans ces réponses n'ont pas tous reçu leur sanction ; à cela nous répondrons que le progrès est une œuvre de temps et de patience, qui ne se réalise pas en un jour ; qu'avec un peu de persévérance il est permis d'espérer qu'en cela comme en toute chose juste et équitable, nous arriverons à faire accepter nos propositions. »

Chambre syndicale des Layetiers-Emballleurs.

Dans sa séance du 11 janvier 1876, M. *Triard* a annoncé que chaque membre de la Chambre recevra une circulaire ayant rapport à la loi sur les enfants employés dans les ateliers, « car M. l'Inspecteur est parfaitement décidé à faire exécuter la loi dans toute sa rigueur. »

Chambre syndicale du Papier et des Industries qui le transforment.

Dans sa séance du 4 février 1876, M. le Président a rappelé que, par une décision de la Chambre, la Commission d'encouragement des apprentis a été fusionnée avec celle du Concours entre les apprentis ; par suite de cela, la Commission relative aux apprentis se compose actuellement de :

MM. Laudner, Gonthier-Dreyfus, Villeneuve, Gasté, Paul Fano, Ramé, Valdampierre et Acker, ces deux derniers remplaçant MM. Leray et Fortin.

M. le Président insiste pour qu'une prompte réunion de cette Commission ait lieu, non-seulement dans le but de mener à bonne fin l'œuvre entreprise, mais aussi afin de répondre à la lettre qui vient d'être adressée à la Chambre par M. Dumas, Président de la *Société de protection des Apprentis*, et par laquelle il demande de lui désigner les contre-mâtres et les enfants méritants et dignes d'être présentés pour participer à la distribution des récompenses qui aura lieu le 30 avril 1876.

La Chambre invite M. Gonthier-Dreyfus à réunir ladite Commission, le plus tôt possible, afin de prendre, sur les points signalés par le Président, des décisions qu'elle fera connaître à la prochaine séance de la Chambre, et immédiatement la première réunion de la Commission est fixée au vendredi 11 février.

M. le Président demande à la Chambre de fixer un jour pour réunir les groupes de la papeterie et du cartonnage, afin d'en-

tendre M. Gust. *Maurice*, inspecteur divisionnaire du département de la Seine, sur les règles à observer pour le travail des enfants et des filles mineures dans les ateliers et manufactures.

La Chambre invite M. le Président à proposer à M. *Maurice* que cette réunion ait lieu du 15 au 20 février. Une circulaire sera adressée par les soins de MM. Gonthier-Dreyfus et Valdam-pierre, à tous les membres des deux groupes, pour les appeler à cette réunion.

M. *Levasseur* appelle l'attention de la Chambre sur la difficulté d'accorder le travail de demi-temps des enfants avec l'obligation de leur faire suivre l'école, les heures du travail et les heures d'école ne concordant point.

M. *Vandendorpel* répond que cette question a été soumise à l'Administration et qu'elle s'occupe de la résoudre de manière à donner satisfaction aux intérêts de l'industrie.

ATELIERS-MODÈLES

CAISSES D'ÉPARGNE SCOLAIRES D'APPRENTIS

La caisse d'épargne scolaire établie à l'École Saint-Nicolas, dès le mois de janvier 1875 continue à prospérer. Voici sa situation fin décembre 1875.

Total des versements.	1878 fr. 50 c.
Nombre de déposants	155
Apprentis ayant versé plus d'un franc et possédant un livret	131
Versement moyen par mois.	156 fr. 50
Versement moyen par élève par mois.	1 fr. 01

Le *Bulletin* de juillet et août, qui rendait compte des premiers essais tentés dans l'établissement, donnait, pour une période de six mois :

Versements	840 fr. » c.
Nombre d'adhérents	120
Nombre d'apprentis ayant livret.	95

Si nous comparons cette situation à la précédente, il en résulte une augmentation :

Dans les versements, de	1.038 fr. 50 c.
Dans le nombre des déposants de.	35
Et dans celui des livrets de	36

L'institution de la caisse d'épargne à Saint-Nicolas progresse donc d'une manière sensible.

Ces résultats sont dus à la puissante impulsion du Directeur de l'Établissement et au dévouement du frère Armélien, surveillant des ateliers, qui est tout particulièrement chargé du fonctionnement de la caisse. Ils nous montrent ce que pourront faire les patrons et les chefs d'ateliers le jour où ils voudront prendre en main la cause des Caisses d'épargne scolaires d'apprentis. G. B.

REVUE DE L'ÉTRANGER

ALSACE-LORRAINE. — *La dépopulation industrielle.* — Le 1^{er} décembre dernier, un recensement général a eu lieu simultanément dans toute l'étendue de l'empire d'Allemagne. La *Gazette de Magdebourg*, passant en revue les résultats statistiques fournis par ce travail, constate pour l'Alsace-Lorraine une population de 1,529,408 individus seulement, y compris les troupes de garnison, ce qui constitue une diminution de 20,330 individus sur le mois de décembre 1871. Il est vrai qu'il convient de réduire cette différence, en tenant compte de 5,000 jeunes gens environ que le service militaire a répartis dans les autres provinces; la dépopulation n'en atteint pas moins le chiffre de 15,000, et c'est surtout en Lorraine qu'elle a été sensible, Metz ayant, à elle seule, perdu près de 6,000 habitants.

Les deux principales villes d'Alsace ont gagné : Strasbourg, 8,691, et Mulhouse, 5,228 habitants; mais Bischwiller en a perdu 2,114; il en est de même de plusieurs villes frontières dont les industries ont émigré en France.

ALLEMAGNE. — Le Congrès des socialistes de la Chaire allemande, à Eisenach. — Nous avons déjà mentionné ce qui s'était passé à ce Congrès (Voir t. VIII, 1873, p. 70 et 481). Nous traduisons du *Giornale degli Economisti*, de Padoue, les passages suivants d'une intéressante lettre, qui lui a été adressée par M. Émile de Laveleye, l'éminent économiste belge :

« Le 11 octobre, le Congrès s'occupa de la réforme du système d'apprentissage dans les métiers. Des récriminations très-vives et générales se font entendre sous ce rapport en Allemagne. Les apprentis abandonnent trop tôt leurs maîtres; ils s'instruisent mal, le travail se fait avec moins de soins qu'autrefois; dans beaucoup de branches de produc-

tion, les ouvriers allemands sont inférieurs à leurs émules de France et d'Angleterre. M. Plener, fils de celui qui fut Ministre des finances en Autriche, exposa la législation et les usages de son pays sur cet objet. Scheel, professeur, à Berne, fit un discours bref sur le même sujet relativement à la Suisse. Schœnberg et Liebau lurent ensuite leur rapport sur la question des apprentis. Les délibérations suivantes furent adoptées comme conclusion :

1^o Il est à désirer que l'on impose des contrats d'apprentissage écrits et enregistrés après un essai de trois mois ;

2^o A la fin de l'apprentissage l'apprenti obtiendra un certificat de capacité ;

3^o Les Gouvernements doivent le plus tôt possible instituer des Écoles pratiques obligatoires d'apprentissage. »

ANGLETERRE. — *Législation industrielle.* — En Angleterre, outre les grandes Commissions nommées à de longs intervalles, comme, par exemple, celle de 1860 et une autre qui a été instituée en 1875 pour faire une Enquête sur l'état de l'industrie, il existe deux inspecteurs royaux pour les fabriques, inspecteurs chargés de dresser des rapports semestriels sur la situation de cette même industrie. Ces rapports contiennent un résumé des faits les plus remarquables, relatifs à la matière, qui se sont accomplis pendant les six mois qui viennent de s'écouler ; ils relèvent les abus qui se sont produits, signalent les difficultés que rencontre l'application de loi, proposent les réformes et donnent une liste complète des condamnations encourues pour contraventions aux lois concernant les fabriques.

Dans un temps où, chez nous aussi, l'on s'occupe beaucoup de la législation industrielle (il n'est besoin que de rappeler la loi récente sur le travail des enfants dans les manufactures), il ne sera peut-être pas sans intérêt de faire connaître ce document et la législation nouvelle qu'il a pour but de faire prévaloir. Il est intitulé : *Rapport des Inspecteurs de fabriques adressé au principal secrétaire d'État de Sa Majesté au département de l'Intérieur pour le semestre finissant au 30 avril 1875.* (*Report of the Inspector of factories to Her Majesty's principal secretary of State for the home department. For the halfyear ending 30 april 1875.*)

Nous n'avons pas sous les yeux le rapport lui-même ; mais nous en trouvons une analyse assez détaillée dans un travail de la *Gazette d'Augsbourg* sur la situation et la législation des fabriques en Angleterre, travail auquel d'autres documents

parlementaires, tels que Blue-Books et les lois les plus récentes sur les fabriques, ont servi de base.

Du rapport, fort instructif, des deux Inspecteurs, il résulte que, pendant le semestre commençant fin octobre 1874 et se terminant fin avril 1875, il n'avait pas été constaté moins de 1,003 infractions aux lois sur les fabriques et ateliers, infractions donnant lieu à des poursuites : le total des amendes avait été de 658 liv. st.; le montant des frais, de 468 liv. st. Les cas d'infraction les plus fréquents avaient été : 1^o occupation d'enfants n'ayant pas de certificat scolaire; 2^o occupation de femmes et d'enfants à un travail de nuit. Les rapports ne manquent jamais de donner le détail, c'est-à-dire le relevé de toutes les poursuites, chacune à part, avec énumération des noms propres, motif de la poursuite, enfin le taux des amendes et des frais.

Dans le dernier rapport, cette liste figure en appendice, pages 109, 173.

Les individus placés sous la sauvegarde de ces lois sont : 1^o les enfants, c'est-à-dire les non-adultes au-dessous de 14 ans; 2^o les jeunes gens, ou non-adultes au-dessus de 14 ans et au-dessous de 18; 3^o les femmes de tout âge, à partir de 18 ans.

Chaque Inspecteur ou Sous-Inspecteur royal, pour les fabriques, est autorisé à pénétrer dans toute fabrique, du moment qu'une personne quelconque y est occupée, ainsi que dans toute école où sont instruits des enfants qui travaillent en fabrique; en outre, il est autorisé, toujours dans l'intérêt du fonctionnement des lois dont nous parlons, lois dont les plus importantes ont été promulguées en 1874, et dont quelques-unes sont entrées en vigueur au commencement de cette année 1876, — il est autorisé à amener avec lui un médecin et un agent de police et à interroger toute personne qui se trouve en ladite fabrique ou école, ou toute autre personne qu'il croit avoir été employée dans la fabrique pendant les deux derniers mois. Et toute personne qui se refuse à déposer ou à signer une déposition sur les sujets de l'interrogatoire, ou qui entrave et refuse l'entrée de l'Inspecteur ou du Sous-Inspecteur dans la fabrique ou dans l'école, peut être condamnée à une amende qui n'est pas moindre de 3 livres sterl., ni supérieure à 10 livres sterl. (Loi de 1844.)

A l'entrée de chaque fabrique, les notifications suivantes doivent être affichées d'une manière lisible, et à un endroit apparent et visible pour les ouvriers :

1^o Le nom et l'adresse de l'Inspecteur et ceux du Sous-Inspecteur du district; 2^o le nom et l'adresse du médecin-chirurgien qui délivre les certificats; 3^o indication de l'horloge sur laquelle sont réglées les heures de travail dans la fabrique. Cette horloge doit toujours être une horloge publique, reconnue par l'Inspecteur; 4^o nomenclature des heures pendant lesquelles les enfants, les non-adultes et les femmes

sont occupés à la fabrique; 5^o les heures et le temps des repas; 6^o mode de travail des enfants, s'ils travaillent à la journée (*shift*), soit le matin, soit l'après-midi, ou bien en alternant de deux jours l'un.

Les dispositions suivantes, qui complètent la loi de 1874 et qui sont en vigueur depuis janvier 1876, ont pour but de protéger plus efficacement encore les individus visés dans les règlements ci-dessus :

Aucune personne au-dessous de dix-huit ans ne peut être employée dans une fabrique si son nom n'est pas inscrit sur un registre public.

Toute personne au-dessous de seize ans doit apporter une attestation de médecin qui certifie son âge; à cet effet, les Inspecteurs doivent désigner des médecins chargés de cette mission. Les Inspecteurs peuvent annuler tout certificat médical, quand ils ont lieu de croire que l'âge effectif est moindre que celui porté sur l'attestation.

Aucun enfant au-dessous de 10 ans ne peut être employé. (Loi de 1874).

Le temps pendant lequel un enfant (de 12 à 14 ans), un non-adulte (de 14 à 18 ans), ou une femme (de 18 ans et au-dessus) peuvent être employés, doit être, soit le temps entre 6 heures du matin et 6 heures du soir, soit le temps entre 7 heures du matin et 7 heures du soir. (Loi de 1874). Dans une fabrique où les heures de travail sont réglées de 6 heures du matin à 6 heures du soir, aucun enfant, aucun non-adulte, aucune femme ne doivent être occupés en dehors de ces limites de temps; comme aussi ces personnes ne doivent travailler plus de 4 heures et demie de suite sans une interruption d'au moins une demi-heure pour un repas; et chaque jour, 2 heures doivent être prises, pour tous les repas, sur cet espace de temps, de 6 heures à 6 heures, — dont une heure au moins avant 3 heures de l'après-midi. (Loi de 1874.)

La même disposition s'applique aux fabriques où le travail est réglé de 7 heures du matin à 7 heures du soir.

Dans les fabriques où les enfants sont occupés la demi-journée, soit l'avant, soit l'après-midi, aucun enfant qui a travaillé pendant la première partie de la journée ne peut être employé durant la seconde moitié, c'est-à-dire au delà d'une heure de l'après-midi.

Là où les enfants sont occupés de 2 jours l'un, ils peuvent être employés au même travail que les non-adultes et les femmes, mais jamais pendant deux jours consécutifs.

Le samedi, les enfants, les non-adultes et les femmes ne peuvent être occupés au delà de 2 heures de l'après-midi.

Aucun enfant ne peut être occupé deux samedis de suite, ni, en aucun cas, le samedi, lorsqu'en n'importe quel jour de la semaine il a travaillé plus de cinq heures.

Le temps pendant lequel travaillent les individus mis sous la sauvegarde de la loi industrielle ne peut être modifié qu'après que l'Ins-

pecteur ou le Sous-Inspecteur en a été prévenu par écrit. Aucun de ces individus ne doit, pendant le temps qui a été accordé pour les repas, être occupé dans une partie quelconque de la fabrique, ni même y séjourner ; sinon, il serait considéré comme y travaillant en contravention des règlements.

Les parents ou leurs représentants sont tenus d'envoyer à l'école tout enfant au-dessous de 14 ans, employé dans une fabrique, à moins que l'enfant, s'il a au moins 13 ans, n'apporte un certificat signé d'une personne autorisée, et attestant qu'il possède la somme normale de connaissances en lecture, écriture et calcul.

Dans les fabriques où les enfants travaillent la demi-journée, ils doivent fréquenter l'école trois heures, chaque jour de la semaine, sauf le samedi ; dans celles où ils travaillent à la journée comptée dix heures, ils doivent, chaque jour où ils ne travaillent pas (il s'agit sans doute des fabriques où ils travaillent de deux jours l'un), la fréquenter pendant cinq heures, le samedi excepté.

Le propriétaire d'une fabrique où travaille un enfant doit, le lundi ou tout autre jour de la semaine fixé par l'Inspecteur, exiger un certificat en règle indiquant la présence ou la non-présence de l'enfant à l'école pendant la semaine écoulée ; ce certificat doit être produit à la première réquisition. C'est également le propriétaire qui paie pour l'instruction des enfants. La contribution ne peut aller au delà de 2 pence (0 fr. 20) par semaine ; elle peut être prélevée sur le salaire hebdomadaire de l'enfant, mais jamais plus du douzième de ce salaire ne doit être distrait. L'enseignement se donne dans une des écoles reconnues par le département de l'éducation. Là où une école de ce genre n'existe pas (dans un rayon de 2 milles anglais), la règle subit une exception.

Quiconque est convaincu de contravention aux dispositions précédentes, est passible, si ce ne sont pas les parents ou leurs représentants, d'une amende de 2 à 5 liv. sterl. pour chaque délit ; les parents ou leurs représentants sont passibles de 2 à 5 sh. Si un accident de nature à attaquer la vie des travailleurs se produit par suite de négligence dans l'observation des mesures de sécurité prescrites par l'Inspecteur dans les machines, le propriétaire est passible d'une amende de 10 à 100 liv. st. au bénéfice de l'individu atteint.

La délivrance d'un faux certificat, l'emploi d'un certificat de ce genre, ou encore toute déclaration fausse dans les demandes prescrites par la loi, sont punis d'une amende de 5 à 20 liv. st., ou d'un emprisonnement allant jusqu'à six mois.

Quelques dispositions passagères et quelques exceptions à la règle ont été ménagées pour établir la transition entre l'ancien état de choses et la législation nouvelle.

RUSSE. — Une *École de dessin professionnel*. — Un riche banquier de Saint-Petersbourg, le baron Stieglitz, a récemment fait don d'un

million de roubles (4 millions de francs), à une école de dessin professionnel.

SUISSE. — On nous écrit de Berne, le 28 février :

» C'est lundi prochain, 6 mars, que s'ouvre la session extraordinaire des Chambres fédérales. Le programme des travaux est assez considérable; mais il ne contient aucun objet ayant un caractère important ou passionnant.

» La loi sur le travail dans les fabriques sera ajournée, la Commission étant convaincue qu'un projet de cette importance ne saurait être élaboré avec trop de soin. On est d'avis, dans cette Commission, qu'il y aura lieu de préparer un projet comme l'a fait l'Assemblée nationale française.

CHRONIQUE

L'INSTRUCTION ÉLÉMENTAIRE CHEZ LES ENFANTS DE 12 ANS. — Un rapport complémentaire des rapports de MM. Gréard, Directeur de l'enseignement primaire de la Ville de Paris, et Harant vient d'être présenté au Conseil municipal de Paris, au nom de la 4^e Commission (instruction publique, assistance publique, mont-de-piété) par M. Thorel, son rapporteur.

Après les extraits relatifs à l'organisation des Cours d'adultes, empruntés au rapport si complet de M. Gréard et publié dans le dernier n^o du *Bulletin*, il semblait qu'il ne restât plus rien à dire. M. Thorel a mis néanmoins en lumière une face particulière de la question : *de l'insuffisance d'instruction chez les enfants de 11 à 12 ans*, qu'il nous a paru utile de signaler à l'attention des industriels, parce qu'elle vise dans une certaine mesure l'article 9 de la nouvelle loi sur le travail des enfants et des filles mineures employés dans l'industrie et montre combien il sera difficile souvent de s'y conformer (1).

Vous avez lu, Messieurs, à la page 19 de l'excellent Mémoire de M. le Directeur de l'enseignement, le tableau reproduit plus bas, qui présente l'état résumé, par catégories d'âge, des élèves inscrits dans nos établissements scolaires.

(1) ART. 9.—Aucun enfant ne pourra, avant l'âge de quinze ans accomplis, être admis à travailler plus de six heures par jour, s'il ne justifie, par la production d'un certificat de l'instituteur et de l'inspecteur primaire, visé par le maire, qu'il a acquis l'instruction primaire élémentaire.

Ce certificat sera délivré sur papier libre et gratuitement.

Enfants de 6 à 7 ans...	9,310	soit	102	pour mille.
— de 7 à 8 ans...	13,283	—	146	—
— de 8 à 9 ans...	17,781	—	162	—
— de 9 à 10 ans...	14,533	—	159	—
— de 10 à 11 ans...	13,962	—	154	—
— de 11 à 12 ans...	12,424	—	137	—
— de 12 à 13 ans...	7,863	—	86	—
— de 13 à 14 ans...	3,391	—	37	—
— au-dessus de 14 ans.	1,312	—	14	—
Total.....	90,865			

Calculés séparément pour les garçons et les filles, les tableaux obtenus ne présenteraient que des différences tout à fait négligeables.

Il ressort de ces chiffres : que les enfants de huit à neuf ans sont les plus nombreux; que l'abandon de l'école commence dès l'âge de dix ans; qu'il grandit à la onzième année; qu'il devient énorme après la douzième; malheureusement ce fait est général. Il existait avant nos désastres comme il se produit aujourd'hui. Il constitue l'obstacle le plus sérieux aux progrès de l'enseignement primaire (1).

(1) Un état par catégories d'âges des enfants inscrits dans les Écoles publiques du 2^e arrondissement a été dressé chaque année depuis 1863.

Ces documents donnent des résultats presque identiques à ceux qui sont rapportés dans le Mémoire de M. le Directeur de l'enseignement.

En voici le résumé :

La colonne n° 1 représente la moyenne des cinq années qui ont précédé la guerre.

La colonne n° 2 représente la moyenne des années dernières depuis 1872 inclusivement.

La colonne n° 3 représente la moyenne de 1 et 2.

La colonne n° 4 représente les nombres tirés du Mémoire précité.

Les nombres d'enfants des différents âges sont calculés sur mille inscrits.

AGES	N° 1	N° 2	N° 3	N° 4
Enfants de 6 à 7 ans.....	106	94	100	102
— 7 à 8 —	140	146	143	146
— 8 à 9 —	170	157	163	162
— 9 à 10 —	154	152	153	159
— 10 à 11 —	146	147	146	154
— 11 à 12 —	132	135	133	137
— 12 à 13 —	88	97	92	86
— 13 à 14 —	45	48	46	37
Au-dessus de 14 ans.....	22	23	22	14

Le tableau précité montre que la population scolaire de Paris se compose de :

22,599	enfants de	6 à 8 ans.
14,781	—	de 8 à 9 ans.
52,173	—	de 9 à 14 ans.
89,553	—	de 6 à 14 ans.

Admettons, par hypothèse, que la catégorie la plus nombreuse, celle des enfants de huit à neuf ans, comprenne tous les enfants de cet âge susceptibles de fréquenter des écoles publiques ; les tables démographiques de l'Annuaire du bureau des longitudes, nous donnent, pour le nombre des enfants de six à huit ans et de neuf à quatorze ans, qui correspondent à 14,781 enfants de huit à neuf ans :

30,067	enfants de	6 à 8 ans.
72,031	—	de 9 à 14 ans.

Il nous manque donc :

7,468	enfants de	6 à 8 ans.
19,858	—	de 9 à 14 ans.

Nous nous préoccupons moins des premiers que des seconds ; les plus jeunes ont encore le temps de s'instruire. Il n'en est pas de même pour leurs aînés. Ces 20,000 enfants ont passé par l'école ; mais ils y sont restés un temps trop court. Beaucoup d'entre eux en sont retirés sans causes suffisantes ; il faut bien le dire, les avantages que l'instruction procure sont moins compris qu'on ne le suppose généralement. Arrêtés dans leur développement intellectuel et moral au moment où ils pouvaient le mieux profiter des leçons du maître, ces enfants sont privés de l'immense bienfait de l'éducation primaire sans bénéfice sur le temps à consacrer à l'enseignement professionnel ; car l'apprentissage est d'autant plus long que l'apprenti est plus jeune et moins instruit.

Les tableaux des pages 85 et 86 du Mémoire déjà cité qui présentent la répartition des élèves de nos écoles entre les trois cours élémentaire, moyen, supérieur, nous fourniront une preuve bien évidente des déplorables conséquences qui résultent d'une insuffisante fréquentation des classes.

5,357 garçons, 5,327 filles sont inscrits comme suivant le cours supérieur. L'amour-propre fort légitime des maîtres nous est un sûr garant que les élèves de ces cours ont été largement comptés ; cependant, sur :

13,109 garçons et 11,881 filles âgés de plus de 11 ans,

7,922 garçons ou 60 0/0, 7,465 filles ou 63 0/0,

étaient encore, au 1^{er} juin 1875, attardés dans les deux cours inférieurs.

Toutes les personnes qui sont au courant des choses de l'enseignement primaire considéreront comme complètement manquée l'instruction du plus grand nombre de ces enfants.

Si nous rapprochons les conclusions à tirer de l'extrait que nous venons de citer des prescriptions si formelles de l'art. 9 il en ressort : 1^o La complète insuffisance d'instruction des enfants des deux sexes qu'occupe l'industrie à l'âge où la nouvelle loi, sous certaine réserve, leur permet de les employer ; et, 2^o l'obligation plus étroite que jamais pour les patrons et les institutions protectrices des enfants de l'atelier d'organiser, puisque l'École primaire est insuffisante, des cours d'adultes et des cours professionnels dans lesquels les enfants qui ont quitté la classe trouveraient les moyens de compléter et d'étendre leur instruction. — G. B.

LES ÉCOLES MUNICIPALES A PARIS. — Si l'instruction ne se vulgarise pas à Paris, ce ne sera toujours pas la faute de nos autorités municipales.

Dans sa dernière réunion, tenue au Luxembourg, le Conseil départemental de l'instruction publique vient encore d'approuver l'ouverture de deux nouvelles Écoles (laïques) à Paris.

Il a également sanctionné le projet de création, sur la rive droite de la Seine, d'une École municipale embrassant, conformément aux principes usités dans l'École nationale de la rue de l'École-de-Médecine, toutes les parties nécessaires à la connaissance générale du dessin.

En attendant que l'Administration trouve des locaux convenables, il a été décidé que l'on établirait dans les deux nouveaux groupes scolaires en construction, rue aux Ours et place des Vosges, des Écoles centrales de dessin, où seront réunies et mises en harmonie les diverses classes propres à constituer un enseignement simultané et gradué avec méthode.

CONGRÈS NATIONAL DU COMMERCE ET DE L'INDUSTRIE. — Nous avons annoncé qu'un grand Congrès national du commerce et de l'industrie s'organisait à Paris, par les soins des Chambres syndicales, dans le but de rechercher les besoins actuels du commerce et de l'industrie.

Ce Congrès s'ouvrira vers la fin du mois de mars aux Arts-et-Métiers.

Voici les questions qui y seront étudiées :

1^o les impôts ; 2^o le libre échange et la protection ; 3^o le rapport du travail et du capital ; 4^o les transports par terre et par eau ; 5^o les questions relatives au crédit commercial et industriel ; 6^o le moyen d'accroître les exportations et le commerce extérieur de la France ; 7^o les améliorations à introduire dans la législation française au point de vue du commerce, de l'industrie et des arts industriels.

LES INSTITUTIONS DE PRÉVOYANCE. — La Société des études historiques avait mis au concours pour l'année 1876 (prix Raymond), la question suivante : « Historique des Institutions de prévoyance dans les divers pays, et spécialement en France. »

Aucun des mémoires reçus n'ayant rempli les conditions réglementaires du concours, la même question est continuée pour 1877.

Deux prix, l'un de 1,500 francs et l'autre de 800 francs, seront accordés aux auteurs des deux meilleurs mémoires. Il pourra, en outre être décerné des médailles.

Les manuscrits devront être déposés avant le premier janvier 1877, chez l'administrateur, M. le comte de Bussy, rue Gay-Lussac, 40.

OEUVRE-ANNEXE DES BIBLIOTHÈQUES D'APPRENTIS

M. Paul POIRÉ. — *Simplex lectures sur les Principales Industries* (Paris, librairie Hachette et C^{ie}, boulevard Saint-Germain, 79.)

Chaque jour, nous nous servons de choses dont nous ne connaissons ni l'origine ni la fabrication, — nous pouvons l'avouer en toute humilité, parce que la faute en remonte à ceux qui ne nous ont pas inculqué ces *leçons de choses*.

Il en est bien encore ainsi des jeunes générations.

« Tous ceux, dit l'auteur, qui se sont occupés de cette grave question (de l'instruction primaire), se sont pris à regretter que l'enfant quitte l'école primaire pour entrer dans l'atelier où il va apprendre et pratiquer les procédés opératoires de sa profession, sans posséder quelques notions élémentaires sur nos principales industries. Il ignore et l'origine et les propriétés fondamentales de la matière première qu'il va travailler; à plus forte raison ne sait-il point les transformations qu'elle a subies avant d'arriver entre ses mains, ni celles qui l'attendent lorsqu'elle en sera sortie. Aussi, au lieu de s'appliquer à étudier et à perfectionner les procédés industriels qu'ils mettent en pratique, la plupart des ouvriers ne fournissent qu'un travail purement mécanique, laissant stérile une somme d'intelligence qui, mieux cultivée, eût porté des fruits utiles à tous. »

Cet état de choses est certes fâcheux. Aussi M. P. Poiré, ancien élève de l'École normale, agrégé de l'Université, qui, professant au Lycée d'Amiens, fait des Cours industriels dans cette ville, a-t-il essayé d'y porter remède. Ayant publié un important ouvrage intitulé *la France industrielle*, il a pensé, avec raison, qu'il en pouvait extraire un livre élémentaire, lequel entr'ouvrirait aux yeux des enfants des écoles primaires la porte des industries extractives, de celles préparatoires, de l'alimentation, du vêtement et de la toilette, du logement et de l'ameublement, et satisfaisant aux besoins intellectuels. Mis à même de s'initier à l'ensemble des procédés de fabrication de telle ou telle industrie, l'enfant ne sera plus aussi étranger à l'état dans lequel il sera placé en apprentissage, puis il comprendra mieux le détail qui lui sera expliqué, la partie à laquelle il sera attaché, et certainement il s'intéressera davantage à son travail.

Les *Manuels* trop techniques ne sont d'une lecture abordable que pour les lecteurs versés dans chaque spécialité de l'industrie. La forme

des *Simple lectures* de M. Poiré permettra aux personnes qui vivent en dehors des carrières industrielles de ne plus rester ignorantes des procédés employés pour la production des objets de consommation usuelle.

Les instituteurs auxquels sont confiés les enfants des classes ouvrières, les maîtres des écoles annexées aux manufactures surtout, trouveront dans ce livre des sujets de lectures, sur lesquels nous appelons leur attention particulière.

Nous ajouterons que ce petit volume est illustré de cent soixante-trois dessins industriels, exécutés avec le plus grand soin. (On pourra juger de leur degré de perfection par ceux reproduits ci-dessus, p. 51, 53 et 72, qui nous ont été obligeamment prêtés par la Maison Hachette et C^{ie}). — J. Périn.

M. LÉON ROSTAING. — CONFÉRENCES OUVRIÈRES : *Etude de l'Enquête parlementaire sur les conditions du travail en France.*

Le 13 septembre 1868, au Congrès de Bruxelles, une voix s'élevait de l'auditoire : « Nous ne voulons plus, disait-elle, de Gouvernement, car les Gouvernements nous écrasent d'impôts; nous ne voulons plus d'impôts; nous ne voulons plus d'armées, car les armées nous massacrent; nous ne voulons plus de religion, car les religions étouffent l'intelligence. Trois fléaux continuellement en permanence existent pour ronger les productions de l'humanité: ce sont le prêtre, le soldat, le rentier; et pour se soustraire aux influences malsaines de ces trois classes, il faut combattre les unes par les autres, en commençant par la dernière. » C'était l'Internationale qui s'exprimait par la voix du plus obscur de ses adeptes.

Tel était, en 1868, le programme de la démagogie socialiste; huit ans se sont écoulés, les hommes et le temps se sont chargés de répondre à ces audacieuses revendications.

Le prêtre, dont on demandait la suppression, a continué son œuvre de dévouement; il a d'abord élevé les enfants de celui qui l'insultait, puis il a été sous la mitraille le relever s'il était blessé, le consoler s'il allait mourir; enfin on l'a vu en face de ses bourreaux élevant encore la main pour les bénir.

Le soldat qu'on chassait impitoyablement des sociétés modernes, a versé pour elles jusqu'à la dernière goutte de son sang, il a affronté les rigueurs de l'hiver pour défendre la patrie que ses détracteurs habitaient. Puis, sa rude tâche terminée, laissant sur le champ de bataille ou sur la terre étrangère son frère ou son ami, il est encore revenu disputer à l'Internationale en furie la capitale du pays. Plus de deux mille de ceux qu'avait épargnés la guerre devaient ainsi tomber sous les balles de l'émeute.

Le rentier enfin. — Et sous ce mot nous devons comprendre, si nous sommes bon interprète, tous les hommes qui ne vivent pas de leur travail manuel et qui recueillent soit les fruits de leur épargne,

soit les produits de leur industrie. — Le rentier s'est dévoué à la plus ingrate de toutes les œuvres ; il a entrepris de faire appel à toutes les intelligences, à toutes les énergies et il a voulu creuser à son tour ces problèmes sociaux effleurés par ses ennemis. De ce grand mouvement est sortie l'Enquête parlementaire sur la condition des ouvriers en France.

M. Léon Rostaing, membre de notre Société, a résumé dans plusieurs conférences les différentes parties de l'Enquête, il en a montré le but, les constatations, les résultats. C'est de son intéressante étude que nous avons résolu d'entretenir nos lecteurs.

Reportons-nous d'abord aux premiers jours de l'année 1872. M. le duc d'Audiffret-Pasquier montait à la tribune et donnait lecture d'une proposition signée par les plus éminents de ses collègues, dont nous détachons seulement ces lignes : « Sans doute il est du devoir de l'Assemblée et du soin de la société de se défendre ; mais je me demande si ce n'est pas un devoir aussi sacré d'entendre avec une profonde sympathie l'exposé des besoins, des intérêts, des aspirations de la classe ouvrière. (*Oui ! Oui ! Très-bien ! très-bien ! à droite et au centre*) ; S'il suffit de sévir et s'il n'est pas très-politique et très-juste d'écouter et de s'éclairer afin de porter remède, si nous le pouvons, aux maux qui seraient révélés. Je sais combien sont délicats et difficiles ces problèmes. Je ne sais pas si nous en trouverons la solution ; je crois qu'il est de notre devoir de la chercher de bonne foi. A côté de nous, les peuples voisins n'ont pas craint de prendre cette résolution. La Chambre des lords, en Angleterre, s'est honorée singulièrement, à mon sens, en prenant cette initiative généreuse. Car il appartient aux classes dirigeantes, aux classes plus heureuses, d'exercer sur les classes souffrantes cette tutelle et cette protection. (*Nouvelles marques d'approbation.*)

« Je demande donc qu'il soit créé une grande Commission, afin que nous puissions écouter, connaître ces besoins et y pourvoir dans la mesure du juste. J'aime à penser que sur cette question, nous serons unanimes, et que mes collègues, sur quelques bancs qu'ils siègent, voudront bien s'associer à une pensée d'équité et de pacification. » (*Très-bien ! très-bien ! à droite et au centre.*)

Les conférences de M. Rostaing sont le résumé des travaux de la Commission nommée à la suite de ce discours ; mais elles sont surtout les recherches consciencieuses d'un homme de bien.

Qu'on nous permette ici d'ouvrir une parenthèse qui servira de préface et peut-être aussi de conclusion à notre étude. Nous appartenons à un siècle éminemment industriel ; le nombre des ouvriers, depuis cinquante ans, s'est accru d'une manière prodigieuse, et il s'est établi une sorte de courant entre les campagnes et les villes, mais tout au profit de celles-ci, qui ne rendent jamais l'ouvrier

qu'elles ont pris. Ainsi les grandes agglomérations se sont formées et les passions politiques ont fermenté bien vite dans ces foules encore ignorantes. Les idéologues et les théoriciens devaient exploiter cette situation nouvelle, ils n'y ont pas manqué. Ils ont donc entrepris l'éducation de ce peuple et lui ont appris que les industriels le dévoraient, que les rentiers vivaient de sa sueur, qu'il fallait enfin réformer cet état de choses, et donner au travail de nouvelles bases et des conditions meilleures. Avec les grands mots, les idées creuses, il est bien facile d'engluier un public qui est convaincu à l'avance et fort disposé à accepter les théories, si étranges qu'elles soient, dont on berce ses oreilles. C'est ainsi que le socialisme a pris naissance; inventé par les ambitieux sans talent et sans pudeur, il a fait la fortune de ses patrons. On les a nommés députés, sénateurs, voire même académiciens; quant au pauvre peuple, sur lequel les charges des réformes violentes retombent toujours, et qui malgré cela persiste dans son fétichisme, il n'a encore rien gagné aux revendications de ceux qui ont exploité si audacieusement sa bonhomie. Et sa situation serait exactement la même, sinon pire, après tant de révolutions suscitées par les entrepreneurs de popularité, si les *rentiers*, ces rentiers l'objet de sa haine et souvent ses victimes, ne travaillaient silencieusement et courageusement à améliorer son sort.

Ainsi va le monde : aux orateurs de club la fortune politique, les places électives, en un mot, la faveur populaire; aux industriels intelligents et dévoués qui vouent leur vie à soulager les classes laborieuses, à ceux-là les insultes et l'abandon.

Mais, grâce à Dieu, un autre mobile les conduit, d'autres sentiments les inspirent : ils font le bien pour le bien et non point pour leur propre popularité, et si parfois ils la rencontrent, c'est que l'orateur des clubs n'est pas entré dans leur orbite.

On nous pardonnera cette digression, banale, usée, mais éternellement vraie et qui trouve toujours sa place quand on aborde l'examen d'une des questions qu'on appelle économiques ou sociales.

Nous avons donc à mettre en lumière, d'après les indications de M. Rostaing, les tentatives de ces hommes, que l'ingratitude n'a point lassés et dont l'œuvre lente mais sûre se poursuit dans notre pays.

S'agit-il de la question du *logement*, que d'efforts tentés que de sacrifices accomplis! Au Creusot 700 ménages trouvent, moyennant un loyer de 100 à 140 francs, une habitation salubre et proche de l'atelier. A Mulhouse, à Colmar, à Guebwiller, etc., l'ouvrier devient propriétaire de la maison qu'il occupe en ajoutant une somme modique à son loyer ordinaire. Auprès de Tours, MM. Mame ont construit une véritable cité ouvrière où cinquante ménages sont installés dans des

maisons complètes et indépendantes, sans aucune surcharge pour leur budget de dépenses.

Dans la Côte-d'Or, MM. Montgolfier ont résolu le même problème.

Depuis plus de 40 ans ils concèdent gratuitement à leurs ouvriers des habitations spacieuses, pourvues de greniers, caves et jardins, remarquables, en un mot, sous tous les rapports.

S'agit-il de *l'alimentation*, nous voyons les grandes compagnies de chemins de fer créer en faveur de leur personnel des magasins d'approvisionnement administrés directement par elles. Le prix des acquisitions est réglé par une retenue à chaque paie.

Dans le Haut-Rhin, les maisons Dollfus, Mieg et Cie, André Kœchlin et Cie, Gros, Roman et Marozeau ont également organisé des dépôts dans lesquels l'ouvrier trouve à meilleur compte et même au-dessous du prix d'achat les denrées de première nécessité. A Annonay, MM. Montgolfier font plusieurs fois par an des achats en gros, et les denrées sont réparties entre les ouvriers, au prix de revient retenu sur les salaires. Pour l'épicerie seule le chiffre des ventes qui était en 1867 à 41,863 francs s'est élevé en 1873 à 101,930 francs.

On a fait plus encore. A Grenoble une Société alimentaire, s'est fondée; elle se recrute parmi les membres de la meilleure société grenobloise et ses commissaires ne reçoivent aucune indemnité. Organisée sur les bases de ces associations anglaises de consommation si bien décrites dans le remarquable ouvrage de M. le comte de Paris (1), cette œuvre est parvenue à assurer à ses nombreux sociétaires une alimentation saine, suffisante et essentiellement économique. On en jugera par le prix des portions consommées sur place ou emportées à domicile.

1 ^o Soupe (1 litre).	0,10
2 ^o Viande (130 gr.) ou poisson (200 gr.).	0,20
3 ^o Légumes (une assiettée).	0,10
4 ^o Vin (un demi-litre).	0,15
5 ^o Pain (132 gr.).	0,05
6 ^o Dessert.	0,10

Voilà donc un repas qui revient à 0 fr. 70 centimes.

L'industrie privée, a de son côté, cherché à procurer aux ouvriers des ateliers une alimentation économique et saine; elle a dans ce but adopté divers systèmes dont l'expérience se poursuit encore. Citons la Compagnie du Midi, l'usine de M. de Lafarge au Teil, les ateliers de MM. Montessuy et Chomer (Isère), Breton frères, Mignot frères (Isère), etc. On a déjà fait beaucoup; mais il reste encore plus à faire. M. Rostaing recommande particulièrement les pensions alimentaires pour l'ouvrier célibataire, et la vente de portions pour les ménages.

(1) *La Situation des ouvriers en Angleterre.*

L'ouvrier logé et nourri, on s'est occupé d'assurer aux jours de chômage et aux années de vieillesse les ressources que l'épargne procure. De là les Institutions de prévoyance, dont l'influence et le développement croissent tous les jours.

Des monts-de-piété, nous ne parlerons pas. Ces établissements, dits d'utilité publique, ont été justement critiqués, et si nous comprenons que dans certains cas ils puissent rendre quelques services, nous n'y voyons le plus souvent qu'une vaste entreprise de recel à 10 0/0 par an.

Les Sociétés de prêt, au contraire, telle que celle de Guebviller, produisent le même résultat, sans frais. Un groupe d'ouvriers se forme, ils sont 15 ou 20; un d'eux, chargé par ses associés des fonctions de président et de caissier, reçoit la cotisation fort modeste que chacun est tenu de verser par semaine. Quand un sociétaire a besoin de quelque petite somme, qui ne peut dépasser un maximum convenu, la caisse lui en fait l'avance, à la condition qu'il s'acquittera à la plus prochaine paie, en ajoutant soit 0,025 soit 0,05, suivant les conventions particulières du groupe, pour chaque franc qu'il aura emprunté. Les Sociétés de prêt charitable ont également donné de bons résultats.

On sait l'importance des Sociétés de secours mutuels, nous n'avons donc pas à en expliquer l'organisation ou le fonctionnement. Nous parlerons, au contraire, des caisses de secours fondées par les patrons u Creusot, à Blacons, à Mulhouse.

Là, les ouvriers paient une cotisation qui varie de 50 centimes à 1 fr. 50 c. par mois; en cas de maladie, ils reçoivent un secours égal par journée de chômage.

A Dornach, M. Dollfus a fondé une Association contre les accidents causés par les machines; l'ouvrier blessé est assuré de trouver un appui chez les inspecteurs de la Société, il échappe ainsi aux désastreux concours des agents d'affaires.

L'énumération de tous les établissements dont les patrons ont suivi ce généreux exemple, serait trop longue, nous renvoyons donc nos lecteurs au volume de M. Rostaing.

Les Caisses de retraite fondées par le Gouvernement ont donné d'excellents résultats, mais il est des besoins auxquels elles ne répondent pas, il serait donc à désirer que les chefs d'ateliers pussent organiser pour les ouvriers des caisses de prévoyance. Jusqu'ici les tentatives faites ont trop peu d'importance pour qu'il soit possible de porter un jugement sur ces essais. Nous n'avons qu'à nous associer au vœu formulé par M. Rostaing.

Sur les Associations syndicales il y aurait une longue et intéressante étude à faire. Comme il ne rentre point dans notre cadre de l'aborder, nous nous contenterons de reproduire quelques lignes empruntées à un article de l'infatigable secrétaire de la Société de protection, M. J. Périn :

« Le mouvement syndical, c'est-à-dire la création pour tout intérêt collectif d'un conseil, d'une tête susceptible de le représenter, le diriger l'éclairer, est actuellement imprimé.

« C'est un pas immense fait du côté du libre essor du progrès industriel, qui ne peut croître et se développer rapidement qu'à la condition d'être aidé, protégé; en un mot, si, dans sa période de formation, de fermentation, toujours pénible et absorbante, ou bien encore lorsque les garanties à lui acquises se trouvent menacées, il peut en toute sécurité se reposer des soins et soucis susceptibles de le détourner ou le ralentir, sur des représentants, des *syndics*, dignes de sa confiance.

« Telle est l'idée qui a peuplé la ville de Paris d'unions ou d'organisations syndicales dans toutes les branches de l'industrie nationale, depuis quelques années.

» Ce n'est pas après un exercice et conséquemment une expérimentation de dix années, qu'il serait opportun de revenir sur l'utilité de ces institutions et sur les nécessités auxquelles elles répondent.

» Aujourd'hui les Institutions syndicales sont réellement l'un des rouages nécessaires de notre système industriel et économique; elles doivent à la Société et se doivent à elles-mêmes de prouver constamment leur utilité et leur salutaire influence. »

Les Chambres syndicales d'ouvriers sont moins prospères. Trop souvent ces associations dégèrent en sociétés politiques; aussi l'administration ne leur est-elle pas favorable. Elles rentreront en faveur si les membres qui les composent, au lieu de fournir à l'occasion des soldats pour les troubles, se consacrent exclusivement à l'étude loyale et calme des différentes questions qu'ont pu faire naître les rapports de l'ouvrier et du patron.

La deuxième partie du questionnaire dont nous parcourons si rapidement les feuillets est consacrée à l'examen des théories économiques sur les salaires, ou mieux sur les conditions matérielles du travail de l'ouvrier. Sur ce terrain toutes les questions sont brûlantes. Le socialisme a audacieusement brandi son honteux étendard, la loque rouge des jours d'émeute. L'Internationale a été le produit quintessencié de toutes les utopies, de tous les rêves creux; son programme est connu; ce qu'elle demande, c'est :

« Le triomphe des travailleurs sur les ruines du capital monopolisé entre les mains des bourgeois; c'est la moralisation forcée de ces derniers par le travail et la juste distribution de ses produits. »

En un mot concluent ses porte-voix : « Il ne faut plus d'hésitation, de reculades, de transactions et de compromis. Il faut terrifier la réaction, quel que soit le masque dont elle se couvre, cléricanisme ou monarchisme, bourgeoisisme ou libéralisme. » (*Égalité*, 23 janvier 1869.)

Voilà la formule, vous l'entendiez hier dans les clubs, vous l'enten-

dre encore demain. Elle ne varie pas, c'est l'*ultima ratio* du socialisme. Et comme le raisonnement est chose inconnue parmi ses apôtres ou ses adeptes, il faut toujours en revenir là. Tarte à la crème, eût dit Molière.

Contre cette obstination et cet aveuglement intéressés, que pouvait-on faire? Recourir à la discussion, c'était vraiment inutile. Convainquez donc des gens qui ne vous comprennent pas. Vous leur direz bien, ce qui est l'exacte vérité, que si on partageait le territoire français entre tous ses habitants, le lot de chacun n'excéderait guère la valeur d'une journée de travail. Ils vous répondront avec leurs prophètes, Proudhon, Louis Blanc et *tutti quanti*, que tous les Français doivent avoir trente mille livres de rente.

Cette question des salaires, plus que toute autre, devait solliciter l'attention de M. Rostaing. Il l'a traitée avec une compétence et une clarté qui donnent à cette partie de son œuvre un intérêt tout particulier. Nous voudrions pouvoir le suivre sur ce terrain qu'il connaît si bien, mais l'œuvre du critique n'est point celle de l'économiste, et il est de ces problèmes qu'on ne remue point à la légère.

Comment la question des salaires a-t-elle été résolue dans la pratique? A Baccarat, par suite d'une ingénieuse combinaison, les ouvriers qui travaillent à la pièce, touchent à la fin du mois une sorte de dividende proportionnel à leur travail collectif, en sus de leurs gages fixes. De cette manière, intéressés à produire le plus et le mieux possible, ils concourent à la création des bénéfices auxquels ils sont appelés à participer.

Dans l'usine de la Vieille-Montagne, les ouvriers reçoivent des primes en sus de leur salaire. La moitié de ces primes est payable par quinzaine ou par mois, l'autre est portée au crédit d'un compte personnel ouvert à chaque ouvrier et ne lui est payée que deux mois après la fin de l'année. C'est une épargne qui se forme à côté de lui, souvent à son insu et qui a pour résultat de l'intéresser davantage à son travail. Citons encore pour leurs efforts et surtout pour leurs succès, MM. Chaix, Philippe Haas et fils et les propriétaires de Vidalon.

D'autres combinaisons ont été mises à l'épreuve. Divers industriels donnent des primes aux ouvriers qui ont passé un certain temps dans leurs ateliers; d'autres leur accordent des livrets de caisse d'épargne; d'autres enfin ont voulu que l'ouvrier participât aux bénéfices en raison du temps passé à la fabrique. Toutes ces tentatives ont donné de bons résultats; elles attestent les efforts et la persévérance de tant d'hommes de bien qui savent mesurer leurs sacrifices aux progrès mêmes du mal.

La participation aux bénéfices est aussi une de ces formules que les réformateurs de l'école socialiste ont sans cesse à la bouche. Mais ce mot subsisterait seul, si la chose n'avait été consciemment mise

en pratique par quelques-uns de ces capitalistes qui exploitent leurs ouvriers.

M. Leclaire est un de ceux qui les premiers ont cherché à résoudre le problème. Dans sa combinaison une part des bénéfices, la moitié, était distribuée aux ouvriers au prorata du travail de l'année et proportionnellement à leur traitement, ou à leur salaire. Une autre part, un quart, était versée dans la caisse des pensions viagères, le dernier quart constituait le traitement du patron, auquel était allouée en plus une somme fixe de 6,000 francs.

Le succès de la Société Leclaire est assez établi aujourd'hui pour qu'il ne soit pas nécessaire d'entrer dans plus de détails. Citons encore après elle, la maison Chaix, M. Gasté, l'Association anglaise de Briggs. « Dans cette mine, a écrit M. le comte de Paris, tous sont solidaires, tous sont également intéressés au succès de l'entreprise; ils apportent à l'accomplissement de leur tâche, au lieu de l'insouciance du mercenaire, l'ardeur de l'industriel qui poursuit obstinément la fortune. »

La Compagnie d'Orléans, de son côté, assure à ses employés 15 p. 0/0 prélevés sur les bénéfices de l'année.

On peut donc conclure de cet exposé que l'industrie privée a déjà fait beaucoup pour la solution des problèmes économiques. A-t-elle partout réussi ? certainement non ; mais l'impulsion est donnée. La question est descendue des nuages de la théorie ; elle a subi l'épreuve de la pratique, et on peut dire que les résultats partiels font bien augurer de l'avenir.

Sans doute, et nous laissons ici parler M. Rostaing, les chefs de l'industrie, trop longtemps absorbés par les exigences du rapide et immense développement matériel qui caractérise l'époque actuelle, ont commis une faute grave en négligeant de se préoccuper du sort de la classe ouvrière, jusqu'au jour où le péril social s'est dressé devant eux, menaçant. Mais qu'ils se rassurent encore : il n'est jamais trop tard pour faire le bien ! Et puisque c'est en France qu'a été tentée la première alliance de l'intelligence, du capital et du travail, Dieu veuille que l'honneur de donner à cette belle institution un vaste essor, revienne à l'industrie française ! »

Nous ne pouvons clore sur de plus nobles paroles, sur des vœux plus patriotiques cette première partie de notre étude. L'œuvre de M. Rostaing est celle d'un bon citoyen et d'un homme de bien ; c'est assez dire que nous serons heureux d'y revenir encore. — *Ambroise Rendu*, avocat.

A. de MALARCE. — *Notice historique et Manuel des Caisses d'épargne scolaires en France*, 5^e édition, augmentée d'une revue des progrès de l'institution (1).

(1) Paris, 1876; br. in-8°; librairies Guillaumin et Paul Dupont, (qui expédient franco, sur demande accompagnée de 60 centimes en timbres-poste.)

A la séance du 12 février dernier de l'Académie des Sciences morales et politiques, M. Hippolyte Passy a présenté la cinquième édition de l'ouvrage de M. de Malarce sur les Caisses d'Epargne scolaires : il a rappelé, avec un digne sentiment patriotique, que l'idée des Caisses d'Epargne scolaires était une idée française, conçue et mise en œuvre par des essais isolés en deux ou trois localités de notre pays, il y a une quarantaine d'années; mais que cette institution a reçu récemment une forme plus précise à la fois simple de mécanisme et sûre d'opération, et elle a pris ainsi un grand développement, en Belgique et en Angleterre. C'est de là que M. de Malarce l'a pour ainsi dire réimportée chez nous, à la suite d'une mission dont il avait été chargé sur sa demande par le Ministère du Commerce. Grâce au concours d'un grand nombre d'administrateurs et d'instituteurs, et à l'appui des Ministères des Finances, du Commerce et de l'Instruction publique, il est parvenu, agissant par voie de libre initiative et faisant appel à de libres dévouements, à déterminer la fondation en France d'un grand nombre de Caisses d'Epargne scolaires qui, toutes organisées et dirigées par des hommes de pure bonne volonté, fonctionnent parfaitement. Plus de quinze cents écoles sont aujourd'hui dotées de ce service d'éducation économique pratique, et comptent plus de cent vingt mille écoliers épargnants; en outre, les Caisses d'Epargne scolaires commencent à s'introduire dans les ateliers, pour les apprentis, en connexion avec les penny-banks pour les adultes; et déjà plusieurs grandes Administrations, notamment celle des manufactures de l'État, par les soins du Directeur général M. Rolland (de l'Institut,) préparent cette amélioration pour les enfants dépendant de leurs services.

M. Passy, avec la portée de vue de l'homme d'État de vieille expérience, a fait ressortir cette observation : qu'il est très-difficile, parfois impossible, de modifier les habitudes des ouvriers adultes, et de convertir à l'esprit de prévoyance, à la pratique de l'épargne, des hommes faits, déformés par d'autres mœurs; mais que l'habitude de l'ordre, de la sobriété, de l'économie, inculquée à l'enfant sur les bancs de l'école est le moyen efficace de préparer des générations nouvelles considérablement améliorées dans leur état moral et matériel. Il faut donc, a dit M. Passy en terminant, féliciter M. de Malarce du succès de ses efforts, et l'engager à poursuivre une œuvre qui deviendra de plus en plus féconde pour le progrès du bien public et privé.

— Le mouvement en faveur des Caisses d'Epargne scolaires, à l'étranger, non-seulement continue à se propager dans les écoles primaires, mais voici qu'il s'élève aux collèges, aux établissements fréquentés par les enfants et les jeunes gens des classes aisées et riches. A Taunton, dans le Somersetshire, on vient d'organiser une Caisse d'Epargne scolaire dans le collège pour des élèves qui, en moyenne, d'après le rapport de la Direction, ont plus de 150 francs par an

d'argent de poche, jusqu'ici gaspillé en friandises ou bagatelles. Et l'on a fait observer avec raison que ces élèves, destinés à manier plus tard d'assez gros revenus, doivent être appris de bonne heure à ne pas vivre de « la main à la bouche », mais à se rendre compte de leurs ressources et de leurs dépenses et modérer leurs besoins factices. Pour modeler la Caisse d'Epargne scolaire sur les procédés futurs dont elle sera l'apprentissage, on a réglé, à Taunton, que les élèves pourraient déposer dans deux conditions : *en compte courant* avec chèque, pour les très-petites sommes applicables à des dépenses ordinaires; et en *dépôts sur livrets d'Epargne*, pour les sommes réservées en vue de dépenses plus rares et plus importantes.

Voilà donc la Caisse d'Epargne scolaire atteignant les deux premiers degrés de l'éducation : ainsi grandit l'enseignement pratique de l'économie, et, ajoutons, de la science économique, grâce aux leçons auxquelles cet exercice scolaire peut servir de base et d'occasion de la part d'un directeur d'école ou de collège intelligent.

— Enfin, nos lecteurs apprendront avec non moins d'intérêt que ce mouvement en faveur des Caisses d'Epargne, dû pour une grande part à une impulsion française, s'est étendu aujourd'hui jusqu'aux extrémités les plus reculées du monde civilisé : ce que nous constatons dans deux documents récemment arrivés, l'un du Japon, extrême-Orient, et l'autre de la Nouvelle-Zélande, nos antipodes, et que M. de Malarce a l'obligeance de nous communiquer :

Au mois de mai dernier, les Caisses d'Epargne ont été introduites au Japon, sous la forme de Caisses d'Epargne postales. La capitale de ce grand Etat, la ville de Yedo, qui compte 800,000 habitants, possède déjà 18 bureaux d'épargne postaux; et l'on s'occupe d'y organiser les Caisses d'Epargne scolaires.

Dans la Nouvelle-Zélande, un comité a été formé, l'an dernier, par le gouverneur, le directeur général des Postes, et d'autres notabilités de cette riche colonie anglaise, sous le titre de : *Society for encouraging habits of thrift among the young people of this colony* (Société pour encourager les habitudes d'économie parmi les jeunes gens de cette colonie); et le secrétaire de la Société, M. Dalrymple, a publié là-bas en novembre 1875 une traduction des *Caisses d'épargne scolaires*, en y ajoutant quelques réflexions économiques et morales fort curieuses à noter si nous considérons que cet Anglais de l'Asie australe vit dans le pays des chercheurs d'or et autres audacieux colons.

Travaillez sans réserve, sans trêve, leur dit-il, exploitez le sol, fouillez les mines, créez des richesses autant que vous pourrez, pour le plus grand avantage de la société humaine, de notre nation et de vous-mêmes : bien ! Mais de ces valeurs créées par votre travail, usez modérément. Pour produire, disons toujours : En avant ! et que notre mot d'armes soit : *Go ahead !* Mais pour consommer, ayons

pour devise : *Self-restraint* ! Tenons notre frein serré ; soyons bons ménagers, sobres, mesurés, prévoyants.

Et l'écrivain australien termine par ces mots : « C'est en apprenant aux enfants, dans l'âge tendre, l'habitude des petits sacrifices comme ceux que provoquent sur des fantaisies futiles les Caisses d'Épargne scolaires, c'est par cette éducation surtout, et peut-être par là seulement, que l'on peut donner aux hommes et aux hommes les plus ardents à produire, la culture morale, le *self-restraint* qui les mettra à même de bien user des produits.

Voilà certes qui est bien parler, et il faut avouer que ces libres fondateurs de sociétés mutuelles, dans ce nouveau-monde australien, à 5.000 lieues de nous, aux antipodes de Paris, font assez bonnes preuves de sagesse et de bon sens.

OEUVRE-ANNEXE DU PLACEMENT DES APPRENTIS.

(Extraits des procès-verbaux communiqués par le secrétaire.)

Présidence de M. Alphonse PIVER.

M. le Secrétaire de la Société présente M. le Dr Graugnard qui veut bien accepter de faire partie de l'OEuvre.

M. le Dr Graugnard est admis à l'unanimité comme membre de l'OEuvre.

M. le Président donne lecture de la lettre d'excuse concernant M. Lhuillier, et les membres de l'OEuvre apprennent avec une douloureuse surprise que notre excellent collègue vient d'être frappé d'une attaque de paralysie.

Les membres s'associent aux regrets qui sont exprimés par son Président. M. Périn, ainsi que plusieurs membres, s'empres-
seront d'aller prendre des nouvelles de notre sympathique collègue, et chacun espère qu'il sera bientôt rendu aux travaux de l'OEuvre, auxquels il a pris une part si active et si appréciée.

— M. le Secrétaire de la Société communique la lettre qu'il a reçue du Secrétaire du Comité d'utilité publique de la Société industrielle du Nord de la France, ainsi conçue :

« J'ai l'honneur de vous annoncer que le Comité d'utilité publique de la Société industrielle de la France a été chargé de la formation, à Lille, d'une Société ayant pour but le placement des jeunes apprentis.

» Je viens vous prier, Monsieur, de vouloir bien envoyer au siège de la Société industrielle (29, rue des Jardins, à Lille) tous les documents et renseignements nécessaires pour la bonne organisation de la nouvelle Société. »

— M. le Secrétaire de la Société indique que l'Association de Patronage des Orphelins des deux sexes (M. Ducholet, président), dont le siège est à la mairie du IV^e arr^t, et l'agence rue Saint-Antoine, 110, peut rendre des services à l'OEuvre pour le placement des Enfants en apprentissage.

— M. J. Périn fait connaître qu'il a assisté avec un vif intérêt à la distribution des récompenses semestrielles de l'OEuvre des jeunes fumistes et ramoneurs, qui a eu lieu, le dimanche 1^{er} août 1875, dans la chapelle des catéchismes de Saint-Étienne-du-Mont.

BULLETIN DU TRAVAIL

Houpes pour toilette (Fabrique de). — M. E. More, fabricant de houpes pour toilette, à Paris, rue Saint-Denis, n^o 226, demande une apprentie. — Conditions : 1^{re}, 2^{me}, 3^{me} années : avec rétribution, nourrie et logée.

LISTE DES MEMBRES NOUVEAUX

MEMBRES PERPÉTUELS :

Noms des adhérents :	Présentateurs.
MM.	MM.
Porion (E.), fabricant d'alcools du Nord, à Wardrecques (Pas-de-Calais), déjà membre ordinaire.....	J. Périn.
Wapler (Carlos), agent général de la Compagnie suisse d'assurances contre les accidents, à Winterhur, rue de la Banque, 15.....	Ch. Robert.

MEMBRES ORDINAIRES :

Baillencourt (de), filateur de lin, Président de la Chambre de commerce de Douai.....	
Boutard et Lassalle , manufacturiers, rue d'Aboukir, 21.	
Gauthier , inspecteur divisionnaire du travail des enfants (Lyon).....	J. Périn.
Géraud (Louis), docteur en droit, rue de Fleurus, 23.....	J. Périn.
Harmel (Léon), filateur, au Val-des-Bois, par Bazancourt (Marne).....	
Jolivard et C^{ie} , négociants en nouveautés, rue des Arts, 9, à Toulouse.....	
Labbé (Paul), avocat de la Cour d'appel, rue de Choiseul, 15.	J. Périn.
Lepaute (Henri), fabricant d'horlogerie, rue Lafayette, 6.	
Manuel frères , filateurs de coton, rue des Amidonniers, 39, à Toulouse.....	
Marochette , rue Tronchet, 8.....	É. Leroux.
Oriolle fils et Rochard , filateurs de laine, rue Beaurepaire, 12, à Angers.....	Dechaille, inspecteur.
Rendu (Ambroise), avocat à la Cour d'appel, rue de l'Université, 11.....	J. Périn.
Sazerat (L.), fabricant de porcelaine, à Limoges, faubourg Montjovis, 16.....	Blaise, inspecteur.

ACTES DE LA SOCIÉTÉ

PROCÈS-VERBAUX

DES SÉANCES DE LA SOCIÉTÉ.

SÉANCE ORDINAIRE

du Jeudi 2 mars 1876.

PRÉSIDENCE DE M. Charles ROBERT, l'un des Vice-Présidents de la Société.

La séance est ouverte à 8 h. 1/4.

Se sont excusés par lettres de ne pouvoir assister à la séance nos collègues MM. Blot (de la maison *Blot et Drouard*), *Chaix* (A.), *Géraud* (Louis), H. *Mourceau* et *Armand de Riedmatten*.

Plusieurs membres des Commissions locales du département de la Seine avaient bien voulu répondre à notre invitation d'assister à la séance.

— Plusieurs adhérents nouveaux sont présentés et admis au nombre des membres de la Société. (Voir la *Liste des membres nouveaux*, à la fin du présent *Bulletin*.)

— M. le Secrétaire a la douleur d'annoncer la mort de M. *Mauge du Bois des Entes*, Conseiller honoraire à la Cour d'Orléans, qui s'occupait beaucoup d'œuvres de bienfaisance et était un des plus zélés correspondants de la Société (Voy. ci-après, à la *Chronique*, la notice nécrologique consacrée à notre regretté collègue.)

— M. le Secrétaire dépouille la Correspondance parvenue pendant les mois de janvier et de février. (Voy. ci-après, à la *Correspondance*.)

— M. le Secrétaire signale les Bulletins de Sociétés diverses et autres publications que la Société a reçus depuis la dernière séance : un *Manuel des blessés et malades de la guerre*, à l'usage des personnes charitables qui désirent faire valoir les titres de ces militaires et ceux des veuves, orphelins et ascendants aux pensions, gratifications et secours, nous a été adressé par son auteur, M. le comte de Riencourt, membre de la Société française de secours aux blessés militaires (libr. J. Dumaine); — notre collègue M. *Al. Legentil* nous a offert le compte-rendu de l'*Œuvre du patronage des Apprentis et des jeunes Ouvriers*,

Rapport à l'Assemblée de conférences tenues à la maison Saint-Charles (à Paris, rue de Bossuet, 12) le 27 février 1876 ; — nous avons reçu exactement les *Bulletins des Sociétés industrielles de Mulhouse, de Reims, etc.* M. le Président de la *Société industrielle de Nantes* nous a adressé 30 exemplaires de l'*Almanach* qu'elle publie, en priant le Secrétaire de les distribuer à MM. les Membres de notre Conseil d'Administration et de vouloir bien leur exprimer sa gratitude pour les bienveillantes relations qu'ils ont entretenues avec la Société nantaise jusqu'à ce jour et son sincère désir de les voir se continuer.

— M. Bérard, trésorier, fait connaître que la Société a reçu de notre dévoué et généreux collègue M. L. Aubert, de Nancy, un don de 50 francs pour la Société, sans affectation spéciale.

Il ajoute, que, cette année encore, le Lycée Fontanes vient de lui verser une somme de 200 francs.

— M. Maurice, inspecteur divisionnaire du travail des enfants pour le département de la Seine, demande la parole pour faire connaître que, sur ses instances réitérées, des ordres viennent d'être donnés aux gardiens-de-la-peace pour qu'ils prennent note des patrons qui imposent à leurs apprentis des fardeaux (par port ou traction), excédant leurs forces ; ces notes transmises au chef de la police municipale sont ensuite adressées par M. le Préfet à l'inspecteur divisionnaire du travail des enfants, qui juge s'il y a lieu ou non de verbaliser. Cette mesure, dont les résultats ne peuvent être qu'excellents, sera étendue aux principaux Centres industriels et commerçants.

M. Maurice, abordant un autre ordre d'idées, donne des renseignements sur les Commissions locales chargées de veiller à l'application de la loi du 19 mai 1874 dans le département de la Seine. Le retard qu'a subi la constitution de ces Commissions locales vient de ce que quatorze membres ont cru devoir décliner leurs nominations. Il a fallu les remplacer par de nouveaux titulaires. Le Conseil général, dans sa prochaine session, sera appelé à présenter de nouveaux noms pour la formation des Commissions de Sceaux et de Saint-Denis. Néanmoins, les Commissions de Paris sont actuellement constituées. Une réunion générale des Membres des Commissions locales du département de la Seine, aura lieu jeudi prochain à 4 heures, sous la présidence du Préfet de police ou du Secrétaire général de la Préfecture.

M. le Secrétaire fait connaître que plusieurs Commissions locales se sont déjà réunies spontanément et sont en bonne voie d'organisation.

M. Maurice annonce qu'il a proposé un règlement pour la protection des apprentis pâtisseries (1).

Aux termes de ce règlement, adopté déjà par la grande majorité des patrons, il ne pourra plus être pris d'apprentis au-dessous de 12 ans et ne justifiant pas d'une instruction primaire suffisante. Les patrons qui ne se soumettront pas au règlement dont il s'agit tomberont sous le coup de la loi, et n'auront plus aucun motif pour rester en dehors du droit commun.

M. l'Inspecteur croit devoir appeler l'attention de la Commission spéciale sur quelques personnes comme étant dignes de recevoir une récompense de la Société. Il signale notamment un contre-maître de M. Courvoisier, fabricant de gants, qui s'occupe avec beaucoup de zèle d'assurer l'exécution scrupuleuse de la loi.

M. Léon Riché, qui habite le même quartier que M. Courvoisier, est chargé de faire un rapport à la Commission des récompenses sur la candidature indiquée par M. Maurice.

M. le Président remercie M. Maurice de ses intéressantes communications.

(1) La Société de secours mutuels des Pâtisseries, dans son Assemblée générale du 31 janvier 1876, s'est préoccupée de l'exécution de la loi sur le travail des Enfants au-dessous de 16 ans, employés dans l'industrie (Loi du 19 mai 1874). Une tolérance a été accordée par M. l'Inspecteur du travail des enfants au sujet des enfants employés dans la Pâtisserie (Il a été entendu que cette tolérance restait soumise au contrôle de l'Administration supérieure.)

RÈGLEMENT. — ARTICLE PREMIER. — Tout patron s'engage à ne prendre aucun apprenti ou employé avant l'âge de douze ans révolus.

ART. II. — Il devra exiger, des parents de l'enfant, un livret constatant le lieu de sa naissance et son âge (art. 2 de la loi sus-énoncée).

ART. III. — Il devra exiger, en outre, un certificat légalisé constatant que l'enfant a reçu l'instruction primaire élémentaire.

ART. IV. — Le présent Règlement devra être affiché à l'intérieur du laboratoire de chaque établissement.

ART. V. — Tout contrevenant aux dispositions sus-énoncées sera considéré comme rentrant dans les conditions ordinaires des autres industries, et pourra subir les rigueurs de la loi qui interdit aux enfants au-dessous de seize ans, le travail de plus de douze heures par jour, et oblige le repos des dimanches et fêtes.

NOTA. — On trouvera le présent Règlement chez M. Julien, 3, rue de la Bourse.

M. le Secrétaire ajoute que le prochain *Bulletin* contiendra la Circulaire de M. le Directeur de l'Enseignement primaire du département de la Seine aux instituteurs et institutrices primaires pour régler l'établissement des Classes de demi-temps dans les quartiers industriels.

— M. le Président dit qu'il a reçu la visite de M. Gauthier, inspecteur divisionnaire de Lyon (15^e circonscription) qui s'occupe activement de seconder notre action et qui nous a présenté un candidat pour les récompenses à décerner prochainement.

OEUVRES-ANNEXES DE LA SOCIÉTÉ (*Comptes-rendus des*).

— L'ordre du jour appelle le Compte-rendu des *Œuvres-annexes*.

Œuvre de l'Assistance judiciaire. — M. J. Périn annonce que M. Graux, empêché par ses occupations, ne peut continuer de remplir ses fonctions de Secrétaire de l'Œuvre. M. Joret-Desclosières, avocat à la Cour d'appel, qui a bien voulu remplacer M. Graux, présentera un rapport pour la prochaine séance.

M. le Secrétaire annonce, d'une part, qu'en sa qualité de membre correspondant de l'Académie de législation de Toulouse, il a reçu le programme d'une question mise au concours par cette Académie, qui vient d'offrir une médaille d'or de 500 francs à l'auteur du meilleur mémoire sur les moyens de protéger l'enfant contre les parents qui ne remplissent pas leurs devoirs. (Voy. ce Programme, ci-après, p. 145.)

Il fait remarquer que cette question a une grande connexité avec celle du vagabondage des enfants et des Écoles industrielles, dont s'est occupée la Société de protection.

Il ajoute que, d'autre part, M. Colombier, inspecteur divisionnaire du travail des enfants à Rouen (7^e circonscription) signale dans une lettre qu'il nous a adressée (Voy. ci-après, p. 217) l'insuffisance de notre législation, qui ne punit pas l'abandon des enfants par des pères ou des mères dénaturés. L'honorable inspecteur demande s'il n'y a pas de remèdes possibles contre de pareils scandales?

L'Œuvre de l'Assistance judiciaire s'occupera de la question.

M. J. Périn fait remarquer que M. Froger de Mauny qui prépare un important ouvrage sur *la Tutelle*, pourrait nous prêter un concours précieux pour l'examen de cette question.

M. Froger de Mauny constate l'infériorité de la loi française sur la loi anglaise, au point de vue dont il s'agit. En Angleterre,

le souverain se déclare le père de tous les orphelins de son royaume.

Nous avons bien, en France, quelques décrets de la 1^{re} République, mais ils sont tombés en désuétude. L'un de ces décrets ordonnait aux Juges-de-paix de nommer des tuteurs aux enfants abandonnés.

M. J. Périn rappelle que, dans notre ancien droit français, au sein de plusieurs villes du Nord de la France, le magistrat, c'est-à-dire les officiers de l'échevinage, instituait des *Gard' orphènes*, chargés de la protection de la personne et des biens des orphelins (voy. ci-après p. 149).

M. de Cambray flétrit les parents qui, après avoir abandonné leurs enfants, tentent encore d'exploiter les familles charitables qui les ont recueillis, ce qui fait hésiter souvent à adopter quelqu'un de ces pauvres enfants.

M. Froger de Mauny appuie ces observations et pense qu'il est du devoir de la Société de s'occuper des enfants abandonnés; notre honorable collègue rappelle qu'il a pour ainsi dire ramassé un de ces petits malheureux sur le pavé de Clichy, qu'il lui a fait nommer un tuteur et que cet enfant est devenu l'un des protégés de la Société.

M. le Secrétaire ajoute que le jeune H. lui donne toute satisfaction.

M. le Président conclut que la Société, dans la mesure de ses moyens d'action, doit s'efforcer de transformer en apprentis les pauvres enfants qui n'ont plus à compter sur leur famille.

M. le Président invite, en conséquence, l'OEuvre de l'Assistance judiciaire à formuler sur le sort des enfants ainsi abandonnés, sur la déchéance de l'autorité paternelle, quelques conclusions qui pourraient faire l'objet d'une délibération en séance publique et fournir notamment les éléments d'une réponse à faire à M. Colombier.

M. Froger de Mauny rappelle qu'un projet de loi avait été présenté, sous l'Empire, par M. Fould fils, pour combler la lacune que signale à bon droit notre correspondant. Ce projet n'a pas été discuté, mais on pourrait en retrouver le texte dans le journal officiel le *Moniteur*.

Ce document pourra fournir un nouveau sujet d'études à l'OEuvre de l'Assistance judiciaire.

Comité des Accidents de fabrique. — M. Leroux et M. Engel-Dollfus s'en réfèrent, pour le compte-rendu des travaux du Comité, au rapport dont M. Robin a donné lecture dans la dernière séance.

M. Engel-Dollfus a envoyé un n° de *l'Industriel alsacien* qui relate un grave accident arrivé à un jeune apprenti par l'imprudence d'un ouvrier. Ce dernier a été condamné à trois mois de prison pour meurtre involontaire.

M. de Bellay et M. de Cambray signalent d'autres faits du même genre.

M. le Président donne lecture d'une lettre par laquelle un généreux anonyme veut bien offrir à la Société une somme de 500 francs, destinée à être répartie entre les apprentis mutilés :

« Monsieur le Président de la Société de protection des Apprentis et des Enfants employés dans les manufactures.

Je vois que, parmi les Comités qui ont été fondés par votre Société, il en est un « qui prend sous sa protection les apprentis victimes » d'accidents de fabrique et d'atelier qui réclameront son assistance et » exerce constamment sur eux une surveillance paternelle.

» Après avoir ouvert une enquête sur les aptitudes et le degré » d'instruction de l'apprenti, le Comité indique à sa famille ou à ses » tuteurs, son opinion sur le choix de la profession à lui faire suivre » et de plus lui assure son appui, soit pour compléter son instruction » élémentaire ou professionnelle, soit pour le placer avantageusement. »

Il ne peut y avoir vraiment de mission plus belle, mais, il est évident qu'elle doit offrir de très-grandes difficultés, puisqu'il s'agit d'enfants mutilés. Désirant contribuer aussi à les aplanir, je vous remets 500 francs, en exprimant le désir que cette somme soit dépensée dans les 12 mois qui suivront le 1^{er} mai 1876, qu'aucun secours ne soit moindre de 50 francs, et qu'il soit rendu compte de son emploi dans le *Bulletin* de la Société de protection.

Peut-être la prochaine Fête de l'Enfance ouvrière fournirait-elle une occasion naturelle de se mettre en communication avec les parents des enfants victimes d'accidents de machines? Quand on songe que ces enfants sont obligés d'entrer si jeunes dans les ateliers pour y gagner leur vie, exposés à des chances que la vigilance la plus grande paraît ne pas pouvoir écarter d'eux complètement, on ne peut que prendre en profonde pitié ceux qui n'ont pas su ou pu échapper aux dangers qui les entourent!

Veuillez, Monsieur le Président, recevoir l'assurance de mes sentiments les plus distingués.

Un anonyme,
père de famille. »

M. le *Président* exprime le vœu que mention soit faite de cette généreuse donation dans le Rapport général, qui sera lu par le Secrétaire général de la Société, à la prochaine Fête de l'Enfance ouvrière.

La réunion appuie la proposition à l'unanimité.

M. le *Secrétaire* de la Société fait connaître que M. Engel-Dollfus, Président du Comité des accidents de fabrique, a bien voulu lui écrire, le 5 mars 1876, une lettre dont il détache le passage suivant :

« Je viens d'offrir au Conservatoire des Arts-et-Métiers de Paris un bâti sur lequel j'ai fait adapter ou monter 23 exemples de difficultés vaincues dans le but de rendre impossible la répétition de certains accidents très-graves.

» Non-seulement, M. le général Morin m'a promis de le placer dans les collections du Conservatoire et d'en faire l'objet d'études spéciales, mais il m'a offert spontanément (ce que j'ai accepté) de l'envoyer à Londres où il y aura, en mai, une Exposition spéciale de modèles dans la catégorie desquels le bâti en question entrera directement.

» Ce sera une nouvelle occasion de faire la propagande et d'attirer l'attention sur les précautions à prendre dans les ateliers... »

La Société entend cette communication avec le plus vif intérêt.

3^e FÊTE DE L'ENFANCE OUVRIÈRE. — M. *Émile Leroux*, secrétaire de la Commission des récompenses, fait connaître à la Société que la Commission a reçu environ 200 dossiers, sur lesquels 50 ont déjà été examinés.

M. *Charles Petit*, Président de cette Commission, expose que la distribution solennelle des récompenses devait avoir lieu le 2 avril ; le Cirque des Champs-Élysées avait été retenu à cet effet ; mais que le *Skating-Club* ayant proposé à la Société de reculer sa séance jusqu'au 30 du même mois moyennant paiement par cette entreprise d'une indemnité de 3,000 francs, la proposition a été acceptée par la Société de protection. (Des remerciements sont dus à M. *Léon Riché* pour ses actives démarches afin d'arriver à ce résultat).

Il pense que ses collègues ne verront pas d'inconvénient de consacrer cette somme supplémentaire de 3,000 francs à augmenter le nombre des récompenses.

M. *Froger de Mauny* demande, au contraire, que les 3,000 fr. soient versés dans la caisse de la Société.

M. le *Président* dit que, si l'insuffisance des fonds votés n'est

pas constatée, le vœu de M. Froger de Mauny pourrait être pris en considération.

M. E. Leroux est invité par M. le Président à donner quelques indications sur le nombre approximatif des médailles de vermeil, d'argent et de bronze. Il ajoute qu'il y a 70 propositions de livrets faites par la Commission. (L'année dernière, il n'avait été distribué que 40 livrets).

M. Bérard, trésorier, estime que le crédit fixé précédemment à 6,000 francs est suffisant, puisqu'en comptant 1,000 francs pour la location de la salle, 2,000 francs pour les récompenses, il reste encore une latitude de 3,000 francs pour les faux-frais.

A la suite de ces explications, la réunion vote le maintien du crédit de 6,000 francs.

M. le Président, au nom du Bureau, propose à la Société de faire des démarches auprès du Ministre de l'agriculture et du commerce pour lui offrir la Présidence de la solennité.

Cette proposition est adoptée à l'unanimité.

M. J. Périn annonce que M. Léon Lefébure, Secrétaire-général, veut bien promettre de présenter le Rapport sur l'exercice de ces deux dernières années, dans la séance du 30 avril.

Communications diverses. — M. Bérard donne connaissance d'une lettre d'un ingénieur des mines, secrétaire d'une Commission locale.

L'honorable correspondant demande si la Société ne serait pas disposée à considérer chaque Commission comme une personne morale, à laquelle on accorderait pour moitié prix la souscription au Bulletin ?

Plusieurs membres font observer que les personnes qui composent les Commissions locales ont, en général, des ressources suffisantes pour souscrire au Bulletin dans les conditions ordinaires. Il n'y a donc pas lieu de donner suite au vœu exprimé.

— M. Charles Robert dépose une Circulaire qui a été adressée par M. Rolland, notre collègue, Directeur général des manufactures de l'État, à MM. les Directeurs d'Établissements placés sous ses ordres pour recommander l'installation des *caisses d'épargne scolaires* dans les manufactures de l'État :

« Paris le 12 janvier 1876.

Monsieur le Directeur, je vous transmets ci-joint un exemplaire du *Manuel des Caisses d'épargne scolaires* par M. de Malarce, économiste dis-

tingué qui a fait une étude spéciale de ces questions en France et à l'étranger.

Il est du plus haut intérêt que nos ouvriers apprennent le chemin de la caisse d'épargne ; et l'Administration est toute disposée à favoriser autant qu'il dépend d'elle, les Institutions qui peuvent conduire à ce résultat. Les systèmes indiqués par M. de Malarce ont reçu la sanction de l'expérience, et conduit, en Angleterre, en Belgique et en France, à des résultats importants que je crois utile de vous signaler. Je vous prie d'examiner s'il ne serait pas possible de faire une application totale ou partielle de ces systèmes dans votre établissement, et de me faire connaître prochainement votre appréciation à cet égard.

Des Institutions d'épargne ayant quelque analogie avec les *Penny-Banks*, dont il est question à la page 10 du *Manuel*, fonctionnent depuis plusieurs années dans quelques-unes de nos manufactures ; si celle que vous dirigez est de ce nombre, vous voudrez bien m'adresser un rapport donnant l'historique du mode en vigueur, les moyens pratiques employés pour permettre à l'ouvrier de faire, sans perte de temps, le dépôt des petites sommes, enfin l'importance des résultats obtenus, et les modifications à introduire pour les améliorer.

Recevez, Monsieur le Directeur, l'assurance de ma considération distinguée.

Le Directeur Général,
CH. ROLLAND. »

M. de Malarce demande la parole et fournit quelques explications nouvelles sur le développement des Caisses d'épargne scolaires. (Voy. ci-dessus, p. 112.)

M. de Cambray constate l'utilité des Caisses d'épargne scolaires et voudrait qu'une large publicité fût assurée aux détails que vient de donner M. de Malarce.

M. le D^r Perrin exprime le vœu que les Caisses d'épargne scolaires puissent bientôt fonctionner dans les écoles de Paris et que M. Gréard, l'éminent Directeur de l'enseignement primaire, prête son concours aux propagateurs de l'idée.

M. Robiquet regrette que l'affaire ait été mal engagée au Conseil municipal.

M. de Malarce insiste sur la nécessité de ne rien demander qu'à l'initiative individuelle. Il faut attendre que les circonstances deviennent plus favorables et que la Caisse d'épargne de Paris ait amélioré sa situation.

La séance est levée à 10 heures.

Le Secrétaire de la Société,
Jules PÉRIN.

CORRESPONDANCE.

— M. *Migneret*, ancien vice-président de la Société, membre perpétuel, nous écrit de Montmirey-la-Ville-sur-Moissey (Jura), une lettre commençant par ces mots :

« J'apprends par les journaux que la Société de protection des Apprentis et des Enfants des manufactures a survécu aux catastrophes de 1870..... »

Nous nous féliciterions que notre éminent collègue, qui a enrichi notre Bulletin d'excellents travaux, voulût bien renouer avec nous la trame précieuse de ses rapports et de sa collaboration.

Nous nous sommes fait un devoir d'adresser à M. *Migneret* les bulletins qu'il nous informait ne lui être pas parvenus.

— M. *E. Porion*, fabricant d'alcools du Nord, à Wardrecques (Pas-de-Calais) voulait bien par lettre en date du 9 février nous écrire :

« Les Bulletins de la Société de protection des Enfants employés dans l'industrie, dont je fais partie comme membre ordinaire depuis un an, m'ont démontré le caractère vraiment philanthropique de cette Association.

Je vous serais obligé, Monsieur, de m'inscrire sur la liste des membres perpétuels.... »

— *Visites industrielles.* — Notre honorable collègue M. C. *Barbier*, Directeur des douanes à Chambéry, auteur d'un savant ouvrage sur *la Savoie industrielle* (dont nous rendrons compte prochainement), nous a adressé la lettre suivante :

« Chambéry, 16 mars 1876.

Monsieur et cher Secrétaire,

Vous avez bien voulu me charger de prendre des renseignements sur le groupe des divers établissements industriels du bassin de l'Albarine, — que vous aviez remarqués dans votre parcours d'Ambérieux à Culoz, en vous rendant à Aix-les-Bains (Voy. *Bulletin*, 1873, p. 419). — Les usines situées sur le cours de cette petite rivière sont au nombre de dix ; cinq à Saint-Rambert, quatre à Tenay, et une à Argis.

Les cinq établissements situés sur le territoire de la commune de Saint-Rambert consistent en : 1^o une filature de soie appartenant à MM. Franc et Martelin ; 2^o un moulage et tissage de soie à M. Détoyat ; 3^o une papeterie au même propriétaire ; 4^o un tissage de soie à MM. Cochand et de Boissieux ; 5^o une carderie de soie à M. Sibuet.

Au point de vue spécial que j'avais la mission d'étudier, le nombre des enfants employés dans ces établissements est trop peu important pour que ces Propriétaires aient pu faire quelque chose de spécial pour leurs intérêts moraux et matériels ; les deux premières usines emploient seulement, l'une vingt-deux enfants, l'autre dix, qui sont tous de la localité et vivent chez leurs parents.

Les trois autres établissements de Saint-Rambert n'emploient pas d'enfants.

A Argis, la seule usine appartient à M. Varnéry, qui occupe seulement vingt enfants à la filature de la soie. Là, également, leur petit nombre n'a pas permis de faire rien de particulier.

C'est à Tenay seulement, que nous trouvons deux filatures de soie assez importantes qui emploient chacune cent cinquante enfants ; la première est celle de M. Varnéry, dont j'ai parlé tout-à-l'heure. Ils ne sont reçus dans cette usine que lorsqu'ils ont douze ans révolus.

Ils travaillent 12 heures par jour (de cinq heures du matin à six heures et demie du soir), et ont une heure et demie de repos pour les repas et les récréations. Le travail peu pénible de la filature s'effectue dans des ateliers suffisamment aérés en été, bien chauffés et éclairés en hiver, est donc effectivement de dix heures et demie par jour. Les enfants gagnent largement de quoi se bien nourrir, se vêtir et venir encore un peu en aide à leurs parents chez lesquels ils vivent ordinairement. Cependant, comme un grand nombre d'entre eux ne sont pas de la localité, ils sont en pension chez les habitants du village qui généralement les tiennent bien et les soignent s'ils sont malades. Du reste, les enfants comme les autres ouvriers, font partie d'une société de secours, formée sous le patronage de M. Varnéry et qui leur procure moyennant une faible retenue sur leurs salaires, les soins gratuits d'un médecin, la fourniture des médicaments et, en outre, une petite rétribution par jour de maladie.

Dans les ateliers, les enfants travaillent sous la surveillance des contre-maîtres, auxquels un règlement prescrit les plus grandes précautions pour éviter les accidents qui sont d'ailleurs fort rares ou de peu de gravité. Il est inutile d'ajouter que le même règlement proscriit d'une manière absolue les querelles et toute espèce de désordres. Mais, au dehors des ateliers, les jeunes ouvriers sont, sauf la surveillance des parents et maîtres de pension, livrés à eux-mêmes. Il y a évidemment là, ainsi que le reconnaît lui-même M. Varnéry quelque chose à faire, surtout vis-à-vis de ceux qui sont en pension chez les étrangers, car, pour ceux qui sont chez leurs parents les moyens d'action sont beaucoup plus restreints et ne peuvent être employés qu'avec une extrême mesure, on le conçoit facilement.

M. Varnéry se montre, du reste, tout disposé à faciliter, à tous ses jeunes ouvriers, aussi bien aux filles qu'aux garçons, l'accès des écoles

du soir qu'ils ont tous à leur disposition et qui sont tenues par les instituteurs et institutrices de la commune.

Ainsi que vous le voyez, Monsieur et cher Secrétaire, par ce rapide exposé, les enfants employés par M. Varnéry, tout en étant peut-être dans des conditions matérielles suffisamment bonnes, ne paraissent pas recevoir les soins moraux, religieux et intellectuels qu'on pourrait désirer pour eux. Sans doute, on doit savoir gré à M. Varnéry de tout ce qu'il a déjà fait pour les enfants qui lui sont confiés. Mais, il vous paraîtra, peut-être comme à moi, qu'il serait désirable de l'amener à faire davantage et qu'il serait peut-être bon d'offrir une récompense en argent (livret de caisse d'épargne) aux deux ou trois enfants de chaque sexe qui fréquenteraient le plus assidûment les écoles du soir. Dans ces conditions, on pourrait peut-être amener M. Varnéry à s'occuper plus efficacement de la protection à accorder aux jeunes enfants qui ne sont pas chez leurs parents. Il n'est pas douteux que, s'il comprend ses propres intérêts et la sollicitude de la Société de protection, il ne cherche à améliorer une situation qu'il reconnaît lui-même défectueuse.

Je regrette de ne pouvoir donner encore pour l'autre établissement de Tenay des renseignements détaillés. Les propriétaires qui doivent être les mêmes que ceux de la grande filature de Sainte-Catherine, près de Briançon, et qui ont déjà été récompensés une fois par la Société, ne m'ont pas mis à même de pouvoir m'occuper utilement de leur établissement.

Ce sera donc pour la séance de l'année 1878.

Quant aux établissements de la Savoie, je n'aperçois que ceux de M. Payen (voy. *La Savoie industrielle*, 1^{er} volume, page 246), et de Saint-Pierre-d'Albigny (Voy. même ouvrage, même volume, page 270), qui soient dans des conditions à recevoir un réel encouragement de la Société.

M. Champenois, de Cognin, n'a pas renoncé à l'intention qu'il m'avait manifestée d'établir dans son établissement une école pour les ouvrières qu'il emploie. Seulement, les moyens d'exécution lui ont manqué jusqu'à présent, et je crois que je ne pourrais en entretenir la Société que l'année prochaine.

Je regrette, Monsieur et cher Secrétaire, de n'avoir pu faire mieux et plus, pour répondre au désir que vous m'avez manifesté; je vous prie de croire que je mettrai tous mes soins à vous tenir au courant de ce qu'il pourrait y avoir d'intéressant, et d'agréer l'assurance de mes meilleurs sentiments.

Le Directeur des Douanes,

membre de la Société de protection des Apprentis
et des Enfants employés dans les manufactures,

BARBIER. »

DOCUMENTS OFFICIELS.

LOI

SUR LE TRAVAIL DES ENFANTS ET DES FILLES MINEURES

DANS L'INDUSTRIE

(du 19 mai 1874).

On sait que, d'après la loi du 19 mai 1874 sur le travail des enfants dans les manufactures, les apprentis âgés de moins de quinze ans ne pourront travailler plus de six heures par jour, s'ils ne justifient, par un certificat de l'instituteur ou de l'inspecteur primaire, qu'ils ont acquis « l'instruction primaire élémentaire. »

Des difficultés se sont élevées sur l'interprétation de ces derniers mots. Quelques patrons ont prétendu que l'on devait entendre par l'instruction primaire élémentaire la lecture, l'écriture et les quatre règles; ils ont produit des certificats conçus dans ce sens et rédigés d'après un modèle proposé par un journal spécial pour les questions relatives à l'industrie du bâtiment.

Une Circulaire ministérielle, adressée récemment aux Préfets, les informe que ces certificats ne sauraient être acceptés.

L'instruction primaire élémentaire, d'après cette Circulaire, doit comprendre les matières indiquées par les lois des 15 mars 1850 et 10 avril 1867 comme devant être obligatoirement enseignées dans les écoles. Ces matières sont : l'instruction morale et religieuse, la lecture, l'écriture, les éléments de la langue française, le calcul, les poids et mesures, les éléments d'histoire et de géographie de la France.

M. le Ministre de l'instruction publique conclut en prescrivant aux instituteurs et inspecteurs de ne délivrer que des certificats indiquant que l'enfant a reçu l'instruction primaire élémentaire édictée par les lois de 1850 et 1867.

MINISTÈRE DE L'INSTRUCTION PUBLIQUE.

Instruction relative au certificat prescrit par l'article 9 de la loi du
19 mai 1874.

Paris, le 16 février 1876.

Monsieur le Préfet,

Vous me faites l'honneur de me signaler un commentaire sur la loi du 19 mai 1874, publié par le journal la *Réforme du bâti-*

ment (n° du 15 décembre 1875), dans lequel un inspecteur du travail des enfants propose le modèle du certificat à délivrer par l'inspecteur primaire ou l'instituteur, conformément à l'article 9 de la loi précitée, aux apprentis âgés de moins de quinze ans.

Ce certificat serait ainsi conçu : « Je, soussigné, etc., certifie que le jeune..... a reçu l'instruction primaire élémentaire, c'est-à-dire qu'il sait lire, écrire et faire les quatre règles élémentaires de l'arithmétique. »

Vous me demandez si ce fonctionnaire, en proposant ce modèle, a exactement interprété la loi.

J'en ne le pense pas.

L'article 9 de la loi est, en effet, ainsi rédigé : « Aucun enfant ne pourra, avant l'âge de quinze ans accomplis, être admis à travailler plus de six heures par jour, s'il ne justifie, par la production d'un certificat de l'instituteur ou de l'inspecteur primaire, visé par le maire, qu'il a acquis l'instruction primaire élémentaire. »

Lors de la troisième délibération de la loi, l'honorable rapporteur, M. Tallon, s'exprimait ainsi : « Nous voulons que l'enfant justifie de l'instruction nécessaire pour être admis à travailler la journée complète de douze heures par jour ; nous le demandons pour presser sa famille de lui faire acquérir cette instruction. »

Quel est donc le minimum d'instruction primaire élémentaire que doit avoir acquis nécessairement l'enfant, âgé de moins de quinze ans, qui voudra travailler plus de six heures par jour ?

C'est incontestablement l'instruction portant sur l'ensemble des matières que la loi indique comme devant être *obligatoirement enseignées dans les écoles*.

Or, les matières ont été déterminées par l'article 23 de la loi du 15 mars 1850, § 1^{er}, et l'article 16 de la loi du 10 avril 1867.

Ces articles sont ainsi conçus (Loi de 1850, art. 23). « L'enseignement primaire comprend :

L'instruction morale et religieuse,

La lecture,

L'écriture,

Les éléments de la langue française,

Le calcul et le système légal des poids et mesures. »

(Loi de 1867, art. 16). « Les éléments de l'histoire et de la

géographie de la France sont ajoutés aux matières obligatoires de l'enseignement primaire. »

La rédaction de ces deux articles ne saurait laisser aucun doute, et le modèle de certificat proposé par le journal la *Réforme du bâtiment est incomplet* ; on a omis l'instruction *morale et religieuse*, les éléments de la langue française, le système légal des poids et mesures, les éléments de l'histoire et de la géographie de la France.

L'auteur ignorait, sans aucun doute, les textes de loi que je viens de rapporter, et il ne s'est pas non plus pénétré de l'esprit qui a présidé à la rédaction de la nouvelle loi sur le travail des enfants dans les manufactures. Si le législateur a eu, en effet, en vue de protéger l'enfance, de déterminer la somme de travail qu'on peut lui imposer, et de fixer l'âge où elle pourra supporter la même charge que l'adulte, il s'est aussi proposé de répandre l'instruction pour faire des ouvriers plus intelligents et plus habiles. Il a tenu à former l'âme et l'intelligence de l'enfant, voulant ainsi l'armer physiquement et moralement avant de l'abandonner à lui-même et aux hasards de la vie.

Cette pensée, Monsieur le Préfet, vous la retrouverez à chaque page de la discussion que j'ai pris la peine de relire avec la plus scrupuleuse attention.

Vous devez donc donner des instructions précises à MM. les inspecteurs primaires et aux instituteurs de votre département ; ils ne devront délivrer que des certificats indiquant que l'enfant a reçu l'instruction primaire élémentaire édictée par les articles 23, § 1^{er}, de la loi de 1850, et 16 de la loi du 10 avril 1867.

Recevez, etc.

Le Ministre de l'instruction publique, des cultes et des beaux-arts,
H. WALLON (1).

PRÉFECTURE DU DÉPARTEMENT DE LA SEINE.

DIRECTION DE L'ENSEIGNEMENT PRIMAIRE.

M. Gréard, Directeur de l'enseignement primaire de la Seine, prépare, en ce moment, un projet d'organisation pour l'instruction des apprentis, en exécution de la loi du 19 mai 1874, qui dispose

(1) *Bull. de l'instruction primaire du département de la Seine*, n° 133, 1876.)

que tout apprenti de moins de douze ans devra suivre les classes d'une école pendant le temps libre du travail.

Une enquête a été faite dans chaque Arrondissement, par les soins des Maires, pour établir le nombre d'apprentis auxquels s'applique cette prescription légale. Il a été reconnu que, dans certains quartiers, il serait utile, eu égard à l'agglomération de ces enfants, à l'insuffisance de leur instruction, et aux habitudes résultant de leur genre de vie, de créer pour eux des Classes spéciales dans les dépendances de quelques écoles de la Ville.

Dans les Arrondissements où l'industrie est très-active, il sera probablement établi des classes dites de « demi-temps », de telle sorte que les garçons soient admis aux cours le matin, et les jeunes filles le soir, ou inversement.

L'ensemble de cette organisation sera très-prochainement soumis à l'approbation de M. le Préfet de la Seine et du Conseil départemental de l'instruction publique.

Voici le texte des Circulaires qui ont été adressées à ce sujet aux instituteurs et aux institutrices, à MM. les Maires des arrondissements de Paris et à MM. les inspecteurs de l'instruction primaire :

Circulaire aux instituteurs et aux institutrices, relative à l'application de la loi du 19 mai 1874 : Enfants employés dans les manufactures.

Paris, le 20 décembre 1875.

M

Au 1^{er} juillet 1874, je vous ai adressé une Circulaire relative aux diverses obligations qui vous sont imposées par la loi du 19 mai 1874, au sujet des enfants employés dans les manufactures.

Conformément à l'invitation de M. le Ministre de l'instruction publique, je dois vous rappeler ces instructions.

L'article 8 dispose : « 1^o que tout enfant ayant moins de douze ans révolus ne peut être employé par un patron qu'autant que ses parents ou tuteurs justifient qu'il fréquente actuellement une école publique ou privée; 2^o que tout enfant admis avant douze ans dans un atelier devra, jusqu'à cet âge, suivre les classes d'une école pendant le temps libre de travail. »

Vous avez à constater la fréquentation de l'école par les enfants que cet article concerne, au moyen d'une feuille de présence remise le samedi de chaque semaine au patron et sur laquelle les absences devront être indiquées.

L'article 9 porte « qu'aucun enfant ne pourra, avant l'âge de quinze ans accomplis, être admis à travailler plus de six heures par jour, s'il

ne justifie, par la production d'un certificat délivré par l'instituteur, visé par le Maire, qu'il a acquis l'instruction primaire élémentaire. Ce certificat sera délivré sur papier libre et gratuitement. »

En conformité de cet article, vous devrez fournir, après examen, aux enfants qui ne fréquentent plus l'école, un certificat constatant le degré de leur instruction. Ce certificat, délivré sous votre responsabilité, sera, aux termes de la loi, visé par le Maire.

Vous comprendrez, sans que j'insiste, combien il importe, pour que la loi produise les effets bienfaisants que la société est en droit d'en attendre, que vos attestations soient absolument sincères; elles ne doivent être délivrées qu'aux enfants *ayant véritablement acquis l'instruction primaire élémentaire*, c'est-à-dire qui possèdent une sérieuse connaissance des matières indiquées dans le § 1^{er} de l'article 23 de la loi du 15 mars 1850.

Tout certificat de complaisance, toute fraude commise dans l'accomplissement du droit que la loi vous confère, serait une faute grave que, suivant les prescriptions formelles de M. le Ministre, je réprimerais sévèrement.

J'appelle votre attention sur deux autres points :

Il est nécessaire que MM. les inspecteurs spéciaux puissent s'assurer par eux-mêmes de la fréquentation des écoles par les enfants employés dans l'industrie. Vous les admettez, en conséquence, dans votre établissement, toutes les fois qu'ils estimeront leur contrôle nécessaire aux intérêts du service qui leur incombe.

D'autre part, les Maires sont tenus de délivrer aux père, mère ou tuteur, un livret sur lequel sont portés les nom et prénoms de l'enfant, la date et le lieu de sa naissance, son domicile, le temps qu'il a passé à l'école. La dernière indication ne pouvant être donnée qu'avec votre aide, vous aurez à fournir exactement au Maire tous les renseignements dont il pourra avoir besoin pour établir le livret.

Telles sont les obligations que la loi vous impose; elles sont d'un ordre élevé : j'ai la confiance que vous saurez les remplir avec le sentiment du devoir, ferme et éclairé, qui vous anime.

Recevez, etc.

Le Préfet de la Seine,

Pour le Préfet et par autorisation :

*L'Inspecteur général de l'instruction publique,
Directeur de l'enseignement primaire de la Seine,*

GRÉARD.

Circulaire relative aux Ecoles de demi-temps et d'apprentis.

Paris, le 7 janvier 1876.

Monsieur le Maire,

La loi du 19 mai 1874 relative au travail des enfants dans les manufactures, dispose :

« 1^o Que nul enfant ayant moins de 12 ans révolus ne peut être employé par un patron qu'autant que ses parents ou tuteurs justifient qu'il fréquente actuellement une école publique ou privée;

» 2^o Que tout enfant admis avant 12 ans dans un atelier devra jusqu'à cet âge suivre les classes d'une école pendant le temps libre du travail. »

Diverses questions m'ont été adressées au sujet des ressources que l'enseignement communal pourrait avoir à offrir aux enfants visés par la loi.

Avant de prendre aucune mesure, j'aurais besoin de savoir :

1^o Quel est dans votre arrondissement le nombre des enfants, garçons ou filles, ayant moins de 12 ans révolus, qui sont employés par un patron ou admis dans un atelier, et qui ne fréquentent aucune école publique ou libre;

2^o Si ces enfants sont plus particulièrement agglomérés dans certaines régions de votre arrondissement, et quelles sont ces régions;

3^o S'il ne serait pas nécessaire, ou tout au moins utile, eu égard à l'insuffisance de l'instruction de ces enfants et aux habitudes résultant de leur genre de vie, de créer pour eux des classes spéciales;

4^o Quels seraient les locaux scolaires où ces classes spéciales pourraient être établies;

5^o S'il ne serait pas possible, enfin, d'organiser des classes de *demi-temps*, de telle sorte que les garçons fussent admis aux cours le matin, les jeunes filles le soir, ou inversement.

J'appelle votre attention, Monsieur le Maire, sur chacune de ces questions, et je vous prie, après avoir fait recueillir tous les éléments propres à en préparer la solution, de les soumettre à l'examen de la Délégation cantonale.

Vous voudrez bien consigner les résultats de vos propres études et des études de la Délégation cantonale dans un rapport très-circonstancié que j'ai besoin de recevoir avant le 15 février prochain.

Agrérez, etc.

Le Préfet de la Seine,

Pour le Préfet et par autorisation :

*L'Inspecteur général de l'instruction publique,
Directeur de l'enseignement primaire de la Seine.*

GRÉARD.

*Circulaire relative à l'application de la loi du 19 mai 1874 :
Classes de demi-temps.*

Paris, le 12 janvier 1876.

Monsieur l'Inspecteur,

Vous avez reçu une copie de la Circulaire préfectorale adressée aux Maires, à la date du 7 courant, relativement à l'application de la loi du 19 mai 1874 sur le travail des enfants dans les manufactures.

L'objet de cette Circulaire ne vous a certainement pas échappé, et les observations échangées dans notre dernière réunion ont dû achever d'établir nettement dans votre esprit le caractère des questions posées par M. le Préfet.

L'enquête demandée aux Maires a pour but unique de nous renseigner sur les obligations qui nous incombent du chef de la loi du 19 mai 1874. Ce n'est pas à nous qu'il appartient de rechercher les enfants de moins de 12 ans qui se trouvent dans le cas prévu par le législateur; mais le devoir de l'Administration communale est de se mettre en mesure de parer aux nécessités qui peuvent être la conséquence de l'application de la loi.

Un certain nombre de patrons ont déjà adressé à M. le Préfet des demandes pressantes pour obtenir l'admission, dans les écoles publiques, des enfants qui travaillent dans leurs ateliers. Ces demandes se multiplieront évidemment à bref délai.

D'autre part, nous devons nous attendre à être sollicités par les inspecteurs spéciaux, pour que les enfants dont la situation irrégulière aura été constatée par leurs soins trouvent, par les nôtres, les ressources indispensables pour acquérir l'instruction élémentaire que la loi impose.

Tout récemment le Président de la haute Commission établie auprès du Ministre de l'agriculture et du commerce, dans un Rapport inséré au *Journal officiel*, après avoir fait appel à l'entente des patrons, des familles, des autorités locales, ajoutait que « le devoir des municipalités est de prévoir les besoins résultant des nouvelles prescriptions du législateur. »

Il importe donc que nous recueillions les informations nécessaires pour que nous puissions assurer, en ce qui nous concerne, l'exécution de la loi.

C'est dans cette pensée de prévoyance qu'a été conçue la Circulaire du 7 janvier, et je vous prie de vouloir bien, le cas échéant, au sein des Délégations cantonales, en déterminer, conformément à ces explications, l'esprit et la portée.

Agréé, etc.

*L'Inspecteur général de l'instruction publique,
Directeur de l'enseignement primaire de la Seine.*

GRÉARD.

BULLETIN DES COMMISSIONS LOCALES.

Les communications que nous avons reçues des diverses circonscriptions de la France nous ont déjà permis de reconnaître que, partout où les Commissions locales fonctionnent régulièrement, elles facilitent beaucoup le travail de l'Inspection soit en faisant cesser les abus, et qui diminue le nombre des contraventions, soit en avisant MM. les Inspecteurs, lorsqu'elles rencontrent une incurie persistante ou un mauvais vouloir prononcé.

Il y a presque partout de sérieux efforts pour arriver à l'exécution de la loi. Des écoles s'établissent de toutes parts, même à frais communs entre plusieurs industriels; il y a, en général, de la bonne volonté et des progrès déjà appréciables réalisés.

SEINE. — Voici le texte du 3^e Arrêté de M. le Préfet de police, complétant le cadre des Commissions locales chargées de veiller à l'exécution de la loi du 19 mai 1874, dans la ville de Paris :

7 mars 1876.

Nous, Préfet de police,

Vu l'arrêté du 14 février 1876, par lequel ont été nommés dix membres des Commissions locales, chargées de surveiller à Paris l'application de la loi du 19 mai 1874 sur le travail des enfants et des filles mineures employés dans l'industrie;

Attendu qu'il y a lieu de pourvoir au remplacement de quatre membres non acceptants;

Sur la proposition du Secrétaire général,

ARRÊTONS :

ARTICLE PREMIER. — Sont nommés membres des Commissions locales chargées de veiller à l'exécution de la loi du 19 mai 1874 sur le travail des enfants et des filles mineures employés dans l'industrie :

POUR LA 2^e CIRCONSCRIPTION.

MM. *Berger*, professeur, boulevard Voltaire, n° 144 (en remplacement de M. Douchin);

Canu, graveur sur acier, avenue Parmentier, n° 124 (en remplacement de M. Pichot);

(1) Voy. ci-dessus, p. 19-21.

POUR LA 3^e CIRCONSCRIPTION.

MM. Brière, graveur, passage du Saumon, n° 24 (en remplacement de M. Grandmaison);

de Murat, architecte-vérificateur, rue Lepic, n° 27 (en remplacement de M. Soufflot).

ART. 2. — Le Secrétaire général est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Le député à l'Assemblée nationale, chargé des fonctions de Préfet de police,

Signé : F. VOISIN.

Pour copie conforme :

Le Secrétaire général :

DE BULLEMONT.

Nous donnons ci-contre le *Tableau des Commissions locales de la ville de Paris*, avec indication des adresses de chacun des membres de ces Commissions, de manière à mettre le public à même de s'adresser à eux, pour leur signaler les faits sur lesquels leur attention devrait être appelée.

Nota.—Ce Tableau devant être reproduit dans le prochain Bulletin, nous prions MM. les Membres des Commissions locales de nous adresser leurs rectifications, s'il y a lieu.

TABEAU DES COMMISSIONS LOCALES DU DÉPARTEMENT DE LA SEINE

(avec indication des Arrondissements, quartiers et domiciles des Membres.)

ARRONDISSEMENTS ET QUARTIERS	NOMS	QUALITÉ OU PROFESSION	ADRESSES	Commissions locales
I^{er}	(St-Germain-l'Auxerrois). (des Halles)..... (du Palais-Royal)..... (de la place Vendôme). (Gailion)..... (Vivienne)..... (du Mail)..... (de Bonne-Nouvelle). (des Arts-et-Métiers) (des Enfants-Rouges).....	Giot (Alfred).....	Rue aux Ours, 32.....	4 ^e
II^e	(des Archives).....	Leroux (Emile).....	Rue Louis-le-Grand, 4.....	5 ^e
III^e	(Sainte-Avoie)..... (Saint-Méry)..... (de l'Arsenal)..... (Notre-Dame)..... (Saint-Victor)..... (du Jardin-des-Plantes). (du Val-de-Grâce)..... (de la Sorbonne)..... (de la Monnaie)..... (de l'Odéon)..... (N-Dame-des-Champs). (St-Germain-des-Près). (Saint-Thomas-d'Aquin). (des Invalides)..... (de l'Ecole-Militaire) (du Gros-Cailion)..... (des Champs-Elysées). (du Faub.-du-Roule). (de la Madeleine)..... (de l'Europe)..... (Saint-Georges)..... (de la Chaussée-d'Antin). (du Faub.-Montmartre). (de Rochechouart).....	Engel-Dollfus (Frédéric). Brière..... Vinois (Adolphe)..... Blot..... Perrin (Eugène-René)..... de Bellay..... Lhuillier..... Gros..... Ballet..... Callon..... Périn (Jules)..... Defez..... Hertemathé..... Friedel..... Robin (Albert)..... Robiquet (Paul)..... Deschamps (Eugène)..... Delzant..... Champion (Paul)..... Chaux (A.).....	Rue Saint-Fiacre, 9..... Passage du Saumon, 24..... Place de la Rotonde-du-Temple, 20. Rue des Archives, 28..... Rue de Saintonge, 66..... Boulevard Beaumarchais, 91..... Boulevard Sébastopol, 66..... Rue Saint-Antoine, 187..... Rue Saint-Louis-en-l'Île, 84..... Rue Saint-Louis-en-l'Île, 3..... Rue des Ecoles, 8..... Rue la Harpe, 34..... Boulevard Saint-Michel, 63..... Boulevard Saint-Michel, 60..... Rue de Madame, 56..... Rue de Rennes, 90..... Rue du Bac, 40..... Avenue Duquesne, 30..... Rue de Turin, 7..... Rue Bergère, 20.....	5 ^e 5 ^e 5 ^e 4 ^{re} 4 ^{re} 3 ^e 4 ^{re} 3 ^e 3 ^e 3 ^e 3 ^e 3 ^e 3 ^e 3 ^e 4 ^e 4 ^e 4 ^e 4 ^e 5 ^e 5 ^e

X^e	Saint-Vincent-de-Paul (de la Porte-St-Denis) — Martin	OLLIVE.....	Négociant en porcelaine.....	Rue Lafayette, 138	1 ^{re}
XI^e	de l'Hôpital-St-Louis) (de la Folie-Méricourt) (Saint-Ambroise) (de la Roquette)	CHATELAIN.....	Ancien bijoutier.....		2 ^e 2 ^e 2 ^e
XII^e	Sainte-Marguerite) (du Bel-Air) (de Picpus) (de Bercy)	CARRÉ (Charles) CANU BERGER (Gustave)	Nég ^t en vins et eaux-de-vie. Graveur sur acier. Prof ^r à l'Association polytechnique..	Boulevard Voltaire 58. Avenue Parmentier, 124. Boulevard Voltaire, 144.	2 ^e 2 ^e 2 ^e
XIII^e	des Quinze-Vingts) (de la Salpêtrière) (de la Gare) (de la Maison-Blanche)				3 ^e
XIV^e	(de Croulebarbe) (de Montparnasse) (de la Santé) (du Petit-Montrouge)	DIVRY (Charles)	Ancien imprimeur.....	Rue Morère, 7.	3 ^e
XV^e	(de Plaisance) (Saint-Lambert) (Necker) (de Grenelle)				3 ^e
XVI^e	(de Javel) (d'Auteuil) (de la Muette) (de la Porte-Dauphine)				4 ^e
XVII^e	(des Bassins) (des Ternes) (de la plaine de Wonceau) (des Batignolles)				5 ^e
XVIII^e	(des Epinettes) (de Clignancourt) (de la Goutte-d'Or) (de la Chapelle) (de la Villette)	DE MURAT.....	Architecte.....	Rue Lepic, 27.	5 ^e 5 ^e
XIX^e	(du Pont-de-Flandres) (d'Amérique) (du Combat) (de Charonne)	HERVIER.....	Garde-mine.....	Rue de Bagnolet, 37.	2 ^e
XX^e	(Saint-Fargeau) (Sainte-Marguerite) (de Belleville) (du Pere-Lachaise)	DURÉT..... POULOT (Denis) DUMANGIN.....	Fab ^r de produits chimiques. Fab ^r de prod ^s pour le polissage.. Ancien manufacturier.....	Rue de Belleville, 108. Avenue Philippe-Auguste, 50. Rue des Fêtes, 5.	2 ^e 2 ^e 2 ^e 2 ^e
Arrondissement de Saint-Denis.....					
Arrondissement de Sceaux.....					

HAUTE-GARONNE. — *Toulouse.* — Nous recevons de notre collègue M. Honoré Goudard, Président de la Chambre syndicale des Entrepreneurs de bâtiments de cette ville, le *Compte rendu d'une réunion de patrons et industriels de la ville de Toulouse*, qui a eu lieu le 6 février 1876, sous la présidence de M. le baron de Cardon de Sandrans, Préfet de la Haute-Garonne.

Dans cette réunion, l'honorable M. Delaissement, inspecteur divisionnaire du travail des enfants, a fait un exposé de la loi sur le travail des enfants dans l'industrie, à la suite duquel il a bien voulu présenter quelques renseignements sur notre Société de protection (1).

Des Cours spéciaux et gratuits vont fonctionner à Toulouse, en faveur des apprentis et des enfants des deux sexes qui travaillent dans les manufactures, usines, chantiers et ateliers, de manière à concilier avec la loi les intérêts des patrons, des familles et des enfants.

Ces Cours commenceront immédiatement après les vacances de Pâques, dans les écoles primaires publiques des quartiers ci-après :

- 1^o Amidonniers;
- 2^o Saint-Michel;
- 3^o Saint-Aubin;
- 4^o Saint-Sernin;
- 5^o Saint-Cyprien.

Ils auront lieu dans les écoles de filles, de 4 h. 1/2 à 6 h. 1/2 du soir, et dans les écoles de garçons, de 3 h. à 7 h.

Si des modifications interviennent, elles seront portées à la connaissance des intéressés.

Indépendamment de ces Cours, M^{me} la Supérieure des Feuillants a ouvert une classe gratuite en faveur des jeunes filles qui travaillent dans l'industrie.

Les enfants devront suivre la classe la plus rapprochée des ateliers où ils travaillent, afin de perdre le moins de temps et de faciliter la surveillance des patrons qui sont légalement responsables. Ils devront justifier de leur assiduité par la production d'un carnet ou d'une feuille de présence, signée, chaque semaine, par l'instituteur ou l'institutrice.

Les parents ont le plus grand intérêt à procurer à leurs enfants les bienfaits de l'instruction. L'Administration fait appel à leurs bons sentiments et compte sur le concours dévoué et éclairé des patrons, chefs de chantiers et industriels de Toulouse, pour assurer aux jeunes ouvriers qu'ils occupent la fréquentation des écoles, conformément à la loi.

Des récompenses seront données aux meilleurs élèves.

(1) Le Bureau de la Société remercie M. Delaissement de son aimable intention.

HAUTE-SAVOIE. — *Thônes*. — M. le Président de la Commission du canton de Thônes constate une amélioration parmi les ouvriers et apprentis placés sous la surveillance de la Commission locale.

OISE. — Voici la composition des Commissions locales de ce département :

ARRONDISSEMENT DE BEAUVAIS.

- MM. *Doniol*, ingénieur ordinaire, à Beauvais, *Président*.
Florian de Kergorlay, propriétaire, à Fosseuse, *Secrétaire*.
Bourgeois, docteur en médecine, à Beauvais.
Devaux, ancien notaire, à Méru.
Gémeau, conseiller d'arrondissement, à Saint-Germer.
Heudas, inspecteur primaire, à Beauvais.
Jourdain d'Héricourt, propriétaire, au Mesnil-Théribus.

ARRONDISSEMENT DE COMPIÈGNE.

- MM. *Borgoltz*, ancien élève de l'École centrale, à Attichy.
Chevallier, maire de Gournay-sur-Aroude.
Halleaux, ingénieur en chef de la navigation de l'Oise, à Compiègne.
Lambert, inspecteur primaire, à Compiègne.
Radde, juge-de-paix, à Guiscard.

ARRONDISSEMENT DE CLERMONT.

- MM. *Lèbe-Gigun*, ingénieur ordinaire, à Clermont, *Président*.
Riches, inspecteur primaire, à Clermont, *Secrétaire*.
Cantrel, docteur en médecine, à Mony.
Gambleu, adjoint, à Liancourt.
Leclerc, maire de Breuil-le-Sec.
Loizau, agent-voyer, à Breteuil.
Perrot, maire de Pronleroy.

ARRONDISSEMENT DE SENLIS.

(2 Commissions :)

1^{re} Circonscription de Creil et de Neuilly-en-Thelle.

- MM. *Méhaye*, ingénieur, à Senlis, *Président*.
Lefèvre, juge-de-paix, à Creil, *Secrétaire*.
Boucher, inspecteur primaire, à Senlis.
L'abbé Foucault, Curé de Neuilly-en-Thelle.
Gérard, ancien employé à l'usine de Montataire.
Masson, maire de Gourcieux.
Peilleux, maire de Balagny-sur-Thérain.

2^{me} Circonscription comprenant les cantons de Betz, Crépy, Nanteuil, Pont-Sainte-Maxence et Senlis.

- MM. *Boucher*, inspecteur primaire, à Senlis, *Président*.
Kleine, ingénieur ordinaire, à Senlis, *Secrétaire*.
Dambry (Charles), à Crépy.
Piatier, à Verberie.
Tronchon, à Bouillancy.

SEINE-INFÉRIEURE. — Voici la composition des Commissions locales de ce département :

ARRONDISSEMENT DE ROUEN.

(4 Commissions)

1^{re} Rouen (rive droite), Darnétal, Boos.

MM. *Du Boullay*, membre de la Chambre de Commerce de Rouen, *Président*.
(a donné sa démission et n'est pas encore remplacé).

Boulland, membre de la Chambre de Commerce de Rouen.

Lavoisier (E.) filateur, à Saint-Léger-du-Bourg-Denis.

Roger, ingénieur en chef des mines, à Rouen.

Raulet, inspecteur des écoles primaires.

2^{me} Rouen (rive gauche) et le canton de Grand-Touronne.

MM. *le général Blanchard*, aux Essarts, *Président*.

Brenquier, ingénieur, à la Bouille, *Secrétaire*.

Fizeaux de la Martel, propriétaire, au Val-de-la-Haye.

Faville, docteur en médecine, Directeur de l'asile des aliénés de Quatre-Mares.

Faucou, ancien banquier, propriétaire, aux Bruyères-Saint-Julien.

3^{me} Circonscription comprenant les cantons de Maromme, Pavilly, Duclair et Tileres.

MM. *Bondeaux* (Henri), manufacturier, conseiller municipal, au Houleme, *Président*.

Crosnier, manufacturier, à Malaunay, *Secrétaire*.

Raupp (Albert), propriétaire, à Bocasse Val-Martin.

Daliphard (Jean), fabricant de rouenneries, à Rouen.

Gohé, propriétaire.

4^{me} Circonscription comprenant Elbeuf.

MM. *Pion* (Paul), teinturier, à Orival.

Pernet, docteur en médecine, à Caudebec-lès-Elbeuf.

Sawage, teinturier, à Orival.

Prinvault (Edouard), à Elbeuf.

Thézard, commissionnaire en draperies, à Elbeuf.

ARRONDISSEMENT DU HAVRE.

(2 Commissions)

1^{re} Circonscription comprenant les cantons de Bolbec, Lillebonne et Fécamp.

MM. *Marchand*, ancien pharmacien, correspondant de l'Institut, à Fécamp.

Guignard, président du Conseil de Prud'hommes, à Bolbec.

Edou, propriétaire, à Grandcamp.

Montier Huet, propriétaire, à Lillebonne.

Chevru, membre de la Chambre de Commerce de Fécamp.

2^{me} Circonscription comprenant l'arrondissement du Havre moins les cantons de Bolbec, Lillebonne et Fécamp.

MM. *Vasselin*, inspecteur primaire, au Havre.

Renaud, ingénieur des ponts-et-chaussées, au Havre, *Président*.

- MM. *Odinet* (René), Directeur des Messageries, au Havre.
Ancel (Raoul), négociant, au Havre.
Vannier, Directeur de l'École Supérieure du Commerce, au Havre.

ARRONDISSEMENT DE DIEPPE.

- MM. *Delettire* (Oscar), propriétaire, à Saint-Remy,
Lebastard, inspecteur des écoles primaires.
Laveinne, ingénieur des ponts-et-chaussées, *Secrétaire*.
De Vertou, adjoint au maire de la ville d'Eu.
Tranchard, propriétaire, aux Grandes-Ventes.

ARRONDISSEMENT DE NEUFCHÂTEL.

- MM. *Sévry*, conducteur faisant fonctions d'ingénieur des ponts-et-chaussées, à Neufchâtel.
Marquézy, docteur en médecine, à Neufchâtel.
Roger, inspecteur des écoles primaires, à Neufchâtel.
Lefebvre, tanneur, membre de la Chambre de Commerce de Rouen, à Saint-Saëns, *Président*.
D'Imbleval, maître de verrerie, à Nesle-Nonnaudeuse.

ARRONDISSEMENT D'YVETOT.

- MM. *Lemonnier*, Président du Tribunal de Commerce, à Yvetot, *Président*.
Aubert, président du Tribunal de Commerce, à Saint-Valéry-en-Caux.
Hauchecorne, pharmacien, à Yvetot.
Godreuil, conducteur des ponts-et-chaussées, à Saint-Valéry-en-Caux.
Joubin, inspecteur primaire, à Yvetot.

SOMME. — Voici la composition des Commissions locales de ce département :

ARRONDISSEMENT D'AMIENS.

- MM. *Liénard*, ingénieur des mines, à Amiens.
Gence, inspecteur des écoles primaires, à Amiens.
Terral, docteur en médecine, à Amiens.
Antoine, architecte, à Amiens.
Fleury, ancien teinturier, à Amiens.
Decrept (Alfred), Conseiller d'arrondissement, à Poix.
Roger, membre de la Chambre de Commerce, à Amiens.

ARRONDISSEMENT D'ABBEVILLE.

- MM. *Geoffroy*, ingénieur des ponts-et-chaussées, à Abbeville.
Onéquet, inspecteur de l'instruction primaire, à Abbeville.
Sauvage, propriétaire, maire, à Abbeville.
Farcy, docteur en médecine, à Abbeville.
Pierru, Président du Tribunal de Commerce, à Saint-Valéry.
Dufrien (Paul), propriétaire, à Waincourt.
Vidal de Léry, ancien sous-préfet, à Dominais.

ARRONDISSEMENT DE DOULLENS.

- MM. *Bouchon*, inspecteur des écoles primaires, à Doullens.
Capron (Pierre-Firmin), propriétaire, à Bernarville.
Faux, docteur en médecine, à Doullens.
Cieppe (Pierre-Charlemagne), propriétaire, à Grouches-Luchuel.

- MM. *Serpette*, cultivateur, à Louvencourt.
Macquet (Gustave), ancien notaire, à Domart.
Maison, Président du Comice, à Val-de-Maison.

ARRONDISSEMENT DE MONTDIDIER.

- MM. *Séreau*, inspecteur de l'instruction primaire, à Montdidier.
De Feroissy, ingénieur des ponts-et-chaussées, à Montdidier.
Berthier, docteur en médecine, à Montdidier.
De Fransures (Oswald), Conseiller d'arrondissement, maire, à Villers Tournelle.
Boyeldieu, maire, à Laneuville-Sire-Bernard.
Debailly (Achille), Conseiller d'arrondissement, à Mézières.
Beuly père, ancien manufacturier, à Moreuil.

ARRONDISSEMENT DE PÉRONNE.

- MM. *Dupont*, inspecteur des écoles primaires, à Péronne.
Vilment, sous-ingénieur des ponts-et-chaussées, à Péronne.
Blanchart (Jules), propriétaire, à Péronne.
Demarquay, maire, à Libons.
Roussel (Alphonse), ancien notaire, à Ham.
Carpeza, propriétaire, à Hervilly.
Dermigny, cultivateur, à Mesnil-Bruntel.

NOTA. — Nous nous proposons de publier la composition de toutes les Commissions locales de France.

Nous comptons principalement sur l'obligeant concours de MM. les Inspecteurs divisionnaires du travail des Enfants pour vouloir bien nous communiquer ces renseignements dans le courant du mois de mai.

ŒUVRES-ANNEXES

DE LA

SOCIÉTÉ DE PROTECTION DES ENFANTS EMPLOYÉS DANS L'INDUSTRIE

ŒUVRE-ANNEXE DE L'ASSISTANCE JUDICIAIRE.

(Extraits des procès-verbaux des séances par M. JORET-DESCLOSIÈRES, *Secrétaire*.)

M. J. Périn communique le Programme du concours de l'Académie de législation de Toulouse, concours établi en l'honneur de la fête de Cujas. Au nombre des sujets de prix, est proposé le suivant pour le concours de 1876 :

« De la protection à organiser en faveur des enfants vis-à-vis desquels les père et mère ne remplissent pas leurs devoirs ».

Programme. — L'Assemblée nationale française vient de voter deux lois en faveur des enfants : l'une sur leur travail dans les manufactures, l'autre qui réprime les abus que font de leur jeune âge les entrepreneurs de spectacles publics, les saltimbanques, etc. Ce fait prouve suffisamment que l'opinion publique se préoccupe de la protection légale à accorder aux enfants. Mais il reste à pourvoir à bien d'autres situations que celles qu'a réglées l'Assemblée. Tantôt des enfants sont abandonnés comme vagabonds, tantôt ils sont l'objet, dans leur famille, de mauvais traitements qui ne vont cependant pas jusqu'au délit ; souvent ils reçoivent au foyer domestique les plus déplorables exemples ; il peut arriver aussi que d'indignes parents les laissent croupir dans l'ignorance la plus complète. Dans ces divers cas et bien d'autres, ne pourrait-il pas y avoir lieu à l'intervention des autres membres de la famille, du ministère public, de l'autorité judiciaire ? Comment cette intervention pourrait-elle se produire sans cependant porter atteinte d'une façon imprudente ou inquisitoriale, à l'exercice de la puissance paternelle ? Problèmes délicats que l'Académie recommande à l'attention des concurrents (1).

M. le Secrétaire de la Société ajoute que M. B. Colombier inspecteur divisionnaire du travail des enfants (7^e circonscription, à Rouen), lui écrivait, précisément, le 7 février 1876 :

« Permettez-moi de vous demander si ce serait aller au-delà des limites que votre Société s'est tracées, que de lui signaler un fait odieux, malheureusement beaucoup trop fréquent dans les populations

(1) Les mémoires doivent être déposés au plus tard, le 30 avril, au secrétariat de l'Académie de législation, rue des Renforts, 15, à Toulouse. (Les adresser *franco*).

Le prix consiste en une médaille d'or de 500 francs.

ouvrières et qui consiste dans l'abandon de leurs familles par des pères dénaturés ou de leurs enfants par des mères vicieuses. Ce dernier cas se présente bien plus rarement, mais l'un et l'autre sont beaucoup trop nombreux à la honte de notre civilisation. La loi est actuellement impuissante à prévenir ou à réprimer ces attentats contre les règles les plus sacrées de l'humanité, qui révoltent toutes les consciences. Le père assez barbare pour livrer ainsi sa famille à la misère et au désespoir reste l'égal du plus vertueux de ses concitoyens aux yeux de la loi et sa voix en un jour d'élections est comptée comme toute autre. Si vous pensiez pouvoir vous occuper utilement des remèdes à apporter à cette horrible plaie sociale, les recommandations de la Société de protection des Apprentis seraient assurément prises en très-sérieuse considération par l'Assemblée qui va être incessamment élue et celui qui aurait pu contribuer à la faire disparaître de notre pays aurait accompli une œuvre essentiellement patriotique. »

La Société de protection, dans sa dernière séance, a renvoyé ce sujet d'études à l'examen des membres de l'OEuvre.

— M. Périn fait connaître que les Conseils des prud'hommes viennent d'adresser aux Chambres syndicales un *Questionnaire*, dans le but de rendre plus facile la solution des différends soumis aux examens des conseillers-prud'hommes, en fixant les usages et coutumes de chaque métier, ce qui permettrait de créer une série de tableaux ou Code de jurisprudence usuelle, qui faciliterait leur mandat de conciliateurs.

— *Les Enfants surchargés.* — M. J. Périn rappelle les dispositions de l'article 3 du Règlement du 13 mai 1875 sur le travail des enfants, relatif au poids de la charge qu'il est permis de faire porter ou trainer par des enfants de 12 à 14 ans et de 14 à 16 ans.

Il ajoute qu'un honorable membre de la Commission de surveillance du travail des enfants de Toulouse, M. le docteur Naguès, médecin en chef de l'Hôtel-Dieu de Toulouse, a communiqué à une réunion de patrons et industriels de cette ville, qui a eu lieu le 6 février 1876, sous la présidence de M. le Préfet de la Haute-Garonne, l'excellente note suivante *sur les fardeaux trop lourds portés par les enfants.*

« Cet article, dit l'auteur, (à propos de l'art. 3 de ce règlement), doit être signalé à l'attention de tous les chefs d'ateliers et de chantiers. Je ne doute point qu'ils ne s'empressent de s'y conformer, dès qu'ils en auront saisi toute l'importance.

En faisant cette loi, le législateur a prouvé qu'il avait une connaissance approfondie du développement physique de l'homme. Il a voulu que le travail auquel nous sommes tous assujettis, loin d'entraver la nature dans son œuvre d'évolution normale, contribuât au contraire à l'harmoniser et à la compléter.

La physiologie apprend que la croissance du jeune homme commence à la naissance et finit à la fin de l'adolescence, c'est-à-dire de 21 à 25 ans; qu'elle se fait d'une manière particulière, à différentes époques de cette période de la vie humaine. C'est ainsi que depuis l'âge de 8 ans jusqu'à celui de 14, l'enfant se développe en hauteur presque aux dépens des membres inférieurs. Les os de ces membres, celui de la cuisse principalement, subissent un développement rapide. Le corps du fémur se courbe, s'allonge en même temps qu'il prend de la consistance.

Si donc, pendant ce laps de temps, on charge la tête ou les épaules de l'enfant d'un poids qui dépasse la résistance physique du squelette, et la puissance des agents du mouvement (muscles), il arrivera nécessairement que les os des membres inférieurs, celui de la cuisse surtout, se courberont outre mesure, éprouveront un obstacle à leur allongement régulier, et rendront ainsi les membres inférieurs et la taille du jeune enfant plus ou moins difforme.

A partir de l'âge de quatorze ans jusqu'à celui de 18, la croissance du jeune homme s'effectue aux dépens de la colonne vertébrale. Cette tige osseuse, alternativement recourbée, relie admirablement entre elles toutes les parties du squelette, elle devient le centre de tous les mouvements qui se passent en elles.

Or, si la tête ou les épaules du jeune homme sont surchargés, les disques intervertébraux perdent leur élasticité, le tissu des vertèbres se tasse; à partir de ce moment, le développement régulier de la tige osseuse devient impossible, la disproportion entre les courbures de la colonne vertébrale s'établit, et le jeune homme devient ainsi difforme et rabougri.

Mais la déviation que subit, dans ce cas, la colonne vertébrale, ne détermine pas seulement la déformation de quelque portion du squelette, elle porte encore la perturbation dans les fonctions d'assimilation. Les organes splanchniques, qui remplissent les fonctions les plus importantes, ne pouvant point se développer régulièrement dans leurs cavités respectives, la nutrition reste défectueuse, et des maladies graves se manifestent consécutivement.

Ces conséquences sont plus ou moins graves suivant les circonstances, mais elles sont toujours déplorables et il importe que le règlement soit sérieusement exécuté.

J'ajouterai qu'il vaut mieux que l'enfant fasse un parcours plus long avec une charge modérée que de faire un trajet moindre avec un fardeau exagéré.

Dans ce dernier cas, le travail entrave toujours le développement de l'enfant; tandis que, dans le cas contraire, si la fatigue semble plus grande, *en apparence*, elle n'est pas aussi nuisible *en réalité*; elle peut même devenir un exercice gymnastique très-favorable. »

Le Gaulois (n° du 4 avril 1876), publiait le fait suivant :

« Un jeune garçon de quinze ans, nommé Gallet, passait hier avenue de l'Empereur, traînant une voiture à bras, dans laquelle se prélassait un cochon pesant environ soixante-dix kilogrammes.

Le pauvre enfant n'avancait que péniblement. Arrivé près du pont de l'Alma, un charretier, le prenant en pitié, l'invitait à attacher sa voiture derrière sa charrette pour monter la côte.

Un gardien-de-la-peace, de service à cet endroit, témoin du fait, s'étant approché, questionna l'enfant et apprit qu'il était au service d'un sieur A..., charcutier, avenue de Malakoff, et qu'il venait avec son chargement des Halles-Centrales, que, du reste, il pouvait s'en convaincre en le demandant à son patron qui, commodément installé dans une voiture, marchait à deux cents mètres en avant.

Ce dernier répondit aux gardiens-de-la-peace que la chose était exacte, mais *qu'il ignorait* — est-ce assez joli? — qu'il fût défendu de faire traîner dans une voiture à bras, à un enfant de moins de seize ans, un poids supérieur à quinze kilogrammes.

Un procès-verbal qui, sans aucun doute, aura été dressé, apprendra au trop peu gêné charcutier qu'un enfant n'est pas une bête de somme. »

Accidents : les voitures à bras. — Un membre communique le fait suivant (publié par *l'Opinion nationale*, 6 avril 1876).

« Les charrettes à bras et leurs conducteurs n'ont pas de chance depuis quelque temps.

Un omnibus de la ligne du chemin de fer du Nord à la barrière du Maine a renversé, ce soir, celle que traînait le jeune Riveron, dans la rue Croix-des-Petits-Champs.

Une des roues de l'omnibus a passé sur le corps du jeune homme, qui a été transporté à la Charité.

Rue du Sentier, la voiture de remise 8290 a renversé la charrette traînée par le sieur Hameline. Celui-ci a eu plusieurs côtes enfoncées par le brancard. »

Annexe.

—
DE

la garde des Orphelins

(au Moyen-Âge).

LETTRE

à M. FROGER DE MAUNY, ancien magistrat.

« Arras, 17 avril 1876.

» Mon cher collègue,

» Je ne sais personne qui se soit occupé plus sérieusement que vous des questions relatives au passé, au présent et à l'avenir de la Tutelle (du latin *tueri*). (Puisse votre savante œuvre voir bientôt le jour pour le plus grand profit des amis de l'Enfance et des jurisconsultes!)

» A ce titre, je crois devoir, mon cher collègue, vous communiquer la *note* suivante, que j'extrais de quelques recherches SUR LE DROIT PRIVÉ, *au moyen-âge* (§ 1^{er} *Droit des personnes*), auxquelles je me suis livré, surtout pendant que j'étais sur les bancs de l'École des chartes, recherches que, peut-être, vous voudrez bien ne pas trouver dénuées d'intérêt au point de vue de vos études personnelles.

» Dans une société bien organisée, on ne doit pas laisser sans appui, sans protecteur, les personnes qui, en raison de leur âge, ne sont pas à même de se diriger. C'est là un devoir que nos bonnes Communes du Nord de la France avaient si bien compris qu'elles avaient institué, comme vous allez le voir, un corps spécial de fonctionnaires chargés expressément de veiller à la personne et aux biens des orphelins, — fonctionnaires que les historiens-légistes ont peut-être trop laissés jusqu'ici dans l'ombre.

Je ne rappellerai qu'en quelques mots avec quel soin le droit féodal et coutumier régla dans tous leurs détails les obligations afférentes à la garde des mineurs « sous aagiés », soit nobles, soit bourgeois ou roturiers (voy. Beaumanoir, *Les Coutumes du Beauvoisis*, ch. xv et xvij).

Le père ou la mère survivant avait la garde de ses enfants mineurs, et devait, sur la requête de ses amis (sorte de conseil de famille), donner caution par devant la Commune, de rendre à ces enfants, à l'âge de majorité, ce qui leur revenait en biens meubles, et les arrérages de rentes échus à la mort du conjoint prédécédé.

La personne des orphelins de père et de mère, ainsi que tous leurs biens, étaient remis à la tutelle de leur plus proche parent, qui devait s'engager sous caution, à leur rendre, dès qu'ils seront devenus majeurs, les fonds qui lui étaient confiés et les fruits qu'il aurait perçus en leur nom (1).

La garde de l'enfant consistait à prendre soin de lui, à faire emploi des meubles, à placer les capitaux, afin d'appliquer leur produit à son entretien et à sa nourriture, et à lui faire apprendre un métier dont il pût vivre, quand il serait parvenu à sa majorité.

Si les orphelins n'avaient point d'amis qui les voulussent prendre en garde, le seigneur le devait faire et les mettre dans les mains de quelque prud'homme qui puisse, chaque année, rendre un compte fidèle de sa gestion (suivant les anciens Usages d'Artois, ch. xxx et xxxi) (2).

(1) Charte communale d'Amiens, XIII^e siècle, art. 67. (Aug. Thierry, *Monuments inédits de l'histoire du Tiers-État*, I, p. 125 et 143.)

(2) Voici quelques textes du XIII^e et du XIV^e siècle, qui permettront au lecteur d'embrasser les règles principales auxquelles la Tutelle était soumise.

Les anciens Usages d'Artois, titre xxx (édit. Adrien Maillart, avocat au Parlement de Paris; 1739, p. 34), contenaient les dispositions suivantes :

« 10. Par le général Coustume d'Artois, li plus prochain à l'Enfant, a le » bail. Et quand il le puet, il doit mander tous les amis qu'il puet avoir » de par le Pere et le Mere.

« 11. Et ensi le doit faire Pere, ou Mere, et i doit apeler Justice, ou le » Signeur, et doit prendre le bail par devant aus, et de leur commun » assent, et doit-on y regarder, et pour conter les detes faites dou Pere. » Apries, regarder le quantité des moebles, se li moebles souffissent à païer » les detes : païer les doit-on, et mettre à fin. S'il n'i a moebles, dont on » les puist païer, il en convient le Bail respondre et faire gré.

« 12. Ces choses regardées, et mises en somme, et baillée par escrit, par » devers le Signeur et les Hommes : le Baus doit donner boinne seurté, » et boins pleges, justichaules (*justiciales*, c'est-à-dire de la justice qui a » accordé le bail), de rendre le Bail, à l'aage de l'Enfant, et aussi boin » point, comme il le prent, et s'en carche : et s'il ne le faisoit, eil qui i » sont esté mis pleges, seroient tenus de rendre, et de restablir tous les de- » pens et tous les damages que li enfès i auroit eus. Et seroit tenu li justice » de lui, puis les pleges contraindre, à ce que li enfès fust restabli à plain. » Et ce est bien selon les Loïs escrites : si qu'on dist est par devant. »

Beaumanoir disait : « Quand vilenage vient à ses enfans sous aagiés,... » li plus prochains du lignage as enfans pot, se il veut, avoir le garde des » enfans et exploitrer les vilenages por les enfans, par seurté, fere as ami, » ou à le justice si li ami ne le requierent, de rendre bon conte as enfans » quand ils seront aagié, les despens et les cous resnables des enfans » rabatus (ch. xv, n^o 7).

Les Usages et anciennes Coutumes de la conté de Guysnes (édit. Tailliar; Saint-Omer, 1858, p. 88) disposaient, relativement au *gouvernement et administration des mineurs d'aage orphains*, en ces termes :

« § 1^{er}. Combien et quans tuteurs on fait d'ordonnance par deçà des en- » fans qui n'ont ne père ne mère; et se on ne fait par loy, savoir est que

Dans les communes d'Amiens, d'Arras, de Douai, de Lille, etc., l'échevinage exerçait un pouvoir de protection et de surveillance dans l'intérêt des enfants orphelins (1).

Les documents de l'histoire municipale d'Amiens révèlent que les sommes recueillies par les pupilles, à titre de succession, étaient déposées dans la caisse municipale, laquelle en servait annuellement l'intérêt, et remboursait le principal dès que les ayants droit avaient atteint l'âge de majorité.

Trois frères, Thibaud, Christophe et Jacques, fils de feu maître Gérard de Hanc, charpentier, comparaissaient devant l'official d'Amiens, et témoignaient par serment, qu'ils avaient reçu de la commune vingt-quatre livres parisis, déposées en leur nom à la caisse de l'échevinage; ils déclaraient donner pleine quittance de cette somme, et leur déclaration était rendue authentique par un acte de l'official (17 janvier 1278) (2).

» quelzconques enfans mineurs d'aage qui n'ont ne père ne mère, la loy
» ordonne une personne du cousté de par la père des enfans et une autre
» personne de par la mère; et fassent serement sollempnel qu'ilz garderont
» bien loyamment et justement les biens des ditz enfans, et seront tenuz
» d'en rendre compte par devant la loy et justice.

« § 2^e *Item*, s'il convient que une des dictes personnes tuteurs soyent
» eschevins de la loy, on doit prendre les parents plus prouffitables qui
» aus diz enfans appartiennent.

« § 3^e *Item*, les diz tuteurs n'auront riens pour leur paine ne despens,
» mais seront tenuz de faire enregistrer au registre de la court et justice,
» les biens des diz enfans, affin d'en rendre bon et loyal compte aus diz
» enfans, quand ilz auront leur aage pour régir et gouverner leurs diz biens.
» Et ne seront point tenuz iceulx tuteurs de amaindrir les diz biens, mais de
» les croistre et augmenter au prouffit et avantage des diz enfans.

« § 4^e. *Item*, ceulx qui auront le bail, gouvernement et administracion
» des biens des diz enfans, seront tenuz de bailler caucion suffisant à la
» loy et justice pour les diz biens. »

La Charte communale d'Amiens du xiii^e siècle, art. 65, prescrivit ces obligations au tuteur ou à la tutrice. (Aug. Thierry, *Monuments inédits de l'Histoire du Tiers-État*, I, p. 125 et 143.)

Et les anciens Usages d'Amiens, de 1300 à 1323 (édit. A. Marnier; 1840, p. 156), contenaient la disposition suivante :

« Et converra que li moeble soient mis en le main de le ville, si li pères
» ou le mère qui en vie demourerra ne les veult avoir en garde.

« Et s'il les veut avoir, il convient qu'il fache seur d'yretage, et si souffi-
» sant que se li édifices, qui seur l'iretage seroit, quéoit ou périssoit par au-
» cune aventure, que li sons de le terre vauisist lez deniers; ou autrement
» il n'aroit mie l'argent, et biens demoureroit en le ville dusquez à tant
» que li enfant seroient aagié. Et se li enfant n'en voloient prendre nulle bonté,
» ils seroient quite de le taille de tant comme à leur argent appart-nroit.
» Ne ne poet nulz, tant soit prochains, warder les deniers des orphelins fors
» li pères ou le mère ».

(1) Voy. notamment : Aug. Thierry, *Ibid.*, Charte commun. d'Amiens, art. 66, I, p. 125 et 143.

(2) *Ibid.*, I, p. 239.

Des officiers spéciaux étaient même délégués par les échevins, officiers désignés sous le nom de *gard' orphènes* et qui veillaient aux intérêts des orphelins, sous la direction même et la responsabilité des magistrats.

Cette fonction ne pouvait être dévolue qu'à des bourgeois de la ville, (décision du siège échevinal de Lille, du 31 mars 1442) (1).

A Lille, le 1^{er} novembre 1423, les commissaires au renouvellement de la loi (délégués du Souverain), après avoir créé les nouveaux échevins, leur présentèrent une liste des personnes qu'ils désiraient faire nommer comme *gard'orphènes*, parmi lesquelles se trouvait désigné le nommé Jean Vrete; mais, dans l'après-dînée, ledit Jean Vrete vint en halle déclarer qu'il ne pouvait accepter les fonctions qui lui étaient offertes, par la raison qu'il était débiteur envers le siège des *gard'orphènes*; les échevins s'occupèrent alors d'en choisir un autre; mais, pendant qu'ils délibéraient, l'un des commissaires au renouvellement revint leur dire que lui et ses collègues, ayant entendu parler du refus de Jean Vrete, priaient qu'on nommât en sa place Martin le Neveu ce que les échevins octroyèrent (2).

Les *gard'orphènes* devaient prêter le serment suivant :

« Vous promettez et jurez d'être *gard'orphènes* droiturier et loyal;
» de veiller sur les biens des orphelins; de vérifier les comptes de leur
» avoir bien et loyalement, aussi bien du pauvre que du riche, qu
» vous ne prendrez à intérêt l'argent des orphelins, directement ni
» sous le nom d'autrui; et que vous ne souffrirez qu'aucun de vos
» collègues le fasse; que vous ne serez caution pour personne qui
» prenne l'argent des orphelins à intérêt; et que vous ne manquerez
» à rien de ceci pour amour, pour haine, pour perte ni pour gain,
» ni pour aucune considération présente ou à venir. Que Dieu et
» tous les saints vous aident (3). »

(1) Roisin, *Franchises, lois et coutumes de la ville de Lille* (édit. Brun-Lavainne); Lille, 1842, p. 198.

(2) *Ibid.*, p. 193.

(3) Voici le texte original de ce serment :

« *Li sermiens des Wardes des Orphenes.*

« Vous fianchies et jures à y estre wardes des orphenes droituriers et
» loiaus à warden le leur et à oïr les comptes de leur vaillant bien et loia-
» lement, et aussi bien dou povre que dou riche, et que vous ne prenderes
» ne ne recouvenencheres, ne ne feres prendre, par vous ne par autrui, ne
» recouvenenchier pour vous deniers d'orphenes en aucune manière; ne
» ne soufferres à prendre ne à recouvenenchier nul de vos compaignons
» wardes des orphenes, tant que vous seres en l'offisse; ne ne seres pleges,
» ne debte pour home qui prenge argent d'orphene ne deniers; et chou vous
» ne laires pour amour, pour haine, pour pierte, ne pour waigne, ne pour
» choze qui avenue soit, ne qui avenir puist, que ensi ne le fachiés; se Dios
» vos ait et tout li saint de paradis. »

Pour le quel sierment à tenir bien et fermement, il fu ordenet et estaulit

L'échevinage de Lille, en février 1320, disposait que tout gard'orphène qui serait convaincu d'avoir pris à intérêt l'argent des orphelins, ou servi de caution pour le prendre, ou souffert que ses collègues le fissent, sans venir le dénoncer à échevins en dedans trois jours, serait publiquement déclaré parjure et « escassé » de la bourgeoisie (1).

Les biens et les capitaux des mineurs ne pouvaient être confiés, soit par les échevins, soit par les gard'orphènes, qu'à des personnes honnêtes et solvables.

Des obligations contractées par des emprunteurs de rendre aux échevins, à leur volonté et à première semonce, certain nombre de paris « qu'ils ont en garde » pour tel ou tel orphelin, pour la garantie desquels ils affectent leurs biens et donnent caution, des années 1253, 1270 et 1271, sont conservées aux archives de la ville de Douai (2).

Le *Livre des Usaiges et anciennes Coustumes de la conté de Guysnes* contient la disposition suivante pour les orphenins :

« Item, que toutes manières de gens qui ont bail ou aucuns biens d'orphenins entre mains, qu'ils viennent par devant les eschevins une fois l'an, c'est assavoir le mardi de Pasques et fassent suffisans comptes des biens qu'ils pevent avoir entre mains d'aucuns orphenins, lesquelles choses se doyvent faire sur l'admende de LX sols parisis, qui de ce sera trouvé en deffault (3). »

Tous les biens quels qu'ils soient du débiteur des orphelins étaient obligés par privilège à l'acquittement de la dette à eux due, sauf cependant les obligations antérieures à ladite dette reconnues valables (4).

Le greffier du siège échevinal de Lille, Roisin, nous a conservé le « Mémore » d'une cause plaidée devant le conseil de la commune contre les *gard'orphènes*, par Jean Dourliau :

Un nommé Jean Dourliau, mari de Catherine Cloquier, réclama

par eschevins et par plain consel, le jour de siège en février l'an de grasse MCCC et vint, à tenir à tous jours que quiconques seroit convenus par tiesmoignage souffissant, que eschevin creussent, qu'il presist teus deniers ou par autrui fesist prendre pour lui, ou pleges ne debte en fust, ne soufférist que si compaignon le fesissent, s'il ne le venoient nonchier à eschevins dedens tierc jour, il seroient parjure et criet parjure à le breteske et escasset de le bourgesie. »

(1) Roisin, p. 166.

(2) M. Tailliar, *Recueil d'Actes en langue romane-wallonne du Nord de la France*; Douai, 1849, p. CCXXXIII, 209, 308-309.

A Lille, une ordonnance du 27 novembre 1436 concernant toute espèce de contrats passés devant échevins, a pour but, comme de précédentes de l'année 1429, d'empêcher que la ville ne soit frustrée du droit de scel et d'enregistrement par la négligence de ceux chargés de recevoir les contrats et en particulier les lettres de gard'orphènes. (Roisin, p. 196.)

(3) *Ibid.*, p. 69.

(4) *Anciens Usages d'Amiens* (édit. Marnier), p. 157.

devant échevins, du chef de sa femme et de Hanet Cloquier son beau-frère, une somme de 42 florins de Florence qui avait été mise autrefois pour compte desdit Hanet et Catherine, entre les mains des *gard'orphènes*, comme argent d'orphelins par Pierre de Courtrai, débiteur de cette somme. Jean Dourliau avait, dans le temps, fait assigner ledit Pierre de Courtrai en paiement de ladite somme; mais celui-ci ayant prouvé qu'il en avait fait bon compte aux *gard'orphènes*, avait été renvoyé quitte de la demande par les échevins, sauf le recours du demandeur contre les *gard'orphènes*. L'affaire resta en souffrance jusqu'après la mort de Pierre de Courtrai et de son fils, nommé Pierre comme lui. Alors Jean Dourliau intenta une nouvelle action, disant que Pierre de Courtrai le fils et ses héritiers ne lui ayant pas fait compte des deniers dus par le père, pour les raisons susdites, les *gard'orphènes* devaient être tenus de restituer l'argent qui avait été remis à leurs prédécesseurs. Les *gard'orphènes*, se prévalant d'un manque de forme, dirent que la somme n'avait pas été mise régulièrement aux mains de leurs prédécesseurs comme argent d'orphelins, attendu que les enfants Cloquier n'avaient ni tuteur ni curateur; que ce n'était donc qu'une affaire d'obligeance et non un dépôt légal. Nonobstant cette défense, les échevins, après avoir suffisamment entendu les parties et examiné les registres du siège, condamnèrent solidairement tous les *gard'orphènes* et les clercs qui avaient été en exercice depuis la Toussaint de l'an 1349, à rembourser audit Dourliau la somme par lui réclamée, sauf leur recours contre les héritiers de Pierre de Courtrai le fils, en temps à venir (1).

Mais l'institution des Gardes des orphelins fut ébranlée par un scrupule né de la légalité du prêt à intérêt. On voit, en effet, par des lettres de Charles, duc de Bourgogne, etc., du 22 août 1474, que les échevins de Lille représentèrent au prince que, de temps immémorial, les orphelins mineurs et leurs biens étant sous la garde de cinq personnes faisant partie du corps du magistrat et nommés *gard'orphènes*, on avait accoutumé de placer l'argent desdits mineurs entre les mains de gens dignes de confiance, qui le rendaient au bout de quatre ans avec accroissement de sept pour cent par an. Mais qu'en des prédications nouvellement faites en la ville de Lille par de notables clercs et docteurs en théologie, cette ancienne coutume avait été condamnée comme usuraire; sur quoi, les requérants, après diverses consultations à Louvain et à Gand, s'en référèrent au duc pour en obtenir une règle de conduite; lequel, abolissant ladite ancienne coutume pour éviter tout péché, décida qu'à l'avenir les *gard'orphènes* pourront acquérir avec les deniers des mineurs des rentes héritières au denier seize, avec ou sans rachat, des rentes viagères à deux ou

(1) Roisin, p. 166.

trois vies, ou même des maisons ou autres biens quand ils sauront que cela peut être profitable à leurs pupilles; qu'ils pourront de plus confier lesdits deniers à des marchands notables et bien resséans, soit en société de commerce, soit à faire valoir pour le compte desdits pupilles, moyennant, par lesdits marchands, de donner caution suffisante et de rendre un fidèle compte des bénéfices ou de la part de bénéfices produits par lesdits deniers (1).

« Grande était, vous le voyez, mon cher collègue, la sollicitude de nos aïeux pour tout ce qui touchait à la personne et aux biens des enfants qui avaient eu le malheur de rester orphelins!

» Et nous pouvons nous demander si nos Municipalités modernes se montrent aussi soucieuses d'assurer la protection de la personne et de la fortune de leurs pupilles?

» Veuillez agréer, mon cher et honoré collègue, l'assurance de mes sentiments dévoués,

» Jules PÉRIN,
» Docteur en droit, Archiviste-paléographe. »

COMITÉ-ANNEXE DES ACCIDENTS DE FABRIQUE.

(Extraits des procès-verbaux communiqués par M. Albert ROBIN, Secrétaire.)

NOTE COMMUNIQUÉE PAR M. LE D^r PERRIN :

MINISTÈRE DES TRAVAUX PUBLICS.

Bulletin des explosions d'appareils à vapeur arrivées pendant les années 1868-1869-1870-1871 et 1872. (Journal Officiel, 11 mai 1875.)

Ce bulletin comprend les six ordres d'indications suivantes :

- 1^o Date de l'explosion ;
- 2^o Nature et situation de l'établissement où l'appareil était placé ;
- 3^o Nature, forme et destination de l'appareil; détails divers;
- 4^o Circonstances de l'explosion ;
- 5^o Suites de l'explosion ;
- 6^o Causes présumées de l'explosion.

En résumant sous les chefs suivants celles de ces indications qui intéressent plus directement le Comité des accidents de fabrique, nous trouvons les résultats ci-après :

Années	Nombre d'explosions	Tués ou morts de leurs blessures	Blessés	Défaut de surveillance ou négligence	Vices de construction ou de fabrication
1868	24	31	33	19	1
1869	18	22	20	12	3
1870	13	10	15	7	3
1871	22	20	25	9	8
1872	20	9	31	Pas de renseignements	Pas de renseignements

(1) Roisin, p. 459.

En somme, on constate pour les quatre années 1868-1871 dont les renseignements sont complets, savoir :

Explosions.	77
Tués ou morts de leurs blessures.	83
Blessés.	93
Négligence, défaut de surveillance.	47
Vices de construction ou de fabrication.	14

La dernière notice qui ait été publiée au *Journal Officiel* remonte à l'année 1868, et s'arrête aux accidents de 1867. L'Administration a pensé avec raison qu'il y avait lieu de reprendre cette utile publication momentanément interrompue par les événements de 1870 et 1871. Cette publication est d'autant plus nécessaire que, comme on le sait, le décret du 25 janvier 1865, a affranchi l'industrie des appareils à vapeur des formalités préventives auxquelles elle était précédemment assujettie.

COMMUNICATIONS DIVERSES.

1^o M. le docteur PERRIN, sur l'invitation de M. le Président, fait connaître au Comité les questions d'hygiène publique pouvant intéresser la Société de protection, qui ont été dernièrement traitées devant le Congrès international des Sciences médicales de Bruxelles, Congrès dont il a eu l'honneur de faire partie. Il signale, en particulier, la question relative *aux moyens d'assainissement des ateliers où se manipule le phosphore*. Il rappelle à cette occasion la gravité des accidents dus, chez les ouvriers, à la pénétration des vapeurs phosphorées dans l'organisme, pénétration qui a pour résultat d'occasionner des altérations profondes et mortelles des organes internes, et, de plus, une lésion spéciale et malheureusement fréquente : *la nécrose des os maxillaires*.

Pour prévenir d'aussi tristes conséquences, conséquences inévitablement liées à la continuation de l'emploi industriel du phosphore blanc ordinaire, substance éminemment vénéneuse, le Congrès, sur le rapport de la *Section de Médecine publique*, a adopté, parmi d'autres conclusions ayant trait à la prophylaxie, les deux propositions suivantes :

1^o Substitution, dans la fabrication des allumettes, du phosphore rouge amorphe au phosphore blanc ordinaire ;

2^o Défense, en attendant l'adoption universelle de cette mesure radicale, d'employer des enfants dans les ateliers où l'on manipule le phosphore.

M. Marjolin. Après les détails fort intéressants que M. le Dr Perrin vient de nous communiquer, sur les coutumes adoptées à l'étranger, relativement à tout ce qui touche la surveillance et l'hygiène des ateliers, je crois qu'il serait convenable, comme plusieurs d'entre vous, Messieurs, l'ont demandé, que le Conseil de la *Société de protection des Apprentis* fit quelques démarches auprès de la Commission supérieure, pour connaître où en est la question de la nomination des délégués, et ce qui a été fixé au moins pour le département de la Seine et en particulier pour Paris, dont les petits ateliers, surtout, fournissent un assez grand nombre d'accidents parfois tellement graves qu'ils nécessitent l'amputation d'un membre. Ainsi, sans parler des faits consignés dans le tome III des bulletins de la *Société de protection des Apprentis*, que j'avais observés pendant les années 1868 et 1869, je trouve dans mes notes que, dans l'espace de 9 ans, j'ai eu à soigner 44 garçons ayant eu les doigts écrasés par des engrenages, et certainement je suis bien au-dessous du nombre réel ; il y a eu au moins un quart en plus.

Je n'ai pas besoin d'ajouter que ce sont là les blessures les plus légères et que dans d'autres circonstances la main ou l'avant-bras ayant été broyés, il a fallu recourir soit à une amputation ou une résection, seul moyen de sauver la vie du malade.

En relisant mes notes, il y a un fait qui m'a frappé et dont mon honorable collègue le Dr Panas, chirurgien de l'hôpital Lariboisière, me rapportait récemment un exemple ; ce sont des enfants tout jeunes qui, entrant seuls dans les ateliers, ou avec leurs parents, sont blessés très-grièvement ; ainsi j'ai vu un enfant de 27 mois avoir les doigts écrasés.

Dans le cas de M. Panas, il s'agit d'une petite fille de 4 ans et demi qui s'étant faufilée avec son frère pour ramasser des copeaux, au moment de l'heure du dîner des ouvriers, se blessa à la main contre une scie circulaire, bien qu'elle fût arrêtée. D'après ces faits et d'autres que j'ai été à même d'observer, ne serait-ce pas le cas de recommander aux patrons et contre-maîtres d'interdire complètement aux enfants l'entrée de tout atelier où il y a des machines ?

M. Marjolin croit qu'il est indispensable, avant d'insérer dans le Bulletin, les accidents de fabrique consignés dans les journaux, de s'assurer d'abord s'ils sont réellement arrivés ; à l'appui de sa proposition, il cite le fait suivant : dans le courant du mois

d'avril dernier, une des feuilles les plus sérieuses rendait compte dans les termes suivants d'un accident ayant amené la mort en quelques heures.

« Dans une fabrique de moutarde de Bercy, l'un des ouvriers » voulant mettre en mouvement un pilon qui fait partie de la » machine et sert à triturer du poivre, a été saisi par sa blouse » et entraîné dans les engrenages au moment où, monté sur une » échelle, il cherchait à attacher une courroie sur l'arbre de trans- » mission. On s'est empressé d'arrêter la vapeur et de le dégager, » mais ses blessures étaient tellement graves qu'il n'a pas tardé » à succomber à l'hôpital Saint-Antoine, où il avait été trans- » porté. »

Notre collègue ayant eu à se rendre à cet hôpital, le jour même où cet article avait paru, comptait tout naturellement avoir des détails plus circonstanciés, afin de pouvoir vous en rendre compte. Or vérification faite, il eut la preuve que le récit était inexact et que le blessé n'avait pas été conduit à Saint-Antoine.

M. Marjolin. Depuis notre dernière réunion à la suite de nouvelles démarches faites auprès de mes collègues des hôpitaux, j'ai reçu les communications suivantes sans plus de détails : Dans le courant de mai, une jeune fille de 14 ans, travaillant dans un atelier de broderie pour robes, a eu le bras et l'index pris par une courroie; à son entrée à l'hôpital, on ne constate qu'une contusion du bras et une petite plaie de la première phalange de l'index.

Dans le même mois, on a conduit au même hôpital un garçon imprimeur âgé de 13 ans et demi, ayant eu la main prise dans la machine à imprimer; l'index de la main gauche a été écrasé et la dernière phalange complètement séparée.

J'ai remercié mon collègue d'avoir bien voulu me faire part de ces deux faits, mais, comme vous le voyez, il manque là tous les renseignements sur la manière dont l'accident s'est produit; quant aux suites ultérieures à ce moment, on ne pouvait rien conclure.

A cette occasion, je crois devoir vous citer une réflexion fort judicieuse qui m'était faite tout récemment par un de nos honorables confrères de la province, M. le Dr Notta, chirurgien de l'hôpital de Lisieux, ville, comme vous le savez, où il y a un assez grand nombre de fabriques.

Dans l'intérêt des deux parties, du patron comme de l'ouvrier,

et pour rester dans l'exacte vérité, toutes les fois qu'à la suite d'un accident on délivre un certificat, il faut se montrer très-réservé dans les conclusions au point de vue des conséquences futures : en un mot, il faut bien se garder de porter, soit de suite, soit après la guérison, un jugement définitif, mais faire ses réserves.

Ainsi il y a tel cas où, d'après la gravité et la nature des blessures, on pourrait se croire parfaitement autorisé à porter le pronostic le plus fâcheux et à dire que le blessé restera infirme toute sa vie et ne pourra jamais travailler, et c'est cependant dans ces circonstances que l'on peut se tromper complètement, témoin le fait suivant. Un ouvrier avait eu la tête prise entre deux cylindres et déformée par suite de la pression; de plus l'avant-bras fracturé en plusieurs endroits; après sa guérison il était resté épileptique. Vous prévoyez de suite les conséquences d'un pareil état, incapacité de travail, et comme conséquence inévitable pour les patrons, les indemnités à payer; or il advint qu'au bout de quelque temps, tous les accidents nerveux ayant disparu, le blessé put de nouveau reprendre, comme par le passé, ses occupations habituelles sans en être nullement incommodé.

Mais, par contre, le fait inverse peut se produire et, à la suite d'une blessure en apparence peu grave parfaitement cicatrisée ne laissant d'abord aucune gêne dans les mouvements, on est naturellement porté à conclure à la possibilité de reprendre ses travaux habituels et à ne demander que de faibles indemnités; or quelques mois sont à peine écoulés, que la cicatrice se modifie, se rouvre, on se rétracte, et alors l'incapacité de travail devenant évidente, l'équité oblige à modifier les conclusions du premier certificat. D'après cela il est évident que l'intérêt des deux parties commande d'apporter dans tous les certificats de blessures la plus grande réserve dans l'indication des conséquences non pas immédiates, mais futures. Dans le but de répondre aux intentions de notre honorable Président, et particulièrement pour voir si nous pourrions arriver à recueillir sur ces accidents de fabrique des documents aussi précis et aussi circonstanciés que ceux renfermés dans les comptes rendus de la Société de Mulhouse, j'ai relevé, sur le registre d'inscription d'un de nos grands hôpitaux, tous les accidents produits par des machines, depuis le 1^{er} janvier 1875 jusqu'au 14 avril. Le chiffre

s'élevait à 13; sur ce nombre et à cette époque, deux des blessés avaient succombé: il y avait des individus des deux sexes et de tout âge, appartenant aux industries les plus diverses: les seuls documents véritablement complets sont, outre l'état civil du blessé, le nom et l'adresse du patron chez lequel l'accident est arrivé.

Maintenant je crois devoir ajouter que ce relevé ne donne que les noms des individus admis au traitement interne, et qu'il ne mentionne pas les blessés venant se faire panser soit à la consultation, soit dans le courant de la journée: or ce n'est pas avec des documents aussi insuffisants que nous pourrions jamais arriver à une statistique raisonnée et véritablement profitable et ce qui est fort peu encourageant, c'est que nous devons nous attendre à retrouver, très-probablement partout, les mêmes lacunes et les mêmes imperfections,

NOTE SUR LE MONTE-COURROIE BIEDERMANN.

Par M. CHATEAU, membre du Comité des Accidents de fabrique.

Pour satisfaire au désir qui m'a été exprimé par notre Comité des Accidents de fabrique, j'ai examiné, avec attention, la note sur le nouvel appareil monte-courroies imaginé par M. J. Biedermann, directeur de filature, Maison Ant^{ne} Herzog et C^{ie} à Logelbach, près Colmar.

Nous ne pouvons que remercier vivement M. Biedermann du travail auquel il s'est livré, ainsi que des efforts et des dépenses qu'il a pu faire pour concourir au but que nous nous proposons tous, celui d'éviter les accidents de fabrique ou au moins d'en diminuer la fréquence.

La manœuvre des courroies se fait avec toute sécurité quand on arrête le moteur, mais ce mode en général n'est point praticable, chaque outil commandé par la machine à vapeur ayant besoin d'être débrayé souvent plusieurs fois par heure. Il faut donc admettre, en principe, que les courroies doivent pouvoir être alternativement mises en mouvement et en repos sans ralentir ou suspendre l'action du moteur. La manœuvre des courroies dans ces dernières conditions offre certainement des dangers réels et d'autant plus à craindre qu'ils peuvent se répéter souvent, l'ouvrier étant dans la nécessité d'embrayer et de débrayer plusieurs fois son outil dans la journée. Pour y remédier, M. Biedermann, après les tentatives du même genre de

M. Herland, de M. Y. Durand et de M. Beaudoin, a cherché à établir un système simple et efficace de monte-courroies.

A première vue, son appareil est d'une grande simplicité et comme il le dit lui-même, il est facile à appliquer et peu coûteux. Il se compose d'un croissant ou demi-circonférence en fer forgé avec un montant fixé au plafond ou à une autre pièce d'appui au moyen de tire-fonds. Le croissant, dans une situation immobile, épouse la courbure de la poulie en mouvement et est armé de broches fixes qui pénètrent un peu sous la jante de cette poulie et qui doivent soutenir la courroie au repos. Il suffit pour opérer le montage de cette dernière d'engager avec une perche, selon l'habitude ordinaire, le brin montant sur la poulie en mouvement. Cet appareil semble fondé sur le même principe que le monte-courroies Beaudoin, mais il diffère principalement des systèmes proposés, tant par M. Beaudoin que par MM. Herland et Durand, en ce qu'il se compose exclusivement de pièces fixes.

Toutefois, comme toutes celles proposées jusqu'à ce jour, la combinaison nouvelle de M. Biedermann, bien qu'ingénieuse en principe, n'est point exempte d'inconvénients dans l'application. Voici les objections qu'elle peut soulever :

1° L'ensemble manque absolument d'élasticité, tous les organes étant fixes, ce qui, suivant nous, constitue un défaut, à cause du fonctionnement brusque et des chocs qu'on ne peut éviter et qui pourront compromettre la solidité du système.

2° Il faut nécessairement à proximité de la poulie en mouvement, un point fixe de suspension.

3° Si ce point d'appui est éloigné et si la tige qui relie le croissant au plancher ou à un pilier est un peu longue, elle se faussera très-facilement, aucune opération n'étant plus sujette à donner des chocs que le montage d'une courroie en marche.

La tige étant faussée, il pourra arriver que les broches fixes heurtent la jante ou les bras de la poulie en mouvement ; on peut facilement se figurer la gravité des suites d'un tel accident, quand on songe que les arbres de transmission font en moyenne 70 à 100 tours et plus par minute. Il y aurait ainsi à redouter, non-seulement la rupture de l'appareil fixe et de la poulie, mais encore la projection des morceaux par l'effet de la forge centrifuge. Le danger dans ce cas ne menacerait pas sim-

plement l'ouvrier faisant la manœuvre, mais pourrait s'étendre au loin à ses camarades.

4° Il ne serait pas impossible que la courroie au moment du débrayage, au lieu de se reposer doucement sur les broches fixes en saillie, ne s'accrochât avec elles, ce qui pourrait disloquer instantanément le système en produisant une rupture et une projection du genre de celles décrites plus haut.

Il ne nous semble donc pas démontré que l'appareil de M. Biedermann soit préférable à la poulie-folle dont l'emploi est très-répandu, très-recommandé et très-efficace. Si cette dernière laisse à désirer sous certains rapports, nous croyons qu'elle ne peut donner lieu à des accidents aussi graves que ceux précédemment signalés, et que son emploi offre moins de chances de danger, surtout pour les poulies de grands diamètres avec des courroies de fortes dimensions et très-tendues.

Nous ne formulons ces objections que sous toutes réserves n'ayant point vu fonctionner l'appareil de M. Biedermann; elles nous ont été suggérées par l'expérience que nous avons de monte-courroies Herland et Durand, qui n'ont pas, il est vrai, grande analogie avec celui de M. Biedermann, mais qui ont également pour but de résoudre le difficile problème de faire passer instantanément de l'immobilité à une vitesse considérable, les pièces mobiles d'un outil plus ou moins lourd. Il est vrai aussi qu'il n'est pas à notre connaissance qu'on ait fait quarante applications successives de ces derniers systèmes dans la même usine, comme cela a eu lieu pour M. Biedermann, et l'expérience est sans contredit d'un grand poids, quand il s'agit de machines nouvelles. Ajoutons à cela que les accidents que nous redoutons paraissent bien moins à craindre ou tout au moins ne pas devoir entraîner d'aussi graves inconvénients, avec des poulies de petits diamètres appelées à transmettre peu de force, et avec des courroies peu larges et peu tendues, comme celles ordinairement employées dans les filatures. Pour en bien juger, il faudrait certainement voir fonctionner l'appareil; jusque-là nous n'exprimons que des craintes.

Nous n'en transmettons pas moins à l'inventeur tous nos remerciements et nos encouragements pour ses tentatives dans le sens que nous poursuivons tous, de préserver la vie des ouvriers et de diminuer autant que possible les accidents de fabrique.

INSTITUTIONS CRÉÉES DANS L'INTÉRÊT MORAL ET MATÉRIEL

DES APPRENTIS

ET DES ENFANTS EMPLOYÉS DANS L'INDUSTRIE.

ENSEIGNEMENT PROFESSIONNEL.

SOCIÉTÉ D'ENCOURAGEMENT DE LA BIJOUTERIE, DE LA JOAILLERIE
ET DE L'ORFÈVREURIE.

L'Association établie à Paris sous la dénomination de *Société d'encouragement de la bijouterie, de la joaillerie et de l'orfèvrerie*, est déclarée établissement d'utilité publique.

ÉCOLES PROFESSIONNELLES POUR LES INDUSTRIES DU BATIMENT.

Les Chambres syndicales des entrepreneurs des industries du bâtiment viennent de faire une démarche auprès de la Société centrale des Architectes pour l'inviter à reprendre un projet formulé en 1874, et lui offrir leur concours pour sa réalisation.

Il s'agit de l'établissement d'un groupe d'Ecoles professionnelles pour les industries du bâtiment.

Cette heureuse idée est due à M. Lehmann, architecte, et la nouvelle initiative fait honneur aux Présidents des Chambres syndicales qui l'ont prise.

CHAMBRES SYNDICALES.

Chambre syndicale de la Bijouterie-imitation.

Fondation d'une École gratuite de dessin et de moulage.

La Chambre syndicale ayant voté, à l'unanimité, le projet de la Commission nommée par elle pour la création d'une École de dessin spéciale à cette industrie, et les fonds nécessaires à une première installation étant souscrits, cette École est ouverte et fonctionne depuis le lundi 6 mars, rue du Perche, n° 8 (8 heures du soir).

Tous les membres de la corporation et des industries qui s'y rattachent ont le droit d'y faire entrer leurs apprentis *gratuitement*.

Les mêmes avantages sont offerts aux ouvriers qui voudraient suivre cette École.

Les élèves peuvent se faire inscrire chez M. *Topart*, rue Chapon, n° 31, sur la présentation de la signature de leur patron.

La Chambre syndicale invite tous les membres de l'industrie à envoyer à cette école leurs apprentis et à communiquer le présent avis à leurs ouvriers.

Le Président,

PIEL.

Les Membres de la Commission : *Essique, Topart, Carmant, Lejolliot, Léon Jullien, Mascuraud.*

Dans sa séance du 1^{er} mars, à la veille de l'ouverture de son École de dessin, M. le Président Alex. *Piel* donne lecture du règlement de son École de dessin. Après quoi quelques membres s'occupent des détails complémentaires pour sa bonne organisation.

Le règlement demandant chaque trimestre la nomination de deux membres visiteurs-délégués, la Chambre choisit, pour les mois de mars, avril et mai, M. Jullien (Léon), membre de la Commission, et M. Hémery, membre de la Chambre.

Le banquet de la Chambre syndicale de la bijouterie imitation a eu lieu le 27 mars.

M. Piel, Président, s'est exprimé en ces termes :

Messieurs,

Puisqu'il est d'usage, dans un banquet, que le Président adresse quelques paroles aux convives qui ont bien voulu honorer de leur présence notre petite réunion, ce dont je les remercie, je vais, si vous le permettez, vous adresser quelques mots fort courts, mais tous relatifs à notre École de dessin, qui est notre actualité à nous.

Vous savez, Messieurs, que quelques mois après la formation de notre Chambre syndicale, et tous animés du désir de faire quelque chose d'utile à notre corporation et ne craignant pas, cette fois, d'imiter la Chambre de la bijouterie-joaillerie, un de nos collègues proposa la fondation d'une École de dessin, lors même qu'elle ne serait pas aussi complète que celle de la bijouterie or, car notre corporation n'est pas aussi riche que la leur. Nous avons tous applaudi à cette proposition.

Je suis heureux de vous rappeler que ce projet fut adopté à l'unanimité; une Commission fut nommée et elle entra de suite en fonctions.

Je passe sous silence les démarches infructueuses, pour ne me rappeler que les résultats obtenus.

Les résultats obtenus, Messieurs, c'est notre École gratuite ouverte depuis le 6 mars. Elle est encore bien jeune pour vous en parler ; laissez-moi seulement vous dire que les membres de la Commission chargés de l'École en sont satisfaits, et nous espérons qu'elle sera, pour bien des élèves, une source de savoir et peut-être de prospérité.

Nous avons aussi l'intention d'encourager nos élèves par des prix. Je vous dirai que l'École était à peine ouverte, que je recevais une lettre contenant une offre de 50 francs à décerner comme prix à l'élève le plus méritant. Ce prix, Messieurs, est donné en souvenir d'un associé mort par l'associé restant. Il y a là un enseignement moral qui n'échappera pas, j'en suis sûr, à l'intelligence de nos jeunes élèves.

Il y a encore d'autres prix qui me sont promis, mais l'heure n'est pas venue de les divulguer.

Vous voyez, Messieurs, qu'il y a des encouragements pour tout le monde, petits et grands.

Nous avons aussi, à la tête de notre École, un professeur qui a fait ses preuves, ce qui nous permet d'espérer un bon résultat pour nos élèves.

Ces résultats obtenus, Messieurs, à qui les devons-nous ? C'est à notre Groupe réuni en Chambre syndicale, c'est à vous tous qui, répondant à l'appel de la Chambre et comprenant l'utilité de cette École, avez bien voulu souscrire pour sa fondation ; c'est aussi, et pour beaucoup, aux membres de la Commission, aux courageux quêteurs, et enfin, Messieurs, à M. Pascal Bonnin, qui, heureux de concourir à la fondation de notre École, ce lien qui doit nous réunir tous, n'a jamais reculé devant les demandes que la Commission lui a faites : imprimés de toutes sortes, et cela renouvelé assez souvent ; et si M. Bonnin ne nous avait pas promis son concours généreux, il est probable, Messieurs, que notre École ne serait pas encore ouverte. Je suis donc heureux que sa présence à notre banquet me permette de lui en offrir ici, au nom de tous, nos remerciements bien sincères.

Je vous propose donc un toast à *M. Pascal Bonnin et à tous ceux qui ont souscrit pour la fondation de notre École.*

Cette allocution a été accueillie par de nombreuses marques d'approbation et des applaudissements répétés de toute l'assistance.

M. Pascal Bonnin remercie M. le Président et porte un toast en ces termes :

« Messieurs,

Je porte un toast au succès de l'École de dessin, que votre Chambre syndicale a fondée.

Dans une industrie où le travail est presque tout, et la matière

bien peu de chose, il fallait une pépinière d'artistes, c'est-à-dire une École de dessin.

Tous les membres du Groupe de la Bijouterie imitation le désiraient ; vous avez donc répondu au vœu de ceux qui vous ont élus.

En acceptant le mandat que vos collègues vous ont donné, vous vous étiez promis de vous rendre utiles ; vous n'y avez pas manqué, Messieurs, car non-seulement vous avez établi au milieu de vous un centre d'action puissant, un tribunal de famille, mais vous avez assuré à votre industrie des ouvriers qui lui feront honneur dans l'avenir.

Votre Chambre syndicale a donc bien mérité de son industrie. Croyez-le bien, les Syndicats parisiens sont destinés à une longue et glorieuse carrière ; il viendra un temps où l'histoire tiendra plus de compte des choses utiles que de vains discours ou de stériles agitations.

Alors votre Chambre syndicale aura grandi, et sera entourée de tous les hommes honorables qui se tiennent encore à l'écart. On se souviendra qu'une œuvre utile fut fondée par elle sous le présidence et par les efforts persévérants d'un homme de bien qui s'appelait Piel, à qui je suis heureux de pouvoir adresser aujourd'hui mes sincères et cordiales félicitations.

Ces paroles sont unanimement applaudies.

Notre collègue, M. Léon Jullien, ne nous a pas oubliés cette année ; compositeur infatigable, il avait fait pour la circonstance et nous a récité, avec la conviction que chacun lui connaît, les vers suivants :

La charité n'était que l'aumône jadis,
Un moyen de gagner sa place au paradis,
Et c'était un progrès, ce don du christianisme ;
Aujourd'hui la raison, dédaignant l'égoïsme,
Ne veut plus, dans le bien même, qu'on pense à soi,
Elle met dans les cœurs une plus noble loi,
Celle qui dit, en tout, que l'homme, sur la terre,
Du bien possible doit se montrer solidaire ;
Qui veut qu'en secourant toujours la pauvreté,
On cherche à relever surtout l'humanité ;
Qui dit enfin, Messieurs, qu'à l'époque où nous sommes,
La bonne charité, c'est de former des hommes,
En leur mettant en main l'outil, dans l'avenir
Qui peut au sort meilleur les faire parvenir !
N'est-ce pas le moyen aussi que notre France
Conserve son renom et sa prépondérance,
Que de grandir encor, cher trésor du passé,
Le goût fin, délicat, par nos pères laissé ?
Eh bien, pour le transmettre à nos enfants, sans doute
Pour qu'ils puissent encore en élargir la route,
Il faut persévérer dans notre beau dessein
De faire à nos enfants apprendre le dessin !

Apportons-lui nos soins, notre cœur, notre obole...
Je bois à l'avenir de notre jeune École !

Inutile de dire que ces vers ont été accueillis avec une vive sympathie et l'enthousiasme qu'ils méritent.

Un des convives, voulant prouver tout l'intérêt que la Chambre porte à notre jeune École, et encourager les élèves autant que possible, propose de faire une quête ayant pour but de former un prix annuel, désigné sous le titre de « prix du banquet. »

Cette proposition est acceptée avec empressement, et il est recueilli, séance tenante, une somme de cinquante-cinq francs, remise au trésorier.

Avant de se séparer, plusieurs membres rappellent l'idée émise déjà l'année dernière de donner un bal à la suite du banquet.

Après de nombreuses observations, il est unanimement décidé que notre prochaine fête coopérative sera suivie d'un bal au profit de notre École de dessin.

On se sépare à 11 heures et demie, heureux de cette soirée dont chacun gardera un bon souvenir.

Chambre syndicale de la Chaussure.

Dans sa séance du 1^{er} février, M. le Président *Touzet* a donné lecture du Programme de la 3^{me} *Fête de l'Enfance ouvrière*, fête qui sera donnée par la Société de protection des Apprentis.

« Nous sommes appelés, a-t-il ajouté, à désigner les candidats aux récompenses qui seront décernées dans cette réunion. »

M. le Président a remis à chacun des membres présents un exemplaire du Programme et un bulletin de souscription.

Chambre syndicale de la Ganterie et des Peaux pour gants.

Dans la séance du 13 mars, M. le Président *Boussard* a donné lecture d'une lettre de la *Société de protection des Apprentis et des Enfants employés dans les manufactures*, et prie instamment les membres de la Chambre de lui adresser, avant le 1^{er} avril, les noms des contre-maîtres et contre-maîtresses qu'ils peuvent avoir à présenter comme dignes des récompenses accordées par cette Société, pour leurs soins assidus et leur constant dévouement aux apprentis qui sont sous leurs ordres.

Chambre syndicale de l'Horlogerie.

Distribution des récompenses aux Ouvriers et aux Apprentis ;

— *Projet d'une École technique de l'horlogerie.*

Le 9 février dernier, la Chambre syndicale de l'horlogerie

réunie dans la salle du Grand Orient, sous la présidence de M. DIETZ-MONNIN, a distribué aux Ouvriers et aux Apprentis désignés par le Jury des récompenses (1), les prix et les médailles que, depuis quelques années déjà, elle a l'habitude d'accorder aux ouvriers les plus méritants qui sont occupés dans cette industrie.

Ces prix, très-nombreux, et pour la plupart d'une valeur assez considérable, sont généreusement offerts par quelques-uns des représentants les plus autorisés de l'horlogerie parisienne, et montrent combien ces industriels tiennent leur métier en honneur et désirent lui conserver le rang élevé qu'il a su conquérir en France et en Europe.

Citons parmi les récompenses accordées aux ouvriers :

Les prix PIERRET. — Le 1^{er}, *cinq cents francs* en espèces, et le 2^e, une médaille d'or de 100 francs ;

Le prix JAPY, MARTY et ROUX. — Médaille d'or de 300 francs ;

Le prix BROWN. — Médaille d'or de 250 francs ;

Les prix RODANET, GUILMET, SANDOZ. — Chacun une médaille d'or de 100 francs ;

Le prix SAUNIER, — *Deux Traités complets d'horlogerie*. — Valeur : 100 francs ; et d'autres médailles d'or, d'argent et de bronze, d'une valeur inférieure aux précédentes.

Les travaux des Lauréats dénotaient pour la plupart un réel mérite.

Le prix PIERRET, de 500 francs, a été obtenu par *Jean Taffard*, ouvrier chez MM. GAY et VICARINO, qui a présenté un régulateur à secondes sonnant les trois quarts, d'une exécution très-finie.

Les apprentis récompensés étaient au nombre de 10. Parmi ceux dont les ouvrages ont plus spécialement fixé l'attention du Jury, citons :

Alphonse Marin-Cudraz, médaille d'or de 50 francs, et un *Traité d'horlogerie* de 50 francs, offerts par MM. DROCOURT et SAUNIER, pour l'ensemble de son travail comprenant des blancs roulants, des pièces finies et des pièces détachées ;

Camille Auboin, élève de M. SCHJOTT, *Albert Marin-Cudraz* et *Jules Delaballe*, élèves de M. DELÉTAINE, qui se sont partagé le prix OLIVIER. Le 1^{er}, pour l'exécution d'un roulant avec échappe-

(1) Ce Jury était composé de MM. Saunier, A.-H. Rodanet, G. Sandoz, Drocourt, H. Lepaute, Redier, Dumoulinneuf, Cartier, Brown, Guilmet, Pierret et Lefebvre.

ment à cylindre; le 2^e, pour un grand modèle d'échappement à cylindre et le 3^e pour un roulant de montre de poche avec échappement à cylindre;

Georges-Charles Manet, élève de M. BROWN. — Prix LEFEBVRE et FILS, Médaille d'or de 50 francs pour un échappement à ancre pour montre de poche avec levées en acier.

Diébolt, élève de MM. GAY et VICARINO. — Médaille d'argent offerte par la Chambre, pour la fabrication d'outils comprenant un fil à plomb en cuivre, une fraise, un outil à graduer et un compas à chariot, ainsi qu'un mouvement de pendule avec échappement à roulant;

Saulay, médaille d'argent pour un échappement Graham.

Edouard Roger, élève de M. AUGUSTE LEROY à Caen. — Prix SANDOZ, Médaille de bronze et un Livret de la Caisse d'Épargne de 25 francs, pour un roulant de montre d'une exécution très-soignée.

Cette distribution avait été précédée d'une allocution de M. JAPY, Président de la Chambre syndicale, l'éminent industriel si connu dans le monde de l'horlogerie.

M. JAPY, après avoir fait ressortir le but et l'utilité de la Chambre syndicale, les services déjà rendus à la cause de l'horlogerie, ceux plus grands encore qu'elle rendra dans l'avenir en facilitant, par le rapprochement des patrons, l'étude plus complète des besoins de la corporation, aborde le sujet que depuis quelques années elle étudie avec tant de sollicitude : la création d'une École professionnelle pour les enfants de l'horlogerie.

Voici les passages les plus importants de son discours, qui ont trait à cette création tels que les a reproduits la *Revue Chronométrique* dans son numéro de février 1876. (1)

Un autre but que nous poursuivons sans relâche et avec acharnement, il faut le dire, c'est celui dont nous avons longuement parlé l'année dernière : la création d'une École d'horlogerie à Paris.

C'est là, en effet, la grande et sérieuse raison d'être de notre Chambre.

Notre belle industrie, Mesdames et Messieurs, est certainement entre toutes une des plus élevées et des plus intelligentes. Elle touche

(1) La *Revue Chronométrique* est publiée à Paris par M. SAUNIER, vice-président de la Chambre syndicale, ancien Directeur de l'École d'horlogerie de Mâcon, dont les savants travaux en mécanique de précision sont si justement appréciés de toutes les personnes qui s'occupent de la montre et de la pendule.

à la science, à l'art; pas une plus qu'elle n'a produit des chefs-d'œuvre de goût, d'ingéniosité. Importante par ses résultats, elle produit, en même temps, un objet de première nécessité; on ne peut maintenant se passer de connaître l'heure à chaque instant de la vie, en même temps aussi qu'elle produit un objet de luxe, d'ornement et d'agrément.

Nous voyons, en effet, nos produits, Messieurs, dans les mains du plus modeste d'entre nous; nous les voyons s'étaler richement ornés, à vos ceintures, Mesdames; nous les trouvons sous toutes formes, servant de prétexte à une quantité de fantaisies, objets d'art et d'ornement, de bijoux d'utilité et de futilités; ils sont nécessaires à tous les besoins de la vie moderne.

La science, la marine, l'industrie, les chemins de fer, partout et toujours, nous sommes certains d'être là.

Pas une industrie plus que celle-là n'exige d'habileté de main, de goût, d'efforts d'invention, d'intelligence. Pas une n'a plus produit de résultats merveilleux, de procédés mécaniques remarquables, de variété dans les résultats.

Au point de vue commercial, notre industrie tient également un rang élevé. Par le nombre considérable de personnes qu'elle occupe, par le chiffre énorme d'affaires qu'elle produit, par la variété considérable d'industries qui en dépendent, nous pouvons affirmer que l'horlogerie est une des plus belles et des plus grandes industries françaises.

Paris, vous le savez, Messieurs, quoique n'étant pas le seul centre d'horlogerie en France, est de beaucoup le plus important et est le seul du reste, ou à peu près le seul, pour la pendule, et, si pour la montre, il n'est pas le plus grand centre de production, il en est sûrement le marché le plus important. En outre, en grosse horlogerie et en chronométrie, il occupe également le premier rang. Eh bien, Messieurs, est-il possible d'admettre que dans ce centre si important, si plein de ressources, si plein de vie, il n'existe pas une seule École d'horlogerie?

Vous le savez, Messieurs, la nécessité de travailler à bon marché, la concurrence étrangère, les procédés purement mécaniques qui augmentent sans cesse, présentent un danger. Le danger grave auquel nous courons, c'est de voir disparaître petit à petit les véritables horlogers, les artistes du métier. Un seul moyen réel, pratique, tout indiqué, d'empêcher ce mal, c'est évidemment la création d'une École d'horlogerie à Paris.

C'est pour cela, Mesdames, que l'année dernière nous réclamions déjà votre bienveillant concours; nous vous en prions, prenez cette idée sous votre protection, aidez-nous à réussir; si vous le voulez, tout ira bien.

Ce que nous vous demandons, Mesdames, c'est de faire un grand

bien, non pas une bonne œuvre ordinaire, banale, inintelligente, mais une bonne œuvre, utile, pratique, digne, qui portera les meilleurs fruits avec les meilleurs résultats.

Il suffit, Mesdames, sûrement, de vous indiquer une semblable voie pour être sûr que vous la suivrez avec ardeur ; c'est là notre vœu le plus sincère.

Si nous pouvions, Messieurs, vous convaincre de la grande utilité de cette œuvre, si tous, dévoués à l'avenir de notre industrie, vous voulez bien réfléchir à l'importance de ne pas laisser choir notre art, à la nécessité absolue de créer des apprentis, des élèves sérieux, de les maintenir dans un milieu intelligent, dans l'amour de leur métier et ainsi, par une bonne direction, d'en faire des hommes honnêtes, laborieux, aimant le bien, et ainsi de nous assurer un noyau d'habiles praticiens, afin qu'aucun pays ne puisse ravir à l'horlogerie parisienne sa réputation méritée ; si tous, Messieurs, vous voulez bien penser un instant à cela, tous nous n'en doutons pas, vous serez des nôtres. Non-seulement vous voudriez vous unir à nous de cœur, mais encore participer matériellement à nos efforts. »

Nous trouvons d'autre part, dans la Revue Chronométrique de 1874, le projet d'École d'enseignement technique dont M. JAPY vient d'entretenir l'assemblée, et qui avait été présenté à la Chambre syndicale par M. SAUNIER, à la suite des travaux auxquels s'était livrée la Commission spéciale nommée pour étudier cette question.

M. SAUNIER, après avoir constaté avec la Commission :

1° Que les moyens offerts aux jeunes gens pour faire de bons apprentissages sont actuellement insuffisants ;

2° Qu'on rencontre de grandes difficultés quand on veut concilier dans une juste mesure les intérêts des patrons et ceux de l'apprenti, cherche les moyens d'y remédier et propose, comme seule pratique, la création d'une École technique pour les apprentis. Puis, discutant les procédés actuels de l'enseignement, il fait entrevoir l'insuffisance des moyens de réforme employés jusque-là,

Les cours publics, fréquentés le plus souvent par des enfants d'une instruction primaire négligée, sont incomplets ou mal suivis, et incapables, dans tous les cas, d'introduire de l'unité dans l'enseignement pratique par suite de la diversité des méthodes employées par les patrons ;

Les encouragements et les prix donnés aux ouvriers et aux apprentis sont d'une portée douteuse, suffisants sans doute pour

encourager l'assiduité et stimuler le travail, mais incapables de substituer à la routine les méthodes précises et raisonnées dont le métier a surtout besoin ;

Les Écoles d'horlogerie entretenues par l'État, dont on ne veut du reste méconnaître ni l'utilité ni la bonne direction, sont inaccessibles pour la plupart à la classe ouvrière, insuffisantes quant aux besoins, et produisant plutôt des chefs d'ateliers et des patrons que des ouvriers.

M. Saunier expose ensuite avec l'autorité et la compétence que lui donnent ses anciennes fonctions de Directeur de l'École d'horlogerie de Mâcon, les conditions de l'apprentissage, telles qu'il voudrait les voir essayer.

Possibilité d'abrégier la durée de l'apprentissage, ou de le rendre plus complet dans le même temps.

De la direction du travail.

La méthode d'instruction pratique dans notre système est basée sur cet axiome : on ne fait vite et bien que ce que l'on a fait un nombre suffisant de fois pour acquérir et garder dans l'exécution ce qu'on nomme le tour de main. Ce fait d'observation constaté, nous ajoutons que les travaux qui n'exigent pas de soins, les dégrossissages, etc., sont nuisibles aux progrès de l'élève et lui font perdre du temps.

Deux exemples à l'appui :

Un apprenti ébauche, sous les yeux du maître, une roue de cylindre, il l'estropie au fendage ; une deuxième, puis une troisième éprouvent le même sort : l'une au croisage, l'autre à la trempe ; enfin, après plusieurs semaines de travail, l'élève avait réussi péniblement à faire une roue passable, et il tremblait rien qu'à la manier.

Le maître fit préparer par un autre apprenti, au même degré d'avancement que le premier, trente disques d'acier. Puis, trente fois de suite lui fit faire et de plus en plus rapidement, chaque opération successive : creuser l'intérieur, former le rebord, croiser, fendre, etc. Au bout du même temps qu'avait employé le premier apprenti, le second avait achevé une demi-douzaine de bonnes roues et sa main était aussi sûre que celle de l'autre était hésitante. Bénéfice pour le second, six fois plus de bon travail et de l'expérience, de la fermeté dans l'exécution proportionnellement. L'ébauchage, le dégrossissage de la matière n'est utile absolument qu'aux débuts. Par exemple, lorsqu'on veut lui faire faire une roue, on donne à l'élève un morceau de laiton, qu'il fait rond à la lime ; puis il enlève la croûte dure de la surface avec une lime médiocre et, ensuite perce des trous qu'il agrandit avec l'écarissoir ou la queue-de-rat, pour former les vides

des croisées. Ce travail assez long, et qui ne demande ni soins, ni précision, est fait par l'apprenti, généralement, sans qu'il y mette, comme on dit, ni goût, ni grâce. La seule opération délicate et qui lui forme la main consiste à terminer la roue en limant correctement les barrettes et en formant nettement les angles. N'eût-il pas mieux valu lui donner tout de suite un certain nombre de roues grossièrement découpées? Il eût fait le triple de travail utile dans le même temps.

Voilà, exposé en peu de mots, tout le secret de notre méthode d'enseignement pratique. C'est une application à l'apprentissage du principe de la division du travail, avec suppression de toutes les opérations qui prennent du temps sans améliorer la main-d'œuvre.

Il faut y comprendre toutefois un outillage bien approprié au genre de travaux d'horlogerie usuelle, et le maniement précoce et fréquent des outils à fonctions multiples, surtout du tour universel. Ses mouvements combinés, quoique différents, occupant les deux mains, sont très-propres à développer le tact, la sensibilité manuelle. Chaque main devant y travailler, pour ainsi dire, pour son propre compte, on détruit par l'usage de ce tour, et bien plus vite qu'en employant l'archet seul, cette tendance qu'aux débuts a chaque main à suivre les mouvements de l'autre.

La méthode dont nous proposons l'adoption n'est pas si neuve qu'on pourrait le croire avant réflexion, et en effet, que voyons-nous dans les fabriques? Celui qui veut posséder à fond son métier l'apprend successivement chez une demi-douzaine de spécialistes, et débute chez tous par l'emploi de leurs outillages et de leurs procédés particuliers.

Vaudrait-il mieux qu'il en fût autrement? pourrait-on arriver au même but par d'autres moyens? Nous n'affirmons rien; c'est à nos contradicteurs de donner réponse. Ce que nous savons, c'est qu'on n'a guère l'embarras du choix dans les procédés et que l'apprentissage d'un ouvrier ne peut pas durer six ans. Il faut le rendre capable plus tôt; c'est-à-dire qu'il faut adopter un mode d'instruction en rapport avec les exigences de l'industrie moderne. Là est l'avenir prospère de notre industrie.

Organisation des ateliers futurs.

Nous aurions deux sortes d'ateliers : dans l'un, on s'occuperait d'ajustage et de tournage; dans l'autre, on enseignerait l'horlogerie proprement dite.

Premier atelier dit de la lime ou du tour.

Une remarque, qui a été faite souvent, c'est que les élèves horlogers qui ont appris à limer et à tourner dans les grands ateliers où se construisent les appareils télégraphiques ou les instruments de précision, pratiquent la lime et le tour beaucoup mieux et plus vite que les apprentis des horlogers. Il y aura donc économie de temps et

avancement plus rapide pour l'apprenti, en le faisant débiter dans un atelier spécial.

Une circonstance heureuse qui nous permet de réaliser tout de suite cette innovation, c'est l'existence de l'École industrielle du boulevard de la Villette. A la suite d'une entente avec la Chambre des Arts de précision, nous pourrions espérer qu'il serait mis à notre commune disposition, dans cette École, un certain nombre de places, où seraient installés nos débutants pour six mois ou un an, — le chiffre est à discuter.

Deuxième atelier dit d'apprentissage et de perfectionnement.

Puisque nous n'aurons plus à préparer des apprentis, notre tâche devient bien plus simple et bien plus facile. L'Établissement n'admettra que des élèves ou ouvriers sachant limer et tourner suffisamment bien.

Trois divisions seraient établies :

1^{re}. — Ébauches, finissages, pièces détachées de rouages et de cadratures, pour montres et pendules.

2^e. — Echappements, repassage, réglage.

3^e. — Réparations diverses de pièces d'horlogerie dénommée *Rhabillage*.

Dans tous ces ateliers serait mis en pratique le principe de la division du travail, et la suppression des opérations de dégrossissage qui, ainsi que nous l'avons fait remarquer, ne peuvent en rien rendre la main-d'œuvre plus habile et plus sûre. On fera une énorme économie de temps en employant des *découpes* d'acier et de laiton, des aciers décolletés, etc.

Par l'emploi de découpes, etc., dans le temps qu'eût employé l'élève à faire une montre ou une pendule, il en fera facilement vingt fois plus et aura acquis de l'expérience en proportion.

L'atelier de réparation (rhabillage) serait organisé de la manière suivante, et toujours d'après les mêmes principes :

On équilibrerait le nombre de jeunes gens de telle façon que chacun ne fit qu'un travail déterminé, tel que : examiner et démonter ; — rouler les pivots ; — boucher les trous et refaire les engrenages ; — nettoyer ; — remonter ; — régler.

Les pièces détachées seraient exécutées dans l'un des deux autres ateliers.

Chaque élève serait employé, durant un temps normal à déterminer, à faire la même opération, et passerait successivement d'une place à l'autre. Cet atelier produirait tout de suite, et il serait une pépinière de rhabilleurs très-habiles, instruits et travaillant proprement, ce qui est assez rare, comme on sait.

Conditions d'admission.

Admission à l'École municipale.

Nous ne pouvons poser de chiffres ici, parce qu'une démarche offi-

cielle devrait être faite par la Chambre syndicale. Mais nous croyons pouvoir assurer que cette démarche serait accueillie, et que les frais occasionnés par le séjour de nos quelques apprentis à l'École industrielle municipale serait peu de chose.

Admission aux ateliers d'apprentissage et de perfectionnement.

Ne seront admis présentement que les externes (1); et pour être admis ils devront : ou sortir de l'atelier d'ajustage, ou faire la preuve qu'ils savent suffisamment bien limer et tourner.

L'apprentissage est complet ou spécial. L'apprentissage complet est de quatre ans quand il comprend la montre et la pendule. Il est de trois ans pour la pendule seule.

Le temps de la durée de l'apprentissage spécial est déterminé d'après la spécialité à laquelle s'adonnera l'élève, et le degré de ses connaissances et de son habileté de main. La règle est à établir.

L'élève paiera : — Pour l'apprentissage complet, et d'avance, 6 fr. chaque mois. Il versera en outre pour son outillage personnel : l'ouvrier en montre, 130 francs; le pendulier, 100 francs, payables la moitié en entrant, le troisième quart au commencement de la deuxième année, et le reste au commencement de la troisième. Selon ses ressources, la Chambre pourra exonérer des apprentis, totalement ou en partie, de cette charge.

Pour l'apprentissage spécial, et si l'engagement est au moins d'une année, 10 francs par mois; s'il est moindre d'une année, 20 francs par mois.

Ces élèves devront se procurer, à des prix indiqués d'avance, les outils dont ils auront besoin, et consacrer le temps nécessaire à la mise en bon état de ceux qu'ils posséderont.

Les travaux de tous les élèves appartiendront à l'atelier, qui fournira les matières premières.

Outillages.

Outillages appartenant à l'atelier.

Deux gros tours menés à la roue; — trois tours universels; — un outil à fendre d'un fort volume, afin de servir pour les rouages de pendules; — une machine à arrondir à mouvement continu; — une petite machine à percer; — deux forts compas aux engrenages; — un tas, un marteau à écrouir; — un gros étau à pied; — trois ou quatre jeux d'écarrissoirs; — environ six douzaines de limes par élève. Total : à peu près 2,000 francs.

(1) Une Institution dont la Chambre de la Tabletterie a pris l'initiative, et qui aurait pour objet de fournir, à peu de frais, le vivre et le couvert aux apprentis peu aisés, ou éloignés de leur famille, est en voie de formation. Si cette généreuse entreprise réussit, nos ateliers pourraient recevoir tout de suite des élèves étrangers à Paris.

Outillage appartenant à l'élève.

La base de l'outillage personnel de l'élève devra être un tour, exécuté sur des proportions bien raisonnées, pouvant être mené à l'archet et à la roue. L'établi sera pourvu à cet effet d'une roue à main (la Chambre syndicale s'entendra avec un fabricant pour ces objets; c'est-à-dire pour faire exécuter des modèles : l'un pour le travail de la montre et l'autre pour celui de la pendule). Tous les accessoires nécessaires à ce tour seront exécutés par l'élève. Il doit s'habituer de bonne heure à avoir, et en bon état, un outillage bien agencé; le moins compliqué possible et d'un emploi toujours facile.

En outre du tour, il recevra les menus outils tels que : étaux d'établi et à main; — pinces; — compas à pointe ou à coulisse; — marteau; — calibre à pignon; — microscope; — compas d'épaisseur; — burins; — chalumeau; — pierre à aiguiser; — archet, un paquet de cordes à boyau; — une douzaine de petites limes; — des écarrissoirs; — manches, etc.

En outre, pour ceux qui feront la montre : un compas aux engrenages; — un outil à planter; — un perce-droit et le tour à pivoter; — de l'acier et du laiton pour les accessoires du tour, etc.

Cet outillage reviendrait à l'établissement : pour un pendulier, environ à 100 francs, et pour ouvrier en montres, environ à 130 francs.

Achats de matières premières.

Elles consisteraient principalement en ce qu'on nomme vulgairement des *découpes*; roues, disques, etc., en laiton, et en pièces d'acier découpées ou décollées; tels que disques bruts pour platines et barillets, roues, ponts raquettes, coquerets, etc., découpés grossièrement; arbres de barillet, etc., ébauchés, etc.

En dehors de ce qu'on peut tirer directement des fabriques, on trouvera facilement à Paris des maisons se chargeant des fournitures de ce genre.

Direction. — Personnel enseignant.

L'Établissement serait dirigé par une Commission de la Chambre, dont le Président aurait voix prépondérante. Les fonctions seraient gratuites. Un règlement fixerait le mode de fonctionnement de cette Commission et des différents services de l'Établissement.

Le personnel enseignant se composerait au début de deux Maîtres. Ils seraient aidés au besoin par un, deux ou trois ouvriers, travaillant à des places réservées dans l'atelier, pour leur compte ou celui de l'Établissement. Il leur serait fait des avantages en compensation de quelques heures qu'ils auraient à perdre par semaine.

Deux membres de la Chambre syndicale seraient désignés mensuellement pour visiter l'Établissement, et ils consigneraient leurs observations sur un registre *ad hoc*.

Cours théoriques.

Le Programme des cours théoriques sera discuté et arrêté. Les fonds nécessaires pour construire les appareils de démonstration sont faits dès à présent.

Des places seront réservées aux ouvriers étrangers aux ateliers et qui voudront suivre ces Cours. Ils paieront 5 francs pour toute l'année et recevront une carte d'entrée à leur nom. Ils la feront timbrer à chaque séance s'ils veulent concourir pour les prix qui seront distribués annuellement, et le pourront à la condition d'avoir été présents aux deux tiers des séances.

La Chambre pourra prendre la charge d'un certain nombre de ces cartes, qui seront alors accordées sans rétribution.

Récompenses. — Diplômes de capacité.

Les récompenses décernées à la fin de chaque année consisteraient en médailles, outils, livres sur l'horlogerie et avancement d'apprentissage.

Des diplômes de capacité seraient accordés à tous ceux qui auraient satisfait aux examens théoriques et aux épreuves techniques des concours annuels.

La Chambre, en outre, à leur sortie des ateliers, et si besoin est, s'occupera de ceux qui auront accompli l'apprentissage complet, pour les placer aussi avantageusement que possible.

Etat, par approximation, des dépenses et des recettes.

Dépenses.

Loyer d'un local	fr. 2,000
Appropriation de ce local	1,000
Outillage d'atelier	2,000
Deux maîtres à 3,000 francs, (plus, un peu plus tard, un intérêt sur les produits).	6,000
Matières premières (1 ^{re} année)	200
Outillage des élèves (1 ^{re} année).	1,500
Frais divers ou imprévus	1,500
	14,200

Recettes.

Dans la situation actuelle de la Chambre syndicale, les recettes ne peuvent provenir, en dehors des produits des ateliers et des contributions des élèves, que des sources suivantes :

Legs; dons faits tout de suite;

Engagements à verser une somme (à fixer) par annuités;

Emission de souscriptions de 100 francs, ne portant pas intérêt, et remboursables en quatre ans en travaux d'horlogerie.

Sur un Tableau, et sous le titre de *Fondateurs*, seraient inscrits les noms des donateurs des deux premières catégories. A leur suite et sous le titre de *Coopérateurs* (ou sous un autre), on placerait les noms des preneurs de souscriptions remboursables.

Ce tableau serait imprimé et publié dans les journaux. Des exemplaires seraient placés dans les ateliers et dans les salles des cours.

Par estimation, car nous ne pouvons mettre en doute ici le patriotisme éclairé et le désir d'avoir enfin un assez grand nombre de bons ouvriers, des trente mille horlogers de la France, nous pensons qu'on obtiendrait environ :

Legs, dons.	fr. 8,000
Contributions annuelles des élèves.	2,300
Produit des ateliers (annuellement)	3,000
Somme à recevoir pour l'outillage des élèves	3,000
Cent vingt souscripteurs à 100 francs (souscriptions remboursables)	12,000
	<u>28,300</u>
Dépenses de la 1 ^{re} année.	14,200
Reliquat.	<u>14,100</u>

Un Établissement de la nature de celui que nous proposons obtiendrait facilement, une fois constitué, une subvention de l'État et de la ville de Paris; en partant à 2,000 francs chaque subvention, il nous semble que nous sommes au-dessous de ce que nous pouvons espérer, et notre seconde année, si l'on remarque que les remboursements se feront en travail d'horlogerie, se présenterait ainsi :

Dépenses.		Recettes.	
Loyer	fr. 2,000	Reliquat.	fr. 14,100
Emoluments	6,000	Intérêts	600
Matières	200	Contribution des élèves.	2,300
Outils d'élèves	500	Produits des ateliers.	3,000
Frais divers	1,500	Subventions.	4,000
Premier remboursement.	1,500	Dons dans le cours d'une	
		année.	1,500
	<u>11,700</u>		<u>25,500</u>
			<u>11,700</u>
		Reliquat de la fin de la 2 ^e année.	13,800

Comme les recettes et les dépenses resteront sensiblement les mêmes que celles de ce tableau, pour les deux années subséquentes, on voit qu'on clôturera la quatrième année avec un reliquat qui sera probablement autour d'une dizaine de mille francs, et sur lequel il y aurait à défalquer le quatrième remboursement de 1,500 francs, pour avoir amorti complètement les souscriptions à 100 francs.

On remarquera, en outre, que si quelques-unes de nos prévisions ne s'étaient pas réalisées, et qu'il en eût résulté des frais imprévus, on aurait été en mesure d'y faire face.

L'Établissement étant arrivé là, se trouverait dans des conditions telles que ses recettes équilibreraient au moins ses dépenses et qu'il aurait par-devers lui un petit capital disponible.

Rien alors ne s'opposerait à la création d'un large internat. Il serait alimenté par des boursiers et par des élèves libres de Paris, des départements et des pays étrangers. On en ferait ainsi un grand centre d'instruction technique qui serait une véritable fabrique.

Ce serait la seconde phase de la création proposée. Mais, dit le proverbe : « A chaque jour suffit sa tâche ; » arrêtons-nous à la première et souhaitons-lui l'appui bienveillant et la large libéralité des amis de l'instruction et du progrès et de tous ceux que leur intelligence et leur activité ont faits les favorisés de la fortune.

L'économie du système qui vient d'être exposé est frappante, et les conseils donnés sur la division graduée du travail, les exemples cités à l'appui auxquels la grande expérience de l'auteur donne tant de poids, doivent attirer la sérieuse attention de toutes les personnes qui s'occupent d'enseignement technique.

Nous aurions aimé, quant à nous, trouver dans ce projet, un Programme d'enseignement théorique plus longuement élaboré. La mesure dans laquelle cet enseignement (1) doit venir en aide à la pratique pour l'éclairer et la guider, la forme sous laquelle il doit être présenté n'est pas en effet chose indifférente, mais, comme l'a justement dit M. Saunier, à chaque jour suffit sa peine : l'École d'abord avec ses différents ateliers ; l'enseignement théorique ensuite, mesuré comme fond et comme forme, dans chacun des ateliers, au degré d'intelligence des élèves admis à l'honneur de former le premier noyau de l'Institution.

L'ensemble de ce projet, les raisons majeures qui en rendent l'application nécessaire, la possibilité de l'exécution, quant aux sacrifices pécuniaires qu'il exige, furent longuement étudiés dans la séance générale de l'année 1875.

L'appel chaleureux adressé aux patrons par MM. Japy et Saunier au nom des membres de la Chambre sympathiques à l'Œuvre fut entendu et les dons et souscriptions volontaires offerts atteignent 11,000 francs. Une dizaine de mille francs encore sont nécessaires pour couvrir les frais probables de l'installation et de la première mise en œuvre. Des mesures sont prises pour les obtenir et nul doute que la corporation tout entière, si intéressée à la réalisation de ce projet et stimulée encore par la dernière assemblée du 9 février, ne tienne à honneur de couvrir cette somme relativement faible.

Les modifications si judicieuses qui seraient introduites dans

(1) Ce Programme existe et a été approuvé par la Chambre syndicale, et comme les fonds nécessaires à son application sont faits, on n'a pas cru devoir l'introduire dans le présent projet qui a pour but spécial la création des ateliers. (*Note de M. Saunier.*)

l'enseignement technique du métier par l'adoption de la méthode exposée par M. Saunier ne tarderaient pas à porter leurs fruits. L'apprenti, mieux choisi, plus instruit, mieux guidé, débarrassé d'une foule d'errements également inutiles pour former sa main, guider son goût et développer son intelligence, s'adonnerait d'une manière plus fructueuse à comprendre les secrets de son métier, à en vaincre les principales difficultés, et emportant avec lui, son apprentissage terminé, une somme d'instruction mieux appropriée aux besoins du travail, l'industrie de l'horlogerie serait rapidement pourvue d'une foule de bons ouvriers dont tous les patrons s'accordent aujourd'hui à reconnaître la rareté.

Gustave BERGER.

Chambre syndicale des Maîtres Tailleurs.

Dans sa séance du 18 février 1876, sous la présidence de M. Giraud, M. Boussard a exprimé le désir de voir reparaitre, à l'ordre du jour de nos séances, son projet d'École professionnelle qui, quoique présenté souvent, n'a pu encore être discuté, faute par lui d'en avoir préparé les éléments; aussitôt qu'il les aura produits, la Chambre s'engage à le mettre en discussion.

Chambre syndicale du Papier et des industries qui le transforment.

La Chambre syndicale, voulant continuer et agrandir son OEuvre d'encouragement aux Apprentis *des deux sexes*, sur la proposition de l'un de ses membres, a, dans une de ses dernières séances, fondé UN CONCOURS ENTRE APPRENTIS, et, à cet effet, elle a nommé une Commission avec celle de 1873. La Chambre a décidé de l'étendre autant que possible dans les diverses branches d'industrie qui composent notre groupe, c'est-à-dire aux 2^e, 4^e et 5^e Comités;

SAVOIR :

2^e COMITÉ. Le façonnage du Papier et la fabrication du Registre. (*Concours suivant le Programme ci-contre.*)

Zèle et bonne conduite.

3^e COMITÉ. Papier de Fantaisie .. }
4^e COMITÉ. Cartonnage } Zèle et bonne conduite.

Dans une Circulaire adressée aux membres de la corporation de la Papeterie, du Papier de fantaisie et du Cartonnage, pour

solliciter leur concours, la Commission de concours et d'encouragement s'exprime ainsi :

Nous n'avons pas besoin d'insister auprès de vous sur l'utilité de l'Œuvre à laquelle nous vous convions, et que les encouragements obtenus par nos précédentes distributions nous font un devoir de continuer.

Tous, vous savez l'importance que nous devons attacher à former de bons ouvriers ; non-seulement chacune de nos industries y est intéressée, mais l'intérêt du pays y est engagé, puisque c'est de la supériorité de nos ouvriers que dépend la supériorité de notre industrie nationale. Or, le bon ouvrier est en germe dans le bon apprenti.

Notre Œuvre a pour but d'exciter l'émulation parmi les apprentis, en même temps d'améliorer le travail en stimulant leur zèle ; en récompensant les plus méritants et les plus dignes ; en les encourageant à persévérer dans la bonne voie, nous espérons exciter leurs camarades à les imiter et à les suivre.

Le concours que nous sollicitons de vous, Monsieur, vous pouvez nous le fournir de deux manières :

D'abord, en participant à la souscription que nous ouvrons pour faire face aux nécessités de la distribution, et où nous vous serons reconnaissants de nous autoriser à vous inscrire, pour telle somme, quelle qu'elle soit, qu'il vous plaira nous indiquer ;

Ensuite, en nous indiquant ceux des apprentis de votre Maison que vous jugerez devoir nous présenter.

Sous ce pli, vous trouverez un bulletin de souscription et un bulletin de présentation. Vous n'aurez qu'à les remplir et à les adresser à M. Laudner, Président de la Commission, rue Mazarine, 60 ; à M. Valdampierre, trésorier, rue Saint-Martin, 110, ou à l'un des membres de la Commission.

Extrait du Règlement.

Art. 3. — Le concours a pour but : 1° De récompenser les enfants les plus méritants au point de vue de la capacité industrielle ; 2° de suivre l'Œuvre entreprise en 1869, en encourageant les enfants qui, par leur zèle et leur bonne conduite, auront mérité cette distinction.

Art. 4. — Tout enfant présenté au Concours doit être Français, et âgé au moins de 13 ans révolus, au 31 décembre 1875 (1).

Art. 5. — La présentation devra être faite avant le 8 avril 1876, par le patron, avec autorisation des père et mère de l'enfant (ou ayants droit), et en fournissant les pièces ci-après :

1° Un extrait de l'acte de naissance ;

2° Un certificat ou extrait du contrat d'apprentissage.

(1) Exception est faite pour les apprentis ayant obtenu des récompenses d'Encouragement, ces apprentis seront reçus de droit au concours.

Art. 6. — Aussitôt la liste des candidats arrêtée, il leur en sera donné avis. La Commission nommera un Jury d'examen composé de six membres, savoir : **trois Patrons et trois Ouvriers** (ces derniers nommés par leur Syndicat).

Art. 7. — Aucun apprenti ne pourra faire le travail du Concours ailleurs que chez son patron (*sauf exception art. 10*).

Art. 10. — Les fils de patron ne pourront faire le travail chez leurs parents, ils devront être chez des tiers.

Art. 11. — Les travaux devront être terminés pour le 8 mai 1876, et remis à la Commission après avoir été préalablement enveloppés et cachetés devant leur auteur.

Art. 12. — Le travail du Concours se composera de deux parties :

- 1° Travail manufacturé laissé à la liberté de chacun ;
- 2° Travail théorique, c'est-à-dire l'explication par écrit du travail qui aura été déposé.

Art. 13. — Les apprentis de 3^e année devront, en outre, donner théoriquement la désignation des formats de papier et leur emploi plus spécial.

Art. 14. — Les récompenses se composeront, savoir :

- 1° Prix Havard (un livret de Caisse d'épargne de 50 francs) ;
- 2° Médaille de vermeil ;
- 3° Médaille d'argent ;
- 4° Médaille de bronze ;
- 5° Mention honorable (1).

LES SOCIÉTÉS D'ASSISTANCE PATERNELLE

Dans l'Assemblée générale des adhérents de l'Union nationale du commerce et de l'industrie qui a eu lieu le 26 mars 1876 au grand amphithéâtre du Conservatoire des Arts-et-Métiers, **M. L. Hiélard**, Président du Syndicat général, a prononcé les paroles suivantes, que nous avons été heureux d'entendre :

« Je ne puis terminer cet exposé sans vous dire quelques mots des œuvres utiles fondées ou encouragées par nos Syndicats professionnels. Je veux parler des Écoles et Patronages d'apprentis. C'est là un sujet grave et qui mérite toute votre attention. L'un de nos principaux devoirs, en effet, est de nous assurer pour l'avenir des collaborateurs honnêtes, capables et intelligents, et, s'il m'était permis d'exprimer un vœu, je souhaiterais que cette question fût traitée d'une manière spéciale et avec tous les développements qu'elle comporte à l'une de nos Assemblées annuelles.

Plusieurs de nos industries parisiennes ont déjà pris, à cet égard, une initiative dont les résultats ne se sont pas fait attendre, et cons-

(1) **Nota.** — Pour plus amples renseignements, voir le secrétaire, **M. RAMÉ**, 6, rue d'Aboukir (PAPETERIE DORVILLE), le matin de 7 heures à 9 heures.

tituent l'un de nos meilleurs titres à l'estime et à la reconnaissance de tous. Je citerai l'*Ébénisterie*, les *Plumes et Fleurs*, dont le Patronage va distribuer prochainement des récompenses, après un concours nombreux et des plus brillants; la *Bijouterie*, dont l'École de dessin forme de remarquables élèves; la *Tabletterie*, l'*Industrie du papier*, celle de l'*Emballage*, et d'autres sans doute qui échappent à ma mémoire.

**Société pour l'assistance paternelle aux enfants
du papier peint.**

Distribution des récompenses

Le 26 décembre 1875 était pour l'industrie du papier peint un jour de fête. Aussi, dès midi, les abords de la mairie du XI^e arrondissement, où devait avoir lieu la cérémonie, étaient-ils encombrés par une foule composée d'adhérents, de membres, de protecteurs de l'OEuvre, de professeurs laïques et congréganistes, ainsi que des candidats, de leurs parents et des maîtres-ouvriers. Les premiers, heureux de témoigner, par leur présence, de la part qu'ils prennent à ces distributions de récompenses que font naître la reconnaissance, la bonne conduite et le travail.

La Société pour l'Assistance paternelle aux Enfants employés dans cette industrie faisait sa distribution annuelle des prix, sous la présidence de M. DUMOUSTIER DE FRÉDILLY, directeur du commerce intérieur, au Ministère de l'agriculture et du commerce. Ces prix se composaient de livrets de caisse d'épargne, de bons de vêtements et de magnifiques volumes, dont une grande partie donnée par M. le Ministre de l'instruction publique.

Ainsi que les années précédentes, la Société récompensait également les parents et les ouvriers-maîtres des lauréats, voulant répandre encore ses bienfaits non-seulement sur ses protégés, mais aussi sur ses coopérateurs. Aussi, une magnifique tombola composée de cent lots était exposée dans la grande galerie parallèle à la salle des fêtes où devait avoir lieu la cérémonie.

Ces lots se composaient de pains de sucre, de pains de savon, de paquets de bougie, d'étoffes, de livres, de meubles de luxe et ordinaires, de tableaux, de cristaux, de bijoux, de chocolat, de couverts, pendules, candélabres, miroirs et divers objets aussi agréables qu'utiles, pouvant orner un intérieur ou faire économiser à une famille leur valeur pendant leur consommation.

La séance est ouverte à une heure; la fanfare des Enfants du papier peint exécute un morceau d'entrée, et, pendant ce temps, prennent place sur l'estrade : M. DUMOUSTIER DE FRÉDILLY, directeur du commerce intérieur au Ministère du commerce et de l'agriculture, qui préside la cérémonie, MM. Jules Riottot, président de la Société, F. Follot, secrétaire, Isidore Thomas, trésorier, Barriquand, maire du XI^e arrondissement, A. Allain, maire du XII^e arrondissement, Savouré, maire du XX^e arrondissement, Adolphe Mourey, adjoint au XI^e arrondissement, Achille Cadet, adjoint au XI^e arrondissement, G. Maurice, inspecteur divisionnaire du travail des enfants dans les manufactures, J. Périn, secrétaire de la Société de protection des enfants employés dans les manufactures, Benoit-Couchy, Chartier, H. Carré, Danois père et fils, Victor Pacon, membre du Conseil des prud'hommes, Louis Pacon, J. Durrant, Follot père, Gillou, Henri, Hans, H. Kamper, G. Jouanny, Isidore Leroy (Nicot), Stéphane Pattey (Maison Bazault et C^{ie}), et les Frères de la Doctrine chrétienne.

MM. Ch. Robert, ancien Conseiller d'État, Trébuchet, chef des bureaux de la mairie du XI^e, Le Roy-Dufour, s'étaient excusés de ne pouvoir assister à la cérémonie.

Au bas de l'estrade, sur les premiers rangs : les Sœurs de la Providence Sainte-Marie, des professeurs, des fabricants, des employés et des contre-maîtres de manufactures viennent prendre place, ainsi que des personnes munies de lettres d'invitation. Plus loin, les 150 lauréats, et enfin leurs parents et les maîtres-ouvriers.

Pendant la cérémonie, la Société chorale des Enfants du papier peint, sous l'habile direction de M. FOUCARD, ainsi que la fanfare dirigée par M. DURRANT fils, ont alternativement charmé l'auditoire par des morceaux d'ensemble, des chœurs et des soli qui ont été très-applaudis.

A quatre heures, la foule se retirait, emportant une fois de plus le désir de voir se réaliser le but que poursuit la Société et le plaisir d'avoir assisté aux résultats obtenus.

M. Jules Riottot, Président de la Société, prononce le discours suivant :

MONSIEUR LE PRÉSIDENT,

En vous autorisant à présider notre distribution de récompenses, dans cette belle salle des fêtes que M. le Maire a bien voulu mettre

encore à notre disposition, M. le Ministre de l'agriculture et du commerce a voulu témoigner combien il apprécie l'utilité de ces fondations déjà créées dans beaucoup d'industries en faveur des jeunes apprentis. Notre nombreuse population, toute de travailleurs, y reconnaîtra l'intérêt que la haute Administration porte incessamment à tout ce qui peut améliorer le sort de la nouvelle génération.

Notre Société de protection, qui compte déjà dix ans d'existence, a pu constater, chaque année, une amélioration progressive, et dans l'instruction et dans la conduite des enfants du papier peint : nous les en félicitons vivement.

La nouvelle loi sur le travail des enfants et des filles mineures a créé des difficultés pour l'industrie. Nous avons encore quelque peine à rencontrer, dans tous nos apprentis de 12 à 15 ans, le degré d'instruction exigé par la loi ; mais, grâce aux nombreuses écoles ouvertes par l'Administration, à la tolérance intelligente de Messieurs les inspecteurs, quand ils rencontrent la bonne volonté, et aux efforts de notre Société, nous espérons que, dans un temps rapproché, nos enfants reconnaîtront eux-mêmes que la loi nouvelle, en les obligeant au développement de leur intelligence, leur rendra un immense service en les mettant à même de gérer leurs affaires et d'exercer avec connaissance leurs nouveaux droits en se soumettant à leurs devoirs.

Cette nouvelle loi, qui exige que nos enfants de 12 à 15 ans sachent lire, écrire et les quatre règles de l'arithmétique, les affranchit alors de l'obligation de suivre les écoles du soir. Mais ils doivent comprendre qu'il sera toujours avantageux pour eux de pousser plus loin leur instruction en orthographe, calcul, histoire, géographie et dessin ; et nous espérons que MM. les Professeurs dont nous remercions hautement le zèle, n'ayant plus à donner les premières notions si difficiles et si ingrates à un certain âge, pourront élever le niveau de leur savoir. Et, bien que nous, fabricants, nous devions apprécier surtout le travail et la bonne conduite à l'atelier, nous tiendrons toujours grand compte du travail à l'école. C'est dans ce but que le travail de la journée, qui était naguère de 12 heures, a été réduit à 10 ; et nos lauréats doivent s'efforcer de profiter des facilités que l'Administration leur prodigue, tous les jours, de plus en plus.

Nos ouvriers aussi ont compris l'utilité de s'occuper sérieusement de notre jeune population ouvrière : ils viennent de créer un bureau de placement où les parents peuvent trouver un emploi profitable de suite, avec une garantie morale pour la condition de leurs enfants.

L'année dernière, l'Administration de la Caisse d'épargne nous avait fait profiter largement de la généreuse donation de M. Ladvocat. Depuis notre distribution, elle a bien voulu nous accorder encore 2 livrets de 50 francs provenant de cette fondation.

Grâce au concours généreux de Son Éminence Monseigneur le

Cardinal-Archevêque de Paris, de M. le Ministre du Commerce, de M. le Préfet de la Seine, de la grande Société de protection des Apprentis et d'autres généreux donateurs, nous allons distribuer encore 87 livrets de Caisse d'épargne, 70 bons de vêtements et 80 livres, dont les plus beaux nous ont été donnés par M. le Ministre de l'instruction publique.

Notre tombola, si appréciée des mères de famille, ne reste pas au-dessous de la valeur des précédentes. Nous remercions vivement tous nos donateurs et particulièrement celui qui, en nous envoyant 140 francs par la poste, a voulu garder l'anonyme : nous aimons à penser qu'il a consenti à assister à notre fête de famille et nous le prions d'agréer l'assurance de notre gratitude.

Nos livrets sont cette fois plus nombreux que les bons de vêtements; nous avons pensé que, maintenant, nos enfants étant généralement plus âgés et plus instruits, nous devons surtout chercher à leur inspirer l'habitude de l'épargne, vraie source de l'aisance : comme nos cultivateurs dont l'ambition incessante est d'agrandir leur domaine si petit qu'il soit, les possesseurs d'un livret sont engagés à en grossir la valeur, et nous avons constaté avec plaisir que plusieurs de nos lauréats ont pris cette excellente habitude. C'est une bonne note portée à leur profit.

Nous avons regretté qu'un certain nombre de fabricants aient négligé de nous envoyer les notes que nous leur avions demandées. Il est à craindre que des enfants méritants aient perdu ainsi la récompense à laquelle ils pouvaient avoir droit : nous espérons plus de bonne volonté à l'avenir.

Nous avons été heureux de pouvoir encore offrir à MM. les Professeurs un témoignage de notre gratitude pour les soins qu'il donnent à nos enfants ; nous leur adressons nos remerciements ainsi qu'à nos Sœurs de la Providence Sainte-Marie, toujours si bonnes et si dévouées.

DISCOURS DE M. DUMOUSTIER DE FRÉDILLY.

MESDAMES ET MESSIEURS,

Permettez-moi tout d'abord de remercier très-cordialement le Président bienveillant et dévoué de votre OEuvre.

En m'invitant à prendre part à cette fête et en me déléguant le plaisir de remettre à ces jeunes apprentis les récompenses qu'ils ont méritées, l'honorable M. RIOTTOT me fournit une occasion nouvelle d'affirmer le sérieux intérêt que nous portons à cette jeunesse active et laborieuse sur laquelle repose en partie l'avenir de nos belles industries parisiennes.

Il m'a été donné d'étudier dans leur fonctionnement ces OEuvres de patronage qui se sont successivement formées et dont

la vôtre est une des premières en date; j'ai pu apprécier les heureux résultats que ces Oeuvres produisent et je tiens à grand honneur la confiance que veulent bien me témoigner les hommes de cœur qui les dirigent.

A nulle époque, l'initiative privée n'a conçu et développé, dans ce vaste champ du bien, autant d'institutions généreuses que de notre temps, et aucune de ces institutions n'est plus féconde que les Associations de patronage.

A ce titre, l'administrateur qui vous parle considère comme un devoir de sa charge d'apporter au développement de ces Associations un concours énergique et loyal; il unit ses mains aux vôtres et se fait l'écho d'un sentiment unanime en proclamant que les fondateurs de ces Oeuvres ont droit à la gratitude de leurs pupilles.

Mais il ne suffit pas d'affirmer des vérités que l'on croit incontestables, il importe encore d'en démontrer l'exactitude. Souffrez donc que, pour justifier mes allégations, je fasse connaître à ces enfants ce qu'est l'industrie à laquelle ils appartiennent, quel rôle elle joue dans le mouvement commercial de notre pays, quel mobile a dirigé le législateur dans la protection qu'il donne à leur enfance et que je leur adresse, en ami, dont de longues années ont mûri l'expérience, quelques conseils dictés par la plus sincère et la plus affectueuse sympathie.

Vous êtes attachés, mes chers enfants, à une belle industrie qui a un caractère propre et à plusieurs points de vue relève de l'art même. En savez-vous l'origine? vous en a-t-on raconté les développements successifs et l'importance actuelle? J'en doute, laissez-moi donc vous en dire quelques mots très-rapidement et émettre à ce propos un vœu, c'est que l'enseignement spécial que reçoivent les apprentis des diverses branches du travail national, ces notions élémentaires leur soient données. Instruits de ces faits, ils s'intéresseraient davantage encore, j'en suis convaincu, à la famille industrielle dans laquelle ils prennent place.

Eh bien, mes enfants, l'industrie du papier peint est originaire de la Chine; dans cette contrée qui s'ouvre à peine aujourd'hui aux relations des peuples occidentaux, on fait usage depuis plusieurs siècles de ce genre de décoration; mais dans ce pays, longtemps isolé des restes du monde, le progrès est lent, de telle sorte que la fabrication est restée à l'état primitif et qu'aux expositions dernières où votre industrie a brillé d'un

très-vif éclat, le Céleste Empire n'a envoyé aucun spécimen de ses produits du papier peint.

Les premiers essais en France de l'application du dessin et des couleurs sur des papiers de tenture datent du xvii^e siècle. En 1620, un ingénieur industriel de Rouen découvrait le moyen de fixer ces dessins et ces couleurs ; il fabriquait des veloutés qui faisaient l'admiration générale. Presque à la même époque, l'Angleterre poursuivait une tentative semblable. A laquelle des deux nations appartient la priorité ? On ne saurait nettement le préciser ; l'une et l'autre la revendique. Les partisans de la priorité de la découverte en faveur de la France prétendent que l'inspiration n'est pas éclosée simultanément dans les deux pays et que le procédé français a été porté chez nos voisins par un collaborateur infidèle de l'industriel normand.

Quoi qu'il en soit, les premiers succès préparèrent rapidement des voies nouvelles et bientôt, dans un grand nombre d'habitations, le papier peint offrit aux regards de nos pères une élégante décoration, au lieu de ces murailles nues et froides des maisons du temps passé. Les riches tentures de soie, les belles tapisseries qui ornaient les somptueuses demeures des heureux de la fortune, virent alors une concurrence puissante qui, sans détrôner le luxe et l'art qu'appellent toujours les palais et les vastes hôtels, répondait aux aspirations du bien-être. D'autres peuples nous imitèrent, et la plupart des États établirent bientôt chez eux des industries semblables à celle née en France. C'est ainsi qu'à la fin du siècle dernier, l'industrie du papier peint avait pris un développement considérable ; le nom d'un des principaux fabricants de Paris à cette époque est présent à tous les esprits.

Les troubles prolongés de ces temps arrêtaient cet essor ; quelques années plus tard, stimulée par le retour de l'aisance que le calme faisait renaître, votre industrie reconquerrait son ancienne importance. Des progrès nouveaux dans les procédés de fabrication, la force mécanique substituée à une partie de la main-d'œuvre, joints à la perfection des dessins, au charme des dispositions et à l'harmonie des couleurs, lui assuraient une prééminence incontestée sur les produits similaires des États voisins et lui permettaient, malgré des droits protecteurs très-élevés défendant la frontière de ces États contre la concurrence française, lui permettaient, dis-je, de lutter sur les marchés

étrangers avec les produits même de chaque pays. Une ère nouvelle cependant se préparait; quelques nations crurent le moment venu d'abaisser leurs barrières et d'ouvrir à de nombreuses industries étrangères une partie de leur marché. Vous avez peut-être entendu parler des traités de commerce inaugurant les débuts de la liberté commerciale. L'industrie du papier peint, consciente de sa force, poursuivit la lutte; elle en a été récompensée; depuis 15 ans, le chiffre de ses relations à l'étranger a presque doublé. En 1874, vous avez exporté 2,350,000 kilog. d'une valeur en douane de 8,500,000 francs, alors que l'importation de tous les États réunis sur le marché français ne s'élève qu'à 550,000 kilogr. d'une valeur de 1,300,000 francs, à peine le quart en poids, le sixième en valeur de votre exportation. Vous avez ainsi conquis la première place, notamment pour les produits riches; ici encore, l'Europe reste tributaire de l'élégance et du goût français. En même temps, votre fabrication, pour la clientèle intérieure, a suivi une progression semblable. Si j'en crois les relevés de la statistique, votre fabrication totale atteint en ce moment 5,000,000 de kilog. environ, et dépasse une valeur de 20,000,000 de francs. Ces résultats légitiment toutes les ambitions. Or, mes enfants, sur ces chiffres que je rappelle, les publications récentes de la Chambre de commerce de Paris énoncent que le montant des salaires payés par les industriels du département de la Seine aux 4,000 ouvriers qu'ils emploient, dépasse 6,000,000 de francs. Vos compagnons prennent donc part pour environ 30 0/0 dans ce grand mouvement de travail. Peu d'industries certes donnent, au profit de la main-d'œuvre, de semblables avantages.

Mais cette industrie vraiment parisienne, car la province apporte un faible contingent, si puissante, si vivace, si renommée qu'elle soit, a besoin, pour maintenir son rang, que des générations d'ouvriers, intelligents, honnêtes et dévoués se succèdent les unes aux autres. Or, c'est là précisément un des buts du patronage. Espérons que ces enfants apprentis aujourd'hui, demain compagnons, contre-mâtres, chefs d'atelier peut-être un jour, porteront dignement le drapeau qui leur sera confié.

Ce même but, d'autres industries le poursuivent également; mais ces efforts, isolés, ne suffisaient pas; il convenait de généraliser la pensée; le législateur apparut alors. Embrassant, de sa sphère élevée, l'ensemble du travail national et complé-

tant l'œuvre des patronages, il a confié à la loi elle-même la tutelle de l'enfance, afin d'assurer plus efficacement son développement physique, intellectuel et moral.

L'industrie moderne, dans son incessante activité, doit sans doute pouvoir utiliser toutes les forces que la nature et la science mettent à sa disposition, mais il ne faut pas qu'entraînée par les luttes de la concurrence, elle stérilise pour l'avenir, par un emploi prématuré dans le présent, les plus précieuses de ces forces.

A côté, d'ailleurs, de l'apprentissage spécial qui prépare son habileté professionnelle, l'enfant doit acquérir dans le premier âge ces notions élémentaires qui ouvrent son intelligence, et recevoir les impressions morales et religieuses qui lui révèlent et lui font comprendre avec la loi du devoir les aspirations de son cœur.

Il y a dix-huit siècles, mes amis, en proclamant la divine origine de l'homme, le christianisme inscrivait au frontispice des vérités qu'il apportait au monde le respect et la dignité de l'âme humaine. Or, la première condition de ce respect, n'est-ce pas de permettre l'épanouissement de toutes les forces de l'enfance et de féconder les germes d'intelligence et de bien que la Providence a déposés en elle?

De nos temps, tous les peuples progressent; la suprématie appartiendra, croyez-le, aux plus laborieux, aux plus instruits, aux plus moraux. Compréhendrait-on, dès lors, un grand État comme la France dans lequel les générations qui s'élèvent resteraient en dehors de ce progrès? Non, cela ne saurait être! La loi n'est donc que la formule d'une pensée patriotique. En réglant l'âge d'admission des enfants à l'atelier, en les écartant des dangers qui menacent leur faiblesse, en limitant la durée du travail et en exigeant, avant tout, le début de l'apprenti dans la profession, la justification de connaissances intellectuelles déterminées, cette loi s'est inspirée des nécessités de la grandeur nationale en même temps que de considérations d'humanité.

Dans cette voie, vous le savez sans doute, l'Angleterre nous a devancés; d'autres peuples étudient le même problème et peut-être qu'un jour quelque convention internationale réglera, d'un commun accord, entre tous les peuples civilisés, les conditions du travail de l'enfance. Certes, un traité signé dans ce but entre les nations de l'Europe ne serait pas dans leurs annales une page

moins fertile en résultats que les conventions qui règlent leurs rapports commerciaux.

Quelles préoccupations la loi pourrait-elle faire naître dans les industries comme la vôtre ? vous la pratiquiez d'avance. Pour d'autres dans lesquelles, d'ailleurs, les écarts sont beaucoup plus rares qu'on ne le supposait, au début les conseils bienveillants se substitueront à la prescription ; éclairés sur les avantages des mesures qu'inspire seul un sentiment élevé, patrons et ouvriers, tous prêteront leur concours aux fonctionnaires intelligents et si profondément dévoués à leur mission que la loi charge de veiller à son exécution. Cependant, ces conseils sans faiblesse n'enhardiront pas les abus s'il s'en présentait, abus dont les observateurs scrupuleux et loyaux des prescriptions légales auraient alors à souffrir dans leurs intérêts. Permettez-moi de le dire avec un certain orgueil, la loi n'a rien innové chez nous. Dans combien de grandes usines ne voit-on pas l'école à côté de l'atelier ? Sous l'inspiration de maîtres dévoués, l'éducation morale et intellectuelle accompagne l'éducation professionnelle et tel apprenti, devenu ingénieur sous ces guides affectueux, reporte en ce moment sur les générations qui le suivent les bienfaits qu'il a reçus lui-même.

Dans cette grande cité, mes amis, l'enseignement est toujours ouvert ; maîtres et instituteurs rivalisent d'efforts et donnent à tous ces leçons que vos anciens, moins heureux, ne rencontraient pas autrefois. Profitez-en, mes enfants, instruisez-vous !

Pour quelques familles peut-être dont la vie est difficile, le petit salaire qu'apportait au foyer commun l'enfant de moins de 12 ans fera défaut ; mais cette gêne ne sera que momentanée ; bientôt l'apprenti plus robuste, plus instruit, plus conscient de ses devoirs rendra à la famille des services plus réels. Ayez donc confiance.

Et vous, mes jeunes amis, devant tant d'efforts, tant de dévouement, tant de sollicitude qui veillent sur votre enfance et votre jeunesse, ne soyez ni oublieux ni ingrats. Aimez ceux qui vous aiment. Et lorsque sonnera pour vous l'heure de l'émancipation de la tutelle légale qui vous protège, que vous en relèverez plus alors que de votre indépendance et de votre responsabilité, faites de ces lois éternelles du cœur et de la reconnaissance la règle de votre vie. Rendez à la famille qui a guidé vos premiers pas la tendresse qu'elle vous a témoignée. Puis,

devenus hommes, respectez ce qui est pur et saint, n'écartez ni du berceau de vos enfants la main qui bénit, ni du lit de souffrance de l'aïeul la voix qui console. Enfin, pour tout dire en un mot : vivez en braves et honnêtes gens et que Dieu vous garde!

Avant la distribution des prix, M. le Secrétaire donne, conformément au deuxième paragraphe de l'article 5 des statuts, les noms des généreux donateurs des livrets de la Caisse d'épargne et de la Tombola.

Au nombre des donateurs de livrets nous remarquons :

M^{SR} LE CARDINAL-ARCHEVÊQUE DE PARIS.

M. LE MINISTRE DE L'AGRICULTURE ET DU COMMERCE.

M. LE PRÉFET DE LA SEINE.

LA SOCIÉTÉ DE PROTECTION DES ENFANTS EMPLOYÉS DANS LES MANUFACTURES.

UN ANONYME.

PATRONAGES.

Une assemblée de charité, en faveur du Patronage Sainte-Anne, a eu lieu le vendredi 7 avril en l'église Saint-Roch.

A une heure, la sainte messe; chant du *Miserere*; sermon par le R. P. Delaporte, supérieur général des prêtres de la Miséricorde; bénédiction du Saint-Sacrement.

Le Patronage Sainte-Anne, situé dans un des quartiers les plus pauvres de Paris, compte environ 400 apprentis et jeunes ouvriers.

CERCLES D'OUVRIERS.

Par décret du Président de la République, en date du 21 mars 1876, l'OEuvre charitable, fondée en 1867, à Paris, sous la dénomination de *Cercle des Maçons et des Tailleurs de pierre*, a été reconnue comme établissement d'utilité publique.

LES INSTITUTIONS DE PRÉVOYANCE.

COMPAGNIE DU TOUAGE DE LA HAUTE-SEINE.

Nous devons à l'obligeance de notre honorable collègue M. Callon, agent général de la Compagnie du touage de la Haute-Seine, membre de la Commission locale de la 3^{ème} circonscription du département de la Seine, la communication du règlement ci-après :

Règlement de la Caisse de prévoyance fondée en faveur des employés mariniers et ouvriers de la Compagnie.

ART. 1^{er}. — Une Caisse de Prévoyance est fondée à titre de libéralité en faveur des Employés, Mariniers et Ouvriers de la *Compagnie du touage de la Haute-Seine*. Elle est régie sous l'autorité du Conseil d'administration, conformément aux dispositions ci-après :

ART. 2. — L'Assemblée générale des Actionnaires fixe chaque année le chiffre de la somme à prélever sur les bénéfices nets répartis aux Actionnaires et à verser à la Caisse de Prévoyance.

Ce versement a lieu valeur du 1^{er} janvier qui a précédé la répartition.

ART. 3. — Il est ouvert à chacun des Employés, Mariniers et Ouvriers qui ont été au service de la Compagnie pendant l'année entière un compte individuel.

Les sommes versées à la Caisse de Prévoyance, en vertu de l'article 2, sont distribuées entre les comptes individuels au *prorata* des traitements ou salaires respectifs reçus par chaque Employé, Marinier et Ouvrier pendant l'année se terminant au 31 décembre qui a précédé la répartition.

Les Employés, Mariniers ou Ouvriers qui entrent au service de la Compagnie dans le courant de l'année ne participent pas aux bénéfices de l'année courante. Ils ne commencent à participer que pour la première année qu'ils ont passée tout entière au service de la Compagnie du 1^{er} janvier au 31 décembre. Toutefois, pour calculer ultérieurement le temps de service d'un Employé, d'un Marinier ou d'un Ouvrier, on a égard à la date exacte de son entrée.

ART. 4. — Les fonds sont provisoirement conservés par la *Compagnie du touage de la Haute-Seine*, qui en bonifie l'intérêt de 4 p. 100 à chaque compte individuel.

Cet intérêt est calculé au 31 décembre de chaque année sur le montant de la somme inscrite à chaque compte, et s'y ajoute. Les fonds pourront être déposés à la Compagnie d'Assurances générales sur la vie.

ART. 5. — Il est délivré à chaque Employé, Marinier et Ouvrier un livret portant, à la suite du présent Règlement, un extrait de son compte individuel.

ART. 6. — Lorsqu'un Employé, un Marinier ou un Ouvrier a complété sa vingtième année de service ou sa soixantième année d'âge et seulement si l'une ou l'autre de ces deux conditions est accomplie, son droit à la Caisse de Prévoyance qui, jusque-là, n'a été que conditionnel, est acquis.

Son compte individuel peut être liquidé, soit sur sa demande, soit d'office, par décision du Conseil d'administration qui peut prononcer sa mise à la retraite.

L'emploi à faire de la somme établie par la liquidation est déterminé conformément à l'article 14 du présent Règlement.

ART. 7. — En cas de décès d'un Employé, d'un Marinier ou d'un Ouvrier en activité de service, laissant après lui une veuve non séparée de corps à la requête du mari, des enfants légitimes, adoptifs ou légitimés par mariage subséquent, des petits-enfants ou enfin des ascendants, le montant de son compte est remis, quels que soient son âge et la durée de ses services, soit à sa veuve, soit à ses enfants ou petits-enfants, soit à ses ascendants, dans les proportions qui sont déterminées par le Conseil; cette somme ne devant faire en aucune façon partie intégrante de l'actif de la succession.

ART. 8. — Si un Employé, un Marinier ou un Ouvrier se trouve atteint d'infirmité ou de maladie chronique entraînant incapacité de travail assidu, il peut être relevé de son emploi, soit sur sa demande, soit d'office par décision du Conseil, et le montant de son compte lui est remis.

ART. 9. — Le montant du compte est pareillement remis à l'Employé, au Marinier ou à l'Ouvrier qui est congédié sans aucun motif de mécontentement, par mesure de réduction de personnel ou de suppression d'emploi.

ART. 10. — En cas de dissolution et de liquidation de la Compagnie, non accompagnées de reconstitution, les sommes portées au compte de chaque Employé, Marinier ou Ouvrier lui deviennent acquises, quelle que soit la durée de ses services, et lui seront remises en argent comptant et pour solde.

ART. 11. — Dans les cas prévus par les articles 6, 7, 8, 9, et 10, les intérêts sont ajoutés au compte depuis le 1^{er} janvier jusqu'au jour du décès ou de la cessation de service.

ART. 12. — Hors les cas ci-dessus, l'Employé, le Marinier ou l'Ouvrier démissionnaire, congédié ou révoqué, est déchu de tous droits, même éventuels, dans la Caisse de Prévoyance.

Le montant de son compte est réparti entre ceux des autres Employés, Mariniens, ou Ouvriers, au prorata des sommes qui y étaient respectivement inscrites et ne fait jamais retour à la Compagnie.

La même répartition a lieu au décès d'un Employé qui ne laisse ni veuve, ni descendants, ni ascendants.

Toutefois si l'Employé, le Marinier ou l'Ouvrier, déchu se trouve débiteur de la Compagnie, le montant de son compte est d'abord appliqué, jusqu'à due concurrence, à combler le déficit ou à réparer les préjudices par lui causés à la Compagnie.

Le Conseil se réserve aussi la faculté d'apprécier la gravité des torts d'un Employé, Marinier ou Ouvrier qu'il est amené à congédier ou à révoquer, ou les besoins de sa famille, et, s'il y a lieu, d'user d'indulgence ou de bienveillance, de remettre, soit à lui-même, soit

à des membres de sa famille, une partie du compte individuel, sans être tenu de donner aucun motif de ses décisions.

ART. 13. — L'Employé, le Marinier ou l'Ouvrier ayant complété sa vingtième année de service ou sa soixantième année d'âge peut faire liquider son compte individuel tout en demeurant au service de la Compagnie.

Dans ce cas, son compte cesse de prendre part aux déchéances, mais continue de s'accroître des intérêts et de la participation aux bénéfices sans qu'il soit rien remis à l'Employé, Marinier ou Ouvrier, jusqu'à ce qu'il quitte le service de la Compagnie.

Si un Employé de la Compagnie en devient le Directeur, son compte est liquidé au jour de sa nomination.

Le montant de la somme qui y figure est mis à sa disposition en argent comptant et pour solde.

ART. 14. — L'Employé, le Marinier ou l'Ouvrier mis à la retraite sur sa demande ou d'office, peut, à son choix, demander que la somme disponible à son compte soit appliquée à lui constituer une rente viagère sur la Compagnie d'Assurances générales avec ou sans reversibilité, suivant les tarifs en vigueur au moment de la constitution, ou à lui acquérir l'usufruit de rentes françaises sur l'État ou d'obligations de chemins de fer français, la nue-propriété à ses héritiers.

Le Conseil est seul juge des circonstances exceptionnelles dans lesquelles il peut consentir à faire un autre emploi de la somme disponible, et notamment à la remettre en argent comptant. Il n'est tenu de donner aucun motif de ses décisions.

ART. 15. — Les Employés, Mariniers ou Ouvriers ne peuvent prétendre à aucun droit quelconque sur les sommes portées à leurs comptes individuels, à moins d'avoir accompli les conditions déterminées par le présent Règlement.

Le Conseil se réserve la plénitude de son autorité sur les Employés, Mariniers et Ouvriers.

ART. 16. — Il est statué en dernier ressort sur les réclamations et demandes quelconques ayant trait au présent Règlement, par le Conseil, qui en demeure arbitre unique et souverain, sans appel ni recours.

ART. 17. — Le chiffre de la somme à verser à la Caisse de Prévoyance devant chaque année être fixé par l'Assemblée générale des Actionnaires, conformément à l'article 2, la Compagnie se réserve expressément le droit de suspendre, suivant les circonstances, ce versement pendant un ou plusieurs exercices, sans être tenue de motiver aucune de ses décisions.

ART. 18. — Le conseil d'Administration peut modifier le présent Règlement sans que les modifications adoptées produisent aucun effet rétroactif.

REVUE DE L'ÉTRANGER.

ALLEMAGNE. — *Grands Établissements scientifiques et artistiques*, à Berlin. — On écrit de Berlin, le 7 avril, que la Chambre des députés a adopté le projet de la Commission du budget relatif à l'exécution des plans de Bâtiments à élever, pour la création, à Berlin, de grands Établissements scientifiques et artistiques.

CHRONIQUE.

MINISTÈRE DE LA JUSTICE. — M. le Garde des sceaux, Ministre de la justice, vient d'adresser la Circulaire suivante aux Procureurs généraux :

Paris, le 11 mars 1876.

Monsieur le Procureur général,

M. le Ministre de l'intérieur me fait connaître que le nombre des enfants acquittés par les Tribunaux comme ayant agi sans discernement et envoyés dans des maisons de correction, en exécution de l'art. 66 du Code pénal, tend depuis plusieurs années à s'accroître dans des proportions très-considérables.

Par une Circulaire du 26 mai 1855, l'un de mes prédécesseurs a déjà recommandé qu'à moins de circonstances graves, des poursuites ne soient pas dirigées contre des enfants âgés de moins de seize ans, lorsqu'ils paraissent avoir agi sans discernement. Les parquets sont surtout invités à s'abstenir à l'égard des enfants au-dessous de huit ans, aucune responsabilité légale ne pouvant, sauf dans des cas exceptionnels, leur être imputée.

Le nombre des jeunes prévenus envoyés dans des maisons de correction n'a cependant pas cessé d'augmenter; il était, au 31 décembre 1875, de 10,070, chiffre supérieur à celui qui avait motivé les observations du 26 mai 1855.

Ce nombre serait moindre, si l'on pouvait user davantage de la faculté excellente que donne à l'Administration l'article 9 de la loi du 5 août 1830, de placer provisoirement, à titre d'essai, hors de la colonie, les jeunes détenus qui paraissent le mériter. A Paris, on procède quelquefois ainsi : cette libération anticipée a l'avantage de fortifier l'autorité paternelle sous l'ascendant de laquelle l'enfant est ramené, et le droit reste entier de le faire réintégrer, sans nouvelles poursuites, dans l'établissement pénitentiaire, si sa conduite ne justifie pas la mesure bienveillante dont il a été l'objet.

En rappelant à vos substituts les prescriptions de la Circulaire de 1855, vous voudrez bien les engager à se mettre en garde contre les dispositions d'un trop grand nombre de parents qui, obéissant à des préoccupations intéressées, cherchent souvent à provoquer la détention de leurs enfants. Beaucoup de familles pauvres, en effet, considèrent les établissements d'éducation correctionnelle comme des institutions de bienfaisance; aussi laissent-elles les enfants se livrer au vagabondage ou à la mendicité, sans appréhender des poursuites qui ont pour conséquence d'alléger leurs charges. Au lieu de demander que les enfants leur soient rendus, les parents arguent bien des fois, soit de leur indigence, soit de la conduite des délinquants, et déterminent les Tribunaux à prononcer l'envoi dans une maison de correction.

C'est contre cette tendance, Monsieur le procureur général, que vos substituts doivent particulièrement réagir, non-seulement dans l'intérêt du budget de l'État et de l'exécution de la loi du 5 août 1850, mais surtout au point de vue de la moralité publique, dont l'une des plus sûres garanties est la conservation du sentiment de la famille.

M. le Ministre de la marine m'informe, d'un autre côté, que quelques Tribunaux se méprennent sur le véritable caractère de l'école des mousses, en mettant à sa disposition, pour y être élevés, des enfants âgés de moins de seize ans, arrêtés pour vagabondage. De telles décisions, que ne suffit pas à justifier le texte de l'article 271 du Code pénal, ne peuvent davantage s'appuyer sur les dispositions de l'article 9 du décret du 19 janvier 1811, dispositions tombées en désuétude, et en complet désaccord, du reste, avec la réglementation des équipages de la flotte. Les mousses de l'État se recrutent exclusivement parmi les enfants des officiers et soldats des troupes de terre et de mer. L'admission à bord du bâtiment-école constitue, en réalité, une récompense pour les services rendus par d'anciens marins ou militaires et un encouragement pour les sujets qui s'en sont montrés dignes, autant par leur bonne conduite que par leur aptitude au métier de la mer. Il importe donc que les magistrats des parquets fassent, lorsqu'il y a lieu, remarquer aux Tribunaux que l'école des mousses ne peut recevoir les jeunes prévenus, mineurs de seize ans, acquittés pour défaut de discernement.

Je vous prie de vouloir bien m'accuser réception de cette Circulaire dont je vous envoie des exemplaires en nombre suffisant pour tous vos substituts.

Recevez, Monsieur le Procureur général, l'assurance de ma considération très-distinguée.

Le Garde des sceaux, Ministre de la justice et des cultes,

J. DUFAURE

MINISTÈRE DE LA GUERRE. — Par une décision spéciale, M. le Ministre de la guerre a décidé que les demandes de *sursis d'appel* pourront être adressées aux conseils de révision jusqu'au jour fixé par décret pour la fin de la tournée de révision.

Les jeunes gens doivent, à cet effet, établir que, soit pour leur apprentissage, soit pour les besoins de l'exploitation agricole, industrielle ou commerciale, à laquelle ils se livrent, pour leur compte ou pour celui de leurs parents, il est indispensable qu'ils ne soient pas enlevés immédiatement à leurs travaux.

LES CAISSES DES ÉCOLES. — *Caisse des écoles du 1^{er} arrond^{ts} de Paris.* — « Jeudi, à deux heures, la grande nef et les bas-côtés de la grande église Saint-Roch regorgeaient de personnes venues pour assister au salut solennel et au sermon donnés en faveur de la Caisse des écoles du 1^{er} arrondissement. A en juger par la foule, cette œuvre si utile a rencontré de nombreuses et de précieuses sympathies. Un éminent prélat, Mgr. Ravinet, évêque de Troyes, a bien voulu présider la cérémonie; M. le curé de Saint-Roch a mis, avec son obligeance habituelle, son église et son personnel à la disposition du Comité de l'œuvre; un des maîtres de la parole, parmi nos prédicateurs de carême, le R. P. Delaporte, a expliqué le but de la *Caisse des écoles*, et appelé sur elle les bénédictions du ciel et la bonne volonté des fidèles; enfin, comme, au témoignage de Chateaubriand, toute institution qui sert à purifier l'âme et à y faire naître la vertu est par là même propice à la plus belle musique, — des artistes distingués, Mmes Fursch-Madier, Nivet-Grenier, MM. Hayet et Mannoury, de l'Académie nationale de musique, ont ajouté à l'éclat et à l'attrait de la cérémonie par le soin, le talent avec lesquels ils ont interprété un programme des mieux composés par M. B. Darnault, l'excellent et habile maître de chapelle de Saint-Roch.

A deux heures précises, M. Ravinet faisait son entrée, après avoir reçu l'eau bénite et l'encens, et se rendait au banc-d'œuvre pour y prendre place pendant le sermon, en compagnie d'un nombreux clergé.

Le grand orgue, tenu par M. Perron, ouvrit la solennité par une marche religieuse d'un grand caractère. Puis, le vénérable supérieur des prêtres de la Miséricorde, le R. P. Delaporte, est monté en chaire et a donné à connaître l'Œuvre de la Caisse des écoles aux fidèles qui ignoraient le but qu'elle poursuivait. Grâce à une sympathie universelle pour l'Enfance, la Caisse des écoles est une œuvre prospère qui acquiert de plus en plus, chaque jour, les moyens de faire le bien. Or, ces moyens se résument ainsi : des livrets de caisse d'épargne sont accordés par le Comité aux enfants des écoles laïques et congréganistes qui se sont particulièrement distingués au cours de l'année scolaire. Les intérêts produits par les sommes déposées à la

Caisse d'épargne sont capitalisés chaque année jusqu'à ce que le bénéficiaire ait atteint vingt-cinq ans pour les garçons, vingt-et-un ans pour les filles, ou jusqu'à l'époque de leur mariage.

Un premier prix de 500 fr. a été fondé pour chaque sexe. Ce prix exceptionnel est attribué à l'enfant qui sort le premier d'un concours spécial auquel sont convoqués tous les enfants des écoles communales et des écoles libres. Une somme de 1, 500 fr. a été de plus, consacrée à acquérir des livrets de caisse d'épargne pour les enfants ayant obtenu le certificat d'études, moitié pour chaque sexe. Ces livrets varient de 50 à 75 fr. Enfin, 900 fr. sont réservés pour les enfants des écoles communales âgés de moins de douze ans, n'ayant pas obtenu le certificat d'études, mais qui se font remarquer par leur assiduité, leur bonne conduite, leur bonne éducation et leur bonne tenue. En outre, les élèves suivant les cours d'adultes, les plus méritants, se voient distribuer sous forme de livrets de caisse d'épargne, des sommes de 25 fr. au moins, 100 fr. au plus; 600 fr. sont mis à la disposition de la délégation cantonale et de l'Administration pour gratification aux maîtres et maîtresses qui se signalent par leur aptitude. En somme, environ 5,000 fr. sont affectés à ces divers genres de récompenses. Une autre somme de 5,000 fr. est destinée à être employée en secours, dont voici la destination : secours directs aux enfants des salles d'asile et des écoles communales, consistant en distributions de chaussures et de vêtements; secours aux parents des enfants qui suivent les écoles; bains aux enfants des écoles; visites régulières des médecins dans les écoles et les salles d'asile; enfin, une somme de 2,000 francs est consacrée à l'entretien d'un ouvroir où un cours de coupe et de confections de vêtements, sous la direction d'une dame, suivi par soixante-cinq élèves, donne les meilleurs résultats.

On le voit, c'est une heureuse idée qui a présidé à la fondation de la Caisse des écoles; cette œuvre est d'autant plus féconde en bons résultats que les membres de cette Société doivent leurs sympathies, leur concours, des récompenses, non-seulement aux enfants qui fréquentent les écoles, mais encore à ceux qui, après les avoir quittées, sont entrés en apprentissage ou ont pu trouver place dans les écoles d'un ordre supérieur.

C'est à l'aide des souscriptions annuelles de 10 francs, de dons, de cérémonies solennelles comme celle d'hier, que la Caisse des écoles doit de n'être jamais vide. Elle peut ainsi faire grand bien aux enfants des écoles, qui n'oublieront point, quand ils seront des hommes, cette aide intelligente, ce concours sympathique, ces témoignages de bonne volonté qu'ils auront dû à des hommes de religion, d'art et de travail intellectuel.

Après le sermon, la partie musicale de la fête commença. Le célèbre

oratorio de Haydn, *la Création*, a été interprété par les chœurs et surtout le trio d'élite composé de M^{me} Fursch-Madier, MM. Hayet et Mannoury; *l'Agnus Dei*, de la messe de Rossini, avec solo par M^{me} Nivet-Grenier, a fait grand effet; on a été plus impressionné encore par les fragmenis du *Stabat* dont le *Ro peccatis*, chanté par M. Mannoury, et le *Quid est homo*, rendu avec âme par M^{me} Fursch-Madier et Nivet-Crenier, ont, comme toujours, été écoutés avec admiration. La prière de *Moïse*, soli et chœurs, a été dite avec un style et une correction irréprochables. Une splendide voix de basse, chargée des soli, a particulièrement charmé l'assistance.

Le Salut, composé de l'*O salutaris* d'Haydn, de l'*Ave Maria* de Gounod, avec le prélude de Bach; d'un *Tantum ergo* de Mendelssohn, — morceaux où M^{me} Fursch-Madier, et MM. Hayet et Mannoury firent de nouveau valoir leurs grandes qualités de méthode et leur belle voix, — se termina par la bénédiction du Saint-Sacrement, donnée par Mgr. Ravinet, et le *Laudate Dominum* d'Ambroise Thomas.

M. Dettwiller, maire du 1^{er} arrondissement, accompagné de ses adjoints, MM. Gignoux, Bertrand, Blanchard, et des membres du Comité, MM. Bouruet-Aubertot, Piliet-Desjardins, Cherrier, La Roue, Berger, Delamarre, de Mont de Benque, Moréno-Henriquès, Bessand, Bougenaux-Lolley, Chauvelot, Cherrier, Durand, Fitremann, Grouvelle, Prévot, Robin, Thibierge, se sont multipliés dans l'église pour frayer un passage et une place auprès des portes aux dames-patronesses chargées de la quête. M^{mes} Alabarbe, Archambault-Guyot, Bayvet Bessand, Blondel, Brun, Dawant, Dettwiller, Féréol, Labour, Charles Lefeu, Moisset, Moreau.

La quête a été des plus fructueuses, et cette belle cérémonie a pris fin vers cinq heures. — (*Le Gaulois*, 22 mars 1876).

— M. le Préfet d'Ille-et-Vilaine vient de porter à la connaissance des Maires de ce département des extraits d'une délibération prise le 24 août dernier, par le Conseil général, et concernant le service de l'instruction primaire, et notamment, la création de Caisses des écoles, qui n'a pas encore pénétré dans ce département.

L'article 13 de la loi du 10 avril 1867 autorise les fondations de ce genre.

ÉCOLES PROFESSIONNELLES. — *Société pour l'Enseignement professionnel de jeunes filles*. — La Société pour l'Enseignement professionnel de jeunes filles a fait, les 30 et 31 mars, au Grand-Hôtel, la vente annuelle au profit de ses établissements.

Cette Société est une des créations les plus remarquables de l'initiative privée. Fondée en 1856, sous le nom de *Société de protection maternelle pour les jeunes filles*, par Mme Elisa Lemonnier, cette Société avait pour but de faire élever gratuitement le plus grand nombre

possible de jeunes filles et de leur enseigner en même temps une profession qui leur permit de vivre honorablement. Après divers essais, les dames fondatrices changèrent le titre de cette Société, lui donnèrent celui qu'elle a actuellement, et organisèrent, rue de la Perle, 9, en 1862, la première école professionnelle pour les femmes qui ait existé en France.

Il y avait à l'ouverture 6 élèves; à la clôture de la première année, il y en avait 40, et 80 à la rentrée scolaire suivante.

Actuellement, la Société instruit 700 jeunes filles et leur apprend une profession. Il y a 200 élèves à l'école de la rue de Laval, 37; 200 à celle de la rue des Francs-Bourgeois, 31; 100 à celle de la rue d'Assas, 70; 50 à celle de la rue Saint-Honoré, 290; 150 à celle de la rue de Reuilly, 25.

A la mort de Mme Elisa Lemonnier, Mme Jules Simon fut nommée présidente, M^{mes} Eug. Manuel et Dorian, vice-présidentes.

L'enseignement y est conforme aux programmes déterminés par la loi pour les écoles primaires de second degré; quant aux cours professionnels, ils contiennent : le commerce, l'herboristerie, le dessin industriel, la gravure sur bois, la peinture sur porcelaine, la peinture pour stores, la fabrication des fleurs artificielles, la confection, la lingerie, le dessin pour châles.

La modique rétribution payée par les élèves est loin de couvrir les dépenses indispensables à l'exécution du programme que la Société s'est tracé. La différence entre les recettes et les dépenses des cinq écoles varie annuellement entre 55,000 et 60,000 francs, et c'est pour compenser cette insuffisance de recettes que le Conseil d'administration organise, chaque année, une vente dont le succès a, jusqu'à présent, répondu à son attente.

La Société vient de réaliser un projet formé depuis longtemps : elle a créé pour ses anciennes élèves un centre de relations amicales et d'aide mutuelle, par la constitution d'une Société de secours qui fonctionne régulièrement et dont font partie plus de deux cents anciennes élèves.

LA SOCIÉTÉ FRANKLIN. — La Société Franklin a tenu une séance publique à la Porte-Saint-Martin, qui a produit 3,730 francs. Cette recette permettra à la Société d'étendre encore ses opérations.

La Société qui compte 1,300 membres, a déjà donné aux bibliothèques de l'armée plus de 110,000 francs et 6,000 francs à celles de villages créés en Algérie pour les Alsaciens-Lorrains.

La Société Franklin a fondé ou subventionné 441 bibliothèques de régiments, casernes ou hôpitaux, et 42 dans les villages algériens. Elle a des rapports avec 3,000 bibliothèques scolaires, communales, etc., sur les 4,011 existantes. En 1874, la Société a distribué 44,000 volumes; 56,000 en 1875; probablement sa distribution arrivera au chiffre de 70,000 environ.

SOCIÉTÉ DES INSTITUTIONS DE PRÉVOYANCE. — Le 14 novembre 1875, a été fondée à Paris, sur la proposition de M. de Malarce, et sous la présidence de M. Hippolyte Passy (de l'Institut), ancien Ministre des finances et du commerce, Président de la Société d'Économie politique, avec le concours de membres de l'Institut, du Conseil d'État et des Ministères, la *Société des Institutions de Prévoyance*, dont le caractère est à la fois scientifique et bienfaisant.

Cette Société, qui peut s'autoriser comme précédent des services rendus depuis 1872 par la Société analogue d'Angleterre (la *Provident Knowledge*), a pour but :

De poursuivre et de favoriser l'étude comparée des législations, des procédés et des faits relatifs aux Institutions de Prévoyance dans les divers pays du monde ;

De propager les voies et les moyens reconnus les plus propres à répandre les habitudes de prévoyance ;

Et d'aider par ses conseils et encourager par des récompenses les personnes les mieux dévouées et les œuvres dont elle apprécie l'utilité, notamment les caisses d'épargne, les caisses d'épargne scolaires, les penny banks des ateliers, les assurances, les caisses de retraite et de secours mutuels, et les Unions fondées sur le principe de la prévoyance.

Les demandes de renseignements et les communications relatives à l'Œuvre de la Société des Institutions de Prévoyance, peuvent être adressées à M. de Malarce, secrétaire perpétuel de la Société, à Paris, 44, rue de Rennes, où le secrétariat est d'ailleurs ouvert tous les dimanches, de onze heures à une heure.

L'ÉCOLE DE DESSIN de la Chambre syndicale de la Bijouterie, Joaillerie et Orfèvrerie. — Un des plus beaux bals de la saison a été donné le samedi 11 mars, dans les magnifiques salons du Grand-Hôtel, par la Chambre syndicale de la bijouterie, de la joaillerie et de l'orfèvrerie de Paris.

Ajoutons que le bénéfice de ce bal est affecté à une bonne œuvre et que le produit en est consacré à une École professionnelle de dessin et de modelage fondée par la Chambre syndicale ; cette école est la première qui ait réussi à s'organiser à Paris, elle réunit un nombre considérable d'élèves et s'affirme par les résultats les plus satisfaisants.

L'ŒUVRE DES APPRENTIS ET DES JEUNES OUVRIERS. — La vente au profit de l'Œuvre des Apprentis et des jeunes Ouvriers aura lieu les mardi et mercredi de Pâques, 18 et 19 avril, au palais de la présidence de la Chambre des députés, de deux à sept heures.

Madame la maréchale de Mac-Mahon a bien voulu se charger de vendre les charmants objets qui ont été offerts par les manufactures les plus renommées, entre autres celles de Gien et de Baccarat.

L'ORPHELINAT DE LA SEINE. — La Société de l'Orphelinat de la Seine a tenu sa quatrième séance dans une des salles de la mairie du 1^{er} arrondissement, sous la présidence de M. Salicis, capitaine de frégate.

Il n'est pas inutile de rappeler l'origine de cette institution. C'était pendant le siège de Paris; quelques citoyens eurent la généreuse pensée de recueillir et d'élever les orphelins de la guerre. Un Etablissement laïque et municipal fut fondé aux Batignolles. Les ressources étaient faibles, mais le patriotisme étant grand, l'œuvre marcha.

Aujourd'hui, l'Association est en voie de prospérité; les bourses, si difficiles à se dénouer, se sont ouvertes. Des bienfaiteurs sont venus en aide à ces pauvres orphelins sans appui et sans ressources. Pendant l'exercice 1875-1876, la somme souscrite a dépassé 65,000 francs, non compris les dons en nature.

M. Henri Martin, président d'honneur, a prononcé des paroles cordiales qui ont été fréquemment applaudies.

SOCIÉTÉS INDUSTRIELLES. — *Société industrielle de Mulhouse.* — La Société industrielle de Mulhouse va célébrer le cinquantième anniversaire de sa fondation en ouvrant, le 11 mai, une Exposition industrielle et artistique. Le soir, un grand banquet réunira les membres de la Société. Une médaille sera frappée à l'occasion de cet anniversaire. L'Exposition durera jusqu'au 15 juin.

LES AVEUGLES APPRENTIS. — Nous avons assisté, le 4 avril au soir, au concert donné à l'Institution nationale des jeunes aveugles, boulevard des Invalides.

L'orchestre était composé d'environ soixante-dix jeunes aveugles, dont la plupart n'ont pas vingt ans, et qui exécutent la musique avec un sentiment remarquable.

Voici quel était le programme de ce concert, qui sera renouvelé identiquement vendredi prochain, 7 avril, à la même heure.

- 1^o Menuet de la *Symphonie pastorale*, ... BEETHOVEN.
- 2^o Chœur de la tragédie *Caligula*, ... LEBEL.
- 3^o Andantino pour violon, violoncelle, piano et mélodium, ... PERDU.
- 4^o Andante et finale d'un concerto pour orgue et orchestre, ... HENDEL.
- 5^o *Souvenirs de Provence* pour violon, ... BRÈS.
- 6^o *Le Singe et le Chat*, chœur, ... SAINT-PAUL.
- 7^o Kermesse pour piano, piano quatuor et orgue, .. PERSON.
- 8^o *Psaume 111*, solo et chœur, ... NANT.
- 9^o Duo de la *Pie voleuse*, ... ROSSINI.
- 10^o 2^e grand trio pour violon, violoncelle et piano, . MENDELSSOHN.
- 11^o *Allegro* de la *Symphonie en ut mineur*, ... BEETHOVEN.

MM. Lebel, Saint-Paul, Brès, Person et Nant, ont été élèves de l'Institution et y sont actuellement professeurs.

Le nombre total des jeunes aveugles s'élève à cent vingt environ dont un tiers de filles. Leur sortie de l'Institution doit avoir lieu 8 ans après leur entrée, entre 18 et 21 ans.

S'ils montrent des aptitudes musicales, on les cultive avec soin; sinon, ils apprennent un métier, le rempaillage, le cannage des chaises, le tissage des filets, etc. Ils sont finalement placés au mieux de leurs intérêts.

L'ENFANT DE LA RUE. — (Voy. ci-dessus, p. 197 la Circulaire de M. le Garde des sceaux). — *Accidents*. — « Nous ne comprenons pas que les gardiens-de-la-peace, dit l'*Opinion nationale* (n° du 31 mars), n'empêchent pas les gaminis de monter derrière les voitures, ou du moins ne les en fassent pas descendre, lorsqu'ils en aperçoivent; les accidents causés par ce jeu dangereux sont nombreux.

Hier encore, rue Abbaticci, le nommé Dubois, âgé de dix ans, en sautant de l'arrière d'une voiture de fruitier sur laquelle il était grimpé, est tombé; le coupé de la marquise de G..., qui venait derrière, n'a pu être arrêté à temps; une des roues a passé sur le corps de l'enfant.

Les blessures sont heureusement peu graves; la marquise l'a fait transporter en voiture chez ses parents. »

« Le jeune Réton, âgé de quatorze ans, apprenti peintre, s'amusait à glisser sur la rampe de l'escalier n° 1, boulevard de Belleville. Arrivé au deuxième étage, il perdit l'équilibre et fut précipité dans la cage de l'escalier.

Il a été très-grièvement blessé sur tout le corps; on l'a transporté à l'hospice Sainte-Eugénie ». (*L'Opinion nationale*, n° du 2 avril).

— *L'enfant de la rue, à New-York*. — M. L. Simonin vient de faire pour le monde américain, et spécialement pour la ville de New-York (1) à peu près ce que M. Maxime Du Camp a réalisé avec tant de bonheur dans son livre de *Paris*, c'est-à-dire une étude où l'observation tient autant de place que la statistique, où, à côté des détails les plus précis sur la situation industrielle, commerciale, administrative et financière de la grande cité américaine, se rencontrent les traits les plus pittoresques sur son état moral et social.

On est effrayé de voir, en lisant le livre si exact de M. L. Simonin, que New-York abrite, dans ses bouges et cabarets, une armée de la misère plus nombreuse et plus dangereuse que celle de Londres. Elle

(1) *Le Monde Américain*, souvenirs de voyages aux États-Unis : (Librairie Hachette.)

se recrute incessamment parmi ses 30,000 enfants des rues, chiffre qui ne fait que s'accroître, malgré les précautions que prend la société régulière pour les moraliser par l'école et la création d'asiles, ou pour les corriger par les pénitenciers.

NÉCROLOGIE.— *M. Mauge du Bois-des-Entes*.—Notre collègue M. Mauge du Bois-des-Entes (Louis-Armand) était né en 1800 à Nogent-l'Artaud, d'une famille qui tenait dans sa province un rang distingué. Son père, conseiller à la cour des aides, avait, après la suppression de ce corps, occupé divers postes dans la magistrature : sa mère s'appelait Héricart de Thury, nom illustré de nos jours dans les sciences et sur lequel La Fontaine avait au ^{xviii} siècle, appelé quelque célébrité.

M. Mauge achevait ses études à Paris au moment où la Restauration, affermie par cinq années de durée, pouvait se promettre un long et brillant avenir. Époque, en effet, pleine d'espérance ! A l'extérieur, la paix ; au dedans, le territoire libéré ; les finances publiques sagement administrées et prospères. Dans les lettres, les sciences, quelle expansion ! quel éclat ! Royer-Collard, Villemain, Cousin, Guizot, Thénard, Biot, Gay-Lussac, occupaient les chaires de la Sorbonne et du Collège de France.

M. Mauge sut mettre à profit les richesses littéraires et scientifiques qui s'offraient à lui. Ce fut auprès de tels maîtres qu'il acquit cette instruction variée qui donnait à sa conversation tant de charme et de prix.

Bientôt la littérature eut ses préférences : il cultiva la poésie, et, signe du temps, composa un recueil d'élégies, prenant ainsi place dans cette pléiade poétique qui brilla d'un jour peut-être plus pur qu'éclatant. Plus d'un demi-siècle nous sépare de cette époque : la muse avait alors des tons moins hardis ; mais la simplicité harmonieuse des vers de M. Mauge prouve qu'il appartenait à l'école, toujours en honneur, du bon goût, de l'élégance et de la grâce. Il lui est constamment resté fidèle. Les notices biographiques consacrées à la mémoire de quelques-uns de ses amis, sa correspondance très-étendue, aussi bien que les discours qu'il a prononcés dans des réunions publiques, révèlent en lui un écrivain imbu des principes d'une sage et saine doctrine littéraire.

Cependant il fallait occuper utilement les instants de sa vie. La carrière de la magistrature attirait M. Mauge : des souvenirs de famille lui en facilitèrent l'entrée. Successivement substitut à Clermont, à Abbeville, à Laon, puis procureur du roi à Pithiviers et substitut du Procureur général à Orléans, il fut, en 1842, nommé conseiller à la Cour royale.

Le caractère modéré, attentif, studieux de M. Mauge le rendaient éminemment propre à ces fonctions. Dans la présidence des assises, il prouva que la politesse du langage et la mansuétude n'ôtent rien

à l'autorité et à la dignité du juge. Observateur scrupuleux de la règle et de l'ordre, annaliste infatigable, collectionneur éclairé, il a recueilli et coordonné un nombre immense de documents relatifs au service intérieur des Tribunaux et au rang des autorités dans les cérémonies publiques : travail utile, qui a dû coûter beaucoup de soins et qu'il est regrettable que son auteur n'ait pas édité.

En 1869, devant de plus d'une année la date fixée à la limite d'âge, il crut devoir solliciter sa mise à la retraite ; cette séparation volontaire causa à ses collègues de sincères et d'unanimes regrets.

Ce n'était pas pour se livrer au repos que M. Mauge cessait d'être magistrat. Déjà membre de plusieurs Œuvres utiles ou charitables, auxquelles il prêtait un concours actif, pour elles il redoubla de zèle. Entre toutes, il en est une bien digne d'intérêt, la *Société de patronage pour les jeunes Apprentis*. M. Mauge s'y voua avec ardeur ; il n'en fut pas seulement le Président, il en fut le protecteur et, en quelque sorte, le père. Il l'a aidée de ses efforts, de son influence, de sa bourse. Son nom y est et y sera longtemps vénéré. Devenus hommes, les enfants qu'il a entourés de soins si affectueux, parleront de lui avec respect et reconnaissance.

M. Mauge appartenait à l'Académie de Sainte-Croix depuis sa fondation. En 1869, les suffrages de ses collègues l'avaient honoré du titre de vice-président. Vous avez tous apprécié combien son esprit était orné et son cœur délicat.

Que d'autres qualités se rencontraient en M. Mauge ! Parlerai-je de son obligeance, de sa ponctualité, de son goût pour l'étude qui le suivait jusque dans ses promenades, de la cordialité de son accueil dans cette maison si hospitalière du Caban ?

J'aime mieux, en terminant, rappeler ses vertus : prévalaient en lui, la générosité et la bienfaisance. Donner était pour M. Mauge un bonheur et presque un besoin. Entre sa compagne chérie et lui s'établissait une sorte d'émulation à venir en aide à la pauvreté et à la souffrance.

Orléans pouvait espérer conserver longtemps un homme si charitable et si aimé. L'âge ne l'avait point affaibli : même vivacité d'esprit, même activité de corps qu'en ses viriles années. Hélas ! que les apparences étaient trompeuses. M. Mauge nous a été enlevé du soir au matin, en un moment, et sa mort a causé presque autant de surprise que de douleur et de regrets. — *Veau de Launay*.

ŒUVRE-ANNEXE DES BIBLIOTHÈQUES DES APPRENTIS

M. LÉON ROSTAING. — CONFÉRENCES OUVRIÈRES : *Étude de l'Enquête parlementaire sur les conditions du travail en France.* (Suite. — Voy. ci-dessus p. 105-112.) — S'il est vrai de dire que l'Enquête parlementaire sur les conditions du travail, n'ayant pour objet que de révéler les dangers de la situation présente, devait nécessairement et sur bien des points manquer d'une sanction pratique, il faut cependant reconnaître qu'en ouvrant la porte aux réformes et aux progrès, elle a déjà produit un résultat considérable. Nous voulons parler de la loi sur le travail des enfants dans les manufactures; c'est là un progrès acquis tellement important qu'il suffirait seul à justifier les travaux de la Commission et qui peut être le départ d'une réglementation nouvelle du travail. Il n'est donc que juste de rendre hommage au zèle persévérant des défenseurs de l'ouvrier enfant, et nous le faisons de bien grand cœur. Mais la Commission ne devait pas s'arrêter à ce résultat, qui est dû en grande partie à son initiative, et elle a aussi porté ses investigations sur les conditions du travail des adultes, au point de vue de la durée du labeur. Elle a donc cherché mais n'a point réussi à donner une conclusion pratique; à peine a-t-elle osé formuler un désir. Et qui pourrait s'en étonner, car c'est là un de ces problèmes que les usages seuls peuvent résoudre et que la réglementation ne saurait effleurer?

Est-ce qu'il est possible, ainsi que le fait remarquer M. Rostaing dans les Conférences ouvrières dont nous reprenons l'analyse, est-ce qu'il est possible de tracer une règle uniforme? On l'a tenté; mais les tentatives faites en 1848 pour limiter à douze heures la journée de travail effectif n'ont pas eu le moindre succès. Si tous les ouvriers étaient soumis au même labeur, il est bien certain qu'on pourrait espérer une réglementation générale, mais peut-on aujourd'hui comparer l'effort de l'un et de l'autre, et la fatigue qu'entraîne cet effort? peut-on enfin comparer la vigueur de l'un et la faiblesse de l'autre? Espoir chimérique! Quelles bases d'appréciation prendrait-on et sur quelles données sérieuses et fixes ferait-on reposer une loi quelle qu'elle fût? L'expérience, à laquelle on ne recourt pas assez en ces matières, n'a appris qu'une chose, c'est « que les longues journées ne sont souvent pas plus profitables au patron qu'à l'ouvrier et que le premier, en demandant au second un effort moins continu, obtient de lui un meilleur travail. » (1) Mais on ne sait rien de plus, et la solution pourrait changer avec les hypothèses. A ce point de vue donc, les revendications sont vaines, car la loi n'a point à intervenir lorsque l'intérêt du patron et celui de l'ouvrier sont le plus

(1) *La Situation des ouvriers en Angleterre*, par M. le comte de Paris.

souvent d'accord. Une réglementation uniforme serait plus dangereuse qu'utile. Codifier un progrès, c'est toujours l'arrêter dans sa marche.

La question des chômages devait, entre toutes les autres, solliciter l'attention des membres de la Commission d'enquête. En effet, le chômage est en même temps l'effet et la cause des souffrances de certaines industries. Le mal est à coup sûr considérable, mais il tient surtout à l'instabilité de notre régime commercial et économique. Certes, il est plus facile de montrer la maladie que de signaler le remède; mais c'est là une de ces questions vitales dont il n'est plus possible de se désintéresser. A ce point de vue, l'œuvre de M. Rostaing est bien l'œuvre du patriotisme et du dévouement.

Dans une étude développée et savante, M. Rostaing nous montre quelle désastreuse influence exercent sur le travail industriel, les changements fréquents de notre système commercial, aujourd'hui protectionniste et demain libre-échangiste. L'instabilité est presque la règle. Comment empêcher ces fluctuations périodiques de jeter la perturbation dans les affaires et partant de modifier les rapports économiques des ouvriers et des patrons?

Ce n'est pas tout encore, les charges dont l'industrie a été frappée sont écrasantes, et il est tel commerçant, tel ouvrier qui paie aujourd'hui 40 0/0 de plus qu'en 1871. Ainsi surchargée, l'industrie ne trouve pas dans le développement de la consommation une compensation suffisante, l'équilibre est rompu. De là les chômages auxquels succèdent des reprises d'affaires à certaines époques de l'année. Mais ce travail intermittent ne profite à personne, et il en résulte que, dans certaines industries, l'ouvrier inoccupé meurt de faim pendant une certaine période, tandis que, pendant un autre laps de temps, il ne peut suffire à la demande. Il n'est pas d'élément de démoralisation comparable à celui-là.

A cet état de choses, constaté par la Commission d'enquête, quel est donc le remède? Un remaniement des impôts, n'hésite pas à proclamer M. Rostaing; et il n'est que l'écho des économistes les plus distingués de notre temps. Non pas qu'il faille prendre pour point de départ des réformes à faire, les utopies enfantines de l'école socialiste. Ces théories, renouvelées des rêves de l'abbé de Saint-Pierre, ont été jugées par notre grand fabuliste dans ce charmant apologue de la *Poule aux œufs d'or*. Car nos réformateurs, pour augmenter le bien-être des producteurs, n'auraient rien de plus pressé, s'il faut en croire leurs livres, que de ruiner les consommateurs. Nous parlons sérieusement, et nous n'avons pas besoin d'insister sur ces formules démocratiques à l'usage des réunions publiques : l'impôt sur le capital, l'impôt progressif, etc., qui sont dans la bouche de tous les mendiants de popularité. On ne fait pas à ces divagations l'honneur de les discuter même un instant.

Mais notre système actuel est bien loin d'être parfait; i faudrait dégrever l'industrie. On a parlé d'une réforme de l'impôt foncier; nous en serions fort partisan, pour notre part, car il n'est pas d'impôt qui pèse d'une manière plus inégale sur les contribuables. Nous connaissons des départements où la propriété foncière est surchargée, tandis que dans certains autres elle ne supporte qu'une taxe dérisoire; nous savons des propriétés de 10 hectares qui paient autant que des domaines de 50.

Et d'ailleurs, il n'est besoin à cet égard que de citer des chiffres, car ils sont sans réplique. En 1790, lorsque l'impôt foncier fut établi, le revenu total du sol en France s'élevait à 1,200 millions; en 1873, le département de l'Hérault seul, a produit, malgré le phylloxera, 618 millions, plus de la moitié de la production totale évaluée lors de l'établissement de l'impôt foncier en France. Il est bien évident que si les bases de répartition n'ont pas été sensiblement changées, les conditions de la production s'étant modifiées d'une manière considérable, il y a aujourd'hui une inégalité énorme entre les charges des uns et les impôts des autres. Peut-on assimiler les terres à blé, dont le revenu a peu varié, et les terrains à vigne dont le produit a décuplé?

Il y a donc là une réforme à faire; elle a d'ailleurs été demandée par les meilleurs esprits et M. Mathieu-Bodet en a fait l'objet d'un projet de loi sur le recensement du cadastre. Elle permettra, nous l'espérons, de dégrever l'industrie. La situation s'améliorant, les charges diminueront. Il importe, enfin, par la bonne politique d'abord et aussi par certaines mesures administratives, de ramener vers les entreprises industrielles les capitaux que la spéculation absorbe. Nous laissons sur ce point la parole à M. Léon Rostaing :

« Il faut, dit-on de toutes parts, que l'industrie contribue à rendre au pays la prospérité, en donnant aux affaires une activité nouvelle; il faut, de plus, qu'elle lui rende la tranquillité en donnant à l'ouvrier les moyens de s'instruire et de s'enrichir par un travail constant et rémunérateur. On dit cela et en même temps on la frappe, on la désarme, on l'accule jusqu'au-delà des limites du possible. On est allé plus loin.

« On n'a pas hésité à ravir à certaines industries leur liberté d'action et jusqu'à leur indépendance en les soumettant au mode de perception d'impôt de tous le plus vexatoire : l'exercice par l'Administration des contributions indirectes. Dans les établissements soumis à ce régime plus que despotique, la liberté, la fortune, l'honneur même des manufacturiers sont en quelque sorte à la merci d'agents subalternes du fisc qui, en vertu de réglemens plus sévères que la loi, peuvent provoquer des poursuites et obtenir des condamnations pour des négligences ou des fautes indépendantes du fait et de la volonté des patrons

qui ne devraient point en être responsables. De pareilles entraves détournent des entreprises industrielles, non-seulement bien des hommes qui auraient été capables de les faire progresser, mais encore et surtout d'immenses capitaux. Hommes intelligents et capitaux vont demander à la spéculation des avantages que l'industrie n'est plus en état de leur donner. »

Qu'on ne l'oublie pas, pour supprimer les troubles politiques, il faut avant tout supprimer le chômage, et pour supprimer ou du moins restreindre le chômage, il faut enlever les entraves dont on a enveloppé l'industrie française. Quelles que soient sa vitalité et sa puissance, il est des bornes qu'il ne faut pas franchir, et l'on y touche.

Mais le danger n'est pas là seulement. Les coalitions et les grèves sont des fléaux qui menacent sans cesse l'industrie et avec elle la paix publique. Le régime impérial, si ouvert aux aspirations socialistes, a cru que la loi de 1864 serait une soupape de sûreté pour les revendications de la classe ouvrière. Il en a fait aussi un épouvantail pour la bourgeoisie. Mais la loi existe depuis douze ans, quels bons résultats a-t-elle produits, quelles réformes sérieuses a-t-elle amenées ; on le cherche en vain et l'on constate, au contraire, qu'elle a creusé plus encore l'abîme qui séparait les ouvriers de leurs patrons. La loi découle des mœurs, mais elle ne saurait les faire.

Aussi bien tous les remèdes qu'on a présentés sont des remèdes empiriques. On a cherché des palliatifs, il fallait attaquer le mal dans sa racine. Les chômages et les grèves ne disparaîtront que lorsqu'on aura amélioré la situation matérielle et surtout la situation morale de l'ouvrier. Tel est le *desideratum* de tous ceux qui étudient ces gros problèmes ; c'est aussi l'objet d'une partie considérable de l'œuvre de M. Rostaing.

Quelle est donc, à notre époque, la situation morale des classes populaires ? Ne cherchons pas. Le scepticisme religieux y règne en maître et l'immortalité, sa sœur, trouve devant elle un champ libre et fertile. Les déplorables exemples donnés par la classe élevée au siècle dernier, par la classe moyenne dans celui-ci, ont porté leurs fruits ; le doute et le matérialisme sont descendus dans les ateliers, ils menacent les chaumières.

Tel est l'état présent. Nul ne pourrait en contester la gravité et chaque heure voit ce mal grandir. La société moderne privée de son lest le plus puissant, chancelle sur ses bases, les passions mauvaises s'agitent et fermentent. Le radicalisme politique et religieux a enlacé dans ses vastes mailles presque toute la population laborieuse.

Et quel profit les apôtres de la révolution, les coryphées du désordre ont-ils tiré de cet état de choses ? Quelques sièges de député, quelques places lucratives, les applaudissements des réunions publiques, et rien de plus. Tandis qu'à côté d'eux, l'ouvrier qu'ils ont trompé et

exploité souffre du malaise causé par la politique dont il est l'instrument trop souvent inconscient, et plus le malaise croît, plus lui-même devient mauvais. Car c'est là un cercle vicieux : les passions déchainées engendrent la misère, et la misère aigrit les passions.

A quelle cause faut-il attribuer cette situation morale des ouvriers ? M. Rostaing s'est posé la question et il ne lui a été que trop facile d'y répondre. Au mauvais exemple donné par les patrons ou à leur négligence.

S'il en est qui se sont faits eux-mêmes des modèles d'irrégion et de débauche, d'autres, bien plus nombreux, mais non moins coupables, abdiquent leur autorité et leur influence en faveur de l'Internationale. En donnant comme une pâture la religion et ses ministres, la société et ses représentants, ils pensent se faire oublier, ils espèrent se faire pardonner leur fortune.

« Etrange illusion ! s'écrie M. Rostaing, les chefs de l'Internationale, ces déclassés, dévorés d'envie, n'ont jamais, au contraire, d'expressions assez violentes à leur service, de menaces assez sanglantes à proférer, lorsqu'ils parlent des négociants, manufacturiers, patrons, et ils n'auraient garde d'oublier de proposer leur suppression en tête de tous leurs programmes. »

D'autres enfin n'abdiquent pas dans les mains de l'Internationale, mais se dépouillent de leur autorité en faveur de contre-mâîtres qui repoussent toute responsabilité morale et n'entendent présider qu'à l'ordre matériel et à la distribution du travail. L'ouvrier est abandonné à lui-même, son protecteur naturel, le patron, a déserté la lutte.

Voilà le mal, et il est grand. Plaçons en regard le bien qu'on a pu faire.

Dans les grandes compagnies de chemins de fer, la direction morale des ouvriers n'est jamais abandonnée à des subalternes. Ainsi la compagnie de Lyon a entouré la position de ses employés de garanties sérieuses. Un ouvrier peut être suspendu de ses fonctions s'il ne s'en acquitte pas bien, mais il ne peut être renvoyé qu'après une enquête hiérarchique. L'ouvrier se sentant ainsi soutenu, comprenant qu'il n'est plus seulement le rouage inerte d'une vaste machine que le caprice conduit, l'ouvrier ne tarde pas à apprécier le bienfait de cette autorité qui le protège. Il ne se défie plus de ses supérieurs, et ce sentiment de confiance est pour lui un élément puissant de moralisation.

Dans nombre d'usines, les patrons, soucieux de remplir leur mission morale, ont entrepris l'éducation religieuse de leurs ouvriers. MM. de Lafarge, au Teil, tout en environnant leur nombreux personnel des secours matériels les plus larges, ont voulu pénétrer jusqu'aux consciences. Ils ont donné l'exemple de la pratique religieuse, et l'exemple a été suivi.

A Larivière, même résultat. Au Val-des-Bois, MM. Harmel ont aussi fait des prodiges. Placés en face d'hommes corrompus, insouciants ou hostiles, que le hasard seul amenait dans leur usine, c'est par la liberté qu'ils ont régénéré leurs ouvriers. Ils ont d'abord songé à améliorer leur position matérielle, puis le progrès moral est venu comme de lui-même. Avec l'aide des frères de la doctrine chrétienne et des sœurs de Saint-Vincent-de-Paul, ces associés obligés des grandes œuvres, MM. Harmel ont réussi à transformer leur usine en une école de foi et de moralisation. Les ouvriers n'appartiennent plus à l'*Internationale*, mais ils sont heureux et libres.

Il est bon de s'occuper des hommes faits; il est plus nécessaire encore de veiller sur les enfants, c'est par eux qu'on prépare l'avenir. L'*Internat manufacturier* a été un des plus puissants instruments de régénération. Il soustrait l'enfant aux mauvais exemples, aux dangereux conseils, et aujourd'hui 40,000 jeunes filles, sous une direction toute maternelle, s'apprentent en travaillant à devenir de bonnes et honnêtes mères de famille. Citons à cette occasion les manufactures de MM. Bonnet à Jujurieux, Colcombet à la Seauve, Sarda aux Mazeaux, Durand frères à Vizille, Montessuy et Chomer à Renage, Martin à Lyon et Tarare, Hamelin, Groult à Paris, Harmel au Val-des-Bois, Breton frères au Point-de-Claix, Chardon (Ernest) à Paris.

Les hommes de bien, dont nous livrons les noms, nous pardonneront de dévoiler leurs œuvres; il n'est que juste, par ce temps de défaillances et des compromissions, de rendre un public hommage à ces hardis champions du bien.

Nombre de ces Internats sont placés sous la direction des congrégations religieuses de Saint-Vincent-de-Paul, de Saint-Joseph, de la Sainte-Famille, de la Providence, de Saint-Charles. De saintes femmes, que l'école radicale voudrait écarter de nos écoles, ont voué leur vie à l'éducation des jeunes apprenties. Quel que soit le champ de bataille, on y retrouve toujours les sœurs de charité ou leurs compagnes, et l'athéisme sait bien qu'en les exilant de notre sol, il rendra au mal le terrain qu'elles lui disputent pied à pied.

Les Œuvres d'apprentis ont le même succès, car le même dévouement les a fondées et les soutient. Rappelons l'orphelinat de Neuhof, l'Œuvre des petits Ramoneurs et Fumistes de Paris, dirigée par les frères de la doctrine chrétienne, l'Union chrétienne des jeunes gens à Strasbourg, les établissements de MM. Auguste Seydoux au Cateau, Hartmann, Schmalzer et C^{ie}, à Melsmerpach, Pleyel et Wolf à Paris, les Chambres syndicales de la bijouterie, de la papeterie, de la céramique, de la verrerie, les pensions Chevoon et Rousselle, les Écoles professionnelles de MM. Chaix, Claye et Dupont, le Cercle catholique des Apprentis d'Annonay, les Orphelinats agricoles de Draguignan et de Crosne, les

manufactures de MM. Vieillard, à Bordeaux, Oberthur et fils, à Rennes, Gillet, à Lyon, Gévelot, à Issy.

Dans toutes ces maisons, le but est le même, si les moyens diffèrent ; on protège l'enfant et on en fait un ouvrier habile et honnête. Sans doute ce n'est pas là le foyer paternel, mais le bien acquis compense largement l'éloignement de la famille.

Quant aux enfants qui vivent chez leurs parents, on ne les a pas oubliés. Pour eux, on a créé des écoles où l'instruction n'est pas séparée de l'éducation, où la science ne proscriit point la foi. Sans parler des classes dirigées par des laïques chrétiens, on compte en France mille établissements de frères, dans lesquels 326,000 élèves se pressent chaque année. Aussi bien c'est de ces hommes que M. Thiers a pu dire : « Des frères... je voudrais en avoir, non-seulement dans toutes les villes, mais dans tous les bourgs et dans tous les villages. »

C'est par eux que l'enseignement religieux se répand. Et c'est à leurs leçons que rendait hommage un poète qui depuis..... : « L'enseignement religieux, disait M. Victor Hugo, est, selon moi, plus nécessaire aujourd'hui qu'il n'a jamais été. Plus l'homme grandit, plus il doit croire... Je dis donc sincèrement, je dis plus, je veux ardemment l'enseignement religieux. »

Cet appel a été entendu. Au Creusot, M. Schneider a fondé des écoles où 6,000 enfants reçoivent l'instruction élémentaire sous la direction des sœurs de Saint-Joseph. L'école n'est gratuite que pour les indigents.

Combien de salles d'asiles ont encore été créées par des industriels chrétiens, à Mulhouse, à Pfaffstätt, à Dornach, à Guebwiller, à Mantes où M. Hartmann a fait construire une salle d'asile qui a coûté 75,000 fr., et des écoles dont la dépense s'est élevée à 250,000 fr., il convient d'ajouter qu'elles contiennent 800 élèves.

Citons encore les écoles de MM. Dietrich à Niederbronn, Goldenberg à Zernhoff, Herzog et Hirm à Logelbach, de Baccarat, de Châtillon et de Commentry, de MM. Japy frères à Beaucourt, de Saint-Gobain, de Chauny et Cirey, de MM. Legrand et Fallot au ban de la Roche, Sarda au Mazeaux, Chagot et Blangy.

On n'a pas non plus oublié les adultes ; ils ont maintenant des écoles dans un grand nombre d'usines. A Guebwiller, chez MM. Dollfus Mieg et C^{ie} ; Hartmann, Schmalzer et C^{ie}, Zuber et Rieder, au Creusot, à Baccarat, à Saint-Gobain, Chauny et Cirey, chez MM. Harmel, au Val-des-Bois, Paul Dupont, à Paris, Canson et Montgolfier, à Vidalon, Claye et C^{ie}, A. Chaix et C^{ie}, à Paris ; Steinheil, Dieterlen et C^{ie}, à Rothau ; Gillet et fils à Lyon. Combien de ces patrons dirigent eux-mêmes l'éducation morale de leurs apprentis et de leurs ouvriers, et s'efforcent de leur donner des idées saines et justes, afin de les prémunir contre ces dangereuses utopies que la mauvaise foi radicale

jette comme un appât aux âmes ignorantes; chez M. Gillet notamment, un cours d'économie politique usuelle a été ouvert par un ingénieur distingué, M. Michel. Là, on ne cherche pas à égarer les ouvriers, mais on les renseigne sur leur devoir et leur intérêt.

Nous n'avons pas à parler ici des Cercles catholiques dont le développement a été considérable depuis quelques années. Mais nous devons citer dans le même ordre d'idées les Cercles organisés dans plusieurs usines par les patrons. C'est dans ces réunions périodiques que l'intimité s'établit entre le patron et l'ouvrier, que les rapports entre camarades se nouent et s'affermissent. Comparez ces Cercles honnêtes aux chambrées du Midi, véritables repaires de la débauche et du désordre; et vous que la passion anti-religieuse n'aveugle pas, jugez!

Nous avons terminé cette analyse, à grands traits, d'une œuvre à tous les points de vue intéressante. Puisse cet hommage rendu au livre de M. Rostaing être compris de tous ceux qui s'intéressent encore aux questions sociales. C'est un devoir à l'heure présente de signaler les hommes de bonne volonté qui ne redoutent pas de remuer à leur tour ces problèmes ardues que l'école socialiste a lancés dans l'arène politique sans même essayer de les résoudre. Moins que jamais, il faut se désintéresser de la lutte; l'heure est grave sans doute, mais qui donc pourrait perdre courage.

La ligue du bien est formée, les efforts grandissent avec les difficultés, les dévouements se multiplient avec le danger. Enfin, le bon grain est semé et la terre est fertile... Dieu pourra bien le faire lever! — *Ambroise Rendu*, avocat.

M. le docteur A. RIAnt. *L'Alcool et le Tabac*; ouvrage contenant 35 figures; Paris, lib. Hachette et C^{ie}; in-32 (50 centimes).

Nous assistions, le 26 mars, à la réunion générale de la *Société de tempérance*.

Nous pouvons résumer ainsi plusieurs discours fort intéressants qui y ont été prononcés, c'est que les sommes, même minimales, laissées chaque jour au cabaret ou au café par l'ouvrier, l'employé, étant accumulées, empêcheraient l'un et l'autre de mourir de misère, comme cela arrive à la plupart de ceux qui s'adonnent à la boisson (1).

Parmi les plus cruels ennemis de l'homme, il faut, en effet, ranger l'alcool et la nicotine. Ces deux poisons corrodent ses organes, oblitérent sa pensée, abâtardissent la race.

(1) Les oreilles ont dû bien tinter, pendant l'après-midi du 26 mars, à tous les limonadiers, marchands de vins et cabaretiers. On les a tout simplement accusés, avec chiffres à l'appui, d'être les principaux auteurs du paupérisme.

La consommation du tabac et des boissons alcooliques s'est accrue d'une manière effrayante dans les nations dites civilisées. Pour Paris par exemple, la consommation de l'eau-de-vie a presque doublé en vingt ans ; on a calculé qu'en 1836 chaque habitant consommait un litre d'eau-de-vie pour vingt-cinq litres de vin ; en 1837 c'est, pour chaque habitant, un litre d'eau-de-vie pour treize litres de vin.

Quant au tabac, on a fumé en France, en 1874, sept cent quarante-deux millions de cigares et quatre cent soixante-huit millions de cigarettes !

Que l'on calcule, s'il est possible, ce que ces chiffres énormes représentent de forces perdues, d'intelligences anéanties, de santés compromises !

La France n'est pas seule à sacrifier à ces idoles de l'ivresse et de l'hébétéude.

L'Europe ne la laisse pas en arrière. « Un Français, a dit M. Chevallier, consomme autant de tabac qu'un Russe, deux fois plus qu'un Italien, trois fois moins qu'un Allemand ou un Hollandais et quatre fois moins qu'un Belge. »

On a remarqué que l'usage du vin diminuait considérablement et que l'alcool sous toutes les formes prenait insensiblement la place du pur jus de la grappe. Et pourtant le vin ne contient d'alcool que dans de justes proportions élaborées au creuset de la nature, tandis que les boissons alcooliques sont le résultat de combinaisons artificielles toujours nuisibles à la santé. Mais comment empêcher les pauvres humains de se jeter à corps perdu dans l'impossible, dans l'inconnu ? de concevoir des désirs toujours plus étranges, plus irréalisables ?

Il y avait autrefois toute une littérature à l'usage des buveurs : le bon vin y était célébré sur tous les tons, La chanson à boire était souvent un petit chef-d'œuvre de gaieté, de grâce et même de philosophie. Aujourd'hui les muses funèbres du Nord viennent nous chanter les crimes, les folies et les suicides engendrés par l'abus de l'alcool.

L'ivresse n'est plus le synonyme de la joie, elle enfante l'abrutissement, elle conduit à l'hôpital des fous ou à la Morgue ; elle alimente les prisons.

Tous ces faits sont constatés dans le petit livre fort coquettement imprimé et orné de nombreuses vignettes que publie la maison Hachette et C^{ie} pour le prix de cinquante centimes. : *l'Alcool et le Tabac*, par le docteur A. Riant. La lecture de cet opuscule fera sérieusement réfléchir sur les conséquences d'un double fléau qui sévit avec intensité sur tous les peuples.

L'énormité du mal, son développement croissant ne sont plus à démontrer. La difficulté réside dans le remède à trouver et à appliquer pour combattre la contagion.

Que les mœurs se transforment, que les exercices du corps deviennent une habitude; que la gymnastique, l'hygiène soient enseignés dans nos écoles, et la race pourra se redresser et les causes de dépérissement s'éteindront d'elles-mêmes.

De louables efforts ont été faits pour prévenir l'abus des boissons alcooliques et du tabac; les pénalités édictées par la loi, les sociétés de tempérance poussent à amoindrir le mal.

On nous faisait connaître dernièrement qu'un des plus grands marchands de cuirs de Paris, M. A..., use d'une singulière mais excellente façon de punir les employés de sa maison qui se permettent de tomber sous le coup de la récente loi sur l'ivresse publique.

Suivant que la contravention est plus ou moins accentuée et réitérée, il les condamne à une amende plus ou moins forte, 5 ou 10 francs, par exemple.

Mais, comme il n'entre pas dans ses principes d'honnêteté, de compter cet argent aux bénéfices de caisse, il le verse intégralement au Bureau de bienfaisance de son arrondissement, et en fait inscrire les délinquants comme donateurs; et, quelques jours plus tard, il leur montre avec satisfaction l'insertion de leur nom et la mention de la somme qu'ils ont ainsi versée dans les colonnes d'un journal, qui s'est fait un monopole des publications concernant la classe ouvrière. — P.

OEUVRE-ANNEXE DU PLACEMENT DES APPRENTIS.

(Extrait des procès-verbaux communiqués par M. Émile Leroux, Secrétaire).

Séance du 3 avril 1876.

Les membres présents procèdent à la constitution définitive du Bureau.

Sont nommés :

Président ; M. Piver,

Vice-président : M. le docteur Graugnard,

Secrétaire : M. E. Leroux, ingénieur civil.

M. Leroux fait observer qu'il ne peut accepter, devant faire une longue absence et craignant de ne pouvoir consacrer assez de temps à ces fonctions.

M. Périn le prie d'accepter provisoirement cette mission de dévouement, sachant qu'il pourra compter sur son utile concours pour l'organisation de l'Œuvre.

L'Œuvre exprime le vœu de se compléter et de s'adjoindre quelques membres nouveaux.

On fixe les séances de l'Œuvre du placement au premier lundi de chaque mois à 2 heures.

M. Périn lit une dépêche de M. Engel-Dollfus, invitant l'Œuvre à nommer un agent salarié, destiné à rechercher les enfants qui désirent se placer, ainsi que les patrons en quête d'enfants. La dépense paraît bien élevée, les fonctions difficiles et insuffisamment définies.

M. Leroux répond qu'il regrette que M. Engel-Dollfus, convoqué, n'ait pu venir soutenir sa proposition, qui ne doit pas être repoussée sans examen, qu'il serait facile de trouver un sous-officier blessé et retraité qui se contenterait d'une modeste rétribution par mois.

La question est ajournée; on essaiera d'autres moyens avant de mettre celui-ci en pratique.

M. le docteur Graugnard propose de faire imprimer une grande pancarte, portant un *Avis aux familles* qui serait affichée dans les écoles. — Adopté.

Il est procédé à la rédaction de cette Affiche qu'on croit devoir être fort courte, et imprimée en gros caractères; elle est ainsi arrêtée. (*Voir ci-contre.*) :

M. Vasseur craint que les instituteurs ne se prêtent guère à afficher cet avis.

M. Périn fait remarquer qu'on peut s'adresser à M. Gréard, Directeur de l'enseignement primaire, à MM. les maires de Paris, qui peuvent faire l'affichage dans un endroit en vue, et au besoin, pourront l'imposer.

M. Leroux exprime le désir qu'on aise par lettre MM. les inspecteurs primaires de cette résolution de l'Œuvre et qu'on leur demande de s'intéresser à notre projet en examinant si l'affiche est mise en évidence. — Adopté.

M. Vasseur déplore la tendance des instituteurs qui cherchent à retenir les enfants le plus possible dans les écoles aux dépens de leur instruction professionnelle qu'ils retardent : ils ne visent trop souvent qu'à une chose : obtenir pour leur école le plus grand nombre de certificats d'études qu'ils peuvent; ensuite les enfants ne veulent plus travailler dans les fabriques, ils ne rêvent qu'à une chose : devenir des *bureaucrates* ! Il y a un fait bien certain, c'est que l'offre des patrons abonde, et qu'on ne trouve pas facilement des apprentis.

M. Périn propose de faire insérer l'Avis ci-dessus dans un

AVIS

POUR LE PLACEMENT EN APPRENTISSAGE



Les familles sont prévenues que la **SOCIÉTÉ DE PROTECTION DES APPRENTIS** peut leur indiquer les demandes d'enfants des deux sexes, qui leur sont faites par les patrons.

Elle intervient dans la rédaction des contrats d'apprentissage, dont elle surveillera l'exécution.

S'adresser au *Siège de la Société de protection des Apprentis*, 44, rue de Rennes. (De 1 h. à 4 h.)

certain nombre de journaux pour le porter à la connaissance des familles. — Adopté.

M. Giraud, Président de la Chambre syndicale des maîtres tailleurs, demande à adresser une lettre à chaque Chambre syndicale pour les informer que la Société de protection s'entremet pour procurer des apprentis ; cette lecture serait accompagnée d'un certain nombre de cartes de placement. — Adopté.

M. Périn présente la formule du *Contrat d'apprentissage*, qui doit paraître dans le prochain *Bulletin* en composition.

Placement d'apprentis parisiens dans les départements. —

M. Ad. de Villenaut, inspecteur de la 3^e circonscription (à Dijon), écrivait directement à M. le Secrétaire de la Société :

« Des industriels se plaignent souvent de la difficulté qu'ils éprouvent à trouver des enfants en nombre suffisant pour divers travaux. D'un autre côté, la Société de protection des apprentis peut avoir des enfants à placer, et comme je désire concourir, pour le peu que je puis à la prospérité de votre Œuvre, je vous signale la possibilité d'assez larges débouchés en province. J'ignore quelles peuvent être les conditions et garanties que la Société désire rencontrer, car le temps m'a absolument manqué pour faire cette recherche dans vos publications. Il y a dans ma circonscription quelques industries situées dans la campagne même, et qui sont pour les enfants des sortes d'internats, où ils sont logés et entretenus de tout ; ce serait là sans doute, de bonnes conditions morales et matérielles pour des apprentis.

Si donc la Société désire placer quelques sujets (garçons ou filles), je vous serais obligé, Monsieur, de me donner en détail les conditions qu'elle réclame, comme nature de travail, salaire, base de contrats, etc. »

Il est pris bonne note de cette communication, afin d'en profiter, dès que l'occasion pourra s'en présenter.

LE

CONTRAT D'APPRENTISSAGE.

» On a nommé dans ces derniers temps, disait M. P.-A. Dufau, en 1847 (1), un grand nombre de Commissions, pour examiner diverses questions d'intérêt public; quand donc apparaîtra celle qui sera chargée d'étudier la condition de l'apprenti sous toutes ses faces et de rechercher les moyens de la changer radicalement? Oh l'admirable mission! Quelle vive lumière jallirait de telles recherches sur les questions relatives à l'amélioration du sort des masses! N'est-il pas vrai qu'un Turgot, un Malesherbes, vivant au milieu des faits qui s'accomplissent autour de nous, eussent tenu à honneur de marcher dans cette voie, d'arriver à la solution de ce grand problème? Ce qu'on peut affirmer, c'est que les idées de tout ce qu'il y a d'hommes intelligents même parmi les industriels, inclinent vers le but que j'indique ici; je n'en veux qu'un témoignage. Vous savez qu'on vient d'établir à Paris un Conseil de prud'hommes pour l'industrie des métaux. L'Administration n'a mis que trente ans pour élaborer la création de ce fragment de Tribunal de conciliation, qui devient partout un véritable bienfait pour la classe ouvrière. Eh bien, un des premiers actes de ce Conseil a été de rédiger un brevet d'apprentissage; dont je transcrirai l'article premier, énonçant les obligations que contracterait le maître vis-à-vis de son apprenti :

« M. (le maître) s'engage à recevoir chez lui, comme apprenti, N..., pendant... années, qui commenceront le..., et finiront le..., et à lui montrer son état, sans lui en rien cacher, et en l'avancant dans la connaissance de cet état, au fur et à mesure que sa capacité se développera ;

- » A le loger sainement et proprement, en le faisant coucher seul;
- » A lui donner une nourriture suffisante et convenable;
- » A le blanchir, en lui remettant du linge blanc une fois par semaine au moins;
- » A le traiter avec douceur et ménagement ;
- » A ne pas prolonger sa journée de travail au-delà du temps adopté par l'usage des ateliers de sa profession ;

(1) *Lettres sur la Charité*, p. 90 et suiv.

» A ne l'employer à aucun travail ni service étrangers à cette profession ;

» A ne lui faire faire des courses, trainer ou porter des fardeaux, pour cette profession, qu'autant qu'ils n'excéderont pas ses forces ;

» A ne lui infliger aucune punition corporelle, ni privation de nourriture ;

» A surveiller sa conduite et ses mœurs ;

» A lui laisser la liberté d'aller à une école du soir, de huit à dix heures, et de vaquer à ses devoirs de famille et de religion les dimanches et jours de fêtes légales, qui seront consacrés au repos, mais toutefois après le rangement de l'atelier jusqu'à dix heures du matin ;

» A le soigner ou faire soigner chez lui en cas de maladie qui n'excéderait pas trois jours ;

» A prévenir immédiatement M. (son représentant légal), en cas de maladie, d'absences, d'inconduite ou de tout autre événement qui réclamerait son intervention. »

Les patrons qui prennent des apprentis pour leur donner l'éducation professionnelle ne doivent pas négliger de faire avec les père et mère, le tuteur, ou la personne autorisée par les parents de l'enfant, ou, à défaut, par le Juge-de-paix, des Contrats d'apprentissage, dans la forme à laquelle ce contrat est soumis par la Loi du 22 février 1851.

Voici, ci-contre, la Formule adoptée, d'un commun accord, par l'*Œuvre de l'Assistance judiciaire* et l'*Œuvre du placement des Apprentis*, pour servir aux Contrats d'apprentissage qui seront conclus par l'intermédiaire de la *Société de protection*.

CONTRAT D'APPRENTISSAGE

(Formule.)

de

CONTRAT D'APPRENTISSAGE.

Chez M

SOUS LE PATRONAGE DE LA
SOCIÉTÉ DE PROTECTION DES APPRENTIS ET DES ENFANTS
EMPLOYÉS DANS LES MANUFACTURES
(rue de Rennes, 44)

Entre les soussignés :

(1) Nom et prénoms du maître ou de la maîtresse d'apprentissage.

1^o M (1)

demeurant à _____, rue
et exerçant la profession de

(2) Nom et prénoms de l'enfant.

2^o L mineur (2)

né le _____, à

(3) Nom et prénoms du père, de la mère ou de leur représentant; si l'une des parties agit en vertu d'une procuration ou d'une autorisation, mentionner la date des actes qui y sont relatifs.

représenté au contrat par M (3)

demeurant à _____, rue _____, et
agissant comme

(4) Le maître ou la maîtresse d'apprentissage.

3^o M _____, agent de la *Société de protection des Apprentis et des Enfants employés dans les manufactures*, intervenant du consentement des parties pour l'exécution du contrat, — représenté par M _____, membre délégué à cet effet;

ENGAGEMENT

Il a été convenu ce qui suit :

DU MAÎTRE OU DE LA
MAÎTRESSE
d'apprentissage.

ARTICLE PREMIER. — M (4)

s'engage

à recevoir l jeune

susnommé comme apprenti, et à l garder pendant
années consécutives, qui

commenceront le

et finiront le

ART. 2. — A lui enseigner pendant ce temps l'état de progressivement et sans en rien cacher, et à l mettre à portée d'exercer cet état à la fin de son apprentissage. ne devra pas d'ailleurs l'employer à des travaux de nuit ou à d'autres que ceux de sa profession, à des courses ou des commissions trop fréquentes, au transport de fardeaux au-dessus de ses forces; il s'engage à se conformer aux prescriptions de la loi du 19 mai 1874 sur le travail des enfants.

ART. 3. — A l loger chez , à l nourrir convenablement, eu égard à son âge, à faire blanchir son linge une fois par semaine, à le lui faire raccommoder ainsi que ses hardes (toutefois, l'entretien et le raccommodage pourraient être confiés aux jeunes filles pour ce qui leur est personnel).

ART. 4. — A lui fournir les outils nécessaires à sa profession.

ART. 5. — A l traiter avec douceur et en bon père de famille, sans jamais lui infliger aucune punition corporelle, ni privation de nourriture; à surveiller constamment sa conduite et ses mœurs.

ART. 6. — A lui faciliter les moyens de vaquer à ses devoirs de famille et de religion, en l laissant libre de sortir les dimanches et jours de fête, et en se concertant avec ses parents ou tuteurs qui constateront, chacun en ce qui le concerne, sur un billet spécial, l'heure de sortie e de rentrée de l'apprenti.

ART. 7. — A se soumettre à la surveillance de la personne déléguée par la Société pour l'inspection; si l'apprenti commettait des fautes graves et donnait lieu à des plaintes

sérieuses, à en prévenir aussitôt le délégué et les parents.

ART. 8. — A leur donner également avis immédiat, en cas de maladie de l'apprenti, et à continuer d'ailleurs à ce dernier ses soins jusqu'au moment où pourra être transporté dans sa famille.

ENGAGEMENT
DE L'APPRENTI.

ART. 9. — D'autre part, l'apprenti s'oblige, pendant le temps ci-dessus fixé, à recevoir avec attention, respect et docilité, les leçons et les ordres de son maître, et à remplacer à la fin de l'apprentissage le temps de ses absences pour cause de maladie ou autre, ayant duré plus de quatre jours consécutifs.

ENGAGEMENT
DES PARENTS OU
DU TUTEUR.

(1) Celui-ci ou celle-ci.

(2) Qu'il ou qu'elle.

(3) Son maître ou sa maîtresse.

ART. 10. — De son côté, le représentant ci-dessus dénommé de l'apprenti promet d'employer toute son autorité pour que (1) demeure à son atelier pendant tout le temps de son apprentissage, et (2) soit laborieux, soumis et dévoué aux intérêts de (3)

Il consent en outre à ce que l'apprenti soit soumis à la surveillance de la *Société de protection*.

Enfin, il prend l'engagement de lui fournir un lit complet où devra toujours coucher seul, ainsi que le linge, les habillements, les chaussures dont pourra avoir besoin, et à pourvoir à leur entretien et à leur renouvellement.

INTERVENTION
DU DÉLÉGUÉ
de la Société

(4) Le nom du délégué.

Au présent acte est intervenu M. (4) agissant pour la *Société de protection*, en vertu des pouvoirs à lui spécialement donnés par M. le Président de ladite Société, lequel a déclaré que la Société prend sous son patronage le jeune suivant la fixation ci-après :

CONDITIONS PARTICULIÈRES.

DISPOSITIONS ACCESSOIRES

Dans le cas de contestation, le représentant de la Société promet d'employer toute son autorité pour arriver à une conciliation.

Dans le cas de non-conciliation, M.

et M. acceptent d'avance que le représentant de la Société intervienne aux débats, sans que pour cela ledit représentant ou la Société elle-même puissent encourir de responsabilité civile.

Dans le cas où, par le fait soit du maître, soit de l'apprenti, le Conseil des Prud'hommes reconnaîtrait qu'il y a lieu à résiliation du contrat, ce Conseil réglerait d'après les circonstances le dédit ou les dommages-intérêts pouvant résulter de cette résiliation.

En aucun cas et à aucun titre, la *Société de protection* ne sera tenue d'une indemnité envers les parties contractantes, et ne sera responsable des dommages ou délits qui pourraient être commis par le jeune

Les clauses et conditons portées en ce contrat ne seront valables qu'autant qu'elles auront été approuvées par le Membre délégué de la *Société de protection*.

Fait triple à Paris, le 11 octobre, l'année 187

Et signé, après lecture, en présence de l'Apprenti.

Le Patron, / Le Représentant de l'enfant,

L'Apprenti,

Le présent contrat approuvé pour recevoir son exécution, par

Le Membre délégué
de la SOCIÉTÉ DE PROTECTION :

BULLETIN DU TRAVAIL

Orfèvrerie. — M. Cardeilhac (rue de Rivoli, 91), demande un apprenti pour ses ateliers. Il désire un enfant de bonne moralité. — *Conditions* : 4 années d'apprentissage, nourri, mais non couché.

Tissus élastiques en caoutchouc. — M. Elie Paillard, manufacture de tissus en caoutchouc (rue du Faubourg-Saint-Denis, 89), demande un jeune homme de 15 à 16 ans, « pour apprendre un peu le commerce et faire quelques petites courses. »

LISTE DES MEMBRES NOUVEAUX

MEMBRES PERPETUELS :

Noms des adhérents :	Présentateurs.
MM.	MM.
Schlumberger (Théodore), de la maison Schlumberger fils et C ^e , à Mulhouse.....	Engel-Dollfus.

MEMBRES ORDINAIRES :

Beyne , marchand tailleur, à Beaumont (Dordogne).....	Giraud.
Callon , agent général du touage de la Haute-Seine, rue Saint-Louis-en-l'Île, 3, membre de la 3 ^{me} Commission locale du département de la Seine.....	J. Périn.
Delzant , avocat à la Cour d'appel, membre de la Commission locale du département de la Seine, av. Duquesne, 30.	Id.
Dhennin , instituteur libre, à Lillers (Pas-de-Calais).....	Id.
Divry (Charles-Etienne), ancien imprimeur, membre de la 3 ^{me} commission locale du département de la Seine, rue Morère, 7.....	Id.
Goudard (Honoré), Président de la Chambre syndicale des entrepreneurs de bâtiments, rue Mirepoix, 5, à Toulouse..	Delaissement, inspecteur.
Gros , ancien fabricant de meubles, membre de la 3 ^{me} Commission locale du département de la Seine, rue Saint-Antoine, 187.....	J. Périn.
Martin (Léon), délégué cantonal (XII ^e arr.), rue de la Nativité, 29.....	Id.
Meurine , propriétaire, rue de l'Université, 43.....	
Ramé (A.), papeterie, rue d'Aboukir, 6 et 11.....	
Salvador (Paul), homme de lettres, à Alais, (Gard).....	Estelle, insp.
Schaerff , ancien directeur des mines à Decize, propriétaire à Marcy, commune de Champvert (Nièvre).....	
Villaret (Emile) et C ^e , lithographie-mécanique et chromolithographique, à Clermont-de-l'Hérault.....	
Villenauf (A. de), inspecteur divisionnaire du travail des enfants (3 ^e circonscription), à Dijon.....	
Vinois (A.), membre de la 1 ^{re} Commission locale du département de la Seine, place de la Rotonde-du-Temple, 20..	J. Périn.

SOCIÉTÉ DE PROTECTION
DES APPRENTIS ET DES ENFANTS EMPLOYÉS DANS LES MANUFACTURES

3^e FÊTE
DE L'ENFANCE OUVRIÈRE
(1876)

DISTRIBUTION DES RÉCOMPENSES

La SOCIÉTÉ DE PROTECTION DES APPRENTIS ET DES ENFANTS EMPLOYÉS DANS LES MANUFACTURES a tenu, le dimanche 30 avril, au Cirque d'été (aux Champs-Élysées), sa séance extraordinaire, sa 3^e Fête de l'Enfance ouvrière, dans laquelle elle décerne, tous les deux ans, des prix aux Institutions charitables fondées dans l'intérêt des jeunes ouvriers, aux Industriels, aux contre-maitres, aux apprentis et anciens apprentis.

L'assistance était nombreuse et choisie; un grand nombre d'enfants des ateliers avaient été conviés à cette cérémonie.

M. le Ministre de l'Agriculture et du Commerce, Président du Conseil d'honneur de la Société, avait adressé à M. DUMAS, Président de la Société, le 27 avril 1876, la lettre suivante :

« Monsieur le Président,

» Je porte un vif intérêt au développement de la *Société de protection des apprentis et des enfants employés dans les manufactures*, et j'aurais été heureux de pouvoir me rendre à l'invitation que vous m'avez fait l'honneur de m'adresser. Mais je dois m'absenter dans les derniers jours de la semaine et ne puis accepter la présidence de la Fête du 30 avril prochain. Je vous en exprime tous mes regrets.

» Agréez, Monsieur le Président, l'assurance de ma haute considération,

» Le Ministre de l'Agriculture et du Commerce,

» TEISSERENC DE BORT. »

M. le Ministre de l'Instruction publique, absent de Paris, avait écrit également à M. le Président, en le priant d'agréer l'expression de tous ses regrets de ne pouvoir assister à la Distribution des récompenses de la *Société de protection* (1).

Au bureau siégeaient : MM. *Charles Robert*, ancien conseiller d'État ; *Léon Lefébure*, membre du Conseil supérieur du commerce, ancien député ; comte de *Butenval*, ancien sénateur ; baron *Larrey*, membre de l'Institut ; *O. Gréard*, inspecteur général de l'instruction publique ; *Charles Petit*, ancien membre de la Chambre de commerce, vice-président ; *Engel-Dollfus*, manufacturier, vice-président ; *Jules Périn*, avocat, secrétaire de la Société ; *P. Bérard* secrétaire du Comité consultatif des arts et manufactures ; *Émile Leroux*, ingénieur civil ; *Léon Riché*, commissaire général de la Fête.

Sur l'estrade avaient pris place : MM. *Victor Paillard*, maire du III^e arrondissement ; *Roux*, chef de bureau au Ministère de l'agriculture et du commerce ; *Depresle*, secrétaire de la Commission supérieure du travail des enfants ; l'abbé *de Broglie*, membre de la Commission supérieure ; *Linarès*, inspecteur divisionnaire du travail des enfants ; *Gustave Maurice*, inspecteur divisionnaire du travail des enfants ; docteur *Boyer*, inspecteur-adjoint ; baron *de Saint-Priest* ; *Émile Baillière*, membre de la Chambre de commerce ; docteur *Marjolin* ; *Albert Robin*, secrétaire du Comité des accidents de fabrique ; *Müller*, directeur de l'École d'apprentis de la Ville de Paris ; *Hiéland*, président du Syndicat général des Chambres syndicales ; *Henri Fourdinois* ; *Froment-Meurice* ; *Gustave Berger*, professeur à l'Association polytechnique, membre de la 2^e Commission locale de Paris ; *Gustave Humbert*, secrétaire général de la Société libre d'instruction et d'éducation populaire ; *Ernie*, secrétaire de cette Société ; *Hénon*, membre de la Commission des valeurs de douanes ; *Dumont*, membre de la Société, ainsi que les plus notables manufacturiers de France et plusieurs personnes invitées.

Après une brillante ouverture, fort bien exécutée par la musique de la Garde républicaine, M. *Charles Robert*, ancien conseiller

(1) M. *Durangel*, directeur de l'Administration départementale et communale, au Ministère de l'Intérieur ; MM. *Blaize*, *Colombier*, *Delaissment*, *Nadeau*, etc., inspecteurs divisionnaires du travail des enfants ; MM. *Carcenac*, *de Coulonge*, *Falize* aîné, etc., etc., avaient exprimé par lettres leurs regrets de ne pouvoir assister à la Fête.

d'État, et l'un des vice-présidents de la Société, a pris la parole, en l'absence de M. Dumas, Président, empêché.

DISCOURS DE **M. CHARLES ROBERT**,

ancien Conseiller d'État,

l'un des Vice-Présidents de la Société.

Messieurs,

Appelé à suppléer ici M. DUMAS, je viens remplir ce devoir avec un regret que tout le monde comprendra. L'illustre président de la Commission supérieure du travail des enfants vous aurait parlé, avec une autorité qui me manque, de la loi nouvelle dont cette Commission contribue à assurer l'exécution; des résultats déjà obtenus et des espérances qu'il est permis de concevoir.

Le 19 mai 1874, Messieurs, est une grande date dans l'histoire du travail.

C'est la date mémorable d'une loi excellente due à l'initiative ou à la collaboration de trois députés d'alors, MM. A. Joubert, Lefébure et Tallon, d'une de ces lois qui sont vraiment l'expression de la volonté générale, d'une loi destinée à protéger l'enfance contre les ravages destructeurs du travail prématuré. L'enfant n'est pas une propriété dont on puisse user et abuser : c'est un dépôt sacré qu'il faut rendre intact à la patrie et à lui-même.

L'ancienne loi sur le travail des enfants, celle de 1841, était restée lettre morte ; elle dormait depuis 34 ans ; elle était tombée en désuétude, abrogée par le dédain, l'indifférence et l'oubli.

La nouvelle loi, celle de 1874, sera-t-elle une réalité vivante ?

Pour qu'il en soit ainsi, il suffit désormais de vouloir.

Le Gouvernement est armé aujourd'hui d'un puissant moyen d'action qui lui manquait autrefois.

La loi de 1874 a créé quinze inspecteurs dont un grand nombre ont donné à cette distribution de récompenses un concours dont la Société les remercie. Les Commissions locales gratuites rendront sans doute d'utiles services, mais l'expérience a prouvé en Angleterre, ainsi que le constatent les rapports de M. de Freycinet, que l'inspection est un rouage indispensable, et que rien ne peut la remplacer quand elle fait défaut. La tâche délicate donnée par la loi aux inspecteurs qu'elle institue, est

une mission sacrée, digne de remplir, à elle seule, toute l'existence d'un homme de cœur, de devenir sa préoccupation exclusive, d'être l'objet unique sur lequel se concentrent ses pensées, ses vues, ses efforts, et d'absorber tout son temps!

Est-il donc si difficile d'appliquer une loi sur le travail des enfants?

Rien de plus embarrassant, en effet, si cette loi n'est prise au sérieux que par quelques naïfs et violée par les habiles. Rien de plus simple, au contraire, les Anglais nous l'ont prouvé, si, bon gré, mal gré, tous les intéressés y adhèrent. Je n'entends pas nier les obstacles qui résultent de la nature des choses, mais j'affirme que ceux qu'engendre le mauvais vouloir ou la routine pourront être facilement surmontés par l'action énergique et conciliante à la fois du Gouvernement et des auxiliaires que la loi lui a donnés.

La plupart d'entre vous, Messieurs, sont membres de notre grande et puissante Société de protection qui se compose surtout de chefs d'industrie. Vous avez certainement obéi, sans arrière-pensée, à la loi nouvelle, mais vous désirez, j'en suis sûr, qu'elle lie vos concurrents comme vous-mêmes. Vous revendiquez pour tous les industriels français, l'égalité devant la loi française.

Vous allez plus loin. Par une pétition du 18 mars 1873, signée par son Président, *M. Dumas*, et par son Secrétaire général, *M. Lefébure*, notre Société, partant de ce principe que la lutte sur les marchés du monde doit avoir son droit des gens comme la guerre, a demandé à l'Assemblée, avec *M. Wolowski*, qu'un traité international vint protéger chez tous les peuples civilisés, l'usage industriel des bras de l'enfant.

Pauvres enfants! souvent privés d'air et de soleil, accablés si jeunes de durs labeurs, plongés dans des miasmes meurtriers, livrés autour des machines aux chances fatales d'accidents terribles! Que quiconque a autorité s'émeuve et les protège. Les réclamations d'un fabricant que la loi gêne peuvent être fondées, mais les soupirs de ces enfants méritent aussi d'être entendus. Laissons se fortifier encore leurs membres si frêles, laissons mûrir leur intelligence. Donnons leur avec l'apprentissage, l'instruction et l'éducation. Nous disons parfois que l'avenir nous inquiète. Ces enfants ne peuvent-ils pas nous répondre : « Nous sommes l'avenir. Préparez l'avenir en prenant soin de nous! »

L'instruction judicieusement donnée! c'est le plus beau cadeau qu'un enfant, qu'un jeune homme, qu'un peuple libre puisse recevoir. (*Applaudissements.*)

Nous proclamons la puissance de l'initiative individuelle, soit! nous ne voulons plus d'entraves, rien de mieux! mais que va faire dans la mêlée ce jeune garçon isolé, illettré, ignorant? Avant de le jeter dans l'arène de la liberté industrielle, donnons-lui, à l'école primaire, les armes sans lesquelles il périrait avant d'avoir combattu. Comment un ouvrier, dépourvu d'instruction ou abruti par la débauche, pourrait-il comprendre et pratiquer ces formes supérieures de l'organisation du travail, association, participation aux bénéfices, coopération, qui supposent la notion développée du droit et du devoir, l'esprit de suite, la patience, la persévérance, le souci de l'avenir? Donner la liberté industrielle ne suffit pas. Il faut y joindre l'éducation et l'instruction.

La protection de l'enfance ouvrière, l'instruction primaire assurée à tous les enfants en âge de fréquenter l'école, ce sont là deux formes de la même idée, deux branches issues du même tronc. Comment rappeler les sages prescriptions de la loi de 1874 relatives à la fréquentation de l'école, sans penser aussitôt à la déclaration faite récemment à la Sorbonne, dans un discours solennel, par le Ministre de l'instruction publique, M. Waddington, qui prend aujourd'hui la défense des grands intérêts de l'enseignement? Qu'on attende ou non la création de toutes les écoles qui nous manquent encore, le principe salubre de l'instruction primaire obligatoire vient d'être de nouveau proclamé.

Je souhaite, pour ma part, que le vote de la loi sur l'instruction obligatoire devance l'époque où tous les progrès désirables auront pu être réalisés. Proclamer légalement l'obligation, c'est s'engager à la rendre praticable. Une telle loi, comme celle de 1874 sur le travail des enfants, ne comporte-t-elle pas d'ailleurs, dans l'exécution, certains ménagements et quelques délais qu'un règlement d'administration publique peut prévoir et autoriser?

La France adresse aux nations pour 1878 une convocation solennelle et prépare une exposition où l'éducation populaire tiendra une place importante. Puisse-t-elle montrer alors à l'Europe et au monde deux choses bien connues ailleurs, mais

qui, chez nous, seraient vraiment merveilleuses : une bonne loi sur l'instruction obligatoire et une loi sur le travail des enfants sérieusement appliquée et portant ses fruits ! (*Applaudissements prolongés.*)

RAPPORT DE M. LÉON LEFÉBURE,

Membre du Conseil supérieur du commerce,
Secrétaire général de la Société.

SUR LES TRAVAUX DE LA SOCIÉTÉ ET LES RÉCOMPENSES QU'ELLE DECERNE

Messieurs,

Cette Fête, dont le but est d'honorer l'ouvrier dans ce qu'il a de plus cher, c'est-à-dire dans ses enfants, de montrer comment ses véritables intérêts peuvent être le plus utilement servis et à quelles conditions la paix règne dans l'atelier, nous offre l'occasion de vous soumettre, pour la troisième fois, le résultat de nos travaux et de justifier à vos yeux les récompenses que nous nous proposons de décerner.

Faisant, avant tout, appel à la puissance de l'exemple qui à dire le vrai est notre principal force, il est nécessaire que nous recherchions quelquefois ces réunions solennelles qui nous permettent de mettre plus particulièrement en lumière les souffrances, les besoins, les dangers que comporte notre organisation industrielle, de signaler en même temps à l'attention publique les remèdes les plus efficaces qui y peuvent être apportés, les tentatives utiles et fécondes, les dévouements intelligents, et de susciter ainsi de tous côtés une généreuse émulation. Nous faisons-nous illusion en pensant qu'il ne saurait déplaire à aucun de ceux que nous convions à cette Fête, d'échapper, pour un instant, aux préoccupations quotidiennes, de cesser d'entendre parler de divisions, de luttes, de récriminations, de s'unir dans une même pensée d'humanité, dans un même désir de servir cette grande cause, dans un même sentiment d'amour pour tous ceux qui travaillent et qui souffrent; heureux d'applaudir aux efforts individuels qui les soulagent et qui les relèvent, aux institutions et aux œuvres qui transforment leur condition et leur destinée?

Nous sommes ici, Messieurs, tous confondus : ouvriers, patrons, hommes politiques, publicistes, professeurs, membres de l'Ins-

titut sont assis les uns auprès des autres et mêlés ensemble ; une commune aspiration vers le bien, vers le progrès, vers la paix, rapproche et confond les âmes ; un même souffle généreux les anime, et ce grand mot que nous voyons écrit sur toutes nos murailles et qui doit être écrit surtout dans nos cœurs, ce grand mot de fraternité devient pour nous une réalité vivante.

Un tel spectacle n'est-il pas fait pour donner une force nouvelle aux exemples que signalent nos récompenses et pour caractériser les institutions que le résumé de nos travaux a pour but de mettre au jour ?

Dans la grande œuvre de notre restauration nationale, qui est aujourd'hui la préoccupation dominante, exclusive, chacun est jaloux de remplir sa tâche, obscure ou brillante ; chacun dans sa sphère, dans la mesure de son action, veut apporter un concours efficace.

Notre Société, Messieurs, poursuit sa modeste mais féconde mission : veiller sur l'éducation de l'enfant de l'ouvrier.

Tout lui fait un devoir de s'y attacher plus que jamais.

Les résultats accomplis, aussi bien que les témoignages les plus autorisés, en font ressortir la portée sociale et le patriotique intérêt.

Hier à peine les conclusions de la grande Enquête parlementaire, ordonnée par l'Assemblée nationale sur les conditions du travail en France, constataient que l'éducation de l'ouvrier est le nœud véritable du problème posé par l'industrie moderne.

Les rapports de MM. *Ducarre, de Melun*, députés, de M. *Favre*, secrétaire de la Commission, signalent également l'insuffisance de l'enseignement usuel, pratique, professionnel.

Le rapport qui résume toutes les dépositions recueillies insiste tout particulièrement sur l'état déplorable, menaçant pour l'avenir du pays, où se trouve l'apprentissage ; il invoque les avis, les dépositions les plus graves, les plus compétentes.

M. *de Melun* n'hésite pas à attribuer au défaut d'instruction ou à l'instruction mal dirigée de l'ouvrier, l'indifférence trop générale qu'il manifeste pour des œuvres destinées à répondre à ses plus pressants besoins, à pourvoir à l'incertitude de son sort, à garantir son avenir, telles que les caisses de retraite pour la vieillesse, les caisses d'assurances sur la vie et contre les accidents et maintes autres institutions de même nature.

C'est donc avec raison, Messieurs, qu'il nous soit permis de le dire, que nous insistions, il y a deux ans déjà, sur la nécessité de créer, de généraliser autour de nous un enseignement pratique approprié aux besoins des travailleurs, de remédier par tous les moyens à la décadence de l'apprentissage ; ça a été la constante préoccupation de la Société de protection.

Nous avons malheureusement presque tout à faire en France, sous ce rapport, et n'est-ce pas un des plus pressants intérêts de la nation, non-seulement pour développer le progrès intellectuel, mais pour sauvegarder sa richesse agricole, industrielle, commerciale et soutenir la concurrence que se font les nations sur les marchés du monde ?

Nous nous sommes adressés surtout à l'initiative des particuliers, des municipalités qui peuvent ici plus que l'État parce que la diversité et la liberté sont l'essence de cet enseignement.

Et, Messieurs, que l'on n'objecte pas le manque d'argent !

Nos villes sont-elles moins riches que les municipalités d'Allemagne, de Belgique et de Suisse ?

Dans telle commune du canton de Berne, située au milieu des montagnes et comptant 4,000 habitants, on trouve une école primaire, une école supérieure, une école réelle, un collège latin sans parler de l'école primaire et de l'école supérieure pour les filles.

Voyez ce qu'ont su faire les municipalités de l'Allemagne du Sud, pour doter l'enseignement destiné aux travailleurs.

A Cologne, le budget de l'école réelle, c'est-à-dire de l'école pratique, usuelle, est aujourd'hui de 100,000 francs, à Elberfeld et à Dusseldorf, il est de 80,000 et de 78,000, et je pourrais multiplier ces citations.

On trouve de l'argent dans nos villes pour construire des monuments de luxe, et l'on n'en trouverait pas pour créer des écoles, et pour former de bons ouvriers ! On reculerait devant quelques sacrifices, quand on entend, par exemple, un grand industriel parisien déclarer que dans la capitale il ne se fait presque plus d'élèves dans les professions industrielles sérieuses, qu'il faut faire venir les bons ouvriers de l'étranger ! On négligerait encore de s'occuper de l'éducation de l'ouvrier enfant, on tarderait à venir en aide à l'apprentissage, quand on constate qu'en la seule année 1873, on a arrêté dans la ville de Paris,

en flagrant délit de vagabondage, onze mille cinq cent cinquante-sept mineurs des deux sexes (1) ; quand on reconnaît que l'on met ainsi au monde une véritable armée de paresseux et de petits malfaiteurs prêts à servir les plus folles et les plus criminelles entreprises. Non ! il y a là de notre part à tous une négligence trop lamentable, trop inquiétante dans ses conséquences, un oubli trop grave de nos devoirs et de nos intérêts sociaux pour qu'il nous soit possible de sommeiller plus longtemps. Et vous me pardonnerez, Messieurs, d'avoir retenu votre attention sur ce point, avant d'arriver à l'objet immédiat de ce rapport. (*Applaudissements.*)

La Société de protection entre, en ce moment même, dans sa dixième année d'existence, et il doit lui être permis de jeter un regard de satisfaction sur les travaux accomplis dans cette période. Ses débuts ont été modestes ; son action a été persévérante.

Elle a commencé ses travaux par la recherche de toutes les OEuvres si diverses et si méritantes, entreprises en faveur de l'enfant ouvrier. Elle a procédé ainsi à une véritable Enquête ; après en avoir étudié les documents, elle a fait connaître, par la voie du *Bulletin*, l'organisation, le but et les résultats des Institutions créées en faveur des apprentis.

Un juge compétent, un grand industriel qui peut faire autorité par ses exemples, ses travaux, son mérite personnel, autant que par sa situation, M. Léon Rostaing, voulait bien déclarer récemment, que ce *Bulletin*, — dont le mérite revient, avant tout, à M. Jules Périn, Secrétaire de la Société — est le recueil français le plus complet où se trouvent réunies les informations relatives à la législation, aux études, aux projets, aux améliorations qui concernent les enfants ouvriers, et qu'il constitue un véritable traité pratique de l'organisation du travail, de véritables annales des intérêts de l'enfance ouvrière.

La Société ne s'est pas bornée à faire appel à tous ceux qui ont organisé en faveur de l'instruction, de la moralisation, de l'apprentissage et de l'enseignement professionnel des enfants, des OEuvres d'assistance, de direction ou de prévoyance ; elle ne

(1) M. le Garde des Sceaux s'est ému du nombre si considérable de poursuites exercées contre les enfants âgés de moins de 16 ans. (Voy. notre *Bulletin* ci-dessus, p. 197.)

s'est pas bornée à les signaler et à les récompenser, elle a suscité, créé dans son sein une série de Comités, qui ont embrassé tout ce qui touche à l'éducation, à l'instruction primaire et à l'enseignement technique des apprentis.

Son *OEuvre de l'assistance judiciaire* s'est attachée à sauvegarder les intérêts des enfants délaissés, elle a veillé à l'exécution des contrats d'apprentissage et a élaboré une formule de contrat qui paraît devoir être consacrée par l'expérience; elle a aidé à trancher, en outre, une foule de difficultés résultant des accidents de fabrique.

Son *OEuvre des institutrices de charité* a assuré l'enseignement primaire des apprenties, et nous nous proposons aujourd'hui même de récompenser le zèle d'une de nos collaboratrices qui, à Paris, depuis deux ans et demi parcourt chaque soir, sans craindre la fatigue ni l'intempérie de la saison, une distance énorme pour aller de la maison où elle habite faire des cours aux apprenties d'un atelier où l'instruction n'était pas organisée.

Un autre *Comité*, celui des *Sociétés d'assistance paternelle*, a provoqué au sein de plusieurs grandes industries la fondation d'*OEuvres* spéciales dont le but est de veiller à l'éducation des apprentis, de créer des cours et des écoles.

Le papier peint, les plumes et les fleurs, l'ébénisterie, l'imprimerie et la librairie, la bijouterie sont dotés de ces institutions.

Nous avons eu à cœur de récompenser un de leurs zélés promoteurs, M. *Riottot*; heureux, si ces œuvres éminemment utiles pouvaient se propager plus promptement!

Un cinquième *Comité* s'occupe du *placement des apprentis*.

Enfin la mission tutélaire de la Société a été complétée par la création d'un *Comité* qui s'occupe des *accidents de fabrique et des apprentis mutilés*.

Ce Comité, fondé en 1868 par les soins de M. *Barreswil*, n'a eu, d'abord, en vue que le patronage des enfants blessés ou mutilés.

Il s'est livré ensuite à des recherches patientes, qui ont été souvent fructueuses, pour découvrir et vulgariser les meilleurs moyens préservatifs contre les accidents.

C'est à l'Alsace, il faut le reconnaître, c'est-à-dire à cette glorieuse Société industrielle de Mulhouse qui va, dans quelques jours, célébrer le cinquantième anniversaire de sa fondation, que revient l'honneur de s'être, la première, livrée à une sérieuse

enquête sur les moyens de prémunir les ouvriers contre les accidents causés par les machines. Sollicités, guidés par elle, la plupart des fabricants ont bientôt introduit dans les dispositions de leurs machines des améliorations essentielles et l'on a pu constater que le nombre des accidents diminuait dans une proportion notable.

Ici encore, l'intérêt bien entendu des chefs d'industrie s'accordait avec leur devoir et avec les lois de l'humanité.

Ce Comité, Messieurs, dont les appels ont été accueillis avec une réelle sympathie par les Chambres syndicales, les Sociétés industrielles et les Associations ouvrières, s'est consacré avec un zèle qui mérite tous les éloges à sa mission.

Sous les auspices de M. *Engel-Dollfus*, auquel nous devons rendre un public hommage, il a entrepris la statistique des accidents de fabrique, il a ouvert une enquête sur chaque industrie, sur les accidents qui peuvent s'y produire, sur les mesures préventives à adopter; il a étudié les rapports des inspecteurs étrangers, il s'est empressé de les faire traduire, de les utiliser. Les remarquables rapports de nos collègues, MM. A. *Robin* et Em. *Leroux*, donnent l'idée de l'importance de la tâche réalisée déjà par ce Comité et des difficultés qu'il a rencontrées.

Nous devons souhaiter que sa mission soit facilitée par l'autorité publique, qu'elle obtienne le concours dévoué des industriels dont elle prend en main les intérêts, au lieu de rencontrer quelquefois leur indifférence; nous devons souhaiter, en un mot, que les moyens d'action de ce Comité soient étendus et fortifiés comme ils doivent l'être.

Sur le rapport de MM. *Leroux* et *Chateau*, nous vous proposons de décerner diverses récompenses qui ont pour but de reconnaître de véritables services rendus à la cause de l'humanité, et nous signalons en particulier les découvertes de M. *Ganne*, de la maison Pleyel et Wolff, et de M. *Bidermann*, de la maison Herzog du Logelbach, en Alsace.

L'opinion publique, nous sommes heureux de le constater, n'a pas tardé à apprécier les services de ce Comité.

Un généreux donateur anonyme nous a offert une somme de 500 francs, destinée à être répartie entre les apprentis mutilés, en nous déclarant dans une lettre qui nous a vivement touchés, qu'il ne saurait y avoir de plus belle mission.

Il souhaite que la Fête d'aujourd'hui la fasse connaître plus encore. « Quand on songe, dit notre correspondant, que les enfants victimes de ces accidents sont obligés d'entrer si jeunes dans les ateliers pour y gagner leur vie, qu'ils sont exposés à des chances que la vigilance la plus grande ne paraît pas pouvoir écarter d'eux absolument, on ne peut en vérité que ressentir pour eux une profonde pitié. »

Voilà, Messieurs, un court aperçu des résultats obtenus par nos Comités, par nos OEuvres-annexes. A leur action vient se joindre encore celle que nous exerçons au moyen de nos subventions, de nos récompenses, de nos encouragements de toute sorte.

Notre incessante préoccupation, vous avez pu en juger déjà, Messieurs, est de découvrir les moyens les plus propres à concilier les exigences de l'organisation industrielle moderne avec les lois de l'humanité, avec le respect de la famille, de la femme et de l'enfant.

Montrer que l'harmonie, la concorde, le bien-être peuvent régner et règnent en effet dans l'atelier, sans combinaisons artificielles, grâce aux sentiments d'humanité, au dévouement des patrons, grâce au fonctionnement d'institutions bien entendues, c'est déjà selon nous rendre un signalé service à la paix sociale.

Nous vous proposons, il y a deux ans, de nobles et généreux exemples; nous venons aujourd'hui vous en signaler de nouveaux.

Parmi les Institutions dont le but est de remédier à la désorganisation de la famille industrielle, nous sommes heureux de constater que les Internats manufacturiers, les Orphelinats, Pensions d'apprentis, Patronages prennent chaque jour une extension nouvelle.

Ces fondations nombreuses, qui s'efforcent d'ajouter leur influence à celle de la famille pour préserver l'enfant des dangers qu'il rencontre dans son apprentissage, qui remplacent la famille quand elle n'existe pas, quand elle se dérobe à ses devoirs ou quand elle donne de mauvais exemples, sont répandues aujourd'hui sur une grande partie du territoire et forment, pour ainsi dire, un système nouveau d'organisation du travail qui prend toutes les formes, se fortifie et se complète sans cesse.

Les unes recueillent l'ouvrier sans famille et pourvoient à tous ses besoins ; les autres logent seulement l'enfant qui travaille au dehors à l'atelier ; d'autres lui offrent pour le dimanche une maison hospitalière qui lui sert de refuge contre les tentations, tout en lui procurant la distraction et le repos.

Nous vous signalerons à Paris :

L'OEuvre des apprentis orphelins de l'abbé *Roussel* ; l'Orphelinat des pauvres écoliers et apprentis de *Notre-Dame préservatrice* ; l'Orphelinat des écoles professionnelles de la *Providence-Sainte-Marie* ; la *Société d'apprentissage des jeunes orphelins* de la rue d'Anjou au Marais ; l'Orphelinat de filles de *Villegusien*, dans la Haute-Marne ; l'Orphelinat professionnel de l'*Immaculée-Conception*, à Toulouse ;

Et à Marseille, l'Orphelinat fondé par M^{me} de *Choisity*, qui y a consacré toute sa fortune et se dévoue avec une abnégation et un zèle admirables à ses soixante jeunes filles presque toutes sans famille, infirmes et repoussées de toutes parts.

Parmi les Patronages nous citerons :

A Paris, l'OEuvre de Saint-Nicolas, dirigée par les *frères des Écoles chrétiennes* ; la Maison d'apprentissage fondée par la *Confession d'Augsbourg* ; la Maison de famille du patronage de *Notre-Dame-de-Nazareth* ; l'OEuvre des jeunes fumistes et ramonneurs ; la Société de patronage des apprentis et ouvriers israélites, dirigée par M. *Weil*.

A Bar-le-Duc, à Douai, à Lorient, à Toulouse, à Tours, nous récompensons des OEuvres semblables.

Nous devons une mention particulière aussi à cette maison des apprentis de la ville de Nancy, calquée, comme l'a dit M. Jules *Simon*, sur la maison paternelle, et à laquelle préside avec un zèle infatigable un homme qui a consacré toute sa vie à faire le bien, l'honorable M. *Boulard*. Enfin, nous savons également que nous répondrons au sentiment public, à Orléans, en distinguant le directeur si dévoué de son Patronage, le frère *Nicolas*.

Mais ce sont là des OEuvres générales qui ne peuvent guère être établies que dans des centres de population, dans des villes. Pour les établissements disséminés dans les campagnes, l'initiative du chef d'industrie pouvait seule créer ces ressources, concilier le travail dans l'usine avec l'éducation, l'instruction, la moralisation des enfants, des jeunes filles.

C'est d'ailleurs autour de l'usine que doivent se grouper les institutions qui peuvent agir avec le plus d'efficacité sur la condition de l'ouvrier, le rendre stable par l'accession à la propriété par l'épargne, et maintenir la vie de famille et les saines traditions.

Bien des noms vont vous être signalés, Messieurs, qui vous prouveront que le nombre des chefs d'industrie qui comprennent leur devoir, qui veillent d'une manière toute spéciale sur l'éducation de l'ouvrier, ne tend pas à diminuer.

Il y en a dont le dévouement absolu à leurs ouvriers est connu depuis longtemps et que l'on signale de nouveau parce que leur exemple doit être constamment proposé, des chefs d'industrie comme MM. *Mame* à Tours, *Colcombet* à Saint-Étienne, *Maistre* à Villeneuve.

Les Chambres de commerce, les indications de MM. les Inspecteurs du travail des enfants, les Municipalités nous désignent également parmi de nombreux établissements qui ont créé des orphelinats, des internats manufacturiers, des écoles pour les enfants et apprentis, ceux de MM. *Laroche-Joubert*, directeurs de la papeterie, à Angoulême; *Duchesse-Fournet*, filateurs, à Lisieux; *Plantevin*, moulineur de soie, à Veyrières (Ardèche); la *Société des forges et fonderies de Montataire* (Oise); *Thiriez*, filateur de coton, à Lille; *Badin*, filateur, à Barentin (Seine-Inférieure); *Bonnet*, à Jujurieux (Ain); *Chabert et C^{ie}*, filateurs de soie, à Chomérac (Ardèche); *Champenois*, fabricant de tissus de soie, à Cognin (Savoie); *Chartier Allain*, verrier, à Douai (Nord); *Favier*, fabricant de fleurs, à Clamecy; *Joubert-Bonnaire frères*, filateurs de chanvre, à Angers; *Latour et C^{ie}*, fabricants de chaussures, à Liancourt (Oise), *Oriolle fils et Rochard*, filateurs de laine, à Angers; *Vignerie*, papetier, à Saint-Julien (H^{te}-Vienne).

Nous remarquons, Messieurs, que la plupart des Orphelinats manufacturiers, destinés à recevoir des jeunes filles, sont dirigés par des sœurs de charité. Leur dévouement nous est souvent signalé et nous ne saurions ne pas les mentionner tout spécialement. Faciliter aux jeunes ouvrières l'accomplissement de leurs devoirs, comme l'écrivait récemment un grand chef d'industrie dont nous avons cité le nom, les préparer à la grande mission qui les attend plus tard au foyer domestique, voilà ce qu'ont entrepris dans les internats manufacturiers toutes ces admirables filles de la charité. Et qui pourrait mieux qu'elles

accomplir cette noble tâche? Est-il quelqu'un qui mieux qu'elles puisse connaître le secret des besoins et des souffrances de la classe ouvrière? Ne vivent-elles pas constamment auprès des enfants du peuple pour les instruire, auprès des familles pauvres pour les visiter, les secourir et les consoler? Ne suivent-elles pas l'ouvrier malade jusque dans les hôpitaux comme elles suivent le soldat jusque sur les champs de bataille? (*Applaudissements.*)

Il n'a échappé à aucun des chefs d'industrie que nous vous proposons de récompenser ici solennellement, Messieurs, que les améliorations matérielles sont insuffisantes pour relever l'ouvrier, créer son bien-être et éviter tout antagonisme; ils ont reconnu que les institutions bienfaisantes, même appuyées sur de larges subventions en argent, mais appliquées machinalement, demeurent impuissantes.

C'est donc surtout leur dévouement, leur action personnelle, leur sollicitude de tous les instants pour leurs ouvriers que nous voulons honorer.

Parmi les patrons que leur sollicitude envers les apprentis doit faire remarquer se présentent les noms de MM. *Brehier*, filateur, à Saint-Brice de Landelle (Manche); *Brissonneau*, constructeur-mécanicien, à Nantes; *Breloux*, mécanicien, à Nevers; *Goudart*, président de la Chambre syndicale des diverses corporations du bâtiment, à Toulouse; *Sazerat*, à Limoges; *Vanoni*, *Vitalis*, *Engel*, à Paris.

Comme les ouvriers ne sont pas toujours groupés autour de l'usine, à la portée de la vigilance des patrons, notre Société a eu à cœur également de récompenser des hommes généreux, des femmes qui, par dévouement pour l'enfance ouvrière, se consacrent à son instruction, à son éducation morale et religieuse.

Vous entendrez également proclamer les noms des contre-mâîtres et des apprentis qui ont droit à vos encouragements, dont la conduite, le zèle pour le travail, l'esprit d'économie méritent d'être remarqués.

J'arrive, Messieurs, à une récompense exceptionnelle, à un hommage particulier qui s'adresse à la fois à un homme et à une institution, à un homme qui a su mettre en mouvement l'un des plus puissants instruments d'éducation de l'enfant ouvrier. Je veux parler de M. *de Malarce*, qui vient de propager si rapidement en France l'institution des Caisses d'épargne scolaires.

L'œuvre de *M. de Malarce* nous a paru considérable à tous égards.

Son exemple atteste d'une façon éclatante la toute-puissance de l'initiative individuelle, et ses efforts remédient à l'une des plus graves lacunes qui existent dans nos institutions ouvrières.

Si, en effet, vous comparez, Messieurs, la condition de l'ouvrier en France et dans les autres pays manufacturiers, vous remarquerez promptement notre absolue supériorité dans toutes les œuvres, dans toutes les institutions de secours.

Ces institutions sont merveilleusement organisées parmi nous, et, on peut le dire, elles sont multipliées à l'infini. Ce qui fait défaut, ce qui se propage malaisément, ce sont les institutions de prévoyance.

Il faut bien le dire, c'est un trait caractéristique de la nation.

L'idée des caisses d'épargne scolaires, comme le rappelait il y a peu de temps, *M. Hippolyte Passy*, en entretenant l'Académie de résultats obtenus par *M. de Malarce*, est une idée française conçue et mise en œuvre par des essais isolés, en deux ou trois localités de notre pays, il y a une quarantaine d'années, mais qui a pris ensuite un grand développement en Belgique et en Angleterre. Destinée commune à bien des idées, à bien des découvertes auxquelles la France donne libéralement naissance, pour les négliger bientôt, comme si elle était trop riche, se les voir enlever ensuite et finir par les chercher à l'étranger pour les ramener à leur berceau !

La caisse d'épargne scolaire a pour but de mettre la caisse d'épargne à la portée des petits enfants ; elle leur procure, en effet, le moyen de déposer leurs petites épargnes inférieures au franc admis par la caisse d'épargne ordinaire et la faculté de les déposer sans déplacement, dans l'école même, par les soins de l'instituteur.

L'écolier peut ainsi sauver de dépenses futiles quelques-uns des sous de poche que ses parents laissent à sa libre disposition.

Aussitôt que ces sous épargnés atteignent 1 franc, ce franc est versé à la grande caisse d'épargne par les soins de l'instituteur ; il est inscrit sur un livre, au nom de l'écolier, qui devient ainsi un véritable déposant de la grande caisse d'épargne.

Il arrive à se former, s'il le veut, un précieux pécule, et à l'occasion, ce pécule, comme on l'a plusieurs fois constaté chez

les écoliers d'Angleterre et de Belgique, peut n'être pas inutile aux besoins de la famille, dans un de ces moments de gêne qu'il faut toujours prévoir et qu'un enfant économe sera heureux de pouvoir soulager.

Ainsi, en outre, l'enfant fera son apprentissage de l'économie, c'est-à-dire de la bonne conduite de ses affaires par cet exercice pratique de l'épargne; il apprendra à modérer ses besoins factices, à régler sa vie, à fuir les dépenses inutiles ou malsaines. Il deviendra, selon une juste expression, le missionnaire de l'épargne au sein de la famille.

Comme le constate encore *M. Passy*, il est difficile, parfois impossible, de modifier les habitudes des ouvriers adultes et de convertir à l'esprit de prévoyance, à la pratique de l'épargne, des hommes faits, déformés par d'autres mœurs; mais l'habitude de l'ordre, de la sobriété, de l'économie inculquée à l'enfant sur les bancs de l'école devient le moyen véritablement efficace de préparer des générations nouvelles considérablement améliorées dans leur état moral et matériel.

Voulez-vous, Messieurs, une démonstration à l'appui de cette observation et de cette espérance.

Un criminaliste suisse, connu dans le monde savant de toute l'Europe, le docteur *Guillaume*, directeur du pénitencier de Neuchâtel, constatait, dans une récente publication, qu'en Suisse, dans ce pays où l'on compte un déposant de caisse d'épargne sur quatre habitants de tout rang, de tout sexe et de tout âge, on trouve à peine parmi cent criminels six-individus ayant un livret de caisse d'épargne, et j'ajouterai que la même observation a été faite dans plusieurs autres pays.

Et c'est cette institution si utile, Messieurs, née parmi nous, florissante chez les nations qui nous entourent, que nous négligeons absolument de développer depuis tant d'années!

Nous avons dit déjà par quels moyens elle se propage en ce moment.

C'est par la voie de la libre initiative et en faisant appel à de libres dévouements que la fondation des caisses d'épargne scolaires a été provoquée et se généralise.

Aujourd'hui ces caisses organisées et dirigées par des hommes de bonne volonté fonctionnent parfaitement.

Plus de 1,500 écoles sont dotées de ce service d'éducation

économique et pratique, et comptent plus de cent vingt mille écoliers épargnants.

En outre, les caisses d'épargne scolaires commencent à s'introduire dans les ateliers pour les apprentis.

Déjà plusieurs grandes Administrations, notamment celle des manufactures de l'État, par les soins de son Directeur général notre honorable collègue, M. *Rolland*, préparent cette amélioration pour les enfants dépendant de leurs services.

A l'heure où je vous parle, la caisse d'épargne scolaire a été propagée jusque dans les pays les plus lointains, jusqu'aux extrémités du monde civilisé.

Nous faut-il un plus éclatant exemple pour démontrer la puissance de l'initiative individuelle, la force qui est en chacun de nous; faut-il une plus grande leçon pour condamner notre inertie, pour démontrer à quel point il est vain de demander exclusivement à l'action de l'État des progrès qu'il dépend de nous de réaliser?

Nous l'oublions trop souvent et il faut le rappeler sans cesse, c'est à notre propre énergie qu'il faut nous confier sans nous reposer sur l'intervention du Gouvernement. Si vous voulez bien me permettre de recourir à une image qui me paraît de circonstance, je dirai que le Gouvernement peut être comparé aux fondements et aux murs d'une fabrique qui entourent et protègent les forces motrices mais qui ne sont pas eux-mêmes ces forces.

Cette considération m'amène à insister, en terminant, sur un enseignement qui me paraît sortir tout naturellement de ces faits, c'est que nous devons nous attacher plus que jamais à provoquer, à développer dans l'ouvrier comme en nous-mêmes l'initiative, l'action, le sentiment de la responsabilité.

Il serait téméraire de nous flatter d'améliorer la condition de l'ouvrier sans son propre concours.

Notre but ne saurait être de penser, de prévoir, d'agir pour lui, de le dispenser de l'effort sans lequel il ne peut s'élever, sans lequel il ne parviendra ni à s'instruire, ni à fermer l'oreille aux utopies malsaines et aux suggestions de l'envie, ni à accepter la loi vivifiante du travail en homme et en chrétien.

Pour employer une brève et saisissante formule : notre but doit être d'aider l'enfant, d'aider l'ouvrier à s'aider lui-même.

Mais, Messieurs, ce que nous demandons à l'ouvrier, ne nous le demanderons-nous pas à nous-mêmes ?

Nous avons de grands devoirs à remplir envers lui. Si nous voulons nous rejoindre, il faut que chacun de nous fasse la moitié du chemin et j'estime que c'est à nous à en faire la plus grande partie.

Nous avons sur l'ouvrier la supériorité de l'éducation, de l'instruction, faisons-le participer à cette inestimable faveur et pour cela occupons-nous de l'éducation de l'enfant. Il entre dans la vie avec une âme tendre et malléable, avec des habitudes qui ne sont pas encore enracinées et inflexibles, avec un cœur qui n'est encore ni endurci, ni souillé, orientons-le vers le bien; défendons-le contre les penchants, contre les entraînements qui le conduiront au mal et à la misère s'ils ne sont pas combattus, défendons-le contre ce travail excessif qui fait perdre en quelque sorte à l'homme connaissance de lui-même et le met au rang d'un instrument mécanique, défendons-le contre l'esclavage de tous les instants.

Enseignons-lui que tout progrès matériel, pour être fructueux et durable, doit être accompagné, devancé par un progrès moral et religieux.

Sachons comprendre tout ce qu'il y a dans ce mot si grand, si redoutable, si profond, dans ce mot qui porte en lui tout un mystérieux avenir : élever l'enfant.

Oui, Messieurs, élever l'enfant, en faire un homme, répandre dans toutes les parties de la population, avec les bienfaits de l'instruction, le sentiment du devoir et l'observation des lois divines : voilà le véritable secret de la destinée d'une nation.

Rappelons-nous que, de son lit de mort, le fondateur de l'Union américaine adressait à ses compatriotes ce dernier et suprême conseil : Instruisez le peuple! (*Applaudissements prolongés.*)

Il a été ensuite procédé à l'appel des lauréats : 1^o des institutions charitables, par M. Charles *Petit*, l'un des vice-présidents; 2^o des institutions manufacturières, par M. *Engel-Dollfus* (de Mulhouse); 3^o des contre-maîtres et contre-maîtresses d'atelier, par M. Paul *Bérard*, trésorier; et 4^o des apprentis et apprenties et autres enfants employés dans l'industrie, par M. Jules *Périn*, secrétaire.

LISTE DES RÉCOMPENSES

DÉCERNÉES

EN 1876 (1).

I.

INSTITUTIONS CHARITABLES

FONDÉES DANS LE BUT D'INSTRUIRE, DE MORALISER, D'AIDER LES
APPRENTIS (GARÇONS OU FILLES).

*Œuvres de Patronage, Orphelinats, Ecoles professionnelles,
Pensions d'apprentis, etc. (sans distinction de culte).*

BOUCHES-DU-RHONE.

GUICHARD DE CHOISITY (M^{lle}), Fondatrice-Directrice de l'Orphelinat du Sacré-Cœur-de-Jésus, rue du Jardin-des-Plantes, n° 12, à Marseille.

A consacré sa fortune à la fondation de cet établissement où elle reçoit tous les enfants que leur naissance, leurs infirmités et leur pauvreté condamnent à la mendicité. 60 jeunes filles infirmes, bossues, manchottes, idiots, abandonnées, bénéficient de la sollicitude maternelle de la généreuse bienfaitrice. Elles apprennent un métier qui les met à l'abri du besoin. L'immense charité de M^{lle} de Choisy n'est égalée que par la modestie de son mérite, elle fait le bien dans l'ombre; puisse notre témoignage d'admiration l'encourager dans de si louables efforts. — (*Proposition de M. Linarès, inspecteur divisionnaire du travail des enfants, à Avignon, sur la recommandation de M. le Président de la Société protectrice de l'Enfance de Marseille.*)

Médaille d'argent.

HAUTE-GARONNE.

JULIEN (M. l'abbé), Directeur-Fondateur de l'Orphelinat professionnel de l'Immaculée-Conception, Grande Allée, n° 2, à Toulouse.

(1) Les présentations de candidats adressées à la Société de protection ont été soumises à l'examen d'une Commission des récompenses; chaque dossier a fait l'objet d'un Rapport spécial.

60 enfants sont logés et reçoivent tous les soins nécessaires ; succursale dans l'Ariège. Placés en apprentissage chez de bons patrons, ils ne s'absentent que pour le travail. — Belle installation. Excellente direction intellectuelle et morale. — Résultats heureux. — (*Proposition de M. Delaisement, inspecteur divisionnaire du travail des enfants, à Toulouse.*) **Médaille d'argent.**

MARCEILLE (M. l'abbé), Directeur du Patronage de Saint-Sermin, rue de la Chaîne, 14, à Toulouse.

Bibliothèque, jeux ; réunions le dimanche ; encouragements à l'épargne : les enfants apportent les petits profits obtenus chez leurs patrons plusieurs ont des économies assez importantes constatées par des livrets de caisse d'épargne ; excellente direction. — (*Proposition de M. Delaisement, inspecteur divisionnaire du travail des enfants, à Toulouse.*) **Mention honorable.**

RIBAINS (M. l'abbé de), Directeur du Patronage Notre-Dame, Grande Rue Saint-Michel, n° 34, à Toulouse.

Ce Patronage est le plus ancien de Toulouse, sa fondation remonte à 1843. Environ 100 apprentis, non compris les jeunes ouvriers, le fréquentent. Sous l'intelligente direction de M. l'abbé de Ribains, cette institution a fait et fait encore le plus grand bien. — (*Proposition de M. Delaisement, inspecteur divisionnaire du travail des enfants, à Toulouse.*) **Médaille d'argent.**

TOURNAMILLE (M. l'abbé), Directeur-Fondateur du Patronage Saint-Cyprien, Allée de Garonne, n° 35, à Toulouse.

Pension d'apprentis très-bien organisée. Logement, nourriture à bon marché ; conférences morales et instructives ; société chorale ; distractions honnêtes. Cercle d'ouvriers. Belle Institution due au dévouement et en grande partie à la générosité de M. l'abbé Tournamille. — (*Proposition de M. Delaisement, inspecteur divisionnaire du travail des enfants, à Toulouse.*) **Médaille de bronze.**

HAUTE-MARNE.

MOLARD (M. l'abbé), Directeur-Fondateur de l'Orphelinat de filles de Villegusien.

Cet Orphelinat, dirigé par son Fondateur avec le concours de six religieuses de la Providence, recueille 70 jeunes filles qui reçoivent dans cet établissement une excellente instruction morale et religieuse et une éducation professionnelle en rapport avec leurs aptitudes.

Médaille de bronze.

INDRE-ET-LOIRE.

MAISON D'APPRENTIS TONNELÉ, Directeur : M. l'abbé Archambault, à Tours.

Institution destinée à surveiller dans les diverses maisons de la ville l'apprentissage des enfants qu'elle a placés ; ils sont logés et nourris ; la direction de cet établissement est confiée à M. l'abbé Archambault, qui y met un dévouement et un zèle admirables. — (*Proposition de M. Blaise, inspecteur divisionnaire du travail des enfants, à Limoges.*)

Médaille d'argent.

LOIRET.

NICOLIN (Frère), Directeur du Patronage des Apprentis, à Orléans.

S'est dévoué à la direction, à la surveillance et à l'éducation des apprentis du Patronage d'Orléans (*Voy. Bull.*, 1867, p. 290). Visite les enfants à l'atelier, chez leurs parents, et à la classe du soir ; est l'agent le plus actif de l'Institution. — (*Proposition de M. le Président de l'OEuvre du Patronage des Apprentis d'Orléans.*) **Médaille de bronze.**

LOIRE-INFÉRIEURE.

BAUDUZ (M. l'abbé), Directeur de la Colonie agricole de Notre-Dame-de-Bethléem, près Nantes.

A consacré tout son patrimoine à la fondation de la Colonie agricole de Bethléem ; son infatigable dévouement a fait prospérer cette œuvre, refuge aujourd'hui de près de 300 enfants, filles et garçons ; ceux-ci reçoivent une bonne instruction primaire, et se livrent sous la direction de 60 religieuses, les garçons aux travaux de jardinage et de culture, les filles à ceux de blanchissage et de couture. — (*Proposition de M. Dechaille, inspecteur divisionnaire du travail des enfants, à Rennes.*) **Médaille d'argent.**

MARIE (Mme sœur), Supérieure des religieuses de la Colonie agricole de Bethléem (tiers-ordre du Mont-Carmel), près Nantes.

N'a cessé de donner des preuves d'un constant dévouement aux enfants recueillis dans cette Institution. — (*Proposition de M. Dechaille, inspecteur divisionnaire du travail des enfants, à Rennes.*) **Médaille de bronze.**

MEURTHE-ET-MOSELLE.

BOULARD (M.), Président du Comité de Patronage des Apprentis et Apprenties de Nancy.

Agé de 77 ans ; a consacré sa longue carrière à faire le bien ; membre du Bureau de bienfaisance depuis 27 ans ; il a été successivement membre et Président d'un Comité de quartier, administrateur du Bureau de bienfaisance, Président du Comité de Patronage des Apprentis ; dans ces dernières fonctions, notamment, il a déployé un zèle au-dessus de tout éloge. — (*Proposition de la Chambre de commerce et du Bureau de bienfaisance.*) **Médaille d'argent.**

MAISON D'APPRENTIS de la ville de Nancy.

L'école, que les calamités de la guerre n'ont point atteinte, compte 31 ans d'existence et comprend actuellement 70 enfants travaillant dans les différents ateliers de la ville et soumis à une intelligente surveillance. La bonne direction donnée à l'apprentissage sous l'impulsion du Comité d'administration, les soins intellectuels et moraux dont les apprentis sont entourés, sont dignes des plus grands éloges. Tous les enfants sont logés, nourris et entretenus ; la discipline y est paternelle tout en restant sévère, et tous gardent, une fois devenus ouvriers, le meilleur souvenir de la maison avec laquelle ils ne

cessent de conserver de bonnes relations. Cette remarquable Institution a déjà mérité, en 1867, la plus haute récompense de la Société. — (*Proposition de la Chambre de commerce de Nancy.*)

Mention spéciale de reconnaissance.

WEHRLE (Alexandre), Vice-président de la Maison des Apprentis de Nancy.

Comme Vice-président de la Maison d'Apprentis dont il s'occupe depuis sa fondation et comme Président des Conférences de Saint-Vincent-de-Paul de la même ville, il a montré un dévouement à toute épreuve aux intérêts des jeunes garçons que ces deux institutions avaient pris sous leur patronage. — (*Proposition de la Chambre de commerce et du Président du Conseil d'administration de l'École d'Apprentis de Nancy.*)

Médaille d'argent.

MEUSE.

MATHIEU (M. Auguste), Directeur d'une OEuvre d'Apprentis, à Bar-le-Duc.

Dirige avec dévouement une OEuvre d'Apprentis où il fait plusieurs cours le soir. Sollicitude constante envers eux, non-seulement au Patronage, mais encore dans leur famille ou à l'atelier. — (*Proposition de M. le Président du Conseil de prud'hommes.*)

Médaille de bronze.

MORBIHAN.

CHARIL DE RUILLE (M. l'abbé) curé de Saint-Louis, à Lorient.

Fondation d'un Patronage d'écoliers et jeunes apprentis en 1837, auquel il a attaché son nom; n'a cessé de rendre de grands services à l'Enfance ouvrière, leur prodiguant ses soins et y consacrant ses modestes ressources. — (*Proposition de M. G. Dechaille, inspecteur divisionnaire du travail des enfants, à Rennes, sur la recommandation de M. le Président du Tribunal civil de Lorient.*)

Médaille d'argent.

GROUHEL (M.) négociant, à Lorient.

Depuis de longues années, concours constant et dévoué à l'OEuvre du Patronage des écoliers et jeunes apprentis de Lorient, dont il est l'un des précieux et zélés collaborateurs. (*Proposition de M. Dechaille, inspecteur divisionnaire du travail des enfants, à Rennes, et sur la recommandation de M. le Président du Tribunal civil de Lorient.*)

Médaille de bronze.

NORD.

LES DAMES DE LA PROVIDENCE DE DOUAI, Patronage de jeunes Filles.

Le Patronage a commencé en 1838; il réunit 150 jeunes filles, sans cependant avoir aucunes ressources assurées. Outre la réunion du dimanche, une surveillance active est exercée sur les apprenties dans les ateliers. — (*Sur les recommandations du Président du Conseil de prud'hommes, du Président de la Chambre de commerce, de la Commission locale du travail des enfants.*)

Médaille d'argent.

DAMES DE SAINT-VINCENT-DE-PAUL (Maison de la Miséricorde des), Patronage de jeunes Filles, rue du Clocher-Saint-Pierre, à Douai.

Cette maison réunit 150 jeunes filles, de 15 à 25 ans, apprenties et ouvrières, les religieuses qui s'en occupent, non-seulement les réunissent le dimanche pour leur donner de bons conseils et compléter leur instruction morale, mais encore les suivent dans leurs ateliers où elles les surveillent activement. (*Sur les recommandations : de M. le Président du Conseil de prud'hommes, de M. le Président de la Chambre de commerce, de la Commission locale du travail des enfants.*)

Médaille d'argent.

PATRONAGE DES APPRENTIS ET JEUNES OUVRIERS de la ville de Douai.

Ce patronage réunit 160 enfants ou jeunes ouvriers; ses organisateurs ont montré un zèle remarquable pour l'amener à son état de prospérité actuel; de grands travaux ont été faits, des sommes considérables dépensées dans ce but; une caisse d'épargne a été instituée, la surveillance suit autant que possible les apprentis dans leurs ateliers. (*Proposition de M. le Président du Conseil de prud'hommes, de M. le Président de la Chambre de commerce, de la Commission locale du travail des enfants.*)

Médaille d'argent.

SEINE.

COUTELLIER (M. Lucien), Directeur de la Maison d'apprentissage des jeunes garçons de la Confession d'Augsbourg.

Dirige depuis 10 ans avec le plus grand zèle et le plus absolu dévouement cette belle institution que nous avons récompensée à notre dernière distribution.

Médaille de bronze.

ECOLE PROFESSIONNELLE PRATIQUE DE JEUNES FILLES, Directrice **M^{me} CAROT**, née CHUARD, 49, rue Hauteville, à Paris.

Cette école compte environ 150 jeunes filles, auxquelles on donne non-seulement une instruction professionnelle très-soignée, mais aussi une éducation morale parfaite. L'organisation des cours y est excellente.

Médaille d'argent.

MESNY (M. Victor), professeur, 12, rue Bossuet.

Depuis 10 ans dirige avec intelligence et dévouement la classe du soir des apprentis et jeunes ouvriers de la maison de Patronage Saint-Charles; grâce à ses soins, les résultats obtenus ont été des plus satisfaisants.

Médaille de bronze.

OEUVRE GÉNÉRALE DES ÉCOLES PROFESSIONNELLES CATHOLIQUES, 30, rue Cassette, à Paris.

Comprend onze écoles laïques et quatorze écoles congréganistes; plusieurs ont un internat joint à l'externat, elles sont spécialement destinées aux jeunes filles; leur but est de leur assurer une profession rémunératrice pouvant s'exercer à la maison, de compléter leur instruction classique et de leur donner une éducation morale et religieuse.

Médaille d'argent.

OEUVRE DE SAINT-NICOLAS, dirigée par les Frères de la doctrine chrétienne, 92, rue de Vaugirard.

Cette importante et belle Œuvre fondée en 1827, reconnue d'utilité publique en 1859, a rendu des services exceptionnels à la classe ouvrière par l'instruction et la moralisation des apprentis, par l'établissement dans la maison d'ateliers spéciaux à divers états, au nombre de quinze, et confiés à des patrons choisis et souvent visités par les Frères. Les enfants pensionnaires de l'Institution sont initiés par une instruction à la fois théorique et pratique à la connaissance complète de leur métier, et sont formés de bonne heure à l'épargne et à l'économie par la création d'une caisse d'épargne scolaire qui compte déjà 155 adhérents et un versement d'au moins 1,878 francs.

Médaille de vermeil.

ORPHELINAT DE NOTRE-DAME PRÉSERVATRICE. Directeur le P. Besserat, 2, impasse des Vignes, à Paris.

Cette Œuvre des pauvres écoliers et apprentis possède 95 enfants et comprend : 1^o une école pour enfants de 7 à 12 ans ; 2^o une école professionnelle ; 3^o un certain nombre d'apprentis allant travailler en ville et revenant le soir. Tous ces enfants sont soignés avec un grand dévouement ; la surveillance est des plus actives ; ils sont visités chez les patrons par les Pères du Saint-Esprit ; la plupart sont recueillis gratuitement.

Médaille d'argent.

ORPHELINAT ET ÉCOLES PROFESSIONNELLES DES SOEURS DE LA PROVIDENCE-SAINTE-MARIE, 77, rue de Reuilly, à Paris.

130 jeunes filles, dont 12 aveugles, sont recueillies à demeure dans la maison, ainsi que 60 jeunes garçons ; les ateliers principaux sont : peinture sur velin, fabrication des fleurs, lingerie, confection, éventailistes ; Patronage pour les enfants du papier peint.

Rappel de médaille d'argent.

ROUSSEL (M. l'abbé), Directeur de l'Œuvre des *Apprentis orphelins*, 40, rue Lafontaine, à Paris-Auteuil.

Recueille, loge, nourrit, instruit et moralise chaque année environ 200 orphelins et vagabonds ; il en fait des imprimeurs, feuillagistes, cordonniers, munisiers, serruriers, jardiniers et surtout de bons sujets.

Rappel de médaille d'argent.

SOCIÉTÉ D'APPRENTISSAGE DE JEUNES ORPHELINS, rue d'Anjou au Marais, à Paris.

Réunit 80 orphelins, dont elle s'occupe avec un grand dévouement pendant la durée de l'apprentissage. Elle compte cinquante ans d'existence. Reconnue d'utilité publique en 1839. Fondation de caisses d'épargne. Cours du soir.

Médaille d'argent.

SOCIÉTÉ POUR L'ENSEIGNEMENT PROFESSIONNEL DES FEMMES, 14, rue de Berlin, à Paris.

Comprend cinq écoles professionnelles qui comptent 591 élèves. L'enseignement est des plus sérieux. La Société non-seulement s'applique à instruire et moraliser ses élèves, mais encore elle s'occupe de leur placement. Conférences et cours divers en dehors de l'enseignement professionnel proprement dit.

Médaille d'argent.

VASSEUR (M.), Directeur du Patronage de *Notre-Dame-de-Nazareth*, 11, rue de Stanislas, à Paris.

Depuis plus de douze ans n'a cessé de se dévouer aux Œuvres de Patronage des Apprentis; Directeur depuis huit ans de l'importante maison de *Notre-Dame-de-Nazareth*, qui compte 850 apprentis répartis en quatre Œuvres, il s'est signalé par sa constante sollicitude pour l'Enfance ouvrière.

Médaille d'argent.

WEILL (M. Jacques), Directeur de la Société de Patronage des Apprentis et Ouvriers israélites, 10, rue des Guillemites, à Paris.

Dirige le Patronage depuis sa fondation à la satisfaction complète de tous ceux qui sont à même d'apprécier son zèle et son dévouement; il cherche et réussit à faire de ses élèves des bons sujets, des travailleurs moraux et instruits.

Médaille d'argent.

VINCENT (M^{me} la Sœur), de l'ordre des religieuses de Saint-Vincent-de-Paul, Directrice de l'*Ouvroir Sainte-Geneviève*, rue Boutebrie, à Paris.

A fondé l'*Ouvroir Sainte-Geneviève*, qui entretient gratuitement 10 jeunes filles pauvres et reçoit quelques externes. On leur apprend la lingerie, la confection, l'usage de la machine à coudre. Après 4 ans d'apprentissage, ces jeunes filles peuvent se suffire par leur travail et venir en aide à leur famille.

Mention honorable.

II.

INSTITUTIONS MANUFACTURIÈRES.

INDUSTRIELS QUI SE SIGNALENT PAR LEUR SOLLICITUDE POUR LE BIEN-ÊTRE MATÉRIEL ET MORAL DE LEURS APPRENTIS ET JEUNES OUVRIERS

1^{re} CATÉGORIE : *Comprenant les Manufacturiers et Industriels ayant organisé leurs établissements et créé des Institutions en vue de faciliter l'apprentissage, d'assurer la santé et l'instruction tant générale que spéciale ou professionnelle, aussi bien que la moralité et l'avenir des Apprentis et jeunes Ouvriers.*

AIN.

BONNET et C^{ie} (MM.), filateurs et tisseurs de soie, à Jujurieux.

450 filles mineures sont logées et pourvues du nécessaire : réfectoire, dortoirs, salles d'école, salles de bains, cours de récréation; le tout parfaitement installé et planté, dans l'enceinte de la fabrique. Les

salaires varient de 220 fr. à 360 fr. par an pour les apprenties. — (Proposition de M. A. de Villenaut, inspecteur divisionnaire du travail des enfants, à Dijon). **Médaille d'argent.**

ARDECHE.

CHABERT et C^{ie} (MM. J.), filateurs de soie, à Chomérac.

MM. Chabert possèdent 16 établissements situés à Chomérac et n'occupent pas moins de 1,097 ouvriers de tout âge, y compris 239 enfants qui sont l'objet de la plus grande sollicitude de la part des patrons et des contre-mâîtres. Ont établi une école dans leurs ateliers; remplis de sollicitude pour les enfants qui y sont employés. — (Proposition de M. Estelle, inspecteur divisionnaire du travail des enfants, à Nîmes). **Médaille d'argent.**

PLANTEVIN aîné (M.), moulinage de soie, à Veyrières, comm. de Chirol, canton de Thuets.

A institué dans ses ateliers un Asile orphelinat-modèle, dirigé par des sœurs ayant pour but : 1^o de recevoir et instruire les enfants en bas-âge des mères travaillant dans les ateliers; 2^o de procurer aux jeunes apprenties, en dehors de leur éducation professionnelle, l'instruction primaire et une éducation morale; 3^o de recueillir et de compléter l'instruction des jeunes filles sans parents, que le Comité d'assistance paternelle de Marseille confie à M. Plantevin, dès qu'elles sont en âge de travailler. — (Proposition de la Chambre syndicale des filateurs et mouliniers de la région d'Aubenas). **Médaille d'argent.**

CALVADOS.

DUCHESNE-FOURNET (M. Paul), filature de lin et tissage, à Lisieux.

Création d'un établissement important attenant à la fabrique et comprenant : Salle d'asile et classes de garçons et de filles. — Matériel scolaire des plus complets; — ne réclame rien des parents, si ce n'est l'exactitude des enfants. L'usine comprend 62 enfants sur 1.000 ouvriers; les soins et les précautions hygiéniques sont très-minutieuses, et la jeune population ouvrière présente la meilleure apparence de santé malgré le peu de salubrité des travaux. — N'a pas voulu profiter du décret autorisant l'emploi des enfants de 10 à 12 ans. 42 enfants de moins de 7 ans fréquentent la salle d'asile. — (Proposition de M. Aubert, inspecteur divisionnaire du travail des enfants, à Caen.) **Médaille d'argent.**

CHARENTE.

LAROCHE-JOUBERT (M.), Directeur de la papeterie coopérative, à Angoulême.

Prend un grand soin des enfants et a établi avant la loi des écoles dans ses ateliers. — (Proposition de M. Blaise, inspecteur divisionnaire du travail des enfants, à Limoges). **Médaille d'argent.**

HAUTE-VIENNE.

VIGNERIE (M.), Directeur de papeterie, à Saint-Julien.

A établi dans sa manufacture une école pour les enfants de ses

ouvriers, et les jeunes ouvrières qu'il emploie ; membre de la Commission locale de Rochechouart.— (*Proposition de M. Blaise, inspecteur divisionnaire du travail des enfants, à Limoges.*) **Médaille d'argent.**

HÉRAULT.

MAISTRE (M.), filateur à Villeneuve, près Clermont.

M. Maistre occupe 145 ouvriers, parmi lesquels se trouvent 42 enfants. Cet établissement a été signalé par M. le Préfet de l'Hérault et a paru mériter un encouragement à cause des soins qui sont donnés aux enfants. A établi une école dans ses ateliers ; est rempli de sollicitude pour les enfants qui travaillent dans la fabrique. — (*Proposition de M. Estelle, inspecteur divisionnaire du travail des enfants, à Nîmes.*) **Médaille de bronze.**

INDRE-ET-LOIRE.

MAME et fils (MM. Alfred), imprimeurs, à Tours.

Persévérante sollicitude pour leurs ouvriers et enfants ; leurs ateliers sont un modèle de bon ordre. Création d'une cité ouvrière. Etablissent en ce moment des écoles et réfectoires pour les enfants qu'ils emploient. — (*Proposition de M. Blaise, inspecteur divisionnaire du travail des enfants, à Limoges.*) **Rappel de médaille d'argent.**

LOIRE.

COLCÔMBET (M. Victor), fabricant de rubans, à Saint-Étienne.

Cette importante maison compte 70 ans d'existence ; comprend trois fabriques employant 320 jeunes filles mineures, dont 140 apprenties. Le chef actuel n'a rien épargné pour développer le bien-être et l'instruction de ses ouvriers ; sacrifices d'argent considérables pour la construction d'une église, d'un presbytère, d'écoles de garçons et de filles, d'une cité ouvrière, de dortoirs, réfectoires, cuisines, infirmeries attenantes aux usines. Là, où régnait autrefois la misère et l'ignorance, on trouve actuellement l'aisance et l'instruction ; par un généreux sentiment du bien, les écoles sont ouvertes à tous les enfants des usines rivales ; les résultats remarquables obtenus font de cet ensemble la plus belle institution manufacturière fondée dans la région sud-est de la France au profit des apprentis et jeunes ouvriers. — (*Proposition de M. Gauthier, inspecteur divisionnaire du travail des enfants, à Lyon.*) **Médaille de vermeil.**

MAINE-ET-LOIRE.

JOUBERT-BONNAIRE frères (MM.), filateurs de chanvre, à Angers.

140 enfants des deux sexes sont employés dans la manufacture ; ils reçoivent l'instruction dans l'école fondée par ces industriels ; soins attentifs tant au moral qu'au physique. — (*Proposition de M. Dechaille, inspecteur divisionnaire du travail des enfants, à Rennes, sur la recommandation de la Commission locale de l'arrondissement.*) **Médaille d'argent.**

ORIOLE fils et ROCHARD (MM.), filateurs de laine, à Angers.

Ont fondé la première école établie dans une usine de la ville ; 40 enfants reçoivent l'instruction, sous la direction dévouée d'une sœur. — (*Présentation de M. Dechaille, inspecteur divisionnaire du travail des enfants, à Rennes, sur proposition de la Commission locale de l'arrondissement.*) **Médaille d'argent.**

NORD.

CHARTIER (M. Alain), maître de verrerie, à Douai.

Fondation d'une école bien aménagée et parfaitement dirigée, où les apprentis de l'usine, au nombre de 30, reçoivent une bonne instruction. — (*Sur les recommandations du Conseil de prud'hommes, de la Chambre de commerce et de la Commission locale du travail des enfants.*) **Médaille de bronze.**

THIRIEZ père et fils (MM.), filateurs de coton, à Lille.

Fondations magnifiques dans l'intérêt des ouvriers et surtout des enfants : crèche, salle d'asile, écoles, orphelinat de jeunes filles, caisse de secours pour les malades, caisse d'épargne, caisse de retraite. Ecole fréquentée par 85 garçons et 148 filles de 12 à 15 ans. Salaires élevés pour les enfants. Sacrifices sur le temps du travail pour la fréquentation assidue de l'école. Sur 1,500 ouvriers, la fabrique emploie 432 enfants. — (*Proposition de la Chambre de commerce de Lille.*) **Médaille de vermeil.**

OISE.

LATOURET et C^{ie} (MM.), fabrique de chaussures, Directeur M. Parzudaki, à Liancourt, près Clermont.

Services rendus à la classe ouvrière par la direction morale donnée depuis vingt ans à l'apprentissage des enfants des deux sexes : cours primaires d'une heure par jour, donnés par des professeurs spéciaux aux enfants, garçons ou filles, âgés de 12 à 14 ans ; instruction morale et religieuse confiée, dans l'établissement, aux soins dévoués de M. le curé de Liancourt. — (*Proposition de M. l'ingénieur de l'arrondissement, Président de la Commission locale du travail des enfants.*) **Médaille d'argent.**

SOCIÉTÉ ANONYME DES FORGES ET FONDERIES DE MONTATAIRE, à Montataire (siège social à Paris, 21, rue Béranger).

Institutions philanthropiques annexées aux usines : école préparatoire pour les enfants de 10 à 12 ans, classe le matin, petits travaux techniques le soir, 30 ou 40 élèves. — Classe du soir pour les enfants de 12 à 16 ans ; 130 à 150 élèves. — Maître d'allemand, de musique ; instruction religieuse. — Ouvroir de couture pour les filles d'ouvriers. — Fanfare (chef de musique aux frais de la Société). **Médaille d'argent.**

SAVOIE.

CHAMPENOIS (M.), fabricant de tissus de soie, à Cognin, près Chambéry.

Apprentissage entièrement gratuit; primes d'encouragement; instruction élémentaire dans l'établissement même; soins attentifs et bienveillants pour les jeunes ouvrières. (Voy. *Bullet. Soc. prot. des app.*, 1875, p. 477.) **Médaille d'argent.**

SEINE.

FAVIER (M.), fabricant de fleurs, rue des Jeûneurs, n° 27, à Paris.

A fondé à Clamecy une succursale de sa maison de Paris où il emploie un grand nombre d'enfants des deux sexes; salaires élevés. Plein de sollicitude pour ses apprentis, il a fondé une école primaire avec annexes où les enfants trouvent d'utiles récréations. Il fournit des vêtements aux indigents, donne des soins aux malades.

Médaille d'argent.

GODCHAUX et C^{ie} (MM. Aug.), imprimeurs, rue de la Douane, n° 10, à Paris.

Caisse de participation et de retraite; secours mutuels; école du soir exigée des apprentis; ceux-ci participent aux bénéfices l'année qui suit leur entrée, et aux secours mutuels à partir de l'âge de 16 ans.

Mention honorable.

GOFFINON ET BARBAS (MM.), entrepreneurs de couverture et plomberie, boulevard de Strasbourg, n° 85, à Paris.

Sollicitude pour leurs apprentis: ceux-ci participent aux bénéfices ainsi qu'à la société de secours mutuels.

Mention honorable.

TURNÉY (M. Robert), 36, boulevard de Sébastopol, à Paris.

Ingénieur civil, secrétaire du Syndicat général des Chambres de l'Union nationale du commerce et de l'industrie, l'un des fondateurs, en 1867, de l'Assistance paternelle aux enfants des fleurs et plumes, a, comme trésorier et membre du Conseil d'administration de cette dernière Société, donné de nombreuses preuves d'un dévouement absolu à cette institution. — (*Proposition de l'unanimité des membres de l'Assistance paternelle aux Enfants des fleurs et plumes.*)

Médaille d'argent.

SEINE-INFÉRIEURE.

BADIN (M. Auguste-Armand), filateur de lin et coton, à Barentin.

Propriétaire d'une importante filature où il a commencé comme simple apprenti, s'est montré plein de sollicitude pour l'amélioration du sort des enfants et des ouvriers; école dirigée par des religieuses; société de secours mutuels pour le cas de maladie. Tout ce qu'il est possible de faire pour augmenter le bien-être des apprentis et ouvriers ainsi que leur amélioration morale, M. Badin l'a tenté. — (*Proposition de M. Colombier, inspecteur divisionnaire du travail des enfants, à Rouen.*)

Médaille d'argent.

TARN.

VISSAC (M.), Directeur de la Société anonyme des aciéries du Saut-du-Tarn, près Albi.

École spéciale établie dans l'usine depuis six ans. Le Directeur est plein de bonté et de sollicitude pour ses apprentis. Il se conformait à l'esprit de la loi bien avant qu'elle fût promulguée; il est le premier industriel de la 12^e circonscription qui ait été trouvé en règle. — (*Proposition de M. Delaisement, inspecteur divisionnaire du travail des enfants, à Toulouse.*) **Médaille d'argent.**

VAUCLUSE.

FAVIER, Directeur et propriétaire de la papeterie de Grommel, à Vidennes.

A établi et entretient une école spéciale dirigée par une institutrice laïque, en faveur des enfants des ouvriers et des apprentis. La santé et la moralité de ces enfants et des filles mineures est l'objet d'une grande et salutaire sollicitude dans cet établissement très-bien tenu. — (*Proposition de M. Linarès, inspecteur divisionnaire du travail des enfants, à Avignon.*) **Médaille d'argent.**

2^e CATÉGORIE : *Comprenant les industriels qui, sans avoir créé d'Institutions ou organisé leurs ateliers avec des moyens permanents d'Instruction générale ou spéciale, se sont fait remarquer par une sollicitude personnelle et attentive à l'égard des Apprentis ou jeunes Ouvriers.*

HAUTE-VIENNE.

SAZERAT (M. L.), fabricant de porcelaine, à Limoges.

S'applique à conserver longtemps les mêmes ouvriers, à réunir des familles entières dans ses ateliers, prenant pour apprentis les enfants de son personnel. Il forme d'habiles ouvriers dans les diverses spécialités de son industrie par l'excellente éducation professionnelle qu'il donne aux apprentis. Par sa juste fermeté jointe à une sollicitude éclairée pour le bien-être de ses jeunes ouvriers, il maintient un ordre parfait dans ses ateliers qu'on peut citer comme modèles. — (*Proposition de M. Blaise, inspecteur divisionnaire du travail des enfants, à Limoges.*) **Médaille d'argent.**

LOIRE-INFÉRIEURE.

BUISSON (M.), ingénieur, Directeur de la manufacture de tabac de Nantes.

Grâce au dévouement de M. le Directeur Buisson, l'instruction des jeunes filles employées dans la manufacture a reçu une grande impulsion. Stimule le zèle de l'institutrice et des élèves par des

visites répétées et de fréquents examens; un certain nombre d'entre elles ont déjà obtenu le certificat et le retour à la journée de 10 heures par leur émulation à l'étude que M. le Directeur a si bien su produire. — (*Proposition de M. Dechaille, inspecteur divisionnaire du travail des enfants, à Nantes.*) **Médaille de bronze.**

BRISSONNEAU (MM.) frères, constructeurs-mécaniciens, à Nantes.

Apprentissage exceptionnellement intelligent dans l'atelier : les apprentis sont séparés des ouvriers et travaillent sous la surveillance d'un contre-maître spécial, 8 heures à l'atelier et 3 heures au dessin. Ces enfants reçoivent une instruction professionnelle et des soins physiques et moraux qui en font des ouvriers d'élite. — (*Proposition de M. Dechaille, inspecteur divisionnaire du travail des enfants, à Rennes.*) **Médaille d'argent.**

MANCHE.

BREHIER (M.), filateur de laine, à Saint-Brice de Landelle.

Vive sollicitude pour le développement intellectuel et moral des jeunes ouvriers; établissement des mieux tenus au point de vue de la sécurité des enfants et de la salubrité des ateliers. Observation rigoureuse de la loi du 19 mai 1874, bien avant son application. N'a pas voulu profiter de la latitude autorisant le travail des enfants de 10 ans. — (*Proposition de M. Aubert, inspecteur divisionnaire du travail des enfants, à Caen.*) **Médaille d'argent.**

SEINE-ET-OISE.

THE INDIA RUBBER COMPANY, fabrique de caoutchouc.

Bonne installation, surveillance des apprentis, travail peu fatigant et bien réparti. Aucune manipulation dangereuse ou insalubre n'est confiée aux apprentis. Tenue parfaite de l'usine. — (*Proposition de M. le Président de la 1^{re} Commission locale du travail des enfants de l'arrondissement de Pontoise.*) **Médaille de bronze.**

VAUCLUSE.

GROS frères (MM.), imprimeurs, à Avignon.

Se distinguent par l'excellente tenue de leurs ateliers et l'organisation du matériel où tous les dangers d'accidents sont soigneusement évités, aussi bien que par une sollicitude personnelle et attentive à l'égard des apprentis et filles mineures qu'ils emploient. — (*Proposition de M. Linarès, inspecteur divisionnaire du travail des enfants, à Avignon.*) **Médaille de bronze.**

3^e CATÉGORIE : *Comprenant les Industriels et Patrons chez lesquels le contrat d'apprentissage est exécuté loyalement et effi-*

cacement pour les jeunes Apprentis, et qui veillent à l'entière application de la loi du 19 mai 1874 sur le travail des enfants.

HAUTE-GARONNE.

GOUDARD (M.), constructeur-serrurier, Président de la Chambre syndicale des diverses corporations du bâtiment, rue Mirepoix, 6, à Toulouse.

S'est occupé de moraliser l'apprentissage dans les diverses corporations du bâtiment. A prêté au service de l'inspection le concours le plus empressé pour faire appliquer la nouvelle loi et faire comprendre qu'elle est appelée à produire les meilleurs résultats. La Société se propose, par cette récompense, de rendre hommage à un mérite incontesté, et en même temps d'honorer les patrons méritants de l'importante corporation dont M. Goudard est Président. — (*Proposition de M. Delaisement, inspecteur divisionnaire du travail des enfants, à Toulouse.*)

Médaille d'argent.

HÉRAULT.

VITALIS (MM.), frères, filateurs de laine, à Lodève.

Établissement parfaitement tenu; les premiers de la circonscription qui aient été trouvés parfaitement en règle sur la loi du travail des enfants. — (*Proposition de M. Estelle, inspecteur divisionnaire du travail des enfants, à Nîmes.*)

Médaille d'argent.

NIEVRE.

BRÉLOUX (M.), mécanicien, à Nevers.

S'occupe beaucoup de ses apprentis, qui montrent une grande habileté dans leur état; veille avec un soin scrupuleux à l'exécution loyale des contrats d'apprentissage qui, dans sa maison, sont toujours parfaitement en règle. — (*Proposition de M. de Villenaut, inspecteur divisionnaire du travail des enfants, à Dijon.*)

Médaille de bronze.

SEINE.

DEROY (M. L.), brocheur, rue de Fleurus, n° 39, à Paris.

Bonne exécution de la loi sur le travail des enfants. — (*Proposition de M. Maurice, inspecteur divisionnaire du travail des enfants, à Paris.*)

Médaille honorable.

ENGEL (M.), relieur, rue du Cherche-Midi, 91, à Paris.

A mis un grand zèle à faire exécuter la loi sur le travail des enfants dans l'industrie de la reliure, qui emploie à Paris un assez grand nombre d'apprentis. Il a prêté à M. l'inspecteur le concours le plus dévoué, se faisant l'intermédiaire de celui-ci et de ses collègues, convoquant ceux-ci en assemblée générale, leur transmettant toutes les instructions et renseignements nécessaires à une prompte application de la loi. — (*Proposition de M. Maurice, inspecteur divisionnaire du travail des enfants, à Paris.*)

Médaille de bronze.

VANONI (M.), Président de la Chambre syndicale de la fumisterie, rue d'Argout, 13, à Paris.

S'est beaucoup occupé de l'application de la loi du 19 mai 1874 dans son industrie, provoquant les réunions des membres, visitant ses collègues, persuadant les plus opposés, en un mot n'épargnant ni pas ni démarches dans l'intérêt des enfants si nombreux dans cette industrie et trop souvent assujettis à des travaux au-dessus de leur âge. S'est montré le dévoué auxiliaire de M. l'inspecteur. — (*Proposition de M. Maurice, inspecteur divisionnaire du travail des enfants, à Paris.*) **Médaille d'argent.**

VIGNEAU (M.), relieur, rue de Vaugirard, 120, à Paris.

Observe la loi sur le travail des enfants avec un soin qui lui a valu souvent les éloges de M. l'inspecteur. — (*Proposition de M. Maurice, inspecteur divisionnaire du travail des enfants, à Paris.*)

Mention honorable.

4^e CATÉGORIE : *Comprenant les personnes et Associations étrangères à l'industrie qui, par dévouement pour l'Enfance et la Jeunesse ouvrières, sont venues en aide aux industriels comme auxiliaires des OEuvres entreprises en faveur des Apprentis ou Apprenties.*

LOIRE.

SOEUR ELISA (née Marie Morin), Directrice des Apprenties de MM. Colcombet frères, fabricants de rubans à Saint-Étienne.

Grand dévouement aux jeunes apprenties dont elle dirige les travaux professionnels ; fait la classe à celles qui commencent leur apprentissage ; plus de 200 jeunes filles lui doivent leur instruction primaire et professionnelle ainsi que les excellents principes de leur éducation morale. — (*Proposition de M. Gauthier, inspecteur divisionnaire du travail des enfants, à Lyon.*) **Médaille de bronze.**

MAINE-ET-LOIRE.

DE VEAUX (M^{lle} Th.), en religion sœur Saint-Léopold, de l'ordre de Saint-Charles, Directrice de l'école de MM. Oriolle fils et Richard, filateurs de laine, à Angers.

A contribué par son expérience et ses bons conseils à installer les écoles dans les grandes usines de la ville. Son admirable dévouement ne s'est jamais démenti ; elle est aimée et estimée de tous ceux qui sont à même de l'apprécier. — (*Proposition de M. Dechaille, inspecteur divisionnaire du travail des enfants, à Rennes, à la recommandation de la Commission locale du travail des enfants.*)

Médaille de bronze.

MARNE.

BUIRETTE (M^{lle} Julia), à Suippes.

A fondé une école où elle instruit les apprentis de l'usine de son frère, propriétaire d'une filature de laine, ainsi que ceux d'une usine voisine; en plus de cette instruction élémentaire, elle enseigne aux jeunes filles la couture et les autres ouvrages propres à leur sexe. Elle consacre avec dévouement tout son temps à ses jeunes élèves dont le nombre s'augmente sans cesse. — (*Proposition de M. Doll, inspecteur divisionnaire du travail des enfants, à Reims.*)

Mention honorable.

OURY (M^{lle} Léonie), à Suippes.

Sœur de M. Oury, l'un des associés d'une filature de laine, elle s'est chargée d'instruire les plus jeunes apprentis; ces enfants ne pouvant fréquenter l'école, étaient complètement dépourvus d'instruction. — (*Proposition de M. Doll, inspecteur divisionnaire du travail des enfants, à Reims.*)

Mention honorable.

NORD.

CHARLON (M. Émile), instituteur, 10, rue du Champ-Fleury, à Douai.

Fait la classe à une trentaine d'enfants de l'école instituée par M. Chartier dans son usine, avec un véritable succès; en treize mois des enfants sans aucune instruction ont appris à écrire, à lire, à faire les quatre règles, en consacrant seulement cinq heures de travail par semaine. — (*Proposition du Conseil de prud'hommes.*)

Mention honorable.

TARRANZANO (M.), Directeur comptable de la filature de Bailencourt, à Douai.

Ne cesse de s'occuper des enfants travaillant dans l'usine; il a, pour leur bien-être et leur développement moral, une sollicitude qui ne se lasse pas. — (*Proposition de la Commission locale du travail des enfants, de la Chambre de commerce, et du Conseil de prud'hommes.*)

Mention honorable.

ORNE.

FERET (M. Alexandre), en religion frère Émile, instituteur communal à Flers, par Domfront.

Dirige, depuis 6 ans, avec zèle et intelligence, un cours du soir où les apprentis et adultes viennent se perfectionner dans l'étude des métiers auxquels ils appartiennent; leurs progrès remarquables et leur assiduité sont dus aux soins du frère Émile. — (*Proposition du Conseil de prud'hommes.*)

Médaille de bronze.

SEINE-INFÉRIEURE.

ROUSSELET (M. Adolphe), instituteur, à Maromme.

Dirigé depuis trois ans, en dehors des heures réglementaires de sa classe, avec un zèle et un dévouement à toute épreuve, les cours primaires d'apprentis établis par M. Besselièvre dans sa fabrique, le

seul établissement de la vallée de Maromme, qui ait organisé jusqu'alors des cours d'apprentis. — (*Proposition de M. Colombier, inspecteur divisionnaire du travail des enfants, à Rouen.*)

Médaille de bronze.

SÈVRES (DEUX).

MADY (M. Henry), ouvrier jardinier, à Niort.

Agé de 20 ans. — Conduite exemplaire; chaque soir, après sa journée de travail, se rend dans le local de l'Œuvre de Patronage de la ville, et là il enseigne les éléments de lecture et d'écriture à de jeunes apprentis; le dimanche encore, il vient les surveiller; son dévouement est tout gratuit. — (*Proposition de la Chambre consultative des arts et manufactures.*)

Médaille de bronze.

III.

CONTRE-MAÎTRES ET CONTRE-MAÎTRESSES

QUI FONT PREUVE A UN HAUT DEGRÉ D'INTELLIGENCE ET DE DÉVOUEMENT ENVERS LES ENFANTS QU'ILS SURVEILLENT ET AUXQUELS ILS SONT CHARGÉS D'APPRENDRE LEUR MÉTIER.

GARD.

BOISSIER (M. Adolphe), contre-maître chez M. Prosper Pallier, à Nîmes.

Contre-maître depuis 22 ans. Médaillé en 1867 par la Société d'encouragement. Plein d'égards pour les enfants; il surveille avec un soin extrême leur instruction. Intelligence, zèle, conduite irréprochable. — (*Proposition de M. Estelle, inspecteur divisionnaire du travail des enfants, à Nîmes.*)

Médaille de bronze.

HAUTE-GARONNE.

NEBOUT (M^{lle} Eugénie), surveillante d'atelier dans la maison de confection Jolivard et C^{ie}, rue des Arts, n° 9, à Toulouse.

Depuis 28 ans dans cette importante maison où elle s'est fait aimer et estimer de tous par sa douceur, sa bonté, sa conduite exemplaire, sa sollicitude pour les apprenties. Par ses conseils et son exemple, elle a maintenu dans la bonne voie un grand nombre d'excellents sujets. — (*Proposition de M. Delaisement, inspecteur divisionnaire du travail des enfants, à Toulouse.*)

Médaille de bronze.

ROUGIER (M. Michel), serrurier, chef d'atelier chez M. Gondard, rue de l'Étoile, 30, à Toulouse.

Depuis 25 ans dans la maison où il est entré comme apprenti; par sa bonne conduite, son assiduité et son intelligence, il est devenu chef d'atelier; plein de douceur pour les apprentis dont il est chargé. — (*Proposition de M. Delaisement, inspecteur divisionnaire du travail des enfants, à Toulouse.*)

Médaille de bronze.

HAUTE-SAVOIE.

AVET (M^{lle} Franceline), contre-maîtresse à la manufacture des Frères Agnellet, à Thônes.

Depuis 11 ans dans la maison où elle est devenue contre-maîtresse, grâce à son travail et sa conduite ; se fait aimer des apprenties sous ses ordres. — Emploie le fruit de son travail à soutenir sa vieille mère et à élever sa nièce.

Médaille de bronze.

LAVILLAT (M. Jean), contre-maître à la fabrique de fournitures d'horlogerie de M. J. Passy, à Thônes.

14 ans de service dans la maison où il a été successivement apprenti, ouvrier et contre-maître ; très-méritant comme conduite et capacité.

Mention honorable.

MILHOMME (M^{lle} Françoise), contre-maîtresse à l'école et à la fabrique d'horlogerie de M. Passy, à Thônes.

Agée de 22 ans. Depuis cinq ans dans la maison, elle s'est fait toujours remarquer par sa douceur, sa sollicitude et ses bons procédés envers ses élèves ; très-capable. — Excellents renseignements.

Mention honorable.

INDRE-ET-LOIRE.

EMBOULAS (M. Adrien Nicolas), chef conducteur de machines typographiques, à l'imprimerie de MM. A. Mame et fils, à Tours.

26 ans de service. Il n'a cessé de donner de bons exemples ; comme chef conducteur des machines typographiques, il a constamment témoigné de son dévouement envers les enfants composant les équipes et il a mis tous ses soins à développer leur instruction technique. — (*Recommandé par M. Blaise, inspecteur divisionnaire du travail des enfants, à Limoges.*)

Médaille de bronze.

RAVEAU (M^{lle} Aimé), employée à l'imprimerie de MM. A. Mame et fils, à Tours.

23 années de service dans cette maison ; s'est signalée par son intelligente direction, sa sollicitude et ses bons conseils aux jeunes filles qui lui ont été confiées ; jouit de l'estime de ses patrons et subordonnées. — (*Proposition de M. Blaise, inspecteur divisionnaire du travail des enfants, à Limoges.*)

Médaille de bronze.

LOIRE.

BONNEVIALLE (M^{lle} Sophie), contre-maîtresse à la fabrique de rubans de MM. Colcombet frères, de Saint-Etienne.

Agée de 24 ans ; s'est toujours distinguée par sa bonne conduite et son travail ; depuis six ans contre-maîtresse, elle dirige les apprenties avec douceur, intelligence et une sollicitude dévouée ; elle en fait rapidement de bonnes ouvrières. — (*Proposition de M. Gauthier, inspecteur divisionnaire du travail des enfants, à Lyon.*)

Médaille de bronze.

LOIRE-INFÉRIEURE.

CAILLAUD (M. F.-Hippolyte), chef-ouvrier chez M. Mellinet, imprimeur-typographe, rue du Pilori, 5, à Nantes.

Depuis quarante-deux ans, dans la maison où il est entré comme apprenti à l'âge de dix ans. Très-doux et très-bon envers les enfants qu'il emploie à sa presse, il enseigne son état avec une patience admirable à environ 35 enfants; grâce à lui, l'enfant qu'il dirige actuellement, fils d'une pauvre veuve sans ressources et d'une intelligence rebelle, aura acquis un peu d'instruction, malgré ses faibles moyens. — (*Recommandé par M. Dechaille, inspecteur divisionnaire du travail des enfants, à Rennes.*)

Mention honorable.

FOUCAULT (M. Joseph-Auguste), contre-maître chez M. Lotz fils de l'Ainé, constructeur de machines agricoles, à Nantes.

Douze ans de service et chargé, depuis ce temps, de la direction des apprentis. Grâce à ses soins, 59 apprentis sont devenus d'excellents ouvriers. — (*Proposition de la Société industrielle de Nantes.*)

Médaille de bronze.

PETIT (M. Pierre), contre-maître chez M. Pl. Renaud, constructeur de machines, à Nantes.

Quarante-quatre ans de service et depuis vingt-deux ans dans la même maison, a formé par ses soins intelligents plus de cent-vingt apprentis dont quarante-six sortis de l'école industrielle; ils sont tous devenus des ouvriers d'élite; plusieurs sont contre-maîtres et même ingénieurs. — (*Proposition de la Société industrielle de Nantes.*)

Médaille d'argent.

SEINE.

BESSON (M.), surveillant dans la manufacture de gants de MM. Ph. Courvoisier et C^{ie}, rue des Poissonniers, 12, à Saint-Denis.

Ancien instituteur, attaché depuis 1871 à la fabrique, s'est distingué par ses soins envers les apprentis et en assurant la stricte exécution de la loi sur le travail des enfants. — (*Recommandé par M. Maurice, inspecteur du travail des enfants, à Paris.*)

Médaille de bronze.

DARDART (M. Remy), contre-maître dans la cristallerie de M. E. Paris, au Bourget.

Dirige depuis plusieurs années l'Orphelinat établi par son patron dans la cristallerie, orphelinat qui compte 35 enfants ou apprentis; c'est à son intelligente direction qu'est due la prospérité de cette Œuvre; son patron rend le meilleur témoignage de son zèle éclairé et de son dévouement.

Médaille de bronze.

PHILIX (M^{lle} Louise), maîtresse-ouvrière chez M^{me} Rollin, rue Grange-aux-Belles, à Paris.

Depuis dix-sept ans dans la maison, très-bonne pour les appren-

ties ; moralité excellente ; ne s'est pas mariée pour soutenir sa mère de son travail. **Médaille de bronze.**

FERRY (M. Ferdinand), contre-maître chez M. Lambert, décorateur sur porcelaine, rue Claude-Vellefaux, n° 6, à Paris.

Vingt et un ans de bons services dans la maison où il est entré à 12 ans, comme apprenti. Il continue aux apprentis les soins intelligents et la bonne direction qui sont de tradition dans cet atelier.

Médaille de bronze.

LEBRUN (M^{me} Marie-Victoire), contre-maîtresse à l'usine de M. Groult, fabricant de pâtes alimentaires, à Vitry-sur-Seine.

Depuis vingt-sept ans contre-maîtresse dans la fabrique, elle n'a cessé de donner des preuves d'une sollicitude toute spéciale envers les jeunes filles placées sous sa direction. **Médaille de bronze.**

LENOBLE (M. Théodore), contre-maître chez M. Muller, fabricant de produits céramiques, à Ivry-sur-Seine.

Depuis vingt et un ans dans la maison où il est entré comme apprenti, par son zèle et son intelligence est parvenu à la position de contre-maître ; s'occupe avec sollicitude des apprentis.

Médaille de bronze.

QUENIEU (M. René-Marie), chef-ouvrier chez MM. Bonamy et Ducher, tailleurs, rue Richelieu, 42, à Paris.

Depuis vingt ans dans la même maison où il s'occupe des apprentis avec le plus grand dévouement, leur donnant l'exemple du travail et de la bonne conduite. — (*Proposition de M. le Président de la Chambre syndicale des tailleurs.*) **Médaille de bronze.**

QUINETTE (M. Henry), contre-maître chez M. Houy, fabricant de chaînes et montres d'enfants, rue de Charonne, 176, à Paris.

S'occupe avec beaucoup de soin des nombreux apprentis placés sous ses ordres ; il exige d'eux un travail soutenu, une bonne conduite constante, une grande politesse dont il leur donne si bien l'exemple. **Médaille de bronze.**

SEINE-INFÉRIEURE.

OVIÈVE (M. Louis-Jean-Baptiste), contre-maître mécanicien dans la manufacture de MM. Lucien Fromage et C^{ie}, à Darnetal.

Depuis 33 ans dans la même usine, a mérité par son intelligence, son zèle et sa bonne conduite l'estime et la confiance de ses patrons. Constamment préoccupé de l'amélioration du sort des ouvriers et apprentis, il a cherché avec persévérance les moyens de prévenir les accidents de fabrique. — (*Recommandé par M. Colombier, inspecteur divisionnaire du travail des enfants, à Rouen.*) **Médaille d'argent.**

NORD.

BOLOT (M^{lle} Cécile), lingère, au Patronage des sœurs de Saint-Vincent-de-Paul, 26, rue Jean-de-Bologne, à Douai.

Agée de 31 ans; quoique travaillant en journée, elle est Présidente du Patronage où elle aide puissamment par son exemple et ses conseils un grand nombre de jeunes filles à se maintenir dans la voie du devoir et de la moralité. — (*Proposée par le Président du Conseil de prud'hommes sur la recommandation des Sœurs du Patronage.*)

Médaille de bronze.

LESAGE (M^{lle} Albertine), couturière, 13, rue des Maillets, à Douai.

Agée de 21 ans. Surveille les jeunes apprenties chez sa maîtresse où elle a fini son apprentissage. Fille d'une veuve chargée de six enfants, par son travail assidu elle est le soutien de sa famille. Sa conduite est exemplaire. — (*Proposition du Conseil de prud'hommes.*)

Mention honorable.

PAULET (M^{lle} Agnès), sous-directrice d'atelier de couture, rue du Clocher-Saint-Pierre, 27, à Douai.

Depuis 20 ans, a sous sa surveillance 30 jeunes apprenties et ouvrières; l'atelier est estimé de toute la ville et on regarde comme une faveur d'y être admis. — (*Proposée par le Président du Conseil de prud'hommes et par le Patronage des sœurs de Saint-Vincent-de-Paul.*)

Médaille de bronze.

PAS-DE-CALAIS.

BURIDAN (M. Jacques-Joseph), contre-maître dans la manufacture de pipes de MM. Duméril et Bouveur, à Saint-Omer.

Depuis plus de 30 ans, dans la même maison, il se fait remarquer par les soins dont il entoure les apprentis; surveille non-seulement leur apprentissage mais aussi leur instruction. Chargé d'une nombreuse famille, il l'élève très-convenablement. A déjà obtenu une médaille de la Société. — (*Proposition de M. le maire de Saint-Omer.*)

Rappel de médaille de bronze et prime de 50 francs.

DUCHOSSOIS (M. Charles-François-Dominique), contre-maître dans la manufacture de pipes de M. L. Fiolet, à Saint-Omer.

Agé de 70 ans, il s'occupe depuis plus de trente ans des apprentis avec un soin et un dévouement dignes d'éloges; les conduit chaque soir à l'école. — (*Proposition de M. le maire de Saint-Omer.*)

Médaille de bronze.

SEINE.

HINCKER, contre-maître chez M. Bord, fabricant de pianos, 32, rue des Poissonniers, à Paris-Lachapelle.

Constant dévouement envers les apprentis et efforts persévérants pour le développement de leur instruction professionnelle; surveillance excellente en dehors de la fabrique. **Médaille de bronze.**

DHAENE, Directeur de la manufacture de pianos de MM. Pleyel, Wolff et C^{ie}, boulevard d'Épinay, à Saint-Denis.

Sollicitude constante en faveur des apprentis et soins spéciaux donnés à leur instruction professionnelle pour en faire de bons et habiles ouvriers. **Médaille de bronze.**

VAUCLUSE.

CHAUVIN (Mme veuve), née Thérèse Meillet, contre-maîtresse chez MM. A. Franquebalme et fils, fabricants de soie, à Pernes.

Depuis 12 ans dans la maison. Elle exerce une influence sérieuse et bienfaisante sur le travail et la moralité des jeunes ouvrières. — (*Proposition de M. Linarès, inspecteur divisionnaire du travail des enfants, à Nîmes.*) **Médaille de bronze.**

IV.

APPRENTIS ET ENFANTS EMPLOYÉS DANS LES MANUFACTURES.

1^{re} CATÉGORIE : *Apprentis présentés par des Patronages, Sociétés d'assistance paternelle, Écoles professionnelles, Commissions locales du travail des Enfants, Inspecteurs divisionnaires, Industriels, qui se sont fait remarquer par leur capacité professionnelle et une bonne conduite constante.*

DEUX-SÈVRES.

DUPUIS (Louis), apprenti menuisier, à Niort.

Âgé de 13 ans; très-bon sujet, travaillant bien et se conduisant parfaitement, n'a que sa mère, pour laquelle il a beaucoup d'égards et à laquelle il apporte régulièrement les petits profits qu'il peut réaliser. — (*Proposition de la Chambre consultative des Arts et Manufactures.*) **Livret de caisse d'épargne de 15 francs.**

HAUTE-GARONNE.

BIZE (Bertrand), apprenti menuisier chez M. Guillaume, rue du Pont-de-Tounis, 6, à Toulouse.

Âgé de 13 ans. Bonne conduite. Orphelin de père, il remet à sa mère les petites récompenses que lui donne son patron qui en fait le plus grand éloge. — (*Proposition de M. Delaisement, inspecteur divisionnaire du travail des enfants, à Toulouse.*) **Livret de caisse d'épargne de 10 francs.**

CARRÈRE (Martial), apprenti serrurier, appareilleur à gaz chez M. Labit, place de l'Estrapade, 21, à Toulouse.

Âgé de 14 ans; deuxième année d'apprentissage. — Capacité, intelligence, bonne conduite. — Attaché à son patron d'une manière

vraiment touchante. Orphelin de père, il remet à sa mère tout l'argent qu'il reçoit. Vivement recommandé par son patron et M. l'abbé Tournamille. — (*Proposé par M. Delaisement, inspecteur divisionnaire du travail des enfants, à Toulouse.*)

Livret de caisse d'épargne de 20 francs.

DUPEYRON (Simon), apprenti serrurier chez M. Gommard, constructeur, allée des Zéphirs, 2, à Toulouse.

Agé de 15 ans; troisième année d'apprentissage. Conduite exemplaire. — Orphelin de père depuis 15 mois, il est très-bon et très-dévoué pour sa mère. — (*Recommandé par M. Delaisement, inspecteur divisionnaire du travail des enfants, à Toulouse.*)

Livret de caisse d'épargne de 10 francs.

PONS (Charles), apprenti menuisier-ébéniste chez M. Monteil, rue du Taur, à Toulouse.

Agé de 15 ans; deuxième année d'apprentissage. Conduite excellente. Son patron en est satisfait sous tous les rapports; sa mère, veuve, est l'objet de sa plus grande préoccupation dans les économies qu'il réalise. Recommandé par son patron et M. l'abbé Marceille. — (*Présenté par M. Delaisement, inspecteur divisionnaire du travail des enfants, à Toulouse.*)

Livret de caisse d'épargne de 15 francs.

HAUTE-SAVOIE.

ROUX (Christin), apprenti chez M. Jacques Buffet, cordonnier, à Thônes.

Agé de 15 ans; dans ses deux années d'apprentissage a toujours eu une conduite irréprochable sous tous les rapports. (*Recommandé par la Commission locale de Thônes.*)

Livret de caisse d'épargne de 10 francs.

HAUTE-VIENNE.

BAYLAC (Siméon), apprenti mouleur à la manufacture de porcelaine de M. Sazerat, à Limoges.

Agé de 18 ans, lauréat de l'École des beaux-arts de Limoges. S'est fait remarquer par sa conduite, son ardeur au travail et la douceur de son caractère. Soutient avec son gain journalier sa mère et sa sœur.

Livret de caisse d'épargne de 20 francs.

BONNETAUD (François), apprenti peintre décorateur de porcelaine, chez M. Sazerat, fabricant, à Limoges.

Agé de 18 ans. Se distingue entre tous par la régularité de sa conduite, son obéissance et son amour du travail. Subvient aux besoins de sa mère par son travail.

Livret de caisse d'épargne de 15 francs.

DUPUY (Hippolyte), apprenti tourneur en porcelaine, chez M. Sazerat, fabricant, à Limoges.

Agé de 17 ans. Bonne instruction primaire, suit les cours de dessin et de modelage de l'École municipale; bons sentiments, conduite très-régulière, application au travail.

Livret de caisse d'épargne de 10 francs.

LOIRE.

MOUNIER (M^{lle} Maria), apprentie tisseuse, chez MM. Colcombet frères, fabricants de rubans, à Saint-Étienne.

Âgée de 15 ans et demi. Modèle des 140 apprenties de la fabrique. Bonne apprentie tisseuse et dévideuse ; dévouée à sa famille, conduite exemplaire ; pourvue de l'instruction primaire.

Livret de caisse d'épargne de 25 francs.

LOIRET.

LECUYER (Léon), apprenti imprimeur, chez M. Ernest Colas, rue des Petits-Souliers, n° 3, à Orléans.

Âgé de 16 ans, 4^e année d'apprentissage ; fils de veuve, par la régularité de sa conduite et son activité au travail, s'attache à donner toute satisfaction à sa mère et à son patron. — (*Recommandé par le Président de l'Œuvre du Patronage d'Orléans.*)

Livret de caisse d'épargne de 15 francs.

MORIN (Théophile-Victor), apprenti sculpteur sur bois, chez M. Vichot, place Bannier, n° 2, à Orléans.

Âgé de 15 ans, 2^e année d'apprentissage. Très-bonne conduite, caractère franc et ouvert. Beaucoup d'aptitude pour son état de sculpteur, s'y distingue déjà par la délicatesse de l'exécution et la perfection du travail. — (*Désigné par le Directeur du Patronage d'Orléans.*)

Livret de caisse d'épargne de 20 francs.

MEURTHE-ET-MOSELLE.

PIGNOLET (Émile), apprenti horloger, chez M. J. Tuffier, rue Saint-Dizier, 51, à Nancy.

Bonne conduite chez son patron et progrès constants. — (*Recommandé par le Président du Conseil d'administration de l'École d'apprentis de Nancy, classé le 2^e sur 160 enfants ; a rempli les fonctions de sergent à l'école de Nancy.*)

Livret de caisse d'épargne de 15 francs.

SIEFFERT (Auguste), apprenti ajusteur, chez M. Pignolet aîné, constructeur-mécanicien, à Nancy.

Enfant d'une conduite méritante, recommandé en première ligne par le Président du Conseil d'administration de la Maison d'Apprentis, où il est classé le premier sur 160 enfants. Pendant ses deux années d'apprentissage, a toujours satisfait son patron. A rempli à l'école les fonctions de surveillant.

Livret de caisse d'épargne de 20 francs.

VALENTIN (Xavier), apprenti tailleur, rue de la Salpêtrière, 2, à Manoncourt-sur-Seille.

Âgé de 15 ans et demi, l'aîné de six enfants. Sa conduite parfaite, son ardeur au travail, son respect pour ses parents et ses maîtres, son désir de bien faire, constituent un ensemble si remarquable qu'il a pris sur ses camarades un ascendant qu'il n'a pas recherché,

et que tous le regardent comme un modèle qu'ils doivent imiter. — (*Extrait du Rapport de la Société de Patronage de Manoncourt qui le présente.*)

Livret de caisse d'épargne de 20 francs.

NORD.

BUNNENS (Charles), apprenti dans la retorderie de fils de M^{me} V^e Crespel et fils, à Lille.

Agé de 14 ans, il est déjà depuis trois ans dans la fabrique, où sa conduite a toujours été irréprochable et exemplaire ; assiduité au travail, exactitude à l'école. — (*Proposition de M. Nadeau, inspecteur divisionnaire du travail des enfants, à Lille.*)

Livret de caisse d'épargne de 10 francs.

CAMERLYNCK (Isidore), apprenti tisserand dans le tissage mécanique de MM. Bernart, Tersen et C^{ie}, à Hazebrouck.

Agé de 16 ans. Modèle d'aptitude au travail et de bon exemple pour ses camarades, fréquentation assidue de l'école, où il a obtenu plusieurs récompenses. — (*Proposition de M. Nadeau, inspecteur divisionnaire du travail des enfants, à Lille.*)

Livret de caisse d'épargne de 20 francs.

CLAIRET (Alphonse), apprenti dans la verrerie de M. Alain-Chartier, à Douai, 35, rue de Lille.

Agé de 18 ans ; bonne conduite, assiduité et progrès à l'école et à l'atelier. — (*Sur la proposition du Président du Conseil de prud'hommes de Douai.*)

Mention honorable.

FARNOUX (M^{lle} Adèle), apprentie dans la confection des sarreaux, chez M. Boutry Van Isselstein, à Lille.

Agée de 15 ans et demi. Dans l'usine depuis trois ans et demi, elle a toujours eu une conduite exemplaire et irréprochable. Assiduité et exactitude non-seulement dans l'atelier, mais aussi dans l'école fondée par son patron. Choisie la première sur 44 enfants. — (*Proposition de M. Nadeau, inspecteur divisionnaire du travail des enfants, à Lille.*)

Livret de caisse d'épargne de 15 francs.

HERTAULD (Alphonse-Joseph), apprenti, chez MM. Thiriez père et fils, filateurs de coton et de lin, à Lille.

Agé de 16 ans. Le plus digne d'être récompensé sur les 432 apprentis employés dans les fabriques de ses patrons. Rattacheur, puis bobineur ; par ses succès à l'école, est arrivé à la place de commis aux écritures. Excellente conduite, respectueux, travailleur ; dans ses moments de loisir étudie la géométrie et la mécanique.

Livret de caisse d'épargne de 25 francs.

LOEZ (M^{lle} Lucia), apprentie emboîteuse de fil à coudre dans la filature de lin de MM. Verstraete frères, à Lomme-lez-Lille, près de Lille.

Agée de 14 ans. Depuis un an et demi dans la fabrique. Bonne conduite, assiduité à l'école et à l'atelier. Recommandée vivement par ses patrons comme la plus méritante des filles employées dans

l'usine. — (*Proposition de M. Nadeau, inspecteur divisionnaire du travail des enfants et par M. Arnold, inspecteur spécial, à Lille.*)

Livret de caisse d'épargne de 15 francs.

MAZUREL (M^{lle} Joséphine), apprentie dans la filature de laine de M. Scalabre-Delcourt, à Tourcoing.

Agée de 13 ans. Depuis 3 ans et demi dans la fabrique. Conduite exemplaire et irréprochable; assiduité au travail, très-bonne élève à l'école. — (*Proposition de M. Nadeau, inspecteur divisionnaire du travail des enfants, à Lille.*)

Livret de caisse d'épargne de 20 francs.

MONTAGNE (M^{lle} Clémence), apprentie à la retorderie de fils de MM. Vrau et C^{ie}, à Lille.

Agée de 16 ans. Depuis 4 ans et demi dans cette importante usine; bonne conduite, assiduité au travail. Fréquente l'école, où l'on est aussi content d'elle qu'à l'atelier; choisie sur 82 enfants. — (*Proposition de M. Nadeau, inspecteur divisionnaire du travail des enfants, à Lille.*)

Livret de caisse d'épargne de 20 francs.

SANTY (Désiré), apprenti dans la filature de lin de MM. Verstraete frères, à Lomme-lez-Lille, près Lille.

Agé de 14 ans. Depuis 2 ans et demi dans la fabrique. Actuellement garçon de peignage; a toujours mené une bonne conduite; assiduité à l'école et à l'atelier. Vivement recommandé par ses patrons, qui en font le plus grand cas. — (*Proposition de M. Nadeau, inspecteur divisionnaire du travail des enfants, à Lille.*)

Livret de caisse d'épargne de 15 francs.

SOREZ (M^{lle} Marie), apprentie dans la filature de coton de M. Gustave Toussin, à Lille.

Agée de 15 ans. Depuis 2 ans dans la fabrique, où elle a toujours mené une bonne conduite; aptitude au travail, progrès à l'école. — (*Proposition de M. Nadeau, inspecteur divisionnaire du travail des enfants, à Lille.*)

Livret de caisse d'épargne de 15 francs.

VERBIEST (Félix), apprenti dans la filature de coton de M. Schoutteten, à Lille.

Agé de 15 ans et demi. Conduite exemplaire. Employé dans l'usine depuis trois ans; son patron en fait le plus grand éloge. — (*Proposition de M. Nadeau, inspecteur divisionnaire du travail des enfants, à Lille.*)

Livret de caisse d'épargne de 15 francs.

SEINE.

BELLAN (Pierre), apprenti papetier chez M. Hannequin, rue Sainte-Croix-de-la-Bretonnerie, à Paris.

Agé de 16 ans, 4 ans d'apprentissage. Excellent sujet, son patron en est très-satisfait. Il a perdu sa mère, et son père l'a abandonné; quoique livré à lui-même, il n'a cessé d'avoir une conduite exemplaire.

Livret de Caisse d'épargne de 20 francs.

BLANCQ-CAZAUX (Paul-Pierre), apprenti graveur de lettres chez M. Gasté, rue du Faubourg-Saint-Denis, 162, à Paris.

Agé de 16 ans et demi, 4^e année d'apprentissage. Conduite excellente; assiduité au travail; aptitude professionnelle remarquable. Il remet ses gratifications à ses parents (1).

Livret de Caisse d'épargne de 20 francs.

BRICE (Alfred), décorateur fleuriste sur porcelaine, chez M. Lambert, rue Claude-Vellefaux, 14, à Paris.

Agé de 17 ans, 4^e année d'apprentissage. Cet apprenti très-labourieux et d'une bonne conduite, montre beaucoup de goût et d'intelligence dans son état.

Livret de Caisse d'épargne de 15 francs.

CHEVALLIER (Henri), apprenti papetier chez M. A. Ramé, rue d'Aboukir, 6, à Paris.

Agé de 14 ans et demi. Orphelin; bonne conduite; assidu à son travail. — (*Recommandé par la Chambre syndicale de la Papeterie.*)

Livret de Caisse d'épargne de 20 francs.

CROZEMARIE (Pierre), ramoneur, 18, rue Lhomond, à Paris.

Agé de 13 ans, par sa bonne conduite, son application, son assiduité, à la classe du soir et aux réunions religieuses, il a mérité d'être désigné le premier par le Directeur de l'Œuvre des jeunes Fumistes et Ramoneurs.

Livret de Caisse d'épargne de 15 francs.

JACQUET (Victor), apprenti en instruments de chirurgie chez M. Mathieu, 2, rue de la Procession, à Paris.

Agé de 15 ans, deux années d'apprentissage. Donne toute satisfaction à son patron par son intelligence au travail, sa bonne conduite et sa soumission.

Livret de Caisse d'épargne de 20 francs.

(1) Au moment où M. J. Périn venait de proclamer le nom de BLANCQ-CAZAUX, apprenti de M. GASTÉ, imprimeur, M. le Président s'est levé et a donné lecture de la lettre suivante écrite par le patron de cet enfant :

« L'apprenti que j'ai présenté à la Société de protection sous votre » égide, écrit M. GASTÉ, a été honoré d'un livret de caisse d'épargne » de vingt francs. Il en est d'autant plus heureux qu'il ne s'y atten- » dait pas, et il se rendra, comme il le dit, de plus en plus digne » de cet encouragement venu de si haut et qui portera des fruits. » En effet, une des premières pensées de l'enfant a été de me de- » mander s'il pouvait mettre à la caisse d'Épargne sur le livret qu'il » va recevoir. C'est d'un bon augure pour l'avenir. Merci donc, et » de tout cœur, pour cette bonne œuvre qui contribue si puissam- » ment à former un homme sérieux, aux habitudes d'ordre et d'éco- » nomie, c'est-à-dire un précieux auxiliaire de l'industrie. »

L'assemblée a accueilli cette lecture par de vifs applaudissements.

JOLY (Prosper), apprenti employé au service des machines, chez MM. A. Chaix et C^{ie}, imprimeurs, rue Bergère, 20, à Paris.

Agé de 17 ans. 3^e année d'apprentissage. Petit employé, actif, intelligent, très-laborieux et d'une conduite toujours irréprochable; résultats très-sensibles aux Cours. Choisi sur 70 apprentis.

Livret de Caisse d'épargne de 20 francs.

LANTERNIER (Claude-Émile), apprenti bijoutier chez M. Mignet, rue des Archives, 32, à Paris.

Agé de 15 ans et demi; 5 ans d'apprentissage. Bon travailleur, capable et actif; produisant autant qu'un ouvrier; aussi bon élève que bon fils. — (*Présenté par le Directeur de la Société d'apprentissage des jeunes Orphelins, rue d'Anjou; choisi sur 50 enfants.*)

Livret de Caisse d'épargne de 15 francs.

LASSAUSE (Raoul), sculpteur sur bois, chez M. Ch. Platan, 59, boulevard Voltaire, à Paris.

Agé de 15 ans et demi. Conduite aussi bonne dans sa famille que chez son patron; fils aîné de trois enfants, il aide sa mère veuve, par son travail. (*Recommandé par la Maison d'apprentissage des jeunes Enfants de la Confession d'Augsbourg.*)

Livret de Caisse d'épargne de 20 francs.

LORINÉ (Maurice), apprenti dans la cristallerie de M. Paris, au Bourget.

Agé de 16 ans; quatre ans et demi de service dans la fabrique; s'est toujours fait remarquer par sa conduite régulière, son intelligence, son désir de s'instruire.

Livret de Caisse d'épargne de 15 francs.

MARTINEAU (M^{lle} Jeanne-Pauline), apprentie fleuriste, chez M^{me} Dubosc, rue Vivienne, 2 bis, à Paris.

Agée de 13 ans. Bonne conduite à l'atelier, progrès dans l'instruction élémentaire, assiduité au travail.

Livret de Caisse d'épargne de 15 francs.

MASSABOVA (M^{lle} Marie), apprentie chez M^{me} Rollin, rue Grange-aux-Belles, à Paris.

Agée de 16 ans, quatre années d'apprentissage, orpheline de père; moralité excellente; très-bonne travailleuse: elle n'a plus que dix mois à faire pour finir son apprentissage, puis elle restera dans la maison comme contre-maîtresse.

Livret de Caisse d'épargne de 20 francs.

PELTIER (Henri), apprenti bijoutier en or, chez MM. Desmarais et Gillet, rue de Braque, 2, à Paris.

Agé de 17 ans. Conduite parfaite, véritable modèle pour ses camarades; place ses économies à la Caisse d'épargne.

Livret de Caisse d'épargne de 20 francs.

REGOTTAZ (Louis), apprenti lanceur, chez MM. Mourceau et Leduc, fabricants d'étoffes d'ameublements, rue Saint-Maur, 174, à Paris.

Agé de 15 ans. Bonne conduite à l'atelier, présenté par ses patrons comme le plus digne de récompense de tous les apprentis de la fabrique. **Livret de caisse d'épargne de 20 francs.**

RESSORT (Louis), apprenti tourneur sur métaux, chez M. Mélingue, fabricant de boutons de porte, rue de Ménilmontant, 24, à Paris.

Agé de 15 ans, deux ans d'apprentissage. Intelligent, bonne conduite, probité à toute épreuve.

Livret de caisse d'épargne de 15 francs.

THIBAL (Marc), apprenti compositeur-typographe, chez MM. A. Chaix et C^{ie}, rue Bergère, 20, à Paris.

Agé de 18 ans. Quatre ans d'apprentissage. Conduite très-régulière, application soutenue aux Cours et résultats très-satisfaisants au travail pratique. — (*Choisi sur vingt-cinq apprentis compositeurs typographes.*) **Livret de caisse d'épargne de 20 francs.**

SOMME.

MERCIER (Charles), apprenti cartonnier chez M. Coubart, relieur, rue Notre-Dame, n° 11, à Amiens.

Agé de 17 ans. Très-bon sujet. Orphelin, il est depuis neuf années chez son patron où il s'est toujours bien conduit. A obtenu le prix d'ancienneté et de bonne conduite à la distribution des prix de l'Œuvre du Patronage d'Amiens. (*Présenté par la Chambre de commerce sur la recommandation de l'Œuvre du Patronage des Apprentis et Ouvriers d'Amiens.*) **Livret de caisse d'épargne de 10 francs.**

SAULIN (Albert), apprenti horloger chez M. Parmentier, place Saint-Denis, 43, à Amiens.

Cinquième année d'apprentissage. Bonne conduite, docilité, exactitude au travail; progrès satisfaisants. A parfaitement rempli les conditions de son contrat. — (*Recommandé par l'Œuvre de Patronage des Apprentis d'Amiens et présenté par la Chambre de commerce.*)

Livret de caisse d'épargne de 10 francs.

THIERRY (Clovis), apprenti cordonnier chez M. Brieux fils, faubourg de Noyon, 85, à Amiens.

Agé de 15 ans et demi, trois ans d'apprentissage. Pensionnaire à la Maison de famille, sa conduite est excellente. Il donne pleine satisfaction à son patron pour son assiduité au travail. — (*Recommandé par l'Œuvre du Patronage des Apprentis d'Amiens et présenté par la Chambre de commerce.*)

Livret de caisse d'épargne de 15 francs.

2^e CATÉGORIE : Anciens Apprentis devenus Ouvriers, qui sont restés dans la maison où ils ont accompli tout leur apprentissage.

GIRONDE.

BERNOS (M. Georges), ouvrier dans les ateliers de M. Jabouin, sculpteur-marbrier, à Bordeaux.

Agé de 20 ans; entré comme apprenti à l'âge de 13 ans, est devenu ouvrier après trois ans d'apprentissage; se distingue par la régularité de sa conduite, ses mœurs exemplaires et une très-bonne tenue. Suit le bon exemple de son père attaché à l'établissement depuis 39 ans. — (*Proposition de la Chambre de commerce.*)

Mention honorable.

VIANE (M. Mathurin), chez M. Buzard, fabricant de produits alimentaires, à Bordeaux.

Depuis 11 ans dans la fabrique, où il est entré comme apprenti; devenu ouvrier, il a mérité par son zèle, sa grande aptitude au travail et son dévouement sans bornes à son patron, qu'on lui confiât la direction de la fabrication, malgré sa jeunesse. — (*Proposition de la Chambre de commerce.*)

Mention honorable.

HAUTE-GARONNE.

BOULET (M. Paul), écrivain lithographe, chez M. Berdoulat, rue des Pilatiers, 50, à Toulouse.

Agé de 22 ans. Il est depuis neuf années chez le même patron, qui en dit le plus grand bien sous tous les rapports. Orphelin dès son bas âge, il a été pour sa grand'mère, qui l'a élevé, un fils obéissant et dévoué. — (*Présenté par M. Delaisement, inspecteur divisionnaire du travail des enfants, à Toulouse.*)

Mention honorable.

HAUTE-SAVOIE.

DAVIED (M^{lle} Franceline), ouvrière tisseuse à la manufacture des frères Agnellet, à Thônes.

Travaille depuis 7 ans dans la maison où elle a fait son double apprentissage de tisseuse et de couseuse. Travail assidu, conduite exemplaire. Agée de 20 ans seulement; soutient seule par son travail son père et sa mère très-âgés et de mauvaise santé.

Livret de caisse d'épargne de 30 francs.

HÉRAULT.

DELMAS (M^{lle} Olympe-Élisa), ouvrière chez MM. E. Villaret et C^{ie}, manufacture de papiers à cigarettes, à Clermont-l'Hérault.

Agée de 26 ans, dans l'usine depuis neuf années. Zèle, intelligence, bonne conduite, piété filiale; est l'exemple de ses camarades. — (*Proposition de M. le Président du Conseil de prud'hommes.*)

Mention honorable.

LOIRET.

TOUCHET (M. Alfred), ouvrier menuisier, chez M. Farcinade, rue Porte-Saint-Jean, 22, à Orléans.

Agé de 17 ans. Après avoir terminé son apprentissage, est resté dans la même maison, où il se fait remarquer par son assiduité, son zèle et son excellente conduite. — (Proposé par le Président de l'Œuvre du Patronage des Apprentis d'Orléans.) **Médaille de bronze.**

SEINE.

BANNIER (M. Henri-Alexandre), ouvrier mécanicien chez M. Henri Lepaute, horloger, rue Lafayette, 6, à Paris.

Agé de 27 ans; depuis 14 ans dans la maison où il a fait son apprentissage. Zèle, activité et bonne conduite.

Médaille de bronze.

GOSSELIN (M^{me} Eugénie), ouvrière fleuriste, chez M^{me} Dubosc, rue Vivienne, 2 bis, à Paris.

Agée de 17 ans. Son apprentissage terminé, elle est restée dans le même atelier où, depuis 2 ans, elle continue de surveiller le travail des apprenties en les aidant de ses intelligents conseils, et cela sur son temps et au détriment de ses propres intérêts. — A obtenu plusieurs récompenses de l'Assistance paternelle des fleuristes.

Mention honorable.

GUERNIER (M. Louis), compositeur-typographe chez MM. A. Chaix et C^{ie}, rue Bergère n° 20, à Paris.

Agé de 21 ans, depuis 7 ans et demi dans la maison, où il a fait son apprentissage; s'est toujours fait remarquer par ses habitudes d'ordre et de régularité, qui lui ont mérité l'affection de tous ses contre-mâîtres. En 1872, a eu le prix d'honneur des élèves de 4^e année de cette honorable maison. Actuellement il est soldat et ses chefs sont très-satisfaits de sa bonne conduite.

Livret de Caisse d'épargne de 30 fr.

LOUCHET (M. Victor), ouvrier mouleur en produits céramiques, chez M. Muller, à Ivry-sur-Seine.

Depuis 7 ans chez son patron, a rempli consciencieusement son apprentissage et n'a donné que de la satisfaction à son patron. Orphelin; s'est toujours bien conduit.

Mention honorable.

MONIER (M^{me} Marie-Léontine), ouvrière fleuriste chez M^{me} Dubosc, rue Vivienne, 2 bis, à Paris.

Agée de 17 ans; depuis six ans dans la même maison, elle a obtenu de l'Assistance paternelle des fleurs une récompense spéciale pour ses soins assidus envers les apprenties et ses compagnes d'atelier, qu'elle ne cesse d'aider de ses bons et utiles conseils.

Médaille de bronze.

OLIVIER (M. Jean-Baptiste), garçon maçon, 14, rue des Fossés-Saint-Jacques, à Paris.

Agé de 17 ans. Conduite exemplaire, fréquente avec assiduité le *Cercle des Maçons et Tailleurs de pierres* et les cours du soir. Aîné de sept enfants, il vient en aide à sa famille par son travail et lui donne toute satisfaction. **Prime de 25 francs.**

PENAVAYRE (M^{lle} Antoinette), ouvrière chez M. Houy, fabricant de montres d'enfants, rue des Amandiers, n° 33, à Paris.

Agée de 21 ans. Depuis dix ans chez son patron qui la cite comme un exemple d'assiduité et de régularité de conduite. Cette jeune fille demeure avec sa mère veuve et malade, et a pour elle les soins les plus affectueux. **Livret de Caisse d'épargne de 30 francs.**

TOUZÉ (M^{lle} Augustine), passementière, chez MM. Mourceau et Leduc, fabricants d'étoffes d'ameublement, rue Saint-Maur, 174.

Agée de 20 ans; 8 années chez ses patrons, fille d'un vieil ouvrier de la fabrique, sa conduite exemplaire, son travail et son intelligence lui ont attiré l'estime de tous.

Livret de Caisse d'épargne de 25 francs.

SEINE-INFÉRIEURE.

MAURICE (M. Paul-Stanislas), ouvrier racheveur en cuivre, chez MM. Turpin frères, constructeurs-mécaniciens, à Rouen.

21 ans dans la même maison où il est entré à treize ans comme apprenti; ouvrier laborieux, a toujours mené une conduite exemplaire. **Mention honorable.**

SOMME.

DASSONVILLE (M. Narcisse), ouvrier cordonnier chez M. Lhomme, rue Saint-Jacques, à Amiens.

Agé de 19 ans, excellent sujet, déjà récompensé par l'Oeuvre du Patronage des Apprentis d'Amiens. Il a été irréprochable pendant son apprentissage, et depuis qu'il est ouvrier chez le même patron, il prend grand soin des apprentis. Dans la Maison de famille, il est un modèle pour ses camarades qui l'ont choisi comme conseiller dans les cercles d'ouvriers. — (Proposé par la Chambre de commerce, sur la recommandation de l'Oeuvre du Patronage des apprentis et ouvriers d'Amiens.) **Livret de Caisse d'épargne de 25 francs.**

PRIX SPÉCIAUX

DÉCERNÉS PAR LES OEUVRES-ANNEXES.

1. — PRIX DE L'Oeuvre de l'Assistance judiciaire.

Une médaille d'honneur pour reconnaître les services rendus, dans l'ordre judiciaire, à la cause des Apprentis et Enfants employés dans les manufactures.

(Ce prix n'est pas décerné en 1876.)

2. — PRIX DE L'Œuvre des Sociétés d'Assistance paternelle.

Une médaille d'honneur sera décernée à la Société d'Assistance paternelle qui aura pris les mesures les plus efficaces pour développer l'enseignement technique des Apprentis ou Apprenties.

RIOTTOT (M.), Président-fondateur de la Société de protection des Enfants du papier peint, rue de Reuilly, n° 73, à Paris.

Services exceptionnels rendus depuis 12 ans à l'industrie du papier peint par les mesures sages et prévoyantes prises en vue de moraliser et de fortifier les enfants qui y sont employés : éducation religieuse et instruction primaire assurées avec le concours dévoué des sœurs de la Providence-Sainte-Marie; exercices gymnastiques; enfants enlevés au chômage par la régularisation de leur entrée et de leur sortie chez les patrons adhérents à l'Œuvre; distribution annuelle de prix. — Œuvre déjà récompensée en 1867.

Mention spéciale de reconnaissance.

3. — PRIX DU Comité des Accidents de fabrique.

PRIX N° 1. — *Médaille d'honneur et un prix de 500 francs*, pour l'invention et l'application d'une disposition propre à prévenir les accidents nombreux auxquels donne lieu l'usage des scies circulaires.

Parmi les nombreux mémoires parvenus à la Société, aucun n'a mérité la haute récompense mise au concours; cependant le Comité a pensé qu'il était juste d'encourager les efforts des quatre candidats suivants :

GANNE (M. Jean-Baptiste), scieur à la mécanique chez MM. Pleyel, Wolff et C^{ie}, fabricants de pianos, rue Soubise, n° 31, à Saint-Ouen, Seine.

Médaille d'argent et prime de 200 francs.

PREVOST (M. Alfred), ouvrier-mécanicien, rue Danville, n° 6, à Montrouge, Seine.

Médaille de bronze et prime de 100 francs.

COULY-BOYER (M.), menuisier à Pérignat-les-Sarlières, près Clermont-Ferrant (Puy-de-Dôme).

Mention honorable et prime de 50 francs.

FROMM (M. Ferdinand), Sous-directeur de l'atelier de réparations, chez MM. Dollfus, Mieg et C^{ie}, à Mulhouse (Alsace-Lorraine).

Inventeur d'un couvre-scie pour un cas spécial (débitage des bobines).

Médaille d'argent.

PRIX N° 2. — *Une médaille de vermeil et un prix de 500 francs*, pour une étude sur les établissements du département de la Seine employant la scie circulaire.

PRIX N° 3. — *Médaille d'argent* à tout établissement qui, possédant plusieurs scies circulaires, les aura remplacées dans l'année par des scies moins dangereuses.

PRIX N° 4. — *Une médaille de vermeil et 500 francs*, pour la meilleure étude sur l'industrie de l'imprimerie faite au point de vue des accidents qu'elle peut occasionner aux ouvriers, et plus particulièrement aux apprentis, et des moyens d'y remédier.

PRIX N° 5. — *Une médaille d'argent* à tout industriel qui, dans ses ateliers, aura éloigné les causes d'accidents par sa transmission de mouvement, en adoptant tous les appareils ou moyens d'isolement et de couverture actuellement usités.

PRIX N° 6. — *Une médaille* sera donnée aux industriels qui, dans l'année, auront établi dans leurs ateliers plusieurs monte-courroies.

(Aucun candidat n'a été présenté pour ces différents prix).

PRIX N° 7. — *Une médaille d'argent*, pour toute invention nouvelle ou perfectionnement ayant pour but de prévenir les accidents de machines dans une industrie quelconque employant des enfants.

BIEDERMANN (M. Jacques), Directeur de la filature de MM. Antoine, Herzog et C^{ie}, au Logelbach, près Colmar (Alsace-Lorraine).

Invention et application d'un nouveau modèle de monte-courroie dont la simplicité, le bas prix et le bon fonctionnement représentent un grand progrès sur les appareils semblables déjà connus.

Médaille d'argent.

RENNESON (M. Auguste), fabricant de draps, à Sedan.

Appareil électro-magnétique pour produire l'arrêt presque instantané des machines à vapeur ou interrompre une transmission de mouvement.

Médaille d'argent.

MATER (M.), Directeur de l'atelier de réparations, chez MM. Dollfus, Mieg et C^{ie}, à Mulhouse (Alsace-Lorraine).

A fait le premier monte-charge évitant toutes chances d'accident.

Médaille d'argent.

PRIX N° 8. — *Une médaille d'honneur*, avec ou sans prime en argent, pour tout Directeur d'établissement, contre-maître,

ouvrier ou toute autre personne qui aura introduit dans les ateliers des améliorations spéciales ayant pour but de prévenir les accidents de machines.

HELLER (M.), inspecteur de l'Association pour prévenir les accidents de machines, à Mulhouse (Alsace-Lorraine).

Ses importants travaux sur les appareils préventifs des accidents ont aidé puissamment le Comité dans ses études ; celui-ci veut, en outre, reconnaître et récompenser le zèle et le dévouement dont il a toujours fait preuve pour préserver la vie des enfants employés dans l'industrie.

Médaille de vermeil.

DUFOUR (M. Joseph), contre-maître de l'atelier des mécaniciens, chez MM. A. Chaix et C^{ie}, rue Bergère, 20, à Paris.

Améliorations introduites dans les machines pour prévenir les accidents et surtout pour l'esprit de suite, pour le travail constant dont il fait preuve dans le but de perfectionner l'outillage et d'éloigner les causes de dangers.

Médaille d'argent.

4. — PRIX DE L'Œuvre des Institutrices de charité.

Une médaille d'honneur sera décernée à l'institutrice (congréganiste ou laïque) que l'Œuvre reconnaîtra s'être dévouée à un haut degré à l'enseignement primaire des apprenties par des cours d'ateliers.

PERRIN (M^{lle} Emma), institutrice de charité, à Paris, avenue Dauménil, 61.

M^{lle} E. Perrin fait depuis deux ans et demi la classe du soir dans l'atelier de M^{me} Rollin (rue Grange-aux-Belies, n° 47) ; elle instruit là 30 enfants qui lui sont très-attachées, s'occupe avec dévouement de leur instruction religieuse et morale, et les conduit tous les dimanches à la messe. Quand elle peut leur donner une petite fête, elle s'en occupe avec ardeur. — Depuis le mois de juillet 1875, M^{lle} Perrin a aussi entrepris la classe du soir dans l'atelier de M^{me} Gilles (rue des Gravilliers, 47), où elle dirige 20 enfants avec le même esprit de dévouement.

Médaille d'argent.

PRIX DÉCERNÉS

AUX OUVRAGES

D'ÉDUCATION OU D'ENSEIGNEMENT PRIMAIRE ET PROFESSIONNEL,
*spécialement consacrés aux Apprentis
et Enfants employés dans les manufactures.*

MALARCE (M. A. de), rue de Verneuil, n° 55, à Paris.

Auteur d'une *Notice historique et Manuel des Caisses d'épargne scolaires en France.*

Cet ouvrage ne contient pas seulement un intéressant historique ainsi que des relevés statistiques fort curieux, il donne encore tous

les renseignements pratiques nécessaires pour l'organisation et le fonctionnement d'une caisse scolaire ; il constitue bien certainement à cet égard un excellent manuel.

Le prix que décerne la Société de protection est moins destiné à l'auteur du manuel bien connu de tous ceux qui s'occupent des questions relatives à l'épargne, qu'à la personne qui a eu le mérite de propager en France cette utile institution des Caisses d'épargne scolaires créées en Belgique par M. Laurent.

M. de Malarce s'est dévoué à l'œuvre de propagande avec un zèle et une activité au-dessus de tout éloge ; ses efforts ont déjà abouti à un remarquable résultat, car il a réussi à faire établir en France dans 32 départements plus de 1,500 caisses d'épargne scolaires comptant aujourd'hui 120,000 écoliers épargnants.

Puisse la distinction que nous offrons à M. de Malarce être la marque de notre sympathie pour l'utile institution des caisses d'épargne scolaires et la juste récompense d'efforts persévérants !

Médaille de vermeil.

PAYS ÉTRANGERS

SUÈDE.

La Suède est l'un des pays qui ont le plus fait pour l'instruction populaire. Tout ce qui intéresse les enfants a éveillé depuis longtemps la haute sollicitude de son Gouvernement. En 1874, la Société de protection a donné à M. Albert Robin, Secrétaire du Comité des Accidents de fabrique, la mission d'aller étudier en Suède et en Norvège le travail des enfants dans les manufactures. Grâce à l'appui bienveillant de S. Exc. M. Wenerberg, Ministre de l'Instruction publique, de M. le Dr Berg, Directeur du Bureau de Statistique, de MM. Fréd. Sander et Elis Sidenbladh, Secrétaires, cette mission a pu atteindre le but que s'était proposé la Société. S. Exc. M. Wenerberg a donné à notre délégué toutes les indications et toutes les facilités dont il avait besoin ; M. le Dr Berg a mis à sa disposition le personnel et les documents du Bureau de Statistique ; MM. Sander et Sidenbladh lui ont fourni le texte de toutes les lois promulguées en Suède, depuis 1720, sur l'objet de sa mission (1).

La Société de protection, voulant témoigner sa reconnaissance au Gouvernement suédois, à son Ministre et à ses éminents Fonctionnaires, décerne à :

WENERBERG (S. Exc. M.), ancien Ministre de l'Instruction publique,
Une Médaille d'honneur de vermeil.

BERG (M. le docteur), Directeur du Bureau de Statistique,
Une Médaille de vermeil.

SANDER (M. Fréd.), Secrétaire du Ministère de l'Instruction publique,
Une Médaille d'argent.

(1) Des extraits annotés de cette législation seront publiés très-prochainement dans notre *Bulletin*.

SIDENBLAH (M. Elis), Secrétaire du Bureau de statistique, à Stockholm, **Une Médaille d'argent.**

En somme, il a été distribué : 2 mentions spéciales de reconnaissance, 7 médailles de vermeil, 48 médailles d'argent, 43 médailles de bronze, 400 francs de primes en argent et 50 livrets de caisse d'épargne aux apprentis.

La musique de la Garde républicaine, sous la direction de M. Ad. *Sellenick*, s'est fait entendre à plusieurs reprises pendant cette distribution de récompenses.

La cérémonie s'est terminée par une charmante fête littéraire et musicale où se sont fait entendre et applaudir M^{mes} *Franck-Duvernoy*, Céline *Montaland*, MM. *Ismaël*, *Darcier* et *Gouget*.

Le piano d'Érard était tenu par M. Ch. *Cognet* (1).

(1) Nous devons remercier particulièrement les organes de la presse parisienne et départementale, qui ont rendu compte de notre 3^e Fête de l'Enfance ouvrière, parmi lesquels nous nommerons : *Le Journal officiel*, le *Bulletin français*, le *Bien public*, le *Constitutionnel*, l'*Écho*, le *Français*, le *Manuel général de l'Instruction primaire*, le *Petit Moniteur*, le *Petit Journal*, la *Petite Presse*, le *Rappel*, le *Soir*, le *Siècle*, le *Soleil*, l'*Union nationale*, le *Journal de Rouen*, le *Nouvelliste de Rouen*, etc.

Plusieurs journaux, tels que le *Figaro*, le *Gaulois*, etc., etc., avaient bien voulu aussi annoncer notre Fête, quelques jours auparavant.

ACTES DE LA SOCIÉTÉ

PROCÈS-VERBAUX

DES SÉANCES DE LA SOCIÉTÉ.

SÉANCE ORDINAIRE

du Jeudi 4 Mai 1876.

Présidence de M. Charles ROBERT, l'un des Vice-Présidents de la Société.

La séance est ouverte à 8 heures.

Se sont excusés par lettres de ne pouvoir assister à la séance, nos collègues MM. Henri Erdeven, Hussenot, A. Ramé et Paul Robiquet.

— Plusieurs membres nouveaux sont présentés et admis au nombre des membres de la Société. (Voir la *Liste des membres nouveaux* à la fin du présent Bulletin.)

Après la proclamation des noms M. le Secrétaire fait remarquer que le Bureau doit remercier particulièrement notre collègue M. Ch. Nathan-Picard, Président du Bureau de bienfaisance de la ville de Nancy, qui, pour nous prouver tout l'intérêt qu'il porte à notre œuvre, a bien voulu se faire notre correspondant en faisant connaître notre Société plus qu'elle ne l'était, dans cette ville; sa propagande a été couronnée d'un plein succès, car, dans sa lettre du 17 avril, notre honoré collègue nous adressait six adhésions, en voulant bien nous faire espérer que ses visites dans d'autres usines pourraient lui procurer l'occasion de recruter des membres nouveaux.

— M. le Secrétaire dépouille la Correspondance parvenue pendant les mois de mai et de juin. (Voy. ci-après, à la *Correspondance*.)

— M. le Secrétaire signale les publications qui ont été adressées à la Société depuis la dernière séance : notre honoré collègue M. O. Gréard, inspecteur de l'instruction publique, directeur de l'enseignement primaire à la Préfecture de la Seine, a bien voulu gratifier la Société de protection d'un exemplaire de l'ouvrage intitulé *La Législation de l'Instruction primaire en*

France depuis 1789 jusqu'à nos jours, Recueil des Lois, Décrets, Ordonnances, Arrêtés, Règlements, Décisions, Avis, Projets de lois, suivi d'une table analytique et précédé d'une introduction historique (3 vol. in-8°, imp. Ch. de Mourgues).

Nous avons reçu de l'Association pour prévenir les accidents de machines de Mulhouse, le Compte-rendu de sa 8^e année (1874-1875); de notre si dévoué vice-président M. Fréd. Engel-Dollfus une Note sommaire sur l'Assurance collective dans les établissements manufacturiers (Paris, A. Chaix et C^{ie}, 1876); de M. Jules Riottot, président de la Société pour l'Assistance paternelle aux enfants employés dans les manufactures du Papier peint, 40 exemplaires du Compte-rendu de la séance du 26 décembre 1875; de MM. Aug. Godchaux et C^{ie}, imprimeurs-éditeurs, le Compte-rendu du Banquet donné le 13 février 1876 à l'occasion de la 4^e assemblée générale de la Caisse de participation fondée en faveur des employés, ouvriers et apprentis de leur maison; les Statuts de la Bibliothèque populaire des Amis de l'instruction du XIV^e arrondissement (rue Croix-Nivert, 78); le Compte-rendu de l'assemblée générale du 29 juillet 1875 de la Bibliothèque populaire des Amis de l'instruction du XIV^e arrondissement (rue Ducouëdic, 34), et le Rapport général de l'Association de Notre-Dame-de-Salut, lu à l'assemblée du 2 février 1876 (à Paris, rue François I^{er}, n° 8). Nous avons reçu également les Bulletins de la Société protectrice de l'Enfance et des autres Sociétés avec lesquelles nous échangeons notre publication.

—M. le Président fait part d'une remarque de M. le baron Larrey, au sujet des distinctions décernées le 30 mai à de hauts fonctionnaires suédois; il voudrait que la Société se mît en rapport avec les Sociétés libres de protection étrangères analogues à la nôtre, afin de pouvoir étudier l'ensemble de ces institutions.

M. le Secrétaire propose que notre Société entre en rapports avec la Société de Législation comparée, qui pourrait peut-être lui procurer toutes les lois étrangères relatives au travail des enfants.

M. Robin expose qu'en Suède on crée une Société analogue à la nôtre, et que cette Société nous enverra ses bulletins.

M. le Président fait observer qu'il ne faut pas perdre de vue que la question du travail des enfants dans les manufactures doit faire, un jour ou l'autre, l'objet de conventions internationales, dans l'intérêt de l'humanité.

OEUVRES-ANNEXES DE LA SOCIÉTÉ (*Comptes-rendus des*).

— L'ordre du jour appelle le compte-rendu des *Œuvres-annexes*.

Œuvre de l'Assistance judiciaire. — M. Gab. Joret-Desclosières, nouvellement nommé Secrétaire de cette œuvre, en remplacement de M. Graux, présentera son rapport dans la prochaine séance.

Œuvre des Sociétés d'Assistance paternelle. — Le dimanche 26 mars, une intéressante cérémonie réunissait une nombreuse assistance dans la salle des fêtes de la mairie de l'Hôtel de Ville, rue de Rivoli.

Sous la présidence de M. Vuillet, maire du IV^e arrondissement, avait lieu la distribution des récompenses aux lauréats du concours professionnel de 1875, faite par la Société de Patronage des enfants de l'Ébénisterie, fondé par notre honoré collègue, M. H. Lemoine.

Œuvre des institutrices de charité. — M^{lle} Langlois, secrétaire, présente le rapport de l'Œuvre :

« L'Œuvre des Institutrices de Charité, qui avait interrompu ses séances depuis la mort de la regrettée Présidente M^{lle} Désir, reprend ses travaux et continue à s'occuper des ateliers de M^{me} Rollin, de M^{me} Gilles et de M^{me} Wemyller; les membres de l'Œuvre espèrent voir multiplier et le nombre des institutrices dévouées qui voudront bien lui prêter leur concours et celui des ateliers auxquels elle pourra procurer les bienfaits de l'enseignement primaire. »

Œuvre du Placement des apprentis. — L'Œuvre a fait imprimer un *Avis aux Familles* (reproduit ci-dessus, p. 219), destiné à être affiché aux portes des Écoles municipales, vers la fin de l'année scolaire.

M. le Secrétaire ajoute qu'il doit se pourvoir de l'autorisation préalable de M. le Directeur de l'instruction primaire, avant de faire remettre ce placard à MM. les Maires de Paris et des communes suburbaines, par l'intermédiaire desquels l'affiche pourra être répartie entre les diverses Écoles.

Ce moyen d'affiche doit s'ajouter à celui de nos cartes *roses*, distribuées dans les Écoles municipales pour le recrutement des apprentis.

M. Gustave Berger craint qu'on ne refuse l'autorisation, parce que les enfants ont déjà une tendance à quitter l'École.

M. Périn regrette ne pouvoir partager le sentiment de crainte de M. Berger, car, dans ses visites scolaires comme délégué cantonal du V^e arrondissement, il n'a pas reconnu qu'il en fut ainsi; il se fonde sur l'opinion autorisée de M. Vasseur (voy. ci-dessus, p. 218).

M. le docteur Graugnard, vice-président de l'OEuvre, se demande si l'affiche n'est pas un peu trop apparente?

La situation de l'OEuvre est toujours celle-ci : que le nombre des demandes adressées par les patrons dépasse de beaucoup celui des offres d'enfants par les familles.

M. de Malarce voudrait qu'il fût possible à l'OEuvre d'ajouter à son excellent moyen de l'avis-placard l'impression d'une notice sur l'intermédiaire de l'OEuvre pour le placement des enfants en apprentissage, notice qui serait distribuée aux ouvriers, avec demande de la répandre; cette notice indiquerait la nature des diverses propositions d'emplois parvenues, à la Société.

(Renvoyé à l'OEuvre du placement des apprentis, pour la rédaction et le mode de distribution.)

— M. le Secrétaire de la Société fait ressortir l'utilité de recenser toutes les OEuvres charitables de France instituées en faveur de l'enfance, avec indication de leurs conditions d'admission et le mode de leur instruction.

On pourrait ainsi choisir entre ces maisons, lorsque l'on désire placer un enfant.

Cette recherche n'est pas sans présenter actuellement d'assez grandes difficultés; car, à part le *Manuel des OEuvres et Institutions religieuses et charitables de Paris* (édité par la librairie Poussielgue frères), avec supplément publié en 1870, publication dont l'idée revient à M. de Cormenin, il n'y a que les *Revue d'Associations catholiques* qui fournissent ça et là des renseignements sur les œuvres de la province.

M. le Secrétaire se propose de prier les membres de la Société de lui faire parvenir tous renseignements sur cette question, renseignements qui seront dépouillés dans le Bulletin.

M. le Président pense que l'on pourrait interroger les *Annuaire des départements*.

M. le Secrétaire répond que leur collection est difficile à rencontrer à Paris.

M. Joret-Desclosières ajoute qu'on pourrait écrire à MM. les Préfets des départements.

M. de Malarce recommande particulièrement de s'adresser à MM. les chefs de division des Préfectures chargés du service de l'assistance, qui donneraient les renseignements afférents aux œuvres de leur département.

Un membre fait remarquer que la plupart des œuvres départementales ne recevraient pas d'enfants d'un département à l'autre, un département ne prenant pas les charges d'un autre département.

M. de Bellay croit devoir signaler l'*Oeuvre de l'Adoption*, rue des Tournelles.

M. J. Périn conclut qu'il serait à souhaiter qu'une enquête fût ouverte sur les OEuvres charitables de France, dans l'un des groupes de la future Exposition de 1878.

Comité des accidents de fabriques. — M. le Président se félicite d'annoncer que l'*Association pour prévenir les accidents de fabrique*, de Mulhouse, a voulu reconnaître, par un témoignage spontané, les efforts dévoués de trois de nos collègues, qui poursuivent un but commun avec elle.

Elle a décerné 3 médailles d'argent à MM. J. Périn, secrétaire de la Société, Alb. Robin, secrétaire du Comité, et Émile Leroux, ingénieur, membre du même Comité.

M. J. Périn rappelle qu'une Exposition scientifique doit s'ouvrir prochainement à Londres. (Voy. ci-après *Revue de l'Étranger*.)

Et il mentionne à ce sujet, que le bâti, imaginé par notre honoré collègue, M. Frédéric Engel-Dollfus, sur lequel il a fait adapter 23 exemples de difficultés vaincues afin de prévenir un certain nombre d'accidents graves, qui désolent trop fréquemment l'industrie manufacturière, doit figurer à cette exposition. (Voy. ci-dessus, p. 123.)

Cette série de modèles et de dispositions ingénieuses a été réunie dans le but louable de propager l'idée des précautions à prendre pour la sécurité des ouvriers.

M. le Secrétaire annonce que M. Engel-Dollfus a également envoyé à l'Exposition internationale et Congrès d'hygiène et de sauvetage de Bruxelles (Voy. *Bull.* 1875, p. 484-486), une feuille sur laquelle ce bâti est dessiné en plan, avec cette légende explicative :

1. Poulie folle montée sur douille indépendante de l'arbre moteur

En cas de grippement, la machine n'est pas mise en mouvement.

Application : Commande d'une machine.

2. Poulie folle montée sur douille indépendante et concentrique à l'arbre

Cette disposition empêche le grippement de la poulie sur l'arbre, et permet d'arrêter complètement une courroie. De cette façon, pour embrayer on est obligé de mettre la courroie en mouvement avec la main.

3. Tige empêchant la courroie de tomber en bas de la poulie

4. Crochet porte-courroie

Empêche les courroies de tomber sur les arbres et clavettes. Préviend des accidents terribles.

5. Porte-courroie Biedermann

Facilite le montage des courroies.

6. Monte-courroie Baudoin

7. Monte-courroie Durand (de Paris)

8. Embrayage simple avec points d'arrêt

9. Embrayage simple avec points d'arrêt

Obligation de soulever la tige pour la mise en marche.

10. Embrayage permettant l'arrêt et la mise en marche sur toute la longueur de la machine

11. Embrayage à manivelle

12. Manchon d'accouplement à plateaux

N'a pas les inconvénients du manchon ordinaire à clavettes.

13. Manchon d'accouplement ordinaire

Recouvert d'une cap-uile empêchant les accidents de clavettes.

14. Anneau d'arrêt avec sa vis

En cas de contact, ni entrainement ni blessures comme cela peut arriver lorsque la vis de pression dépasse le manchon et n'est pas noyée.

15. Couverture d'un arbre sur le sol

Cette disposition prévient des accidents terribles.

16. Dispositions empêchant l'ouverture d'un couvercle, d'une porte, etc., avant l'arrêt de la machine

Application aux batteurs.

17. Disposition empêchant l'ouverture d'un couvercle, d'une porte, etc., avant l'arrêt de la machine

Application dite « grille de sûreté » pour bancs-à-broche, par MM. Dollfus-Mieg et C^{ie}.

18. Disposition permettant d'engager sans danger une nappe entre des rouleaux d'appel

Application aux batteurs.

19. Dispositions préventives pour calandres, laminoirs, etc.

20. Disposition empêchant les accidents de scies circulaires

Application par MM. Dollfus-Mieg et C^{ie} à un cas spécial.

21. Modèle de couvre-engrenages

Couverture qu'il serait dangereux d'enlever pendant la marche de la machine.

22. Crochet monte-courroie

23. Crochet pour le nettoyage des transmissions

Et il met cette feuille intéressante sous les yeux des membres présents.

Ce bâti est accompagné de la pancarte suivante :

« De la nécessité d'assurer la sécurité de l'ouvrier

DANS LES ATELIERS CONTENANT DES MACHINES EN ACTIVITÉ

AVIS

De grands efforts ont été faits récemment par l'initiative privée dans le but d'assurer, dans les ateliers, la sécurité de l'ouvrier, si souvent compromise par l'usage d'un outillage dangereux.

L'Association pour prévenir les accidents de machines, fondée en 1867 sous le patronage de la Société industrielle de Mulhouse, et la Société de protection des Apprentis et Enfants des manufactures de Paris, ont voué une attention toute spéciale à cette importante question.

Président des deux *Comités des accidents*, de Mulhouse et de Paris, M. Frédéric Engel-Dollfus, 9, rue Saint-Fiacre, à Paris, envoie à l'Exposition d'hygiène et de sauvetage de Bruxelles, sous son nom :

Un bâti sur lequel il a fait résumer 23 exemples de dispositions propres à prévenir des accidents très-graves, dont la statistique a constaté la fréquence.

Il est incontestable que des Associations libres, et vivement pénétrées du sentiment qu'il faut à tout prix prévenir les accidents de machines dans la mesure du possible, obtiendraient beaucoup à côté de la surveillance de l'État, organisée aujourd'hui en Angleterre, en France, en Prusse (et bientôt sans doute dans l'empire allemand), mais reposant partout sur la coercition, bien plus que sur l'esprit de recherche et les moyens préventifs.

De beaux résultats ont déjà été atteints; on est à la veille d'en recueillir d'autres très-considérables.

L'exposant ne préconise aucun système, mais ce qu'il demande, ce qu'il ne cesse de répéter depuis dix ans, c'est qu'on est resté trop longtemps passif, et que c'est manquer à un véritable devoir que de ne pas s'ingénier constamment à prévenir des morts ou des mutilations que, par une espèce de fatalisme, on considérerait comme un tribut obligé, payé au travail industriel.

Il est indispensable que l'on redouble de vigilance dans les ateliers, qu'on récompense les inventeurs de dispositions propres à faire disparaître le danger des machines, et que lorsqu'il survient des accidents *qu'on aurait pu prévenir*, le manufacturier ou l'ouvrier dont l'imprudence a pu occasionner un malheur, ne se croie pas libéré vis-à-vis de l'opinion publique par le paiement d'une simple indemnité ou par toute autre satisfaction donnée à la loi.

Paris, en mars 1876. » (1)

M. Alb. Robin fait connaître que le Comité des accidents de fabrique a délégué deux de ses membres à l'Exposition de Bruxelles, pour y étudier les appareils et inventions nouvelles pour prévenir les accidents et assurer l'hygiène et la salubrité de l'atelier, et qu'il doit s'y rendre ainsi que M. Émile Leroux.

M. Robin, secrétaire de ce Comité, demande l'adjonction de membres nouveaux.

MM. Jacques Normand et Marochetti sont nommés membres du Comité des accidents de fabrique.

Communications diverses. — M. le Président donne la parole à M. le docteur Marjolin, membre du Conseil d'honneur de la Société, pour la lecture d'une note sur une Maison d'internat pour les jeunes ouvrières.

Cette communication est écoutée avec le plus vif intérêt et sa reproduction au Bulletin est demandée par l'assemblée.

(Voy., ci-après, aux *Institutions créées en faveur des apprentis*).

— M. Linarès, inspecteur du travail des enfants dans les manufactures, fait une communication relative à l'application de la loi du 19 mai 1874 dans sa circonscription. Cette loi, dit-il, fait son chemin lentement, mais sûrement. Il a rencontré une très-bonne volonté et pas la moindre résistance de la part des industriels; il cite comme exemple, l'acquisition, à Avignon, de près de 10,000 livrets. S'il a rencontré dans les ateliers quelques enfants de 7 et 8 ans, ces abus ne tarderont pas à disparaître. M. l'inspecteur ajoute que, jusqu'à présent, il a procédé par la seule persuasion et n'a eu qu'à dresser un procès-verbal, dans des circonstances d'une gravité particulière.

(1) Nous apprenons que l'Inspection officielle des manufactures anglaises doit répandre, en Angleterre, 5,000 exemplaires de cet Avis.

* Il est impossible qu'il ne ressorte quelque bien de cette propagande!

M. le *Président* remercie M. l'Inspecteur de l'intéressante communication qu'il a bien voulu nous faire.

La séance est levée à 10 heures et demie.

Le Secrétaire,
Jules PÉRIN.

CORRESPONDANCE.

Doivent être particulièrement mentionnées plusieurs lettres écrites par MM. les Inspecteurs divisionnaires du travail des enfants, à l'occasion de notre 3^e Fête de l'Enfance ouvrière, lettres dans lesquelles MM. les Inspecteurs veulent bien reconnaître que les récompenses que nous décernons sur la proposition de MM. les Inspecteurs faciliteront souvent leur tâche.

Plusieurs de MM. les Inspecteurs ont porté à la connaissance du public par la voie des journaux locaux des extraits de notre Liste des récompenses.

Quelques-uns, tel que M. *Gauthier*, à Lyon, ont eu la bonne pensée de distribuer eux-mêmes nos médailles, mentions et livrets de caisse d'épargne, dans des réunions organisées pour la remise des récompenses obtenues par des industriels, contre-maîtres, ouvriers et apprentis de leurs circonscriptions.

Un honorable industriel de Limoges, M. *L. Sazerat* (manufacture de porcelaine blanche et décorée) a saisi l'occasion de la remise de nos récompenses à ses ouvriers pour leur offrir une petite fête à la fabrique; il a remis aux apprentis leurs livrets « en arrondissant un peu la première réserve. »

Enfin, notre collègue M. *A. Ramé* nous informe qu'il se propose de présenter un Compte-rendu de notre Fête à la Chambre du Papier et des industries qui le transforment.

DOCUMENTS OFFICIELS.

LOI

SUR LE TRAVAIL DES ENFANTS ET DES FILLES MINEURES

DANS L'INDUSTRIE

(du 19 mai 1874).

SÉNAT

Séance du mercredi 10 mai 1876.

SOMMAIRE. — Proposition, par M. Testelin, d'un article additionnel à la loi du 19 mai 1874 sur le travail des enfants employés dans l'industrie : M. Testelin. Déclaration d'urgence.

PRÉSIDENTE DE M. LE DUC D'AUDIFFRET-PASQUIER

La parole est à M. Testelin.

PROPOSITION DE LOI

M. Testelin. — J'ai l'honneur de déposer sur le bureau du Sénat une proposition ainsi conçue :

« Article additionnel à la loi du 19 mai 1874 sur le travail des enfants employés dans l'industrie.

« L'application des dispositions de l'article 9 de la loi du 19 mai 1874 sur le travail des enfants sera suspendue jusqu'au jour où une loi aura rendu l'instruction obligatoire pour les enfants de six à sept ans. »

Messieurs, je réclame l'urgence. Quant à ma proposition en elle-même, je n'ai rien à dire en ce moment pour la justifier : le fond n'est pas en question. Mais voici comment j'explique ma demande d'urgence : la précédente Assemblée nationale a voté une très-bonne loi sur le travail des enfants dans les manufactures. Seulement, les lois n'ont de chance de réussir qu'autant qu'elles sont sagement et habilement appliquées. La loi étant devenue exécutoire, les inspecteurs se présentent maintenant dans les manufactures du Nord, et dressent des procès-verbaux contre tous les industriels qui ne se sont pas conformés à l'article 9 de cette loi, article dont je vais vous donner lecture :

« ART. 9. — Aucun enfant ne pourra, avant l'âge de quinze ans accomplis, être admis à travailler plus de six heures par jour s'il ne justifie, par la production d'un certificat de l'instituteur ou de l'inspecteur primaire, visé par le maire, qu'il a acquis l'instruction primaire élémentaire... »

Eh bien, messieurs, je ne crois pas exagérer en disant que, parmi les enfants qui travaillent dans les manufactures, les trois quarts ne remplissent pas cette condition.

Aussi, partout où se présentent les inspecteurs, ils ne manquent pas de constater un grand nombre de contraventions.

Les tribunaux sont obligés de prononcer des condamnations, puisque la loi les y oblige. Cela produit l'impression la plus fâcheuse. Vous vous exposez, dans le Nord, à voir fermer un grand nombre de filatures qui emploient beaucoup d'enfants.

L'esprit humain est ainsi fait que, lorsqu'on le prend trop tard, on n'en peut plus rien tirer. Vous pouvez donc être assurés que les enfants de douze à quinze ans que vous enverrez à l'école n'apprendront rien.

Il faut en prendre votre parti ; ce sont, au point de vue de l'instruction, si vous me permettez cette expression, des enfants à passer par profits et pertes. Ils ne sauront jamais lire, à moins qu'arrivés à l'âge adulte, ils n'aient l'idée, quand l'intelligence leur sera venue, d'aller suivre les cours d'adultes.

Si vous ne suspendez pas momentanément l'application de cet article, vous imposez à tous les enfants des manufactures l'instruction obligatoire. Mais il ne fallait pas attendre l'âge de douze ans, c'est à l'âge de six à sept ans qu'il fallait commencer. Les parents auraient été alors prévenus et ils auraient envoyé leurs enfants à l'école. Aujourd'hui les parents, pris à l'improviste, vont se trouver avec leurs enfants ne pouvant plus travailler à l'époque de la vie où ils consomment presque autant qu'un adulte. Qu'allez-vous en faire ? Les mettre dans une école ? Mais il n'y a pas suffisamment d'écoles pour recevoir tous les enfants de douze à quinze ans qui se présenteraient pour apprendre à lire. Ces enfants seront donc réduits à vagabonder jusqu'à quinze ans ?

Il y a dans mon département une autre difficulté. Un tiers à peu près des enfants sont Belges, ils ne parlent que le flamand et savent à peine quelques mots de français pour se faire comprendre du contre-maitre, et ne savent ni lire ni écrire. En Belgique, on n'est pas si avancé que chez nous, on n'a pas fait de loi sur l'instruction obligatoire, ni sur le travail des enfants dans les manufactures, ce qui met nos industriels dans une situation fâcheuse à l'égard des Belges.

Je ne veux nullement blâmer cette manière d'agir des Belges, nous avons besoin de leurs bras, — ils nous rendent de très-grands services ; mais je demande que vous n'empêchiez pas nos manufacturiers d'en profiter. Je pense que ces considérations doivent vous porter à prononcer l'urgence, qui n'a d'autre but que d'attirer l'attention de M. le Ministre du commerce sur cette question.

Une disposition de la loi porte que le Conseil supérieur sera appelé à faire un règlement suivant les localités. Il était donc bien facile dans les départements où de pareils inconvénients se sont présentés de suspendre momentanément l'application de la loi. (Réclamations à gauche.)

Vous allez, pour la première fois, frapper tous les manufacturiers sans exception, car tous sont en contravention, mais vous ne les prendrez pas en faute une seconde fois; seulement ils n'exécuteront pas davantage la loi, ils trouveront moyen de l'éluder. Tous les ouvriers lui sont hostiles, et sans l'appui des patrons vous ne l'appliquerez jamais.

Il y a ici des manufacturiers; ils savent à merveille par quels procédés on éludera la loi. Les inspecteurs ne prendront plus aucun industriel en faute; seulement, je le répète, la loi sera tournée.

Il vaudrait beaucoup mieux déclarer, dès à présent, que l'article 9 relatif aux enfants de douze à quinze ans, ne sera applicable que lorsque vous aurez rendu l'instruction primaire obligatoire pour les enfants de six à sept ans.

Voilà, messieurs, les considérations que je voulais vous présenter à l'appui de ma proposition d'urgence.

M. le Président. — Je donne au Sénat lecture de la proposition déposée par l'honorable M. Testelin, elle est ainsi conçue :

« L'application des dispositions de l'article 9 de la loi du 19 mai 1874 sera suspendue jusqu'à ce qu'une loi ait rendu l'instruction obligatoire pour les enfants de six à sept ans. »

Notre honorable collègue réclamant l'urgence, je consulte le Sénat.
Plusieurs voix à droite. Nous ne sommes pas en nombre!

(Le Sénat, consulté, vote l'urgence.)

D'après nos informations, la Commission du Sénat chargée d'examiner la proposition de M. Testelin sur le travail des enfants dans les manufactures, s'est prononcée contre la proposition à l'unanimité moins la voix de M. Testelin.

M. Paris a été nommé rapporteur.

BULLETIN DES COMMISSIONS LOCALES.

VIII^e Circonscription.

MANCHE. — Voici la composition des Commissions locales de ce département :

ARRONDISSEMENT DE SAINT-LÔ.

MM. *L'ingénieur en chef du service des ponts-et-chaussées, à Saint-Lô.*

L'inspecteur primaire, à Saint-Lô.

Vaultier, préfet honoraire, à Saint-Lô.

- MM. *Vieillard*, ancien directeur des contributions directes, à Saint-Lô.
Lemonnier de Gouville, président du tribunal civil, à Saint-Lô.
Leroy, agent-voyer en chef, à Saint-Lô.
* *Lepingard*, chef de division à la préfecture, à Saint-Lô.

ARRONDISSEMENT D'AVRANCHES.

- MM. *L'ingénieur des ponts-et-chaussées*, à Avranches.
L'inspecteur des écoles primaires, à Avranches.
Lepelletier, maire de Villedieu.
Latouche, adjoint au maire d'Avranches.
Beust, maire de Granville.
Le curé-doyen de Saint-Gervais, à Avranches.
Gautier, médecin, adjoint au maire de Saint-James.

ARRONDISSEMENT DE CHERBOURG.

- MM. *L'ingénieur en chef des travaux maritimes et de la navigation*, à Cherbourg.
L'inspecteur des écoles primaires, à Cherbourg.
Mauger (Léon), membre de la Chambre de commerce, à Cherbourg.
Mahieu, vice-président de la Chambre de commerce, à Cherbourg.
Lagard-Lafosse, médecin, à Cherbourg.
Lejolis, juge au tribunal de commerce de Cherbourg.
* *Le curé-doyen* de Saint-Pierre-Église.

ARRONDISSEMENT DE COUTANCES.

- MM. *L'ingénieur des ponts-et-chaussées*, à Granville.
L'inspecteur des écoles primaires, à Coutances.
de La Conté, conseiller d'arrondissement, à Saint-Sauveur.
Le curé-doyen de Coutances.
Guenault, sous-préfet honoraire, à Coutances.
Daireaux, président du tribunal de commerce, à Coutances.
Lamperrière, ancien conseiller général, à Neufmenil.

ARRONDISSEMENT DE MORTAIN.

- MM. *Levallois*, conducteur des ponts-et-chaussées, à Mortain.
L'inspecteur des écoles primaires, à Mortain.
Lorier, maire de Lourdeval.
Taborel, maire de Juvigny.
Dumarais, maire de Neufbourg.
Roullin, conseiller d'arrondissement, à Saint-Hilaire-du-Harcourt.
Moulin (Henri), maire de Mortain.

ARRONDISSEMENT DE VALOGNES.

- MM. *L'ingénieur des ponts-et-chaussées*, à Cherbourg.
L'inspecteur des écoles primaires, à Valognes.
Martin de Bouillon, membre de la Commission de l'hospice, à Valognes.
Dalidon, maire à Barfleur.
Mauduit, pharmacien, à Valognes.

EURE. — Voici la composition des Commissions locales de ce département :

ARRONDISSEMENT DES ANDELYS.

- MM. *Yon*, inspecteur primaire, aux Andelys.
Malgrain fils, ingénieur civil, à Mézières.

- MM. *Boullenger*, propriétaire, à Fleury-la-Forêt.
Renault, maire de Gisors.
Finet, propriétaire, au Thil.
Batardy, maire d'Amecourt.
Brisard, maire de Grainville.

ARRONDISSEMENT DE BERNAY.

- MM. *Lavollée*, ingénieur des ponts-et-chaussées, à Bernay.
Devisme, inspecteur primaire, à Bernay.
Duclos, maire, à Beaumontel.
Pipon, fabricant de papiers, à Montreuil.
Longuemare, flateur et maire, à Brionne.
Lécuyer, fabricant de rubans, à Thiberville.
Sement, président du tribunal de commerce, à Bernay.

ARRONDISSEMENT D'ÉVREUX.

- MM. *Picquenot*, ingénieur des ponts-et-chaussées, à Évreux.
Payen, inspecteur primaire, à Évreux.
Chauvel, manufacturier, à Évreux.
Lemercier, propriétaire, à Évreux.
Fortin, vice-président du Conseil d'hygiène, à Évreux.
Didot (Alfred-Firmin), fabricant de papier, à Mesnil-sur-l'Estree.
Oury-Tièche, maire de Francheville.

ARRONDISSEMENT DE LOUVIERS.

- MM. *Cordier*, ingénieur des ponts-et-chaussées, à Louviers.
Lamy, inspecteur primaire, à Louviers.
Poitevin (Charles), membre du tribunal de commerce, à Louviers.
Dannet (Charles), membre de la Commission consultative, à Louviers.
Poussin, membre de la Commission consultative, à Louviers.
Petit (Guillaume), président du Conseil de prud'hommes, à Louviers.
Charpentier-Grandin, conseiller d'arrondissement aux Damps.

ARRONDISSEMENT DE PONT-AUDEMER.

- MM. *Marion*, ingénieur des ponts-et-chaussées, à Pont-Audemer.
Bouchardy, inspecteur primaire, à Pont-Audemer.
Lemaître, officier en retraite, à Pont-Audemer.
De Saint-Vulfran, maire de Saint-Georges-du-Viévre.
Vauquelin, adjoint au maire de Beuzeville.
Flavigny, ancien manufacturier, à Bosquerard-de-Marcouville.
Hébert (Ariste), conseiller général et maire à Saint-Philbert-sur-Risle.

ORNE. — Voici la composition des Commissions locales de ce département :

ARRONDISSEMENT D'ALENÇON.

- MM. *Sénéchal*, président du Conseil général.
de La Tournerie, ingénieur en chef des ponts-et-chaussées.
Boulet, inspecteur des écoles primaires.
Bouissière, ancien juge consulaire.
Crocquefer, ingénieur civil.

ARRONDISSEMENT D'ARGENTAN.

- MM. *Pellereau*, membre du Conseil général.
Fortin, maire de Vimoutiers.
Grosse-Duperron, juge-de-paix, à Truin.
Boyer, ingénieur des ponts-et-chaussées, à Alençon.
Lebedel, inspecteur des écoles primaires.

ARRONDISSEMENT DE DOMFRONT.

1^{re} Circonscription.

- MM. *Landais*, Conseiller général.
Lemeunier de la Raillère, maire, à la Ferté-Macé.
Clopied, maire de Juvigny.
Guerrier, agent-voyer d'arrondissement.
Dairarise, conducteur des ponts-et-chaussées.

2^{me} Circonscription.

- MM. *Delaunay-Blin*, conseiller d'arrondissement.
Corbiere, ancien négociant, à Cerin.
Feron, ancien négociant, à Flers.
Lemoine, inspecteur primaire.
Dairarise, conducteur des ponts-et-chaussées.

3^{me} Circonscription.

- MM. *Bauville* (vicomte de), conseiller général.
Marcère, juge-de-paix, à Tinchebray.
Busnel, maire, à Fresnes.
Dairarise, conducteur des ponts-et-chaussées.
Lemoine, inspecteur primaire.

ARRONDISSEMENT DE MORTAGNE.

1^{re} Circonscription.

- MM. *Fleury*, conseiller général.
Dumesnil, juge-de-paix, à Laigle.
Bouyer, maire de Laigle.
Ney, inspecteur primaire.
Gautier, conducteur des ponts-et-chaussées, à Laigle.

2^{me} Circonscription.

- MM. *De Charencey* (le comte), conseiller général.
Bresdin, conseiller général.
D'Audlan (le comte), maire, à Remalard.
Chevrier, agent-voyer d'arrondissement.
Ney, inspecteur primaire.

3^{me} Circonscription.

- MM. *Razaine* (le docteur), conseiller général.
Séguin, conseiller d'arrondissement, à Belleine.
d'Orglande (le comte), à Igé.
Ney, inspecteur primaire.
Héron, conducteur des ponts-et-chaussées.

CALVADOS. — Voici la composition des Commissions locales de ce département :

ARRONDISSEMENT DE BAYEUX.

1^{re} Circonscription.

- MM. *Bertot*, président du tribunal de commerce.
Gardin de Villers, conseiller d'arrondissement.
Du Manoir de Juaye (comte), maire de Juaye-Mondaye, *Président*.
Gouton, ingénieur des ponts-et-chaussées, *Secrétaire*.
Ernouf, inspecteur primaire.

2^{me} Circonscription.

- MM. *Gouton*, ingénieur des ponts-et-chaussées, *Secrétaire*.
Ernouf, inspecteur primaire.
Debon, maire, à Isigny.
Tarnier, conseiller d'arrondissement, à Littry.
Baudet, maire de Caumont.
Laurent, maire d'Arromanches.
Le vicomte de Vaulogé, propriétaire, à Tour.

ARRONDISSEMENT DE FALAISE.

1^{re} Circonscription.

- MM. *Esnault*, maire, à Falaise.
Beuzeval, inspecteur primaire.
Boisanné, maire de Fournoux.
Desbordeaux, propriétaire, à Falaise.
L'abbé Lecomte, curé, à Falaise.

2^e Circonscription.

- MM. *Paulmier*, maire de Bretteville-sur-Laize.
Saint-Jean, maire de Bretteville-le-Babet.
Rivière, curé de Bretteville-sur-Laize.
Bellenger, maire de Harcourt.
Pagny, adjoint, à Harcourt.
Brisset, maire de Clécy.

ARRONDISSEMENT DE LISIEUX.

1^{re} Circonscription.

- MM. *Bourdon*, président honoraire, conseiller général à Lisieux, *Président*.
Aubert, maire de Saint-Desir.
Fleuriot, président du tribunal de commerce.
Hébert, curé de Saint-Pierre-de-Lisieux.
Marie-Carduire, inspecteur primaire, à Lisieux, *Secrétaire*.

2^e Circonscription.

- MM. *Gaudier*, curé de Mezidon.
Marie-Carduire, inspecteur primaire, à Lisieux, *Secrétaire*.
de Neuville (Paul), maire de Livarot, *Président*.
Piel, conseiller d'arrondissement.
Racine, notaire, à Livarot.

ARRONDISSEMENT DE PONT-L'ÉVÊQUE.

1^{re} Circonscription.

- MM. *David*, maire de Pont-l'Évêque, conseiller général, *Président*.
Baumont, curé de Pont-l'Évêque.
Lecornu, docteur-médecin.
Delamotte, docteur-médecin.
Piquois, inspecteur primaire, *Secrétaire*.

2^e Circonscription.

- MM. *Luard*, maire de Honfleur, *Président*.
Conrad de Witt, conseiller général.
Laurent, curé de Trouville.
Widmer, ingénieur des ponts-et-chaussées, à Honfleur, *Secrétaire*.
Piquois, inspecteur primaire.

ARRONDISSEMENT DE VIRE.

1^{re} Circonscription.

- MM. *De Lartinière*, maire de Vire, *Président*.
Le curé-doyen de Vire.
Picard, avoué, maire de Saint-Martin-de-Jallevende.
Huet, ancien notaire.
Lallemand, adjoint, à Vire.
Bérard, sous-ingénieur des ponts-et-chaussées.
Durand, inspecteur primaire, *Secrétaire*.

2^e Circonscription.

- MM. *Lepelletier*, maire de Condé-sur-Noireau, *Président*.
Le curé-doyen de Condé-sur-Noireau.
Hebert, maire de Vassy, membre du Conseil général, *Secrétaire*.
Vaulleuard, médecin.
Le curé de Saint-Martin-de-Condé.

ARRONDISSEMENT DE CAEN.

- MM. *Leblanc*, ingénieur en chef des ponts-et-chaussées, *Président*.
Boreux, ingénieur des ponts-et-chaussées.
Lodin, ingénieur des mines.
Levard, conseiller d'arrondissement.
Manchon, juge au tribunal de commerce, *Secrétaire*.
Mohent, médecin en chef des hôpitaux.

IX^e circonscription.

ILLE-ET-VILAINE. — Voici la composition des Commissions locales de ce département :

ARRONDISSEMENT DE RENNES.

- MM. *Bessey*, ingénieur en chef des mines.
Kuentz fils, ingénieur des arts et manufactures.
Lavinay, inspecteur primaire de l'arrondissement.
Bruté fils, docteur-médecin.
Pinault, conseiller général.

ARRONDISSEMENT DE SAINT-MALO.

- MM. *Bottou*, ingénieur en chef des mines et ponts-et-chaussées.
Rousselot, inspecteur primaire de l'arrondissement.
Leroyer, architecte, à Saint-Servan.
Frangéul, architecte, à Saint-Malo.
Caujolle, armateur, à Saint-Malo.

ARRONDISSEMENT DE FOUGÈRES.

- MM. *Peltier*, président de la chambre des notaires.
Bochin, conseiller général.
Bertin, id., maire de Fougères.
de La Villegontier, conseiller général.
Penault, inspecteur primaire de l'arrondissement.

ARRONDISSEMENT DE VITRÉ.

- MM. *Le Sous-Préfet* de Vitré.
Gauthier, inspecteur primaire de l'arrondissement.
Rupin, conseiller d'arrondissement.
Duclos, docteur-médecin, à Vitré.
Gousse, ancien avoué, à Vitré.

ARRONDISSEMENT DE REDON.

- MM. *Le Sous-Préfet* de Redon.
Navreau, ingénieur des ponts-et-chaussées.
Pihan-Dufeillay, maire de Redon.
Petibon, inspecteur primaire de l'arrondissement.
Fertais, agent-voyer de l'arrondissement.

ARRONDISSEMENT DE MONTFORT-SUR-MEU.

- MM. *Le Sous-Préfet* de Montfort-sur-Meu.
Saint-Gall, agent-voyer de l'arrondissement.
Luval, ingénieur des arts et manufactures, conseiller général.
Cottin, docteur-médecin, à Montfort.
Juguet, ancien maire de Montfort.

CÔTES-DU-NORD. — Voici la composition des Commissions locales de ce département :

ARRONDISSEMENT DE SAINT-BRIEUC.

- MM. *Pelaud*, ingénieur en chef des ponts-et-chaussées.
de La Tribonière, ingénieur ordinaire des ponts-et-chaussées.
Lemonnier, inspecteur primaire de l'arrondissement.
Ruellan, armateur, conseiller d'arrondissement, à Étables.
Bédél, docteur-médecin, à Lamballe.
Garnier Bodéléac, maire de Quintin.

ARRONDISSEMENT DE DINAN.

- MM. *Gaullier*, conducteur principal des ponts-et-chaussées, à Dinan.
Pigeon, inspecteur primaire de l'arrondissement.
Louaisel, conseiller d'arrondissement, à Saint-Hélen.
de La Bintinaye, conseiller d'arrondissement, à Tréfumel.
Vitru de Keraoul, id., à Matignon.

ARRONDISSEMENT DE GUINGAMP.

- MM. *Adam*, conducteur des ponts-et-chaussées, à Guingamp.
de Caqueray, inspecteur primaire de l'arrondissement.
Stephan, conseiller d'arrondissement, à Louargat.
Gaillard, médecin, conseiller d'arrondissement, à Pontrieux.
de Huéron-Kérisel, avoué, conseiller d'arrondissement, à Guingamp.

ARRONDISSEMENT DE LOUDÉAC.

- MM. *Allain*, agent-voyer d'arrondissement, à Loudéac.
Léger, inspecteur primaire de l'arrondissement.
Pochon, conseiller d'arrondissement, à Saint-Martin-des-Prés.
Calvary-Tilan, maire d'arrondissement, à Mûr.
Jouny, juge-de-paix, à Montcontour.

LOIRE-INFÉRIEURE. — Voici la composition des Commissions locales de ce département :

ARRONDISSEMENT D'ANCENIS.

- MM. *Besset*, directeur des mines de Montrelais et Mouzeil.
Decroix, conseiller général.
Erault, médecin, maire de Varades.
Le Pella, inspecteur primaire de l'arrondissement.
Thoinnet (Urbain), médecin, conseiller général.

ARRONDISSEMENT DE CHATEAUBRIANT.

- MM. *Gahier*, conseiller général, à Rougé.
Ganuchaud, conseiller général, à Saint-Mars-du-Désert.
De la Haie Jouselin, conseiller général, à Derval.
Leroux, conseiller général, à Saint-Julien-de-Vouvantes.
Leussier, médecin, à Chateaubriant.
de La Noue Billault, conseiller général, à Nozay.

ARRONDISSEMENT DE NANTES (partie urbaine).

- MM. *de Cornulier Lucinières*, conseiller général, rue du Lycée, à Nantes.
Fruchard, négociant, boulevard Delorme, à Nantes.
G. Lauriol, conseiller général, rue Racine, à Nantes.
Lucas de Peslouan, conseiller général, rue J.-J. Rousseau, à Nantes.
Pineaulx, inspecteur primaire, rue du Marais, à Nantes.
Rivron, président du Conseil de prud'hommes, à Nantes.

ARRONDISSEMENT DE NANTES (partie suburbaine).

- MM. *de La Biliais*, conseiller général, à Machecoul.
Boucher d'Argis, conseiller général, à Carquefou.
Lecour, conseiller général, rue de Bréa, à Nantes.
Lorieux, ingénieur des mines, rue Bonne-Louise, à Nantes.
Méchienau, conseiller d'arrondissement, à Clisson.
Normand, conseiller général, quai des Constructions, à Nantes.
Marquis de Ternay, conseiller général, rue d'Argentré, à Nantes.

ARRONDISSEMENT DE PAIMBŒUF.

- MM. *Boucheron*, médecin, à Pornic.
Bourdin, conseiller général, à Bourgneuf.
Cadou, notaire, à Frossay.
Chiché, médecin, au Pellerin.
Thibaud, notaire, à Pornic.

ARRONDISSEMENT DE SAINT-NAZAIRE-SUR-LOIRE.

- MM. *Cado*, conseiller d'arrondissement, à Guenrouet.
Deloze, conseiller général, à Saint-Gildas-des-bois.
Maillard, id. , au Croisic.
O'Heix, id. , à Savenay.
De Pellan, id. , à Guérande.
Simon, id. , à Guémené-Peufao.
Vezin, id. , à Saint-Nazaire.

MAINE-ET-LOIRE. — Voici la composition des Commissions locales de ce département :

ARRONDISSEMENT D'ANGERS.

- MM. *Brossard de Corbigny*, ingénieur des mines, à Angers.
Farge, docteur-médecin, à Angers.
Guinoyseau, maire de Denée.
Fourcault, maire de Trélazé.
Michelet, inspecteur primaire de l'arrondissement.

ARRONDISSEMENT DE BAUGÉ.

- MM. *Geimevrage*, conseiller général.
Berger, id.
Choisnet, conseiller d'arrondissement, à Durtal.
Colomb, inspecteur primaire de l'arrondissement.
Riobé, maire de Brion.

ARRONDISSEMENT DE CHOLET.

- MM. *Loyseau*, maire de Cholet.
Goyer, conducteur des ponts-et-chaussées, à Cholet.
Pineau (Pierre), ancien négociant, à Cholet.
Rousseau, docteur-médecin, à Cholet.
Spal, inspecteur primaire de l'arrondissement.

ARRONDISSEMENT DE SAUMUR.

- MM. *Girard*, conseiller d'arrondissement, à Saumur.
Bouchard, docteur-médecin, à Saumur.
Couet, conducteur des ponts-et-chaussées, à Saumur.
Detriché, inspecteur primaire de l'arrondissement.
Gigot, conseiller général, à Saint-Cyr.

ARRONDISSEMENT DE SEGRÉ.

- MM. *Letort*, docteur-médecin, maire de Candé.
Bernard, conseiller d'arrondissement, à Pouancé.
Bernier, inspecteur primaire de l'arrondissement.
Baron de Candé, maire de Loiré.
Rousseau, propriétaire, à Segré.

SARTHE. — Voici la composition des Commissions locales de ce département :

ARRONDISSEMENT DU MANS.

- MM. *Thoré*, ingénieur en chef des ponts-et-chaussées.
Poirier, directeur de l'école normale du Mans.
Guiet, médecin, au Mans.

- MM. *Taburet*, négociant, au Mans.
Rameau, médecin, à Écommoy.
Michel, agent-voyer, à Montfort.
Fousset, ingénieur des arts et manufactures, au Mans.

ARRONDISSEMENT DE MAMERS.

- MM. *Mortagne*, conducteur des ponts-et-chaussées, à Mamers.
Chancerel, ancien juge-de-paix, à La Ferté-Bernard.
Rousseau (Paul), propriétaire, à Fresnay.
Prou (Louis), fabricant de toiles, au Petit-Oiseau.
Belin, agent-voyer, à Beaumont-sur-Sarthe.

ARRONDISSEMENT DE LA FLÈCHE (Canton de Sablé excepté).

- MM. *de Lamandé*, maire de La Flèche.
Monternier, sous-ingénieur des ponts-et-chaussées, à La Flèche.
Baudry, conseiller d'arrondissement, au Lude.
du Rivau, conseiller d'arrondissement, maire de St-Jean-de-la-Mothe.
Degaille, médecin, à La Flèche.
de Linières, conseiller d'arrondissement, maire de Clermont.
Baron de Joybert, à Dureil, canton de Malicorne.

CANTON DE SABLÉ.

- MM. *Marquis de Juigné*, à Juigné.
Coursillier (Zacharie), conseiller général, à Précigné.
Michel-Vielle, banquier, à Sablé.
Troussard, conseiller d'arrondissement, à Précigné.
Chevrier, ancien notaire, à Sablé.
Mignot, médecin, à Sablé.
Leroyer (Adolphe), propriétaire, à Sablé.

ARRONDISSEMENT DE SAINT-CALAIS.

- MM. *Bazin*, maire de Saint-Calais.
Aubert, notaire, au Grand-Lucé.
Charbonnier, médecin, à Saint-Calais.
Gautier, inspecteur primaire de l'arrondissement.
Houette, médecin, à La Chartre.
Launay (Auguste), propriétaire, à Coudrecieux.
Péan, notaire, à Jupilles.

MAYENNE. — Voici la composition des Commissions locales de ce département :

ARRONDISSEMENT DE LAVAL.

- MM. *Vauguyon*, conseiller général, à Laval.
Queruau-Lamerie, administrateur des hospices.
Piednoir (Édouard), président de la chambre de commerce, à Laval.
Toutain (Raphaël), conseiller général, à Laval.
Chemin, ingénieur ordinaire des ponts-et-chaussées, à Laval.
Creuzet, médecin, maire de La Gravelle.
Durget, inspecteur de enfants assistés, à Laval.

ARRONDISSEMENT DE MAYENNE.

- MM. *Robbes-Sauvage*, ancien président du tribunal de commerce, à Mayenne.

- MM. *L'ingénieur ordinaire des ponts-et-chaussées*, à Mayenne.
Ponthault, docteur-médecin, à Mayenne.
Bruneau, conseiller général, docteur-médecin, à Mayenne.
Renault-Morlière, propriétaire, à Mayenne.
Le Roux, vérificateur des poids et mesures, à Mayenne.
Berson, inspecteur primaire de l'arrondissement.

ARRONDISSEMENT DE CHATEAU-GONTIER.

- MM. *Martinet*, conseiller d'arrondissement, à Château-Gontier.
Gernigon, propriétaire, à Château-Gontier.
Mahier, docteur-médecin, à Château-Gontier.
Légras, ingénieur des ponts-et-chaussées, à Château-Gontier.
Hamon, président du comice agricole de Craon.
Jarret de la Mairie, propriétaire, à Grez-en-Bouère.
Préaubert, propriétaire, à Renazé.

FINISTÈRE. — Voici la composition des Commissions locales de ce département :

ARRONDISSEMENT DE BREST.

- MM. *Penquer*, maire de Brest.
Cloarec, curé de Saint-Louis, à Brest.
L'ingénieur ordinaire des ponts-et-chaussées, à Brest.
L'inspecteur primaire de l'arrondissement.
Terriot, maire de Landerneau.
Serré, curé de Landerneau.
Fouilloy, contre-amiral, conseiller général.

ARRONDISSEMENT DE MORLAIX.

- MM. *Puyo*, maire de Morlaix.
Büttner, ingénieur à la manufacture des tabacs.
Nédelec, inspecteur primaire de l'arrondissement.
Rolland, curé de Morlaix.
de Lannurieu, conseiller général, à Morlaix.
Dulong de Rosnay, propriétaire, à Morlaix.
Richer de Forges, médecin des épidémies, à Morlaix.

ARRONDISSEMENT DE CHATEAULIN.

- MM. *Chauvel*, maire de Châteaulin.
Perrennez, conducteur des ponts-et-chaussées, à Châteaulin.
Royer, inspecteur primaire de l'arrondissement.
Baley, médecin des épidémies, à Châteaulin.
Taburet, maire de Crozon.
Prigent, curé de Crozon.
Le curé de Châteaulin.

ARRONDISSEMENT DE QUIMPER.

- MM. *Le maire de Quimper*.
Juncker, ingénieur des ponts-et-chaussées, à Quimper.
Chapalain, inspecteur primaire de l'arrondissement.
de Montifault, propriétaire, à Quimper.
de Chabre, id., id.
de Kerguelen, id., id.
Joseph Téphany, chanoine à la cathédrale de Quimper.

ARRONDISSEMENT DE QUIMPERLÉ.

- MM. *Bréart de Boisanger*, maire de Quimperlé.
Sylvain Peyron, négociant, à Quimperlé.
Louadec, docteur-médecin, à Quimperlé.
Martin, docteur-médecin, à Quimperlé.
Delhommeau, inspecteur primaire de l'arrondissement.
Quémeneur, curé de Sainté-Croix, à Quimperlé.
Billon, curé de Scaër.

MORBIHAN. — Voici la composition des Commissions locales de ce département :

ARRONDISSEMENT DE VANNES.

- MM. *de Boisanger*, ingénieur en chef des ponts-et-chaussées.
Pichon, ingénieur ordinaire des ponts-et-chaussées.
Buguel, notaire, à Vannes.
de Keyser, avoué, à Vannes.
Peyron, banquier, à Vannes.
André, inspecteur primaire de l'arrondissement.

ARRONDISSEMENT DE LORIENT (Belle-Isle excepté).

- MM. *de Bussy*, ingénieur des constructions navales.
Plassiard, ingénieur en chef des travaux maritimes en retraite.
de Pluvié, conseiller général.
du Bouetiez de Kerorguen, notaire, à Lorient.
Deschiens, notaire, à Lorient.
Labrunie, inspecteur primaire de l'arrondissement.

ARRONDISSEMENT DE LORIENT (Belle-Isle-en-Mer).

- MM. *Trochu* (Armand), propriétaire, à Belle-Isle.
Le Sergent, curé du Palais, au Palais.
Cablat, juge-de-paix, au Palais.
Pitache, maire, au Palais.
Jacques, percepteur, au Palais.

ARRONDISSEMENT DE PONTIVY.

- MM. *Paqueron*, ingénieur des ponts-et-chaussées.
Hamon du Plessis, conseiller général, avoué, à Pontivy
Lenglier, id., id.
Collin, notaire, à Pontivy.
Richard, inspecteur primaire de l'arrondissement.

ARRONDISSEMENT DE PLOERMEL.

- MM. *Hébert*, ingénieur des ponts-et-chaussées.
de Genouillac, id., id.
vicomte du Halgouet, propriétaire, à Guégon.
comte de Lambilly, conseiller général.
marquis du Plessis de Grenédan, conseiller général.
Du Saint-Père, inspecteur primaire de l'arrondissement.

XII^e Circonscription

I

HAUTE-GARONNE. — « Toulouse, le 2 septembre 1875. — *Le Préfet de la Haute-Garonne à MM. les Sous-Préfets et Maires du département.*

Messieurs,

Parmi les dispositions dont l'exécution est confiée à votre zèle, il n'en est pas qui se recommande plus à votre sollicitude que la loi du 19 mai 1874, sur le travail des enfants et des filles mineures dans l'industrie.

Vous trouverez ci-après le texte de cette loi, ainsi que celui des règlements d'administration publique qui la complètent.

Le département de la Haute-Garonne fait partie de la 12^e circonscription d'inspection, et Toulouse est la résidence de M. *Delaissent*, inspecteur divisionnaire.

En exécution des art. 20 et 21 de la loi, quatre Commissions locales, une par arrondissement, ont été instituées : un arrêté préfectoral du 18 décembre 1874 les a composées comme il suit ; chacune des Commissions a nommé son président et son secrétaire :

ARRONDISSEMENT DE TOULOUSE.

- MM. *Fourcade*, membre de la Chambre de commerce, *Président*.
Langlade, président de la Chambre de commerce.
Ozenne, président du Tribunal de commerce.
Debax, juge au Tribunal de commerce.
Noguès, docteur-médecin, professeur à l'École de Médecine.
De Perrodil, ingénieur des Ponts-et-Chaussées.
L'Inspecteur primaire, *Secrétaire*.

ARRONDISSEMENT DE MURET.

- MM. *Malapert*, ingénieur des Ponts-et-Chaussées, *Secrétaire*.
Montalègre, docteur-médecin.
Maigresse, propriétaire, à Saiguède.
Thébé, maire de Martres, *Président*.
L'Inspecteur primaire.

ARRONDISSEMENT DE SAINT-GAUDENS.

- MM. *Compans*, négociant, *Président*.
Batailler, ingénieur des Ponts-et-Chaussées, *Secrétaire*.
Couget, avocat.
Dore, docteur-médecin.
L'Inspecteur primaire.

ARRONDISSEMENT DE VILLEFRANCHE.

- MM. *Harlé*, ingénieur des Ponts-et-Chaussées, *Président*.
Duburcq, docteur-médecin, à Revel.
Faure, conseiller d'arrondissement, à Loubens.
Get (Pierre), négociant, à Revel.
L'inspecteur primaire, *Secrétaire*.

Je vous prie de communiquer aux industriels de vos communes l'instruction pratique qui suit la présente circulaire, et de prêter tout votre concours à MM. les Membres des Commissions locales et à M. l'Inspecteur divisionnaire, lorsqu'ils auront l'occasion de se rendre dans les communes pour l'accomplissement de leur mission.

Vous voudrez bien ne pas négliger de tenir, avec la plus grande exactitude, le registre d'ordre sur lequel doivent être inscrits les livrets que vous aurez à délivrer aux enfants.

Recevez, Messieurs, l'assurance de ma considération très-distinguée.

Le Préfet,
Bon de SANDRANS.

**Inspection du travail des enfants et des filles mineures
employés dans l'industrie.**

AVIS.

Pour se conformer à la loi du 19 mai 1874, MM. les industriels sont invités à procurer et à conserver chez eux en permanence, pour chacun des enfants occupés dans leurs ateliers, les pièces suivantes :

1° Un *certificat* d'école délivré par l'instituteur ou l'institutrice, ou par l'inspecteur primaire, et légalisé par le maire, constatant que l'enfant a reçu l'instruction primaire élémentaire. Ce certificat ne peut être donné qu'aux enfants âgés de plus de 12 ans.

Les enfants au-dessous de 12 ans, quel que soit le degré de leur instruction, et ceux de 12 à 15 ans qui n'ont pas le certificat d'instruction primaire, sont tenus d'aller à l'école. Ils doivent faire constater leur présence régulière en classe sur un *petit carnet individuel*, signé tous les samedis par l'instituteur ou l'institutrice, et rapporté tous les lundis chez le patron, qui le garde pendant la semaine pour le présenter, au besoin, aux membres des Commissions locales ou à l'inspecteur ;

2° Un *livret* qui est délivré par les mairies à chaque enfant âgé de moins de 16 ans. L'âge est constaté sur les registres de l'état civil ou sur un extrait de naissance délivré gratuitement par la mairie du lieu où l'enfant est né. Le patron doit inscrire ensuite, sur le livret de chaque enfant, la date de son entrée dans l'atelier, et, quand il y a lieu, celle de la sortie.

Il doit se procurer en outre :

3° Un *registre* spécial pour l'inscription des enfants ; il en remplit les colonnes et le tient continuellement à jour.

4° Des *exemplaires* de la loi du 19 mai 1874, des *règlements* d'administration publique qui concernent son industrie. La loi et les

règlements doivent être affichés dans chacun des ateliers où travaillent les enfants.

NOTA. — Les affiches font connaître toutes les autres prescriptions légales ou réglementaires. En se conformant non-seulement à la lettre, mais encore à l'esprit de la loi, MM. les industriels prouveront qu'ils comprennent parfaitement le but élevé qu'elle poursuit. Leurs efforts seront profitables à la jeune génération ouvrière, à l'industrie elle-même et à la société. Aussi, l'inspecteur espère-t-il avoir bien rarement le regret de constater des contraventions, et sera-t-il heureux lorsqu'il aura l'occasion de recommander à la bienveillance de l'Administration supérieure ou à celle de la *Société de protection des apprentis* (1) les patrons, directeurs, contre-maitres ou instituteurs qui se feront particulièrement remarquer par leur dévouement en faveur des enfants. Il se met, d'ailleurs, bien volontiers à la disposition de MM. les industriels pour recevoir leurs observations, leur fournir tous les renseignements nécessaires et leur donner le concours le plus dévoué pour l'exécution de la loi (2).

AUDE. — « Carcassonne, le 26 septembre 1875.

A MM. les Sous-préfets, Maires, Instituteurs et Membres des Commissions locales, chargés de veiller et de concourir à l'exécution de la loi du 19 mai 1874.

Messieurs,

Les jeunes enfants des deux sexes occupés dans les travaux de l'industrie ont, de tout temps, été l'objet, de la part du législateur, d'une bienveillante sollicitude. La loi du 22 mars 1841 avait déjà créé autour d'eux un ensemble de mesures destinées à protéger leur faiblesse et à leur garantir les bienfaits de l'instruction. La loi du 19 mai 1874 vient de compléter cette œuvre généreuse. Elle répond à l'état de nos mœurs et donne satisfaction à un besoin de notre époque. Son application ne saurait donc rencontrer aucune difficulté. En la recommandant à votre vigilance empressée, je sais que vous aurez pour premiers auxiliaires les industriels et les chefs d'atelier, dont la plupart, ainsi que le reconnaît avec justice M. le Ministre de l'Agriculture et du Commerce, en ont déjà devancé les prescriptions.

Vous trouverez ci-après le texte de la loi, dont j'ai fait également tirer des exemplaires en placard. Les patrons ou chefs d'industrie sont tenus d'en faire afficher les dispositions dans leurs ateliers, ainsi que les règlements d'administration publique relatifs à son exécution. Je prie MM. les Maires de veiller à ce que cet affichage ait lieu le plus tôt possible dans les établissements et ateliers de leurs communes respectives.

(1) Cette Société, qui est reconnue d'utilité publique, a son siège à Paris, rue de Rennes, n° 44, où les personnes désireuses de s'occuper avec sollicitude de l'enfance ouvrière pourront se procurer ses statuts.

(2) *Recueil des Actes administratifs du département de la Haute-Garonne*, n° 2537.

On pourra se procurer chez M. Labau, imprimeur de la Préfecture, les imprimés nécessaires pour l'accomplissement de cette prescription qui est de toute rigueur.

En exécution de la loi et après avoir mis, comme elle l'exige, le Conseil général en mesure de se prononcer, j'ai constitué les Commissions locales chargées de veiller à l'exécution de la loi, et de compléter par leur contrôle l'action de l'autorité supérieure. Je reproduis ci-après l'arrêté que j'ai pris dans ce but, ainsi que les noms des membres qui composent ces Comités.

La quatrième section de la loi concerne l'obligation à laquelle tous les enfants sont assujettis de fréquenter l'école, ou d'établir, après l'âge de 15 ans révolus, s'ils veulent être admis à travailler plus de six heures par jour, *qu'ils ont acquis l'instruction primaire élémentaire*.

Il est vivement à désirer, comme le fait observer M. le Ministre, que ces dispositions reçoivent une sérieuse exécution, et je recommande à MM. les Inspecteurs primaires ainsi qu'aux Instituteurs les nouveaux devoirs que la loi leur crée.

Ces devoirs se résument au surplus, pour MM. les Instituteurs, dans les deux propositions suivantes :

1^o Dans le cas où des enfants employés dans une manufacture ou dans un atelier vont à l'école, l'Instituteur ou l'Institutrice devra signer tous les samedis la feuille de présence, en ayant soin de mentionner, s'il y a lieu, les jours d'absence ; cette feuille sera remise au patron ;

2^o Dans le cas où des enfants ne vont plus à l'école et qu'ils sont suffisamment instruits, l'Instituteur ou l'Institutrice devra, après leur avoir fait subir un sérieux interrogatoire, leur délivrer un certificat constatant leur degré d'instruction. Ce certificat sera délivré sous la propre responsabilité de l'Instituteur ou de l'Institutrice et visé par le Maire.

Et, pour que la loi produise les effets salutaires qu'on est en droit d'en attendre, il importe, remarquez-le bien, que ces attestations soient sincères et ne soient délivrées qu'à des enfants ayant véritablement *acquis l'instruction primaire élémentaire*, c'est-à-dire possédant une connaissance suffisante des matières indiquées dans le paragraphe 1^{er} de l'article 23 de la loi du 15 mars 1850. Tout certificat de complaisance, toute fraude commise par un Instituteur dans l'exercice du droit que la loi leur confère serait une faute grave que je n'hésiterai pas à réprimer sévèrement.

Pour assurer l'application de la nouvelle loi, il a paru indispensable que MM. les Inspecteurs divisionnaires institués par l'article 16 puissent s'assurer par eux-mêmes de la fréquentation des écoles par les enfants employés dans l'industrie. En conséquence, M. le Ministre de l'Instruction publique et des Cultes a décidé que toutes les facilités

possibles seraient données à ces fonctionnaires pour l'accomplissement de leur mission. Des mesures ont été concertées dans ce but avec M. l'Inspecteur d'Académie, et MM. les Inspecteurs divisionnaires peuvent pénétrer dans les écoles toutes les fois qu'ils le jugeront nécessaire aux intérêts de leur service.

L'article 10, § 1^{er}, porte :

« Les Maires sont tenus de délivrer aux père, mère ou tuteur un » livret sur lequel sont portés les nom et prénoms de l'enfant, la date » et le lieu de sa naissance, le domicile, *le temps pendant lequel il a » suivi l'école.* »

Cette dernière indication ne pouvait être donnée par les Maires qu'avec l'aide des Instituteurs; ceux-ci devront s'empressez de fournir aux Maires les renseignements dont ils auront besoin pour établir le livret dont il s'agit.

Une pensée généreuse et prévoyante a donné naissance à la loi du 19 mai 1874 et en a inspiré les dispositions. Je me plais à penser que votre dévouement et votre zèle viendront en aide à l'Administration pour en assurer l'entière et bienfaisante efficacité.

Recevez, Messieurs, l'assurance de ma considération très-distinguée.

Le Préfet de l'Aude,

M. BAILE (1).

Arrêté.

Nous, Préfet de l'Aude,

Vu la loi du 19 mai 1874 sur le travail des enfants et des filles mineures employés dans l'industrie, notamment les articles 20, 21 et 22 prescrivant la nomination par le Préfet, sur l'avis du Conseil général, de Commissions locales qui seront chargées de veiller et de concourir à l'exécution de la loi;

Vu les instructions ministérielles;

Vu la décision par laquelle la Commission départementale, agissant en vertu de la délibération qui lui a été donnée par le Conseil général, fixe à neuf le nombre des Commissions appelées à fonctionner et arrête des listes de présentation pour chacune des Commissions spéciales;

Adoptant les propositions de la Commission départementale,

Arrêtons :

ARTICLE 1^{er}. — Il est formé, en exécution de la loi du 19 mai 1874, neuf Commissions locales dont les sièges seront respectivement établis dans les villes et localités ci-après désignées :

(1) *Recueil des Actes administratifs du département de l'Aude*, 1875, n° 19.

Carcassonne, Castelnaudary, Limoux, Narbonne, Mas-Cabardès, Montolieu, Saissac, Chalabre, Quillan.

ART. 2. — Pour chacune des circonscriptions qui viennent d'être indiquées, les Commissions seront composées de la manière suivante :

Circonscription de Carcassonne.

- MM. *Bouffet*, ingénieur ordinaire des ponts-et-chaussées.
Pla, inspecteur des écoles primaire, *Secrétaire*.
Wickersheimer, ingénieur des mines.
Montès, chef d'institution.
Niort (l'abbé de), aumônier de l'hôpital général.
Cornet-Peyrusse, propriétaire, *Président*.
Espallac, docteur-médecin.

Circonscription de Castelnaudary.

- MM. *Marfan*, conseiller général, à Castelnaudary.
Labut, inspecteur primaire, *Secrétaire*.
Capella, architecte de la ville.
Sigé, curé de Saint-Michel, *Président*.
Delord, avoué.
Galtier, docteur-médecin.
Lecourt, ingénieur des ponts-et-chaussées.

Circonscription de Limoux.

- MM. *Balandier*, ingénieur des ponts-et-chaussées, à Limoux, *Secrétaire*.
Mayreville, inspecteur primaire, à Limoux.
Benjamin Lapasset, banquier, à Limoux.
Gazel, président du tribunal civil, à Limoux, *Président*.
Rougé (Calixte), docteur-médecin, à Limoux.
Commez (Toussaint), ancien fabricant, à Limoux.

Circonscription de Narbonne.

- MM. *Fabre*, docteur-médecin.
Garcin, ingénieur.
Gardel, curé de Saint-Just.
Clerget, ingénieur, à Portel.
Narbonnés, avocat.
Bayle, inspecteur primaire.
Vié-Anduze, maire.

Circonscription de Mas-Cabardès.

- MM. *Cros*, adjoint au maire, à Mas-Cabardès.
Couture, juge-de-paix, à Mas-Cabardès, *Président*.
Embry, greffier de la justice-de-paix, à Mas-Cabardès.
Gély, curé-doyen, à Mas-Cabardès.
Deville, agent-voyer cantonal, à Mas-Cabardès.
Tournassou (Jules), propriétaire, à Mas-Cabardès.
Sylvestre, instituteur public, à Mas-Cabardès, *Secrétaire*.

Circonscription de Montolieu.

- MM. *Grzybowski*, ingénieur civil, à Montolieu, *Secrétaire*.
Chabaud, capitaine en retraite, à Montolieu.

MM. *Simacourbe*, médecin, à Montolieu.

Combes (Henri), propriétaire, à Montolieu.

Bonnet (Joseph), propriétaire, à Montolieu, *Président*.

Pradel, curé de Montolieu.

Cazanave, instituteur, à Montolieu.

Circonscription de Saissac.

MM. *Lades-Gout*, conseiller général.

D'André fils, maire.

Combes, juge-de-paix.

Brassens, curé de Saissac.

De Gineste, pharmacien.

De Laurens, propriétaire.

Trilhe, médecin.

Circonscription de Chalabre.

MM. *Anduze* (Lazare), conseiller général, à Chalabre, *Président*.

Marquis de Mauléon, à Chalabre.

Cazalens, notaire, à Chalabre, *Secrétaire*.

Combal, juge-de-paix, à Chalabre.

Avrial (Jean-Baptiste), de Rivel.

Circonscription de Quillan.

MM. *Bruguère*, conseiller général, à Quillan, *Président*.

Sicre, médecin, à Quillan.

Cros, juge-de-paix, à Quillan.

Roumengous, conseiller d'arrondissement, à Quillan.

Courtade, adjoint au maire, à Quillan.

Albouy, conducteur des ponts-et-chaussées, à Quillan, *Secrétaire*.

Darzens, curé de Quillan.

ART. 3. — Les Commissions doivent être renouvelées tous les cinq ans; les membres sortants peuvent être appelés de nouveau à en faire partie.

ART. 4. — Les Commissions locales ont pour mission, chacune dans la circonscription qui lui est assignée, de veiller à ce que les dispositions contenues dans les articles 1 à 15 de la loi du 19 mai 1874, sur le travail des enfants dans les manufactures, soient rigoureusement observées.

Elles sont chargées de contrôler le service de l'inspection.

Elles nous adresseront sur l'état du service et sur l'exécution de la loi, toutes les fois que les circonstances l'exigeront et au moins une fois par an, des rapports qui seront transmis à M. le Ministre de l'Agriculture et du Commerce, et communiqués à la Commission supérieure instituée par l'article 23 de la loi précitée.

ART. 5. — Chaque Commission élira son président et son secrétaire.

Leurs fonctions dureront une année et seront renouvelées tous les ans au mois de juin.

ART. 6. — MM. les Sous-préfets, Maires, Médecins, Industriels, Entrepreneurs et Chefs d'ateliers, sont invités à prêter leur concours aux membres des Commissions instituées par le présent et à leur faciliter dans leur sphère respective l'accomplissement du mandat qui leur est confié.

Fait à Carcassonne, le 25 mai 1875.

Le Préfet de l'Aude,

M. BAILE.

ARIÈGE. — Arrêté :

Nous, Préfet du département de l'Ariège,

Vu la loi du 19 mai 1874 sur le travail des enfants et des filles mineures employés dans l'industrie, notamment les articles 20, 21 et 22.

Vu les circulaires de M. le Ministre de l'Agriculture et du Commerce, en date des 16 juillet et 25 août 1874;

Vu la délibération, en date du 27 octobre 1874, par laquelle le Conseil général de l'Ariège a déterminé le nombre et la circonscription des Commissions locales de surveillance instituées par l'article 20 de la loi susvisée;

Vu les listes de présentation pour la nomination des membres de ces Commissions, lesdites listes arrêtées par l'Assemblée départementale dans sa séance du 29 octobre 1874,

Arrêtons :

ART. 1^{er}. — Il est institué dans le département de l'Ariège sept Commissions locales, dont les fonctions sont gratuites, chargées :

1^o de veiller à l'exécution de la loi susvisée du 19 mai 1874;

2^o de contrôler le service de l'inspection dans les manufactures

3^o de nous adresser, sur l'état du service et l'exécution de la loi, des rapports qui seront transmis au Ministre de l'Agriculture et du Commerce.

A cet effet, les Commissions locales visiteront les établissements industriels, ateliers et chantiers; elles pourront se faire accompagner d'un médecin quand elles le jugeront convenable.

ART. 2. — Le siège de ces Commissions sera établi à Foix, Pamiers, Saint-Girons, Lavelanet, Tarascon, Vicdessos et Mirepoix.

La circonscription des trois premières villes embrassera l'arrondissement, moins les cantons ayant des Commissions particulières; celle des quatre dernières localités embrassera le canton du même nom.

ART. 3. — Sont nommés membres des Commissions locales de surveillance :

1^o Pour le canton de Foix, La Bastide, Cabannes, Ax et Quérigut :

MM. *L'ingénieur en chef*, à Foix, *Président*.

L'inspecteur primaire, à Foix.

- MM. *Fauré*, inspecteur des enfant assistés, à Foix, *Secrétaire*.
Tersouly, propriétaire, à Foix.
Le curé de Foix.

2^o Pour le canton de Lavelanet :

- MM. *Mortaize*, maire de Villeneuve-d'Olmes.
Jambert, adjoint au maire de Villeneuve-d'Olmes.
Jolieu (Eliacin), docteur-médecin, à Lavelanet, *Président*.
Fourié (Léopold), notaire, à Lavelanet.
Barthe (Alphonse), négociant, à Lavelanet, *Secrétaire*.

3^o Pour le canton de Tarascon :

- MM. *Laprotte*, curé, à Tarascon.
Esquirol, notaire, à Tarascon.
Blazy, conducteur des ponts-et-ch. en retraite, à Tarascon, *Secrétaire*.
Bonnans, pharmacien, à Tarascon.
Laffite (Cyrille), ancien chef de division, à Saurat.

4^o Pour le canton de Vicdessos :

- MM. *Denjean*, maire, à Vicdessos, *Secrétaire*.
Maury, curé de Vicdessos.
Delcurrou, (Hippolyte), propriétaire, à Sem.
Rivire (Lazare), négociant, à Auzat.
Vieira, ingénieur des mines, à Vicdessos, *Président*.

5^o Pour les cantons de Pamiers, Mas-d'Azil, Fossat Saverdun et Varilhes :

- MM. *Pujol*, banquier, à Pamiers.
Allaux, docteur-médecin, à Pamiers, *Secrétaire*.
Sylvestre, docteur-médecin, à Pamiers.
Cabanié, pharmacien, à Pamiers.
Izac, architecte, à Pamiers.

6^o Pour le canton de Mirepoix :

- MM. *Arnaud* (Alexandre), propriétaire, à Mirepoix.
Brustier (François), propriétaire, à Mirepoix.
Canal, propriétaire, à Larroque-d'Olmes.
Dupla, docteur-médecin, à Mirepoix, *Président*.
Sartre (Damase), propriétaire, à Lérans, *Secrétaire*.

7 Pour les six cantons de l'arrondissement de Saint-Girons :

- MM. *Gallaup*, ingénieur des ponts-et-chaussées, à Saint-Girons.
Caors, médecin, à Saint-Girons, *Président*.
Anouilh, avocat, à Saint-Girons.
Morère, avoué, à Saint-Girons.
Pujol (Jean-Baptiste), négociant, à Saint-Girons, *Secrétaire*.

ART. 4. — Le présent arrêté sera, avant d'être notifié aux membres des Commissions locales, soumis à l'approbation de M. le Ministre de l'Agriculture et du Commerce.

Foix, le 9 décembre 1874.

Le Préfet de l'Ariège,
SAUVAGE.

Approuvé par M. le Ministre de l'Agriculture et du Commerce, à la date du 23 décembre 1874.

AVEYRON. — Voici la composition des Commissions locales de ce département :

ARRONDISSEMENT DE RODEZ.

MM. *Des Orgeries*, ingénieur en chef des ponts-et-chaussées, à Rodez, *Président*.

Vital, ingénieur des mines, à Rodez, *Secrétaire*.

L'abbé Maurs, curé de Saint-Amans, à Rodez.

Rozier, docteur-médecin, à Rodez.

L'Inspecteur d'académie, à Rodez.

ARRONDISSEMENT D'ESPALION.

MM. *Mayran*, vice-président du Conseil général, *Président*.

L'Ingénieur des ponts-et-chaussées, à Espalion, *Secrétaire*.

Massabuau, maire de Saint-Geniez.

Rouquayrol, docteur-médecin, à Saint-Geniez.

L'Inspecteur primaire, à Espalion.

ARRONDISSEMENT DE MILHAU.

MM. *L'abbé Carrayon*, curé de Notre-Dame, à Milhau, *Président*.

L'Inspecteur primaire, à Milhau, *Secrétaire*.

Rozier, conseiller général, à Milhau.

Pader, ingénieur des ponts-et-chaussées, à Milhau.

Szafkowski, docteur-médecin, à Milhau.

ARRONDISSEMENT DE SAINT-AFFRIQUE.

MM. *L'abbé Arnal*, curé de Saint-Affrique, *Président*.

Comber, inspecteur primaire, *Secrétaire*.

Bonicel, pasteur, président du consistoire, à Saint-Affrique.

Barascud (Eugène), ancien président du tribunal de commerce, à Saint-Affrique.

L'Ingénieur des ponts-et-chaussées, à Saint-Affrique.

ARRONDISSEMENT DE VILLEFRANCHE (moins le canton d'Aubin).

MM. *Bras*, docteur-médecin, à Villefranche, *Président*.

Lacaze, ingénieur civil, à Villefranche, *Secrétaire*.

L'Ingénieur des ponts-et-chaussées, à Villefranche.

Lespinasse (Alphonse), négociant, à Villefranche.

L'Inspecteur primaire, à Villefranche.

CANTON D'AUBIN.

MM. *L'abbé Aldebert*, curé de Decazeville, *Président*.

Brossette, garde mines, à Aubin, *Secrétaire*.

Panassé, notaire, ancien maire de Decazeville.

Couly, docteur-médecin, à Decazeville.

Dalquier, maire de Viviez (1).

(1) Recueil des Actes administratifs de la Préfecture du département de l'Aveyron, 1875, n° 18.

CANTAL. — Voici la composition des Commissions locales de ce département :

ARRONDISSEMENT D'AURILLAC.

- MM. *Bouange*, protonotaire apost., curé de St-Giraud; à Aurillac, *Président*.
Marty, inspecteur primaire, à Aurillac, *Secrétaire*.
Méray, ingénieur en chef, à Aurillac.
Sarrauste (de), juge-de-paix, à Aurillac.
Rames, médecin, à Aurillac.

ARRONDISSEMENT DE SAINT-FOUR.

- MM. *Brémont*, médecin, à Saint-Flour, *Président*.
Metzger, ingénieur ordinaire, à Saint-Flour, *Secrétaire*.
Prat, inspecteur primaire, à Saint-Flour.
Grimard, juge-de-paix, à Saint-Flour.
Juillard, curé, à Saint-Flour.

ARRONDISSEMENT DE MAURIAC.

- MM. *Aurier*, curé de Mauriac.
Robert, avocat, à Mauriac.
De Ribier, conseiller général, maire de Champagnac.
Delalo, membre du Conseil d'arrondissement.
Lascombes, membre du Conseil d'arrondissement.

ARRONDISSEMENT DE MURAT.

- MM. *Bouchet*, curé de Murat, *Président*.
L'inspecteur primaire, à Murat, *Secrétaire*.
Bouscurel, faisant fonction d'ingénieur.
D'Auteroche, juge-de-paix, à Allouche.
Bonnet, médecin, à Allouche.

TARN. — Voici la composition des Commissions locales de ce département :

ARRONDISSEMENT D'ALBI.

- MM. *Crozes*, président honoraire, à Albi, *Président*.
Doat (Victor), propriétaire, à Albi, *Secrétaire*.
Benoit, ingénieur des mines, à Albi.
Maraval, président de la chambre de commerce, à Albi.
de Lapanouse, conseiller général, notaire, à Albi.
Bories, docteur en médecine, à Albi.
Castel, inspecteur primaire, à Albi.

ARRONDISSEMENT DE GAILLAC.

- MM. *Rigal*, docteur en médecine et conseiller général, à Gaillac, *Président*.
Jalibert, ingénieur civil, à Gaillac, *Secrétaire*.
d'Aubry de Puymaurin, ingénieur civil, à Gaillac.
Maraval-Béranger, juge-de-paix, à Rabastem.
Cassanhol, juge-de-paix, à Lisle.
Dubois, conseiller général, à Vasir.
de Saint-Félix, propriétaire, à Cordes.

ARRONDISSEMENT DE LAVAU.

- MM. *Abrial*, conseiller général, à Graulhet, *Président*.
L'inspecteur primaire, à Lavau, *Secrétaire*.

MM. *Trilhe*, conducteur faisant fonctions d'ingénieur, à Lavour.
Rossignol, docteur en médecine, à Lavour.
Maraval, banquier, à Lavour.
Tignol-Roucaurol, mégissier, à Graulhet.
L'abbé Vilotte, curé de Graulhet.

Circonscription de Castres.

MM. *Aribat*, docteur en médecine, à Castres, *Président*.
L'inspecteur primaire, à Castres, *Secrétaire*.
Combes, membre du Conseil général, à Burlats.
Raynaud (Benjamin), à Semalens.
Loup (Jules), à Vabre.
Bannerot-Hogart, ingénieur, à Cartier.
Cassanac, ingénieur en chef en retraite, à Dourgne.

Circonscription de Mazamet.

MM. *Cormouls* (Eugène), fabricant, à Mazamet, *Président*.
Jamme fils, à Mazamet, *Secrétaire*.
Cavalié, docteur en médecine, à Mazamet.
Ouradou, docteur en médecine, à Brassac.
Bouisset, propriétaire, à Brassac.
Fabre (Antoine), Labruguière.
Amalric, docteur en médecine, à Saint-Amans-Soult.

PYRÉNÉES-ORIENTALES. — Arrêté.

Le Préfet des Pyrénées-Orientales,

Vu la loi du 19 mai 1874 sur le travail des enfants et des filles mineures employés dans l'industrie, notamment les dispositions des art. 20 et 21, applicables à la formation des Commissions locales de surveillance;

Vu la circulaire ministérielle du 16 juillet 1874 relative à l'exécution de cette loi;

Vu la délibération prise par le Conseil général des Pyrénées-Orientales dans sa session extraordinaire du mois de février 1875 (Séance du 15);

Considérant qu'il n'existe pas de grands centres industriels ou manufacturiers dans le département et qu'il n'y a dès lors qu'une Commission à nommer par arrondissement;

Arrête :

ARTICLE 1^{er}. — Il est établi dans le département des Pyrénées-Orientales trois Commissions de surveillance chargées : 1^o de veiller à l'exécution de la loi du 19 mai 1874 et des règlements d'administration publique qui interviendront pour l'application de cette loi; 2^o de contrôler le service de l'Inspection; 3^o de m'adresser sur l'état du service en général et l'observation de cette loi des rapports qui seront transmis au Ministère de l'Agriculture et du Commerce.

ART. 2. — Ces Commissions sont composées de la manière suivante :

ARRONDISSEMENT DE PERPIGNAN.

- MM. *L'ingénieur en chef des ponts-et-chaussées* (M. Tastu), *Président*.
L'inspecteur d'académie, Secrétaire.
Camp (Aimé), inspecteur d'académie en retraite.
Bocamy, docteur en médecine.
Dumas, lieutenant-colonel d'artillerie en retraite, membre du Conseil municipal de Perpignan.
de Lamer (Jules), propriétaire, à Perpignan.
L'agent-voyer chef.

ARRONDISSEMENT DE CÉRET.

- MM. *L'ingénieur ordinaire des mines*, ayant dans ses attributions le service des Pyrénées-Orientales.
L'ingénieur ordinaire des ponts-et-chaussées, chargé du service du chemin de fer de Port-Vendres, en Espagne.
Penchinat, docteur en médecine, à Port-Vendres.
Deit (Jules), conseiller d'arrondissement, à Corsavy, *Secrétaire*.
Fourcade (Michel), avocat, *Président*.
L'inspecteur primaire.
L'agent-voyer d'arrondissement.

ARRONDISSEMENT DE PRADES.

- MM. *L'inspecteur des forêts*, à Prades (M. de Lagasnerie), *Président*.
Jacomet, juge au tribunal civil.
Marie, docteur en médecine.
Kopp, conseiller d'arrondissement, gérant des forges de Ria.
Serra, faisant fonctions d'ingénieur ordinaire des ponts-et-chaussées.
L'inspecteur primaire.
L'agent-voyer d'arrondissement.

ART. 3. — M. le Secrétaire général de la Préfecture et MM. les Chefs des divers services intéressés sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, qui sera inséré au *Recueil des Actes administratifs*.

Perpignan, le 5 mars 1875.

Le Préfet,

GIZOLME (1).

NOTA. — Nous avons déjà publié la composition de la VII^e commission (bulletin mars et avril, p. 141-144).

Nous comptons sur l'obligeant concours de MM. les Inspecteurs divisionnaires du travail des enfants pour recevoir les renseignements relatifs aux autres circonscriptions.

(1) *Recueil des Actes administratifs du département des Pyrénées-Orientales*.

OEUVRES-ANNEXES

DE LA

SOCIÉTÉ DE PROTECTION DES ENFANTS EMPLOYÉS DANS L'INDUSTRIE.

OEUVRE-ANNEXE DE L'ASSISTANCE JUDICIAIRE.

(Extraits des procès-verbaux communiqués par M. Gab. JORET-DESCLOSIÈRES,
Secrétaire.)

EXÉCUTION DE LA LOI. — *Enfants surchargés.* — Une bonne mesure à laquelle nous ne pouvons qu'applaudir.

Les officiers de paix viennent de recommander de la façon la plus formelle aux gardiens-de-la-paix de veiller à ce qu'il ne soit plus transgressé aux règlements concernant la surcharge imposée parfois aux enfants.

Les enfants, depuis l'âge de douze ans jusqu'à celui de quatorze ans révolus, ne pourront être chargés sur la tête ou sur le dos, au delà du poids de 10 kilogrammes.

Les enfants, depuis l'âge de quatorze ans jusqu'à celui de seize ans révolus, ne pourront dans les mêmes conditions, recevoir une charge supérieure à 15 kilogrammes.

Il est interdit de faire traîner aux enfants de douze à seize ans des charges exigeant des efforts supérieurs à ceux qui correspondent aux poids sus-indiqués.

Puisse cette précaution empêcher le retour d'abus que nous avons trop souvent à signaler.

— *Condamnations prononcées contre les contrevenants.* — On lit dans le *Sémaphore de Marseille*, n° 6 avril 1876 :

» Le Tribunal correctionnel de Marseille vient de faire une première application de la loi du 19 mai 1874 sur le travail des enfants et des filles mineures employés dans l'industrie.

« A la suite d'un procès-verbal dressé par l'inspecteur divisionnaire contre la fabrique M. L. Régis et C^{ie}, à Marseille, pour infraction à l'article 4 de la loi qui interdit d'employer des filles mineures à un travail de nuit, la dame Philippe, contre-maitresse, a été condamnée, dans l'audience du 4 avril, à 20 francs d'amende et aux frais, dont M. L. Régis reste civilement responsable, bien que l'emploi des filles la nuit ait eu lieu à son insu.

« Le Tribunal s'est montré indulgent et a fait application de l'article 463 du Code pénal, en considérant que la loi est nouvelle et n'est pas encore entrée dans les habitudes des populations. Mais on voit que ce n'est pas une lettre-morte, et nos manufacturiers agiront sagement en se tenant en règle avec une loi qui édicte des amendes pouvant s'élever à 500 fr., et même, en cas de récidive, à 1,000 francs. »

INSTITUTIONS CRÉÉES DANS L'INTÉRÊT MORAL ET MATÉRIEL DES APPRENTIS

ET DES ENFANTS EMPLOYÉS DANS L'INDUSTRIE.

CHAMBRES SYNDICALES.

Chambre syndicale de la Bijouterie-imitation.

La Chambre syndicale de la Bijouterie-imitation, dans sa séance du 5 avril 1876, sous la présidence de M. *Essigu*, vice-président, M. *Galand* a fait une proposition tendant à obtenir de la Ville de Paris une subvention à notre École de dessin; il a pensé, d'après les renseignements obtenus, que rien ne s'opposait à ce que cette demande fût favorablement accueillie.

Plusieurs membres ont été d'avis de faire apostiller la requête par les conseillers municipaux de l'arrondissement, d'autres ont préféré l'adresser simplement à la Préfecture; un vote presque unanime a décidé qu'on emploiera cette dernière voie.

M. *Galand* a donné lecture d'un spécimen de la requête à adresser au Préfet; la rédaction, généralement adoptée, a été envoyée à la Commission de l'École.

M. *Lejollot* a engagé tout le monde à envoyer des élèves à l'École de dessin, faisant remarquer, avec raison, que l'on peut aussi bien en instruire en même temps un nombre assez considérable.

M. *Jullien* a réclamé un livre qui doit être déposé à l'école et sur lequel, à chaque visite, on devra apposer sa signature.

M. *Galand* a proposé d'envoyer régulièrement, à la fin du mois, la carte de présence de chaque élève à son patron; celui-ci, après s'être rendu compte de la fréquentation de l'école par son apprenti, la retournera, revêtue de sa signature, à M. *Topart*, 31, rue Chapon.

Chambre syndicale du Papier et des industries qui le transforment.

Dans sa séance du 3 mars 1876, M. *Victor Pacon*, vice-président, a informé la Chambre qu'une conférence avait été faite par M. *Maurice*, inspecteur du travail des enfants dans les manufactures, aux adhérents du 2^e Comité (papeterie) et à ceux du 5^e Comité (cartonnage).

La séance a été ajournée à 3 mois, pour la question du travail supplémentaire des filles mineures, ayant plus de 16 ans.

PENSIONS D'APPRENTIS

ÉCOLE D'APPRENTIS DE L'INDUSTRIE PARISIENNE.

*Société fondée par les Chambres syndicales,
sur la proposition de la Chambre syndicale de la Tabletterie.*

Nous avons déjà mentionné (Voy. *Bull.* 1873, p. 370) le projet de Statuts de cette Société; nous croyons devoir mettre sous les yeux de nos lecteurs le texte même de ce projet de Statuts.

PROJET DE STATUTS.

ARTICLE 1^{er}. — La Société a pour but de former des élèves-apprentis pour l'industrie parisienne.

ART. 2. — Le nombre des membres et la durée de la Société sont illimités.

ART. 3. — Le siège de la Société est à Paris, et provisoirement à l'Union nationale du Commerce et de l'Industrie, boulevard de Sébastopol, n° 82.

ART. 4. — Nul ne peut obtenir ni conserver le titre de Sociétaire, s'il n'a une bonne moralité.

ART. 5. — Chaque adhérent devra s'engager à payer une cotisation d'un franc par mois, soit 12 francs par an, pendant une durée de trois années au moins.

La première année est payable d'avance au moment de l'admission, sur les deux quittances semestrielles, et les suivantes au commencement de chaque semestre.

Le premier versement emportera de plein droit l'adhésion complète aux présents statuts.

Si, un mois avant l'expiration de chaque période de trois années, le souscripteur n'a pas déclaré par écrit qu'il veut se retirer, il sera considéré comme membre restant pour une nouvelle période de trois années.

ART. 6. — Toute somme versée ne sera sujette à aucune restitution et demeurera définitivement acquise à la Société, sans qu'elle puisse être réclamée.

ART. 7. — La Société reçoit avec reconnaissance les offrandes, dons et legs, même les dons en nature.

Les noms des donateurs seront publiés chaque année dans le Bulletin de la Société.

ART. 8. — La Société sera constituée définitivement dès qu'il y aura un nombre suffisant d'adhérents pour couvrir les frais de la première période de trois années.

ART. 9. — La Société est administrée par un Conseil composé de douze membres pris parmi les adhérents et élus en Assemblée générale.

ART. 10. — Le Conseil nomme lui-même les membres de son bureau.

ART. 11. — Le Conseil déléguera soit l'un de ses membres, soit un membre du groupe de l'Industrie faisant partie de la Société, pour exercer son contrôle et sa surveillance sur les affaires de la Société; la durée du mandat du délégué sera limitée par le Conseil au moment de la délégation.

ART. 12. — Toute assemblée générale devra être convoquée au moins huit jours à l'avance, par lettre, au domicile de chacun des membres.

ART. 13. — Il y aura au moins une assemblée générale chaque année.

ART. 14. — Le Conseil d'Administration se réunira toutes les fois que l'intérêt de la Société l'exigera, et au moins une fois par mois.

ART. 15. — Toutes assemblées générales ou de Conseil devront être tenues par le président ou l'un des vice-présidents, ou, à défaut, par le plus ancien des membres présents.

ART. 16. — Les délibérations du Conseil ne sont valables qu'autant que huit conseillers assistent à la séance; les délibérations sont prises à la majorité des membres présents.

Les délibérations de l'assemblée ne seront prises qu'à la majorité des deux tiers des membres présents. En cas de ballottage, il sera procédé à un nouveau scrutin, et la décision sera prise alors à la majorité des membres présents.

En cas de partage, la voix du président sera toujours prépondérante.

ART. 17. — Le Conseil représente la Société vis-à-vis des tiers, sans contracter aucune obligation personnelle : il peut traiter, transiger, compromettre, sur tous les intérêts de la Société, recevoir toutes sommes, donner quittance et mainlevées, etc., etc. Il autorise les poursuites judiciaires tant en demandant qu'en défendant; il peut substituer tout ou partie, mais seulement pour une ou plusieurs affaires déterminées.

ART. 18. — Le Conseil se renouvelle chaque année, par tiers, selon l'ordre établi par le tirage au sort pour les deux premières années; puis ensuite d'après la date de l'entrée en fonctions. Les membres sortants peuvent être réélus.

ART. 19. — Le Conseil peut nommer des commissaires dans le sein de la Société, soit pour la surveillance des enfants, soit pour la rédaction ou l'exécution des contrats d'apprentissage.

ART. 20. — Les délibérations, tant des assemblées générales que du Conseil d'Administration, seront transcrites sur un registre *ad hoc*; chaque délibération sera signée du président, du trésorier et du secrétaire.

ART. 21. — Les obligations et les droits de la Société à l'égard des apprentis et des patrons résultent d'un contrat passé entre les parties, et revêtu de la signature du président et d'un délégué. Ils naissent avec lesdits contrats et s'éteignent avec eux.

ART. 22. — Les apprentis ne seront admis qu'à partir de l'âge de douze ans.

Ils devront prouver une instruction primaire en comparaison de leur âge.

Ils seront ou pourront être logés et nourris à l'établissement de la Société, et ils y recevront, soit le matin, soit le soir, une instruction scolaire supplémentaire.

Pendant la journée, les élèves iraient travailler en ville dans les divers ateliers choisis, et aux conditions arrêtées d'avance et selon les besoins et les circonstances de chaque branche d'industrie.

Un carnet de correspondance constatera journallement la présence des apprentis.

ART. 23. — Tous les patrons qui auront des apprentis de la Société verseront pour leur logement et leur nourriture, entre les mains du trésorier de la Société, une somme de : 1 franc par jour pour la première année; 1 fr. 50 par jour pour la deuxième année; et enfin 2 francs par jour pour la troisième année.

Cette rétribution est payable au commencement de chaque semaine.

ART. 24. — Les parents, tuteurs ou représentants d'apprentis paieront, également entre les mains du trésorier de la Société et dans le même but, une somme de 50 centimes par jour, et aussi payable au commencement de chaque semaine.

ART. 25. — Un registre spécial restera exposé au secrétariat, à l'effet d'inscrire les enfants qui voudraient faire partie de la Société; ils seront placés chez les patrons qui en feront la demande par ordre d'inscription.

ART. 26. — Tout sociétaire ayant un ou des apprentis patronnés est et reste de plein droit membre actif jusqu'à l'expiration des contrats d'apprentissage; il ne peut se retirer avant cette époque, à moins de résiliation amiable ou judiciaire desdits contrats; dans ce cas, toute somme versée reste définitivement acquise à la Société.

ART. 27. — Des récompenses pourront être accordées aux enfants patronnés, ainsi qu'aux personnes adhérentes ou non qui auront aidé la Société dans sa tâche ou contribué à l'éducation professionnelle des apprentis.

Ces récompenses seront décernées en séance publique; des règlements spéciaux seront déterminés par les soins du Conseil en vue de ces récompenses.

ART. 28. — Les ressources de la Société pourront être augmentées par la création d'une école-externat dans l'établissement de la Société, et où des enfants de 8 à 12 ans recevraient pendant la journée, moyennant une cotisation mensuelle de 5 francs, une instruction primaire et préparatoire pour qu'ils puissent, à l'expiration de leur séjour à l'externat, être admis à l'école des apprentis.

ART. 29. — Le Conseil d'Administration est autorisé à dépenser, chaque année, les neuf dixièmes des revenus de la Société; le dernier dixième appartient de droit à un fonds de réserve dont la montant sera fixé à chaque période de trois années.

ART. 30. — Les présents statuts pourront être modifiés sur la proposition de cinq membres au moins, préalablement soumise au Conseil d'Administration, et adoptée en assemblée générale.

Tout projet de modification ou de révision sera, huit jours avant la discussion, envoyé à chacun des sociétaires.

Aperçu d'un budget calculé pour 50 élèves.

1^o TABLEAU DES DÉPENSES.

(a) FRAIS DE PREMIÈRE INSTALLATION.

Achat de 50 lits et de la literie nécessaire pour ces 50 lits, évalué à 100 francs.	Fr.	5.000
Matériel de classe évalué à 6 fr. 50 c. par élève-apprenti.		325
Matériel de cuisine		350
Mobilier meublant, casiers, eau, lavabos, appareils d'éclairage.	:	650
Frais divers		175
Total.	Fr.	6.500

(b) FRAIS ANNUELS.

Loyer d'un local pouvant recevoir de 80 à 100 élèves-apprentis.	Fr.	3.000
Livres et fournitures classiques à 18 francs par élève		900
Nourriture à 1 fr. 15 par élève, 50 par 365 jours		21.000
Blanchissage, 36 francs par élève.		1.800
Personnel : 1 directeur, 2 professeurs externes, 1 surveillant professeur, 1 cuisinière, 1 garçon de salle, 1 lingère, etc.		8.250
Éclairage et chauffage.		1.800
Impositions, entretien et frais imprévus.		1.250
Total.	Fr.	38.000

2^e TABLEAU DES RECETTES.

1^{re} année.

500 souscripteurs à 12 francs	Fr. 6.000	
50 patrons à 1 franc.	27.375	
50 parents à 50 centimes.	9.125	33.375

2^e année.

500 souscripteurs à 12 francs.	6.000	
50 patrons à 1 fr. 50	18.250	
50 parents à 50 centimes.	9.125	42.500

3^e année.

500 souscripteurs à 12 francs	6.000	
50 patrons à 2 francs	36.500	
50 parents à 50 centimes.	9.125	51.625

Total. . . Fr. 127.500

Soit en moyenne 42.500

Un externat de 100 élèves, pendant la journée, produirait, à raison de 5 francs par mois, et pendant l'année scolaire de 10 mois 5.000

Total. . . . Fr. 47.500 (1)

LA TUTELLE

L'apprentissage, trop négligé maintenant, est assurément d'une importance majeure pour l'ouvrier, car il influe sur toute sa carrière professionnelle et devient l'un des éléments princi-

(1) FORMULE D'ADHÉSION

ÉCOLE D'APPRENTIS DE L'INDUSTRIE PARISIENNE.

*Société fondée par les Chambres syndicales, sur la proposition de la
Chambre syndicale de la Tabletterie.*

Je, soussigné, déclare avoir pris connaissance des statuts de la Société fondée par les Chambres syndicales, sur la proposition de la Chambre syndicale de la Tabletterie, pour fonder à Paris une école d'apprentis de l'industrie parisienne, et je m'engage à verser au trésorier de la Société, pendant 3 années, le montant des cotisations, à raison de un franc par mois soit douze francs par an.

Paris, le 187 .

Signature :

Adresse :

NOTA. — Aucun versement ne sera réclamé avant la constitution de la Société, qui ne fonctionnera que lorsque le nombre de souscripteurs garantira la somme nécessaire à la bonne réussite de son entreprise.

paux qui déterminent le taux de son salaire. De l'apprentissage, de son amélioration dépendent, en outre, notre prospérité industrielle et l'accroissement de notre production. Tout ce qui est relatif à l'apprentissage est donc de nature à intéresser les personnes qui suivent avec souci notre progrès industriel.

Nous croyons devoir appeler de nouveau leur attention sur une fondation qui a déjà contribué à former de bons ouvriers.

L'institution dont il s'agit est due à la généreuse initiative de M. Alp. Piver. Quoiqu'elle fonctionne depuis plusieurs années, c'est seulement depuis peu qu'on a pu commencer à en apprécier tous les résultats.

Voici comment elle fonctionne :

Les enfants sont admis dans le pensionnat d'apprentis en question, connu sous le nom de *la Tutelle*, à partir de l'âge de douze ans ; ils doivent se consacrer à une profession exigeant un véritable apprentissage et qui soit exempte de chômages réguliers. On ne reçoit à *la Tutelle* que des enfants munis d'un contrat d'apprentissage. Les apprentis ne séjournent chez les patrons que pendant les heures de travail de l'atelier ; ils reviennent après au pensionnat. Les repas sont pris en commun, sous la surveillance quasi-paternelle du directeur de l'établissement, M. Canonge, qui consacre tout son dévouement à l'éducation, à l'instruction des jeunes apprentis confiés à ses soins. Trois fois par semaine, le soir, le directeur de *la Tutelle* leur fait des cours de langue française, d'arithmétique, de géométrie élémentaire, de comptabilité ; les trois autres soirées de la semaine sont consacrées aux cours de dessin et de sculpture donnés dans une des écoles de la ville de Paris, par M. Levasseur. Chaque matin, avant de se rendre à l'atelier, les apprentis repassent leurs devoirs, les mettent au net, et, dans la journée, le directeur de *la Tutelle* prend connaissance de ces travaux et les corrige. Le dimanche, les jeunes apprentis font des promenades variées, de nature à la fois à satisfaire l'hygiène et à accroître leurs connaissances.

Chaque samedi, le directeur de *la Tutelle* remet aux apprentis un bulletin qu'ils doivent présenter à leurs patrons et rapporter le soir. Ce bulletin contient les questions suivantes, auxquelles les patrons sont priés de répondre : L'apprenti est-il laborieux ? Est-il docile ? Est-il poli ? Fait-il des progrès ? Est-il exact ? A-t-il reçu une gratification, et quelle est-elle ?

On voit par les indications précédentes qu'il y a séparation complète quant à la direction professionnelle des apprentis et quant à leur direction comme pensionnaires de *la Tutelle*. Sans prétendre empiéter sur les droits des patrons à l'égard de leurs apprentis, le direc-

teur de *la Tutelle*, l'un des signataires du contrat d'apprentissage, exerce cependant son action tutélaire sur les apprentis jusque dans l'atelier. Il suit avec vigilance la marche des jeunes gens confiés à ses soins, et, par des observations, par des remarques judicieuses, il peut, s'il en est besoin, ouvrir des avis utiles et exercer une heureuse influence sur les progrès des apprentis. Les meilleurs rapports n'ont jamais cessé d'exister d'ailleurs entre les patrons des apprentis de *la Tutelle* et le directeur de ce pensionnat...

A la sortie de *la Tutelle*, les jeunes apprentis sont ordinairement possesseurs d'une certaine somme provenant de dépôts accumulés à la Caisse d'épargne, par suite des dons qui leur sont faits chaque fois que leur conduite, soit à l'atelier, soit au pensionnat, a été particulièrement satisfaisante. Ces dons proviennent des libéralités de M. A. Piver, fondateur de *la Tutelle*, qui consacre annuellement à cet établissement de douze à quinze mille francs. Le prix de la pension, payable par la famille de l'apprenti ou le patron, ou conjointement, est de 550 francs par an. Ce chiffre modique ne suffit pas, il va sans dire, pour couvrir les diverses dépenses qu'occasionnent la nourriture, l'entretien, le logement de l'apprenti. La subvention si libéralement donnée par M. A. Piver, permet de couvrir le surplus des frais nécessaires.

Actuellement, *la Tutelle* est établie rue Albouy, 27, et peut recevoir vingt-cinq apprentis. On ne saurait trop applaudir à la généreuse initiative qui a donné naissance à cette institution et qui assure chaque jour sa durée, de même qu'on ne saurait trop louer les soins assidus apportés par M. Canonge dans la direction de cet établissement. Il serait fort utile au progrès industriel que de semblables fondations suscitassent de nombreuses imitations.

INTERNAT D'APPRENTIES ET DE JEUNES OUVRIÈRES,

dirigé par les *Sœurs de Marie Auxiliatrice* (Paris, rue de la Tour-d'Auvergne).

PAR M. LE DOCTEUR MARJOLIN.

De toutes les institutions récentes créées en faveur des jeunes ouvriers, il n'en est peut être pas une qui ait excité à un plus haut degré votre attention que celle des internats d'apprentis; et l'on comprendra facilement quel intérêt vous attachez à la propagation de cette excellente idée, lorsque l'on saura, que grâce à cette innovation de notre époque, tout apprenti, tout jeune ouvrier garçon, ou fille, est à même non-seulement de recevoir l'instruction professionnelle la plus complète chez d'honnêtes industriels, mais d'y trouver outre la protection la plus efficace contre les mauvais entraînements, ces conseils

affectueux, ces témoignages d'attachement et d'affection, qu'il ne pouvait espérer que dans une véritable famille.

Messieurs, on s'est bien souvent demandé, comment des enfants intelligents, doués des meilleures qualités et qui auraient dû être d'excellents ouvriers, des hommes remarquables, ont fini par tourner à mal et de faute en faute en sont arrivés au dernier degré du vice ou du crime. L'explication de cette triste transformation est fort simple; c'est qu'au début de leur carrière, leur entrée dans l'atelier, ils ont manqué de bons conseils, c'est que tout ce qui pouvait à ce moment, les soutenir, les affermir dans la voie du bien, leur a fait défaut et qu'abandonnés à eux-mêmes, ils n'ont pas tardé à écouter les conversations de camarades déjà pervertis; dès lors entraînés par l'exemple et n'ayant pas la force de résister, ils ont été induits à mal, sans avoir la conscience de ce qu'ils faisaient. Interrogez les jeunes détenus de la Roquette et vous verrez que constamment leur récit est le même; tous ont été perdus par le mauvais exemple des parents ou les mauvais conseils de leurs camarades.

Chez la jeune fille, le désordre dans la conduite n'existe pas, tant qu'elle est sous la surveillance de sa mère, mais dès qu'elle est obligée de la quitter pour travailler et surtout si elle est orpheline, les dangers auxquels elle sera exposée sont bien autrement grands, car tous les genres de séduction seront employés pour hâter sa chute et une fois tombée, que de soins, que de temps, que de peine, pour la relever devant elle-même et devant la société. Il est impossible de se faire une idée de toutes ces tristesses, lorsque l'on n'a pas été à même de visiter ces maisons généralement désignées sous les noms de Refuge, de Miséricorde ou de Bon-Pasteur, destinées à recueillir ces malheureuses, dont l'unique pensée est de réparer leur passé par une vie exemplaire. Ce besoin du repentir est tel, que tous les cultes, toutes les communions, se sont empressés d'ouvrir une retraite à ces cœurs brisés que le monde repousse. OEuvres d'une charité sublime, dont les fondateurs ont eu pour récompense la consolation de pouvoir rendre à la société ces mêmes créatures purifiées, retrempées, si je puis employer cette expression, et désormais à l'abri de toute rechute.

Si j'insiste sur ce point, c'est qu'il est vrai et qu'il est rare qu'une jeune fille qui a montré un repentir sincère, retombe

dans la même faute et ce qui lui donne un nouveau courage à sa rentrée dans le monde, c'est que rien de son passé n'est connu.

Mais, Messieurs, s'il est beau de pouvoir ramener au bien ceux qui ont failli, ne pensez-vous pas qu'il y ait pour nous tous, qui nous intéressons réellement au sort de l'enfance ouvrière, un devoir sérieux à remplir, celui de la préserver du mal et de la mettre en garde contre sa propre faiblesse et contre les entraînements de son âge, et n'est-ce pas pour cela que vous avez accueilli si favorablement l'idée des internats d'apprentis, institution excellente pour les garçons, mais cent fois plus précieuse pour de pauvres filles, vivant seules, loin de leurs familles et sans la moindre surveillance, exposées, dès lors, à tous les dangers de l'isolement. C'est pour ce motif que je vous demande la permission de vous entretenir d'une institution qui leur est consacrée et qui, bien qu'existant depuis cinq années, n'est probablement pas connue de la plupart d'entre vous, je veux parler de l'Internat des jeunes ouvrières dirigé par les religieuses de Marie Auxiliatrice.

Cette OEuvre, détachée de la maison-mère résidant à Bourges, s'est formée à Paris en 1871 immédiatement après la guerre et constitue un véritable internat non-seulement d'apprenties, mais d'ouvrières de tout genre, et je ne saurais vous en donner une meilleure idée, qu'en vous disant qu'elle m'a paru en quelque sorte calquée sur l'institution fondée par notre excellent et digne collègue M. l'abbé *Lantiez* ; je crois du reste qu'elle a été visitée par l'honorable M. *Marienval*, Président du Conseil des Prud'hommes.

Quel est le but de cette institution qui compte plusieurs maisons en France et une à Londres ? C'est de recueillir, d'abriter, des jeunes filles envoyées à Paris par leurs familles, soit pour y apprendre un état ou l'exercer, soit pour recevoir de jeunes institutrices. Cette maison n'est pas un refuge, mais une maison de famille, une maison de préservation et pour y être admis il faut que le passé soit intact.

Comme dans l'internat de famille de l'abbé *Lantiez*, comme dans celui de Tours, fondé par la veuve d'un des plus honorables médecins de cette ville, le D^r *Tonnellé*, ces jeunes filles sont réparties dans les ateliers les plus variés ; elles partent le matin entre 7 et 8 et rentrent le soir entre 8 et 9, mais jamais plus

tard ; elles emportent avec elles leur manger, ou si elles le préfèrent, elles l'achètent dans le voisinage de la maison où elles travaillent.

Le dimanche elles ne travaillent pas dehors ; après le service religieux, il y a une classe faite par les sœurs.

Dans ce moment, il y a 33 pensionnaires, et sauf quelques-unes occupées dans la maison et à leurs pièces, les autres vont dans des ateliers, dont les plus éloignés sont à une demi-heure de distance. Inutile de vous dire que les chefs de ces diverses maisons sont en relation avec les sœurs, qu'une surveillance réelle existe sur toutes ces ouvrières et qu'à la moindre faute un peu grave, elles sont immédiatement rendues à leurs familles.

On est reçu dans cette maison depuis 12 ou 13 ans jusqu'à 30 ans environ.

Messieurs, vous serez peut-être surpris de voir que l'on admette dans cet internat des personnes ayant atteint leur 30^e année, mais votre étonnement cessera si vous voulez bien songer que cette institution ne reçoit pas seulement de jeunes ouvrières, mais aussi des personnes devant entrer dans des familles comme institutrices. Ainsi à Londres, la maison établie n^o. 48, Kennington Oval, S. W., est je crois, d'après les renseignements que m'a fournis un de mes amis ayant longtemps habité l'Angleterre, presque consacrée à recevoir de jeunes institutrices françaises ; on n'y est admis que sur de bonnes recommandations.

J'ajouterai que, une fois le prix de la pension, qui est de 1 fr. 50 par jour acquitté, le reste du gain de chaque ouvrière est rendu aux familles, ou placé sur un livret à la caisse d'épargne.

Enfin, et c'est par là que je termine, l'OEuvre dirigée par les sœurs de Marie Auxiliatrice, a fondé une Société de Secours mutuels entre les jeunes ouvrières. Les statuts de cette société que je dépose sur le bureau ont été approuvés par le Préfet de Police le 22 novembre 1875.

STATUTS.

Art. 1^{er}. — La Société de Marie Auxiliatrice a fondé à Toulouse, à Lyon, à Bourges, en Angleterre, etc., des Maisons pour recevoir les jeunes filles obligées de demander au travail leurs moyens d'existence en dehors de la famille.

Art. 2. — Le double but de l'institution est :

1^o D'assurer aux jeunes filles une direction bienveillante et une douce protection pour qu'elles puissent rester honnêtes et chrétiennes dans le monde ;

2^o De les aider par un travail rémunérateur, l'esprit d'ordre et l'amour de l'économie, à se procurer des ressources pour l'avenir en vue d'un établissement, de l'assistance des parents, du mariage, de la vieillesse, etc.

Art. 3. — Les jeunes filles autorisées par leurs parents, et munies d'un certificat de bonne conduite, signé par M. le Curé et par M. le Maire, seront reçues dans la Maison sous les seules conditions d'accepter la direction et les conseils des sœurs de la communauté ; de mener une vie régulière soit au dedans, soit au dehors de la Maison, et de s'employer à un travail sérieux dans leur intérêt propre (1).

Elles ne contractent pas d'engagement pour un temps déterminé, et demeurent toujours libres de rentrer dans leurs familles.

Art. 4. — Les jeunes filles, sur l'avis de leurs parents, travailleront soit dans la Maison, soit au dehors dans les magasins, ateliers, maisons de commerce, ou chez les particuliers.

Dans le premier cas, on s'efforcera de leur procurer, selon leur aptitude, les travaux les plus lucratifs, et elles pourront travailler à leur tâche.

Dans le cas où elles opteraient pour le travail du dehors, on s'efforcera de trouver des maisons où elles seront respectées, et autant que possible à l'abri du danger.

La Société fera exercer sa surveillance par des sœurs coopératrices et par des dames patronnesses.

En toute hypothèse, la jeune fille rentrera le soir, ramenée par des personnes sûres et employées à cet effet, et couchera au couvent.

Art. 5. — La Société de Marie Auxiliatrice, préoccupée des intérêts matériels de ses protégées comme de leurs intérêts moraux, et voulant les prévenir et les encourager par le travail et l'économie, se contentera de la somme la plus modique pour les frais d'entretien.

Il ne sera prélevé sur leur salaire pour la nourriture et le coucher, dans l'année courante, que 1 fr. 50 c. par jour.

Le surplus de la journée de travail leur sera attribué et conservé. A la fin du mois, il sera placé en leur nom à la caisse d'épargne, ou remis à leurs parents.

Art. 6. — Les jeunes ouvrières passeront leur dimanche tout entier au couvent. Après avoir accompli leurs devoirs religieux et usé du

(1) La maison n'étant pas un refuge, mais une Maison de préservation, n'accepte que les jeunes filles jouissant d'une bonne réputation.

temps nécessaire au repos du corps et au délassement de l'esprit, elles recevront des leçons pour entretenir et développer leur instruction.

Art. 7. — Toute jeune fille qui, soit au dedans, soit au dehors, aura mérité de légitimes reproches, sera invitée à quitter la Maison. Il lui sera remis à son départ, après règlement de compte, toutes ses économies.

Art. 8. — Pressée par de vives instances, et dans l'intérêt des enfants et des familles, la Société de Marie Auxiliatrice acceptera dans la Maison des jeunes filles pour l'apprentissage.

L'enfant âgée de 12 ans au moins, et assez forte pour s'appliquer au travail, restera à titre d'apprentie pendant trois mois.

Il sera payé pendant ce laps de temps, centimes par jour. Après ce premier trimestre écoulé, la supérieure avisera les parents ou les protecteurs de la situation de l'enfant, et de la détermination des maîtresses d'ouvrage.

Si l'enfant s'est montrée intelligente, apte au travail et laborieuse, elle continuera à demeurer à la Maison, où elle sera entretenue, c'est-à-dire logée et nourrie en compensation de son travail. Aussitôt que le produit de ses journées excédera les frais d'entretien, c'est-à-dire centimes par jour, elle sera appelée à bénéficier de son travail. Si l'enfant, au contraire, a montré peu d'aptitude ou de bonne volonté, elle sera rendue à sa famille (1).

Les Religieuses de Marie Auxiliatrice reçoivent dans leur Maison les jeunes filles ouvrières qui désirent y prendre habituellement leurs repas et y coucher, moyennant la modique rétribution de 4 fr. 50 c. par jour.

Cette Œuvre vient d'être complétée par la formation d'un SECOURS MUTUEL pour les jeunes ouvrières, qui leur donne, entre autres avantages :

EN CAS DE MALADIE OU DE BLESSURES entraînant incapacité de travail, — les visites du médecin, — les remèdes du pharmacien de la Société, — un lit, — les soins des Sœurs et les frais de séjour au Siège social.

EN CAS DE CHÔMAGE, l'ouvrière associée aura, si elle le désire,

(1) Les personnes qui s'intéressent aux jeunes enfants et aux jeunes filles, et qui voudront les confier à la Société, n'oublieront pas le but de l'Œuvre, qui est de les rendre honnêtes, laborieuses et capables de profiter de leur travail.

Elles devront examiner, en conséquence, si les protégées manifestent une certaine intelligence, une certaine activité, et si elles ont de la bonne volonté.

Dans la Maison, en donnant francs une fois pour toutes, l'enfant apprend à travailler et arrive à se suffire.

pendant un mois, son lit au Siège social; elle y trouvera, en outre, la nourriture à des conditions de grande économie.

Les jeunes filles associées pourront, s'il leur est agréable ou commode, passer au Siège social leur journée du dimanche; elles y prendront, entre elles, au milieu d'installations convenables et confortables, les divertissements de leur âge et y jouiront des meilleures ressources de la vie de famille.

NOTA. — La Société de Marie Auxiliatrice a aussi adjoint à chacune de ses Maisons, des locaux spéciaux, et entièrement séparés de la maison des ouvrières et de celles des apprenties, où les Institutrices et les Demoiselles employées dans le commerce sont reçues, logées et nourries à des conditions en rapport avec les besoins de ces deux classes de jeunes filles, aussi dignes d'intérêt que les premières.

ATELIERS-MODÈLES.

LA FILATURE DE COTON DE MM. THIRIEZ PÈRE ET FILS,
à Looz-lez-Lille (Nord).

Nous croyons devoir publier le *Rapport de la Commission nommée par la Chambre de Commerce de Lille dans sa réunion du 21 janvier 1876, après la lecture de la lettre-circulaire de la Société de protection des Apprentis et des Enfants employés dans les manufactures, relative aux Récompenses à décerner dans la 3^{me} Fête de l'Enfance ouvrière* :

MONSIEUR LE PRÉSIDENT,

La Commission dont j'ai l'honneur d'être le rapporteur a eu pour mission de rechercher si, parmi les Chefs d'usines ou de fabriques de son ressort, il s'en trouvait qui fussent dignes d'être signalés au jury des récompenses de la Société de protection des apprentis, comme ayant donné des preuves constantes de sollicitude en faveur de l'Enfance ouvrière.

Nous pouvons citer un certain nombre de nos manufacturiers qui s'occupant avec une très-louable sollicitude, sous une forme ou sous une autre, des jeunes ouvriers qu'ils emploient; mais nous ne voulons proposer à la récompense offerte par la Société de protection que des actes hors ligne, et nous sommes heureux de pouvoir lui signaler un exemple éclatant de ce que peut produire une haute intelligence des besoins de l'ouvrier mise en jeu par un sentiment chrétien et par l'intuition d'un intérêt personnel bien entendu.

Ce noble exemple nous est donné par MM. Thiriez père et fils, filateurs de coton à Looz-lez-Lille, dont les agissements philanthropiques ont déjà été signalés par la Société industrielle du Nord de la France.

Notre monde commercial a été frappé des développements rapides de leur magnifique établissement, aujourd'hui l'un des plus considérables de notre rayon; mais, ce que l'on ne sait pas assez peut-être, c'est à quel point la sollicitude de MM. Thiriez père et fils s'étend et s'exerce pour le bien-être et la moralisation des travailleurs de tous les âges placés sous leurs ordres, sollicitude qui accueille l'ouvrier dès sa plus tendre enfance, l'aide et le moralise dans l'âge mûr et le soutient jusqu'aux limites extrêmes de la vie.

En étudiant les diverses institutions créées par ces généreux industriels et alimentées à leurs frais en faveur des 1,500 ouvriers qu'ils emploient et qu'ils rémunèrent très-libéralement, nous devons citer :

Pour l'enfance et pour les apprentis :

1° Une crèche de vingt-cinq berceaux, dont quinze sont occupés en ce moment par les poupons de leurs ouvrières.

2° Une salle d'asile où 90 enfants de trois à sept ans reçoivent les soins les plus touchants;

3° Une école suivie très-exactement par 85 garçons et 148 filles de douze à quinze ans;

4° Un orphelinat de jeunes filles.

Ces fondations sont dirigées avec une sollicitude maternelle par six sœurs de Saint-Vincent-de-Paul, rétribuées par MM. Thiriez.

Nous nous étendrons plus loin sur l'École et sur l'Orphelinat, qui seuls rentrent dans le programme de la Société de protection, et dont l'économie a besoin d'être exposée avec quelques détails.

En faveur des adultes il a été créé :

1° Une caisse de secours aux malades.

Beaucoup de nos ateliers ont des caisses concourant au même but : les fonds en sont formés pour la plupart par une retenue opérée sur le salaire de l'ouvrier et par les amendes qu'ils ont encourues. Ici rien de semblable; les secours donnés aux malades sont un des effets de la charité fraternelle de MM. Thiriez pour leurs modestes coopérateurs!

Les hommes mariés reçoivent, par chaque jour de maladie... 1' »

Les célibataires et les femmes au-dessus de seize ans..... » 60

Les enfants de douze à seize ans..... » 40

Pour récompenser les services rendus par un séjour plus ou moins prolongé dans la maison, les sommes ci-dessus sont augmentées de :

1/4 pour ceux travaillant depuis 3 ans sans interruption.

1/2 — — — 6 — —

3/4 — — — 9 — —

Et le secours est doublé après 12 ans!

Mais ce que nous tenons surtout à signaler, c'est que cette disposition s'applique aussi bien aux femmes en couches qu'aux malades ! Quand on sait combien d'enfants meurent, faute des soins de leur mère, dans le premier mois de leur existence, et combien de femmes restent frappées de maladies ou d'infirmités pour avoir repris le travail trop tôt après leurs couches, on appréciera toute la portée de la sollicitude de MM. Thiriez pour leurs ouvrières se trouvant dans cette position, et pour que le bienfait ait toute son efficacité, les mères ne sont reçues dans les ateliers que quarante-deux jours après leur délivrance parce que, disent les règlements, « ce temps leur est nécessaire pour bien se soigner et bien soigner leurs nouveaux-nés. » Si elles ne sont pas rétablies après six semaines, le secours leur est continué à titre de maladie, sur une attestation du médecin.

Dès que leur enfant a atteint l'âge de trois mois, elles peuvent le confier à la crèche de l'établissement et l'y laisser jusqu'à trois ans, époque à laquelle il passe à la salle d'asile.

2^e Une pension de retraite est assurée aux anciens ouvriers après un temps de concours déterminé. C'est une véritable institution des Invalides du travail, créée par MM. Thiriez au profit de leurs vieux serviteurs. Nous en joignons ici les statuts pour n'avoir pas à nous étendre sur un sujet qui ne rentre pas précisément dans le cadre de l'enquête.

3^e Et enfin, pour ne rien négliger de ce qui peut contribuer à moraliser leurs ouvriers et à augmenter leur bien-être par l'économie, MM. Thiriez ont poussé la sollicitude jusqu'à créer chez eux une caisse d'épargne, qui a déjà reçu en dépôt 75,000 francs, bien qu'elle ne fonctionne que depuis peu de temps. L'intérêt est servi à 6 0/0 l'an, ce qui est un grand attrait pour les déposants. Nous joignons au présent rapport un livret qui montre la simple et excellente économie de cette caisse où toute somme, si minime qu'elle soit, est sollicitée et encaissée au moment de la paie de chaque quinzaine. Dès qu'un ouvrier s'est décidé à se faire ouvrir un livret, on peut être sûr qu'un petit pécule ne tardera pas à s'y accumuler, comme une réserve précieuse pour les mauvais jours.

Les fondations en faveur des adultes ne font pas partie du programme tracé par la Société de protection des apprentis ; mais nous n'avons pu résister au désir de les faire connaître à la Chambre de commerce. Peut-être jugerez-vous opportun, Monsieur le Président, de les mentionner dans le Mémoire que vous vous proposez d'adresser à la Société de protection. Elle les lira, croyons-nous, avec intérêt, et cet exposé permettra à son Jury des récompenses d'apprécier mieux encore le mérite des éminents Industriels sur lesquels nous appelons son attention.

Abordons maintenant, avec quelques détails, les œuvres qui sont

l'objectif de la Société protectrice des jeunes apprentis, c'est-à-dire : l'École, les Apprentis, l'Orphelinat.

L'École. — Ainsi que nous l'avons dit, elle est dirigée par des sœurs de Saint-Vincent-de-Paul, et fréquentée par 230 élèves, garçons et filles, dont les leçons sont prises à des heures différentes. Tous savent lire et écrire en peu de temps et, quel que soit leur degré d'instruction, les leçons leur sont continuées jusqu'à quinze ans.

Les classes se suivent toute la journée par 25 à 30 élèves à la fois, groupés suivant leur savoir et se remplaçant de deux heures en deux heures.

Les enfants, étant peu nombreux, profitent parfaitement des leçons : ceux dont les facultés sont le moins développées sont l'objet d'une attention particulière des sœurs institutrices, et nous avons été frappé du degré d'avancement général de leurs élèves, relativement à leur âge.

Une distribution de prix et de récompenses a lieu chaque année comme dans les écoles communales. Les premiers dans chaque faculté reçoivent des livrets de caisse d'épargne de 10 ou de 5 francs, ce qui leur est une première incitation à l'économie ; les autres reçoivent des vêtements, et nous dirons volontiers que presque tous en sont gratifiés, car les bonnes sœurs s'arrangent en conséquence.

Les Apprentis. — Nous désignons ainsi les jeunes ouvriers, car il n'y a pas ici de contrats d'apprentissage proprement dits.

Les enfants ne sont jamais admis chez MM. Thiriez avant l'âge de douze ans ; ils sont employés à divers travaux à leur portée, à la filature ou à la retorderie de coton.

Les garçons et les filles sont dans des ateliers séparés. Les ateliers sont vastes, admirablement aérés et dans des conditions hygiéniques parfaites. La température en est douce et régulière et le travail ne nous a paru ni difficile ni fatigant.

Les enfants de douze ans gagnent en entrant 90 centimes par jour ; bientôt après quelques mois de séjour dans la fabrique, leur salaire atteint généralement 1 franc ; puis on les augmente graduellement de 10 centimes par jour suivant leur aptitude, et presque tous arrivent à gagner 2 francs à l'âge de seize ans. Plus tard, par la grande habitude, de seize à dix-sept ans, ils gagnent de 2 fr. 50 à 3 francs, comme lustreurs ou rattacheurs, et les filles, dévideuses ou bobineuses à la tâche, gagnent de 2 fr. 50 c. à 2 fr. 75 c.

Nous avons dit qu'outre le bienfait de l'instruction, les enfants de douze à seize ans reçoivent un secours de 40 à 50 centimes par jour en cas de maladie et, comme les ouvriers, ils sont admis à déposer à la caisse d'épargne de la maison, ce à quoi les chefs de l'établissement, ainsi que les bonnes sœurs, ne manquent pas de les inciter.

MM. Thiriez étudient l'opportunité de créer des contrats d'apprentissage; mais, à vrai dire, les jeunes ouvriers nous paraissent aussi attachés à l'établissement par les agissements paternels de leurs patrons et par leur propre intérêt que s'ils étaient liés par un contrat.

L'Orphelinat. — Cette institution est celle qui nous a le plus ému, et nous croyons qu'elle attirera plus particulièrement aussi l'attention de la Société de protection des apprentis, parce qu'elle répond directement à l'une de ses plus vives et de ses plus légitimes sollicitudes.

Il n'est pas sans intérêt de noter l'incident qui a fait naître chez MM. Thiriez la pensée de cette touchante création; nous croyons ne pouvoir mieux faire que de reproduire ici le simple récit qu'ils nous en ont fait.

« En 1872, nous ont-ils dit, nous avions déjà des sœurs qui dirigeaient la crèche et les écoles. Une de nos jeunes ouvrières, orpheline, fut mise un soir brutalement à la porte par son logeur sous un prétexte futile. La pauvre enfant, éperdue et ne sachant où passer la nuit, s'en vint frapper à la porte des sœurs en les suppliant de lui donner asile. Les bonnes sœurs la recueillirent et, touchées de son abandon et du danger auquel elle était exposée, nous demandèrent, le lendemain, la permission de la garder indéfiniment. L'idée nous vint alors de rendre le même service à plusieurs de nos autres jeunes ouvrières sans parents; et l'Orphelinat fut fondé!

» En ce moment elles sont vingt, et cet essai nous ayant donné une entière satisfaction, nous disposons un plus vaste local pour donner un notable développement à cette œuvre. »

Nous avons vu, en effet, des terrains et des bâtiments acquis récemment dans ce but par MM. Thiriez, et dont les constructions vont être appropriées à l'ensemble de leurs institutions de bienfaisance.

Les orphelines, même en dessous de douze ans, sont admises à l'Orphelinat. Jusqu'à cet âge, elles apprennent à coudre, et, à douze ans, elles entrent à la filature. Les sœurs les logent, les nourrissent, les entretiennent comme les autres orphelines, et, en un mot, remplacent près de ces enfants la mère qu'elles ont perdue.

Les orphelines travaillent comme les autres ouvrières; même ouvrage, même salaire suivant leur âge, leur ancienneté et leur aptitude, soit à la journée, soit à la pièce. Elles arrivent le matin à la cloche, et vont prendre leurs trois repas à la maison des sœurs qui est la leur.

Chaque orpheline a son lit particulier, et nous avons admiré l'ordre, la simplicité et la parfaite tenue des dortoirs rangés chaque matin par les jeunes filles elles-mêmes avant leur départ pour l'atelier.

A son entrée dans la maison, chaque enfant reçoit un livret, mis chaque quinzaine à jour par les sœurs, et indiquant, d'un côté les dépenses de l'enfant, de l'autre les recettes, c'est-à-dire le montant de son gain pendant la quinzaine; ce gain est attesté par le billet de paie qu'elle reçoit comme toutes les ouvrières de la maison. Ce billet a encore l'utilité de faire connaître à la sœur Directrice la conduite de l'orpheline au travail, par l'importance de la rémunération qui s'y trouve relatée.

La sœur retire alors 1 fr. 15 c. par jour pour le logement, le blanchissage, la nourriture et le raccommodage des vêtements des jeunes filles; puis, elle note les différents frais d'habillement et les menues dépenses qu'elles font avec l'autorisation des sœurs. Semblables à de bonnes mères de famille, celles-ci leur permettent les différents petits achats de fantaisie qu'elles peuvent raisonnablement désirer.

Autant que les heures de repas le permettent, les sœurs tiennent à initier leurs pupilles aux soins du ménage; après les heures de travail, celles qui le demandent aident à la cuisine, à la lessive, au repassage, etc., etc.

On comprend que les plus jeunes, avant d'être admises dans la fabrique et dans la période de leur apprentissage, ne gagnent pas de quoi suffire à leur dépense: elles sont constituées en arriéré; mais, à 14 ans, elles se suffisent généralement et commencent bientôt à économiser quand elles ne sont pas entrées trop jeunes dans l'établissement, car elles ont d'abord à compenser leur arriéré.

Leurs économies, jointes aux récompenses qui sont données à la Sainte-Catherine, fête patronale de l'Orphelinat, sont placées à la caisse d'épargne et se grossissent des intérêts cumulés à 6 0/0 l'an; toutes, à leur majorité, auront accumulé une certaine somme, et quelques-unes même une somme relativement assez importante qui pourra aider à les placer avantageusement ou à leur constituer une petite dot.

Deux de ces orphelines qui donnent une complète satisfaction à leurs bienfaiteurs, en offrent déjà un exemple frappant.

Clara DEBONDU, née en 1838, a été recueillie à l'Orphelinat le 10 juin 1872; c'est une ouvrière capable et tranquille; elle gagne en moyenne 2 fr. 75 c. par jour: elle a, avec elle, une plus jeune sœur qui ne se suffit pas encore entièrement, et elle envoie quelque argent à une autre sœur en service; malgré ces sacrifices, elle a déjà à son livret une somme de 460 francs.

Clémentine VANHOO, née en 1837, est entrée à l'Orphelinat le 22 février 1872; elle est bobineuse et gagne 2 fr. 50 c. par jour. Son livret d'épargne est crédité déjà de 550 francs.

On le voit, les bonnes institutions, comme les bons arbres, produisent de bons fruits.

Nous citons ces deux exemples, parce qu'ils nous paraissent rentrer dans l'article 4 du programme de la Société de protection des jeunes Apprentis, et que nous serions heureux que son Jury voulût bien, pour l'exemple, et comme objet d'émulation pour l'Orphelinat, récompenser ces deux sages et laborieuses apprenties par le don d'une médaille, sinon par une prime en argent.

Pour accomplir jusqu'au bout leur mission paternelle envers leurs orphelines, MM. Thiriez destinent à celles qui se marieront dans des conditions irréprochables une dot de 200 francs. Ils agissent avec la même libéralité vis-à-vis des autres ouvrières de leur établissement. Depuis cette décision, très-peu de ces dernières ont mérité cette faveur, mais ils ont la ferme confiance que, grâce aux excellents principes que leur donnent les bonnes sœurs, leurs chères orphelines s'en montreront généralement dignes.

Ainsi constatons que, contrairement aux autres fondations que nous avons énumérées et qui commandent à MM. Thiriez des sacrifices assez importants, l'Orphelinat s'alimente de lui-même et ne vient, pour ainsi dire, pas grever leur budget.

Nous avons tenu à entrer dans ces détails, bien moins pour montrer combien MM. Thiriez sont dignes de la distinction que nous serions heureux de leur voir accorder par le Jury des récompenses de la Société de protection des Apprentis, que parce que nous savons que cette Société, qui incite au bien avec zèle, aime surtout à rencontrer de bons exemples, à les propager et à encourager à leur imitation.

L'économie de cet Orphelinat industriel nous a paru particulièrement digne d'être vulgarisée, parce qu'il est d'une réalisation facile pour les chefs d'établissements qui emploient un nombreux personnel, et sans que cette bonne œuvre les entraîne à des sacrifices.

Les orphelinats ordinaires, alimentés le plus communément par des ouvriers, n'ont pour toute ressource, que des travaux de couture ou de broderie, généralement peu payés; la concurrence que ces maisons se font entre elles est elle-même une cause de l'amointrissement et de la modicité des salaires; aussi, la plupart des orphelinats établis sur cette base sont-ils forcés de demander une pension ou le versement d'une somme une fois payée pour admettre une orpheline, ou bien encore ils doivent recourir à la bienfaisance publique.

Les salaires plus élevés que peuvent payer les industriels, relativement à ceux dévolus aux travaux à l'aiguille, dispensent les orphelinats industriels d'avoir recours à l'aliment précaire de la charité. Ainsi que nous le voyons, non-seulement les orphelines se suffisent et font même des économies pour l'époque de leur majorité, mais encore cette combinaison permet de recueillir de pauvres jeunes filles sans parents, avant l'âge où elles peuvent gagner un salaire quel-

conque, et les mettre à l'abri de l'abandon et de la misère jusqu'à l'âge initial où elles pourront être admises dans la fabrique avec la presque certitude que cette bonne action ne sera pas onéreuse à celui qui l'aura faite.

Les manufacturiers qui ont l'emploi d'un grand nombre d'apprenties, trouveront, dans cette touchante institution, une pépinière d'ouvrières stables, honnêtes et de bonne volonté, dont ils disposeront selon les nécessités de leurs travaux, et l'immense service qu'ils auront rendu aux pauvres enfants abandonnées ne leur aura coûté que l'initiative d'une bonne action.

Nous avons l'honneur de vous présenter, Monsieur le Président, l'expression de nos sentiments dévoués.

Le Rapporteur,

Aug. LONGHAYE (1).

REVUE DE L'ÉTRANGER.

ALSACE-LORRAINE. — *Société industrielle de Mulhouse*, célébration du 50^e anniversaire de la fondation de la Société. — Nous croyons devoir mettre sous les yeux de nos lecteurs le programme de ce premier jubilé, célébré par la Société industrielle de Mulhouse :

Jeudi 11 mai. — Ouverture de l'Exposition.

Les salles du rez-de-chaussée sont affectées à l'exposition d'horticulture, et le premier étage aux expositions industrielle et des beaux-arts.

Séance générale. — Allocution du Président.

Histoire de la Société industrielle, par M. le Dr A. Penot.

COMITÉ DE CHIMIE. — Études électro-chimiques des dérivés du benzol, par M. le Dr F. Goppelsröder.

COMITÉ DE MÉCANIQUE. — Éclairage industriel par la lumière électrique. Pouvoir éclairant. Force motrice dépensée, par MM. P. Heilmann et Th. Schneider.

Note résumant les expériences dirigées par M. G.-A. Hirn, et faites sur les machines à vapeur en 1873 et 1875, par M. O. Hallauer.

COMITÉ D'UTILITÉ PUBLIQUE. — L'épargne et la prévoyance dans leurs manifestations à Mulhouse, par M. Engel-Dollfus.

(1) Ce Rapport a été imprimé par les soins de la Chambre de commerce de Lille.

Rapport sur ce mémoire, et sur une communication relative à un nouveau mode de formation du capital chez l'ouvrier, par M. Ivan Zuber.

COMITÉ DE COMMERCE. — Mémoire sur l'histoire et la statistique commerciale du rayon industriel de Mulhouse, depuis 1830 jusqu'à nos jours, par M. Ed. Schwartz.

COMITÉ DES BEAUX-ARTS. — Rapport présenté au nom du Comité, par M. Ernest Zuber.

COMITÉ DE CHIMIE. — Communications diverses.

COMITÉ DE L'INDUSTRIE DU PAPIER. — Note sur les matières textiles employées dans la papeterie, par M. Amédée Rieder.

COMITÉ D'HISTOIRE ET DE STATISTIQUE. — Inventaire inédit d'une imprimerie et imagerie populaire à Mulhouse, en 1559, par M. J. Coudre.

ASSOCIATION PRÉVENTIVE DES ACCIDENTS. — Rapport général sur l'Association, par M. Th. Schlumberger.

ASSOCIATION ALSACIENNE DES PROPRIÉTAIRES D'APPAREILS A VAPEUR. — Rapport sur la situation et les travaux de l'Association.

COMITÉ DU MUSÉE HISTORIQUE. — Pages inédites pour servir à l'histoire des pénalités de l'ancienne république de Mulhouse aux ^{xvi}^e, ^{xvii}^e et ^{xviii}^e siècles, par M. Aug. Stoeber.

COMITÉ D'HISTOIRE NATURELLE. — Les sondages récents des environs de Mulhouse par M. Ch. Zündel.

Banquet par souscription dans la grande salle du rez-de-chaussée.

Vendredi 12 mai. — Départ pour Dornach et visite aux Cités ouvrières.

Visite à l'établissement de MM. Dollfus-Mieg et C^{ie} et de leurs installations nouvelles :

a Machine à vapeur horizontale, à deux cylindres inclinés, système Woolf.

b Devantures de chaudières à bouilleurs, système perfectionné.

c Application de l'air comprimé à la ventilation des ateliers.

d Grande pompe à incendie fixe à vapeur, avec tous ses accessoires.

e Nouveaux appareils extincteurs de grandes dimensions (application de l'air comprimé).

f Appareils pour le contrôle des rondes de gardes de nuit. (Application du timbre sec.)

g Chemin de fer 76 centimètres d'écartement pour le service de l'établissement, avec ses accessoires, locomotives, matériel, aiguilles, signaux, etc.

Etc., etc.

Grande manœuvre par le service d'incendie de l'établissement, auquel se joindront les deux pompes à vapeur de la ville de Mulhouse.

Inauguration de la ligne de chemin de fer.

Promenade sur la partie terminée du réseau.

Déjeuner offert aux membres de la Société industrielle par M. Engel-Dollfus, vice-président de la Société, dans la salle de réunion de Dornach.

Visite de la salle de réunion et du Musée archéologique et alsatique de M. Engel-Dollfus.

Rentrée à Mulhouse et arrêt à l'École de dessin pour visiter le Musée de dessin industriel et le Musée historique de Mulhouse, fondés sous les auspices de la Société industrielle.

Le reste de la journée du vendredi et le samedi 13 mai, ainsi que les jours suivants, des visites pourront être faites à quelques établissements industriels, dont la liste sera communiquée aux membres qui en exprimeront le désir, et qui comprend les ateliers de la Société alsacienne de constructions mécaniques, ceux de MM. Heilmann-Ducommun et Steinlen, etc., etc.

Samedi 13 mai. — Concert donné dans la grande salle de réunion du Cercle mulhousien, et offert par les sections musicales du Cercle aux membres de la Société industrielle et à leurs familles.

Dimanche 14 mai. — FESTIVAL CHORAL ET INSTRUMENTAL organisé dans l'ancien Jardin zoologique par les Sociétés chorales de Mulhouse, Dornach et Kingersheim, avec le concours de plusieurs sociétés de chant, de fanfares et de gymnastique des localités industrielles du Haut-Rhin.

EXTRAIT DU RÈGLEMENT DE L'EXPOSITION

ARTICLE 9.

L'exposition s'ouvrira le 11 mai 1876. Elle durera jusqu'au 15 juin.

Les trois premiers jours, elle sera réservée exclusivement aux membres de la Société industrielle et à leurs familles.

Les jours suivants, à partir du 14 mai, l'exposition sera publique.

Le prix d'entrée, fixé à 1 franc, sera abaissé à 50 centimes pendant les dix derniers jours.

Des cartes d'entrée gratuites et personnelles pourront être délivrées, sur leur demande, aux établissements industriels, afin de permettre la visite de l'exposition à leur personnel ouvrier.

ANGLETERRE. — *L'Exposition scientifique de Londres.* — L'exposition scientifique organisée au South-Kensington Museum, près de Londres, à l'aide d'appareils et d'instruments prêtés par des particuliers ou des Sociétés savantes vient d'ouvrir ses portes. Plus de 10,000 instruments ont été réunis.

On ne saurait rien concevoir de plus intéressant que cette collection, où l'on peut suivre les progrès accomplis par l'esprit humain dans le domaine de la science pendant les cinq derniers siècles. Le plus ancien des objets exposés date de l'année 1345. C'est un astrobale.

Parmi les instruments qui rappellent des découvertes célèbres, on remarque un quart de cercle ayant appartenu à Tycho-Brahé, les télescopes de Newton, de Herschell, de Galilée. Paris a envoyé de l'Observatoire, du Conservatoire des Arts-et-Métiers, du Collège de France, de la Sorbonne, de l'École polytechnique, les appareils originaux de Lavoisier, de Biot, d'Ampère, de Fresnel, d'Arago, de Dumas, de Regnault, de Fizeau, de Berthelot, de Becquerel, etc.

Les objets sont classés de la manière suivante : arithmétique, géométrie, cinématique, statique, dynamite, physique, astronomie, mécanique appliquée, chimie, météorologie, géographie, géologie, minéralogie, cristallographie et biologie.

BELGIQUE. — *Exposition internationale d'hygiène et de sauvetage.* — Nous rappelons que le 20 juin s'est ouverte à Bruxelles une Exposition internationale d'hygiène et de sauvetage.

CHRONIQUE

INSTRUCTION PRIMAIRE. — *Les Écoles.* — M. le Ministre de l'instruction publique vient d'adresser aux Préfets les circulaires suivantes :

Paris, le 15 juin 1876.

Monsieur le Préfet,

L'intention du Gouvernement est d'assurer aussi promptement que possible les bienfaits de l'instruction primaire à tous les enfants en âge de fréquenter l'école. Pour que ce but soit sûrement atteint, plusieurs conditions préliminaires doivent être remplies.

Il faut, en premier lieu, que les établissements scolaires soient assez nombreux dans notre pays pour que l'école se trouve partout à la portée des familles et que, dans aucun cas, l'enfant de six à treize ans n'ait à parcourir une distance tellement grande, que son assiduité ne puisse être raisonnablement exigée. Il faut, en second lieu, que les locaux scolaires présentent, par leur étendue et leur disposition intelligente, toutes les garanties désirables de commodité et de bonne hygiène.

Il faut surtout que l'air et la lumière pénètrent abondamment dans les salles de classe. Ne l'oublions pas, Monsieur le Préfet, rendre le

séjour de l'école attrayant pour l'élève, donner au père de famille cette conviction que la santé de son enfant ne peut être compromise par la fréquentation de la classe primaire, c'est répondre de la façon la plus catégorique à l'une des principales objections qu'ont formulées les adversaires de l'obligation en matière d'instruction primaire.

Il faut enfin que l'instituteur trouve dans le bâtiment d'école une installation convenable pour lui et les siens; et qu'un jardin d'étendue suffisante soit mis à sa disposition. N'est-il pas, en effet, souhaitable, à tous les points de vue, que le maître puisse s'attacher à la maison d'école, qu'il fasse des efforts pour l'approprier à ses goûts, à ses besoins, si bien qu'au bout d'un certain temps, il soit porté à la considérer désormais comme sienne?

N'est-il pas juste, d'autre part, que les avantages offerts par l'habitation qui lui est concédée apportent quelque allègement aux fatigues très-réelles résultant de son labeur quotidien?

Pour entrer dès à présent dans la voie qui vient d'être indiquée, le Gouvernement n'a point hésité à demander aux pouvoirs publics de nouveaux subsides qui permettront à l'État de venir en aide aux départements et aux communes d'une manière plus large et par suite plus efficace, quand il s'agira de constructions ou d'appropriations de maisons d'école et d'acquisitions de mobiliers scolaires.

Ces propositions ont déjà été accueillies avec une sympathie marquée par la Commission du budget que la Chambre des députés a choisie dans son sein, et l'on peut croire qu'à cet égard la Commission n'a fait que répondre par avance aux sentiments qui animent les deux Assemblées pour tout ce qui touche à l'instruction populaire.

A ce point de vue, mais sans vouloir préjuger toutefois les décisions qui seront prises par le Sénat et la Chambre des députés, je vous prie, Monsieur le Préfet, de faire connaître *sans retard* aux Administrations municipales quelles sont, sur la question qui nous occupe, les intentions du Gouvernement. Il importe beaucoup que l'emploi des crédits qui seront votés puisse être utilement opéré dès le printemps de l'année prochaine.

Vous voudrez bien, en conséquence, provoquer de la part des Conseils municipaux et notamment dans les communes où les besoins sont déjà constatés, des délibérations tendant à faire mettre immédiatement à l'étude, soit des projets de création d'écoles nouvelles de chef-lieu ou de hameau, soit des projets de construction, d'acquisition, d'agrandissement ou d'assainissement de bâtiments à destination d'école.

Il est nécessaire que les plans et devis soient dressés *dans le plus bref délai*, pour que les démarches de secours, après avoir subi l'instruction réglementaire, puissent être, conformément à la loi du 10 août 1871, soumises aux délibérations du Conseil général de la session d'août prochain.

Vous voudrez bien me transmettre ensuite chaque dossier, avec toutes les pièces à l'appui, ainsi qu'un extrait de la délibération du Conseil général fixant la quotité de la subvention qui pourrait être attribuée à chaque commune intéressée, sur les fonds du département.

Recevez, Monsieur le Préfet, l'assurance de ma considération distinguée.

Le Ministre de l'instruction publique et des beaux-arts,

WADDINGTON.

Paris, 15 juin 1876.

Monsieur le Préfet,

Au moment où l'opinion publique se préoccupe avec raison de l'installation matérielle de nos écoles primaires, il est nécessaire que je sois exactement renseigné sur l'état des bâtiments scolaires dans les communes de votre département; le tableau ci-joint est destiné à recevoir les divers renseignements qu'il m'est indispensable de posséder.

Ainsi que vous le verrez par les titres placés en tête de chacune des colonnes, ce tableau comprendra non-seulement les écoles existantes mais encore celles qu'il faudrait créer et installer pour pouvoir donner l'instruction primaire à tous les enfants qui, en raison de leur âge, doivent être assurés d'y trouver leur place.

Je n'ai pas besoin d'insister, Monsieur le Préfet, sur l'importance de ce travail qui intéresse les communes à un si haut degré.

Je vous demande de m'en faire parvenir tous les éléments pour le 15 octobre au plus tard.

Recevez, Monsieur le Préfet, l'assurance de ma considération distinguée.

Le Ministre de l'instruction publique et des beaux-arts,

WADDINGTON.

Suit un tableau indiquant le nom des communes et des hameaux, leur population, le nombre des enfants en âge de suivre l'école, c'est-à-dire de 6 à 13 ans, les écoles dont l'installation ne laisse rien à désirer au point de vue de l'hygiène, de l'étendue et de la disposition des locaux, les écoles dont l'installation laisse à désirer avec la nature des améliorations réclamées.

CONSEIL MUNICIPAL DE PARIS. (Séance du 9 mai). — M. Degouves-Denuncques propose qu'on institue dans les arrondissements de Paris, où l'initiative privée n'a pas encore pourvu, des Cours de comptabilité commerciale et de tenue de livres pour les adultes-femmes.

M. Jobbé-Duval dépose une proposition tendant à créer, à bref délai, à Paris, des orphelinats laïques municipaux et un hospice pour les enfants incurables pauvres (qui seraient soignés par des laïques).

M. Lauth appelle l'attention de l'Administration sur l'intérêt que présente le développement de l'enseignement de la gymnastique dans

les écoles de filles de la Ville. Il demande que le vœu émis par le Conseil à ce sujet soit bientôt mis à exécution.

— *Écoles primaires supérieures.* — M. G. Gréard, directeur de l'Enseignement primaire du département de la Seine, vient de soumettre à M. le Préfet de la Seine des propositions pour l'emploi de la somme de cinq millions que le Conseil municipal a décidé de prélever sur le produit du nouvel emprunt pour l'affecter à des constructions scolaires.

D'après ces propositions, deux millions seraient réservés pour l'acquisition de terrains et à la construction de bâtiments en vue d'établir trois nouvelles écoles primaires supérieures (type de l'école Turgot), dont deux sur la rive droite et une sur la rive gauche. Il serait créé, de plus, une nouvelle école supérieure de dessin dans le onzième arrondissement.

Enfin, l'excédant disponible sur la somme de cinq millions serait appliqué à la construction de cinq ou six nouveaux groupes scolaires complets dans les arrondissements les plus peuplés.

— *Les Écoles de la ville de Paris. (L'eau.)* — Les inspecteurs de l'enseignement primaire et les membres des délégations scolaires d'arrondissement qui visitent les écoles de la ville de Paris se sont souvent plaint du manque d'eau dans la plupart des établissements.

En été, surtout, il est telle école dont les préaux ne peuvent être arrosés qu'une fois ou deux par semaine, en sorte que les enfants sont condamnés à avaler des flots de poussière au lieu de l'air pur qu'ils devraient respirer en abondance au moment des récréations.

Pour remédier à ce fâcheux inconvénient, M. Ferdinand Duval, vient de soumettre à l'approbation du Conseil municipal un devis de travaux à exécuter dans les principaux groupes scolaires de la Ville, en vue d'y établir des distributions d'eau abondantes. Des appareils d'arrosage analogues à ceux qui existent sur les voies publiques seront installés dans toutes ces écoles, et, désormais, la salubrité en sera complète.

La dépense nécessitée par les travaux projetés n'est pas moindre de 206,000 francs.

— *L'Orphéon de la Ville de Paris.* — La grande séance annuelle de l'Orphéon a eu lieu le dimanche, 14 mai, au cirque des Champs-Élysées.

Une répétition générale a été faite le matin même du festival à huit heures. Comme le concert public ne commençait qu'à une heure et demie, les 800 petits chanteurs n'ayant pas le temps d'aller déjeuner chez eux, ont mangé aux frais de la ville de Paris, 140 livres de saucisson, 150 de fromage, et 800 petits pains de 15 centimes, le tout arrosé par 110 litres de vin répartis équitablement.

La séance a eu lieu sous la présidence de M. le Préfet de la Seine. On remarquait dans l'auditoire, M. Forest, président du Conseil municipal, ainsi qu'un grand nombre de conseillers municipaux, M. Gréard, directeur de l'enseignement primaire du département, M. le marquis de Chennevières directeur des Beaux-Arts, M. le vice-amiral Bourgeois, M. le marquis de Gouvion Saint-Cyr, plusieurs compositeurs et professeurs au Conservatoire de musique. La vaste enceinte du cirque était comble et un grand nombre de personnes n'ont pu trouver place. Cette séance a été une des plus brillantes de l'Orphéon.

Sous la direction de M. François Bazin, les jeunes filles, les garçons et les adultes des écoles communales, formant un ensemble de 1,200 exécutants, ont chanté la *Sérénade*, de M. Félicien David, la *Symphonie vocale* de M. François Bazin, le *Retour de l'hirondelle*, de M. Arnoud, *Gloire à la France*, de M. François Bazin, *Cracoviak*, de Moniuszko, et la *Séguidille*, de Puig y Absubide, etc. ; plusieurs morceaux du programme ont été redemandés.

M. le Préfet a vivement félicité M. François Bazin sur les beaux résultats de sa direction, et l'a chargé de transmettre officiellement ses compliments aux professeurs et aux élèves de l'Orphéon.

— *Les travaux des enfants à l'Exposition de Philadelphie.* — Voici quels sont les objets que la ville de Paris envoie à l'Exposition internationale de Philadelphie, d'après la décision récente de la Commission spéciale instituée au Luxembourg :

Il y aura d'abord tous les divers plans de Paris qui viennent d'être terminés, et qui, faits à l'échelle de 1/5.000 et de 1/10.000, sont certainement le plus beau travail qui ait été fait dans ce genre jusqu'à ce jour.

Ensuite viendront les plans des réseaux d'égouts, ceux de nos principaux monuments publics, des spécimens d'appareils de sauvetage, des modèles de mobiliers scolaires pour les élèves des écoles de la Ville, etc.

Enfin, et c'est là surtout ce qui mérite d'être signalé, la Ville enverra à Philadelphie des ouvrages de couture, broderies, confections, lingerie, etc., faits par les jeunes filles des asiles et des ouvroirs publics.

Cette dernière partie est assurée du plus grand succès et c'est, en tous cas, une innovation à laquelle nous le souhaitons très-sincèrement.

— *L'Externat surveillé dans les Écoles de Paris.* — Une réforme éminemment utile tend à se réaliser dans le service parisien de l'enseignement primaire : nous voulons parler du régime de l'externat surveillé, appliqué aux écoles publiques, et de l'accroissement du personnel enseignant ou *gardant*, conséquence nécessaire de l'adoption de cette mesure.

Ce n'est point là, à proprement parler, une innovation, et les rou-

tiniers auraient mauvaise grâce à nous reprocher ce progrès. Le régime de l'externat surveillé existe dans les lycées, dans les institutions et jusque dans les plus humbles pensionnats secondaires ou primaires. Il se complète par l'usage de la voiture prenant les élèves dans leur famille, et les y reconduisant, sous l'œil d'un maître répétiteur, de telle sorte que l'enfant n'échappe à la surveillance paternelle et maternelle, que pour tomber sous celle de l'instituteur.

Au milieu du tourbillon de la vie parisienne, dans le monde commerçant surtout, alors que le père est à ses affaires, la mère à son comptoir ou derrière la vitrine de son bureau, le régime de l'externat surveillé s'est révélé comme une nécessité impérieuse, et son succès en est venu de son indispensabilité. Pleinement rassurés sur le travail et la santé de leurs enfants, les parents se sont imposés avec empressement un léger sacrifice, et ils vaquent librement à leurs travaux du jour avec la certitude de pouvoir embrasser le soir le garçon ou la fillette qu'on leur ramène.

La famille ouvrière n'a pas la même sécurité; elle sait que les allées et les venues sont très-distrayantes pour les écoliers; elle a appris, par le récit de maint accident, combien la traversée des places et des carrefours est périlleuse pour l'enfance turbulente; elle n'est donc assurée ni des progrès, ni de la vie de ses enfants. Aussi est-il des parents qui vivent de privations pour se donner le luxe rassurant d'une école libre, où leur enfant est souvent moins bien enseigné qu'à l'école publique, mais plus surveillé, entouré de plus de soins matériels, et ramené à domicile.

Les amis de l'enfance pauvre ont, depuis longtemps, observé ces faits; ils ont suivi, avec une sollicitude inquiète, le développement du vagabondage dans les faubourgs, ils ont compté le nombre des enfants illettrés par amour de l'école buissonnière, des enfants boiteux, estropiés, amputés à la suite d'accidents survenus sur la voie publique (voy. ci-dessus, p. 203), dans le trajet entre l'école et la maison, et ils ont recherché la cause de cette ignorance, l'occasion de ces accidents.

La recherche n'a pas été longue. L'enfant de l'ouvrier quitte la maison paternelle alors que le père est déjà parti et que la mère, restée pour lui préparer son repas, est elle-même prête à partir. Quand il rentre après sa journée d'études, la journée de travail n'est pas terminée, il sait qu'il ne trouvera personne à la maison, et il s'attarde volontairement en chemin.

Les camarades sont là; les billes ont leur attrait; les hannetons au printemps, les boules de neige en hiver, exercent sur lui une véritable fascination; il vagabonde, oublie par degré l'école et la famille, et finit par devenir un petit cancre, ou quelque chose de pis.

Que faire pour remédier à cet état de choses? Tout simplement

avancer l'heure de l'ouverture de l'école et en faire coïncider la clôture avec celle des ateliers. Quelque chose encore : assurer le goûter de l'enfant qui n'apporte pas son « panier, » et pour cause, de manière à lui éviter un voyage et des occasions de vagabondage entre les deux classes. Voilà pour le côté matériel.

Mais comment réaliser cette simple amélioration ? Comment amener à l'école les enfants que leurs parents n'y peuvent conduire ? Comment les ramener le soir si le père ou la mère sont dans l'impossibilité de se trouver devant la porte de l'école à l'heure dite ? Comment réaliser enfin, pour l'enfant du peuple, l'externat surveillé, qui est le régime de l'enfant plus aisé ?

Nous dirons ce qui nous semble immédiatement possible pour donner satisfaction aux familles et pour traduire en fait le vœu formulé par M. Viollet-le-Duc et ses collègues.

Toute la question se résout en une allocation supplémentaire au budget municipal et en un accroissement du personnel scolaire. Si l'on ne peut raisonnablement demander à l'instituteur titulaire, suppléant ou adjoint, d'être constamment avec ses élèves, à la classe, au préau, dans la cour, de sept heures du matin à sept heures du soir, de ne jamais les quitter du regard, de vivre de leur vie et de se faire tout à tous, on doit, du moins, organiser une alternance, un *roulement*, qui permette au maître fatigué de prendre du repos, tandis que le service passé aux mains d'un autre.

Cette organisation n'est pas neuve ; elle existe et fonctionne dans les lycées : professeurs, maîtres répétiteurs, maîtres surveillants se *repassent* — c'est le mot consacré, — la gent écolière, depuis le lever jusqu'au coucher, pour les pensionnaires, et depuis l'entrée jusqu'à la sortie du collège, pour les demi-pensionnaires et les externes surveillés.

A l'école primaire, même hiérarchie : le maître titulaire, le maître adjoint, le maître suppléant représentent les trois degrés du personnel secondaire ; il ne s'agit donc plus que de distribuer la besogne après avoir accru le nombre des travailleurs.

On compte à Paris 250 écoles primaires municipales se décomposant ainsi :

Écoles de garçons, 143 ; écoles de filles, 107 ; asiles annexés aux groupes scolaires, 118 ; nombre total des enfants admis à fréquenter les établissements municipaux : 120,000.

Le personnel appelé à desservir ces écoles comprend : 97 directrices laïques de salles d'asile, appointées de 1,600 à 2,000 fr. ; 31 directrices congréganistes ayant un traitement de 850 fr. ; 113 sous-directrices laïques recevant de 1,200 à 1,600 fr. ; 65 sous-directrices congréganistes à 840 fr. ; 20 suppléantes à 600 fr. ; 97 instituteurs laïques titulaires de 2,200 à 3,400 fr. ; 378 instituteurs laïques sup-

pléants, appointés de 1,600 à 2,000 fr. ; 20 suppléants à 800 fr. ; 40 élèves maîtres à 350 fr. ; 96 institutrices laïques de 2,000 à 2,900 fr. ; 340 suppléantes chargées de classes, appointées de 1,400 à 1,800 fr. ; 20 suppléantes à 800 fr. ; 40 élèves-maîtresses à 350 fr. ; 340 frères instituteurs à 950 et 1,000 fr. ; 288 sœurs institutrices à 850 fr.

Nous négligeons le côté éventuel de tous ces traitements, ainsi que les indemnités de logements.

L'état récapitulatif de tout le service donne les chiffres suivants : salles d'asile, 600,000 fr. ; écoles laïques de garçons et de filles, 2,000,000 de fr. ; écoles congréganistes des deux sexes, 670,000 fr. Le total général dépasse un peu 3 millions.

Eh bien, dit *l'Opinion nationale*, il faut le porter résolument à 4 ; sans augmenter le nombre des directeurs, des directrices, des maîtres et des maîtresses titulaires, il faut étendre le cadre des maîtres adjoints, des maîtres suppléants, des maîtresses éventuelles et des élèves-maîtresses. Il faut faire tomber le stage, cet apprentissage pratique de l'enseignement, au profit de la surveillance scolaire.

Les éléments essentiels de l'externat surveillé sont là ; il ne s'agit que de savoir les employer et les rétribuer.

— *L'étude de la Géographie.* — Dans l'intérêt des études géographiques, M. le Ministre de la guerre a décidé que les feuilles de la carte de France, dressée par l'état-major, seront livrées à prix réduits aux membres de l'enseignement et aux bibliothèques communales.

Les instituteurs pourront acquérir, comme les officiers de l'armée, à moitié prix (c'est-à-dire à 50 centimes), la feuille comprenant leur commune et les feuilles voisines, à condition toutefois que le nombre des feuilles concédées ne dépasse par quatre.

Même faveur sera accordée aux inspecteurs d'académie, inspecteurs primaires, inspecteurs généraux et recteurs, pour les feuilles se rapportant à leur ressort. Enfin, la concession sera également faite aux écoles normales pour les feuilles du département.

L'indication des numéros des feuilles nécessaires aux divers fonctionnaires devra être envoyée aux inspecteurs d'académie.

— *Enquête sur les Méthodes pédagogiques.* — M. Doniol, Préfet de Marseille, s'inspirant du projet mis en avant par M. Castillon, conseiller général, et développé par lui dans une brochure qui a eu un grand succès, se préoccupe vivement d'apporter une réforme dans l'instruction primaire. M. Castillon proposait d'envoyer chaque année dans un pays étranger trois des meilleurs élèves de l'école normale des Bouches-du-Rhône.

Les élèves y séjourneraient un an ; ils étudieraient assidûment les méthodes pédagogiques de nos voisins et adresseraient tous les mois un rapport rendant compte de leurs observations.

Ils reviendraient ayant vu, ayant appris, l'esprit ouvert aux bonnes choses prêts à faire progresser l'enseignement et à faire appliquer dans les écoles les meilleures méthodes de la Suisse.

L'enseignement ne pourrait que gagner à cette innovation. Que faudrait-il pour cela à chaque élève? 1,800 fr. au plus, soit 5,400 fr. pour les trois.

Voilà l'idée que M. Doniol veut reprendre; elle est excellente et doit être féconde. Il est fort à souhaiter qu'elle reçoive bientôt une complète application, non-seulement dans les Bouches-du-Rhône, mais dans le pays entier.

CAISSES DES ÉCOLES. — *VI^e arrondissement.* — Une grande loterie au profit de la Caisse des écoles du *VI^e arrondissement* est organisée en ce moment par l'Administration municipale de cet arrondissement.

Pour cette loterie, qui se composera de deux mille lots, la plupart offerts par les négociants et les industriels du *VI^e arrondissement*, il ne sera pas distribué moins de vingt mille billets.

SOCIÉTÉ D'ENSEIGNEMENT PROFESSIONNEL DU RHÔNE. — Le 11 juin, à Lyon, a eu lieu la distribution des prix à la Société d'enseignement professionnel du Rhône.

M. Jules Simon était invité.

Plus de six mille personnes se pressaient dans la vaste salle de l'Alcazar. De nombreux représentants des corps élus : MM. Welche, préfet du Rhône; Daresté de la Chavanne, recteur de l'Académie; les membres des sociétés savantes, etc.

Après un compte-rendu des travaux de la Société par M. Félix Mangini et un discours prononcé au nom des élèves par M. Préaud, M. Jules Simon a pris la parole en ces termes :

« Si j'avais eu l'intention de parler de la nécessité de l'instruction, la foule qui m'entoure et les progrès de votre Société m'en auraient dispensé. Un de vos élèves montrait, il y a un instant, la supériorité de l'ouvrier dont l'esprit est cultivé. Aujourd'hui, il y a quatre-vingts ans que l'égalité a été proclamée en France comme un dogme sacré. L'instruction seule peut donner l'égalité.

» C'est en voyant une réunion comme aujourd'hui que l'on peut comprendre comment ce qui est écrit dans la loi, de lettre-morte peut devenir une vérité vivante.

» On a alors foi dans ce beau titre de citoyen qu'on doit mériter par son travail et conquérir par sa vertu. Les Sociétés d'enseignement, qui, comme la vôtre, sèment autour d'elles, et à pleines mains, l'instruction, travaillent mieux, servent mieux la patrie que ceux qui font les lois, parce qu'elles forment les hommes.

» Pendant de longues années, les Français ne se réuniront jamais sans que plane au-dessus de leur tête le souvenir douloureux de 1870.

» Dès l'année 1871, on a travaillé à rétablir nos administrations, nos finances, notre armée, notre industrie, notre agriculture avec une énergie et un succès qui nous honorent. Mais aujourd'hui, si l'on veut songer à l'avenir, il faut préparer des générations énergiques et capables; il faut former un peuple puissant par l'instruction. Il faut guider la jeunesse dans la voie de l'amélioration intellectuelle et morale, en faire une jeunesse studieuse qui nous sauvera.

» Après nos malheurs, en 1815, quand tout paraissait perdu pour notre patrie, qui a sauvé le pays? La jeunesse française, qui a amené cette forte génération intellectuelle et politique qui, au bout de quelques années, a renouvelé la France.

» Il nous faut des générations semblables. »

L'orateur cite l'exemple de l'Association polytechnique et de la Société d'instruction élémentaire de Paris, puis d'autres Associations analogues en province. Il fait, en passant, l'éloge des Sociétés de gymnastique et arrive à l'économie politique, qui est, dit-il, l'enseignement du bon sens lui-même.

Il termine ainsi : « Quand j'ai eu l'honneur de présider votre première réunion, en 1866, votre Société comptait 29 cours et 2,000 élèves; aujourd'hui, avec 90 cours, elle compte plus de 3,000 élèves. C'est magnifique, messieurs, et, j'ose le dire, quoique votre industrie ait des phases brillantes, il n'y aura pas de page plus brillante dans l'histoire de Lyon que celle de votre Société d'enseignement professionnel.

» Continuez à travailler, à vous élever, à reconstituer notre chère patrie. Ce n'est pas la dimension du territoire, c'est la valeur de l'homme qui fait la véritable force d'un peuple. C'est le rôle de la France de marcher devant les peuples pour éclairer l'avenir, leur ouvrir des horizons nouveaux dans le progrès et la liberté. »

CHAMBRE DES OUVRIERS TAPISSIERS DE PARIS. — Les ouvriers tapisiers de Paris avaient été des premiers à reconnaître l'utilité du groupement par les Chambres syndicales; ils en avaient compris toute l'importance morale et savaient la garantie que devaient y trouver leurs intérêts. Bien plus, ils y voyaient un puissant moyen de relever leur profession en décadence.

Ils se mirent donc à l'œuvre, et leur programme, dont nous avons gardé bon souvenir, étaient des plus complets. Outre les questions de main-d'œuvre et d'arbitrage, il comprenait le placement des adhérents, à qui il évitait d'aller chercher du travail aux cafés, où d'ordinaire se trouvaient les renseignements; il organisait des Cours de dessin pour les apprentis et les prenait sous sa protection afin d'en faire d'excellents ouvriers et de bons citoyens.

Malheureusement, ce programme ne reçut qu'un commencement d'exécution; après bien des tiraillements, la Chambre syndicale cessa de fonctionner.

Ce que les tapissiers n'ont pu réussir par leur Chambre syndicale, ils l'ont tenté à nouveau dans une Société de secours mutuels, et tout fait croire qu'ils n'auront pas à s'en repentir, si nous en jugeons par les documents qui nous ont été communiqués. Cette fois, patrons, ouvriers se sont confondus dans une même pensée : former de bons ouvriers en ouvrant des concours pour les apprentis.

En conséquence, les patrons ont créé un Comité de patronage, et, faisant appel à la Société de secours mutuels, ils l'ont invitée à déléguer un Jury pour prendre part à ses travaux. Bien à regret, nous ne pouvons donner que des extraits du remarquable Rapport présenté dans la dernière assemblée :

« Messieurs, disent-ils aux patrons, quoique les résultats obtenus dans le concours des apprentis soient aussi satisfaisants que ceux des années précédentes, nous n'hésitons pas à vous déclarer qu'il est urgent de chercher à obtenir des résultats beaucoup plus complets. — L'œuvre du patronage ne pouvait faire davantage à son début, mais chaque année vient lui imposer une tâche plus grande : celle de progresser sans cesse. »

A ces conseils pleins d'indépendance donnés au patron, il faut joindre les recommandations faites aux élèves qui sont l'objet de tant de sollicitude :

« Lorsque vous serez en état de gagner un salaire suffisant, n'oubliez pas que, seuls, vous serez impuissants pour vous garantir contre les risques de la vie; n'oubliez pas que la maladie et les infirmités veillent à vos côtés et qu'ils peuvent vous surprendre au moment où vous vous y attendez le moins.

» La Société de secours mutuels est là qui vous appelle, et les quelques francs que vous donnerez chaque mois pour la mutualité, vous les retrouverez au centuple le jour où vous aurez besoin de la Société. »

La mission des délégués ouvriers ne consistait pas seulement à prendre part aux travaux du Comité de patronage; une tâche non moins honorable leur était dévolue : ils étaient arbitres et chargés de régler à l'amiable les différends entre patrons et ouvriers. C'est à ce double titre qu'ils se sont présentés devant leurs co-sociétaires pour rendre compte de leur mandat.

« N'avons-nous pas tous, patrons et ouvriers, un intérêt considérable au perfectionnement de la main-d'œuvre dans la tapisserie pour conserver à notre industrie cette supériorité qui a été constatée dans les différentes expositions universelles? Le but que nous devons surtout chercher à atteindre, c'est la certitude que les jeunes gens, en sortant d'apprentissage, auront acquis des connaissances assez complètes pour n'être pas contraints d'aller offrir leurs bras à vil prix. Il faut qu'ils soient garantis contre ces maisons de camelotte dans lesquelles il n'entre pas un kilogramme de crin par an. »

Après cette dernière déclaration, dont nos lecteurs peuvent prendre bonne note, les délégués ont déclaré qu'ils n'avaient qu'à se louer

de l'accueil qu'ils avaient reçu des patrons dans leurs différentes réunions.

Des faits ci-dessus, il ressort que l'entente se fait chez les tapissiers de même que dans beaucoup d'autres professions. Bientôt, on doit l'espérer, au lieu de grèves, nous aurons l'arbitrage.

— Nous enregistrons que madame Fouché, en exécution du désir de son mari, ancien tapissier, a versé 40,000 fr. à la caisse de retraite de la profession.

SOCIÉTÉ DE PRÉVOYANCE ET DE SECOURS MUTUELS DES ALSACIENS ET LORRAINS. — Le dimanche 18 juin, à une heure et demie, a eu lieu, dans la salle de l'Élysée-Montmartre, la deuxième distribution solennelle des prix et récompenses décernés par la Société de prévoyance et de secours mutuels des Alsaciens et Lorrains.

Les récompenses consistant en livrets de caisse d'épargne, en livres et différents objets offerts par la Société, ont été partagées entre trois cents apprentis et élèves des deux sexes, enfants des 1,200 sociétaires habitant Paris et la banlieue.

Ajoutons, à ce propos, que la Société accepte avec reconnaissance tous les dons des personnes désireuses de s'associer à cette fête si bienfaisante et si patriotique.

Les dons doivent être adressés, 12, rue Perdonnet, au siège de la Société.

L'EMBALLEUR parisien. — Tout métier est doublé d'un art, dit le *Bulletin du Mouvement social*. Qui croirait que nos emballeurs parisiens sont sans rivaux dans le monde? Lors de l'Exposition universelle de Vienne, en 1873, la Chambre syndicale des emballeurs de Paris envoya un groupe d'habiles ouvriers chargés de la réception et de la réexpédition des produits français. Il paraîtrait que l'habileté de ces ouvriers impressionna vivement ceux qui les virent à l'œuvre, car la *Chambre commerciale et industrielle de l'archiduché d'Autriche*, met au concours une bourse pour l'envoi et l'entretien, à Paris, d'un jeune homme désireux de s'initier complètement aux *mystères de l'emballage parisien*.

Les seules obligations qui soient imposées au boursier sont d'être sujet autrichien et de s'engager à s'établir emballeur en Autriche-Hongrie. La Chambre offre, en outre, une avance de fonds de 4,000 francs remboursables par à-compte et sans intérêts, pour faciliter l'établissement du boursier emballeur.

L'ENFANT DE LA RUE, à Londres. — Le *Labour News* nous apprend que les écoles de déguenillés (enfants vagabonds ramassés dans les rues) de Londres ont vu, depuis quelques années, diminuer le nombre de leurs pensionnaires de 32,000 à 5,000. Si cela atteste une diminution des infortunés qui trouvaient aide et asile dans ces établissements, c'est tant mieux.

PRIX REVERDY. — Un concours est ouvert par la ville de Paris dans le but de distribuer le *prix fondé par M. Reverdy*.

Par son testament, M. Reverdy a décidé que, tous les deux ans, une somme de 1,500 fr. serait accordée à la famille de Paris qui, ayant le plus grand nombre d'enfants, leur aura donné l'éducation la plus honnête et l'instruction la plus convenable.

Les chefs de famille qui désirent concourir, devront se faire inscrire à leur mairie respective. Nous souhaitons sincèrement qu'il y en ait un grand nombre ayant droit à cette distinction.

Mais il est une autre institution du même genre que surveille le Conseil municipal, également, et qui est non moins intéressante.

C'est le *prix Narabutin*, dont la valeur est de 800 francs. Il est décerné tous les ans à l'ouvrier qui a versé à la caisse des retraites pour la vieillesse la somme la plus élevée proportionnellement à ses ressources.

Ce prix, qui est, en général, fort disputé, sera décerné au mois d'octobre prochain, par le Conseil municipal.

PRIX CROZATIER (Ouvriers ciseleurs). — Le concours de 1876 pour le *prix Crozatier* portera sur l'ornement; les ouvriers ciseleurs sur métaux, domiciliés à Paris, qui voudront y prendre part, devront se faire inscrire jusqu'au 6 novembre chez M. Victor Paillard, rue de Turenne, 59.

Les ouvrages présentés au concours doivent être déposés à la préfecture de la Seine, direction de l'administration générale, 2^e division, 1^{er} bureau, du 8 au 17 novembre, de midi à trois heures, et accompagnés d'une déclaration signée indiquant le nom du propriétaire de l'œuvre et le nom de l'ouvrier.

LES INSTITUTIONS DE PRÉVOYANCE. — Nous rappelons que la *Société des Études historiques* délivrera dans sa séance publique de l'année 1877, aux auteurs des meilleurs mémoires sur la question suivante :

*Historique des Institutions de Prévoyance dans les divers pays
et spécialement en France,*

deux prix, l'un de **1,500 francs**, et l'autre de **500 francs**; elle décernera en outre des médailles s'il y a lieu.

Extrait des conditions du Concours. — Les mémoires manuscrits devront être adressés à M. l'Administrateur, 40, rue Gay-Lussac, avant le 1^{er} janvier 1877; ils ne seront point signés et porteront une épigraphe qui sera répétée sur un billet cacheté renfermant le nom et l'adresse de l'auteur. Ils devront être inédits et n'avoir point été présentés à d'autres concours.

L'auteur qui se sera fait connaître sera, par ce seul fait, mis hors de concours.

Les mémoires ne seront pas rendus; les auteurs auront la faculté d'en prendre ou d'en faire prendre copie. La Société pourra les publier en tout ou en partie.

OEUVRE-ANNEXE DES BIBLIOTHÈQUES D'APPRENTIS.

M. le docteur E.-L. Bertherand. — LES SECOURS D'URGENCE, *Guide pratique des comités et postes d'assistance aux blessés, naufragés, noyés, asphyxiés, aux victimes d'accidents sur les chantiers publics, chemins de fer, dans les établissements industriels, théâtres, incendies, fermes isolées, communes rurales, etc., etc.* (1)

Nous avons reçu, sous le couvert de l'*Oeuvre des hospitaliers d'Afrique*, un exemplaire de cet utile ouvrage.

Des accidents se produisent, en effet, journellement sur terre et sur mer, et le médecin est rarement présent, ou n'arrive pas toujours à temps pour donner les soins si précieux de sa compétence. Au lieu de laisser les assistants, sous l'impulsion des meilleures intentions, suivre les conseils aveugles des préjugés ou d'une ignorance parfois funeste, ne serait-il pas préférable de répandre, parmi les hommes dévoués, des notions élémentaires, utiles, d'une application facile et qui ne concerneraient que l'emploi des moyens que l'on a communément sous la main? Tel est le but qu'a poursuivi le Dr Bertherand, dans le livre sus-annoncé et dont les chapitres sont ainsi distribués :

- 1^o Historique de l'assistance d'urgence;
- 2^o Aptitudes et obligations du secouriste;
- 3^o Description de tous les matériels et appareils de secours;
- 4^o Généralités pratiques : relever et transporter un blessé. — Signes de la mort — examen du blessé, du malade — pansement, préparation des remèdes les plus simples, etc.;
- 5^o Accidents, blessures, maladies subites, asphyxies, empoisonnements, etc.; moyens de secours simples et prompts.

Par son évidente utilité pratique, par ses applications de chaque instant, ce livre a sa place marquée dans les postes de secours, dans les chantiers publics, les établissements de travail, d'instruction, de bienfaisance, dans les centres agricoles, etc., etc.

(1) In-8° de 172 pages; 1876. (Prix : 3 fr.; par la Poste, 3 fr. 25.)

OEUVRE-ANNEXE DU PLACEMENT DES APPRENTIS

(Extraits des procès-verbaux des séances, communiqués par M. Emile LEROUX, secrétaire.)

PRÉSIDENCE DE M. LE D^r GRAUGNARD.

M. Stern, qui était trésorier de l'OEuvre des lits d'apprentis, rend compte de l'état des lits existants, ainsi que de la literie; il déclare avoir en main un reliquat de fonds appartenant à la Société, et qu'il désire verser à M. le Trésorier de la Société.

M. Périn fait remarquer que l'OEuvre des lits d'apprentis est fondue depuis 1871, dans l'OEuvre du placement, et que M. Stern fait partie de droit de cette OEuvre.

M. le Secrétaire de la Société invite l'OEuvre, au nom du Bureau, à entrer dans la voie pratique le plus tôt qu'il le pourra.

L'OEuvre est d'avis qu'il convient de s'adjoindre quelques membres nouveaux.

M. J. Périn appelle l'attention des membres de l'OEuvre sur l'Association pour le placement en apprentissage et le Patronage d'Orphelins des deux sexes, fondée le 6 décembre 1829, par conséquent notre aînée dans la carrière (dont le siège est à la Mairie du IV^e arrondissement : agence, rue Saint-Antoine, 110) :

Cette Association a pour but de procurer à des Orphelins et à des Orphelines pauvres : 1^o une éducation morale et religieuse, selon le culte de leurs parents; 2^o une instruction appropriée à leur intelligence; 3^o l'apprentissage d'un état d'après leur choix et leurs facultés.

Elle patronne et prend sous sa protection, dès l'âge de onze ans, et sans distinction de culte ou de nation :

1^o Les Enfants pauvres des deux sexes qui ont perdu leur père et leur mère, ou leur père seulement; 2^o les Enfants qui ont perdu leur mère, lorsque leur père est inconnu, ou qu'il les a délaissés depuis longtemps, ou qu'il pourrait les corrompre par son exemple, ou qu'il serait dans l'impossibilité de les élever; 3^o les Enfants dont le père est sous le poids d'une grave condamnation, lorsque la durée de la détention est au moins égale à la durée présumée de l'apprentissage du Candidat; 4^o les Enfants dont le père, reconnu incurable, serait placé comme tel dans un hospice ou dans une maison d'aliénés, et dont la mère n'existerait plus ou serait dans l'indigence; 5^o enfin, les Enfants dont le père a disparu depuis un certain temps, sans qu'on ait pu se procurer de ses nouvelles, laissant la mère dans l'indigence, et ceux qui, par suite de circonstances particulières, peuvent être considérés comme Orphelins.

Chaque Enfant admis au Patronage est placé immédiatement sous la direction et la surveillance d'un protecteur ou d'une protectrice membre de l'Association.

Les Protecteurs et les Protectrices veillent :

1° A ce que leurs protégés soient pourvus de tout ce qui leur est nécessaire en objets de literie, vêtements, linge et chaussures;

2° A ce qu'ils accomplissent exactement leurs devoirs religieux;

3° A ce qu'ils prennent des habitudes d'ordre, de propreté et de politesse;

4° A ce qu'ils fréquentent régulièrement une école primaire;

5° A ce qu'en apprentissage les Maîtres et les Enfants remplissent réciproquement leurs devoirs et leurs obligations.

En outre, des Commissaires, nommés par l'Association, font deux fois par an, une visite générale de tous les Enfants patronnés par l'Association et placés en apprentissage.

L'Association n'a d'autres ressources que des souscriptions et des dons volontaires, les cotisations des Membres honoraires et actifs et les produits d'un Concert, d'une Assemblée de charité et d'une Loterie annuels.

M. *Périn* ajoute qu'il se félicite vivement que M. le docteur *Ducholet*, président de cette Association, et M. *Mathieu*, l'un de ses vice-présidents, aient bien voulu faire partie de notre OEuvre du placement et qu'ils soient présents à la séance.

M. le docteur *Ducholet* demande à M. *Périn* d'expliquer le but de l'OEuvre du placement et de faire connaître particulièrement quels seront les services que l'on attend des membres qui en font partie?

M. *Périn* donne les explications demandées; il rappelle les moyens d'action arrêtés dans les séances précédentes, il expose le moyen des cartes d'apprentis et de patrons, et met sous les yeux de MM. *Ducholet* et *Mathieu* les avis que l'OEuvre se propose de faire afficher dans les écoles primaires. On demandera le concours des membres de l'OEuvre pour faire les contrats d'apprentissage, veiller à leur exécution, surveiller les apprentis placés.

M. *Leroux* fait observer que le point difficile lui paraît être de recruter les enfants disposés à devenir des apprentis.

M. *Stern* pense que la plus grande difficulté est de bien placer les enfants.

M. le docteur *Ducholet* estime que les enfants s'adresseront en fort petit nombre à la Société par ce motif que les indigents

placent, en général, leurs enfants par l'intermédiaire des Bureaux de bienfaisance, et que les ouvriers aisés préfèrent placer leurs enfants par eux-mêmes. Les Caisses des écoles s'occupent aussi du placement des apprentis.

M. *Périn* répond qu'ayant été administrateur du Bureau de bienfaisance du V^e arrondissement et qu'étant, depuis sa fondation, secrétaire de la Caisse des écoles de cet arrondissement, il connaît le concours prêté par ces institutions aux familles pour le placement de leurs enfants en apprentissage, mais que ce concours est relativement insuffisant; aussi ne met-il pas un seul instant en doute que la Société de protection ne rencontre, auprès de MM. les Maires, un excellent accueil pour le succès de son entreprise, en faveur des enfants pourvus de certificats d'études et qui quittent l'école primaire.

M. *Stern* voudrait qu'on s'adressât aussi aux Chambres syndicales d'ouvriers.

M. *Giraud* répond qu'on ne peut le faire qu'avec une certaine réserve.

M. *Périn* fait observer que ces Chambres syndicales mettent la question de l'apprentissage en première ligne dans leurs programmes.

M. *Giraud* dit qu'il faut voir ce qui se fait et non ce qui s'écrit; il est regrettable que ces Chambres soient, en fait, sur le pied de l'hostilité permanente avec les Chambres des patrons; elles paraissent vouloir s'emparer de la direction des enfants pour les tenir sous leur dépendance.

M. le docteur *Ducholet* donne quelques renseignements sur les avantages offerts aux familles par le Bureau de bienfaisance du IV^e arrondissement : lorsqu'ils placent les enfants en apprentissage, l'enfant reçoit 16 livres de pain par mois, s'il n'est pas nourri par son patron; l'apprentissage terminé, on lui donne une prime de 25 francs; chaque année il reçoit 15 à 20 francs pour ses vêtements.

M. *Périn* fait observer que la Société de protection pourrait allouer à la famille dont l'enfant serait placé en apprentissage par son intermédiaire, un secours mensuel, afin que l'enfant puisse consacrer à son apprentissage le temps nécessaire pour apprendre un état fructueux; elle pourrait aussi donner des vêtements, de la literie à l'apprenti.

M. le docteur *Ducholet* n'admet pas que l'on s'engage dans cet

ordre d'idées, il y a là un péril à ses yeux, la famille pouvant spéculer sur son enfant, en le livrant à la Société.

Divers membres se chargent de parler aux Maires pour la distribution des cartes et l'apposition des affiches dans les écoles :

MM. de Bellay et Erdeven feront les démarches auprès de MM. les Maires des III^e, X^e et XI^e arrondissements.

M. Périn des V^e, XIII^e et XIV^e arrondissements.

M. le Secrétaire ajoute, qu'il y aura lieu de solliciter au préalable, l'assentiment de M. Gréard.

M. Giraud se charge des Chambres syndicales.

M. le Secrétaire de la Société informe les membres de l'OEuvre du placement des apprentis qu'il vient de recevoir la lettre suivante de la Préfecture de la Seine :

« Paris, le 16 juin 1876.

» Monsieur le Secrétaire,

» J'ai pris connaissance de l'affiche que vous m'avez communiquée.

» En offrant le moyen de placer dans les ateliers les enfants pourvus du certificat d'études primaires, la Société de protection peut rendre aux familles les plus utiles services. J'accorde, en conséquence, très-volontiers, l'autorisation que vous me demandez de placer à l'intérieur des écoles municipales de Paris et des communes suburbaines l'Avis dont vous m'avez adressé un exemplaire.

» Vous voudrez bien vous entendre, à cet effet, avec MM. les Maires. (La présente lettre vous servira auprès d'eux d'introduction.)

» Je ferai, en outre, insérer l'Avis que vous m'avez communiqué dans un des prochains numéros du *Bulletin de l'Instruction primaire*.

» Agréez, Monsieur, l'assurance de ma considération très-distinguée.

Le Préfet de la Seine,

POUR LE PRÉFET ET PAR AUTORISATION,

L'Inspecteur général de l'Instruction publique,

Directeur de l'Enseignement primaire du
département de la Seine,

GRÉARD.

CHRONIQUE DU TRAVAIL.

Demandes par les familles.

Doreur sur cuir. — Le jeune Billard, ayant fait sa première communion, désirerait apprendre le métier de doreur sur cuir. Il demeure avec sa mère, chez son beau-père, M. Chassignol, rue Dauphine, 16.

(*Sans désignation de métier.*) — Boullenger (Gustave), demeurant chez sa mère, à P.-Montmartre, rue Marcadet, 200, demande à entrer en apprentissage. Cet enfant a fait sa première communion et sait lire et écrire.

Offres par les patrons.

Ébénisterie. — M. E. Vallet (rue du Faubourg-Saint-Antoine, 16), demande un apprenti. *Conditions* : les conditions seraient à débattre; l'enfant ne serait pas logé.

Grainier. — M. Gontier, marchand grainier (quai de Gèvres, 6), demande un jeune homme de 13 à 15 ans, sachant lire, écrire et compter, pour apprendre le commerce de grainier. *Conditions* : 25 francs par mois au début (11 à 12 heures de présence), ni couché, ni nourri. Avenir présenté comme certain pour un jeune garçon intelligent et laborieux.

Gravure sur métaux. — M. J. Delamare, graveur sur métaux (quai des Orfèvres, 66), demande un apprenti. *Conditions* : quatre années d'apprentissage, ni nourri, ni couché, sans autre rétribution qu'une gratification le dimanche, si le maître est content de l'élève (par cette raison que l'enfant ne peut produire que la dernière année).

Passementerie. — M. E. Buquet (rue de Jessaint, 8), demande deux apprenties pour apprendre la passementerie-nouveauté. *Conditions* : couchées, nourries et blanchies, pendant 5 années.

Portefeuille. — M. Nicolet (rue des Archives, 4), demande un apprenti sachant lire et écrire, âgé d'au moins 13 ans, ayant autant que possible ses père et mère, ou une famille à Paris. *Conditions* : quatre ans d'apprentissage, logé et nourri; l'enfant sera libre tous les dimanches pour aller dans sa famille.

LISTE DES MEMBRES NOUVEAUX

MEMBRES PERPÉTUELS :

Noms des adhérents : Présentateurs :
MM. MM.

M. le comte de la Teillais, rue Blanche, 63.

MEMBRES ORDINAIRES :

Ansart , chef de la Police municipale, à la Préfecture de police.....	Maurice, <i>insp</i>
Besserat , directeur de l'Orphelinat de Notre-Dame-Préservatrice, à Paris, impasse des vignes.....	
Brissonneau frères , constructeurs-mécaniciens, à Nantes (Loire-Inférieure).....	
Chambre syndicale de l'Union des filateurs , d'Aubenas (Ardèche).....	
Gaudchaux-Picard (H.-J.), filateur et fabricant de draps, à Nancy.	Ch. Nathan-Picard.
Gros , imprimeur, à Avignon (Vaucluse).....	Linarès, <i>insp</i> .
Hertzfeld et C^{ie} (Léon), ingénieur civil, scierie-mécanique, à Nancy.....	Ch. Nathan-Picard.
Homborg , président du Patronage des apprentis, rue des Bouteilles, 14, à Orléans.....	
Lang (les fils d'Emmanuel), filature et tissage de coton, à Nancy.....	Ch. Nathan-Picard.
Lelong (Théodore), chef des travaux chimiques à l'École centrale, directeur de la blanchisserie de Courcelles, rue de Courcelles, 153.....	L. Clémandot.
Luc , tanneur et corroyeur, à Nancy.....	Ch. Nathan-Picard.
Mangeot frères , fabricant de pianos, à Nancy.....	Id.
Marceille (L.), directeur du Patronage Notre-Dame de Bonne-Nouvelle, à Saint-Sernin, Toulouse.....	
Mazade (A. de), manufacturier, boulevard Sébastopol, 71.	Léon Riché.
Neau (Ernest), fabricant de boutons, rue d'Angoulême, 66 (cité d'Angoulême, 3).....	Id.
Puteaux , ancien conseiller municipal, membre de la Délégation cantonale du XVII ^e arrondissement, boulevard des Batignolles, 50.....	L. Clémandot.
Rigolot (M. E.), teinturier, président de la Chambre syndicale, boulevard Beaumarchais, 32.....	Vinois.
Schoetter (Jean-Joseph), manufacturier, boulevard Sébastopol, 63.....	Léon Riché.
Tricard , pharmacien, membre de la Délégation cantonale du XVII ^e arrondissement, rue des Ternes, 47.....	L. Clémandot.
Villaret (Émile) et C ^{ie} , fabricants de papier à cigarettes, à Clermont-l'Hérault.....	
Wild et fils (J.-U.), fabricants de chapeaux de paille, à Nancy.	Ch. Nathan-Picard.

ACTES DE LA SOCIÉTÉ

PROCÈS-VERBAUX

DES SÉANCES DE LA SOCIÉTÉ

SÉANCE ORDINAIRE

du Jeudi 6 juillet 1876.

Présidence de M. Charles ROBERT, l'un des *vice-présidents* de la Société.

La séance est ouverte à 8 h. 1/4.

Se sont excusés par lettres de ne pouvoir assister à la séance :
MM. le baron *Larrey*, Eugène *Legrand*, A. *Ramé* et M. le comte *Sérurier*.

M. le baron *Larrey*, en exprimant ses regrets de ne pouvoir assister à la séance, écrit que : « l'heure adoptée est pour » lui, comme beaucoup d'autres personnes sans doute, un obstacle à l'acte de présence. »

M. le *Président* fait remarquer que les séances de la Société, depuis son origine, ont toujours eu lieu le soir ; si elles avaient lieu dans la journée, il serait à craindre que beaucoup de nos collègues, commerçants ou industriels, ne puissent pas non plus être présents. Il est difficile de satisfaire à toutes les convenances particulières.

— Plusieurs adhérents nouveaux sont présentés et admis au nombre des membres de la Société. (Voir la *Liste des membres nouveaux*, à la fin du présent *Bulletin*.)

M. le *Secrétaire* annonce avec regret le décès de notre collègue M. *Du Boys*, notaire, à Paris.

M. le *D^r Perrin* demande à présenter une observation au sujet des frais de poste nécessités par la lettre de convocation, quand elle porte une addition manuscrite ; il pense qu'on pourrait invoquer la bienveillance de M. le Directeur des Postes pour obtenir une diminution sur ce chef de dépenses.

M. le *Secrétaire* met en doute que la Direction des Postes renonce en notre faveur à l'application des règlements ; des démarches antérieures n'ont pas abouti.

M. le Président a la satisfaction d'annoncer que le Conseil municipal de Paris, dans sa séance du 6 mai 1876, a voté le maintien de l'allocation de 1,000 francs qu'il accordait, les années précédentes, à la *Société de protection des Apprentis et Enfants employés dans les manufactures*. Le Conseil municipal a bien voulu reconnaître que notre Société stimule à un haut degré l'initiative philanthropique des industriels.

— Des remerciements sont adressés à MM. Martial Bernard, Ferré, de Germiny, qui, dans cette circonstance, ont utilement appuyé la proposition de subvention, faite en faveur de la Société par M. le Préfet de la Seine.

M. le Secrétaire dépouille la Correspondance parvenue au Bureau pendant les mois de mai et de juin.

M. le Président donne lecture de la lettre par laquelle M. Riottot remercie la Société de la médaille d'honneur qui lui a été décernée dans la séance solennelle du 30 avril dernier, au nom de l'OEuvre des Sociétés d'assistance paternelle :

« Je vous adresse, Monsieur le Président, dit-il, mes vifs remerciements pour la mention si honorable de reconnaissance que la Société a bien voulu me décerner dans sa dernière Distribution des Récompenses. Je suis heureux de ce que les bienfaits de notre Société du papier peint aient été si appréciés, et mes collègues apprendront avec plaisir cette marque d'estime dont il leur revient une large part; nous voudrions que les conditions de notre industrie nous permissent de faire davantage; mais nous avons eu le mérite d'entrer les premiers dans cette voie et nous voyons avec grand plaisir que notre exemple a été largement suivi, et que, sous le patronage de votre grande Société, il s'en crée de nouvelles incessamment qui ne peuvent que prospérer sous votre heureuse influence.

J'ai l'honneur d'être, Monsieur le Président,
Votre tout dévoué serviteur,

Jules RIOTTOT. »

M. le Secrétaire fait connaître les publications qui ont été offertes à la Société depuis la séance précédente :

M. F. Buisson, agrégé de l'Université, délégué à l'Exposition de Vienne, a bien voulu (à la demande du Bureau) nous offrir son savant *Rapport sur l'Instruction primaire à l'Exposition universelle de Vienne, en 1873*, ouvrage publié sous les auspices du Ministère de l'instruction publique, des cultes et des beaux-arts. (Paris, imp. nationale, 1875, gr. in-8°.)

« L'auteur de ce travail, dit l'avant-propos, s'est scrupuleusement enfermé dans l'examen détaillé des méthodes, des procédés et des résultats intéressant directement l'enseignement primaire. Il n'a pas songé à faire un livre, mais seulement à fournir, dans un rapport circonstancié, les matériaux d'étude et les principaux renseignements qu'il avait mission de recueillir.

» Encore convient-il d'ajouter que ces renseignements présenteront ici les mêmes lacunes qu'à Vienne, les mêmes inégalités de répartition ; par la force des choses, l'Exposition de Vienne a été surtout une exposition austro-allemande ; les autres pays européens, de l'Angleterre à l'Italie et de la Belgique à l'Espagne, y étaient, en somme, faiblement représentés. Les États-Unis, qui l'étaient mieux, ne fournissaient pas cependant, à beaucoup près, toutes les données qui eussent été indispensables pour une étude approfondie et complète. On ne s'étonnera donc pas que ce rapport soit aussi en majeure partie consacré aux méthodes et aux institutions scolaires des pays de langue germanique, qu'au contraire tout ce qui concerne la France y soit très-sommairement traité. Le but de ce travail n'était pas d'instituer une comparaison entre notre pays et les autres ; c'était de signaler aux hommes qui chez nous s'occupent spécialement de l'instruction du peuple un certain nombre de faits remarquables qui, s'étant produits récemment, loin de nous et dans l'humble domaine de l'école primaire, ont pu échapper à leur attention. C'est l'utilité des expositions scolaires de tirer de l'obscurité tous ces efforts méritoires ; et des ouvrages comme celui-ci n'ont d'autre objet que de continuer en quelque sorte ces expositions elles-mêmes. »

Ce rapport contient de curieux renseignements sur l'organisation de l'Exposition scolaire, à Vienne, sur la Maison d'École (avec plans d'écoles françaises et étrangères), le mobilier scolaire (plusieurs systèmes étrangers ingénieux), les salles d'asile et jardins d'enfants, la méthode intuitive, l'organisation pédagogique, l'instruction morale et religieuse, la lecture, écriture et langue maternelle, l'histoire et géographie, l'arithmétique sciences usuelles, l'enseignement agricole, l'enseignement du dessin, l'enseignement primaire complémentaire (cours d'adultes, bibliothèques populaires, etc.), les écoles normales, et, enfin, les résultats généraux et statistique de l'enseignement primaire (1).

(1) Le 8 juillet, le paquebot-poste *la France* est sorti du port du Havre à destination pour New-York. Ce grand steamer emporte aux États-Unis en outre d'une délégation d'ouvriers de Lyon, six membres délégués par le Ministère de l'instruction publique de Paris. Ce sont :

MM. F. Buisson, chef de la mission, agrégé de l'Université, attaché au Ministère, et auteur des rapports sur l'Exposition de Vienne ; Berger, inspec

Nous avons reçu de notre collègue M. A. Chaix, le compte-rendu de la 3^{me} et 4^{me} répartitions annuelles (réunions du 28 mars 1876 et du 16 avril 1876) de la *Participation et Caisse de prévoyance et de retraite de l'imprimerie et de la librairie centrales des chemins de fer de MM. A. Chaix et C^{ie}*, auquel il a bien voulu joindre une brochure présentant les *Mesures contre les accidents et Institutions de prévoyance établies dans la même maison*.

Notre collègue M. H. Lemoine nous a remis quelques exemplaires du *Compte-rendu de la distribution des prix et des opérations de la Société de Patronage des enfants de l'Ébénisterie, Société pour l'assistance paternelle aux enfants employés dans l'industrie de l'ameublement en général* (que nous reproduisons en majeure partie, ci-après).

M. le Secrétaire signale à l'attention de nos collègues qui s'intéressent aux travaux de couture des jeunes filles dans les écoles primaires, la publication de M^{lle} E. Grand'homme, intitulée *Coupe et confection des vêtements de femmes et d'enfants*, Cours faits aux élèves des écoles communales du IX^e arrondissement de la ville de Paris (chez l'auteur, boulevard de Montrouge, 18; et librairie Alp. Picard, rue Bonaparte, 82). M. Gréard, inspecteur général de l'instruction publique, directeur de l'enseignement primaire de la Seine, dans son *Mémoire* adressé à M. le Préfet de la Seine (octobre 1875), disait à ce sujet :

« L'initiative des cours de coupe et de confection est partie du IX^e arrondissement; elle est due au maire, M. Émile Ferry. Grâce à l'activité d'une maîtresse fort habile, M^{lle} Grand'homme, de sérieux progrès ont été accomplis. Les familles goûtent beaucoup l'institution. Elle a déjà eu pour effet de retenir quelques jeunes filles une année de plus à l'école. Celles qui doivent entrer en apprentissage gagnent à ce noviciat un temps considérable : six, huit mois et quelquefois plus, sur trente. Pour toutes c'est un complément d'instruction. « Je voudrais, disait Fenélon, — dont les conseils s'adressaient à une autre classe que celle dont nous avons à nous occuper, — je voudrais

teur de l'instruction primaire dans les III^e et IV^e arrondissements de Paris; Laporte, inspecteur de l'instruction primaire, à Rochechouart; Oagnier, instituteur public, à Boulogne; Valins, instituteur communal, à Paris, et Rauber, instituteur libre, président de la Commission des études pédagogiques, à Paris.

Les membres de la délégation ont pour objet principal de leur mission l'étude du fonctionnement des diverses écoles aux États-Unis.

» qu'une jeune fille n'eût jamais besoin des mains d'autrui pour tous
» les objets qui lui servent à se vêtir. »

M. Périn rappelle (voy. *Bull.* ci-dessus, p. 349) que la ville de Paris, d'après la décision récente de la Commission spéciale instituée au Luxembourg, a envoyé à l'Exposition internationale de Philadelphie des ouvrages de couture, broderies, confections, lingerie, etc., confectionnés par les petits doigts des enfants de nos asiles et des jeunes filles de nos ouvroirs.

Enfin, nous a été offert le 3^{me} Rapport de la *Société de Patronage des Orphelins d'Alsace et de Lorraine* (r. Le Peletier, 1); ce rapport contient d'intéressants renseignements sur les travaux de l'OEuvre en 1875 et les établissements où les orphelins sont placés.

Parmi les bulletins, revues et journaux qui nous ont été adressés, nous devons signaler en première ligne que la *Société des Crèches*, reconnue comme établissement d'utilité publique, nous a adressé 40 exemplaires des n^{os} 1 et 2 du *Bulletin* qu'elle publie. Les Crèches, dues à l'initiative du regretté M. F. Marbeau, se sont multipliées à Paris, dans les départements et à l'étranger; quelques-unes font imprimer des comptes-rendus annuels, mais ces documents d'un grand intérêt pour les personnes qui s'occupent de l'enfance, ne sont guère distribués par chaque OEuvre qu'à ses protecteurs et protectrices. Le *Bulletin de la Société des Crèches* fera cesser cet isolement; il recueillera les faits intéressants, les observations principales, les résultats particuliers signalés dans chacun de ces rapports. Chaque Crèche profitera de l'expérience de toutes les autres (1).

M. le Dr Prosper de Pietra Santa, inspecteur des eaux minérales du département de la Seine, qui publie le *Journal d'Hygiène, Bulletin des Conseils d'hygiène et de salubrité* (qui s'est fait l'organe de l'Exposition internationale et du Congrès d'hygiène et de sauvetage de 1876), nous a fait adresser ses n^{os} des 15 juin et 1^{er} juillet.

Enfin, nous est parvenu le *Bulletin mensuel de l'Orphelinat de Saint-Joseph de Valence (Drôme)*, intitulé *L'Orphelin, Petit Moniteur des Orphelinats et des Colonies agricoles de France et d'Algérie*.

(1) Les adhésions sont reçues par M. Eugène Marbeau, trésorier de la *Société des Crèches*, à Paris, rue Joubert, 47.

ELECTIONS. — M. le *Président* invite l'assemblée à constituer un Bureau chargé de dépouiller les bulletins de vote pour le renouvellement du Conseil d'honneur et du Conseil d'administration.

Tous les membres de la Société de protection ont été convoqués spécialement.

Trois cent trente-et-un membres de la Société ont pris part au scrutin, soit en adressant leurs bulletins de vote, sous pli cacheté, soit en venant le déposer en personne.

Le dépouillement auquel il est procédé, séance tenante, donne les résultats suivants :

CONSEIL D'HONNEUR

PRÉSIDENT :

(M. LE MINISTRE DE L'AGRICULTURE ET DU COMMERCE, est Président de droit.)

VICE-PRÉSIDENTS :

M. DOLLFUS (Jean), ancien manufacturier.

M. LABOULAYE, de l'Académie des inscriptions et belles-lettres, sénateur.

M. LEGOUVÉ, de l'Académie française.

M. SAY (Léon), sénateur, Ministre des finances.

M. WOŁOWSKI, de l'Académie des sciences morales et politiques, sénateur.

MEMBRES DU CONSEIL :

M. BINDER, membre du Conseil municipal de Paris.

M. DE BOUREUILLE, secrétaire général du Ministère des travaux publics.

M. CARTIER-BRESSON, manufacturier.

M. le comte de BUTENVAL, ancien Conseiller d'État.

M. COLCOMBET, manufacturier à Saint-Étienne.

M. DIETSCH, manufacturier à Liepvre.

M. DUMOUSTIER DE FRÉDILLY, directeur du commerce intérieur (au Ministère du commerce).

M. DURANGEL, Conseiller d'État, directeur de l'Administration départementale et communale au Ministère de l'intérieur.

M. FALIZE aîné, président de la Chambre syndicale de la bijouterie et de la joaillerie.

M. GILLET, manufacturier à Lyon.

M. GRÉARD, membre de l'Institut, inspecteur général, directeur de l'enseignement primaire du département de la Seine.

M. le baron LARREY, membre de l'Institut.

M. MARGUERIN, administrateur des écoles supérieures de la ville de Paris.

M. ROLLAND (Charles), membre de l'Institut, directeur des manufactures de l'État.

Comte SÉRURIER, ancien préfet.

CONSEIL D'ADMINISTRATION

PRÉSIDENT :

M. DUMAS, de l'Académie française, secrétaire perpétuel de l'Académie des sciences.

VICE-PRÉSIDENTS :

M. BERTHIER (Charles), ancien président du Tribunal de commerce.

M. ENGEL-DOLLFUS (Frédéric), manufacturier.

M. le docteur MARJOLIN, chirurgien honoraire des hôpitaux.

M. PETIT (Charles), président de la Société d'assistance paternelle des enfants des fleurs et plumes.

M. ROBERT (Charles), ancien Conseiller d'État, directeur de la Compagnie d'assurances sur la vie l'Union.

SECRÉTAIRE GÉNÉRAL :

M. LEFÉBURE (Léon), ancien député, membre du Conseil supérieur du commerce.

SECRÉTAIRE :

M. PÉRIN (Jules), docteur en droit, suppléant du Juge-de-paix du V^e arrond^t.

TRÉSORIER :

M. BÉRARD (Paul), professeur à l'École Turgot, secrétaire du Comité consultatif des arts et manufactures.

CENSEURS :

M. A. CHAIX, imprimeur, fondateur d'une école professionnelle de jeunes typographes.

M. DÉLEROT (Émile), vice-président du Comité des publications de la Société.

M. GROULT, fondateur de l'Internat manufacturier d'Ivry.

M. LEMOINE (Henri), président-fondateur du Patronage des enfants de l'ébénisterie.

M. PIVER (Alph.), fondateur de la Tutelle, pension d'apprentis.

M. RIOTTOT (Jules), président de la Société d'assistance paternelle des enfants du papier peint.

RAPPORT DE MM. LES CENSEURS DE LA SOCIÉTÉ DE PROTECTION.

— M. J. Riottot, au nom des Censeurs de la Société, présente le Rapport sur la gestion financière. (Ce document est reproduit *in extenso* ci-après.)

Les comptes sont approuvés à l'unanimité et des remerciements sont votés à l'adresse de notre dévoué trésorier, M. Bérard.

STATUTS DE LA SOCIÉTÉ ET RÈGLEMENT. — Dès la séance du 2 juillet 1874 (voy. *Bullet.*, 1874, p. 412), le Bureau proposait la nomination d'une Commission, qui serait chargée de préparer un projet de *Règlement* de la Société.

Cette Commission reconnut que nos Statuts légaux devant recevoir quelques modifications pour être rendus conformes à notre état actuel, il était préférable de surseoir à la confection du Règlement jusqu'à ce que la nouvelle rédaction des Statuts ait été soumise au Conseil d'État.

L'ordre du jour appelle donc la discussion du projet de révision des Statuts de la Société.

M. le Président rappelle qu'il y a deux points à élucider : nos Statuts sont-ils incompatibles avec la marche actuelle et les travaux de la Société? Convient-il d'en poursuivre la révision auprès du Ministère et du Conseil d'État?

La Société remet au Bureau le soin d'examiner cette question et de poursuivre la modification des Statuts, s'il le juge nécessaire.

M. le Président ajoute que le Bureau s'adjoindra la Commission du Règlement. — Approuvé.

— M. le Président fait connaître que M. le comte Sérurier, notre collègue, ayant insisté pour que la Société de protection fût représentée à l'Exposition Internationale de Bruxelles, dont le programme contient plusieurs questions qui rentrent dans le cercle de nos travaux. M. Marjolin est disposé à accepter la mission de délégué pour représenter la Société au point de vue le plus large, ainsi que MM. Em. Leroux et Robin, désignés par le Comité des accidents de fabrique.

Il propose de confier au Bureau le soin de régler les détails de ce voyage. — Aucune objection n'est faite à cette proposition.

M. le Président rappelle que le Congrès international d'hygiène et de sauvetage se réunira à Bruxelles du 27 septembre au 4 octobre.

— M. le Dr Marjolin a la parole pour lire une étude développée qui traite de l'influence des Écoles professionnelles sur l'avenir des apprentis. (Cette communication est reproduite dans le *Bulletin*, ci-après.)

M. le Dr Marjolin met sous les yeux des membres de la Société des spécimens d'objets en bois ou en fer confectionnés par les élèves des deux écoles. (Ces objets sont examinés avec un vif intérêt par les membres de la Société.)

Il ajoute que M. Laubier exprime le regret de ne pouvoir joindre à ces objets ceux qu'il a envoyés, au commencement de juin, à l'Exposition de Bruxelles, par ordre de M. Gréard, et ceux qui, ayant été faits par les apprentis pour les besoins de

l'école et des ateliers, ne peuvent être déplacés; ces objets permettraient d'apprécier mieux encore l'utilité de cette fondation et les services qu'elle est appelée à rendre à la classe ouvrière.

M. le *Président* remercie notre collègue de son intéressante communication et demande si les directeurs d'Écoles professionnelles (qui ont été invités à assister à la séance) auraient quelques observations à présenter, à propos du travail qui vient d'être lu.

M. *Laubier*, directeur de l'École d'apprentissage de la rue Tournefort, 33, dit que l'exposé fait par M. le Dr Marjolin a été trop complet pour laisser place à de nouvelles explications.

M. *Laubier* ajoute qu'il sera heureux de recevoir la visite des membres de la Société qui désireraient se convaincre par eux-mêmes de la possibilité de concilier l'enseignement primaire avec l'enseignement professionnel.

M. *Müller*, directeur de l'École municipale d'apprentis du boulevard de la Villette, après avoir également remercié l'honorable M. le Dr Marjolin, et fait aux membres de la Société une invitation semblable à celle que M. *Laubier* leur avait adressée, présente quelques observations sur le régime des écoles professionnelles. Suivant M. *Müller*, la difficulté signalée par M. Marjolin, et qui consiste à triompher de la mauvaise influence d'un grand nombre de parents sur les enfants des Écoles professionnelles, ne serait pas une difficulté insurmontable. Sans compter que tous les parents ne sont pas mauvais, il faut aussi remarquer que les enfants qui ne reçoivent à l'école que de bons enseignements et de sages conseils, exercent bien souvent, quand ils rentrent au foyer paternel, une salutaire influence sur l'esprit et les sentiments du père. C'est là un avantage que l'externat peut seul procurer et que l'internat ne présenterait pas.

De plus, si, comme le formulait le Syndicat des Mécaniciens, on fondait beaucoup d'internats professionnels, il serait à craindre que ce régime appliqué aux enfants de la classe populaire ne donnât prise à des dangers plus graves encore que ceux auxquels n'échappent pas toujours les enfants de la bourgeoisie, dans les lycées et autres établissements analogues. Enfin, il n'est pas possible d'admettre que le père se désintéresse de l'éducation de son fils : ce dernier par son attitude et son exemple peut contribuer de son côté à l'amélioration du chef de la famille.

M. le *Président* dit que les aperçus profonds de M. *Müller* ont été écoutés avec beaucoup d'intérêt par tous nos collègues.

La Société ne perdra pas de vue la question, si vaste et si digne de nous occuper, — qui a été controversée, — des Écoles professionnelles, surtout après les heureuses expériences qui ont été tentées rue Tournefort et boulevard de la Villette. Nous pourrions ainsi condenser nos observations et arriver à formuler une conclusion.

M. de Bellay cite le nom d'un ancien élève de M. Müller qui soutient aujourd'hui toute sa famille par son travail et mérite les plus grands éloges. De tels exemples sont bien faits pour récompenser les honorables directeurs des Écoles professionnelles de tous les soins qu'ils prodiguent aux enfants.

M. le Président fait remarquer que les résultats donnés par le fonctionnement des Écoles professionnelles doivent être enregistrés par l'Administration supérieure et par la Société de protection en particulier pour être soumis au public international qu'attirera la prochaine Exposition universelle de 1878.

— M. Riottot soulève la question de savoir s'il n'y aurait pas opportunité à demander à l'Administration de délivrer aux membres de la Société une carte qui leur conférerait le droit de requérir les gardiens de la paix, pour faire constater les contraventions commises par les patrons qui surchargent des enfants, ce que l'on voit encore tous les jours sur la voie publique.

M. Lemaitre appuie cette motion et renouvelle une remarque, déjà faite en plusieurs circonstances par un grand nombre de nos collègues, à savoir que, si les membres de la Société protectrice des animaux jouissent du privilège de mettre en mouvement les agents, à plus forte raison serait-il raisonnable d'accorder le même droit aux membres de la Société de protection des Apprentis, qui s'intéressent à des êtres plus nobles que les chiens ou les chevaux.

M. le Président croit que le privilège dont il s'agit sera restreint aux membres des Commissions locales, récemment instituées par l'Administration, sur la désignation du Conseil général.

M. le Secrétaire ajoute que la Société protectrice des animaux a été investie du droit de réquisition vers 1842 et qu'aujourd'hui, selon toute probabilité, on n'accorderait la même faveur soit à cette Société elle-même, soit à aucune autre.

M. de Bellay rappelle que, dès 1870, M. Barreswill avait eu la même préoccupation que M. Riottot.

M. le *Président* dit que la question pourra être traitée d'une manière plus complète et moins rapide dans la prochaine séance.

La séance est levée à 10 h. 1/4.

Le Secrétaire,

JULES PÉRIN.

RAPPORT

DE

MM. LES CENSEURS DE LA SOCIÉTÉ DE PROTECTION DES APPRENTIS
sur la comptabilité de 1875.

MESSIEURS,

Nous venons vous rendre compte du mouvement des opérations de la Société pendant le courant de l'année 1875; nous avons vérifié toutes les pièces de la comptabilité; un de nous les a parafées et nous avons reconnu la parfaite exactitude des comptes; nous vous en donnons les résultats dans le tableau ci-annexé.

Vous le voyez, Messieurs, les recettes diverses se sont élevées à 15,629 fr. 50 c., y compris les généreuses subventions de divers donateurs que nous remercions vivement au nom de la Société.

Nos cotisations ont produit	Fr.	9.444	»
Les dons perpétuels		1.000	»
Les dons gracieux, savoir :			
De M. le Ministre de l'intérieur . .	Fr.	200	»
De M. le Ministre du commerce . . .		300	»
De la Ville de Paris		1.000	»
Du lycée Louis-le-Grand		400	»
Du lycée Fontanes		200	»
De M. Aubert de Maury		100	»
		2.200	»
Les arrérages de nos obligations		2.400	75
Le dividende faillite Prieur de la Combe		508	80
Balance d'intérêts au Comptoir d'escompte et au			
Comité des Accidents de fabrique		75	95
TOTAL	Fr.	15.629	50

Nos dépenses, frais généraux, publications, subventions et secours	11.017 95
BALANCE. Fr.	<u>4.611 55</u>

C'est donc une différence d'un peu plus de 4,600 francs dont s'est augmenté notre avoir.

Les sommes disponibles se composent :

D'espèces en caisse	Fr.	434 50
Au Comptoir d'escompte		7.322 95
Arrérages échus à toucher.		<u>363 75</u>
TOTAL	Fr.	<u>8.121 20</u>

Là-dessus, nous prévoyons comme l'année dernière divers comptes à solder	Fr.	2.000 »
Capital du Comité des Accidents de fabrique		2.060 75
Surplus entièrement libre		<u>4.060 45</u>
TOTAL ÉGAL.	Fr.	<u><u>8.121 20</u></u>

Sur cet excédant, 1,000 francs proviennent de dons perpétuels dont nos Statuts exigent le placement. Nous vous proposons d'acheter, comme l'année dernière, dix obligations de chemin de fer qui employeront un peu plus de 3,000 francs, car nos fonds au Comptoir d'escompte ne rapportent que 2 0/0, et il suffit largement de garder 5,000 francs disponibles.

L'année 1876 sera chargée de la dépense exceptionnelle pour notre distribution des récompenses; mais, vous le savez, l'indemnité de 3,000 francs, reçue du Skating-Ring couvrira une grande partie de cette dépense.

Notre attention s'est portée sur la différence importante du produit des cotisations qui s'est élevé à 13,163 fr. 90 c. en 1874, et seulement à 9,444 francs en 1875. Nous avons reconnu, avec M. le Trésorier, qu'il avait été restitué en 1874 une somme de 1,430 francs, provenant de cotisations antérieures; il reste encore une différence de plus de 2,000 francs, qui provient surtout de la difficulté des recouvrements en province, où nous ne pouvons pas avoir un receveur dans chaque localité.

Nos souscripteurs, généralement très-dévoués et tous dans des positions aisées, n'hésiteraient pas à nous donner une large subvention si nous allions la solliciter; mais ils n'attachent pas d'importance à cette faible cotisation de dix francs; ils oublient que ce petit chiffre qui nous amène beaucoup d'adhérents

oblige, par sa faiblesse même, à une grande régularité dans les rentrées et que, si un mandat de poste cause quelque dérangement, ils peuvent nous faire remise par des timbres-poste; nous les en prions instamment.

Nous avons demandé au secrétariat de faire dresser une liste des souscripteurs en retard par localité, et quelques-uns d'entre nous tâcheront, par leurs relations étendues, d'en faire encaisser une bonne partie.

Nous vous proposons de voter des remerciements à notre dévoué trésorier, M. Bérard, qui, tenant ses comptes avec grande régularité, ne conserve, comme vous le voyez, qu'un faible appoint et verse toute somme un peu importante dans un établissement de toute sécurité; il nous a représenté nos 170 obligations qui d'ailleurs, sont toutes nominatives.

Paris, 6 juillet 1876.

<i>Approuvé :</i>	<i>Approuvé :</i>	<i>Approuvé :</i>	<i>Approuvé :</i>
Jules RIOTTOT.	Alph. PIVER.	GROULT.	Henri LEMOINE.

Approuvé :

Sous la réserve de la vérification des pièces, à laquelle une absence de Paris m'a empêché de prendre part.

A. CHAIX.

COMPTE-RENDU PAR MM. LES CENSEURS

pour l'année 1875

Mouvement de la Caisse :

ENTRÉE

Espèces au 1 ^{er} janvier 1875.	Fr.	133 20
Dividende faillite Prieur de la Combe 7 17/0 sur 7.086 88		508 80
Dons divers.	2.200 »	
Cotisations.	9.444 »	
Cotisations en dons perpétuels.	1.000 »	
Arrérages de nos 170 obligations	2.037 »	
Sommes payées par le Comptoir d'escompte	8.551 90	
TOTAL	Fr.	23.874 90

SORTIE

Nos versements au Comptoir d'escompte . Fr.	8.850 »	
Payé pour compte Comité des Accidents de fabrique	507 45	
Achat de 10 obligations Est.	3.065 »	
Dépenses diverses	11.017 95	23.440 40
SOLDE EN CAISSE AU 31 DÉCEMBRE 1875,	Fr.	<u>434 50</u>

Mouvement au Comptoir d'escompte :

Notre solde créditeur était au 1 ^{er} janvier 1875.	Fr.	6.842 65
Nos versements		8.850 »
Balance intérêts à 2 0/0		181 50
TOTAL	Fr.	15.874 15
Ses paiements à divers		8.551 90
SOLDE CRÉDITEUR AU 31 DÉCEMBRE 1875,	Fr.	<u>7.322 25</u>

Compte du Comité des Accidents de fabrique :

AVOIR

Ses versements en 1874	Fr.	2.500 »
Intérêts compensés 1874 à 3 0/0		60 50
Intérêts compensés 1875 à 2 0/0		45 75
TOTAL	Fr.	<u>2.606 25</u>

DOIT

Nos paiements en 1874	Fr.	38 05
id. en 1875		507 45
545 50		
AU 31 DÉCEMBRE SON COMPTE EST CRÉDITEUR DE	Fr.	<u>2.060 75</u>

Position de la Société au 31 décembre 1875 :

120 obligations Lyon estimées à 300 francs.	Fr.	36.000
50 id. Est achetées.		13.865
Son crédit au Comptoir d'escompte		7.322 95
Espèces en caisse		434 50
50 coupons Est échus à toucher		363 75
TOTAL	Fr.	57.986 20
Dû au Comité des Accidents de fabrique.	Fr.	<u>2.060 75</u>
Elle possède donc au 31 décembre 1875	Fr.	55.925 45
Son avoir au 31 décembre 1874 s'élevait à Fr.		53.775 85
Elle devait au Comité des Accidents.		2.500 »
(C'est par erreur que nous avons dit 2.000 francs dans le compte-rendu de l'année 1874.)		
Il restait donc	Fr.	<u>51.275 85</u>
DIFFÉRENCE EN PLUS	Fr.	<u>4.649 60</u>

Paris, 6 juillet 1876.

Approuvé

ALP. PIVER.

GROULT. H. LEMOINE.

A. CHAIX.

DOCUMENTS OFFICIELS.

LOI

SUR LE TRAVAIL DES ENFANTS ET DES FILLES MINEURES DANS L'INDUSTRIE

(du 19 mai 1874).

SÉNAT

Séance du mercredi 21 juin 1876.

SOMMAIRE. — Discussion sur la proposition de loi de M. Testelin, sur le travail des enfants dans les manufactures. — MM. Testelin, Paris, rapporteur.
— Retrait de la proposition.

PRÉSIDENCE DE M. LE GÉNÉRAL DE LADMIRAUT, VICE-PRÉSIDENT.

DISCUSSION D'UNE PROPOSITION MODIFIANT LA LOI SUR LE TRAVAIL DES ENFANTS DANS LES MANUFACTURES.

M. le président. L'ordre du jour appelle la discussion sur la proposition de M. Testelin, tendant à ajouter un article additionnel à la loi du 19 mai 1874, sur le travail des enfants dans les manufactures.

M. Testelin a la parole pour soutenir sa proposition.

M. Testelin. Messieurs, lorsque j'ai eu l'honneur de déposer la proposition qui tend à modifier l'article 9 de la loi du 19 mai 1874, je me proposais de courir au plus pressé. Effectivement, des documents officiels m'avaient donné la conviction que, dans le seul département du Nord, par suite de l'application stricte de la loi, on mettait immédiatement sur le pavé plus de 12,000 enfants, ce qui faisait une suppression de salaires de près de 4 millions par an.

La même proposition avait été déposée par quelques députés du Nord devant la Chambre des députés. Quand je me suis aperçu que la Commission devant laquelle j'avais comparu était d'avis de repousser ma proposition, j'en ai averti mes collègues du Nord.

Comme, d'autre part, la Commission d'initiative à la Chambre des députés était d'avis de prendre la question en considération, nous avons pensé qu'il ne serait pas convenable qu'il y eût deux décisions contraires sur le même point.

J'ai donc prié M. le rapporteur de la Commission d'initiative de la Chambre des députés de vouloir bien retarder le dépôt de son rapport. Mais, dans l'intervalle, une quinzaine de députés ont déposé un projet de modification complète de la loi de 1874. Il me semble que ce que j'ai de mieux à faire, c'est de demander de nouveau l'ajournement de ma proposition. Elle ne vise, en effet, qu'un seul article de la loi, tandis que celle des députés en vise huit. De sorte que, quel que fût le sort que dût subir ici le projet de loi que je vous ai présenté, la question reviendrait forcément devant vous, après le vote de l'autre Chambre.

Je me vois donc forcé de demander l'ajournement de ma proposition ou même de la retirer complètement, puisqu'elle vous reviendra sous une forme beaucoup plus développée.

M. Paris, rapporteur. Messieurs, la Commission dont j'ai l'honneur d'être le rapporteur conclut au rejet de la proposition de M. Testelin, laquelle a pour objet, vous le savez, de suspendre indéfiniment l'article 9 de la loi du 19 mai 1874. Si notre honorable collègue juge convenable de sacrifier sa proposition, la Commission n'a rien à objecter ; « le combat finira faute de combattants. » Mais le retrait est le seul moyen, croyons-nous, d'empêcher la discussion de naître en ce moment. Si nous adoptons un simple ajournement et si nous attendions pour ouvrir le débat le moment où la Chambre des députés aurait statué sur la proposition plus complexe à laquelle M. Testelin a fait allusion, nous ouvririons la porte à la confusion. Il est clair, en effet, que nous nous trouverions saisis, lorsque la proposition votée par la Chambre des députés serait renvoyée au Sénat, de deux projets essentiellement différents, dont l'un porterait sur l'article 9 exclusivement et proviendrait de l'initiative d'un sénateur ; dont l'autre, embrassant un certain nombre de modifications à la loi de 1874, aurait été adopté déjà par l'une des deux Chambres.

Que l'honorable M. Testelin me permette donc, comme rapporteur de la Commission dont il est membre, de lui donner un modeste conseil, c'est de retirer sa proposition ; comme la Commission n'a substitué au texte qui lui a été soumis aucune rédaction nouvelle, et qu'elle conclut purement et simplement à « ne pas adopter », le Sénat se trouverait d'une manière très-régulière dessaisi de la question. (Très-bien !)

M. Testelin. Messieurs, je suis d'accord avec l'honorable rapporteur, d'autant plus que, comme il n'y aura eu aucune espèce de vote, j'aurai le droit de reprendre ma proposition plus tard.

Ce qu'il y a de mieux à faire pour le moment est de la retirer, et je la retire. (Très-bien !)

M. le président. Je donne acte du retrait de la proposition par l'honorable M. Testelin.

CHAMBRE DES DÉPUTÉS.

Séance du 16 juin 1876.

PROPOSITION DE LOI ayant pour objet de modifier la loi du 19 mai 1874 sur le travail des enfants et des filles mineures dans l'industrie, présentée par MM. Léon Renard, Jules Leurent, Deusy, Devaux, François Brasme, Trystram, Georges Brame, Deviolaine, Richarme, Crozet-Fourneyron, Malézieux, Charles Mention, Fouquet, Plichon, Iloos, Guillemin, députés.

EXPOSÉ DES MOTIFS

Messieurs, la loi du 19 mai 1874, sur le travail des enfants et des filles mineures employés dans l'industrie est exécutoire depuis le 3 juin 1875, c'est-à-dire depuis une année.

Des règlements d'administration publique l'ont complétée et ont donné dans une certaine mesure satisfaction aux industries qui réclamaient, par leur nature, des conditions exceptionnelles. Mais il est plusieurs points essentiels de cette loi qu'il est indispensable de modifier.

Jusqu'en ces derniers temps, en effet, on a usé de tolérance. Les inspecteurs généraux se sont attachés plutôt à faire comprendre aux patrons et aux ouvriers, le but et la pensée du législateur, qu'à constater les contraventions à la loi; mais nous en arrivons aujourd'hui à la période d'application, et l'expérience a démontré, que malgré la bonne volonté des industriels la loi est absolument inapplicable sans de sérieuses modifications.

Les résultats que ses auteurs ont cherché à atteindre, n'important pas moins aux industriels, qu'à leurs ouvriers. Tous reconnaissent qu'il est indispensable d'édicter des règlements, sauvegardant la santé et le développement physique des enfants. Que ces mêmes règlements doivent leur assurer les moyens d'acquérir l'instruction primaire élémentaire, et les y obliger même à l'aide de mesures bien entendues. Enfin, il n'est pas un seul chef d'usine qui ne reconnaisse également, que les conditions du travail doivent permettre aux enfants l'exercice de leur culte, et satisfaire à toutes les exigences de la morale publique.

Mais il faut aussi que la loi soit pratique, qu'elle se prête aux nécessités de l'industrie, sous peine d'être constamment violée, et d'amener la ruine de nos manufactures par la désorganisation de leur personnel ouvrier.

Or, si l'on veut limiter arbitrairement la durée du travail des enfants, on se heurte immédiatement à des impossibilités. Ce n'est pas d'ailleurs la durée de leur travail, mais bien sa nature, qu'il importe de proportionner à leurs forces. Celui que l'on confie à de jeunes apprentis ne réclame d'ordinaire qu'un peu d'attention ou d'agilité.

Il serait également regrettable, pour ne pas dire impossible, d'interdire le travail de nuit dans certaines fabriques, comme les sucreries, par exemple, aux filles de 16 à 21 ans. Au point de vue de la morale, il vaut certainement mieux qu'elles soient occupées sous l'œil vigilant de leurs parents, que d'être abandonnées à elles-mêmes en leur absence.

Ne serait-il pas fâcheux, d'ailleurs, lorsque les travaux de la campagne font défaut, de mettre obstacle à ce qu'elles apportent leur

part au bien-être de la famille, par des travaux industriels. Ce serait diminuer les ressources du ménage, au moment où ses dépenses augmentent.

Enfin, est-il pratique de déterminer arbitrairement la suspension du travail dans les usines à feu continu, qui ne peuvent chômer les dimanches, du moment que des dispositions d'ordre intérieur garantissent aux jeunes ouvriers le temps et la liberté nécessaire pour l'accomplissement de leurs devoirs religieux.

Quant à l'instruction primaire élémentaire, il importe surtout de faire comprendre à l'ouvrier l'utilité de la donner de bonne heure à ses enfants. N'arrivera-t-on pas plus sûrement à ce but, en retardant l'âge d'admission aux usines, de deux années pour les enfants illettrés, qu'en autorisant leur travail, sous des réserves incompatibles avec les exigences de l'industrie ?

En adoptant cet ordre d'idées, dans un délai maximum de deux ans, la loi pourra être absolument et intégralement appliquée partout.

C'est par ces considérations, et guidés par l'expérience de cette année que nous vous proposons, messieurs, de modifier comme suit la loi du 19 mai 1874.

PROPOSITION DE LOI.

Loi du 19 mai 1874 sur le travail des enfants et des filles mineures employés dans l'industrie.

SECTION PREMIÈRE. — *Age d'admission. — Durée du travail.*

Article premier. — Les enfants et les filles mineures ne peuvent être employés à un travail industriel dans les manufactures, fabriques, usines, mines, chantiers et ateliers que sous les conditions déterminées dans la présente loi.

Art. 2. — Les enfants ne pourront être employés par des patrons, ni être admis dans les manufactures, usines, ateliers ou chantiers avant l'âge de douze ans révolus.

Ils pourront être toutefois employés à l'âge de dix ans révolus, dans les industries spécialement déterminées par un règlement d'administration publique, rendu sur l'avis conforme de la Commission supérieure ci-dessous instituée.

Art. 3. — Les enfants jusqu'à l'âge de 12 ans révolus ne pourront être assujettis à une durée de travail de plus de six heures par jour, divisées par des repos.

SECTION II. — *Travail de nuit, des dimanches et jours fériés.*

Art. 4. — Les enfants ne pourront être employés à aucun travail de nuit jusqu'à l'âge de seize ans révolus.

La même interdiction est appliquée à l'emploi des filles mineures, de seize à vingt et un ans, mais seulement dans les usines et manufactures.

Tout travail entre neuf heures du soir et cinq heures du matin est considéré comme travail de nuit.

Toutefois, en cas de chômage, résultant d'une interruption accidentelle et de force majeure, l'interdiction ci-dessus pourra être temporairement levée et pour un délai déterminé par la Commission locale ou l'inspecteur, ci-dessous institués, sans que l'on puisse employer au travail de nuit des enfants âgés de moins de douze ans.

Art. 5. — Les enfants âgés de moins de seize ans et les filles âgées de moins de vingt et un ans, ne pourront être employés à aucun travail, par leurs patrons, les dimanches et fêtes reconnues par la loi, même pour rangement de l'atelier.

Art. 6. — Néanmoins, dans les usines à feu continu, les enfants pourront être employés la nuit ou les dimanches et jour fériés, aux travaux indispensables.

Les travaux tolérés et le laps de temps pendant lequel ils devront être exécutés, seront déterminés par des règlements d'administration publique.

Ces travaux ne seront, dans aucun cas, autorisés que pour des enfants âgés de douze ans au moins.

On devra, en outre, leur assurer le temps et la liberté nécessaires pour l'accomplissement des devoirs religieux.

SECTION III. — *Travaux souterrains.*

Art. 7. — Aucun enfant ne peut être admis dans les travaux souterrains des mines, minières et carrières avant l'âge de douze ans révolus.

Les filles et femmes ne peuvent être admises dans ces travaux.

Les conditions spéciales du travail des enfants de douze à seize ans, dans les galeries souterraines, seront déterminées par des règlements d'administration publique.

SECTION IV. — *Instruction primaire.*

Art. 8. — Nul enfant ayant moins de douze ans révolus, ne peut être employé par un patron qu'autant que ses parents ou tuteur justifient qu'il fréquente actuellement une école publique ou privée.

Tout enfant admis avant douze ans dans un atelier devra, jusqu'à cet âge, suivre les classes d'une école, pendant le temps libre du travail.

Il devra recevoir l'instruction pendant deux heures au moins si une école spéciale est attachée à l'établissement industriel.

La fréquentation sera constatée au moyen d'une feuille de présence, dressée par l'instituteur et remise chaque semaine au patron.

Art. 9. — Aucun enfant ne pourra, avant l'âge de quinze ans accomplis, être admis à travailler plus de six heures chaque jour, s'il ne justifie par la production d'un certificat de l'instituteur ou de

l'inspecteur primaire, visé par le maire, qu'il a acquis l'instruction primaire élémentaire.

Ce certificat sera délivré sur papier libre et gratuitement.

SECTION V. — *Surveillance des enfants. — Police des ateliers.*

Art. 10. — Les maires sont tenus de délivrer aux père, mère ou tuteur, un livret sur lequel sont portés les noms et prénoms de l'enfant, la date et le lieu de sa naissance, son domicile, le temps pendant lequel il a suivi l'école.

Les chefs d'industrie ou patrons inscriront sur le livret la date de l'entrée dans l'atelier ou établissement et celle de la sortie. Ils devront également tenir un registre sur lequel seront mentionnées toutes les indications insérées au présent article.

Art. 11. — Les patrons ou chefs d'industrie seront tenus de faire afficher, dans chaque atelier, les dispositions de la présente loi et les règlements d'administration publique relatifs à son exécution.

Art. 12. — Des règlements d'administration publique détermineront les différents genres de travaux présentant des causes de danger ou excédant leurs forces, qui seront interdits aux enfants dans les ateliers où ils seront admis.

Art. 13. — Les enfants ne pourront être employés dans les fabriques et ateliers indiqués au tableau officiel des établissements insalubres ou dangereux, que sous les conditions spéciales déterminées par un règlement d'administration publique.

Cette interdiction sera généralement appliquée à toutes les opérations où l'ouvrier est exposé à des manipulations ou à des émanations préjudiciables à sa santé.

En attendant la publication de ce règlement, il est interdit d'employer les enfants âgés de moins de seize ans :

1° Dans les ateliers où l'on manipule des matières explosibles et dans ceux où l'on fabrique des mélanges détonnants, tels que poudre, fulminates, etc., ou tous autres éclatant par le choc ou par le contact d'un corps enflammé;

2° Dans les ateliers destinés à la préparation, à la distillation ou à la manipulation de substances corrosives, vénéneuses, et de celles qui dégagent des gaz délétères ou explosibles.

La même interdiction s'applique aux travaux dangereux ou malsains, tels que :

L'aiguisage ou le polissage à sec des objets en métal, et des verres ou cristaux;

Le battage ou grattage à sec des plombs carbonatés dans les fabriques de céruse;

Le grattage à sec d'émaux à base d'oxyde de plomb dans les fabriques de verres dits de mousseline;

L'étamage au mercure des glaces;

La dorure au mercure.

Art. 14. — Les ateliers doivent être tenus dans un état constant de propreté et convenablement ventilés.

Ils doivent présenter toutes les conditions de sécurité et de salubrité nécessaires à la santé des enfants.

Dans les usines à moteurs mécaniques, les roues, les courroies, les engrenages ou tout autre appareil, dans le cas où il aura été constaté qu'ils présentent une cause de danger, seront séparés des ouvriers de telle manière que l'approche n'en soit possible que pour les besoins du service.

Les puits, trappes et ouvertures de descentes doivent être cloturés.

Art. 15. — Les patrons ou chefs d'établissement doivent, en outre, veiller au maintien des bonnes mœurs et à l'observation de la décence publique dans leurs ateliers.

SECTION VI. — *Inspection.*

Art. 16. — Pour assurer l'exécution de la présente loi, il sera nommé quinze inspecteurs divisionnaires. La nomination des inspecteurs sera faite par le Gouvernement, sur une liste de présentation dressée par la Commission supérieure ci-dessous instituée, et portant trois candidats pour chaque emploi disponible.

Ces inspecteurs seront rétribués par l'État.

Chaque inspecteur divisionnaire résidera et exercera sa surveillance dans l'une des quinze circonscriptions territoriales déterminées par un règlement d'administration publique.

Art. 17. — Seront admissibles aux fonctions d'inspecteurs, les candidats qui justifieront du titre d'ingénieur de l'État ou d'un diplôme d'ingénieur civil, ainsi que les élèves diplômés de l'École centrale des arts et manufactures et des Écoles des mines.

Seront également admissibles ceux qui auront déjà rempli pendant trois ans au moins les fonctions d'inspecteur du travail des enfants ou qui justifieront avoir dirigé ou surveillé pendant cinq années des établissements industriels occupant cent ouvriers au moins.

Art. 18. — Les inspecteurs ont entrée dans tous les établissements manufacturiers, ateliers et chantiers. Ils visitent les enfants; ils peuvent se faire représenter le registre prescrit par l'article 10, les livrets, les feuilles de présence aux écoles, les règlements intérieurs.

Les contraventions seront constatées par les procès-verbaux des inspecteurs, qui feront foi jusqu'à preuve contraire.

Lorsqu'il s'agira de travaux souterrains, les contraventions seront constatées concurremment par les inspecteurs ou par les garde-mines.

Les procès-verbaux seront dressés en double exemplaire, dont l'un sera envoyé au préfet du département et l'autre déposé au Parquet.

Toutefois, lorsque les inspecteurs auront reconnu qu'il existe dans un établissement ou atelier une cause de danger ou d'insalubrité, ils

prendront l'avis de la Commission locale ci-dessous instituée sur l'état de danger ou d'insalubrité, et ils consigneront cet avis dans un procès-verbal.

Les dispositions ci-dessus ne dérogent point aux règles du droit commun, quant à la constatation et à la poursuite des infractions commises à la présente loi.

Art. 19. — Les inspecteurs devront, chaque année, adresser des rapports à la Commission supérieure ci-dessous instituée.

SECTION VII. — *Commissions locales.*

Art. 20. — Il sera institué dans chaque département, des Commissions locales, dont les fonctions seront gratuites, chargées : 1^o de veiller à l'exécution de la présente loi ; 2^o de contrôler le service de l'inspection ; 3^o d'adresser au préfet du département, sur l'état du service et l'exécution de la loi des rapports qui seront transmis au Ministre et communiqués à la Commission supérieure.

A cet effet, les Commissions locales visiteront les établissements industriels, ateliers et chantiers ; elles pourront se faire accompagner d'un médecin quand elles le jugeront convenable.

Art. 21. — Le Conseil général déterminera, dans chaque département, le nombre et la circonscription des Commissions locales ; il devra en établir une au moins dans chaque arrondissement ; il en établira, en outre, dans les principaux centres industriels ou manufacturiers, là où il le jugera nécessaire.

Le Conseil général pourra également nommer un inspecteur spécial rétribué par le département ; cet inspecteur devra toutefois agir sous la direction de l'inspecteur divisionnaire.

Art. 22. — Les Commissions locales seront composées de cinq membres au moins et de sept au plus, nommés par le préfet sur une liste de présentation arrêtée par le Conseil général.

On devra faire entrer, autant que possible, dans chaque Commission, un ingénieur de l'État ou un ingénieur civil, un inspecteur de l'instruction primaire et un ingénieur des mines dans les régions minières.

Les Commissions sont renouvelées tous les cinq ans : les membres sortants pourront être de nouveau appelés à en faire partie.

SECTION VIII. — *Commission supérieure.*

Art. 23. — Une Commission supérieure composée de neuf membres, dont les fonctions seront gratuites, est établie auprès du Ministre du commerce ; cette Commission est nommée par le Président de la République : elle est chargée :

- 1^o De veiller à l'application uniforme et vigilante de la présente loi ;
- 2^o De donner son avis sur les règlements à faire et généralement sur les diverses questions intéressant les travailleurs protégés ;

3^e Enfin d'arrêter les listes de présentation des candidats pour la nomination des inspecteurs divisionnaires.

Art. 24. — Chaque année, le président de la Commission supérieure adressera au Président de la République un rapport général sur les résultats de l'inspection et sur les faits relatifs à l'exécution de la présente loi.

Ce rapport devra être, dans le mois de son dépôt, publié au *Journal officiel*.

Le Gouvernement rendra compte chaque année, à l'Assemblée nationale, de l'exécution de la loi et de la publication des règlements d'administration publique destinés à la compléter.

SECTION IX. — Pénalités.

Art. 25. — Les manufacturiers, directeurs ou gérants d'établissements industriels et les patrons qui auront contrevenu aux prescriptions de la présente loi et des règlements d'administration publique relatifs à son exécution, seront poursuivis devant le Tribunal correctionnel et punis d'une amende de 16 à 50 francs.

L'amende sera appliquée autant de fois qu'il y a eu de personnes employées dans les conditions contraires à la loi, sans que son chiffre total puisse excéder 500 francs.

Toutefois, la peine ne sera pas applicable si les manufacturiers, directeurs ou gérants d'établissements industriels et les patrons, établissent que l'infraction à la loi a été le résultat d'une erreur provenant de la production d'actes de naissance, livrets ou certificats contenant de fausses énonciations ou délivrés pour une autre personne.

Les dispositions des articles 12 et 13 de la loi du 22 juin 1854 sur les livrets d'ouvriers seront, dans ce cas, applicables aux auteurs des falsifications.

Les chefs d'industrie sont civilement responsables des condamnations prononcées contre leurs directeurs ou gérants.

Art. 26. — S'il y a récidive, les manufacturiers, directeurs ou gérants d'établissements industriels et les patrons seront condamnés à une amende de 50 à 200 francs.

La totalité des amendes réunies ne pourra toutefois excéder 1,000 fr.

Il y a récidive lorsque le contrevenant a été frappé, dans les douze mois qui ont précédé le fait qui est l'objet de la poursuite, d'un premier jugement pour infraction à la présente loi ou aux règlements d'administration publique relatifs à son exécution.

Art. 27. — L'affichage du jugement pourra, suivant les circonstances, et en cas de récidive seulement, être ordonné par le Tribunal de police correctionnelle.

Le Tribunal pourra également ordonner, dans le même cas, l'insertion de sa sentence, aux frais du contrevenant, dans un ou plusieurs journaux du département.

Art. 28. — Seront punis d'une amende de 16 à 100 francs, les propriétaires d'établissements industriels et les patrons qui auront mis obstacle à l'accomplissement des devoirs d'un inspecteur, des membres des Commissions, ou des médecins, ingénieurs et experts délégués pour une visite ou une constatation.

Art. 29. — L'article 463 du code pénal est applicable aux condamnations prononcées en vertu de la présente loi.

Le montant des amendes résultant de ces condamnations sera versé au fonds de subvention affecté à l'enseignement primaire dans le budget de l'instruction publique.

SECTION X. — *Dispositions spéciales.*

Art. 30. — Les articles 2, 3, 4 et 5 de la loi sont applicables aux enfants placés en apprentissage et employés à un travail industriel.

Les dispositions des articles 18 et 25 ci-dessus, seront appliquées auxdits cas, en ce qu'elles modifient la juridiction et la quotité de l'amende indiquées au 1^{er} paragraphe de l'article 20 de la loi du 22 février 1851.

Ladite loi continuera à recevoir son exécution dans ses autres prescriptions.

Art. 31. — Par mesure transitoire, les dispositions édictées par la présente loi ne seront applicables qu'un an après sa promulgation.

Toutefois, à ladite époque, les enfants déjà admis légalement dans les ateliers, continueront à y être employés aux conditions spécifiées dans l'article 3.

Art. 32. — A l'expiration du délai sus-indiqué, toutes dispositions contraires à la présente loi seront et demeureront abrogées.

MODIFICATIONS PROPOSÉES

SECTION PREMIÈRE. — *Age d'admission. — Durée du travail.*

Art. 1^{er}. — Sans changement.

Art. 2. — Les enfants ne pourront être employés par des patrons, ni être admis à travailler dans les manufactures, usines, ateliers ou chantiers, avant l'âge de douze ans révolus.

Par exception, ils pourront être toutefois employés dès l'âge de dix ans révolus, dans les industries dont la nomenclature suit :

- 1^o Dévidage des cocons;
- 2^o Filature de bourre de soie;
- 3^o Filature de coton;
- 4^o Filature de laine;
- 5^o Filature de lin;
- 6^o Filature de soie;
- 7^o Impressions à la main sur tissus;
- 8^o Moulinage de la soie;

9° Papeteries (sauf pour le triage des chiffons) ;

10° Retordage du coton ;

11° Fabrication mécanique des tulles et dentelles ;

12° Verreries.

Art. 3. — La durée maximum du travail des enfants ne pourra dépasser 12 heures sur 24, divisées par des repos.

SECTION II. — *Travail de nuit, des dimanches et jours fériés.*

Art. 4. — Tout travail de nuit, compris entre 9 heures du soir et 5 heures du matin, est interdit pour les enfants âgés de moins de 16 ans révolus.

Il est fait exception à cette interdiction pour les enfants du sexe masculin occupés dans les usines à feu continu, dont la désignation suit :

1° Papeteries ;

2° Sucreries ;

3° Verreries ;

4° Usines métallurgiques.

En outre, dans les cas de chômage forcés résultant d'une interruption accidentelle, l'interdiction ci-dessus pourra être levée temporairement et pour un délai déterminé, par les Commissions locales, ou les inspecteurs ci-après institués.

Art. 5. — Les filles mineures de seize à vingt et un ans ne pourront être employées la nuit que dans les fabriques de sucre et les verreries, et à la condition expresse qu'elles y seront occupées, en même temps que leur père, mère, tuteur, ou frère majeur, qui devront les accompagner à l'entrée et à la sortie.

Art. 6. — Dans les usines à feu continu, reprises à l'article 4, le travail des dimanches et des jours fériés devra être organisé de façon à assurer aux enfants et aux filles mineures le temps et la liberté nécessaires pour l'accomplissement des devoirs religieux.

A cet effet, un tableau réglant l'emploi du temps, visé par l'inspecteur institué par l'article 16 ci-après, devra être affiché par les chefs d'industrie dans leurs divers ateliers.

SECTION III. — *Travaux souterrains.*

Art. 7. — Sans changement.

SECTION IV. — *Instruction primaire.*

Art. 8. — Aucun enfant de douze ans révolus ne peut être employé à des travaux industriels, s'il ne justifie par la production d'un certificat de l'instituteur ou de l'inspecteur primaire, visé par le maire, qu'il a acquis l'instruction primaire élémentaire. Ce certificat sera délivré sur papier libre et gratuitement.

A défaut de cette justification, l'âge d'admission de l'enfant sera reculé jusqu'à quatorze ans révolus.

Art. 9. — Les enfants de moins de douze ans admis à titre exceptionnel dans les établissements industriels spécifiés à l'article 2 de la présente loi, devront suivre les classes d'une école, pendant le temps libre du travail, afin d'être à même de présenter à l'âge de douze ans le certificat de capacité sus-indiqué.

A cet âge, et à défaut de ce certificat, ils seront soumis aux conditions restrictives de l'article précédent et contraints de cesser le travail.

La fréquentation de l'école pour les enfants âgés de moins de douze ans et non pourvus du certificat d'instruction primaire, sera constatée par une feuille de présence dressée par l'instituteur et remise chaque semaine au patron. Les inspecteurs tiendront la main à l'exécution de cette mesure.

SECTION V. — *Surveillance des enfants. Police des ateliers.*

- | | |
|-----------------------------|-----------------------------|
| Art. 10. — Sans changement. | Art. 13. — Sans changement. |
| Art. 11. — Sans changement. | Art. 14. — Sans changement. |
| Art. 12. — Sans changement. | Art. 15. — Sans changement. |

SECTION VI. — *Inspection.*

- | | |
|-----------------------------|-----------------------------|
| Art. 16. — Sans changement. | Art. 18. — Sans changement. |
| Art. 17. — Sans changement. | Art. 19. — Sans changement. |

SECTION VII. — *Commissions locales.*

- | | |
|-----------------------------|-----------------------------|
| Art. 20. — Sans changement. | Art. 22. — Sans changement. |
| Art. 21. — Sans changement. | |

SECTION VIII. — *Commission supérieure.*

- | | |
|-----------------------------|-----------------------------|
| Art. 23. — Sans changement. | Art. 24. — Sans changement. |
|-----------------------------|-----------------------------|

SECTION IX. — *Pénalités.*

- | | |
|-----------------------------|-----------------------------|
| Art. 25. — Sans changement. | Art. 28. — Sans changement. |
| Art. 26. — Sans changement. | Art. 29. — Sans changement. |
| Art. 27. — Sans changement. | |

SECTION X. — *Dispositions spéciales.*

Art. 30. — Sans changement.

Art. 31. — Par mesure transitoire, les dispositions de l'article 8 de la présente loi, ne seront applicables que deux ans après sa promulgation (1).

CHAMBRE DES DÉPUTÉS

Séance du jeudi 20 juillet 1876.

SOMMAIRE. — Discussion sur la prise en considération de la proposition de MM. Pierre Legrand, Merlin et plusieurs de leurs collègues, ayant pour objet de suspendre l'application de l'article 9 de la loi du 19 mai 1874 sur le travail des enfants dans les manufactures : MM. Martin Nadaud, Levêque, rapporteur, Charles Floquet, Laroche-Joubert, Pierre Legrand. — Rejet, au scrutin, de la prise en considération.

(1) *Journ. off.*, 30 juin 1876.

PRÉSIDENTE DE M. JULES GRÉVY.

M. le président. L'ordre du jour appelle la discussion sur la prise en considération de la proposition de MM. Pierre Legrand, Merlin, et plusieurs de leurs collègues, ayant pour objet de suspendre l'application de l'article 9 de la loi du 19 mai 1874, sur le travail des enfants dans les manufactures.

Cette proposition est ainsi conçue :

« Les dispositions de l'article 9 de la loi du 19 mai 1874, sur le travail des enfants dans les manufactures, seront suspendues dans leur application jusqu'à ce qu'une loi ait rendu obligatoire l'instruction des enfants âgés de six à sept ans. »

La parole est à M. Nadaud.

M. Martin Nadaud. Messieurs, depuis que la dernière Assemblée a voté la loi du 19 mai 1874, cette loi a été l'objet de vives attaques.

La Chambre se souviendra qu'il y a environ un mois ou six semaines, un homme estimable sous tous les rapports, M. le sénateur Testelin, demandait la suppression de l'article 9 de cette loi de 1874. A la suite de la discussion des conclusions d'un rapport de M. le sénateur Paris, le Sénat passa à l'ordre du jour.

M. Lévêque, rapporteur. C'est une erreur ! La proposition a été retirée.

M. Martin Nadaud. Elle a été retirée, parce que l'auteur fut averti qu'il y avait réellement impossibilité de la faire accepter par le Sénat.

Mais passons sur ce point ; je fais cette concession... (Sourires)... quoique toutes les probabilités soient en ma faveur. Il n'en est pas moins vrai que si cela était nécessaire, — et vous le savez, il ne s'agit en ce moment que d'une prise en considération, — si cela était nécessaire, je pourrais vous donner lecture du rapport de M. Paris...

A gauche. Oh ! non ! (Rires.)

M. Martin Nadaud. Non, non... des conclusions seulement. (Nouveaux rires.)

Écoutez, messieurs, je ne serai pas long ; lorsque vous me direz de m'arrêter, je m'arrêterai ; je ne veux pas faire ici de cette question une affaire d'amour-propre, mais j'ai la conviction profonde que si la Chambre des députés venait rapporter ou ajourner l'article 9 de la loi de 1874, j'ai la conviction qu'on dirait dans le public que les élus de février et mars derniers n'auraient pas dû oublier qu'ils se trouvaient en présence de deux bonnes lois élaborées et votées par la dernière Assemblée : la loi de 1871 relative aux municipalités, et la loi du 19 mai 1874 relative au travail des enfants et des jeunes filles mineures dans les manufactures.

Eh quoi, on viendrait nous demander de rapporter l'article 9 de la loi de 1874 ! Permettez-moi de vous rappeler seulement les termes

de cet article, et j'ai la conviction profonde que vous ajournerez cette discussion. (Lisez! lisez! — Non! non!)

Je ne veux pas abuser de vos moments; mais je vais vous donner une raison qui vous la fera ajourner.

Nos honorables collègues nous disent au nom des intérêts du département du Nord que la loi de 1874 n'est pas pratique. Apportent-ils des preuves? Pas du tout. Je demanderai à la Chambre : Y a-t-il, oui ou non, des inspecteurs de l'État qui ont été nommés pour veiller à l'exécution de cette loi? Y en a-t-il eu, oui ou non? Oui, il y en a.

Eh bien, ces inspecteurs n'ont pas dit un mot, on ne les a pas consultés, ils n'ont pas fait un seul rapport; et nos collègues, de bonne foi, viennent ici, toujours au nom des manufacturiers du Nord, protester contre l'article 9 de cette loi! Mais ils sont seuls à protester : tous les manufacturiers ne sont pas dans le département du Nord; il y en a également dans les départements que vous représentez, il y en a dans le mien.

Une voix. A Guéret.

M. Martin Nadaud. Oui, il y en a non loin de Guéret. (On rit.)

Eh bien, on n'a pas entendu un manufacturier protester contre l'article 9 de la loi; les manufacturiers du Nord voudraient que nous annulions en quelque sorte une loi qui fait l'honneur non-seulement de la dernière Assemblée, mais qui fait honneur à la France. Oui, elle fait honneur à la France; il faut bien vous dire quelques vérités de temps en temps... (Très-bien! — Parlez! parlez!) du moins quand elles ne peuvent blesser ni les sentiments, ni l'amour-propre de nos collègues.

Il y avait trente-cinq ans que les Anglais avaient fait une loi sur les manufactures, lorsque, en 1841, nous eûmes l'idée de les imiter; il y avait vingt-cinq ans que la Prusse avait légiféré sur ce point. Nous nous trainons toujours à la remorque des autres nations, et quand nous nous trouvons cloués ou plutôt enfoncés dans une impasse quelconque, nous disons : Ah! si j'y avais pensé, j'aurais fait ceci, cela! Il faut prévoir, messieurs. Les assemblées sont faites pour prévoir. Eh bien, si nous ne prévoyons rien du tout, nous irons contre le progrès, contre la justice, contre la moralité, contre les intérêts de la population, et ce serait un malheur de toucher à l'article 9 de cette loi qui veut que tous les enfants de quinze ans sachent lire et écrire avant d'entrer dans les manufactures.

MM. les manufacturiers du Nord nous disent — et là, ils ne sont pas d'accord, — les uns, avec M. Paris, qu'il y a 20 p. 100 des enfants employés dans les ateliers qui ne savent ni lire ni écrire; les autres, avec notre honorable collègue M. Lévêque, rapporteur de la Commission, qu'il y en a 30 ou 36 p. 100.

Mais, messieurs, ne perdez pas de vue que, dans le département

du Nord, les ouvriers belges et les ouvriers flamands viennent en foule chaque année, comme mes compatriotes viennent ici au beau temps, et s'en retournent l'hiver. Est-ce que, par exemple, si nous recevons dans nos manufactures, 20, 30, 40 pour 100 d'ouvriers étrangers, nous devons pour appliquer une loi que nous avons faite, une loi qui a eu l'approbation de notre Gouvernement, attendre que les étrangers aient instruit leurs enfants? Oh! nous avons trop attendu déjà pour instruire les nôtres! et à quelque parti que nous appartenions ici, nous sommes Français, nous sommes citoyens, nous sommes d'honnêtes gens, et nous voulons faire des choses honnêtes. Eh bien, pour faire des choses honnêtes, il ne faut pas revenir sur un article que je vous demande la permission de lire.

M. Laroche-Joubert. Très-bien! Voilà le langage d'un bon citoyen!

M. Martin Nadaud. L'article 9 de la loi de 1874 est ainsi conçu:

« Aucun enfant ne pourra, avant l'âge de quinze ans accomplis, être admis à travailler plus de six heures chaque jour, s'il ne justifie par la production d'un certificat de l'instituteur ou de l'inspecteur primaire, visé par le maire, qu'il a acquis l'instruction primaire élémentaire.

» Ce certificat sera délivré sur papier libre et gratuitement. »

Vous savez bien que la dernière loi a voulu que les enfants ne travaillassent que six heures par jour, c'est-à-dire qu'il y eût des relais. Vraiment, nous parlons comme si nous étions les inventeurs, les initiateurs de ce système! Mais il fonctionne en Angleterre et dans tous les pays libres!

Vous me dites que cela n'est pas pratique, et qu'il faut trouver moyen d'arriver à quelque chose qui soit pratique.

Messieurs, là où il y a de la bonne volonté, on arrive bien vite à la pratique. (Approbation sur plusieurs bancs.)

La bonne volonté des industriels du Nord — car je ne les accuse pas — est plus générale qu'on le pense; et la preuve, c'est qu'il n'y a qu'un petit nombre d'entre eux qui se plaignent de ce que cet article ne soit pas pratique. Et, en effet, beaucoup d'industriels de cette contrée ont fondé des écoles privées.

Ne perdons, d'ailleurs, jamais de vue, messieurs, — et c'est en cela qu'il faut que nous nous stimulions les uns les autres, — ne perdons pas de vue que la plupart des manufacturiers, depuis vingt ans, sont conseillers municipaux, conseillers généraux, députés : eh bien, ont-ils été avertis? leur a-t-on fait savoir assez que nous marchions vers une époque où serait appliqué enfin le système de l'instruction primaire gratuite et obligatoire? Messieurs, jetez les yeux sur la loi de 1830, vous verrez qu'elle porte que les enfants ne peu-

vent être admis dans les manufactures à moins qu'ils ne sachent lire, écrire, et qu'ils n'aient quelques notions des éléments de la langue française. Mais la loi la plus sensée, la plus humaine, la plus juste, c'est celle du 1^{er} avril 1867. Cette loi les a avertis; elle leur a dit qu'il fallait que nos jeunes enfants reçussent l'éducation primaire complète.

Après ces deux lois, on a fait, en 1874, une loi sur le travail des enfants dans les manufactures et rappelé cette nécessité de l'instruction primaire. Nous sommes en 1876, et on nous demande déjà d'en ajourner l'application. Et savez-vous à quelle époque on nous demande d'ajourner? On nous demande d'ajourner jusqu'à ce que nous ayons établi chez nous le principe de l'instruction primaire obligatoire; jusqu'à ce que nous ayons pu construire des écoles en nombre suffisant; jusqu'à ce que... jusqu'à ce que, enfin, nous soyons prêts à faire ce que, depuis trop longtemps, nous négligeons de faire.

Encore une fois, messieurs, soyons les protecteurs des faibles, soyons les protecteurs de ces enfants qui, en trop grand nombre, hélas! naissent, grandissent et s'élèvent dans un mauvais milieu : arrachons-les à ce milieu; c'est le devoir des hommes qui réfléchissent à l'avenir de leur pays et qui sont amis du progrès, de la justice et de l'équité. (Applaudissements sur plusieurs bancs à gauche et à droite.)

M. Lévêque, rapporteur. Messieurs, la proposition sur laquelle vous êtes appelés à statuer, en ce moment, est des plus simples, et j'espère que sa discussion ne passionnera pas la Chambre.

La loi du 19 mai 1874 a réglé le travail des enfants dans les usines et les manufactures. Cette loi est-elle bonne? est-elle mauvaise? Vous n'êtes pas appelés actuellement à vous prononcer sur l'une ou sur l'autre de ces questions.

La loi de 1874 a indiqué l'âge auquel les enfants peuvent être admis dans les manufactures; elle a indiqué, en outre, la durée du travail de ces enfants et, dans l'article 9, que je vais remettre sous vos yeux, elle ne permet pas aux enfants de treize à quinze ans de travailler plus de 6 heures par jour dans les usines ou manufactures, s'ils n'ont pas reçu une instruction élémentaire suffisante.

Voici les termes de cet article :

« Aucun enfant ne pourra, avant l'âge de quinze ans accomplis, être admis à travailler plus de six heures par jour, s'il ne justifie, par la production d'un certificat de l'instituteur ou de l'inspecteur primaire, visé par le maire, qu'il a acquis l'instruction primaire élémentaire. »

Cette loi, imposant des conditions assez nombreuses, et aux enfants pour être admis dans les usines ou manufactures, et aux propriétaires des usines ou manufactures, cette loi ne pouvait être immédiatement mise en pratique sans occasionner un préjudice considé-

rable et aux enfants que les industriels occupent et aux industriels eux-mêmes.

Il a paru nécessaire de laisser courir un certain délai entre sa promulgation et sa mise à exécution.

L'article 31 de la loi de 1874 est ainsi conçu :

« Par mesure transitoire, les dispositions édictées par la présente loi ne seront applicables qu'un an après leur promulgation. »

La loi a été votée en mai 1874, elle a été promulguée quelque temps plus tard ; elle est devenue exécutoire à partir du 1^{er} janvier 1875.

Cette loi, messieurs, a soulevé des plaintes nombreuses et donné lieu à de très-vives critiques.

L'honorable M. Merlin et quelques autres de nos collègues se sont faits les organes des industriels et des ouvriers, et ils sont venus vous proposer.... quoi? l'abrogation de la loi de 1874? Pas le moins du monde. L'abrogation d'une partie quelconque de cette même loi? pas davantage. Ils sont venus vous demander la suspension de l'application de l'article 9 dont je viens de vous donner lecture, pendant le temps que vous jugerez strictement nécessaire.

Sur quoi se fondent nos honorables collègues? Ils viennent dire à la Chambre, — et je crois, sans pouvoir affirmer complètement la véracité des motifs de la proposition, pouvoir affirmer leur vraisemblance et leur bien-fondé sur des documents authentiques dont je donnerai tout à l'heure lecture, — ils viennent dire à la Chambre que le délai de dix-huit mois qui s'est écoulé depuis le mois de mai 1874 jusqu'au mois de janvier 1876, a été insuffisant. Et pourquoi a-t-il été insuffisant? Parce l'obligation imposée aux enfants de treize à quinze ans de savoir lire et écrire ne peut pas être accomplie avec les moyens qui appartiennent, en ce moment, à l'État et aux communes ; parce que les écoles sont insuffisantes en nombre.

Mais il y a plus, messieurs quand bien même il y aurait dans certaines localités des écoles en nombre suffisant, les règlements des écoles sont tels, que, par exemple, dans les villages où existe une école mixte, les enfants ne peuvent pas être reçus après l'âge de treize ans. Il résulte de cette impossibilité qu'un grand nombre d'enfants, non-seulement dans le département du Nord, mais dans plusieurs autres, — car vous aurez plus tard à statuer sur une proposition plus large de quelques-uns de nos collègues, parmi lesquels je vois figurer les députés d'autres départements, — il résulte, dis-je, de cette impossibilité, celle d'accomplir les conditions de l'article 9, qu'un grand nombre d'enfants ne peuvent pas travailler plus de six heures par jour dans les manufactures, et que, notamment dans le département du Nord, si je prends l'allégation de M. Testelin, il y aurait environ plus de 12,000 enfants qui se trouvent dans cette situation.

M. Leurent. Il y a bien plus de 12,000 !

M. le rapporteur. Mais certaines industries, vous le savez, ont besoin d'employer les enfants pour aider les ouvriers adultes.

M. Laroche-Joubert. Les enfants sont le complément nécessaire des ouvriers adultes auxquels ils viennent en aide !

M. le rapporteur. Or, ces enfants ne pouvant travailler que pendant six heures par jour, il s'ensuit que les ouvriers adultes qu'ils doivent aider ne peuvent travailler sans eux ; il y a donc là un grand inconvénient pour le fonctionnement des établissements industriels.

Mais il y a quelque chose de bien plus grave pour les enfants : c'est, comme je vous le disais tout à l'heure, que les écoles ne sont pas suffisantes...

M. Floquet. Je demande la parole.

M. le rapporteur.... et que tous les enfants âgés de treize à quinze ans qui ne travaillent pas, pendant douze heures, à l'usine ou à la manufacture, sont pendant six heures sur le pavé, ne pouvant rester ni à l'atelier, ni à l'école puisqu'on ne les y reçoit pas, et que, en conséquence, ils se livrent au vagabondage et à une oisiveté très-dangereuse. C'est ce que le législateur de 1874 avait voulu éviter.

Messieurs, ces motifs donnés par nos honorables collègues sont graves ; il est bien évident qu'ils sont de nature telle qu'on ne peut pas faire ce reproche aux industriels : c'est votre résistance, c'est votre négligence qui sont causes de l'inobservation de la loi de 1874.

En effet, comme j'avais l'honneur de vous le dire tout à l'heure, il est certain que les écoles sont insuffisantes en nombre.

M. Brisson. Faisons-en !

M. le rapporteur. La Commission du budget s'est préoccupée de cette situation. M. Tirard, dans le rapport qu'il a fait sur le budget du Ministère de l'agriculture et du commerce, examinant cette question qui vous est soumise, donnait les renseignements suivants :

« Dans un rapport adressé, le 11 janvier dernier, à M. le Président de la République par M. le président de la Commission supérieure, nous constatons que, sur beaucoup de points du territoire, la loi est exécutée ; mais qu'il n'en est malheureusement pas de même partout. L'insuffisance des écoles et même leur complète absence dans certaines localités en rend l'exécution très-difficile.

» Il résulte, en effet, de cette absence d'écoles, que l'inspecteur se trouve amené soit à autoriser une infraction à la loi, s'il laisse les enfants ignorants au travail de la journée entière, soit à les livrer au vagabondage, s'il les force à quitter l'atelier. Il est donc de toute nécessité, comme le demande M. le président de la Commission supérieure, que M. le Ministre de l'instruction publique, d'accord avec

M. le Ministre du commerce, prenne, le plus promptement possible, les mesures nécessaires pour faire cesser ce lamentable état de choses. Il faut, à tout prix, que le bénéfice de la loi du 19 mai 1874 soit acquis aux enfants de toutes les communes de France, et que la création d'un nombre suffisant d'écoles enlève tout prétexte aux résistances intéressées. »

Voilà ce que vous fait connaître M. le rapporteur de la Commission du budget du Ministère de l'agriculture et du commerce. Eh bien, qu'a dit la Commission d'initiative dont je suis le rapporteur? Mes honorables collègues ne demandent pas l'abrogation de l'article 9 de la loi de 1874, mais uniquement la suspension de l'application de cet article pendant le temps qui sera jugé suffisant pour qu'il soit permis de donner aux enfants des ouvriers les moyens nécessaires de se soumettre aux conditions exigées par la loi de 1874. Leur proposition n'est pas seulement de nature à faire un acte utile à l'industrie, mais aussi à rendre service aux enfants qui doivent être occupés par elle.

Les auteurs de la proposition avaient demandé la suspension pendant un délai que nous ne pouvions accepter; ils demandaient la suspension de l'article 9 jusqu'à ce que vous ayez décidé l'instruction primaire obligatoire. C'était là une date indéterminée, et nous leur avons fait remarquer, et ils ont été d'accord avec nous, qu'il fallait laisser à la Commission spéciale qui serait nommée par la Chambre le soin de décider pendant combien de temps on devrait suspendre l'article 9; et ce temps sera celui pendant lequel l'État, les communes, les industriels auront été à même de créer les écoles nécessaires suffisantes pour que les enfants de treize à quinze ans puissent avoir reçu l'instruction primaire élémentaire qui leur permettra de travailler plus de six heures par jour.

C'est donc ces conclusions de la Commission d'initiative que j'ai l'honneur de vous présenter, et je vous prie de vouloir bien prendre en considération la proposition qui vous est soumise.

M. le président. La parole est à M. Floquet.

M. Floquet. Je voudrais dire seulement deux mots.

Je suis très-frappé des arguments contradictoires qui ont souvent été employés par les mêmes personnes sur le sujet qui nous occupe. Tant que l'enseignement obligatoire a été demandé par nous dans le pays, et repoussé par les majorités qui se sont succédé dans les différentes Assemblées qui ont gouverné la France, le grand argument employé contre nous, consistait à dire : l'enseignement obligatoire est bien difficile à mettre en pratique, c'est un système bien contraire au génie de la France qui se refuse à ces tracasseries, à ces pénalités que vous voulez établir; nous avons d'autres procédés et nous les employons. Voyez, dans diverses lois spéciales, et notamment dans la

loi sur les enfants dans les manufactures, nous insérons des conditions, nous décidons que les enfants ne seront pas admis dans les manufactures s'ils ne savent pas lire et écrire, et s'ils n'ont fréquenté l'école. Dans d'autres cas encore, nous stipulons des dispositions analogues.

C'est ainsi, ajoutait-on, que, par des moyens indirects, nous poussons la France dans la voie de l'instruction obligatoire, sans la proclamer, sans avoir recours à des pénalités qui répugneraient à la France.

Et aujourd'hui que la loi sur le travail des enfants dans les manufactures est faite et qu'on y a introduit cet article qui oblige à ne recevoir dans ces manufactures les enfants qu'à la condition qu'ils sauront lire et écrire, voici qu'on se retourne et on nous dit : Attendez que vous ayez édicté et organisé l'instruction obligatoire ! C'est-à-dire que cette mesure qui avait été prise jadis pour suppléer jusqu'à un certain point à la loi sur l'instruction obligatoire, on ne veut plus l'appliquer jusqu'à ce que l'instruction soit décrétée dans notre pays. (Approbation sur divers bancs.)

C'est un cercle vicieux dans lequel on arrive à nous enfermer.

Car, pour l'établissement de l'instruction obligatoire, on nous a déjà dit, et je n'aborde pas cette question, qu'il faut avoir construit des écoles, préparé un personnel, et que, par conséquent, il pourra s'écouler un certain nombre d'années avant que l'instruction obligatoire soit passée dans la loi et dans la pratique.

C'est donc un article de la loi sur le travail des enfants dans les manufactures, article qui avait pour but de propager l'enseignement et de suppléer à l'instruction obligatoire, qu'on veut nous faire effacer sous forme de suspension momentanée de son action, jusqu'à ce que cette instruction obligatoire, qui ne pourra exister que dans quelques années, soit organisée.

Il me paraît que, mettant les deux arguments que je signalais tout à l'heure en face l'un de l'autre, on les détruit l'un par l'autre, et il faut conclure à la nécessité de maintenir intacte sa force exécutoire à la loi qui a été faite en 1874 sur le travail des enfants dans les manufactures. (Applaudissements à gauche.)

Maintenant je réponds à ce que disait tout à l'heure M. le rapporteur, au nom des auteurs de la proposition. Il vous disait : mais il n'y a pas d'écoles en nombre suffisant ; et alors les enfants sont exposés, d'une part, à ne pas se livrer au travail, et, d'autre part, à ne pas aller à l'école parce qu'il n'y en a point. Je regrette que de grands industriels viennent dire à cette tribune que, dans des localités où il y a de grandes agglomérations industrielles, il n'y a pas d'écoles. (Applaudissements à gauche.)

Je le regrette parce que je sais que, sur un grand nombre de points de notre France, dans un grand nombre de départements, depuis

un certain nombre d'années, l'une des principales préoccupations des industriels et des fabricants a été de constituer autour de leurs établissements des écoles pour fournir aux enfants des ouvriers, à la population ouvrière un enseignement à leur portée. (Très-bien ! très-bien !)

Et quand je parle de ce zèle, de ce dévouement de nos grands industriels, ma pensée se reporte douloureusement vers cette partie de la France que nous avons perdue et dans laquelle ce dévouement s'était multiplié d'une façon si remarquable, avait pris toutes les formes, dans cette Alsace où, à côté de toutes les fabriques, on avait de toutes parts constitué des maisons d'ouvriers et des écoles gratuites pour les enfants, (Applaudissements.)

Je pense donc que nous ne pouvons pas laisser la loi de 1874 en souffrance ; que nous devons l'appliquer immédiatement, puisqu'elle a été considérée pour ainsi dire comme un subsidiaire ou une préparation, si ces deux mots pouvaient se rencontrer ensemble, de la loi sur l'enseignement obligatoire. Je dis encore que nous ne devons pas laisser en souffrance la loi de 1874, parce que cet article qu'on veut suspendre est un appel pressant à la vigilance et au dévouement des patrons.

J'ajoute que si vous avez pu avoir quelquefois, dans cette Assemblée, la crainte, en votant des mesures démocratiques, de vous heurter à des conflits, vous êtes bien assurés de n'en point rencontrer à l'occasion de l'affaire que vous débattiez en ce moment, puisque le Sénat, avant nous, a déjà repoussé la prise en considération d'une proposition analogue présentée par plusieurs sénateurs du Nord. (Rumeurs sur quelques bancs. — Applaudissements à gauche.)

M. Laroche-Joubert. Je n'ai pas l'intention de faire un discours, et je n'ai pas de prétention à l'éloquence ; mais vous permettez bien à un industriel qui emploie un grand nombre d'ouvriers, de vous faire connaître son sentiment dans la question qui nous occupe.

Je dois rendre hommage aux sentiments très-respectables qui ont été émis à cette tribune par l'honorable M. Nadaud et l'honorable M. Floquet. Je veux tout simplement, — et ce n'est pas de moi que je parle, on sait ce que j'ai fait, et je ne suis pas monté à la tribune pour parler de moi, — je veux simplement dire qu'en de nombreuses circonstances, dans la plupart des usines, par l'obligation de ne faire travailler les enfants que six heures, on rend ou l'industrie ou la loi impossible. (C'est vrai ! à droite.)

Les enfants ne sont presque exclusivement employés que comme auxiliaires des grandes personnes. Si vous demandez aux grandes personnes, aux ouvriers et ouvrières plus âgés de suspendre leur travail pendant six heures, vous n'en trouverez pas un seul qui veuille rester dans l'industrie.

M. de Tillancourt. Et les relais?

M. Laroche-Joubert. Vous ne trouverez pas non plus d'enfants qui veuillent ne travailler que six heures; ils ne gagneraient pas leur vie et ils ne veulent pas de ce travail intermittent.

Les industriels ne peuvent pas payer deux relais aussi cher chacun que s'ils n'en avaient qu'un, parce que la concurrence, et surtout la concurrence étrangère leur fait une loi de ne pas faire des produits dépassant un certain prix de revient.

Vous ne pouvez pas songer à paralyser les moyens pour l'industrie française de lutter contre l'industrie étrangère. L'industrie française ne progresse déjà pas tant, au point de vue de l'exportation.

M. Édouard Millaud. L'exportation est on ne peut plus prospère!

M. Laroche-Joubert. Nous n'avons pas fait le moindre progrès depuis quelques années, bien au contraire : voyez les statistiques ! Il serait donc imprudent de paralyser l'industrie.

M. Tirard. On spéculé sur la faiblesse des enfants !

M. Laroche-Joubert. J'espère que mon honorable collègue ne dit pas cela pour moi.

Je ne crois pas qu'en général on spéculé sur la misère des enfants. Non, je ne le crois pas. Les parents, bien meilleurs qu'on ne le suppose ne le permettraient jamais. Il a pu y avoir quelques négligences de la part de certains industriels qui n'ont pas pris leurs précautions assez longtemps à l'avance, mais voilà tout. (Rumeurs.)

En l'absence de précautions prises, il ne s'ensuit pas qu'il faille arrêter le développement de l'industrie française et tarir ainsi la source du Trésor public.

Il faut voir ce qui est pratique et ce qui ne l'est pas. Je dis qu'en l'absence de précautions prises par certains industriels, qui sont peut-être un peu blâmables sous ce rapport, il ne m'appartient pas de faire le procès de mes confrères car la loi les a surpris un peu brusquement. Ce qu'il y a de certain, c'est que beaucoup ont été surpris par la loi et qu'ils se trouvent dans une situation telle qu'ils ne peuvent s'y conformer.

Je crois donc, messieurs, qu'il serait très-sage de prendre en considération la proposition de nos honorables collègues et de fixer un délai plus éloigné que celui d'un an qui avait été accordé pour l'application de la loi. Cela permettrait aux industriels dont je parle de créer des écoles chez eux; car il n'y a que ce moyen pratique d'arriver un jour à se conformer à la loi.

Ils pourront ainsi faire travailler douze heures, soit de six heures du matin à six heures du soir, au lieu de six heures : ce qui n'est pas pratique. (Exclamations sur divers bancs.)

Remarquez, messieurs, que sur ces douze heures, il y a deux heures de repas et dix heures de travail en trois séances.

Il est impossible qu'en si peu de temps les industriels aient pu faire assez instruire les enfants pour être en état de se conformer à la loi.

Maintenant, il est évident que, si l'instruction gratuite et obligatoire existait depuis longtemps, les choses ne seraient pas telles. Aussitôt qu'elle existera, les industriels trouveront à récolter un personnel d'enfants assez instruits aussi considérable que les besoins l'exigeront. Cela ne rencontrera plus la moindre difficulté. Mais jusqu'à ce que l'instruction gratuite et obligatoire ait donné une quantité suffisante d'enfants instruits pour alimenter les besoins de l'industrie, il y aura de grandes difficultés à tout concilier. Je crois même que jusque-là il sera impossible de satisfaire tout à la fois l'industrie et la loi.

Je persiste donc à demander à la Chambre de prendre en considération la proposition de nos honorables collègues. (Très-bien.)

M. Pierre Legrand. Messieurs (Aux voix ! aux voix !), deux mots seulement ! Permettez-moi de vous citer quelques faits à l'appui de la proposition que quelques honorables collègues et moi avons eu l'honneur de vous faire.

J'ai entendu de ce côté de la Chambre (la gauche), de la part d'honorables collègues et amis, exprimer la crainte que la proposition ne fût faite exclusivement au profit des patrons, et pour exploiter l'ouvrier ; on a employé ce mot. C'est là, messieurs, une crainte contre laquelle je dois protester.

J'ai l'honneur de représenter un département industriel, le Nord, où il y a des patrons influents et très-humains, aussi bien que des ouvriers qui connaissent parfaitement leurs droits. Eh bien, je vous affirme qu'ils sont très-favorables à la proposition... (Rumeurs à gauche.)

M. Nadaud. Je demande la parole.

M. Pierre Legrand... et qu'ils la trouvent faite dans leur intérêt, comme dans celui des patrons, et dans celui de l'industrie française. (Nouvelles exclamations à gauche.)

Mon honorable collègue, M. Nadaud, me paraît apporter dans ce débat une animation qu'il ne comporte pas.

Permettez-moi de répondre tout de suite au reproche qu'on a fait au département du Nord d'être le seul à protester contre la loi en question. On se trompe ; si le département du Nord a été le premier à protester contre la loi de 1874, bien d'autres départements qui ont aussi leurs représentants ici, se sont émus de l'application de la loi et se sont joints à nous pour protester contre elle. M. le rapporteur a dans son dossier des documents établissant que d'autres départements ont été frappés par l'application de la loi, comme le Nord. J'ai là une lettre d'un honorable industriel d'Annonay, dans l'Ardèche, qui proteste de la façon la plus complète avec nous contre l'interprétation qui a été faite de la loi de 1874.

Pourquoi ces protestations partent-elles de tous les pays à la fois et

non pas seulement du département du Nord, comme on a semblé le dire? C'est parce qu'il n'y a que cinq ou six mois qu'on applique cette loi, et que jusqu'à ce moment, cette loi n'ayant pas été appliquée, on ne pouvait pas élever de plaintes contre son application.

On vous l'a dit tout à l'heure, la loi de 1874 a donné un délai d'un an pour la mise en pratique de toutes ses prescriptions. C'était sage; quand on fait une loi — une loi bonne, car nous n'en demandons pas la réforme — on ne peut pas tout prévoir. On a dit : Nous donnons un an pour que les enfants puissent apprendre à lire et à écrire et quand, au 1^{er} janvier 1876, nous trouverons des enfants de douze à quinze ans ne sachant ni lire ni écrire, nous les frapperons. Car, messieurs, ce ne sont pas seulement les patrons que vous frapperez, ce sont aussi les enfants.

Vous frapperez les patrons, puisqu'au lieu de pouvoir faire travailler les enfants pendant douze heures ils ne pourront les faire travailler que pendant six. Mais on peut répondre à cela que les patrons pourront avoir deux équipes, et, au moyen de deux enfants, faire faire le travail qu'ils auraient pu demander à un seul.

Mais les enfants, les parents des enfants, les ouvriers auxquels nous nous intéressons tous, vous imaginez-vous que vous ne les atteignez pas?

Vous admettez qu'un enfant de douze à quinze ans est assez fort, assez vigoureux pour résister à un travail de douze heures. Si le contraire était prouvé, je serais avec vous. S'il était établi qu'un enfant de douze à quinze ans ne peut pas travailler douze heures par jour, vous auriez raison, il faudrait appliquer la loi, empêcher les enfants de travailler. Mais ce n'est pas sur ce point que porte la question.

Vous admettez qu'un enfant de douze à quinze ans peut travailler dans une filature, vous lui reconnaissez la force suffisante pour cela, mais, comme sanction de l'obligation de l'instruction, vous le privez de la faculté de travailler pendant douze heures, parce qu'il ne sait pas lire ni écrire.

La force de l'enfant, sa faiblesse sont en dehors du débat, il est assez fort pour travailler douze heures, mais pouvez-vous le punir lui et ses parents parce qu'il ne sait ni lire ni écrire? Voilà la véritable question.

L'enfant de douze à quinze ans qui travaille douze heures par jour, pourrait, dans certains endroits, gagner 1 fr., dans d'autres 2 fr. 40. S'il ne travaille que six heures alors que cependant il aurait pu travailler douze heures, il ne rapportera à sa famille que la moitié de ce qu'il peut gagner, c'est-à-dire 50 centimes ici et 1 fr. 20 ailleurs, de sorte que ce n'est pas l'enfant seul que vous frappez, ce sont ses parents...

Un membre. C'est sa santé qu'on protège.

M. Pierre Legrand... et cela, à l'âge où le produit du travail de l'enfant est le plus nécessaire, au moment où il commence à voler de ses propres ailes, à savoir ce qu'il fait, au moment où il a besoin d'une nourriture plus solide, des vêtements plus grands, où il devient un homme en un mot. Mais vous dites : « Cet enfant ne sait pas lire et écrire ! » et vous le punissez en le privant de la moitié de son salaire.

Cela n'est pas possible, cela n'a pu entrer dans la pensée du législateur. Vous voulez rendre l'instruction primaire obligatoire ? Je me joins à mes collègues pour cela ! c'est une chose excellente ; mais pour qu'elle soit vraiment excellente, il faut qu'elle soit bien appliquée. Eh bien, je vous pose cette question : Peut-on, en un an, apprendre à lire et à écrire à un enfant de douze à treize ans ?

Voix nombreuses. Oui ! oui !

M. Pierre Legrand. Vous dites : Oui. Eh bien, si vous le faites, c'est un véritable tour de force ! car lorsque vous avez un enfant de six à sept ans dont la pensée est uniquement dirigée vers ce but, dont l'esprit est plus maniable, qui est plus porté vers l'étude, je conçois qu'on puisse l'amener en quelques années à lire et à écrire ; mais le garçon de douze à treize ans, qui commence à courir un peu, qu'on ne peut pas toujours maintenir à l'école, qui fait volontiers l'école buissonnière, il lui faut plus d'un an pour apprendre à lire et à écrire.

M. Émile Bouchet. Qu'il ne fasse pas l'école buissonnière !

M. Pierre Legrand. Il ne la fera pas quand vous lui aurez donné le moyen de ne pas la faire.

Le but de la proposition qui vous est soumise, c'est de leur accorder plus d'un an pour apprendre à lire, et n'oubliez pas qu'il s'agit seulement d'une prise en considération.

Vous dites qu'elle n'est pas digne d'être prise en considération, qu'il n'y a que les habitants du Nord qui demandent l'abrogation de l'article 9, et vous semblez les traiter dédaigneusement, je ne sais pas pourquoi, car le Nord est un grand pays qui possède de grandes industries.

Il faut sortir des conjectures. Permettez-moi de vous répondre par des faits. Les autres départements se joignent à celui du Nord pour protester contre vos suppositions. On vous a dit que quelques négociants seulement ont protesté : voilà une protestation signée par tous les membres du Comité linier de Lille et tous les filateurs de coton du département ; il ne s'agit pas ici d'un seul négociant, mais de tous les négociants, filateurs de coton, qui sont les plus intéressés à cause de leur industrie.

Cette protestation cite un fait que je vous demande la permission de vous signaler.

Il y a dans le Nord un honorable industriel que tous ceux qui s'occupent de l'industrie du coton connaissent et estiment, M. Charles Seydoux.

M. Charles Seydoux est un grand industriel; il occupe des milliers d'ouvriers. Il a été appelé à donner son avis sur la question qui nous a été soumise actuellement. Savez-vous ce qu'il fait? Il est grand ami de l'instruction, il a établi chez lui des écoles, et c'est d'ailleurs ce que font presque tous les manufacturiers du Nord, je me hâte de le dire, parce qu'ils veulent obéir à la loi et au désir du progrès qui pousse les masses vers l'instruction, laquelle seule peut faire des hommes. Il faut encourager ces industriels dans les efforts qu'ils font; il ne faut pas les arrêter.

Eh bien, savez-vous ce que fait M. Seydoux? Il a au Cateau une filature qui occupe plusieurs milliers d'ouvriers, et, parmi eux, 243 enfants âgés de douze à quinze ans; il a des écoles, des salles d'asile. C'est une merveille, messieurs!

Savez-vous combien il dépense par an pour l'instruction? Il dépense 15,000 fr. pour donner l'instruction à ces 243 enfants; et savez-vous combien il y en a qui savent lire et écrire? 63! De façon qu'il y a 182 enfants qui ont des écoles, qu'on pousse à l'instruction, dont on veut faire des hommes, et qu'on ne parvient pas à instruire; 182 enfants qui ne peuvent, si la loi est maintenue, travailler que six heures par jour, et qui ne rapportent que 1 fr. 20 à leurs familles au lieu du salaire de 2 fr. 40 que touchent les enfants qui travaillent douze heures.

Je dis que, pour être juste, pour être logique, il faut donner à l'enfant le moyen d'acquérir l'instruction, comme au patron le moyen de la développer.

Si on venait vous dire : Nous vous apportons la preuve que les patrons y mettent de la mauvaise volonté, ou les ouvriers de la négligence, vous auriez raison de les punir. Mais quand je vous cite un industriel, entre autres, qui dépense annuellement pour 15,000 francs d'écoles, — entendez-moi bien, — vous n'avez pas le droit de le taxer de négligence ou de mauvaise volonté. En présence de ce résultat : 63 enfants sachant lire et écrire sur 243, savez-vous ce qu'on dit : Donnez-nous trois ou quatre ans, pour pouvoir apprendre à tous à lire et à écrire.

M. de Tillancourt. Mais s'ils travaillent douze heures par jour, à quelle heure s'instruiront-ils?

M. Pierre Legrand. Le soir ou le matin. (Exclamations.)

L'argument ne vaut rien, messieurs; à l'heure qu'il est, les enfants travaillent douze heures par jour, et il y en a cependant 63 qui s'instruisent.

M. Durand. C'est parce qu'ils travaillent douze heures par jour qu'ils ne peuvent s'instruire en un an!

M. Pierre Legrand. Ils s'instruisent en allant à l'école le matin, le midi, le soir; quand l'atelier s'ouvre, l'école chôme, et quand l'atelier se ferme, le travail est dans l'école.

Un membre à gauche. A vingt ans, ils ne savent pas lire!

M. Pierre Legrand. Messieurs, restons dans la question. Vous parlez de jeunes gens de vingt ans qui ne savent pas lire. Il y a certainement des gens qui n'apprendront jamais à lire et à écrire : ceux-là seront chassés de l'atelier, et c'est ainsi que vous les punirez, parce qu'ils auront mis du mauvais vouloir.

Mais quand il n'y a pas de leur faute, quand une année à peine s'est écoulée, vous viendriez dire que la proposition n'est pas sérieuse et vous refuseriez de la prendre en considération!

J'admets que les opinions soient diverses, j'admets que vous ne soyez pas partisans de la proposition, mais au moins reconnaissez qu'elle est sérieuse et digne d'intérêt.

Messieurs, je ne suis pas un industriel, je ne suis pas ouvrier; je suis donc complètement désintéressé dans la question quand je viens vous dire — fait épouvantable! — que, dans l'espace de trois ou six mois, il y a eu 13,000 contraventions dans le département du Nord; que dans d'autres départements il y a eu un nombre considérable de contraventions relevées. Il y a là un fait anormal auquel il faut remédier.

Savez-vous ce qu'on dépense dans telle ville du Nord pour l'instruction? le cinquième de son budget, 450,000 francs pour l'instruction primaire! Savez-vous combien depuis cinq ans, on a dépensé pour la construction d'écoles? 350,000 francs! Ah! c'est qu'il y a dans cette ville des gens qui estiment l'instruction comme le plus grand de tous les biens et qui savent l'encourager. Ne fermez pas la porte à ces bonnes volontés.

Il serait impossible de suivre ces 13,000 procès-verbaux qui ont été dressés; le nombre en est si grand qu'on est obligé de s'arrêter, et qu'on ne poursuit pas. Laissez étudier la question au fond par une Commission. En votant la prise en considération, vous n'engagez pas la question. Elle est sérieuse, elle mérite d'être étudiée. N'en faites pas une affaire locale.

Il y a ici un intérêt général. On vous a parlé du Sénat, comme pour agiter devant nous un fantôme. On vous a dit qu'il avait déjà repoussé une proposition semblable. C'est une erreur, il ne l'a pas repoussée, par une bonne raison, c'est que M. Testelin a retiré sa proposition avant le vote. Il n'y a donc rien de préjugé.

Et d'ailleurs, cela nous arrêterait-il? Si vous estimez que la question mérite d'être étudiée, et que le Sénat estime le contraire, qu'est-ce que cela nous fait? Je ne vous demande qu'une chose, c'est de vouloir bien déclarer qu'il y a là une étude sérieuse à faire, et de vou-

loir bien l'ordonner en votant la prise en considération. (Très-bien ! sur quelques bancs. — Aux voix ! aux voix !)

M. le président. Je consulte la Chambre.

La 2^e Commission d'initiative conclut à la prise en considération.

Ce sont ces conclusions que je mets aux voix.

Il a été déposé une demande de scrutin public.

Cette demande est signée par MM. B. Raspail, Blanc (Savoie), Vernhes, Barodet, Maigne, Greppo, E. Spuller, E. Lockroy, Allain-Targé, Ch. Floquet, Armand Duportal, Gastu, Moreau, E. Farcy, Durand, Louis Blanc, E. Bouchet, Allègre, Daumas, Germain Casse, Castelnaud, F.-V. Raspail, A. Naquet, M. Nadaud, Madier de Montjau, Ordinaire, Talandier.

Il va être procédé au scrutin.

(Le scrutin est ouvert et les votes sont recueillis.)

MM. les secrétaires procèdent au dépouillement.

Voici, messieurs, le résultat du dépouillement du scrutin :

Nombre des votants..... 369

Majorité absolue 185

Pour l'adoption 119

Contre 250

La Chambre des députés n'a pas adopté les conclusions de la Commission, et la proposition n'est pas prise en considération.

CHAMBRE DES DÉPUTÉS

Séance du 25 juillet 1876.

SOMMAIRE. — Discussion sur la prise en considération de la proposition de loi de M. Léon Renard et plusieurs de ses collègues, ayant pour objet de modifier la loi du 19 mai 1874, sur le travail des enfants et des filles mineures employés dans l'industrie : MM. Léon Renard, Martin Nadaud, Tirard, Lorois. — Rejet, au scrutin, de la prise en considération.

M. le président. L'ordre du jour appelle la discussion sur la prise en considération de la proposition de loi de M. Léon Renard et plusieurs de ses collègues, ayant pour objet de modifier la loi du 19 mai 1874, sur le travail des enfants et des filles mineures employés dans l'industrie.

La Commission conclut à la prise en considération de la proposition.

La parole est à M. Léon Renard.

M. Léon Renard. Messieurs, vous avez repoussé, la semaine dernière, une proposition émanant de l'un de nos honorables collègues et tendant à ajourner certaines dispositions de la loi du 19 mai 1874, sur le travail des enfants dans les manufactures. Celle qui vous est aujourd'hui soumise est un résultat absolument différent. En l'absence de l'honorable rapporteur de la 4^e Commission d'initiative, qui, à la presque unanimité, conclut à la prise en considération, je crois rem-

plir un devoir de convenance vis-à-vis de la Chambre en lui exposant sommairement les motifs qui ont guidé les auteurs de la proposition.

Il est indispensable, en effet, messieurs, que la Chambre sache bien que la proposition dont il s'agit aujourd'hui n'est pas la reproduction, sous une forme détournée, de celle qu'elle a repoussée dans une précédente séance. L'honorable M. Nadaud m'a paru faire une confusion à cet égard....

M. Martin Nadaud. Je demande la parole.

M. Léon Renard. ...lorsque demandant dernièrement l'ajournement de la discussion, il nous a qualifiés d'adversaires de la loi. La loi de 1874 n'a pas, au contraire, de défenseurs et de partisans plus chaleureux que nous-mêmes...

M. Martin Nadaud. ... A terme.

M. Léon Renard. En effet, le but de la proposition que nous vous soumettons aujourd'hui, messieurs, est de la rendre immédiatement applicable, en y apportant certaines modifications que l'expérience a reconnues indispensables. Vous avez vu dans la discussion précédente quel émoi, quelles perturbations les premiers essais d'application de la loi ont provoqués dans nos principaux centres industriels.

Et cependant, je le répète, la loi est excellente dans son essence et dans son principe; mais est-ce à dire pour cela qu'elle soit absolument parfaite, que les récriminations, les plaintes qui se sont produites de différents côtés, formulées par tous les grands centres industriels, ne reposent absolument sur aucun fondement? Vous ne le penserez pas plus que nous, messieurs, et je suis fondé à croire que le Gouvernement lui-même, éclairé à la fois par les rapports qui lui ont été fournis par les inspecteurs divisionnaires, par les réclamations des industriels, par les contraventions multipliées qui ont été relevées dès qu'on a voulu appliquer sévèrement la loi, est d'avis qu'il y a quelque chose à faire.

Comme cette question touche aux plus grands intérêts de notre pays, qu'il ne s'agit de rien moins que de l'instruction de la jeunesse, de la protection de l'enfance et des conditions d'existence de la plupart de nos industriels, je vous prie, messieurs, de vouloir bien me prêter quelques instants d'attention.

Je vous ai dit au début que notre proposition avait pour objet de rendre immédiatement applicable la loi sur le travail des enfants, loi qui importe autant à l'ouvrier, à ses enfants, qu'au patron lui-même. En effet, les auteurs de la loi ont cherché à obtenir deux grands résultats : assurer l'instruction indispensable aux enfants de nos manufactures, protéger leur faiblesse contre des travaux disproportionnés avec leurs forces.

Personne ne discute plus aujourd'hui la nécessité d'instruire les enfants; il ne reste plus qu'à faire comprendre à nos ouvriers quelle

est l'importance de cette instruction que nous voulons leur donner à tous. C'est pourquoi dans l'une des dispositions de notre projet nous avons insisté pour que, dans un délai maximum de deux années, il ne soit plus possible d'introduire dans les manufactures des enfants de douze ans dépourvus de l'instruction primaire élémentaire. (Très-bien !)

Nous croyons, en effet, nous qui vivons au milieu des populations ouvrières, qu'il n'est pas possible à l'enfant, alors qu'il a passé soit la journée entière, soit une grande partie de la journée au travail, de retirer un profit quelconque des leçons de l'école.

En ce qui concerne la faiblesse de l'enfant et la protection qu'elle réclame, nous sommes absolument d'accord avec la loi. La loi a décidé que le règlement d'administration publique déterminerait la nature des travaux auxquels l'enfant pourrait se livrer ; car, messieurs, c'est plutôt la nature que la durée du travail qu'il faut déterminer par une réglementation protectrice. C'est un des points qu'il importe de vous signaler.

Il est impossible, en effet, d'établir, en ce qui concerne la durée du travail, une réglementation uniforme applicable à toutes les industries, sans tenir compte de leurs exigences particulières. Par exemple, il n'est pas possible, d'une manière générale, d'interdire le travail des enfants de telle à telle heure, avant cinq heures du matin, ou après neuf heures du soir. Dans certaines industries spéciales, comme la verrerie, le travail du matin est au contraire, pour les jeunes apprentis, une condition d'hygiène et une garantie contre la grande chaleur du jour.

Il n'est pas pratique non plus de fixer d'une manière arbitraire et uniforme une suspension déterminée du travail, les dimanches et les jours fériés, dans les usines à feu continu, du moment où des règlements d'ordre intérieur assurent aux enfants le libre exercice de leur culte.

Cette suspension arbitraire équivaldrait d'ailleurs à une interdiction absolue du travail.

Il n'est pas possible non plus, à moins de jeter la perturbation dans un grand nombre de fabriques, d'interdire le travail de nuit aux filles de seize à vingt et un ans. Elles sont indispensables dans certains établissements où elles trouvent un travail approprié à leur sexe et à leurs forces, et qui serait absolument déraisonnable de leur refuser.

Permettez-moi, messieurs, d'appuyer par quelques exemples les observations que je viens d'avoir l'honneur de vous présenter. Dans les verreries à vitres et à bouteilles, que je connais plus particulièrement parce que je dirige depuis vingt années l'une des plus importantes et des plus anciennes d'entre elles, le travail de l'ouvrier est essentiellement subordonné à la fusion du verre. Il n'est donc pas pratique, dans une telle industrie, de dire à l'apprenti : tu ne viendras qu'à telle heure et tu abandonneras le travail à tel moment. L'apprentissage

du jeune verrier n'exige pas moins de sept à huit années; il constitue avec l'ouvrier qui lui enseigne son art un ensemble dont les éléments sont indissolublement liés.

Comment prétendez-vous, dans une telle industrie, pouvoir dire à l'enfant : Tu ne travailleras jamais après neuf heures du soir; tu ne travailleras jamais avant cinq heures du matin; tu ne travailleras jamais plus de six heures, même si la période du travail ne doit durer que sept ou huit heures, et la besogne sera achevée par quelque autre.

Mais, messieurs, vous voudriez imposer cette obligation, que cela serait matériellement impraticable, par la raison que nous ne nous trouvons pas dans les conditions de l'Angleterre, où la population ouvrière est surabondante. Les enfants manquent dans presque toutes nos fabriques. Il serait donc absolument impossible de dédoubler les équipes et d'organiser des relais.

Le plus souvent en temps ordinaire, au grand détriment des patrons, dans la verrerie que je viens de vous citer, un certain nombre d'ouvriers sont contraints de renoncer au travail faute d'aides ou d'apprentis.

Si je passe maintenant à une tout autre industrie, la fabrication du sucre, la loi y interdit d'une manière absolue l'emploi des filles de seize à vingt et un ans, pour le travail de nuit.

Vous savez tous, messieurs, que la fabrication du sucre ne dure environ que trois mois par année. Il faut la commencer dès que la betterave est arrivée à maturité, et la continuer sans interruption, jour et nuit; sinon la plante qui fermente ne produirait bientôt plus rien.

Voici une industrie considérable, occupant une population ouvrière très-nombreuse, qui commence tout à coup ses travaux, partout à la fois, après la récolte, et pour quelques mois seulement : où pourrait-elle recruter son personnel? Naturellement parmi les ouvriers de la campagne qui ont terminé la moisson et n'ont pas de travail fixe permanent ailleurs. Mais chacun sait que, là encore, les bras manquent; il faut donc forcément recourir à l'emploi des femmes, qui elles-mêmes ont prêté leur concours à l'agriculture, et qui trouvent dans les sucreries une occupation spéciale, qui n'excède pas leurs forces, précisément au moment où le travail de la campagne leur fait défaut.

Il y a donc là une interdiction très-fâcheuse qu'il faut faire disparaître de la loi. Un de nos honorables collègues me signalait, ces jours derniers, une difficulté de même nature à l'égard d'une industrie qui n'est pas moins intéressante : il s'agit de la pêche de la sardine.

Sur les côtes de l'Ouest, pendant deux mois ou deux mois et demi, chaque année, sans qu'on puisse en prévoir le moment à l'avance, les sardines arrivent en quantités considérables.

Un membre au centre. Pendant cinq mois !

M. Léon Renard. Vous avez raison, pendant quatre ou cinq mois.

Les bateaux pêcheurs viennent en hâte apporter ce poisson sur le rivage. A peine y est-il déposé, qu'il est indispensable de le laver, de le saler, de le préparer sans perdre un instant, sous peine de le voir s'altérer et compromettre absolument le produit de la pêche. Il est évident que pour réunir instantanément le personnel nécessaire à ce travail, tantôt à une heure de marée, tantôt à une autre, tantôt à quatre heures du matin, tantôt à six heures du soir, quand les bateaux viennent d'entrer dans le port et que le poisson est débarqué, on ne peut utiliser que les filles et les jeunes enfants des pêcheurs, les aînés revenant fatigués de la pêche, où ils ont accompagné leur père. On ne trouverait pas évidemment à recruter ailleurs la population considérable indispensable pour ce travail pressant.

Et cependant, messieurs, les prescriptions de la loi interdisent d'une manière absolue le travail de nuit pour ces enfants et pour ces jeunes filles. Vous voyez donc qu'il y a là des modifications indispensables à introduire dans la loi, et, je le répète, si nous vous le demandons, c'est qu'on en puisse exiger l'application rigoureuse et absolue.

Si, au contraire, vous ne prenez pas en considération notre proposition, il en résultera que la loi étant inapplicable et les usines ne pouvant toutes arrêter leurs travaux et congédier leurs ouvriers, toutes les lois demeureront lettre morte comme les lois précédentes.

C'est ce que nous ne voulons pas, et c'est pourquoi nous vous proposons de prendre en considération notre proposition, qui n'a qu'un but : modifier la réglementation incompatible avec le fonctionnement de certaines industries.

On nous a dit, messieurs, que dans les législations étrangères on trouve des prescriptions tout aussi sérieuses, et que nous devrions y puiser des exemples.

Permettez-moi de vous faire observer que l'on ne peut comparer ces législations entre elles, de même qu'il ne serait pas possible d'appliquer à notre système démocratique les institutions de l'aristocratie Angleterre, de même nous ne pouvons pas calquer sur les siens les règlements de nos manufactures, nous ne pouvons pas appliquer chez nous son organisation industrielle.

Les conditions du travail sont essentiellement différentes, ainsi que les habitudes.

Je vous ai déjà signalé l'abondance des enfants en Angleterre ; non-seulement les industriels ont leur personnel au complet, mais la plupart des usines possèdent un registre où les enfants vont s'inscrire d'avance en attendant qu'ils puissent y obtenir du travail. A quoi cela tient-il, messieurs ? Ah ! c'est que l'Angleterre n'est pas soumise à la conscription militaire, qui vient nous enlever chaque année

nos meilleurs ouvriers quand leur éducation industrielle est terminée.

Si vous examinez ce qui se passe en des pays moins étendus, en Belgique, par exemple, vous voyez également qu'il n'a pas été possible, bien que cela paraisse plus facile, d'y uniformiser la loi ; la Belgique, cependant, s'occupe depuis longtemps de cette grande question. Elle cherche à atteindre cette réglementation uniforme, pour la traduire sous forme de loi ; mais je ne crois pas qu'elle puisse y parvenir jamais. Il faut, en effet, que les réglementations varient avec les industries.

En Suisse, il y a autant de législations que de cantons, et elles diffèrent avec la nature et les conditions spéciales des industries qui y fonctionnent.

L'Allemagne est peut-être, messieurs, la puissance qui a poussé le plus loin le système de réglementation en cette matière ; mais que d'exceptions encore à cette législation !

Permettez-moi, d'ailleurs, de dire qu'elle me paraît s'être moins préoccupée de l'intérêt des ouvriers, de la prospérité de ses industries, que de l'organisation de cette formidable puissance militaire, que nous sommes à regret contraints aujourd'hui d'imiter.

Partout, messieurs, je remarque dans ces législations diverses, dans celle de l'Angleterre notamment, un caractère général de mobilité et des modifications introduites, au fur et à mesure que la nécessité s'en est fait sentir.

En résumé, messieurs, je crois vous avoir démontré qu'il est indispensable d'apporter à la réglementation qui régit nos diverses industries des modifications importantes. Je crois donc avoir suffisamment établi non-seulement l'opportunité, mais la nécessité de reviser certaines parties de la loi.

La proposition qui nous a été soumise n'a pas, d'ailleurs, de caractère absolu ; elle sera évidemment discutée, modifiée, amendée, comme toute proposition de ce genre, à la suite d'un examen approfondi ; elle n'a pour but que de vous signaler les points principaux de la loi sur lesquels devra porter votre attention. C'est ainsi que votre 4^e Commission d'initiative parlementaire l'a entendu, et que sans se prononcer sur la valeur des dispositions de notre projet, elle a reconnu l'utilité indispensable d'une étude à ce sujet.

Je termine, messieurs, en vous rappelant ce que l'honorable M. Nadaud disait dans l'une de nos dernières séances : Il ne faut pas ajourner indéfiniment l'application d'une loi aussi bienfaisante, aussi humanitaire que celle de 1874 ; il faut se hâter, au contraire, de la rendre pratique et d'en tirer tous les heureux résultats qu'on est en droit d'en attendre. Il faut se garder, en même temps, par une réglementation inapplicable, de désorganiser nos manufactures et de tarir, dans leur source vive, les principaux éléments de la richesse nationale.

Je ne doute pas, messieurs, après ces observations, que la Chambre, conformément à l'avis de la 4^e Commission d'initiative ne prenne en très-sérieuse considération la proposition que nous avons eu l'honneur de lui soumettre. (Très-bien! très-bien! sur plusieurs bancs.)

M. le président. La parole est à M. Nadaud.

M. Martin Nadaud. Messieurs, si nous vous proposons de voter de nouvelles garanties qui ne se trouvent pas dans la loi de 1874, en faveur des enfants et des filles mineures, vous auriez le droit de nous dire : « Mais, attendez que la loi ait fonctionné. »

Ne perdez pas de vue, messieurs, que la loi fonctionne seulement depuis le mois de juin de l'année dernière, et je regrette d'avoir oublié chez moi une circulaire de M. le Ministre de l'agriculture et du commerce, relative précisément à la mise en pratique de cette loi.

Je ne veux pas être plus ministériel que le ministre; mais il ne m'en coûtera jamais rien, lorsque je verrai faire une bonne action par un homme, de le déclarer devant lui.

Eh bien, messieurs, le Ministre de l'agriculture et du commerce a publié, il y a un mois ou six semaines, une circulaire où il a puisé ses documents dans les comptes-rendus qui lui ont été faits par les Comités locaux et par les inspecteurs. Or, cette circulaire vous montre avec quelle prudence le Gouvernement a mis en pratique cette loi. Il est évident qu'elle ne peut être définitive; il est évident qu'elle a été, je ne veux pas dire bâclée, mais faite trop hâtivement par la dernière Assemblée.

La dernière Assemblée a fait cette loi sans faire appel aux Chambres de commerce, aux grands manufacturiers; c'est là un des côtés défectueux de notre caractère : nous croyons posséder la vérité, et nous ne nous donnons pas la peine d'aller la chercher là où nous pourrions la trouver, nous croyons que tout est dans notre cerveau; et quand la chose est faite nous trouvons que nous avons fait une sottise. Mais qu'à cela ne tienne! (On rit.)

Eh bien, messieurs, vous avez rejeté l'autre jour une proposition d'un de nos honorables collègues, et quoiqu'en ait dit l'orateur qui descend de cette tribune, la proposition que je discute n'a pas pour but seulement de modifier la loi; elle a pour but de la détruire presque complètement. (Assentiment sur quelques bancs. — Réclamations sur d'autres.)

M. Laroche-Joubert. C'est une très-grande erreur!

M. Martin Nadaud. Et vous voudriez, alors que vous venez ici sans aucun document à la main, qu'une Assemblée sérieuse comme la nôtre détruisît de but en blanc cette année ce qui a été fait l'année dernière! J'appartiens au parti radical, mais j'avoue que je ne voudrais pas prendre sur moi une pareille responsabilité parce que, quand on vient devant la Chambre, il faut y venir armé de faits, de chiffres, il faut se présenter ici d'une façon sérieuse.

M. Léon Renard. Nous avons les éléments!

M. Martin Nadaud. Les éléments! Non, vous ne les avez pas montrés dans l'exposé des motifs de votre proposition, mon cher collègue.

M. Laroche-Joubert. Il ne s'agit pas de voter la proposition; il ne s'agit que d'une prise en considération.

M. Martin Nadaud. Mais si nous laissons prendre en considération, qu'est-ce qui arrivera?

M. Laroche-Joubert. Vous repousserez la loi, si vous voulez!

M. Martin Nadaud. Permettez! monsieur Laroche-Joubert, la prise en considération serait excessivement désastreuse pour toutes nos industries, et surtout pour les enfants.

Pour qu'une loi comme une Constitution puisse produire de bons effets, pour qu'elle donne des garanties au pays, il faut que les industriels sachent que le Gouvernement et les Chambres sont décidés à la maintenir telle qu'elle est jusqu'à ce qu'on leur ait soumis des rapports publiés par un inspecteur et les Commissions locales. En effet, nous n'avons pas assez de moyens d'information, non, messieurs. J'ai à mon banc quelques rapports publiés — puisqu'on a parlé de l'Angleterre — par les inspecteurs des manufactures anglaises. Eh bien, je vous assure, messieurs, que quand le Gouvernement, ou un membre de la Chambre des communes, vient demander à la Chambre de modifier la loi, il ne vient pas le faire par une proposition analogue à la vôtre, mon honorable collègue.

Je regrette de prendre tant de temps à la Chambre, car nous avons déjà traité cette question il y a deux jours; mais je vous en prie, messieurs, lisez la proposition de votre collègue, et si elle n'est pas destructive de la loi d'une façon presque absolue, alors dites que je cherche à vous tromper, que je ne suis pas sérieux.

M. Laroche-Joubert. Vous êtes trop honnête pour tromper personne, mais vous faites erreur; la proposition est un moyen de faciliter l'application de la loi, au contraire.

M. Martin Nadaud. Je ne veux prendre qu'un article. Dans l'article 2 on lit ceci :

« Les enfants ne pourront être employés par les patrons, ni être admis dans les manufactures, usines, ateliers ou chantiers avant l'âge de douze ans révolus.

« Ils pourront être, toutefois, employés à l'âge de dix ans révolus dans les industries spécialement déterminées par un règlement d'administration publique... »

Nos collègues disent : « Par exception, ils pourront être, toutefois, employés dès l'âge de dix ans révolus dans les manufactures dont la nomenclature suit... »

Vient ensuite une nomenclature qui comprend presque le tiers des ouvriers du pays.

M. Léon Renard. Ce sont les établissements autorisés.

M. Martin Nadaud. Permettez ! Je ne vous ai pas interrompu. Vous ne pouvez pas m'empêcher de lire ce que vous avez livré à l'impression. Veuillez donc avoir un peu plus de patience. (On rit.)

Je vous déclare que ce que je lis est dans la proposition, et je dis que jamais je ne voterai une proposition pareille, car, après tout, le système des relais, que nous avons établi dans nos manufactures, existe en Angleterre depuis 1833. Lisez les rapports de MM. Horner, Mitchell, les inspecteurs et d'autres encore, — j'ai ces rapports à ma place, — et vous verrez que tous vous disent que les relais ont donné une très-grande satisfaction à tous les manufacturiers.

Je vous demande la permission de lire seulement un passage du livre d'un homme que M. le président de la Commission Pascal Duprat a beaucoup connu, M. Ducpetiaux, un moraliste belge.

Il cite les rapports de plusieurs inspecteurs des manufactures de la Grande-Bretagne, relativement aux relais. « Les arguments en faveur du travail par relais, dit M. Baker, ne reposent pas seulement sur des théories, ils sont le résultat d'expériences consciencieuses ! Dans les rapports que j'ai faits après mes premières tournées, j'ai cité plusieurs localités où cette manière d'employer les enfants avait complètement réussi, et je suis heureux de dire que j'ai déjà trouvé plusieurs manufactures dans mon district où elle a été adoptée. »

M. Baker continue : « M. Marshall, un grand manufacturier de Leeds, avait adopté le système des relais deux ans avant la promulgation du bill de 1833. »

J'ai eu l'honneur, en 1852, de me présenter avec une lettre de M. Duvergier de Hauranne chez M. Senior, un inspecteur des manufactures que beaucoup de gens en France ont connu. Lui aussi n'admettait pas qu'on fit travailler les enfants plus de six heures par jour. Le reste de leur temps devait être consacré à leur instruction.

Une seconde remarque, que la Chambre n'entendra pas sans intérêt, j'en ai la certitude, c'est que la diminution du nombre des enfants dans les manufactures y fut suivie de l'arrivée dans les ateliers d'un plus grand nombre d'adultes. Ainsi après le bill de 1833, on vit, de 1835 à 1839, descendre le nombre des mineurs de 22,000 à 10,000. Celui des jeunes gens de treize à dix-huit ans, s'est élevé de 45,000 à 66,000 dans un seul comté.

En Amérique, on ne compte que 7 enfants sur 100 ouvriers. Dans la factorerie de Lawrence, ajoute M. Ducpetiaux, sur 1,000 ouvriers il n'y en a que 129 âgés de moins de dix-sept ans. Plus tard, M. Villermé affirmait que les enfants dans les manufactures de la France formaient depuis un dixième jusqu'à la moitié, en proportion commune le tiers.

Vous voyez que les relais qui fonctionnent si bien en Angleterre n'ont

causé aucun inconvénient aux manufacturiers; ils ont eu au contraire leur avantage...

M. Laroche-Joubert. Ils sont impraticables.

M. Martin Nadaud. Vous dites que c'est impraticable?

M. Laroche-Joubert. C'est absolument impraticable! Il n'y a pas un industriel... (Rumeurs.)

Sur plusieurs bancs. N'interrompez pas!

M. Martin Nadaud. J'ai ici l'opinion de huit à dix inspecteurs des manufactures. Celle aussi de M. Charles Dupin et de M. Renouard, le même, je crois, qui est au Sénat. (Exclamations et rires sur un grand nombre de bancs.)

Voix à gauche. Qui devrait y être!

Un membre à droite. Ce n'est pas lui qui a été nommé.

Un autre membre. C'est M. Buffet.

M. Martin Nadaud. J'aurais préféré l'y voir entrer que d'y voir entrer M. Buffet. (Nouveaux rires.)

Je passe à notre honorable collègue le passage que je viens d'indiquer.

(M. Nadaud fait remettre à M. Laroche-Joubert le livre dont il parle.)

M. Martin Nadaud. Je demande donc à la Chambre de ne pas prendre en considération la proposition de nos honorables collègues. Dans cette circonstance, le devoir de la majorité est de soutenir le Gouvernement, parce que le Gouvernement a bien compris l'esprit de la loi. Donnons le temps à nos inspecteurs, à nos Commissions locales et aux médecins qui visitent nos manufactures lorsqu'ils y sont appelés par les inspecteurs, de nous envoyer des rapports, et alors nous pourrions, en connaissance de cause, soit améliorer la loi dans un sens plus conforme à l'intérêt des enfants, soit la modifier dans le sens restrictif que notre collègue voudrait nous voir adopter en ce moment. (Approbations sur divers bancs. — Aux voix! aux voix!)

M. Léon Renard. Je demande à répondre un mot. (Aux voix! aux voix!)

C'est pour rectifier une assertion grave de mon honorable collègue. (Parlez!)

L'honorable M. Nadaud, en vous lisant l'article 1^{er} de notre proposition de loi, vous a dit, messieurs, que nous propositions d'étendre à une nomenclature, excessivement longue, d'industries diverses, l'autorisation d'employer des enfants de dix ans. Vous avez dû croire alors qu'il s'agissait d'une nomenclature nouvelle et d'exceptions nouvelles; mais nous n'avons fait qu'insérer dans notre article 1^{er}, — sans y ajouter une seule industrie, — celles qui sont reprises dans les règlements d'administration publique faisant l'objet du décret du 27 mars 1875.

Je crois qu'il était nécessaire de relever cette erreur de notre collègue.

En effet, le règlement d'administration publique, pris en vertu de l'article 2 de la loi dont s'agit, porte ce qui suit :

« Le Président de la République française,

« Sur le rapport du Ministre de l'agriculture et du commerce;

« Vu l'article 2 de la loi du 19 mai 1874, ainsi conçu : Les enfants ne pourront être employés à... etc., etc.;

« Vu l'avis du Comité consultatif des arts et manufactures;

« Vu l'avis de la Commission supérieure instituée par l'article 23 de la loi du 19 mai 1874;

« Le Conseil d'État entendu,

« Décrète :

« ART. 1^{er}. — Les enfants de dix à douze ans peuvent, dans les conditions déterminées par la loi, être employés dans les industries, dont la nomenclature suit :

« 1^o Dévidage des cocons;

« 2^o Filature de bourre de soie, etc., etc. »

Toute la nomenclature, vous la connaissez, nous n'y avons rien ajouté.

Je n'ai plus qu'une seule considération à présenter à la Chambre. Nous allons nous trouver dans cette double alternative :

Ou vous prendrez, messieurs, notre proposition en considération, et on pourra apporter à la loi, comme j'avais l'honneur de vous le signaler tout à l'heure, les modifications indispensables pour la rendre uniformément pratique, et vous aurez alors l'application complète de la loi que nous réclamons.

Ou bien, vous repousserez cette prise en considération, c'est à-dire l'examen de la situation; et il résultera de votre décision l'impossibilité absolue d'appliquer la loi, parce que l'on ne pourra réellement pas obliger la quantité considérable d'usines dont vous connaissez la nomenclature, à cesser leurs travaux. (Mouvements divers.) Je dis que dans ce cas la loi restera lettre morte, comme cela est arrivé déjà pour la loi de 1841, au grand préjudice des intérêts considérables que nous voulons tous à un égal degré sauvegarder. (Aux voix ! aux voix !)

M. Tirard. Je crois, messieurs, qu'à l'Assemblée nationale il n'y a pas eu de loi pendant les cinq années de son existence qui ait été étudiée avec plus de soin, qui ait été l'objet d'une étude plus consciencieuse, que la loi que, pour la deuxième fois depuis que nous sommes ici, on nous demande de modifier.

Tout à l'heure, l'honorable orateur qui descend de la tribune vient de nous dire que sa proposition ne faisait absolument qu'insérer dans la loi des dispositions qui se trouvent dans le règlement d'administration publique. Que M. Léon Renard me permette de le lui dire : Si le règlement d'administration publique a été au-devant de ses désirs

en insérant les exceptions qu'il réclame, à quoi sert dès lors sa proposition ?

M. Léon Renard. Je n'ai parlé que de la nomenclature que M. Nadaud prétend nouvelle; je n'ai fait que répondre à M. Nadaud en ce qui concerne les industries énumérées au règlement d'administration publique. Je n'ai pas parlé, dans ma réplique, des autres dispositions de ma proposition.

M. Tirard. Ceci ne répond pas à mon observation.

Le règlement d'administration publique qui existe en vertu de l'article 2 de la loi vous donne satisfaction. Pourquoi demander, par une proposition nouvelle, une satisfaction qui vous est donnée par ce règlement d'administration publique ?

Je vais plus loin : si multipliées que soient les exceptions dont l'auteur de la proposition demande l'insertion dans la loi, est-il bien certain qu'elles donneront satisfaction à tout le monde ? L'honorable M. Renard pourrait-il dire que, lorsqu'on aura inséré dans la loi l'exception qu'il demande, toutes les industries qui se disent lésées et gênées dans leur travail trouveront satisfaction ? Pas le moins du monde. Vous n'aurez fait qu'ouvrir la porte aux réclamations. Immédiatement, sur tous les points du territoire, vous verrez les réclamations se produire dans les ateliers, dans les usines, pour obtenir le bénéfice de la loi nouvelle que vous aurez faite, et ainsi disparaîtront, d'une manière absolue, les dispositions de la loi excellente, de la loi bienfaisante votée en 1874. (Très-bien ! très-bien !)

Dernièrement on vous a fait une proposition par laquelle on vous demandait de suspendre l'application de la loi de 1874 jusqu'à ce qu'une loi ait rendu obligatoire l'instruction des enfants. C'était là une disposition généreuse; c'était introduire, en quelque sorte, dans nos codes, l'instruction obligatoire. Nous l'avons repoussée cependant, malgré le désir que nous avons de rendre l'instruction obligatoire, parce que nous n'avons pas voulu, à aucun titre et sous aucun prétexte, modifier la loi de 1874. (C'est vrai !)

Sur quoi s'appuie-t-on aujourd'hui pour venir vous demander cette dérogation à la loi de 1874 ? On s'appuie, permettez-moi de le dire, sur des intérêts particuliers. On vous dit qu'il y a des industries qui périront. Comment ! il y a, en France, des industries qui ne pourraient pas vivre parce qu'une loi interdit le travail dans les manufactures, pendant plus de six heures, à des enfants de douze ans, et parce qu'elle interdit d'introduire dans les manufactures des enfants au-dessous de dix ans ?

M. Nadaud vous disait tout à l'heure, avec raison : Avez-vous apporté des chiffres ? Avez-vous apporté quelque chose qui vienne légitimer vos réclamations, et nous prouver qu'il y a une industrie en France qui sera menacée de périr, qui ne pourra pas exister, qui ne

pourra pas lutter avec l'industrie étrangère, parce qu'il ne sera pas loisible d'assujettir à un travail pénible de jour et de nuit des enfants de dix ans? Cela n'est pas admissible et rien ne prouve le bien fondé de vos allégations.

Lorsqu'en 1874 cette loi a été étudiée consciencieusement, comme je le disais tout à l'heure, nous avons fait, de part et d'autre, abnégation de nos sentiments politiques; il ne s'est rencontré que des Français animés d'un sentiment, celui d'arracher une foule d'enfants à l'ignorance et de doter notre pays d'hommes forts, dont l'intelligence fût développée comme le physique. Nous avons pensé qu'il était impossible d'astreindre à un travail pénible des enfants sans instruction, âgés de dix ans. (Très-bien ! très-bien !)

Est-il possible d'admettre qu'une disposition semblable puisse mettre en péril l'industrie française? Vous ne le ferez croire à personne.

Vous avez été mus par un sentiment généreux peut-être, mais qui va directement contre son but. Vous vous êtes émus purement et simplement de quelque gêne, de quelque embarras qui se rencontrent dans certaines industries qui avaient contracté des habitudes dont il leur est difficile de se départir.

Mais, messieurs, il y a une question d'intérêt général qui domine; c'est celle qui doit nous guider, et j'espère qu'elle empêchera cette Chambre de prendre en considération la proposition qui vous est soumise. (Marques nombreuses d'approbation.)

M. Lorois. Messieurs, l'honorable préopinant disait qu'il était impossible de désigner une industrie qui succomberait si la loi était maintenue. Eh bien, je vais en désigner une à l'instant, c'est la conserve des sardines. (Rires sur quelques bancs.)

Vous riez, messieurs, c'est une industrie excessivement importante, par le fait qu'elle emploie énormément de marins. Dans le petit port de Concarnau il y a huit cents bateaux, et c'est parmi ces marins-là que notre flotte militaire trouve ses marins les plus énergiques pour défendre notre pavillon. Je ne vois pas, messieurs, ce qu'il y a de drôle dans cette question de la conserve des sardines. Si vous supprimez particulièrement le travail des femmes et des jeunes filles la nuit, la conservation des sardines est impossible.

M. Floquet. C'est accidentel!

M. Lorois. Je ne vous dis pas que ce ne soit pas accidentel, mais il est certain qu'au moment où on apporte le poisson il faut qu'il soit lavé; que ce travail est fait par les filles; que si vous le défendez, la pêche de la sardine deviendra impossible; que vous aurez enlevé aux femmes et aux filles un travail fructueux. Or, messieurs, la véritable manière d'assurer la moralité dans la classe ouvrière, et surtout parmi les femmes, c'est de leur procurer un travail rémunérateur avec lequel elles puissent se donner de l'aisance, et vous n'y arriverez

certes pas en faisant périr l'industrie qui leur donne ce travail. (Aux voix ! aux voix !)

M. le président. La 4^e Commission d'initiative parlementaire conclut à la prise en considération de la proposition.

Je mets aux voix ses conclusions.

Il a été déposé une demande de scrutin public.

M. Laroche-Joubert. Tant mieux ! les ouvriers verront ceux qui leur portent intérêt.

M. le président. Cette demande est signée par MM. Talandier, Sallard, Barodet, B. Raspail fils, Cantagrel, A. Leconte, Turigny, Margue, Pernas, Sansas, Maigne, Floquet, Rougé, Escanyé, A. Duportal, Moreau, Marion, etc.

Il va être procédé au scrutin.

(Le scrutin est ouvert et les votes sont recueillis.)

MM. les secrétaires procèdent au dépouillement.

M. le président. Voici le résultat du dépouillement du scrutin :

Nombre des votants 358

Majorité absolue..... 180

Pour l'adoption.... 84

Contre 274

(La Chambre n'a pas adopté les conclusions de la Commission d'initiative ; la proposition n'est pas prise en considération.)

« Le triple assaut infructueusement livré, devant le Sénat et la Chambre des députés, par MM. Testelin, Pierre Legrand et Léon Renard, à la loi du 19 mai 1874 sur le travail des enfants dans les manufactures, a péremptoirement mis en évidence sa bonne structure et sa vitalité. Au Sénat, le rapport de M. Paris avait déjà fait ressortir les bons effets de la loi en faveur du développement de l'instruction populaire. Les députés, à leur tour, frappés des considérations d'humanité dont ce sujet abonde, ont bien compris tout ce que la seconde Chambre perdrait d'autorité et de prestige si elle portait imprudemment la main sur l'une des œuvres les meilleures parmi celles édifiées par leurs devanciers.

La discussion, il est vrai, a démontré que partisans et adversaires de la loi du 19 mai 1874 ignoraient à l'envi ses précédents parlementaires, l'économie de ses dispositions, et son fonctionnement actuel. Ainsi M. Nadaud, avec les meilleures intentions, parle d'une loi *bâclée* par la dernière Assemblée

et se plaint que l'on n'ait consulté pour sa préparation, ni les Chambres de commerce, ni les grands manufacturiers. Or, la nouvelle loi sur le travail des enfants dans les manufactures est, en réalité, en élaboration depuis près de trente années dans les Assemblées parlementaires, grâce à la généreuse initiative de Charles Dupin; elle a été, de 1867 à 1870, laborieusement examinée par le Conseil d'État; reprise en 1871, elle a passé par trois années d'études; enfin elle a été, avant et après la dernière délibération, l'objet de deux enquêtes, dans lesquelles non-seulement les manufacturiers, mais encore les Sociétés industrielles, les Chambres de commerce, les Comités des arts et manufactures, les Conseils généraux ont successivement donné leurs avis. Ce n'est donc point sans raison que M. Tirard, rétablissant la vérité des faits, a pu affirmer, « qu'il n'y a pas eu de loi à l'Assemblée nationale, pendant les cinq années de son existence, qui ait été étudiée avec plus de soin, qui ait été l'objet d'une étude plus consciencieuse. » L'honorable orateur n'était pas moins bien fondé à dire à des adversaires, dont l'un parlait au nom de la verrerie, dont l'autre défendait les intérêts des fabricants de conserves alimentaires : « Sur quoi s'appuie-t-on pour demander une dérogation à la bienfaisante loi de 1874? On s'appuie uniquement sur des intérêts particuliers. »

Nous avons fait plus d'une fois cette remarque depuis que l'on discute les lois sur le travail des enfants : il n'est pas un industriel venant proposer une mesure destinée à soustraire sa propre industrie à l'application de la loi, qui ne la déclare d'abord excellente, humaine, bienfaisante dans son ensemble; mais à ses yeux un point, un seul point, y fait tache. C'est précisément celui qui touche ses intérêts. Réformez ce point-là, la loi sera parfaite. Nous avons entendu ce langage pendant tout le cours de la discussion de 1872 à 1874, tous les articles, tous les alinéas de la loi passaient ainsi au crible; à écouter en bloc les plaintes des industriels qui proclament le plus haut la sagesse et l'humanité de la loi, il n'en eût subsisté ni un iota, ni une virgule.

Le vote d'une forte majorité de la Chambre a heureusement raffermi sur sa base la loi protectrice de l'enfance; on ne saurait trop déplorer cependant que d'incessantes attaques viennent affaiblir son autorité, paralyser son action, faire hésiter les ins-

pecteurs dans son application, en ouvrant aux contrevenants de permanentes espérances de réforme. Nous aurions donc voulu entendre, à ce propos, des déclarations nettes et fermes, de la bouche autorisée de M. le Ministre du commerce, chargé de l'application de la loi du 19 mai 1874 ; il en connaît la véritable portée, il a assisté à sa lente et mûre élaboration, il a pris une part brillante à sa discussion, il a vu s'organiser depuis dans son ministère l'important service de l'inspection, enfin il a vu fonctionner la Commission supérieure sous la direction de son éminent président, M. Dumas. M. le Ministre n'ignore pas les utiles résultats obtenus par tant d'efforts ; nous regrettons qu'il n'ait pas cru devoir les faire connaître à la Chambre.

Hâtons-nous, pour notre faible part, de suppléer à ce silence. Mettons surtout en lumière cette vérité : l'industrie nationale loin d'avoir rien à craindre des lois de protection de la jeunesse ouvrière, doit retirer les plus grands avantages de l'amélioration de son état physique et de son état moral.

Le législateur a scrupuleusement menagé les intérêts industriels. Rappelons-le, en effet, la loi votée le 19 mai 1874 n'a, par suite d'une mesure transitoire, été mise en vigueur qu'au mois de juin 1875. Les chefs d'industrie, déjà soumis à la loi de 1841, dont la loi nouvelle reproduit les principales dispositions, ont, de plus reçu le double avertissement des enquêtes et de trois années de délibérations ; enfin, ils ont eu une année de délai pour introduire dans leurs ateliers les réformes indispensables ; il serait donc dérisoire de crier à la surprise. L'inspection instituée par la loi a, en vertu des instructions ministérielles, procédé d'abord par simples avis, usé de la plus grande tolérance et évité soigneusement de froisser des intérêts respectables. Un trait en fait foi : pour 12,000 contraventions constatées, il n'a été dressé que 74 procès-verbaux dans des cas de flagrant mauvais vouloir.

Le corps des Inspecteurs est d'ailleurs composé d'hommes compétents, nommés d'après des titres déterminés ; la plupart sont des ingénieurs sortis de l'École centrale et formés à l'épreuve de l'expérience dans l'exercice de la pratique industrielle. On rend généralement justice au tact et à l'esprit de modération dont ils ont fait preuve.

A ces premiers tempéraments on doit ajouter les règlements d'administration publique, préparés par le Conseil des arts et

manufactures, la Commission supérieure et le Conseil d'État, règlements dont le principal objet a été de mettre, par des dérogations nécessaires et multipliées, les dispositions générales de la loi en harmonie avec les besoins particuliers de certaines industries. Ces règlements sont essentiellement révisables, remaniables et progressifs, et, comme on l'a fait justement observer, les critiques bruyamment et inutilement apportées à la tribune auraient pris, en s'adressant au Conseil d'État, la voie d'une solution, plus modeste sans doute, mais sérieuse et sûre.

Tels sont, dans leur économie générale, les conditions d'application et de fonctionnement actuel de la loi du 19 mai 1874. La plupart des chefs d'industrie, à Paris surtout, les Chambres syndicales, les Associations ouvrières, les Sociétés de patronage, en apprécient les bienfaits et prêtent ouvertement leur concours à son application.

Nous pourrions citer de nombreux exemples des résultats obtenus : en voici un entre autres qui touche aux progrès si désirables de l'instruction. D'après les rapports des inspecteurs, depuis la mise en vigueur de la loi, il a été créé par de grands industriels, animés personnellement sans doute de bonnes intentions, mais stimulés aussi dans leur zèle par les prescriptions législatives, plus de cent écoles attachées aux usines ou manufactures. Dans la seule circonscription de Rouen, il en a été établi 22 en une année. Or, on estime à vingt mille le nombre des enfants ne recevant pas précédemment l'instruction, qui fréquentent actuellement ces écoles. A ce nombre, il faut ajouter celui plus considérable des enfants qui ont été envoyés par les patrons aux écoles communales, aux classes du soir ou du dimanche pour se soumettre aux exigences de la loi.

Voilà ce que la loi du 19 mai 1874 a fait pour l'instruction; montrons, par un autre exemple, ce qu'elle a fait pour les bonnes mœurs. L'article 4 de la loi interdit le travail de nuit aux filles mineures. Or cette prohibition, dont on ne peut méconnaître le caractère de haute moralité, a été grandement appréciée par la population ouvrière. A ce point que dans plusieurs villes manufacturières, notamment à Saint-Chamont où les fabriques de lacets occupent plus de 1,500 jeunes ouvrières, les pères de famille en ont spontanément réclamé la mise à exécution.

C'est là seulement une partie du bien que la loi a déjà fait, elle fera plus encore dans l'avenir. On ne saurait trop s'applau-

dir que notre pays entre enfin résolûment dans une voie féconde où l'ont depuis longtemps devancé les nations les plus soucieuses, à la fois de leur puissance matérielle et de leur grandeur morale, l'Angleterre, l'Allemagne, les États-Unis.

M. Léon Renard disait avec une intention critique à la Chambre des députés : « L'Allemagne est peut-être la nation qui a poussé le plus loin la réglementation en cette matière » ; et il ajoutait : « Elle s'est moins préoccupée de l'intérêt de ses ouvriers et de la prospérité de son industrie que de l'organisation d'une formidable puissance militaire. » Plût à Dieu que les mêmes préoccupations eussent depuis longtemps assiégé les esprits en France ! Souhaitons à notre pays, instruit par ses malheurs, de partager avec nos ennemis ce souci constant des lois qui assurent, avec le progrès des générations nouvelles, la force des nations. Puissions-nous ne jamais oublier qu'en protégeant l'Enfance ouvrière nous abritons sous les plis de notre drapeau l'espérance de relever un jour la grandeur de la patrie ! »

Eugène TALLON.

(*Moniteur universel*, 4 août 1876.)

BULLETIN DES COMMISSIONS LOCALES.

SEINE. — CONSEIL GÉNÉRAL. (Séance du 29 juillet 1876.) — Sur le rapport de M. Béclard, est présentée une liste de candidats pour la formation de Commissions locales pour la surveillance du travail des enfants dans les deux arrondissements suburbains.

VILLE DE PARIS.

MM. les Maires des arrondissements de la ville de Paris ont fait placarder l'avis suivant destiné à rappeler à leurs administrés les visites auxquelles la loi du 19 mai 1874 soumet leurs ateliers :

VILLE DE PARIS. — MAIRIE DU ^e ARRONDISSEMENT.

Loi sur le travail des enfants et des filles mineures dans l'industrie.

AVIS.

Le Maire du ^e arrondissement a l'honneur d'inviter ceux de ses administrés qui dirigent des manufactures, usines ou ateliers, dans

lesquels sont employés des enfants ou des filles mineures, à se conformer exactement à la loi du 19 mai 1874 sur le travail des enfants et des filles employés dans l'industrie.

Les Inspecteurs et les membres de la Commission locale qui sont chargés de veiller à l'exécution de la loi, ont entrée dans tous les établissements de l'arrondissement; ils peuvent se faire représenter les registres prescrits par la loi, les livrets, feuilles de présence et règlement intérieur.

Le Maire engage ses administrés à leur donner toutes les facilités pour l'accomplissement de leur mission.

Paris, le 8 juillet 1876.

Le Maire,
N.

VIII^e Circonscription.

NORD. — Voici la composition des Commissions locales de ce département :

ARRONDISSEMENT DE LILLE.

(3 Commissions.)

1^{re} Circonscription comprenant les 5 cantons de la ville.

MM. *Raillard*, ingénieur en chef des ponts-et-chaussées, à Lille, *Président*.

Scribe (Auguste) propriétaire, à Lille, *Vice-Président*.

Lemaître (G.), conseiller d'arrondissement, à Lille, *Secrétaire*.

Antoine, inspecteur d'académie, à Lille.

Thiriez (Julien), manufacturier, à Loos.

Pilat, docteur-médecin, à Lille.

Vallée, directeur de l'usine de Fives.

2^e Circonscription comprenant les cantons de Tourcoing, de Roubaix et de Lannoy.

MM. *Bossut* (Henri), ancien président du Tribunal de commerce, à Roubaix, *Président*.

Foucault, chef de division de l'instruction primaire à la Préfecture, à Lille, *Secrétaire*.

Flament, ingénieur de la navigation, à Lille.

Ernoult, conseiller municipal, à Roubaix.

Boutemy-Barrois, à Lannoy.

Hazebrouck, ancien notaire, à Tourcoing.

Lemaître, maire d'Halluin.

3^e Circonscription comprenant les cantons d'Armentières, de Cysoing, d'Haubourdin, de la Bassée, de Pont-à-Marcq, de Quesnoy-sur-Deûle et de Seclin.

- MM. *Matrot*, ingénieur des mines, à Lille, *Président*.
Jeanson, propriétaire, à Armentières, *Vice-Président*.
Lauvvick (Fernand), industriel, à Seclin, *Secrétaire*.
Descat (Jules), à Lesquin.
Lancelle-Dassonville, ancien industriel, à Armentières.
Guillemot, industriel, à Seclin.

ARRONDISSEMENT DE VALENCIENNES.

- MM. *Durieux*, président du Tribunal de commerce, à Valenciennes, *Président*.
Barbieux, ancien notaire, à Saint-Amand, *Vice-Président*.
Olry, ingénieur des mines, à Valenciennes, *Secrétaire*.
Toussaint, inspecteur des écoles primaires, à Valenciennes.
Legrand, inspecteur des travaux du fond, à Anzin.
Renard (Léon), député et conseiller d'arrondissement, à Fresnes.
Piérard, directeur des mines, à Fresnes.

ARRONDISSEMENT DE DOUAI.

- MM. *Vasse*, ancien maire de Douai, *Président*.
de Baillencourt, président de la Chambre de commerce, à Douai, *Vice-Président*.
Lancelin, inspecteur des écoles primaires, à Douai, *Secrétaire*.
Gruson, ingénieur ordinaire des ponts-et-chaussées, à Douai.
Josson, conseiller d'arrondissement, à Douai.
Fiévet (Édouard), à Sin-le-Noble.
Mottez, fabricant de sucre, à Wandignies-Hamage.

ARRONDISSEMENT DE CAMBRAI.

- MM. *Boulanger*, propriétaire, à Doignies, *Président*.
Wauters, ancien juge-de-peace, au Cateau, *Vice-Président*.
Pierron, ingénieur des ponts-et-chaussées, à Cambrai.
Baumier, inspecteur des écoles primaires, à Cambrai.
Brabant (Alphonse), industriel, à Morenchy-Saint-Roch.
Sartiaux (Jules), délégué cantonal de l'instruction primaire, au Cateau.
Dollez, maire de Caullery.

ARRONDISSEMENT D'AVESNES.

- MM. *Culhiat du Fresne*, ancien conseiller général, à Eppe-Sauvage, *Président*.
Georges Constant, ancien maire d'Avesnes, *Vice-Président*.
Riche, ingénieur de la Sambre, à Maubeuge, *Secrétaire*.
Chevalier, inspecteur des écoles primaires, à Avesnes.
de Lalène-Laprade, maire du Quesnoy.
Legrand (Auguste), industriel, à Fourmies.
de Mauraige, propriétaire et ancien maire, à Maubeuge.

ARRONDISSEMENT D'HAZEBROUCK.

- MM. *Duquenne*, conseiller général, à la Gorgue, *Président*.
Bouilliez (Émile), à Merville, *Vice-Président*.
Maurv, inspecteur des écoles primaires, à Hazebrouck, *Secrétaire*.
Morice, ingénieur au chemin de fer du Nord, à Hazebrouck.

- MM. *Duhamel* (Charles), à Merville.
Hié (Émile), manufacturier, à Bailleul.
Hennion (Émile), conseiller d'arrondissement et notaire, à Estaires.

ARRONDISSEMENT DE DUNKERQUE.

- MM. *Plocq*, ingénieur en chef des ports de Gravelines et de Dunkerque, *Président*.
Bazy, ancien professeur de faculté, à Watten, *Vice-Président*.
Mordacq, inspecteur des écoles primaires, à Dunkerque, *Secrétaire*.
Decarpentry (Eugène), propriétaire, officier d'académie, à Dunkerque.
Quillacq, brasseur, conseiller municipal, à Dunkerque.
Bonvarlet (Alexandre), négociant, à Dunkerque.
Coquelle, juge au Tribunal de commerce, à Dunkerque.

PAS-DE-CALAIS. — Voici la composition des Commissions locales de ce département :

ARRONDISSEMENT D'ARRAS.

- MM. *Dorlencourt*, président honoraire, à Arras, *Président*.
Doudart de la Grée, commandant en retraite, à Arras, *Vice-Président*.
Wirth, inspecteur des écoles primaires, à Arras, *Secrétaire*.
Duporcq, ingénieur des mines, à Arras.
Chatelain, inspecteur des enfants assistés du département, à Arras.
Lanthiez, conseiller général, maire de Baralle.
Thubeauville, vérificateur des poids et mesures, à Arras.

ARRONDISSEMENT DE BÉTHUNE.

(2 Commissions.)

1^{re} Circonscription.

- MM. *Dansou*, docteur-médecin, conseiller général, à Béthune, *Président*.
Spriet, ancien industriel, à Lens, *Vice-Président*.
De Savary, vérificateur des poids et mesures, à Béthune, *Secrétaire*.
Daburon, ingénieur de la Compagnie des mines, à Nœux.
Fry, inspecteur des écoles primaires, à Béthune.
Parisse, vétérinaire, à Lens.
Vallage, inspecteur des enfants assistés de la Seine, à Béthune.

2^{me} Circonscription.

- MM. *Leroy*, docteur-médecin, à Béthune, *Président*.
Toffart, officier de santé, à Lillers, *Vice-Président*.
Vainet, ingénieur ordinaire des ponts-et-chaussées, à Béthune, *Secrétaire*.
Vast, conseiller général, maire de Saint-Hilaire-Cottes.
Becquart, président de la Société de secours mutuels, à Laventie.
Pégar, maire d'Hersin-Coupigny.
Hermery, conseiller général, maire de Barlin.

ARRONDISSEMENT DE BOULOGNE.

(2 Commissions.)

1^{re} Circonscription.

- MM. *Gosselin*, président de la Chambre de commerce de Boulogne, *Président*.
De Cormette, conseiller d'arrondissement, maire d'Henneveux, *Vice-Président*.
Docquois, vérificateur des poids et mesures, à Boulogne, *Secrétaire*.
Dufour, conseiller général, maire d'Hesdin-l'Abbé.
Violette, ingénieur ordinaire des ponts-et-chaussées, à Boulogne.
Gros, docteur-médecin de l'hôpital de Boulogne.
Carpentier, inspecteur des écoles primaires, à Boulogne.

2^e Circonscription.

- MM. *Darquer*, avocat, maire de Calais, *Président*.
L'abbé Parenty, (Raymond), à Saint-Pierre-lez-Calais, *Vice-Président*.
L'Ingénieur des ports, à Calais, *Secrétaire*.
Gody, docteur-médecin, conseiller général, maire de Guines.
Louchez, président du Tribunal de commerce, à Calais.
Cailliette, maire de Saint-Pierre-lez-Calais.
Sacqueleu, négociant, à Calais.

ARRONDISSEMENT DE MONTREUIL.

- MM. *Delhomel*, conseiller général, maire de Montreuil, *Président*.
Baron de Calonne, conseiller d'arrondissement, à Buire-le-Sec, *Vice-Président*.
Barreau, ingénieur ordinaire des ponts-et-chaussées, à Montreuil, *Secrétaire*.
Prunier, inspecteur des écoles primaires, à Montreuil.
Fauvel, docteur-médecin, à Fruges.
Frère, inspecteur des enfants assistés de la Seine, à Montreuil.
Houzel, médecin des épidémies, à Montreuil.

ARRONDISSEMENT DE SAINT-OMER.

- MM. *Degrave*, conseiller général, maire de Moule.
Decamps, conseiller d'arrondissement, maire de Quelmes.
Raoult, ancien pharmacien-major, à Saint-Omer.
Henry, ingénieur ordinaire des ponts-et-chaussées, à Saint-Omer.
Vaillant, inspecteur des écoles primaires, à Saint-Omer.
Chevalier, maire d'Ardres.
Paulhaye, vérificateur des poids et mesures, à Saint-Omer.

ARRONDISSEMENT DE SAINT-POL.

- MM. *Levesque* (Émile), propriétaire, à Houwin, *Président*.
Lefebvre de Gouy, maire de Wamin, *Vice-Président*.
Morencais, inspecteur des écoles primaires, à Saint-Pol, *Secrétaire*.
Mathieu, conseiller général, maire de Camblain-l'Abbé.
Lefebvre, ingénieur ordinaire des ponts-et-chaussées, à Saint-Pol.
Blaire, docteur-médecin, à Aubigny.
Becart, vérificateur des poids et mesures, à Saint-Pol.

OEUVRES-ANNEXES

DE LA

SOCIÉTÉ DE PROTECTION DES ENFANTS EMPLOYÉS DANS L'INDUSTRIE.

OEUVRE-ANNEXE DE L'ASSISTANCE JUDICIAIRE.

(Extraits des procès-verbaux communiqués par M. Gab. JORET-DESCLOSIÈRES, avocat à la Cour d'appel, *Secrétaire*.)

LÉGISLATION (Loi du 19 mai 1874 sur le travail des enfants). — On sait que, d'après l'art. 9 de loi du 19 mai 1874, sur le travail des enfants dans les manufactures, « aucun enfant ne peut, avant l'âge de 15 ans accomplis, être admis à travailler plus de six heures par jour, s'il ne justifie, par la production d'un certificat de l'instituteur ou de l'inspecteur primaire, visé par le maire, qu'il a acquis l'instruction primaire élémentaire. »

Les membres de l'OEuvre présentent leurs observations personnelles sur la proposition de loi faite à la Chambre des députés par M. Pierre Legrand, député du Nord, et plusieurs de ses collègues, tendant à ce que l'application de cet article 9 fût suspendue jusqu'à ce qu'une loi ait rendu obligatoire l'instruction des enfants âgés de 6 à 7 ans.

JURISPRUDENCE RELATIVE AUX ENFANTS VICTIMES D'ACCIDENTS. — (Voy. *Bull.*, t. III, p. 214-217; IV, p. 37-38; V, p. 128-130; VI, p. 77-87; VII, p. 192-193 et VIII, p. 173-174). De nombreuses décisions judiciaires ont établi le principe, désormais indiscutable, que le patron étant tenu à de plus grandes précautions de surveillance quand il emploie à des travaux périlleux de jeunes apprentis, peut, en cas d'accidents arrivés à ceux-ci, être déclaré responsable, même quand il y a eu imprudence de leur part, s'il a eu le tort lui-même, à raison de leur défaut d'âge et d'expérience de les employer à de tels travaux.

Voici un arrêt de la Cour de Paris, confirmant sa jurisprudence en cette matière.

Le jeune Septier, âgé de 12 ans, employé comme tireur par M. Seigers, fabricant de papiers peints, a eu la main écrasée par une machine mue par la vapeur.

Sur la demande en indemnité formée par Septier père, au

nom de son fils mineur, le Tribunal civil de la Seine avait rendu le jugement suivant :

« Attendu qu'il résulte du rapport de l'expert que l'accident dont il s'agit a eu lieu dans des circonstances qui n'engagent aucunement la responsabilité de Seigers ; que ce dernier a pris toutes les précautions nécessaires dans le cas dont il s'agit, et que, si l'accident a eu lieu, c'est à l'imprudence seule du jeune Septier qu'il doit être imputé.—Par ces motifs, déboute Septier ès noms de sa demande, et le condamne aux dépens. »

Mais Septier père, ayant interjeté appel, l'arrêt suivant est intervenu :

« LA COUR : Considérant que le 22 avril 1872, le jeune Septier, âgé de 12 ans, apprenti chez Seigers, fabricant de papiers peints, a eu la main gauche écrasée par le plateau d'un balancier auquel il était employé ; que le plateau, mù par la vapeur, a été mis en mouvement avant que celui qui dirigeait la pédale se fût assuré que Septier, occupé à placer le papier sur le plateau, avait retiré sa main ;

» Considérant qu'il y a imprudence de la part d'un patron à employer un jeune ouvrier au service d'une machine à vapeur dont la puissance aveugle devient redoutable quand elle n'est pas dirigée avec les plus grandes précautions ;

» Considérant que le patron, qui doit protéger en général les ouvriers de son atelier contre leur propre imprudence, doit être astreint à des devoirs plus sévères de protection vis-à-vis des enfants qui, malgré leur âge, sont forcés à un travail périlleux pour gagner leur vie ;

» Que Seigers a donc encouru une responsabilité dans l'accident dont Septier a été victime, et que la Cour a les éléments suffisants pour apprécier les dommages et la réparation ;

» Par ces motifs, réformant, condamne Seigers à payer au mineur Septier, durant sa vie, une pension annuelle de 200 francs qui sera assurée par une inscription de rente 3 0/0, etc. » (C. Paris, 4^e ch., 29 avril 1873, M. Falconnet, président : Dall., *Jur.*, 1876. 2. 96.)

LES ACCIDENTS DANS LES DIVERSES INDUSTRIES.—(*Fabrication des Eaux gazeuses.*) — M. J. Périn fait connaître que la Préfecture de police s'est adressée directement au Syndicat des Eaux gazeuses pour lui demander d'élaborer le projet d'un règlement indiquant les moyens propres à éviter les accidents qui peuvent se produire dans les fabriques d'eau de seltz.

La Chambre a aussitôt nommé une Commission chargée de préparer la réponse à cette demande de l'Administration. Le rapport fait à ce sujet a été discuté et approuvé par la Chambre, et deux des membres de la Commission ont déposé ce travail

à la Préfecture de police (voir compte-rendu de la séance du 5 janvier 1876).

La fabrication des eaux minérales artificielles et des eaux gazeuses qui s'y rattachent, dit M. *Périn*, est, on le sait, soumise à une réglementation posée par l'Ordonnance royale du 18 juin 1823.

Les accidents que cause l'emploi des appareils à eau de seltz ont lieu surtout soit pendant l'opération de l'emplissage des siphons, soit pendant qu'ils sont transportés, parce qu'à ce moment l'agitation de l'eau produit le dégagement du gaz acide carbonique.

Le choc des siphons, l'un contre l'autre, pouvant déterminer la rupture des vases, ils sont généralement transportés dans des caisses en bois à compartiments, qui empêchent ces chocs de se produire.

Voici deux cas d'accidents de ce genre :

On lisait dans la *Gazette des Tribunaux*, n° du 17 juillet 1867 : « Hier, à midi, au moment où le conducteur d'une voiture chargée de siphons d'eau de seltz artificielle venait de s'arrêter, rue des Poissonniers (xviii^e arrondissement), pour livrer à l'un des clients de son patron une caisse contenant deux douzaines de siphons, une détonation retentit, et le conducteur, atteint à la tête par les débris d'un siphon qui venait de faire explosion, fut renversé sur le sol. Deux sergents de ville, attirés par le bruit, s'empressèrent de relever le blessé et le conduisirent à la pharmacie Laféron, rue de la Goutte-d'Or, où il a reçu tous les secours que nécessitait l'état de sa blessure. »

On lisait dans l'*Opinion nationale*, n° du 22 juillet 1876 : « Petit, concierge, employé à la fabrique d'eau de seltz, rue de Passy, 51, voulut hier remplir plusieurs siphons, sans se munir du masque habituel. Sa négligence lui coûta cher ; un des siphons éclata avec fracas ; l'imprudent Petit reçut les éclats de verre en plein visage ; deux gardiens de la paix, accourus au bruit, le conduisirent chez le docteur Comman, où il reçut les premiers soins ; on craint qu'il ne devienne aveugle. »

Les chimistes et les physiiciens attribuent ces explosions à l'engorgement du tube qui fait communiquer ensemble les deux sphères, à l'épaisseur trop faible du verre ou du grès qui constituent ces appareils, à l'insuffisance du grillage destiné à maintenir leurs fragments dans le cas de rupture (Dr Max. Vernois, *Traité d'Hygiène et de Salubrité*, v° *Appareils à eau de seltz artificielle*).

Nous devons faire remarquer que les siphons employés actuellement dans cette industrie, ne se composent plus de deux sphères et que, depuis 20 ans environ, on ne se sert plus de flacons de grès; très-peu sont grillagés.

Les Tribunaux appelés à se prononcer sur la responsabilité de ces accidents atteignant les ouvriers ou les passants, n'ont pas cru devoir mettre à la charge des fabricants d'eau de seltz les conséquences de ces sinistres quelque regrettables qu'elles fussent, ainsi qu'on peut le voir par la décision suivante :

« Au mois d'avril 1864, Hubert est entré comme ouvrier au service de M. Mouchot, fabricant d'eau de seltz à Vincennes.

» Au mois de juillet suivant, un siphon d'eau de seltz ayant éclaté entre ses mains, il fut si grièvement blessé au pouce droit que l'amputation jugée nécessaire dut être pratiquée.

» C'est alors que Hubert, prétendant que l'accident dont il avait été victime était dû à la négligence de son patron qui, malgré ses demandes réitérées, ne lui avait pas fourni les gants et le masque dont il est d'usage de se servir dans les fabriques d'eau de seltz, où les explosions arrivent tous les jours, a formé contre ce dernier une demande en 2,000 fr. de dommages-intérêts, soutenant qu'à soixante ans, atteint aussi gravement, il était désormais dans l'impossibilité de se servir de la main blessée et de pourvoir, comme par le passé, à ses besoins et à ceux de sa famille. »

Mais sa demande a été repoussée par jugement du Tribunal civil de la Seine du 11 juillet 1865, ainsi conçu :

« Le Tribunal,

» Attendu que la blessure a été causée à Hubert par l'éclat d'un siphon d'eau de seltz; que cet événement n'est pas dû à un vice quelconque de l'appareil au moyen duquel se chargent les siphons, mais à un cas fortuit dont Mouchot ne saurait être responsable; que cette opération présente en elle-même quelques dangers, et que c'est en raison de ces dangers que l'ouvrier reçoit un salaire élevé; que c'est donc à l'ouvrier qui accepte ce travail à prendre toutes les précautions qui lui paraîtront de nature à parer les accidents qui menacent ordinairement cette profession;

» Par ces motifs,

» Déboute Hubert de sa demande, et le condamne aux dépens dont distraction au profit de Roche, avoué, qui l'a requise aux offres de droit. »

Hubert a interjeté appel de ce jugement; il a subsidiairement articulé les faits suivants, dont il a demandé à être autorisé à faire la preuve : 1^o qu'il est d'usage et de nécessité que les

ouvriers soient munis, dans les fabriques d'eau de seltz, de gants et de masques pour prévenir les accidents pouvant résulter des explosions; 2° qu'il n'y avait jamais eu de gants à sa disposition; 3° qu'ayant demandé des gants à plusieurs reprises, le gérant avait répondu la première fois : « Vous êtes un peureux, tirez toujours! » Que M. Mouchot avait promis d'en faire venir de Paris, mais qu'il reculait toujours la réalisation de sa promesse, malgré les instances réitérées de son ouvrier; 4° que les gants qui se trouvent actuellement dans la fabrique de M. Mouchot ont été achetés en août dernier, c'est-à-dire après l'accident.

Sur cet appel, la Cour rendit l'arrêt suivant :

« La Cour,

» Considérant que l'accident dont Hubert a été victime n'est point arrivé pendant l'opération du remplissage du siphon, mais après; que Hubert, ouvrier très-habile en ce genre de travail, n'établit pas que ce soit par un fait imputable à la négligence ou à la faute de Mouchot qu'il a été blessé;

» Considérant que les faits dont l'appelant demande à faire la preuve, en les supposant établis, n'engageraient pas la responsabilité de Mouchot;

» Sans s'arrêter à la demande d'enquête dont Hubert est débouté,

» Confirme... » (C. Paris, 4^{me} chambre, 21 juillet 1866 : *Gaz. des Trib.*, 26 août 1866.)

La responsabilité des patrons ne saurait, en effet, être engagée que lorsqu'il est établi que l'accident a été causé par un fait imputable à leur imprudence ou tout au moins à leur négligence.

Les Tribunaux ont considéré avec raison les explosions d'appareils à eau de seltz comme un cas fortuit, jusqu'à ce que la science ait trouvé les moyens de les conjurer! Le dommage qu'ils causent arrive fatalement; c'est le *damnum fatale* du jurisconsulte romain Ulpien (Dig., l. 3, *Nautae, capones*).

M. Périn ajoute que M. le Préfet de police a écrit à la Chambre pour l'inviter à faire imprimer et afficher, dans les fabriques d'eaux gazeuses, l'*Instruction générale* dont le projet lui avait été remis par elle, et qui a reçu l'approbation de MM. les Médecins-inspecteurs des eaux minérales, et du Comité d'hygiène et de salubrité du département de la Seine.

La Chambre (dans sa séance du 14 juin 1876) vient donc de charger son président de faire imprimer 1,000 exemplaires de cette instruction, et de prendre les mesures nécessaires pour

les faire distribuer chez les divers fabricants d'eaux gazeuses de Paris.

M. *Périn* met sous yeux de ses collègues un exemplaire de cette affiche :

INSTRUCTION GÉNÉRALE POUR LES FABRIQUES D'EAUX GAZEUSES

(Approuvée par MM. les Médecins-inspecteurs des Eaux minérales et par le Conseil d'hygiène et de salubrité du département de la Seine (Préfecture de police):

1^o Les touries d'acide doivent être transportées au moyen d'un chariot ou de brancards munis d'un cercle de fer.

2^o Tout transvasement d'acide de la tourie dans le vase à acide des appareils doit être fait au moyen du siphon GOURDIN ou de tout autre mode de siphon s'amorçant par insufflation et pourvu d'un robinet.

3^o La tourie en vidange doit être isolée sur un massif en pierre ou en bois assez élevé pour permettre l'emploi du siphon.

4^o Le générateur de gaz doit être muni d'une soupape de sûreté; la plus sûre est la soupape hydraulique dont le fonctionnement est absolument certain.

5^o Les robinets servant à distribuer l'acide peuvent être en verre, en grès ou plutôt en métal; mais en tous cas les clés doivent être solidement assujetties sur le corps du robinet et toujours en parfait état.

6^o Les bouteilles ou siphons, pendant le remplissage, doivent être entourés de cuirasses en grillage ou en métal.

7^o Les hommes doivent, pendant le travail d'emplissage, porter des masques pour protéger leur visage et des gants en laine, toile à voile, cuir ou caoutchouc pour protéger leur mains et leurs bras.

8^o Les bouteilles et les siphons, lorsqu'ils contiennent de l'eau gazeuse, ne doivent être transportés en fabrique ou en ville que dans des caisses à compartiments.

M. *Périn* ajoute quelques observations sur l'importance de ce précédent, — qui pourrait être mis en vigueur dans toutes les industries.

C'est, en effet, dans chaque industrie, que l'on connaît le mieux les risques d'accidents professionnels et c'est à elle qu'il appartient d'indiquer les moyens de les conjurer.

Cette mesure devrait être généralisée à toutes les industries.

Signaler les précautions à prendre pour mettre les ouvriers à l'abri de ces tristes événements serait une mesure philanthropique, digne à tous les points de vue de la sollicitude de l'Administration.

— (*Imprimeries du Papier peint*). — M. J. Périn signale une mesure de précaution qu'il lui paraît urgent de recommander aux fabricants de papier peint, surtout parce que cette industrie emploie de nombreux enfants comme *tireurs*.

Dans ces ateliers sont installés des poêles ou calorifères nécessaires pour le séchage du papier. Or, les tireurs circulent autour de ces appareils de chauffage pour étendre les rouleaux de papier sur les baguettes ou séchoirs et abattre ces mêmes rouleaux.

Et, ces calorifères étant souvent surchauffés par les ouvriers, afin d'obtenir un séchage plus rapide, l'enfant peut être exposé à leur contact, soit à des brûlures, soit à mettre le feu aux *brasées* de rouleaux qu'il porte ou qu'il fait sécher.

Les poêles ou calorifères doivent donc être entourés de grillages protecteurs.

Voici un fait qui démontrera l'opportunité de cette mesure :

Le 31 janvier 1876, dans l'un des ateliers de M. M..., fabricant de papier peint, à Vincennes, rue de Paris, 14, le jeune Louis Cheyron, âgé de seize ans, « chargé d'étendre les papiers pour les faire sécher, les a trop approchés du poêle et ils se sont enflammés (Rapport de la Gendarmerie) » ; l'imprudent enfant abattait les rouleaux trop près du poêle. Cheyron trépigna sur le papier enflammé et donna l'alarme à son patron ; il put se sauver sans être atteint par les flammes. Mais l'ouvrier, sous les ordres duquel il travaillait, ahuri par cet événement, voulut éteindre ce commencement d'incendie, allumé par la faute de son tireur, et bientôt il fut entouré de flammes, qui l'atteignirent au visage et aux mains (1).

(1) L'ouvrier Berruë crut pouvoir assigner M. M... en police correctionnelle, en paiement d'une somme de 24,000 francs destinée à lui assurer une rente viagère de 1,200 francs par an, et, en outre, à lui payer une somme de 3,000 francs à titre de provision, alléguant que, le 31 janvier 1876, étant occupé à travailler dans son atelier, il s'était vu tout à coup enveloppé par les flammes d'un incendie violent qui s'était déclaré subitement dans l'atelier, soit par suite du mauvais état, soit de la mauvaise disposition du calorifère de l'atelier ; que, tout en voulant lutter contre l'incendie et malgré ses efforts pour l'éteindre, il n'avait pu y parvenir, et que les flammes l'ayant enveloppé, et, étant déjà horriblement brûlé, il avait dû, pour ne pas être asphyxié, traverser ces flammes pour gagner l'escalier de sortie de l'atelier ; que les blessures qu'il avait reçues, l'avaient complètement défiguré, qu'il avait eu la figure, les mains et le cou affreusement brûlés.

Mais, le Tribunal correctionnel de la Seine, 7^e ch. (présidence de M. Hua), sur les conclusions conformes de M. le substitut Bloch, renvoya M. M... des fins de la citation sans amende, ni dépens. (M^e Thibonneau plaidant pour Barruë ; M^e J. Périn pour M. M...)

INSTITUTIONS CRÉÉES DANS L'INTÉRÊT MORAL ET MATÉRIEL

DES APPRENTIS

ET DES ENFANTS EMPLOYÉS DANS L'INDUSTRIE

LES ÉCOLES

TECHNIQUES ET PROFESSIONNELLES

De leur influence sur le développement de l'instruction théorique et pratique des apprentis et l'amélioration de leur condition. Avantages de l'enseignement professionnel donné simultanément avec l'enseignement primaire.

Par M. le Dr MARJOLIN, vice-président de la Société.

« La curiosité des enfants est un penchant de la nature qui va comme au-devant de l'instruction : ne manquez pas d'en profiter. » FÉNELON, *Traité de l'éducation des filles*.

« Le grand secret de l'éducation est de faire que les exercices du corps et ceux de l'esprit servent toujours de délassement les uns aux autres. » J.-J. ROUSSEAU, *Emile*.

Messieurs,

Les fondateurs de cette Société en se déclarant les protecteurs des apprentis, n'eurent pas seulement l'intention de mettre fin aux nombreux abus dont les enfants étaient trop souvent victimes dans les ateliers et les manufactures, mais envisageant le mot de protection dans une acception plus élevée, ils pensèrent que dans l'intérêt du pays, il fallait pour conserver notre rang dans l'industrie chercher par quels moyens il était possible de faire renaître et développer le goût des professions manuelles aujourd'hui trop généralement délaissées; aussi pourriez-vous, également et avec raison, prendre le titre de Société pour l'avancement et l'amélioration de l'apprentissage.

Ce n'est pas d'aujourd'hui que de tous côtés, dans les campagnes, comme dans les ateliers, on se plaint du manque de bras et que nous entendons dire que si l'on n'y porte remède,

l'agriculture et l'industrie sont sérieusement menacées dans leur avenir; malheureusement en France, nous avons la fâcheuse habitude de ne croire à la possibilité d'un désastre, que lorsqu'il est arrivé; notre confiance en nos forces, en nos ressources, va jusqu'à l'aveuglement et c'est à peine si les leçons les plus cruelles nous engagent à réfléchir et à nous corriger de notre insouciance et de notre légèreté.

Fiers de succès dus plutôt à notre nature qu'à des études sérieuses, nous ne voyons pas que ces mêmes nations qui naguère encore venaient s'instruire et se perfectionner à notre école, font d'immenses et de rapides progrès, que chaque jour elles tendent de plus en plus à s'affranchir et, que bientôt cessant d'être nos tributaires, elles deviendront nos rivales. Toutes les idées d'améliorations que nous avons conçues, elles s'en emparent, les réalisent; qu'importent les sacrifices, rien ne les arrête, car il s'agit du pays.

Aujourd'hui, grâce aux découvertes modernes, dès que la tempête est à craindre ou que l'inondation menace, en quelques minutes le télégraphe a signalé le péril et, avertis à temps, matelots ou riverains, tous sont à même de pourvoir à leur sûreté; mais si le danger qui menace notre industrie, n'a pas heureusement ce caractère d'impétuosité, il n'en est pas moins redoutable. Ce danger, ce mal dont la fâcheuse influence ne se fait déjà que trop sentir, c'est l'abandon des campagnes, c'est la désertion de l'atelier, c'est le dégoût pour toute profession manuelle, pour ces rudes travaux qui ennoblissant l'homme le plus humble, en font souvent une des gloires les plus grandes d'une nation; disons plus, c'est le mépris pour tout ce qui demande de la peine; et ne croyez pas que ce soit seulement dans les métiers proprement dits, que l'on observe une pénurie croissante d'aspirants, chose déplorable! on constate le même fait dans les carrières libérales ou scientifiques; c'est un mal général, un mal contagieux qui se répand partout.

A quelle cause faut-il l'attribuer? peut-on encore y porter remède? C'est ce que nous allons examiner.

Messieurs, cette cause qu'il est difficile de préciser, tant elle est complexe, a une action tellement puissante que nous avons tous grande peine à nous soustraire à sa pernicieuse influence

et que je ne saurai autrement la désigner que sous le nom de maladie de l'époque. Quant à son origine, elle a pris naissance dans l'ambition inconsidérée des familles, dans une mauvaise éducation et dans une instruction superficielle, incomplète, uniquement bonne à exalter l'amour-propre et augmenter les prétentions de pseudo-savants qui ne seront jamais autre chose que des déclassés, mécontents de leur existence, et sans cesse occupés à troubler celle des autres.

Dans cette circonstance, ce ne sont pas les enfants qui sont les plus coupables, mais bien ces familles qui, rougissant de donner à leurs enfants la profession du père, n'ont qu'une idée, d'en faire des employés de bureau ou d'administration ; et ce qui les séduit, c'est souvent moins l'appât d'une gratification immédiate, que la pensée de faire de leur fils un monsieur (1).

Quelques personnes sont peut-être trop portées à croire que les instituteurs sont les premiers à engager les parents à faire entrer leurs enfants dans les administrations et à détourner leurs élèves des professions manuelles ; jusqu'à plus ample informé, permettez-moi d'en douter, car autant que j'en puis juger par les conversations que j'ai eues avec plusieurs d'entre eux, j'ai lieu de croire que très-rarement ils sont consultés par les familles sur ce que les enfants feront à leur sortie de l'école ; ils pensent d'ailleurs que c'est une question trop délicate pour s'y immiscer. Mais ce qu'ils constatent, c'est que lorsqu'ils sont retirés très-jeunes, c'est pour être placés en apprentissage, tandis que ceux qui terminent leurs classes pour avoir un bon certificat d'études, entrent de préférence dans les bureaux ou les administrations, surtout lorsque leurs parents y sont déjà employés ; quant au choix des professions manuelles, l'industrie du quartier a certainement une notable influence.

Messieurs, en disant avec M. G. Salicis, qu'il faut instruire les enfants du peuple, mais qu'il ne faut pas les exposer à perdre le goût du travail professionnel (Bibliothèque Franklin, *Enseignement primaire et apprentissage*, p. 78), il n'entre cer-

(1) A cette occasion, je ne saurais trop engager les personnes qui s'intéressent aux apprentis à lire l'excellent travail communiqué par M. Legentil à la Société d'économie sociale, dans la séance du 4 janvier 1874, sur la condition des apprentis à Paris et les principales Œuvres qui tendent à l'améliorer.

tainement dans la pensée d'aucun d'entre nous de blâmer les familles d'avoir de l'ambition pour leurs enfants, et personne aujourd'hui ne songerait à dire au fils de l'ouvrier ou du petit commerçant : Tu n'iras pas plus loin, tu ne seras jamais qu'un compagnon d'établi ou d'étau ou un petit boutiquier ; grâce à Dieu, nous n'en sommes plus là, nous avons heureusement fait un grand progrès et aujourd'hui, comme l'a dit M. Devinck (*Paris depuis un demi-siècle*), les jeunes gens ont devant eux une voie plus large que ceux d'autrefois, les portes de l'avancement sont ouvertes à un bien plus grand nombre ; mais cette route qui conduit à la position de chef d'établissement sera toujours, comme auparavant, hérissée d'écueils et de difficultés. Malheureusement ce que les parents se refusent à comprendre, c'est que l'on n'arrive qu'à force de travail, de peine et d'énergie, et que sans une bonne éducation et une solide instruction il n'y a rien de bon à espérer pour leurs enfants.

Non, ce n'est pas contre une noble ambition que nous nous élevons, mais ce que nous déplorons et ce que nous voudrions pouvoir modifier, ce sont les idées fausses que quelques parents se font sur l'avenir de leurs enfants et le mal qu'ils leur causent en ne leur laissant pas le temps de compléter leur instruction primaire ou professionnelle et en leur faisant embrasser un état pour lequel ils n'avaient aucune aptitude. Quelques mois de plus passés à l'école ou à l'atelier et leur fils serait devenu, non-seulement un ouvrier d'élite, mais bientôt un contre-maitre ; qui sait même, si plus tard il ne serait pas arrivé à être le chef de l'usine dans laquelle il était entré comme apprenti, et voici que dans leur impatience ils détruisent tout son avenir en lui faisant quitter trop jeune la classe ou l'atelier, malgré les observations de l'instituteur et du patron, et pourquoi ? Afin de jouir d'un salaire précoce.

Si l'on pouvait faire connaître à ces familles, la biographie des grands industriels de tous les pays, elles y verraient que l'enfance de ces hommes de génie, n'a été le plus souvent qu'une lutte continuelle contre la mauvaise fortune et que, partis de la condition la plus humble, ils ne sont arrivés aux honneurs, à la richesse, à la considération, qu'à force de persévérance et d'énergie ; pourquoi donc lorsque la vraie route est si bien tracée, s'abandonner et choisir la mauvaise ?

Mais, me direz-vous, il n'est pas donné à tout le monde d'être un de ces géants, d'avoir une de ces organisations privilégiées et de pouvoir aspirer à monter aussi haut ; c'est vrai, mais Dieu en naissant a toujours déposé en nous le germe de quelque précieuse qualité, et, lorsque sous l'influence d'une éducation, d'une instruction bien dirigées, nous voyons poindre et grandir ce germe, n'est-il pas de notre devoir, à nous qui nous intéressons à toute cette jeunesse, de donner un bon conseil aux parents et de dire aux familles, trop pressées d'exploiter leurs enfants : Attendez, ne détruisez pas en un instant tout ce qui a coûté tant de peine, laissez votre fils terminer ses classes, son apprentissage, attendez, n'écoutez pas d'absurdes conseils, et gardez-vous d'escompter son avenir.

Certes, ce sont là d'excellents préceptes, mais comment une famille d'indigents pourra-t-elle les suivre, pourra-t-elle attendre des mois, des années, jusqu'à ce que l'instruction et l'apprentissage soient entièrement terminés ; pendant tout ce temps ne faudra-t-il pas nourrir les enfants, les vêtir et parfois encore soutenir de vieux parents ; or cette situation n'est-elle pas dans les grandes villes celle de nombreux ménages d'ouvriers (1).

(1) Avant d'entreprendre ce travail, j'ai pensé qu'il était nécessaire de m'informer auprès de personnes honorables et dignes de confiance, non-seulement de la durée moyenne de l'apprentissage, mais aussi des usages adoptés dans certains corps d'état ; ces détails ayant leur importance dans la question qui nous occupe. Ainsi, il y en a dans lesquels l'apprenti est logé et nourri, d'autres où il n'est ni logé ni nourri, d'autres où il reçoit au bout de quelque temps, non pas une paye, mais une petite gratification, d'autres enfin, ou pour mieux dire, pendant longtemps l'enfant ne reçoit presque rien ; tout cela du reste varie beaucoup suivant le caractère des patrons.

Il résulte du reste des renseignements que j'ai recueillis, que dans ce moment, il s'opère peu à peu chez l'apprenti un mouvement en faveur de l'épargne. Cette habitude qu'il est bon d'encourager et que notre honorable collègue, M. de Malarce, cherche à propager jusque dans les écoles rurales, a l'avantage de donner de bonne heure à l'enfant l'habitude de l'économie et de mettre à l'abri de parents peu scrupuleux, le petit pécule, fruit de son travail et de sa bonne conduite, pécule qui à l'occasion lui sera d'une grande utilité. C'est ainsi que deux fois on nous a signalés des enfants ayant, avec leurs épargnes, dégagé du mont-de-piété, les outils de leurs parents. Ce sont là des actes de générosité qui honorent l'enfance et qui mériteraient, comme à l'armée, d'être mis à l'ordre du jour dans les écoles pour démontrer que l'économie n'est pas de l'avarice et qu'au besoin, l'épargne sert à faire une bonne action.

Messieurs, si la misère est trop souvent un obstacle à l'éducation et à l'instruction, il existe heureusement pour combattre ce mal un remède qui n'a jamais fait défaut en France, c'est la charité, la générosité, ces qualités naturelles à notre pays, qualités que les plus grands malheurs n'ont jamais pu affaiblir. Depuis le commencement de ce siècle et surtout dans ces dernières années, de toutes parts des voix se sont élevées en faveur de l'enfance et de tous côtés par la seule initiative privée de nombreuses et puissantes associations se sont formées pour la suivre et la protéger depuis le berceau jusqu'à l'adolescence, et c'est ici le moment de vous entretenir de la part considérable qu'elles ont prises au développement de l'instruction et à l'amélioration du sort des apprentis.

Il serait trop long de vous énumérer toutes ces œuvres si intéressantes, quelques-unes d'ailleurs vous sont connues soit par votre propre participation, soit par les excellents rapports insérés dans les bulletins, soit par le remarquable travail de M. Legentil sur la condition des apprentis à Paris, d'autres enfin dont l'existence pouvait être ignorée, ont tout récemment été mises en pleine lumière à la suite d'une mesure aussi inexplicable qu'imprévue (1).

Je me bornerai donc à vous dire seulement quelques mots de celle de ces institutions qui, bien que moins riche que beaucoup de ses devancières, est cependant arrivée, après avoir exercé une très-grande influence sur le développement de l'instruction parmi les familles pauvres, à fonder à Paris, dans un des arrondissements les plus malheureux, le V^e, la première école communale dans laquelle l'enseignement professionnel est mené de front avec l'enseignement primaire.

(1) Nous ne saurions trop engager les personnes qui ont souvent besoin d'avoir des renseignements précis sur les Crèches, les Asiles, les Écoles communales, les Orphelinats, les Ouvroirs, les Patronages, les Maisons de préservation, les Refuges, les Colonies agricoles, etc., à consulter les ouvrages suivants :

Manuel des Institutions charitables, 1867, 1870. Paris, Poussielgue.

La Charité protestante en France, par H. de Triqueti. Paris, Meyrueis, 1863.

Paris protestant, par M. le Pasteur Decoppet. Paris, Bonhoure, 1876.

Manuel d'Assistance pour le Département de la Seine, par M. Lecour. Paris, Asselin, 1876.

Si je n'avais craint d'abuser de votre attention, je vous aurais rapidement fait l'historique de la première Caisse des Écoles fondée en 1849 dans l'ancien III^e arrondissement (Mairie de la Bourse), mais je laisse ce soin à l'un de ses créateurs, mon ami M. le D^r Boinet, qui a réuni sur ce sujet des documents trop intéressants pour ne pas être publiés ; pour le moment, je me contenterai de vous dire, que les personnes honorables qui eurent les premières l'idée de soustraire à l'ignorance et au vagabondage nombre d'enfants pauvres, se gardèrent bien de se présenter dans les familles comme des membres du bureau de charité, c'eût été maladroit et s'exposer à un mauvais accueil, en blessant l'amour-propre de plus d'un ouvrier.

Mais, ne croyez pas qu'il soit si facile de mener à bonne fin de semblables projets, de convaincre des incrédules, d'entraîner des indifférents et de réunir assez d'adhérents pour constituer une œuvre importante, durable, assez forte pour traverser les épreuves les plus terribles ; tout cela exige une volonté, une persévérance dont bien peu de personnes se sentent capables. Heureusement, il s'en est encore trouvé un bon nombre d'assez dévouées, pour ne se laisser décourager par aucune difficulté, et elles ont eu la satisfaction, non-seulement de réussir, mais de voir leur exemple imité.

Les résultats de cette idée furent en effet tellement remarquables, que peu à peu elle se généralisa, et aujourd'hui je crois bien que presque tous les arrondissements ont une Caisse des Écoles. Toutes, il est vrai, ne sont pas également riches, mais toutes rivalisent de zèle pour faire le plus de bien possible ; chacune a son administration et dispose à son gré de ses fonds d'après ses idées, ses besoins. Ce sont autant d'associations séparées dont il faut respecter l'indépendance si l'on veut qu'elles prospèrent, et le plus grand préjudice que l'on pourrait leur porter et le plus grand dommage que l'on pourrait faire aux pauvres, serait de vouloir les réunir pour n'en faire qu'une seule et même œuvre ; ce jour-là ce serait décréter leur ruine et leur fin prochaine.

Aujourd'hui les Caisses des Écoles ne doivent plus être considérées seulement comme des œuvres d'une charité éclairée, mais bien comme l'institution la plus apte à développer, encourager l'instruction et perfectionner son programme en lui don-

nant un caractère plus pratique. Comme preuve, je n'en citerai qu'un exemple parce qu'il démontrera, en même temps, quels liens et quelle solidarité existent entre toutes les œuvres de charité et l'immense parti que l'on peut en tirer.

Pour les amener à envoyer leurs enfants à l'école, avant de leur faire sentir tous les avantages de l'instruction, elles commencèrent par soulager discrètement leur misère, puis elles leur promirent, lorsque l'enfant sortirait de l'école, de le placer dans une bonne maison d'apprentissage et de le surveiller. Les vêtements, les chaussures, manquaient-ils, elles en donnèrent, dès lors toute excuse devint impossible. Comment en effet résister à des offres faites de si bon cœur, c'était bien difficile, et comme il fallait encore soutenir le zèle des familles par des encouragements dont elles pouvaient comprendre la valeur, les écoliers les plus assidus reçurent en prix des livrets de la caisse d'épargne. A dater de cette époque, ils désertèrent la rue pour l'école, et ce progrès que ni l'État ni l'Assistance publique n'avaient pu obtenir, l'initiative privée le réalisa (1).

Vous savez tous, Messieurs, que dans chaque école de filles, il y a une classe de couture; mais, qu'est-ce que savoir coudre sans savoir tailler; l'ouvrière la plus adroite, sans ce complément

(1) Les Caisses des Écoles ne sont pas les seules associations contribuant ainsi à répandre l'instruction parmi les enfants de la classe ouvrière, quelques sociétés de secours mutuels s'en occupent et s'intéressent aussi au sort des jeunes apprentis. Ainsi dans le IX^e arrondissement la Société de secours mutuels patronne et récompense les enfants et apprentis des deux sexes qui se distinguent par leur bonne conduite et leur application au travail; ces enfants doivent être désignés par les familles. Les orphelins ont une part plus grande encore à la sollicitude du Conseil de l'Œuvre.

Dans le XVII^e arrondissement, non-seulement la Société veille à ce que les enfants des sociétaires fréquentent l'école, mais à leur sortie elle s'en occupe encore. Une Commission de patronage est chargée de visiter, au moins une fois par mois, les écoliers et les apprentis désignés par les familles, dans une demande écrite. Un rapport est fait par cette commission tous les trois mois et c'est d'après ces renseignements, que chaque année, à la séance générale, ceux des enfants qui se sont signalés par leur bonne conduite sont récompensés, soit par des livrets de caisse d'épargne, des livres ou des objets utiles à leur profession. Enfin, l'orphelin adopté trouve dans le bureau de la Société un conseil de famille officieux, et l'assistance de la Société s'exerce pendant tout le temps de l'école et de l'apprentissage. Nous avons cru devoir citer ces faits dans le but d'amener les autres Sociétés de secours à suivre une pratique dont les patrons, les familles et les enfants n'ont qu'à se louer.

d'instruction, ne retirera jamais qu'un mince profit de son travail, et pour faire une robe à son enfant, elle sera obligée de recourir à sa voisine, habile coupeuse, qui gagne de très-bonnes journées. Il y avait donc là évidemment une instruction insuffisante, incomplète. Frappé de cette lacune et voulant y remédier, M. Émile Ferry, maire du IX^e arrondissement, a organisé, le jeudi, avec les ressources de la Caisse des Écoles, un cours théorique et pratique de mesure et de coupe sous la direction d'une habile maîtresse, madame Grand'Homme.

Voici maintenant ce qui se passe à ces leçons, auxquelles sont admises, indistinctement, les meilleures élèves de chaque école de l'arrondissement. Le Bureau de charité achète les étoffes, puis envoie quelques femmes ou enfants malheureux ayant besoin de vêtements; alors chaque élève, à tour de rôle, après avoir pris la mesure d'après la méthode enseignée, l'indique au tableau et dessine ensuite le patron sur du papier; cela fait, on taille l'étoffe, on assemble, on bâtit les pièces et la robe terminée, il résulte de la leçon, que l'élève en apprenant à travailler, a appris en même temps comment le savoir peut servir à faire le bien.

Ce complément d'instruction qui, au premier abord, semble peu de chose, est cependant un grand progrès dans l'instruction professionnelle, car il a l'immense avantage non-seulement d'abrégé de moitié l'apprentissage de la couturière, mais de permettre plus tard à toute femme de se suffire à elle-même et à ses enfants, sans recourir à autrui, ce qui entraîne toujours de la dépense. En dehors de la diminution du temps d'apprentissage, ce qui au point de vue moral est très-important, les avantages de cette innovation sont tels, que déjà cinq ou six arrondissements se sont empressés de suivre l'exemple du IX^e (1); exemple qu'il serait bien à souhaiter de voir se répandre dans toutes les écoles professionnelles, ouvriers, orphelinats, et dans toutes les maisons d'éducation, sans en excepter aucune (2).

(1) Voy. sur l'Ouvroir (annexe de la Caisse des Écoles du V^e arrondissement), le *Bulletin* de la Société, 1873, p. 475-478, et 1874, p. 388.

(2) Ces leçons qu'il serait bon de faire connaître dans les écoles communales, les ouvriers, etc., sont réunies dans un petit volume; elles sont accompagnées de figures. Paris, Alp. Picard, rue Bonaparte, 82.

Comme dernier complément des études, les jeunes filles les plus méritantes du IX^e arrondissement qui se destinent au commerce sont admises à suivre les cours de l'École commerciale de l'avenue Trudaine.

En demandant que ce complément d'instruction soit adopté dans toutes les maisons où l'on élève des jeunes filles, c'est propager à l'infini une excellente idée, car vous ne vous doutez probablement pas en dehors des pensions proprement dites et des écoles de la ville de Paris, du nombre considérable de jeunes filles pauvres ou orphelines recueillies dans les diverses institutions de charité appartenant à tous les cultes; cela dépasse plusieurs mille.

Or, comme généralement dans tous les ouvroirs on ne s'occupe guères que de confectionner de la lingerie, il s'en suit, comme nous vous l'avons fait déjà remarquer, que la journée d'une lingère, quelque habile qu'elle soit, ne rapporte actuellement que fort peu, surtout depuis l'invention des machines à coudre; aussi la plupart du temps est-elle obligée de faire faire dehors et ses robes et celles de ses enfants, ce qui est un surcroît de dépenses, la façon étant toujours plus chère que l'étoffe.

Je viens de vous dire que le chiffre des jeunes filles pauvres travaillant à Paris dans les diverses maisons de charité dépassait plusieurs mille; cela ne vous étonnera pas lorsque vous saurez que rien que dans les 27 écoles professionnelles catholiques, laïques ou congréganistes, le total des jeunes filles apprenant un état atteint le chiffre de 1,568, dont 481 travaillent dans la lingerie.

Si à ce nombre j'avais encore ajouté celui des jeunes filles élevées dans les écoles consistoriales protestantes ou israélites, il est fort probable que je serais arrivé à un chiffre très-élevé.

En insistant sur la nécessité de vulgariser cette partie de l'instruction professionnelle, ce n'est pas que nous désirions faire de toutes les femmes, des couturières, mais ce que nous voulons, c'est que la femme de l'ouvrier puisse se suffire à elle-même, et que de plus, toute femme du monde soit en état, lorsqu'il s'agit de venir en aide à une malheureuse mère, de

pouvoir lui faire de suite une layette lorsqu'elle n'a rien pour envelopper son enfant (1).

J'aurais désiré, dans ce travail, ne m'occuper exclusivement que de l'influence des écoles professionnelles sur l'avenir et l'amélioration du sort des apprentis et voici qu'involontairement, je suis forcé par la nature même de mon sujet, je dirai même par la pensée qui a présidé à la naissance de cette société, entièrement dévouée à l'éducation et à l'instruction de l'enfant du peuple, de faire une courte digression à propos des orphelinats, des ouvroirs et du travail dans les prisons.

Il s'est trouvé et il se trouve encore actuellement de prétendus amis de l'ouvrier qui ont dit ou écrit, que c'était le ruiner, lui enlever son pain, que de permettre le travail dans ces maisons, et que la quantité d'objets ainsi confectionnés venant encombrer la place, la lutte était impossible; on a été plus loin, on a été jusqu'à vouloir interdire à la femme du modeste commerçant le droit de vendre le col qu'elle a brodé dans ses moments perdus.

Il serait facile de répondre à ces dangereux réformateurs, en leur opposant les chiffres exacts des produits de ces établissements et leur démontrer qu'ils sont tellement minimes, que c'est une goutte d'eau dans un lac, mais ce serait inutile, car il n'est pires sourds que ceux qui ne veulent pas entendre; mais s'ils veulent chasser la misère du foyer de l'ouvrier, qu'ils commencent donc par lui interdire le cabaret, les plaisirs faciles; qu'ils ne lui troublent plus la raison par leurs folles utopies, et qu'ils cessent de lui souffler l'esprit de révolte, alors seulement ils seront dans le vrai; mais en proscrivant le travail, là où il est le plus nécessaire, ils commettent la plus grande de toutes les erreurs.

Lorsque le pauvre étendu sur son lit de mort, entend une voix amie lui murmurer à l'oreille ces paroles consolantes : Tes enfants ne seront pas abandonnés, nous veillerons sur eux, nous les adoptons, — il s'endort tranquillement dans l'éternité et son dernier regard se tourne avec reconnaissance vers la sœur

(1) Nous indiquerons à la fin de ce travail dans un tableau général la liste des diverses Écoles professionnelles des jeunes filles, à Paris.

assise à son chevet. Oui, il peut mourir en repos, sa fille sera élevée honnêtement et son fils ne sera pas un vagabond, mais un bon ouvrier. Voilà l'orphelinat(1). Et lorsque vous, Messieurs, vous avez voulu empêcher l'enfant de la rue de devenir l'enfant de la prison, qu'avez-vous fait? Vous avez fondé pour ces malheureux déshérités du monde les maisons de préservation, et au lieu de les condamner à l'oisiveté, vous leur avez présenté le travail comme le seul moyen d'échapper au vice, à la misère, à la dégradation. Ce n'est pas tout, vous avez été plus loin encore; lorsque ces enfants ont été conduits en prison pour des fautes dont ils n'avaient souvent pas conscience, vous les avez visités et cette fois encore comme moyen de moralisation, de réhabilitation et d'existence pour l'avenir, vous avez encouragé la formation d'ateliers d'apprentissage, voilà quelles ont été vos œuvres et c'est, je crois, la meilleure réponse à opposer à ces prétendus amis de l'ouvrier.

Je me suis un peu écarté de mon sujet et je me hâte d'y revenir. Les campagnes se dépeuplent, l'atelier devient de plus en plus désert; comment remédier à ce mal, comment ramener la jeunesse au goût des professions manuelles? peut-on mener de front l'instruction primaire avec l'instruction professionnelle? C'est par l'examen de ces diverses questions que je terminerai mon travail.

Messieurs, si les enfants n'étaient pas le plus habituellement détournés par leurs familles, je puis vous affirmer d'après tout ce qui m'a été dit et ce que j'ai été à même de constater, que rien ne serait plus aisé que de les ramener au goût des professions manuelles; je dis plus, on peut très-facilement, même avec

(1) Lorsque l'on songe à ce que deviendraient sans le secours des orphelinats près de 4,000 enfants des deux sexes, élevés à Paris dans 68 maisons, n'importe leur culte, ou leur famille, on peut dire avec l'auteur d'un très-bon article inséré dans le n° du *Temps* du 8 juin 1876 : « Nous ne connaissons pas assez nos trésors, et tout ce que la France, Paris en particulier, recèle de forces morales, de nobles ambitions, qui cherchent à se réaliser, de travail désintéressé et persévérant au service du pays. »

Voici leur division d'après M. J. Lecour, qui donne dans son ouvrage de très-grands détails sur ces institutions. Sur ces 68 orphelinats, 6 sont pour les enfants des deux sexes, 8 pour des garçons, 54 pour des filles. De ces établissements 55 sont tenus par des congréganistes, 6 par des laïques, 6 sont spécialement destinés à des protestants, 1 à des israélites. (Manuel d'assistance pour le département de la Seine, *Lecour*, page 100 et suiv.)

les enfants des villes, faire d'excellents agriculteurs et de très-bons jardiniers. Pour moi, aujourd'hui cela ne fait aucun doute, et il ne me sera pas difficile de vous le démontrer plus tard en traitant des écoles professionnelles rurales et des colonies agricoles. Mais comment faire naître chez l'enfant le goût d'un métier quelconque ? Ce ne seront ni les entretiens d'un instituteur qui, la plupart du temps, n'en a pas la première notion ; ni même les lectures les plus intéressantes, tous ces moyens échoueront ; cependant, il en existe un fort simple, à la portée de tous, et Fénelon, le maître par excellence en éducation, nous l'indique en quelques mots. « La curiosité des enfants est un penchant de la nature qui va comme au-devant de l'instruction : ne manquez pas d'en profiter. » Mais comme l'esprit de l'enfant est mobile, qu'il se fixe difficilement sur un point, qu'il aime le changement et qu'il est d'ailleurs indispensable de ménager ses forces, il faut d'après cela se faire un plan, et si nous cherchons un peu, nous le trouverons dans J.-J. Rousseau. « Le grand secret de l'éducation, dit-il, est de faire que les exercices du corps et ceux de l'esprit servent toujours de délassement les uns aux autres. »

Eh bien, Messieurs, cette difficulté, si grande qu'elle semblait insurmontable, de développer chez l'enfant le goût des professions manuelles et de l'initier sans contrainte ni fatigue aux premiers travaux de l'apprentissage, elle a été résolue avec un plein succès, dans les deux écoles professionnelles de la Villette et de la rue de Tournefort. J'ajouterai que l'instruction telle qu'elle est donnée dans cette dernière école, démontre d'une manière irrécusable, que l'enseignement primaire et l'apprentissage peuvent parfaitement marcher de front et que, loin de se nuire, ils ont l'avantage, étant réunis, de développer, d'activer en même temps l'intelligence et les forces physiques. Sous ce double rapport, cette innovation m'a paru tellement importante que j'ai cru devoir la signaler d'une façon toute particulière à votre attention, attendu que c'est peut-être aujourd'hui l'unique moyen de réveiller le goût des professions manuelles et de donner en même temps à l'apprenti une instruction qui lui soit profitable.

Il y a bien des années que M. Corbon, dans un traité des plus intéressants sur l'enseignement professionnel (vol. III de la *Bibliothèque utile*. Paris, Pagnerre), avait émis cette idée,

« qu'il fallait élargir l'enseignement dans le sens professionnel, de telle manière que les enfants s'y pussent former tout à la fois l'esprit et la main. » Malheureusement cet avis très-sensé ne fut pas entendu; le Havre, Rouen et je crois Lyon furent les seules villes à comprendre l'avantage pour l'industrie, de la formation d'écoles d'apprentis et très-probablement, sans notre honorable collègue M. Gréard, sans l'initiative ardente de M. Salicis, qui sut convaincre et entraîner plusieurs des notables habitants du V^e arrondissement, l'industrie parisienne eût été privée d'une institution appelée à un grand avenir, pour peu qu'elle soit aidée dans son développement et sagement conduite.

Remercions donc M. Gréard d'avoir rompu avec la vieille routine et d'avoir enfin doté les enfants de la classe ouvrière d'écoles professionnelles, où ils trouveront avec l'enseignement de la morale et une instruction scolaire appropriée à leurs travaux, une instruction professionnelle aussi pratique et aussi complète qu'on puisse le désirer; remercions-le encore au nom des familles, car elles peuvent désormais avoir la certitude, que les années d'apprentissage ne seront plus des années d'oisiveté ou de souffrance, et aujourd'hui il ne dépend plus que d'elles, de les placer auprès de maîtres habiles et dévoués qui en feront des ouvriers honnêtes, laborieux, destinés par la suite à être l'honneur et le soutien du pays (1).

En m'entendant parler ainsi, vous me direz peut-être, que je cède trop vite à un engouement exagéré, mais lorsque vous aurez visité ces deux écoles dont je vous dois une description sommaire, vous serez peut-être encore plus émerveillés que moi de l'ordre, de la discipline, de l'activité qui règnent dans ces

(1) Les personnes qui désirent voir de salutaires réformes s'introduire dans l'instruction primaire et dans l'apprentissage, doivent lire les deux ouvrages de M. Gréard renfermant des documents du plus haut intérêt sur ce qui existe actuellement dans le département de la Seine et sur les moyens d'accomplir des améliorations bien nécessaires :

L'Instruction primaire à Paris et dans le département de la Seine (1871-1872). Notes, mémoires et rapports par M. Gréard. Paris, Ch. Mourgues, rue J.-J. Rousseau, 58. 1872. 1 volume.

L'Enseignement primaire à Paris et dans les communes du département de la Seine en 1875. Mémoire adressé à M. le Préfet de la Seine par l'Inspecteur général de l'instruction publique, Directeur de l'Enseignement primaire de la Seine. Paris, Ch. Mourgues, 1875. 1 volume.

maisons, ainsi que de la bonne physionomie et de l'air de contentement de tous ces jeunes travailleurs, et lorsque vous aurez examiné les divers objets exposés sur cette table, bien que les plus intéressants aient été envoyés à Bruxelles, vous verrez que pour des apprentis, ces essais sont presque des ouvrages de maîtres.

Je devrais, si je suivais l'ordre d'ancienneté, décrire en premier l'école de la Villette; mais afin de mieux vous faire comprendre la possibilité de l'enseignement primaire, mené de front avec l'enseignement professionnel, je vous parlerai de suite de l'école de la rue de Tournefort.

En pareille circonstance, comme il est très-intéressant de connaître de quelle manière cette innovation, dans l'enseignement, s'est introduite dans une des écoles municipales de Paris, et que, de plus, il est de la plus haute importance pour bien se pénétrer de l'esprit de cette nouvelle méthode de n'omettre aucun détail, je ne crois pas pouvoir mieux faire que d'insérer en entier la note que M. Laubier, directeur de cette école, a bien voulu m'adresser.

« L'atelier d'apprentissage de la rue Tournefort date du 18 novembre 1873; mais ce n'est qu'à partir d'avril 1874 qu'a commencé son fonctionnement. La menuiserie, le tour, la forge, le modelage et la sculpture y sont enseignés. Vous m'avez paru désirer connaître les noms des promoteurs de cette innovation. Je vais y répondre en deux mots : Une délégation du Conseil municipal s'est rendue avec monsieur le Préfet à l'école de la rue Tournefort ouverte le 17 avril 1871 pour juger du parti qu'on pouvait tirer de son emplacement. M. Léveillé, l'un des membres de cette Commission, aperçut un établi de menuisier, un tour et quelques outils dans une des pièces de cette école et apprit que ces objets m'appartenaient. Je ne sais pas quelles ont pu être les paroles qu'il a échangées à ce sujet avec M. le Préfet de la Seine, avec M. Vacherot, député, et avec M. Delacour, maire du V^e arrondissement; mais ce qui est resté dans ma mémoire c'est que le jour même, je fus invité officieusement à faire un rapport sur la possibilité d'introduire l'enseignement professionnel dans les écoles primaires. Je le fis immédiatement et le transmis à la délégation cantonale de mon arrondissement. A quelque temps de là, M. Salicis, délégué chargé de la surveillance de l'école de la rue Tournefort, me

demanda au nom de ses collègues si je voulais bien introduire cet enseignement dans mon école, en m'assurant que des fonds votés par le Conseil municipal allaient être mis à ma disposition pour l'achat d'un matériel suffisant pour une classe de 45 apprentis. Voilà l'origine de nos ateliers. 4,000 francs environ ont suffi pour leur ameublement; et, étant défalquée de l'allocation annuelle qui est de 8,000 francs une somme de 1,200 à 1,500 francs pour achat de matières premières, le reste suffit pour la rémunération des 8 professeurs chargés de cet enseignement supplémentaire. Tant que le nombre d'apprentis, qui est en ce moment de 45, ne sera pas dépassé les 8,000 francs suffiront; mais il y a possibilité d'augmenter ce nombre, car les ateliers ne sont occupés que 4 heures par jour.

» L'enseignement primaire est donné aux apprentis conformément au programme adopté pour les écoles de la ville de Paris; cependant, à cause de l'enseignement professionnel qu'ils sont appelés à suivre, les heures d'exercice ne concordent pas avec celles de l'emploi du temps annexé à ce programme. Vous pourrez vous en convaincre, monsieur le Docteur, en jetant les yeux sur l'emploi du temps dûment approuvé que j'ai l'honneur de vous transmettre.

» Nous avons fait figurer dans cet emploi du temps les connaissances facultatives qui nous ont paru nécessaires pour les diverses branches d'industrie que nous nous sommes imposé la mission d'enseigner, savoir : étude et maniement des matières premières; dessins d'après le relief, modelage, moulage, sculpture sur pierre tendre, sur marbre et sur bois; dessin graphique et lavis; pratique des procédés et outils généraux, travail à l'établi, à la forge, à l'étau, au tour à l'archet et à pédale; tenue des livres; stéréométrie, mesurage et levé des plans de terrain; levé à la règle et au compas d'une pièce exécutée ou d'une machine simple; tracé d'une épure à une échelle donnée; croquis à main levée avec report des cotes; réciproquement, exécution d'après une épure faite à une échelle connue ou d'après un croquis coté; invention, tracé, exécution de projets simples; enseignement technique spécial pour chacune des facultés ci-dessus énoncées. Inutile d'ajouter que les apprentis sont habitués à entretenir et ranger tous les objets matériels mis à leur disposition.

» Les apprentis quels qu'ils soient passent chaque jour, suivant un ordre de roulement affiché dans l'école, dans les divers ateliers qui y sont annexés. La spécialisation n'est consentie que lorsque leur goût est bien déterminé et qu'ils paraissent avoir une aptitude suffisante pour la profession qu'ils ont choisie, ce qui a lieu le plus ordinairement au bout de 18 mois à 2 ans d'essai. Jusqu'à présent, il ne leur a été distribué aucun salaire; mais à plusieurs reprises, j'ai témoigné le désir, pour les attacher plus longtemps à l'atelier d'apprentissage, qu'ils fussent rétribués proportionnellement à leurs notes de conduite et de travail, en employant à cet effet le produit de la vente des objets qu'ils ont confectionnés, défalcation faite de la valeur des matières premières employées dans la fabrication de ces objets.

» C'est environ à 11 1/2 ans ou 12 ans que les enfants, dont les parents ont donné l'assentiment, entrent à l'atelier; ils y passent 3 heures par jour aux travaux manuels; le restant de la journée est consacré aux classes, en suivant le programme adopté dans toutes les écoles. »

On verra dans les deux tableaux annexés ci-contre l'emploi du temps pendant la première année, et les deux années suivantes.

CLASSES D'APPRENT

HEURES	LUND	MARDI
7 à 8	Dessin linéaire.	Comme lundi.
8 à 9	Instruction religieuse.	Histoire de France.
9 à 11	Dessin , Modelage, Moulage, Sculpture. — De 9 à 10 h. Instruction primaire pour les arriérés.	Comme lundi.
11	Sortie pour besoins et repos d'un instant.	Sortie.
11 à 12	Instruction primaire.	Comme lundi.
12 à 1	Déjeuner, récréation.	Déjeuner.
1 à 1 1/2	Leçon technique, croquis d'après le tableau noir.	Comme lundi.
1 1/2 à 3	Menuiserie, tour, forge; à tour de rôle.	Comme lundi.
3	Sortie pour besoins et repos d'un instant.	Sortie.
3 à 4	Musique.	Dessin d'ornement.
4	Goûter.	Goûter.
4 1/4 à 5	Gymnastique.	Histoire de l'industrie et Minéralogie.
5 à 6	Calcul, Géométrie, Dessin au tableau.	Comme lundi.

EMPLOI DU TEMPS (1^{re} année).

MERCREDI	JEUDI	VENDREDI	SAMEDI
Comme lundi.	Néant.	Comme lundi.	Comme lundi.
Géographie et Cosmographie.	De 8 à 11 h.	Langue française.	Mathématiques.
Comme lundi.		Comme lundi.	Comme lundi.
Sortie.	Sortie.	Sortie.	Sortie.
Comme lundi.	Comptabilité.	Comme lundi.	Comme lundi.
Déjeuner.	Déjeuner.	Déjeuner.	Déjeuner.
Comme lundi.	De 2 à 4 h. Dessin, Modelage, Moulage, Sculpture.	Comme lundi.	Comme lundi.
Comme lundi.		Comme lundi.	Comme lundi.
Sortie.		Sortie.	Sortie.
Lecture manuscrite.	Liberté ou Pro- menade d'ins- truction.	Histoire et Géographie.	Exercices de mémoire.
Goûter.		Goûter.	Goûter.
Botanique.		Zoologie.	Physique et Chimie.
Comme lundi.		Comme lundi.	Comme lundi.

EMPLOI DU TEMPS INDIQUANT LA ROTATION

M, Modeleurs; *B*, Apprentis pour le bois; *F*, Apprentis

MODELAGE		
JOURS	9 h. à 11 h. du matin.	de 1 h. à 3 h. 1/2.
Lundi	Tous les élèves de 1 ^{re} année. <i>M</i> de 2 ^e et de 3 ^e année.	<i>M</i> de 2 ^e et de 3 ^e année.
Mardi	Id.	Id.
Mercredi	Id.	<i>B</i> et <i>F</i> de 2 ^e et de 3 ^e année.
Jeudi	Id.	<i>M</i> de 2 ^e et de 3 ^e année.
Vendredi	Id.	Id.
Samedi	Id.	<i>B</i> et <i>F</i> de 2 ^e et de 3 ^e année.

GÉNÉRALE POUR LES TRAVAUX MANUELS

pour le fer; les Tourneurs sont compris sous la lettre *B*.

MENUISERIE, TOUR, ÉTAUX ET FORGE

9 h. à 11 h. du matin.	1 h. à 3 h. 1/2.
<i>B</i> et <i>F</i> de 2 ^e et de 3 ^e année.	Tous les élèves de 1 ^{re} année. <i>B</i> et <i>F</i> de 2 ^e et de 3 ^e année.
Id.	Id.
<i>M</i> de 2 ^e et de 3 ^e année.	Id.
<i>B</i> et <i>F</i> de 2 ^e et de 3 ^e année.	Id.
Id.	Id.
<i>M</i> de 2 ^e et de 3 ^e année.	Id.

Maintenant que nous avons suivi l'enfant mois par mois dans chacun de ces ateliers et que nous avons vu comment on arrivait à découvrir sa véritable aptitude, il reste encore à connaître quelques autres détails, afin d'être complètement au courant de tout ce qui se passe dans cette école.

La récompense étant à tous les âges de la vie un moyen puissant d'émulation, je me suis informé si, en raison de la diversité de l'enseignement, il y avait à la distribution des prix un certain nombre de livrets de Caisse d'épargne, destinés en quelque sorte à faire comprendre de bonne heure au jeune apprenti que son travail a déjà une certaine valeur ; peut-être aussi ce mode d'encouragement aurait-il l'avantage d'engager les familles à laisser leurs enfants terminer leur apprentissage. Jusqu'à ce jour, à la distribution des prix, il est simplement délivré, comme pour les prix de géographie ou d'orthographe, etc., des livres à ceux qui se sont distingués dans le tour, le modelage ou la serrurerie.

Seulement, l'année dernière, la Mairie a bien voulu accorder, comme prix exceptionnel, un livret de 20 francs, et un généreux bienfaiteur a donné 125 francs pour être distribués aux apprentis les plus méritants.

Dans cette école, chaque enfant n'a pas, comme à l'école de la Villette, un livret sur lequel sont marquées les notes de la quinzaine ; seulement ceux qui se sont distingués par leur application et leur bonne conduite ont leurs noms inscrits sur le tableau d'honneur.

Quant aux punitions, il faut le dire à la louange et des élèves et des maîtres, elles sont fort rares et elles consistent dans la privation du travail à l'atelier et la rentrée dans la classe commune, mesure qui paraît leur être sensible.

Ce n'est pas seulement dans cette école que l'on a constaté le bon effet de ce genre de punition, voici ce que dit à ce sujet le lieutenant-colonel du génie Laussedat (dans son *Étude sur le développement de l'horlogerie*, citation de M. Salicis, page 101) : « L'apprentissage, à Besançon, dure trois ans, et le goût qui s'y développe pour l'atelier est tel, que l'une des punitions les plus grandes que l'on puisse infliger à ces futurs artistes, c'est de les priver de quelques heures de leur travail manuel. »

On comprendra d'autant mieux l'influence d'une punition semblable sur ces enfants, que non-seulement leur amour-propre

est profondément blessé, en se voyant de nouveau confondu avec des camarades qu'ils étaient probablement disposés à considérer comme leurs inférieurs, et que pour eux le travail de l'atelier est bien autrement attrayant que celui de la classe. D'après cette simple observation, on pressent déjà l'avantage de mener simultanément l'instruction primaire avec l'instruction professionnelle, le travail de l'atelier étant considéré par l'enfant comme un véritable honneur.

Il suffit, du reste, en visitant les ateliers, d'examiner les physiologies de ces futurs ouvriers et de suite on voit que le corps n'est pas seul en action, mais que, de leur côté, l'intelligence et l'attention, tenues constamment en éveil, travaillent peut-être encore plus que pendant la classe pour arriver à bien faire, et j'ai la conviction que le même élève est bien autrement fier d'avoir réussi à exécuter d'une façon irréprochable un assemblage ou une charnière, que d'avoir terminé la dictée la plus difficile sans avoir fait la moindre faute; et je ne serais pas surpris que les premiers à l'atelier fussent encore les premiers en classe (1).

Maintenant en dehors de l'activité de tout ce petit monde, il est un fait que je tiens à vous signaler, comme un bon exemple à suivre, c'est l'ordre et la propreté auxquels ces enfants sont habitués. A la fin de leur travail, il faut que non-seulement tous les outils soient remis à leur place, mais que l'atelier soit entièrement nettoyé. Cette habitude de l'ordre et de la propreté donnée de bonne heure aux apprentis est une excellente chose, car elle leur évitera par la suite bien des pertes de temps, j'ajouterai même plus d'un accident.

Enfin, comme il est indispensable, pour que l'ouvrier puisse fixer le prix de son travail, qu'il se rende compte de la valeur et de la quantité des matériaux fournis et du temps employé, les moniteurs de chaque atelier remplissent régulièrement tous les jours une feuille d'attachement, renfermant toutes ces indications.

(1) J'ai été, du reste, confirmé dans cette opinion par la note suivante de M. Laubier. « Généralement, les enfants qui se distinguent le plus dans les ateliers sont également ceux qui se distinguent le plus dans leurs classes. Les exceptions se rapportent aux élèves qui font un métier nécessitant plus d'adresse que d'intelligence. Le travail à la lime ou à la varlope est quelquefois mieux fait par des élèves arriérés sous le rapport des études scolaires, mais il n'en est pas de même lorsqu'il s'agit de monter ou d'assembler des pièces; je remarque, dans ce cas, que les élèves les plus instruits sont ceux qui réussissent le mieux et en moins de temps. »

De cette façon, au bout d'un certain temps, il est très-facile de juger les progrès de chaque élève.

Élevés de cette manière, tous ces enfants ne tardent pas à faire en très-peu de temps des progrès bien autrement rapides que dans un atelier où ils auraient été la plupart du temps abandonnés à eux-mêmes et employés à toute autre chose qu'à apprendre leur métier; aussi, les parents, qui bientôt s'en aperçoivent, ne manquent pas, dès qu'ils les jugent en état de gagner quelque chose, de les retirer de l'école pour les placer. C'est là un fait des plus fâcheux, attendu qu'un ouvrier qui n'a pas terminé son apprentissage se ressentira toujours de cette instruction incomplète.

Comment faire pour prévenir ces sorties prématurées, lutter contre les besoins pressants de familles pauvres, et les faire patienter pendant trois longues années, laps de temps le plus court d'apprentissage dans la plupart des métiers? Il n'y a véritablement qu'un moyen, c'est de venir en aide aux familles les plus malheureuses, en leur tenant compte dans une certaine limite, du travail exécuté par l'apprenti. C'est à la vérité une nouvelle charge imposée soit à la ville, soit aux caisses des écoles, mais c'est le seul moyen d'obtenir des parents qu'ils laissent leurs enfants terminer leur apprentissage, et comme pour atteindre ce but si important pour l'industrie, il suffirait peut-être d'une modique rétribution; c'est là, il me semble, une question qui mérite d'être sérieusement étudiée.

Je ne puis, dans ce moment, vous donner aucun document officiel sur le mouvement annuel des entrées et des sorties des élèves de l'école de la rue de Tournefort. Mais ce que je puis vous dire, c'est que les apprentis qui ont terminé leur temps sont très-recherchés par les patrons, qui les emploient de suite au travail et les mettent ainsi à même, dès leur début, de gagner d'assez bonnes journées.

J'arrive maintenant à vous parler de l'École municipale d'apprentis de la Villette (1). Bien que le mode d'enseignement adopté présente une certaine analogie avec celui de l'école primaire de la rue de Tournefort, il y a cependant des différences qu'il est bon de vous signaler; ainsi les enfants sont plus âgés: il faut avoir 13 ans

(1) Cette École, située boulevard de la Villette, n° 60, a été ouverte au mois de janvier 1873.

révolus, et de plus avoir son certificat d'études, ou être en état de subir devant les professeurs de l'école un examen équivalent (1).

Ce ne sont donc plus, comme vous le voyez, des enfants, mais déjà de jeunes adolescents, ayant une bonne instruction primaire et se destinant à embrasser un métier où l'on travaille le fer ou le bois ; et comme en pareil cas, rien ne peut vous donner une meilleure idée de la pensée qui préside à l'instruction technique des élèves que les documents que M. Müller a bien voulu me communiquer avec la plus grande obligeance, je ne changerai rien à sa note.

« Dans la première année de leur séjour à l'école, les élèves » sont astreints à passer successivement par tous les travaux » des ateliers du fer et du bois. Cette rotation a pour objet de » les amener à connaître les outils employés dans les divers » travaux des deux ateliers, d'exercer leur adresse manuelle et » de les aider, plus tard, dans le choix du métier qu'ils désireront » embrasser ; car, au début, il en est peu qui aient une vocation » déterminée. — Si l'on interroge un novice sur l'état qu'il veut » prendre, il est rare qu'il ne réponde : « Mécanicien ».

» Ces idées se transforment au cours de la 1^{re} année.

» Dans l'atelier du fer, l'apprenti menuisier, aussi bien que » le futur mécanicien, sont mis en face d'un morceau de fer » sur lequel ils s'escriment de leur mieux avec la lime et le » burin, sous l'œil et avec les conseils de l'ouvrier-maître. Vient » ensuite le morceau de fer à quatre pans, brut de forge, qu'il » s'agit de dresser, c'est-à-dire de convertir en un prisme » régulier, droit, à base carrée. Ce résultat obtenu et rigoureux » sement vérifié, on fait faire à l'apprenti, sur le solide lui-même, le tracé qui le doit transformer, le bédane et la lime » aidant, en un prisme octogonal régulier, puis en un cylindre. » Ce dernier peut être transformé lui-même en un prisme » hexagonal, triangulaire, etc. L'apprenti qui a fait subir, sans » trop d'accidents, toutes ces transformations au même morceau » de fer, peut être considéré comme déjà quelque peu maître » de la lime. C'est un commencement d'ajustage

» Lorsque ces exercices deviennent longs et menacent d'ame- » ner chez l'élève l'ennui ou le dégoût, on varie le travail en » faisant faire à l'apprenti quelques travaux dont il puisse voir

1) Voir, pour de plus amples renseignements, les documents annexés.

» l'utilité immédiate; il revient ensuite avec plus d'ardeur au
» fer d'ajustage.

» Les élèves passent de cet exercice à celui des tours à
» métaux, à la forge, à la machine à percer ou au vilebrequin,
» et ils arrivent ainsi au moment de monter à l'atelier du bois.

» Les exercices, dans ce dernier, sont organisés dans le
» même esprit qu'à l'atelier du fer. On enseigne aux élèves à
» manier le rabot et la varlope, les scies de différentes sortes
» et les divers outils du métier. L'apprenti dresse d'abord une
» planche d'une faible étendue, puis une plus grande; il s'exerce
» à mettre deux faces d'équerre.

» Vient, en même temps, l'affûtage des outils, qui est un
» point important de l'apprentissage chez l'ouvrier en bois.

» L'élève essaie ensuite de faire des tenons et des mortaises,
» quelques petits assemblages, puis il passe au tour à bois, à la
» scie à découper, etc.

» Il est évident que cet ordre de travail n'a rien d'absolu et
» que les uns commencent par l'atelier du bois et les autres
» par l'atelier du fer.

» Ce qu'il importe, c'est que les élèves de 1^{re} année aient
» terminé la rotation complète des ateliers avant d'entrer en
» 2^{me} année.

» Au sortir de la 1^{re} année, les élèves sont classés, c'est-à-dire
» qu'ils prennent parti pour le fer ou pour le bois, et indiquent
» la spécialité dans laquelle ils désirent se fixer. Ils seront
» menuisiers, tourneurs en bois, modeleurs, sculpteurs sur bois,
» — forgerons, serruriers, ajusteurs, mécaniciens, tourneurs sur
» métaux.

» Les travaux des ateliers deviennent spéciaux pour les élèves
» classés; ils sont, autant que possible, d'une utilité pratique évi-
» dente aux yeux de l'élève; en un mot, ce sont les travaux qu'ils
» trouveront dans les ateliers ordinaires, au sortir de l'école. »

La fondation de ces deux nouvelles écoles et la méthode adoptée dans l'enseignement m'ont paru avoir une telle importance, non-seulement au point de vue industriel, mais au point de vue de l'amélioration de l'instruction scolaire proprement dite, que j'ai cru devoir poursuivre mon enquête auprès de M. Müller et lui adresser, comme à M. Laubier, une série de questions, afin de pouvoir faciliter plus tard la discussion de ce travail.

Paris, le 17 juillet 1876.

RÉPONSE AU QUESTIONNAIRE DE M. LE D^r MARJOLIN.

1^o *Quel est le mode de récompense?* — Immunités. Elles servent à racheter un pensum, une retenue.

Citation avec éloges devant les camarades réunis.

Envoi du travail (travail exceptionnel) à M. l'Inspecteur général. C'est l'élève lui-même qui le porte et reçoit généralement une récompense — un volume. De plus, il y a par quinzaine une paie sur les fonds du budget de l'École.

2^o *Le mode de punition?* — Réprimande du directeur. — Retenue le soir après la sortie. — Pensum (rare). — Diminution ou suppression de la paie.

3^o *Y a-t-il, à la fin de l'année, des examens et une distribution de prix?* — Des examens, oui, pour le certificat de sortie ou le passage d'une année dans l'autre; pas de distribution de prix.

4^o *Est-il délivré un diplôme?* — Il est délivré aux élèves qui ont terminé leur apprentissage un certificat du directeur, détaché d'un livre à souche qui conserve trace de l'examen de sortie et qui sert à prendre des notes plus tard sur l'élève sorti de l'École.

5^o *Comment est composé le Conseil d'administration?* — Le directeur de l'École est sous la surveillance de l'administration scolaire du département. Les vérificateurs des finances examinent les comptes de gestion; l'École ressortit aux services des Écoles supérieures de la Ville de Paris.

6^o *Existe-t-il un tableau de l'emploi du temps, comme à l'école de la rue Tournefort?* — J'ignore la forme de l'emploi du temps de cette école.

7^o *Combien d'enfants sortent par an, ayant terminé l'apprentissage?* — La première promotion sortie comprenait 22 élèves; la seconde, qui va sortir, en comptera 30.

8^o *Combien sont retirés avant terme par les parents?* — Il en sort tous les ans quelques-uns de chacune des trois divisions : jusqu'à présent, on peut dire que, sur 60 inscrits, 30 arrivent à la fin de leur apprentissage.

(Voir le rapport de M. Gréard au préfet de la Seine sur les Écoles d'apprentissage.)

9° *Comment sont-ils casés?* — Le directeur s'y intéresse autant qu'il le peut, et fait des démarches auprès des industriels qui peuvent les prendre. Il a été assez heureux pour caser toute la première promotion dans de bons ateliers. Sa qualité d'ancien professeur et directeur de l'école industrielle de Metz fait qu'il est peu d'administrations ou de grands ateliers parisiens où il n'ait *un ou plusieurs de ses anciens élèves* — Chemin de fer de l'Est; Cail, Farcot et C^{ie}. Ces relations lui sont fort utiles.

10° *Quelle est la moyenne du gain?*

Minimum — en commençant 2 fr. 50

Maximum. 5 fr. 50

11° *Qui tient la comptabilité?* — Elle est tenue par le directeur, qui enregistre, comme un industriel quelconque, l'entrée et la sortie des matières premières. Il tient ses livres en partie double (1).

12° *Comment s'écoulent les produits?*

1. Le magasin scolaire;

2. L'École elle-même, qui se meuble peu à peu et fait son outillage;

3. Les particuliers, qui font travailler à façon;

4. La vente des objets en magasin (c'est assez peu de chose). Cette vente pourrait être assez productive si on avait une montre sur la rue et un préposé, — le concierge, — à cette vente.

13° *Comment se fait l'attachement?* — Il se fait chaque jour par un élève de semaine. Il y a aussi un semainier pour chacun des magasins d'outils généraux, — fer et bois.

Et maintenant, Messieurs, si, pour vous reposer de cette longue communication, vous voulez bien examiner attentivement ces divers objets exposés devant vous (2), ces étaux, ces vis, ces outils de toute sorte, ces charmants petits modèles en bois destinés à servir à l'exécution d'engrenages ou de machines

(1) Il en est de même pour l'école de la rue de Tournefort.

(2) M. Gréard avait eu l'obligeance d'autoriser M. Müller et M. Laubier à présenter à la séance tous les objets qui n'avaient pu être envoyés à Bruxelles.

Grâce à cette exposition improvisée, il était cependant facile de se rendre compte des résultats de cette nouvelle méthode d'apprentissage dans le travail du fer et du bois.

très-complicquées, vous ne pouvez pas vous défendre d'une véritable admiration en voyant leur fini, leur délicatesse, leur précision, si vous songez que tout cela est l'œuvre d'apprentis très-jeunes. Je veux bien que, dans l'exécution de toutes ces pièces, ils aient été guidés par d'habiles contre-mâîtres, soit ; mais enfin, ces enfants n'ont-ils pas droit à vos éloges, surtout lorsque vous saurez que la partie la plus intéressante de leurs dessins, de leurs épures et de tous les objets fabriqués figure actuellement à l'Exposition de Bruxelles? D'après cela, n'avais-je donc pas raison de vous dire que, pour des essais, c'étaient des coups de maîtres, et que, dans l'intérêt du pays, nous devons nous attacher au développement d'une idée qui promet, en relevant l'apprentissage, de fournir à l'industrie les plus habiles ouvriers?

D'après ce qui vient d'être exposé, vous avez dû voir que, dans ces deux écoles professionnelles, l'enseignement a un caractère tout particulier et qu'il constitue véritablement une méthode entièrement nouvelle dont le premier avantage est de permettre aux maîtres et aux parents de mieux se rendre compte des diverses aptitudes de chaque enfant. Qu'il veuille, en effet, être serrurier ou sculpteur sur bois, n'importe, il faut que successivement il passe de l'atelier du mouleur dans celui du menuisier, du serrurier et du sculpteur, et qu'il soit aussi habitué à tourner le fer que le bois, et ce ne sera qu'après avoir consacré une année entière à se familiariser avec tous les outils employés dans ces divers corps d'état, qu'il sera appelé à choisir définitivement sa profession. Ce n'est donc plus sur un caprice qu'il se prononce, mais après s'être bien rendu compte des difficultés de chacun de ces métiers.

L'autre avantage de cette méthode, et il est inappréciable, c'est que, dans la suite, pour peu que l'apprenti ait profité des leçons qu'il a reçues, il est au besoin parfaitement en état de se suffire à lui-même, de faire et de réparer son outillage et, sans être un homme universel, il possède cependant assez de connaissances diverses pour n'être pas obligé de recourir au savoir des autres; aussi sera-t-il un ouvrier très-recherché.

Ces deux points établis, il reste maintenant à comparer ce nouveau mode d'apprentissage avec l'ancien, à examiner s'il est préférable et s'il peut être admis dans les grands ateliers privés, usines, chemins de fer et les orphelinats de garçons où

l'on enseigne un certain nombre de métiers, et enfin si les apprentis ainsi élevés sont réellement plus habiles que leurs camarades qui n'ont fréquenté qu'un seul atelier. Il va sans dire que nous supposons que les parents nous abandonnant la pleine et entière direction de leurs enfants ne viendront mettre aucun obstacle au plan d'étude adopté.

Malgré mes sympathies avouées pour la nouvelle méthode d'apprentissage, sympathies que je crois très-fondées et très-soutenables, je ne puis réellement avoir la prétention de trancher une question aussi spéciale. C'est donc à vous, Messieurs, à l'examiner avec toute l'attention qu'elle exige, mais je crois que, pour la juger avec impartialité, il serait indispensable d'établir un concours sérieux. A l'œuvre on connaît l'artisan, a dit La Fontaine. Donc que la lice soit largement ouverte aux apprentis de tous les ateliers, les conditions étant fixées par le jury ; on verra ensuite les résultats de cette épreuve, si décisive pour l'avenir de notre industrie.

De cette manière, il n'y aurait donc plus seulement chaque année un concours entre toutes les écoles primaires pour connaître le degré d'instruction des élèves, mais il y aurait aussi la lutte, non moins intéressante, des apprentis. Si cette idée était adoptée, très-probablement nous verrions alors tous les chefs d'ateliers s'occuper avec plus de soin et d'attention de leurs apprentis et les initier plus volontiers à toutes les difficultés du métier, et ce dévouement que la loi n'aurait jamais pu obtenir, l'espoir de glorieuses distinctions le fera naître et — généraliser.

Quant à ce qui est de la vulgarisation de cette méthode, je crois qu'en dehors des écoles communales des grandes villes, elle ne peut être appliquée que dans des usines de construction de machines et dans les ateliers de chemins de fer où l'on a besoin d'ouvriers de tout genre, habitués à dessiner et à exécuter des modèles, à fabriquer l'outillage et familiarisés avec les travaux les plus divers. Dans les orphelinats où la production immédiate est indispensable pour subvenir à l'entretien des enfants, on ne peut pas songer à l'introduire, mais on pourrait peut-être en faire l'essai comparatif à l'internat professionnel dirigé par les frères de la Doctrine Chrétienne.

Dans cet établissement, que j'ai visité de nouveau tout récemment, les métiers enseignés sont assez variés pour permettre, sans changer les règlements, de faire passer successivement un certain

nombre d'élèves par la filière que nous avons indiquée (1). Cela est d'autant plus facile, que chaque atelier est parfaitement distinct, et comme il y a, je crois, des enfants placés par des protecteurs, on n'aurait pas à craindre de voir les parents venir à la traverse et empêcher l'épreuve. De cette manière on pourrait s'assurer au bout de très-peu de temps si ces enfants dirigés d'après cette nouvelle méthode acquièrent dans leur état plus d'intelligence, plus d'habileté de main, dans le même laps de temps que ceux de leurs camarades qui, depuis leur entrée à l'école, sont restés attachés au même atelier, en passant par tous les degrés de l'apprentissage, comme cela se fait à la rue de Vaugirard.

(1) Je crois devoir à cette occasion donner la liste des différents corps d'état enseignés dans cet établissement. Il y a en outre, à Igny, près Palaiseau, une école de jardinage très-importante.

Section des Ateliers.

Il y a, dans l'Établissement, des ateliers internes dirigés par d'habiles et honorables patrons ou contre-maitres, et surveillés par les Frères. Les parents qui désirent y placer leurs enfants leur font adopter l'état qu'ils préfèrent, après avoir consulté l'intelligence, le goût et les aptitudes de ces enfants.

Chaque apprenti est un mois à l'essai, dans l'atelier; après quoi, les parents signent avec le patron un contrat d'apprentissage.

L'Établissement, ne tirant aucun profit du travail fait dans les ateliers, ces enfants y sont admis aux mêmes conditions que pour les classes.

L'apprentissage dure 3 ou 4 ans, selon les états, après quoi, pendant un an, les patrons paient à l'Établissement la pension des apprentis qui continuent à travailler dans leurs ateliers.

Tous les jours, les Frères donnent aux apprentis, pendant deux heures, des leçons de dessin, de modelage et autres appropriées à leurs besoins.

Ateliers en activité.

1° Marbriers, dont l'apprentissage est de	trois ans.
2° Relieurs	id.
3° Tourneurs en optique	id.
4° Opticiens.	id.
5° Horlogers-Mécaniciens	id.
6° Monteurs en bronze	id.
7° Ciseleurs sur métaux	id.
8° Facteurs d'instruments de musique en cuivre	id.
9° Doreurs sur bois	id.
10° Menuisiers	id.
11° Selliers-Malletiers	id.
12° Layetiers-Coffretiers	id.
13° Sculpteurs sur bois	quatre ans.
14° Graveurs sur bois	id.
15° Facteurs d'instruments de précision	id.
16° Graveurs-Géographes	id.

A l'occasion de cette visite, je crois devoir vous dire, qu'ayant questionné chacun des chefs d'atelier, tous m'ont répondu que les enfants, après leurs trois ou quatre années d'apprentissage, étaient parfaitement capables, dans leur état, de faire n'importe quel travail d'ensemble, ce qui avait été mis en doute par quelques personnes, qui prétendaient que les apprentis, étant constamment occupés à exécuter les mêmes pièces, ne recevaient qu'une instruction incomplète.

Il est vrai que, là comme dans l'industrie, le travail divisionnaire est adopté, mais il ne peut en être autrement pour satisfaire aux exigences des commandes. La seule remarque que je crois devoir faire, c'est que, ces enfants étant, comme on le dit, à leurs pièces, il est à craindre que parfois l'ouvrage ne soit mené un peu trop rapidement et que le fini de l'exécution ne s'en ressente; ce qui est fâcheux alors que l'on doit sans cesse répéter aux apprentis qu'il faut avant tout chercher à atteindre la perfection et que le bon ouvrier, l'ouvrier consciencieux, n'est pas celui qui fait vite, mais celui qui fait bien.

Je n'insisterai pas, Messieurs, sur les avantages immenses que l'enfant aura retirés de son séjour dans les écoles d'apprentis; non-seulement il n'aura pas perdu son temps à faire des courses, à nettoyer le logement, à souffrir plus d'une misère, ou terni les plus belles années de sa vie en compagnie de camarades grossiers et pervers; mais, de bonne heure, en s'appliquant à son travail il aura appris à aimer son état, et, à 16 ou 17 ans, en quittant l'école pour entrer à l'atelier, non-seulement il recevra de suite une paie avantageuse, mais il ne tardera pas à devancer ses aînés, parce que son instruction première aura été mieux dirigée. Or ceci n'est pas une pure invention de ma part, mais l'exposé très-véridique de ce qui est arrivé aux bons élèves sortis soit de Vaugirard, soit des deux écoles professionnelles de Paris.

Quelque réserve que j'aie pu mettre dans cet exposé, il est aisé de voir que je suis très-porté à adopter l'idée des écoles professionnelles, mais, pour que les meilleures innovations soient fructueuses et durables, il ne faut les accepter qu'après réflexion et mûr examen et ne pas s'engouer de suite de tout ce qui est séduisant. Permettez-moi donc de vous présenter, avant de conclure, le côté le plus délicat de la question. Je suppose donc que la Ville, les Caisses des écoles et la Chambre du commerce

convaincues des avantages de ces écoles veuillent les multiplier, que les familles devenues plus raisonnables consentent, même, à laisser leurs enfants terminer leur apprentissage, croyez-vous avoir triomphé de tous les obstacles? Eh bien, non! le plus grand de tous va surgir, car il s'agit de trouver un nombre suffisant d'hommes assez dévoués, assez instruits et assez capables pour diriger ces ateliers, qui exigent non-seulement pour le bon ordre, mais aussi pour l'enseignement des élèves une comptabilité tellement bien tenue que l'on puisse se faire une idée juste, jour par jour, non-seulement de la dépense totale de la maison, mais de ce que coûte chaque apprenti et de la valeur représentée par son travail.

Or, d'après ce que j'ai pu voir, je crois que de toutes les difficultés, la plus grande ne sera pas dans la dépense ou le recrutement des élèves, mais dans le choix des directeurs et des contre-maitres, capables de remplir dignement une mission aussi délicate.

Pour occuper de pareils emplois, non-seulement il faut des professeurs très-instruits, mais il faut surtout des hommes honorables, d'un dévouement sans bornes; résolus, en acceptant ces fonctions, à surmonter tous les obstacles sans jamais se décourager; il faut des hommes dont la conduite et les paroles commandent le respect et l'affection et qui montrent vis à vis de leurs élèves l'amour et la fermeté d'un père: malheureusement il est rare de trouver ces qualités réunies et ce sera probablement là l'entrave la plus grande au développement et à la prospérité des écoles professionnelles.

Après avoir cherché à vous démontrer de quelle importance est pour l'industrie le développement des écoles communales réunissant à l'enseignement primaire l'enseignement professionnel, il était de mon devoir de vous exposer les difficultés inhérentes à cette grande innovation et de vous dire surtout, que la plus grande de toutes était dans le choix des maîtres; mais de ce que la direction d'une école professionnelle exige un ensemble de qualités rares et un dévouement sans limites, faut-il se décourager et s'écrier: C'est impossible à trouver, c'est à y renoncer?

Non, Messieurs, espérons, disons mieux, soyons certains, qu'il se trouve encore en France des hommes assez dévoués, pour comprendre la hauteur de cette mission; il faut donc faire appel

à tous ceux qui ont à cœur de voir la patrie se relever de ses ruines; mais pour atteindre ce but, ce n'est pas en perdant son temps en discussions irritantes et stériles, sachons mieux comprendre la liberté, et ayons le bon esprit de prendre le bien là où il se trouve, n'importe la source. C'est cette pensée qui faisait dire à une personne des plus respectables : « Il faut se » réjouir en voyant nos contemporains se préoccuper de ces » grandes et graves questions de l'instruction et de l'éducation » de l'enfant du peuple; et il faut estimer comme très-honorables et très-dignes de nos respects, les hommes quels qu'ils » soient, quels que soient leur croyance religieuse ou leur » drapeau politique; il faut estimer très-dignes de nos respects, » ces hommes qui s'inquiètent ainsi de l'avenir de l'enfant du » peuple. » (1)

PRÉFECTURE DE LA SEINE. — VILLE DE PARIS.

ÉCOLE MUNICIPALE D'APPRENTIS

Ouverte en janvier 1873, boulevard de La Villette, 60.

BUT DE L'ÉCOLE. — CARACTÈRE GÉNÉRAL DES ÉTUDES.

L'École reçoit des apprentis pour le travail du fer et du bois.

Son but est de former des ouvriers instruits et habiles dans l'ensemble du travail de leur état.

La durée de l'apprentissage est de trois ans.

Les apprentis sont partagés en trois sections ou années, déterminées par le degré de l'apprentissage.

La journée de travail comprend six heures d'atelier pour les deux premières sections, huit heures pour la troisième; cinq heures de classe pour les deux premières, trois heures pour la troisième.

Les deux genres d'exercices sont séparés par une heure de repos, consacrée au repas et à la récréation.

(1) Discours prononcé le 11 mars 1875 par Monseigneur Duquesnay, Évêque de Limoges, en faveur de l'Œuvre de la Caisse des écoles du II^e arrondissement.

CONDITIONS D'ADMISSION.

Les élèves sont externes.

L'enseignement est gratuit, et les élèves sont fournis gratuitement de tous les moyens d'étude et de travail.

Aucun élève n'est admis avant l'âge de 13 ans révolus, ni après 16 ans.

Les candidats ne sont reçus qu'après examen ou sur la présentation d'un certificat d'études primaires.

L'examen d'admission se compose d'une épreuve écrite et d'une épreuve orale.

L'examen écrit comprend : 1^o dictée d'orthographe usuelle ; 2^o des problèmes sur les quatre opérations de l'arithmétique et le système des poids et mesures.

L'examen oral comporte une lecture courante avec explication des mots, des questions de grammaire et d'arithmétique.

L'examen d'admission a lieu tous les ans, dans la dernière quinzaine de juillet.

Les inscriptions des candidats sont reçues au siège de l'école, du 1^{er} mai au jour de l'examen, tous les jours non fériés, de dix heures du matin à quatre heures du soir.

RENSEIGNEMENTS DIVERS.

L'entrée a lieu à sept heures du matin, la sortie à sept heures du soir.

La porte de l'École est ouverte dix minutes avant et fermée cinq minutes après l'heure réglementaire de l'entrée.

Ces heures sont les mêmes pour toutes les saisons.

Les élèves doivent apporter leur repas de midi et leur goûter.

Tous les cours de l'École sont obligatoires pour tous les élèves.

L'élève qui manque aux cours du matin n'est point admis aux exercices de l'après-midi.

Toute absence, faite sans l'autorisation préalable du Directeur, devra être justifiée par un billet du père ou du tuteur, qui en donnera les motifs.

Les absences non justifiées seront punies ; si elles se renouvellent trop fréquemment, l'Administration, sur la proposition du Directeur, prononcera le renvoi de l'élève.

ÉCOLE MUNICIPALE D'APPRENTIS.

EMPLOI

JOURS.	SECTIONS ou ANNÉES.	De 7 h. à 8 h.	De 8 heures à 9 heures.	De 9 heures à 10 heures.	De 10 h. à 10 h. 40
Lundi.	1 ^{re} 2 ^e 3 ^e	Étude générale et préparation des devoirs (3 divisions).	Langue française. Géométrie.	Géométrie. Physique.	Repos et récréation de 10 minutes.
			Croquis et Dessin.		
Mardi.	1 ^{re} 2 ^e 3 ^e		Arithmétique. Langue française. Mécanique.	Langue anglaise. Arithmét. Algèbre. Technologie.	
Mercredi.	1 ^{re} 2 ^e 3 ^e		Langue française. Géométrie.	Géométrie. Langue anglaise.	
			Croquis et Dessin.		
Jeudi.	1 ^{re} 2 ^e 3 ^e		Géographie. Arithmét. Algèbre. Physique.	Étude. Histoire et Géograp. Géométrie descript.	
Vendredi.	1 ^{re} 2 ^e 3 ^e		Langue française. Géométrie. Mécanique.	Géométrie. Étude. Droit.	
Samedi.	1 ^{re} 2 ^e 3 ^e		Outillage. Langue française.	Arithmétique. Langue anglaise.	
			Croquis et Dessin.		

60, Boulevard de la Villette, Paris

DU TEMPS

De 10 heures 10 à 11 heures.	De 11 heures à midi.	De midi à 1 heure.	De 1 heure à 4 heures.	De 4 h. à 4 h. 1/2.	De 4 h. 1/2 à 7 h.
Histoire.	Chimie.	Repas du matin et récréation de 1/2 heure.	Atelier pour les trois divisions. Travail de jour.	Repas et goûter de 4 heures à 4 h. 1/2 en hiver, à cause de l'allumage des lampes.	Atelier pour les trois divisions. Travail de nuit en hiver.
Dessin. Atelier.					
Étude.	Chimie.				
Étude. Épures de géométrie.	Épures de géométrie. Étude.				
Gymnastique. Étude.	Géographie. Gymnastique.				
Mécanique.	Tenue de livres.				
Étude.	Physique.				

PROGRAMME DE L'ENSEIGNEMENT.

Facultés.	1 ^{re} Année.	2 ^e Année.	3 ^e Année.
LANGUE FRANÇAISE.....	Grammaire, orthographe, analyse grammaticale et logique.	Compléments de grammaire. Notions sur le style et la composition. Exercices d'invention.	Exercices de rédaction. Rapports sur des visites d'ateliers ou d'usines.
LANGUE ANGLAISE	Lecture et écriture. Éléments de grammaire, exercices au tableau.	Grammaire (syntaxe), versions et thèmes. Conversation.	»
MATHÉMATIQUES.	Arithmétique, géométrie plane, mesure des surfaces.	Complément d'arithmétique, géométrie dans l'espace, volume.	Géométrie descriptive. Applications.
CHIMIE.....	Éléments de chimie générale.	Chimie industrielle, applications.	Compléments de physique et de chimie.
PHYSIQUE.....	Éléments de physique, propriétés générales des corps.	Physique industrielle, applications.	
MÉCANIQUE.....	Études des outils simples et des organes élémentaires des machines.	Éléments de mécanique, machines simples.	Machines à vapeur; machines-outils.
TECHNOLOGIE		Notion sur les matériaux, leur provenance, leurs usages.	Compléments; résistance des matériaux: du choix qu'il faut en faire.
HISTOIRE.....	Notions d'histoire générale.	Histoire de l'industrie.	»
GÉOGRAPHIE	Notions de géographie générale; géographie de l'Europe et de la France.	Géographie industrielle.	»
DESSIN.....	Dessin à main levée, éléments de dessin graphique.	Dessin géométrique et industriel.	Levé d'outils et de machines.
DROIT.....			Notions de droit usuel.

VILLE DE PARIS

ÉCOLE MUNICIPALE D'APPRENTIS

60, BOULEVARD DE LA VILLETTE

LIVRET DE NOTES DE QUINZAINES

Appartenant à l'Élève

Né à

le

Demeurant à

DEMEURE DU CORRESPONDANT

EXTRAIT DU RÈGLEMENT GÉNÉRAL DE L'ÉCOLE MUNICIPALE D'APPRENTIS.

TITRE II. — EMPLOI DU TEMPS.

ART. 1^{er}. — Les élèves sont admis à l'École tous les jours non fériés, de 7 heures du matin à 7 heures du soir.

La porte de l'établissement est ouverte tous les jours cinq minutes avant l'heure réglementaire, et fermée cinq minutes après cette même heure.

Tout élève qui ne s'est pas présenté en temps utile le matin, n'est pas admis aux exercices de l'après-midi.

Toute absence faite sans l'autorisation préalable du Directeur devra être justifiée par un billet du père ou tuteur, qui en donnera les motifs.

Les absences non justifiées seront punies. Si elles se renouvellent trop fréquemment, l'Administration, sur la proposition du Directeur, prononcera le renvoi de l'élève. Les absences justifiées, si elles se prolongent trop, ou si elles se renouvellent trop fréquemment, pourront entraîner la prolongation du temps de séjour à l'École.

ART. 2. — Le travail se continue toute l'année à l'École ; il n'y a pas de grandes vacances ; mais au jour de l'an, à Pâques

et à l'époque du passage d'une année à l'autre, il y aura une suspension de huit jours dans les travaux de classe et d'atelier. Il y aura en outre congé le mardi gras, le lundi de la Pentecôte, les jours de l'Ascension, de l'Assomption, de la Toussaint, de la Commémoration des morts et de Noël.

Les élèves pourront être réunis, le dimanche, pour être conduits à l'office, pour la gymnastique, les exercices de la pompe, des conférences, des promenades, etc.

ART. 3. — La journée de présence à l'École est distribuée ainsi qu'il suit pour les deux premières années : cinq heures de travail intellectuel, de 7 heures du matin à midi ; six heures d'atelier, de 1 heure à 7 heures du soir, avec une demi-heure d'interruption ; de 4 heures à 4 heures et demie, pour le goûter.

ART. 4. — Les élèves étant externes et retournant chaque soir dans leur famille, les parents ne seront point admis à les visiter dans la journée, à moins de motifs exceptionnels, laissés à l'appréciation du Directeur.

ART. 5. — Nulle personne étrangère à l'Administration ne pourra pénétrer dans les ateliers sans y avoir été autorisée par le Directeur ou le Chef des travaux.

Les personnes qui désireront visiter les ateliers, pourront être admises les mardis et vendredis, de 1 heure à 4 heures.

ART. 6. — Des notes seront inscrites, chaque quinzaine, sur les livrets, et résumeront le travail et la conduite des élèves. Tous les dimanches, de 7 heures à 9 heures, le Directeur recevra les parents et complétera les renseignements portés sur les livrets.

TITRE III. — DISPOSITIONS GÉNÉRALES.

ART. 1^{er}. — La tenue des élèves, dans l'établissement, est facultative ; mais elle doit être propre et décente. La tenue d'atelier se compose d'une cotte et d'une veste ou bourgeron en toile bleue.

ART. 2. — Les élèves doivent respect et obéissance à toutes les personnes chargées d'une fonction dans l'École.

ART. 3. — Il est absolument interdit de fumer dans l'intérieur de l'établissement.

ART. 4. — Le nettoyage des ateliers, des salles de classe, l'entretien du jardin, seront faits par les élèves, à tour de rôle. Le Directeur désignera chaque semaine ceux qui devront être chargés des travaux de propreté. Le nettoyage des ateliers sera fait le matin à 7 heures et celui des classes à midi.

ART. 5. — Aucun élève ne peut sortir isolément de l'École sans une autorisation du Directeur, qui devra être remise au concierge.

ART. 6. — Les punitions sont : le retrait des bons points, l'inscription d'une mauvaise note sur le livret, la corvée hors tour, la réprimande du Directeur, la citation au tableau d'atelier, la mise à l'ordre du jour de l'École, le renvoi à temps et l'expulsion définitive, sur le rapport motivé du Directeur.

OBSERVATION IMPORTANTE.

Il est instamment recommandé aux parents de veiller à ce que leurs enfants se rendent exactement à l'École chaque jour, à l'heure réglementaire, et de s'assurer que les élèves rentrent à la maison paternelle le plus tôt possible, après sept heures du soir.

Ils devront aussi tenir à ce que leurs enfants ne manquent à l'École que pour les motifs les plus sérieux. Le temps perdu ne se retrouve jamais.

Date de l'entrée de l'Élève à l'École : 7 septembre 1875.

La durée du séjour à l'École, c'est-à-dire le temps *minimum* qu'un élève doit y passer, est de trois années.

SORTIE.

Le Directeur, soussigné, certifie que le jeune *a*
quitté l'École aujourd'hui *après* *de séjour.*
Paris, le

VALEUR DES NOTES.

0, Très-mal.	14, 15, Assez bien.
1, 2, 3, 4, 5, Mal.	16, 17, Bien.
6, 7, 8, 9, Médiocre.	18, 19, Très-bien.
10, 11, 12, 13, Passable.	20, Parfaitement.

COEFFICIENTS.

Du 1^{er} septembre au 23 septembre 1875.

Conduite : 1.
Travail de la classe : 3.
Travail de l'atelier : 5.

Du 14 au 26 septembre 1875.

Conduite générale : 15.	Total des produits : 110.
Travail de la classe : 15.	Paye : (cote insuffisante.)
Travail de l'atelier : 10.	

Signature :

Du 28 septembre au 10 octobre 1875.

Conduite générale : 16.	Total des produits : 111.
Travail de la classe : 15.	Paye : (cote insuffisante.)
Travail de l'atelier : 10.	

Allons ! courage !

Signature :

Du 21 décembre 1875 au 9 janvier 1876.

Conduite générale : 16.	Total des produits : 142.
Travail de la classe : 17.	Paye : 0 fr. 40 c.
Travail de l'atelier : 15.	

Signature :

Du 4 au 17 juillet 1876.

Conduite générale : 16.	Total des produits : 149.
Travail de la classe : 16.	Paye : 0 fr. 75 c.
Travail de l'atelier : 17.	Amende : 0 fr. 10 c.

Qu'est-ce que veut dire cette amende ? Il faut éviter cela. Prière aux parents de veiller à ce que l'enfant travaille à ses devoirs et leçons au moins une heure dans la soirée.

Signature :

PRÉFECTURE DE LA SEINE.

ÉCOLE MUNICIPALE D'APPRENTIS.

VILLE DE PARIS.

BULLETIN de M. Y...

Élève de 1^{re} année, pour le 2^e trimestre de 1876.

Conduite : Assez bonne. — Tenue : Bonne.

FACULTÉS	NOTES	PLACE SUR 54 ÉLÈVES	OBSERVATIONS
Langue française. .	Passable .	25 ^e . . .	Nes'applique pas assez
Langue anglaise. .	»	»	
Arithmétique . . .	Passable .	20 — 24	
Algèbre.	»	»	
Géométrie	Médiocre .	31 — 33.	Souvent inattentif
Physique	Id.	40	
Chimie	Id.	42	
Géométrie descript .	»	»	
Mécanique.	»	»	Bavard
Technologie	»	»	
Histoire	Assez bien.	19	
Géographie	Assez bien.	22	
Dessin	Bien . . .	10. . . .	
Droit			

Voilà un bulletin peu satisfaisant; j'appelle l'attention des parents de cet élève sur la pauvreté de ses notes et sur les observations de MM. les professeurs. J'espère qu'une réprimande de son père portera des fruits et que les notes du prochain trimestre seront meilleures.

Paris, le 30 juin 1876.

Le Directeur,

PRÉFECTURE DE LA SEINE.

ÉCOLE MUNICIPALE D'APPRENTIS.

VILLE DE PARIS.

BULLETIN de M. X...

Élève de 2^e année, pour le 2^e trimestre de 1876.

Conduite : Très-bien. — Tenue : Très-bien.

FACULTÉS	NOTES	PLACES	OBSERVATIONS
		SUR 40 ÉLÈVES	
Langue française .	Très-bien.	1 — 2	
Langue anglaise. .	»	»	
Arithmétique . . .	Très-bien.	1 — 3 — 2	
Algèbre	Très-bien.	1 — 2 — 2	
Géométrie	Très-bien.	1 — 1 — 1	
Physique	Très-bien.	4 — 3	
Chimie	Très-bien.	3 — 5	
Géométrie descript .	»	»	
Mécanique.	Bien. . .	4	
Technologie	Bien. . .	10	
Histoire	Très-bien.	2 — 3	
Géographie	Très-bien.	4 — 2	
Dessin	Très-bien.	3	
Droit	»	»	

Le directeur se plaît à constater les bons résultats de l'application de l'élève X... et l'engage à persévérer dans cette voie. La récompense ne se fera pas attendre; elle est dans le travail lui-même.

Paris, le 30 juin 1876.

Le Directeur,

PRÉFECTURE DE LA SEINE.

ÉCOLE MUNICIPALE D'APPRENTIS.

VILLE DE PARIS.

BULLETIN de M. Z...

Élève de 2^e année, pour le 2^e trimestre de 1876.

Conduite : Médiocre. — Tenue : Passable.

FACULTÉS	NOTES	PLACES SUR 40 ÉLÈVES	OBSERVATIONS
Langue française. .	al . . .	35 — 37.	Mauvais élève.
Langue anglaise. .	»	»	
Arithmétique . . .	Mal . . .	39 — 40.	Paresseux et dissipé.
Algèbre.	Très-mal.	40 — 40	
Géométrie.	Id.	38 — 39	
Physique	Très-faib.	37. . . .	Ne fait rien.
Chimie	Id.	35	
Géométrie descript .	»	»	
Mécanique.	Très-méd.	36	
Technologie	»	»	
Histoire.	Mal . . .	31	
Géographie.	Id.	30	
Dessin.	Faible . .	34. . . .	Très-paresseux ; ne produit rien.
Droit			

J'ai le regret de constater que ni la conduite ni le travail de cet élève ne répondent à ce qu'on attend de lui. Sa tenue en classe est déplorable. Il nous serait impossible de le conserver si ces observations demeuraient sans résultat. J'appelle aussi l'attention du père sur les écarts de langage assez fréquents dans la conversation de cet enfant.

Paris, le 30 juin 1876.

Le Directeur,

TABLEAU DES ÉCOLES PROFESSIONNELLES DE

ÉCOLES CONGRÉGANISTES	NOMBRE des ÉLÈVES	LINGERIE et COUTURE	GILETIÈRES	FLEURS
Rue Saint-Dominique, 187	44 (30 externes 14 internes)	12		10
Rue de Clichy, 50.	85 (externes et internes)	30		7
Rue Albouy.	42 (externes)	20		6
Rue de Reuilly, 77.	111 (externes et internes)	76		12
Rue Vandrezanne, 34.	120 (90 externes 30 internes)	46		22
Rue du Chevaleret, 112.	48 (internes)	10	23	4
Rue Jenner, 30.	50 (4 externes 46 internes)	17		10
Rue de la Glacière.	20 (externes)	11		9
Place Jeanne-d'Arc, 30.	45 (33 externes 12 internes)	32		
Rue d'Alésia.	65 (externes souvent nourries)	25	20	20
Rue de Villiers.	43 (externes)	6		8
Rue Affre.	80 (externes)	50		
Rue d'Allemagne.	18 (externes)	18		
Rue de Meaux, 36.	Nouvelle			
Rue de la Villette, 25.	50 (externes)	30		20
Rue de la Mare, 24.	46	33		
Rue de Boulainvilliers, 15.	60 (internes)	12		27
		428	43	155

FILLES, LAIQUES ET CONGRÉGANISTES DE PARIS

COMPTABILITÉ et Cours de commerce	MODES et BRODERIES	BRUNISSEUSES	BLANCHISSEUSES	ROBES et CONFECTIONS	ÉCOLE préparatoire	CHAUSSURES	IMAGES
30		6		22 18	10	6	17
	30		6 41 8	4 15		12	
		13		29			
	30						
		13	5	5	11		
30	60	32	30	93	21	18	17

TABLEAU DES ÉCOLES PROFESSIONNELLES DE FILLES, LAIQUES ET CONGRÉGANISTES DE PARIS

ÉCOLES LAIQUES	NOMBRE des ÉLÈVES	LINGERIE et COUTURE	FLEURS	DESSIN ET PEINTURE sur porcelaine	COMMERCE	COURS PRÉPARATOIRES	ROBES et CONFECTIONS	MODES	BLANCHISSES	GRAVURE SUR BOIS
Rue Saint-Antoine.	125	5	20	18	36	45				
Faubg. Poissonnière, 404.	90		11	11	22	40	6			
Rue du Cherche-Midi, 116.	100		17	10	8		52	13		
Rue de Seine.	60	7		6	13	25	9			
Rue Rouelle.	90	6	3	14	16	45		6		
Rue de Richelieu.	64			9	20	21	5	6		3
Rue Saint-Maur.	26	8	5		13					
Rue de la Chardonnière.	21	16	5							
Rue Truffaut.	48	1		15	9	16		7		
Rue Vieille-du-Temple.	17	10			7					
	644	53	61	83	144	192	72	26	6	3

ENSEIGNEMENT PRIMAIRE

COMPLÉMENTAIRE A L'USAGE DES APPRENTIS.

Nous croyons devoir reproduire quelques pages du ch. xii du très-intéressant *Rapport sur l'Instruction primaire à l'Exposition universelle de Vienne en 1873* par M. Buisson, agrégé de l'Université, délégué à l'Exposition de Vienne, ouvrage publié sous les auspices du Ministère de l'Instruction publique, des Cultes et des Beaux-arts (1), sur la nécessité d'un enseignement primaire complémentaire, parce qu'elles présentent un intérêt particulier au point de vue du demi-temps qui doit être consacré à l'Instruction des apprentis :

Supposons qu'un pays possède des Écoles primaires en nombre suffisant, qu'il ait inscrit dans ses lois l'Instruction obligatoire et gratuite, qu'il applique dans son enseignement primaire les meilleures méthodes pédagogiques : ce pays n'est pas sûr encore d'avoir créé chez lui d'une manière efficace l'Instruction du peuple; il manque à ses institutions scolaires un organe essentiel.

Le plus sérieux de tous les obstacles qui entravent la diffusion de l'Instruction dans les classes populaires, c'est le temps beaucoup trop court que les enfants du peuple passent sur les bancs de l'école. Dans les campagnes aussi bien que dans les villes, pour les filles comme pour les garçons, l'entrée en apprentissage, qui suit de si près la première communion, arrête brusquement, pour l'immense majorité des élèves, le développement de l'esprit au moment où il prend son essor. A peine l'enfant a-t-il vaincu les premières difficultés techniques de l'enseignement, à peine commence-t-il à prendre goût à des études qui deviennent moins machinales et plus intéressantes, et déjà il faut qu'il les quitte. Les longues années de l'apprentissage, et bientôt après ses débuts comme ouvrier, ne lui laisseront pas le loisir de reprendre ce travail intellectuel si prématurément interrompu. D'ailleurs on a d'autant moins d'ardeur à apprendre qu'on a moins appris; on oublie vite une science dont on n'a qu'entreveu les premiers linéaments, et il faut à un jeune ouvrier autant d'énergie dans le caractère que de solidité dans l'intelligence pour continuer au delà de l'école, par sa propre volonté, à cultiver son esprit, à entretenir précieusement et à enrichir son maigre fonds de connaissances premières.

C'est donc avec raison que partout où, non content des apparences, on veut sérieusement élever le niveau réel de l'Instruction dans les

(1) Paris, Imp. nationale, 1875; gr. in-8°.

masses populaires, on considère comme un des éléments principaux du problème la création d'un ensemble d'institutions pour lesquelles notre langue n'a pas encore de nom générique, mais dont font partie les cours d'adultes, les écoles d'apprentis, les écoles du dimanche et du soir, les écoles de régiment, les conférences et les lectures publiques, les bibliothèques populaires. C'est la réunion de ces divers moyens, et d'autres ayant aussi pour but de conserver et d'accroître les connaissances acquises dans l'école primaire, que les Allemands appellent *Fortbildung*, et qui se nomme ailleurs enseignement complémentaire, enseignement des adultes, cours de répétition ou de perfectionnement, classe de persévérance.

Tous ces établissements, qu'on peut considérer comme les prolongements et les annexes indispensables de l'école primaire, occupaient à l'Exposition de Vienne une place considérable. Nous n'en ferons qu'une revue très-rapide, en nous attachant à indiquer dans quel sens se sont accomplis les efforts les plus remarquables et les plus signalés progrès.

L'enseignement primaire complémentaire peut se ramener à quatre formes principales :

1^o Les établissements qui ont pour but de prolonger le séjour des élèves dans l'école, et qui pour cela leur offrent le moyen de perfectionner leur instruction générale, tout en se préparant indirectement ou même en s'initiant directement par des études spéciales à l'apprentissage d'une profession : ce sont les diverses sortes d'écoles primaires dites *complémentaires, moyennes, supérieures, professionnelles, d'apprentissage, etc.* ;

2^o Les établissements qui ont pour but d'assurer aux enfants déjà placés en apprentissage, soit la première instruction s'ils ne l'ont pas reçue à l'école, soit la continuation et le complément nécessaire de cette instruction dans des *cours du soir, du dimanche* ou dans des *écoles de demi-temps*. Ces divers cours sont destinés les uns aux apprentis seulement, d'autres aux ouvriers de tout âge ; ils leur offrent les moyens de compléter leur instruction, soit dans les connaissances générales, soit surtout dans les branches techniques, dont une étude approfondie les met à même d'améliorer matériellement leur position ;

3^o Les établissements qui ont pour but de faciliter la diffusion des connaissances utiles, d'encourager le goût des bonnes lectures, de faire enfin pénétrer dans le peuple des villes et des campagnes l'habitude et le désir d'apprendre : ce sont surtout les *bibliothèques populaires*, dont l'œuvre est souvent secondée par celle des diverses *sociétés d'instruction populaire* ;

4^o Enfin les établissements de bienfaisance qui là où manque absolument la famille la remplacent en quelque mesure et assurent aux enfants abandonnés l'entretien, l'éducation morale et religieuse, l'ins-

truction élémentaire, et enfin l'apprentissage d'un état : ce sont les *orphelinats*, *asiles* et autres œuvres de charité pour les enfants indigents.

Écoles primaires professionnelles. — Parmi les établissements élémentaires d'instruction professionnelle, — agricole, industrielle et commerciale, — il y aurait lieu, si l'on en voulait faire une étude approfondie, de distinguer ceux qui, tout en faisant une part assez large aux exercices techniques préparatoires, restent encore des établissements d'enseignement général et ceux qui, au contraire, sous le nom d'*écoles d'apprentis* ou d'*apprentissage*, consacrent la majeure partie du temps aux travaux d'atelier et mettent leurs élèves en état de gagner un salaire au sortir même de l'école. Dans ceux-ci on apprend son état; dans les autres, on n'acquiert encore que les aptitudes qu'on aura besoin d'exercer plus tard.

Mais, pour la revue sommaire qui nous occupe, on peut d'autant mieux rapprocher ces deux genres d'écoles professionnelles que, dans la pratique, elles s'unissent assez souvent, quelquefois même se confondent. Sous cette double forme et à ses deux degrés, l'un tout populaire et ouvrier, l'autre menant à l'industrie et au commerce, l'école professionnelle est, parmi les établissements d'instruction complémentaire, celui qui a partout le plus rapidement progressé. Presque tous les pays rivalisent d'efforts aujourd'hui pour organiser, en partie avec les fonds de l'État et des municipalités, en partie avec les ressources de l'initiative privée, un grand nombre de ces institutions neuves et originales propres à former la transition entre l'école et l'atelier. Plusieurs de celles qui existent depuis quelques années ont déjà rendu les plus grands services à cette partie de la classe ouvrière qui peut faire pour ses enfants un supplément de sacrifices largement compensé plus tard.

Dans cette section, les deux expositions de beaucoup les plus complètes, et presque les seules qui offrirent les éléments d'une appréciation générale, étaient celles de l'Allemagne et de l'Autriche.

En Prusse, il existe aujourd'hui une trentaine d'écoles industrielles; mais depuis leur réorganisation, en 1870, elles sont encore moins que par le passé accessibles à la classe ouvrière : elles équivalent comme degré d'études, aux *Realschulen* et dépassent de toute manière le degré d'instruction que nous avons à envisager. Les établissements plus spéciaux, comme les écoles de tissage, sont aussi, par leur prix de pension, destinés exclusivement à la classe aisée. La classe ouvrière n'a donc à sa disposition que les cours du soir et du dimanche.

En Saxe, au contraire, on s'est de bonne heure préoccupé de constituer un enseignement professionnel faisant immédiatement suite à l'école primaire quotidienne. C'est à ce besoin que répondent les écoles professionnelles pour l'industrie du bâtiment de Leipzig, de Dresde, etc., tout le beau groupe des écoles spéciales de Chemnitz en vue de

la préparation aux industries mécaniques, manufacturières, chimiques, à l'art industriel, etc.; enfin, un assez grand nombre d'écoles *inférieures*, c'est-à-dire populaires, de tissage, de passementerie, d'ouvrages d'aiguille et de sculpture sur bois.

Mais, dans l'Allemagne du Nord, le modèle des établissements professionnels de tout degré est incontestablement à Hambourg. L'école professionnelle générale et l'école spéciale pour l'industrie du bâtiment, ouvertes le soir et le dimanche aux apprentis et aux ouvriers, et le jour aux élèves qui disposent de leur temps, donnent un enseignement remarquable, à tous égards, par sa simplicité, son excellente méthode, son caractère pratique et sa variété d'applications. L'école professionnelle de filles, qui n'existe que depuis 1867, est dirigée dans le même esprit et avec un succès déjà bien marqué. L'organisation de ces divers établissements et des cours qui s'y rattachent a été l'objet de l'attention et des sympathies les plus vives à Vienne.

De tous les pays allemands, c'est le Wurtemberg qui a le premier donné un large développement à l'enseignement professionnel populaire. La grande école spéciale pour l'industrie du bâtiment, à Stuttgart, compte quelque sept cents élèves, à qui elle ne demande qu'une bonne instruction primaire et la qualité d'apprentis ou ouvriers dans une branche de cette industrie. L'État y consacre chaque année environ 80,000 francs. Les cours embrassent de deux à cinq hivers. Le Wurtemberg a en outre plusieurs bonnes écoles professionnelles de tissage, dont trois ont été récompensées pour les qualités de la méthode et pour celles du travail pratique. Enfin, la plupart des écoles de perfectionnement (*Fortbildungsschulen*), il y en a une cinquantaine pour les deux sexes, font une très-grande part à l'enseignement professionnel.

Le grand-duché de Bade est aussi depuis assez longtemps en possession d'excellentes écoles professionnelles, qui ont déjà exercé une notable influence sur l'industrie du pays.

Enfin la Bavière, qui a commencé beaucoup plus tard à se préoccuper de ce genre d'enseignement, possède déjà cent à cent cinquante écoles professionnelles, les unes tout élémentaires et immédiatement superposées à l'école primaire, d'autres d'un degré plus élevé, huit entre autres qui servent d'école-modèle pour chacun des huit cercles; d'autres enfin spéciales à diverses industries, parmi lesquelles celles du bâtiment, de la construction des machines, du dessin et de la sculpture appliqués à la fabrication de meubles et d'objets d'art de toute nature. La seule Association polytechnique du cercle de Würzburg a créé en quelques années cent onze écoles ou cours professionnels, dont seize pour les apprenties et les ouvrières. Ces divers établissements, répandus sur un territoire à peine supérieur à un de nos départements, emploient trois cent quinze professeurs et enseignent l'allemand, le français, la calligraphie, la comptabilité, l'arithmétique et le système

métrique au point de vue des applications commerciales, la géométrie, le dessin, le modelage, des notions d'histoire naturelle, d'hygiène, d'économie politique, etc.

En Autriche, l'organisation de l'enseignement professionnel a commencé tard, mais elle se développe avec une rapidité et avec un succès extraordinaires. Il n'y a pas de pays, croyons-nous, qui, à cet égard, ait autant fait dans les six ou huit dernières années.

Après avoir créé une des premières en Europe l'enseignement spécial, supérieur ou polytechnique, l'Autriche n'avait aucun établissement professionnel pour le peuple. Elle ressemblait, il y a dix ans, suivant une comparaison qui lui a été souvent appliquée, à une armée qui aurait un brillant état-major, un très-médiocre corps d'officiers et point du tout de sous-officiers. Entre la très-grande et la très-petite industrie, comme entre le patron et l'ouvrier, le trait d'union manquait; elle se voyait menacée de n'avoir plus de contre-maitres. L'appauvrissement graduel de cette classe moyenne, de cette élite de travailleurs indispensable à l'industrie, au commerce, à l'agriculture, émut si vivement l'opinion publique, que le Gouvernement, pressé et secondé à la fois par de nombreuses sociétés de propriétaires, de fabricants, d'économistes, entreprit de constituer tout un système d'institutions pour l'enseignement professionnel des classes laborieuses. Les *Realschulen* furent d'abord organisées de façon à conduire à l'enseignement polytechnique, aux hautes spécialités industrielles. Puis au-dessous des *Realschulen*, destinées à la classe bourgeoise, on créa des écoles plus populaires et d'un caractère plus spécialement professionnel, propres à former des contre-maitres pour diverses branches importantes d'industrie : les unes sont des écoles complémentaires où se refait et quelquefois même se fait l'instruction primaire concurremment avec l'apprentissage d'une profession; d'autres ne se chargent que de cette dernière tâche; d'autres encore supposent un commencement d'apprentissage préalable.

Ainsi l'Autriche possédait trois écoles supérieures pour le tissage (Vienne depuis 1845, Reichenberg depuis 1852, Brünn depuis 1866) : en moins de huit ans on y a ajouté, comme compléments populaires, une vingtaine d'écoles inférieures de tissage, deux ou trois écoles de passementerie et autant d'ateliers-écoles. Plusieurs de ces établissements tout récents se sont fait remarquer à l'Exposition par le succès avec lequel ils appliquent déjà aux divers degrés de l'enseignement industriel les derniers perfectionnements introduits dans les procédés de fabrication, et, ce qui est plus difficile, le style et le goût que s'appliquent à développer les nouvelles écoles de dessin.

Dans une autre branche, l'industrie du bâtiment, l'Autriche n'a possédé longtemps qu'un établissement d'instruction supérieure. Elle a ouvert en 1862, à Klagenfurt, un atelier servant d'école profes-

sionnelle pour le groupe des industries mécaniques, puis, en 1864, à Vienne, une remarquable école du bâtiment, fondée par M. Maertens et subventionnée en commun par l'État, la province et la commune de Vienne. Cet établissement, qui reçoit des élèves sans autre préparation que celle de l'école primaire, forme dans d'excellents cours professionnels, théoriques et pratiques, des contre-maîtres charpentiers, menuisiers, maçons, etc. Six autres établissements analogues ont pris naissance depuis 1870 dans la capitale et dans les provinces, en partie avec les subsides des deux ministères de l'Instruction publique et du Commerce. Il faut y joindre une école spéciale d'horlogerie à Vienne, quinze écoles pour l'industrie artistique du bois, du marbre, de l'ivoire, six pour la fabrication des jouets, quatre pour la vannerie et la sparterie, sept pour la fabrication des armes et autres industries métallurgiques, etc.

Plusieurs de ces fondations ont été aussitôt accueillies comme un bienfait par les populations rurales de certaines parties de l'empire ; les écoles de sculpture sur bois, par exemple, créent une ressource nouvelle à quelques-uns des districts montagneux de la Bohême, de la Silésie et de la Moravie, où il se fabrique un grand nombre de jouets d'enfants à bas prix, ainsi que dans plusieurs parties des Alpes autrichiennes, dans le Tyrol notamment, dont les pâtres sont aussi habiles que ceux de la Suisse et de la Forêt-Noire à découper dans le bois et à sculpter grossièrement avec un couteau des figures d'animaux, des chalets, des boîtes, des statuettes sans art, mais non sans grâce. Ailleurs, dans le duché de Salzbourg par exemple, c'est la disparition ou le ralentissement de l'antique industrie locale, l'épuisement des salines, qui rend d'autant plus opportune l'introduction de nouveaux métiers et d'écoles qui y préparent la jeunesse.

Même parmi celles qui ne s'occupent que de l'industrie du bois, chaque école doit, d'après le projet du Gouvernement, se spécialiser assez pour répondre exactement aux besoins et aux ressources propres à chaque région. Dans le seul Tyrol, par exemple, l'atelier-école du sculpteur Griessemann, à Imst, remarqué à l'Exposition pour le bon goût de ses travaux d'élèves, est destiné à développer surtout l'ébénisterie artistique et le mobilier de luxe. A Innsbruck, l'école professionnelle s'appliquera surtout à la figure ; celle de Mondsee, aux groupes d'animaux ; celles de Saint-Ulrich, à la sculpture des statues religieuses ; celle de Wallern, au meuble usuel et aux boîtes d'horloge, etc.

L'industrie du verre, spéciale à la Bohême, ne présentait avant 1870 qu'une école, celle de Steinschoenau. Elle en a cinq aujourd'hui, toutes commençant par de bonnes études préparatoires de dessin industriel et les appliquant ensuite aux divers travaux techniques de la cristallerie, de la verrerie, de la décoration d'émaux et de porcelaine.

On organise en ce moment en Bohême plusieurs écoles de modelage en vue des industries céramiques.

L'enseignement professionnel de l'Italie était représenté par un assez grand nombre d'écoles techniques correspondant plutôt à la *Realschule* autrichienne qu'à une école de métier. Parmi les établissements spéciaux d'instruction professionnelle se sont fait surtout remarquer les instituts techniques et industriels de Turin, de Gênes, d'Alexandrie et de Venise, dont l'exposition se composait presque exclusivement de dessins.

Dans les pays où l'instruction primaire est obligatoire, on essaye, depuis quelques années, de rendre obligatoire aussi un minimum d'instruction complémentaire. Ainsi, plusieurs cantons suisses astreignent les élèves sortis de l'école primaire, et placés en apprentissage, à suivre régulièrement les cours du soir ou du dimanche, à raison de quatre heures par semaine environ, jusqu'à l'âge de 16 ou 18 ans (15 ans à Bâle et à Zurich; 16 ans dans les cantons d'Appenzell, de Vaud, de Neuchâtel; 17 ans à Schaffhouse, et 18 à Soleure). La nouvelle loi de Soleure, par exemple, statue que les apprentis qui manqueraient à ce devoir seraient conduits à l'école par un agent de police, lequel percevra chaque fois une taxe d'amende de 20 centimes à la charge du père ou du patron délinquant. Plusieurs autres législations suisses et allemandes contiennent des prescriptions aussi formelles : la loi badoise, par exemple, rend le patron responsable de l'assiduité de l'apprenti aux cours qu'il est tenu de suivre au moins deux fois par semaine jusqu'à l'âge de 18 ans; toute commune est obligée de fournir le local et de payer un maître par groupe de 40 élèves au plus. Dans plusieurs villes d'Allemagne, le patron est de plus obligé à une taxe d'une dizaine de francs par apprenti pour l'entretien de l'école du soir.

On n'est pas encore partout aussi rigoureux, et plusieurs États qui ont rendu l'instruction *primaire* obligatoire, laissent à l'enseignement *complémentaire* le caractère facultatif; mais ils lui prodiguent les encouragements et subventionnent, sous diverses formes, les sociétés qui se chargent de le répandre, la plupart dans des cours du soir ou du dimanche.

De tous ces moyens d'étude, qui demandent à des enfants déjà fatigués par une journée de travail un si grand effort d'attention et de travail, ceux qui obtiennent les résultats les plus efficaces sont certainement les cours créés et surveillés par les propriétaires de fabriques eux-mêmes. Que ce soit l'effet de l'obligation imposée par le patron ou d'un sentiment de reconnaissance pour cette sollicitude affectueuse, l'enseignement donné dans l'atelier même est de beaucoup le mieux suivi.

Notre exposition en fournissait quelques exemples dignes d'intérêt : le Jury a récompensé entre autres les efforts de M. Hayem, qui a institué dans sa manufacture du boulevard Voltaire des écoles où les

apprentis reçoivent une instruction primaire très-soignée; quelques compagnies de chemins de fer français, notamment la compagnie du Midi (à Morcenx), et une compagnie autrichienne dirigée par des Français, qui ont créé diverses séries de cours et même des écoles complètes pour les apprentis, les fils d'employés ou les adultes.

Deux grands établissements industriels nous ont fait particulièrement honneur à Vienne: l'imprimerie centrale des chemins de fer à Paris et les usines du Creuzot. Dès 1866, M. Chaix avait fondé des cours spéciaux pour les apprentis typographes. L'institution, graduellement perfectionnée, est aujourd'hui, pour l'organisation comme pour les résultats, un des modèles du genre. Les cours, proportionnés aux besoins des diverses catégories d'apprentis et de jeunes ouvriers, se font deux fois par jour, matin et soir: le temps des leçons est pris sur la durée du travail pratique, qui se réduit ainsi à 8 heures et demie. La direction en est confiée à M. Berger, un des principaux employés de la maison, qui, en sa qualité d'ancien professeur, a notamment contribué par son zèle et par ses lumières au succès de cette belle entreprise. Tout un système d'émulation et d'encouragements matériels et moraux, qui se relie aux institutions de prévoyance de la maison, assure la régularité du travail, soutient les efforts des jeunes gens et en même temps les initie à des habitudes d'ordre et d'économie dont ils recueillent les premiers fruits dès la fin de leur apprentissage. Un apprenti qui s'est bien conduit se trouve, au bout de quatre ans, possesseur d'un capital d'épargne de 500 à 600 francs, et il peut bénéficier, s'il reste ouvrier dans la maison, de toute une série d'avantages pécuniaires.

Plus anciennes, les écoles du Creuzot ont fait leurs preuves depuis longtemps, et toutes les expositions où elles ont paru les ont successivement signalées à la reconnaissance publique. Leur organisation rigoureuse, et par là même solide, les garanties dont y est entourée la fréquentation scolaire, l'attention avec laquelle y sont recherchées pour toutes les branches d'études les meilleures méthodes, les belles et véridiques collections de devoirs d'élèves, qui en faisaient foi, les brillants résultats qui y sont obtenus et qui se manifestent par le nombre même des jeunes gens qui sont sortis aptes à occuper, dans les manufactures, un emploi important, enfin tous les cours assurent aux apprentis, aux adultes, l'instruction complémentaire, notamment la connaissance du dessin, de la géométrie, de la mécanique et de quelques-unes de leurs applications spéciales, tous ces mérites ont été reconnus à Vienne comme ils l'étaient à Paris en 1867.

C'est en examinant des fondations de cette nature et en voyant combien est précieuse cette prolongation de l'école dans l'atelier, qu'on regrette de ne pas voir se généraliser davantage et se régulariser un système qui, conçu dans des conditions pratiques, serait vraisemblable-

ment le meilleur à tous égards : c'est celui qu'on a nommé, à cause de son origine anglaise, système du *half time* ou du demi-temps. Il concilierait les deux termes du problème, l'instruction et l'apprentissage, en consacrant la moitié du temps aux exercices de l'école, l'autre à l'atelier. Malheureusement il a été jusqu'ici trop peu expérimenté, et à Vienne même il n'était pas représenté de façon à satisfaire la curiosité sympathique dont il est l'objet. Les ateliers-écoles des Flandres, organisés en 1861 en vue de combiner l'apprentissage manuel avec le travail scolaire, au grand profit de l'un et de l'autre, n'avaient fait connaître leurs résultats que par la voie des rapports officiels. L'Angleterre n'avait rien exposé. En France et en Autriche, la théorie du demi-temps, avec de grandes différences dans l'application, a trouvé des défenseurs parmi les hommes compétents, deux surtout qui, sans doute à l'insu l'un de l'autre, ont soutenu par de très-bons arguments la thèse de l'atelier dans l'école : à Vienne, le docteur Érasme Schwab ; à Paris, M. Salicis, répétiteur à l'École polytechnique et membre de la délégation cantonale du V^e arrondissement (1). Mais, à Paris, la seule tentative complète de réalisation du système est l'école à la fois primaire et professionnelle de la rue Tournefort, et elle est trop récente encore pour qu'il soit permis d'en tirer des conclusions générales. L'expérience a été faite, au contraire, sur une échelle assez vaste déjà à Copenhague et dans quelques autres villes du Danemark. Un officier danois, M. Clauson-Kaas, avait créé, d'abord pour ses enfants et quelques enfants du voisinage, une école de demi-temps, dont le succès fut tel qu'une société se fonda sous sa direction, en 1867, pour développer cette institution. Après huit années d'existence, cette société comptait cent vingt sections et possédait une école-modèle dans la capitale. Le travail manuel pour les filles et pour les garçons de tout âge y alterne régulièrement avec les études primaires, et les résultats paraissent être on ne peut plus heureux. Enfin on sait qu'aux États-Unis un ancien ouvrier, devenu extrêmement riche, M. Cornell, a donné il y a quelques années 5 millions pour la fondation du collège d'Ithaca (New-York), où les cours d'enseignement secondaire et supérieur (droit, médecine, mathématiques, etc.) sont interrompus chaque jour par trois heures de travail manuel (menuiserie, serrurerie, etc.). Ces quelques heures passées dans l'atelier, au grand profit, du reste, de la santé, suffisent pour permettre aux étudiants de gagner presque le prix de leur entretien.

(1) L'intéressant exposé, des vues originales de M. Salicis sur ce sujet vient d'être publié dans la *Bibliothèque Franklin*, sous le titre : *Enseignement primaire et apprentissage*. Cet écrit contient des indications pratiques pleines d'intérêt.

M^{me} Pape-Carpentier avait publié en 1872 un projet analogue pour les filles.

A défaut d'une organisation d'ensemble des écoles de demi-temps, les deux institutions qui se chargent actuellement de l'instruction totale ou partielle des jeunes ouvriers sont l'école dominicale et le cours du soir.

Le premier moyen, qui est le plus ancien puisqu'il a été inauguré à Milan en 1564 par saint Charles Borromée, n'a pas rencontré partout le même accueil. Adopté et recommandé par le clergé catholique en Italie, où il existe encore, il ne paraît pas avoir été généralisé en France, malgré les tentatives du vénérable de La Salle, fondateur de l'Institut des Frères, et de plusieurs évêques, notamment dans le Nord (1). Plusieurs pays protestants en ont fait un grand usage; mais, en Angleterre, l'école du dimanche substitua de bonne heure le caractère d'école religieuse ou de « petit catéchisme » à celui d'école proprement dite qu'elle avait d'abord. En Suède et en Danemark, ainsi que dans la plupart des pays allemands, elle remplit tout ensemble ce double rôle.

Les cours du soir, d'origine beaucoup plus récente, ont pris un bien plus grand développement. On peut dire qu'en France et en Italie, par exemple, c'est leur succès même qui a rendu jusqu'à présent leur organisation très-difficile. Ils répondaient à un besoin vivement senti, puisque partout ils ont recruté, dès leur ouverture, une population beaucoup trop nombreuse d'ouvriers et d'apprentis. Cette affluence même et ce mélange, l'extrême disproportion des âges et des degrés d'instruction, le manque de méthodes suffisamment expéditives pour vaincre les difficultés que l'étude présente à l'adulte illettré, l'absence de moyens efficaces de contrôle et d'émulation, ont

(1) Le concile de Cambrai, en 1565, ordonne la création d'écoles dominicales et il ajoute : « Parentes, si pueros suos mittere negligant, moneantur, nisi pareant magistratui deferantur. »

1^{er} mars 1584, fondation d'une école dominicale à Lille par la veuve du comte de Lsenghien.

Le 11 mars 1585, étant à Mons, où il avait dû se réfugier, L. de Berlaymont, archevêque de Cambrai, fonde l'école dominicale de Valenciennes, dont la fréquentation était obligatoire.

Le concile de Cambrai, tenu à Mons en 1586, parlant des écoles dominicales s'exprime ainsi : « Pueros autem magistratus, ballivi, maiores, seu aliorum locorum præfecti, tum ad dictas scholas, tum ad dictam parochi lectionem, compellant parentes, etiam et heros non mittentes pueros suos ac ministros propositis pœnis coerceant, et rebelles etiam suis urbibus aut pagis expellant. » Ces prescriptions furent sanctionnées, en 1587, par Philippe II.

Les synodes d'Arras, Boulogne, Saint-Omer, Tournay, Ypres, recommandent aussi la création d'écoles dominicales.

Dernier février 1686, école dominicale fondée à Cambrai par Van der Burch, archevêque. (Note communiquée par M. Fontaine de Resbecq, sous-directeur de l'enseignement primaire, qui prépare une *Histoire de cet enseignement dans le département du Nord avant 1789*.)

eu, presque partout aussi, pour résultat de restreindre à une limite bien plus étroite que les chiffres ne le feraient d'abord supposer, l'efficacité réelle des cours d'adultes. Les villes et les sociétés qui se sont le plus occupées d'améliorer cette institution, ont reconnu la nécessité de séparer l'apprenti de l'adulte, l'élève à demi instruit de celui qui est tout à fait illettré, le cours élémentaire du cours de répétition, le cours professionnel du cours d'instruction générale et enfin d'approprier très-soigneusement l'enseignement de chaque école, de chaque quartier, de chaque classe, aux besoins les plus constants de la population qu'on y veut attacher. Jusqu'ici ce sont les classes de dessin, de calcul, d'enseignement professionnel, mais directement appliquées aux diverses professions et offrant à l'ouvrier la perspective d'une augmentation de salaire, qui ont eu le succès le plus marqué en France, en Belgique, en Italie.

En Allemagne, la réorganisation des cours du soir et du dimanche pour les jeunes gens de la classe ouvrière s'est faite avec plus de zèle que de méthode en ces dernières années. Nous n'entreprendrons pas l'analyse des nombreux règlements qui ont constitué toute une hiérarchie de *Fortbildungsschulen*, depuis celle qui répare simplement les lacunes de la première éducation jusqu'aux cours spéciaux qui forment des ouvriers d'élite. C'est, d'ailleurs, un mouvement qui n'est pas encore arrivé à son dernier terme, et qui a très-inégalement réussi.

Les cours d'adultes en Prusse sont presque exclusivement une révision des études primaires, sans portée pour l'instruction professionnelle. En Saxe, ces cours visent à perfectionner les connaissances techniques de l'apprenti dans les branches d'industrie spéciales à chaque localité; mais ils ne sont pas encore assez nombreux.

Le grand-duché de Hesse-Darmstadt doit au zèle d'une association d'encouragement pour l'industrie nationale et à l'appui sympathique des diverses autorités, l'établissement de tout un réseau de cours professionnels admirablement organisés. Il existe une cinquantaine de ces écoles du dimanche ou du soir, qui distribuent un enseignement très-sérieux à environ trois mille apprentis et jeunes ouvriers. C'est, sans contredit, une des œuvres qui donnent le plus de résultats.

Enfin une grande association qui rayonne aujourd'hui sur toute l'Allemagne, la Société pour la diffusion de l'instruction populaire (*Bildungs-Verein*) donne depuis quelques années une impulsion énergique à l'enseignement complémentaire, dont elle demande le développement aux efforts de l'initiative privée de préférence à la contrainte légale. Elle compte de quatre à cinq mille membres répartis en sections ou sociétés locales dont chacune se charge de créer et de diriger les cours, les écoles, les bibliothèques qu'elle juge convenir à la région.

SOCIÉTÉS POUR L'ASSISTANCE PATERNELLE

AUX ENFANTS EMPLOYÉS DANS LES INDUSTRIES PARISIENNES

PATRONAGE DES ENFANTS DE L'ÉBÉNISTERIE.

La Distribution solennelle des prix du concours de 1875 a eu lieu, le dimanche 26 mars 1876, dans la salle des Fêtes de la mairie du IV^e arrondissement, mise à la disposition du Patronage par M. Vuillet, maire, qui avait bien voulu accepter la présidence de cette fête de famille.

La vaste salle était plus que remplie par les souscripteurs et invités, les parents et les patrons, ainsi que par les jeunes ouvriers et apprentis qui avaient pris part au concours.

Une exposition des ouvrages primés et des dessins de l'école avaient été disposée dans la galerie extérieure, où elle était l'objet de l'attention des nombreux visiteurs. Tous s'accordaient à y reconnaître de notables progrès qui justifient le grand nombre des récompenses accordées.

L'aménagement intérieur était dû à l'habituelle obligeance de M. Belloir, qui met chaque année son intelligent personnel à la disposition du Patronage.

Il serait difficile de citer les noms de toutes les personnes placées sur l'estrade, souscripteurs, donateurs et notabilités. Nous nommerons au hasard MM. Prudhomme et Capet, adjoints du IV^e arrond^t, M. Marsoulan, membre du Conseil municipal, M. Grohé, ancien président de la Chambre syndicale de l'ameublement, M. Ch. Petit, président du Patronage des fleurs, M. Jules Périn, secrétaire de la Société de protection des apprentis, M. Guérillon, secrétaire de la Société propagatrice des livres d'art, etc., etc.

A une heure et demie, la séance est ouverte par un chœur exécuté par le Choral parisien ; puis M. le Maire donne la parole à M. Lemoine, qui prononce le discours suivant :

MESDAMES,

MESSIEURS,

MONSIEUR LE PRÉSIDENT,

En reculant primitivement l'époque de la distribution des récompenses, nous avons en vue de la faire dans une saison plus favorable à la publicité.

Ensuite, nous avons dû céder devant les exigences du local ; puis enfin, cette année, des circonstances d'une haute importance nous ont

contraints de mettre un intervalle de six mois entre le concours et la distribution des prix.

Et pourtant nous avions hâte de donner à nos jeunes gens la récompense de leurs mérites. En voyant l'empressement avec lequel ils étaient venus concourir, nous comprenions leur impatience, mais aussi, qu'ils le sachent bien, plus ils sont nombreux, plus les difficultés s'accroissent.

Ainsi, cette année, 352 apprentis sont venus se faire inscrire pour le concours; dans ces conditions, le travail d'organisation est considérable.

C'est d'abord l'inscription, la division par classe, l'étude et la préparation des plans, le débit des bois, puis la répartition des élèves entre les divers ateliers; le travail du jury, puis la répartition des récompenses; enfin, l'organisation de cette cérémonie.

Si j'entre dans ces détails, c'est pour en faire remonter le mérite aux modestes collaborateurs, dont les soins vous préparent cette fête.

Aussi, voyons-nous avec peine tant de travaux et de dépenses en partie rendus inutiles par la négligence ou la mauvaise volonté de quelques-uns.

Nous avons chaque année un certain nombre d'inscrits qui ne viennent pas concourir ou qui abandonnent leur travail commencé. Ils portent un très-grand préjudice au Patronage et à leurs camarades.

Aussi avons-nous cru devoir cette année leur interdire l'entrée de la cérémonie des récompenses; et peut-être aviserons-nous à les empêcher de se faire inscrire dans d'autres concours.

Ils privent en même temps leurs parents et leur patrons d'assister à cette fête.

Cette exécution était nécessaire, car il n'est pas juste, qu'ayant reculé devant le travail, ils participent au plaisir.

Nous avons aussi à éviter l'inscription de jeunes gens qui ne viennent à nous que dans la quatrième année de leur apprentissage et dont nous n'avons pu suivre ni les progrès ni la conduite.

Ils viennent disputer à nos apprentis des prix que ceux-ci conquièrent à force de travail et de persévérance, puis ils disparaissent sans qu'on soit bien fixé sur leur identité.

Ce n'est pas que nous voulions entraver le mouvement commencé dans l'industrie par nos concours, mais nous voudrions les rendre de plus en plus sérieux, pour que notre industrie en récoltât plus de fruits.

Nous avons toujours pensé que nos concours professionnels devaient régénérer l'industrie du meuble, et nous ne nous sommes pas bornés à faire du Patronage une œuvre purement philanthropique.

Encourager et honorer le travail, voilà le but élevé que nous visons; aidés par nos souscripteurs, aidés par les esprits généreux qui croient

comme nous que les plus magnifiques théories ne sont rien sans un commencement de pratique. Et cela est si vrai, que beaucoup de traités concernant les théories de métier, corrects peut-être au point de vue littéraire, sont pour la plupart incapables de former un bon ouvrier.

Cela tient à ce que leur rédaction est laissée à des écrivains qui ne connaissent qu'imparfaitement la matière dont ils traitent.

Si toutes les opérations professionnelles étaient décrites par ceux-là même qui les pratiquent, ces descriptions seraient pleines d'intérêt ; malheureusement, quand les ouvriers croient savoir écrire, ils ne travaillent plus.

Eh bien, c'est un tort ! Il faut relever le métier par le savoir et l'instruction, et profiter des moyens qui vous sont offerts, non pour faire de vous des demi-savants oisifs, mais bien des travailleurs intelligents.

Quand chacun connaîtra bien son métier, il l'aimera en raison du plaisir et du profit qu'il pourra en tirer, et il faut bien l'étudier pour en bien connaître toutes les ressources.

C'est l'esprit des corporations d'autrefois qui a inspiré ces chefs-d'œuvre devant lesquels nous nous inclinons ; c'est cet esprit de corps que nous voulons réveiller dans la mesure de nos moyens.

Nous venons seconder les efforts de l'État, qui sait récompenser de la même manière l'industriel, comme le savant ou le soldat.

Nous suivons la voie tracée par la Société d'encouragement pour l'industrie nationale, qui décerne des prix aux ouvriers qui ont passé de longues années dans le même atelier ;

La Société de protection des apprentis, dont l'initiative a provoqué la loi sur le travail des enfants, et tant d'autres œuvres créées en vue d'élever le moral et la condition des ouvriers, en leur inculquant le véritable esprit du travail, seule source de la dignité et de l'indépendance.

Ainsi, ce sentiment de rapprochement entre toutes les classes de la société, ce sentiment, né du christianisme, s'accroît et se manifeste de plus en plus, et nous sommes heureux d'avoir à vous dire que le nombre de nos donateurs a encore augmenté cette année.

Le Ministère du commerce, qui nous allouait 200 francs, nous en a accordé 300.

Cette augmentation, à laquelle nous croyons que M. Dumoustier de Frétilly, notre sympathique président d'honneur de l'année dernière, n'est pas étranger, nous a permis de faire face au nombre toujours croissant des récompenses.

Nous avons trouvé l'appui habituel du Ministère de l'instruction publique ; et ici, permettez-moi de vous dire qu'il s'en est fallu de bien peu que nous n'ayons eu l'honneur d'être présidés aujourd'hui par le Ministre lui-même.

M. Waddington, que nous comptons au nombre de nos donateurs, qui suit notre œuvre depuis plusieurs années avec intérêt, aurait voulu assister à cette fête, mais il n'a pu dérober un instant à ses hautes fonctions ; quelques jours plus tard, et les vacances parlementaires lui permettaient de nous faire cet insigne honneur.

Nous ne l'en remercions pas moins d'en avoir eu la pensée.

Par un malentendu encore inexpliqué, le Conseil municipal avait réduit de moitié l'allocation de 3,000 francs qu'il nous accorde au nom de la Ville de Paris.

Cette réduction, c'était la ruine de nos espérances, car elle nous forçait à fermer notre école de dessin ; mais nous avons pu intéresser en notre faveur quelques-uns des membres du Conseil, qui, vivant au milieu de nous, connaissent nos efforts et leur but.

Grâce à l'appui de M. Haraut, président, de MM. Desouches, Loiseau, de M. Marsoulan, qui avait vu de ses yeux notre école, nous avons retrouvé notre allocation entière ; et qu'ils en reçoivent ici nos chaleureux remerciements, car nous leur devons de pouvoir continuer notre œuvre si heureusement commencée.

M. Gréard, directeur général de l'enseignement primaire, nous a également secondés dans notre entreprise. Il a bien voulu examiner les travaux de nos élèves ; il s'est assuré par lui-même du caractère spécial de notre école, et son opinion a dû entraîner celle du Conseil municipal.

Je dois vous parler ici d'un ami de notre Patronage, dont j'ai appris à estimer le caractère pendant les quelques années qu'il m'a été donné de vivre auprès de lui.

Notre honorable maire, M. Vuillet, jugeant notre œuvre utile, s'est employé activement à en assurer la vitalité.

Il a fait tous ses efforts pour l'avoir sous son administration, et le IV^e arrondissement compte, grâce à lui, une école professionnelle de plus. M. Vuillet est devenu ainsi le collaborateur zélé de notre Patronage ; sa bienveillance, qui nous a aplani les difficultés du passé, nous assure le succès de l'avenir, et nous ne serons que juste, en lui en exprimant ici toute notre reconnaissance.

A nos donateurs habituels nous joindrons aujourd'hui le nom de M. le prince Czartorisky, bien connu de tous ceux qui souffrent ;

Celui de M. Engel-Dollfus, l'éminent industriel, le créateur de tant d'œuvres utiles à l'humanité, et qui s'attache surtout à l'amélioration du sort des ouvriers ;

De MM. Guéret frères, qui veulent à leur tour aider nos jeunes gens dans la carrière industrielle qu'ils ont si brillamment parcourue.

Les autres, vous les connaissez ; leurs noms sont depuis longtemps l'honneur de nos Annuaires. Quelques-uns se dérobent à notre recon-

naissance sous le voile transparent de l'anonyme; nous les enveloppons tous dans un même sentiment de gratitude pour le bien qu'ils nous permettent de faire.

Ceux qui nous restent ne doivent pas nous faire oublier ceux qui partent.

Nous avons perdu en M. Delarue, enlevé si jeune à l'affection des siens, un collaborateur actif et dévoué.

Notre école de dessin, un moment menacée, allait reprendre sous sa direction l'impulsion qu'elle avait perdue, lorsque la mort nous a privés de son concours. Il a laissé parmi nous le souvenir de son trop court passage.

Notre école a reconquis, sous la direction de MM. Reynier et Julien, secondés par la vigilance de M. Dubaut, la place qu'elle doit occuper dans l'industrie, et que des tiraillements intérieurs menaçaient de lui faire perdre.

M. Dujardin seul était resté sur la brèche. Il a porté pendant quelque temps tout le poids d'une mission très-difficile, car il y avait tout à faire pour initier nos jeunes apprentis à la pratique de leur métier.

Aujourd'hui, les efforts des uns et la persévérance des autres ont amené les résultats que vous avez pu voir exposés et qui sont les prémices de ce que nous voulons pour l'avenir.

Les difficultés que nous avons rencontrées dans l'exécution de notre fête annuelle ont produit ce fait singulier d'accorder une récompense pour un travail non commencé.

Le jeune Helen, l'habile découpeur dont nous avons depuis quatre ans récompensé les difficiles travaux, n'a pu, au dernier moment, exécuter la pièce capitale que nous lui avions préparée; sûrs de sa réussite, nous lui avons réservé un prix; nous n'avons pas voulu revenir sur cette décision; d'autant que, ayant l'intention de présenter les travaux des élèves du Patronage à l'Exposition prochaine de la Société des beaux-arts appliqués à l'industrie, nous pourrions, au mois d'août, y joindre son travail, qu'il aura eu tout le temps de faire.

A propos de notre exposition, nous ferons remarquer que certains travaux classés les sept ou huitième paraissent mériter mieux.

Cela tient à un détail que nos jeunes gens ont négligé.

Ils n'ont pas suivi exactement les plans qui leur ont été imposés; il s'ensuit que tel travail, parfaitement exécuté, ne peut servir dans l'ensemble où il doit trouver sa place.

Le jury a dû se montrer sévère, car la première condition d'un travail est d'être conforme au plan selon lequel il a été conçu.

Comme si tous les embarras s'étaient conjurés contre cette fête, nous avons éprouvé, au dernier moment, une pénible déception.

M. Landrol, qui est toujours notre fidèle organisateur de la partie artistique de cette réunion depuis si longtemps, n'a pu nous donner l'appui de son sympathique talent. Dans une lettre charmante et pleine de cœur, il s'excuse comme s'il avait manqué à son devoir.

Vous vous associerez, j'en suis sûr, aux regrets que nous éprouvons de manquer l'occasion de l'applaudir.

Nous avons dû chercher, et, malgré le peu de temps qui nous était donné, nous avons trouvé des artistes pour composer un programme attrayant et digne de ceux qui l'ont précédé.

Le Choral parisien, composé de jeunes gens du IV^e arrondissement, sous la direction de M. Minard, s'est mis à notre disposition. M^{lle} Lautier, élève du Conservatoire, et M. Lautier, son frère; M. Métivet, directeur de la Société philharmonique du IV^e arrondissement, ont bien voulu improviser un concert, qui, avec le concours artistique de M. Ch. Thierry, nous fera oublier l'attente si longue de la fête du Patronage.

Et maintenant, Mesdames et Messieurs, en voyant ces nombreuses récompenses, si largement distribuées par le Patronage, n'oubliez pas que nous comptons sur vous pour en assurer la perpétuité.

Amenez-nous des sociétaires, donnez-nous les moyens de continuer notre œuvre, et vous aurez bien mérité des amis de l'humanité, et l'industrie vous devra son Conservatoire.

Et ce bien que vous aurez semé sera récolté par vos enfants, à leur profit, et à celui de la France, la reine des nations artistiques et industrielles.

En réponse à ce discours, M. le Maire prononce, au milieu de la plus profonde attention, une improvisation chaleureuse, dans laquelle il indique plus particulièrement le but du Patronage et les encouragements qu'il doit rencontrer chez tous les gens de bien. On ne saurait trop approuver, dit-il, ces œuvres modestes qui veulent relever le moral et améliorer la position des ouvriers par le travail et le savoir; faire comprendre à tous que le travail n'est une peine que pour les paresseux et les incapables en leur montrant l'intérêt qui s'attache aux méritants.

M. le Maire insiste sur l'appui que devrait rencontrer le Patronage parmi les industriels qui doivent en profiter. Il rappelle l'importance de l'ébénisterie, ses succès aux expositions et l'intérêt national mis en jeu par la nécessité de maintenir la suprématie de cette industrie française jusqu'ici sans rivale.

M. le Maire glisse avec trop de modestie sur les services qu'il a rendus au Patronage. Il n'a fait que suivre, dit-il, les traditions du bien qu'il a trouvées établies dans l'arrondissement,

et il termine en affirmant les sympathies de l'Administration pour toutes les tentatives qui, comme le Patronage, témoignent de l'énergie dans le bien de la part de l'initiative privée.

Cette improvisation éloquente est saluée des plus vifs applaudissements.

Il est ensuite procédé, par M. le secrétaire Hertenstein, à l'appel des lauréats.

Des médailles ont été offertes par le Patronage à MM. *Vuillet*, maire du IV^e arrondissement : témoignage de reconnaissance pour son bienveillant appui; *Huet*, père : témoignage de satisfaction, ses trois fils ayant constamment obtenu les premières récompenses, trois premiers prix cette année. *Reynier*, professeur, *Julien*, professeur, *Naulot*, membre du Comité, remerciements pour leur zèle et leur dévouement au Patronage.

Ces dernières médailles, qui sont un témoignage de la gratitude du Patronage envers les titulaires pour les services qu'ils lui ont rendus, sont saluées par les acclamations unanimes et réitérées de l'assistance.

Enfin, M. le Président, au milieu de l'attention générale, donne lecture de la lettre suivante, qu'il a reçue de M. le Ministre de l'instruction publique :

« Paris, le 23 mars 1876.

Monsieur,

J'ai l'honneur de vous informer que, par arrêté de ce jour, je viens de nommer officier d'académie M. *Marchand*, vice-président de la Société dont vous êtes le président et le fondateur.

Je suis heureux d'avoir pu ainsi reconnaître les services que M. *Marchand* a rendus à l'instruction publique, et je vous serai obligé de lui remettre les insignes que j'ai l'honneur de vous adresser à la distribution des prix qui doit avoir lieu dimanche prochain.

Agréez, Monsieur, l'assurance de ma considération très-distinguée.

Le Ministre de l'Instruction publique et des Beaux-Arts.
Pour le Ministre et par autorisation

S. DE LARTIGE. »

Cette juste récompense accordée à l'un des vice-présidents dont chacun connaît le zèle et l'actif dévouement, est accueillie avec les témoignages de la plus vive satisfaction.

Entre les différentes parties de la distribution, des morceaux de chant et de musique interprété avec talent par M^{lle} Lautier, MM. Metivet, Lautier, Ch. Thierry et la Société chorale, ont ajouté à cette cérémonie un charme de plus; et c'est sous

l'impression des sentiments de gratitude des uns, et de la satisfaction de tous que s'est terminée cette journée si impatiemment attendue des protecteurs, et surtout des protégés du Patronage des Enfants de l'ébénisterie.

N'oublions pas de mentionner que, indépendamment de la quête pour le Patronage, et qui a produit 354 fr. 15 c., une autre quête avait été organisée à la sortie en faveur des inondés. Grâce à cette heureuse pensée, la souscription ouverte par *le Figaro* a reçu du Patronage la somme de 83 fr. 15 c.

**Chambre syndicale du Papier et des industries
qui le transforment.**

Dans sa séance du 7 avril 1876, sous la présidence de M. J.-L. *Havard*, président, assisté de MM. *Victor Pacon* et *Laroche-Joubert*, vice-présidents; M. *Valdampierre*, trésorier; MM. *Vandendorpel* et *Ramé*, secrétaires.

M. le *Président* donne communication à la Chambre de propositions émanant de la Chambre syndicale de la bijouterie imitation et de la Chambre syndicale des métaux, lesquels tendent à la création d'écoles de dessin.

La Chambre prend en considération cette communication.

M. le *Président* appelle ensuite l'attention de la Chambre sur la destination à donner à un reliquat de souscription demeuré sans emploi, et dont l'importance lui est inconnue.

Sur la proposition de M. *Ramé*, la Chambre décide que ladite somme sera versée à la caisse de la Commission du concours, entre les mains de M. *Valdampierre*, trésorier.

A la suite de la décision et sur la proposition de son *Président*, la Chambre vote la souscription annuelle à la *Société pour la propagation des livres d'art*.

M. le *Président* donne la parole à M. *Valdampierre* pour son rapport sur la réunion du cinquième Comité (Cartonnage), relatif au travail des enfants et filles mineures.

M. *Valdampierre* s'exprime ainsi :

L'Assemblée générale du 5^e Comité, Cartonnage, a eu lieu hier jeudi 6 avril. Environ 40 personnes sont présentes. La séance est ouverte à 8 heures 1/2; l'assemblée, consultée, nomme M. *Valdampierre* président, M. *Leray* vice-président, M. *Gascard* secrétaire.

Lecture est donnée par M. le Secrétaire du travail de la Commission nommée dans la séance du 18 février. Après la discussion de

ce rapport, l'assemblée décide : 1^o qu'une convocation aura lieu dans la première quinzaine de mai ; 2^o que le président est chargé d'inviter personnellement M. l'Inspecteur divisionnaire, et de le prier de visiter avant cette réunion quelques ateliers de cartonnage, afin de fixer sa religion sur cette modeste industrie, qui ne prétend en aucune façon au titre ambitieux de manufacture, et qui a tout au contraire plus d'un point de ressemblance avec les ateliers de fleuristes, lesquels sont exonérés des charges de la loi (art. 4, filles mineures).

Dans le cas où le paragraphe 2 de l'art. 4 serait appliqué au cartonnage, obtenir le bénéfice édicté par le 4^e paragraphe, comme compensation au chômage des premiers mois de l'année. Pour le cartonnage d'emballage, ce bénéfice devrait s'étendre à deux périodes de l'année et ce serait d'autant plus justice, que cette partie du cartonnage a souvent des non-valeurs.

Une autre demande qui doit être adressée à M. l'Inspecteur, est relative à l'art. 5, 1^{er} paragraphe : rangement de l'atelier les dimanches et jours fériés ; il n'y a pas à se dissimuler que cette demande présente peu de chance de succès. Néanmoins l'assemblée l'ayant décidée, je devais vous en parler.

M. le Président donne lecture d'une lettre de M. J. Laudner, président de la Commission du concours des apprentis.

L'honorable président y rend un compte sommaire des résultats obtenus jusqu'à ce jour, lesquels sont de nature à donner bon espoir dans le succès de l'œuvre entreprise.

Il informe, en outre, la Chambre que la Commission se réunira le jeudi 13 avril et fera son rapport à la prochaine séance.

— Dans sa séance du 2 juin (sous la présidence de M. J.-L. Havard, président, assisté de M. Laroche-Joubert, vice-président, Valdampierre, trésorier, et Ramé, secrétaire), M. le Président donne la parole à M. Ramé, secrétaire, pour le rapport de la Commission du concours.

M. Ramé lit le rapport suivant :

Rapport de la Commission du concours des Apprentis.

La Commission du concours n'a pas eu de réunion depuis la dernière séance de la Chambre.

Les apprentis présentés sont au nombre de 18, se répartissant en 3 catégories :

- 1^{re} Encouragement.
- 2^e Concours de 2^e année.
- 3^e Concours de 3^e année.

La 1^{re} catégorie comprend 5 apprentis, dont :

2 papetiers, nés en 1863
1 régleur, né en 1862
2 cartonniers, nés en 1862

La 2^e catégorie comprend 8 apprentis papetiers, dont :

1 né en 1858
2 nés en 1859
2 — 1861
2 — 1862

La 3^e catégorie comprend 5 apprentis papetiers, dont :

1 né en 1857
1 — 1859
1 — 1860
2 nés en 1861

Les apprentis compris dans les 2^e et 3^e catégories ont été avisés de leur réception, et indication leur a été donnée du travail à faire pour le concours.

La Commission rappelle à la Chambre qu'elle doit nommer 3 jurés patrons pour le jury d'examen et des récompenses ; et ce, en conformité de l'article 24 du règlement du concours.

La Chambre syndicale ayant, dans sa dernière séance, accepté la proposition que lui a faite la Chambre syndicale des ouvriers, d'offrir un prix spécial à joindre à ceux à distribuer par la Chambre, la Commission du concours a, par l'organe de son Président, répondu dans les termes suivants :

*« A Monsieur Maîtrejean, Secrétaire du Conseil syndical mixte
de la Chambre syndicale ouvrière.*

Monsieur,

Hier, 5 mai courant, j'ai communiqué à la Chambre syndicale du papier, en sa séance, la lettre du 23 avril que vous m'avez fait l'honneur de m'adresser pour m'informer du vœu émis par la Chambre syndicale des ouvriers et ouvrières papetiers régleurs, de prendre part au concours que notre Chambre a ouvert en faveur des apprentis.

La Chambre, à l'unanimité, a accueilli favorablement la demande que vous nous adressiez et m'a chargé, Monsieur, de vous exprimer toute sa satisfaction de la part que votre Chambre veut prendre à notre œuvre d'encouragement.

Je suis heureux, en cette circonstance, d'être l'interprète de la Chambre syndicale du papier, car c'est ainsi que nous arriverons, en nous aidant mutuellement, à faire le bien, et que nous obtiendrons pour l'avenir les résultats favorables que nous nous proposons.

Agréé, etc. »

En conséquence, la Commission du concours demande à la Chambre

de vouloir bien voter le paragraphe additionnel (article 15), dont voici le texte :

« Art. 15. — La Chambre syndicale des ouvriers papetiers et régleurs ayant manifesté le désir de donner un prix au présent concours, et la Chambre syndicale l'ayant admis, il est créé un prix désigné :

Prix de la Chambre syndicale des ouvriers papetiers et régleurs.

Ce prix sera composé d'une boîte d'outils et sera plus particulièrement décerné au travail le mieux manufacturé. »

Les souscriptions s'élèvent actuellement au chiffre de 748 francs, et nous en attendons encore d'autres, qui, nous l'espérons bien, ne feront pas défaut, si la Commission est autorisée à faire un nouvel appel.

La Commission ayant reçu des demandes tendant à préciser la date de réunion du concours, propose à la Chambre de vouloir bien fixer la date au 31 juillet, afin qu'il puisse en être donné avis aux intéressés.

Après cet exposé, M. le Président propose de répondre de suite aux questions posées par la Commission.

Après en avoir délibéré, la Chambre décide : 1^o Que, relativement aux souscriptions, la Chambre s'en remet aux soins de la Commission pour faire ce qu'elle jugera nécessaire.

2^o Que l'époque de remise des ouvrages du concours, fixée dès à présent à la date du 31 août, la distribution des récompenses devant, selon toute probabilité avoir lieu, au commencement du mois d'octobre.

3^o Que la nomination des membres patrons devant composer le jury d'examen est remise à la prochaine séance; la Commission devra, à cet effet, présenter une liste de candidats.

— Dans son assemblée générale du 7 juillet 1876, la Chambre syndicale du papier et des industries qui le transforment a entendu le rapport présenté par M. Ramé, secrétaire de la Commission du concours entre les apprentis de la Papeterie (voy. ci-dessus, p. 181 à 183) qui s'est exprimé en ces termes :

*Rapport de la Commission du concours entre les apprentis
de la Papeterie.*

La Commission du concours s'est réunie le mercredi 5 juillet, et voici ce qui résulte de ses derniers travaux.

Après les démarches faites par la Commission, diverses souscriptions sont venues grossir notre encaisse.

La situation des souscriptions s'établit actuellement par un fonds de 1,000 francs, reçus ou à recevoir.

Mais les résultats obtenus ne se bornent pas à de simples souscriptions. M. Ferdinand Duval, Préfet de la Seine, nous a fait l'honneur d'apprécier l'œuvre que nous avons entreprise et a bien voulu y participer en m'adressant deux prix qui porteront le nom de « Prix offerts par M. le Préfet de la Seine », et qu'il a accompagnés de la lettre suivante :

« Monsieur,

» Vous m'avez adressé une circulaire relative à l'organisation d'un » concours entre les apprentis de la Papeterie.

« Je suis heureux, Monsieur, de mettre à la disposition de la » Chambre syndicale, pour être distribués en prix aux apprentis, » les deux ouvrages suivants :

» Grégoire. — *Géographie générale illustrée.*

» Dezobry. — *Dictionnaire des Lettres et des Arts*, en deux volumes.

» Veuillez, Monsieur, recevoir l'assurance de ma considération distinguée.

» *Le Préfet de la Seine,*

» Ferdinand DUVAL. »

La Commission propose à la Chambre d'adresser ses remerciements à M. Ferdinand Duval, Préfet de la Seine.

Voici donc à ce jour les prix à décerner :

- 1^o Prix de M^{me} Havard, fondé en 1874, un livret de caisse d'épargne de 50 francs.
- 2^o Prix offerts par M. le Préfet de la Seine.
- 3^o Prix de la Chambre syndicale des ouvriers papetiers et régleurs, une boîte d'outils.
- 4^o Médaille de vermeil.
- 5^o Médaille d'argent.
- 6^o Médaille de bronze.
- 7^o Mention honorable.
- 8^o Mention d'encouragement.

Ces prix seront spéciaux aux première et deuxième sections.

Quant à la section d'encouragement, elle se composera simplement de livrets de caisse d'épargne ou de bons de vêtements.

Le Ministre de l'agriculture et du commerce nous a fait l'honneur de nous demander quelques renseignements sur notre concours; le secrétaire de la Commission lui a immédiatement envoyé ces renseignements, et nous espérons une réponse favorable.

Nous avons à vous présenter des candidats aux fonctions de jurés pour le concours. La Commission a pensé qu'il était mieux de nommer des jurés et des jurés suppléants; en conséquence, nous présentons à votre sanction la liste suivante :

Jurés : MM. Gauche, Nachmann, Paris.

Jurés suppléants : MM. Bouchez, Guérin, Rousset-Boucher.

La Chambre syndicale ouvrière doit nommer ses jurés en assemblée générale dimanche prochain, 9 courant.

Les jurés proposés sont : MM. Lipenski, Pérenoux, Troussel.

Maintenant, Messieurs, la Commission, afin d'éviter la perte de temps que peut entraîner un premier frappe, vous propose de faire frapper dès à présent :

1 Médaille de vermeil.

3 — d'argent.

4 — de bronze.

Lors de la discussion de la loi sur le travail des enfants dans les manufactures, dans la séance de la Chambre des députés du 14 mai 1874, l'honorable M. Ducarre s'exprimait ainsi : « Messieurs, » l'apprentissage, cette première étape de la vie de l'ouvrier, qui en » fera un homme intelligent ou un incapable, suivant qu'il sera » bien ou mal guidé en commençant, l'apprentissage a une importance capitale, etc., etc. »

Eh bien, c'est justement parce que cet apprentissage, *qui a une importance capitale*, n'était pas assez encouragé, c'est parce que son importance n'était pas assez appréciée, que la Chambre syndicale a fondé un concours qu'elle espère bien pouvoir renouveler, sinon chaque année, au moins tous les deux ans.

Ce concours, Messieurs, ainsi que j'ai déjà eu l'honneur de vous l'expliquer, ne doit pas seulement porter sur un travail pratique, travail nécessaire, mais il doit également comprendre un travail théorique.

Au moment où la France doit se régénérer, il ne faut pas seulement savoir travailler, il faut savoir lire, il faut savoir écrire, il faut savoir raisonner ce que l'on fait ; cela est obligatoire pour tous, et il est urgent d'ajouter ce travail théorique, afin d'obliger les enfants à s'instruire, car pour savoir écrire la description du travail manufacturé, il faut évidemment savoir lire, savoir écrire et savoir se rendre compte de sa manière de travailler.

Chasser l'ignorance, c'est semer le progrès, et dans l'industrie en général, c'est un bienfait.

Chacun de nous doit donc sans cesse se préoccuper de ses devoirs envers la société, en élevant, en dirigeant les enfants, en leur apprenant un métier, et en insistant sans cesse sur ce principe fondamental : L'Instruction, lumière des peuples civilisés !

Après la lecture de ce rapport, qui est suivie des applaudissements de l'Assemblée, M. le Président dit qu'il doit être l'interprète de la Chambre, en félicitant M. Ramé du succès de

l'œuvre du concours, et en lui adressant des remerciements pour tous les efforts persévérants par lesquels il a su triompher des nombreux obstacles qu'il a rencontrés. (*Adhésions unanimes.*)

Il ajoute que, pour lui personnellement, il est heureux de voir se continuer dans la Chambre du papier, l'esprit d'initiative avec cette persévérance, parce que cela lui prouve que l'on y reste convaincu que, pour bien faire, il ne suffit pas d'en avoir l'intention : il faut encore le vouloir, et le vouloir fortement, et par conséquent employer sans relâche tous les moyens honnêtes pour parvenir au but proposé.

M. le *Président* propose ensuite de voter des remerciements à M. le Préfet de la Seine, et d'inviter M. Ramé, secrétaire de la Chambre, à les lui faire parvenir en son nom.

Cette proposition est adoptée à l'unanimité.

Ensuite, M. le *Président* demande si d'autres noms que ceux présentés par la Commission sont proposés pour l'élection des jurés du concours; aucun autre nom n'étant proposé, M. le *Président* met aux voix les noms présentés par la Commission.

A l'unanimité sont élus :

Jurés : MM. Gauche, Nachmann et Paris.

Jurés suppléants : MM. Bouchez, Guérin et Rousset-Boucher.

Enfin, l'Assemblée s'en remet à la Commission, des mesures à prendre pour le frappe des médailles.

COMITÉ DU PATRONAGE

PROCÈS-VERBAL de la séance tenue le 9 mai 1876, par les chefs d'établissements du Cartonnage.

Ordre du jour :

Travail des enfants et des filles mineures dans l'industrie du Cartonnage.

En conformité d'une convocation en date du 30 avril, adressée aux patrons cartonniers établis à Paris, une réunion à laquelle assistait M. Maurice, inspecteur divisionnaire du travail des enfants et des filles mineures dans l'industrie, a eu lieu le 9 mai 1876, au siège de l'Union nationale du commerce et de l'industrie, boulevard de Sébastopol, 82, sous la présidence de M. Valdampierre, fabricant de cartonnage.

Le *Président* a exposé à l'Assemblée l'intérêt que les chefs d'établissements de notre industrie avaient à être bien fixés sur les termes et l'importance de la loi du 19 mai 1874, sur l'application qui pouvait leur être faite de tout ou partie des articles qui les concernent, ainsi que des restrictions dont ils peuvent bénéficier; enfin, de la nécessité

pour tous de se conformer à la loi dans un ordre d'intérêt général.

Lecture a été ensuite donnée par M. *Gascard*, secrétaire, d'un rapport où étaient exposés le développement et l'importance de l'industrie du cartonnage, ses diverses branches, son économie administrative, ses besoins, son intérêt et ses titres divers à profiter de l'exception dont la loi favorise les ateliers qu'elle n'assimile pas aux usines ou aux manufactures, et où, par conséquent, le travail des filles mineures est autorisé après neuf heures du soir.

Dans la seconde partie étaient exposés les rapports nécessaires du patron et de l'apprenti; les avantages qui résultent de l'apprentissage à demeure, l'impulsion en sens contraire qui dérive de l'application de la loi, et notamment les inconvénients graves pour l'apprentissage, pour l'esprit d'ordre et de travail chez les jeunes gens, résultant de l'interdiction de tout nettoyage et rangement d'ateliers, cause inévitable de dépérissement de l'apprentissage en éloignant l'apprenti du patron et en divisant leurs intérêts.

Le rapport concluait en demandant pour les ateliers de cartonnage la faculté de pouvoir, suivant les besoins, employer les filles mineures au travail après neuf heures du soir, et pour notre industrie de pouvoir employer les enfants spécialement au balayage de l'atelier et au rangement ou nettoyage le dimanche matin jusqu'à neuf heures et demie ou dix heures au plus tard.

La parole a été ensuite donnée à M. *Maurice*, inspecteur divisionnaire du département de la Seine.

M. l'inspecteur a fait remarquer à l'assemblée le rôle tutélaire qui lui était dévolu à l'égard des enfants et des filles mineures travaillant en ateliers, à quelque titre que ce fût, et son devoir, auquel il ne faillirait pas, de faire exécuter la loi partout où ses attributions le lui commandaient.

Il a témoigné de son intérêt pour l'industrie en général, et pour le cartonnage en particulier, et en même temps de son intention de faciliter, dans la mesure du possible, l'exécution de la loi dans les établissements où les chefs d'industrie apporteraient de la bonne volonté.

M. l'inspecteur a déclaré n'exiger, quant à présent, pour l'instruction primaire élémentaire des enfants, que la connaissance de la lecture, de l'écriture et des quatre premières règles de l'arithmétique.

Il a accueilli avec bienveillance la demande qui lui était faite de pouvoir employer les filles mineures dans le cartonnage pour le travail après neuf heures du soir, et n'a fait de réserves que pour un très-petit nombre d'établissements.

Quant au nettoyage et au rangement de l'atelier, le dimanche matin jusqu'à 9 ou 10 heures au plus tard, tout en prenant note du vœu émis à ce sujet dans le rapport, M. l'inspecteur reste attaché

aux termes de la loi et ne veut autoriser aucune infraction à ce sujet en faveur du cartonnage.

Il engage les cartonniers à bien se pénétrer de la loi, et à consulter, pour plus de facilité, le *Guide* pour l'application de ladite loi sur le travail des enfants dans l'industrie. (Ce *Guide* rédigé par M. Gustave Maurice, se trouve à l'imprimerie Chaix.)

Enfin, il insiste sur la nécessité, pour tous les patrons, de se procurer *sans retard* :

1° La feuille contenant la loi du 19 mai 1874, sur le travail des enfants et filles mineures dans l'industrie, et de l'afficher dans l'atelier;

2° Un livret pour chacun des enfants au-dessous de seize ans, travaillant dans l'atelier;

3° Un registre sur lequel ces enfants devront être inscrits;

4° Un certificat d'instruction élémentaire pour chaque enfant, délivré par un instituteur diplômé, constatant que l'enfant sait lire, écrire, et connaît les quatre règles de l'arithmétique.

(La feuille de loi et le registre se trouvent chez M. Bouquin, libraire, rue de la Sainte-Chapelle, 5.)

Le livret se délivre à la Préfecture de police, pour Paris, sur la présentation de l'extrait de l'acte de naissance de l'enfant auquel il est destiné.

L'extrait est délivré sur papier libre, et sans frais, par le maire de la commune où est né l'enfant.

Enfin, après une nouvelle recommandation aux chefs d'établissements du Cartonnage de mettre sérieusement la loi en pratique, et la promesse de leur venir en aide pour son exécution, M. l'inspecteur a reçu les remerciements de l'assemblée pour ses renseignements et ses dispositions bienveillantes, et il a quitté la réunion.

L'assemblée, souscrivant aux désirs de M. l'inspecteur, se propose de suivre ses conseils et d'exécuter de bonne grâce la loi du 19 mai 1874.

ORPHELINATS.

L'ORPHELINAT DES SŒURS FIDÈLES COMPAGNES DE JÉSUS

(35, rue d'Arcueil, à Gentilly, près Paris.)

Nous venons de visiter l'orphelinat dirigé par les sœurs Fidèles Compagnes de Jésus.

Nous croyons qu'il peut être intéressant pour plusieurs de nos collègues de connaître les conditions d'admission dans cette maison :

15 francs par mois de	7 à 12 ans.
12 — — —	12 à 14 ans.
10 — — —	14 à 16 ans.
00 — — —	16 à 21 ans.
80 francs d'entrée pour literie, uniforme, etc.	

Le *trousseau* doit se composer des objets suivants :

6 chemises, 6 paires de bas, 6 mouchoirs de poche, 6 mouchoirs de cou, 4 serviettes, 4 essuie-mains, 3 jupons, 2 robes, 2 pèlerines, 2 tabliers, 2 camisoles de nuit, 2 paires de souliers.

Le tout doit être neuf, et il n'en sera rien rendu après deux ans de séjour dans l'établissement. La maison peut se charger de fournir ce trousseau moyennant 90 francs.

Chaque enfant doit apporter son acte de naissance, de baptême et un certificat de vaccine.

En cas de maladie, les frais d'infirmierie sont à la charge des Parents ou Protecteurs.

Les enfants ne peuvent recevoir de visite que de leurs Parents ou Protecteurs, et seulement tous les deux mois, aux heures et aux jours fixés par le règlement.

Il n'y a pas de sortie.

On ne garde pas les enfants dont la conduite et le mauvais esprit pourraient nuire aux autres.

Celles qui restent dans l'établissement jusqu'à 21 ans, reçoivent, à leur sortie, un habillement complet et une gratification, si l'on a été satisfait de leur conduite et de leur travail.

REVUE DE L'ÉTRANGER.

ALSACE-LORRAINE. — On lit dans l'*Industriel alsacien* :

« Nous recevons de nos correspondants de Colmar communication d'un document que nous croyons ne pas devoir laisser ignorer à nos lecteurs.

» C'est la copie autographiée d'une lettre de M. le kreisdirector de Colmar qui, sur l'ordre qu'il en a reçu, invite M. le bourgmestre de sa résidence à notifier aux familles dont les enfants sont à l'étranger dans des maisons d'éducation non allemandes, que l'ordonnance du 8 avril 1871 exige que tous les élèves reçoivent une instruction conforme au plan d'études adopté pour les écoles publiques, et que, comme dans les établissements français, ce programme s'écarte sensiblement du but qu'on se propose, notamment quant à l'enseignement de l'allemand, les parents tombent sous l'application des peines édictées par la loi.

» D'un autre côté, continue la Circulaire, on ne peut assez insister sur ce fait qu'il ne sera possible de déferer l'administration du pays aux Alsaciens que quand il se sera formé parmi eux des hommes complètement familiarisés avec la langue allemande et avec la manière allemande, et que les institutions étrangères ne sont pas en état

d'inculquer suffisamment à leurs élèves le sentiment des choses allemandes.

» M. le kreisdirector affirme donc que l'intérêt même du pays commande que ses fils ne soient pas élevés à l'étranger et dans des idées étrangères, et partant de là, il annonce qu'ordre a été donné :

» 1^o De punir les parents et les tuteurs des enfants qui de fait (*thatsächlich*) ne reçoivent qu'une instruction insuffisante;

» 2^o De ne tolérer que dans des cas particuliers et sur l'autorisation spéciale du kreisdirector le séjour momentané en Alsace-Lorraine des enfants qui ont réellement émigré et qui ont perdu la nationalité allemande;

» 3^o De défendre le port de l'uniforme usité dans les maisons d'éducation en France.

» En terminant, et pour éviter des désagréments aux parents dont les enfants tombent sous le coup de ces mesures, M. le kreisdirector leur donne le conseil de se mettre directement en rapport avec lui. »

L'*Industriel alsacien* ajoute :

« Telle est la pièce que nous avons sous les yeux, et que nous nous sommes efforcé de comprendre, sans être sûr d'avoir saisi toute la pensée de l'administration.

» Quoi qu'il en soit, sans rechercher si ces dispositions ne concernent que la ville et le cercle de Colmar, ou si elles doivent s'entendre de toute l'Alsace-Lorraine; sans examiner davantage si ces rigueurs s'accordent avec l'esprit de la loi du 1^{er} juin 1870, qui accorde très-libéralement sans restriction ni conteste à tout Allemand âgé de dix-sept ans, la faculté de changer de nationalité, nous osons dire que les rigueurs dont la circulaire menace les familles sont excessives. Mais en admettant cependant, conclut l'*Industriel*, qu'il y ait quelque chose de sérieux au fond de ces arcanes de l'enseignement officiel, quelque chose de nature à engager la responsabilité de l'administration, cela peut-il se mettre en balance avec le droit des Alsaciens d'envoyer leurs fils, comme le font les Badois, les Hessois, les Wurtembergeois, les Bavares, les Hanovriens, et peut-être même les Prussiens, chercher à l'étranger l'instruction qui leur paraît la mieux adaptée à leurs facultés, à leur avenir et à leurs vœux? Et si parmi les pères de famille, des notables assurément, que vise la circulaire de M. le kreisdirector, il s'en trouve qu'elle n'intimide pas, qui se résigneraient à voir leurs aînés venant passer quelques semaines par année dans leur famille, reconduits à la frontière par la force publique, et qui, pour les plus jeunes, accepteraient la jurisprudence draconienne dont on les menace, en quoi l'assimilation de l'Alsace par l'Allemagne en profiterait-elle? »

CHRONIQUE

Conseil municipal de Paris. (Séance du 11 juillet.) — M. Ernest Lefèvre propose l'ouverture d'un crédit de 1,000 francs à affecter aux frais de voyage et de séjour de trois membres de la Commission des logements insalubres (un médecin, un architecte et un ouvrier) qui seront désignés par le Conseil pour étudier l'Exposition internationale d'hygiène de Bruxelles. — Renvoyé à la 2^e Commission.

M. Brisson demande la création d'une quatrième école d'arts et métiers à Paris. — Renvoyé à la 4^e Commission.

(Séance du 13 juillet.) — M. Delpech présente un rapport tendant à ouvrir un crédit de 11,000 francs, pour organiser des excursions à Dieppe, en faveur des élèves des écoles municipales supérieures; ces excursions auraient lieu pendant les vacances et seraient la récompense des élèves qui se sont fait remarquer par leur travail et leur bonne conduite. La Commission prie l'Administration d'étudier les moyens d'étendre aux élèves des écoles primaires la mesure proposée en faveur des écoles supérieures, et elle propose au Conseil d'approuver le projet de l'Administration. — Adopté.

(Séance du 26 juillet.) — M. Yves Guyot fait un rapport sur la proposition de M. Ernest Lefèvre, tendant à envoyer à l'Exposition d'hygiène de Bruxelles trois membres de la Commission des logements insalubres.

La Commission approuve cet envoi, mais elle généralise la proposition et demande que le Conseil désigne ces trois personnes, soit dans le sein de la Commission des logements insalubres, soit en dehors de la Commission.

M. Ernest Lefèvre maintient sa proposition dans ses termes primitifs; il estime qu'il serait très-utile à la Commission des logements insalubres de s'instruire sur les questions d'hygiène et de salubrité, sur lesquelles l'Exposition de Bruxelles fournit des indications très-précises.

La proposition primitive, reprise par M. Lefèvre est adoptée.

(Séance du 12 août.) — M. Ernest Lefèvre demande comment il se fait que les distributions de prix d'un certain nombre d'Écoles primaires laïques soient présidées par des ministres des cultes?

M. le Directeur de l'Enseignement primaire répond que c'est la Délégation cantonale qui choisit parmi ses membres ceux qui doivent présider les distributions de prix.

M. le Préfet de la Seine ajoute que la loi donne au Conseil départemental exclusivement l'administration des écoles.

LES ÉCOLES PRIMAIRES MUNICIPALES. — *Les Distributions des prix.* —

« La semaine (du 13 au 19 août) qui vient de s'écouler a été remplie par ces solennités scolaires qui impressionnent si vivement l'enfance et la jeunesse : les distributions des prix. C'était le tour des Écoles primaires, tant *congréganistes* que *laïques* comme on dit aujourd'hui. On sépare avec soin les unes des autres, pour écarter de ces fêtes joyeuses l'ombre même d'un conflit. Mais il faut le dire, MM. les Maires et MM. les curés assistent avec le même empressement aux distributions des prix des deux genres d'écoles, pour rappeler à ces multitudes d'enfants qu'ils appartiennent tous à la même cité, à la même religion, à la même patrie.

» Nous avons assisté avec le plus vif intérêt, lundi dernier 14, veille de l'Assomption, à huit heures du matin, à l'une de ces distributions : celle des Écoles des Frères de la rue Rollin, de la rue de Poissy, et de la rue Saint-Jacques, au V^e arrondissement. Il y avait bien là 1,500 enfants. Le lycée Louis-le-Grand leur avait gracieusement ouvert sa belle salle des exercices et c'était un spectacle charmant que de voir toutes ces têtes blondes, tantôt ondoyer comme des épis de blé dans un champ, tantôt fixer leurs regards sur l'orateur, sur les lauréats, sur les musiciens, partout où les portait leur naïve curiosité.

» La séance était présidée par M. Jules Périn, membre de la délégation cantonale, ayant à sa droite M. Dubief, directeur du collège Sainte-Barbe, maire du V^e arrondissement, et à sa gauche M. le colonel des sapeurs-pompiers. Malgré la difficulté de l'heure et du jour, plusieurs ecclésiastiques des trois paroisses de Saint-Étienne, de Saint-Jacques et de Saint-Nicolas s'étaient donné rendez-vous à cette fête de leurs écoles. Nous y avons reconnu le R. P. Besserat, directeur de l'Orphelinat des PP. du Saint-Esprit et M. le supérieur du Petit-Séminaire de Saint-Nicolas, qui vraisemblablement venait couronner plusieurs de ses futurs élèves ; M. l'abbé Pinet, du clergé de Saint-Étienne, etc.

» M. Périn préside habituellement la distribution des prix de ce quartier ; aussi son nom est-il sympathique et son entrée acclamée. Cette année, pour faire suite à son discours de l'an passé, qui roulait sur le *cahier de bâtons* (ou mène l'écriture), M. Périn a entretenu son jeune auditoire des charmes et de l'importance de l'*alphabet* (ou mène la lecture). Il a traité savamment des diverses méthodes de lecture, et finalement il a condamné la vieille méthode d'*épellation* en faveur d'une méthode d'avenir, fort en honneur chez nos voisins les Allemands, la méthode de *syllabation*.

» Plusieurs incidents nous ont particulièrement touché dans la proclamation des prix, chose d'ordinaire assez monotone. C'est d'abord l'appel des lauréats aveugles et sourds-muets confiés à la sollicitude du frère Gaie de Jésus, de l'école de la rue Rollin, qui s'occupe de ces pauvres enfants depuis plus de vingt ans. M. le président a fait

lire tout haut une fable à deux de ces jeunes aveugles, sur un livre poinçonné en relief. L'auditoire était ravi ; le frère fut honoré d'applaudissements bien mérités. Nous avons admiré aussi la belle tenue des élèves sapeurs-sompiers de la caserne de la rue de Poissy. Enfin, la longue file des élèves de ce quartier qui ont obtenu leurs certificats d'étude et des places importantes dans le concours pour les bourses des Écoles supérieures.

» Nous serions ingrat et injuste si nous omettions de mentionner les beaux chœurs exécutés avec une précision parfaite par les élèves de trois écoles, sous l'habile direction de M. Léon. M. le Maire en exprimait tout haut sa satisfaction. » — (*La Semaine religieuse*, n° du 19 août 1876.)

ÉCOLES PRIMAIRES SUPÉRIEURES. — Le Conseil municipal de Paris a voté une somme de 44,000 francs pour l'envoi aux bains de mer des 150 meilleurs élèves des écoles primaires supérieures.

Le 16 août, la première série de ces élèves, au nombre de 50, est partie pour Dieppe. Ces jeunes gens, qui font partie de l'école Turgot, resteront au bord de la mer jusqu'au 26 courant.

Viendront ensuite 50 élèves de Colbert, enfin 50 de Lavoisier et de l'école Jean-Baptiste Say.

Chacun de ces groupes, qui stationnera pendant dix jours au collège de Dieppe, sera accompagné de professeurs de physique, d'histoire naturelle, qui mettront à profit ce séjour au bord de la mer, pour faire un petit cours pratique.

L'ÉCOLE MUNICIPALE D'APPRENTIS. — Une affiche de la Préfecture de la Seine annonce, pour le 7 août, l'ouverture du Concours d'admission à l'École municipale d'apprentis.

Cette école, fondée seulement depuis trois ans, a fourni aux ateliers un certain nombre d'ouvriers distingués.

Les examens et les cours sont gratuits.

On peut s'inscrire dès maintenant au siège de l'École, boulevard de La Villette, 60.

ÉCOLES DE DESSIN. — *École de dessin* fondée par la Chambre syndicale de la Bijouterie. — La distribution des prix aux élèves de l'école de dessin fondée par la Chambre syndicale de la bijouterie, ainsi que la distribution des récompenses attribuées aux ouvriers, ouvrières et apprentis de cette industrie ont eu lieu au Conservatoire des arts et métiers.

Des discours ont été prononcés par M. Gouin, M. Vever, président de la Chambre syndicale, et M. Bernard, président de la Société d'encouragement de la bijouterie.

M. Janin, secrétaire de la Chambre, a lu ensuite le rapport annuel. Puis on a distribué les récompenses.

On a fortement applaudi :

Un vieillard de 72 ans, ouvrier ciseleur, que 50 ans de présence dans la maison Fannière frères désignait pour la médaille d'or de 500 francs ;

Et madame Morel, âgée de 84 ans, polisseuse, qui, malgré son grand âge, travaille encore pour une maison qu'elle n'a pas quittée depuis 60 ans. — (*L'Opinion*, 20 août 1876.)

LES ÉLÈVES DU COLLÈGE ROLLIN et leurs protégés. — La maison de Patronage dirigée par les Pères du Saint-Esprit, rue Rataud, n° 4, et dans laquelle sont logés, nourris et instruits 80 apprentis, a été le théâtre d'une scène touchante, le lundi 3 juillet.

Une députation des élèves du collège Rollin, conduite par le Directeur et les deux Aumôniers, a remis un livret de caisse d'épargne de la valeur de 100 francs à l'un des trois apprentis qui sont entretenus dans la maison avec le produit d'une partie de la collecte faite, chaque année, entre les fonctionnaires et les élèves du Collège. Ce jeune homme, qui vient de finir son apprentissage, étant allé faire ses adieux et ses remerciements aux élèves du Collège, ceux-ci ont fait spontanément entre eux une collecte qui a été employée à l'acquisition d'un livret de caisse d'épargne. Le Directeur l'a remis au jeune ouvrier en présence des Directeurs du Patronage et de tous les apprentis, en accompagnant cette remise d'une petite allocution qui a ému toute l'assistance.

L'UNION DES ŒUVRES OUVRIÈRES CATHOLIQUES (*Congrès de Bordeaux*). — Cette année, c'est à Bordeaux, sous la présidence de Mgr le cardinal *Donnet*, que doit avoir lieu le Congrès des Directeurs d'Œuvres ouvrières. — Les travaux, qui se préparent dès maintenant avec beaucoup d'activité, seront dirigés par Mgr. de Ségur et par le Bureau Central de cette grande et sainte union.

Le Congrès s'ouvrira le lundi 21 août pour se terminer solennellement le vendredi 25, par un pèlerinage à Notre-Dame de Verdélais, près Bordeaux.

A Bordeaux, comme à Reims, comme à Lyon, comme à Nantes, comme à Poitiers, comme à Nevers, on ne s'occupera, soit dans les Commissions, soit dans les Assemblées générales, que des intérêts religieux des apprentis et des ouvriers. (Aucune des réunions ne sera publique et l'on n'y sera admis que sur la présentation de cartes délivrées à l'avance par le secrétariat du Bureau Central, rue de Verneuil, 32, à Paris ; lequel s'empressera de fournir tous les renseignements désirables à ceux qui en feraient la demande.)

Afin de conserver le caractère exclusivement catholique et la simplicité toute fraternelle qui a régné dans les Congrès précédents, le Bureau central croit devoir prévenir que tous les grands discours

seront impitoyablement proscrits. Il s'agit d'une réunion catholique avant tout, d'une réunion d'hommes pratiques qui ne se rassemblent que pour s'éclairer mutuellement et se fortifier dans la grande et laborieuse mission de travailler au salut, au bonheur et à la persévérance chrétienne des classes populaires (1).

L'ASSISTANCE PUBLIQUE. — Une des questions sociales les plus intimement unies à la médecine, c'est l'Assistance publique comprenant les secours à donner aux malades, aux infirmes, aux femmes en couches, aux enfants nouveau-nés dépourvus de ressources pécuniaires. Aussi devons-nous consacrer quelques lignes à un travail récent sur les différentes formes de la charité à Paris. (*La Charité à Paris*, par C.-J. Lecour, chef de la première division à la Préfecture de police; 1876, Paris, P. Asselin, éditeur.)

Cette étude intéressante, faite par un homme très-compétent, grâce à ses fonctions, nous fait connaître tous les établissements de charité organisés à Paris, leur but et les moyens d'y recourir en cas de besoin.

Prenant l'enfant au moment de sa naissance, l'auteur nous montre de quels soins il est entouré dans l'hôpital où il est né, ou bien dans la maison d'assistance où il est déposé; puis, il nous conduit dans la crèche où l'enfant est gardé et nourri pendant que sa mère travaille, pour être repris le soir. Puis, viennent les salles d'asile, l'école primaire et l'apprentissage.

L'enfant, né dans la misère et soutenu jusqu'à ce qu'il puisse chercher à vivre par son travail, se trouve encore sous la protection de la charité. Si les ressources du travail ne sont pas suffisantes, l'assistance publique vient encore en aide, par les secours en argent et par les portions à prix réduits fournies au fourneau économique. Le malade trouve le repos et le traitement nécessaires dans les hôpitaux, qui protègent encore sa convalescence en l'admettant, pendant trois semaines, à l'asile de Vincennes, pour les hommes, à l'asile du Vésinet, pour les femmes. En plus, une somme d'environ 100,000 francs est destinée, tous les ans, à fournir un léger secours aux pauvres qui sortent de l'hôpital.

Le vieillard trouve le repos et les moyens d'existence dans les asiles spéciaux créés pour abriter la vieillesse.

M. Lecour donne des détails très-précieux sur tous ces établissements et il prouve, par son langage élevé, que les fonctions de la police, en apparence si dures et si sévères, ont, en même temps, pour objet la protection de toutes les classes de la société.

(1) Les différentes Compagnies de chemins de fer ont l'habitude d'accorder chaque année, aux membres du Congrès, la demi-place pour l'aller et le retour. Les demandes, envoyées au secrétariat de l'Union, avant le 5 août, donnent droit à cette faveur.

On ne peut pas voir sans admiration la liste des nombreux établissements publics et privés qui ont été fondés à Paris pour venir en aide à ceux qui souffrent.

L'INSTRUCTION PRIMAIRE. — *Les leçons de choses, au Japon.* — Le *Manuel général de l'instruction primaire* publie la seconde correspondance du Dr Saffray sur l'exposition scolaire du Japon, à Philadelphie. Les Japonais pratiquent depuis longtemps *l'enseignement par l'aspect*, ou *leçons de choses*, système excellent, connu surtout en France par les travaux de Mme Pape-Carpentier. Pour ceux de nos lecteurs qui ne seraient pas bien au courant de cette méthode, montrons comment elle est appliquée au Japon :

La méthode intuitive est appliquée au Japon avec beaucoup d'intelligence : toutes les planches exposées sont de nature à intéresser, à amuser l'enfant, tout en lui inculquant des connaissances précises et utiles. Nous avons ici deux séries, l'une originale, dans laquelle les personnages, les paysages et les objets de toute sorte sont dessinés et peints dans le style japonais plein de vérité, d'exactitude, malgré quelques défauts de perspective, et toujours empreint d'une vigueur singulière, unie à une spirituelle imagination.

Ces excellentes leçons de choses présentent d'abord les jeux de boules, de grande corde, de balançoire, de cerceau, dessinés avec entrain et d'une enluminure dont la gaieté n'a rien de criard. Puis viennent des scènes champêtres parfaitement exécutées représentant les détails de la culture du riz : semailles, irrigation, élévation des eaux, récolte, battage et vente.

Un peu plus loin, nous assistons à la récolte du thé, au triage, chauffage et enroulement des feuilles, description tellement précise qu'on ne peut l'oublier après l'avoir regardée quelques instants.

Un autre tableau nous représente les chambres d'une magnanerie : on y suit l'éclosion, la croissance, les mues des vers à soie, les soins dont ils sont entourés jusqu'à l'époque de la *monte* ou filage du cocon. Puis on voit des femmes mouliner la soie sur un dévidoir tout à fait primitif.

La construction d'une maison n'est pas moins intéressante.

On assiste à l'abatage de l'arbre que des buffles traînent jusqu'au chantier des scieurs de long. Puis des charpentiers et menuisiers se mettent à l'œuvre d'un côté pendant que de l'autre on moule et cuit des briques.

Ici l'on prépare une cloison légère en torchis ; là on tapisse, on peint des panneaux ; une autre image fait voir les opérations de forage et de cuvelage d'un puits. Dans tout cela, rien de pédantesque, d'apprêté ; ce sont des scènes prises sur le vif et dans lesquelles on a su trouver le côté humoristique, par lequel on captive si sûrement l'attention de l'enfance. Qui donc fera pour nos écoles une série de

joyeuses images comme celles que l'on met sous les yeux des petits Japonais ?

Pour faire suite à ces leçons de choses, nous avons une excellente collection de planches, conçues dans le même esprit, mais naturellement d'un style un peu plus sérieux, qui servent d'introduction à l'enseignement technique du premier âge dont les notions élémentaires n'offrent aucune difficulté si on les présente sous une forme saisissante, simple et attrayante à la fois.

Nous trouvons ici toutes ces qualités réunies. L'enfant apprend l'usage du *coin* en examinant un bûcheron en train de fendre un tronc d'arbre. La *vis* montre, dans une section très-amplifiée, sa parenté avec le coin, et les détails d'une presse indiquent son usage. Le déplacement d'une poutre ou d'une pierre au moyen d'un bâton, le jeu des ciseaux, la balance romaine (la seule connue au Japon en dehors des laboratoires), fournissent des exemples de l'emploi du *levier*. Le chargement d'une barrique sur une charrette l'initie aux propriétés du *plan incliné*.

La morale en actions occupe une place d'honneur dans cet enseignement plein d'attrait. Chaque tableau est une leçon parlante. On devine les remarques du maître, elles seront les mêmes en tout pays. Voici un cheval attaché à un arbre, deux bambins profitent de l'absence du cavalier, l'un pour le chatouiller avec une badine, l'autre pour lui arracher un crin de la queue. — Un vieillard aveugle traverse une rue, une voiture va le heurter, quand un enfant vient le prendre par la main pour le mettre en sûreté.

Il paraît que les petits Japonais sont assez enclins à *s'annexer*, quand ils peuvent, les friandises des étalages ou les pommes du voisin.

Plusieurs images sont consacrées à ce sujet : quelques-unes sont d'un comique charmant.

Ici, l'espiègle, surpris en flagrant délit par un vieux marchand qui ne dormait que d'un œil, s'enfuit en perdant ses chaussures ; mais la justice vigilante, sous la forme d'un passant, lui met la main sur l'épaule. Il faut voir la figure horripilée du coupable et l'expression stupéfaite de ses complices.

Un autre tableau représente une scène de maraude compliquée d'escalade. Ils sont deux, l'opération semble avoir réussi, mais l'un des associés se laisse choir du haut du mur et s'aplatit sur le sol. Tandis qu'on s'empresse pour le secourir, l'autre coupable reste pétrifié sur le mur, n'osant descendre ni d'un côté ni de l'autre.

Telles sont, dans leur originalité charmante, les séries d'images gravées sur bois et coloriées en teintes plates, dont les Japonais se servent pour la méthode nationale d'enseignement par l'aspect.

ÉCOLE OU PRISON. — Le 20 juillet, à Madrid, a eu lieu l'inauguration des travaux d'une prison de jeunes détenus.

Le roi, qui présidait, a prononcé un remarquable discours, en se félicitant de devoir à l'initiative privée la création d'un établissement de correction qui aiderait puissamment à éloigner la jeunesse du chemin du crime.

L'assistance, où toutes les classes sociales étaient représentées, a été fort nombreuse.

CHRONIQUE DU BIEN. — *Bordeaux.* — Le Conseil de prud'hommes de Bordeaux a distribué, dans sa séance du 30 mai dernier, les deux prix créés par M. Privat et par le Conseil, en faveur des ouvriers les plus méritants, et nous trouvons dans le rapport de M. Sarraïl d'intéressants détails sur les deux candidats qui les ont obtenus.

Le prix Privat, d'une valeur de 500 francs, a été accordé au sieur Lanusse, ouvrier typographe, depuis 52 ans dans le même atelier ; le prix des Patrons Prud'hommes, d'une valeur de 250 francs, au sieur Puygauthier, ouvrier tailleur d'habits, ayant travaillé 36 ans dans le même atelier.

Le sieur Lanusse n'a pas seulement obtenu les certificats des patrons qui se sont succédé dans la maison où il a passé plus d'un demi-siècle, ses camarades ont demandé au Conseil des prud'hommes la récompense qui lui était due. De tous côtés les mêmes témoignages d'estime lui ont été adressés. Le sieur Lanusse a fondé une société chorale en 1828 et depuis cette époque, il s'est voué à l'enseignement du chant.

« Avec une constance qui a duré 35 ans, dit M. Sarraïl, il a chaque soir, après son labeur quotidien, instruit gratuitement les ouvriers qui fréquentaient son cours, et d'où sont sortis des chantres pour les églises, des choristes et des artistes distingués tels que MM. Toussaint, Briol, Duprat, Caubet et Kouby. »

La vie du sieur Puygauthier n'a été ni moins courageuse, ni moins honorable, mais elle a été plus rude. Veuf depuis 1854, il a eu à élever quatre enfants, et il s'est acquitté de ses devoirs avec la plus louable probité. Accablé par l'âge et la maladie, après avoir été obligé de quitter l'atelier, il a été frappé par un nouveau malheur ; il s'est démis la hanche, et c'est dans un asile de la vieillesse qu'il a dû chercher un gîte et un abri.

DISTINCTIONS HONORIFIQUES. — Par décrets du Président de la République en date du 14 août 1876, rendus sur la proposition du Ministre de l'intérieur, et d'après l'avis conforme du Conseil de l'ordre du 7 août, ont été promus ou nommés dans l'ordre de la Légion d'honneur :

Le docteur *Perrin* (Eugène-René), médecin à Paris ; 24 ans d'exercice. A pris depuis 15 ans une part des plus actives aux travaux de la Commission des logements insalubres. A dirigé pendant le siège une ambulance de 70 lits : membre du Bureau de bienfaisance ; médecin inspecteur des écoles, etc.

Joseph (Alexandre), fabricant de boutons à Château-Regnault (Ardennes); maire de Château-Regnault pendant 22 ans, de 1849 à 1871. Un des plus grands industriels du département : a débuté comme simple ouvrier; en occupe aujourd'hui 1,500.

NÉCROLOGIE. — *M. Wolowski*. — Le 18 août ont eu lieu les obsèques de notre regretté collègue *M. Wolowski*. Sénateur, ancien député, membre de l'Institut, professeur au Conservatoire des Arts et Métiers, officier de la Légion d'honneur, etc.

CHRONIQUE DU TRAVAIL.

Offres par les patrons.

Graveur des fers à dorer. — MM. Lofficau et Munzinger (rue de Buci, 40) demandent un apprenti. — *Conditions* : 4 ans d'apprentissage, sans être ni couché, ni nourri. Ces patrons ne promettent rien, sans connaître les aptitudes de l'enfant, mais ils s'engagent à le récompenser suivant son mérite. (Il serait utile que l'enfant eût des dispositions marquées pour le dessin.)

Graveur-lithographe. — MM. Dentan et Colonge (rue du Château-d'Eau, 25) demandent un apprenti. — *Conditions* : 3 ans; ni logé, ni nourri; si dans la 2^e année, l'enfant peut rendre quelques services, il lui sera donné quelque rétribution proportionnée à sa capacité : cette absence de salaire pendant une partie de l'apprentissage se trouve compensée par l'avantage du métier, qui leur permet de gagner 5 francs et plus à l'expiration de leur apprentissage. La préférence serait donnée à un enfant ayant quelques notions de dessin.

Demandes par les familles.

Bijouterie. — *M. Sarlet* (Girard-Joseph), fumiste, rue des Archives, 31, présente son fils *Joseph*, né le 15 octobre 1864, pour être placé en apprentissage dans la bijouterie.

LISTE DES MEMBRES NOUVEAUX

MEMBRES PERPÉTUELS :

Noms des adhérents :

MM.

Besson (M. le Dr Eugène), rue de Seine 95.

Présentateurs :

MM.

MEMBRES ORDINAIRES :

Lacroix (Henry), fleuriste et moulineur de soie, à Saint-Joseph, près Montélimar (Drôme).....

Mir (A.), directeur de la C^{ie} de la manufacture de la Trivalle, à Carcassonne.....

Morris (Gabriel), imprimeur, rue Amelot, 64.....

Linarès, *insp.*

Délaissement, *insp.*

Vinois.

ACTES DE LA SOCIÉTÉ

PROCÈS-VERBAUX

DES SÉANCES DE LA SOCIÉTÉ

SÉANCE ORDINAIRE

du jeudi 2 novembre 1876.

Présidence de M. Charles ROBERT, l'un des *vice-présidents* de la Société.

La séance est ouverte à 8 heures.

Se sont excusés par lettres de ne pouvoir assister à la séance, MM. O. Gréard, A. Chaix, Martinet, Muller et Paul Robiquet.

M. le Secrétaire a le regret d'annoncer qu'il a lu, le matin même, dans un journal, la triste nouvelle que M. le Secrétaire général Léon Lefébure venait d'être grièvement blessé dans un accident de chemin de fer près de Luxembourg.

Il ajoute que, dès le lendemain, il prendra de ses nouvelles auprès de sa famille.

— Plusieurs adhérents nouveaux sont présentés et admis au nombre des membres de la Société. (Voir la *Liste des Membres nouveaux*, à la fin du présent *Bulletin*.)

— M. le Secrétaire annonce que Monsieur le Président de la Société a reçu l'avis officiel que M. le Ministre de l'intérieur nous accordait un don d'une somme de 200 fr. pour l'année 1876, comme il avait bien voulu nous l'allouer les années précédentes.

— M. le Secrétaire dépouille la Correspondance parvenue au bureau depuis la séance du 6 juillet.

— M. le Secrétaire fait connaître les publications qui ont été offertes à la Société ou échangées avec elle depuis la dernière séance.

M. J. Périn dit qu'il a été chargé par M. Léon Lefébure, secrétaire général, de déposer sur le bureau, pour la bibliothèque de la Société, un exemplaire de son livre sur *Les Questions vitales* (Paris, E. Plon et C^{ie}), livre dont voici les titres de chapitres : l'instruction populaire et le devoir social, la religion et l'école,

l'ouvrier, sa condition actuelle, la société et l'ouvrier enfant, le régime pénitentiaire et ses réformes, etc.

M. *Fernand Desportes*, avocat, vice-président de la Société d'économie charitable, a offert également à la Société son petit volume intitulé : *La Question sociale et les Syndicats ouvriers* (Paris, E. Dentu, 1876).

M. *Fr. Engel-Dollfus*, vice-président de la Société, lui a offert son *Étude sur l'Épargne, les Institutions de prévoyance et la Participation aux bénéfices* (Paris, Hachette et C^{ie}, et Mulhouse, Deltloff; extraite du *Bulletin de la Société industrielle de Mulhouse*); ce travail est tiré d'un rapport lu à la séance solennelle de la Société industrielle de Mulhouse, en mai 1876.

Nos collègues, MM. *Julien Hayem* et *A. Chaix* ont bien voulu nous offrir, l'un son *Projet de création et d'organisation pédagogique d'Écoles primaires annexées aux Établissements industriels* (que nous reproduisons ci-après dans le présent Bulletin, à raison de son intérêt tout particulier pour nos lecteurs); l'autre son *Questionnaire de la composition des prix du Cours des Élèves compositeurs* (année scolaire 1875-1876), élèves de son intéressante *École professionnelle*. L'ordre du Questionnaire est celui-ci : *Enseignement primaire spécial* (langue française, histoire et géographie, arithmétique et géométrie, comptabilité); *Enseignement technique* (typographie : composition et matériel, grammaire typographique, correction, tirages, machines et outillage, notions de lithographie et de gravure, lecture et écriture latine et grecque, lecture et écriture allemande); *Enseignement complémentaire* (histoire de l'imprimerie et de la librairie, géographie industrielle et de la typographie, sciences usuelles, notions de physique, de mécanique, d'histoire naturelle, l'épargne et les assurances, chimie industrielle, législation usuelle).

Notre collègue M. *A. Falize aîné* nous a remis, de la part de M. *E. Eschenauer*, ancien pasteur à Strasbourg et secrétaire du Comité de la Société de Paris pour l'observation du dimanche, une brochure sur *le Repos du Dimanche au point de vue hygiénique*, mémoire qui a été couronné à Genève et publié par le Comité de Paris (Paris, J. Bonhoure et C^{ie}, r. de Lille, 48); l'auteur veut bien y mentionner notre libre Association pour la protection de l'enfance ouvrière, en ajoutant : « Elle a, depuis plusieurs années, fait beaucoup pour émouvoir les cœurs et amener les résolutions légales et pratiques que nous voyons à

l'œuvre aujourd'hui parmi nous. Nous avons eu le privilège d'assister à la belle *Fête de l'Enfance ouvrière*, organisée par ses soins (5 juillet 1874), et la seconde, après un intervalle de 4 ans, causé hélas! par nos désastres.... (p. 52). »

Quelques exemplaires du dernier *Compte-rendu de la Société pour l'Assistance paternelle aux Enfants des Fleurs et Plumes*, dont on trouvera un large extrait ci-après, nous ont été envoyés par cette association.

M. Jules Duval, notre collègue, président de la Chambre syndicale des Tapissiers, nous a remis le compte-rendu de sa *Distribution des Prix du Comité de patronage aux Apprentis de la Corporation*, qui a eu lieu le 7 mai 1876 (c'est le 2^e compte-rendu de ce patronage), compte rendu luxueusement imprimé.

Notre collègue M. A. Chaix nous a offert le n^o 11 du *Compte-rendu de la Distribution des Prix aux Élèves de l'École professionnelle de l'imprimerie et de la librairie centrales des chemins de fer de MM. A. Chaix et C^{ie}* (réunion du 17 septembre 1876); le *Compte-rendu de l'exercice 1875 de la Société d'encouragement à l'épargne au profit des ouvriers de Mulhouse* nous est également parvenu.

Nous avons reçu, enfin, les derniers n^{os} du *Bulletin de la Société protectrice de l'Enfance*, du *Bulletin de l'Union des Oeuvres ouvrières catholiques*, de la *Revue des travaux de la Société des Institutions de prévoyance* (dont notre collègue M. de Malarce est le secrétaire perpétuel) et des autres recueils périodiques, avec lesquels nous échangeons notre *Bulletin*.

COMITÉS-ANNEXES DE LA SOCIÉTÉ DE PROTECTION (*Comptes-rendus des*). — *Comité des Sociétés d'assistance paternelle aux enfants des diverses Industries parisiennes*. — M. le Secrétaire de la Société fait connaître qu'il a assisté avec un vif intérêt, dimanche dernier, 29 octobre, à la Distribution des prix de mérite et d'encouragement que, à la suite d'un concours entre les apprentis de la Papeterie, la Chambre syndicale du Papier a tenue dans la salle des fêtes de la mairie du III^e arrondissement (square du Temple), sous la présidence de M. Ernest Gouin, président de la Chambre de commerce. (Le compte-rendu sera publié dans l'un des prochains Bulletins).

Comité des Accidents de fabrique. — M. J. Périn croit devoir signaler à MM. les membres du *Comité des accidents de fabrique*,

qui s'intéressent à tous enfants souffrants, l'ouverture de la Maison hospitalière de Cauterets, destinée aux malades indigents, — qui lui a été montrée, au mois de septembre, par notre collègue M. *Alicot*, député des Hautes-Pyrénées, et qu'il a été heureux de visiter.

Peut-être le Comité des accidents de fabrique apprendra-t-il avec intérêt qu'il pourrait envoyer dans cette Maison, offrant toutes les garanties désirables, quelque jeune apprenti ou apprentie, atteint d'une affection de la poitrine, auquel les eaux sulfureuses de Cauterets ou de la Raillière seraient ordonnées par la science, moyennant une cotisation journalière de 2 fr. 50 c. pendant la durée de leur séjour. (La Compagnie d'Orléans voudrait bien, sans doute, concourir à notre bonne œuvre, en accordant la réduction de la $\frac{1}{2}$ ou des $\frac{3}{4}$ du prix de la place pour le voyage) (1).

— *Rapport sur l'Exposition et le Congrès d'hygiène et de sauvetage de Bruxelles.*—M. le Président rappelle qu'il écrivait le 8 septembre 1876, la lettre suivante à M. le comte Sérurier :

« Monsieur le comte Sérurier,

Président du *Comité français* du Congrès international d'hygiène et de sauvetage de Bruxelles, (rue Richelieu, 92, Paris).

Monsieur le comte et cher collègue,

J'ai l'honneur de vous informer que, dans sa dernière séance, l'assemblée générale de la Société de protection des apprentis et des enfants employés dans les manufactures a chargé notre éminent collègue, M. le Dr *Marjolin*, chirurgien honoraire des hôpitaux et l'un des vice-présidents de la Société, de la représenter officiellement au Congrès international de Bruxelles.

Veuillez inscrire la Société comme souscripteur; vous trouverez sous ce pli notre bulletin d'adhésion.

Veuillez agréer, Monsieur le comte et cher collègue, l'assurance de ma haute considération.

Pour le Président de la *Société de protection*,

L'un des vice-présidents,

Charles ROBERT. »

M. le Président est heureux d'informer la Société que le Jury de l'Exposition internationale d'hygiène et de sauvetage de

(1) Un exemplaire du *Règlement intérieur de l'Établissement hospitalier de Cauterets* est déposé dans la Bibliothèque de la Société de protection.

Bruxelles, (sous la haute protection de S. M. le Roi, président, de S. A. R. Mgr le comte de Flandre et le patronage de la ville de Bruxelles), a décerné, le 5 octobre 1876, à la Société de protection une MÉDAILLE DE 1^{re} CLASSE EN VERMEIL « pour la collection de ses *Bulletins, rapports et documents.* » (La médaille et le diplôme qui l'accompagne, ainsi que la liste des récompenses, sont déposés sur le bureau.)

M. le Secrétaire ajoute : « Nous devons remercier M. J. Soudanas, représentant de fabriques (à Bruxelles, boulevard du Nord, 15) — qui a été chargé par notre si dévoué collègue M. Engel-Dollfus de représenter notre Société à l'Exposition de Bruxelles, pour le bon concours qu'il nous a prêté dans cette circonstance.

M. Soudanas nous a adressé la dépêche suivante :

« J'ai le plaisir de vous annoncer que la Société a obtenu une récompense de 1^{re} classe, UNE MÉDAILLE DE VERMEIL. »

M. J. Périn exprime, qu'il a vivement regretté de ne pouvoir, comme il en avait l'intention, se rendre à l'Exposition belge, qui l'intéressait non-seulement au point de vue général mais encore à raison de ses études particulières (sur les moyens de conjurer les accidents qui atteignent les ouvriers dans le travail industriel).

M. le Président donne la parole à M. le vice-président Marjolin, délégué de la Société au Congrès de Bruxelles, pour la lecture de son Rapport sur la mission qu'il a remplie, en représentant la Société de protection devant le Congrès, — après avoir rappelé que M. Gréard nous écrivait dans sa lettre d'excuse de ne pouvoir assister à notre séance de ce jour : «... Nul ne pourra mieux rendre compte à la Société des opérations du Congrès de Bruxelles que M. le Dr Marjolin, qui a pris à la discussion des questions intéressant l'éducation des apprentis une part si active et si brillante. Tous ceux de nos compatriotes qui assistaient aux séances du Comité des sciences économiques et sociales ont été particulièrement heureux d'entendre ses communications si précises et d'un accent si chaleureux. »

(Voy. ci-après, p. 533, la reproduction du Rapport de M. le vice-président Marjolin.)

M. Marjolin dépose sur le bureau, pour être placé dans la Bibliothèque de la Société, le Catalogue de l'Exposition inter-

nationale d'hygiène et de sauvetage et la *Liste de récompenses décernées*.

M. le *Président* exprime les remerciements de la Société à M. le *Rapporteur*, dont le travail sera inséré dans le prochain Bulletin.

M. le baron *Larrey* regrette que M. le rapporteur n'ait pas cru devoir donner plus d'étendue à deux points, qu'il y aurait avantage à développer : 1^o la gymnastique; il serait bon de mentionner la commission de gymnastique instituée au Ministère de l'instruction publique et les résultats satisfaisants qu'elle a obtenus dans les lycées et même dans les écoles primaires; 2^o les sociétés de tempérance; ces associations font des efforts louables pour arrêter les progrès de l'ivrognerie.

M. le Dr *Marjolin* ajoute que plusieurs membres de la Société ont été récompensés à cette Exposition :

M. *Engel-Dollfus* a obtenu une médaille de 1^{re} classe en vermeil pour les Bulletins de l'*Association de Mulhouse pour prévenir les accidents de machines dans les ateliers*, pour ses appareils préventifs et tout ce qu'il a fait en vue du bien-être des ouvriers (VI^e et IX^e classes), ainsi qu'une mention honorable pour sa note sur les avantages des assurances collectives dans les fabriques.

MM. *Chaix et C^{ie}* ont obtenu une médaille d'argent pour les institutions qu'ils ont établies en faveur de leurs ouvriers (1).

MM. *Geneste fils et Hercher*, M. *E. Massère* ont été également récompensés pour leurs appareils et produits industriels.

(1) « MM. A. Chaix et C^{ie}, imprimeurs et libraires des chemins de fer, à Paris, ont exposé une série de brochures et de tableaux. Ces publications se rapportent aux Institutions fondées dans leur établissement et destinées à améliorer la condition des ouvriers dans les ateliers. Celles-ci se divisent en quatre catégories principales : 1^o *Prévoyance et épargne* : Caisse de secours mutuels; — caisse de retraite; — constitution d'un capital d'épargne pour les apprentis; — assurances en cas d'incendie et de décès; 2^o *Participation annuelle aux bénéfices* en faveur des ouvriers et des apprentis; 3^o *Enseignement professionnel* des jeunes typographes : Instruction technique; — cours scolaires; 4^o *Mesures contre les accidents* : Appareils adaptés aux machines; — service d'incendie; — instructions pour éviter les accidents.

» Cet ensemble d'institutions en faveur des enfants, des apprentis, des ouvriers adultes et des vieillards employés dans la maison de MM. A. Chaix et C^{ie} réalisait d'une façon complète le programme de la IX^e classe de l'Exposition, et, au point de vue de l'amélioration des conditions du travail dans les ateliers; aucun exposant, Etat, ville ou établissement industriel, n'a rien produit qui puisse lui être comparé. Non-seulement ces institutions sont en soi excellentes; mais elles accusent chez M. Chaix le noble souci du bien-être de ses ouvriers et une remarquable intelligence de leurs intérêts. De

A la suite de l'Exposition de Bruxelles, deux personnes, qui recueillent des documents sur les questions philanthropiques, ont écrit à M. le Secrétaire pour nous faire connaître qu'elles désireraient posséder la collection de notre Bulletin, et pour nous demander de consentir à leur attribuer notre exemplaire, qu'ils avaient vu exposé et particulièrement remarqué. Ce sont M. Gauthey, directeur du Musée royal de l'industrie à Bruxelles (pour ce Musée), et M. Bernhard Jansen, inspecteur royal des fabriques danoises, à Copenhague. (M. Jansen voyage, nous écrit-il, pour étudier tout ce qui peut présenter un certain intérêt pour l'organisation des différentes fabriques dans les pays de

tels exemples ne sauraient être assez encouragés et recommandés, et l'on ne s'explique pas que le jury n'ait décerné à l'auteur qu'une médaille d'argent alors que d'autres exposants, d'un bien moindre mérite, ont reçu des distinctions supérieures. Mais les suffrages du public ont déjà fourni à M. Chaix une large compensation, et l'on ne peut douter que l'œuvre à laquelle il se consacre ne fasse rapidement son chemin dans le monde. » — (*Le Français*, n° du 7 octobre 1876.)

« Mais c'est surtout dans le domaine de l'économie sociale que j'aurais dû relever, à côté des distinctions accordées à la Société centrale des architectes de Paris pour ses publications, au Cercle des ouvriers maçons et des tailleurs de pierre pour ses projets de concours, et à l'Association polytechnique pour la bonne organisation de ses écoles professionnelles, les médailles d'argent décernées à deux chefs d'industrie qui honorent leur pays et qui doivent être proposés pour modèles à tous les directeurs de grands établissements industriels : M. A. Chaix, de Paris, et M. Engel-Dollfus, de Mulhouse.

» M. Engel-Dollfus a été médaillé pour ses appareils préventifs, et l'ensemble de son œuvre en faveur des ouvriers. Il a reçu de plus une mention honorable pour une publication relative aux avantages des assurances collectives dans les fabriques.

» MM. Chaix et C^e, imprimeurs-éditeurs des chemins de fer, ont reçu les mêmes médailles d'argent pour les descriptions et tableaux qu'ils ont exposés des institutions fondées dans leur vaste établissement de la rue Bergère, ou plutôt pour les institutions elles-mêmes, qui, si elles étaient généralisées, réaliseraient pour la classe ouvrière un immense progrès. Aussi a-t-on été grandement surpris de ne pas voir figurer le nom de M. A. Chaix parmi les lauréats des médailles d'honneur, dont aucun n'apportait un ensemble aussi complet d'hygiène et de sauvetage moral de la condition des ouvriers appliqué dans ses ateliers. On peut dire que MM. Chaix et C^e ont tout prévu et qu'ils ont paré à tout : à l'ignorance par l'école primaire et l'école professionnelle, à l'imprévoyance par l'épargne, la caisse de secours mutuels et la caisse de retraites, aux accidents par les assurances en cas d'incendie et de décès, au découragement et aux mauvais sentiments par la participation aux bénéfices, aux besoins moraux par une large instruction technique, des cours scolaires et des conférences spéciales. Leur programme d'instruction pratique pour leurs apprentis est peut-être le plus complet qu'il existe. Les notions indispensables de notre législation civile y figurent à côté de celles de l'économie politique dans ses applications au commerce et aux relations sociales. On ne peut qu'admirer la logique, la précision et la haute moralité de cette organisation entière, qui, plus que toute autre certainement, répond à l'idéal poursuivi par le Congrès international de Bruxelles, et que j'ai eu le plus grand tort de ne pas mettre tout de suite à côté de la colonie agricole de Mettray et des sociétés ouvrières de Liège. » — (*L'Economiste français*, n° du 4 nov. 1876.)

l'Europe, et notamment pour les améliorations concernant les méthodes pour protéger les ouvriers contre les accidents par les machines, afin de les introduire dans les fabriques du Danemark ; ces documents, ajoute-t-il, seraient d'une très-grande importance pour lui et pour le but de la mission qu'il est chargé de remplir.

M. le Secrétaire a dû répondre, au nom du Bureau, à MM. Gauthy et B. Jansen, que, malgré son désir de leur être agréable, il regrettait ne pouvoir se dessaisir de cet exemplaire même, qui avait déjà figuré aux Expositions de Vienne et de Bruxelles, exemplaire qui devait être conservé comme souvenir de notre participation à ces Expositions. (La mention de ces récompenses sera inscrite sur les plats de la couverture de notre exemplaire, qui figurera également à l'Exposition de 1878.)

M. le Secrétaire fait connaître, en outre, que M. A. Chaix a adressé la lettre suivante à M. le Président de la Société :

« Monsieur le Président de la Société de protection des apprentis.

Notre Établissement vient d'obtenir à l'Exposition internationale d'hygiène et de sauvetage de Bruxelles (IX^e classe), une médaille d'argent pour ses Institutions en faveur des ouvriers et des apprentis.

Nous nous empressons de faire hommage à la Société de protection de la collection des documents que nous avons exposés.

Veuillez agréer, monsieur le Président, l'expression de nos sentiments respectueux.

A. CHAIX. »

Cet exemplaire, offert par notre collègue, sera précieusement conservé dans la Bibliothèque de la Société ; il enrichira la collection spéciale que nous formons.

EXPOSITION UNIVERSELLE DE PARIS, EN 1878. (*Mise à l'étude de la participation de la Société à l'*). — L'ordre du jour appelle l'examen de la question de la participation de la Société à l'Exposition universelle de Paris, en 1878.

Le décret suivant, du 4-5 avril 1876, porte qu'une Exposition universelle des produits agricoles et industriels s'ouvrira à Paris le 1^{er} mai 1878 :

« Le Président de la République française,

Sur le rapport du Ministre de l'agriculture et du commerce,
— décrète :

Art. 1^{er}. — Une Exposition universelle des produits agricoles et indus-

triels s'ouvrira à Paris le 1^{er} mai 1878 et sera close le 31 octobre suivant.

Les produits de toutes les nations seront admis à cette Exposition.

2. — Un décret ultérieur déterminera les conditions dans lesquelles se fera l'Exposition universelle, le régime sous lequel seront placées les marchandises exposées et les divers genres de produits susceptibles d'être admis. »

M. le Secrétaire ajoute que toutes les associations, toutes les sociétés s'appêtent en vue de participer à cette exposition universelle.

C'est ainsi que la presse assure que la Société protectrice des animaux compte prendre part à cette grande solennité.

« Un petit emplacement spécial lui serait réservé où elle exhibera, avec la loi Grammont, ses règlements protecteurs, les noms des administrateurs des comités ou des hommes qui auront particulièrement coopéré à l'œuvre qu'elle poursuit. »

M. le Président dit que le Bureau de la Société tient à se préparer à temps ; aussi a-t-il pensé qu'il était opportun d'étudier, dès maintenant, les questions relatives à l'emplacement, à l'exposition matérielle que nous pourrions faire, à quelle classe nous pourrions nous rattacher (probablement à celle de l'Enseignement professionnel), etc. Nous devons rendre visibles les points principaux qui font le fond de notre programme : « Instruire, — protéger, — moraliser. »

La Société consultée, croit que le moyen le plus pratique consiste, dans une délégation de pouvoirs au Bureau pour commencer ces études préparatoires.

En conséquence, le Bureau, dans sa prochaine réunion, où seront appelés MM. les Censeurs et M. Léon Riché, qui nous a prêté son obligeant concours pour nos précédentes fêtes de l'Enfance ouvrière, se préoccupera de se concerter avec le Comité d'admission à l'Exposition de 1878.

M. le Secrétaire fait observer qu'il ne paraît pas qu'on doive reproduire le Groupe X de l'Exposition de 1867, la publication de la liste des groupes ne contenant rien de semblable (*Journal offic.*, 29 octobre 1876), ce qui lui paraît regrettable.

Toutefois M. J. Périn dit que certains organes de la presse affirment que trois Congrès seraient en cours d'organisation pour l'année 1878 : un Congrès d'hygiène et de sauvetage ; un

Congrès de génie civil et de constructions ; et enfin un Congrès agricole.

Un membre ajoute qu'il sera fait aussi un Congrès des institutions de prévoyance.

M. *Albert Robin*, secrétaire du Comité des accidents de fabrique, croit devoir signaler, au nom du Comité, qu'il se propose d'exposer, pour sa part, de petits livrets afférents à diverses industries, contenant des recommandations utiles aux patrons, aux ouvriers et aux apprentis.

PROJET DE DISTRIBUTION DE RÉCOMPENSES AUX AGENTS DE L'AUTORITÉ *qui se sont signalés par leur zèle à veiller à l'exécution de la loi du 19 mai 1874.* — M. l'inspecteur *Maurice* rappelle qu'aux termes de l'art. 9 de la loi sur le travail des enfants, ceux de 10 à 12 ans ne peuvent être employés ni à porter, ni à trainer des fardeaux ; que ceux de 12 à 14 ans ne peuvent porter une charge dépassant le poids de 10 kilogrammes ; que pour ceux de 14 à 16 ans la charge ne doit pas dépasser 15 kilogrammes, et qu'enfin les enfants de 12 à 16 ans ne peuvent trainer des charges excédant les efforts supérieurs à ceux qui correspondent aux poids indiqués ci-dessus. (Voy. art. 3 du 4^{me} Règlement d'administration publique)

Les gardiens-de-la-peace ont reçu de la Préfecture de Police des instructions pour constater les contraventions qui seraient commises sur la voie publique. Depuis le mois de mars, où ce service fonctionne, un certain nombre de ces contraventions ont déjà été relevées (200 environ).

Le patron délinquant est, dans les cas les moins graves, admonesté par le commissaire de police ; dans les autres cas, un procès-verbal est dressé contre lui.

Ces procès-verbaux sont communiqués à M. l'inspecteur du travail des enfants.

Le nombre de ceux qui sont déjà passés sous ses yeux prouve que les gardiens-de-la-peace apportent un empressement très-louable à remplir cette partie de leur service.

M. *Maurice* demande au Bureau s'il ne considérerait pas que la Société de protection des apprentis, — comme le fait la Société protectrice des animaux, — pût décerner des récompenses à ceux de ces agents qui se sont montrés les plus attentifs à signaler les patrons qui abusent des enfants qu'ils emploient soit pour le port, soit pour la traction de fardeaux ?

M. le Président déclare, au nom du Bureau, que cette proposition lui paraît juste, sage, et de nature à être prise en considération par la Société, parce qu'elle pourra produire un excellent effet. Ce sera un moyen de montrer que la loi devient, enfin, une réalité, une vérité !

La Société accueille à l'unanimité le projet de récompenser les gardiens-de-la-peace agents de protection de l'enfance.

M. le Président ajoute qu'après la distribution de ces récompenses, le compte-rendu accompagné de la liste des récompenses pourra être publié, ce qui ne manquera pas d'appeler l'attention des industriels sur l'obligation d'exécuter la loi et devra partant diminuer le nombre des procès-verbaux.

M. le Secrétaire croit que nous pourrions procéder à notre première distribution des récompenses aux gardiens de l'autorité dans notre prochaine séance.

La Société vote, en conséquence, la dépense afférente à cette distribution des récompenses, et décide que cette première distribution est fixée au jeudi 4 janvier 1877.

M. le Président donne aussitôt communication du projet de lettre qui sera adressée à M. le Préfet de police :

« A Monsieur le Préfet de police,

MONSIEUR LE PRÉFET,

La Société de protection des apprentis et des enfants des manufactures a été heureuse d'apprendre que, grâce à la sollicitude de votre Administration, les gardiens-de-la-peace ont été invités à dresser procès-verbal des contraventions en vertu de la loi du 19 mai 1874, lorsque de jeunes apprentis sont rencontrés dans les rues accablés sous le poids de charges trop lourdes ou exposés à des dangers quelconques par suite d'une violation des dispositions de la loi.

La Société qui, dans ses séances solennelles, a, plusieurs fois déjà, distribué des médailles et des diplômes aux personnes qui contribuent à protéger l'enfance ouvrière, s'associerait bien volontiers à votre œuvre, s'il pouvait vous convenir de lui adresser une liste de Gardiens-de-la-peace que vous jugeriez dignes d'une récompense de cette nature.

Dans ce cas, la Société procéderait le 4 janvier, dans sa prochaine séance générale (non publique), à la distribution des récompenses ainsi proposées par vous.

Veuillez agréer, Monsieur le Préfet, l'hommage de nos sentiments de haute considération.

COMMUNICATIONS DIVERSES. — M. Albert Robin fait une commu-

nication verbale sur une intéressante *Association de Couturières*, qui existe à Copenhague.

Il dépose sur le bureau une *Notice* sur cette association, qui a été présentée au Congrès d'hygiène et de sauvetage de Bruxelles en 1876, par M. Louis Brandes, médecin de l'hôpital général à Copenhague.

(Cette notice sera placée dans la Bibliothèque de la Société de protection.)

— A l'occasion de la lettre de M. l'inspecteur divisionnaire L. Plassiard, membre perpétuel de la Société de protection, dont il a été donné lecture par M. le Secrétaire, dans le dépouillement de la Correspondance, fait au commencement de la séance, M. Maurice, inspecteur divisionnaire du travail des enfants, demande à ajouter qu'il se trouvait dernièrement à Nancy et que son collègue M. Plassiard l'a prié de recommander à la bienveillance de la Société l'École professionnelle Ste-Anne à Nancy (rue Jeannot, 8 bis), œuvre de création récente, mais qui promet les meilleurs résultats. (Voy. ci-après la *notice* sur cette Maison.)

M. le Président dit que, bien que, en principe le vote d'une dépense doive être l'objet d'une instruction préalable, il pense qu'en conséquence de la lettre de M. l'inspecteur Plassiard, qui nous renseigne très-complètement, et de l'observation présentée par M. Maurice, cette demande pourrait être, de la part de la Société, l'objet d'un vote immédiat.

L'assemblée, consultée, émet l'avis qu'elle peut statuer de suite.

Sur la proposition du Bureau, la Société vote une somme de 300 fr. en faveur de l'École professionnelle Ste-Anne de Nancy.

— M. le Secrétaire propose à l'assemblée de voter des remerciements à l'un de nos plus zélés correspondants M. Ch. Nathan-Picard, de Nancy, qui en nous faisant parvenir le montant de plusieurs cotisations recueillies par ses soins nous écrivait :

« J'accepte avec plaisir le titre de correspondant de votre Société et je serai charmé de pouvoir contribuer à son développement et à sa prospérité. »

L'ordre du jour étant épuisé, la séance est levée.

Le Secrétaire,
JULES PÉRIN.

RAPPORT

SUR LE CONGRÈS INTERNATIONAL D'HYGIÈNE ET DE SAUVETAGE

par M. le Dr MARJOLIN, vice-président de la Société.

MESSIEURS,

En venant vous entretenir aujourd'hui du Congrès international d'hygiène et de sauvetage tenu récemment à Bruxelles et vous rendre compte de la mission honorable dont vous m'aviez chargé, je n'ai nullement la prétention de vous faire une analyse même très-succincte des diverses discussions qui, par leur nature, se rattachent plus à nos travaux habituels, encore moins de vous décrire tout ce que l'Exposition belge renfermait d'intéressant à notre point de vue; une pareille tâche serait au-dessus de mes forces et surtout de mes connaissances; je me bornerai donc à vous faire part des diverses impressions que ce voyage a laissées dans mon esprit et à vous parler des avantages que nous pouvons retirer de l'étude des questions contenues dans le programme.

J'ignore quelle fut la pensée de chacun d'entre vous, lorsque pour la première fois, vous entendîtes parler du projet de cette exposition, dont le titre tout nouveau comprenait dans son vaste ensemble, non-seulement des questions d'hygiène médicale ou de sauvetage dans les cas d'incendie, de naufrage ou d'accidents de mines, mais encore toutes les questions d'économie sociale les plus diverses, ayant trait à ce que l'on pourrait nommer l'hygiène et le sauvetage par l'action morale de l'instruction, de l'éducation et des institutions d'association ou de prévoyance.

Comment ne pas s'égarer au milieu de sujets si variés, comment surtout éviter les rêveries et les divagations des utopistes et arriver à des conclusions pratiques d'une application possible dans des questions aussi délicates, touchant souvent aux intérêts les plus opposés? Il fallait pour cela beaucoup d'ordre et de prudence; c'est ce que le Comité belge a parfaitement compris en établissant de grandes divisions et en indiquant la manière dont les discussions devaient être dirigées. Grâce à ces précautions, ce congrès, le premier de ce genre, dont l'initiative appartient entièrement à la Belgique, a pleinement réussi et tous ceux d'entre vous qui ont visité l'exposition, suivi les séances et qui ont eu la bonne fortune de s'entretenir avec les nombreux

étrangers, envoyés par leurs gouvernements ou venus sans aucun caractère officiel, pourront vous affirmer qu'il est impossible que tôt ou tard, il n'en résulte pas pour la société de précieux avantages.

Honneur soit donc rendu à la Belgique et à son Souverain pour avoir inauguré cette ère nouvelle de progrès, à une époque où la solution de tant de problèmes économiques intéresse à un si haut degré la tranquillité et l'avenir de toutes les classes de la société.

Très-probablement, messieurs, il est arrivé à plus d'un d'entre vous, à la veille d'entreprendre un voyage avec d'agréables compagnons de route, de recevoir la mauvaise nouvelle qu'ils ne pourront vous accompagner. Ce fut là ma première contrariété. Privé du concours éclairé de deux de nos collègues les plus zélés, M. Leroux et M. Albert Robin, je vis de suite que non-seulement ma tâche allait devenir plus lourde, mais ce qui était plus regrettable, c'est que les renseignements que vous désiriez connaître seraient incomplets. C'était là un fâcheux début, mais ce n'était rien encore à côté de l'impression que je ressentis à mon arrivée à Bruxelles, et nul doute que vous n'eussiez tous été aussi désappointés, en voyant combien en France nous avions peu songé à l'avance à nous organiser d'une manière sérieuse et à quel chiffre intime nous étions réduits, pour prendre part aux discussions. Certes, les listes des délégués du gouvernement et des sociétés privées renfermaient une longue série de noms des plus honorables, mais cela ne suffisait pas et mieux eût valu moins d'annoncés et plus de présents. Or, plus nous approchions de l'ouverture du congrès, plus le nombre des excuses et des défections augmentait, de sorte qu'il était évident que nous allions nous trouver réduits à un petit groupe, tandis que les autres nations étaient en mesure de nous opposer des phalanges aussi nombreuses que bien disciplinées.

Enfin, un autre motif de tristesse, c'était en comparant l'ensemble de notre exposition avec les autres, de constater combien peu de nos villes les plus importantes étaient représentées ; ainsi, tandis qu'à l'étranger il y avait, au nom de l'État, un ensemble imposant et de la part de l'initiative privée une spontanéité considérable, chez nous au contraire, Paris et ses grandes administrations semblaient seuls avoir répondu aux appels incessants de notre comité et fait presque tous les frais de cette

exposition d'un nouveau genre, où la France aurait pu cependant se montrer sous un aspect moins modeste. Ne vous étonnez donc pas, d'après cela, si notre part dans les récompenses a été aussi minime, tandis que plusieurs autres nations avec lesquelles nous aurions pu lutter avec avantage, ont recueilli les fruits d'une organisation mieux entendue.

Heureusement, Messieurs, si nous avons péché par ce manque de prévoyance et l'infériorité trop marquée du nombre d'exposants sérieux, la Société comptait parmi eux plusieurs de ses membres dont le dévouement aux classes ouvrières n'a jamais fait défaut : MM. Engel-Dollfus, Chaix, Herscher, etc. De plus, nous avons entendu dire à la fin du congrès par d'honorables étrangers, que dans toutes les discussions la France s'était montrée digne des plus grands éloges ; ce sont là de bonnes paroles qui doivent nous faire prendre courage et nous engager à faire mieux encore.

Messieurs, je ne croirais pas avoir rempli ma mission et répondu à vos intentions si, au lieu de vous dire la vérité, je me contentais de vous adresser de ces paroles flatteuses, bonnes pour endormir et perdre ceux qui les écoutent. Non ; permettez-moi donc de vous parler avec toute la sincérité d'une personne qui n'a qu'une pensée : celle de nous voir, à force de travail, de persistance, d'énergie, reprendre le rang que nous avons perdu. Il y a des nations qui ont grandi et se sont relevées par le malheur ; que cet exemple ne soit pas perdu pour nous, tâchons donc à notre tour d'en profiter sans perdre un moment, et de nous préparer, dès à présent, à la grande lutte internationale de 1878.

Il ne faut pas se faire d'illusion, nous avons plus d'un côté faible à fortifier, plus d'une imperfection à faire disparaître, et, sans vouloir prétendre que tout soit parfait à l'étranger, il faut cependant avoir le bon sens de reconnaître qu'au dehors de la France, il s'est fait dans ces dernières années de grands progrès, non-seulement dans l'industrie, mais dans tout ce qui touche à l'instruction, et aussi dans tout ce qui a trait au bien-être des classes ouvrières ; l'Exposition de Bruxelles en est une preuve ; aussi sans chercher à vouloir tout imiter, il est bon cependant d'étudier les exemples qui nous sont offerts et d'en profiter.

Messieurs, comme je vous le disais en commençant ce rapport,

le Congrès de Bruxelles n'avait pas seulement pour but de perfectionner et de vulgariser les moyens destinés à garantir, protéger ou sauver la vie des hommes, les promoteurs de cette grande assemblée humanitaire pensèrent, avec raison, qu'il y avait au-dessus d'une œuvre purement matérielle, une œuvre plus noble, plus élevée, le salut de l'homme par l'hygiène morale, cette hygiène qui, commencée dès notre enfance par l'éducation dans la famille, dans l'école, dans l'atelier, nous enseigne nos devoirs envers les nôtres, envers nous-mêmes, envers la société, et nous met en garde contre tous les mauvais conseils qui ne peuvent nous conduire qu'à une fin déplorable. C'est pour ce motif qu'après avoir créé les deux premières sections de l'hygiène et du sauvetage physiques, les promoteurs du congrès en ont ajouté une troisième, la plus importante peut-être, celle de l'économie sociale ; section comprenant non seulement tout ce qui a trait à l'éducation et à l'instruction élémentaire ou professionnelle, mais toutes les nombreuses institutions ayant pour but l'amélioration de la condition des classes ouvrières. C'est naturellement à cette section que votre Société se rattachait, ses fondateurs n'ayant eu qu'une pensée, celle de la protection morale et physique de l'apprenti ; aussi avons-nous dû non-seulement étudier avec soin tout ce que l'exposition contenait de plans et d'objets se rapportant à ces questions, mais aussi assister régulièrement à chacune des séances, afin de suivre les discussions et de pouvoir au besoin exposer tout ce que la France et notamment la Société de protection des apprentis avaient fait de bien pour l'éducation et l'instruction de l'enfance ouvrière, et l'amélioration du sort des classes laborieuses.

Messieurs, lorsque dans un instant vous allez connaître les titres des sujets indiqués dans le programme et lorsque vous saurez que pour les traiter, il n'était accordé que quinze minutes, c'est-à-dire juste le temps indispensable pour lire l'exposé sommaire des principaux points à développer, vous vous demanderez probablement, de quelle utilité peuvent être des réunions dans lesquelles on peut à peine effleurer des questions dont l'étude a souvent absorbé la vie entière d'un homme ; à cela je me hâterai de vous répondre, que les congrès ont cet immense avantage de rapprocher des personnes qui avaient besoin de se connaître et qu'en dehors des séances, il y a de ces cause-

ries intimes où l'on apprend plus par l'échange des idées et de l'expérience, qu'en écoutant de longs discours d'apparat ; dans ces entretiens on n'est plus troublé par la vue de l'auditoire, encore moins pressé par le temps ; on est à son aise, on ne cherche plus à briller, on cherche simplement à s'instruire et c'est là véritablement que l'on peut acquérir la conviction que ces assemblées sont utiles et profitables.

Messieurs, je ne saurais vous donner une meilleure idée de l'importance des travaux de la troisième section, Économie sociale, qu'en vous énonçant textuellement les neuf questions mises à l'ordre du jour pour chacune des six séances. Pour arriver à les examiner et les discuter toutes, d'une manière sérieuse, il a fallu, et vous allez le comprendre, beaucoup d'activité et surtout beaucoup d'ordre ; heureusement, grâce à la bonne direction donnée aux débats, par MM. les présidents, ce qui semblait au premier abord impossible s'est effectué sans la moindre confusion, et, bien qu'il ait été interdit de formuler même des vœux, il n'en restera pas moins et des rapports et des discussions qui les ont suivis, de précieux renseignements dont chacun pourra profiter.

Maintenant que vous êtes complètement initiés à ce qui se passait dans ces réunions, permettez-moi de vous donner connaissance du texte de la 1^{re} question, sur laquelle M. le Dr Paul de Namur fit un rapport des plus intéressants.

1^{re} QUESTION. — Déterminer les dispositions que les habitations privées doivent présenter au point de vue de la morale et de l'hygiène. Décrire et examiner l'orientation, les procédés de chauffage, de ventilation, d'éclairage, les moyens d'alimentation d'eaux potables et d'eaux pour les usages domestiques, les systèmes de canalisation pour l'écoulement des eaux ménagères et des déjections.

Rechercher la solution économique de la question précédente appliquée à la construction de maisons ouvrières. Faire connaître les meilleurs types de ces maisons, indiquer les combinaisons les plus favorables pour que l'ouvrier puisse les acquérir ; préciser et comparer les résultats obtenus par les sociétés coopératives, les sociétés anonymes et les chefs d'industrie.

Pour peu que vous ayez réfléchi aux termes de cette question, vous penserez, je n'en doute pas, qu'il eût été préférable de

renvoyer presque tout le premier paragraphe à la section d'hygiène proprement dite, réservant le deuxième paragraphe pour la section d'économie sociale; on aurait eu un peu plus de temps pour comparer, d'une part, comment le climat et les habitudes des peuples exigent des dispositions nécessairement variées dans les habitations, et on eût été aussi plus à même, étant débarrassé de cette partie de la question, d'étudier et de comparer tout ce qui avait été fait dans le but de faciliter à l'ouvrier les moyens de devenir propriétaire, si c'était toujours pour lui un avantage; et, au point de vue moral, quels avaient été les résultats de cette innovation dont quelques villes, Mulhouse notamment, et quelques grandes compagnies industrielles ont été les promoteurs. L'influence morale que l'habitation exerce sur l'homme est telle, qu'elle suffit souvent pour le perdre entièrement et le rabaisser jusqu'au niveau de la brute; ce que l'insalubrité morale d'un logement peut amener de fautes, de crimes est incalculable, et ce n'est pas seulement dans l'affreux taudis où sont entassés pêle-mêle tous les membres d'une pauvre famille que nous devons signaler l'insalubrité morale, car nous la trouvons encore, dans ces grandes et belles maisons, où, confinée au même étage, éloignée de toute surveillance, toute la population domestique en subit la fâcheuse influence.

La 2^{me} question, se rapportant plus spécialement à nos travaux et ayant soulevé une discussion qui intéresse à un très-haut degré l'amélioration et les progrès de l'instruction professionnelle, je vous demanderai de m'y arrêter un peu plus. Voici dans quels termes elle était conçue :

2^{me} QUESTION. — Dans quelle mesure faut-il introduire l'enseignement de la gymnastique dans les écoles primaires et moyennes de filles et de garçons : dans les villes; dans les campagnes?

Aujourd'hui la nécessité de la gymnastique et de tous les exercices propres à développer la force, l'agilité, l'adresse est tellement reconnue qu'il serait inutile d'insister sur ce point, seulement puisque l'occasion s'en présente, je ne puis m'empêcher de dire qu'il est bien regrettable que cet enseignement soit encore aussi peu répandu en France, tandis qu'à l'étranger il constitue pour toute la population une partie réglementaire et obligatoire de l'instruction.

Certainement, depuis quelques années, la commission chargée

par le ministre de l'instruction publique de surveiller l'enseignement de la gymnastique, a déjà obtenu, grâce au zèle de notre honorable collègue, M. le baron Larrey, que dans nos lycées cette partie de l'éducation ne fût plus comme autrefois presque complètement négligée; mais lorsque l'on songe que dans bon nombre de nos grandes villes, les locaux des écoles communales sont encore trop peu spacieux pour se prêter à la possibilité des exercices les plus simples, nous sommes forcés de convenir qu'il reste encore beaucoup à faire pour être au niveau de ce qui se pratique chez nos voisins.

Enfin, faut-il le dire, pour démontrer comment nous comprenons non pas seulement le progrès, mais nos intérêts les plus chers, il a suffi, et cela dans une de nos plus riches cités industrielles que je viens de visiter, qu'une administration municipale eût voté les fonds nécessaires à l'enseignement gymnastique dans toutes les écoles communales, pour que l'administration qui lui a succédé ait jugé bon de les réduire presque à néant. Que l'on modifie le programme des études, que l'on change les méthodes, cela s'est vu malheureusement trop souvent, mais aller jusqu'à retrancher presque totalement la gymnastique; parce que ceux qui vous ont précédé et qui l'ont reconnue nécessaire, ne partageaient pas en politique vos opinions, c'est pousser par trop loin l'esprit de parti.

Étant maintenant admis que désormais la gymnastique sera non-seulement adoptée en principe, mais mise en application dans toutes nos écoles, faudra-t-il se borner aux exercices de force, d'agilité? Eh bien, non, il y a encore à chercher si on ne peut pas à leur tour soumettre nos sens à une éducation particulière qui les développera et nous donnera la facilité de les utiliser dans tous les actes de la vie. Cette éducation sera ce que nous nommerons la gymnastique des sens.

Chacun de nous fait à chaque instant, comme M. Jourdain, exécuter à ses sens une gymnastique continuelle, sans réfléchir au profit qu'il en tire et aux avantages que l'on pourrait en obtenir en l'introduisant de bonne heure dans l'éducation.

Les services que les sens nous rendent journellement, sont tellement utiles, qu'il est indispensable de les développer de très-bonne heure en les mettant au service de notre pensée; et de même que par des exercices corporels gradués suivant l'âge nous donnons à nos muscles, à nos mouvements, de la

force, de la souplesse, de même en appliquant peu à peu nos sens à la solution de certains problèmes, non-seulement nous les développons, mais nous les amenons à un degré de précision tel que plus d'une fois il a causé notre étonnement et notre envie. Qui de nous, en effet, n'a pas été émerveillé d'entendre un fermier répondre avec assurance, après une tournée dans son champ ou sa vigne : il y aura cette année tant de gerbes de blé, ou tant de poinçons de vin, et nous pouvons être certains à l'avance qu'il ne se sera point trompé ; enfin, qui de nous, en voyage dans les montagnes, ne s'est pas mépris sur la distance à parcourir, faute d'avoir l'expérience d'un guide.

Cette justesse d'appréciation de l'étendue, de la quantité, de la chaleur, de la densité étant surtout dans toutes les professions de la plus grande utilité et ne pouvant s'acquérir que par l'exercice et le raisonnement, autrement dit par la gymnastique continuelle des sens, il importe de la vulgariser dans toutes les écoles, dans les villes comme dans les campagnes, car non-seulement elle est une excellente introduction à l'éducation professionnelle, mais en forçant l'élève à réfléchir et à se rendre compte de ce qu'il perçoit, elle contribue au développement de l'intelligence et si nous avons besoin de vous citer des exemples, nous n'aurions qu'à vous rappeler la supériorité d'instruction et d'intelligence pratiques chez les apprentis sortant des écoles de La Villette ou de la rue de Tournefort. C'est là, Messieurs, un fait incontestable et qui doit engager à voir dans toutes nos grandes villes adopter ce mode simultané d'enseignement dont nous sommes surtout redevables à notre honorable collègue M. Gréard.

Nous ne sommes jusqu'ici arrivé qu'à la 3^{me} question, et lorsque vous allez la connaître, vous verrez encore quel soin il faudrait apporter dans la rédaction d'un programme, pour ne pas mêler ensemble des sujets qui doivent être traités séparément.

3^{me} QUESTION. — Étudier les causes de la dépopulation des campagnes et les moyens d'y remédier. Rechercher la meilleure méthode pour combiner l'enseignement primaire des enfants et des adultes avec l'instruction professionnelle pour les filles et pour les garçons : dans les campagnes, dans les villes.

Messieurs, s'il est une question qui ait plus préoccupé, non-seulement les économistes mais aussi les agriculteurs de tous

les pays de l'Europe, c'est de chercher à prévenir la dépopulation des campagnes, ce fléau de notre époque qui s'accroît non-seulement en raison de l'agrandissement des villes mais aussi par suite d'une mauvaise direction donnée à l'instruction, direction telle, qu'aujourd'hui bien peu de jeunes gens consentent à continuer la profession de leurs parents, surtout lorsqu'elle est aussi fatigante que la culture; de nos jours on se croit déshonoré d'être laboureur, ce que l'on veut avant tout c'est être dans une administration.

Ce fait est tellement grave que l'on s'en est ému dans tous les pays et que la Société des agriculteurs de France, comprenant parfaitement comment il faut entendre et développer l'instruction dans les écoles rurales a non-seulement proposé comme moyens palliatifs, la fondation d'orphelinats agricoles, ainsi que l'extension des colonies pénitenciaires pour les jeunes détenus; mais que donnant ensuite un très-bon exemple, fort heureusement suivi dans quelques départements, elle a créé des prix pour les instituteurs et les institutrices dont l'enseignement aurait pour but principal, de prévenir l'émigration dans les villes en développant le goût de l'agriculture et des travaux qui s'y rattachent.

Messieurs, vous venez de m'entendre parler d'orphelinats agricoles et de colonies pénitenciaires de jeunes détenus, j'espère pouvoir un jour vous entretenir de ces divers établissements, non-seulement au point de vue de l'éducation professionnelle, mais aussi des avantages qu'il y aurait pour de malheureux enfants plus abandonnés que coupables à être recueillis dans ces établissements afin d'être à même de devenir un jour d'honnêtes ouvriers. Pour le moment, permettez-moi de vous dire que profitant de mon séjour en Belgique, j'ai voulu visiter trois établissements désignés sous le nom d'Écoles de réforme. Ces établissements situés à peu de distance de Bruges, comprennent trois grandes divisions : celles de Ruysselede et de Wynghene destinées aux garçons, et celle de Beernem où sont élevées les jeunes filles.

Ces trois maisons, qui renferment près de 800 mendiants ou vagabonds des deux sexes, pourraient plutôt être considérées comme de véritables maisons d'éducation, tant elles sont remarquables non-seulement par la discipline toute paternelle, leur excellente organisation, l'ordre et la propreté qui règnent

partout, mais aussi par le soin que l'on apporte à donner aux colons une instruction élémentaire et professionnelle en rapport avec leur situation et surtout pouvant, aussitôt leur rentrée dans le monde, les mettre parfaitement en état de pourvoir honnêtement à leur existence.

Rien du reste ne peut vous donner une idée plus juste de la pensée qui a présidé à l'éducation et à l'instruction de ces enfants que la phrase suivante empruntée au 7^{me} rapport adressé à la Chambre des représentants pendant la session de 1855 et 1856 sur la situation des écoles de réforme. « L'apprentissage à » l'école de réforme n'a pas pour but et pour effet de former » des ouvriers complets, mais de préparer les enfants à l'exer- » cice de telle ou telle profession en rapport avec leurs forces, » leurs goûts et leurs besoins futurs. Toute idée de contrainte » est écartée; le colon choisissant, pour ainsi dire, librement » le métier qui doit pourvoir à son existence, y prend intérêt, » et l'on peut compter que ses progrès seront rapides lorsqu'au » sortir de l'établissement il se trouvera dans les conditions de » la vie ordinaire. »

A Ruyssede on a aussi adopté le système de l'alternance des travaux, système d'autant plus avantageux dans une colonie agricole que non-seulement été comme hiver, on peut mettre à profit les forces et les aptitudes des enfants de tout âge, mais que cette succession et cette variété d'occupations stimulent leur ardeur, développent leur intelligence et leur font prendre goût au travail.

En dehors de l'instruction agricole proprement dite, qui est parfaitement comprise, il y a dans la colonie des ateliers de tailleurs, de cordonniers, de fileurs, de tisserands, de fabricants de chapeaux de paille, de menuisiers, de charrons, de forgerons, de serruriers, etc. D'après cette énumération vous voyez de suite, que le choix ne manque pas et qu'il y en a pour tous les âges et même pour tous les goûts, car il y a de plus une école où ceux qui se destinent à la marine reçoivent une instruction toute spéciale.

La Société de protection des apprentis s'étant constamment occupée de chercher à améliorer la situation des enfants abandonnés et à les préserver de la misère et des suites si tristes du vagabondage, j'ai pensé remplir vos intentions en visitant en détail ces établissements dont l'admirable tenue fait le plus

grand honneur à la Belgique, et, si vous me le permettez, j'essaierai de décrire rapidement ces trois écoles dans lesquelles on n'a négligé aucune des améliorations suggérées par l'expérience et l'étude de tout ce qui avait été fait à l'étranger. Je n'oserais pas soutenir qu'il ne reste plus rien à ajouter ou à modifier, ce serait trop dire, mais ce qui est certain c'est qu'il y a toujours à profiter en étudiant d'aussi bons modèles.

Les écoles de réforme de Ruysslede, Wynghene et Beernem forment un groupe, distant de 5 kilomètres de la station de Bloemendaël, sur le chemin de fer entre Bruges et Gand. La route est tellement agréable, que le visiteur qui est muni d'une autorisation du Ministre de la justice, doit faire cette promenade à pied ; c'est du reste la meilleure manière de se rendre compte de la nature du sol et des améliorations qu'il a subies par la culture. Les trois établissements dont nous venons de parler et dont l'institution fut décrétée par un arrêté royal du 8 mars 1849, sont réunis sous une direction commune et suffisamment distants pour maintenir convenablement la division des sexes et des catégories.

Ruysslede n'est pas une prison, une maison de détention avec des grilles, des verrous, mais une véritable ferme-modèle, d'un aspect riant, où l'on enseigne et met en pratique les meilleurs procédés agricoles usités dans le pays. Non-seulement l'ordre et le bon état du matériel, le plus habituellement fabriqué et entretenu par les colons, mais la belle tenue des écuries, des étables et la beauté des bestiaux sont une preuve de la surveillance éclairée du directeur M. Poll, qui dans cette mission difficile, se montre le digne successeur d'un père qui a tant fait pour l'organisation de cette colonie.

A la ferme se trouve annexé un magnifique potager, dont les carrés sont limités par des arbres fruitiers de toutes sortes, taillés avec ce soin qui est particulier à la Belgique ; de plus, comme un bon jardinier doit connaître non-seulement la culture maraîchère, mais aussi savoir faire des primeurs, il y a un nombre suffisant de bâches, de couches et en outre une très-belle serre à raisins dont les produits sont très-recherchés. Joignez à cela un enseignement élémentaire suffisant et vous aurez alors l'idée d'une colonie agricole bien comprise.

Bien souvent, Messieurs, on a pensé que l'on pourrait diriger avec raison vers d'autres carrières que l'agriculture ou l'indus-

trie une partie de ces enfants qui ont tout autant besoin d'être maintenus par la discipline que de donner essor à une fougue, à un besoin de mouvement qui bien conduits leur ouvriraient certainement une existence nouvelle, dans laquelle ils pourraient se distinguer et rendre de véritables services à leur pays ; on a songé aux engagements dans l'armée et dans la marine et c'est en partie dans ce but que dans presque toutes les colonies agricoles on a adopté dans une sage limite, le régime et les exercices militaires. Rien n'est plus curieux que de voir le sérieux et l'ensemble avec lesquels ces enfants manœuvrent ou défilent au bruit du tambour ou aux sons d'une excellente musique (1) ; cette initiation aux habitudes et à la discipline militaires, commencée de bonne heure, a cet immense avantage d'amener peu à peu, sans violence, les natures les plus rebelles à la soumission, à l'ordre, à la propreté ; aussi sous tous ces rapports, on ne saurait trop se féliciter de voir, de nos jours, cette innovation s'introduire dans presque tous les établissements d'éducation publics ou privés.

A. Ruysselede on pouvait parfaitement préparer les jeunes colons à entrer dans l'armée, soit comme soldats ou musiciens ; mais pour former des mousmes, il fallait une école spéciale, avec un enseignement différent et de plus un matériel assez complet pour être à même de familiariser les enfants avec tous les exercices et les manœuvres qui s'exécutent à bord d'un bâtiment. C'est à cela que l'on a pourvu en établissant à quelques centaines de mètres de la grande ferme, sur le territoire de Wynghe, une petite école navale tout aussi bien organisée que l'école d'agriculture.

Dans ce but, on a creusé dans une prairie un vaste bassin, au milieu duquel s'élève un trois-mâts de cent pieds de long, sur vingt-quatre de large, complètement armé, avec ses agrès, ses voiles et ses caronades, où les élèves sont exercés sous la direction d'un chef, ancien contre-maître de manœuvre de 1^{re} classe au service de la marine de l'État. Le bâtiment, où logent

(1) En Belgique et en France, il y a aujourd'hui dans beaucoup de maisons d'éducation publiques ou privées, pénitentiaires ou non, dirigées par des laïques ou des congréganistes, des corps de musique ou des fanfares remarquables par le degré de perfection qu'ils ont atteint. Grâce à ce genre d'instruction, bon nombre de jeunes gens ou de jeunes colons ont pu entrer avec avantage dans les corps de musique de l'armée.

les jeunes mousses et qui est parfaitement distribué, renferme, outre les dortoirs et les salles d'étude pouvant contenir jusqu'à cent quatre élèves, un dépôt de voiles, de poulies et de cordages, une salle d'armes, où sont rangés les piqués, les haches et les sabres d'abordage, en un mot ; l'État et les particuliers n'ont rien négligé pour que dans cette nouvelle école on pût recevoir une instruction théorique et pratique sérieuse. En sus des connaissances spéciales que doivent posséder ces enfants, on leur enseigne le français et l'anglais.

Maintenant que vous connaissez dans quelles conditions les deux écoles de garçons ont été installées, voyons un peu quels ont été les résultats moraux de cette institution que la Belgique nous a empruntée, en ajoutant toutes les modifications qu'elle a jugées indispensables pour compléter par l'éducation et le travail, cette œuvre si difficile de la régénération des enfants abandonnés.

Quant à ces résultats qu'il importe de signaler tant ils sont encourageants et portent avec eux de précieux enseignements, je ne saurais mieux faire pour vous les faire connaître que de reproduire quelques passages des comptes-rendus présentés au Ministre de la justice et aux Chambres belges par M. Éd. Ducpétiaux et de son exposé en 1861 sur la situation des écoles de réforme (1).

Constatons d'abord un fait des plus importants, qui atteste l'excellence de la direction de ces établissements ouverts de toutes parts ; c'est que du mois d'avril 1849 au 1^{er} janvier 1856, sur 1,167 garçons admis dans cet intervalle, il n'y a eu que 11 évasions ! Une proportion aussi minime ne peut s'expliquer que par la douceur de la discipline de la maison, qui la fait aimer par ces enfants, habitués jusqu'alors à vivre dans la misère et trop souvent accablés de mauvais traitements.

Si nous relevons dans une période de 5 années, de 1850 à 1855, le chiffre des punitions, nous voyons qu'en 1850 leur nombre qui s'élevait jusqu'à 141 pour 100 colons, n'est plus que de 21 en 1855.

(1) Pour les personnes qui ne pourraient pas visiter les écoles de réforme de Ruyselede et de Beernem, on ne saurait trop leur conseiller l'étude des Rapports de M. Ducpétiaux, inspecteur général des prisons et des établissements de charité, et correspondant de l'Institut de France. (Académie des sciences morales et politiques.)

« Au surplus, dit l'honorable rapporteur, rien n'est négligé » pour relever le moral des colons, pour leur inculquer le sentiment de la dignité humaine et du devoir, pour leur donner » la conviction que le travail, la bonne conduite et l'honnêteté » sont après tout les meilleurs moyens de faire son chemin » dans le monde. » Mais aussi, en Belgique, ces établissements ne sont pas, comme dans d'autres pays à peu près inconnus de tous, au contraire, et nous voyons dans les rapports, que plusieurs des ministres et des membres de la législature les visitent ; le Roi lui-même se rend le 28 juillet 1845, avec toute sa famille, à Ruysselede pour se rendre compte de l'état de la colonie ; il parcourt chaque division de l'établissement, adressant des félicitations bien méritées à chacun des principaux membres du personnel, et ne les quitte qu'en les assurant de son concours pour aider au développement de cette œuvre de réforme et de charité.

Nul doute que cette visite, véritable événement, n'ait vivement impressionné toute cette jeune population, mais quelle ne dut pas être la joie de tout ce monde, lorsqu'un jour on apprit que deux riches dames des environs, madame de Naeyer Van Caneghem et madame Vanderbruggen sa fille, avaient invité toute la colonie à venir à 2 lieues $1/2$ de là, passer une journée au château de Bellem. De si bonnes actions sont tellement rares, que je n'ai pu résister au désir de vous en communiquer le récit et les réflexions qu'il a inspirées à la personne qui en fut témoin.

« Le départ eut lieu le matin de bonne heure, et vers dix » heures, les 500 colons firent leur entrée, musique et drapeau en tête, en pelotons serrés, accompagnés de leurs surveillants. Plusieurs milliers de spectateurs avaient été admis » dans les jardins et le parc où, sur une vaste pelouse, étaient » disposés des tables et des bancs. La solennité commença par » un concert d'harmonie et de chant et par une répétition générale des exercices militaires et gymnastiques. Une collation » abondante, servie par les habitants du château eux-mêmes, » restaura promptement les forces des colons, qui se répandirent » immédiatement après dans le parc où l'on avait disposé pour » eux des tirs à l'arc, des carrousels, des mâts de cocagne, avec » distribution de prix, et, sur un vaste étang, les élèves mousses » trouvèrent des nacelles où ils purent affronter sans danger » un élément qui ne leur sera pas toujours aussi propice. Après

» ces ébats qui se prolongèrent avec une gaieté indicible, mais
» sans le moindre désordre, jusqu'à une heure avancée de
» l'après-midi, le son du clairon rappela les colons dispersés
» vers la pelouse ; c'était pour le goûter, qui fut suivi d'une
» sérénade à titre de remerciement et d'adieu. A neuf heures
» du soir, la phalange tout entière, sans laisser un seul traî-
» nard en arrière, rentrait triomphalement à l'établis-
» ment.

» Quelle était la signification de cette fête ? Pour la plupart
» des spectateurs, c'était sans doute un spectacle intéressant et
» curieux que de voir ces 500 enfants, alertes, bien portants et
» joyeux, se livrant à leurs exercices, d'entendre leurs fanfares
» et leurs chants, d'admirer leur bonne tenue et leur discipline.
» Pour ceux qui réfléchissaient et voyaient le fond des choses,
» il y avait plus que les faits extérieurs ; ils devaient comprendre
» que l'œuvre de réhabilitation inaugurée par la création des
» écoles de réforme, faisait son chemin et gagnait incessamment
» des prosélytes. Ces enfants que l'on encourageait, que l'on
» choyait, que l'on applaudissait, n'étaient-ce pas les mendiants
» souffreteux, les vagabonds effrontés que l'on repoussait la
» veille, et qui paraissaient voués à une dégradation incurable, à
» une honte indélébile ? Les voilà relevés cependant ; comment ?
» Par le seul effet d'une éducation rude, laborieuse, mais
» dirigée par l'esprit de charité et inspirée par l'amour
» chrétien. »

En vous communiquant le récit de cette fête, je n'ai pas voulu seulement faire connaître au public une bonne œuvre, mais chercher à démontrer que ce n'est pas par le mépris, les punitions incessantes et les mauvais traitements, que l'on peut ramener au bien ces jeunes cœurs égarés, auxquels il n'a manqué que de bons exemples et une bonne éducation. Certainement il ne faut pas croire que tout ce qui sortira de ces écoles de réforme, restera toujours dans la bonne voie et sera assez fort pour résister aux mauvais conseils. Mais, aujourd'hui que l'expérience a reçu la consécration du temps, on peut affirmer, sans hésitation, qu'il n'y a pas d'autre moyen de salut pour les enfants abandonnés que ce mode d'éducation, inauguré en France et malheureusement trop peu compris encore et trop peu répandu dans le pays qui lui a donné naissance. Vous pourrez du reste juger d'après les chiffres suivants, quels ont été les

résultats obtenus sur 78 enfants sortis de Ruysselede en 1855.
Sur ce nombre, il y avait :

Au-dessous de 12 ans.	7
De 12 à 16	22
De plus de 16	49
Total	78

Les notes recueillies sur leur tenue après leur sortie sont les suivantes : 68 ont une bonne conduite, 6 laissent à désirer, 4 sont signalés comme étant de mauvais sujets ; mais il faut ajouter que parmi ces dix derniers, la plupart n'ayant séjourné que très-peu de temps à la colonie, n'ont véritablement pu être amendés. Sur ces 78 sortants, 21 s'étaient engagés au service de la marine marchande et 4 au service de la marine de l'État.

Je traversais un des réfectoires, réfléchissant au parti que l'on pourrait tirer, en France, de bon nombre de jeunes détenus, si on leur donnait une instruction appropriée à cette carrière, lorsque j'aperçus appendu à la muraille le portrait d'un jeune mousse décoré.

J'allais questionner M. Poll, lorsque prévenant ma demande, il me dit : Ne croyez pas que ceux de nos colons qui entrent dans la marine, soient ceux qui nous donnent le moins de satisfaction, non-seulement ce sont généralement de très-bons sujets, mais plusieurs se sont signalés par des actes de courage et de dévouement qui leur ont valu d'être récompensés par l'État. Consultez les rapports et vous verrez comment dans le danger se sont comportés nos mousques.

D'après cela, vous devez bien penser, Messieurs, que dès que j'ai été en possession du rapport, un de mes premiers désirs a été de rechercher l'histoire du jeune héros et voici ce que j'ai lu :

« Alb. Mortelmans a été décoré de la médaille en vermeil,
» par arrêté du Roi en date du 15 septembre 1855. Voici les
» motifs de cet arrêté :

» Le navire belge *Mélanie-Isabelle*, parti d'Anvers le 3 sep-
» tembre 1855, prend subitement feu à 20 kilomètres du port ;
» au milieu du travail de sauvetage, Mortelmans se rappelle qu'un
» enfant est endormi dans l'entre-pont ; il s'y précipite à travers
» les flammes et la fumée, prend l'enfant dans ses bras, le
» monte sur le pont, le dépose ensuite dans le canot et lui
» sauve ainsi la vie. »

Messieurs, vous avez sans doute été émus au récit de cet acte de courage, mais rien n'est plus touchant que le récit de la cérémonie dans laquelle cet enfant reçut sa médaille.

« La distribution des récompenses pour actes de dévouement » eut lieu au temple des Augustins (1).

» La cérémonie touchait à sa fin, mais l'assemblée n'était » pas à bout d'émotions. Il ne restait plus qu'un seul nom à » appeler.

» Un jeune homme, encore enfant hier, à la figure basanée » et intelligente, s'avance : c'est un ancien colon de Ruyssede, » aujourd'hui mousse dans la marine marchande. Pauvre en- » fant sans parents peut-être, sa démarche est modeste mais assu- » réc. M. le comte Vilain XIII, en qualité de ministre chargé » de la marine, se lève, et porteur de la médaille, s'avance vers » la loge royale, conduisant par la main Albert Mortelmans; il » remet la médaille à Sa Majesté, qui la donne à l'enfant après » lui avoir adressé d'encourageantes paroles.

» A ce moment un frissonnement indicible a parcouru toute » l'assemblée, les applaudissements étaient frénétiques, et Sa » Majesté elle-même donnait le signal.

» Ce jeune homme est un exemple de plus des bienfaits de » l'éducation. Mortelmans, colon naguère à l'école de réforme, » y a vu développer les bons instincts endormis, mais non » éteints dans son cœur, et son premier acte est de sauver la » vie à un enfant oublié dans l'entre-pont d'un navire que » dévorent les flammes. »

Il m'eût été facile de vous citer encore d'autres exemples de la belle conduite des enfants de Ruyssede et d'y joindre aussi quelques-uns non moins beaux de nos jeunes colons français, mais ce sera pour une autre occasion, attendu que le temps me presse et que je vois que je ne vous ai point encore parlé de l'établissement de Beernem, où depuis l'année 1853, sont élevées près de 300 jeunes filles vagabondes, orphelines, abandonnées ou sortant des dépôts de mendicité, depuis l'âge de 2 ans jusqu'à 16 ans et plus.

Cette maison qui est confiée à la surveillance des sœurs de la congrégation de Notre-Dame, dépend de la direction su-

(1) Extrait du *Moniteur belge*, consigné dans ce rapport.

périeure de Ruysslede. Aux sœurs sont adjointes comme assistantes ou sous-assistantes, celles des jeunes filles qui se distinguent par leur bonne conduite et leur intelligence. Ces emplois, très-recherchés, équivalent à ceux de chefs et de sous-chefs à l'école des garçons et sont conférés avec solennité au commencement de chaque trimestre dans la réunion des dames inspectrices.

Le régime disciplinaire et économique de l'école des filles correspond en tous points à celui de l'école des garçons. Le règlement de la première est calqué sur celui de la seconde. La seule différence essentielle est dans le mode d'occupations. Les filles sont employées à la couture, à la broderie, au tricot, à la buanderie, à l'étable, à la basse-cour, aux soins du ménage. Quelques-unes font de la dentelle. Pendant la bonne saison, elles contribuent, dans la mesure de leurs forces, aux travaux du jardinage et de la culture. Indépendamment des ouvrages qu'elles font pour les deux établissements de garçons, tels que la confection, l'entretien et la réparation des trousseaux et du linge, le blanchissage, etc., elles commencent à travailler pour le compte de particuliers et de fabricants, et ont notamment entrepris la confection d'une partie des vêtements destinés aux femmes aliénées de la colonie de Gheel. Les profits qu'elles retirent de ce travail sont divisés en deux parts égales, dont l'une est versée au trésor, et dont l'autre sert à alimenter la caisse de secours destinée à procurer aux sortantes des effets d'habillements et, autant que possible, un petit pécule.

L'éducation donnée à ces filles a surtout pour but de les former pour entrer en service en qualité de servantes, de bonnes d'enfant, de femmes de chambre, de filles de ferme, et cet apprentissage exige un séjour assez prolongé à l'école de réforme, ainsi que les conditions d'âge et de force qui ne sont pas toujours compatibles avec le désir des communes de s'affranchir au plus tôt du paiement des frais d'entretien (1). Quoi qu'il en soit, bien que le placement des filles présente beaucoup plus de difficultés que celui des garçons, la direction et le comité des dames ne négligent aucun moyen, aucune occasion, pour préparer la sortie des jeunes personnes confiées à leur sollicitude,

(1) Nous verrons plus tard, en étudiant la question de l'apprentissage dans les établissements consacrés aux jeunes détenus, quelles sont les différences qui existent au point de vue légal, en Belgique et en France.

et ce qui doit encourager les membres du patronage, dans leurs persévérants efforts, ce sont les bons résultats consignés dans les rapports. En effet, sur 57 jeunes filles sorties de 1853 à 1855, 4 seulement ont mérité par leur conduite d'être réintégrées à Beernem, ou conduites dans un dépôt de mendicité.

Enfin et c'est par là que je terminerai cette description des écoles de réforme, Beernem, sous le rapport de son excellente tenue, de l'ordre et de la propreté qui y règnent, mérite tout autant d'éloges que Ruyselede.

Ma visite aux écoles de réforme m'a distrait un peu de mon sujet; je me hâte, Messieurs, de le reprendre sans revenir sur ce qui vous a déjà été exposé des heureux résultats de la combinaison de l'enseignement primaire avec l'enseignement professionnel. Dans quelques pays on l'a parfaitement compris, surtout pour les jeunes filles on peut même dire que cela est à peu près général; mais il n'en est pas de même pour les garçons, et je crois n'avoir rencontré en dehors de l'Exposition française qu'une seule nation, la Russie, ayant envoyé divers objets en fer travaillé, provenant d'une école du Caucase. Bien que ces échantillons n'eussent pas un caractère de fini très-marqué, ils dénotaient déjà un progrès sensible au point de vue de l'enseignement.

La Russie ne s'était pas bornée, en ce qui concerne l'instruction, à ce simple envoi; non-seulement elle avait exposé de très-jolis travaux provenant des écoles de filles, mais aussi de très-beaux dessins provenant d'établissements de l'État ou privés, et de plus une collection des plus curieuses de modèles de tout genre constituant le musée pédagogique (1).

La Russie, du reste, n'était pas la seule ayant apporté un grand luxe dans cette partie toute spéciale de l'exposition; chaque nation avait envoyé son contingent et à voir la quantité, la diversité des modèles composant le matériel scolaire, les objets de tout genre figurés ou en relief, destinés à simplifier et à aider la compréhension sans fatiguer l'esprit de l'élève, on

(1) Le musée pédagogique, qui est sous la direction du général-major Kokhovsky, a pour but principal de réunir tous les renseignements possibles sur la production du matériel d'enseignement en Russie et à l'étranger, et de présenter à chaque moment donné, un choix aussi complet que possible, de modèles de provenance russe et étrangère servant à l'instruction et à l'éducation, afin de faciliter aux établissements d'éducation le choix du matériel qui convient le mieux à leurs besoins particuliers. (Extrait de la notice sur le Musée pédagogique russe).

pouvait dire, que c'était peut-être la partie la plus intéressante et sans nul doute la plus utile de l'exposition.

Messieurs, lorsque l'on voit chacun chercher à prendre les devants, il est bon, il est même nécessaire de prouver que l'on n'est pas aussi en retard qu'on veut bien le dire, et lorsque l'on est vis-à-vis d'étrangers, il faut savoir soutenir l'honneur de son pays. C'est ce que M. Dumoustier de Frédilly a fait ; dans une improvisation aussi solide que brillante, il a exposé l'état actuel de nos institutions d'enseignement en France et cela avec un tel élan, une telle franchise que l'assemblée n'a pu lui répondre que par des applaudissements.

Oui, Messieurs, grâce à l'impulsion énergique donnée, dans ces dernières années, à toutes les parties de l'enseignement, nous entrons dans une ère nouvelle, mais plus que jamais, en voyant les progrès des autres nations, il importe d'insister sur l'urgence de développer et de perfectionner l'éducation et l'instruction des apprentis ; car si nous n'y prenons garde, avant peu notre industrie s'en ressentira, et elle aura beaucoup à faire pour soutenir avantageusement la concurrence avec l'étranger. Notez que cette inquiétude est telle, que tout récemment dans le Congrès des ouvriers tenu à Paris, on s'en est vivement préoccupé et que l'on s'est demandé par quels moyens on pourrait relever l'apprentissage et prévenir ces abus si souvent signalés dans cette enceinte. Lorsque de toutes parts nous voyons de justes plaintes s'élever sur l'étendue et la gravité d'un mal qui peut compromettre sérieusement notre industrie, faut-il attendre qu'elle soit réduite aux abois pour chercher à le combattre ? Non, Messieurs, dans de pareilles circonstances, ce n'est pas en formulant des vœux que l'on peut réussir ; il faut plus, il faut agir avec énergie, avec persévérance et que chacun, usant de son influence, devienne un apôtre ardent du bien ; désormais plus de partis, un seul mot pour nous rallier, la patrie !

Mais, direz-vous, ce mode d'instruction simultanée d'une application facile et peu dispendieuse dans les villes, susceptible également d'être introduit, aussi bien dans les écoles de filles que dans les écoles de garçons, pourra-t-il être également suivi au village ? Ici, il faut en convenir, nous allons parfois rencontrer, même avec la meilleure volonté des maîtres, des obstacles matériels insurmontables ; l'institutrice de village pourra bien faire de ses jeunes filles de bonnes ouvrières, des ménagères propres,

instruites, soigneuses; elle pourra même au besoin leur montrer certains métiers particuliers au pays, comme la dentelle, etc., mais que fera le maître d'école si, dans son voisinage, il n'a ni charron, ni menuisier, ni forgeron assez honnêtes, pour leur confier sans crainte, deux ou trois heures par jour, quelques-uns de ses élèves? Faute de cette ressource, il sera donc contraint de se borner à donner dans son jardin, dans ses promenades, dans ses conversations, le goût de la culture à tout son petit monde. Ah! ne nous plaignons pas, et faute d'un autre métier, acceptons avec joie ce modeste enseignement, car ce sera encore le plus utile et le plus précieux de tous, s'il doit conserver les liens de la famille, l'amour du foyer paternel et prévenir la désertion des campagnes; mieux vaut pour un pays voir ses champs cultivés par d'honnêtes et laborieux paysans, que ses villes encombrées par une foule de déclassés, aussi dangereux qu'inutiles pour la société.

J'ajouterai, que l'éducation rurale, celle qui peut contribuer le plus à repeupler les campagnes et à prévenir l'émigration vers les villes, peut s'appliquer tout aussi bien à la jeune fille qu'au garçon, et en voyant que personne n'avait songé dans notre pays à engager le modeste directeur de la maison de Darnetal à exposer au congrès les résultats inespérés qu'il avait obtenus à force de peine et de dévouement, je n'ai pu m'empêcher de répéter en visitant notre exposition : Si la France connaissait tout ce qu'elle possède de cœurs bons et généreux, travaillant sans bruit à faire le bien, et si elle employait toutes ces forces, comme elle serait grande devant tous.

Messieurs, je suis certain que si je demandais à ceux d'entre vous qui ont visité Rouen, s'ils connaissent la maison d'éducation de l'abbé Podevin, personne ne pourrait me répondre affirmativement. Puisqu'il en est ainsi, permettez-moi de vous indiquer un charmant but d'excursion pour votre prochain voyage et de vous ménager une surprise des plus agréables. Êtes-vous à Rouen un dimanche, voulez-vous jouir d'un des plus beaux sites de la Normandie, suivez dans l'après-midi le cours de Darnetal et demandez votre chemin pour gagner la ferme de la Grande-Mare; très-probablement dans la montée, vous ne manquerez pas de vous rencontrer avec une troupe de près de 200 jeunes filles, conduites par des sœurs; leur mise est simple, leur tenue convenable; et sur tous les visages vous ne remar-

quez qu'un air de santé et de contentement. Il y en a de tout âge depuis 7 à 8 ans jusqu'à 19 et 20 ; vous les laissez passer et vous vous dites : Ce sont des orphelines. Puis vous continuez votre route, tantôt cheminant dans un sentier un peu rude, tantôt par une belle route se déroulant en longue spirale sur les flancs de la côte des vignes. De temps à autre vous vous arrêtez contemplant Rouen et les flèches de ses vieilles églises, vous écoutez le son des cloches qui vient s'éteindre dans cette charmante retraite et vous ne sortez de votre rêverie qu'en entendant des cris joyeux ; ce sont les orphelines qui jouent et, sans vous en douter, vous voici arrivé à la ferme de la Grande-Mare, où tout ce monde est occupé à faire la collation.

Vous restez là regardant la troupe folâtre, hésitant à avancer, lorsqu'une des sœurs venant à passer, vous lui demandez si on peut entrer, visiter la ferme ? — Oh ! Monsieur, vous n'avez qu'à vous adresser à M. le directeur ; il sera très-heureux de vous en faire les honneurs ; et bientôt elle vous présente à un excellent abbé, qui, le salut échangé, vous dit : Vous me voyez au milieu de mes enfants, cette ferme leur appartient et tous les dimanches, lorsqu'elles ont bien travaillé, elles viennent après l'office prendre leur récréation. Aimez-vous la campagne ? vous dit le bon abbé. Eh oui ! — Alors je vais vous montrer mes étables, ma basse-cour, mes champs, ma futaie ; puis en descendant, je vous ferai voir un marais comme il y en a peu ; mais attendez un instant, voici le troupeau qui rentre. — Et vous voyez quatre-vingts petites vaches bretonnes accourir vers la grande mare. Rien n'est joli comme ce tableau et vous oublieriez volontiers l'heure, si le signal du retour n'était donné. Alors les orphelines reprenant leurs rangs, redescendent gaiement, heureuses comme on l'est à cet âge et que l'on a le cœur léger. Rappelé aussi par l'heure qui s'avance, vous suivez la route, causant avec votre nouvelle connaissance, et, chemin faisant, si vous lui demandez, à qui ces terres ? — A mes enfants ; et ces prairies ? — A mes enfants ; et ce bois ? — A mes enfants ; tout cela est à elles, et c'est le produit de 17 sous que deux d'entre elles m'avaient confiés en 1847. Comme vous voyez, j'ai assez bien fait fructifier leur capital ; aussi pour me remercier, cet hiver elles m'ont fait la route où nous sommes, ce qui rend maintenant les communications faciles entre la ferme et la maison de ville. Tous les chemins d'exploitation que nous avons parcourus, ce

sont elles qui les ont établis, qui les entretiennent et il y en a plus de 2 kilomètres; les poteaux de cette ligne télégraphique, dont M. le Pasteur L. Vernes a si généreusement doté notre œuvre lors de sa visite, ce sont elles encore qui les ont plantés. A chaque pas votre étonnement redouble et c'est à peine si vous osez ajouter foi à ce que vous entendez, lorsque le bon abbé vous dit : Non-seulement mes enfants ont fait tout ce que vous avez vu, mais elles labourent, hersent, fauchent, font la moisson et tous les ouvrages de la ferme, sans autres aides que leurs bras, et sans autre direction que celle de nos sœurs, qui les aiment comme leurs filles.

Vous rentrez dans Rouen. A la porte du n° 33, du cours de Darnetal, le directeur vous dit : Monsieur, si vous êtes libre demain, venez voir la maison de ville; aujourd'hui vous avez vu mes enfants en vacances, demain vous les verrez au travail. Le lendemain, fidèle au rendez-vous, vous retournez voir l'abbé Podevin, qui, cette fois, vous fait parcourir de beaux ateliers de couture, de dévidage, des dortoirs autrement spacieux et aérés que ceux de bien des établissements publics; classes, cuisine, buanderie, pressoir à cidre, boulangerie, partout on sent que l'ordre règne et partout il y a une exquise propreté; de temps à autre vous rencontrez une enfant et de suite vous voyez à son maintien convenable et sans affectation qu'il n'y a dans cette maison aucune contrainte, mais qu'entre tous les membres de cette grande famille, il existe ce véritable respect qui provient d'une affection et d'une confiance réciproques.

Vous voulez voir l'infirmerie, elle est très-bien disposée. Raresment, vous dit la supérieure, nous avons des malades; ici les enfants les plus malheureuses, celles qui ont le plus souffert, reviennent promptement à la santé. De l'infirmerie on peut voir la chapelle qui est belle et imposante dans sa simplicité. — Tous ces bâtiments neufs que nous venons de visiter, vous dit le bon abbé, ont remplacé les vieilles mesures, et c'est encore avec ces 17 sous dont je vous parlais, que je suis arrivé à les élever; et afin de vous expliquer cette énigme incompréhensible, il vous raconte simplement ceci.

Dans une après-midi, en 1847, la sœur Marie-Ernestine, chargée du quartier correctionnel de Bicêtre, et aujourd'hui Supérieure de notre maison, vint m'avertir que deux jeunes filles sortant de la prison de Rouen, n'ayant pour toute ressource que

leur pécule montant à 17 sous, n'avaient aucun gîte pour passer la nuit. « Tâchez, lui dis-je, de trouver une chambre dans une maison honnête; achetez du pain, une chandelle et deux bottes de paille, demain nous verrons. » — Le pain à cette époque était cher, aussi tout le petit pécule y passa; mais la charité, cette puissance dont les limites sont sans bornes, soutint l'abbé Podevin dans son œuvre. Puissamment aidé par ses sœurs, non-seulement il transforma en une belle habitation des masures en ruines; de landes ou de marais incultes, il fit des terres riches et productives; mais il fit plus, il réhabilita, et rendit au monde des centaines de malheureuses jeunes filles, orphelines morales, mendiante, vagabonde, et destinées, sans l'asile qu'il leur ouvrit, à vivre et mourir dans l'opprobre et la misère.

Telle est l'œuvre de l'abbé Podevin. Je vous avais promis, outre une agréable promenade, une surprise encore plus grande: je ne crois pas vous avoir trompés, j'aurais seulement souhaité qu'une parole plus autorisée vous la dépeignît plus heureusement.

Ainsi donc, tout à côté de nous, il existe une colonie non moins intéressante que Mettray par son organisation, ses résultats, et que peu de personnes connaissent. Que de semblables établissements se multiplient sur plusieurs points de la France et bientôt nous aurons la consolation de voir de malheureuses jeunes filles, abandonnées de tous, n'être plus fatalement vouées à augmenter la population des prisons ou des maisons centrales.

Maintenant que nous voici de retour de notre excursion, revenons au Congrès.

Messieurs, dans ces derniers temps, on s'est aperçu que, dans l'espace de quelques années, l'aliénation mentale avait augmenté dans une proportion effrayante et cela partout; que de plus, une complication très-grave, le *delirium tremens*, autrefois rare, venait souvent aggraver l'état d'individus qui ne présentaient au début que des affections ou des lésions relativement légères. On a de plus constaté par l'étude et des relevés faits avec grand soin, que ces faits ne s'observaient pas seulement chez des personnes n'ayant reçu aucune éducation, mais que ce mal, après avoir pénétré dans toutes les classes de la société, y avait fait de nombreuses victimes; de là la nécessité de voir comment on peut s'opposer aux progrès de cet état, désigné aujourd'hui en médecine sous le nom d'*alcoolisme*. C'est donc avec beaucoup

de raison, que l'on avait proposé au Congrès la question suivante :

Danger de l'abus des boissons alcooliques et moyens d'y remédier. Statistiques relatives à cet objet. Faut-il recourir à des dispositions légales ou réglementaires? Dans l'affirmative, formuler un projet de loi ou de règlement.

Cette importante question, traitée en séance générale, a dû, vous devez le comprendre, amener à la tribune plus d'un orateur convaincu de la gravité du mal; certainement, rarement on a entendu des paroles aussi vraies, aussi éloquantes que celles de M. Vervoort, lorsqu'il a représenté le triste tableau de deux jeunes filles ivres, se traînant dans la rue, raillées par une populace sans pitié. Mais que faire pour arrêter ce mal? La loi sera toujours impuissante, lorsque chacun est à même de voir durant toute la journée les oisifs du grand monde passant leur temps à vider des verres d'absinthe. Avant de légiférer, commençons par donner l'exemple.

Peut-être, Messieurs, à cette occasion, la Société de protection des apprentis pourrait-elle émettre le vœu, que dans l'intérêt de la morale on ne permit plus aux cabaretiers de prendre à leur service de jeunes garçons ou de jeunes filles au-dessous d'un certain âge.

La 3^{me} question qui va suivre, étant une de celles dont vous vous êtes à plus d'une époque occupés, vous devez bien croire que nous l'avons suivie avec d'autant plus d'attention qu'elle avait été de la part de l'Académie royale de médecine belge, le sujet de travaux très-importants. Voici cette question :

Examen de la question du travail des femmes et des enfants dans les mines et les manufactures. Y a-t-il nécessité de réglementer les conditions? En cas d'affirmative, formuler un projet de loi.

Messieurs, je crois que sur le fond de la question, nous sommes tous d'accord, oui, il y a non-seulement nécessité, mais parfois aussi urgence de réglementer les conditions de ce travail et de voir quels sont les travaux qui peuvent être permis et quels sont ceux, qui au nom de la morale, de l'humanité, et de la conservation des hommes, doivent être complètement interdits aux garçons avant un certain temps, et aux femmes n'importe à quel âge.

Dans un pays dont un des principaux revenus provient de

l'exploitation des mines de charbon, vous devez concevoir combien d'intérêts peuvent se trouver pour un moment lésés, par l'adoption d'une mesure qui aurait pour effet immédiat l'interdiction de la présence des femmes dans les fosses; cependant lorsque, par suite de la généralisation de la coutume et d'une hygiène mieux comprise, une seule localité persiste à se maintenir dans une exception déplorable et permet encore aux femmes de descendre dans ces mines, malgré tout ce qu'un pareil travail présente de dangers pour la moralité et la santé, il faut avoir l'énergie de dire la vérité. Aussi lorsque M. le Dr Boens, de Charleroi, est venu courageusement nous révéler toutes les affreuses tristesses de ce genre d'existence, nous n'avons pas hésité à demander la cessation d'un état de choses contre lequel la Belgique est la première à réclamer (1).

Il me resterait maintenant à examiner avec vous les questions 6, 7 et 8 ainsi conçues.

6^e QUESTION. — Quelle est l'organisation des bureaux de renseignements pour patrons et ouvriers, maîtres et domestiques, où les uns trouvent les bras, les autres le travail dont ils ont besoin? Quels sont les résultats obtenus par ces institutions et les améliorations que l'on pourrait y introduire?

7^e QUESTION. — Par quels moyens peut-on développer parmi les classes ouvrières l'esprit de prévoyance et l'habitude de l'épargne? Déterminer le rôle respectif des caisses d'épargne et de retraite; des sociétés d'assurances sur la vie, et des sociétés coopératives. Examiner les résultats obtenus par ces diverses institutions.

8^e QUESTION. — Quelle est l'organisation des conseils d'arbitrage établis en Angleterre, et des chambres syndicales de patrons et d'ouvriers existant en France et en Belgique? Quels résultats ces institutions ont-elles obtenus?

Messieurs, les mémoires si remarquables lus par MM. Dolfus, de Malarce et Havard sur ces diverses questions ne peuvent réellement pas s'analyser; il faut les étudier, les méditer, lire ensuite les discussions auxquelles ils ont donné lieu, et alors on a la preuve la plus évidente qu'à notre époque, malgré tous les reproches plus ou moins immérités qu'on lui adresse, jamais

(1) A ce sujet, lire les discussions si remarquables qui ont eu lieu dans ces dernières années à l'Académie royale de médecine de Belgique.

peut-être on ne s'est autant préoccupé des intérêts moraux et matériels de toutes les classes laborieuses. Il est certain que bien des moyens divers ont été proposés, et qu'entre l'adoption et la mise en pratique, il y a toujours trop d'intervalle; mais lorsque l'idée émise est bonne, c'est déjà un grand pas de fait; au lieu alors de se décourager, il faut s'y arrêter, puis avec du temps et de la persévérance, le bien finira toujours par arriver.

Restait une dernière question, dans laquelle M. Stevens, le rapporteur, a pu exposer les résultats de sa longue expérience.

Comment faut-il organiser le patronage des condamnés libérés?

N'importe nos opinions sur ce sujet, il est une vérité incontestable, c'est que les œuvres de charité et de dévouement ne s'organisent pas à la manière des administrations; on n'entre pas au bureau après l'heure pour se préparer à en sortir avant le terme fixé. Une fois enrôlé dans ces œuvres, il faut tout y sacrifier, ne jamais abandonner son poste et savoir y mourir. Voilà la règle de toute œuvre de dévouement, n'en cherchons pas d'autres; car c'est le seul moyen de faire quelque chose de grand, d'utile et de léguer des exemples impérissables.

Si vous voulez patroner des libérés, commencez par les visiter avant leur sortie de prison, tâchez de gagner leur confiance, de vous en faire aimer; tâchez surtout, et c'est par là qu'il faut commencer, de faire modifier le régime pénitentiaire, d'obtenir la cellule pour l'accusé et la séparation de ceux qui veulent se repentir d'avec ceux qui, endurcis dans le crime, n'ont qu'une pensée, celle de porter partout le trouble et la désolation; si vous trouvez un ami qui comprenne votre mission, qui veuille vous aider, remerciez Dieu de vous avoir envoyé un appui, un soutien, autrement marchez seul et que le ciel vous aide.

Messieurs, jusqu'à ce jour c'est à peine si j'ai lu quelques lignes de ce que la presse a pu dire de ce congrès, mais il reste pour moi cette impression, que de tous côtés, on s'occupe très-sérieusement de l'instruction et de l'éducation de l'enfance, et de l'amélioration du sort de toutes les classes laborieuses; de tous côtés, dans cette voie, il s'opère de grands et véritables progrès, et lorsque l'on voit et que l'on étudie avec soin tout ce qui se passe dans les autres pays, il est bon de ne pas s'endormir sur des avantages passés. Il faut donc sans cesse travailler et ne pas, à l'exemple du lièvre de La Fontaine, nous mettre à

courir au dernier moment ; car il ne s'agit pas seulement de chercher à gagner des prix, des récompenses ; si c'est là le mobile de nos efforts, nous serons perdus, car au moindre désappointement, le découragement surviendra, et nous nous laisserons aller à la dérive ; non, il faut avoir une plus grande ambition, et ne penser qu'au salut du pays.

Certainement parmi nos collègues, il en est qui auraient mérité des récompenses plus brillantes que celles qu'ils ont obtenues ; qu'ils se consolent, le bien qu'ils ont fait autour d'eux est bien au-dessus des diplômes d'honneur, on les cite comme des hommes de bien, on les estime, on les aime, on cherche à les imiter ; que pourraient-ils désirer de plus ?

Messieurs, pour terminer ma mission, il ne me resterait plus qu'à vous dire que dans quelques instants, M. le Président va vous donner communication de l'arrêté du jury international qui a accordé une grande médaille de vermeil à la Société de protection des apprentis de Paris, mais j'aurais fait une grave omission en oubliant de témoigner, au nom de vous tous, notre reconnaissance pour la généreuse et cordiale hospitalité que nous avons trouvée en Belgique. Dans les jours de malheur elle fut pour nos soldats une sœur pleine d'affection ; cette fois, ce n'était plus avec des larmes de tristesse qu'elle nous accueillait, mais avec joie et elle semblait nous dire : Venez à nous, et aidez-nous à faire le bien !

Quelle meilleure preuve pourrais-je vous en donner que la manière dont se fit la clôture du congrès.

Le Roi des Belges qui avait ouvert le congrès assistait à la dernière séance, à la distribution des prix, témoignant une fois de plus par sa présence l'intérêt qu'il n'a cessé de porter à cette grande œuvre humanitaire ; les noms des derniers lauréats venaient d'être proclamés, on se levait pour se séparer, lorsque M. Vervoort, président du Congrès, annonça qu'il avait à donner communication d'un message du Roi, ainsi conçu.

« Palais de Bruxelles, le 3 octobre 1876.

» Monsieur Vervoort, président du Congrès d'hygiène et de sauvetage, à Bruxelles.

» MONSIEUR LE PRÉSIDENT,

» D'après les ordres du Roi, je viens vous prier de vouloir
» bien informer le Congrès que Sa Majesté a résolu de mettre à

» la disposition du prochain Congrès d'hygiène un prix consistant en une coupe d'or de la valeur de cinq mille francs. Ce prix, dans la pensée du Roi, sera décerné par le Congrès à l'autorité locale, à l'association ou au particulier qui, en améliorant les logements des classes nécessiteuses, sera parvenu à réduire de la manière la plus notable et au moins de frais, la moyenne de la mortalité dans ces mêmes classes.

» La Reine, de son côté, met à la disposition du prochain Congrès d'hygiène une médaille d'or. Le Congrès la décernera à l'institution publique ou privée, chargée de l'entretien d'orphelins, où la préservation de la vie des enfants aura atteint la moyenne la plus élevée.

» Veuillez agréer, monsieur le Président, l'assurance de ma haute considération.

» Le chef du cabinet du Roi,

» Jules DEVAUX. »

Avouez, Messieurs, qu'il était difficile de clore ce Congrès d'une manière plus noble et plus digne.

SERVICE DE L'INSPECTION

XII^{me} CIRCONSCRIPTION (Toulouse). — Le 6 février 1876, une réunion de patrons et industriels de la ville de Toulouse avait lieu au grand amphithéâtre de la Faculté des lettres, sous la présidence de M. le Préfet de la Haute-Garonne.

Par les soins de la Chambre syndicale des Entrepreneurs de bâtiments de cette ville, 700 patrons faisant partie des corporations du bâtiment avaient été invités à assister à cette réunion (dont cette chambre a publié le compte-rendu à ses frais).

M. l'Inspecteur divisionnaire *Delaissment* présentait devant cette assemblée un *Exposé de la Loi sur le travail des enfants* dans l'industrie.

Nous avons à rendre compte maintenant de la Distribution des prix aux apprentis et aux enfants employés dans les manufactures de Toulouse, distribution à laquelle il vient d'être procédé.

Distribution des prix aux apprentis et aux enfants employés dans les manufactures de Toulouse.

Une solennité intéressante a eu lieu le 18 août, dans la Galerie des Illustres au Capitole. On a distribué, pour la première fois, des récompenses aux enfants des deux sexes employés dans les manufactures, ateliers et chantiers de Toulouse, qui ont suivi les cours spéciaux créés en leur faveur par l'Administration municipale.

La séance était présidée par M. *Plassan*, adjoint au maire, entouré de notabilités, qui avaient voulu témoigner de leur sympathie pour cette œuvre naissante : M. *Constans*, député; M. *Delaissment*, inspecteur divisionnaire du travail des enfants et des filles mineures employés dans l'industrie; M. *Viguiier*, intendant divisionnaire; M. le Dr *Noguès*, médecin en chef de l'Hôtel-Dieu et membre du Comité de patronage des apprentis; M. *Chousserie*, inspecteur primaire et secrétaire du comité; MM. *Canton*, *Darrieus*, *Croizade*, *Ricard*, *Garripuy*, conseillers municipaux, etc.

Plus de 500 enfants, placés sous la direction de leurs maîtres et maîtresses, occupaient les places qui leur avaient été réservées. Un grand nombre de patrons et parents s'étaient également rendus à l'invitation qui leur avait été adressée.

Deux discours, vivement applaudis, ont été prononcés : le premier par M. le Président, le second par M. Delaisement.

Voici le discours prononcé par M. le Président :

MESDAMES ET MESSIEURS,

CHERS ENFANTS,

C'est un grand honneur pour moi, une grande joie pour nous tous, que d'assister pour la première fois à la distribution des récompenses aux enfants qui suivent les cours d'apprentis. Vraie fête de famille, à laquelle prennent part, unis par une commune pensée, patrons et ouvriers, maîtres et parents, et dont la présence de notre cher député M. Constans vient rehausser l'éclat.

La création des cours d'apprentis répond à la fois à un sentiment élevé de justice, et à une saine appréciation des besoins moraux de notre époque, qui exigent de ne pas laisser improductive une seule intelligence dans la nation.

Après avoir ouvert de nombreuses écoles primaires, pour l'âge où l'esprit s'éveille à la vie de l'intelligence, on devait se préoccuper de ceux de nos enfants pour lesquels les nécessités de la vie matérielle viennent interrompre prématurément des leçons à peine commencées.

La loi qui a créé les cours d'apprentis a dû réserver ainsi sur le labeur quotidien de l'atelier la part pour le labeur de l'intelligence.

Il fallait placer entre les mains des moins favorisés, outre les outils qui assurent la vie du corps, les outils nécessaires pour sauvegarder la vie de l'esprit et du cœur, c'est-à-dire les livres.

Que seraient nos jeunes apprentis, s'ils ne recevaient cette première instruction, qui leur permettra de conduire leurs propres affaires, et placera toutes les autres connaissances à leur portée?

Ne ressembleraient-ils pas, dans l'ordre social, à un enfant qui, dans l'ordre naturel, n'aurait pu apprendre ni à parler ni à marcher?

Mettre l'apprenti, à l'aide des instruments de travail, en état de combattre la misère matérielle, c'est bien : lui faciliter les moyens de combattre l'ignorance, la misère morale, c'est encore mieux.

Nul d'entre vous n'ignore que, depuis plusieurs années, de grandes compagnies industrielles ou de grands industriels, occupant un personnel très-nombreux, avaient résolu isolément cette grave question.

L'école avait été bâtie par eux à côté de l'atelier; ils étaient parvenus ainsi à former des ouvriers, valant par leurs bras, mais surtout par leur intelligence. La perfection croissante de leurs produits les récompensait de leur initiative.

Les industries moins importantes, ne possédant pas les mêmes moyens d'action, ou ne réunissant pas un certain nombre d'ouvriers, n'avaient pu entrer dans cette voie.

Au point de vue général, une lacune regrettable existait toujours; la loi seule pouvait suppléer à l'insuffisance des efforts individuels.

La loi actuelle, à laquelle nous applaudissons et dont nous sommes appelés à constater aujourd'hui les heureux résultats, vient de donner satisfaction aux plus légitimes intérêts.

Grâce à l'appui de l'habile administrateur de notre département, grâce au zèle éclairé de M. l'inspecteur divisionnaire des cours d'apprentis, au dévouement de nos instituteurs; à la sollicitude paternelle du comité de patronage et des chefs d'industrie, avec le concours du conseil municipal, toujours assuré quand il s'agit des véritables intérêts de la cité, cette loi a reçu, dans la ville de Toulouse, l'application la plus large et la plus prompte.

Mais, quand on entre dans la voie du bien et du progrès, on ne saurait s'attarder : les cours d'apprentis ne peuvent être fréquentés que jusqu'à un certain âge; nos jeunes ouvriers qui voudront perfectionner leurs études — et ce sera le plus grand nombre — ne doivent pas trouver les portes de l'école fermées devant eux. Je suis heureux de pouvoir vous annoncer que la municipalité se propose d'organiser de nouveau des cours d'adultes. La réouverture de notre bibliothèque populaire est votée.

Aidés par tous, notre ambition sera de rendre l'instruction la règle, l'ignorance l'exception.

Nous seconderons ainsi la grande œuvre de rénovation entreprise par le Gouvernement de la République; avec lui, nous voulons qu'aucune des forces vitales, intellectuelles de notre pays ne soit perdue.

Un grand penseur a dit : « *Le meilleur Gouvernement est celui qui apprend aux hommes à se gouverner eux-mêmes.* »

Ce Gouvernement — la Constitution nous l'a donné, — nous saurons le conserver!

M. l'inspecteur divisionnaire *Delaissment* a pris ensuite la parole dans les termes suivants :

CHERS ENFANTS, — Dans quelques instants vous allez recevoir des récompenses et des encouragements pour votre bonne conduite et vos progrès dans les cours spéciaux que la ville de Toulouse a créés en votre faveur. Ce jour est bien beau pour vous et il ne faut pas qu'il passe sans laisser en vous des impressions durables. A l'âge où vous êtes, avec la raison que vous devez posséder, il est naturel que vous tiriez de cette solennité des conclusions utiles : la première, qui doit exciter votre émulation, c'est que le mérite est récompensé; la seconde, c'est que vous êtes l'objet d'une grande sollicitude de la part de l'État et que vous devez faire tous vos efforts pour vous en montrer dignes. Les élèves à qui nous aurons le regret de ne rien donner, ne devront

pas se décourager ; ils prendront la ferme résolution de mieux travailler à l'avenir. Nous les encouragerons de toutes nos forces et notre sympathie ne leur fera pas défaut. — Rappelez-vous encore, chers enfants, que, dans le monde comme sur les bancs de l'école, vous serez le principal artisan de votre bonheur et de vos succès. C'est par votre labeur persévérant, par votre bonne conduite, que vous vous ferez aimer et estimer, que vous vous créerez une position et que vous serez heureux... Si vous voulez devenir d'excellents sujets, des hommes capables et utiles, de bons citoyens, il est indispensable que vous travailliez courageusement et que vous perséveriez dans le bien ; et, avec l'aide de Dieu, vous réussirez. Beaucoup de contre-maîtres, de patrons, de chefs d'ateliers, de grands industriels, ont débuté comme vous par être de petits ouvriers ; ils ont grandi par le travail et la vertu.

Vous allez recevoir de belles récompenses : les accessits sont représentés par des diplômes décernés comme témoignages de satisfaction ; et les prix sont accompagnés de livrets de caisse d'épargne que la ville de Toulouse vous accorde comme un puissant encouragement, comme une preuve du sincère intérêt qu'elle vous porte. Elle veut aussi par là exciter en vous les sentiments louables de l'économie et de la prévoyance, à l'aide desquels vous pourrez vous mettre toujours à l'abri du besoin et arriver à l'aisance, sinon à la fortune. Pour cela que faut-il ? Il suffit de prélever sur vos salaires, sur vos quinzaines, une petite somme et de la porter à la caisse d'épargne. Une fois déposée, vous ne la dépenserez pas, et votre capital augmentera rapidement. Je connais des exemples de familles ouvrières qui ont agi ainsi pour leur plus grande satisfaction. Au contraire, quand l'ouvrier vit au jour le jour, s'il survient un chômage, une indisposition, il est forcé de s'imposer de dures privations, ou bien il est exposé à des tentations violentes dans lesquelles son honneur et sa vertu sont en grand péril et font souvent naufrage. Ne vaut-il pas mieux trouver dans vos économies, le moyen de vous soulager, d'adoucir vos épreuves et de vous créer une position ? D'ailleurs votre dépôt ne restera pas improductif ; il travaillera pour vous et portera intérêt. Ne dédaignez pas les plus petites économies. Mais, comme vous n'avez peut-être pas encore l'habitude de l'épargne, et qu'en général c'est le premier pas qui coûte, la ville de Toulouse vous tend la main et vous engage à faire ce premier pas en vous accordant *des livrets qui recevront vos dépôts successifs* et qui, je l'espère, seront pour beaucoup d'entre vous le point de départ du bien-être et de la prospérité.

MM. les directeurs de la Caisse d'épargne ont bien voulu s'associer à cette œuvre excellente en délivrant gratuitement tous les livrets,

ce qui a permis de récompenser quelques enfants de plus. Qu'ils reçoivent ici l'expression de notre reconnaissance !

Une autre raison donne à la fête dont vous êtes l'objet, une importance que je crois utile de faire ressortir. C'est que c'est la première fois que l'on récompense ici de jeunes travailleurs, de laborieux apprentis ou enfants employés dans les manufactures, pour leur fréquentation de cours spéciaux. Cette réunion vous paraît peut-être une chose toute simple ; mais savez-vous de combien de peines et d'efforts elle a dû être précédée ?

Il a fallu d'abord que l'Assemblée nationale, les représentants de la France votassent une loi qui protège l'enfance ouvrière. Or, cette loi a été plusieurs années en élaboration ; et ce n'est pas sans de nombreuses difficultés que ses généreux et bienfaisants promoteurs sont arrivés à la faire voter. Et cependant tout le monde semblait d'accord sur le but à poursuivre ; sur le principe il ne pouvait y avoir d'opposition. Que veut en effet la loi ? Elle ne permet d'employer l'enfant qu'à un certain âge, quand il a acquis la force nécessaire ; elle n'autorise son travail que dans des conditions qui ne compromettent pas sa santé, son développement, sa moralité, afin qu'il puisse devenir un homme solide, vigoureux et honnête ; elle tend à assurer complètement sa sécurité au milieu des dangers de toutes sortes qui existent dans l'industrie et qui, jusqu'ici, ont fait un grand nombre de victimes ; en général, elle laisse à l'enfant et à la fille mineure le repos salulaire de la nuit et du dimanche (elle ne fait d'exception partielle que pour les usines à feu continu) ; elle accorde au jeune ouvrier le bienfait de l'instruction en l'excitant à suivre l'école dans son jeune âge et en lui réservant ensuite le temps nécessaire pour recevoir l'enseignement indispensable ; elle réclame enfin pour lui la sécurité morale encore plus précieuse que la sécurité physique. La santé, la force matérielle constituent un grand bien pour l'homme ; mais au-dessus n'existe-t-il pas l'intelligence qui cense ses forces et qu'il faut développer, et le cœur qu'il faut former pour le bien, afin que toutes les facultés de l'homme soient en harmonie et concourent à son bonheur et à celui de la société?... Ces quelques mots vous montrent le but noble et élevé que poursuit la loi qui vous protège. Aussi devez-vous votre reconnaissance la plus profonde à la France, à ce beau et noble pays que vous aimez. Oh ! ne lui faites jamais de mal. Mais, si un jour il a besoin de vous, répondez à son appel avec l'ardeur et le dévouement du vrai patriotisme. En toute situation, d'ailleurs, vous pourrez toujours l'honorer et le servir utilement par le travail et une bonne conduite. Travailler à devenir meilleurs et plus capables, c'est préparer votre bonheur et contribuer à celui de la France.

Après avoir rendu cet hommage à la Patrie, je dois dire que la

loi, telle qu'elle existe, eût été insuffisante pour nous amener à cette fête. La loi, en effet, fixe bien la durée du travail, de manière à laisser à l'enfant le temps de s'instruire. Mais si, après 6 heures d'atelier, vos Patrons vous avaient renvoyés, où seriez-vous allés? — Dans les écoles ordinaires? Mais il n'y avait peut-être pas de place pour vous; et y en aurait-il eu, qu'il aurait été bien difficile, sinon impossible, de vous confondre avec les enfants qui fréquentent la classe le matin et le soir. Leurs progrès et les vôtres en auraient souffert, malgré l'excès de labeur de vos excellents maîtres et maîtresses. Les heures n'auraient pas été commodes ni pour vous, ni pour vos patrons. Aussi l'Administration municipale, frappée de cette situation, a-t-elle voulu correspondre à la pensée généreuse de la loi et n'a-t-elle pas hésité à voter un somme importante pour la création de cours spéciaux uniquement destinés aux enfants des ateliers. Honneur donc et reconnaissance à la ville de Toulouse qui a si bien compris votre intérêt!...

Mais les cours établis, ce n'est pas tout : pour que vous en profitiez réellement, il est désirable que vos chefs vous encouragent et qu'ils vous surveillent de concert avec vos parents, car les enfants sont souvent légers et ne comprennent pas le bien qu'on veut leur faire.

Eh bien, je dois le dire, à l'honneur d'un grand nombre de patrons et industriels de Toulouse, mon appel a été entendu. Non-seulement ils vous ont laissé le temps nécessaire pour votre instruction, mais encore beaucoup d'entre eux ont payé aux jeunes ouvriers le temps qu'ils passaient à l'école, comme s'ils avaient travaillé à l'atelier; plusieurs ont même accordé des encouragements personnels aux meilleurs élèves. Ils se sont conduits en bons pères de famille, et je me fais un plaisir de leur adresser des éloges. Mais, de votre côté, mes enfants, vous devez leur témoigner votre gratitude en vous montrant plus dévoués pour leurs intérêts, en travaillant plus activement, en produisant davantage s'il est possible, afin de compenser le sacrifice qu'ils ont fait en votre faveur; et surtout en montrant, par votre affection et votre attachement, que vous avez du cœur et que vous savez reconnaître les bonnes dispositions dont vous avez été l'objet. De cette manière, non-seulement vous acquerez plus d'habileté dans le travail, mais vous vous ferez aimer et considérer. Il y aura avantage pour tout le monde.

Est-ce là tout ce qu'il a fallu faire pour vous amener ici et vous rendre dignes de récompense, mes enfants? Non, nous serions injustes et ingrats, si nous oublions vos maîtres et maîtresses si intelligents et si dévoués et qui, en peu de temps, vous ont fait faire de sensibles progrès. Malgré la fatigue à laquelle les astreint la tenue des classes ordinaires, ils ont accepté avec empressement le travail

supplémentaire et considérable qui leur était demandé pour les cours faits en votre faveur. Leur dévouement n'a pas connu de bornes, et vous devez leur témoigner votre reconnaissance par la mémoire du cœur et vos soins à profiter de leurs leçons. Le bien qu'ils vous ont fait est plus grand que vous ne le supposez

Si l'instruction primaire élémentaire que vous recevez est nécessairement modeste et limitée, elle n'en constitue pas moins, à votre bénéfice, un grand avantage dont vous profiterez pour votre intérêt personnel et pour le bien de la société. Quant à moi, je ne saurais trop louer le zèle, l'intelligence et le dévouement dont ont fait preuve vos maîtres et maîtresses, et je me fais un devoir de leur rendre ici publiquement un hommage mérité.

Ces différents devoirs remplis, je ne veux pas en oublier un dernier, et je profite de l'occasion pour vous le recommander d'une manière pressante, je veux parler du respect que vous devez à vos pères et mères. Aimez-les d'autant plus qu'ils sont moins heureux. Il est inutile de vous rappeler les soins nombreux qu'ils vous ont prodigués dans les premières années de votre existence; il doit y avoir chez vous l'affection naturelle qui est bien plus puissante que tous les raisonnements..... Si les circonstances, les nécessités matérielles de la vie ne leur ont pas permis de vous faire donner dans votre jeune âge l'instruction nécessaire, aujourd'hui un revirement heureux s'est déjà produit. Beaucoup de pères et mères de famille qui, à l'ouverture des cours, étaient émus ou peu favorables à leur fréquentation, en apprécient les avantages et en sont maintenant tout à fait partisans; ils veulent même y envoyer leurs enfants qui ont dépassé l'âge légal.

Je vous demande pardon, Messieurs, de vous retenir aussi longtemps. Je me hâte de terminer en résumant les résultats qui ont été obtenus, grâce au concours de toutes les circonstances que j'ai rappelées, et je vais le faire rapidement.

Les cours d'apprentis ont été ouverts dans 11 écoles publiques, dont 6 de garçons et 5 de filles; ils ont commencé le 8 mai dernier et ont conséquemment fonctionné environ trois mois et demi. Ils ont eu lieu pour les garçons de 5 à 7 heures du soir, et pour les filles, de 4 h. 1/2 à 6 h. 1/2.

710 élèves les ont suivis, et, d'après les registres d'inscription, voici comment ils se répartissent :

GARÇONS.		FILLES.	
Amidonniers (École des frères).	48	Amidonniers (École des sœurs).	50
Saint-Sernin (—)	54	St-Sernin (École de M ^{lle} Bélaval).	65
St-Cyprien (École de M. Daret).	112	St-Cyprien (Ec. de M ^{lle} Vignaux).	36
Saint-Aubin (École des frères)..	44	St-Aubin (Ec. de M ^{lle} Campistron).	94
Centre (École de M. Py)	39	St-Michel (Ec. de M ^{lle} Arnaudet).	59
St-Michel (École de M. Mothe).	109		
Total.....	406	Total...	304

En tout 710 élèves.

Ce ne sont pas tous les enfants qui auraient pu suivre les cours péciaux; un certain nombre sont allés dans les écoles particulières ou privées où ils se sont également améliorés; mais d'autres ont été négligents et ne sont allés nulle part; enfin parmi ceux qui figurent sur les listes d'inscription, plusieurs n'ont pas été exacts et assidus, ce qui est très-fâcheux pour eux, car ils se sont privés d'un bien réel.

Un grand nombre de ceux qui ont suivi les cours, étaient complètement illettrés et presque tous ont fait des progrès notables; ils ont de plus contracté l'habitude de l'ordre, de la propreté, de la discipline, de la politesse; leur éducation morale n'a pas été négligée; plusieurs patrons et contre-maîtres m'ont même exprimé leur satisfaction à cet égard. Voici quelques observations extraites du rapport de M. le Directeur de l'école Lespinasse à St-Cyprien : «... A quelques exceptions près, les élèves qui ont suivi les cours ne savaient absolument rien; il a fallu leur apprendre les lettres. *Les résultats obtenus au double point de vue de l'éducation et de l'instruction sont satisfaisants.* Seulement il est regrettable que la courte durée des cours n'ait pas permis à un plus grand nombre d'élèves d'acquérir les connaissances exigées pour l'obtention du certificat d'instruction. »

En ce qui concerne les écoles de jeunes filles, voici un extrait des observations de Madame la Directrice de l'école St-Michel : « Les élèves, à leur entrée à l'école, le 8 mai, ne savaient ni lire, ni écrire, et étaient nulles pour le calcul et l'orthographe. Aujourd'hui les plus avancées commencent à faire la multiplication, et écrivent passablement bien sous la dictée; *leur conduite est généralement très-bonne.* »

A peu d'exceptions près, ces appréciations s'appliquent aux autres écoles.

Néanmoins 66 enfants des plus avancés ont pu acquérir l'instruction suffisante pour mériter le certificat d'instruction exigé par la loi du 19 mai 1874. Ces élèves se répartissent comme il suit :

GARÇONS		FILLES	
Amidonniers (Ecole des frères).	4	Amidonniers (Ecole des sœurs).	4
Saint-Sernin (Id.)	4	St-Cyprien (Ecole de M ^{lle} Vignaux)	3
Saint-Cyprien (Ecole de M. Dare).	12	St-Aubin (Ec. de M ^{lle} Campistron)	7
Saint-Aubin (Ecole des frères).	7		
Centre (Ecole de M. Py).	4		
Saint-Michel (Ecole de M. Mothe).	21		
Total des garçons	52	Total des filles	14
Ensemble 66			

En résumé, un très-bon résultat a été obtenu dans l'espace de trois mois et demi, surtout si l'on songe que l'essai a été fait dans des conditions défavorables, à l'époque de l'année où les classes sont moins

suivies, la fréquentation de l'école plus difficile pour les jeunes ouvriers, et si l'on remarque que ceux-ci sont disséminés dans de nombreux ateliers et chantiers. Cet heureux résultat fait honneur aux élèves et aux maîtres. Aussi m'a-t-il paru devoir être constaté et sérieusement encouragé.

A l'égard des industriels, je n'ai pas eu besoin de recourir à la contrainte et n'ai rencontré nulle part de mauvaise volonté, mais seulement quelques difficultés. Je me suis borné à faire des visites et des recommandations. Je dois dire cependant que plusieurs patrons, qui faisaient leur devoir, se sont plaints avec raison que d'autres ne le remplissaient pas comme eux et pouvaient dès lors leur porter un certain préjudice. Il est évident que la loi doit être la même pour tous, que les conditions de la production ne doivent pas être inégales et que la concurrence doit être loyale. Dans ces circonstances je suis intervenu, et mes invitations bienveillantes ont toujours été entendues. J'espère que l'an prochain ces faits ne se reproduiront pas et que les chefs d'ateliers, sans exception, rivaliseront de zèle pour le bien.

Je ne saurais trop encourager les jeunes travailleurs à profiter des cours qui fonctionneront l'hiver prochain, afin d'acquérir le certificat d'instruction prescrit. Vous savez d'ailleurs qu'aux termes de la loi, l'enfant qui ne possède pas le certificat ne peut être employé que 6 heures par jour. Jusqu'ici j'ai été heureux d'user de tolérance, parce que j'ai rencontré d'excellentes dispositions, mais je crains d'être obligé d'exiger une application plus rigoureuse de la loi, et je me fais un devoir de vous en prévenir. C'est d'ailleurs votre plus grand intérêt. J'engage même les enfants qui possèdent le certificat à suivre la classe s'ils le peuvent. Qu'arrive-t-il, en effet, pour l'élève de 12 à 14 ans qui abandonne définitivement l'école? C'est qu'à 16 ou 17 ans, il a oublié une grande partie de ce qu'il savait. Si, au contraire, il continue à fréquenter la classe, ne serait-ce qu'une heure par jour, non-seulement il n'oublie pas ce qu'il avait appris, mais il augmente notablement ses connaissances; et ce qui est plus précieux encore, il s'éloigne du mal. Or, à l'âge de l'adolescence, à l'époque de transition, les dangers pour un jeune homme et pour une jeune fille sont d'autant plus à craindre que l'esprit a moins de force, que le cœur, plus généreux, plus impressionnable, se laisse plus facilement tromper, séduire et entraîner, que les principes de l'éducation sont moins solides pour réagir contre le mal sous toutes ses formes, que la conscience est moins éclairée et que l'expérience fait complètement défaut.....aussi les chûtes sont-elles aussi nombreuses que regrettables.

Il est donc bien désirable de prévenir ces dangers. Eh bien, si l'enfant suit la classe plus longtemps, il emploie utilement ses loisirs, on lui rappelle ses devoirs, il fortifie son esprit et son cœur, il recherche des jouissances plus nobles et plus pures, son niveau in-

tellectuel et moral s'élève; il est plus en état d'affronter les dangers qui l'attendent dans le monde; il est préparé, éclairé et armé, avant d'être abandonné à lui-même au milieu des écueils et des hasards de la vie. J'ajouterai que plus tard il pourra améliorer sa position, rendre plus de services, devenir ouvrier plus habile, meilleur père de famille, citoyen plus utile. Devenu homme, ouvrier ou patron, il traitera et résoudra aussi d'une façon plus intelligente et plus équitable les graves questions ouvrières qui peuvent se présenter et qui occasionnent souvent de sérieux embarras et des pertes considérables, au préjudice de tous les intéressés. Les avantages d'une bonne éducation pour la jeune fille ne sont ni moins grands ni moins précieux.

L'éducation est donc un véritable bienfait. Vous avez la bonne fortune, mes enfants, de pouvoir l'acquérir. Profitez-en. La sympathie de toutes les autorités qui peuvent nous seconder, est acquise à l'œuvre qui a pour but de vous protéger et de vous améliorer; je ne saurais trop les remercier de leur concours bienveillant et dévoué. Je remercie également les honorables patrons qui ont rempli leur devoir, et je leur adresse, ainsi qu'à leurs concurrents qui ont été moins empressés, je leur adresse, dis-je, à tous, un nouvel et pressant appel en votre faveur. Vous y gagnerez, l'industrie y gagnera et la France aussi. — Je ne puis d'ailleurs mieux terminer cette allocution que par ces belles paroles que vient d'écrire l'honorable M. Tallon, rapporteur et défenseur de la loi: « Puissions-nous, dit-il, ne jamais oublier qu'en protégeant l'enfance ouvrière, nous abritons, sous les plis de notre drapeau, l'espérance de relever un jour la grandeur de la Patrie! »

Après ce discours a eu lieu la distribution des récompenses: 110 livrets de caisse d'épargne de 10 et 20 francs et 107 accésits ont été donnés aux meilleurs élèves. — Parmi les lauréats, on a remarqué un jeune apprenti (Marc Joseph, rue des Récollets, n° 55), qui a sauvé dernièrement un jeune homme de 22 ans et un enfant de 6 ans qui allaient se noyer. L'intrépide sauveteur a été chaleureusement félicité et applaudi.

Dans le cours de la séance, les élèves de l'école Galin-Paris-Chevé, dirigés par M. Guilhot, ont chanté six chœurs qui ont été couverts d'applaudissements.

XIV^{me} CIRCONSCRIPTION (Avignon). — A l'occasion de la clôture d'une Exposition industrielle qui a eu lieu à L'Isle-sur-Sorgues, a eu lieu une solennité digne de l'importance qu'avait présentée cette pacifique manifestation industrielle (dont nous trouvons le compte-rendu dans le *Journal du Midi*, du n° 7 septembre 1876).

Sur l'estrade avait pris place M. Valabrègue, président de la Chambre de commerce, qui avait à sa droite, M. le Maire de L'Isle; M. Franquebalme, membre de la Chambre de commerce; M. Mercier, ingénieur civil, secrétaire du jury; à sa gauche, M. Aimé Clauseau, membre de la Chambre de commerce; M. Linarès, inspecteur des enfants employés dans les manufactures; MM. les membres de la Commission de l'Exposition, le Conseil municipal et les divers fonctionnaires de L'Isle.

M. Valabrègue a ouvert la séance par un discours qui a été écouté avec le plus religieux silence.

M. Mercier, secrétaire du Jury, a lu ensuite le rapport de la commission. La lecture de ce travail, remarquable à plus d'un titre, vivement apprécié et très-approfondi, a été aussitôt suivi de la proclamation des récompenses.

Le soir, à 7 heures, un banquet de 130 couverts, présidé par M. Valabrègue, président de la Chambre de commerce, réunissait, sous les frais platanes du parc qui borde la Sorgue, la Commission de l'Exposition, le Conseil municipal et tous les exposants. La plus grande cordialité n'a cessé de régner au milieu de ce festin de l'industrie.

Des toasts chaleureux ont été portés par les principaux représentants de cette agape fraternelle. Nous remarquons particulièrement celui porté par M. Linarès, inspecteur divisionnaire du travail des enfants.

MESSIEURS,

Permettez à l'Inspecteur du travail des enfants dans l'industrie, de porter un double toast :

A l'industrie;

A l'éducation!

A l'industrie de la région du Sud-Est, où celle de la vallée de Vaucluse occupe une place déjà si importante et surtout riche d'avenir.

A l'éducation, à l'instruction primaire et professionnelle de nos apprentis, de nos jeunes ouvriers, de nos enfants, espoir de nos ateliers et du pays. — Une loi protectrice, devançant une législation plus générale qui est dans les vœux de tous, a rendu l'instruction obligatoire pour tous les enfants employés dans les manufactures. Dans l'Exposition de L'Isle, une belle place a été faite à des travaux de l'enfance, œuvres patientes et charmantes des écoles, qui témoignent de leur bonne direction et de la sollicitude éclairée de l'administration en faveur de cette grande question de l'éducation populaire, à laquelle se rattachent toutes nos espérances de progrès et d'avenir.

— Lorsque la France, à laquelle personne n'ose contester la supériorité du goût et du génie artistique, aura su assurer à tous ses enfants l'instruction qui éclaire, qui, en élevant l'intelligence, assure la direction de la main elle-même et rend l'ouvrier capable de mettre à profit pour lui-même et pour la société les inventions et les perfectionnements du génie industriel; lorsque, en même temps, l'éducation, que nous ne saurions en séparer, et qui doit former à la fois l'esprit et le cœur, aura appris à tous, à l'âge où les impressions ne s'effacent jamais, à aimer l'ordre, la justice, le devoir, aura enfin formé le jugement et élevé les âmes, — alors la France, qui a renoncé à des rêves de gloire stérile et éphémère, la France laborieuse et prospère, conquérante toujours, mais dans les champs féconds de l'industrie et des arts de la paix, pourra se dire encore, sans fausse vanterie, la première nation du monde.

Je me félicite d'avoir pu assister à cette fête de l'industrie, dans cette belle petite ville de L'Isle, qui donne un exemple trop rare et qu'on ne saurait trop encourager. Je remercie de leur gracieux accueil M. le Maire et le Conseil municipal, qui ont pris l'initiative de cette Exposition, et l'ont menée à bonne fin avec un zèle et un patriotisme qui honore eux et la cité. J'offre aussi mes hommages à M. le Président, qui a employé tous les soins et sa haute influence à assurer le succès et l'éclat de la fête... Je serai heureux de rapporter à M. le Ministre l'heureuse et salubre impression que j'emporte, comme vous tous, Messieurs, de votre Exposition et de cette belle solennité.

— On nous écrit de Valence :

« L'Union des filateurs et des mouliors de la région de Valence vient de prendre l'initiative d'une pétition au Sénat et à la Chambre des députés, demandant l'introduction dans la loi de 1874, sur le travail des enfants employés dans l'industrie, d'une modification ayant pour objet de laisser à l'Administration départementale, sous l'autorité du Ministre, la faculté d'édicter, quand elle le jugera opportun, un règlement spécial autorisant à prolonger de trente minutes le travail effectif des cinq premiers jours de la semaine, afin que les ouvriers puissent quitter l'atelier le samedi, à trois heures et demie. »

BULLETIN DES COMMISSIONS LOCALES.

SEINE. — CONSEIL GÉNÉRAL (*Séance du 28 novembre*). — M. de Herédia, en présentant un rapport sur l'article du budget « Frais d'inspection du travail des enfants dans les manufactures, » rend compte du fonctionnement de la loi du 19 mai 1874 depuis sa mise en vigueur. Il constate que les Commissions locales du département se sont réunies trois fois,

à la Préfecture de police. 43 contraventions et 45 procès-verbaux ont été dressés; enfin 6,484 livrets ont été délivrés par la Préfecture de police. En terminant, M. le rapporteur exprime le vœu de voir l'Administration supérieure faire appliquer plus rigoureusement la loi.

M. *Clamageran* craint que le nombre des Commissions locales pour Paris, qui n'est que de cinq, ne soit pas assez considérable.

M. *le Secrétaire général de la Préfecture de police* reconnaît lui-même cette insuffisance, et dit que l'Administration se préoccupe de cette situation.

Sur le rapport de M. *de Herédia*, le Conseil prend, au sujet de la surveillance du travail des enfants dans les manufactures, la délibération suivante :

Art. 1^{er}. Il y aura 28 Commissions locales dans le département de la Seine, chargés de veiller à l'exécution de la loi du 19 mars 1874, sur le travail des enfants et des filles mineures employés dans l'industrie; chacune de ces Commissions sera composée de sept membres.

Art. 2. Les circonscriptions de ces 28 Commissions sont déterminées comme il suit :

Chacune des 20 Commissions qui devront fonctionner dans l'intérieur de Paris, comprendra un Arrondissement.

Chacune des 4 Commissions fonctionnant dans l'arrondissement de Saint-Denis, comprendra un canton.

Chacune des 4 Commissions fonctionnant dans l'arrondissement de Sceaux, comprendra un canton.

M. *Potier* demande quelle est la procédure à suivre lorsque les industriels refusent l'entrée de leurs établissements aux commissaires désignés?

M. *le Secrétaire général* de la Préfecture dit que si ces faits se sont produits, c'est à l'état d'exception, et que si l'Administration en avait été informée, elle aurait pris des mesures pour faire respecter la loi.

M. *Ferré* croit que M. le Secrétaire général n'a pas été très-exactement informé à cet égard, car les Commissions ont rencontré au contraire beaucoup de difficultés dans l'exercice de leur mission.

M. *le Secrétaire général* pense que ces difficultés ont été exagérées.

L'incident est clos.

— « Les industriels qui comptaient sur l'abrogation de la loi relative au travail des enfants doivent être maintenant bien détrompés. La Chambre des députés a refusé de la modifier et le Conseil général de la Seine vient de voter, sur le rapport de M. de Herédia, une délibération qui va en rendre les prescriptions beaucoup plus efficaces.

« C'est maintenant aux industriels, ajoute un journal (*La Réforme du bâtiment*, n° du 3 décembre), à exécuter strictement la loi, et nous invitons les entrepreneurs de fumisterie à se tenir sur leur garde. S'ils avaient l'imprudence de faire travailler des enfants, sans tenir compte des prescriptions que la Chambre syndicale a plusieurs fois rappelées, ils s'exposeraient à des poursuites correctionnelles extrêmement fâcheuses.

» En effet, l'Administration ne pourra faire de nouvelles concessions sous aucun prétexte, car ce n'est pas seulement le Conseil général qui l'invite à remplir rigoureusement son devoir, ce sont les journaux cléricaux et, tout récemment, ils protestaient contre la tolérance à laquelle plusieurs industries doivent de pouvoir continuer, le dimanche, des travaux qu'il leur est impossible d'ajourner.

» A cette occasion, il est bon de rappeler que la loi sur le travail des enfants devrait être appliquée avec la même rigueur à tous les industriels sans distinction, et nous comptons dans ce nombre les ramoneurs qui vont de ville en ville, de commune en commune, avec de jeunes enfants, que les autorités locales ont pour devoir de protéger, comme elles protègent les apprentis des entrepreneurs.

» Or, dans un de ses derniers numéros, le *Journal de Seine-et-Marne* appelait l'attention sur la malheureuse situation des pauvres petits qui couraient à ce moment les rues de Meaux, tantôt en cherchant du travail, tantôt en mendiant, et personne n'ignore que dans tous les départements on trouve de ces troupeaux d'enfants.

» Ne serait-il pas juste d'exercer une surveillance spéciale sur les maîtres qui les exploitent, et qui, la plupart du temps, n'offrent pas les mêmes garanties de moralité que les entrepreneurs. Peut-être arriverait-on à détruire leur industrie, et, sans aucun doute, il n'y aurait à cela que des avantages. »

COMITÉS-ANNEXES

DE LA

SOCIÉTÉ DE PROTECTION DES ENFANTS EMPLOYÉS DANS L'INDUSTRIE.

COMITÉ-ANNEXE DE L'ASSISTANCE JUDICIAIRE.

(Extraits des procès-verbaux communiqués par M. Gab. JORET-DESCLOSIÈRES, avocat à la Cour d'appel, Secrétaire.)

ACCIDENTS AYANT ATTEINT DES ENFANTS ET OUVRIERS. — *Jurisprudence relative au travail des enfants dans les manufactures.* — M. Jules Périn communique un jugement — qu'il a entendu prononcer par la 4^e chambre du Tribunal civil de la Seine, — jugement dans lequel le tribunal, considérant que le fait d'avoir admis une ouvrière de moins de 16 ans dans un atelier où se mouvaient des engrenages non protégés par un revêtement extérieur, malgré la prohibition formelle de la loi, constituait une faute et créait une responsabilité pour le patron.

La jeune Clémence Gaudret, née le 2 décembre 1859, est entrée le 3 novembre 1875 en qualité d'ouvrière chez M. Faure-Beaulieu, fabricant d'ouates, rue de Tanger, n^{os} 18 et 20. Le 6 novembre, cette jeune fille qui était employée dans les ateliers comme « soigneuse de cardes, » avait la main droite prise dans une des roues à engrenage qui se meuvent sur le côté droit des cardes.

A la suite de cet accident, il a été procédé à une enquête par le Commissaire de police du quartier et à une visite des lieux par l'Inspecteur divisionnaire du travail des enfants. Ces deux documents ont établi, ce qui au surplus n'était pas nié, que l'accident était uniquement dû à l'imprudence de la jeune Gaudret.

Néanmoins, un procès s'est engagé entre la mère de la jeune Gaudret et M. Faure-Beaulieu.

M^{me} Gaudret soutenait, par l'organe de M^e Courtel, que la responsabilité de M. Faure-Beaulieu résultait d'une double contravention à la loi du 19 mai 1874, en ce que : 1^o M. Faure-Beaulieu aurait dû, conformément à l'art. 14 de ladite loi, revêtir d'un organe protecteur les engrenages de ses cardes, dont les roues marchaient à découvert; et 2^o en ce qu'il avait eu tort d'accepter dans ses ateliers, en violation de l'art. 12 de la même loi et de

l'art. 2 du règlement fait en exécution dudit article, une jeune fille âgée de moins de 16 ans.

Elle ajoutait que M. Faure-Beaulieu avait un moyen bien simple de s'assurer que son ouvrière n'avait pas 16 ans révolus, c'était de se faire représenter soit son acte de naissance, soit le livret qu'aux termes de l'art. 10 de la loi du 19 mai 1874 les ouvrières doivent produire en entrant dans un atelier et dont les patrons doivent transcrire les mentions essentielles sur un registre spécial. Or, non-seulement aucune de ces précautions n'avait été prise, mais M. Faure-Beaulieu avait reçu dans sa fabrique la jeune Gaudret sans même que celle-ci lui fut présentée par sa mère, et sur sa simple demande.

Le Tribunal, jugeant en premier ressort :

Attendu que la fille Clémence Gaudret, alors ouvrière à la fabrique de Faure, a eu, le 6 novembre 1875, la main prise dans un engrenage qui n'était pas couvert d'organes protecteurs, et près duquel elle travaillait;

Que la blessure, résultat de cet accident, était complètement cicatrisée en janvier 1876;

Attendu qu'à l'époque où elle s'est ainsi blessée, elle n'avait pas encore 16 ans;

Que l'art. 2 du Décret des 13 et 15 mai 1875 interdit d'employer des enfants au-dessous de 16 ans dans les ateliers qui mettent en jeu des machines dont les parties dangereuses et pièces saillantes mobiles ne sont point couvertes de couvre-engrenages ou garde-mains, ou autres organes protecteurs;

Attendu, dès lors, que Faure a contrevenu à cette disposition légale, et est, en conséquence, responsable des suites de l'accident dont s'agit;

Que le tribunal a les éléments nécessaires pour fixer l'étendue du préjudice et la quotité des dommages-intérêts, les fixe à 200 francs;

Par ces motifs : Condamne Faure à payer à la femme Gaudret-ès-qualités, une somme de 200 francs, à titre de dommages-et-intérêts, pour les causes sus-énoncées;

Dit que la femme Gaudret sera tenue d'employer cette somme de 200 fr. en un titre de rente sur l'État français 3 0/0, capital que la fille Gaudret ne pourra aliéner que lors de son mariage ou de sa majorité;

Condamne Faure aux dépens, dont le recouvrement sera poursuivi par l'Administration de l'enregistrement et des domaines, conformément aux dispositions de l'art. 18 de la loi du 22 janvier 1851. (Trib. civ. Seine, 4^e ch., 1^{er} août 1876, présidence de M. Chavigny de Bouthillier.)

Accidents dans les Scieries mécaniques. — M. J. Périn constate à regret que le nombre des accidents causés par la scie circulaire ne tend pas à diminuer.

« Hier matin, rapportait *l'Opinion* (n° du 22 juillet 1876), à la scierie Bonglier, un ouvrier tourneur, Schmitt, a eu la main droite enlevée par une scie circulaire. Son état désespéré l'a fait admettre d'urgence à l'hôpital Saint-Antoine.

» Comme cet accident prive pour toujours cet ouvrier de travailler, ses patrons ont promis de lui faire une petite pension. »

« Un horrible accident, disait *le Siècle* (n° du 20 novembre 1876), a eu lieu hier à la scierie mécanique du boulevard Contrescarpe, 36. L'ouvrier Guinart, en s'approchant trop d'une scie lancée à toute vitesse, a eu le haut de la tête fendu. Il respirait encore faiblement, mais c'est dans un état absolument désespéré qu'il a été transporté à l'hôpital Saint-Antoine. »

— *dans les Fabriques préparant le vernis.* — « Un horrible malheur est arrivé à Monthermé (Ardennes), dans les circonstances suivantes :

« La jeune Noémie Poncelet, âgée de seize ans, vernisseuse dans les ateliers de M. Lapasque, était montée dans les magasins du deuxième étage avec une lampe à mèche libre pour préparer du vernis. En voulant éteindre sa lampe, une flammèche se détacha et tomba dans le bassin contenant l'essence, qui s'enflamma aussitôt.

» Sans rien perdre de son sang-froid, la jeune fille voulut jeter par la fenêtre le baquet embrasé. Poussées par le vent, les flammes furent renvoyées sur les vêtements grasseyés de Noémie, qui se trouva subitement enveloppée d'un cercle de feu.

» Effrayée, la malheureuse enfant se jeta dans les escaliers en appelant au secours. Quand elle arriva au bas de l'escalier, ses vêtements étaient entièrement consumés, elle était toute nue, son corps ne présentait plus qu'une horrible brûlure.

» La tête seule et les pieds avaient été protégés. A ses cris, les ouvriers accoururent, se jetèrent sur elle et la roulèrent dans le sable pour éteindre les flammes qui mordaient le corps de la pauvre enfant; M. Hainaut eut même les mains brûlées.

» Dans ce magasin, il y avait de la paille à laquelle se communiqua le feu. La cloche de l'école sonna l'alarme. Les pompiers arrivèrent avec leurs pompes, mais déjà les ouvriers s'étaient rendus maîtres de ce commencement d'incendie.

» La malheureuse enfant, au milieu de souffrances atroces, succomba le vendredi 4 août, après vingt-quatre heures d'un long et cruel martyre. » — (*L'Opinion nationale*, 15 août 1876.)

Industries insalubres. — Les fumeurs qui se servent de ces mèches jaunâtres en coton renfermées dans une boîte munie

d'un briquet ignorent, pour la plupart, que la fabrication de ces mèches est extrêmement dangereuse. Le coton renferme jusqu'à 25 et même 30 0/0 de chromate de plomb, substance très-vénéneuse qui lui communique sa couleur jaune et la faculté de brûler au contact d'une étincelle.

Dans les ateliers de tissage, il se dégage une poussière fine de chromate qui pénètre par la bouche et par le nez et atteint la profondeur des voies respiratoires où a lieu l'intoxication.

Dans la séance du 14 août 1876, de l'Académie des sciences, M. Monier a indiqué un procédé qui remédierait à ce mode de fabrication. Il remplace le chromate par un oxyde non vénénéux, le manganèse, en proportion dix fois moindre environ. Cet oxyde, pour être obtenu très-divisé, est préparé par voie de précipitation. On plonge le coton tout lissé dans un bain renfermant 8 0/0 de sulfate de manganèse; on le retire, on le tord, on le fait égoutter, puis on le porte dans un second bain renfermant 3 0/0 de potasse caustique.

Il se forme ainsi de l'oxyde de manganèse dans le tissu même. La moindre étincelle suffit pour produire l'inflammation des mèches ainsi obtenues. On pourra remplacer, si l'on veut, le sulfate par le chlorure de manganèse, résidu sans valeur des fabriques de chlore. On aura de la sorte des mèches inflammables à très-bon marché.

Nous sommes attentifs à signaler les progrès réalisés dans l'amélioration des Industries insalubres. A notre avis, c'est un des plus grands services rendus par la chimie à la société. Mais il ne suffit pas que les chimistes et des hygiénistes cherchent et trouvent, et que la presse enregistre leurs découvertes et les porte à la connaissance des intéressés. La routine, la cupidité, l'indifférence opposent des obstacles nombreux et parfois insurmontables à l'application des procédés améliorés.

Nous croyons que la loi devrait ici intervenir pour imposer aux Chefs des industries insalubres l'emploi des méthodes nouvelles une fois qu'elles auraient été prouvées.

Sans demander qu'on transforme les usines en laboratoires de recherche, nous trouverions tout simplement juste et humain que les usiniers soient mis désormais dans l'impossibilité d'exposer leurs semblables à une mort certaine, quand il y a moyen de faire autrement.

Enfants, traînant des voitures à bras, victimes d'accidents. — « Un

garçon épicier, le jeune Chollet, âgé de treize ans, dit *le Siècle* (n° 25 octobre 1876), traînait, rue de Rivoli, une voiture à bras, lorsqu'un tilbury, dont le conducteur prit la fuite, le heurta et le renversa ; le jeune homme se relevait, avec quelques contusions peu graves, lorsque le fiacre 3176 le renversa de nouveau et lui passa sur le corps ; il a été transporté dans un état grave, chez son patron, rue des Nonnains-d'Hyères. »

Une Maison de secours pour les ouvriers blessés. — Le *Journal des Débats* annonce la création prochaine d'une maison de secours destinée à recevoir des indigents ou des ouvriers des deux sexes, victimes dans Paris, d'accidents occasionnés notamment par les voitures, les incendies, les travaux de construction de bâtiments, le fonctionnement des usines ou des fabriques, et généralement pour quelque cause que ce soit.

Cette maison de secours, qui portera le nom d'asile Vacassy, sera fondée grâce à la munificence d'un homme de bien, M. Jean-Joseph Vacassy, qui, par un testament olographe, a laissé dans ce but divers biens meubles et immeubles évalués à 1,200,000 fr. environ.

CONDITION DES APPRENTIS A PARIS

ET DANS LE DÉPARTEMENT DE LA SEINE

Par M. Joseph LEFORT, avocat à la Cour d'appel, lauréat de l'Institut.

Dans différentes études précédemment insérées au *Bulletin* de la Société, nous avons exposé la condition des enfants employés dans les mines d'Anzin, au Creusot, etc. (1). Poursuivant la suite de ces notices nous voudrions aujourd'hui indiquer la situation des apprentis à Paris et dans le département de la Seine, en nous aidant principalement des documents recueillis par la dernière enquête sur les conditions du travail en France et en complétant ces données par d'autres renseignements puisés à des sources différentes (2).

I. — En général, à Paris, les familles d'ouvriers ne comptent pas beaucoup d'enfants. Lorsque ces derniers ont atteint l'âge de 12 à 13 ans, leur emploi commence à devenir sérieux et ils travaillent 10 heures comme les hommes ; ils fréquentent l'école suivant la nature de l'industrie dans laquelle ils sont occupés et selon que la situation et la volonté de leurs parents leur permettent de le faire (3). Le système du demi-temps n'est point pratiqué à Paris où l'industrie textile, montée mécaniquement, est sans importance et tend à disparaître. Cependant, l'enquête faite par les soins de la Chambre de commerce de Paris constate que le travail n'a pas d'influence fâcheuse sur le développement physique des enfants : une meilleure organisation dans les ateliers, des mesures prises pour que l'enfant ne dépende plus de l'adulte

(1) *Bulletin de la Société de protection des apprentis*, t. VII (1874), p. 509 et t. IX (1876), p. 526.

(2) *Rapport au nom de la Commission d'enquête parlementaire sur les conditions du travail en France*, par M. Ducarre, 1875, in-4° ; *Chambre de commerce de Paris: Enquête sur les conditions du travail en France; département de la Seine*, Paris 1875, gr. in-4° ; *Chambre de commerce de Paris. Statistique de l'industrie à Paris, résultant de l'enquête faite pour les années 1847-48*, Paris 1851, gr. in-4° ; *Chambre de commerce de Paris. Statistique de l'industrie à Paris, résultant de l'enquête faite pour l'année 1860*, Paris, gr. in-4°, etc.

(3) D'après le recensement de 1872, 82,250 enfants (43,628 garçons et 38,622 filles) dans les 20 arrondissements de Paris et 26,996 enfants (14,966 garçons et 12,030 filles) dans les arrondissements de Saint-Denis et Sceaux, fréquentent les écoles communales. Ajoutons qu'en général et sur l'initiative même des patrons, dès qu'elles ont été jugées possibles, des mesures ont été prises pour combiner les heures d'école avec le travail dans les ateliers. V. le mémoire de M. Gréard sur les écoles primaires de Paris en 1875. (*Séances et travaux de l'Académie des sciences morales et politiques* 1876, 2^{me} série, t. V, p. 430.)

et ne soit occupé que de son travail industriel, ont agi favorablement sur la moralité des jeunes ouvriers. Il est juste d'ajouter que ce résultat doit être attribué pour une bonne part à la dernière loi votée par l'Assemblée nationale sur le travail des enfants, laquelle est rigoureusement appliquée, notamment en ce qui concerne les inspections (lesquelles se font régulièrement) et qui, tout en portant préjudice à certaines industries, d'après le rédacteur de l'enquête, a beaucoup fait pour l'amélioration de l'état physique et la propagation de l'instruction des enfants.

II. — Le département de la Seine compte 27,029 apprentis (1), ainsi répartis : Paris, 15,064 garçons et 6,186 filles; arrondissements de Sceaux et Saint-Denis 3,063 garçons et 2,716 filles (2). Si nous recourons à la division par groupes d'industrie, nous arrivons aux chiffres suivants.

	Paris		Sceaux et Saint-Denis		Départ. de la Seine	
	garçons	filles	garçons	filles	garçons	filles
1 ^o Alimentation	1412	125	210	»	1622	125
2 ^o Bâtiment.....	1124	»	345	»	1469	»
3 ^o Ameublement.....	2288	238	49	»	2337	238
4 ^o Vêtement.....	952	2919	185	2559	1137	5478
5 ^o Fils et tissus.....	461	567	131	74	592	641
6 ^o Métaux communs.....	1885	»	606	»	2491	»
7 ^o Métaux précieux.....	1915	641	18	»	1933	641
8 ^o Chimie et céramique.....	758	»	775	»	1533	»
9 ^o Imprimerie, gravure et papeterie.	1215	214	110	59	1325	273
10 ^o A Instruments de précision, de musique, etc.....	669	94	60	»	729	94
B Peaux et cuirs.....	92	»	195	»	287	»
C Carrosserie, sellerie, etc.....	829	»	205	»	1034	»
D Boissellerie, vannerie, etc....	264	75	76	»	340	75
E Articles de Paris.....	1175	1313	98	24	1273	1337
F Industries diverses.....	25	»	»	»	25	»

Un autre tableau que nous empruntons au compte-rendu de l'enquête indique pour chaque groupe la proportion des apprentis dans l'effectif des ateliers parisiens. 1^{er} groupe 3 0/0 garçons et 1.40 0/0 filles; 2^e 2.01 0/0; 3^e 5.56 et 4.46 0/0; 4^e 2.54 et 2.90 0/0; 5^e 5.21 et 3.16 0/0; 6^e 6.31 0/0; 7^e 15.19 et 11.41 0/0; 8^e 5.21 0/0; 9^e 6.65 et 1.36 0/0; 10^e A 4.88 et 3.03 0/0; B 1.60 0/0; C 5.12 0/0; D 7.88 et 7.57 0/0; E 8.60 et 6.17 0/0; F 0.08 0/0.

(1) Les patrons sont au nombre de 148,244 et les ouvriers des établissements privés atteignent le chiffre de 648,092 sur lesquels on compte 18,127 garçons et 8,902 filles.

(2) D'après M. Ducarre (*Rapport*, p. 108), l'on a prétendu qu'à Paris sur 25,000 apprentis il n'y en avait pas 5,000 de réguliers.

Il est intéressant de rechercher quel a été le nombre des apprentis à Paris lors des deux enquêtes précédemment faites par la Chambre de commerce.

En 1847-48 l'industrie parisienne employait 24,714 enfants ou jeunes gens des deux sexes (16,863 garçons dont 1,249 de plus de 12 ans, 15,614 de 12 à 16; 7,851 filles dont 869 ayant plus de 12 ans et 6,982 âgées de 12 à 16 ans); sur ce chiffre on comptait 19,114 apprentis. Ces derniers étaient répartis de la façon suivante entre les différentes branches de l'industrie. 1^o Alimentation, 1,007; 2^o Bâtiment, 1,239; 3^o Ameublement, 2,213; 4^o Vêtement, 5,226; 5^o Fils et tissus, 1,188; 6^o Peaux et cuirs, 59; 7^o Carrosserie, sellerie, équipements militaires, 385; 8^o Industries chimiques et céramiques, 194; 9^o Travail des métaux, mécanique, quincaillerie, 1,374; 10^o Travail des métaux précieux, 2,149; 11^o Boissellerie, vannerie, 536; 12^o Articles de Paris, 2,348; 13^o Imprimerie, gravure, papeterie, 1,196;

En 1860, l'enquête révéla la présence de 25,540 enfants âgés de moins de 16 ans travaillant (19,059 garçons, 6,481 filles), dont 19,742 apprentis des deux sexes appartenant aux industries ci-après désignées. 1^o Alimentation, 1,192; 2^o Bâtiment, 964; 3^o Ameublement, 2,571; 4^o Vêtement, 3,653; 5^o Fils et tissus, 683; 6^o Acier, fer, cuivre, zinc et plomb, 1,113; 7^o Or, argent, platine, 3,629; 8^o Industries chimiques et céramiques, 192; 9^o Imprimerie, gravure, papeterie, 1,383; 10^o Instruments de précision, musique, horlogerie, 1,010; 11^o Peaux et cuirs, 57; 12^o Carrosserie, sellerie, équipements militaires, 835; 13^o Boissellerie, vannerie, broserie, 271; 14^o Articles de Paris, 2,184; 15^o Industries diverses, 5.

La dernière enquête permet de constater (ce que, du reste, savaient tous les économistes) que le chiffre des apprentis tend, d'une façon générale, à diminuer d'année en année. Elle en recherche les raisons. L'auteur du recueil publié par la Chambre de commerce de Paris affirme que le discrédit de l'apprentissage résulte non-seulement du sentiment des ouvriers regardant à sacrifier quelques années à l'étude d'une profession dont ils peuvent se dispenser de connaître toutes les branches, lorsqu'à côté d'eux s'offrent des ateliers où le travail est rétribué sans qu'il soit besoin d'une habileté acquise par un long et assidu exercice, mais surtout des abus qui se sont souvent introduits dans l'apprentissage et qui ont bien des fois excité

les plaintes des familles. C'est ce que déploraient, dans leurs rapports, les délégations ouvrières à l'Exposition universelle de 1867 (1). Mentionnons, d'autre part, l'augmentation des loyers qui a forcé les industriels à restreindre l'espace affecté aux ateliers, la cherté sans cesse croissante des vivres, les prescriptions de la loi de 1851 obligeant les patrons à consacrer un temps déterminé à l'instruction et à la surveillance des apprentis. A ce qui précède l'on pourrait ajouter, lisons nous dans le compte-rendu de l'enquête (p. 28), que « l'obligation pour les patrons » honnêtes de subir, au nom de la loi, la visite de leurs ateliers, » de recevoir les remontrances parfois mal fondées d'inspecteurs » ou de visiteurs peu au courant des nécessités de l'industrie » ont discrédité l'apprentissage. » Beaucoup d'industriels très-honorables, paraît-il, préférèrent aujourd'hui prendre de jeunes enfants comme ouvriers-aides en leur payant une légère rétribution journalière qui satisfait les parents et laisse des deux côtés toute liberté d'action.

Si l'apprenti est de mauvaise volonté le patron le renvoie; si le patron est exigeant l'enfant s'en va sans aucune intervention légale ou paternelle. Nous reconnaissons sans peine, toutefois, que si l'habileté professionnelle de l'artisan n'est plus aussi recherchée actuellement que jadis dans les industries fonctionnant à l'aide de machines, il en est tout autrement lorsque le travail se fait soit en totalité, soit en partie directement par l'homme. Désireux non-seulement de maintenir leur production à un niveau respectable mais surtout d'élever ce dernier, les patrons ont grand soin de prendre ces apprentis et ils les forment si bien qu'à toutes les expositions la supériorité de

(1) Dans les Procès-verbaux de la Commission ouvrière de 1867 (Paris 1868, p. 82, etc.), l'on peut voir comment sont graves les abus. Non-seulement l'apprenti fait des journées d'homme, des journées de 10, 12, de 15 heures au mépris des prescriptions de la loi, non-seulement on épuise ses forces en lui faisant porter des charges de 50 à 60 kilogr., mais très-souvent les patrons se livrent à d'odieuses spéculations. Bien des fois les apprentis sont plutôt des commissionnaires que des élèves, faisant des courses pour les besoins du ménage; on les garde pendant un certain nombre d'années sans rien leur apprendre, employés comme hommes de peine, et l'enfant devient adulte sans savoir comment gagner sa vie. Si les délégués parisiens se sont montrés justement sévères contre ces patrons qui exploitent de jeunes enfants sans vouloir en faire des ouvriers, ils n'ont pas moins énergiquement blâmé les parents qui abandonnent les apprentis pour une faible rétribution et restent sourds aux réclamations de leurs enfants lorsqu'ils se plaignent de faire trop de courses, de travailler trop longtemps et souvent aussi des vexations qu'ils subissent de la part des ouvriers et des coups qu'ils en reçoivent.

l'ouvrier parisien s'est manifestée pour toutes les productions touchant à l'art à quelque degré que ce soit.

Néanmoins, l'état de décadence dans lequel est tombé peu à peu l'apprentissage a frappé tous les esprits et l'on a compris qu'il importait essentiellement à l'industrie française de trouver un remède pour maintenir le niveau de l'habileté des productions. De là ces écoles destinées à remplacer l'apprentissage à l'atelier, à fournir pour l'avenir des ouvriers habiles et à donner aux travailleurs, durant leur jeune âge, une éducation plus sérieuse que celle qu'il était possible de leur donner jusqu'alors. Ces écoles d'apprentissage ayant pour but de répondre aux besoins de chaque branche de l'industrie sont nécessairement très-variées et leur nombre en est très-grand. Cependant, si l'on songe aux 27,000 apprentis des deux sexes que compte le département de la Seine, l'on est en droit de remarquer qu'il est insuffisant, sans compter que certaines écoles, en ne patronnant que les enfants d'un même culte, édictent des exclusions regrettables (1).

Un point fâcheux à constater : beaucoup de familles dans le département de la Seine, loin de seconder les efforts que l'on fait en faveur de l'instruction, retirent trop tôt leurs enfants de l'école qui pourtant est gratuite. Il est triste d'avoir à dire que les familles des arrondissements de St-Denis et de Sceaux ne semblent pas avoir compris l'insuffisance de quelques jours seulement d'école par semaine. La plupart du temps c'est le résultat de l'ignorance des parents qui, par cela même que l'instruction leur fait défaut, en méconnaissent les bienfaits.

III. — Pour le salaire quotidien des enfants, en adoptant la classification en 10 groupes précédemment adoptée, l'on a les moyennes suivantes.

(1) Le compte-rendu de l'enquête (p. 31, etc.) indique les institutions à l'usage des enfants et jeunes ouvriers qu'il divise de la façon suivante : 1° Institutions ayant pour but principal l'éducation classique ; 2° celles affectées à l'enseignement spécial d'une profession ; 3° celles ayant pour but le placement, le patronage et la surveillance des enfants. Leur énumération nous entraînerait trop loin ; nous renvoyons le lecteur au volume publié par la Chambre de commerce.

	Paris		Sceaux et Saint-Denis		Départ. de la Seine	
	garçons	filles	garçons	filles	garçons	filles
1 ^o Alimentation Fr.	2.50	1.65	1.05	»	2.30	1.65
2 ^o Bâtiment	1.10	»	1	»	1.05	»
3 ^o Ameublement.....	1.05	0.90	0.95	»	1.05	0.90
4 ^o Vêtement.....	1	1.15	0.65	0.75	0.95	1
5 ^o Fils et tissus.....	1	1.45	1	0.95	1	1.40
6 ^o Métaux communs	1.40	»	1.20	»	1.35	»
7 ^o Métaux précieux	2.10	1.75	2	»	2.05	1.75
8 ^o Chimie et céramique.....	1.65	»	1.45	»	1.50	»
9 ^o Imprimerie, gravure et papeterie.	1.40	1.10	1.15	1.05	1.35	1.10
10 ^o A Instruments de précision, de musique, etc.....	1.40	1.35	1.10	»	1.35	1.35
B Peaux et cuirs.....	1.85	»	1.20	»	1.40	»
C Carrosserie, sellerie, etc.....	1.50	»	1.30	»	1.45	»
D Boissellerie, vannerie, etc....	1.95	0.85	1.70	»	1.90	0.85
E Articles de Paris.....	1.95	1.95	1.45	1.30	1.90	1.95
F Industries diverses.....	2	»	»	»	2	»

Ainsi qu'on peut le remarquer, les groupes qui offrent les salaires les plus élevés sont, pour les garçons, à Paris celui de l'alimentation (2 fr. 50), à Sceaux et à St-Denis celui des métaux précieux (2 fr.); pour les filles à Paris celui des métaux précieux (1 fr. 75) et dans les deux autres arrondissements la fabrication des articles de Paris (1 fr. 30). Quant aux moyennes les plus basses, elles sont fournies pour les garçons par les 4^e et 5^e groupes (vêtement; fils et tissus 1 fr.) et dans les arrondissements de Sceaux et Saint-Denis par les 3^e et 4^e groupes (vêtement, 0 fr. 65; ameublement 0 fr. 95). Pour les filles les chiffres minima se rencontrent à Paris dans la boissellerie (0 fr. 85), et dans le groupe du vêtement (0 fr. 75) pour les arrondissements de Sceaux et Saint-Denis. Disons d'une façon générale que la moyenne du salaire journalier est pour les garçons de 1 fr. 55 et 1 fr. 10 dans les 20 arrondissements de Paris, ainsi que dans ceux de Saint-Denis et Sceaux, et pour les filles que le chiffre est de 1 fr. 40 à 0 fr. 75. L'enquête a révélé que depuis 10 ans le taux du salaire avait augmenté de 40 0/0 pour les garçons et de 38 0/0 pour les filles (1).

IV. — Après avoir indiqué le chiffre des apprentis à Paris et le montant de leur salaire journalier il est important de mentionner la durée ordinaire de l'apprentissage. Des renseignements

(1) Dans un trop grand nombre de familles les enfants, dès qu'ils peuvent se suffire à eux-mêmes, se séparent de leurs parents et n'allègent leurs dépenses qu'en cessant d'être à leur charge. Rarement les enfants, devenus adultes, subviennent aux besoins de leurs parents : aussi les hôpitaux et les hospices sont à peine suffisants pour les vieillards (*Enquête*, p. 22).

très-précis nous sont à cet égard fournis par un tableau joint au *Rapport* de M. Ducarre à l'Assemblée nationale. (Voy. p. 334-335.) Nous y voyons qu'à Paris l'apprentissage est de 60 mois pour les poêliers fumistes; 48 mois pour les bijoutiers et orfèvres; brodeuses; carrossiers; charrons; dentellières; ébénistes; horlogers; sculpteurs ornementalistes; selliers; tailleurs d'habits; tapissiers; tourneurs sur métaux; vanniers. Il est de 40 mois pour les menuisiers; de 36 pour les cordonniers, couteliers, couturières en robes, couvreurs, ferblantiers, lampistes, fleuristes, ébénistes, relieurs, serruriers, teinturiers, tourneurs sur bois; de 24 pour les blanchisseuses, charcutiers, corsetières, culottières, giletières, lingères, maçons, modistes, tisserands, tonneliers; et enfin de 12 mois pour les chaussonniers et les piqueuses de bottines.

D'après M. Maurice Block (*Statistique de la France comparée avec les divers pays de l'Europe*, 2^e édition, t. II, p. 523), les 19,742 apprentis se répartiraient ainsi selon la durée de l'apprentissage : Apprentissage de 1 an 598; de 2 ans 4,142; de 3 ans 6,798; de 4 ans 11,654; de 5 ans 1,665; sans durée déterminée 885.

En province, la moyenne générale de la durée de l'apprentissage est de 26 mois.

V. — Enfin, si nous recherchons quel est le prix habituel de l'apprentissage payé aux patrons, nous voyons qu'il est d'usage de ne point demander d'indemnité aux parents, sauf dans les industries de la chapellerie et des modes; la somme est pour l'une de 100 fr. et pour l'autre varie entre 200 et 600 fr. Pour les autres industries l'apprentissage a lieu au pair, c'est-à-dire que le patron prend à sa charge le logement et la nourriture contrairement à ce qui se passe dans les départements. La raison provient, sans nul doute, de ce que les apprentis sont formés en province et de ce que la plupart arrivent déjà ébauchés à Paris.

INSTITUTIONS CRÉÉES DANS L'INTÉRÊT MORAL ET MATÉRIEL DES APPRENTIS

ET DES ENFANTS EMPLOYÉS DANS LES MANUFACTURES.

ENSEIGNEMENT PRIMAIRE L'ÉCOLE ANNEXÉE A L'ATELIER

La question de l'instruction primaire des enfants qui sont employés dans l'industrie est l'une de celles qui préoccupent non-seulement la Direction de l'enseignement primaire du département de la Seine, mais encore la plupart des Délégations cantonales de Paris et même des départements.

A ce titre, nous avons cru devoir reproduire le remarquable travail de l'un de nos collègues, M. Julien Hayem.

Nous n'avons pas besoin de recommander cet auteur aux lecteurs de notre Bulletin; nous ne pouvons mieux faire que de le laisser présenter lui-même son Projet de création d'Écoles primaires de fabrique. Nous ajouterons toutefois que, de même que la Délégation cantonale du XI^e arrondissement, nous nous intéressons et nous associons pleinement au succès de ce projet si utile et si pratique.

Le Projet que j'ai l'honneur de vous soumettre est destiné à *provoquer l'organisation et à favoriser la création et le développement d'Écoles primaires attachées aux établissements industriels.*

Afin de vous faire bien connaître le rôle qu'ont joué jusqu'à présent les écoles annexées aux ateliers et de vous mettre à même d'apprécier les services bien plus importants qu'elles me semblent appelées à rendre, si le projet que je vous sou mets obtient votre sanction, il est nécessaire que je vous ramène à trente ans en arrière et que je passe en revue avec vous les lois qui se sont occupées de l'instruction des enfants employés dans l'industrie.

La loi de 1841 est la première en France qui se soit occupée d'améliorer la condition morale et matérielle des enfants voués aux travaux de l'industrie, et cela seulement dans les manufactures, usines et ateliers à moteurs mécaniques ou à feu continu et dans toute fabrique occupant plus de vingt ouvriers.

Cette loi (dans son article 5) contient, au point de vue de l'instruction des enfants, les dispositions suivantes :

1^o Nul enfant âgé de moins de douze ans ne pourra être admis qu'autant que ses parents ou tuteurs justifieront qu'il fréquente une des écoles publiques ou *privées* existant dans la localité.

2° Tout enfant admis dans l'atelier doit continuer, jusqu'à l'âge de douze ans, à suivre les cours d'une école.

3° Les enfants âgés de plus de douze ans ne sont dispensés de suivre une école, que lorsqu'un certificat donné par le maire de leur résidence, attesterait qu'ils ont reçu l'instruction primaire élémentaire.

4° Les enfants sont tenus d'être munis d'un livret sur lequel sera inscrit, entre autres mentions, le temps pendant lequel ils auraient suivi l'instruction primaire.

Après cette loi qui ne s'occupe que des enfants ouvriers, c'est-à-dire que des enfants qui gagnent un salaire dès leur admission à l'atelier et ne sont liés par aucun engagement à leur maître, une loi nouvelle, rendue en 1851, règle la condition des apprentis, c'est-à-dire des enfants qui, en vertu d'un contrat passé avec des maîtres, louent leurs services et leur temps moyennant l'apprentissage d'un métier.

Cette loi, en ce qui concerne l'enseignement primaire, dispose (article 10), que si l'apprenti âgé de moins de seize ans ne sait pas lire, écrire et compter ou s'il n'a pas encore terminé sa première éducation religieuse, le maître est tenu de lui laisser prendre sur sa journée de travail le temps et la liberté nécessaires pour son instruction!!! « mais que, néanmoins, ce temps ne pourra pas excéder deux heures par jour. »

Je ne veux pas, au moins pour le moment, me livrer à la critique de ces lois et examiner de quels résultats elles ont été suivies, et restant dans les étroites limites d'un résumé législatif, je passe à la loi sur le travail des enfants et des filles mineures employés dans l'industrie qui porte la date récente du 19 mai 1874 et qui a apporté dans les conditions du travail des enfants des améliorations si importantes, si nécessaires et si impatiemment attendues.

En ce qui concerne l'instruction primaire, je crois utile de rappeler, ou plutôt, de reproduire les dispositions de cette loi :

1° (Article 8). Nul enfant ayant moins de douze ans révolus ne peut être employé par son patron qu'autant que ses parents ou tuteurs justifient qu'il fréquente actuellement une école publique ou privée.

2° Tout enfant admis avant douze ans dans un atelier, c'est-à-dire pour lequel la preuve aura été faite qu'il fréquente actuellement une école publique ou privée, devra jusqu'à cet âge suivre les classes d'une école pendant le temps libre du travail. (Le temps libre du travail dont parle l'article 8, s'applique à toutes les heures de la journée en dehors des six heures divisées par un repos que le patron a le droit d'exiger de l'enfant mineur de 12 ans.)

3° L'enfant devra recevoir l'instruction pendant 2 heures au moins si une école spéciale est attachée à l'établissement industriel.

4° La fréquentation de l'école (et ici il ne s'agit plus de l'école publique ou privée,) sera constatée au moyen d'une feuille de pré-

sence dressée par l'instituteur et remise chaque semaine au patron.

5^o (Article 9). Aucun enfant ne pourra, même après 12 ans révolus et avant l'âge de 15 ans accomplis, être admis à travailler plus de six heures par jour, s'il ne justifie par la production d'un certificat de l'instituteur ou de l'inspecteur primaire, visé par le maire, qu'il a acquis l'instruction primaire élémentaire.

Il suffit de placer les unes à côté des autres ces différentes dispositions de trois lois poursuivant le même objet pour voir combien la législation de 1874 a été plus jalouse que ses devancières d'améliorer et de développer l'instruction primaire des enfants employés par l'industrie. Qu'il me soit permis toutefois, ainsi que je le faisais prévoir tout à l'heure, de rappeler les critiques si justes adressées aux deux lois de 1841 et de 1851 et de faire remonter jusqu'à elles les causes de cette ignorance profonde dans laquelle languit la plus grande partie de notre population ouvrière.

La loi de 1841, qui se déclarait provisoire et devait se compléter par des règlements d'administration publique toujours promis et toujours attendus en vain, qui était pleine de contradictions et que son éminent rapporteur, M. Renouard, trouvait lui-même fort éloignée de la perfection, n'eût pas le bonheur d'être observée et ne fut considérée pendant vingt ans que comme une arme émoussée et sans force. Toutes ses prescriptions, aussi bien celles qui visaient à l'amélioration de la condition matérielle que celles qui tendaient à réformer la situation morale des enfants, furent successivement, ou plutôt pareillement, violées et on a pu dire de cette loi, non sans raison, que « devant l'indifférence des ouvriers et le peu d'empressement qu'ont mis jusqu'à ce jour les pouvoirs publics à la faire exécuter, les patrons se sont facilement accoutumés à voir en elle une lettre morte, un recueil de conseils qui n'obligent pas ou de vaines menaces que personne ne songe à accomplir. »

La loi de 1851 qui était certainement meilleure et qui, dans une large mesure, adoucissait les rigueurs du travail manuel, a eu la mauvaise fortune de voir diminuer de plus en plus le nombre des apprentis et d'être abandonnée à la fois par les parents, les maîtres et les enfants qui préféraient vivre sous le régime, moins tutélaire mais plus commode et moins dangereux, de la loi de 1841.

Je m'empresse d'ajouter que les efforts que les lois n'avaient point tentés, les progrès qu'elles n'avaient pas réalisés, les réformes qu'elles n'avaient pas produites, qu'en un mot tout ce que les lois n'avaient pas fait, les mœurs allaient et devaient essayer de l'accomplir.

En effet, à côté d'un nombre, il est vrai, beaucoup trop grand de maîtres endurcis qui considéraient l'enfant comme un instrument passif et inerte et le traitaient à l'égal d'une bête de somme, une quantité très-considérable d'industriels, de commerçants, d'économistes

et de gens de bien devançaient les progrès de la législation relative à l'enfance ouvrière et, par des institutions de toute nature, des œuvres de mille espèces s'occupaient du bien-être moral et matériel des ouvriers du bas âge.

En ce qui concerne l'instruction primaire dont la cause est seule l'objet de ce projet, les lois de 1841 et de 1851 n'avaient produit que des résultats sans valeur, on pourrait dire presque nuls; c'est ce que prouvent de la façon la plus éclatante, tous les rapports, tous les documents officiels ou non officiels qui, heureusement, abondent en cette matière et qui ont le mérite d'émaner des personnes les plus compétentes et les plus autorisées et à l'influence desquelles sont dues, il faut le reconnaître, les améliorations apportées par la loi du 19 mai 1874. Que l'on consulte tous les vœux émis réitérativement par les Conseils généraux de presque tous les départements de la France depuis 1852 jusqu'en 1864 (1); les mémoires des instituteurs rédigés en 1861 d'après des observations faites sur tous les points de notre pays, les rapports des inspecteurs des principaux départements manufacturiers, notamment ceux du regretté M. Barreswill, Inspecteur du travail des enfants du département de la Seine; que l'on interroge tous les travaux particuliers et remarquables dus à des hommes tels que MM. Jules Simon, L. Reybaud, Charles Robert, Audiganne, Leroy-Beaulieu; que l'on parcoure les statistiques publiées par les soins du Ministère de l'Instruction publique ou de la Direction de l'Enseignement primaire; que l'on prenne connaissance de l'enquête sur l'enseignement professionnel et du recueil des dépositions faites en 1863 et en 1864 devant la Commission qui a présidé à cette enquête, et l'on arrivera à cette pénible conviction que l'instruction primaire pour les ouvriers est restée jusqu'à ce jour dans un état d'insuffisance absolue et que, sans les efforts isolés et sans les créations dues à une initiative aussi généreuse qu'intelligente, l'ignorance la plus profonde serait une règle presque sans exception.

« Il y a une chose triste à dire, » dit en 1863 devant la Commission de l'enseignement professionnel, M. de Commines de Marsilly, président de la Société industrielle d'Amiens (2), il y a une chose triste à dire, mais que nous constatons trop souvent à Amiens, c'est que beaucoup d'ouvriers ne savent ni lire ni écrire; dès lors, ils ne peuvent pas suivre des cours, comment prendraient-ils des notes? — Et M. Houel, directeur des établissements Derosne, Cail et C^{ie}, déposant devant la même Commission, déclare (3) que ce qui manque, c'est l'ouvrier à la fois capable et un peu instruit.

(1) Voir *Bulletin de la Société de protection des Apprentis*; t. I^{er}, n^o 1, page 24, 1^{re} année.

(2) *Enquête sur l'Enseignement professionnel*, tome I^{er}, page 191.

(3) *Eod. op.*, p. 400.

Il est de mon devoir d'observer, dès à présent, que, depuis quelques années, grâce à l'énergique autorité et aux efforts si intelligents et si infatigables du Directeur actuel de l'enseignement primaire du département de la Seine, grâce aussi à l'admirable organisation pédagogique dont sont dotées nos écoles primaires, l'ignorance a été vigoureusement et victorieusement combattue sur beaucoup de points; pour le prouver il suffit d'extraire du dernier rapport présenté par M. Gréard quelques chiffres relatifs à la population des écoles de la Ville de Paris. « On compte actuellement à Paris 147,000 enfants aptes à fréquenter les écoles scolaires : au premier janvier 1871 (1) 88,610 enfants recevaient l'instruction. Depuis, grâce aux constructions nouvelles votées par le Conseil municipal, à l'agrandissement des écoles anciennes, 23,290 ont pu profiter du même bienfait, soit un total pour la population scolaire de 112,600. Le nombre des enfants en état de fréquenter l'école étant de 147,000, il resterait encore à procurer l'instruction à 34,000 enfants environ. C'est ce dont va s'occuper le Conseil municipal et, dans ce but, une somme de douze millions sera prélevée sur les fonds du dernier emprunt. »

Un pareil résultat est assurément des plus satisfaisants, surtout quand on songe à la situation dans laquelle se trouvait placée l'instruction primaire avant 1870; mais il ne faut pas oublier ici qu'il s'agit de la capitale de notre pays et que dans les départements on chercherait en vain d'aussi sérieuses améliorations; il ne faut pas perdre de vue non plus que parmi tous les enfants qui se rendent aux écoles primaires, il en est un grand nombre, un trop grand nombre, malheureusement, qui ne font que les traverser et qui les quittent privés ou presque tout à fait dépourvus des connaissances qu'exige une instruction primaire élémentaire; il ne faut pas oublier surtout qu'il y a à Paris 34,000 enfants qui sont absolument dénués de toute instruction primaire. Qu'on juge d'après ce chiffre de la quantité d'enfants qui doivent, dans nos départements, se trouver dans la même triste situation!

Il est urgent d'apporter à un pareil mal, à un mal dont tout le monde, de tous les coins de la France, se plaint d'une manière aussi vive et aussi constante, un prompt et efficace remède. Or, suivant moi, les Écoles annexées aux établissements industriels peuvent nous offrir un des plus grands et des plus précieux secours. Et ici il convient de se demander ce que sont ces écoles, quels services elles peuvent rendre et comment elles ont fonctionné et doivent fonctionner.

Les Écoles annexées aux établissements industriels sont appelées

(1) Extrait du *Bulletin de la Société de protection des apprentis*, 9^e année, tome VIII, mars-avril.

quelquefois, mais improprement, Écoles industrielles; plus souvent on leur donne et avec plus de raison et d'exactitude le nom d'Écoles de fabrique; pour moi, je prendrai la liberté de les appeler dans la suite de cet exposé, et afin de les distinguer de toutes autres institutions ayant pour but l'enseignement technique professionnel ou secondaire : Écoles primaires de fabrique. C'est en Alsace, ou pour mieux dire à Mulhouse, dans cette ville si renommée par tant d'œuvres philanthropiques, au sein de ces puissantes manufactures où on pratique la grande, et à la fois bienfaisante industrie, que les Écoles primaires de fabrique ont pris naissance. C'est à Mulhouse, nous dit M. Eugène Véron (1), dans son intéressant ouvrage sur les institutions ouvrières de Mulhouse, que pour la première fois un grand nombre de patrons ont exigé rigoureusement que les enfants suivissent avec exactitude les cours de l'école primaire. Pour toutes les manufactures isolées ou dont l'éloignement aurait fait perdre trop de temps aux enfants qui auraient dû se rendre aux écoles communales, on a établi des écoles dans la manufacture elle-même et l'instituteur a été payé par le fabricant. Afin de mieux assurer le but de cette institution, ajoute le même auteur, quelques-uns ont exigé de tout ouvrier qui venait demander du travail, l'engagement d'envoyer ses enfants à l'école. Cet exemple donné par d'importants manufacturiers, ne tarda pas à se répandre dans toute l'Alsace, puis à gagner les autres parties de la France; la contagion du bien se fit sentir rapidement sur tous les points et l'on vit s'établir non-seulement des écoles primaires de fabrique, mais aussi des écoles du soir, des cours d'adultes, des cours du dimanche, des bibliothèques scolaires et beaucoup d'autres institutions dont l'examen ne rentre pas dans le cadre de cet exposé.

Entre autres établissements qui ont été des premiers à annexer des écoles à leurs ateliers, et en laissant de côté toutes ces grandes manufactures que l'annexion de l'Alsace à l'Allemagne a en vain essayé de dénationaliser, il convient de citer le Creuzot (Saône-et-Loire); la Cristallerie de Baccarat; la Compagnie des Mines de la Grand-Combe (Gard); la Compagnie des Mines de Blanzy, la Compagnie des Mines d'Anzin; les Forges de Montataire; les Verreries du Nouvion; l'Établissement de Colcombet à la Seauve (Haute-Loire); la Compagnie des Messageries impériales (Transports maritimes, Établissement de la Ciotat); la plupart de nos Compagnies de chemins de fer; les Cristalleries de St-Louis, l'Établissement de MM. Harmel frères à Val-des-Bois près Bazancourt (Marne); le Tissage de M. Laniel à Vimoutiers; les Manufactures de St-Germain-de-Livet et de St-Martin de Lieux, de M. Méry-Samson à Lisieux; les Manufactures de Madame Hurel à

(1) Eug. Véron. *Les Institutions ouvrières de Mulhouse*, page 291.

Mézidon et de M. Lambert et de M. Fournet à St-Jacques-de-Lisieux, etc... Mais je m'arrête, car la liste des établissements où des écoles sont ouvertes à certaines heures aux enfants et aux apprentis serait trop longue, et dans cette énumération se sont glissées certainement de très-nombreuses omissions; ce qu'il y a de certain, c'est que, dans tous nos départements, l'annexion d'écoles ou institutions similaires n'est pas un fait qui doive surprendre; l'installation et le développement des cités ouvrières n'a pas peu contribué à la création et au développement des Écoles primaires de fabrique et presque partout où, dans ces dernières années, s'est fondé un grand établissement, une école s'est construite au sein et à l'ombre de l'usine.

A Paris même et aux environs de Paris, depuis quelques années et surtout grâce au mouvement en faveur de l'enfance ouvrière qu'ont provoqué et la Société de protection des apprentis et des enfants employés dans les manufactures et la Loi sur le travail des enfants, préparée, élaborée, modifiée, revue et discutée pendant tant d'années, grâce enfin à l'opinion et à l'attention publiques justement éveillées et maintenues fixées sur cette matière, les manufacturiers se sont préoccupés d'observer plus étroitement les prescriptions de notre législation relative à l'instruction primaire des jeunes ouvriers. Les uns ont tenu la main à ce que les enfants employés dans leurs ateliers suivissent les cours des écoles communales; d'autres, en petit nombre à la vérité, non contents d'observer cette prescription de nos lois, ont voulu ouvrir des écoles destinées aux enfants et aux apprentis illettrés; c'est ainsi que nous avons vu s'établir successivement des écoles primaires dans les cristalleries de M. Monot à Pantin, dans les cristalleries de M. Maes à Clichy, dans l'internat manufacturier de M. Muller à Ivry, dans l'internat de M. Groult à Vitry-sur-Seine, dans la manufacture de MM. Mourceau et Leduc (rue St-Maur) à Paris, dans l'imprimerie de M. Chaix (1).

Ce progrès réalisé, dans une trop étroite mesure, par les écoles de fabrique n'est-il pas des plus frappants? Il est intéressant et facile d'en suivre la marche dans le texte même des lois qui se sont occupées de l'instruction primaire. En effet, la loi de 1841, parlant de l'obligation de suivre les cours d'une école, dit seulement les cours d'une école privée ou publique. (Ici l'école privée peut aussi bien désigner l'école attachée à un établissement que toute autre école libre et non communale.) Plus tard, la loi sur l'enseignement, du 27 mars 1850, énonce, dans son article 56, qu'il sera ouvert chaque année au budget du Ministre de l'instruction publique un crédit destiné à encourager,

(1) La Maison A. Chaix et C^{ie} ne s'est pas contentée de créer des cours d'enseignement primaire : elle a ajouté au programme de son Ecole professionnelle des cours techniques.

entre autres institutions poursuivant le développement de l'instruction primaire, les écoles dans les ateliers et dans les manufactures. Enfin, la loi du 19 mai 1874 parle des écoles spéciales attachées aux établissements industriels. Qu'en résulte-t-il? C'est que ces écoles ont acquis droit de cité dans la république de l'enseignement primaire; c'est qu'elles sont considérées, sinon au même titre que les écoles communales, du moins à un titre sérieux, comme un moyen avantageux et efficace d'instruire les enfants illettrés; c'est qu'elles ne sont plus seulement tolérées, acceptées mais consacrées et proclamées.

Après avoir résumé les obligations imposées par la loi de 1874, en ce qui concerne l'instruction primaire; après avoir tracé ce rapide historique des écoles annexées aux établissements industriels, qu'il me soit permis d'examiner les avantages que présente ce genre particulier d'école.

Depuis une vingtaine d'années, on a constamment, tantôt avec désintéressement, tantôt de parti pris, toujours avec passion, discuté la question de l'enseignement gratuit et obligatoire. Sans vouloir toucher au fond de cette question, je ferai simplement remarquer que placé vis-à-vis des parents qui lui offrent un enfant, le patron a le droit de ne l'admettre qu'à la condition de l'obliger à s'instruire; et j'observerai, en outre, que, dans la pratique, il n'existe pas de patron qui fasse payer à l'enfant qu'il emploie dans son usine les leçons de l'école.

La question de l'enseignement gratuit et obligatoire se trouve donc résolue *de plano* sur le terrain restreint, à la vérité, mais qui peut s'étendre tous les jours, des Écoles primaires de fabrique, et cela sans que la liberté des pères de famille coure le moindre risque d'être battue en brèche ou entamée en quoi que ce soit. Les écoles communales ne présentent pas les mêmes avantages; elles sont en outre sans action et tout à fait désarmées, quand les enfants qui suivent les cours de l'école s'absentent et ne viennent que de la manière la plus irrégulière. Or, ce fait est malheureusement trop fréquent dans toutes nos écoles, et les causes qui le produisent sont aussi connues que nombreuses. Qui ne sait, en effet, que l'enfant absent de l'école est, ou chargé d'aller rendre l'ouvrage et de toucher le salaire de ses parents, ou tenu de remplacer auprès de frères ou de sœurs plus jeunes les parents qui quittent la maison, ou, trop souvent aussi, forcé de céder à la fantaisie et aux caprices, fruits d'une conduite irrégulière et de débauches honteuses? C'est en vain que les directeurs et les directrices de nos écoles, guidés par les conseils éclairés et bienveillants des Inspecteurs de l'enseignement primaire cherchent des moyens de prévenir et de supprimer toutes ces causes d'inexactitude et d'irrégularité! Il faudrait le plus souvent réformer les parents; mieux vaut commencer par les enfants. Or, personne ne peut avoir plus d'influence sur eux que les patrons. L'enfant, en effet, par la volonté de son maître et grâce

aux moyens d'action dont ce dernier dispose, tels que : menace de renvoi, retenue opérée sur le salaire, etc., est contraint de se rendre aux cours de l'école, et tour à tour, ou presque à la fois, élève et ouvrier, il s'instruit, gagne son salaire et rapporte à la maison non-seulement un profit matériel mais encore un gain moral et intellectuel. Pour les établissements industriels placés en dehors d'un grand centre, d'une commune, d'un bourg, d'un hameau, c'est-à-dire pour les établissements dont l'éloignement de toute école est tel que les enfants ne peuvent songer à s'instruire qu'à certaines époques de l'année et au prix d'une grande fatigue et d'une perte considérable de temps, l'École annexée à l'atelier est non-seulement utile mais indispensable. Pour les établissements situés dans de modestes localités le plus souvent dépourvues d'écoles ou ne renfermant que des écoles dirigées par des personnes charitables mais dénuées de connaissances spéciales ou de ressources suffisantes, l'École de fabrique se présente avec un caractère de nécessité indiscutable.

En outre l'École est appelée à rendre dans ces deux cas les plus signalés services ; car elle peut s'ouvrir non-seulement aux enfants qui travaillent en qualité d'ouvriers mais aux enfants des personnes étrangères aux travaux de l'usine et même aux enfants du voisinage et à ceux dont les parents sont occupés par d'autres maîtres. Cette bonne fortune est échue à beaucoup d'Écoles de fabrique parmi lesquelles nous pouvons mentionner l'école de Wesserling, et celle de MM. Dietsch frères, à Liépore. Pour les établissements industriels situés dans des centres manufacturiers très-importants et très-populeux tels que Paris, Lyon, Marseille, Lille, Roubaix, Amiens, etc., il est malheureusement prouvé, que malgré les efforts de l'État, la vigilance intelligente de l'administration et la grandeur des sacrifices que s'imposent les villes, les écoles ne suffisent pas à contenir tous les enfants que la population laborieuse et pauvre serait en mesure de leur fournir. Pour les établissements puissants qui abondent dans les grandes villes, l'École de fabrique est non-seulement un avantage pour les parents, pour les enfants, pour l'industriel, mais aussi un auxiliaire des plus précieux et des plus économiques pour l'administration dont la volonté de multiplier les écoles est presque toujours arrêtée par la barrière qu'impose un budget trop limité.

J'ai présenté quelques-uns des avantages qu'offre l'École annexée à l'établissement industriel, je n'ai pas la prétention de les indiquer tous, mais je crois que ceux que j'ai eu l'honneur d'exposer montrent combien peut être important le rôle de ces Écoles. Pourquoi donc une institution si favorable au développement de l'instruction, si peu coûteuse pour l'État, si avantageuse à l'industrie à laquelle elle donne des ouvriers plus instruits, partant meilleurs et plus honnêtes, n'a-t-elle pas atteint à un développement plus considérable ?

Un grand nombre de raisons peuvent en être données : d'abord la difficulté d'organiser les cours, de faire les programmes, ensuite les dépenses qu'entraîne la création d'une école.

En ce qui concerne la difficulté d'organiser et de constituer ces Écoles, elle n'existe pas moins pour les patrons de la petite que pour ceux de la grande industrie. En général, dans cette partie de notre industrie qu'on appelle la petite industrie, les patrons actuels sont d'anciens ouvriers qui, à force de patience, de bonne conduite et d'économie ont traversé les rangs des travailleurs modestes au milieu desquels ils étaient confondus et se sont élevés à la fortune et acquis un nom. Ceux-là connaissent assurément le prix de l'instruction et sont tout disposés à l'offrir aux enfants qu'ils emploient dans leurs ateliers; mais ne peut pas instruire ni faire instruire qui veut. Des obstacles nombreux, presque insurmontables se dressent dès le début devant l'homme de bien mais ignorant de toutes les choses complexes qui constituent l'enseignement primaire! Un grand nombre de patrons appartenant à ce qu'on nomme la grande industrie ont reçu, à la vérité, une instruction élevée et se distinguent par des connaissances scientifiques ou techniques puisées dans des écoles supérieures, mais ils sont, par cela même, éloignés de cet enseignement plus humble, destiné à des intelligences jeunes, faibles et tout à fait illettrées. Ces patrons sont, presque autant que les premiers, inaptes à organiser des cours d'enseignement primaire qui risqueraient entre leurs mains d'être trop abaissés ou trop agrandis; mieux vaut leur laisser le soin d'organiser des Écoles secondaires et des Cours d'adultes. Dans cette seconde hypothèse comme dans la première, on comprend l'embarras de l'industriel auquel, d'ailleurs, ses affaires n'accordent que de rares loisirs et une maigre liberté. S'il est difficile de s'occuper de l'instruction des enfants en bas âge, si c'est une œuvre délicate et qui demande des aptitudes et des connaissances spéciales, combien est-il plus malaisé de pourvoir à l'instruction d'enfants qui ont pu arriver à l'âge de onze ou douze ans et quelquefois à un âge supérieur sans jamais avoir tenu dans leurs mains un livre ou une plume et qui n'ont, par suite de la servitude de l'atelier, que quelques heures à consacrer au travail de l'esprit et à la culture intellectuelle?

L'enseignement pour les enfants ouvriers doit être d'une nature particulière; il doit surtout viser à être *hâtif* et réparateur, je veux dire par là, qu'il doit dans un espace de temps très-court rendre les mêmes services, apporter les mêmes résultats que l'école publique communale pendant un espace de temps beaucoup plus long. Étant données toutes ces difficultés pour instituer, organiser une école et pour assurer aux enfants un enseignement primaire qui doit être d'une nature spéciale et répondre à des exigences particulières, comment espérer que les industriels voudront se charger d'une pareille

tâche et se livrer à une si difficile entreprise ? Enfin, il existe encore un trop grand nombre d'industriels qui demeurent sourds aux prescriptions et aux exhortations de la loi et qui ne voudront pas annexer d'Écoles à leurs établissements pour ne pas perdre l'habitude de contrevenir aux mesures indiquées par la loi. Il a fallu jusqu'à présent compter avec ces derniers, mais j'espère que la loi de 1874, grâce à ses inspections locales, les fera rentrer dans l'observation du devoir.

En ce qui concerne les dépenses qu'occasionnent la création et l'entretien d'une Ecole, je crois qu'on aurait mauvaise grâce à en tirer argument contre la création des Écoles de fabrique. Il serait puéril de dire ici que les écoles n'entraînent pas les industriels à des dépenses qui peuvent assurément s'élever à des chiffres importants ; mais il convient d'ajouter que les industriels ne font pas ces frais en pure perte ; que ces frais sont compensés, d'un côté, par l'avantage que l'industriel a de pouvoir employer des enfants moins rétribués que des ouvriers adultes ou dans la force de l'âge et, de l'autre côté, par le profit plus considérable que l'on tire d'ouvriers plus instruits, meilleurs et plus moraux. Je sais bien qu'on peut dire aussi que les enfants auxquels on apprend un métier obligent le fabricant à des sacrifices et constituent une charge sérieuse, mais l'objection est sans valeur ; car il n'est pas d'industrie qui, dans l'intérêt de sa conservation et de sa prospérité, puisse se passer d'employer des enfants, c'est-à-dire de préparer les ouvriers de l'avenir. Et d'ailleurs, en admettant toutes ces raisons comme excellentes, il n'en est pas moins vrai qu'il existe une loi qui oblige les patrons à envoyer les enfants dans les écoles extérieures ou à les instruire dans des écoles attachées à leurs établissements, et qu'il faut que la loi soit rigoureusement et strictement observée dans toutes ses exigences. J'ajoute aussi qu'en ce qui regarde les chefs d'établissements classés dans la petite industrie et qui n'ont à leur service qu'un petit nombre d'enfants, il pourra être facilement créé des Syndicats ou des Associations qui s'entendront pour établir à frais communs des écoles destinées aux enfants employés dans leurs spécialités.

Je crois avoir jusqu'à présent démontré l'utilité et l'importance des Écoles primaires de fabrique ; je me suis demandé, étant donnés les services que ces écoles ont déjà rendus et pourront rendre plus tard, pourquoi leur nombre n'était pas plus considérable ; j'ai examiné quelques-unes des causes auxquelles est due la rareté de ces écoles, j'arrive maintenant à l'indication des moyens grâce auxquels ces écoles peuvent être à la fois constituées et multipliées.

Ces moyens sont les suivants :

1^o La Direction de l'enseignement primaire serait chargée d'établir un

système pédagogique et d'arrêter un programme d'enseignement approprié aux Écoles primaires de fabrique ;

2° *La Direction de l'enseignement primaire mettrait à la disposition des industriels et chefs d'établissements qui voudraient avoir des Écoles primaires de fabrique des maîtres et des maîtresses chargés de diriger les cours sous la surveillance de l'Inspecteur de l'instruction primaire.*

Premier moyen. — D'après la loi de 1874, les Écoles de fabrique que doivent fréquenter les enfants peuvent être conçues de deux manières différentes : les unes pourront ne s'ouvrir aux enfants que pendant deux heures par jour, les autres, au contraire, devront leur donner asile pendant la demi-journée, c'est-à-dire pendant tout le temps compris en dehors des six heures divisées par un repos qui forment ce qu'on appelle le demi-temps... Le premier moyen que je propose se concilierait-il avec les exigences de la loi de 1874? Je n'hésite pas à l'affirmer et à dire que la loi de 1874 trouverait dans l'emploi de ce moyen une application facile et pratique.

Le système pédagogique qui serait employé dans les Écoles primaires de fabrique serait exactement celui qui est en vigueur dans les écoles primaires de la Ville de Paris; le programme d'enseignement n'en différerait en rien, il présenterait les mêmes caractères « d'uniformité, d'ensemble, de gradation, de sanction! » (1)

Le système pédagogique transporté des écoles publiques de nos départements dans les écoles privées attachées aux établissements industriels viendrait certainement combler les lacunes, activer la marche trop souvent défectueuse de ces écoles. Est-il, en effet, étonnant que les Écoles actuelles de fabrique ne portent pas tous les fruits qu'on est en droit d'en attendre? On ne doit pas oublier que les causes qui empêchaient autrefois les écoles de la Ville de Paris de répandre d'une manière plus sûre les bienfaits de l'instruction se sont reproduites dans toutes ces écoles, fruits de l'initiative privée, dépourvues de méthodes d'enseignement, de règles et de principes capables d'assurer la marche et le fonctionnement réguliers de l'instruction. Aussi on pourrait appliquer presque à toutes les Écoles de fabrique les critiques que M. Gréard adressait en 1872 aux anciennes écoles de la Ville de Paris et dont les principales étaient l'absence de méthode, les mauvaises habitudes d'enseignement et l'incertitude des programmes.

Il résulte des observations qui précèdent que l'organisation pédagogique des Écoles primaires de fabrique serait exactement copiée sur celle des écoles primaires du département de la Seine; mêmes programmes, mêmes matières enseignées, même division tripartite de ces matières en cours élémentaire, cours moyen, cours supérieur.

(1) *V. Rap. présenté à M. le Préfet de la Seine par M. Gréard, 1872, p. 44.*

Une École de fabrique serait, de cette façon, l'image abrégée de ces agglomérations compactes où l'abondance des enfants et la variété des âges exigent d'une manière impérieuse des classes spéciales qui correspondent aux trois catégories de cours que je viens de rappeler. Pour les Écoles dont les cours ne dureraient que deux heures, on rédigerait un programme qui, suivant l'esprit très-louable d'une circulaire de 1872 due à M. Léon Say alors préfet de la Seine, serait proportionné au temps consacré à l'école et serait un programme simplifié, auquel toutefois on pourrait ajouter quelques notions spéciales aux métiers exercés par les enfants et l'enseignement du dessin. Pour les écoles du *demi-temps* qui pourraient au besoin retenir les enfants cinq ou six heures par jour point ne serait utile de changer le programme usité dans les écoles primaires; il suffirait de l'appliquer presque purement et simplement. En effet, dans l'organisation actuelle de nos écoles, les enfants ne sont guère plus de six heures en classe; ils arrivent à 9 heures du matin à l'école, travaillent jusqu'à midi, reprennent le chemin de la classe à 1 heure de l'après-midi et y demeurent jusqu'à 4 heures, ce qui fournit un total de six heures. On pourrait toutefois pour les écoles du *demi-temps* modifier quelque peu l'emploi du temps en réservant un ou deux repos d'une demi-heure ou un repos d'une heure, et en introduisant des notions spéciales aux métiers exercés par les enfants et l'enseignement du dessin.

Qu'il me soit permis pour l'École de deux heures de vous proposer l'emploi suivant :

	{ Instruction morale et religieuse 1/2 heure.		
Lundi	{	Lecture.	3/4 d°
		Langue française.	3/4 d°
Mardi	{	Arithmétique.	1 d°
		Écriture.	1 d°
Mercredi	{	Histoire.	1 d°
		Géographie.	1 d°
Jeudi	{	Leçons.	1/2 d°
		Chant ou dessin.	1/2 d°
Vendredi	{	Instruction morale et religieuse. 1/2	d°
		Langue française.	3/4 d°
		Lecture.	3/4 d°
		Arithmétique et système métrique. 3/4	d°
Samedi	{	Écriture.	1/2 d°
		Exercices.	3/4 d°
Dimanche	{	Cours facultatifs.	» »
		Conférences, lectures.	» »

Entre autres avantages qui découlent de l'organisation pédagogique des Écoles de fabrique telles que je viens de l'indiquer, je tiens à

signaler celui qui résulterait de la possibilité qu'auraient les enfants de concourir pour le Certificat d'études primaires. Chacun de vous connaît toute la valeur qu'on attache à ce certificat. Pour l'enfant qui l'a obtenu, les places et les emplois se présentent en plus grand nombre et dans des conditions plus favorables. Mais ce certificat ne peut guère être recherché que par les élèves des écoles publiques ou d'autres écoles qui préparent les enfants en vue des épreuves exigées par le Certificat d'études primaires. Les enfants instruits en dehors de ces établissements seraient-ils donc condamnés à se voir fermer tout accès au Certificat d'études primaires? C'est ce qui existe dans l'état actuel : or donner aux Écoles de fabrique et l'enseignement et la méthode des écoles publiques, ce serait permettre aux enfants de prendre part tous les ans à ces examens si importants qui, en menant au Certificat d'études primaires, font faire de si grands progrès à l'instruction. Ce serait aussi rendre un service matériel aux enfants munis du précieux certificat ; car les patrons ne manqueraient pas d'améliorer leur condition et de s'intéresser plus vivement à leur avenir.

Deuxième moyen. — Mettre à la disposition des industriels et chefs d'établissements qui voudront avoir des Écoles des maîtres et des maîtresses chargés de diriger les cours sous la surveillance de l'Inspecteur de l'enseignement primaire.

J'ai eu l'honneur de dire qu'une des principales causes qui s'opposaient au développement des Écoles de fabrique et aux résultats qu'elles doivent produire, était la difficulté d'organiser pédagogiquement ces écoles ; il faut ajouter à cette cause la nécessité de choisir des maîtres et des maîtresses qui soient capables et dignes de remplir cette importante mission. Quelle compétence, en effet, a l'industriel pour s'adresser plutôt à tel maître qu'à tel autre et quelle tâche difficile, pour ne pas dire, impossible que celle de surveiller toutes les leçons et tous les conseils de l'instituteur choisi ? En supprimant cet embarras qu'éprouve l'industriel et en lui présentant des maîtres et des maîtresses habiles et, pour ainsi dire, garantis, on rendra à la cause de l'enseignement primaire un service des plus importants.

Il n'est pas besoin d'être très-versé dans les choses de l'enseignement pour savoir que dans les grands centres (surtout à Paris), non-seulement il ne manque pas de candidats aux places de maîtres ou de maîtresses mais que le nombre des élèves-maîtres et des élèves-maîtresses est très-considérable. Et cependant que d'enfants attendent en dehors de l'école les bienfaits de l'instruction, que d'enfants en doivent être, et pour longtemps encore, privés ! Eh bien, ouvrez ou faites ouvrir les Écoles primaires de fabrique et vous pourrez à la fois donner une chaire à des maîtres sans emploi et des leçons à des enfants voués à l'ignorance pour le reste de leurs jours ! La Ville et

les Départements qui sont obligés quelquefois d'entretenir une foule de maîtres sans fonctions actives, trouveront dans ces écoles un débouché et un moyen d'économiser les finances publiques; car, et cela va s'en dire, les industriels payeraient aux maîtres les allocations qui leur sont fournies par les budgets départementaux et communaux. Ces écoles auraient l'avantage de permettre aux élèves-maîtres et aux élèves-maîtresses de se former et de se préparer à être plus tard d'excellents instituteurs. Il me semble presque certain, qu'aucune classe d'enfants ne serait plus propre à les préparer à l'exercice de leur carrière que ces enfants fils d'ouvriers et ouvriers eux-mêmes. La grande majorité des enfants qui fréquentent les écoles primaires n'est-elle pas, en effet, recrutée parmi les enfants des classes laborieuses? Enfin, cette instruction précipitée qui doit être fournie complètement dans ce mince espace de temps — une ou deux heures par jour, pendant un an ou deux ans — n'est-elle pas tout à fait propre à donner à ces jeunes maîtres l'habitude des vues d'ensemble et de cet enseignement synthétique qui ne servent pas moins à élever et à mûrir l'esprit des enfants que l'étude des détails et l'analyse des faits importants et secondaires? On s'occupe chaque jour et avec beaucoup de raison d'améliorer la situation du corps enseignant; eh bien, n'y aurait-il pas dans la création de ces Écoles de fabrique qui doivent durer deux heures par jour, une occasion pour les maîtres adjoints et pour les maîtres d'augmenter leur bien-être et d'accroître leur traitement et tout cela, je le répète, sans préjudice pour les deniers publics? Entre autres résultats qui me paraissent aussi dignes qu'on s'y arrête, il faut signaler l'intervention du personnel rétribué et surveillé par l'État. Beaucoup de personnes se plaignent (1) et de la manière la plus vive de l'immixtion de l'administration dans les œuvres dues à l'initiative privée. Quoiqu'il en soit, je ne suis pas de ceux qui refusent à l'État et à l'administration le droit d'examiner comment la liberté de chacun de nous s'exerce même en vue du bien, et je suis surtout de cet avis quand il s'agit de l'instruction primaire des enfants.

Il n'est pas, en effet, question en ce moment de cours d'adultes ou d'institutions relevant de l'enseignement professionnel, technique ou supérieur, mais seulement de l'enseignement primaire qui, du moment qu'il est organisé et constitué convenablement, peut et doit être le même pour tous. D'ailleurs, qu'on le veuille ou qu'on s'y oppose, l'intervention de l'administration est inévitable; car la loi de 1874, au milieu des innovations qu'elle a introduites, a organisé des commissions locales chargées de veiller à l'exécution et au respect de ses prescriptions : et parmi les membres qui com-

(1) Voy. : *Enquête de l'Enseignement professionnel*; tome I^{er}, page 193.

posent ces commissions, on devra faire entrer (article 22, 2^e alinéa), autant que possible, un Inspecteur de l'instruction primaire.

On le voit donc, notre second moyen concorde parfaitement avec cette nouvelle disposition de la loi de 1874 et, de même que le premier, concourt à l'exécution rigoureuse de toutes les prescriptions de cette loi relative à l'instruction primaire.

Je crois avoir, par tous les développements peut-être trop considérables qui précèdent, démontré combien est importante l'institution des Écoles attachées aux établissements industriels et combien il serait utile de créer et d'organiser les Écoles primaires de fabrique.

Ce projet a-t-il la prétention d'être absolument nouveau ? Non, et il suffit pour s'en convaincre, de rappeler que ce mode de propagation de l'enseignement primaire a été souvent mis en pratique et proclamé utile par toutes les personnes qui s'occupent à la fois de la condition morale et matérielle des enfants voués à l'industrie. C'est à ce sujet que la sous-commission chargée de résumer l'enquête sur l'enseignement professionnel s'est exprimée ainsi (1) : « L'apprentissage et sa liaison avec l'enseignement ont été l'objet de beaucoup d'investigations et de questions soulevées dans l'enquête, et les trois solutions principales dont elles sont susceptibles ont été discutées par un grand nombre de personnes. Les déposants ont été généralement d'accord qu'au point de vue de l'apprentissage proprement dit, qui doit former l'ouvrier de profession et lui donner l'habileté de main qui lui est nécessaire, l'atelier seul pouvait atteindre ce but. Pour joindre à cet apprentissage sérieux du métier futur le degré d'instruction qu'on doit désirer voir posséder par les ouvriers, deux moyens principaux sont employés avec succès et des renseignements importants ont été fournis à la commission. L'un consiste à placer l'École dans l'atelier ou dans la manufacture (2) et à astreindre par la loi ou par des règlements intérieurs les apprentis à la fréquenter chaque jour, pendant un certain nombre d'heures, pour perfectionner leur instruction primaire et la compléter par celle du dessin et des connaissances spécialement utiles à leur profession. De ce genre sont d'importantes Écoles de fabrique créées à Mulhouse, à Graffenstaden, à Wesserling, au Creuzot, à la Ciotat, à Gamache, à Creil, etc., etc., et qui, dues à l'initiative aussi généreuse que bien entendue des chefs d'établissements, contribuent non-seulement à l'instruction de la jeunesse mais attachent les populations à l'industrie qui répand parmi elles l'aisance et l'instruction. »

Ce témoignage en faveur de l'École de fabrique qui est unanimement proclamé après deux années de travaux et de recherches sur l'instruction de la classe ouvrière me dispense de tout autre commentaire.

(1) Tome IV, page 786.

(2) Voir Jules Simon : *L'Ouvrier de huit ans*, p. 232 et 235.

Mais ce sur quoi il importe d'insister et ce qui a un caractère de nouveauté dans le projet dont je vous ai donné connaissance, ce sont les moyens grâce auxquels l'École primaire de fabrique est créée de toutes pièces, organiquement constituée et disposée à se développer et à produire de féconds résultats.

Si l'on veut jeter les yeux sur les pays étrangers, on verra que les Écoles de fabrique rendent de grands services à la classe ouvrière en Angleterre, en Suisse, en Suède et surtout chez nos voisins les plus redoutables, chez les Prussiens.

Voici, en effet, la disposition qu'on trouve inscrite en tête de tous les livrets remis aux jeunes ouvriers prussiens (art. IV) :

« Les jeunes ouvriers ne peuvent être admis, même après 16 ans révolus, qu'autant qu'ils ont suivi régulièrement l'école pendant trois ans ou qu'ils savent lire couramment leur langue et possèdent les éléments de l'écriture. Cette dernière interdiction cesse d'avoir lieu, lorsque les patrons, *par l'établissement et l'entretien régulier des Écoles de fabrique*, assurent aux jeunes ouvriers l'instruction primaire. L'administration est seule juge pour décider si les Écoles de fabrique suffisent et pour déterminer le temps qui doit être consacré à la classe. » Ainsi, on le voit, en Prusse les Écoles de fabrique peuvent suppléer les écoles subventionnées par l'État ; mais l'administration se réserve le droit de déclarer si ces écoles sont suffisantes. Eh bien, grâce aux deux moyens que je propose et qui consistent, je le rappelle : 1^o à établir dans les Écoles primaires de fabrique la même organisation pédagogique et les mêmes programmes que dans les écoles primaires publiques ; 2^o à placer dans ces écoles le personnel enseignant affecté aux écoles publiques sous la direction et la surveillance des Inspecteurs de l'instruction primaire, j'ai l'espoir que les Écoles primaires de fabrique pourront rivaliser avec celles de la Prusse, peut-être même l'emporter sur ces dernières et contribuer dans notre pays non-seulement à arracher l'enfance ouvrière à l'ignorance mais à la rendre instruite, apte à suivre les Cours d'adultes ou les Écoles secondaires, techniques ou professionnelles.

En conséquence, j'ai l'honneur de demander que ce projet reçoive l'approbation de la Délégation cantonnale du XI^e arrondissement et soit transmis par elle, sous forme de vœu, à Monsieur le Directeur de l'enseignement primaire du département de la Seine.

Paris le 25 mai 1875.

JULIEN HAYEM.

CHAMBRES SYNDICALES.

Chambre syndicale des fleurs, plumes, modes et chapeaux de paille.

Dans sa séance du 7 juillet 1876, la proposition de M. Turney, tendant à établir un prix annuel de travail professionnel à offrir par la Chambre syndicale au Patronage des apprentis de son industrie, a été adoptée à l'unanimité.

Chambre syndicale du Papier et des industries qui le transforment.

Concours des apprentis.

Dans la séance du 6 octobre 1876, sous la présidence de M. J.-L. Havard, président, assisté de MM. Victor Pacon, vice-président, A. Ramé, secrétaire, et Valdampierre, secrétaire-trésorier, M. Ramé rend compte des travaux de la Commission pour la préparation de la distribution des prix.

Cette commission s'est réunie les 12 et 19 septembre et 3 octobre suivant. Elle a pris connaissance de l'état des souscriptions, dont le total offre de suffisantes ressources pour faire face aux dépenses, ainsi qu'il en est justifié à la Chambre. Elle a ensuite examiné le travail du jury appelé à se prononcer sur le classement des ouvrages produits par les divers concurrents :

Ce jury était composé de MM. Gauche, Nachmann et Paris, membres choisis par la Chambre syndicale des patrons, et de MM. Ferenoux, Lipinski et Troussel, membres choisis par la Chambre syndicale des ouvriers. Tous, à l'exception de M. Gauche, qui n'a pu y prendre part, ont participé aux opérations qui leur ont été confiées. Chaque apprenti admis au concours a dû présenter, on se le rappelle, un travail manuel et un travail écrit ayant rapport au travail manuel, c'est-à-dire qu'il devait à la fois faire preuve de son degré d'habileté comme exécution, et de son degré d'instruction, au point de vue théorique.

Le maximum des points a été fixé à 8, en partant de zéro, comme représentant la partie du concours non exécutée. La commission a examiné attentivement les dossiers des concurrents, et comparant les points obtenus par chacun, elle a opéré le classement et réparti les prix entre eux, d'après leur mérite.

Elle propose par suite à la Chambre de régler la distribution de prix, ainsi qu'il suit :

1^{re} SECTION : CONCOURS DES APPRENTIS DE 3^{me} ANNÉE.

1^{er} prix, décerné à l'apprenti dont le dossier porte le n° 9.

Ce prix consiste : 1° en un livret de la caisse d'épargne de 50 fr., donné par la Chambre syndicale des patrons; 2° et une boîte d'outils offerte par la Chambre syndicale des ouvriers papetiers régleurs.

2^e prix, décerné à l'apprenti dont le dossier porte le n° 11 :

1° Une médaille d'argent; 2° un beau volume : *La Géographie générale*, par Grégoire, offert par M. le Préfet de la Seine.

3^e prix, décerné à l'apprenti dont le dossier porte le n° 10 :

1° Une médaille de bronze,

2° Un livret de la caisse d'épargne de 25 fr., offert par M. le Ministre de l'instruction publique.

2^e SECTION : CONCOURS DES APPRENTIS DE 2^{me} ANNÉE.

1^{er} prix, décerné *ex-æquo* aux apprentis dont les dossiers portent les nos 2 et 6.

A l'apprenti au dossier n° 2 :

1° Une médaille de vermeil,

2° Et un livret de la caisse d'épargne de 25 fr., offert par M. le Ministre de l'instruction publique.

A l'apprenti au dossier n° 6 :

1° Un exemplaire du *Dictionnaire des lettres et des arts*, par Dezobry, 2 beaux volumes offerts par M. le Préfet de la Seine,

2° Et un livret de la caisse d'épargne de 25 fr., offert par M. le Ministre de l'instruction publique.

2^e prix, décerné à l'apprenti dont le dossier porte le n° 5 :

1° Une médaille d'argent,

2° Et un livret de la caisse d'épargne de 25 fr., offert par M. le Ministre de l'instruction publique.

3^e prix, décerné à l'apprenti dont le dossier porte le n° 4 :

1° Une médaille de bronze,

2° Et un livret de la caisse d'épargne, offert par M. A. Chaix, imprimeur à Paris.

4^e prix, décerné à l'apprenti dont le dossier porte le n° 8 :

1° Mention honorable,

2° Et un volume illustré : *France industrielle*, par M. Poiré, offert par la Maison Hachette.

5^e prix, décerné à l'apprenti dont le dossier porte le n° 7 :

Une mention honorable.

La Commission a eu à s'occuper ensuite des prix d'encouragement

aux apprentis qui se sont distingués par leur bonne conduite. Après une enquête minutieuse faite par ses délégués et un examen attentif des dossiers qui lui ont été soumis, elle propose de décerner les prix suivants :

A l'apprenti dont le dossier porte le n° 26 :

Le prix fondé en 1874 par madame Havard : un livret de la caisse d'épargne de 50 francs.

2° A l'apprenti dont le dossier porte le n° 22, un livret de la caisse d'épargne de 40 francs.

3° A l'apprenti dont le dossier porte le n° 24, un livret de la caisse d'épargne de 30 francs.

4° A l'apprenti dont le dossier porte le n° 21, un livret de la caisse d'épargne de 25 francs.

5° A l'apprenti dont le dossier porte le n° 23, un livret de la caisse d'épargne de 25 francs.

6° A l'apprenti dont le dossier porte le n° 25, un livret de la caisse d'épargne de 20 francs.

7° Et à l'apprenti dont le dossier porte le n° 27, un diplôme d'encouragement.

La Commission propose, en outre, d'offrir au nom de la Chambre syndicale un diplôme d'honneur à chacun des membres du jury à titre de remerciement pour leur dévoué concours.

Toutes ces propositions ont été adoptées à l'unanimité.

Ensuite la Chambre a voté des remerciements, comme l'expression de sa profonde gratitude, à M. le Ministre du commerce et des travaux publics et à M. le Ministre de l'instruction publique, pour les sommes (1) qu'ils ont bien voulu faire ordonner au nom de la Chambre syndicale du papier, afin de l'aider dans l'œuvre qu'elle avait entreprise; à M. le Préfet de la Seine, pour les deux beaux ouvrages qu'il lui a adressés afin d'être offerts en son nom.

Elle vote de semblables remerciements à tous les généreux donateurs qui lui ont apporté leur concours, soit par des dons de livres, soit par des souscriptions en argent.

S'occupant ensuite de l'organisation de la séance de distribution, la Chambre en fixe au dimanche 29 octobre, à 2 heures après midi, la date et l'heure, et elle charge son Président d'offrir la présidence de cette assemblée solennelle à M. le Pré-

(1) Deux cents francs ont été accordés par M. le Ministre du commerce, sans destination, et cent francs par M. le Ministre de l'instruction publique, qui leur a donné une affectation que la Chambre a respectée.

sident de la Chambre de commerce, et, pour le cas où ce haut fonctionnaire serait dans l'impossibilité d'accepter cette offre, à M. I. Carlhian, secrétaire de la Chambre de commerce.

MM. les Présidents du Syndicat général, du Comité central, de l'Union des fabricants de papier, et de la Société de secours de la papeterie, seront priés, comme les années précédentes, de bien vouloir assister le président de l'assemblée en qualité de membres du Bureau.

Des invitations seront adressées aux membres de la Chambre et du Tribunal de commerce et aux présidents des Chambres syndicales, ainsi que cela a eu lieu précédemment, et en outre aux membres du jury et au bureau de la Chambre syndicale des ouvriers papetiers régleurs.

L'*Union musicale* sera priée de bien vouloir prêter son concours à la solennité de la séance, ainsi qu'elle l'a fait jusqu'ici avec tant de bon vouloir.

Tous pouvoirs sont, du reste, donnés par la Chambre à la commission pour régler l'ordonnance de la séance et parer aux cas imprévus.

M. Valdampierre demande la parole pour communiquer à la chambre une lettre de M. Maurice, inspecteur divisionnaire de la Seine, pour l'exécution de la loi sur le travail des enfants et filles mineures.

Après avoir entendu cette lecture, la Chambre estime que le meilleur moyen de répondre au désir de M. l'inspecteur est de publier sa lettre à la suite du présent procès-verbal. Il invite son Président à informer M. Maurice de sa décision en ce sens, et le charge de son exécution.

Voici le texte de la lettre de M. Maurice, dont il est parlé dans le procès-verbal qui précède :

« Paris, le 5 octobre 1876.

M. VALDAMPIERRE, Président du Comité du cartonnage, faisant partie de la Chambre du papier.

J'ai la preuve que beaucoup de Messieurs vos confrères n'exécutent pas la loi, malgré les nombreux avertissements qui leur ont été donnés.

Dans la dernière réunion de votre Chambre, à laquelle j'ai eu l'honneur d'assister, j'ai dit que je serais tolérant à l'égard du nettoyage du dimanche pendant une heure ou deux, et à l'égard des heures supplémentaires que peuvent faire *parfois* les filles mineures,

sans que ce soit pourtant la règle, à la condition que MM. les patrons exécuteraient ponctuellement les autres articles de la loi. Or, il n'en est rien, et à l'heure qu'il est, il est encore un grand nombre de MM. les cartonniers qui n'ont absolument rien fait.

Cet état de choses ne peut durer, car il semblerait créer en faveur d'une industrie un privilège qui n'existe pas dans la loi.

Je viens donc vous prier d'adresser un avertissement de ma part à MM. vos confrères. C'est le dernier, et à l'avenir ceux qui ne seront pas en règle n'auront qu'à s'en prendre à eux-mêmes des conséquences qui pourront les conduire en police correctionnelle.

Je vous prie de m'accuser réception de cette lettre et de croire à l'expression de mes meilleurs sentiments.

L'Inspecteur divisionnaire,

G. MAURICE.

28, rue Jacob. »

SOCIÉTÉS POUR L'ASSISTANCE PATERNELLE

AUX ENFANTS EMPLOYÉS DANS LES MANUFACTURES.

SOCIÉTÉ POUR L'ASSISTANCE AUX ENFANTS DES FLEURS ET PLUMES

La distribution des récompenses aux enfants patronnés par l'Assistance paternelle des fleurs et plumes a eu lieu, cette année, dans la magnifique salle de l'Odéon, le dimanche 23 avril 1876, en présence d'une assemblée nombreuse et sympathique.

M. E. Laboulaye, sénateur, est venu remplir la promesse qu'il avait faite l'année dernière, et, en acceptant la présidence de la solennité, donner une preuve de l'intérêt qu'il porte à tout ce qui concerne le bien-être de la classe ouvrière.

M. Charles Robert, président d'honneur de notre Société, et M. Baillière, membre de la Chambre de commerce, siégeaient à ses côtés, ainsi que MM. Ch. Petit, président fondateur, L. Marienval, président du Conseil de censure, et Lemeunier, secrétaire du Patronage.

Parmi les nombreux invités qui entouraient le bureau, nous avons remarqué : MM. Deshayes, juge au Tribunal de commerce; Desmarais, membre de la Chambre de commerce; Dr Marjolin, vice-président de la Société de protection; J. Périn, secrétaire de la Société de protection; Léon Riché, homme de lettres; Dr L. Duchesne, secrétaire général de la Société protectrice de l'enfance; Engel-Dollfus, manufacturier; L. Hié-

lard, président du syndicat général de l'Union nationale; *Pascal Bonnin*, directeur de l'Union nationale du commerce et de l'industrie; *Guérin-Brécheux*, président de la Chambre de la tabletterie; *Rault*, vice-président de la Chambre de la bonneterie et des cotons filés; *Pinet*, vice-président de la Chambre de la chaussure; *Sriber*, secrétaire du Syndicat général, vice-président de la Chambre des caoutchoucs; *De Bellay*, ancien manufacturier.

Sur la scène se trouvaient groupés les enfants placés sous le patronage de la Société, ainsi que de nombreux invités qui n'avaient pu trouver place dans la salle.

A une heure précise, le rideau se lève, et la belle musique du 77^e de ligne, sous l'habile direction de son chef, *M. Sineau*, fait entendre l'ouverture de *Robin des Bois* exécutée avec une *maestria* remarquable.

L'honorable *M. Ed. Laboulaye* ouvre ensuite la séance par une causerie sur les progrès qu'a réalisés l'industrie depuis l'abolition des maîtrises et jurandes. Il fait un spirituel tableau des traverses et obstacles de toute nature qu'eut à surmonter le chef de la famille Erard pour parvenir à exécuter son premier clavecin, en contrebande des privilèges acquis aux diverses corporations des menuisiers, des serruriers, des tourneurs, etc.

Passant rapidement en revue les projets à l'aide desquels, à diverses époques, on prétendait régler la question sociale, l'éloquent orateur déclare que la solution la plus pratique et la plus efficace lui paraît être la création de sociétés de patronage fondées, comme la nôtre, par les sympathiques efforts des chefs de maison, et continuant avec dévouement leur œuvre d'encouragement et de moralisation en faveur des jeunes générations laborieuses.

Cette brillante improvisation, que nous avons le vif regret de ne pouvoir reproduire *in extenso*, a été fréquemment interrompue par les applaudissements. Lorsque le charmant causeur s'est assis, l'auditoire, par d'unanimes acclamations, lui a témoigné tout le plaisir qu'il avait pris à l'écouter.

Après ce discours, la première partie d'un magnifique concert, dont on trouvera plus loin le compte-rendu, a été exécutée. Puis, *M. L. Hiélard*, vice-président du Conseil d'administration, a présenté en ces termes le compte-rendu annuel.

MESDAMES, MESSIEURS,

Depuis la fondation de notre Patronage, nous avons considéré comme un devoir de vous soumettre, chaque année, un rapide exposé de notre situation morale et matérielle.

Votre bienveillante attention n'a jamais fait défaut à ceux de nos collègues qui ont été chargés tour à tour de vous présenter le rapport.

Je suis leur interprète à tous en vous priant aujourd'hui d'en recevoir leurs plus sincères remerciements.

Nous nous sommes demandé, cependant, si, après le discours qui ouvre chacune de nos solennités et lui donne tant d'éclat, si, alors que votre attention a été déjà vivement sollicitée par le talent de nos artistes, il était utile, il était opportun de vous demander encore quelques instants pour un compte-rendu nécessairement un peu aride et monotone.

Je ne vous cacherai pas que la réponse, tout d'abord, a été négative, inspirée qu'elle était par le désir d'épargner vos moments.

Mais, nous rappelant le précepte du sage, nous avons réfléchi, et nous avons pensé que s'il était bon d'abréger autant que possible, il ne nous était pas permis de garder un silence complet, car nous avons au moins un devoir à remplir, — vous souhaiter la bienvenue, — une dette à acquitter, celle de la reconnaissance. (*Applaudissements.*)

J'ai été désigné pour cette tâche, et je l'ai acceptée volontiers, car, en l'accomplissant, je ne fais qu'obéir à mon sentiment le plus intime.

J'ai pris d'ailleurs l'engagement d'être bref, ce qui me permet de compter sur votre indulgence, et de ne pas dépasser la mesure de mes forces.

Je vous disais, Mesdames et Messieurs, que nous avons contracté une dette de reconnaissance. Elle ne nous pèse pas trop, car nous avons l'espoir et le ferme dessein d'y faire honneur; — et cependant cette dette est grande et s'accroît chaque jour.

Vous allez en juger par la simple énumération de nos créanciers, si toutefois il est permis d'appliquer cette qualification qui, dans l'ancien droit — je ne parle que du passé — n'était pas absolument synonyme de désintéressement et de tendresse; si, dis-je, il est permis de désigner ainsi ceux qui donnent, sans réclamer d'autres garanties que le droit de donner encore et de donner davantage.

Vous d'abord, qui, depuis huit années, nous avez prodigué les encouragements de toute sorte : inaltérable bienveillance, dons généreux; vous nous avez tout accordé.

Vous assistiez à nos débuts, et vous nous avez inspiré la confiance en nous-mêmes.

Vous nous avez suivis de l'antique et vénérable Sorbonne jusqu'en cette salle, après quatre stations sur l'autre rive. Les jeunes sociétés

sont comme les jeunes gens : elles aiment à voyager ; mais c'est là, dit l'expérience, un défaut dont on se corrige assez facilement.

Nous vous revoyons aujourd'hui aussi empressés, aussi bienveillants que les années précédentes, et c'est du fond du cœur que nous vous disons : *Merci!*

N'ont-ils pas droit aussi à toute notre gratitude, les hommes éminents qui président ces assemblées et vous parlent en notre nom ?

Vous avez applaudi, comme nous, M. *Charles Robert*, notre président d'honneur, toujours prêt, toujours sur la brèche, et dont la parole ardente, convaincue et patriotique, sait si bien trouver le chemin des cœurs (*applaudissements*), puis l'honorable M. *Dumoustier de Frédilly* dont vous avez encore présent à la mémoire l'élégant et touchant discours.

Vous venez d'entendre enfin le savant et spirituel écrivain, l'éloquent orateur qui a bien voulu nous consacrer une part de ce temps qui suffit à peine aux devoirs laborieux d'une haute situation, et aux exigences d'une grande et juste popularité.

Je n'ai garde d'oublier non plus nos habiles et vaillants artistes dont le talent prête tant de charme à nos fêtes annuelles, et dont le concours aussi précieux que désintéressé ne nous a jamais été refusé. Quelques-uns parmi eux, connus, aimés de nous tous, sont devenus pour nous de véritables collaborateurs, — je pourrais dire des collègues.

Eh bien, ce n'est pas tout encore, et je n'ai pas épuisé la liste de nos bienfaiteurs. D'autres sympathies nous sont acquises, d'autres ressources nous sont assurées.

Grâce à la sollicitude éclairée du Conseil municipal de Paris pour les établissements d'instruction primaire et d'apprentissage, une allocation spéciale est votée chaque année en faveur de ces établissements, et nous en avons notre part qui n'est pas sans importance. Le ministère de l'agriculture et du commerce, celui de l'instruction publique nous donnent également, bien que dans une mesure plus restreinte, des témoignages annuels de leur haute bienveillance. Nous recevons en outre de ce dernier ministère, par les soins et sur la recommandation d'un de nos zélés protecteurs que je suis heureux de voir aujourd'hui parmi nous, les beaux et utiles ouvrages destinés à récompenser les élèves qui ont obtenu des mentions honorables à la suite des concours. Ce nous est un moyen efficace de répandre parmi nos jeunes apprentis, et jusque dans leurs familles, le goût des saines lectures, partant de la bonne et solide instruction. Ai-je besoin, enfin, de vous rappeler le concours si précieux de la *Société de protection des Apprentis et des Enfants employés dans les manufactures* ? Elle fut notre initiatrice et n'a cessé dès lors de nous prêter, par tous les moyens en son pouvoir, le plus constant et le plus utile appui.

A cette nomenclature déjà longue je pourrais ajouter les noms de nos donateurs, esprits distingués, âmes généreuses que sollicite l'attrait du bien, intelligences prévoyantes qui ont souci de l'avenir, et qui, voulant une bonne récolte, encouragent et secondent ceux qui sèment le bon grain.

Mais je craindrais de répondre mal au désir de ceux-là mêmes que j'aurais à désigner, et je me rappelle la promesse que je vous faisais tout à l'heure.

Je viens de vous faire connaître l'étendue de notre passif, l'importance de notre dette. Il me reste à vous dire maintenant sur quoi nous fondons l'espoir d'être à la hauteur de notre tâche et de répondre, par les services rendus, à la confiance que l'on a mise en nous. Et d'abord, nous trouvons un premier gage de sécurité dans notre passé lui-même.

Le nombre de nos adhérents a suivi, sans interruption, une progression normale, régulière. Nos ressources se sont accrues dans une plus large mesure, et, tout en faisant face à nos dépenses courantes : entretien des pupilles, distribution de livrets, secours extraordinaires, etc., — dépenses dont chaque année voit le chiffre grandir, — nous n'avons point entamé notre réserve.

D'autre part, notre influence morale ne cesse de s'étendre, notre cercle d'action de s'élargir. — Le Patronage de l'assistance paternelle est de jour en jour mieux apprécié par les parents et les patrons. — Plus de deux cents élèves, dont la moitié a terminé déjà son apprentissage, y sont inscrits depuis la fondation.

Grâce à la surveillance active et discrète des délégués, à leur influence morale sur les enfants, aux conseils, aux renseignements qu'ils sont à même de donner aux patrons, l'enseignement professionnel et l'instruction primaire sont en progrès dans tous les ateliers qui reçoivent leurs visites. Autre symptôme non moins rassurant, — l'émulation est née et se développe parmi nos jeunes collaborateurs.

Le concours de cette année, le meilleur peut-être que nous ayons eu jusqu'à ce jour, et dont vous pourrez tout à l'heure juger les résultats, en a fourni une preuve évidente. Les récompenses ont été vivement disputées, et telle mention honorable de deuxième ou troisième ordre accuse encore un mérite très-réel.

Parfois, et c'est un fait qui me paraît de bon augure, l'émulation a gagné jusqu'aux maîtres eux-mêmes. Je sais un atelier où le fils de la maison, ancien élève d'une école commerciale, a pris à tâche de compléter l'instruction élémentaire des apprentis confiés à ses parents. Il s'est improvisé professeur sérieux et même, dit-on, quelque peu sévère, et a consacré à ses nouvelles fonctions plusieurs heures par semaine. Or le professeur n'a pas dix-huit ans, et l'atelier dont il s'agit vient d'obtenir au dernier concours cinq nominations pour l'instruction. (*Applaudissements.*)

Enfin, grâce encore à nos délégués, partout les contrats sont fidèlement et scrupuleusement exécutés.

L'honorable président du Conseil de prud'hommes pour la section des tissus, qui est en même temps le président de notre Conseil de censure, pourrait témoigner que, depuis la fondation de notre Patronage, un seul des contrats passés sous ses auspices a donné lieu à une action devant le conseil.

Tels ont été, jusqu'ici, Mesdames et Messieurs, les résultats de nos efforts; — tels sont les titres que nous croyons pouvoir produire devant vous pour justifier la confiance que vous nous avez accordée dans le passé, et mériter celle que vous voudrez bien nous accorder encore.

Nous n'ignorons pas toutefois que notre œuvre est à peine ébauchée, que vous êtes en droit d'attendre davantage. En cela notre ambition s'accorde avec vos légitimes exigences.

Arracher au travail son antique stigmate d'expiation, de châtiement, lui rendre son vrai caractère, c'est-à-dire le montrer comme la condition même de la santé, du bien-être, de la paix de l'âme, du bonheur en un mot, — le rendre intelligent, agréable, facile chez nos apprentis par le développement simultané de leurs facultés intellectuelles, morales et professionnelles, — voilà notre but.

L'atteindrons-nous ? Oui. — Nous en avons du moins l'intime conviction. A une condition cependant : c'est que vous, Mesdames et Messieurs, vous nous permettiez de compter toujours sur votre appui; — que vous, Messieurs, nos guides éclairés et vigilants, vous continuerez à nous tracer la voie et à nous y maintenir; — c'est que vous enfin, mes chers enfants, objets de tant de sollicitude, de tant de sympathies précieuses et de sincères dévouements, vous nous encourageriez par votre bonne volonté, vos efforts et vos progrès; — et si, par surcroît, vous nous accordez un peu de cette affection qu'éprouvent les natures d'élite pour ceux dont elles ont reçu les soins assidus, — eh bien, je vous le dis en vérité, vous nous aurez donné notre meilleure récompense, la plus haute que nous puissions ambitionner. (*Vifs applaudissements.*)

La proclamation des récompenses a été faite par M. Lemeunier, secrétaire du patronage.

Après la proclamation des récompenses, et avant la reprise du concert, une quête a été faite, dans la salle, au profit de l'OEuvre; elle a produit 849 fr. 40 c.

A cette somme il convient d'ajouter 2,688 fr. 50 c. versés dans la caisse de la Société par les dames patronnesses qui ont bien voulu, cette année, solliciter parmi leurs relations, des adhésions et des témoignages de sympathie en faveur de notre OEuvre.

Nous sommes heureux de leur exprimer ici toute notre reconnaissance.

La séance s'est terminée par quelques paroles de remerciements et d'éloges, adressées par M. Ed. Laboulaye aux organisateurs et aux artistes éminents qui ont gracieusement donné leur concours à cette brillante solennité.

Les invités se sont ensuite rendus au foyer du théâtre, où les ouvrages du concours professionnel avaient été exposés par les soins des dames membres du jury des récompenses.

ÉCOLES PROFESSIONNELLES.

ÉCOLE PROFESSIONNELLE DE L'IMPRIMERIE DE MM. A. CHAIX ET C^{ie}.

La distribution des prix aux élèves de l'École professionnelle des jeunes typographes de l'Imprimerie centrale des chemins de fer a eu lieu, le dimanche 17 septembre, dans l'une des galeries de l'établissement.

M. Chaix présidait la séance, à laquelle assistaient M. E. Ferry, maire du IX^e arrondissement ; M. Charles Robert, vice-président de la *Société de protection du travail des enfants dans les manufactures* ; M. Girard, de la *Société nationale d'encouragement au bien*, ainsi que plusieurs autres personnes qui s'intéressent à la question de l'apprentissage ; M. le Dr Magnin, médecin de la Maison ; enfin, les professeurs et les Membres des bureaux de la Société de secours mutuels et de la Caisse de participation.

À l'ouverture de la séance, M. Chaix a pris la parole et a adressé aux élèves l'allocution suivante :

MES ENFANTS,

Dix années se sont écoulées depuis que les Cours d'enseignement primaire ont été créés dans la Maison, et, pendant cette période déjà longue, bien des modifications ont été apportées au programme primitif ; je puis dire aussi que bien des résultats heureux ont été obtenus.

Il ne sera pas sans intérêt pour vous tous de rappeler aujourd'hui quels ont été nos commencements et par quels moyens nous avons organisé les cours, tels qu'ils vous sont actuellement faits.

C'était en 1866 — plusieurs d'entre vous peuvent s'en souvenir ; — l'École professionnelle, fondée par mon père quatre ans aupara-

vant, avait assurément formé un certain nombre de bons ouvriers ; mais l'instruction pratique seule y était donnée ; car, on se préoccupait alors beaucoup moins qu'on ne l'a fait depuis, des développements à apporter à l'instruction primaire et, dans les ateliers de Paris, les cours du soir étaient une exception.

La nécessité d'améliorer, par de nouveaux moyens, les conditions de l'apprentissage, me suggéra l'idée de compléter notre institution par la création de deux cours scolaires.

J'informai vos parents de l'ouverture de ces classes et j'invitai les apprentis à se faire inscrire pour les suivre.

Je dois dire que l'empressement de vos aînés laissa fort à désirer, et que le nombre des demandes d'admission fut d'abord très-restreint. Cette indifférence me paraissait d'ailleurs explicable, car la chose était nouvelle, et la nécessité de l'instruction n'était pas, comme aujourd'hui, universellement comprise. Je ne me montrais pourtant pas exigeant, puisque notre programme ne comprenait que deux classes et trois cours par semaine pour chacune d'elles.

Cependant, pour assurer le succès de ces modestes débuts, il fallait avant tout décider les apprentis à fréquenter assidûment et régulièrement les leçons. — Je fis donc frapper les jetons de présence que vous connaissez, je leur donnai une valeur de dix centimes et j'autorisai vos professeurs à en délivrer un à tout élève qui assisterait au cours et s'y comporterait convenablement.

A partir de ce moment, chacun fut exact à la classe : j'avais ainsi obtenu par l'intérêt ce que je n'avais pas voulu devoir à la contrainte.

A cette époque, mes enfants, la liberté de l'enseignement n'était pas ce qu'elle est aujourd'hui. On nous faisait diverses objections. Nous n'avions pas, disait-on, l'autorisation administrative nécessaire pour ouvrir des cours, et nous nous exposions à des désagréments dont le moindre pouvait être l'obligation de les fermer.

Heureusement pour nous, il y avait alors à la tête de l'Instruction publique un ministre très-favorable au développement de l'enseignement ; nous ne fûmes pas inquiétés ; nous pûmes même compter bientôt, non-seulement sur une tolérance complète, mais encore sur une sympathique approbation.

M. le Secrétaire général de la *Société de protection du travail des enfants dans les manufactures*, qui suivait avec grand intérêt nos efforts et vos progrès, avait parlé de notre création à M. Duruy, qui désira la connaître.

Deux ans après la fondation de nos cours, M. le Ministre vint nous visiter, accompagné de M. Barreswill, afin de se rendre compte de notre modeste organisation. Il se fit présenter les apprentis, les interrogea et examina les devoirs récemment faits. Surpris de voir un élève, — encore aujourd'hui des nôtres, — qui, accueilli dans la

Maison sans connaître même les lettres de l'alphabet, produisait un cahier bien tenu, M. Duruy voulut entrer dans les détails de notre École professionnelle; puis il descendit dans les ateliers, où les mesures que nous prenions déjà pour prévenir, autant que possible, les accidents, parurent vivement l'intéresser.

Il se retira si satisfait, qu'il envoya le lendemain deux beaux volumes pour être donnés, en souvenir de sa visite, aux élèves les plus méritants.

M. Duruy avait été frappé surtout des résultats que nous avions obtenus dans les classes.

« Comment donc, me dit-il, êtes-vous parvenu à faire fréquenter des cours par des enfants d'atelier? »

— Grâce à un moyen bien simple, Monsieur le Ministre, lui répondis-je; chaque fois qu'ils viennent en classe, les apprentis reçoivent un jeton de présence et, à la fin du mois, on leur échange ces jetons contre autant de fois dix centimes.

— Ah! fit-il en riant, c'est encore mieux que moi : on me reproche l'instruction gratuite, mais vous, vous la payez! »

Je vis bien que, dès lors, notre cause était gagnée et que nous n'avions plus à redouter, de la part de l'Administration, aucune des difficultés que l'on nous avait fait craindre.

Voilà, mes enfants, quels ont été nos débuts, et, depuis cette époque, ainsi que je vous le disais tout à l'heure, bien des changements ont été introduits dans notre mode d'enseignement.

Des cours nouveaux ont été successivement créés, pour donner à votre instruction l'étendue et la variété que comporte l'exercice de votre profession, et aujourd'hui notre programme ne comprend pas moins de dix-huit facultés.

Dans l'enseignement primaire, les classes de langue française, d'arithmétique et de géométrie, d'histoire, de géographie, sont destinées à compléter les connaissances que vous avez acquises avant d'entrer dans la Maison.

Au point de vue technique, des leçons de composition typographique, de correction, de tirages, de lithographie, de lectures latine, grecque et allemande, vous présentent, sous une forme méthodique et raisonnée, les principes de votre art, dont vous faites ensuite l'application dans l'atelier.

Enfin, des cours d'histoire de l'Imprimerie, de sciences physiques et mécaniques, de chimie appliquée, de comptabilité, de législation usuelle, d'économie industrielle, vous fournissent un complément d'instruction dont vous retirerez dans la vie le plus utile profit.

Il nous a fallu dix ans pour constituer l'ensemble de cet enseignement et lui donner un corps, pour en définir et en préciser le programme, pour trouver les moyens les plus propres à vous faire

comprendre et retenir les leçons de vos professeurs, sans fatiguer votre mémoire et nuire à vos travaux d'atelier.

Je sais bien que plusieurs parmi vous — n'entrevoiant pas l'application immédiate de toutes ces connaissances — trouvent que les cours sont trop nombreux et que c'est perdre son temps que de l'employer à l'étude de certaines facultés. C'est là, mes enfants, une erreur profonde contre laquelle je tiens à vous mettre en garde.

Pour vous faire apprécier la nécessité de toutes les leçons qui vous sont données, je pourrais vous démontrer que l'exercice de votre profession exige une culture intellectuelle toute spéciale; je pourrais aussi vous rappeler ces illustres imprimeurs dont on vous a raconté cette année la vie et les travaux et qui ont rendu, grâce à leur savoir, de si éminents services aux sciences et aux lettres.

Mais je veux me borner à vous citer un exemple pratique, qui s'est produit en quelque sorte sous vos yeux et qui est relatif à un cours dont plusieurs d'entre vous n'avaient pas, à l'origine, compris toute l'utilité; — je veux parler du cours de comptabilité.

« A quoi nous servira, disaient-ils, de connaître la tenue des livres? Nous sommes ici pour devenir des ouvriers, des contre-maîtres peut-être; mais nous ne serons jamais des comptables, et cette étude est pour nous tout à fait superflue. »

Eh bien, mes enfants, il y a quelques années, un de vos anciens camarades s'établissait dans notre voisinage. Il avait été pendant quatre ans élève de cette école et, par son intelligence, il était parvenu à réunir quelques capitaux. Travailleur, il semblait devoir réussir dans son entreprise. — Malheureusement, à l'époque de son apprentissage, le cours de comptabilité n'était pas encore établi; il ne connaissait pas les premiers éléments de la tenue de livres, et il ignorait l'importance d'une bonne comptabilité. Ce fut la cause de sa perte; ses écritures étaient en désordre; souvent même elles n'existaient pas; aussi, après plusieurs années de lutte et d'efforts infructueuses, il a, par cette seule raison — un de ses principaux intéressés me l'a déclaré ici — fait de très-mauvaises affaires; il y a eu faillite, sa maison a été vendue, et lui et les siens ont absolument tout perdu. Si, au contraire, ce brave garçon avait eu les notions de comptabilité qui vous sont données maintenant, il est très-probable que son entreprise eût eu un tout autre résultat.

Vous voyez, mes enfants, que le cours de comptabilité, peu apprécié au début, a pour vous une importance capitale, et je pourrais vous démontrer que chacune des autres classes est, à des points de vue différents, tout aussi indispensable.

Je ne veux pas finir sur ce sujet sans vous rappeler la perte sensible que nous avons faite cette année, dans la personne de M. *Marais*, qui avait rempli pendant dix ans, avec tant de zèle et de dévouement,

la tâche certainement bien ingrate et bien difficile d'instruire les moins avancés d'entre vous. M. *Marais* faisait plus; car, en dehors de son cours, ce brave et digne homme prenait, il y a quelques mois encore, sur son heure de repas, pour apprendre à lire et à écrire à plusieurs jeunes gens de la Maison complètement illettrés et ayant passé l'âge de l'apprentissage. M. *Marais* a donc droit à tous nos regrets.

Voici maintenant des détails sommaires sur les résultats de l'année : 283 petits livres ont été donnés en récompense de bonne conduite et de travail;

1,047 ouvrages de la Bibliothèque ont été remis aux élèves qui en ont fait la demande;

Sur les 31 sergents nommés pendant l'année, 19 ont reçu leur photographie, et 12 une gratification de 5 francs;

La *Société de protection du travail des enfants dans les manufactures*, représentée à notre réunion de ce jour par l'honorable M. *Charles Robert*, son vice-président, a délivré des livrets de Caisse d'épargne à trois de vos camarades, que nous lui avons signalés comme très-méritants;

11,340 jetons de présence ont été distribués dans les trois cours; ils représentent une somme de 1,134 francs;

7 apprentis ont fini leur apprentissage dans le courant de l'année et ont touché ensemble, comme capital d'épargne, 2,636 francs;

5 autres qui sortiront de l'École au 30 novembre prochain, recevront, au même titre, 450 francs chacun;

16 élèves vont participer cette année à la répartition quinquennale, qui comprendra 1,226 fr. 90 c.;

Une somme de 738 fr. 25 c. a été versée à la Caisse de répartition des Compositeurs, pour être partagée entre 33 apprentis, qui en toucheront aujourd'hui le premier tiers;

87 livrets, représentant un total de 435 francs, ont été pris à la Caisse des retraites de l'État;

69 polices d'assurances en cas d'accident et 61 polices d'assurances en cas de décès ont été contractées, pour une somme de 956 fr. 80 c.

Enfin, la Caisse d'épargne scolaire a reçu, cette année, 1,123 francs, dont 205 francs donnés par la Maison et 918 francs versés par 65 apprentis. Or, l'année dernière, ce versement n'avait été que de 125 francs; c'est donc une augmentation très-considérable, qui témoigne de la faveur avec laquelle est accueillie cette excellente institution. Et, à cette occasion, mes enfants, je tiens à féliciter plusieurs d'entre vous de la persévérance qu'ils mettent à continuer leurs versements. Sortis récemment d'apprentissage, ils ne se bornent plus à réserver mensuellement la modeste somme qu'ils donnaient autrefois; ils font plus, ils triplent, ils quadruplent cette somme; aussi, j'ai voulu

encourager un tel exemple, en accordant à deux d'entre eux une récompense exceptionnelle.

Quant aux prix qui vont vous être décernés, ils sont, comme les années précédentes, très-nombreux ; nous avons voulu, en effet, non-seulement récompenser le mérite du premier degré ; mais aussi encourager le travail soutenu, l'application suffisante, la bonne tenue et ces *qualités moyennes* qui, bien que moins brillantes, donnent à celui qui en est doué peut-être autant d'éléments de réussite dans les affaires et, certainement, toutes les chances possibles d'être heureux.

Après cette allocution, les noms des lauréats ont été proclamés par M. G. Berger, l'un des professeurs de l'École professionnelle, puis M. Charles Robert a pris la parole en ces termes :

Puisque M. Chaix veut bien m'accorder la parole, je féliciterai d'abord ces jeunes gens de leurs efforts, de leurs succès, de leurs progrès constatés par les témoignages si honorables dont ils sont l'objet, par les prix et les livres qu'ils viennent de recevoir ; mais j'insisterai particulièrement sur l'utilité que présentent, au point de vue général du développement intellectuel, les cours techniques faits pour eux avec tant de dévouement par d'excellents professeurs.

Je viens d'entendre dire que l'un d'entre vous, mes chers enfants, s'était demandé à quoi pouvait servir, pour un typographe, l'enseignement de la comptabilité ? M. Chaix a répondu à cette question d'une manière péremptoire ; mais j'ajoute qu'abstraction faite de l'intérêt pratique d'un pareil cours, il a, comme tous les autres, l'avantage inappréciable de développer votre intelligence, d'exercer votre jugement et votre mémoire, de vous apprendre à raisonner juste, de vous donner des habitudes d'ordre et de régularité.

Pour tout adolescent, et spécialement pour les jeunes ouvriers, l'instruction donnée et reçue dans cet esprit est un véritable trésor. Les apprentis de la Maison Chaix sont placés dans un milieu des plus favorables à l'épanouissement de leurs facultés naturelles et aussi à la culture de cette plante précieuse qu'on appelle le bon sens et qui, si souvent, hélas ! est étouffée dans son germe avant d'avoir donné le moindre signe extérieur d'existence.

L'ignorance et le manque de jugement sont, pour les populations ouvrières, un danger continu, un obstacle à tout progrès futur et un élément de destruction pour les progrès obtenus : personne n'en doute ici, mais c'est une vérité si importante qu'on ne saurait l'affirmer trop souvent, et je vais vous citer une nouvelle preuve à l'appui.

Le personnel de la Maison Chaix jouit d'avantages variés, d'institutions sagement combinées, parmi lesquelles la participation aux

bénéfices tient la première place. Dans votre maison, comme dans beaucoup d'autres en France, patrons et ouvriers s'applaudissent d'être entrés dans cette voie. Eh bien, tandis que l'expérience ainsi faite est satisfaisante parmi nous, elle aboutit en Angleterre à un fâcheux échec. L'arbre qui, chez nous, pousse chaque jour de plus profondes racines paraît au contraire se dessécher et périr de l'autre côté de la Manche. N'oublions pas que cet arbre est d'origine française et que Leclaire, le célèbre entrepreneur de peinture, l'a planté sur notre sol il y a bientôt quarante ans. Il ne s'agissait, après tout, en Angleterre que d'une tentative d'acclimatation.

Nous avons souvent cité parmi les noms des chefs d'industrie dévoués au principe de la participation dans les bénéfices, ceux de MM. Briggs, directeurs propriétaires des houillères de Wakefield, et de MM. Fox, Head et C^{ie}, possesseurs des usines métallurgiques de Newport Rolling Mills. La participation était pratiquée par ces honorables patrons avec sincérité, avec confiance, je dirai même avec enthousiasme.

Ils y renoncent aujourd'hui.

Deux lettres, datées du 3 décembre dernier, ont été écrites par M. Archibald Briggs et par MM. Fox, Head et C^{ie} à un correspondant appelé M. A. de Studnitz, qui les a publiées dans un recueil imprimé à Berlin.

M. Briggs déclare que, l'automne dernier, ses ouvriers, unis à ceux des houillères voisines, se sont mis en grève pour résister à une diminution de salaires ; qu'après avoir refusé d'abord tout arbitrage amiable, ils ont dû s'y soumettre plus tard, mais qu'un des résultats de cette grève de quatre mois a été l'abandon, d'un commun accord, du système de la participation.

MM. Fox, Head et C^{ie} écrivent qu'ils ont, en ce qui les concerne, ponctuellement exécuté, pendant huit ans, les conventions intervenues entre eux et leurs ouvriers. « Mais, disent-ils, à la fin de cette » période, nous avons été contraints, malgré nous, de reconnaître » que les ouvriers, au moins ceux employés par nous, n'étaient pas » encore, en général, assez *civilisés* pour être capables de comprendre » et d'apprécier le système perfectionné que nous avions essayé » d'établir (1). » Ils ajoutent que le principe de l'action coopérative n'était appliqué réellement que de leur côté, par eux seuls. La conclusion de MM. Fox, Head et C^{ie} est qu'il faut attendre un développement plus large de l'éducation morale et intellectuelle avant de croire qu'il suffira, pour agir sur les populations ouvrières, de faire appel à l'esprit de prévoyance, à la saine raison et au bon vouloir.

(1) At the end of that time we were reluctantly forced to the conclusion that workmen, such as we could get, were not, on the average, sufficiently civilized to be able to understand and appreciate the improved system which we had attempted to establish.

Ainsi, ce saint et légitime mariage qui avait été contracté dans ces deux centres industriels du Lancashire entre le capital et le travail, en présence de l'Angleterre attentive, — et on peut même dire à la face de l'Europe et du monde, car le livre de M. le Comte de Paris a fait connaître partout les houillères de MM. Briggs, — cette union si remplie d'espérances vient de se dissoudre par un divorce, pour cause d'incompatibilité d'humeur!

Je le regrette profondément, car ce fait fournira aux adversaires de la participation un argument de nature à frapper les esprits superficiels. Mais d'autres, mieux inspirés et plus sérieux, remontant de l'effet à la cause, y verront le fruit désolant de l'ignorance et répéteront, avec une énergie nouvelle, que sans l'éducation populaire, aucun progrès social n'est possible.

S'il est vrai que, dans les houillères de Wakefield, la participation a été tuée par une grève non justifiée, il faut reconnaître que les ouvriers de MM. Briggs ont fait en cette circonstance un bien malheureux emploi de cette grande force qui s'appelle la liberté du travail.

Aucun spectacle n'est plus triste, à mon avis, que celui de la force mal employée. Comment, en effet, voir sans affliction se tourner contre l'individu et l'humanité les ressources, les moyens d'action, les efforts qui devraient ne servir jamais qu'à leur bonheur et à leur prospérité.

Il y a autour de nous, dans l'air que nous respirons, sur la terre qui nous porte, dans les personnes et dans les choses, une accumulation énorme de puissances diverses, un immense réservoir de forces physiques et morales : chaleur, électricité, vapeur, dans la matière; intelligence et volonté, dans les âmes humaines.

Quoi de plus admirable que la vapeur lorsque, bien conduite, elle obéit au mécanicien! Quoi de plus effrayant si, mal surveillée, elle produit le déraillement ou l'explosion!

Prenons pour exemple maintenant, dans l'ordre économique, la liberté du travail, ce principe fécond d'après lequel l'ouvrier, homme libre, n'appartient qu'à lui-même; principe qui devient une force productive, parce qu'il conduit l'ouvrier libre, intéressé par une bonne organisation du travail, à travailler de son mieux, de tout son cœur, de toute sa force à l'atelier, comme le paysan libre travaille de tout son cœur à féconder la terre, dont il recueille ou partage les fruits.

Mais quoi de plus funeste aux intérêts de l'industrie que cette même force si elle est aveugle, si elle se déchaîne, sans règle ni frein, comme le vent et la tempête; si elle est mise au service d'exigences déraisonnables; si, pareil à l'enfant qui pleure et crie pour avoir la lune, l'ouvrier ignorant, sans avoir égard au prix de revient

et à la concurrence, réclame obstinément, et aveuglément, et la diminution du travail et l'augmentation du salaire? Le patron refuse, l'ouvrier se fâche, la colère et l'aigreur se mettent de la partie, et le mauvais emploi de la liberté du travail aboutit alors, en fin de compte, à des chômages désastreux, à des grèves meurtrières, à la ruine des uns, à la misère des autres, au malheur de tous.

Il en est tout autrement si ce droit incontestable qui appartient au travail comme au capital, de se donner ou de se refuser, est exercé par des hommes intelligents et sages : si, par exemple, au lieu de demander l'impossible, l'ouvrier se borne à aller offrir ses bras et ses aptitudes à l'établissement qui lui fera espérer le plus d'avantages ; si, notamment, il lui plaît de donner la préférence aux patrons qui savent s'attacher leur personnel par des institutions de prévoyance, par des moyens d'enseignement et par une organisation supérieure, telle que le système de la participation dans les bénéfices.

On voit s'opérer ainsi au profit des maisons dirigées dans cet esprit, une véritable sélection parmi les ouvriers. On voit affluer vers ces heureux patrons les ouvriers les plus intelligents, les plus honnêtes, les plus rangés, ceux pour qui le lundi est un jour comme un autre, ceux qui se préoccupent de leur avenir et de celui de leurs enfants.

J'ai entendu regretter ce résultat. Un savant économiste me le citait un jour comme une objection contre la participation aux bénéfices.

Ce résultat est inévitable, lui ai-je répondu. Voulez-vous contraindre l'hirondelle à préférer l'hiver au printemps?

J'ajoute que cette formation de groupes d'élite dans la population ouvrière me semble désirable. C'est un moyen d'élever par l'émulation et l'exemple le niveau général. C'est la constitution régulière et normale, au sein de la démocratie ouvrière, d'une aristocratie vraiment républicaine, dont chacun peut faire partie et qui, fondée sur la supériorité légitime que donnent, dans toute société humaine, le courage, l'économie, la persévérance, l'instruction, le travail, n'est autre chose que la justice dans l'égalité.

Devenir patron ! c'est peut-être l'avenir réservé à plusieurs d'entre vous, mais il ne faut pas trop compter sur cette bonne fortune. Pour se frayer un chemin jusqu'au premier rang, il faut être doué de facultés hors ligne, ou être servi par des circonstances exceptionnelles. La plupart des hommes sont destinés à ne pas sortir de leur condition, et dès lors leur préoccupation doit être d'améliorer leur sort, *d'avancer sur place*, sans trop compter sur l'imprévu.

Dire à un brave soldat qu'il a dans sa giberne le bâton de maréchal, c'est rappeler une vérité constatée dans notre histoire par de

glorieux exemples. Il en est de même sans doute pour les soldats de l'industrie, mais il ne faut pas cependant s'appesantir avec trop de complaisance sur cette idée.

Je ne comprends pas le progrès social sous la forme d'un billet de loterie.

J'aime la participation, parce que sans contrarier en rien l'avancement naturel et tout en facilitant, au contraire, l'essor des vocations privilégiées, elle permet à tous ceux qui, moins favorisés, resteront ouvriers ou contre-maitres, d'espérer, pour eux, plus de bien-être dans le présent, plus de sécurité dans la vieillesse et, pour les enfants, plus d'instruction et d'éducation.

Cette dernière réflexion me ramène à mon point de départ. Je termine cette allocution comme je l'ai commencée, en vous recommandant, jeunes gens qui m'écoutez, d'apprécier à toute leur valeur l'instruction et l'éducation que vous recevez, l'éducation morale surtout.

Être instruit, c'est tout simplement connaître et savoir. Grand mérite assurément, mais qui, à lui seul, ne fait pas qu'on soit un homme. Au contraire, avoir profité de l'éducation, c'est-à-dire aimer le vrai et vouloir le bien, c'est être fortement armé et trempé pour les combats de la vie. Les bons instituteurs, les pères de famille, les professeurs expérimentés savent bien que l'instruction et l'éducation doivent se confondre. Ainsi les élèves du cours de comptabilité qui croient n'y étudier que la science du *doit* et *avoir*, y apprennent certainement, à leur insu, sous l'influence d'un bon professeur, une foule de choses qui se rattachent à la science de la vie, à l'éducation de la volonté et du caractère.

Aussi faut-il, par un nombre infini de motifs, répandre à flots l'instruction. Le gouvernement l'a bien compris. Félicitons-le d'avoir doublé le budget de l'enseignement populaire.

Ces paroles, contenant de si utiles enseignements, et prononcées avec tant de compétence par M. *Charles Robert*, ont été accueillies par les applaudissements unanimes de l'assemblée.

M. *E. Ferry*, maire du IX^e arrondissement, s'est ensuite exprimé en ces termes :

MESSIEURS,

Convie l'année dernière par M. *Chaix*, votre honorable Chef et mon ami, à assister à la réunion où sont proclamés vos progrès et récompensés vos efforts, j'ai été privé du plaisir de me rendre à cette invitation. Je regrette mon absence, mais je me réjouis aujourd'hui de l'occasion qui m'est offerte de vous dire tout le bien que je pense et, si vous le permettez, de vous donner, à vous jeunes gens qui finissez

ou commencez l'apprentissage de cette belle profession d'imprimeur, quelques avis qui n'ont d'autorité que parce qu'ils partent d'un bon cœur et qu'ils sont le résultat d'une expérience acquise par une vie laborieuse.

J'ai été comme vous apprenti, et je me souviens de ce qu'était un apprenti il y a une quarantaine d'années. — On sortait de l'école ; on entraît chez un patron, auquel on donnait cinq années de son temps ; on apprenait, souvent machinalement, le métier auquel on devait demander les moyens de vivre, et, à moins d'être doué d'une manière toute spéciale, on n'apprenait que par les yeux et par les bras.

Il n'en est plus de même aujourd'hui, et surtout dans cette maison. Vous êtes entourés de sollicitude ; des professeurs d'élite vous initient à tout ce que vous devez savoir ; des institutions de prévoyance vous obligent presque à vous assurer le bien-être de la vieillesse ; enfin rien pour vous n'est livré au hasard : on vous rend assez capables pour que, devenus des ouvriers d'élite, votre collaboration soit toujours recherchée.

Cet établissement est, à coup sûr, un de ceux où le progrès en faveur des ouvriers est réalisé avec le plus d'intelligence. On sent en y entrant que tout le monde y est à l'aise ; l'ordre y préside à toutes choses ; chacun y occupe la place qui lui est assignée et semble être fier et heureux d'appartenir à cette maison modèle.

La raison de ce succès est facile à trouver. Ici on est exact, on travaille avec assiduité, on travaille avec intelligence.

Vous venez d'entendre la parole autorisée et éloquente de l'honorable M. *Charles Robert* ; il vous a parlé des efforts infructueux tentés en Angleterre pour instituer la participation ; il vous a dit que les chefs de certains établissements déclarent que cet insuccès devait être attribué au peu de développement intellectuel des participants.

Il vous appartient à tous de prouver que ce qui n'a pu réussir en Angleterre peut et doit être accompli en France, car vous avez l'intelligence et l'on vous a placé sous la main tout ce qu'il faut pour la développer.

Pénétrez-vous bien de ceci, jeunes gens : c'est que vous êtes pour ainsi dire appelés à devenir les collaborateurs des savants ; que leurs œuvres sont la matière première de votre travail et que si, pour accomplir cette tâche, vous devez en savoir plus que bien d'autres, vous ne pouvez acquérir l'intelligence de votre profession que par le temps, le travail et l'étude.

Les hasards de la vie font que j'ai pu mettre en pratique ce principe certain, formulé par le plus grand discuteur du siècle dernier, à savoir que la première portion de la vie doit être employée à apprendre, la seconde à acquérir l'indépendance et la troisième à se rendre utile.

Les fonctions que j'occupe ont facilité l'accomplissement de mes désirs, mais, je vous l'avoue, si je n'avais été secondé par des collaborateurs tels que votre cher Patron, la besogne eût été presque impossible.

Pour entrer ici ou ailleurs, il faut avoir passé par l'école primaire. Eh bien, c'est sur l'école primaire que nous avons dirigé nos efforts, et c'est grâce au concours de gens amoureux du progrès que nous avons pu fonder la Caisse des écoles du IX^e arrondissement. Par elle, nous encourageons les enfants laborieux, et nous essayons de rendre laborieux ceux qui sont enclins à la paresse.

Nous obtenons ces résultats par des encouragements effectifs accordés aux maîtres et aux élèves. Aux uns, nous donnons des primes en argent pour la bonne tenue de leur classe et pour les progrès qui y sont constatés; aux autres, des livrets de Caisse d'épargne, des prix; enfin, aux plus intelligents et aux plus laborieux, des bourses qui leur permettent de fréquenter les écoles Colbert ou du Commerce. Quelques-uns même, dont les aptitudes sont exceptionnelles, seront poussés jusqu'aux grandes écoles du Gouvernement.

Vous voyez que nous nous occupons de la jeunesse. Je ne vous ai parlé que de vous, laissez-moi vous dire, en deux mots, ce que nous faisons pour les filles.

Vous êtes intéressés à leurs progrès. Aujourd'hui, vous êtes apprentis ou jeunes ouvriers; incessamment vous deviendrez tous soldats, et, après avoir accompli ce grand devoir patriotique, vous songerez à vous établir, vous prendrez femme; et je vous souhaite à tous d'avoir de bonnes femmes.

Eh bien, la Caisse des écoles essaie aussi de préparer, pour devenir vos épouses, des femmes honnêtes et laborieuses. Elle leur fait apprendre le travail de l'aiguille et des ciseaux; elle leur apprend à confectionner des vêtements de femme et d'enfant; elle leur apprend enfin, dans un cours spécial qu'elle a fondé de concert avec la Chambre de commerce, la comptabilité.

A ce cours, 120 jeunes filles viennent trois fois par semaine s'initier aux choses du commerce : non-seulement elles trouvent dans cet enseignement la possibilité de vivre honorablement de la profession de comptable, mais encore elles y apprennent à connaître les merveilleux résultats de l'ordre et de l'économie. Elles y apprennent avec preuves à l'appui, que tous les succès professionnels n'ont de valeur effective qu'autant que les produits du travail sont administrés avec méthode. Elles y apprennent enfin qu'il faut toujours, — autant que possible, — dépenser moins que l'on ne gagne, et que c'est là le seul moyen d'arriver à l'honnête aisance, souvent même à la fortune.

Vous voyez que la comptabilité ne consiste pas seulement dans

l'art de grouper des chiffres; elle apprend à raisonner et à apprécier sainement les faits et les choses.

Quelques-unes de nos jeunes filles deviennent aussi institutrices; nous leur en donnons tous les moyens.

Je me résume : travaillez pour apprendre pendant que vous êtes jeunes; travaillez avec la seule pensée de devenir instruits et capables. Le programme de vos exercices a été mûri et apprécié par des hommes d'expérience. Ne vous dites jamais : Ceci me sera utile, cela me sera inutile; car vous serez tout étonnés, alors que la période d'instruction sera déjà loin de vous, de constater avec regret que ce que vous aurez négligé d'apprendre serait précisément ce dont vous trouveriez l'application la plus fructueuse.

Faites tout pour devenir de bons ouvriers, efforcez-vous d'atteindre la dernière limite de la perfection professionnelle, c'est le plus sûr chemin de l'indépendance. En suivant la marche que je vous indique, vous deviendrez des hommes de valeur et vous compterez justement parmi les citoyens éclairés et utiles.

Ces excellents conseils, auxquels le dévouement bien connu de l'honorable Maire du IX^e arrondissement pour l'instruction de la jeunesse ouvrière donnait une autorité particulière, ont été vivement goûtés par les élèves, et la séance a été levée au milieu des applaudissements.

L'ÉCOLE PROFESSIONNELLE SAINTE-ANNE

à Nancy.

Notre honoré collègue M. L. *Plassiard*, inspecteur divisionnaire du travail des enfants, à Nancy (IV^e circonscription), nous permettra de reproduire la lettre ci-après, qu'il a bien voulu nous adresser :

Depuis longtemps des Écoles d'apprentis-garçons existent à Nancy. La Société de protection a déjà plusieurs fois rendu justice à leurs fondateurs, et j'ai pu reconnaître, dans le service d'inspection des petits ateliers, combien étaient appréciés les enfants faisant partie de ces Écoles, non-seulement au point de vue de l'exactitude au travail, mais encore sous le rapport de l'honnêteté avec laquelle ces apprentis remplissent leurs engagements vis-à-vis de leurs patrons.

Quelques personnes ont reconnu combien il était nécessaire d'offrir aux jeunes filles d'une grande ville des ressources d'apprentissage avec des garanties morales qu'elles ne peuvent trouver dans des ateliers ordinaires.

Malgré les difficultés nombreuses que présente une pareille entreprise, ces personnes se sont réunies et ont acheté en commun une propriété convenable à l'établissement d'une École professionnelle. Cette école est donc due à l'initiative d'une Société privée et tout à fait indépendante.

L'École professionnelle *Sainte-Anne* a été fondée à Nancy sur le modèle et dans le même but que celles qui ont été organisées à Paris par le Comité présidé par madame Henri Davillers.—Les circonstances et les difficultés particulières qui se sont rencontrées à Nancy en l'année 1872 n'ont pas permis d'organiser cette École d'une manière aussi complète que celles de Paris.

L'École ouverte au mois de mai 1873, (rue Jeannot, 16 bis,) compte aujourd'hui 40 élèves demi-pensionnaires.

Les jeunes filles y entrent généralement à 12 ans après la première communion et en sortent à 15 ans. — Celles qui désirent y perfectionner leur apprentissage y prolongent leur séjour et sont rétribuées comme ouvrières.

La pension devait être gratuite, mais, pour ménager les susceptibilités de quelques familles, on a fixé le prix de la pension à 5 francs par mois.

Les bourses et demi-bourses sont accordées très-facilement aux jeunes filles qui ne pourraient pas payer cette pension.

La surveillance générale est confiée aux directrices (1). — La surveillance des classes est donnée à une jeune fille munie d'un brevet supérieur.

Des jeunes filles de bonne volonté, ayant presque toutes le brevet élémentaire ou supérieur, consacrent chaque semaine plusieurs heures à donner des leçons gratuites aux élèves de l'École : leçons de peinture, de dessin et de musique, lectures pendant le travail manuel.

L'instruction primaire et les cours professionnels sont faits par des maîtresses rétribuées et d'un mérite reconnu. Ils comprennent : le français (grammaire, orthographe, style). — L'instruction religieuse et morale. — Le calcul, arithmétique et tenue de livres. — L'histoire générale élémentaire, l'histoire de France, la géographie. — L'allemand. — Le dessin.

La lingerie. — La confection pour dames. — La peinture sur faïence et porcelaine. — Le repassage et le raccommodage.

L'instruction primaire se donne le matin ; les cours professionnels se font dans l'après-midi.

Les directrices se chargent de procurer des positions avantageuses

(1) Les directrices, M^{lle} de Metz et M^{lle} Gardeil, qui sont les principales fondatrices de cette école, y ont consacré une partie de leur fortune et y donnent aujourd'hui tout leur temps.

dans le commerce et l'industrie aux jeunes filles de l'école qui ont terminé leur apprentissage et se sont fait remarquer par leur conduite et leur assiduité au travail.

Le dimanche de 3 h. 1/2 à 6 h. du soir, l'École professionnelle est ouverte aux élèves et aux jeunes filles employées pendant la semaine dans les ateliers ou dans le commerce.

Elles y reçoivent une courte instruction religieuse et morale appliquée à leurs besoins et à leur âge; une leçon de français et une leçon de calcul. La musique vocale et les jeux terminent la réunion.

Les jeunes filles qui font partie de ce Patronage du dimanche doivent présenter leur livret de conduite à la directrice. Elles sont visitées à domicile et dans les ateliers par les dames patronnesses qui doivent rendre compte aux réunions mensuelles des observations qu'elles ont faites sur les jeunes filles qui leur sont confiées.

Les dames patronnesses s'occupent du choix des ateliers où doivent être employées les jeunes filles.

Un certain nombre de personnes se sont engagées à faire annuellement des versements de 100 fr., jusqu'à amortissement du capital de fondation.

L'École professionnelle et le Patronage du dimanche sont entretenus par des dons et des souscriptions annuelles qui suppléent à l'insuffisance du prix des pensions.

Dès que le capital de fondation sera amorti, ce qui ne tardera pas, l'école pourra prendre un plus grand développement (1).

Je vous serai reconnaissant, Monsieur le Président, de vouloir bien solliciter, de la Société de protection, un appui pécuniaire pour aider à entretenir cette école dans les meilleures conditions; cet appui permettra de rendre plus rapide un amortissement qui doit laisser disponibles chaque année des ressources plus considérables.

La Société de protection, dans sa séance du 2 novembre, a alloué une somme de 300 fr. à l'École professionnelle Sainte-Anne.

(1) Il ne reste que 12,000 fr. environ dus sur les acquisitions de terrains, constructions, et frais de première installation.

REVUE DE L'ÉTRANGER.

ANGLETERRE. — *Les difficultés du service de l'Inspection.* — On lit dans l'*Evening Standard* (n° 19 août 1876) (1):

« S'il faut en croire le rapport de M. Blenkinsopp, sous-inspecteur des manufactures dans le district occidental de Bromwich, le métier de gardien de pourceaux doit être facile, comparé à celui de faire respecter les règlements dans les fabriques de fer et de briques du Staffordshire.

A l'égard des manufactures de fer, l'inspecteur nous dit que lorsqu'il lui arrive d'y surprendre un enfant en contravention, le bruit des machines est tel et il y a tant d'enfants illégitimes, ou qui ont des sobriquets, qu'il a toutes les peines du monde à se renseigner sur le nom et l'adresse du pauvre petit, pour formuler un procès-verbal. On peut crier jusqu'à en être enroué, sans parvenir à rien savoir; de sorte que l'inspection des fabriques de fer est une fonction excessivement pénible. Elle est aussi très-ingrate, parce qu'elle n'amène souvent aucun résultat. Les enfants s'absentent à l'occasion, pour revenir aussitôt après le départ de l'inspecteur. On a vu des *lamineurs* envoyer chercher, le soir, des enfants qui avaient été renvoyés chez eux dans la journée. Quant aux briquetiers, il y a une conspiration générale d'hommes, de femmes et d'enfants, pour épier l'inspecteur. Sur les centaines de propriétaires de ces établissements qui ont promis il y a six ans, de faire exécuter la loi, il n'y en a guère qu'une demi-douzaine qui aient tenu parole.

L'inspecteur se plaint de ce que, à peine descendu du train, la nouvelle de son arrivée est répandue dans toutes les fabriques; on fait la garde et on cache les petites filles à son approche. Lors même qu'il vient d'une station éloignée, en voiture fermée et par un chemin de traverse, il ne peut réussir à arriver *incognito* dans une seule fabrique. S'il fait le trajet à pied, il est immédiatement reconnu. « Quelquefois, dit-il, une femme est sur sa porte, à 100 mètres de distance de moi; elle me voit, se retire, sort par la cour, et prenant à travers champs, arrive à la fabrique avant moi. De sorte, ajoute l'inspecteur, que mon but est manqué. » Le même fonctionnaire raconte qu'un de ces établissements est entouré de palissades et qu'on a placé à la porte un vieux Irlandais, qui feint toujours la surdité, ou a l'air de ne pas reconnaître l'inspecteur, et le retient assez longtemps pour que les petites filles puissent s'échapper.

(1) Cet extrait nous a été communiqué par notre excellent collègue sir Charles Newton Scott.

M. Blenkinsopp soutient que le seul moyen d'empêcher ce travail prématuré des enfants se trouverait dans la généralisation de l'emploi des machines, et l'*Engineer* indique aujourd'hui d'une manière positive que les demandes pour les brigues du Staffordshire étant fort nombreuses, on doit arriver à des prix qui permettront les essais mécaniques, dans lesquels on trouvera le seul remède efficace contre les manœuvres frauduleuses dont il s'agit. Une autre idée qui pourrait bien avoir quelque influence sur certains esprits, c'est qu'il ne vaut peut-être pas la peine de tant se tourmenter pour faire du bien à des gens dont les vues sur les questions de progrès sont si diamétralement opposées à celles des philanthropes et qui ne recherchent que l'occasion de soumettre à des épreuves blessantes, la dignité des représentants de Sa Majesté. »

BELGIQUE. — *Le travail des enfants dans les mines et manufactures.* — Le Comité central des associations ouvrières de Gand, la Fédération des sociétés ouvrières d'Anvers et la Chambre de travail de Bruxelles viennent d'adresser aux associations ouvrières belges une circulaire les invitant à assister à une réunion, qui aura lieu, le 10 du mois prochain, à Bruxelles, pour y traiter de la réforme du travail des enfants dans les mines et les manufactures. Cette réunion siégera dans la salle du Cygne, et sa séance s'ouvrira à une heure.

CHRONIQUE

CONSEIL MUNICIPAL DE PARIS : *Séance du 17 octobre.* — Sur le rapport de M. Degouve-Denuniques, le Conseil émet un avis favorable à la reconnaissance comme établissement d'utilité publique de la Société de patronage des apprentis et ouvriers israélites.

ÉCOLE PROFESSIONNELLE PRATIQUE POUR LES JEUNES FILLES. — L'École professionnelle pratique pour les jeunes filles (49, rue d'Hauteville, X^e arrondissement) vient de rouvrir ses cours. Cette institution, fondée il y a cinq ans par une société de manufacturiers, de négociants, etc., a pour but de fournir à de jeunes personnes l'apprentissage réel d'une profession qui leur permette de vivre convenablement de leur travail au sein de la famille, et de préparer à l'industrie des ouvrières d'élite et des directrices d'atelier, recommandables à tous égards.

A la distribution des récompenses de l'Exposition des beaux-arts appliqués à l'industrie qui a eu lieu dernièrement, cette école a obtenu une médaille et une mention honorable.

MENUISERIE D'ART ET AMEUBLEMENT. — La Chambre syndicale du meuble sculpté, passage Sainte-Marie, a décidé l'ouverture d'une école professionnelle dans l'intérêt de cette industrie, si importante

à Paris. Une conférence aura lieu tous les jeudis sur le travail manuel et la description du meuble en général et la menuiserie d'art.

L'ouverture de l'école professionnelle a eu lieu le 16 octobre; ceux qui voudraient suivre les cours doivent se faire inscrire et prendre connaissance des statuts au siège social de la Chambre syndicale du meuble sculpté, passage Sainte-Marie, 3, de huit à dix heures du soir, le vendredi de chaque semaine, et chez MM. Gautier, rue Servant, 38; Désombre, rue de la Roquette, 21; Blanchard, rue du Chemin-Vert, 101, tous les jours de sept à dix heures du soir.

L'HORLOGERIE. — La Chambre syndicale de l'horlogerie et des industries qui s'y rattachent poursuit le plus activement et par tous les moyens possibles le but pratique qu'elle s'est proposé : celui de perfectionner l'horlogerie et de préparer des ouvriers intelligents et zélés par des encouragements pécuniaires.

La commission centrale vient de décider qu'à partir du 1^{er} janvier prochain, des cours spéciaux seront donnés gratuitement au siège de la société, rue des Francs-Bourgeois, 39.

Les listes de souscription circulent pour faire les premiers fonds nécessaires à la fondation de cet Institut d'horlogerie, qui est appelé à rendre les plus sérieux services à cette branche d'industrie.

LE CONGRÈS OUVRIER. — « Le Congrès qui a tenu ses séances dans la salle de la rue d'Arras, a consacré une de ses plus intéressantes séances au travail des femmes. Le sujet n'a pas été traité complètement, et les considérations que nous avons entendu développer ne sont que les paraphrases de quelques chapitres du livre magistral de M. Jules Simon sur l'Ouvrière. Mais tandis que les philosophes croient avoir assez entrepris en recueillant les faits avec exactitude et en les exposant avec éloquence, des esprits que la ferveur emporte croient devoir formuler des programmes de réforme. Œuvre délicate, dont les entraînements sont excusables, mais sur laquelle la critique a le devoir de s'exercer.

Ainsi le Congrès a voté la création immédiate de chambres syndicales de femmes. Nous nous empressons de reconnaître que cette institution sera légitime dès qu'elle deviendra possible; mais les éléments de ces chambres existent-ils? Se rencontre-t-il dans beaucoup de professions des femmes réunissant une instruction et une entente des affaires suffisantes pour constituer une représentation corporative? Qu'on demande, ainsi que le réclame le Congrès, un large développement de l'instruction et de l'éducation des femmes, nous applaudissons; mais ce progrès doit précéder la création des chambres syndicales, il en sera la cause, l'instrument, et c'est seulement après sa réalisation que les ouvrières seront vraiment en mesure de s'occuper d'organisation professionnelle.

Le Congrès a aussi approuvé une proposition tendant à attribuer un salaire égal aux hommes et aux femmes. Si l'on entend que pour des travaux de même valeur les salaires doivent être unifiés, la proposition est plausible; mais si l'on prétend rétribuer au même taux des journées qui, selon la nature de la main d'œuvre, fourniraient des produits inégaux, il est évident que les patrons préféreront le travail qui donnera la production la plus forte; ils choisiront exclusivement des hommes, ils interdiront aux femmes l'accès des ateliers. Voilà ce qu'indique non pas la science, mais le simple raisonnement. N'insistons pas.

L'enquête déroulée au congrès sur la concurrence, résultant des travaux des prisons et des couvents, est profondément affligeante. On ne peut, sans violer la liberté, empêcher les couvents de travailler; mais le régime actuel des établissements pénitentiaires appelle l'attention du gouvernement. On conseillait justement, selon nous, dans le livre que nous citions plus haut, de substituer autant que possible, pour les prisonniers, le travail agricole à la production industrielle, et les employer, par exemple, à des défrichements. Le préjudice causé à l'industrie libre serait considérablement atténué. Ne pourrait-on pas non plus faire exécuter aux prisonniers des ouvrages que les fabricants ordinaires ne sont pas encouragés à confectionner, parce qu'ils ne sauraient les livrer à un prix assez bas pour trouver un grand nombre d'acheteurs? Nous posons ces questions, et nous souhaitons qu'elles soient examinées par les Chambres.

Un vœu, auquel nous nous associons avec empressement, a pour but d'obtenir *la stricte exécution de la loi qui interdit le travail de nuit dans les manufactures*. On a essayé dans la dernière session de réagir contre cette loi; nous avons combattu cette tentative, nous sommes prêts à la repousser de nouveau si l'on cherchait à la reproduire.

On ne peut qu'approuver sans réserves les décisions du congrès au sujet des prud'hommes. Cette institution est incomplète, elle entretient entre les ouvriers et les patrons des inégalités fâcheuses, elle astreint les justiciables pauvres à de coûteuses formalités et il y aurait avantage à étendre ses attributions. Les observations exprimées au Congrès méritent d'être prises en sérieuse considération.

La question de l'instruction populaire figurait parmi les plus importantes du programme du Congrès ouvrier. On a développé sur ce sujet des dissertations intéressantes, mais, à notre avis, trop générales. Le congrès demande que l'instruction primaire soit gratuite, obligatoire et laïque; ce vœu aurait eu bien plus de force s'il avait été complété par une critique de notre système d'enseignement. L'instruction au premier degré, tel qu'on la conçoit en France, est-elle suffisante? Offre-t-elle à l'esprit toutes les notions nécessaires exposées d'après des méthodes toujours judicieuses? Il y avait place dans ce cadre pour

des aperçus neufs et utiles... Le congrès a touché ces points sans y insister. Nous le regrettons.

Les orateurs se sont surtout attachés à montrer les avantages de l'instruction professionnelle et ils ont signalé le caractère défectueux de la plupart des tentatives qui se sont faites depuis quelques années pour organiser cet enseignement. Ces critiques n'ont pas été précises ou, du moins, on aurait souhaité qu'elles fussent plus appuyées de faits. Les ouvriers paraissent se rallier aux vues des partisans de l'enseignement professionnel encyclopédique qui, sans confiner les enfants dans aucune spécialité, leur apprend à manier les principaux outils, à traiter les corps les plus répandus dans l'industrie et leur laisse ainsi la facilité de mieux choisir leur profession. Cette conception séduit par une apparence rationnelle; mais est-il démontré que des exercices sommaires et sans but déterminé puissent être réellement utiles? La question est posée, le Congrès ne l'a pas résolue; on doit toutefois le féliciter de l'avoir soulevée; elle importe non-seulement aux intérêts des ouvriers, mais à l'avenir économique du pays.

Sur les assurances contre le chômage et les retraites pour la vieillesse, il s'est produit au Congrès des propositions ingénieuses. Chacun de ces projets comprendrait un examen spécial, nous n'entreprendrions pas ce travail. Le congrès a déclaré que les assurances devaient être constituées par l'initiative des chambres syndicales. Il faudra beaucoup de temps pour que l'épargne ouvrière ait pu fournir aux caisses coopératives des dotations suffisantes. Au reste, pour le fonctionnement des assurances comme pour beaucoup d'autres problèmes, les discussions du congrès ont été plutôt des recherches que des exposés de solution. Ce sont des premiers pas sur une route où la science elle-même s'avance encore d'une marche mal assurée. — (*Le Siècle*, n^{os} des 16 et 20 octobre 1876) (1).

LES PETITS ACROBATES. — L'Eldorado de Paris avait engagé, au mois de mai dernier, la célèbre famille Smith, composée de trois jeunes Anglais et celui qui se disait leur père.

Les exercices acrobatiques de cette famille, disent le *Petit Journal* et le *Français* (n^o du 23 octobre 1876), obtinrent un grand succès qui lui valut un engagement de 1,200 francs par mois au Casino lyonnais. Là, elle rencontre M^{lle} Amiati, artiste.

Un des enfants se plaint à elle qu'ils reçoivent plus de coups que de beurre et de pain, car Smith ne leur donne que cette frugale nourriture.

(1) Nous signalerons à ceux de nos lecteurs qui, comme nous, désireraient pénétrer plus avant dans les discussions auxquelles s'est livré le Congrès ouvrier, que ces discussions ont été reproduites *in extenso* dans le journal *La Tribune*, n^o des 3 à 12 octobre 1876.

Voy. aussi : *Bulletin du Mouvement social*, n^o 1^{er} décembre 1876. — (Note du Secrétaire.)

M^{lle} Amiati leur promet quelque argent afin qu'ils puissent acheter quelque chose de plus substantiel.

Smith, pour obtenir l'aveu de la provenance de cet argent, frappe de plus belle avec une lanière, une canne, une cravache dont les empreintes moulées sont constatées par une dame du Casino, qui les fait déshabiller devant elle, et ensuite par un médecin aux rapports.

Smith est arrêté, traduit à l'audience des flagrants délits et condamné à dix-huit mois de prison. Il interjette appel.

Le vice-consul anglais s'occupe alors de rechercher l'origine de cette famille, qui est un mystère; et il découvre que Smith est Anglais, et non Allemand, comme on l'avait supposé tout d'abord.

Smith a laissé à Londres sa mère, sa femme, ses trois enfants, pour exercer à l'étranger sa profession de gymnasiarque, emmenant avec lui une Anglaise, avec laquelle il vit, et deux apprentis.

Ces derniers, les frères Old et Walter, sont nés dans les comtés d'Oxford et d'York. Ils lui ont été concédés par les parents, en vertu d'un traité parfaitement régulier, et autorisé par la loi anglaise, pour une durée de dix ans, afin qu'il leur apprenne son métier. La mère de ces enfants devenue veuve de bonne heure, n'a rien eu de plus pressé que de se débarrasser de ces derniers afin de se marier une seconde fois.

Une annonce, insérée dans un journal anglais par une agence qui réclamait de jeunes sujets pour un *artiste* en représentation à Bruxelles, lui a suggéré l'idée de céder momentanément la propriété de ses fils à cet artiste par l'intermédiaire de l'agence. Ils n'ont donc pas été volés, comme la justice l'avait craint d'abord.

En France, les choses ne se passent pas ainsi. Les jeunes acrobates sont âgés de dix-sept ans et demi, quatorze ans et neuf mois.

Un seul, par conséquent, échappe aux prescriptions de la loi de 1874 sur le travail des enfants : prescriptions d'autant plus sages que les exercices auxquels ces petits malheureux sont soumis, les traitements qu'ils subissent, ne permettent guère d'attribuer à l'aîné plus de onze à douze ans.

Leur développement intellectuel est très-avancé; mais leur développement physique est fort en retard, malgré les tours extraordinaires qu'ils exécutent.

Le directeur de l'Eldorado de Paris s'était déjà aperçu de leur fausse situation vis-à-vis de leurs parents d'emprunt, et il exigeait qu'ils ne fussent habillés et déshabillés dans leur loge qu'en présence d'un gardien de la paix, à chaque représentation.

Devant la Cour, les enfants ne se plaignent plus. Tous viennent répéter une leçon qui leur a été évidemment dictée par la femme avec laquelle vit Smith, et qui doit profiter encore de l'argent qu'il continue de gagner au Casino, ou que leur consul leur remet.

S'ils ont été battus, c'est qu'ils ne travaillaient pas comme il faut. Ils ont même écrit ou du moins signé une lettre écrite dans ce sens à leurs parents en Angleterre, pour réclamer des secours en faveur de leur *maître d'apprentissage*.

Le ministère public ne s'oppose pas, vu certains documents produits aux nouveaux débats, à la réduction de la peine, et la Cour d'appel, dans son audience du 21, l'abaisse de dix mois.

« Voilà un affreux procès, ajoute *le XIX^e Siècle* (n^o 27 octobre 1876), et je suis bien aise qu'en toute cette affaire il n'y ait de français que la loi qui a puni ce barbare personnage et les magistrats qui ont appliqué la loi. C'est une belle chose que l'humanité pour l'exportation, et nous ne pouvons que louer nos voisins de l'Angleterre de s'être si chaleureusement émus au sujet des massacres de Bulgarie; mais leurs âmes sensibles devraient bien commencer par avoir quelque pitié pour les petits Anglais et par faire disparaître de leurs lois les abominables contrats qui permettent à des pères de vendre leurs enfants et de les livrer à de véritables bourreaux. Entre les pères des bords du Nil supérieur et du Zambèze qui transforment leurs petits garçons en eunuques et les vendent à des marchands égyptiens ou arabes, et ces pères anglais qui livrent leurs enfants aux entrepreneurs de corde raide pour aller les disloquer sur tous les trapèzes du continent je ne vois pas trop la grande différence au point de vue de la morale et de la civilisation.

Une autre conclusion d'un procès comme celui-ci, c'est que ces exercices de gymnastique où l'on fait figurer des enfants devraient être, même en France, entourée de plus de surveillance de la police qu'ils ne le sont. Il est humiliant autant que douloureux de penser que ces enfants ont été martyrisés pendant de longs mois avant que la justice en ait été instruite. Trop de saltimbanques se servent de la brutalité pour plier à leurs volontés des êtres de la faiblesse desquels ils abusent, pour que la surveillance de la police ne doive pas être attentive. Elle doit l'être surtout lorsqu'elle voit, par les papiers produits, que les enfants n'ont pas pour parents ceux qui les « font travailler. » Les mauvais traitements et les privations de nourriture sont aussi le moyen de persuasion le plus habituel de ceux qui les « dressent. » Tout le monde le sait, car il est rare que ce soit pour son plaisir qu'un enfant passe au travers des barreaux d'une chaise ou disparaisse tout entier dans la caisse d'un tambour.

Qu'un gymnaste qui a ses vingt et un ans fasse tous les soirs, avec ou sans filet, le saut périlleux à soixante pieds de hauteur; qu'il aime mieux gagner sa vie, comme l'homme-hélice que l'on peut voir en ce moment, en s'attachant les pieds au bout d'une barre qui tourne avec une effrayante vitesse, et en risquant de se casser le cou tous les soirs, plutôt que de la gagner à un autre métier, c'est son affaire;

libre à lui de se décarcasser tant qu'il lui plaira et qu'il plaira aux autres : mais c'est une barbarie de permettre que des êtres dénaturés rouent de coups un pauvre enfant, ou le privent de nourriture pour le forcer à se disloquer les membres et à s'amollir les os. Au même titre que la liberté aux forts qui peuvent se défendre eux-mêmes, la société doit protection aux faibles, incapables de se défendre. »

« Cette fois c'est d'enfants français qu'il s'agit, dit *le XIX^e Siècle* (n^o du 3 novembre 1876). »

La loi de 1874, vous le savez, punit les entrepreneurs qui font travailler, — tel est le mot consacré, — comme acrobates les enfants âgés de moins de seize ans : elle punit aussi les parents qui livrent leurs enfants à ceux qui se proposent de les exploiter ainsi. Si jamais il y eut loi sage et faite pour être approuvée par les honnêtes gens de tous les partis, c'est bien celle-là.

C'est en vertu de cette loi que comparaissaient l'autre jour devant le tribunal correctionnel de la Seine le sieur Gautier, saltimbanque, et les époux Denizot. Les époux Denizot ont livré au sieur Gautier, en bonne et due forme, leurs deux enfants, âgés le premier de dix ans et le second de six ; le sieur Gautier s'est engagé à les garder avec lui, l'un pendant dix ans, l'autre pendant douze, et à leur enseigner dans tous ses détails le métier d'acrobates, à en faire des artistes comme lui-même.

Ce qu'il leur en a enseigné jusqu'ici, c'est surtout l'art de recevoir les coups. Celui-là, il le leur a appris consciencieusement. Les enfants n'ont pas encore paru en public ; il les y préparait par des exercices aussi continuels que violents, destinés à leur assouplir les muscles et à leur révéler les secrets de la dislocation.

Quand ils manquaient un de ces exercices, les mauvais traitements se chargeaient de les rendre une autre fois plus dociles, et de leur inoculer la bonne volonté.

Quant aux époux Denizot, ils sont fort peu intéressants : les renseignements recueillis sur leur compte par le commissaire de police du quartier sont détestables. On pouvait s'y attendre. La voix du sang ne doit pas parler bien impérieusement aux parents qui font de tels marchés.

Les trois prévenus ont été condamnés à 100 fr. d'amende chacun. Ils ne l'ont pas volé.

Il faut applaudir à la justice toutes les fois qu'elle fait son devoir, et nous nous réjouissons de voir la police de plus en plus zélée à veiller à l'exécution de la loi de 1874. Mais si la justice et la police ont leur devoir à remplir, nous devons dire que le public a le sien aussi.

L'enfance est si naturellement aimable et faite pour plaire qu'elle plaît jusque dans les exercices violents auxquels on la soumet. Il y

a une grâce incontestable dans les mouvements agiles et souples que peuvent exécuter les enfants dans un cirque, et leurs tours sont de ceux qui font vite battre des mains. Mais quand on sait bien, et il n'est personne aujourd'hui qui ne le sache, de quel prix sont achetés pour eux, de quel martyre, pour dire le vrai mot, les exercices auxquels il se livrent, combien ces exercices sont périlleux souvent pour la vie, funestes presque toujours à la santé, ce qu'il y a inévitablement de brutalités subies, de coups endurés, de larmes versées dans chacun de ces tours qui viennent divertir le spectateur durant quelques minutes, il y a une véritable inhumanité à consentir à ce divertissement. Il n'est pas d'amusement des yeux qui vaille la torture d'un être, et surtout la torture infligée à un être innocent et faible.

Que le public soit bien résolu à ne plus se laisser montrer de pauvres petits acrobates qui souvent portent sous leur maillot la trace des lanières ou qui tout à l'heure n'auront pas à souper, s'ils ont mal réussi un de leurs exercices ; que les femmes surtout, qui ont toutes la pitié de l'enfance et dont la puissance est si grande quand il leur plaît d'en user, soient bien déterminées à ne plus laisser exhiber devant elles de jeunes enfants, et les industriels qui se livrent à cette exploitation barbare y renonceront bien vite. Il ne se trouvera plus ni des parents dénaturés pour vendre leurs enfants malgré la loi, ni des marchands de chair humaine pour les acheter. »

L'ENFANT DE LA RUE. — « Le jeu dangereux qui consiste à glisser sur les rampes d'escalier a causé encore hier un accident grave : le jeune Bire, en voulant descendre de cette façon la rampe de la rue Cortat, est tombé sur les dalles et s'est mortellement blessé. » — (*Le Siècle*, 21 octobre 1876.)

LA PETITE ROQUETTE. — La prison des *jeunes détenus*, qui occupe une superficie de 24,800 mètres, a été construite en 1836. Le système cellulaire y fut appliqué en 1838, excepté au rez-de-chaussée, qui resta distribué en ateliers. Elle est destinée aux mineurs détenus par voie de correction paternelle et à ceux acquittés par les tribunaux comme ayant agi sans discernement, mais qui néanmoins doivent être renfermés pendant un certain nombre d'années dans une maison de correction.

Elle peut contenir 500 jeunes détenus ; aujourd'hui elle sert uniquement de dépôt, et la population moyenne ne dépasse guère 250, les jeunes détenus étant successivement dirigés sur les colonies agricoles.

LES SOCIÉTÉS DE SECOURS MUTUELS. — La Société de secours mutuels des tapissiers, fondée à Paris en 1818, vient de décider qu'à partir de l'assemblée générale du 29 mai 1877, tout tapissier âgé de plus de trente ans qui voudra se faire recevoir membre de la société devra payer, en sus de ses versements ordinaires, autant d'années de cotisations qu'il aura d'années au delà de trente ans.

Cette décision a été prise, parce qu'il a été reconnu par une étude approfondie qu'elle était absolument nécessaire pour assurer le service des pensions. Autrefois les membres nouveaux devaient seulement payer 25 francs par chaque année qu'ils avaient au delà de trente-cinq ans.

NÉCROLOGIE. — Notre collègue M. Henry Schlumberger est décédé à Guebwiller, le 25 octobre. Il était né en 1817; son père, feu Nicolas Schlumberger, était un des grands et anciens manufacturiers qui ont porté si haut l'industrie de la filature de coton et de la construction des machines en Alsace, et dont la maison en ce moment est encore continuée par ses fils.

M. Henry Schlumberger a été pendant quelques années maire de la ville de Guebwiller, avant les désastres de 1870.

BIBLIOGRAPHIE. — M. Léger publie, chez les éditeurs E. Plon et C^{ie}, la traduction d'un ouvrage d'un Prussien, M. Gustave Rasch, les *Prussiens en Alsace-Lorraine*, qui, en Allemagne, a valu à son auteur une condamnation à quatre mois de prison. Ce livre, où l'on trouve des appréciations dont on laisse toute la responsabilité à l'auteur, est une peinture vivante de la situation douloureuse faite par l'occupation prussienne à nos frères annexés, qui sont restés Français quand même.

COMITÉ-ANNEXE DES BIBLIOTHÈQUES D'APPRENTIS.

M. LÉON LEFÉBURE. — LES QUESTIONS VITALES (1).

Nous reproduisons l'un des nombreux comptes-rendus de ce livre, qui ont été publiés par la presse parisienne :

« Le monde politique n'a pas oublié M. Léon Lefébure, ancien membre de l'Assemblée nationale, qui fut quelque temps sous-secrétaire d'État au ministère des finances. Il appartenait à la fraction conservatrice libérale.

On sait que cette fraction parlementaire est celle qui a été sacrifiée dans les élections sénatoriales de décembre à Versailles, dans les élections sénatoriales de janvier dans les départements, et dans les élections législatives de février (2).

M. Léon Lefébure a subi le sort de beaucoup de ses collègues des centres conservateurs libéraux. Il n'est en ce moment ni sénateur, ni député. Mais il ne pouvait rester étranger aux grands intérêts publics, aux grands problèmes sociaux du jour. Son patriotisme lui interdisait

(1) Paris, E. Plon et C^{ie}, 1876 : in-8°.

(2) Nous croyons devoir faire observer ici que de douloureuses circonstances ont seules amené notre honorable collègue à ne pas se présenter au mois de février, et qu'il a remercié, dans une Lettre rendue publique, les électeurs d'une circonscription de l'Orne de la candidature qu'ils lui offraient. — J. P.

le repos et l'indifférence. Il a consacré ses loisirs à étudier les questions qui lui paraissent vitales pour l'avenir de son pays, et le volume qu'il vient de publier sur ces questions vitales est le fruit de ses labeurs et de ses méditations.

Dans une introduction qui est le résumé du livre, M. Léon Lefébure signale un défaut, un vice des hommes de ce temps-ci, que nous-même nous avons quelquefois constaté avec regret. Il n'y a plus de caractères, en ce sens que personne ne sait plus avoir une volonté qui persévère, qui lutte, qui résiste et qui brise.

M. Léon Lefébure cite à l'appui de cette opinion Frédéric de Prusse et le prince de Bismarck. Nous pourrions nommer à côté d'eux Louis XIV et Casimir Périer.

Le Grand-Roi n'a pas été le Grand-Roi par la supériorité d'une vaste intelligence et d'un grand génie. Il l'a été par le caractère. C'était avant tout une volonté.

Le grand ministre n'a pas été davantage un grand ministre par l'étendue de l'esprit et le rayonnement de l'imagination. Il l'a été par le caractère. C'était aussi une volonté.

M. Léon Lefébure cherche un homme. Il ne le trouve pas. Il l'appelle. Il cherche une volonté. Il ne la trouve pas. Il l'appelle.

Vaines recherches, vains appels. Il n'y a pas de caractères, il n'y a pas de volontés, parce que dans le milieu social actuel il ne peut plus y en avoir. On ne sait plus ce que c'est que de ne jamais plier; on ne sait plus ce que c'est que de poursuivre un but, que de servir une idée en marchant toujours droit devant soi, sans jamais se laisser détourner de sa route.

Richelieu et Mazarin, Louis XIV et Napoléon I^{er}, pensaient à eux sans doute, tout comme Henri IV et Casimir Périer. Ils pensaient à leur grandeur ou à leur fortune personnelle. Mais ils pensaient d'abord à leur pays, ils pensaient d'abord à la grandeur et à la fortune de la France, et jamais il ne leur est arrivé de séparer leur intérêt de la patrie.

Aujourd'hui on pense à soi d'abord et à son pays ensuite. C'est ce qui explique tant d'éclatantes défaillances et de lâches transactions. Le but, ce n'est plus l'avenir de la France; l'idée, ce n'est plus le salut de la société : c'est la satisfaction de sa vanité, de son ambition, de son avidité.

Briller, ne fût-ce qu'un jour; dominer, ne fût-ce qu'une heure; s'enrichir, n'importe comment : voilà l'époque; et c'est dans un pareil milieu que M. Léon Lefébure cherche un homme, un caractère, une volonté. C'est l'illusion respectable d'un esprit élevé et d'une âme honnête, mais c'est une illusion.

Ah ! si M. Léon Lefébure parvenait à faire accepter ses vues dans les questions vitales qu'il aborde et qu'il traite, peut-être la société se transformerait assez pour que son rêve devint une réalité; peut-

être les générations nouvelles, retrempées aux sources vivifiantes de la religion et de la famille, renfermeraient-elles des hommes, des caractères, des volontés.

M. Léon Lefébure porte premièrement son attention sur l'instruction populaire et le devoir social. Il condamne le système du jour qui tend à faire de vastes agglomérations d'élèves dans un même lycée, dans un même collège.

C'est là que tous les caractères s'effacent dans un continuel frottement, qui donne à chacun la même empreinte et fait entrer les intelligences dans le même moule et les volontés dans le même cercle.

Les intelligences sortent de ce même moule toutes semblables. On dirait des exemplaires de la même lithographie tirés en nombre illimité.

Les volontés sortent de ce même cercle toutes assouplies comme des joncs flexibles qui plient toujours sans jamais se rompre, parce qu'ils se prêtent complaisamment à tous les mouvements qu'on veut leur imprimer.

Un autre inconvénient des grandes agglomérations d'élèves, c'est de donner les mêmes mœurs, les mêmes goûts, les mêmes habitudes, les mêmes aspirations de vie privée à des enfants de situations très-diverses, et appelés, au sortir du collège ou du lycée, à prendre des routes très-différentes; les uns destinés à jouir immédiatement des avantages de la richesse, les autres condamnés à se créer par leur travail et leur talent des moyens d'existence.

M. Léon Lefébure voudrait qu'on adoptât en France une coutume salubre très-répandue en Angleterre, où l'on confie à des instituteurs, chefs de famille, les enfants destinés à suivre les cours des écoles publiques. Dans la maison de ces instituteurs qui surveillent et dirigent leur éducation, ils vivent par petits groupes, ayant à peu près des situations et des ressources équivalentes et analogues.

L'idée est excellente; mais est-elle applicable en France, qui est un pays de démocratie, comme elle l'est en Angleterre, qui est un pays d'aristocratie?

M. Léon Lefébure, dans un discours de circonstance qu'il a prononcé à la fin de 1874, insistait vivement et chaleureusement sur la nécessité d'étendre et de développer l'instruction dans les rangs du peuple, parmi les adultes illettrés, qui sont encore très-nombreux, aussi bien que parmi les enfants, qu'on néglige toujours trop d'envoyer à l'école.

Mais l'ancien sous-secrétaire d'État des finances convie avec raison à l'accomplissement de cette tâche sociale les classes dirigeantes, les classes riches, les classes éclairées. Il ne voudrait pas qu'elles se reposassent uniquement sur la sollicitude et l'activité de l'État du soin de répandre les bienfaits de l'instruction dans les classes ouvrières. Il fait appel à la raison, au dévouement, à la charité, à la

prévoyance de ces classes favorisées par les avantages de la fortune et de l'éducation.

En un mot, M. Léon Lefébure s'efforce de stimuler l'initiative privée, pour hâter les progrès de l'instruction populaire, et il considère comme un devoir social de contribuer, chacun dans la mesure de ses forces, à son développement. Il y voit le remède le plus sûr contre la contagion des doctrines malsaines et des utopies dangereuses qui n'entraînent et ne séduisent l'ouvrier que parce que son ignorance ne lui permet pas de discerner le faux du vrai.

Dans une autre circonstance, M. Léon Lefébure s'est élevé avec énergie contre l'école révolutionnaire, qui réclame la laïcité de l'instruction publique. Il reproduit dans son livre les considérations d'un ordre élevé par lesquelles il a combattu devant le conseil général du Haut-Rhin la funeste tendance de cette école à chasser Dieu des lycées et des collèges, à en exclure le prêtre et le pasteur, à proscrire enfin la religion du domaine de l'instruction publique.

Nous ne voulons pas refaire ici le livre si utile et si intéressant de M. Léon Lefébure. Nous nous bornerons à signaler ses vues sur l'avenir de l'Algérie, son travail sur le régime pénitentiaire, et plus spécialement sa consciencieuse étude sur la condition des ouvriers dans la société actuelle, sur les devoirs réciproques des classes aisées et des classes pauvres, sur différents moyens qui peuvent être adoptés pour que les unes et les autres se prêtent désormais un mutuel concours et s'entr'aident au lieu de se combattre. Cette dernière étude contient des indications utiles à consulter et des enseignements utiles à méditer. — *A. de Cesena.* » (*Le Soleil*, n° du 23 nov. 1876.)

M. L. FAVRE, directeur du Gymnase cantonal de Neuchâtel. — L'HABITATION, LE VÊTEMENT, LES ALIMENTS : *Manuel d'Économie domestique*, à l'usage des Écoles secondaires et primaires supérieures, 2^e édit. (1).

Nous étions dernièrement (13 octobre 1876) à Neuchâtel (Suisse).

Nous y visitons le Gymnase cantonal, — sur lequel nous aurons probablement l'occasion de revenir prochainement, — dont M. L. Favre est l'intelligent directeur.

M. Favre a été, dit-il, sollicité par des institutrices qui constataient à regret qu'elles manquaient d'un Manuel pour l'enseignement de l'Économie domestique.

« Nous n'avons pas la prétention, ajoute l'auteur, d'avoir épuisé le sujet, mais nous avons cherché à poser les principes élémentaires qui règlent la conduite d'un ménage de condition moyenne en les accompagnant des préceptes d'hygiène les plus indispensables ; une foule de points ne sont qu'indiqués, c'est à l'institutrice à en donner

(1) Neuchâtel, F. Sandoz, 1876; br. in-12.

le développement et à remédier à l'absence de planches par des dessins au tableau.

« On répète de plus en plus que les études éloignent les jeunes filles des travaux du ménage; puisse ce petit livre contribuer à leur faire comprendre qu'une femme n'est complète, que quand elle est utile et sait joindre à la culture intellectuelle l'habileté dans tout ce qui tient à la conduite de la maison. Une femme supérieure ne dédaigne aucune occupation utile quelque humble qu'elle soit, et sait se mettre à tout avec grâce et bonne humeur. »

Nous nous sommes fait un devoir de signaler ce petit Manuel à nos lecteurs, pour qu'ils le fassent pénétrer non moins dans leurs maisons que dans les écoles que fréquentent leurs jeunes ouvrières.

J. Périn.

COMITÉ-ANNEXE DU PLACEMENT DES APPRENTIS

(Extrait des procès-verbaux communiqués par M. É. LEROUX, secrétaire).

Séance du 20 novembre 1876.

Présidence de M. le Dr Graugniard.

La séance est ouverte à 4 heures.

Étaient présents : MM. Graugniard, Dr Ducholet, Giraud, Erdevén, de Bellay, Jules Périn, secrétaire de la Société, et Leroux.

Lettres de M. l'abbé Lantier et de M. Vasseur ne pouvant assister à la séance.

M. le Secrétaire demande l'admission de M. Marochetti comme membre du Comité, et prie le Comité de le nommer secrétaire-adjoint; on ne sera pas trop de deux, lorsque ce Comité aura pris le développement qu'il comporte. — Adopté.

M. Edmond Cahen est également nommé membre du Comité.

M. Émile Leroux rend compte de ce qu'il a fait pour le placement des jeunes apprentis depuis la dernière séance :

MESSIEURS,

Pendant quelque temps absent de Paris, je n'ai pu m'occuper d'une manière suivie du placement des apprentis, que depuis le 15 octobre.

Mon premier soin a été de dépouiller tous les dossiers transmis par mon prédécesseur, ainsi que ceux parvenus depuis quelque temps à la Société, en écartant toutes les demandes datant de plus d'une année.

J'ai formé deux registres de demandes, faciles à consulter, l'un pour les patrons, l'autre pour les apprentis, et dont le double se trouve au siège de la Société.

Le registre des patrons contient 20 demandes comprenant 26 enfants, 19 garçons et 7 jeunes filles.

Le registre des familles contient 11 demandes.

Ce travail préliminaire m'a montré l'insuffisance des mentions portées sur nos cartes de placement au point de vue des renseignements à obtenir sur les enfants; celles-ci ne donnent ni l'âge de l'enfant, ni le degré d'instruction, deux points de la première importance eu égard à la loi du 19 mai 1874 sur le travail des enfants; ainsi, après renseignement pris, j'ai été obligé d'ajourner trois demandes; deux pour défaut d'âge (11 ans 1/2), une pour cause d'instruction insuffisante; enfin les personnes qui m'envoient des cartes dans l'intérêt d'enfants à placer, au lieu de me mentionner les noms de l'enfant et la profession qu'il demande, inscrivent ceux et celle du père; ce qui m'oblige à des démarches longues et difficiles.

J'ai ensuite écrit à toutes les familles de m'envoyer les enfants ou de venir me parler, désirant les interroger moi-même; quatre n'ont donné aucune réponse; j'ai dû les effacer de notre registre après quinze jours d'attente.

Pour les patrons, j'ai agi autrement: et c'est, je crois, la marche à suivre; aidé par M. *Marochetti*, qui m'a prêté dans l'organisation de notre Comité le plus bienveillant concours, nous nous sommes transportés chez chaque fabricant pour lui demander des explications détaillées sur les conditions proposées par lui, voir par nous-mêmes le genre de travail, nous assurer des conditions de salubrité de l'industrie, nous rendre compte du plus ou moins de fatigue qui serait imposée à l'enfant. Il est, je crois, très-utile de prendre sur chaque maison quelques renseignements préalables, afin de mettre notre responsabilité à couvert. Ce travail, en raison du peu de demandes peut être fait actuellement par M. *Marochetti* et moi; mais il exigera plus tard le concours actif de tous les membres du Comité.

Le placement des enfants est des plus faciles, c'est là un point important sur lequel j'insiste. Une fois bien connue la profession, que veut embrasser l'enfant, il suffit de s'adresser à la Chambre syndicale ainsi qu'aux principaux négociants de cette partie; les demandes venant de nous sont parfaitement accueillies, je dirai même qu'elles sont recherchées; il y a une telle pénurie d'ouvriers d'état et ceux-ci ont des prétentions tellement élevées, que les Chambres syndicales sont toutes disposées à nous prêter le plus puissant appui et à encourager l'apprentissage par tous les moyens possibles; j'ai déjà expérimenté ces bonnes dispositions pour deux corps d'état, la bijouterie et la sellerie. Les enfants qui demandaient ces professions, n'ont pas persisté dans leur demande, dans la bijouterie à cause de la longueur de l'apprentissage (4 et 5 ans) et vu leur âge avancé

(14 ans passés), dans la sellerie parce qu'ils n'étaient pas assez robustes; mais le principe subsiste, le placement était facile et je ne doute pas qu'il n'en soit de même pour toutes les Chambres syndicales. Un autre moyen, que j'ai employé avec succès, c'est de conduire moi-même l'enfant chez différents fabricants ou de lui donner une lettre de recommandation comme secrétaire du Comité; dans l'un et l'autre cas, l'accueil était excellent, d'abord parce que le nom de la Société de protection est une clef qui ouvre bien des portes, puis par suite du besoin d'apprentis qui se fait partout sentir. Vous dire que les démarches réussissent toujours, non; mais les places chez les patrons existent, sont faciles à trouver, nombreuses mêmes; les difficultés de placement proviennent uniquement des familles, qui, oubliant qu'autrefois on payait l'apprentissage, veulent maintenant que l'enfant soit payé de suite; il faut déplorer cette tendance malheureuse; les ouvriers habiles sont rares déjà! combien y en aura-t-il dans dix ans?

Quel remède trouver à un état de choses si fâcheux, qui amènera progressivement la décadence de notre industrie parisienne! Question bien grave dont se préoccupent beaucoup les notables qui composent les Chambres syndicales, question digne d'être étudiée sérieusement par notre Société; car il s'agit là du bien-être, de l'avenir de la classe ouvrière. Ah! si la Société était plus riche et pouvait disposer de fonds considérables, le problème serait bien simplifié; nous employerions nos ressources à subvenir aux frais d'apprentissage des enfants; leur imposant une plus longue durée d'étude, choisissant non pas les maisons qui font des avantages pécuniaires, mais celles qui montrent le mieux un état difficile peut-être, mais lucratif dans l'avenir; dans ces conditions et moyennant de lourds sacrifices d'argent nous trouverions des sujets.

Je suis parvenu à placer quatre enfants depuis une quinzaine de jours.

Permettez-moi de vous dire quelques mots sur chaque enfant, afin de vous éclairer sur les différents détails du placement des apprentis, détails qui ont une certaine importance pour arriver à l'organisation de ce service de placement que nous avons entrepris. (Je désigne les enfants par le n° d'ordre de notre registre pour éviter de donner les noms.)

Le n° 6 demandait à être bijoutier : âgé de 14 ans, vit avec sa mère ouvrière; voulait gagner progressivement quelque chose, être nourri; excellent petit garçon, très-intelligent, dans les premiers à l'école, mais très-faible de complexion. Je lui ai trouvé dans la bijouterie deux places : dans la première on demandait quatre ans sans rien gagner; dans la deuxième, cinq ans avec un franc de rétribution par jour. Je l'ai dissuadé de prendre cet état trop long pour un garçon de 14 ans qui doit chercher à devenir rapidement

à même d'aider sa mère; si je l'ai détourné, d'ailleurs c'est que sa conviction n'était pas bien arrêtée, car je ne pense pas que nous devions aller à l'encontre d'une vocation arrêtée ou d'une volonté de la famille. Je lui ai parlé de la sellerie, état où l'apprentissage est court (2 ou 3 ans), les journées d'ouvrier très-élevées; en outre les jeunes selliers jouissent du très-grand avantage d'être recherchés dans l'armée, où ils n'oublient pas leur état et gagnent de l'argent : je lui avais trouvé également deux places dans cette partie, mais il n'était pas assez fort pour remplir convenablement ces emplois. Enfin, j'ai pu le placer comme apprenti ciseleur chez un fabricant de garnitures de sellerie; il est chez un excellent patron et le seul apprenti; son contrat d'apprentissage que je vous sou mets, sera j'espère, signé dans quelques jours.

A ce propos, je crois devoir vous dire que j'ai constaté chez les patrons auxquels nous avons parlé une bonne volonté extrême pour accueillir la surveillance des membres de la Société vis-à-vis des enfants placés ou à placer chez eux; ils attendent de ces visites les meilleurs résultats pour le travail et la soumission de l'enfant.

J'ai été moins heureux avec le second enfant, n° 4; il m'avait été recommandé par un membre de la Société. Il était placé comme apprenti relieur, couché, nourri et entretenu chez un bon patron auquel il n'a procuré que des ennuis et par contre-coup à moi-même. J'ai constaté que l'enfant était menteur et paresseux, et malheureusement les renseignements recueillis sur les parents n'ont pas été favorables; au bout de dix jours l'enfant est parti sans prévenir à l'atelier, les parents ont déménagé et l'on ne sait ce qu'ils sont devenus.

Le troisième enfant, n° 10, n'est plus à proprement parler un apprenti, c'est un jeune garçon de 17 ans qui a fini son apprentissage comme ciseleur de bronze; je m'en suis occupé, jugeant que notre rôle ne doit pas s'arrêter, aux tous jeunes enfants, mais que notre devoir est de suivre et protéger la jeunesse ouvrière au moins jusqu'à 18 ans. Dans le cas présent, n'ayant pas affaire à un apprenti proprement dit, j'ai eu plus de peine; la ciselure sur bronze subit en ce moment une morte-saison funeste.

Le quatrième enfant, n° 11, âgé de 13 ans, après avoir fait six mois d'apprentissage en province chez un mécanicien, a suivi sa famille à Paris. Il est le second de quatre enfants, son père est à l'hôpital, sa mère gagne des journées insuffisantes. J'ai pu le faire entrer à l'essai chez M. G... (*demande n° 1*), fabricant de serrures, qui, quoique n'ayant pas besoin d'apprenti, a consenti à le recevoir, uniquement parce qu'il était patronné par notre Société. L'enfant est logé, nourri et entretenu.

Le cinquième enfant, n° 7, reste à placer, mais il se trouve dans une position toute particulière et très-délicate pour notre responsabilité. Il

est depuis six mois apprenti tourneur-ajusteur aux forges de Vierzon ; son père est malade et ne peut s'en occuper ; il apprend mal son état ; sa tante, qui a fait la demande, voudrait, ainsi que le père, le faire venir à Paris et nous demande de le placer ; elle veillerait sur lui. Il faudrait qu'il fût logé, nourri ; c'est une grande difficulté dans cette partie.

Maintenant, Messieurs, j'arrive à la conclusion de ce que j'ai pu observer dans la pratique du placement des apprentis.

La première observation est celle-ci : pénurie complète d'apprentis et extrême facilité du placement, à condition d'agir non par circulaire mais directement.

Notre idée d'affiche dans les écoles peut être bonne, mais n'est pas suffisante ; d'autre part, des lettres aux Chambres syndicales sont oubliées et produisent peu.

Ce qu'il faut, c'est aller chercher l'enfant et le conduire chez le fabricant ; là est notre rôle et l'unique chance de réussite. Pour arriver à un bon résultat, il n'existe, je crois, comme moyen réellement pratique, que celui qui nous a été indiqué par M. le vice-président *M. Engel-Dollfus* : avoir un agent ou mandataire spécial, qui recherchera les enfants susceptibles d'être placés en parcourant les écoles, les bureaux de bienfaisance, en s'adressant aux Syndicats d'ouvriers, partout enfin où il pourra prendre des noms et des renseignements utiles. Ceci n'exclura ni les affiches, ni les lettres aux Chambres syndicales, ni les avis dans les journaux.

Si le nombre des enfants à placer devenait plus considérable, j'en adresserais un certain nombre aux différents membres du Comité avec prière de faire les démarches nécessaires ; puis, ces enfants placés, il faudrait que chacun d'eux eût un patron choisi parmi nos collègues, lequel irait de temps en temps chez le fabricant, s'occuperait de l'enfant patronné de manière à le suivre jusqu'à la fin de l'apprentissage.

Telles sont, Messieurs, les observations que j'avais à vous présenter et sur lesquelles je vous prierais de délibérer.

La discussion est ouverte sur les différents points de ce rapport.

M. Giraud ne croit pas qu'il y ait lieu de s'adresser aux Syndicats ouvriers, qui sont malheureusement animés d'un fâcheux esprit.

M. Giraud, au sujet du contrat d'apprentissage de l'enfant n° 6 présenté par *M. Leroux*, et dans lequel est imposée à l'apprenti la fréquentation de l'école de dessin le soir deux fois par semaine, fait remarquer qu'il serait bon de munir les enfants dans ces cas-là, de livrets et d'exiger qu'ils le fissent signer par leurs professeurs. — Adopté.

M. de Bellay prendra des renseignements sur la possibilité de faire remplir cette utile formalité.

Le Comité attache le plus grand intérêt à pourvoir chaque enfant placé, d'un protecteur délégué, ainsi qu'il est dit dans la formule du contrat d'apprentissage.

M. le Dr *Ducholet* fait remarquer qu'avant d'aller plus loin dans notre organisation, il importe de rédiger un *Règlement*, qui sera notre règle de conduite dans toutes les circonstances. Cette proposition est approuvée. En conséquence, M. *Leroux* en sa qualité de secrétaire, est prié de préparer le projet de Règlement pour la prochaine séance.

M. le Dr *Ducholet* n'est pas d'avis que l'on fasse venir de province l'enfant n° 7 dont il est parlé au rapport, par le motif que ce serait prendre une trop grave responsabilité; ce serait peut-être s'exposer à le perdre que de le placer à Paris; il importe surtout de ne pas le retirer d'auprès son père.

M. *Leroux*, qui s'est occupé de cette affaire, réplique que la volonté du père est de ne pas le garder près de lui, étant trop malade pour le surveiller; que sa tante, qui habite Paris, le fera venir quand même et qu'il vaut encore mieux lui chercher une place dès maintenant que de risquer de le voir arriver et rester un certain temps sans ouvrage. Certainement, il partage en principe l'opinion de M. le Dr *Ducholet*, de ne pas attirer les enfants à Paris, surtout de ne pas les retirer d'auprès leurs plus proches parents, mais il ne pense pas que l'enfant doive nécessairement se perdre à Paris où nous le surveillerons; à Vierzon il travaille dans un établissement important où les apprentis et les ouvriers sont nombreux, où il apprend mal son métier, où le père malade ne peut exercer sur lui une surveillance efficace; il y a donc là de grandes probabilités d'une éducation déplorable, et de mauvais exemples; s'il doit se perdre, il y a de fortes présomptions pour qu'il le soit là-bas.

M. le Dr *Ducholet* réplique que dans le cas où il se perdrait près de son père, notre responsabilité serait à couvert.

M. *Leroux* répond qu'il faut d'abord considérer l'intérêt de l'enfant et, dans ce cas particulier, il serait d'avis de le faire venir, attendu que entre une presque certitude d'un côté que l'enfant tournera mal, et de l'autre l'espoir qu'on en fera un bon sujet, il faut choisir le deuxième cas.

Il est décidé qu'on n'influencera pas les parents pour les engager à envoyer le jeune apprenti à Paris, mais qu'on le placera s'ils persistent dans leur projet.

— M. le *Secrétaire* demande que, dans chaque Bulletin, il soit inséré une note rappelant toutes les places vacantes mises à la disposition des familles. — Adopté.

— Le projet d'avoir une personne salariée pour rechercher les enfants à placer est ajourné, M. *Périn* exprimant le désir qu'on s'adresse auparavant au Patronage de la rue Lhomond, dont l'un des jeunes gens dévoués à cette œuvre voudra peut-être bien nous prêter son concours dans ce but.

— M. *Périn* annonce que l'affichage dans les écoles (voy. ci-dessus, p. 362), a reçu un commencement d'exécution et qu'il ne cesse de s'en occuper; il ajoute qu'il pourrait être adressé, tous les mois, aux instituteurs un bulletin autographié pour leur rappeler que la Société peut offrir aux enfants telles ou telles positions.

Il est décidé qu'on demandera à quelques journaux d'insérer une note ainsi conçue : « La Société de protection des apprentis (à Paris, 44, rue de Rennes), connaissant un assez grand nombre de places d'apprentis dans des maisons recommandables, se met à la disposition des familles pour placer leurs enfants.

» **Les enfants devront être munis des papiers**
» **prescrits par les articles 9 et 10 de la Loi du**
» **19 mai 1874 (certificat d'instruction primaire,**
» **visé par le maire et livret). »**

— M. *Jules Périn* extrait de ses *Notes de vacances* (1876) deux communications :

La première sur la visite à l'*Imprimerie de MM. Alfred Mame et fils*, à Tours.

La seconde sur sa visite à la *Colonie agricole de Mettray*.

Ces deux communications ont paru assez intéressantes pour que leur auteur fût invité à les consigner par écrit et à les remettre au Comité des publications de la Société pour être publiées dans l'un des prochains Bulletins.

La séance est levée à 5 heures 1/2.

CHRONIQUE DU TRAVAIL

Offres des Patrons

Le Comité du placement des apprentis rappelle aux familles que l'on demande :

3 apprentis	Ébénistes-menusiers.
1 —	Sculpteur (Statuaire et Ornaments).
1 —	Marchand Grainier.
6 —	Graveurs.
3 —	Bijoutiers.
3 — jeunes filles	Papetier et Relieurs.
1 —	Tabletterie tournée.
1 — jeune fille	Émailleur.
2 —	Passementerie.
1 apprenti	Horloger.
1 jeune fille	Houppes pour toilette.
2 apprenties	Fleuristes.

Papeterie. — MM. Acker (frères), papeterie de la Banque de France, à Paris, rue Neuve-des-Petits-Champs, 29, demandent une ou deux jeunes apprenties papetières (ateliers, r. Faubg.-du-Temple, 45), appartenant à d'honnêtes familles. — *Conditions* : ni logées, ni nourries; rétribution en raison des aptitudes et de la bonne volonté. A la fin de l'apprentissage, le travail est aux pièces et l'ouvrière peut se faire de 18 à 25 francs par semaine. Le travail est propre et sain.

LISTE DES MEMBRES NOUVEAUX

MEMBRES PERPÉTUELS

Noms des adhérents ; MM.	Présentateurs MM.
Aubert , inspecteur divisionnaire du travail des enfants (8 ^e circonscription), à Lisieux, boulev. de la Chaussée, 28.	
Guimet (Emile), place de la Miséricorde, 1, à Lyon.....	Emile Jubin.
Jullien , filateur de coton, à Rouen, rue d'Elbeuf, 15....	B. Colombier, inspecteur.
Marochetti (M ^{me} veuve), rue Tronchet, 8.....	Marochetti.

MEMBRES ORDINAIRES

Cahen (Edmond), rue d'Hauteville, 3.....	J. Périn.
Chevrier (Auguste), rue Pizay, 5, à Lyon.....	Emile Jubin.
Engel (Michel), relieur, rue du Cherche-Midi, 91.....	
Lemercier , imprimeur-lithographe, rue de Seine, 57.....	J. Périn.
Le Moine (L.-A.), manufacturier, au Plessis-Offranville (Seine-Inférieure)	B. Colombier, inspecteur.
Martinet , imprimeur-typographe, rue Mignon, 2.....	
Montbrun (le vicomte de), rue de Lyon, 61.....	De Bellay.
Quantin (A.), imprimeur (maison Jules Claye), rue Saint-Benoit.....	
Robin (le pasteur E.), villa Ottoz, 21, rue Piat, à Belleville.	Ch. Robert.
Savouré (Achille), administrateur du bureau de bienfaisance du V ^e arrond., rue Lacépède, 7.....	J. Périn.

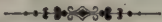
LISTE GÉNÉRALE

DES

MEMBRES

DE LA SOCIÉTÉ DE PROTECTION

DES APPRENTIS ET DES ENFANTS EMPLOYÉS DANS LES MANUFACTURES



MEMBRES PERPÉTUELS (FONDATEURS)

M. LE MINISTRE DE L'AGRICULTURE ET DU COMMERCE ;

M. LE MINISTRE DE L'INTÉRIEUR ;

M. LE MINISTRE DE L'INSTRUCTION PUBLIQUE ;

LA VILLE DE PARIS.

Abadie, fabricant, à Paris.
Adelson-Montaux, propriétaire.
Agard (Michel), à Marseille.
Alamagny, f. à Saint-Chamond (Loire).
Albert, négociant, à Paris.
Andreëff (E.), professeur à l'Institut agricole, à Saint-Petersbourg (Russie).
Arlès-Dufour, négociant.
Asile (l') de Vincennes.
Aubert, inspecteur du travail des enfants dans les manufactures à Lisieux.
Aubert (L.), à Nancy.
Auger, propriétaire, à Paris.
A, x x x.
Backer, inspecteur général du travail des enfants dans les manufactures, à Londres.
Bardin, imprimeur sur étoffes, à Rouen.
Barresvil (feu), ancien secrétaire de la Société de protection.
Barresvil (M^{me}).
Barresvil (M^{lle}).
Baude, inspecteur général des ponts et chaussées, à Paris.
Bellay (M. de), à Paris.
Bérard (P.), trésorier de la Société de protection.
Berger (H.), à Montbéliard.
Berteaux, à Paris.
Bertrand, ingénieur civil, à Paris.
Bessan, dir. de la Belle-Jardinière, à Paris.
Besson (le docteur Eug.), à Paris.
Bixio, libraire-éditeur, à Paris.
Blache (le docteur), à Paris.
Blanche (le docteur), à Paris.
Blanzy, à Boulogne (Pas-de-Calais).
Boissière, maître verrier au Gast (Orne).
Boucicaut, négociant, à Paris.
Boulenger, à Choisy-le-Roi.
Boutarel, manufacturier, à Paris.

Brault, maître de forges.
Bréant, fabricant de châles, à Paris.
Brenot (M^{me}), à Paris.
Butenval (comte de).
Cahen, d'Anvers, banquier, à Paris.
Cail, constructeur-mécanicien, à Paris.
Carcenac, maire du 11^e arr., à Paris.
Cartier-Bresson père, à Paris.
Cartier-Bresson fils, à Paris.
Cartier-Bresson (F.), à Paris.
Cartier-Bresson (C.), à Paris.
Cartier-Bresson (J.), à Paris.
Cartier-Bresson (L.), à Paris.
Cartier-Bresson, anc. négociant à Paris.
Cartier-Bresson (M^{me}), à Paris.
Cartier-Bresson (Louis), à Paris.
Cary, négociant, à Paris.
Chabert (J.), à Chomerac.
Chaix, imprimeur-typographe, à Paris.
Chambre des notaires, à Paris.
Champonnois, ingénieur civil, à Paris.
Charlier, à Buckarest.
Chartreux (les) de la Gr.-Chartreuse.
Chiris (E.), à Grasse.
Chiris (S.), à Grasse.
Clotilde (la princesse).
Colcombet, fabricant, à Saint-Étienne.
Collège Rollin (le), à Paris.
Collesson, négociant, à Paris.
Compagnie des forges du Creusot.
Compagnie générale marit., à Paris.
Courcy (de), dir. Comp. d'assur. gén.
Couturier, à Vizille (Isère).
Cuvillier, négociant, à Paris.
Davanne, chimiste, à Paris.
Delafoy (Laurent), à Argenteuil.
Delaporte (M^{lle}), artiste dramatique.
Délérot (Emile), à Versailles.
Delicourt, à Paris.
Desfontaines, horloger, à Paris.

(1) Les noms des Membres perpétuels figurent également sur la Liste générale des Sociétaires ci-après.

- Dietsch**, à Lièpvre (Haut-Rhin).
Dollfus (Jean), à Mulhouse.
Dommartin, à Paris.
Dorvault, directeur de la Pharmacie centrale, à Paris.
Drouin, négociant en droguerie, à Paris.
Du Boys, notaire, à Paris.
Dubrunfaut, chimiste, à Bercy.
Dumas, secrétaire perpétuel de l'Acad. des sciences, Président de la Société.
Dumas, (Alexandre).
Duplay (le professeur), à Paris.
Dupont et Deschamp, fab., à Beauvais.
Dupuy de Lôme, memb. de l'institut.
Durenne, fab. de chaudières, à Courbevoie.
Dussautoy, à Paris.
Dutfoy (G.), négociant, à Moscou.
Dutfoy (S.), négociant, à Moscou.
Duvergier, ingénieur-construct., à Lyon.
Ecole d'Aix.
Ecole d'Angers.
Ecole centrale des arts et manufact.
Ecole de Châlons.
Ecole d'horlogerie de Cluses.
Ecole des mineurs de Saint-Etienne.
Ecole des mines.
Ecole des maîtres mineurs d'Alais.
Ecole normale supérieure.
Ecole des ponts et chaussées.
Engel (Alfred), à Mulhouse.
Engel (Eugène), élève de l'Ecole Centrale des Arts et Manufactures.
Engel (Gustave), à Mulhouse.
Engel-Dollfus (Fr.), à Mulhouse.
Engel-Gros, à Mulhouse.
Farcot, ing.-mécanicien, à Saint-Ouen.
Frémont-Mustel, à Paris.
Fröger de Mauny, ancien magistrat, à Paris.
Fromage, fabricant, à Paris.
Froment-Meurice, orfèvre, à Paris.
Froment-Meurice (M^{me}).
Gautier-Bouchard, fabricant, à Paris.
Giot, avoué à la Cour d'appel, à Paris.
Gobley, de l'Académie de médecine.
Godard-Desmarests, président de la Compagnie de Baccarat.
Godchaux, imprimeur-éditeur, à Paris.
Godillot (Alexis), à Paris.
Goffin, président de la Société des Amis de l'Enfance.
Goldenberg, manufacturier, à Zornhoff.
Gosselin (le professeur), à Paris.
Goy, à Paris.
Gratien-Milliet, manufacturier.
Griffon, négociant, à Paris.
Grosselin (A.), à Paris.
Guerlain (A.), à Paris.
Guerlain (J.), à Paris.
Guillon, négociant.
Guimet (Emile), à Lyon.
Guizot (Guillaume), à Paris.
Gundelach, duc de Bade.
Hamelin, manufacturier, à Paris.
Houget, manufacturier, à Verviers (Belgique).
Hubault, à Paris.
Hughes, parfumeur, à Grasse.
Huilot, directeur de la fabrication des timbres-poste.
Husny-Bey (le commandant).
Jacqz, président de la Société la Philanthropie commerciale, à Paris.
Joly (Pierre-Théophile), à Argenteuil.
Joly (Pierre-César), à Argenteuil.
Joannès Vintry, à Lyon.
Joriaux, négociant, à Paris.
Jullien, flateur, à Rouen.
Kœchlin-Steinbach (Alfred), à Paris.
Kœchlin (Rodolphe), à Mulhouse.
Kœchlin frères, à Mulhouse.
Lagoutte (J.), maître de forges, à Paris.
Lamé Fleury, ingén. des mines, à Paris.
Landon, négociant, à Paris.
Larrey (baron), inspecteur général du corps médical militaire.
Laumonnier, manufacturier, à Flers.
Laurent-Richard, à Paris.
Lebaudy, raffineur de sucre, à Paris.
Leclert, négociant en bois, à Paris.
Lefebvre-Ducatteau, manufacturier, à Roubaix.
Lefèvre (Emile), négociant, à Sedan.
Legrand, secrétaire de la Société des Amis des sciences.
Lemaître, fabricant, à Paris.
Lemaréchal (M^{lle}), à Paris.
Lemoine-Montigny, directeur du théâtre du Gymnase.
Lemoine (H.), fabricant de meubles, à Paris.
Leroux (Emile), ingénieur, à Paris.
Leroy (J.), fabricant de papier, à Paris.
Liebig (Johan), à Reichenberg (Bohême).
Liebig (la bar.), à Reichenberg (Bohême).
Loreau (A.), à Paris.
Lung frères, à Mousseay.
Lycée Condorcet.
Lycée Corneille.
Lycée Descartes.
Lycée Fontanes.
Lycée Saint-Louis.
Macé (Jean), pensionnat du petit château de Monthiers (Aisne).
Maillard, ancien négociant, à Paris.
Mallet, négociant, à Paris.
Mame père, imprimeur, à Tours.
Mame fils, imprimeur, à Tours.
Marochetti (M^{me} v^e), à Paris.
Martin, manufacturier, à Tarare.
Masquelier fils, au Havre.
Mazaroz-Riballier, à Paris.
Mercier, directeur de la Société d'Ourscamps.
Meuné (Félix), rentier, à Paris.
Meuriot (le Dr André), à Paris.
Michel, ingénieur des ponts et chaussées, à Lyon.
Migneret, à Paris.
Millescamps, à Paris.
Moisset-Foye, à Paris.
Monduit, entrep. de plomberie, à Paris.
Monjean, directeur du collége Chaptal.
Mouchy (duc de).
Mouchy (duchesse de).
Mouchy (de) fils.
Mourceau, négociant, à Paris.
Müller (A.), manufacturier, à Paris.
Murat (princesse).
Najean, manufacturier, à Paris.
Nattan (Georges), manufacturier, à Paris.
Newton-Scott (Charles), à Paris.
Odiot, orfèvre, à Paris.
Ouvriers de la maison Christophle (les), à Paris.
Payen, négociant en soieries, à Paris.
Felouze (Eug.), chimiste, à Paris.

Peltureau, manufacturier, ... ris.
Peltureau (M^{me}), à Paris.
Pensionnat des frères de Passy.
Périn (Jules), Dr en droit, *Secrétaire de la Société de protection des apprentis*.
Perrin (le Dr), à Paris.
Petit (Francis), à Paris.
Piat, fondeur en métaux, à Paris.
Pillet (M^{me}), à Paris.
Piver, fabricant de parfumerie, à Paris.
Plassiard, inspecteur divisionnaire du travail des enfants, à Nancy.
Porion, distillateur, à Wardrecques.
Prévot, avoué, à Paris.
Raingo (Victor), à Paris.
Rallet, propriétaire, à Grenoble.
Ranchon (Georges), architecte, à Paris.
Rapet, à Paris.
Renard, entrepreneur de travaux publics, à Paris.
Richard aîné, fabricant, à Paris.
Richard (Max), député.
Robert (Charles), directeur de la compagnie *l'Union* (Vie), *Vice-Président de la Société de protection des apprentis*.
Robin (Albert), le docteur, à Paris.
Rondelet, chasublier, à Paris.
Rothschild (baron de), à Paris.

Roy, négociant, à Paris.
Sahler (Léon), à Audincourt.
Sakakini, à Paris.
Schæffer, à Aubervilliers.
Schlumberger (Théodore), à Mulhouse.
Schneider, directeur du Creusot.
Sciama frères, marchands de diamants, à Paris.
Seydoux, à Paris.
Société de la Vieille-Montagne.
Société industrielle de Reims.
Souplet, à Saint-Quentin.
Terninck (A.), fab. de sucre, à Rouez.
Teste, manufacturier, à Lyon.
Tissier fils, manufacturier, au Conquet.
Trapp, à Mulhouse.
Turner (Luke), à Londres.
Vatry (M^{me} la baronne), à Paris.
Vatry (baron Edgar de), à Versailles.
Verdè-Delisle (Ad.), à Paris.
Verdè-Delisle (Paul), à Paris.
Vilmorin (Henri), à Paris.
Vulliamy (Edward), à Tiltières-sur-Avre (Eure).
Wappler (C.), agent général de la Société suisse d'assurances de Winterthur.
Weldon (M^e), à Paris.
Zégut, manufacturier, à Tusey.

MEMBRES SOCIÉTAIRES (1)

Abadie, fabric., rue Saint-Martin, 257.
Adelson-Monteaux, propriétaire, rue du Mont-Thabor, 24.
Agard (Michel), rue Nicolas, 5, à Marseille (Bouches-du-Rhône).
Agnellet (frères), nég., r. de Reuilly, 123.
Alamagny, fabricant de lacets, à Saint-Chamond (Loire).
Albert, nég., boul. Haussmann, 58.
Alberti, fabricant de fruits artificiels, rue d'Aboukir, 121.
Alicot (M^{me}), 1. Sainte-Foy, à Montpellier (Hérault).
Alicot (M.), avocat à la Cour de Paris, rue Jean-Goujon, 47.
Allain, négociant, rue Dieu, 10.
Allegri, banquier, rue Richer, 13.
Allmayer, négociant en tissus élastiques, rue Rambuteau, 57.
Almin (Al^{ce}), nég., r. V^{lle}-du-Temple, 75.
Alphand, Ing^{en} en chef des ponts-et-chaussées, rue Largillière, 7.

Althoff, manuf. de draps, à Guebwiller (Haut-Rhin).
Amos (Jacques), manufacturier, à Wasse-lonne (Bas-Rhin).
Amson (A.), fabricant, rue de Turbigo, 46.
Amson (G.), — — — — —
Andelle, verrier, à Épinac (Saône-et-Loire).
André (M^{me} ve J.), au Vieux-Thann (Haut-Rhin).
Andreoff (E.), professeur de technologie, à l'Institut agric. de Saint-Petersbourg (Russie).
Andrisset (V.), filateur, 87, r. d'Aboukir.
Anduze (Fernand), boulev. de l'Observatoire, à Montpellier (Hérault).
Ansart, chef de la police municipale, à la Préfecture de police, Paris.
Arbois de Jubainville (l'abbé d') directeur de l'œuvre de la jeunesse ouvrière, 4, r. S.-Michel, Saint-Etienne (Loire).

(1) Avis. — MM. les Membres de la Société sont priés de signaler (avant le 1^{er} novembre 1877) les rectifications et modifications de noms, professions et adresses, qui devront être apportées à cette Liste

Nous attachons le plus grand intérêt à tenir au courant ce Répertoire de nos Sociétaires, destiné à faciliter les rapports entre eux, en même temps qu'à assurer l'exactitude du service du *Bulletin*.

- Archdeacon** (M^{me}), avenue des Champs-Élysées, 45.
Arles-Dufour, négoc., r. du Conservatoire, 41.
Armengaud (F.), fab. à Mazamet (Tarn).
Arnavon père, fab. de sav., à Marseille.
Arnavon fils, — — — — —
Asile de Vincennes (l'), à Saint-Maurice, près Charenton (Seine).
Asselin, lib., place de l'Ecole-de-Médecine.
Astier, négociant, r. des Carrières, 130, à Charenton.
Attias, nég., 43, rue de l'Entrepôt.
Aubergier, doyen de la Faculté des sciences à Clermont-Ferrand (Puy-de-Dôme).
Aubert, inspecteur du travail des enfants dans les manufactures, 28, boulevard de la Chaussée, Lisieux (Calvados).
Aubert (L.), à Nancy (Meurthe-et-Moselle).
Aubriet (Maurice), rue de La Bruyère, 18.
Aubry (Victor), fabricant de dentelles, rue des Jeûneurs, 23.
Aubry-Vitet, rue Barbet-de-Jouy, 9.
Aucoc (L.), orfèvre, rue de la Paix, 6.
Audiffred (J.-D.), boul. des Capucines, 8.
Audiffret (marquis d'), r. Royale-Saint-Honoré, 5.
Auger (C.), prop., rue des Moulins, 24.
Auzoux (D^r), rue de Vaugirard, 56.
Avril (Charles), à Montchanin (Saône-et-Loire).
Azémar (Jean), Grande Rue, à Issy (Seine).
Bac, fabricant, r. Porte-Foin, 42.
Bachelier, pr^e, r. Nve-des-Mathurins, 118.
Backer (Robert), inspecteur des manufactures, Milverton hill (Lemington).
Bacque (E. de), ancien nég., rue Guichard, 7.
Bacque (Ch. de) fils, fg. Poissonnière, 9.
Bagriot, graveur, rue l'Evêque, 41.
Baille (Elie), président de la Chambre de commerce, à Nancy.
Baillencourt, président de la Chambre de commerce, Douai (Nord).
Balguerie d'Egmont (M^{me}), avenue d'Eglé, 9, à Maisons-Laffitte.
Balsan (C.), député, rue de la Baume, 6.
Balsan, fab. de draps, rue de la Baume, 6.
Baradez (Louis), nég., porte Saint-Jean, à Bordeaux.
Barallon, à Saint-Etienne (Loire).
Barbedienne, fabricant de bronzes, boulevard Poissonnière, 30.
Barbey, maire, membre du Conseil général, à Mazamet (Tarn).
Barbier, directeur des douanes, à Chambéry (Savoie).
Bardin, imprimeur sur étoffes, à Rouen.
Bardin, f^r d'art. en pl., r. de Bondy, 48.
Baron (A.), prop., rue Montholon, 34.
Baron (E.), avocat, rue de Lille, 101.
Barratin, négociant, quai d'Anjou, 23.
Barreswil (M^{me}), r. Saint-Florentin, 16.
Barreswil (M^{me}), r. Saint-Florentin, 16.
Barthélemy, négociant en papiers, rue Saint-Séverin, 40.
Barthez (le docteur), r. Ville-l'Evêque, 27.
Baube, chef de division à la Préf^e de police, rue Montaigne, 17.
Baude, inspect. général des ponts et chaussées, rue Royale-Saint-Honoré, 13.
Baudoin (Achille), ancien manufacturier, rue Hallé, 40.
Baudou, place du Palais-Bourbon, 6.
Baudrillart, membre de l'Institut, avenue Madame, 42, Bellevue (Seine-et-Oise).
Baugrand (Georges), boulevard Haussmann, 37.
Baugrand (M^{me}), propriétaire, boulevard Haussmann, 37.
Baumgarter et Schweisguth, à Mulhouse (Alsace).
Bayvet (G.), boulevard Hausmann, 89.
Bazin, professeur, rue Amelot, 114.
Béau (A.), membre de la Commission des logements insalubres, quai Voltaire, 42.
Beaufonds (de), rue Verneuil, 52.
Beaufour, syndic, rue Croix-des-Petits-Champs, 25.
Beer (J.), rue Neuve-des-Mathurins, 88.
Béhier (A.), rue Saint-Honoré, 243.
Bellay (de), boulevard Beaumarchais, 91.
Bellet, négociant, quai de Béthune, 18.
Bellon (Joseph), place Louis XVI, à Lyon.
Beluze, rue de Madame, 53.
Bénard (M^{me}), rue de l'Université, 25.
Bérard (Paul), chimiste, secrétaire du Comité consultatif des arts et manufactures, trésorier de la Société, rue Casimir-Delavigne, 2.
Bérard (Raoul), rue Embouque-d'Or, à Montpellier.
Bérard (Prosper), adminis. de la Banque, boulevard de l'Observatoire, à Montpellier.
Berger-Levrault, imp^r libraire, à Nancy (Meurthe-et-Moselle).
Berger (Gustave), attaché à l'imprimerie A. Chaix et C^{ie}, à Paris.
Berger (Henri), de la maison Ed. Sahler, filature et tiss., à Montbéliard.
Berger, à Goetzenbruck (Lorraine).
Bernard, boulevard de Sébastopol, 60.
Bernard, de la maison Bonjean, à Saint-Etienne (Loire).
Berniche (M^{me}), rue Roquepine, 6.
Bernutz (le D^r), de l'Académie de médecine, rue des Saints-Pères, 7 bis.
Berteaux, rue d'Aboukir, 10.
Berthaud, membre de l'Union nationale, rue Cadet, 9.
Berthier, ancien présid. du Tribunal de commerce, rue de Sèze, 30.
Berthier (Ch.) fils, rue de Sèze, 30.
Berthier (G.) fils, rue de Sèze, 30.
Berthier (neveu), nég., rue de Château-dun, 22.
Berthier (M^{me}) aînée, r. de Rivoli, 194.
Berthier (M^{me}) jeune, r. Tronchet, 2.
Bertin (E.), agent de change honoraire, rue de Boulogne, 11 bis.
Bertinot, avoué près le Trib. civil, rue Vivienne, 40.
Bertrand (Martial), propriétaire, rue de Tournon, 12.
Bertrand (Ch.), expert-mécanicien, boulevard Beaumarchais, 69.
Bessan, direct. de la Belle-Jardinière, quai de la Mégisserie.
Besserat (le père), passage des Vignes, 2.
Besson (Eugène), D^r, rue de Seine, 95.
Beudin, manufacturier, ingénieur métallurgiste, bou. Haussmann, 155.
Beyne, marchand tailleur, à Beaumont (Dordogne).

Bezançon, fabricant de céreuse, rue du Château-des-Rentiers, 187.
Bianchi, agent de change, r. Richelieu, 102.
Binder (L.), ancien manufact., av. des Champs-Élysées, 102.
Bing (L.), banquier, r. de Richelieu, 102.
Binot de Villiers, avocat, r. Taitbout, 80.
Biraudeau, pass. Tocanier, 15 (fig. St-Antoine, 240).
Bischoffsheim, banquier, boul. Haussmann, 39.
Bixio (Maurice), libraire, r. Jacob, 26.
Blache, doct^r-médecin, r. de Suresnes, 5.
Blache (René), rue de Suresnes, 5.
Blaise, inspecteur du travail des enfants dans les manufactures, à Limoges (H^{te}-Vienne).
Blanche (le docteur), rue des Fontis, 15.
Blandin (M^{me} v^e), place de la Madeleine, 19.
Bobin, boulev. Saint-Michel, 121.
Bocquet, nég., r. de Rivoli, 150.
Boissière, maître verrier, au Gast, par Martrée (Orne).
Bonnario (M^{me} Charles), rue Jean-Goujon, 17.
Bonnefonds, professeur, r. Joubert, 26.
Bonnin (Pascal), avocat, boul. Sébastopol, 82.
Bontemps (M^{me}), à Amboise (Indre-et-Loire).
Bontemps, ancien maître verrier, à Amboise.
Bornot (Aug.), propriétaire, rue Godot-de-Mauroy, 1.
Bouasse-Lebel, imagier, rue Saint-Sulpice, 29.
Boucicaut, nég. (maison du Bon Marché), rue du Bac, 135-137.
Boudet (Dr Félix), de l'Académie de médecine, rue Jacob, 30.
Boudou (Armand), fab^r à Mazamet (Tarn).
Bouilhet (H.), l'un des direct. de la maison Christophe, r. de Bondy, 56.
Bouilhet (M^{me} H.), rue de Bondy, 56.
Bouillet, r. Notre-Dame-des-Victoires, 26.
Bouillon (Ed.), président de la Chambre syndicale des carrossiers, avenue du Roi-de-Rome, 6.
Boulanger (Narcisse) fils, propriétaire, à Guines (Pas-de-Calais).
Boulenger, fab. de fay., à Choisy-le-Roi.
Bouley, de l'Institut, inspect. général des écoles vétérinaires, r. des Sts-Pères, 81.
Boulley (M^{me}), rue Monceau, 65.
Bourdon, mécanicien, rue du Faubourg-du-Temple, 74.
Bourdon (H.), rue de l'Échiquier, 30.
Bourgoin, rue Lafayette, 126.
Bournat, avocat, rue Jacob, 20.
Bournazet, bijoutier, r. du Temple, 420.
Bourreau, employé de commerce, rue Guy-la-Brosse, 2.
Bourreille (de), ancien sec. général du Ministère des travaux publics.
Bousquet frères, fab^r à Mazamet (Tarn).
Boussod, rue d'Amsterdam, 72.
Boutard et Lassalle, manufacturiers, rue d'Aboukir, 21.
Boutarel, rue de l'Arcade, 18.
Boutet (M^{lle}), rue Perrault, 4.
Boyer (le Dr), inspecteur du travail des enfants, rue de Vaugirard, 59.

Boyer et Rolland, fondeurs, rue des l'Asile-Popincourt, 10.
Brac de la Perrière, avocat, rue du Plat, à Lyon.
Bréant, fabricant de châles, r. d'Aboukir, 60.
Bréguet, constructeur-mécanicien, quai de l'Horloge, 39.
Brenac frères, fab^r, Mazamet (Tarn).
Brenot (M^{me}), rue de Verneuil, 44.
Breton (Paul), fab. de papiers, rue des Grands-Augustins, 19.
Breul (Ch.) avocat à la Cour d'appel, rue Turbigo, 41.
Brion, marchand de chevaux, rue Basse-du-Rempart, 48.
Brissonneau frères, constructeurs mécaniciens, à Nantes (Loire-Inf^{re}).
Brizard, propriétaire, r. Saint-Fiacre, 17.
Brochard (Ed.), rue du Temple, 151.
Broglie (Paul de), r. d'Auteuil, 41.
Brunner-Lacoste, artiste peintre, place Saint-Michel, 5.
Bucquet, inspect. général des établissements de bienfaisance, r. Saint-Arnaud, 6.
Burat, agent de change, rue Lafayette, 46.
Burnat-Dollfus (Emile), manufacturier, à Nant-sur-Vecvey (Suisse).
Butenval (comte de), rue Miroménil, 34.
Cabibel, prop., à Toulouse (Haute-Gar.).
Cabin (maison Sajou), dessins et ouvrages de dames, rue Rambuteau, 52.
Cadou, courtier d'assur., r. Drouot, 14.
Caedérich (Ch.), fils et C^{ie}, à Mulhouse.
Cahen d'Anvers, banquier, rue de Grenelle, 118.
Cahen (Edmond), rue d'Hauteville, 3.
Caill et C^{ie}, ingénieur mécan., quai de Grenelle, 15.
Caille (F.), fab. de tissus, à Amiens.
Caillot, orfèvre, rue des Moulins, 20.
Calla, ancien memb. de la Chambre de commerce, 8, r. des Marronniers, à Passy.
Callon, agent général de la C^{ie} du touage de la Seine, r. St-Louis-en-l'Île, 19.
Callot (M^{me} v^e), r. Caumartin, 3.
Cambray (de), ancien chef de division à l'administration de l'assistance publique, r. Saint-Sulpice, 27.
Camus, fabricant de produits chimiques, rue Barbette, 2.
Camus (fils aîné), rue Barbette, 2.
Camus (fils jeune), rue Barbette, 2.
Canonge, directeur de la Tutelle, rue d'Albouv, 27.
Canouil, fabricant d'amorces, rue Saint-Fargeau, 47.
Canson et Montgolfier, fabricants de papier, à Vidalon-les-Annonay; Pairs, r. de Palestro, 29.
Capronnier, juge au Tribunal de commerce, rue Billaut, 15.
Carcassonne (M^{me} v^e G.) fils, vêtements confectionnés, à l'Isle (Vaucluse).
Carcenao, maire du 11^e arrondissement, r. Neuve-des-Capucines, 20.
Cardellhaç, orf.-coutel., r. de Rivoli, 91.
Carlihan, nég., r. du Sentier, 26.
Carré (Charles), 58, boulevard Voltaire.
Cartier, boulevard des Italiens, 9.
Cartier-Bresson (père), filateur, boulevard Sébastopol, 86.
Cartier-Bresson fils aîné, boul. Sébastopol, 86.

Cartier-Bresson (H.), b. Sébastopol, 86.
Cartier-Bresson (C.), b. Sébastopol, 86.
Cartier-Bresson (J.), b. Sébastopol, 86.
Cartier-Bresson (P.), b. Sébastopol, 86.
Cartier-Bresson (M^{me}), b. Sébastopol, 86.
Cartier-Bresson, ancien négociant, rue de Vaugirard, 48.
Cartier-Bresson (Louis), b. de Strasbourg.
Cary, nég., rue du Grand-Chantier, 7.
Cassella (E.), fabricant de peignes, boulevard Sébastopol, 107.
Castel (C.), m^d de soies, à St-Étienne.
Casthelaz, fabricant de produits chimiques, r. Ste-Croix-de-la-Bretonnerie, 19.
Cauvet, miroitier, faubourg Saint-Antoine, 109.
Cavallé-Coll, f^d d'org., av. du Maine, 15.
Cavallé, Dr en médecine, à Mazamet (Tarn).
Célérier, nég., r. Monthabor, 15.
Cercle catholique d'ouvriers (le dir. du), allée de Garonne, 35, à Toulouse.
Cerf, imprimeur, rue Duplessis, 59, Versailles (Seine-et-Oise).
Cerfbeer, agriculteur, à Oberwiller, par Sarrebourg (Meurthe).
Chabert et C^{ie} (J.), à Chomérac (Ardèche).
Chabrier (L.), r. Neuve-des-Mathurins, 92.
Chagot, dir. de la C^{ie} des mines de Blanz, boulevard Haussmann, 55.
Chaix (A.), imprimeur, rue Bergère, 20.
Chalandre, rue Saint-Roch, 25.
Chambon-Lacroisade, fab. de fers à repasser, 179, faub. St-Denis.
Chambre des Notaires de Paris, place du Châtelet.
Chambre syndicale de l'Union des filateurs, à Aubenas (Ardèche).
Chambre syndicale des Entrepreneurs de bâtiments, rue des Archers, à Lyon.
Chambre de commerce de Toulon et du Var, à Toulon (Var).
Chambre consultative des arts et manufactures, à Bethel (Ardennes).
Champonnois, ingénieur civil, rue Neuve-des-Petits-Champs, 45.
Chanon (M^{lle}), directrice de l'Œuvre de N.-D.-de-Bonne-Garde, rue Marjolin, 49, à Levallois-Perret (Seine).
Chapon, négociant, à St-Étienne (Loire).
Chappotteau, négociant, rue Cuvier, 14.
Chardin, m^d de soies, r. aux Ours, 40.
Chardin-Hadancourt, fabricant de parfumerie, b. Sébastopol, 46.
Charlier, inspecteur général des ponts et chaussées, strada Francesca, 30, Bucharest (Roumanie).
Charmet aîné, nég., r. de Châteaudun, 22.
Charnacé (C^{ie} de), à Versailles.
Charnelet (père et fils), apprêteurs d'étoffes, rue Oberkampf, 98.
Charpentier, horloger, r. Garancière, 7.
Chartreux (les) de la Grande-Chartreuse.
Charvet, membre de l'Union nationale, rue d'Hauteville, 62.
Chatard (Alfred), ing., r. de Rome, 47.
Chatillon (de), fabricant d'huiles, rue du Temple, 51.
Chauchat, chef de cabinet au Minist. de l'agricult., boul. Haussmann, 121.

Chevalier, de la mais. Chevalier-Cheylus, quai de Grenelle, 61.
Chevalier (Michel), membre de l'Institut, av. du Bois de Boulogne, 27.
Chevrier (Auguste), rue Pizay, 6, à Lyon (Rhône).
Chiris (E.), à Grasse (Var).
Chiris (L.), fab. de mat. prem. pour la parfumerie, à Grasse (Var).
Christofle, orfèvrerie, r. de Bondy, 56.
Claudon (G. fils), p^{re}, b. Malesherbes, 37.
Claudon (M^{me} G.), b. Malesherbes, 37.
Claudon (M^{me} v^e), q. de la Tournelle, 27.
Claudon (M^{me} G.), r. Abbateucci, 59.
Claye, imprimeur, r. Saint-Benoit, 7.
Clémendot, fabricant de terres cuites, rue Brochant, 18.
Clerc (fils), de la m^{me} Clerc, Kayser et C^{ie}, au Havre, r. de la Ch.-d'Antin, 22.
Clermont (de), nég., r. Barbette, 11.
Clotilde (M^{me} la princesse).
Cobus (L.), à Lunéville (Meurthe).
Cohn (A.), prés. de l'Œuvre des apprentis Israélites, r. Maubeuge, 17.
Coignet, manufacturier, rue de Lafayette, 130.
Colcombet, fab. de rubans, à St-Étienne.
Collège Rollin (le), avenue Trudaine.
Collège St-Barbe (le), pl. du Panthéon.
Colleson, nég., quai de la Loire, 22.
Collette, filateur, passage des Favorites, à Vaugirard.
Collin, fabricant d'instruments de chirurgie, rue de l'Ecole-de-Médecine, 6.
Collin, négociant, rue des Martyrs, 51.
Collin, horloger, 118, rue Montmartre.
Collinot, parc des Princes, boul. d'Auteuil, 11, à Boulogne, Seine.
Colmet d'Aage, doyen de la Faculté de Droit, place du Panthéon, 10.
Comité de la Confession d'Augsbourg, r. des Arts, 15, à Levallois-Perret.
Compagnie générale d'assurances maritimes, rue de Richelieu, 87.
Compagnie d'assurances sur la vie l'Union, rue de la Banque, 15.
Compagnie des forges du Creusot.
Comptoir veuve Lyon-Allemand, r. Montmorency, 13.
Copin, syndic au trib. de commerce, r. de l'Odéon, 18.
Cormouls-Houlé, fabricant, à Mazamet (Tarn).
Cornély (Maximilien), négoc., rue d'Hauteville, 17.
Cornudet (Michel), maître des requêtes au Conseil d'Etat, rue de la Chaise, 24.
Corrard (A.), rue de Monsigny, 17.
Cortadan (M^{me}), rue des Jeûneurs, 25.
Cossé, nég. en tissus, r. du Sentier, 32.
Coster, négociant en diamants, rue de Châteaudun, 17.
Coulon (Henri), avocat, boulevard Haussmann, 101.
Coulon, greffier en chef de la Cour de cassation, boul. Haussmann, 101.
Coulonge (Christian de), rue de Fleury, 5.
Courcy (de), dir. de la C^{ie} d'Assurances générales, r. de Richelieu, 85.
Courtois, fab. de cuirs vernis, rue Bergère, 26.

Courvoisier, rue Lafayette, 126.
Cousin, Biblioth., à l'Arsenal (hôtel Carnavalet), rue de Sévigné.
Cousin (M^{me}), rue de Rivoli, 490.
Couturier, chez MM. Durand, fr., à Vizille.
Couturier (M^{me}), rue d'Anjou, 63.
Crochard, ancien libraire-éditeur, rue Médicis, 7.
Cros, fabricant, à Mazamet (Tarn).
Crouet, juge au Tribunal de commerce, r. Taitbout, 80 (cité d'Orléans).
Cuyver-Bresson, boul. Sébastopol, 86.
Daguin, négociant en sel, rue Château-Landon, 44.
Dailly, membre de la Société centrale d'agriculture, rue Pigalle, 69.
D'Albenas, propriétaire, à Montpellier (Hérault).
Dallemagne, prop., q. des Orfèvres, 6.
Damainville, conseiller référendaire à la Cour des comptes, rue des Moulins, 10.
Danset (Joseph), fil., à Marcq-en-Barœul (Nord).
Darblay (jeune), rue de Rivoli, 156.
Darblay (P.) fil., rue de Rivoli, 80.
Darmoy (Jules), rue Neuve-Saint-Augustin, 22.
Darroux, avenue Casimir, 7, à Asnières (Seine).
Dauphin, nég^t, à Saint-Etienne (Loire).
Daux, bijr. gal. Montpensier, Pal.-Royal.
Davanne (A.), chimiste, rue Neuve-des-Petits-Champs, 82.
David (André), à Saint-Etienne.
David Trouiller et C^{ie}, rue des Jeûneurs, 24.
Davillier (Léopold), rue de la Chaussée-d'Antin, 64.
Davillier, r. du 4 Septembre, 19.
Debain, fab. de pianos, place Lafayette.
Decaux, sous-directeur des Gobelins, r. Notre-Dame-des-Champs, 107.
Dechaille, inspecteur du travail des enfants dans les manufactures, à Rennes (Ile-et-Vilaine).
Defonds, nég. en toiles, r. Mercière, 40, à Lyon.
Degousse, batteur d'or, faubourg Saint-Martin, 147.
Degrois, fabricant de bijoux, rue de Turbigo, 89.
Delacroix-Vaucher, à Mulhouse.
Delafoy (L.), Argenteuil (Seine-et-Oise).
Delagrave (Ch.), édit., rue des Ecoles, 58.
Delaissment, inspecteur du travail des enfants, à Toulouse (Haute-Garonne).
Delalain, imp., rue des Ecoles, 76.
Delaporte (M^{lle}), artiste dramatique.
Delaporte (M^{lle}), fab. de fleurs, r. de la Montagne, 4, Courbevoie (Seine).
Delassus-Famechon et fils, à Amiens.
De la Vallée, faub. Poissonnière, 113.
Délerot (Emile), boulevard de la Reine, 113, à Versailles.
Delettretz, fabricant d'horlogerie, rue Charlot, 62.
Delettretz, parfum., rue Richer, 54.
Deleuil, fabricant d'instruments de précision, rue des Fournieux, 42.
Delharpe, teinturier-appréteur, à Tarare.
Délicourt, faubourg Saint-Honoré, 43.
Delisle, architecte, Grande-Rue, 85, à Boulogne.

Delmart (Henri), fabricant de fleurs, rue Vivienne, 2 bis.
Delvaille, rue de l'Entrepôt, 13.
Delzant, avocat à la cour d'appel, avenue Duquesne, 30.
Deneufville, nég. en bois, boulevard de Strasbourg, 189, au Havre (Seine-inf.).
Denière (M^{me}), boul. Malesherbes, 29.
Denis, court. en vins, port de Bercy, 10.
Depresle (O.), r. de la Victoire, 94.
Depresle (H.) fil., — — — — —
Depresle (M^{me}) — — — — —
Derbanne, direct. de la C^{ie} d'assurances maritimes, place de la Bourse, 5.
Dernis, com^{re}-pris., b. Haussmann, 132.
Deroche, prop., av. de la Tourelle, à St-Mandé.
Dercy, brocheur, r. de Fleuries, 39.
Descottes, ingénieur en chef des mines, rue Grenelle-Saint-Germain, 71.
Descourt (D.), rue des Fabricants, 44, Roubaix (Nord).
Desfontaines, horloger, galerie Montpensier, 13 (Pal.-Royal).
Desfourneaux, associé de la maison Leclaire, rue Saint-Georges, 41.
Desgenétais frères, à Bolbec (Seine-Inférieure).
Deshayes, nég^t, boul. des Italiens, 27.
Destors (M^{re}), boul. Saint-Michel, 95.
Deutsch, négoc., rue de Flandre, 103.
Devalois (Edouard), r. de Rivoli, 162.
Devincq, manufac., rue St-Honoré, 517.
Dhennin, instituteur, à Lillers (Pas-de-Calais).
Dheur, rue du Val-de-Grâce, 9.
Didot (P.), juge au Tribunal de commerce, rue des Saints-Pères, 8.
Dietsch, manufacturier, à Liepvre (Haut-Rhin).
Dietz-Monin, de la maison Monin, rue du Château-d'Eau, 41.
Directeur de la Société civile des houillères de Ronchamps (H^{te}-Saône).
Divry (Charles), ancien imprimeur, rue Morère, 7.
Doll, inspecteur du travail des enfants dans les manuf. à Reims (Marne).
Dollfus (A.), président de la Société industrielle de Mulhouse.
Dollfus (Auguste), à Mulhouse.
Dollfus (E.), manufacturier, à Mulhouse.
Dollfus (G.), manufacturier, à Mulhouse.
Dollfus (Jules), à Mulhouse.
Dollfus (E.), coloriste, à Dornach.
Dollfus (Mathieu), avenue Marigny, 1.
Dollfus (Jean), à Mulhouse.
Dollfus-Dettwiller, à Mulhouse.
Dommartin, rue des Petites-Ecuries, 13.
Domont et Sauvageot, marchands verriers, faubourg Poissonnière, 54.
Donon, rue de la Chaussée-d'Antin, 53.
Dorvault, direct. de la pharmacie centrale, rue de Joux, 7.
Doucet, rue de la Paix, 21.
Drouet, banquier, à Mazamet (Tarn).
Drouin, négociant en drogues, rue Sainte-Croix-de-la-Bretonnerie, 21.
Drouyn de Lhuys, rue François-Premier, 55.
Dubaut, rue Neuve-des-Capucines, 18.
Dubochet, près. de la Comp. du gaz, rue Condorcet, 6.

- Dubois** (Ch.), fabricant de cristaux, faubourg Saint-Martin, 140.
- Dubonnet** (v^e), négociant en vins, rue Saint-Anne, 49 bis.
- Dubourguet**, boul. Magenta, 33 bis.
- Du Boys**, notaire, boul. des Italiens, 27.
- Dubrunfaut**, chimiste, ruelle des Meuniers, 6, à Bercy.
- Dubuffe** (E.), rue d'Aumale, 13.
- Ducel** fils, maître de forges, faubourg Poissonnière, 26.
- Duchesse-Fournet** (M^{me}), à Lisieux.
- Ducholet** (M. le docteur), président de l'Association pour le placement des apprentis, rue de la Verrerie, 2.
- Ducholet**, président de la Société des fab. et artisans, rue de la Verrerie, 2.
- Ducloux**, notaire, r. Boissy-d'Anglas, 9.
- Duffourc d'Antist**, maire de Charbuy, par Auxerre (Yonne).
- Dulac**, ing. des arts et manufactures, rue d'Hauteville, 65.
- Dumas**, secrét. perpét. de l'Acad. des Sciences, *Président de la Société de protection des apprentis*, rue Saint-Dominique, 69.
- Dumas** (M^{me}), rue Saint-Dominique, 69.
- Dumas** (Alex.), membre de l'Académie française, av. de Villiers, 98.
- Dumas-Gardeux**, fab. de brasses, rue Geoffroy-Langevin, 15.
- Dumoulin-Froment** (M^{me}), rue Notre-Dame-des-Champs, 85.
- Dumoustier de Frédeilly**, dir. du comm. intérieur au Minist. de l'agriculture et du commerce.
- Duplay**, professeur agrégé de la Faculté de médecine, r. de la Bruyère, 36.
- Dupont et Deschamps**, fab. de tabletterie, à Beauvais (Oise).
- Dupont et Fould**, mait. de forges, à Pompey (Meurthe-et-Moselle).
- Dupuis**, notaire, à Château-Thierry.
- Dupuy de Lôme**, membre de l'Institut, rue Saint-Honoré, 374.
- Durand** (A.), manufacturier, à Tours.
- Durand frères**, fab. à Mazamet (Tarn).
- Durand frères**, r. de l'Arbre-Sec, à Lyon.
- Durangel**, chef de division au Ministère de l'Intérieur.
- Durenne**, constructeur, à Courbevoie.
- Dusacq**, éditeur d'estampes, boulevard Poissonnière, 14.
- Dutfoy**, à Moscou.
- Dutfoy** (G.), nég., à Moscou (Russie).
- Duval** (V.), représentant de commerce, rue d'Argout, 18.
- Duval** (Jules), président du Comité de patronage des apprentis tapissiers, boul. de la Madeleine, 13-15.
- Duvergier** (A.), ingénieur-constructeur, rue Saint-Cyr, à Lyon (Vaise).
- Ecole Centrale des Arts et Manufactures.**
- Ecole des Arts et Métiers d'Alx.**
- Ecole des Arts et Métiers d'Angers.**
- Ecole des Arts et Métiers de Châlons.**
- Ecole des Mines**, boul. Saint-Michel, 60.
- Ecole des Mineurs de St-Etienne.**
- Ecole des maîtres Mineurs d'Alais.**
- Ecole des Ponts-et-Chaussées**, rue des Saints-Pères.
- Ecole d'Horlogerie de Cluses.**
- Ecole Normale supérieure**, à Paris.
- Eichens**, constructeur d'instruments de précision, rue d'Enfer, 77.
- Elambert**, rue de Londres, 23.
- Elèves du pensionnat des frères de Passy**, rue Basse, à Passy.
- Elèves de l'Ecole libre des R. P. Jésuites**, rue de Vaugirard.
- Engel-Dollfus** (Fr.), manufacturier, rue Saint-Fiacre, 9.
- Engel** (Alfred), manufacturier, à Mulhouse.
- Engel** (Gustave), manufact. à Mulhouse.
- Engel** (Eugène) élève de l'Ecole centrale rue Saint-Fiacre, 9, à Paris.
- Engel** (Michel), relieur, rue du Cherche-midi, 91.
- Engel-Gros**, manufacturier, à Mulhouse.
- Engelman** (G.), à Mulhouse.
- Erdeven**, avocat, rue Barbette, 3.
- Erlanger** (Michel), négociant, place des Vosges, 9.
- Escale et Bonnet** (de l'), faub. Poissonnière, 34.
- Esnault-Pelterie**, directeur de l'Orphelinat de Crosnes (Seine-et-Oise).
- Estelle**, inspecteur du travail des enfants, à Nîmes (Gard).
- Orves** (Etienne d'), inspecteur du travail des enfants dans les manufactures, rue de Courville, 13, Orléans (Loiret).
- Fabre** (J.), avocat, avenue Victoria, 22.
- Faconnet**, graveur, rue Mandar, 4.
- Falize aîné**, bij., avenue de l'Opéra, 5.
- Farcot**, mécanicien, à Saint-Ouen.
- Fauquet-Lemaire**, filateur, à Rouen.
- Faure-Baulieu**, fabricant d'ouate, rue de Tanger, 18 et 20 (Villette).
- Fauvelle-Delebarre**, fab. de peignes de caoutchouc, boul. Bonne-Nouvelle, 10.
- Favart**, agent de change, r. de Morny, 61.
- Favier**, fleuriste, rue des Jeûneurs, 27.
- Favre**, Blech et fils, Mulhouse.
- Fayaud**, négociant, r. Saint-Denis, 76.
- Feil**, f. de verres d'optique, r. Lebrun, 56.
- Feldtrappe** (Xavier), graveur sur cylindres, faubourg Saint-Martin, 120.
- Féray**, filateur, à Essonne (Seine-et-Oise).
- Fère**, vice-président de la Chambre de commerce, b^{ard} Haussmann, 79.
- Féron-Vrau**, rue du Pont-Neuf, à Lille.
- Ferré** (Armand), ingénieur civil, à Tours (Indre-et-Loire).
- Ferrière** (Sylvestre d^e la), syndic des Courtiers de commerce, rue Blanche, 10.
- Février** fils, rue Bayard, 2.
- Fleury**, teinturier, à Amiens.
- Fleutiaux**, doct. méd., b. des Filles-du-Calvaire, 22.
- Fluhr** (H.), à Mulhouse.
- Follot** (E.), fab. de papiers peints, rue Beccaria, 10.
- Fontaine**, anc. négociant, r. de Vienne, 3.
- Fontenille** (Paul de), propriétaire, à Cahors (Lot).
- Forceville** (J. de), raffineur de sucre, boul. de la gare d'Ivry, 123.
- Forget**, censeur du Comptoir d'escompte, rue de Courcelles, 14.
- Fortier** (G.), tapissier, r. St-Honoré, 290.
- Fouché-Lepelletier**, ancien député, côte de Grâce, à Honfleur (Calvados).
- Fouchet** (M^{me}), faub. Poissonnière, 39.

Fouchet (A.), de la maison P. Fouchet frères, r. du Faubourg-Poissonnière, 7.
Fouchet, banquier, r. du Faubourg-Poissonnière, 7.
Fougasse, rue d'Algérie, à Lyon.
Fould (P.), avocat, avenue des Champs-Élysées, 138.
Fourdinois (Henri), fab^r d'ébénisterie, rue Amelot, 46.
Fourment (B^{re} de), Amiens (Somme).
Fournier frères, tissage, à Amiens.
Fournier, négociant, place des Victoires, 5.
Fournier (Ch.), trésor. au Minist. de la guerre, à Paris.
Franchetti (M^{me}), boul. Haussmann, 39.
Franchomme, professeur au Conservatoire de musique, rue Léonie, 14.
Francillon, teinturier, à Puteaux.
Franck et C^{ie}, fab. de toiles métalliques, à Schelestadt (Haut-Rhin).
François, rue Blanche, 71.
Frémont-Mustel, banquier, rue Bertin-Poirée, 14.
Frété, Muret et C^{ie}, fab. de cordages, boulevard Sébastopol, 12.
Fréville (A.), agréé au Tribunal de commerce, boulevard Haussmann, 58.
Fréville fils, étud., b^d Haussmann, 53.
Froger de Mauny, ancien magistrat, rue du Faubourg-Saint-Honoré, 170.
Fromage (L.), fab. de tissus élastiques, à Darnetel.
Froment-Meurice (M^{me}), rue d'Anjou-Saint-Honoré, 46.
Froment-Meurice, joaillier, rue d'Anjou-Saint-Honoré, 46.
Fromentin (M^{me}), artiste du Gymnase, boulevard Magenta, 32.
Fumouze père, pharm^{en}, faubourg Saint-Denis, 78.
Fumouze fils, boulevard Magenta, 89.
Gagneau, fabricant de bronzes, rue Lafayette, 115-117.
Galet, rue d'Hauteville, 38.
Gallay (J.), adjoint au maire du VIII^e arrondissement, rue de la Pépinière, 19.
Garcin (J.), rue Blanche, 72.
Garcin-Dufort (M^{lle}), rue Blanche, 72.
Garnier (Charles), père, négociant en drogueries, rue Abbattu, 7.
Garnier (Charles), fils, rue des Francs-Bourgeois, 56.
Gau, filateur, à Pont-de-Tarn, par Mazamet (Tarn).
Gaudchaux-Picard (Henri), fabricant de draps, à Nancy (Meurthe-et-Moselle).
Gaudonnet, facteur de pianos, rue de Savoie, 19.
Gaupillat, fabricant d'amorces, rue d'Hauteville, 26.
Gautier, inspecteur du travail des enfants dans les manufactures, à Lyon.
Gautreau, banquier, b. Malesherbes, 48.
Gautrot aîné et C^{ie}, r. de Turenne, 80.
Geistodt, négociant, à Colmar.
Gellis, fab. de prod. chim., r. Meslay, 47.
Gellé, parfumeur, rue d'Argout, 35.
Gellé (M^{me}), rue d'Argout, 35.
Gely, filature et tissage mécaniques, à Hustenheim, près Benfeld (Haut-Rhin).
Geoffroy-Saint-Hilaire, Directeur du Jardin d'acclimatation, au bois de Boulogne.

Georges (Octave), négociant, rue Saint-Louis, 21, à Saint-Etienne.
Geraud (Louis), docteur en droit, r. de Fleurus, 23.
Gerault, négociant en papier, r. Montmorency, 10.
Gérôme, art. peintre, r. de Bruxelles, 6.
Getz (S.), négoc., rue d'Enghien, 12.
Ghesquière-Grimonprez, filateur, rue de l'Espérance, à Roubaix.
Gibon, raffineur de mélasses, rue de l'Argonne, 10.
Gillet (F.), père, à Lyon.
Gillet (F.), fils, à Lyon.
Gillet et fils, teinturiers, quai de Serin, 9, à Lyon.
Gillou, fabricant de papiers peints, passage Vaucanson, 5 et 7.
Gimbel, directeur de l'Ecole israélite, à Mulhouse.
Gimpel, man., à Echery, près Sainte-Marie-aux-Mines (Alsace).
Gindre (C.), r. du Puits-Gaillet, à Lyon.
Gindre-Malherbe, propr., secrét. gén. du Théâtre-Lyrique, r. de la Harpe, 53.
Giot, avoué d'appel, rue aux Ours, 32.
Giot, ancien maire de Saint-Denis (Seine).
Giraud, Président de la Chambre syndicale des maîtres tailleurs, rue Neuf-des-Petits-Champs, 61.
Girardeau et fils, négociants, rue des Jeûneurs, 33.
Glénard, fab. de filets, faubourg Poissonnière, 12.
Godchaux, éditeur de cahiers d'écritures, rue de la Douane, 10.
Godefroy, rue Saint-Denis, 225.
Godillot (Alexis), fab^r d'équipem. militaires, r. Rochechouart, 54-61.
Godin (Paul), avoc., à la Cour r. d'Assas, 15.
Goldenberg, manufacturier, à Zornhoff, près Saverne (Alsace).
Goldschmidt (Léo), rue Murillo, 10.
Goldschmidt (F.), négociant, rue Larochehouart, 27.
Gosselin (le Dr), rue des Pyramides, 2.
Goudard (Henri), président de la Chambre syndicale des entrepreneurs de bâtiments, rue Mirepoix, 5, Toulouse.
Gouin, vice-président de la Chambre de commerce, rue Cambacérès, 4.
Goupil, éditeur de gravures, r. Chaptal, 9.
Gourdault (M^{me}), avenue des Tournelles, 7, à Saint-Mandé.
Goy, négociant, rue Saint-Sauveur, 4 bis.
Grados, estampeur, repousseur en zinc, boulevard Richard-Lenoir, 106.
Graugnard (Dr G.), rue Caumartin, 52.
Graux, avocat à la Cour d'appel, rue Caumartin, 29.
Gravelin fils, rue de Turenne, 127.
Gréard, Insp. gén., Direct. de l'enseign. prim. de la Seine, rue Chomel, 14.
Grellou, nég., rue François 1^{er}, 21 et 23.
Gresland, filateur, place d'Aligre, 2.
Grieninger, consul d'Oldenbourg, rue de la Chaussée-d'Antin, 15.
Griffon, nég., boul. Saint-Martin, 39.
Grimault, quai Jemmapes, 66.
Grisson, teinturier, à Lisieux.
Grognet (H.), filateur, rue de la Prairie, au Petit-Saint-Roch (Amiens).
Grohé, fab. de meubles, av. de Villars, 4.

Grondard (M^{me}), rue Rossini, 1.
Gros, membre d'une commission locale, rue Saint-Antoine, 187.
Gros (G.-G.), à Mulhouse.
Gros Roman Marozeau, à Wesserling.
Grosselin, architecte, quai de la Mégisserie, 14.
Groult, fabricant de pâtes alimentaires, rue Sainte-Appoline, 12, et à Vitry (Seine).
Gruner, insp. gén. des mines, rue d'Assas, 90.
Guastala (M^{me}), r. de la Chauss.-d'Ant., 47.
Gueneau de Mussy (D^r Henri), rue du Cirque, 15.
Guerlain (J.), rue de la Paix, 48.
Guerlain (A.), parfumeur, r. de la Paix, 18.
Guermonprez, docteur-médecin à Fives-Lille (Nord).
Guerre, rue Cail, 17.
Guerre (M^{me} Ch.), rue Cail, 17.
Guibert, président de la conférence de Saint-Vincent-de-Paul, rue Laffitte, 21.
Guillaume, imprimeur sur étoffes, à Saint-Denis.
Guillemin (A.), bijoutier joaillier, rue Vivienne, 43.
Guillochau (Eugène), ouvrier ferblantier, quai des Célestins, 18.
Guillon, nég. en huiles, rue Pavée, 13, au Marais.
Guimet (Emile), fabricant, à Fleurieu-sur-Saône, par Fontaines (Rhône).
Guinet, fabricant, rue du Griffon, à Lyon.
Guiraud, (E.), fabric., au Nouvela, par Mazamet (Tarn).
Guizot (Guillaume), boul. Malesherbes, 53.
Gundelach, à Manheim (gr.-d. de Bade).
Guth (frères), à Mulhouse.
Guy, négociant, quai de Valmy, 29.
Guynet, fabricant de batiste, rue du Sentier, 33.
Haas, fabricant de casquettes, rue du Temple, 71.
Hachette et C^{ie}, lib.-édit., boul. Saint-Germain, 79.
Haguelon, nég., rue de Bellay, 7.
Halma, vérificateur de travaux en bâtiments, r. Libergier, à Reims.
Halphen (M^{me} v^e), rue d'Hauteville, 4.
Halphen (G.), rue Taitbout, 2.
Halphen (J.), négociant, rue Drouot, 18.
Hamelin, manufacturiers, avenue de Messine, 26.
Hamelin (M^{me}), avenue de Messine, 26.
Hardy-Milori, fabricant de couleurs, rue des Francs-Bourgeois, 48.
Haret, entrepreneur de menuiserie, rue de Bruxelles, 14.
Harmel frères, au Val-des-Bois, par Bazancourt (Marne).
Hartog (J.), manufacturier, rue Richer, 42.
Hartzfeld (Léon), Ingr civil à Nancy.
Haussmann (baron), ancien préfet de la Seine, rue Boissy-d'Anglas, 12.
Hayem père, fabricant de chemiserie, rue du Sentier, 38.
Hayem (Armand), conseiller général de Seine-et-Oise, r. des Petites-Ecuries, 46.
Hecht (Myrtil), négociant, r. Bleue, 29.
Hecht (Albert), négociant, r. du Château-d'Eau, 20.
Hecht (Henri), négociant, r. du Château-d'Eau, 20.

Heilbronn (J.), négociant, r. Richer, 52.
Heilmann-Ducommun et Steinlen, Mulhouse (Alsace).
Heilmann frères, à Mulhouse.
Hélain, épurateur d'huiles, rue Vieille-du-Temple, 26.
Helbronner (Maurice), négociant, rue de Cléry, 9.
Hellot (le colonel), boul. Malesherbes, 62.
Hémery (Victor), maître verrier, à la Grande-Vallée, près de Blangy-sur-Bresle (Seine-Inférieure).
Hémonel (E.), emballer, r. St-Denis, 210.
Hendlé (E.), avocat, r. de Châteaudun, 17.
Hénon aîné, anc. nég., b^d St-Michel, 133.
Hénon, fils aîné, courtier en marchandises, r. Notre-Dame-des-Victoires, 44.
Henry (Edouard), avocat à la Cour de Paris, r. de Vaugirard, 48.
Henry-Lepaute, horloger, r. Lafayette, 6.
Hérelle, propriétaire, rue du Faubourg-Saint-Monoré, 134.
Hérisé, bijoutier, rue du Parc-Royal, 12.
Hérissay, imprimeur, à Evreux (Eure).
Hermann, fabricant de chocolat, rue de Charenton, 92.
Hermann, négociant, r. d'Hauteville, 13.
Hermann (W.), négociant, rue d'Hauteville, 42.
Herscher (M^{me}), r. du Chemin-Vert, 34.
Herscher (Ch.), ingénieur civil, rue du Chemin-Vert, 42.
Hersent, entrepreneur de travaux publics, rue de Naples, 4.
Hertemathe, architecte, boul. Saint-Michel, 63.
Hervé-Mangon (M^{me}), r. Saint-Dominique, 69.
Herzog (Antoine), manufacturier, au Logelbach, près Colmar (Haut-Rhin).
Hiéland, fab. de fleurs, r. du Caire, 13.
Hodde (Lucien de la), avocat, rue de Lafayette, 36.
Hodgson Pratt, Esquire, 150, Strand, Londres.
Holland, rue de Lille, 97.
Hombert, président du Patronage des apprentis, à Orléans.
Horstmann, filature et tissage, à Hauguenau (Bas-Rhin).
Horwit, rue Clauzel, 22.
Houette, f. de cuirs vernis, r. Richer, 23.
Houget, manuf., à Verviers (Belgique).
Hubault (E.), rue de Maubeuge, 84.
Hubault, prof. d'histoire au lycée Descartes, rue Bonaparte, 13.
Hubnet (Albert), manufacturier, rue de Téhéran, 9.
Huet, ingénieur en chef, boulevard Saint-André, 9.
Huguenin (Louis), à Mulhouse.
Hugues, parfumeur, à Grasse.
Huillard aîné, fab. de drogueries pour teinture, rue Vieille-du-Temple, 15.
Hulot, direct. de la fab. des timb.-poste, Hôtel des Monnaies.
Hussenot, juge au Trib. de commerce, rue du Mail, 1.
Hutter, adm. délégué de la C^{ie} générale des verreries de la Loire, à Rive-dé-Gier (Loire).
Isidor (Lazare), grand rabbin de France; place des Vosges, 14.

Jacquemart, insp. du travail des enfants dans les manufactures, à Bordeaux.
Jacquin, mécanicien, rue Pernelle, 42.
Jacqz (G.), président de la *Philanthropie commerciale et industrielle du départ. de la Seine*, rue Neuve-Bossuet, 16.
Jametal, banq., rue Vivienne, 53.
Jamme, député à l'Assemblée nationale, à Mazamet (Tarn).
Jannin (M^{re} J.), rue de Provence, 49.
Japy (Em.), fabricant d'horlogerie, rue de Turenne, 144.
Javey, nég., rue Saint-Denis, 224.
Jessé, arbitre de commerce, place de la Madeleine, 13.
Jeuffrain (P.), manufact., à Louviers.
Jeuffrain (A.), ancien président du Tribunal de commerce, à Louviers.
Joannès, propriétaire, rue Neuve-des-Mathurins, 118.
Joinville (baron Maurice de), inspecteur général des prisons, rue de Clichy, 6.
Jolivard et C^{ie}, négociants, r. des Beaux-Arts, 9, à Toulouse.
Joltrois, à Bischwiller (Bas-Rhin).
Joly (Pierre-César), constructeur en fer, Argenteuil (Seine-et-Oise).
Joly (Pierre-Théophile), constructeur en fer, Argenteuil (Seine-et-Oise).
Joret-Desclosières, avocat à la Cour d'appel, rue Thénard, 4.
Joriaux (E.), nég., rue Saint-Fiacre, 14.
Jouanny, faubourg du Temple, 70.
Joubert, membre de l'Assemblée nationale, à Versailles (Seine-et-Oise).
Jourdain, propr., rue de Penthievre, 7.
Jovart (Alph.), avocat à la Cour de Paris, rue Blanche, 74.
Jubin (Emile), commissionnaire en marchandises, rue de Chabrol, 69.
Juillard et Mégnin, à Mulhouse.
Julia (Alfred), sous-chef au ministère de la justice, rue Poussin, 32.
Julien, filateur de coton, à Rouen, rue d'Elbeuf, 45.
Kamper (Henri), contre-maitre, r. de Reuilly, 73.
Khan (J.), négociant, rue d'Hauteville, 42.
Kleulin et C^{ie}, m^r, à St^e-Marie-aux-Mines.
Klenzy (Victor), constructeur-mécanicien, rue de la Folie-Regnault, 14.
Klenzy (Léon), constructeur-mécanicien, rue de la Folie-Regnault, 14.
Klotz, négociant, place des Victoires, 2.
Kœchlin (J.), rue Saint-Fiacre, 9.
Kœchlin (A.), Société alsac. de constructions mécaniques, à Mulhouse.
Kœchlin (Rodolphe), manufacturier, à Mulhouse.
Kœchlin (Fritz), à Mulhouse.
Kœchlin (Emile), anc. maire, à Mulhouse.
Kœchlin (frères), négoc., à Mulhouse.
Kœchlin-Steinbach (Alfred), rue Ville-Lévéque, 42.
Kœhler (Ed.), tann. et fournitures militaires, à Strasbourg.
Kolb (frères), mécaniciens, à Strasbourg.
Komar (comte de), rue de Turin, 8.
Kuhlmann, manufacturier, à Lille.
Kuhmann et C^{ie}, manufacturiers, à Mulhouse.
Küssa, cons. des hypoth., à Mulhouse.
Kussel, nég., rue Mogador 11

Labarthe, rue Jacob, 19.
Labbé (E.), maison Labbé Joriaux, rue de Choiseul, 15.
Labbé (Paul), avocat à la Cour d'appel, rue de Choiseul, 15.
Laboulaye (Ed.), sénateur, imp. Béthune, à Glatigny (Seine-et-Oise).
Lacarrière (Amédée), r. de l'Entrepôt, 16.
Lachaud, avocat à la Cour d'appel, rue Bonaparte, 14.
Lacour (J.-B.), appréteur, à Sainte-Marie-aux-Mines (Haut-Rhin).
Lacroix, fileur et moulineur de soie, à Saint-Joseph, près Montélimart (Drôme).
Lacroix, fab. de pap., rue Mazarine, 60.
Laderich fils, à Épinal (Vosges).
Lagarde (l'abbé), vicaire général, rue de Vaugirard, 66.
Lagoutte (J.), ancien mait. de forges, rue Saint-Honoré, 372.
Lagrenée (M^{re}), rue Portalis, 9.
Lainé fils, fondeur-mécanicien, rue du Faubourg-du-Temple, 59.
Lainé (Omer), courtier de commerce, rue de l'Ecliquier, 30.
Lalancé (Auguste), à Mulhouse.
Lallemand, manuf., à Sénonès (Vosges).
Lallemand, rue Joubert, 14.
Lallemand, avocat, à Versailles.
Lamaille (M^{re}), rue de Monceau, 63.
Lambert, conseiller à la Cour des Comptes, rue Godot-de-Mauroy, 1.
Lambert (Léon), avocat à la Cour d'appel, rue du Quatre-Septembre, 2.
Lamé-Fleury, ingénieur en chef des Mines, rue de Verneuil, 62.
Lamoureux, imprimeur en taille-douce, rue Lacépède, 33.
Landon, négociant, rue Montorgueil, 67.
Lang (Emmanuel), fils, filateur, à Nancy.
Lang et fils, fab. de toiles métalliques, à Schelestadt (Bas-Rhin).
Langénieux (Mgr), archevêque, à Reims (Marne).
Langlois de Neuville, chef de division au Ministère des Travaux publics, rue d'Amsterdam, 21.
Langlois, marbrier, président du Syndicat général, r. Folie-Méricourt, 24.
Langlois, nég. en soies, r. de Gèvres, 14.
Lantar, doct. en méd., à Mazamet (Tarn).
Lantiez (l'abbé), directeur du Patronage de Nazareth, chemin du Moulin, 1.
Lantmann Reichard, Erstein (Alsace).
Lantz (Lazare), à Mulhouse.
La Roche-Joubert, fabricant de papiers, rue Jean-Lantier, 9.
Larrey (le baron P.), président du Conseil de santé des armées, membre de l'Institut, rue de Lille, 91.
Larsonnier (G.), négociant, rue des Jeûneurs, 23.
Lassource, fabricant, à Mazamet.
Latry, fab. de couleurs et bois durci, rue des Archives, 19.
Laumonier, manuf., à Flers (Orne).
Laurent aîné, fondeur-mécanicien, à Dijon (Côte-d'Or).
Laurent-Richard, rue de Rivoli, 91.
Lauverjat (de), propriétaire, rue de Luxembourg, 51.
Laval (M^{lle} M.), directrice de l'Institut normal, rue Jacob, 39.

Lavaurs, rue du Hâre, 9.
 Laveissière (E.), r. de la Verrerie, 33.
 Laveissière (Jules), négociant en métaux, rue de la Verrerie, 53.
 Lavessière père, admin. du Comptoir d'escompte, rue de la Verrerie, 53.
 Laville, médecin, rue du Bac, 92.
 Lavollée, anc. préfet, G^de-R. de Passy, 76.
 Lebaudy, raffineur de sucre, rue de Flandre, 23.
 Lebel (G.), architecte, à Montchanin-les-Mines (Saône-et-Loire).
 Le Bihan, propriétaire, à Landerneau.
 Leblanc (J.), boul. de Strasbourg, 63.
 Lebon, fab. de boîtes, r. Bouchardon, 43.
 Le Bris (M^{me}), boul. Malesherbes, 39.
 Leclert (C.), notaire, à Charenton.
 Leclert (le docteur), b. Malesherbes, 37.
 Leclert, n^o en bois, G^de-Rue, 41 (Auteuil).
 Leduc, nég. en chapeaux de paille, rue du Faubourg-Poissonnière, 3 et 7.
 Lefebvre (Léon), Secrétaire général de la Société de protection des apprentis, avenue Montaigne, 73.
 Lefebvre (Th.) et C^{ie}, rue de Douai, 405, à Lille.
 Lefebvre-Ducatteau, man., à Roubaix.
 Lefèvre (Emile), nég., en laines, à Sedan (Ardennes).
 Lefèvre, fab. de vernis, r. d'Aboukir, 415.
 Lefort (Joseph), avocat à la Cour d'appel, r. Saint-Honoré, 332.
 Lefranc, fab. de coul., r. de Turenne, 64.
 Lefranc (Jules), ancien fabricant, boulevard Beaumarchais, 56.
 Legendre, nég., boul. Beaumarchais, 50.
 Legendre, r. Saint-André-des-Arts, 49.
 Legentil, membre du Comité consultatif des Arts et Manufact., r. Paradis-Poissonnière, 51.
 Legouvé, de l'Acad. franç., r. St-Marc, 44.
 Legoux, procureur de la République, à Corbeil (Seine-et-Oise).
 Legrand (Eug.), licencié en droit, rue Miramand, 45.
 Legrand (A.), nég., rue Bergère, 26.
 Lehideux, banq., r. de la Banque, 46.
 Lelogeais, nég., port de Bercy, 42.
 Lelogeais (M^{me}), port de Bercy, 42.
 Lelong (Théodore), chef de la blanchisserie de Courcelles, r. de Courcelles, 153.
 Lemaignan, fab. de draps, à Lisieux.
 Lemaigre, fabricant, rue de Birague, 44.
 Lemaître, fab. de jum., r. Oberkampf, 22.
 Lemaître, employé, rue de l'Université, 34.
 Le Maout, avocat à la Cour d'appel, Châteaudun, (Eure et Loir).
 Lemaréchal (Lucien), négociant en métaux, rue Chapon, 3.
 Lemaréchal (M^{lle}), rue Chapon, 3.
 Lemoine (M^{me} E.), rue des Sablons, 80.
 Lemoine (Henri), fab. d'ébénisterie, rue des Tournelles, 47.
 Lemoine-Montigny, directeur du Gymnase, r. de la Tour, 75.
 Lemoine-Montigny (C.), rue de la Tour, 75.
 Lemoine-Montigny (D.), rue de la Tour, 75.
 Le Moine (L.-A.), manufacturier, à Plessis-Offranville (Seine-Inférieure).

Lentaigne, notaire, r. Louis-le-Grand, 44.
 Lerchental (H.), rue de Montmorency, 46.
 Lerchental, maroquinier, r. Turbigo, 78.
 Leroux (Emile), ingénieur civil, r. Louis-le-Grand, 4.
 Leroux, dépositaire de M. Bruzon, fab. de céreuse, à Tours, r. Bourtibourg, 42.
 Le Roy, anc. mait. des requêtes au Conseil d'Etat, rue du Havre, 7.
 Leroy (J.), fabricant de papiers peints, rue Lafayette, 170.
 Le Roy-Dufour, ancien manufacturier r. Saint-Lazare, 75.
 Lesage, chef d'instit., r. des Minimes, 42.
 Letestu, fab. de pompes, r. du Temple, 148.
 Letourneur (Jacques), directeur du Crédit Lyonnais, à Lyon.
 Leuilleux (M^r), évêque de Carcassonne (Aude).
 Levaigreur (F.), r. de Grammont, 46.
 Levaigreur (M^{me} F.), r. Grammont, 46.
 Levaigreur (M^{lle}), r. de Grammont, 46.
 Levainville et Rambaud, manufacturiers, 44, rue du Port-Royal.
 Levasseur et Lecarpentier, à Lisieux.
 Levier, s-dir. du Créd. fonc., r. Mont-Thabor, 27.
 Levillain, administ. au Comptoir d'escompte, rue Marignan, 46.
 Lhuillier, adjoint à la Mairie du III^e arr., boulevard de Sébastopol, 65.
 Liebig (M^{me} la b^{ne}), à Reichenberg (Bohême-Autriche).
 Linarès, inspecteur du travail des enfants dans les manufactures, Avignon (Vaucluse).
 Linzeler (E.), joaillier-orfèvre, boulevard de la Madeleine, 17.
 Loewenguth, manuf., à Strasbourg.
 Loewenstein, nég., rue de la Rochefoucauld, 27.
 Loiseau (M^{me}), rue Maubeuge, 6.
 Loizillon (M^{lle}), inspectrice générale des salles d'asile et des écoles des filles, avenue de la Mothe-Piquet, 47.
 Loreau (A.), r. Saint-Lazare, 77.
 Lorme (A. de), passage Saulnier, 48.
 Lourdel, joaillier, rue d'Hauteville, 52-68.
 Lourdes (Ch.), filateur, à Mazamet.
 Loyer (H.), à Lille.
 Loys (F. de), fil., route de Creux, à Rouen.
 Loysel, admin. de la C^{ie} d'assurances marit., avenue des Champs-Élysées, 12.
 Luc, tanneur-corroyeur, à Nancy.
 Lung, fr., à Moussey, pr. Sénonnes (Vosges).
 Lycée Condorcet.
 Lycée Cornelle.
 Lycée Descartes.
 Lycée Saint-Louis.
 Maas, dir. de la C^{ie} l'Union, r. de la Banque, 15.
 Macé (Jean), pension. du petit château de Montiers, par Neuilly-St-Font, (Aisne).
 Maës, f. de crist., cr des Petites-Ecuries, 9.
 Maffre (C.), fab., à Aussillon, par Mamey.
 Magnier, nég., rue d'Uzès, 7.
 Mahieu-Delaigre, filateur, à Armentières (Nord).
 Maillard, anc. négociant, Château de la Villette, à Louviers (Eure).
 Maillard (Victor), nég., rue des Petites-Ecuries, 9.

Maistre, manuf., à Villeneuve, par Clermont (Hérault).
Malarce (A. de), secrétaire perpétuel de la Société des Institutions de Prévoyance, rue de Verneuil, 55.
Malescourt, négociant, à Saint-Jean-de-Bournay (Isère).
Mallet (Alph.), de la Chambre de commerce, rue d'Anjou-Saint-Honoré, 37.
Mallet, nég., rue Lafayette, 86.
Mallet-Bachelier, anc. imp.-lib., rue de Médicis, 17.
Malouet (b^{ne}), anc. Cons. à la Cour des Comptes, rue de Lille, 72.
Mame fils, imprimeur, à Tours.
Mame père, imprimeur, à Tours.
Mangeot frères, facteurs de pianos, à Nancy.
Manuel frères, fileurs de coton, rue des Amidonniers, 39, Toulouse.
Marbot (M^{me} la baronne A. de), rue Duphot, 43.
Marcelle (l'abbé), directeur du patronage de N.-D. de Bonne-Nouvelle, rue de la Chaîne, 44, Toulouse.
Marchand (E.), nég., rue de Rivoli, 232.
Marestaing de Maurau (Hippolyte), directeur de la Préservatrice, rue Louis-le-Grand, 8.
Marguerin, administrateur supérieur des Ecoles municipales, rue d'Auteuil, 41 bis.
Margueritte, chim., faub. St-Honoré, 203.
Mariénval, fab. de fleurs, président du Conseil des Prud'hommes, rue Saint-Denis, 208.
Marini, ingr des ponts-et-chaussées, rue de la Chaussée-d'Antin, 23.
Marjolin (Dr), chirurgien hon. des hôpitaux, rue Chaptal, 46.
Marjolin (Georges), rue Bellechasse, 44.
Marjolin (M^{me} v^e), rue de la Paix, 4.
Marnas, teinturier, à Lyon.
Marochetti (M.), rue Tronchet, 8.
Marochetti (M^{me} v^e), rue Tronchet, 8.
Marqfoy, ing. des ponts-et-chaussées, rue de Moncey, 22.
Martí (P.), manufacturier en horlogerie, à Montbéliard (Doubs).
Martin (L.), administrateur de la caisse d'épargne, rue de la Nativité, 20.
Martin, fabricant, à Tarare (Rhône).
Martin (Félix), r. Villers, 30.
Martin (Tommy), avocat à la Cour d'appel, rue d'Anjou-Saint-Honoré, 17.
Martinet, imprimeur-typographe, rue Mignon, 2.
Masquellier fils, au Havre.
Masse, avocat, r. d'Antin, 49.
Massière, fabricant d'osier en feuilles, rue Saint-Martin, 220.
Massignon, rue Perrault, 4.
Masson (Georges), libraire-éditeur, rue Hautefeuille, 40.
Masurier, arm., rue d'Aumale, 46.
Mathieu, ingénieur au chemin de fer du Midi, rue Casimir-Périer, 27.
Mathieu, vice-président de l'Association pour le placement des apprentis, boul. Magenta, 9.
Mathieu, ingénieur à la manufacture des tabacs, à Dieppe.
Mauguin, fileteur, rue d'Aboukir, 60.

Maunoury, Wolff et C^{ie}, fab. de papiers, rue des Archives, 40.
Maurel (F.), anc. manuf., rue du Faubourg-Saint-Denis, 191.
Maurice (G.), inspecteur du travail des enfants dans les manufactures, rue Jacob, 28.
May (H.), étud. en droit, r. Thévenot, 41.
May (R.), étud. en droit, r. Thévenot, 41.
Mayeur, nég., rue Linné, 48.
Mayeur fils, nég., rue Linné, 48.
Mayniel, auditeur au Conseil d'Etat, rue du Cirque, 5 bis.
Mazade (A. de), manufacturier, boulevard Sébastopol, 71.
Mazaroz-Riballier, fabricant de meubles d'art, boul. Richard-Lenoir, 400.
Meignan, p^{re}, rue du Bac, 40.
Meinsohn, fabricant de toiles, à Cernay (Haut-Rhin).
Melun (Vie de), rue Saint-Dominique, 76.
Ménage, r. Neuve-des-Petits-Champs, 63.
Ménier, manufacturier, rue Sainte-Croix-de-la-Bretonnerie, 37.
Méquillet, Noblot et C^{ie}, à Héricourt (Haute-Saône).
Mercier, directeur de la Société d'Ourscamps, par Carlepont (Oise).
Merle (Adrien), manuf., à Saillans (Drôme).
Méry-Samson, à Lisleux.
Meugy, ingénieur en chef des mines, rue Madame, 53.
Meunie (F.), r. de Rivoli, 22.
Meurine, propriétaire, 43, rue de l'Université.
Meuriot (André), docteur-médecin, rue Berton, 47.
Meyer, parf., boul. de Strasbourg, 37.
Meys, syndic, boulevard Magenta, 59.
Michaut, de la manufac. de cristaux de Baccarat, rue de Paradis, 30 bis.
Michel, ingr, cours Napoléon, 40, Lyon (Rhône).
Mieg et C^{ie} (Ch.), à Mulhouse.
Migneret, anc. Cons. d'Etat, à Montmirey-la-Ville, par Moissey (Jura).
Millescamps (Gustave), boulevard Malesherbes, 49.
Millet, bijoutier, rue de Saintonge, 26.
Milliot, avoué près le Trib. de la Seine, rue Grange-Batelière, 8.
Mirault (H.), avocat, fbg. Poissonnière, 23.
Moisset Foye, tapis et literie, r. Neuve-des-Petits-Champs, 63.
Moisson, courtier d'assur. maritimes, rue Caumartin, 22.
Mollet-Desjardins, manufacturier, rue Henri IV, à Amiens.
Mondolot fils, fabricant d'appareils gazogènes, rue du Château-d'Eau, 72.
Monduit, plomb., boul. de Courcelles, 404.
Monjean, direct. du collège Chaptal, rue Blanche, 45.
Monnier (l'abbé), directeur de l'Œuvre de la jeunesse, à Saint-Etienne.
Monot, maître verrier, à Pantin (Seine).
Montandon (Henri), fab. de ressorts d'horlogerie, boul. Beaumarchais, 88.
Montbrun (le vicomte), rue de Lyon, 61.
Montgolfier, père et fils, fab. de papiers, rue Palestro, 39.
Montsarrat, méd., à Mazamet (Tarn).
Moreau (Frédéric), r. de la Victoire, 98.

Moreau (M^{me} F.), rue de Londres, 29.
Moreau (M^{me} A.), rue de Londres, 29.
Moreau (A.), rue Saint-Georges, 2.
Moreau-Degois (M^{me}), fab. de fleurs, r. Saint-Honoré, 288.
Moreau-Chaslons (Georges), boul. Malesherbes, 25.
Morel, manuf., à Melun-s-Yèvre (Cher).
Morel-Motsch, à Cernay.
Moreno-Henriquez, directeur de la manutention de la Chambre de commerce de Paris à la douane, rue de Rivoli, 142.
Mornand (J.), entr. à Vizille (Isère).
Morris (Gabriel), imprimeur, rue Amelot, 64.
Mouchon, graveur, rue Saint-André-des-Arts, 27.
Mouchy (duc de) fils, à Mouchy-Noailles (Oise).
Mouchy (duchesse de), à Mouchy-Noailles (Oise).
Mouchy (duc de), à Mouchy-Noailles (Oise).
Moullé (Louis), bijoutier, rue Saint-Savin, 66.
Mourceau, fabricant, rue de Rome, 145.
Mousset-Grison, fab^r, faubourg Saint-Antoine, 2.
Muller (A.), ancien juge au Tribunal de commerce, rue de Londres, 56.
Müller (Em.), professeur à l'Ecole centrale, rue des Martyrs, 19.
Murat (princesse), avenue Montaigne, 2.
Muron (M^{me} C.), boul. Malesherbes, 25.
Muron (C.), boul. Malesherbes, 25.
Muron (P.) fils, boul. Malesherbes, 25.
Muron (A.) fils, boul. Malesherbes, 25.
Muron (M.) fils, boul. Malesherbes, 25.
Nadaud, inspecteur du travail des enfants dans les manufac., à Lille (Nord).
Najeau, manuf., rue de Cléry, 45.
Nast (Emile), avocat à la Cour d'appel, rue Paradis-Poissonnière, 47 bis.
Nathan-Picard (Charles), manufacturier, rue Saint-Nicolas, à Nancy (Meurthe-et-Moselle).
Nattan (G.), bijoutier, r. de Grammont, 16.
Naud, membre de l'Union nationale, rue Saint-Lazare, 77.
Neau (Ernest), fabricant de boutons, rue d'Angoulême, 66 (cit. d'Angoulême, 3).
Newel, fab. de pap. rue Martel, 5.
Newton-Scott (Ch.), rue Royale-Saint-Honoré, 44.
Nicolle, verrier, à Aubervilliers.
Noël (Ch.), banquier, faubourg Poissonnière, 9.
Noël, rue du Regard, 5.
Noël (C^{te}), rue Neuve-des-Capucines, 22.
Norberg (J.), Maison-Berger-Levrault, à Nancy (Meurthe-et-Moselle).
Normand frères, à Romorantin (Loir-et-Cher).
Normant, négociant, rue de Rivoli, 57.
Obernödorffer (Hugo), banquier, rue Larochehoucauld, 28.
Oberthur, imprimeur, à Rennes.
Odiot, orf^{re}, rue Basse-du-Rempart, 72.
Ogier, rue de Chabrol, 45.
Olivier (Emmanuel), attaché au Minist. des finances, rue Mansart, 4.

Olivier-Pinot, imagerie, à Epinal (Vosges).
Olombel fils, fabricant, à Mazamet.
Onfroy, directeur de la C^{ie} d'assurances La Nationale, rue de Grammont, 13.
Oriolle fils et **Rochard**, filateurs de laine, rue Beaurepaire, 42, à Angers.
Orville, anc. magistrat, rue Saint-Dominique-Saint-Germain, 71.
Oudry, ingénieur-électricien, route de Versailles, 52.
Ouvriers (les) de la maison Christoffe et C^{ie}, rue de Bondy, 56.
Pacon, fab. de papiers peints, rue de Reuilly, 73.
Pages (b^{ne} de), p^e de la Madeleine, 30.
Paillard, fabricant de bronzes, rue de Turenne, 59.
Paillard, fabricant de miroirs, avenue Parmentier, 20.
Pallu, Directeur de la Société du Vésinet, rue Taitbout, 63.
Pamar (V. r.) Notre-Dame-des-Victoires, 42.
Pamar, courtier de commerce, rue de la Victoire, 42.
Pareau et C^{ie}, clouterie, à Montbéliard (Doubs).
Parent et Lemaire, fil^{re} de coton, à Roubaix.
Parfoury, marbrier, r. Saint-Sabin, 62.
Paris (Ch.), maître verrier, au Bourget.
Parisot, fabricant de coutellerie, rue de la Paix, 24.
Pasquier, fabricant de papiers, à Beauchêne, par Loulaye-l'Abbaye (Orne).
Passy (L.), député, rue de Cléry, 45.
Patinet (Georges), Préfet du département de l'Indre, à Châteauroux.
Payen, nég. en soie, rue de Cléry, 9.
Payen (M^{lle}), r. Violet, 77, à Grenelle.
Pellerin (fils), marchand de graisse, rue des Lombards, 7.
Pelouze (E.), chim., rue Delaborde, 34.
Pelpel, nég., r. du Renard-St-Merri, 34.
Peltreau (M^{me}), à Château-Renault.
Penicaud et Naude, négociant, r. des Jeûneurs, 23.
Penot, D^r de l'Ecole de commerce, à Lyon (Rhône).
Pereire (G.), faubourg Saint-Honoré, 35.
Péris (Augustin), prop^{re}, à Mazamet.
Périn (Jules), D^r en droit, sup^r du juge de paix du V^e arr., Secrétaire de la Société de protection, rue des Ecoles, 8 (mardi et vendredi, de 5 h. à 6 h. du soir).
Perrin (le docteur), secrét. de la Com. des logements insalubres, rue de Saint-tonge, 66.
Pesier, chimiste, à Valenciennes.
Pétel (Augustin), rue Pasquier, 9.
Petibon, rentier, rue de l'Eglise, 43, à Boulogne (Seine).
Petit (Francis), expert en tableaux, rue Saint-Georges, 7.
Petit (Ch.), négociant en fleurs, rue Neuve-des-Capucines, 9.
Philipps, ing. en chef des mines, membre de l'Institut, rue Marignan, 27.
Philpon (Bernard), à Romilly (Aube).
Plat, fondeur en métaux, r. St-Maur, 49.
Picard, éditeur, r. des Petites-Ecuries, 49.
Picot, juge d'instruction au Tribunal de la Seine, rue Pigalle, 34.

Picquefeu (V.), fab. de soies, boulevard Sébastopol, 40.
Pillet (M^{me}), rue Rougemont, 6.
Pillivuyt, fabricant de porcelaine, rue de Paradis, 46.
Pilter, fabricant de machines agricoles, rue Alibert, 24.
Pinet, Président de la Chambre syndicale des fabricants de chaussures, rue Paradis-Poissonnière, 44.
Pitet, fabricant de pinceaux, rue du Faubourg-Saint-Denis, 24.
Piver (Al.), rue de Thoirigny, 30.
Piver, parfumeur, boul. de Strasbourg, 40.
Plarr, teinturier, à Saint-Dié (Vosges).
Plarr-Boechler, filatr., à Haysersberg (Haut-Rhin).
Plassiard, inspecteur du travail des enfants dans les manufactures, à Nancy.
Pleyel-Wolff, fabricant de pianos, rue Rochechouart, 22.
Plichon, f^{er} en fer, rue du Chemin-Vert, 99.
Plon fils, imprimeur, r. Garancière, 8-10.
Plouvier, direct^r de C^{ie} d'assurances, place de la Bourse, 8.
Poirret, fab. de fils de laine, boul. de Sébastopol, 27.
Poirrier, fab. de couleurs d'aniline, rue d'Hauteville, 49.
Poisson (M^{lle} Blanche), directrice d'un atelier de tapisserie à l'aiguille, rue de Rambuteau, 22.
Poitevin (Ch.), prés. de la Chambre consultative, à Louviers.
Pombas, constr.-mécanicien, à Reims.
Pommier (Ch.), fab. de produits chimiques, rue Barbette, 2.
Ponche (Narcisse), filateur, à Amiens (Somme).
Porcher, Directeur de l'École Turgot, rue de Turbigo, 69.
Porion, distillateur, à Wardrecques (Pas-de-Calais).
Poussielgue-Rusand, fab. de bronzes, rue Cassette, 15.
Poussin (A.), manuf.; secrétaire de la Chambre consultative, à Louviers.
Poyard, négociant, rue Poissonnière, 24.
Prestat, procureur de la République, à Blois.
Pretavoine, maire de Louviers.
Prevot, avoué, rue Caumartin, 9.
PP. Jésuites (le Père procureur des), à l'Ecole des PP. Jésuites, r. Vaugirard, 349.
Provisseur (le), au lycée Saint-Louis, boul. Saint-Michel, 44.
Puech frères, fab., à Mazamet (Tarn).
Puteaux, ancien conseiller municipal, boulevard de Batignolles, 50.
Quantin, imprimeur-typographe, r. Saint-Benoît, 7.
Quétel-Trémois, constructeur-mécanicien, quai de la Marne, 34.
Quevremont (M^{me}), rue Portalis, 9.
Raboin de Boisserolles, directeur du Patronage Sainte-Geneviève, boulevard Saint-Michel, 79.
Raguet-Lépine, rue de Varennes, 56.
Raimbert, membre de la Chambre de commerce, boulevard de Strasbourg 49.
Raingo (V.), rue Vieille-du-Temple, 402.
Rallet (A.), propriétaire, à Grenoble.
Ramade, avocat, à Mazamet.

Ramé, papetier, rue d'Aboukir, 6.
Ramousset, architecte, rue Crétet, 5.
Ranchon (Georges), architecte, rue Lafayette, 134.
Rapet, inspecteur gén. hon. de l'enseignement primaire, rue de la Visitation, 6.
Ratisbonne (E.), r. Saint-Honoré, 422.
Ratomski (Alfred), rue Duphot, 15.
Raynaud, parfum., r. Saint-Honoré, 207.
Reber (J.-G.), teinturier, à Sainte-Marie-aux-Mines (Haut-Rhin).
Reber, Schwartz et C^{ie}, à Mulhouse (Alsace).
Redouly et C^{ie}, entrepreneurs de peinture (ancienne maison Leclaire), rue Saint-Georges, 11.
Regnier (J.), rue Vieille-du-Temple, 30.
Renard, entrepreneur de travaux, rue d'Astorg, 34.
Renault (M^{me}), r. des Saints-Pères, 52.
Rendu (Ambroise), avocat à la c^{re} d'appel, r. de l'Université, 41.
Renouard, avenue Bugeaud, 48.
Reverchon (Honoré), directeur de la Compagnie des forges d'Audincourt, à Audincourt.
Rhodé, nég. en soies, r. du Caire, 2.
Rhoné (M^{me} Ch.), fbg. Saint-Honoré, 135.
Rhoné-Pereire (M^{lle}), fbg. St-Honoré, 135.
Richard aîné, fab., rue de Turenne, 69.
Richard (Max.), député, à Versailles.
Riché (Léon), nég., rue de Belzunce, 20.
Richebois, propriétaire, rue de Thoirigny, 20.
Ricord (docteur), de l'Académie de médecine, rue de Tournon, 6.
Riéder (Amédée), à l'Île-Napoléon, près Mulhouse.
Riéder (Aimé), à Mulhouse.
Riedmatten (Armand de), avocat, boulevard Saint-Michel, 26.
Rigolot, teinturier, b. Beaumarchais, 32.
Rimmel, parfumeur, boulevard des Italiens, 17.
Riottot, fab. de papiers peints, rue de Reuilly, 73.
Risler et C^{ie}, à Cernay (Haut-Rhin).
Ritteau, filateur de laine, rue Saint-Maur-Popincourt, 74.
Robert (Charles), Directeur de la Compagnie l'Union (Vie), Vice-président de la Société de protection des Apprentis, rue de la Banque, 15.
Robin (le Dr Albert), rue Madame, 56.
Robin, directeur du Patronage Saint-Joseph, à Versailles.
Robin (M^{me} ve), à Dijon.
Robin (le pasteur), villa Ottoz, 21, rue Piat, Belleville.
Robiquet (Paul), avocat à la Cour d'appel, r. de Rennes, 90.
Roche (P.), avoué près le trib. de 1^{re} inst., r. de Grammont, 3.
Roche (Isidore), ingénieur civil, rue de Strasbourg, 17.
Rohart, fab. d'engrais, r. Legendre, 55.
Rolland (Ch.), direct^r g^{ral} des Manuf. de l'Etat, memb. de l'Institut, r. de Rennes, 66.
Rollin, Direct. de la C^{ie} d'assurances La France, rue de Châteaudun, 24.
Rondeau et Bridault, rue du Château-d'Eau, 60.
Rondelet, chasublier, r. Bonaparte, 74.

Rondillon, ébéniste, r. Caumartin, 9.
Roret, libraire, rue Hautefeuille, 42.
Rose, dir. des ventes de Baccarat, rue de Paradis-Poissonnière, 30.
Rosenfeld (Jules), chef d'institution, rue Condorcet, 31.
Rostaing (Léon), manufacturier, à Vidalon-les-Annonay (Ardèche).
Roswag et fils, fabricants de toiles métalliques, à Schélestadt (Alsace).
Rothschild (A. de), rue St-Florentin, 2.
Rothschild (baron James-Nathaniel de), rue Friedland, 38.
Rothschild (Gustave de), rue Laffite, 23.
Rouquès (Valère), emballer, rue du Faubourg-Saint-Antoine, 21.
Rousseau (H.), nég. en vins, rue des Fossés-Saint-Bernard, 22.
Rousseau, fabricant de produits chimiques, rue des Ecoles, 44.
Roussel, boulevard Haussmann, 133.
Rouvenat et Lourdel, fab. joailliers, rue d'Hauteville, 62.
Rouvière-Houlès, prop., à Mazamet.
Roy (Gust.), nég., rue Moncey, 44.
Rozey (Emile), boul. Saint-Germain, 98.
Rudelle (Théodore), subst. du proc. de la République, à Versailles (Seine-et-Oise).
Sahler (L.), filat., à Audincourt (Doubs).
Sainte-Claire Deville (H.), membre de l'Institut, rue Taranne, 7.
Saint-Père, architecte, fondateur d'une Maison de retraite pour la vieillesse, à Vaugirard, rue Jacob, 1.
Saint-Père (fils), architecte, r. du Vieux-Colombier, 29.
Saint-Priest (baron de), inspecteur général de l'enseignement technique et des écoles d'arts et métiers, rue de l'Arcade, 34.
Sakakini (J.), place Vendôme, 40.
Sakakini (M.), rue Auber, 7.
Sallandrouze de Lamorais, manufacturier, boul. Poissonnière, 23.
Salmon (Louis), nég. en plumes, rue d'Hauteville, 30.
Sandt (de), propr., avenue du Roule, 27.
Sarrail (A.), Président de la Chambre syndicale des entrepreneurs de peinture, à Bordeaux.
Savard, fab. bijoutier, rue St-Gilles, 22.
Savart, fabricant de chaussures, rue Saint-Martin, 123.
Savouré (Achille), administrateur du bureau de bienfaisance du V^e arrond., rue Lacépède, 7, à Paris.
Say (Léon), sénateur, rue Labruyère, 43.
Sazerat (L.), fabricant de porcelaine à Limoges.
Scellos, fabricant de cuirs vernis, boulevard Voltaire, 74.
Schaeffer, industriel, rue Neuve, 46, à Aubervilliers.
Schaerff, ancien Dr des mines de Deuze, à Marqu, c^e de Champvert (Nièvre).
Schenauer (Daniel), r. de la Banque, 14.
Schloss (W^m), rue Saint-Georges, 27.
Schloss (Simon), fab., rue Chapon, 15.
Schlumberger (Théodore), à Mulhouse.
Schlumberger (A.), à Guebwiller (Alsace).
Schlumberger, Steiner et C^{ie}, à Mulhouse.
Schmidt (Paul), rue Oberkampf, 123.

Schneider, directeur du Creuzot.
Schoeffer (G.), à Dornach (Alsace).
Schoetter (J. - Joseph), manufacturier, boulevard de Sébastopol, 63.
Schoulart (Charles) fils, filateur, à Ste-Marie-aux-Mines (Alsace).
Sciama frères, marchands de diamants, rue d'Hauteville, 40.
Schweigsuth et de Lacroix, à Mulhouse.
Segoffin (Charles), ancien industriel, rue Saint-Denis, 436, Courbevoie (Seine).
Séligmann frères, agents de change, rue Drouot, 4.
Sérurier (le comte), rue d'Argenson, 1.
Seydoux, fab., rue de Clichy, 52.
Sichel (Ed.), chim., r. Vivienne, 36.
Siéber, régent de la Banque de France, rue de Paradis, 23.
Siegfried (J.), au Havre (Seine-Inf^{re}).
Signol, memb. de l'Institut, r. d'Assas, 86.
Simon (J.), sénateur, pl. de la Madeleine, 8.
Simon, const. de mach., à St-Dié (Vosges).
Singer (Henri), rue de Clichy, 59.
Société des houillères de Ronchamp, M. le directeur (Haute-Saône).
Société de la Vieille-Montagne, rue Richer, 47.
Société de secours mutuels de la maison Leclair, rue Saint-Georges, 44.
Société d'impression alsacienne, à Mulhouse.
Société industrielle d'Elbeuf.
Société industrielle de Reims.
Somasco (Ch.), ingénieur civil, rue du Chemin-Vert, 44.
Sommier fils, raffineur, r. de Flandre, 145.
Soudée, nég. en spiritueux, b. Mazas, 1.
Soulier (Ch.), à Lyon.
Souplet, à Saint-Quentin.
Sriber (Alphonse), nég. en tissus-caoutchouc, rue de Turbigo, 21.
Stehelin, (Ed.), à Bitschwiller (Alsace).
Stehelin frères, filateurs, à la Char treuse, près Strasbourg.
Stein (A.), fab. de cordages, à Mulhouse.
Steinbach (Georges), à Mulhouse.
Steiner (Ch.) teinture et impression, à Ribeauvillé (Alsace).
Stern, graveur, pass. des Panoramas, 47.
Stoecker, à Mulhouse (Alsace).
Strohl (Aug.), à Bâle (Suisse).
Suzor (A.), nég. en mercerie, boulevard Sébastopol, 62.
Tabarin, fab. de limes, rue Amelot, 62.
Tachard (Albert), à Nieder-Morschwiller.
Tailbouis, fabricant de bonneterie, avenue de l'Opéra, 6.
Tailbouis (M^{me}), avenue de l'Opéra, 6.
Talamon (Félix), manufacturier, rue de Richelieu, 64.
Tallon, membre du Conseil général du Puy-de-Dôme, rue des Beaux-Arts, 2.
Tardieu, docteur en méd., r. Saint-Honoré, 364.
Tavernier, manufacturier, rue Neuve-des-Capucines, 20.
Teisserenc (Jules), manufac., à Lodève (Hérault).
Teissonnière, place du Théâtre-Français, 4.
Terninck (A.), fab. de sucre, à Rouéz, par Villequier-Aumont (Aisne).

Tessier (F.), nég., r. du port de Bercy, 12.
Teste, manif. d'épingles à tête d'émail, à Lyon (Vaise).
Thénard (baron), de l'Institut, place St-Sulpice, 6.
Thénard (Arnoul), place St-Sulpice, 6.
Thiébauld (V.), fond., faub. St-Denis, 144.
Thiriez père et fils, filateurs, à Lille.
Thierry-Mieg et C^{ie}, à Mulhouse.
Thomas, banquier, rue de Londres, 10.
Thorel, conseil. mun. de Paris, rue du Sentier, 11.
Thorens et C^{ie}, à Mulhouse.
Thouvenin, directeur de la verrerie de Wallerysthal (Meurthe).
Thuret (M^{me} née Fould), r. de Berry, 24.
Thurneyssem-Pereire, rue Faubourg-Saint-Honoré, 35.
Tiercinier, représentant de fabrique, r. Thévenot, 16.
Tissier fils, manufacturier, au Conquet (Finistère).
Tixier, rue Bertin-Poirée, 10.
Toffin, fab. de tulles, à Caudry (Nord).
Tollu, notaire, rue Sainte-Anne, 69.
Torchon, rue Jacob, 19.
Tournamille, directeur du Cercle catholique d'ouvriers, Toulouse.
Tourneux, inspecteur gén. des chemins de fer, rue Blanche, 12.
Tournier, à Mulhouse (Alsace).
Toussaint, maire de Flers (Orne).
Toussaint (Ch.) et C^{ie}, fab. de tissus, à Saint-Dié (Vosges).
Trapp, manufacturier, à Mulhouse.
Trélat, direct. de l'Ecole d'architecture, prof. au conservatoire des Arts et Métiers, boulevard Montparnasse, 136.
Tresca, de l'Institut, sous-directeur du Conservatoire des Arts et Métiers, rue Saint-Martin, 292.
Triard, pharmacien, av. des Ternes, 47.
Triefus et Ettlinger, négociants en tabletterie, r. du Temple, 103.
Trille, syndic au Trib. de commerce, rue Saint-Honoré, 217.
Trille (P.), rue Saint-Honoré, 217.
Trille (E.), rue Saint-Honoré, 217.
Trouille (A.), directeur du Patronage Sainte-Anne, r. Planchat (Charonne).
Truelle, droguiste, r. Saint-Arnaud, 3.
Tulpin frères, mécaniciens-construct., à Rouen.
Turner (Luke), manufacturier, à Leicester (Angleterre).
Turney, nég., boul. Sébastopol, 36.
Vacquerel, fabricant de papiers de couleur, rue Réaumur, 31.
Vafflard, direc. des pompes funèbres, rue d'Aubervilliers, 404.
Vaillant (Armand), fab. de confections pour femmes, rue Saint-Antoine, 205.
Valentin frères filateurs, à Roubaix.
Valentin, nég., place Vendôme, 10.
Vandendorpel, fab. de papiers dorés, rue Chapon, 22.
Varax (l'abbé de), chemin du Moulin, 1.
Varennes (M^{de}), av. de la Reine-Hort., 9.
Varin, nég., rue des Bourdonnais, 20.
Varin fils, rue des Bourdonnais, 20.
Vatin, rue de l'Échiquier, 43.
Vatry (M^{me} la baronne de), rue Notre-Dame-de-Lorette, 20.

Vatry (baron Edgar de), rue Ville-neuve-L'Étang, 1, à Versailles.
Vaucher (E.), à Mulhouse.
Vaudrey, rue des Saussaies, 14.
Vaugeois, b. Montparnasse, 170.
Vaury, boulanger, r. Marengo, 6.
Vautier (Max), archit., r. de Lisbonne, 23.
Vée (Amédée), r. Vieille-du-Temple, 24.
Vélin, manufact. de draps, à Rambervillers (Vosges).
Vène-Houlès, fabricant, à Mazamet.
Verde-Delisle (A.), faubourg Saint-Honoré, 47.
Verde-Delisle (P.), fab. de cachemires, r. du Faubourg-Saint-Honoré, 47.
Verdellet (J.), tapissier-dessinateur, rue Saint-Claude, 8.
Vernes, banquier, rue Taitbout, 29.
Véron (A.), av. du Coq, 6 (rue St-Lazare).
Vernes, pasteur, rue des Batignolles, 4.
Verstraete (Emile), référendaire au sceau de France, boul. Saint-Germain, 131.
Veber (Ernest), bijoutier, 49, rue de la Paix.
Vidal (A.), homme de lettres, à Mazamet.
Vidal (E.), filateur, à Mazamet.
Vignaux (E.), négociant, r. des Francs-Bourgeois, 34.
Vilhelm, Frey et C^{ie}, à Mulhouse.
Villart (Emile), fabricant, à Clermont-L'Hérault (Hérault).
Villeminot (J.), faub. du Temple, 70.
Villenaud (de), inspecteur divisionnaire du travail des enfants, à Dijon (Côte-d'Or).
Vilmorin (H.), rue Taranne, 1.
Vinchon et C^{ie}, filateurs, à Roubaix.
Vintry (J.), memb. de la Ch. de comm., pl. de la Miséricorde, 2, à Lyon.
Viol, rue d'Aboukir, 23.
Voillereau, rue Chapon, 42.
Vuillamy (Edward), manufacturier, à Tillières-sur-Avre (Eure).
Walcher de Moltheim, consul d'Autriche-Hongrie, rue Laflitte, 21.
Walcker (bazar du Voyage), r. Rochecouart, 4.
Wallaert frères, filateurs, à Lille.
Wallerand, teinturier, à Cambrai.
Wapler (C), agent général de la Société Suisse d'assurance contre les accidents de Winterthur, 13, rue de la Banque.
Warnier, à l'île-Saint-Denis (Seine).
Weisgerber et Kiener, manufacturiers, à Ribeaupville (Alsace).
Weldon (M^{me} ve), rue de Seine, 6.
Werner de Mérode (C^{ie}), rue de Grenelle, 87.
Wild et Zindel, à Mulhouse.
Wild et fils, fabricants de chapeaux, à Nancy.
Wolff (M^{me}), rue du Lac, à Saint-Mandé.
Wolff Thierry (Fréd.), rue d'Altkirch, à Mulhouse.
Worms (M^{me} rue Scribe, 5.
Zegut, à Tusey, près Vaucouleurs.
Zeyer, teinturiers à Ste-Marie-aux-Mines.
Zimmermann (M^{me}), rue d'Aumale, 15.
Zinguerlé, organiste, à Sarralbe (Moselle).
Zuber (E.), à l'île-Napoléon, près Mulhouse.
Zuber (Yvan), fab. de papiers, à Rixheim (Meurthe).

TABLE GÉNÉRALE DES MATIÈRES

CONTENUES DANS

LE BULLETIN

DE LA SOCIÉTÉ DE PROTECTION

DES APPRENTIS ET ENFANTS

EMPLOYÉS DANS LES MANUFACTURES.

A

ABUS du travail des enfants commis dans les départements jusqu'en 1861, I, 25. — (Extraits des Mémoires des Instituteurs sur les), *ibid.* — (Pétition au Sénat, mai 1864, par M. l'abbé Aubaine sur les), I, 27. — (Rapport de M. Dumas, sénateur, sur les), *ibid.* — Contre les mineurs au-dessous de 16 ans (proposition de loi sur les), VI, 342. — (Voy. *Travail des enfants.*)

ACCIDENTS des machines ou de fabrique (*Association*, fondée par M. Engel-Dollfus, à Mulhouse, pour prévenir les), I, 262. — (Médaille à cette Société), I, 307. — (Comité formé à Paris pour prévenir les), II, 284. — (Règlement de M. Chaix sur les), 285. — (Statuts de l'*Association pour prévenir les*), II, 238. — (Note sur la question des), III, 209. — (Enfants victimes d'), III, 214. — (Statuts de la Commission des), III, 284. — Différence entre l'*Association pour prévenir les accidents* et la *Commission des accidents*, III, 284, note. — (Rapport par M. Engel-Dollfus sur l'*Association pour prévenir les*), III, 294; — auxquels sont exposés les apprentis, par M. le dr Marjolin, III, 358 à 376. — (Observations sur les), par M. Tresca, *ibid.* — (Lettre de M. Engel-Dollfus sur les), VI, 521; VII, 26. — (Communication de M. le dr Marjolin sur le *Comité des*), VII, 16. — (Lois et ordonnances en Allemagne et en Alsace-Lorraine, relatives aux), 70. — (Extraits de jugements relatifs aux), 77. — (Règlement du *Comité des*), 108, 172. — Prix et médailles offerts, 205. —

(Procès-verbaux de séances du *Comité des*), 422. — Provenant des scies circulaires, 426. — (*Œuvre des*), 484 — 491; VIII, 6. — (*Comité des*), 13. — Rapport de M. Leroux, 16. — Rapport de M. Robin pour 1874, 25; 67. — (Prix offerts par le *Comité des*), 73. — (Lettre de M. Engel-Dollfus sur les), 333. — (Rapport détaillé, par M. Leroux, sur les précautions pour éviter les), 423. — (Enquête du ministre sur les), 509. — (Rapport sur les travaux en 1875 du *Comité des*), IX, 24. — (Concours pour prix d'un système préservatif des), 37. — Dans les scieries mécaniques, 46. — (Procès-verbal du *Comité des*), 155. — (Montecourroie contre les), 160, 576. — (Voy. *Apprentis mutilés; Enfants surchargés.*)

ACROBATES (les petits), IX, 634.

AGE des enfants (L'), à propos de la loi sur le travail, II, 189. — (Opinion de M. Dollfus et de M. l'abbé Lantiez sur l'), II, 231. — (Propagande pour relever le *minimum* d'), II, 286. — D'admission et d'instruction des enfants, par M. Descottes, V, 348.

AGRICULTURE en Angleterre (Enquête sur l'emploi des enfants dans l'). — (Orphelinats fondés pour l'), III, 333. — (Voy. *Orphelinats, Campagnes.*)

AIGNAN (Loiret). Ouvroir externe du cloître: médaille de bronze, II, 335.

Akroyd (Edward), (Médaille à l'Établissement de M.), IV, 31.

Aldrophe (M.), secrétaire du *Comité de l'Enseignement artistique*, V, 38.

ALENÇON (Œuvre pour le placement en apprentissage des jeunes garçons de la ville d'), médaille d'argent, I, 291.

Alexandre (M.), fab^r. d'orgues, à Ivry, mention honorable, I, 309.

Alicot (M.). Rapport sur l'Œuvre des Bibliothèques, III, 389.

Allard (M. Paul). Rapport de la Société d'émulation de commerce de la Seine-Inférieure sur le travail des enfants et des femmes dans les manufactures, III, 444 à 467.

ALLEMAGNE (Orphelinats établis en), II, 397. — (Filatures de lin en), II, 408. — (Apprentis imprimeurs en), IV, 62. — (Note sur le travail des enfants en), V, 325. — (Asiles en), VII, 47. — (Lois relatives aux accidents de fabrique en), 70. — (Loi sur le travail des enfants en), 177. — (Rapport de M. Neumark sur les institutions ouvrières en), VIII, 137. — Les fabriques de Berlin, inspection des machines, etc., 380. — Congrès d'Eisnach, 481; IX, 95.

ALLIANCE UNIVERSELLE (Comité de l'), VII, 462, 487. — (Congrès de l'), VIII, 50. — (Programme de l'), 403.

ALSACE-LORRAINE (État des établissements industriels en), VI, 379; IX, 95, 510.

ALSACIENS-LORRAINS (*Soc. fraternelle d'*), fondée par M. Arronsohn, V, 30. — (Les Apprentis), 31. — Souscription en faveur des Alsaciens-Lorrains demeurés Français, 402.

AMIENS (Bannière au Patronage des jeunes ouvriers d'), I, 288. — (Opinion de la Société industrielle d') sur le travail des enfants, II, 248.

Amigues (M. Jules). Article sur la Société de protection à propos de la séance de la Soc. patern. des fleurs et plumes, V, 245.

AMIS DE L'ENFANCE. (*Voy. Société des Amis de l'Enfance.*)

Andelle (M.), verrier, à Épinac : médaille, I, 308.

ANGERS (Bannière au Patronage de N.-D.-des-Champs à), I, 288. — (Mention aux dames du Bon-Pasteur à), II, 341.

ANGLETERRE (Loi sur le travail des enfants en), I, 370. — (Éducation et travail des enfants en). Impulsion

donnée par M. Chadwick, II, 23. — (Institutions ouvrières en), 409. — (De l'Inspection des manufactures en), 430. — (De l'Inspection du travail des enfants en), III, 10 à 40. — (Rapport semestriel des Inspecteurs des manufactures en), par M. Baker, 232. — (État des diverses industries par rapport à l'apprentissage en), 240 et suiv. — (Enquête sur l'emploi des enfants dans les travaux agricoles en), 333. — (Instruction des enfants en), V, 323. — (Travail des enfants en), VII, 542. — (Extrait d'un livre sur la législation manufacturière en), VIII, 140. — (Inspection des machines dangereuses en), 398, 483; IX, 96, 344, 630.

ANNONAY, Communauté des dames de la Providence, médaille de bronze, VII, 386. — Patronage d'apprentis, fondé par la Conférence de Saint-Vincent-de-Paul, mention honorable, VII, 386. — Cercle catholique des apprentis et jeunes ouvriers, M. l'abbé Du Sert, directeur, médaille de bronze, VII, 386.

ANZIN (Conditions des enfants dans les mines d'), VII, 509.

APPRENTIS (Notices sur des anciens), V, 416. — (Rapport sur la condition des), par M. Legentil, VII, 65. — État des apprentis à Paris, 149, 435. — (Conditions des), à Paris et dans la Seine, par M. Lefort, IX, 581. — (*Voy. Enfants, Pensions, Maisons d'apprentis, Lits, Bibliothèques*, et, en général, les noms des villes ou des établissements.)

APPRENTIS MUTILÉS (Patronage des), III, 401. — (Liste des enfants secourus comme), 404. — Suicide d'un apprenti, V, 30.

APPRENTIS VICTIMES d'accidents, de mauvais traitements; de prétendues plaisanteries d'atelier, IV, 37. — d'accidents, 128.

APPRENTISSAGE (Texte de la loi du 4 mars 1851 sur les contrats d'), I, 16 à 22. — Discordance de cette loi avec celle de 1841, 22. — (Rapport sur les Ateliers d'), par M. Délerot, 147 à 158. — (Bourses d'), à Paris, 215. — (Œuvre de la mairie du IV^e arrondissement pour l'), *ibid.* — Dans les C^{ies} de chemins de fer, 324. — Au Creuzot, 330. — (Étude historique sur l'), par Julien Hayem,

- II, 30 à 67. Chez les Grecs, 33. Chez les Romains, 36. Sous le régime féodal du XII^e au XV^e siècle, 40. Du XVI^e à la fin du XVIII^e siècle, 46 à 67. — (Des moyens à mettre en œuvre dans l'industrie parisienne pour relever le niveau de l'), V, 114, 216, 280, 365; VIII, 511.
- ARBRES** de Noël, fêtes des enfants à Mulhouse, note de M. Dollfus, II, 460. — (Etablissement à Paris des), 463. — Arbres de Noël, par M. R. Jeannel, III, 72.
- ARCHEVÊQUE DE PARIS** (Mgr l'), son discours à l'impératrice pour la distribution des récompenses le 27 octobre 1867, I, 276.
- Arlès-Dufour** (M.) censeur de la Société en 1867, I, 35.
- ARMÉE DE TERRE** (Institution de l'Etat pour les enfants de l'), III, 114.
- Arnault** (M. l'abbé), Observations sur le travail, II, 237.
- Arnoul** (M. Honoré) (Mention spéciale à), I, 311.
- ARRAS** (Maison d'apprentis fondée par M. l'abbé Halluin sous le nom de *Maison de l'Immaculée-Conception*, à), I, 78. — Reçoit une bannière, 288. — Etude sur cette maison, V, 374 à 390.
- Arronsohn** (M.), fondateur d'une Soc. d'Alsaciens-Lorrains, V, 30.
- ASILE** et apprentissage de jeunes gens infirmes, dirigé par les frères de Saint-Jean-de-Dieu, médaille d'argent, I, 289.
- ASILES** d'enfants à New-York, VII, 47.
- ASSISTANCE JUDICIAIRE**, V, 35. — (Règlements et bureau du Comité de l'), VII, 68, 172, 204, 489; VIII, 71, 173, 331; IX, 23, 120, 145, 321, 428. (Voy. Comité judiciaire.)
- ASSISTANCES PATERNELLES** (Note sur les Œuvres appelées), VII, 14. — (Discours de M. Ch. Robert aux Chambres syndicales sur les), 89; — aux enfants des fleurs et plumes, VIII, 518; — du papier peint, IX, 184; — de l'ébénisterie, 494; — des fleurs et plumes, 605, 609.
- ASSOCIATION pour prévenir les accidents de fabrique** (Statuts de l'), II, 238; — mention spéciale de reconnaissance, VII, 393. — (Voy. Accidents.)
- ASSOCIATION POLYTECHNIQUE**, liste des cours, VII, 555.
- ASSURANCES** (loi sur les Caisses d'), II, 455.
- ATELIER** (l') annexé à la classe, V, 218. — (L'école annexée à l'), extrait de M. d'Eichtal, 311.
- ATELIER en voyage** (un), récit, IV, 60.
- ATELIERS-ÉCOLES** (Visites du Ministre de l'Instr. publ. aux), II, 263. — (Projet d') pour marins, 295.
- ATELIERS-MODÈLES** (Lettres sur la création d'), V, 252. — (Présentation au Conseil municipal de Paris d'), 254. — Ateliers-modèles d'apprentissage chez MM. Oberthur, à Rennes, VII, 338. — Précautions contre les jeux chez M. Chaix, VIII, 136.
- AUBERVILLIERS** (Médaille à l'Œuvre de M. Cartier-Bresson, à), IV, 25.
- AUCH** Œuvre des jeunes Apprenties fondée et dirigée par M^{lle} Debus; médaille d'argent, I, 292; — Orphelinat gratuit de jeunes filles; mention honorable, I, 294.
- Auger** (M.), fabricant de soieries, à Boussieu (Isère), médaille d'argent et mention honorable, II, 339.
- AUTRICHE** (Travail des enfants en), III, 467.
- AVANT-PROPOS** sur les lois et sur les efforts tentés pour protéger les enfants, avant la fondation de la Société, I, 3.

B

- BACCARAT** (Bannière à la Cristallerie de), I, 299; — mention spéciale de reconnaissance, VII, 390. — (Voy. Cristalleries, Verreries.)
- Badin** (M. Auguste), filateur à Barentin, méd. d'argent, IX, 258.
- Baillancourt** (de), à Douai, médaille, I, 309.
- Baines** (M.). Extrait de son discours sur une Méthode d'enseignement populaire, V, 240.
- Baker** (M.), inspecteur du travail des enfants en Angleterre (médaille décernée à), II, 27. — De l'inspection des manufactures d'après

- les lois anglaises, II, 430. — (Article de M. Striber sur l'inspection de), III, 11 à 40.
- BALE** (Législation sur le travail des manufactures de la ville de), III, 471.
- Bamberger** (M.), député. — Son discours sur la loi du travail des enfants, VI, 213.
- BANNIÈRES.** — (Voy. *Récompenses*.)
- Bapterosses** (M.). Son matériel d'installation pour les Salles d'écoles d'apprentis (avec une planche), V, 78; médaille d'argent, VII, 390.
- Barbier** (M.). Sa note sur les Œuvres de la Savoie, III, 275; — sur l'émigration des enfants de la Savoie vers les centres industriels, III, 320. — Sa lettre, IX, 126.
- Bardin** (M.), filateur, à Rouen, médaille d'argent, IV, 29.
- Barreswil** (M.), inspecteur du travail des enfants dans le département de la Seine; secrétaire de la Société (1867), I, 35. — *Compte-rendu financier* à la séance du 23 février 1868, II, 12. — Sa mort; son éloge par M. Dumas, président (6 août 1871), IV, 106. — Sur les enfants émigrés, pendant le siège de Paris, sous sa conduite, IV, 122.
- Baudon** (Livre donné à M.), I, 312.
- Bauduz**, (M. l'abbé), directeur de la Colonie agricole de Notre-Dame-de-Bethléem, près Nantes, méd. d'argent, IX, 250.
- Baumert** (M. l'abbé), sous-direct. des jeunes ouvriers de Metz, V, 395.
- Beaulieu** (M. A.). Rapport sur le travail des enfants dans les manufactures de coton de Rouen et environs, III, 54 à 71.
- Beauvais** (*Œuvre du Sacré-Cœur* à), III, 90. — (Autres Œuvres à), 92 et suiv.
- BELGIQUE** (Statuts d'une Société pour la diminution du temps du travail en), III, 480. — (Note sur le travail des enfants en), 12 et suivantes. — *Association pour la réforme du travail en*, 306. — (Travail des enfants en), V, 317. — (Les enfants dans les mines à charbon en), 320. — (Projet de loi sur le travail des enfants en), 400. — (Rapport sur l'industrie de la houille en), VI, 521. — (Caisses d'épargne en), VII, 539. — (Congrès d'hygiène en), VIII, 484.
- Bellissen** (M^{re} de) (Bannière à l'Orphelinat du), II, 333.
- Bérard** (M. E.-Paul), secrétaire provisoire, IV, 113; — trésorier adjoint, puis trésorier de la Société. — *Exposés et comptes-rendus financiers* pour 1871, V, 12, 38. — *Enquête sur l'emploi des enfants dans les travaux agricoles en Angleterre*, III, 333 à 357. — Note sur une nouvelle Méthode d'enseignement populaire, V, 240.
- Berger** (M. Gustave). *Projet d'une Maison d'apprentis de la typographie*, V, 224 à 240. — *Considérations sur l'apprentissage à propos de la maison fondée par M. Piver sous le nom de la Tutelle*, 294 et suiv. — Société pour l'assistance paternelle aux enfants employés dans l'industrie de l'emballage, VI, 442. — Institution en faveur de l'apprentissage à Meaux, VII, 451. — Note sur l'organisation des Caisses d'épargne scolaires, à Paris et en province : à Saint-Nicolas, à la Tutelle des apprentis, à l'imprimerie de MM. A. Chaix, VIII, 366.
- Berthier** (M. Ch.), vice-président de la Société en 1867, I, 35. — Réélu vice-président en 1872, V, 8. — Président de l'*Œuvre des Lits d'apprentis*, II, 174. — Sur le travail de nuit, II, 204.
- Beslay** (M.), sur l'inspection du travail, II, 221.
- Beudant** (M.), conseiller municipal de Paris; extrait de son rapport au Conseil municipal sur les Ateliers-modèles, V, 254. — Rapport sur les Écoles d'apprentis, 281. — (Voy. *Ateliers-modèles*.)
- BIBLIOTHÈQUES** des Patronages (envois de livres aux), II, 282. — Des apprentis israélites, III, 226. — Des pensions d'apprentis, III, 229. — (Rapport sur l'*Œuvre des*), III, 389. — (*Œuvre des*) confiée à M. de l'Etang, V, 36. — Populaires (communication de M. Hennequin sur les), V, 342. — Spéciale de la Société de protection (création de la), V, 297. — Bibliothèques des apprentis (*Œuvre des*), VII, 476, 565; VIII, 318, 409. — Bibliothèques communales, 497, 506; d'apprentis, IX, 104; 358.

BIDACHE (Basses-Pyrénées). Atelier de ganterie, dirigé par les Filles-de-la-Croix, II, 334.

BIJOUTERIE (Statuts de la *Société des enfants de la*), II, 156. — (Ecole de dessin et de modelage fondée par la Chambre syndicale de la), III, 412. — Récompenses à cette Ecole, VI, 434. — Bal de souscription, VII, 184. — (Chambre syndicale de la), VIII, 355; IX, 164, 322.

BILLETES (L'Orphelinat luthérien des), mention honorable, I, 295; médaille, IV, 30.

Blachier (M. Francisque). Tissage de la soie, à Annonay (médaille de bronze et mention honorable, II, 339.

Blancheteau (frères), apprentis, leur lettre de remerciements, VIII, 519.

Blanchon (Médaille à la Maison de M.), I, 305. — (Filature, dans l'Ardeche, dir. par M. Louis), II, 392.

BLANZY (Bannière à la C^e des mines de), I, 300.

Bleck (M.), à Sainte-Marie-aux-Mines, médaille d'argent, IV, 29.

Boigeol (M.), filateur, à Giromagny, médaille, I, 309.

Boigues, Rambourg et C^{ie} (MM.), à Commeny, médaille d'argent, II, 338.

Bois (M. Victor), sa lecture sur la vie de *Stephenson*, par Samuel Smiles, III, 40.

Boissière (M.), verrier, au Gast-Tanville, portrait du prince impérial, I, 303.

Bonnechose (Mgr de) discours au Sénat pour la création d'inspecteurs d'ateliers, I, 159.

Bonnet et C^{ie} (MM.), filateurs à Jujurieux, méd. d'argent, IX, 254.

BON-PASTEUR (Récompense donnée aux dames du) de Strasbourg, II, 332. — (Maisons fondées par les religieuses du), II, 371. — (Maison fondée à Lyon par les dames du), III, 88.

Boquet et C^{ie} (MM.), à Ailly-sur-Somme, médaille, I, 309.

BORDEAUX, Ouvroir Saint-Bruno, médaille de bronze et mention honorable, II, 335.

Boulard (M.), Président du Comité de Patronage des apprentis et apprenties de Nancy, méd. d'argent, IX, 250.

Boullanger (M.), porcelainier, à Choisy-le-Roi, médaille de bronze et mention honorable, II, 340.

BOULOGNE-SUR-MER, Patronage d'apprentis fondé et dirigé par M. Flour, médaille d'argent, I, 292.

Bourcard (Médaille à la manufacture de M.), I, 302.

BOURG D'AULT (Somme). Patronage dirigé par M. Romain fils, mention honorable, I, 294.

BOURG SAINT-ANDÉOL (Sœurs de la Présentation, à), II, 366.

Bourreulle (M. de), ancien Conseiller d'Etat et secrétaire général du Ministre de l'agriculture, etc. Vice-président d'honneur en 1867, I, 35. — Rapport de la Commission des récompenses à distribuer par la Société, I, 282.

Brehier (M.), filateur de laine, à Saint-Brice-de-Landelle, méd. d'argent, IX, 260.

Bréloux (M.), mécanicien à Nevers, méd. de bronze, IX, 261.

BREST (Offre d'une prime de 50,000 fr. pour l'établissement d'une cotonnerie d'Alsace dans l'arrondissement de), V, 247.

Breton (M.), Médaille à, I, 308. — (Orphelinat de la papeterie de M.), II, 407.

Brissonneau (MM.), frères, constructeurs-mécaniciens, à Nantes, méd. d'argent, IX, 260.

Brocheton (Mention spéciale à M.), I, 311.

BRONZE ET MÉTAUX (Détermination sur les enfants des Chambres des), III, 421.

Brusttein (M.), fabricant de papiers, à Meynard, médaille, I, 308.

BRUXELLES (Rapport sur le Congrès d'hygiène et de sauvetage tenu à), IX, 533.

Buirette (M^{lle} Julia), à Suippes (Marne), mention honorable, IX, 263.

Buisson, rapport sur l'instruction primaire à l'Exposition de Vienne, IX, 483.

Buisson (M.), ingénieur, directeur de la manufacture de tabac de Nantes, méd. de bronze, IX, 260.

Burat (M.), son rapport sur le travail des enfants dans les mines, II, 240.

C

CABARETIER (dangers de l'apprenti), VI, 333.

CAEN. Orphelinat avec apprentissage, médaille d'argent, I, 290.

Caille (récompense au Patronage dirigé par M.), I, 288.

CAISSES des Écoles, I, 213. — (Situation des), II, 459. — (Lettre du Ministre de l'Instruction publique sur les), IV, 66. — (Note relative à l'organisation des), 67. — des II^e et XIX^e arrondissements de Paris, 70. — (Projet d'organisation dans une commune rurale et statuts des), 73; — (circulaire du Ministre de l'Instruction publique sur les), 76; — (assemblée à Versailles de la Société des), IV, 90; — (création de nouvelles), V, 327; VII, 345; IX, 199.

CAISSES D'ÉPARGNE en Belgique, 539. 558. — Caisse de participation de l'imprimerie Godchaux, VIII, 128. — Caisse de secours de la maison Blot et Drouard, 359. — (Note sur l'organisation des), VIII, 146, 366; — scolaires à Saint-Nicolas, 371; — à l'établissement de la Tutelle, 373; — chez M. Chaix, 375. — Caisse d'épargne scolaires (observations de M. de Malarce sur les), 417, 498; — chez M. Chaix, VIII, 534; — de Saint-Nicolas, IX, 94.

CAISSES DE PRÉVOYANCE pour les ouvriers du Touage de la Seine, IX, 193.

CAISSES DE RETRAITE, de secours, d'assurances, à l'Ecole professionnelle des typographes de M. Chaix, VI, 489.

Calard (M.), fabricant de tôles perforées, à Paris, médaille, I, 309.

CALVADOS (Note sur les enfants employés dans les manufactures du), II, 301.

CAMPAGNES de l'Est (Condition des enfants dans les), III, 102.

Canonge (Mention à la Pension d'apprentis de M.), IV, 30; — médaille d'argent, VII, 397.

Canson et Montgolfier (MM.), papeterie à Vidalon-les-Annonay, médaille d'argent et bannière, II, 336; IX, 328.

Cartier-Bresson (M.), filateur, à Pantin, médaille, I, 308; — médaille d'argent, IV, 25; — mention spéciale de reconnaissance, VII, 391.

CASTRES (Tarn), (Orphelinat établi près de), V, 390; — médaille d'argent, I, 290.

CÉRAMIQUE (Lettre au Ministre du commerce par la Chambre syndicale de la), VI, 394.

CERCLE DES JEUNES OUVRIERS, dirigé à Paris, par M. Maignen, bannière, I, 289.

CERCLE DES MAÇONS ET TAILLEURS DE PIERRE. (Directeur, le Rév. P. Montazeau, à Paris), médaille d'argent, VII, 387.

CERNAY. Orphelinat, médaille de bronze et mention honorable, II, 334.

Cerfberr (M. Th.). Notice sur les apprentis dans les campagnes de l'Est, III, 102. — Note sur la colonie de Gentilly, près Nancy, III, 439.

CERTIFICATS d'études (sujet de composition pour), V, 327.

Chabert et C^{ie} (MM. J.), filateurs de soie, à Chomérac (Ardèche), méd. d'argent, IX, 255.

Chadwick (Médaille à M. Edwin), II, 23. — (Récompense accordée à M.), 344.

Chaix (A.), (récompense à la Maison de M.), I, 304. — Les apprentis de l'imprimerie, II, 82. — (Visite du Ministre de l'Instruction publique aux ateliers de M.), 263. — Son règlement contre les accidents de machines, 285. — (Caisse de retraite pour les apprentis chez M.), 469. — Récompense donnée à l'Ecole professionnelle de M.), III, 431; V, 474. — (Intérêt de participation de l'ouvrier dans les bénéfices établi par M.), V, 408. — Notice et renseignements sur son Ecole professionnelle des typographes, VI, 480. — Médaille d'honneur, VII, 409. — (Précautions contre les accidents de machines

- chez M.), VII, 494. — Prix décernés à son Ecole professionnelle, 525. — Précautions contre les jeux, VIII, 136. — Discours aux prix de son Ecole, 455. — (Caisse d'épargne d'apprentis chez M.), VIII, 534. — Son discours aux prix de 1876, IX, 615.
- CHALES** (Rapport sur la situation de l'enfant dans les fabriques de), par M. Maillard, I, 318.
- CHAMBÉRY** (Etablissement de sourds-muets à), III, 275.
- CHAMBRES SYNDICALES** (Protection accordée aux apprentis par les), II, 288. — (Notions sur les Œuvres des), III, 412. — (Réponse des) sur l'Enseignement technique, V, 256 ; — des tapisseries, 280. — (Mention spéciale accordée aux), IV, 12 ; — des emballeurs VIII, 512 ; — de la fumisterie, 515 ; — de la passementerie 517 ; IX, 92, 164 ; 322 ; — de la tabletterie, sa proposition de statuts pour une Ecole, 323 ; — du papier, 605.
- Champenois** (M.), fabricant de tissus de soie, à Cognin (Savoie), méd. d'argent, IX, 257.
- Chancel** (M.), peignerie de déchets de soie, à Sainte-Catherine (Hautes-Alpes), médaille de bronze et mention honorable, II, 339.
- Chanteaux** (M. l'abbé). Patronage de la paroisse des Blancs-Manteaux, médaille d'argent, IV, 23.
- Chapin** (M. Williams), mention pour sa Maison de jeunes filles, aux Etats-Unis, II, 342. — (Note sur les fabriques de), II, 411.
- Chardin** (Médaille à la fabrique de soie de M. Ernest), I, 303. — (Note sur la Maison de M.), II, 387 ; — rappel de médaille d'argent, VII, 393.
- Charil de Ruillé** (M. l'abbé), curé de Saint-Louis, fondateur d'un Patronage de jeunes écoliers et de jeunes apprentis à Lorient, méd. d'argent, IX, 251.
- CHARITÉ MATERNELLE** (Société de), son histoire, VIII, 307.
- Charlon** (M. Émile), instituteur à Douai, mention honorable, IX, 263.
- Chartier** (M. Alain), maître de verrerie, à Douai, méd. de bronze, IX, 257.
- Charton** (M. Édouard), vice-président d'honneur de la Société, V, 7.
- CHARTRES** (Sœurs de Saint-Paul à), II, 362.
- Château** (M.), son rapport sur le concours pour éviter les accidents de fabrique, IX, 37. — Note sur un monte-courroie, 160.
- CHATILLON ET COMMENTRY** (Portrait à l'Orphelinat de), II, 338. — (Orphelinat de la C^{ie} de), 379.
- CHAUFFAGE** (chambre syndicale du) IX, 92.
- CHAUMONT.** Œuvre du Patronage de, mention honorable, I, 294.
- Chaurand** (baron), député. — Son discours sur la loi du travail des enfants, VI, 226.
- Chauveau-Lagarde** (M.), président du Comité judiciaire de la Société, III, 213 ; V, 37.
- CHEMINS DE FER** (apprentissage dans les C^{ies} de), I, 324.
- Chertonne** (M. et M^{me}), polisseurs de mouvements de montres, à Paris, mention honorable, I, 308.
- Chevalier** (M. Michel), membre de l'Institut ; Censeur de la Société en 1867, I, 35.
- Chevenod** (M.), maître de forge à Bourg-de-Sirod (Jura), médaille, I, 308.
- Chevojon** (Médaille à l'Œuvre de M. l'abbé), IV, 26.
- CIOTAT** (Portrait du prince impérial aux Messageries maritimes de la), I, 301. — (Voy. *Messageries*.)
- CIRCULAIRE** du Ministre de l'Intérieur du 25 sept. 1854 sur l'Inspection des enfants dans les manufactures, I, 23.
- CLASSES LABORIEUSES** (Enquête sur la condition des), V, 82.
- CLASSES SPÉCIALES** pour apprentis (Lettres du Préfet de la Seine aux maires de Paris), V, 344. — (Lettre d'un maire de Paris sur les), V, 427. — (Rapport de M. Gréard sur les), 460. — (Voy. *Ecoles*.)
- Claude** (M.), député des Vosges. Son discours sur le travail des enfants, VI, 165.
- Claye** (Atelier d'instr. typographique de M.), III, 221. — (Médaille à l'Œuvre de M.), IV, 28. — (Note sur l'atelier de M.), V, 369 ; — rappel de médaille d'argent, VII, 391.

Clémendot (M.), sur le travail de nuit, II, 202. — Sur les classes spéciales, V, 431.

CLUNY (Sœurs de Saint-Joseph de), II, 364.

Cochin (Augustin), membre du conseil d'honneur de la Société; sa mort, V, 131.

Cohadon (Atelier d'apprentissage de brunissage dirigé par M^{me}), I, 154; — mention honorable, I, 308. — (Visite du Ministre de l'Instruction publique à l'atelier), II, 265. — (Compte-rendu d'une visite à l'atelier de M^{me}) par M. Robiquet, III, 434. — (Émigration pendant le siège de Paris de l'atelier de M^{me}), IV, 112. — (Situation de l'atelier de M^{me}), V, 123. — (Don de 700 fr. fait par la Société à M^{me}), V, 261. — Note de M. Havard sur l'atelier de brunissage de M^{me}, VI, 448; — médaille de bronze, VII, 394.

Colcombet (MM.) frères, à Saint-Etienne, (Bannière à la fabrique de), I, 301. — (Rubannerie de), II, 388. — (Médaille de vermeil), IX, 256.

Collinot (Note sur l'atelier de M.), II, 271; — médaille de bronze et mention honorable, II, 339.

Collomb (Etienne), fabricant de bijouterie en or, à Paris, médaille de bronze, VII, 396.

COLMAR. Orphelinat fondé par les Dames Glaubetz, mention honorable, I, 295.

COLONIE agricole et pénitentiaire de Gentilly, près Nancy, III, 439.

COMITÉS-ANNEXES 1^o de publication, 2^o des recettes, 3^o des dépenses (liste des membres composant les), I, 36; — d'enseignement religieux, composition de ses membres, I, 57; — d'enseignement élémentaire, composition de ses membres, *ibid.*; — de l'enseignement artistique, 104. — (Ancienne composition des), V, 10; — de l'enseignement artistique, 37. — (Renouvellement des divers), 37. — (Observations faites sur les), 423. — (Voy. *Comité judiciaire et Commissions*.)

COMITÉ DE PUBLICATION (Règlement du), VII, 9.

COMITÉ JUDICIAIRE de la Société, sa formation, II, 10; III, 160; — sa

composition, 213. — (Compte-rendu du), *ibid.* — (Appendice au compte-rendu du), 406. — (Comptes-rendus du), IV, 37, 127. — (Question sur le Contrat d'apprentissage posée au), IV, 130. — (Maintien du), V, 37. — Comptes-rendus, V, 128, 179.

COMMISSIONS dont se composait la Société : 1^o des mines, agriculture, 2^o imprimerie, papier; 3^o bijouterie, horlogerie; 4^o filature, tissage, impressions; 5^o tissus divers; 6^o confections diverses; 7^o bâtiment; 8^o ameublement et accessoires; 9^o industries diverses. Listes des membres composant ces commissions, I, 37; — du travail des enfants chargée d'examiner le projet de loi de M. Joubert, V, 22. — (Observations faites aux), V, 425; — de surveillance du travail des enfants à Mulhouse (réponses au questionnaire du Ministre de l'agriculture par la), I, 363 et suiv.

COMMISSIONS LOCALES de surveillance (nomination de membres des), dans la Seine, IX, 19, 136; — dans l'Oise, la Seine-Inférieure, la Somme, 141; — dans la Manche, Eure, Orne, 296. — Calvados, Ille-et-Vilaine, 300. — Côtes-du-Nord, Loire-Inférieure, 302. — Maine-et-Loire, Sarthe, Mayenne, 304. — Finistère, Morbihan, 306. — Haute-Garonne, 308. — (Circulaire du Préfet de l'Aude sur les), 310. — *Ibid.* du préfet de l'Ariège, 315. — Aveyron, Cantal, Tarn. — Pyrénées-Orientales, 317. — Nord et Pas-de-Calais, 424.

COMPIÈGNE (Collège d'apprentissage à), fondé par Napoléon I^{er}, I, 118.

COMPTES-RENDUS (*Œuvre du Comité des*) entre les diverses Œuvres, II, 280; III, 386; — dirigée par M. Fouchet, V, 36. — (Liste des), échangés entre les Œuvres et reçus par le secrétaire, V, 61. — (*Comité de l'Echange des*), V, 395.

CONCOURS pour le prix d'un système préservatif des accidents de fabrique, II, 37.

CONDAMNATIONS (Relevés des) par le Tribunal de simple police pour infractions à la loi sur le travail des enfants, V, 94. — (Voy. *Comité judiciaire*.)

CONDAMNÉS LIBÉRÉS (Composition du Patronage des), VII, 190.

CONDÉ-SUR-ITON (Orphelinat fondé à), V, 390.

CONFÉRENCE de St-Vincent-de-Paul, protectrice des apprentis, III, 483.

CONFESSION D'AUSBOURG. — *Comité de patronage des apprentis et des jeunes ouvriers* de l'Eglise évangélique : médaille d'argent, VII, 387.

CONGRÉGATIONS RELIGIEUSES (Orphelinats fondés par les), II, 347 et suiv. — (Voy. *Orphelinats*.)

CONGRÈS OUVRIER, IX, 633.

CONSEIL d'honneur de la Société; membres dont il se compose, I, 58.

CONSEIL d'honneur et d'administration (Elections du), VI, 1; VII, 413; VIII, 1; IX, 370.

CONSEILS GÉNÉRAUX, leurs vœux de 1852 à 1864 au sujet de l'exécution inégale de la loi sur le travail des enfants, I, 24. — (Réponses des) sur le travail des enfants, II, 126.

CONSEIL GÉNÉRAL des manufactures. Ses délibérations pour faire exécuter la loi de 1841 sur le travail des enfants, I, 15.

CONSEIL MUNICIPAL de Paris (rapport au), sur la création d'une Ecole d'apprentis, par M. Beudant, V, 214. — Sa reconnaissance légale de l'Œuvre des apprentis dirigée par les frères, VI, 423. — Discussion sur divers projets d'écoles, IX, 347, 512.

CONTRAT d'apprentissage, I, 16. — (Exemples d'inexécution du), V, 126. — (Extrait du *Traité du*) par MM. Hayem et Périn, V, 140 à 178. — (Modèle de), IX, 221.

CONTRE-MAÎTRES faisant des Cours d'apprentis, II, 160.

Corbin (M. Henri). Note sur le travail des enfants dans les sucreries, II, 245.

Cordier (M.), député. — Son discours sur l'âge de l'apprentissage, VI, 28.

Cornudet (M. Michel), Rapport sur les médailles à décerner pour 1870, IV, 17.

Coster (Martin) (Médaille à M.), d'Amsterdam, IV, 32.

COTON (Travail des enfants dans les manufactures de), à Rouen, III, 54.

Coulon (M.), membre du *Comité*

judiciaire. Communication sur la salubrité des logements, III, 378.

Coulonge (M. Christian de) : Etudes sur les Œuvres de patronage; Patronage des garçons de la ville de Paris, I, 208 à 228. — Sur le repos du dimanche, II, 206.

Coutellier (M. Lucien), Directeur de la Maison d'apprentissage des jeunes garçons de la confession d'Ausbourg à Paris; méd. de bronze, IX, 252.

COUTURE (Ouvroir de la Caisse des écoles du V^e arrond^t pour les travaux de), VI, 475.

CREST (Drôme). Œuvre des Orphelines, médaille de bronze et mention honorable, II, 334.

CREUSOT, (bannière à l'usine du), I, 300. — (De l'apprentissage dans les usines du), 330. — (Conditions des enfants au), VIII, 526.

CRISTALLERIES ET VERRERIES (l'enfant dans les), I, 350 et suiv. — Baccarat, Gast, Epinac, Saint-Ouen, Pantin, le Bourget, Saint-Denis, *ibid.* — (Voy. *Verreries*.)

Crouslé (M. L.). Rapport sur la création d'une Ecole d'apprentis dans le V^e arr^t, V, 220.

Crozatier (Concours pour le prix de M.), IX, 357.

CULTES DIVERS (Œuvre pour les enfants de), I, 226.

D

Daliphard (M.), manufacturier, à Radepont, médaille, I, 308.

DAMES de Saint-Vincent-de-Paul (Maison de la Miséricorde des). Patronage de jeunes Filles, à Douai, méd. d'argent, IX, 252.

DANEMARK (loi sur le travail des enfants en), VI, 375, 422.

Dansette (M. J.), filateur, à Marquette-Bareuil, médaille, I, 308.

Decaisne (Dr), Sa brochure : Des effets du tabac chez les enfants, IV, 48.

Defournaux et C^{ie} (MM.), entrepreneurs de peinture, à Paris, médaille d'argent, VII, 395.

Dehenne (M^{me}), fabricante de fleurs

- artificielles, à Paris, médaille de bronze, VII, 396.
- Délaissement**, inspecteur. Son discours aux prix donnés à Toulouse, IX, 564.
- Delaplace** (M^{me}), fabricante de fleurs, à Paris, médaille de bronze, VII, 396.
- Delaporte** (M^{lle}), fabricante de fleurs, à Courbevoie, médaille de bronze, VII, 395.
- Delaporte** (Don de 500 fr. par M^{lle}), IV, 114. — (Don de 1,500 fr. aux Écoles professionnelles de jeunes filles par M^{lle}), V, 181.
- DÉLÉGATION** cantonale pour l'instruction du II^e arrond. (Communication M. Thorel à la), IV, 100.
- Délerot** (M.), Conservateur de la Bibliothèque de Versailles. Secrétaire du Comité de publication, I, 36; V, 37. — Avant-propos sur la situation faite aux enfants dans les ateliers avant la fondation de la Société, I, 3 à 31. — Rapport sur les Pensions d'apprentis, I, 64 à 89; — sur les Ateliers d'apprentissage, 1^{re} partie, 147; — son compte-rendu à l'Assemblée de la Caisse des écoles de Versailles, IV, 90. — Secrétaire provisoire de la Société, IV, 113. — Note sur les classes d'enfants, V, 428.
- Deloffre** (M.), peigneur de lin, à Amiens, médaille de bronze, VII, 408.
- Delvincourt** (M.), verrier, à Paris, mention honorable, I, 308.
- DEMI-TEMPS** pour le travail des enfants adopté en Angleterre et à Mulhouse par M. J. Dollfus, I, 370. — (Discussion sur le), II, 194 — (Proposition de M. Descottes sur le), V, 333. — (Voy. *Travail des Enfants*.)
- Denièr** (M.), président de la Commission de l'enseignement artistique, I, 104; V, 38.
- DÉOLS** (Indre). Orphelinat pour les jeunes filles, médaille d'argent, I, 294; — rappel de médaille d'argent, VII, 387.
- Dépôt** de la Préfecture de police (Visite au), VII, 186, 562.
- Deroy** (M. L.), brocheur à Paris, mention honorable, IX, 261.
- Descottes** (M.), ingénieur des mines. Observations sur l'âge d'admission et l'instruction des enfants dans les manufactures, V, 332, 348 et suiv.
- Désir** (M^{lle}), institutrice de charité; médaille de la Société décerné à, II, 159; — notice nécrologique.
- DESSIN** et modelage (Statuts de l'École de), fondée par la Chambre syndicale de la bijouterie, III, 412. — (Distribution des prix à l'École professionnelle de), V, 284.
- De Veaux** (M^{lle} Th.), sœur Saint-Léopold, de l'ordre de Saint-Charles. Directrice à l'école de MM. Oriolle fils et Rochard, filateurs de laine, à Angers, méd. de bronze, IX, 262.
- Devienne** (M^{lle}), fondatrice d'un Ouvroir, à Beauvais, III, 92.
- DIACONESSES** PROTESTANTES (Œuvres fondées par les), II, 374.
- Didot** (M. Ambroise-Firmin), préside la séance du *Patronage* des enfants de la papeterie, III, 420.
- DIEPPE** (les sœurs de la Providence de), II, 360.
- DIEPPE**. Œuvre des Apprentis pour la confection de la dentelle et la couture, médaille d'argent, I, 291.
- Dieterle** (M.), vice-président de la Commission de l'Enseignement artistique, I, 104.
- Dietsch**, Médaille, I, 308. — (Ecoles fondées à Liepvre (Haut-Rhin), par MM.), III, 425. — (Etat récapitulatif des fondations de MM.), 427. — Propose de décerner des médailles, V, 260.
- Dollfus** (M. Jean), de Mulhouse, vice-président d'honneur en 1867, I, 35. — Médaille, I, 308. — Rapport sur une médaille à décerner, II, 27; — sur le travail du demi-temps, 195; — sur la loi du travail des enfants, 231. — Vice-président d'honneur de la Société, V, 7; — opte avec ses ouvriers pour la nationalité française, 247.
- Dubois** (M.), (Enquête sur la situation des enfants dans la verrerie, par M.), IV, 46; — sur les enfants de la verrerie, V, 336.
- Dubosq** (M^{me}), fabricante de fleurs, à Paris, VII, 395.

Ducarre (M.), député. — Son discours sur la loi du travail des enfants, VII, 216.

Ducellier (M.), sur l'inspection du travail, II, 222.

Duchemin (M.), inspecteur des enfants assistés dans le département de la Meuse. Mention spéciale de reconnaissance, I, 311.

Duchesne-Fournet (M. Paul), filateur de lin et tissage, à Lisieux. Méd. d'argent, IX, 255.

Duchollet (M. le Dr), président d'une Association de patronage, I, 227.

Duffourc d'Antist (M.), chargé des envois de livres aux bibliothèques, II, 282.

Dufrenoy, fabricant de soies (Nécrologie M. Gabriel), II, 15.

Dumas (M.), membre de l'Académie française, secrétaire perpétuel de l'Académie des sciences, *Président de la Société de protection*, I, 39; — son rapport sur les abus du travail des enfants en 1864, I, 27; — son discours d'ouverture à la séance d'inauguration, I, 45 à 55; — discours à la distribution des récompenses le 27 oct. 1867, I, 278; — préside les séances des 9 et 19 juin 1868, pour la discussion de la loi sur le travail des enfants, II, 194, 209; — allocution comme président de la séance du 27 déc. 1868, II, 323; — préside la séance du 19 juin 1870, IV, 3; — du 6 août 1871, 105; — du 2 mai 1872, V, 183; — réélu président de la Société, V, 8; — sur l'enseignement pratique, 188; — son rapport sur le travail des enfants, IX, 13.

Dumoustier de Frédyly (M.), directeur du Commerce intérieur, au Ministère de l'agric. et du comm. Son discours à la séance de la Société des fleurs et plumes, VII, 321; — son discours à la distribution des récompenses de la Société, 358; — de l'Ébénisterie, VIII, 288; — aux prix de l'École supérieure de commerce, 492; — à la Ch. syndicale du papier peint, IX, 184.

Dupin (M. le bon), son projet de loi sur le travail des enfants présenté à la Chambre des pairs le 15 février 1847, I, 10. — Censeur de la Société en 1867, 35.

Dupont (M. Paul) (Bannière à l'imprimerie de), I, 305.

Dupont (M.), inspecteur du travail des enfants dans le département du Nord. Mention spéciale de reconnaissance, I, 311.

Dupont et Deschamps (MM.), à Beauvais (portrait à la fabrique de), II, 338; III, 94.

Duproy (Notice nécrologique sur M. Isaac), II, 15.

Dupuy-de-Lôme (M.). Sur les perrils de l'atelier, 217.

Durand frères, bannière, I, 302. — (Filature à Vizille de MM.), II, 391.

Duvergier (M.), anc. président de section au Conseil d'État; Censeur de la Société en 1867, I, 35.

E

ÉBÉNISTERIE (Société des enfants de l'), I, 231. — Médaille à la Soc. paternelle de l', 306. — (Récompenses à la Soc. paternelle des enfants de l'), II, 145. — (État de la Société des enfants de l'), III, 411. — (Notice sur la Société des enfants de l'), V, 118. — Séance solennelle du Patronage des enfants de l', V, 15, 473. — (Patronage des enfants de l'), VI, 367. — Distribution des prix, VII, 152. — Médaille d'honneur en argent, VII, 409. — Séance solennelle du 7 février 1875, VIII, 283. — Distribution des prix pour 1875, IX, 494.

ÉCOLES intermédiaires pour les professions, I, 120. — Professionnelles de Paris (Rapport sur les), I, 137 et suiv. — D'apprentis de MM. Trapp et Steinheil, I, 378 et suiv. — Diverses de l'État inscrites comme membres perpétuels de la Société, II, 274. — D'apprentis (Mémoire au Préfet de la Seine sur les), par M. Gréard, V, 65. — (Choix des métiers pour les), 66. — (Organisation des), 69. — (Frais d'installation et budget des), 72. — (Matériel d'installation, tables, encriers, etc. des), 78. — (Projet de création des) d'après le Rapport de M. Gréard, V, 111. — Rapport au Conseil municipal de Paris sur la création d'une), V, 214, 287. — (Projet d'école à fonder dans le V^e arr^{mt}), 220. —

- (Vote du Conseil municipal pour la création d'une), 284. — Professionnelle de dessin fondée par la Chambre de la bijouterie, 284. — D'apprentissage (article de M. Robert sur les) à établir dans les Magasins-Réunis, VI, 372. — (Article de M. Emile Corra sur les), VIII, 39; IX, 201. — Ecoles techniques, article de M. Marjolin, 435. — Discussion sur écoles municipales, 347. — Règlement de l'école municipale d'apprentis de Paris, 468. — Ibid., 512.
- ÉCOLE D'ARTS ET MÉTIERS** (le Conseil général de la Seine au sujet d'une), VIII, 489. — Industrielles pour réprimer le vagabondage (Rapport par M. Robin sur les), VII, 35. — De M. Mourceau, 167. — *One industrial School* chez les Anglais, 352. — Écoles de mendiants à Londres, VIII, 60. — Prix à l'École de Commerce de Paris, 402. — École professionnelle de typographie chez M. Chaix, distribution des prix, 455. — École de Commerce, 492. — (Article de M. Salicis sur les), VI, 335. — Distribution de récompenses à l'École de dessin et de modelage de la bijouterie, 434; — de la ville de Paris, 473; — des typographes fondée par M. Chaix, 480 et suiv. — de MM. Goffin et Barbas, VIII, 124; 146. (Voy. *Typographes*.) — Projet d'école d'apprentis pour la tabletterie, IX, 323.
- ÉCOLE PROFESSIONNELLE PRATIQUE DE JEUNES FILLES**, directrice, M^{me} Carot, à Paris. Méd. d'argent, IX, 252.
- ÉCONOMIE CHARITABLE** (Société d'), VIII, 52. — (Résolutions adoptées dans le Congrès d'), 155.
- ÉCONOMIE DOMESTIQUE** (Exposition universelle d'), en 1872, V, 181.
- ÉDUCATION** des enfants apprentis, par la famille, I, 235; — par l'atelier, 242; — par le dimanche (Discours du père Hyacinthe), 245.
- Eichtal** (M. Eug. d'). Observations sur le projet de loi sur le travail des enfants, V, 265. — Extrait d'une brochure sur le *Travail des Enfants*, 311.
- ELANCOURT**. Orphelinat de l'Assomption, fondé et dirigé par M. l'abbé Méquignon, médaille d'argent, I, 294.
- Elhoungne** (M. d'), député belge. Opinion sur le travail des enfants, III, 135.
- EMBALLAGE** (Société d'assistance paternelle pour les enfants employés dans l'industrie de l'); statuts, VI, 442.
- EMBALEURS** (Chambre syndicale des), VIII, 514. — L'emballleur Parisien, IX, 356.
- ENCOURAGEMENT AU BIEN** (Soc. d'), récompenses offertes, VI, 424; VIII, 503.
- ENFANTS** (les) (Œuvre des vacances des), fondée par M^{me} Dollfus à Mulhouse, IV, 22. — De l'Industrie; émigrés pendant le siège de Paris, 122.
- ENFANTS** dans les professions ambulantes, VII, 458. — De l'intempérance chez les enfants, par M. Lefort, VIII, 33. — Les enfants des rues à New-York, 54. — (Texte de loi relative à la protection des), 143. — Adoption et correction des enfants abandonnés ou vicieux, 150, 307. — (Lettre du Ministre sur les), 400.
- ENFANTS MUTILÉS** (Patronages des), V, 36, 53.
- ENFANTS SURCHARGÉS**, etc., V, 128. — Victimes d'accidents, 179.
- ENFANT** des manufactures (l'), par M. Migneret, I, 200.
- ENFANT** de la rue (l'), chronique, V, 27. — (Condamnations contre l'), V, 327. — Transformé en apprenti, 413. (Deux types opposés d'), VI, 525. — (Cas de vol commis par des), VII, 97; 189, 564; IX, 205.
- ENGAGÉS** volontaires d'un an (Examen professionnel à subir par les), V, 411.
- Engel-Dollfus** (M. Fr.), de Mulhouse. — Article sur les arbres de Noël, II, 460. — Communication et rapports divers au nom de la Commission pour les accidents de machines à Mulhouse, III, 284 et suiv. — Communications sur les législations de Zurich et de Bade, III, 469. — Médaille pour son Œuvre des vacances des apprentis, IV, 22. — Rapport à la Soc. d'instruction de Mulhouse, IV, 83. — Offre les *Bulletins* de la Soc. pour prévenir les accidents, V, 199. — Sa lettre sur les

accidents de machines, VI, 519; VII, 26, 30; VIII, 333.

Engel (M.), relieur, à Paris. Méd. de bronze, IX, 261.

ENQUÊTE sur l'Enseignement professionnel en 1863, I, 125. — Sur la situation des classes ouvrières, V, 82, 246, 326; — sur l'Enseignement technique, 256 et 336; — sur les conditions du travail, 406.

ENSEIGNEMENT TECHNIQUE (Rapport du g^{al} Morin sur l'), VII, 513.

ENSEIGNEMENT populaire (Nouvelle méthode adoptée en Suisse et en Angleterre pour l'), V, 240.

ENSEIGNEMENT professionnel (Coup d'œil historique sur l'), par M. Migneret, I, 107 à 136. — Professionnel pratique (sur l'), V, 183. — (Conclusions de la Société sur l'), V, 197. — Religieux (Ecole d'), fondée par l'abbé Chevrier, à Lyon, III, 89. — Technique (Projet de loi présenté le 2 juin 1865 sur l'), I, 127. — (Note sur les écoles d') à Mulhouse, I, 132. — (Amendement de M. Darimon sur l'), III, 106. — (Observations en séance publique sur l'), V, 183. — (Observations sur l'), par M. Ch. Robert, V, 212. — (Enquête sur l'), réponses des Chambres syndicales, 256. — (Observations sur l'), par M. d'Eichtal, 311. — (Enquête sur l'), 339. — (Observation à l'Académie des sciences morales sur l'), VI, 378. — Primaire dans les campagnes, 524. — Primaire à l'École de M. Mourceau, VII, 167. — (Questionnaire d'), 183. — (Notes sur l'utilité publique de l'), 317. — Prix décernés chez M. Chaix, 523. — (Rapport de M. Manès sur l'), VIII, 112; — dans le Rhône, IX, 353. — Rapport sur l'enseignement primaire à Vienne (Autriche), par M. Buisson, 483.

Esnault-Peltre (M. P.), fondateur d'un Orphelinat à Crosne, médaille d'argent, VII, 389.

Estelle (M.), inspecteur libre pour le travail des enfants, I, 311, 372. — Inspecteur à Mazamet; son tableau pour les apprentis, II, 235.

ÉTABLISSEMENTS scolaires (Crédit alloué par la Ville de Paris pour), V, 327. — (Circulaire du Préfet de la Seine sur l'instruction et les), 344. — Insalubres (Règlement sur les), VIII, 248.

ÉTAT (Institutions de l') en faveur des enfants, I, 340.

ÉTATS-UNIS (Règlement de l'école et du travail aux) de l'État de Massachusetts, IV, 101.

ÉTRANGER (Renseignements divers sur le travail à l'), VI, 375, 450, 521. — (Asiles et écoles d'enfants à l'), VII, 45, 177. — Ecoles en Californie, 184. — (Revue de l'), 343, 457. — *Industrial School* chez les Anglais, 352. — Ecole de mendiants à Londres, VIII, 60. — En Alsace et en Belgique, 112. — Inspection du travail de fabrique en Allemagne, 380.

ÉTRANGERS (Patronage des apprentis), III, 398. — Confié à M. Thénard, V, 36.

Ettlinger (M.), sa proposition sur les Pensions d'apprentis, VI, 370. — Médaille de bronze, VII, 391.

EXPOSITION universelle d'Économie domestique (Groupes composant l'), V, 247.

EXTERNAT d'apprentis (Devis d'un), V, 238.

F

FAÏENCE. — (Voy. *Gien*.)

Falc (M.), Inspecteur des enfants assistés dans le département du Tarn, mention spéciale de reconnaissance, I, 311.

Falize aîné (M.), Président de la Chambre syndicale de la bijouterie, III, 413. — Son discours à la distrib. des prix de l'École prof. de dessin, V, 285. — *Ibid.*, VI, 434.

Fauquet-Lemaître (M.), médaille d'argent, IV, 29.

Favier (M.), fabricant de fleurs, à Paris, méd. d'argent, IX, 258.

Favier (M.), propriétaire de la papeterie de Grommel, à Vidennes, méd. d'argent, IX, 259.

Feray (M.), député. — Son discours sur la durée de la journée pour les enfants, VI, 46.

Féret (M. Alexandre), frère Emile, instituteur communal, à Flers (Orne), méd. de bronze, IX, 263.

Ferry, son discours à l'école de M Chaix, IX, 624.

FÊTES organisées pour les enfants ; — vacances des enfants des manufactures, III, 327. — Fêtes des Rois dans un Patronage, III, 329. — Récréations offertes aux enfants à Paris et à Mulhouse, III, 396. — (Voy. *Arbres de Noël*.)

FÊTES DE L'ENFANCE OUVRIÈRE (Distribution des récompenses de la Société de protection). 1^{re} Fête de l'Enfance ouvrière, 27 octobre 1867 ; I, 271-313. — *Distributions de récompenses* du 27 décembre 1868, II, 319-345 et du 21 juin 1870, IV, 10-33. — 2^e Fête de l'Enfance ouvrière, 5 juillet 1874, VII, 357-410 ; IX, 11, 123. — 3^e Fête de l'Enfance ouvrière, le 30 avril 1876, 29.

FILATURE (Ecole de), fondée à Mulhouse, I, 134. — (Manufacture de M. Harmel pour la), I, 332. — (Salaires des enfants employés dans les), VIII, 176 ; — de Betton-Bettonnet, Savoie, 475.

FILLES (Ecoles professionnelles à Paris pour les), I, 138. — (Ateliers de travaux à l'aiguille pour les), 149. — (Rapport sur l'organisation du travail des jeunes), II, 345 à 413. — (Limite d'âge pour l'apprentissage des), VI, 7. — (Note sur le travail des), par M. Joseph Lefort, 469.

FILLES DE LA SAGESSE à Saint-Laurent-sur-Sèvre (Vendée), mention de reconnaissance avec médaille d'argent, II, 341.

FLERS. Patronage pour les jeunes filles, fondé par M. l'abbé Foucault, médaille d'argent, I, 294.

FLEURS ET PLUMES (Note sur l'apprentissage des), I, 172. — (Société d'assistance paternelle pour les enfants employés dans les fabriques des), I, 232. — (Portrait de l'Impératrice à la Société des), 306. — (Apprentissage des), à Clamecy, I, 387. — (De l'apprentissage et de l'assistance donnée aux enfants dans l'industrie des), II, 67 à 82. — (Etat dans Paris de la fabrication des), II, 68. — (Distribution de récompenses à la Soc. des), II, 151. — (Société paternelle des enfants des), III, 410. — (Assemblée générale de la Soc. des), V, 466. — (Séance du 20 avril 1873 de l'Assistance paternelle aux enfants des), VI, 397. — Du 11 novembre 1873, 507. —

(Chambre syndicale des), VII, 166. — Récompenses du 29 mars 1874, 320. — Séance du 10 novembre 1874, 535. — Séance du 4 avril 1875, VIII, 344 ; Récompenses du 23 avril 1876, IX, 609.

Flour (M. Edouard). — Son projet d'atelier-école pour marins, II, 295.

FOECY. Colonie professionnelle, médaille d'argent, I, 293.

FOLEMBRAY (les enfants de la verrerie de), III, 112.

Follot (M.), secrétaire du Patronage du papier peint. Son compte-rendu, VIII, 301.

Forcade (Rapport sur l'inspection du travail des enfants, par M. de), II, 439.

FORCE (Dordogne). (Bannière à l'Orphelinat de la), II, 333.

Fouchet (M. Paul), Rapport sur la manufacture de MM. Harmel frères, I, 332. — Sa note sur l'atelier de M. Collinot, II, 271. — Note sur les apprentis décorateurs sur porcelaine, III, 279. — Rapport sur l'échange des comptes-rendus entre les Œuvres, III, 386. — Notice sur l'apprentissage en Suède, III, 473.

FOURCHAMBAULT. Patronage d'enfants et jeunes ouvriers, dirigé par M. l'abbé Comoy, médaille d'argent, VII, 388.

Fourdinois (M.), fabricant de meubles, à Paris, mention honorable, I, 309.

Fourment (Portrait à l'Orphelinat de M. de), II, 337. — (Note sur l'Orphelinat de M. de), 379.

Fournet (M.), filateur à Saint-Jacques-de-Lisieux (Calvados), médaille de bronze et mention honorable, II, 340.

Fourneyron (Nécrologie sur M. Benoit), II, 16.

FRÈRES des Ecoles chrétiennes. Fondent plusieurs écoles professionnelles au xvm^e siècle, I, 112. — (Patronages dirigés par les), I, 216. — (Portrait de l'Impératrice donné aux), 284. — Mention spéciale, 310. — (Voy. *Patronages*.)

Frère-Orban, Ministre des finances en Belgique. Son opinion sur le travail des enfants, III, 141.

Fromage (M. Lucien), fabricant

de tissus de caoutchouc, à Rouen, médaille d'argent, IV, 29.

Froment-Meurice (M.), secrétaire de la Commission de l'Enseignement artistique, I, 104.

FUMISTES et ramoneurs (Œuvre des jeunes), II, 426. — (Patronage des), VIII, 531.

FUMISTERIE (Chambre syndicale de la), VIII, 359, 453, 515.

Funck (M.). Discours au Parlement belge sur le travail des enfants, III, 120.

FUTEAU (Meuse). Œuvre d'apprentissage fondée par M. l'abbé Aubry, bannière, I, 288.

G

GANTERIE (apprentissage dans les ateliers de), à Chaumont, II, 306.

Gendron (M.), contre-maitre, professeur : médaille, II, 160.

Geoffroy Saint-Hilaire (M.), président du Comité des recettes et dépenses, V, 38.

GÉOGRAPHIE (Méthode d'enseignement de la), V, 44.

Gerdalle (Sœur Onésime) de la congrégation de Saint-Charles, à Barle-duc, VII, 398.

Gévelot (M.), fabricant de munitions de guerre et de chasse, à Issy, médaille d'argent, VII, 391.

GIEN (Travail des enfants à), III, 268. — (Fabrique de faïence à), 271.

Gilet-Piéron (Mention accordée à la fabrique de M.), I, 307. — (Rapport sur la teinturerie de M.), 337.

Gillet (M.), fils, à Lyon, mention honorable, IV, 29; — médaillé d'argent, VII, 391.

Gillon (M. Paulin), député. Son discours sur la loi du travail des enfants, VI, 240.

Gillou (médaille à l'École de M^{me}), IV, 29.

Giraud (M.), président de la Chambre syndicale des marchands tailleurs.

Giraud (M. Alfred), député. — Son discours sur la loi du travail des enfants, VII, 267.

Goblet (M. René), député. — Son discours sur la loi du travail des enfants, VII, 287.

Godchaux (Don de cahiers par M.), II, 283. — (Caisse de participation de l'imprimerie), séance solennelle, VIII, 128. — Mention honorable, IX, 258.

Godin (M.), député. — Son discours sur la loi du travail des enfants, VI, 90.

Godin-Lemaire, à Guise (médaille à la fabrique de M.), I, 304.

Goffin (M.), président de la Soc. des Amis de l'enfance, II, 261.

Goffinon et Barbas (MM.), entrepreneurs de couvertures à Paris mention honorable, IX, 258.

Goldenberg (M.). Lettre à M. le Ministre du commerce sur le travail des enfants, II, 129 à 143. — Discussion sur l'âge des enfants, II, 189. — Son polissoir ventilateur, IV, 48. — (Notice nécrologique sur M.), V, 132.

Goldschmidt (M. Léopold), don à l'Œuvre des bibliothèques, V, 260.

Goudard (M.), constructeur serrurier, à Toulouse, méd. d'argent, IX, 361.

GRADIGNAN. Orphelinat agricole dirigé par M. l'abbé Moreau, médaille d'argent, VIII, 386.

GRAND-COMBE (Gard). (Bannière à la C^{ie} des mines de la), I, 30.

Gras (M.), son École typographique, à Montpellier, III, 223.

Graux (M. Georges), avocat, secrétaire de l'Œuvre de l'Assistance judiciaire, VII, 68.

Gréard (M.), président du Comité de l'enseignement élémentaire, I, 57; V, 37. — Extraits de son mémoire sur les Écoles d'apprentis, V, 65. — Directeur de l'enseignement primaire, V, 328. — Son rapport sur les classes spéciales, 460. — Sur l'instruction élémentaire, IX, 100.

GRENOBLE (médaille à l'Asile Sainte-Agnès de), IV, 23.

Gresser (M.), directeur du Patronage Saint-Charles, à Paris, médaille d'argent, VII, 398.

Gros, à Vesserling (bannière à la filature de M.), I, 300.

Gros frères (MM.), imprimeurs, à Avignon, méd. de bronze, IX, 260.

Grosselin (M.), fondateur d'un Orphelinat de sourds-muets (notice sur), IV, 14.

Grouhel (M.), négociant, à Lorient. Méd. de bronze, IX, 251.

Groult (M.) (Bannière à la maison de), I, 304. — (Internat manufacturier de), II, 303. — Comptendu d'une visite à l'internat de II, 420. — Sur l'enseignement technique, V, 139. — (Prix fondé par), V, 247; — nommé Offic. d'académie, 328; — rappel de médaille d'argent, VII, 392.

Guichard de Choisy (M^{me}), fondatrice-directrice de l'Orphelinat du Sacré-Cœur de Jésus, à Marseille, méd. d'arg., IX, 248.

Guillaume (M.), maître de forge, à Pont-du-Navoy (Jura), médaille, I, 308.

GYMNASTIQUE (Résultats de la), II, 298. — (Arrêté préfectoral sur la), V, 327. — (Exercices de) pour le dimanche, III, 107.

H

Haffner (M.), médaille d'argent, IV, 29.

Halluin (le rév. P.), directeur de l'*Immaculée-Conception*, maison d'apprentis, à Arras, I, 78. — (Récompense à la Maison de l'abbé), I, 288. — Article sur l'organisation de cette Maison, V, 374 à 390. — Mention spéciale de reconnaissance, VII, 388.

Hamelin (M.), atelier de jeunes ouvrières pour dévider la soie, I, 166. — (Bannière obtenue par l'établissement de MM.), 301. — (Fabriques de soie de M.), II, 382. — Rappel de médaille d'argent, VII, 389.

Harmel frères (Bannière à l'établissement de MM.), I, 302. — (Rapport sur la manufacture de MM.), 332.

Hartmann et C^{ie} (Bannière et portrait accordés aux filatures de MM.), II, 336; — médaille d'argent, II, 337.

Havard (M.), président de la Chambre de la papeterie, III, 420.

HAYRE (Ecole d'apprentissage au), II, 292.

Hayem (M. Armand), mention honorable, I, 308; — secrétaire de l'*Oeuvre des lits d'apprentis*, II, 174. — Sur le repos du dimanche, II, 207.

Hayem (M. Julien). Étude sur l'Apprentissage depuis l'antiquité jusqu'à nos jours, II, 30 à 67. — Extrait du *Traité du Contrat d'apprentissage* en collaboration avec M. J. Périn, V, 140 à 178; — médaille d'argent, VII, 392. Note sur l'Enseignement primaire (l'Ecole annexée à l'atelier) V, XIV, 588.

Hébert (M.), vice-président de la Société des enfants de l'ébénisterie; sa médaille, V, 21.

Hébert Duperron (M.). Note sur les écoles annexées aux manufactures dans l'arr. de Lisieux, II, 471.

Hément (Félix), secrétaire du Comité de l'enseignement élémentaire, I, 57; V, 37.

Henry et C^{ie} (MM.), fabricants de cartonnage, à Paris, médaille de bronze, VII, 395.

Héraud (M.), inspecteur des enfants assistés du département de l'Isère, mention spéciale de reconnaissance, I, 311.

Hermant (M^{me}), lettre sur une fête de Noël, à Rennes, VIII, 10.

Hiélard (M. L.). De l'apprentissage dans les fleurs artificielles et plumes de parure, II, 67 à 82; — de l'apprentissage dans l'industrie parisienne; les pensions d'apprentis, III, 165 à 182. — Son compte-rendu de l'Assistance paternelle des fleurs et plumes (11 novembre 1873), VI, 507.

HOLLANDE (loi sur le travail en), III, 479.

Houget (M.) de Verviers (Belgique), sa lettre sur l'initiative en Belgique, III, 158. — Sa communication sur les Associations pour la réforme du travail des enfants, III, 306. — Extrait de sa brochure sur la réforme du travail des enfants, 481. — (Médaille à l'école de M.), IV, 31. — Lettre sur la loi de l'apprentissage, 42.

Husny-Bey (M. le major), médaille décernée pour soins aux enfants ottomans, IV, 32.

Hyacinthe (P.), sa conférence sur les devoirs de l'industrie envers l'enfance, I, 180. — Son discours sur l'éducation des apprentis, I, 235 à 252. — (Livre donné au P.), 313.

HYGIÈNE de l'atelier (Discussions sur l'), II, 209 ; III, 196. — (Conseils d') donnés par le dr Magnin aux apprentis de M. Chaix, VIII, 451

I

Impératrice (L') reçoit une députation de la Société, I, 99.

Imprimerie (Institutions de protection en faveur des enfants de l'), III, 218. — (Statuts de la Société paternelle de l'enfance de l'), *ibid.* — (Société paternelle des enfants de l'), IV, 52. — (Les apprentis allemands de l'), 62.

INDIA RUBBER COMPANY, fabrique de caoutchouc, méd. de bronze, IX, 260.

INSPECTEURS du travail des enfants, créés dans le département de la Seine en 1864, I, 28; — d'ateliers dans les pensions d'apprentis, I, 71; — des études dans les mêmes pensions, *ibid.* — Spéciaux pour le travail des enfants, article de M. Ch. Robert, V, 41; — des apprentis (instruction des), 355. — (Discussion du projet de loi sur les), VI, 235. — (Communication des), VII, 94. — (Loi sur les), 267. — (État des circonscriptions et nomination des), VIII, 82. — Séance de réunion avec le Bureau de la Société, 164. — (Tableau du service des), 280. — (Voy. Inspection.)

INSPECTION du travail des enfants (Circulaire du Ministre de l'intérieur du 25 septembre 1854 sur l'), I, 23. — (Pétition au Sénat sur l'), 360. — (Discussion sur l'), II, 218. — (Rapport du Ministre sur l'), 439. — (Décret chargeant les ingénieurs des mines de l'), 445. — (Commission supérieure de l'), 448. — (Circulaires du Ministre aux préfets sur l'), 448 et suivantes. — En Angleterre; article de M. Alphonse Striber, III, 11 à 40.

INSTITUT normal catholique fondé par M^{lle} Désir (séance de l'), VIII, 54. — (Voy. Société.)

INSTITUTIONS privées en faveur des enfants, I, 346 et suivantes.

INSTITUTRICES DE CHARITÉ (*Comité des*), II, 168; — présidée par M^{lle} Désir, V, 36. — (Règlement du *Comité des*), VII, 176, 490. — (Fête du *Comité des*), VIII, 13, 332.

INSTRUCTION des enfants des manufactures (Discours par M. Jules Simon sur l'), I, 252. — (Discussion sur l'), II, 208. — Des apprentis (extrait d'un discours de M. Müller concernant l'), V, 109. — (Notice par M. Michel Alcan sur l') dans les fabriques de Bohain (Somme), 110. — Instruction primaire (article sur des questions d'), VIII, 46, 494.

INTERNATS de charité, fondés par les congrégations religieuses et par les laïques, article de M. Monnier, II, 345 et suiv.

INVALIDES du travail, à Lille (lettre de M. Longhaye sur l'Œuvre des), VIII, 337.

ISRAËLITE (Œuvre pour les enfants du culte), I, 225. — (Pension d'apprentis du culte), II, 262.

J

Japy (MM.), quincailliers, à Beaucourt, médaille d'argent, II, 338.

Jeannel (M. R.), articles sur les arbres de Noël, III, 72.

Joret-Desclosières, secrétaire de l'Assistance judiciaire, IX, 23.

Joubert (M. Ambroise), membre de l'Assemblée nationale. Sa proposition de loi sur le travail des enfants; amendement à cette proposition, IV, 147. — *Ibid.*, V, 22. — Délibération sur son projet de loi, son discours, V, 438; VI, 33; VII, 225, 270; mention spéciale de reconnaissance, VII, 385.

Joubert-Bonnaire frères (MM.), filateurs de chanvre, à Angers, IX, 256.

Jourdain (M.), vice-président de l'Œuvre des lits d'apprentis, II, 180. — Notice sur les apprentis de l'Imprimerie Chaix, II, 82. — Rapport (1869) de l'Œuvre des lits d'apprentis, III, 382.

Julien (M. l'abbé), directeur-fon-

dateur de l'orphelinat professionnel de l'Immaculée Conception à Toulouse, médaille d'argent, IX, 249.

JURISPRUDENCE protectrice des apprentis : condamnations, V, 94, 100, 272. — (Voy. *Œuvre de l'Assistance judiciaire*.)

K

Karscher et C^{ie} (MM.), mines et usines, à Ars-sur-Moselle, médaille d'argent, II, 338.

Keller (M.), député, son discours dans la discussion de la loi sur le travail des enfants, VI, 235.

KEMBS (Haut-Rhin). Orphelinat, médaille d'argent, I, 293.

Kérisvoal (M. O.). Les Institutions de l'Etat en faveur des enfants, I, 340.

Keyder (M^{lle}), institutrice de charité, à Paris, mention honorable, IV, 30.

Kœchlin, Dollfus et C^{ie} (MM.), à Mulhouse, médaille d'argent, II, 337.

Kolb (M.), fabricant de machines agricoles, à Strasbourg, médaille, I, 308.

Krafft (M. Théodore), directeur de l'établissement protestant de Neuhof, V, 396.

Kunzer (M^{me} v^e) (Médaille à l'Œuvre fondée par), IV, 28.

L

Laboulaye (M.), vice-président de la Société en 1872, V, 8.

Lacroix (M.), filateur, à Montboucher, médaille de bronze et mention honorable, II, 340.

Ladoix (M.), fabricant d'instruments de géodésie, à Paris, mention honorable, I, 309.

Ladoucette (Portrait de l'impératrice donné comme récompense au Patronage de M^{me} de), I, 285. — (Livre donné à M^{me} de), 312. — (Rapport de M. le B^{on} de), 360.

Langénieux (l'abbé), fondateur de la Soc. paternelle de l'ébénisterie,

II, 145. — (Médaille à l'Œuvre fondée par), IV, 25.

Lantiez (M. l'abbé), sa communication sur la question d'apprentissage, II, 233. — Sur les classes spéciales, V, 434. — Président de l'enquête sur la suppression du vagabondage, VII, 31; 112.

Laroche-Joubert (M.), directeur de la papeterie coopérative d'Angoulême, méd. d'argent, IX, 255.

Latour et C^{ie} (MM.), fabrique de chaussures de Liancourt (Oise), med. d'argent, IX, 257.

Latune (MM.), papetiers, à Mirabel (Drôme), médaille de bronze et mention honorable, II, 340.

Lavollée (M. C.), sa discussion sur la loi du travail des enfants, II, 187.

Lebeuf, Millet et C^{ie} (Médaille à la maison établie à Montereau par MM.), I, 307.

Lebrasseur et Faynot (M^{mes}), couture et lingerie, à Châteauroux, mention honorable, VII, 394.

Leclaire (Médaille à l'Établissement d'apprentis de M.), I, 304. — (Nouveaux statuts de la Maison), II, 468. — Sa mort, V, 328.

Lediberder (M.), à Nantes, médaille d'argent, II, 338.

Lefébure (M. Léon), ancien député, *Secrétaire général* de la Société, 1872, V, 9. — Sur l'enseignement pratique, 193. — Son discours sur la loi du travail des enfants, VI, 245. — Rapport sur les travaux et les récompenses de la Société de protection en 1875-76, IX, 234. — Son livre intitulé : *Les Questions vitales*, 623. — Son rapport à la séance solennelle de 1874, VII, 367. — Discours sur l'instruction populaire et le devoir, 545. — Son livre sur les *Questions vitales*. (Compte-rendu de), 639.

Lefort (M. Joseph). Note sur le travail des jeunes filles, VI, 469. — Statistique des salaires des enfants, VII, 143. — Sur les enfants dans les mines d'Anzin, 509. — De l'intempérance chez les enfants, VIII, 33. — Salariares des enfants dans les filatures, 176. — Conditions des enfants au Creusot, VIII, 526. — Condition des apprentis à Paris, IX, 581.

Legentil (M.). Son rapport sur la

- condition des apprentis à Paris, VII, 65; — mention spéciale de reconnaissance, VII, 398.
- LÉGISLATION** anglaise et autres. (Quelques mots sur le travail dans la), I, 4.
- Legouvé** (M.), vice-prés. d'honneur de la Société, V, 7.
- Legrand** (M. Anatole). Notice sur les apprentis de M. Lemaire, II, 86. — Notice sur les ateliers-modèles, II, 266.
- Legrand et Fallot** (Récompense à la rubannerie de MM.), II, 337.
- LEGS** en faveur d'apprentis à l'hospice de Versailles, par M^{me} Lespinasse de Florentin, I, 268.
- Lhermite** (M.), fabricant de coffres-forts, à Paris, mention honorable, I, 309.
- Lekime** (Médaille à l'atelier de cigarières de M^{me}), IV, 26. — Son émigration pendant le siège de Paris, 124. — (Don de 200 francs fait par la Société à M^{me}), V, 261.
- Lemaire** (Récompense à la fabrique de M.), I, 302. — (Les apprentis de M.), II, 86. — (Visite du Min. de l'Instr. publ. aux ateliers de M.), II, 264.
- LEMÉ** (Aisne), Asile évangélique, mention honorable, I, 295.
- Lemoine-Montigny** (M.). Enfants adoptés par la Société des artistes dramatiques, médaille d'argent, IV, 23.
- Lemoine** (M. Henri), son allocution à la séance de la Société paternelle de l'ébénisterie, II, 145; — présid. du Patronage des enfants de l'ébénisterie, V, 15; — président de la Société de l'ébénisterie, III, 411. — Notice sur la Société des enfants de l'ébénisterie, V, 118. — Discours aux prix des enfants de l'ébénisterie, VII, 152; VIII, 284; IX, 494.
- Lequien** (M. Justin), son offre de 25 places gratuites pour le dessin, I, 260. — (Médaille à l'Ecole de M.), IV, 30.
- Leroux** (M. Emile), ingénieur, rapport sur les accidents de machines, VIII, 16, 423. — Sur un concours pour éviter les accidents, IX, 37. — Secrétaire du Comité du placement des Apprentis.
- Le Roy de Saint Amand** (Mention spéciale à M.), I, 310.
- LES DAMES** de LA PROVIDENCE DE DOUAI, patronage de jeunes filles, méd. d'argent, IX, 221.
- Lespinasse** (M.), à Aubervilliers, mention honorable, IV, 31.
- L'Étang** (M. de), chargé de l'Œuvre des bibliothèques, V, 36.
- Leurent** (M.), député, son discours à l'Assemblée sur le travail des enfants, VI, 14.
- LIBRAIRIE** (Soc. paternelle des enfants de l'imprimerie et de la), IV, 52.
- Liguori** (Sœur Alphonse de), supérieure de la manufacture de M. Martin, à Tarare, médaille d'argent, VII, 399.
- LILLE**. Œuvre de la jeunesse, médaille d'argent, I, 291. — Congrégation des filles de l'Enfant-Jésus, médaille d'argent, I, 294. — (Distribution des prix offerts aux écoles professionnelles de), II, 297.
- LISIEUX** (Écoles annexées aux manufactures dans l'arrond^{mt} de), II, 471.
- LITS D'APPRENTIS** (Œuvre des), II, 174. — (Souscripteurs à l'Œuvre des), II, 283. — (Rapport, en 1866, de l'Œuvre des), III, 382; V, 39.
- LOGEMENTS** et établissements industriels (de la Salubrité des), III, 378. — (Loi relative à l'assainissement des), III, 379. — Des apprentis, communication de M. Simon Schloss, V, 342.
- Loi du 22 mars 1841** sur les enfants employés dans les manufactures. Texte, I, 5. — Insuffisance de cette loi, 9. — (Projet de) sur le travail des enfants, présenté par M. Dupin à la Chambre des Pairs le 15 février 1847, texte, 10. — Avantages sérieux de ce projet de loi, 11. — (Texte de) voté par la Chambre des Pairs le 21 février 1848, 14. — (Texte de) sur les contrats d'apprentissage, promulguée le 4 mars 1851, 15. — (Texte de la proposition de), par M. Wolowski, en août 1848, II, 118. — Sur le travail des enfants en 1841, 161. — Sur les contrats d'apprentissage en 1851, 165. — Discussion en forme d'enquête préparatoire à la loi sur le travail des enfants, 184 à 258. — (Observations de M. Houget sur le projet de), IV, 42. — (Proposition de)

- sur le travail des enfants, par M. Ambroise Joubert, et amendement à cette proposition, 116. — *Ibid.*, V, 22. — (Travaux de la Commission de l'Assemblée pour le projet de) sur le travail des enfants, V, 39. — (Etat du même projet de), V, 92. — Sur le travail des enfants. (texte de projet de), V, 205. — (Note sur le projet de) par M. d'Eichtal, 264. — Sur l'instruction, IX, 129. — (Article additionnel à la), — 294. — Modification de la loi du 19 mai 1874, discussion au Sénat et à la Chambre des députés, 379. (*Voy. Travail.*)
- LOIRET** (l'apprentissage dans le département), III, 259 et suiv.
- Longhaye** (M. Aug.), son rapport sur l'apprentissage dans les filatures de M. Thiriez, à Lille, IX, 335.
- Lossler** (M.), sa note sur l'observation de la loi d'apprentissage en Prusse, II, 310.
- Lucas** (M.), à Saint-Ernest-Serquigny (Eure), médaille de bronze et mention honorable, II, 340.
- LUNDI** (Société du travail du), II, 300.
- LUNÉVILLE**. Patronage de la Société de prévoyance et de secours mutuels, dirigé par M. Cobus, médaille d'argent, I, 293.
- Lung frères** (MM.), médaille d'argent, IV, 29.
- Luynes** (M. de), Rapport sur un matériel d'installation d'école d'apprentis imaginé par M. Bapterosse, V, 78.
- LYON** (Bannière à l'Œuvre des apprentis de), I, 288. — PROVIDENCE SAINT-BRUNO, dirigée par les sœurs de Saint-Joseph, médaille de bronze et mention honorable, II, 335. — (Orphelinats des sœurs de St-Joseph à), II, 354. — (Succursales des sœurs de St-Joseph, aux Chartreux, à), II, 395. — (Les Œuvres de la ville de), III, 78 et suiv. — (Médaille à l'Œuvre des dames tutrices établies à), IV, 21. — (Médaille à l'Œuvre des dames zélatrices établies à), *ibid.*
- M**
- Mady** (M. Henry), ouvrier jardinier à Niort (Deux-Sèvres), méd. de bronze, IX, 264.
- Maignen** (M. Maurice) (Bannière au Cercle de jeunes ouvriers fondé par M.), I, 289. — Offre au Cercle des jeunes ouvriers des lits d'apprentis, II, 276.
- Maillard** (M.). Rapport sur la situation de l'enfant dans les fabriques de châles, I, 318. — Mention à son école établie à Grougis (Aisne), II, 343.
- MAISON D'APPRENTIS TONNELÉ**, directeur : M. l'abbé Archambault, à Tours, méd. d'argent, IX, 249.
- MAISONS D'ÉCOLE** ; leur insalubrité à Paris blâmée par M. le dr Marjolin, V, 337. — Règles applicables à leur construction, *ibid.* (note).
- MAISON DE FAMILLE**, fondée par la Soc. des Amis de l'enfance (Visite du Ministre de l'Instr. publ. à la), II, 261.
- MAISON D'APPRENTIS**, Œuvre de l'Immaculée-Conception, à Arras, V, 374.
- MAISON D'APPRENTIS**, de la ville de Nancy. Mention spéciale de reconnaissance, IX, 250.
- Maistre** (M.), filateur à Villeneuve, près Clermont, méd. de bronze, IX, 256.
- MAITRES** (Droits et devoirs des), extrait du *Traité du contrat d'apprentissage*, par MM. Hayem et Périn V, 141.
- Malarce** (M. de), son livre sur les Caisses d'épargne, IX, 112.
- Malartre** (M.), député. — Son discours sur la loi sur le travail des enfants, VII, 227.
- Malescourt** (Louis), mention à son internat manufacturier IV, 30. — Sa lettre à la Société, V, 200. — Autre lettre, 261. — Son Orphelinat à Saint-Jean-de-Bournay (Isère), V, 341.
- Mame**, médaille, I, 309. (Fête à l'imprimerie de M.), à Tours, VII, 462. — Rappel de méd. d'argent, IX, 256.
- Marchand** (M.), verrier, à Saint-Ouen, mention honorable, I, 308.
- Marceille** (M. l'abbé), directeur du Patronage de Saint-Sernin à Toulouse ; mention honorable, IX, 249.
- Marguerin** (M.), directeur de l'École Turgot (Livre donné à M.), I, 313. — Président du Comité du *Bulletin*, V, 37.

Marie (M.), ancien bâtonnier; Censeur de la Société en 1867, I, 35.

Marie (M^{me} sœur), supérieure des religieuses de la colonie agricole de Bethléem, près Nantes, méd. de bronze, IX, 250.

Marienvall (M.). Son rapport au Patronage des fleurs et plumes, VI, 514; VII, 325; VIII, 525.

MARINE (Institutions de l'Etat en faveur des enfants dans la), I, 340. — (Voy. *Messageries*.)

MARINS (Projet d'atelier-école pour l'instruction des jeunes), II, 295.

Marjolin (M. le Dr) (Discours de), II, 143; — Sur l'âge des enfants pour le travail, II, 192. — Sur l'hygiène de l'atelier, 212. — Recherches sur les accidents et les affections chirurgicales auxquels sont exposés les jeunes apprentis, III, 358 à 376. — Sur l'enseignement technique, V, 192. — Sur le demi-temps et les écoles, 334. — Sur les écoles, 427. — Quelques réflexions sur la loi du travail des enfants, VI, 317. — Rapport sur l'Orphelinat de Saint-Joseph, 410. — Sur l'enquête du vagabondage, VII, 31, 112. — Rapport sur l'internat des sœurs de Marie-Auxiliatrice, IX, 329. — Article sur les Ecoles techniques et professionnelles, 435. — Délégué au Congrès d'hygiène et de sauvetage de Bruxelles; son rapport, 533.

MARSEILLE. Patronage d'apprentis et de jeunes ouvriers, fondé et dirigé par M. Lyon, médaille d'argent, I, 293. — Œuvre d'apprentis et de jeunes ouvriers, dirigé par M. l'abbé Timon-David, médaille d'argent, I, 291.

Martin (MM. J.-B. et Pétrus), portrait de l'impératrice à leurs établissements de Lyon et Tarare, I, 301. — (Notice nécrologique sur M. J.-B.), II, 17.

Masson (M^{lle}). Œuvre des dames lyonnaises, dites Tutrices, médaille d'argent, IV, 21.

Mathieu (M. Auguste). Directeur d'une Œuvre d'Apprentis, à Barle-Duc. Méd. de bronze, IX, 251.

Mathieu (M. H.). De l'apprentissage dans les Compagnies de chemins de fer, I, 324.

Mauge du bois des Entes

(notice nécrologique sur M.), IX, 206.

Maurice (M. Gustave), inspecteur du travail des enfants dans les manufactures, V, 332; — inspecteur divisionnaire à Paris, communications, VIII, 452. — sa lettre à la Société de protection, IX, 8.

Max Richard (M.), député. — Son discours sur la loi du travail des enfants, VI, 146.

Mayniel (M. E.). Note sur l'Œuvre des jeunes fumistes et ramoneurs, II, 425.

MAZAMET (Règlement sur l'apprentissage dans la commune de), I, 372.

MAZAROV (Programme d'apprentissage de M.), V, 358.

MEAUX (Institutions pour favoriser l'apprentissage à); distribution de récompenses, VIII, 448.

MÉCANICIENS (Projet d'école d'internes pour les apprentis), VI, 407.

MÉDAILLES accordées aux membres des Commissions pour la séance solennelle du 27 oct. 1867, I, 313. — Pour la séance du 27 déc. 1868, II, 343. — (Voy. *Récompenses*.)

Melun (M. le C^{te} de), compte-rendu d'une fête de Patronage, I, 265. — Fondateur des Patronages des frères des écoles chrétiennes, I, 284. — (Livre donné à M.), 312; — son discours à l'Assemblée sur la loi du travail des enfants, VI, 39, 279; — mention spéciale de reconnaissance, VII 385.

MEMBRES de la Société (Listes des) en janvier 1867, etc. I, 39; 95; 181; 269; 390. — II, 171; 316; 475. — III, 331, 334. — IV, 104. — Liste générale, IV, 134. — V, 88; 134; 182; 250; 330; 481. — VI, 533. — (Distinctions offertes aux), VII, 474. — (Nécrologie des), 475. — Distinctions; nécrologie, VIII, 61.

MEMBRES CORRESPONDANTS de la Société de protection des apprentis (Instruction pour les), VI, 530. — Liste des membres, VII, 567.

MÉMOIRES des instituteurs (Extraits des), sur les abus du travail des enfants, en 1861, I, 25.

MÉNIL-SAINT-FIRMIN. Orphelinat dirigé par les sœurs de Saint-Joseph-de-Cluny, médaille de bronze et mention honorable, II, 335.

MENTIONS HONORABLES. (Voy. *Récompenses*.)

Mesny (M. Victor), professeur, à Paris, méd. de bronze, IX, 252.

MESSAGERIES (De l'enfant dans les services maritimes des), I, 347.

METRAY (Médaille à la Colonie de), IV, 27.

METZ (Rapport à la Soc. des jeunes ouvriers de), V, 393.

METZ (Œuvre du Patronage des jeunes ouvriers et apprentis de la ville de), mention honorable, I, 295; — médaille d'argent, VII, 389.

Metz (Mention à M.), pour sa Maison de jeunes filles, II, 342. — (Orphelinat fondé à Fribourg-en-Brisgau par M.), II, 399.

MEYSENTHAL (Les enfants dans la verrerie de), III, 111.

Michel (M.), fabricant d'instruments de précision, à Paris, mention honorable, I, 309.

Midocq (Ateliers de M.), II, 267.

Migneret (M.), ancien conseiller d'Etat; vice-président en 1867, I, 35. — Coup d'œil historique sur l'origine, la marche, les progrès et l'état actuel de l'Enseignement professionnel, I, 107 à 136. — L'enfant des manufactures à Mulhouse, I, 200 à 207. — Rapport sur les récompenses aux industriels pour les soins qu'ils donnent à leurs apprentis, I, 296 à 312. — Allocution sur le projet de fondation de pensions d'apprentis, à Paris; I, 314. — Préside la séance du 23 février 1868, II, 3. — Préside la séance du 25 mai 1868, son discours, II, 184. — Réélu vice-président en 1872, V, 8.

Million (M^{lle}), Directrice de l'Œuvre de Sainte-Catherine, à Lyon, III, 81.

MINES (Rapport sur le travail des enfants dans les), II, 240. — (Règlement d'administration pour les enfants employés dans les), VIII, 180.

Mismaque (M^{lle}), institutrice de charité, à Paris; médaille d'honneur en argent, VII, 410.

Molard (M. l'abbé), Directeur-Fondateur de l'Orphelinat de filles de Villegusien (Haute-Marne); méd. de bronze; IX, 249.

Monnier (M. Fréd.). Rapport sur la distribution des récompenses à la séance du 27 décembre 1868, II, 331. — Organisation du travail manuel des jeunes filles, II, 345 à 413. — Vice-président du Comité judiciaire de la Société, III, 213.

Monnier (M. l'abbé), à Saint-Etienne. — Portrait accordé à son Patronage, II, 331.

Monnier frères (MM.) (Médaille à l'Œuvre de), IV, 28.

Monnin (MM.), verriers, médaille d'argent, IV, 28.

Monot (M.), cristallerie, à Pantin. médaille, I, 308.

Montandon (M.), fabricant, à Paris, médaille, I, 308.

MONTARGIS (Société d'assistance à), III, 264.

MONTATAIRE (Organisation des usines de), VIII, 303.

MONTBÉLIARD, Association évangélique pour le patronage des enfants indigents, médaille d'argent, I, 291.

Monteaux (M.). Observations sur l'hygiène et l'inspection des ateliers, II, 214, 219. — Sur l'enseignement professionnel, V, 192. — Sur l'âge d'admission, 334.

Montessay et Chomer (MM.), tissage, à Vienne, médaille de bronze et mention honorable, II, 339.

Montgolfier (Bannière à la papeterie de MM.), II, 336; 340. — (Orphelinat de la papeterie de M. de Canson), II, 405.

Moreau-Degois (M^{me}), fabricante de fleurs, à Paris, médaille de bronze, VII, 396.

Mouchy (Duc de), Prince de Poix, secrétaire général de la Société en 1867, I, 35. — Son compte-rendu sur l'organisation et les travaux de la Société, à la séance d'inauguration, 56 et suiv. — Compte-rendu lu à la séance publique du 29 février 1867, 102 à 107. — Compte-rendu fait à la séance du 10 septembre 1867, 183. — Compte-rendu des séances des 27 octobre et 12 décembre 1867, 271. — Compte-rendu des actes de la Société à la séance du 23 février 1868, II, 8. — Compte-rendu de la séance du 25 mai 1868, 179. —

- Vœux exprimés par la *Société de protection*, 253. — *Compte-rendu de la séance du 27 décembre 1868*, 321. — *Compte-rendu de la séance du 12 juin 1869*, III, 159. — *Compte-rendu de la séance du 19 juin 1870*, IV, 4. — Sa démission de membre du Bureau, V, 33.
- Mourceau** (Médaille à la fabrique de M.), I, 307. — Son École pour les apprentis, VII, 167; — rappel de médaille d'argent, VII, 392.
- Mousses** (Ecoles de), subventionnées par l'Etat, I, 341.
- Moynier** (M.), Apprentis du Bureau de bienfaisance du 1^{er} arr., médaille d'argent, IV, 23.
- Mulhouse** (les Ecoles techniques de), I, 132. — (Ecole de filature fondée à), I, 134. — (L'enfant des manufactures à), I, 200. — (Portrait du prince impérial à l'Ecole israélite de), 287. — (Réponse au questionnaire du Ministre de l'agriculture par la Commission de surveillance de), 363. — (Ecole d'apprentis de M. Trapp à), I, 378. — (Association pour prévenir les accidents de machines, fondée à), II, 238; — mention spéciale de reconnaissance, VII, 393. — (Société industrielle de), III, 297. — (Société des amis de l'Instruction populaire de), IV, 81. — Exposition industrielle à), IX, 342.
- Müller** (Récompense à l'établissement de M.), II, 337. — (Description de l'internat de M.), II, 337.
- N**
- Najean** (M.), son Internat pour les enfants de la passementerie, III, 432. — (Médaille à l'Œuvre de M.), IV, 29.
- Nancy** (Portrait du prince impérial à l'Œuvre des apprentis de), I, 286. — Sœurs Saint-Charles chez M. Cartier-Bresson, mention spéciale de reconnaissance, I, 310. — (Sœurs de Saint-Charles à), II, 363. — (Mention à l'Orphelinat des sœurs du Saint-Cœur de Marie à), II, 341; 355. — (Comité des Apprentis du Bureau de bienfaisance de la ville de), médaille d'argent, VII, 397. — (École professionnelle Sainte-Anne à), IX, 627.
- Nantes** (Ecole d'apprentis à), I, 261.
- Œuvre de Notre-Dame de Toute Joie, médaille d'argent, I, 290.
- Neuhof** (Bannière à l'Orphelinat de), II, 333. — (Etablissement protestant à), V, 396.
- Nevers** (Mention décernée aux Sœurs de), II, 341. — (Orphelinats fondés par les sœurs de charité de), 359.
- New-York** (La misère et le crime à), par M. Brace, VII, 463. — (Les enfants des rues à), VIII, 54.
- Nicolin** (Frère), directeur du Patronage des Apprentis, à Orléans, méd. de bronze, IX, 250.
- Niederbronn** (Bas-Rhin) (Sœurs du Divin-Rédempteur à), II, 363.
- Nord** (Rapport fait en 1868 au Conseil général du), II, 249. — (Application de la loi sur le travail des apprentis dans le département du), III, 156.
- O**
- Oberthure et fils** (MM.) imprimeurs, à Rennes; mention honorable, I, 309. — Leur atelier d'apprentissage, tissage, VII, 338, 530; médaille d'argent, 390.
- Objets d'art** donnés aux réunions d'enfants, III, 398.
- Œuvres-annexes** de la Société de protection des Apprentis et des Enfants employés dans les manufactures, VII, 14. (Voyez *Comités-annexes*, p. 676.)
- Œuvre de Jeunes Apprenties** dirigée par la sœur Mogniol, à Paris, médaille d'argent, I, 290.
- Œuvres ouvrières catholiques** (Congrès des directeurs des), VIII, 404; IX, 515.
- Œuvre de Jeunes Ouvrières**, à Grenelle, fondée par M^{lle} Payen, médaille d'argent, I, 290.
- Œuvre du Patronage des Jeunes Ouvrières et Apprenties**, sous la direction de M^{me} la baronne de Ladoucette, récompense, I, 285.
- Œuvre des Jeunes Ouvrières**, fondée à Paris par M^{lle} Léocadie, médaille d'argent, I, 292.
- Œuvre de Saint-Nicolas**, à Paris, médaille d'argent, I, 292. — méd. de vermeil, IX, 253.

ŒUVRE DES PETITS RAMONEURS ET FUMISTES DE PARIS, médaille de bronze et mention honorable, II, 334.

ŒUVRE DES ZÉLATRICES (M^{me} la supérieure de l'), à Fourvières, médaille d'argent, IV, 21.

ŒUVRE générale des Écoles professionnelles catholiques, à Paris, méd. d'argent, IX, 252.

OFFRES d'apprentis à placer, V, 87; 133. — Par les patrons de places d'apprentis, V, 249; — d'apprentis, 250; 329; 419; 479.

Ollivier (Lettre d'adhésion de M.), IV, 5.

Oriolle fils et Rochard (MM.), filateurs de laine, à Angers, méd. d'argent, IX, 257.

ORLÉANS. Œuvre des Apprentis, médaille d'argent, I, 290. — (Société de Patronage, à), III, 259.

ORPHELINAT DE NOTRE-DAME PRÉSERVATRICE, à Paris, méd. d'argent, IX, 253.

ORPHELINAT et Écoles professionnelles des sœurs de la Providence. — Sainte-Marie, à Paris, rappel de méd. d'argent, IX, 253.

ORPHELINAT du Prince impérial (Œuvre de l'), I, 211. — De garçons, à Versailles, reçoit une bannière, 287. — Des Saints-Anges, à Paris, une bannière, 289. — De Luzarches, médaille d'argent, I, 292. — Protestant, à Orléans, mention honorable, I, 295. — De MM. Harmel, I, 336. — D'Allemagne, II, 397. — Du Prince impérial (situation en 1868 de l'), III, 117. — A Castres (Tarn), V, 390. — De Saint-Joseph, à la cristallerie du Bourget, VI, 374, 410. — Orphelinat agricole dans le Gard, 421. — En Vendée, VII, 454. — Dans la Haute-Marne, 456. — Société générale de Patronage des Orphelinats agricoles, VIII, 51. — Des pauvres écoliers à Paris, 364. — Des Sœurs de Marie-Auxiliatrice, IX, 329. — Des sœurs fidèles compagnes de Jésus, 509. — Du Sacré-Cœur de Jésus, à Marseille, IX, 263.

ORPHELINS (de la Garde des) au moyen-âge, noté de M. J. Périn, IV, 149.

Oscar de Vallée (M.), sur le travail de nuit, II, 205.

Oury (M^{lle} Léonie), à Suippes, (Marne) mention honorable, IX, 263.

OUVROIR Marie (Note sur l'), VIII, 135. — Saint-Pierre à Chartres, médaille de bronze et mention honorable, II, 334; — Sainte-Geneviève, II, 480.

OUVROIR du V^e arat (École d'apprentissage et de couture), médaille de bronze, VII, 388.

P

Paillard (M. Victor), sur l'Enseignement professionnel, V, 192.

PAIN (Bons supplémentaires de), donnés aux ouvriers, VII, 99.

Pankoucke (M.), imprimeur typographe, à Paris, mention honorable, I, 309.

PAPETERIES (Notes sur diverses), II, 405; V, 476.

PAPIER (Groupe syndical du), séance de distribution de récompenses, VII, 437. — (Concours ouvert par la Chambre syndicale du), VIII, 119. — (Séance de la Chambre syndicale du), discours de M. Havard, 352.

PAPIER PEINT (Note sur l'Œuvre des enfants du), I, 169. — (Société des enfants du), 229. — (Portrait du prince impérial à l'Œuvre du), 305. — (Note sur l'industrie des), VI, 425. — (Distribution des prix aux enfants des), VII, 159; VIII, 293.

PARENTS (Responsabilité des) pour leurs enfants mineurs: Ordonnance de police à ce sujet, VI, 465.

PARIS (École municipale d'apprentis de la ville de), VI, 473. — Paris industriel depuis un demi-siècle, ouvrage de M. Devinck, VII, 147.

Paris (M.), verrier au Bourget, mention honorable, I, 308. — Médaille à son Œuvre, IV, 28. — Rappel de médaille d'argent, VII, 392.

PARTICIPATION de l'ouvrier aux bénéfices dans l'imprimerie de M. Chaix, V, 408. — (Voy. *Caisses*.)

PASSEMENTERIE (Internat des enfants de la), III, 432.

PATRONAGE des apprentis et jeunes ouvriers de la ville de Douai, méd. d'argent, IX, 252.

PATRONAGES (Études sur les Œuvres de) par M. de Coulange, I, 208. — Dirigés par les frères des Ecoles chrétiennes, 216. — Dirigés par les sœurs de St-Vincent-de-Paul, 218. — De la Société de St-Vincent-de-Paul, 220. — (Association de fabricants et d'artisans pour les) d'orphelins des deux sexes, 227. — De la confession d'Augsbourg; portrait de l'impératrice, 286. — De la *Providence Sainte-Marie*, même récompense, *ibid.* — De l'Eglise réformée, à Nîmes, médaille d'argent, I, 292. — Des jeunes gens de l'Eglise réformée, à Lyon, médaille d'argent, I, 292. — Patronage d'apprentis et de jeunes ouvriers (sous le nom de Saint-Jean), à Paris, médaille d'argent, I, 293. — Visite faite à deux Patronages par le Minist. de l'Instr. publ., II, 259. — De l'Eglise réformée, portrait du prince impérial, 287; — médaille d'argent, VII, 387. — Des apprentis étrangers, II, 260; III, 398. — Des apprentis mutilés, 401. — Sociétés d'assistance paternelle, VI, 367. — Patronage, à Bordeaux, VII, 342. — Pour l'amélioration de l'apprentissage en Seine-et-Marne, 451. — Notre-Dame-de-Nazareth, VIII, 481. — Mention honorable, I, 295; — médaille d'argent, VIII, 388.

Paz (M. Eugène), offre de son gymnase pour le dimanche, III, 107.

PENSIONS d'apprentis (Établissements des). Articles de M. Délerot, I, 64 à 89. — (Organisation et description des), 66. — A Strasbourg, dite École des *Arts et Métiers*, *ibid.* — A Mulhouse en 1842, 74. — A Nancy en 1845, 76. — A Arras, 78. — A Lyon et dans d'autres villes, 79. — Situation de ces pensions à Paris, 84. — A Tours, fondation de M^{me} Tonnellé, 86. — (Allocution de M. Migneret sur la fondation de), I, 314. — (Visites du Ministre de l'Instr. publ. aux), II, 258. — La Tutelle; les apprentis protestants; Providence Sainte-Marie; Maison de famille; apprentis Israélites, II, 258 et suiv.; récompense, 334. — De Saint-Ambroise-Popineourt, fondée par l'abbé Chevojon, II, 279. — (Études sur les) par M. Héliard, III, 165 à 182. — (Proposition aux Chambres syndicales pour les), par M. Ettlinger, VI, 370; — VII, 172. — (Projet de

budget pour), 329. — Pensions d'apprentis de Baccarat, 335.

PENSIONNAT de jeunes filles de l'Eglise réformée, à Paris, médaille d'argent, I, 294; — d'apprentis de la typographie (projet d'un), V, 224. — (Enseignement dans le), 234. — (Devis pour un), 237. — La Tutelle, fondée par M. Piver, 294. — (Voy. *Orphelinats, Internats, Maisons.*)

Pereire (M. Émile), fils. Rapport sur cinq écoles professionnelles de Paris, I, 137 à 146.

PÉRILS et police de l'atelier (discussion sur les), II, 209.

Périn (M. Jules), avocat à la Cour d'appel, d^r en droit, juge-de-peace suppléant du V^e ar. de Paris. — Son projet de *Traité de la Responsabilité des Accidents qui atteignent les personnes dans les travaux industriels*, I, 263. — Membre, puis secrétaire de l'*Œuvre de l'Assistance judiciaire*, II, 180, 322; III, 213; V, 37. — Secrétaire de la Société, V, 9. — A publié : *Le travail des apprentis et des enfants des manufactures devant la jurisprudence*, III, 183 à 212. — Monographie (Lettre à M. Engel-Dollfus) sur les *Accidents dans les scieries mécaniques* (devant la jurisprudence); IX, 46, 91. — Comptes-rendus du *Comité Judiciaire*, III, 213 à 406; IV, 37, 127; V, 128, 179. — Communications diverses, sur l'hygiène et les périls de l'atelier, II, 209; les Chambres syndicales, 289; la Soc. du travail du lundi, 300; l'apprentissage de Benvenuto Cellini, III, 52, note. — Situation de la Société, plan de son *Bulletin*, V, 3. — L'enfant de la rue, V, 27. — Compte-rendu de la séance du 4 avril 1872, V, 135. — Extrait de son *Traité du Contrat d'apprentissage*, en collaboration avec M. Julien Hayem, V, 149 à 178. — Compte-rendu de la séance du 2 mai 1872, 183 à 199. — Lettre aux secrétaires des Chambres syndicales, V, 202. — Note sur l'apprentissage dans les industries parisiennes, V, 216. — Compte-rendu des séances ordinaires de la Société du 6 juin, 251; du 1^{er} août, 331; du 7 novembre 1872, 421, etc.

Perisse (Écoles établies à Lyon par M. Antoine), III, 87.

Pernolet (M.), député, son discours sur le travail des enfants, VI, 463, 83; VII, 232.

Péronne (M.), rapport sur l'École d'apprentissage, V, 199.

Perrin (M. le Dr). Sa discussion sur l'âge des enfants, II, 191. — Sur l'hygiène, IX, 156. — Chevalier de la Légion d'honneur, 519.

Petit (M. Ch.), président fondateur de la Société des fleurs et plumes. Discours à la distribution des récompenses, II, 150. — Lettre sur les apprentis, V, 122. — Censeur de la Société, préside la séance du 1^{er} août 1872, V, 331. — Sur les classes spéciales, 428. — Rapport à la Soc. des fleurs et plumes, 470. — Mention spéciale de reconnaissance, VII, 392. — Son rapport aux enfants des fleurs et plumes, VIII, 518. — Vice-président de la Société.

Piat (M. A.), fondeur-mécanicien à Paris, médaille d'argent, VII, 395.

Piel (M.), président de la Chambre syndicale de la bijouterie, IX, 165.

Piéttri (M.), ancien Préfet de police, Vice-président d'honneur en 1867, I, 35.

Pirmez (M.), Ministre de l'Intérieur en Belgique. Son opinion sur le travail des enfants, III, 132.

PITHIVIERS (Œuvres établies à), III, 266.

Piver (M. Alphonse), Fondateur de la *Tutelle*, maison d'apprentis à Paris, I, 86. — Son Pensionnat d'apprentis fondé sous l'impulsion de la Société, I, 175. — (Mention spéciale à), I, 311. — Sa Maison d'apprentis la *Tutelle*, V, 294. — Rappel de mention spéciale de reconnaissance, VII, 393. — Président de l'Œuvre du placement des apprentis, IX, 217.

PLACEMENT des apprentis (*Comité du*), VII, 28, 101, 191, 356, 479, 566; VIII, 62. — (Observations sur le), 66. — Conditions d'admission, 158. — Situation du *Comité*, 321; IX, 115; 217; 359.

PLAISANCE. Orphelinat de jeunes filles, dirigé par le pasteur Paumier, médaille d'argent, I, 291; — rappel de médaille d'argent, VII, 388.

Plantevin aîné (M.), moulinage

de soie, à Veyrières, méd. d'argent, IX, 255.

Pleyel (Portrait à la Maison de M.), II, 338.

POITIERS (Orphelinat des filles de la Croix à), II, 357.

Poiré (M.), son livre sur les principales industries, IX, 104.

POLISSOIRS à ventilateurs de M. Golderberg, IV, 48.

PONT-AUDEMER. Patronage d'apprentis, dirigé par M. Malherbe, médaille d'argent, I, 293.

PONT-A-MOUSSON. Orphelinat, dirigé par les sœurs, médaille de bronze et mention honorable, II, 335.

PORCELAINE (Apprentis décorateurs sur), III, 279.

PORTRAITS. — (Voy. *Récompenses*.)

Portz (M^{lle}) (Asile établi à Versailles par), III, 95.

POUL-AR-BACHET (Finistère); (Bannière à l'Ouvroir de), II, 333.

Pouyer-Quertier (M.), député. — Son discours sur la loi du travail des enfants, VI, 203.

PRÉFET DE LA SEINE (Lettres à M. le) sur les Écoles techniques, V, 252. — (Sur l'instruction des apprentis, circulaire du), 344. — Sa Circulaire aux instituteurs, VIII, 38.

Prétavoine (M.), député. — Son discours sur la loi sur le travail des enfants, VI, 187.

Prévost et Lambert (MM.). Atelier de porcelaine, III, 279.

PRÉVOYANCE (Institution de), IX, 357.

Prieur de la Comble (M.), banquier; trésorier de la Société en 1867, I, 35. — (Voy. aussi IV, 114, et V, 38.)

PRIX décernés par la Société. — Offerts par le Comité des accidents pour 1876, VIII, 73. — Liste des prix à décerner en 1876, VIII, 543. — Pour le concours contre les accidents, IX, 37. — A la Chambre syndicale du papier peint, 184. — (Voy. *Récompenses*.)

PROTESTANT (Œuvre pour les enfants du culte), rue de Charonne, I, 224. — (Etablissement de) Neuhof, V, 396.

PRUSSE (Situation des apprentis en).

I, 375. — (Observ. de la loi d'apprentissage en), II, 310.

Puy (le), Orphelinat, médaille d'argent, I, 293. — Institut des Dames et Béates de l'Instruction, mention de reconnaissance avec médaille d'argent, II, 341.

R

Ramard (M.), imprimeur lithographe, à Paris, I, 309.

Rambaud (École de M. l'abbé), à Lyon, III, 81.

RÉCEPTION de la députation de la Société par l'impératrice, I, 99.

RÉCOMPENSES accordées par la Société aux Œuvres de bienfaisance; séance solennelle du 17 octobre 1867 (rapport de M. de Boureuille sur les), I, 282 à 295. — A donner aux industriels pour leurs soins envers les apprentis (rapport de M. Migneret), I, 296. — (Rapport de M. Monnier sur les séances du 27 décembre 1868, II, 331. — (Rapport de MM. de Rothschild et Cornudet sur les); séance du 19 juin 1870, IV, 10, 17. — (Distribution de) par une Commission de Mulhouse pour réduire les causes d'accidents, III, 291. — Récompenses diverses accordées par la Société, VII, 199. — (Distribution des) en séance solennelle, 385. — Récompenses aux Institutions charitables, 386, aux Œuvres manufacturières, 289, aux contre-maitres, 399, aux apprentis, 403. — Prix décernés par les Œuvres-annexes, 408. — Distribution solennelle du 30 avril 1876, IX, 229. — Aux agents de l'autorité pour surveillance, 530. — A l'Ecole professionnelle de M. Chaix, 615.

RECOURBEAU (Drôme), (Bannière accordée à la Maison de), II, 332. — (Ateliers dir. par des sœurs à), 393.

RÉFORME pénitentiaire, art. de M. Robiquet, VII, 559.

REIMS. Patronage fondé par la Société industrielle, mention honorable, I, 295.

RENNES. Œuvre de Patronage fondée par M. l'abbé Bourdon, médaille d'argent, I, 291.

REPOS des dimanches et fêtes (Discussion sur le), II, 206.

Reuil (fondations de M. l'abbé), à Lyon, III, 78.

Reverdy (prix fondé par M.), IX, 357.

Rey (M. l'abbé). Colonie de Citeaux, médaille d'argent, IV, 27.

Ribains (M. l'abbé de), directeur du Patronage Notre-Dame, à Toulouse, mention honorable. IX, 249.

RIBEAUVILLÉ. Orphelinat dirigé par les sœurs de la Divine-Providence, médaille de bronze et mention honorable, II, 334.

Richter-Linder à Bâle (mention à l'Etablissement de M.), II, 342. — (Orphelinat allemand de M.), 397.

Riess (Notice nécrologique sur M. Martin), II, 18.

Riottot (M. Jules), Président de la Soc. des enfants du papier peint. Sur la loi du travail, II, 186. — Sur les enfants du papier peint, V, 429. — Discours aux prix des enfants du papier peint, VII, 160; VIII, 294.

Risse (Rapport sur la Soc. des jeunes ouvriers de Metz par l'abbé), V, 393, — Sa lettre, 435.

Rivarol (M. le C^{te} de) Directeur de la *Maison de Famille*, II, 261.

Robert (M. Charles), anc. conseiller d'État; vice-président en 1867, I, 35. — Préside la réunion du 10 sept. 1867, I, 190. — Préside les récompenses à la Soc. paternelle de l'ébénisterie et des fleurs et plumes, II, 145. — Son discours sur M. Barreswil, IV, 109. — Réélu vice-président en 1872, V, 8. — Préside la séance des enfants de l'ébénisterie, discours, V, 15. — Article sur la nécessité de créer des inspecteurs spéciaux nommés et rétribués par l'État, V, 41 à 53. — Son discours sur l'enseignement technique à la séance du 2 mai 1872, V, 183. — Notes relatives à l'Enseignement technique, V, 212. — Préside la séance du 6 juin 1872, 251. — Préside les prix de l'école professionnelle de dessin, son discours, 289. — Préside la séance du 7 novembre, 421. — Son discours à l'assemblée de la Soc. des fleurs et plumes, 466. — Discours à la séance de l'Assistance des fleurs et plumes, VI, 398. — Au syndicat des Chambres syndicales sur les assistances

- paternelles, VII, 89. — Sa conférence intitulée *Ecole ou prison*, 140. — Discours à l'Ecole de M. Chaix, 528. — Aux enfants du papier peint, VIII, 296. — Aux enfants des fleurs et plumes, 345. — Aux apprentis de M. Chaix, 468. — Discours à la 3^e distribution des prix de la Société de protection, IX, 231; — aux apprentis de M. Chaix, 620.
- Robert** (M. Victor). Sur les Sociétés de secours mutuels, II, 237. — Lettre sur le même sujet, III, 108. — La Société de protection et les Sociétés de secours mutuels, II, 434.
- Robert-Houdin** (M.), horloger, à Paris, mention honorable, I, 309.
- Robin** (M^{me}), flature de laine, à Dijon, médaille d'argent, VII, 394.
- Robin** (M. Albert), secrétaire de l'Œuvre des enfants mutilés. Rapport sur le patronage des apprentis mutilés et blessés, III, 401. — Etude médico-chirurgicale sur le travail des enfants dans les manufactures, V, 54. — Secrétaire du Comité des accidents de fabrique, son rapport pour 1874, VIII, 25. — Même rapport pour 1875, IX, 24.
- Robin** (M. le pasteur), extrait de son livre sur la Question pénitentiaire, VII, 55.
- Robiquet** (M. Paul). Compte-rendu d'une visite à l'Internat de M. Müller, II, 413; de M. Groult, II, 420. — Compte-rendu d'une visite à l'atelier de M^{me} Cohadon, III, 434. — Secrétaire du Comité des publications de la Société.
- Roche** (Nécrologie sur M.), II, 19.
- Roche-Guyon**. Patronage dirigé par M. l'abbé Portier, mention honorable, I, 295.
- Rolland**, Directeur-général des manufactures; vice-président en 1867, I, 35.
- Rollin** (les apprentis du collège), I, 389. — (Médaille à l'Œuvre du collège), IV, 24.
- Roquebert** (Nécrologie sur M. Jean-Jacques), II, 20.
- Rosières** (les) de Puteaux, VIII, 503.
- Rostaing** (M. Léon), sa communication sur l'extension de la Société, VII, 415. — Conférences sur questions ouvrières, IX, 105, — 208.
- Rothschild** (M. le baron James-Nathaniel de), son rapport sur les récompenses, le 19 juin 1870, IV, 10. — Vice-président en 1872, V, 8.
- ROUEN** (Rapport sur le travail des enfants à), III, 54.
- Roussel**, (M. l'abbé), Directeur de l'Œuvre des Apprentis orphelins à Paris-Auteuil, rappel de méd. d'argent, IX, 253.
- Roussel** (M. Théophile), député. — Son discours sur la loi du travail des enfants, VI, 416; VII, 253.
- Rousselet**, (M. Adolphe), instituteur à Maromme (Seine-Inférieure), méd. de bronze, IX, 263.
- Rousselle** (Médaille à la Pension fondée par M. l'abbé), IV, 26.
- Rouvenat** (M.), sur les classes spéciales, V, 428. — (Nécrologie sur M.), VII, 564.
- Rouville** (M. de); sa proposition pour l'enseignement de la géographie, V, 244.
- RUILLÉ-SUR-LOIR** (la communauté des sœurs de), médaille d'argent, VII, 387.
- RUSSIE** (fondation d'écoles professionnelles en), VI, 376.

S

- Saint-René-Taillandier** (M.). Son discours à la séance du 18 juillet 1870, de la Soc. paternelle de l'imprimerie, IV, 54.
- SAINT-GERMAIN-EN-LAYE** (Sœurs de la Nativité à), II, 367. — Orphelinat de jeunes garçons, médaille d'argent, I, 291.
- SAINT-BRIEUC** (Orphelinat des filles du Saint-Esprit à), II, 359.
- SAINT-LAURENT-SUR-SÈVRES** (Vendée). (Orphelinat des filles de la Sagesse fondé à), II, 358. — Mention spéciale, 341.
- SAINT-CHARLES** de Nancy (Mention spéciale aux sœurs de), I, 310.
- SAINTE-FAMILLE** (Mention spéciale aux sœurs de la), I, 310.
- SAINT-JOSEPH** (Mention spéciale aux sœurs de), I, 310.
- SAINT-LOUIS** (Moselle), Compagnie des cristalleries, médaille d'argent, II, 337.

SAINT NOM DE JÉSUS (Mention spéciale aux sœurs du), I, 310.

SAINT-VINCENT-DE-PAUL. (Mention spéciale aux sœurs de), I, 310. — (Orphelinat des sœurs de), II, 349.

Saint-Mauris (René de). Études sur les Sociétés paternelles fondées par les patrons à Paris, I, 229.

Saint-Remi de la Providence (M^{me}), directrice de l'Asile Sainte-Agnès, à Grenoble, médaille d'argent, IV, 23.

Sajou (M. et M^{me}), directeurs d'un atelier de travail à l'aiguille, I, 149. — (Récompense), 305.

SALAIRES des enfants dans les diverses industries (Statistique des), par M. J. Lefort, VII, 143.

Salicis (M.), répétiteur à l'École polytechnique. Article sur les Écoles professionnelles, VI, 335.

Sallandrouze de Lamornaix (Nécrologie de M. Charles-Jean), II, 20.

Salle (le vénérable abbé de la) fonde en 1688, à Paris, une École professionnelle, I, 110.

Sarcey (M. F.), homme de lettres, à Paris, médaille d'argent, VII, 939.

Sarda (Médaille à la fabrique de velours de M.), I, 303. — Rubannerie de M.), II, 390.

Savart (Médaille à la cordonnerie de M.), I, 304.

Saveney (M. Edgar). Extrait de son article sur les vœux des ouvriers, II, 290.

SAVOIE (les Œuvres des enfants de la), III, 275 ; 320.

SAXE (Écoles du soir pour les apprentis en), V, 181.

Say (Léon), vice-président d'honneur de la Société, V, 7.

Sazerat, (M. L.), fabricant de porcelaine, à Limoges, méd. d'argent, IX, 259.

SCHIRMECK (Vosges), (Médaille aux manufacturiers du canton de), I, 306.

Schneider (M.), ancien président du Corps législatif, vice-président d'honneur en 1867, I, 35.

SCHIERES mécaniques. (Lettre de

M. J. Périn sur les accidents des) avec dessins, IX, 46.

Scoeller et C^{ie} (MM.), manufacture de lin, à Düren (Prusse), mention de reconnaissance avec médaille d'argent, II, 342.

Scrive (M. Jules) (Bannière à la Maison de), I, 396.

SCULPTURE (Etat de l'Enseignement technique, à Paris, de la), V, 340.

SÉANCES de la Société. Première séance préparatoire le 22 sept. 1866, I, 32. — D'inauguration le 17 mars 1867 sous la présidence de M. Dumas, président, 45. — Séance solennelle pour la distribution des récompenses le 27 oct. 1867, 271. — Du 12 décembre 1867, 314. — Du 23 février 1868, II, 3. — Du 25 mai 1868, 179. — Du 9 juin, 194. — Du 19 juin, 209. — Séance solennelle du 27 décembre 1868, 319. — Du 6 août 1871, IV, 105. — Du 8 novembre 1870, pendant le siège, IV, 114. — Du 23 décembre 1871 pour les élections, V, 6. — Du 8 février 1872, V, 33. — Adoption de séances bi-mensuelles, *ibid.*; IX, 117, 285, 365, 521. — (Voy. Société.)

SECOURS MUTUELS (Extension aux enfants des Sociétés de), II, 434. — (Sociétés de) pour protéger les apprentis, III, 108.

SEINE-INFÉRIEURE (Rapport sur le travail des enfants à la Société d'émulation de la), III, 444 à 467.

Serstevens (M. T.). Son rapport sur diverses pétitions présentées à la Chambre belge, III, 126.

Sérurier (M. le C^{te}). Sa communication pour les enfants de l'imprimerie, III, 218. — Président de la Soc. paternelle des enfants de l'imprimerie, IV, 52. — Préside la séance d'inauguration du 18 juillet 1870.

Seydoux (M. Auguste) (Médaille à la maison de), II, 335.

Siegfried (M. Jules), à Mulhouse, mention à son Établissement, II, 343.

Simon (M. Jules). Discours sur l'Instruction des enfants employés dans les manufactures, I, 252.

Sivan (M^{lle}), à Bordeaux, (Bannière à la Maison de), II, 331. — (Note sur l'Établissement de), 376.

Smieton (M. James) (Ecosse), mention à son Etablissement, II, 342.

Smiles (M. Samuel). Notice sur son ouvrage intitulé : *la Vie de Stephenson*, III, 40.

SOCIÉTÉ anonyme des forges et fonderies de Montataire (Oise), méd. d'argent, IX, 257.

SOCIÉTÉ d'apprentissage de jeunes orphelins, à Paris, rue d'Anjou (au Marais), méd. d'argent, IX, 253.

SOCIÉTÉ des Amis de l'Enfance, I, 222. (Récompense donnée à la), 287. — Fonde la *Maison de famille*, II, 261.

SOCIÉTÉ des Amis de l'instr. populaire de Mulhouse (Statuts et actes de la), IV, 81.

SOCIÉTÉ des Artistes dramatiques (Médaille pour soins donnés aux enfants, par la), IV, 23.

SOCIÉTÉ d'émulation du comm. et de l'industrie de la Seine-Inférieure. (Rapport de M. Allard à la), III, 444 à 467.

SOCIÉTÉ d'encouragement au bien (Séance de la) dirigée par M. Honoré Arnoul, V, 247.

SOCIÉTÉ INDUSTRIELLE de Mulhouse; ses vœux en forme de projet de loi sur le travail des enfants, III, 297.

SOCIÉTÉ d'instruction primaire, à Lyon IV, 72.

SOCIÉTÉS PATERNELLES fondées par les patrons (Etudes sur les), par M. de Saint-Mauris, I, 229. — (Distribution de récompenses aux), II, 145. — (Situation en 1868 des), 274.

SOCIÉTÉ de protection des apprentis et des enfants employés dans les manufactures. — Mention dans l'exposé de la situation de l'Empire, I, 361. — Reconnue comme établissement d'utilité publique, décret, II, 175. — Statuts approuvés, 176. — (Subvention de 500 fr. accordée à la), 179. — (Vœux exprimés par la), 253. — La *Société de protection* et les *Sociétés de secours mutuels*, 434. — (Allocation, par la Ville de Paris, d'une somme de 1,000 fr. à la), III, 106. — Statuts, III, 487. — (Propagande pour relever l'âge des apprentis, organisée par la), 489. — (Écrits aux fixant l'âge des apprentis, mis à la disposition des indus-

triels par la), *ibid.* — Sa situation et son *Bulletin* en 1872, V, 3. — (Propagande pour accroître les souscripteurs perpétuels de la), V, 31, 34. — (*Comités-annexes* de la), 35. — (Lettre du Ministre de l'Instr. publ. accordant 500 fr. à la), V, 89. — (Lettre du Min. du Commerce accordant 300 fr. à la), V, 90. — (Compte-rendu financier trimestriel de la), 91. — (Allocation de 1,000 fr. par la ville de Paris à la), V, 251. — (Compte-rendu financier de la), V, 91, 263. — (Don de 300 fr. du Min. de l'Intérieur à la), 331. — Compte-rendu financier, 343, 459. — Procès-verbal de la séance du 9 janvier 1873, VI, 5; — du 6 mars 1873, discussion sur la loi du travail des enfants, VI, 345; — du 1^{er} mai 1873, 381. — Demande un traité international pour le travail des enfants, 350, 386. — Obtient un diplôme de mérite à Vienne, 428. — Séance du 3 juillet 1873, 428. — Du 8 janvier 1874, VII, 11. — Note sur son but, 5. — Souscripteurs perpétuels, 7. — Du 5 mars 1874, 105. — Procès-verbal de la séance du 7 mai 1874, VII, 193. — Listes de ses récompenses, 199. — Séance solennelle pour la distribution des récompenses (5 juillet 1874), 357. — Procès-verbal de la séance du 2 juillet, 411. — Rapport financier pour 1872 et 1873, par M. Bérard, 418. — Procès-verbal du 5 nov. 1874, 481; — du 6 janvier 1875, VIII, 5; — du 4 mars 1875, 65; — du 13 mai 1875, 161. — Séance de réunion avec les inspecteurs, 164. — Rapport financier pour 1874, 171. — Procès-verbal du 1^{er} juillet 1875, 325; — du 4 novembre 1875, 413. — Rapport financier pour 1875, IX, 375. (Voy. *Statuts*.)

SOCIÉTÉ de protection des apprentis à Nantes, sous la direction de la Société industrielle, médaille d'argent, I, 290.

SOCIÉTÉ protestante des Écoles du dimanche, bannière, I, 287.

SOCIÉTÉ de Patronage des jeunes filles israélites, à Paris, médaille d'argent, I, 293.

SOCIÉTÉ de secours mutuels du IX^e arrondissement de Paris, pour la protection des apprentis, médaille d'argent, I, 294.

SOCIÉTÉ DE SAINT-VINCENT-DE-PAUL (Patronages de la), I, 220. — Récompense au Patronage de la), 286.

SOCIÉTÉ pour l'enseignement professionnel des femmes, à Paris, méd. d'argent, IX, 253.

Sockel (Médaille à l'Œuvre de M. l'abbé), IV, 24.

SŒURS BLEUES (Maisons des), II, 367.

SŒURS DE CHARITÉ et Instruction chrétienne de Nevers, mention de reconnaissance et médaille d'argent, II, 341.

SŒURS DE SAINT-CHARLES. (Patronage et École fondés par les), mention honorable, I, 294.

SŒURS DE LA SAINTE-FAMILLE, religieuses employées dans les Etablissements de la Compagnie nationale des Messageries, mention spéciale de reconnaissance, I, 310.

SŒURS DE MARIE AUXILIATRICE. — Leur internat d'apprenties, IX, 329.

SŒURS fidèles compagnes de Jésus, leur orphelinat, IX, 509.

Sœur Élisa (née Marie Morin), directrice des apprenties de MM. Colcombet, à Saint-Etienne, méd. de bronze, IX, 262.

SŒURS DE MARIE-JOSEPH, chez M. Colcombet, mention spéciale de reconnaissance, I, 310. — Au Dorat, (Haute-Vienne), mention de reconnaissance avec médaille d'argent, II, 341. — (Maisons fondées par les), II, 369.

SŒURS de Saint-Vincent-de-Paul (Patronages dirigés par les), I, 218.

SOTE (Jeunes ouvrières employées à Lyon au dévidage de la), III, 3.

Sommier (Nécrologie de M. Pierre-Alexandre), II, 22.

SOURDS-MUETS. Œuvre des sourds-muets de Bourg-la-Reine, médaille de bronze et mention honorable, II, 335. — (Atelier de lingerie, au Puy, pour les), médaille de bronze et mention honorable, II, 335. — (Etablissement de), à Chambéry, III, 275. — (Maison protestante établie dans le Gard pour les), IV, 25.

Sriber (M. Alphonse). Article sur l'Inspection du travail des enfants et des femmes dans les manufactures anglaises, III, 11.

STATUTS provisoires, lors de la fondation de la Société, I, 33. — (Approbation des), II, 176. — (Modification aux), IV, 34.

Stehelin (M^{me}), à Bischwiller (Alsace), médaille de bronze et mention honorable, II, 339.

Steinheil (Médaille à M.), I, 305. — (Ecole d'apprentis de M.), 381.

STRASBOURG (Récompense à l'École israélite des *Arts et Métiers* de), I, 285. — Union chrétienne, médaille de bronze et mention honorable, II, 334. — (Sœurs de la Croix à), II, 365.

SUBLIME (le) ou le Travailleur en 1870, étude sur l'apprentissage, V, 359.

SUCRERIES (Travail des enfants dans les), II, 245.

SUÈDE (Note sur l'apprentissage en), III, 473.

SUISSE (Enquête sur le travail des enfants en), III, 313. — (L'instruction primaire en), VI, 452. — (Sur le repos du dimanche en), VII, 93. — Une École d'horlogerie, à Genève, VIII, 141.

Suringar (Médaille pour les Œuvres établies en Hollande par M.), IV, 32.

SURVEILLANT (Rôle du) dans les Pensions d'apprentis, I, 73.

Suzainnecourt (C^{te} de), fondateur de la colonie de Gentilly, près Nancy, III, 439.

T

TABAC, ses effets chez les enfants, IV, 48. — (Décret rendu par le Conseil d'Unterwalden (Suisse) contre l'usage du), IV, 50.

TABLETTERIE (projet d'école d'apprentis par la Chambre syndicale de la), IX, 323.

Taborin (L'apprentissage dans les ateliers de M.), I, 386. — Médaille, I, 309.

Talbert (M.). Œuvre des apprentis au collège Rollin, à Paris, médaille d'argent, IV, 24.

Talon (M. Eugène). Rapport sur la proposition de loi du travail des enfants, V, 203 ; — observations sur ce rapport, 264 ; — Son discours, 457 ; VI, 24 ; VII, 228. — Men-

- tion spéciale de reconnaissance, VII, 385.
- TAPISSIERS** (Communication de la Chambre syndicale des), VII, 165. — Statuts du Patronage des), 532. — (Chambres des), IX, 354.
- Tarranzano** (M.), directeur-comptable de la filature de Baillencourt, à Douai, mention honorable, IX, 263.
- TEINTURERIE** de soie (rapport sur la) de M. Gilet-Piéron, à Lyon, I, 337.
- Teisserenc de Bort** (M.). — Son discours sur la loi du travail des enfants, VI, 199.
- TEMPÉRANCE** (Société française de), VIII, 53; IX, 215.
- Teste** (M.), fabricant d'aiguilles, à Lyon, médaille, I, 308.
- Thénard** (M. Arnould), Rapport sur la teinturerie de M. Gilet-Piéron, I, 337. — Etude sur l'état matériel et moral des jeunes ouvrières, à Lyon, III, 3 à 10. — Note sur le Patronage des apprentis étrangers, III, 398.
- Thiriez** (MM.), à Esquermes, Lille, médaille, I, 308. — Organisation de l'apprentissage dans leurs filatures, IX, 335. Médaille de vermeil, IX, 257.
- Thorel** (M.), conseiller municipal de Paris, délégué cantonal, obtient une médaille, IV, 27.
- Timmins-Chance** (N. James) (Médaille aux Écoles de M.), IV, 31.
- TISSAGE** (Ecole théorique et pratique de), à Mulhouse, I, 132.
- Tonnellé** (M^{me}) et son fils Alfred Tonnellé. Fondation de leur Maison d'apprentis, à Tours, I, 86. — (Règlement de la Maison d'apprentis établie à Tours par M.), II, 277.
- TOUAGE** de la Seine, caisse de prévoyance de la compagnie, IX, 193.
- TOULOUSE** (Organisation des apprentis à), IX, 140. — (Distribution des prix à), 562.
- Tournamille** (M. l'abbé), directeur-fondateur du Patronage Saint-Cyprien à Toulouse; méd. de bronze, IX, 249.
- TOURS** (médaille accordée à la fabrique de M. Albert Durand à), I, 303. — Œuvre du Patronage de N.-D.-le-

Riche, mention honorable, I, 294. — (Sœurs de la Présentation à), II, 365.

Trapp (M.), portrait de l'impératrice à la Maison de M.), I, 306. — Son Ecole d'apprentis à Mulhouse, 378.

TRAVAIL DES ENFANTS en Angleterre, I, 259. — (Réponses de la Commission de Mulhouse sur le), I, 363. — Discours de M. Wolowski les 14 et 17 avril 1868, au Conservatoire des arts et métiers, II, 91 à 125. — Inconvénients du travail prématuré et prolongé, lettre de M. Goldenberg, 129 à 143. — (Discussion préparatoire à la loi sur le), 184 à 258. — Considéré au point de vue de l'économie sociale, III, 118. — Devant la jurisprudence, article de M. Périn, 183. — (Vœux de la Soc. ind. de Mulhouse sur le), 297. — (Rapport à la Société de la Seine-Inférieure sur le), 444 à 467. — (La réforme du), par M. Houget, 481. — (Etude médico-chirurgicale sur le), par M. A. Robin, V, 54. — (Projet de loi sur le) V, 205; 264. — (Règlement sur le), 277. — (Observations par M. Descottes sur le), 347. — (Délibération de l'Assemblée nationale sur le), 438. — (Société du), 478. — (Discussion à l'Assemblée nationale (2^e lecture) de la loi sur le), VI, 14 à 316. — Quelques réflexions sur cette loi par le M. d^r Marjolin, VI, 317. — Discussion dans une séance de la Société sur la même loi, VI, 345. — (Article sur la loi du), VII, 208. — (3^e délibération à l'Assemblée nationale de la loi sur le), 216 à 304. — (Texte de la loi sur le), 305. — Commission supérieure chargée de l'application de la loi, VII, 428. — (Lettre de M. Louis Blanc sur la question du), 429. — (Questionnaire relatif à la loi sur le), VII, 505. — (Actes de la Sous-Commission nommée en exécution de la loi sur le), VIII, 78. — (Revue des diverses industries, questionnaire relatif à la loi sur le), 85. — (Règlements d'administration sur le), VIII, 192. — *Ibid.* sur le travail fatigant ou dangereux, 230. — *Ibid.* sur le travail insalubre, 248. — Instructions sur le travail et sur l'instruction primaire, 341. — (Inspection du), 399. — (Documents relatifs à la loi sur le), 420. — (Enquête sur les conditions du), VIII, 486. — (Rapport

de M. Dumas sur le), IX, 13. — (Conférence sur les conditions du), 105; 208. — (Voy. Lois).

TRAVAIL DE NUIT pour les enfants (discussion sur le), II, 202.

TRAVAILLEURS INDUSTRIELS (fondation de la Société d'encouragement des), V, 86.

Tresca (M.). Observations sur les accidents de fabrique, III, 376.

Trévoux (École de M.), à Lyon, III, 86.

Triqueti (Livre donné à M. le b^{re} de), I, 313.

Troyes. Patronage d'apprentis fondé par M. l'abbé Tridon, médaille d'argent, I, 292.

Turney (M.), trésorier de l'Assistance des fleurs et plumes; rapports, VI, 404, 513. — Secrétaire du Syndicat général; — rapports, VII, 315; — VIII, 524; — méd. d'argent, IX, 258.

Turquetil (M. Jules), sur l'inspection du travail, II, 224. — Lettre sur la loi du travail des enfants, V, 200.

TUTELLE (la), Maison d'apprentis fondée par M. Piver. Visitée par le Min. de l'Instr. publ., II, 258. — Pensions d'apprentis, conditions, VIII, 472; IX, 327.

TYPOGRAPHES (Ecole professionnelle fondée par M. Chaix pour les), notice et conditions, VI, 480. — Formules et tableaux de Comptabilité, 496. — Distribution des prix, 506. — (L'apprentissage et projet d'une Maison d'apprentis d.), V, 224 à 240. — (Atelier d'instruction de M. Claye pour les), V, 369. — (Ecole prof. de), 474.

V

VACANCES. — (Voy. *Enfants*.)

Vacquerel (M.), fabricant de papiers, à Paris, médaille de bronze et mention honorable, II, 340.

VAGABONDAGE (Enquête sur les moyens de prévenir le), VII, 31, 112. — (Exemples de), 347.

VALENCE (Drôme), (Bannière à l'Orphelinat de), I, 289.

Valroger (M^{re} de), à Caen (Bannière à la Maison de), II, 331. — Note sur cette même Maison, 376.

Vanoni (M.), président de la chambre syndicale de la fumisterie, à Paris, méd. d'argent, IX, 262.

Vasseur (M.), directeur du Patronage de Notre-Dame-de-Nazareth, à Paris, méd. d'argent, IX, 254.

VERRERIES ET CRISTALLERIES. Bannière donnée à la verrerie de M. Boissière, I, 303. — (Règlements intérieurs de plusieurs), II, 465. — (Règlements des enfants dans les), III, 411. — (Travail des enfants dans les), III, 442. — (Situation des enfants dans la), par M. Dubois, IV, 46. — (Emploi des enfants dans l'industrie de la), V, 335. — (Orphelinat de Saint-Joseph, au Bourget pour les apprentis de la), VI, 374. — (Exposé fait aux membres de la Commission par la Chambre syndicale de la), VI, 390. — (Rapport de M. Marjolin sur l'Orphelinat du Bourget pour les enfants de la), 410. — (Voy. *Cristalleries*.)

VERSAILLES (Bannière à l'Orphelinat de), I, 287. — (Asile maternel de M^{lle} Portz à), médaille d'argent, I, 293; III, 95. — (Statuts de la Caisse des écoles de), III, 422. — Société de la Caisse des écoles à), IV, 90.

VERVIERS (Belgique). (Association pour la réforme en faveur des enfants à), III, 306 et suiv.

VESTIAIRES (But de l'Œuvre des), VII, 184.

VIDALON-LES-ANNONAY (Papeterie de), II, 405; V, 476.

Vieillard (MM.), fabricants de porcelaines, à Bordeaux, médaille d'argent, VII, 390.

VIENNE (Rapport sur l'Enseignement primaire à l'Exposition de), par M. Buisson, IX, 483.

Vignat (M. Claudius), à Bourg-Argeval, médaille de bronze et mention honorable, II, 340.

Vigneau (M.), relieur à Paris, mention honorable, IX, 262.

Vignerle (M.), directeur de papeterie, à Saint-Julien (Haute-Vienne), méd. d'argent, IX, 256.

Villay (M.), instituteur, à Hautmont, mention spéciale de reconnaissance, I, 311.

Villeminot (Règlement de la manufacture de M. Jouanny), II, 309.

Vilpède et Gamba, mention honorable, I, 308 — (Ateliers de MM.), II, 266.

Vincent (M^{me} la sœur), de l'ordre des religieuses de Saint-Vincent-de-Paul, directrice de l'*Ouvroir Sainte-Geneviève*, à Paris, mention honorable, IX, 254.

Vissac (M.), directeur de la Société anonyme des aciéries du Saut-du-Tarn (Tarn), méd. d'argent, IX, 259.

VISITES du Ministre de l'Instr. publ. à divers établissements, II, 258.

Vitalis frères (MM.), filateurs à Lodeve (Hérault), méd. d'argent, IX, 261.

VIZILLE (Bannière à la manufacture de M. Durand à), I, 302; — (Note sur la même), II, 391.

VŒUX exprimés par la Société de protection et présentés au Ministre, II, 253; — des Délégations ouvrières sur les apprentis, 290.

Vors (M^{lle}), institutrice, à Rothau, mention spéciale de reconnaissance, I, 311.

Vuilliamy frères (MM.), filateurs à Nonencourt, médaille de bronze et mention honorable, II, 340.

W

Wehrle (Alexandre), vice-président de la maison des Apprentis de Nancy, méd. d'argent, IX, 251.

Weill (M. Jacques), directeur de la société de patronage des Apprentis et Ouvriers israélites, à Paris, méd. d'argent, IX, 254.

Weil (Mention à la Pension de M.), IV, 30.

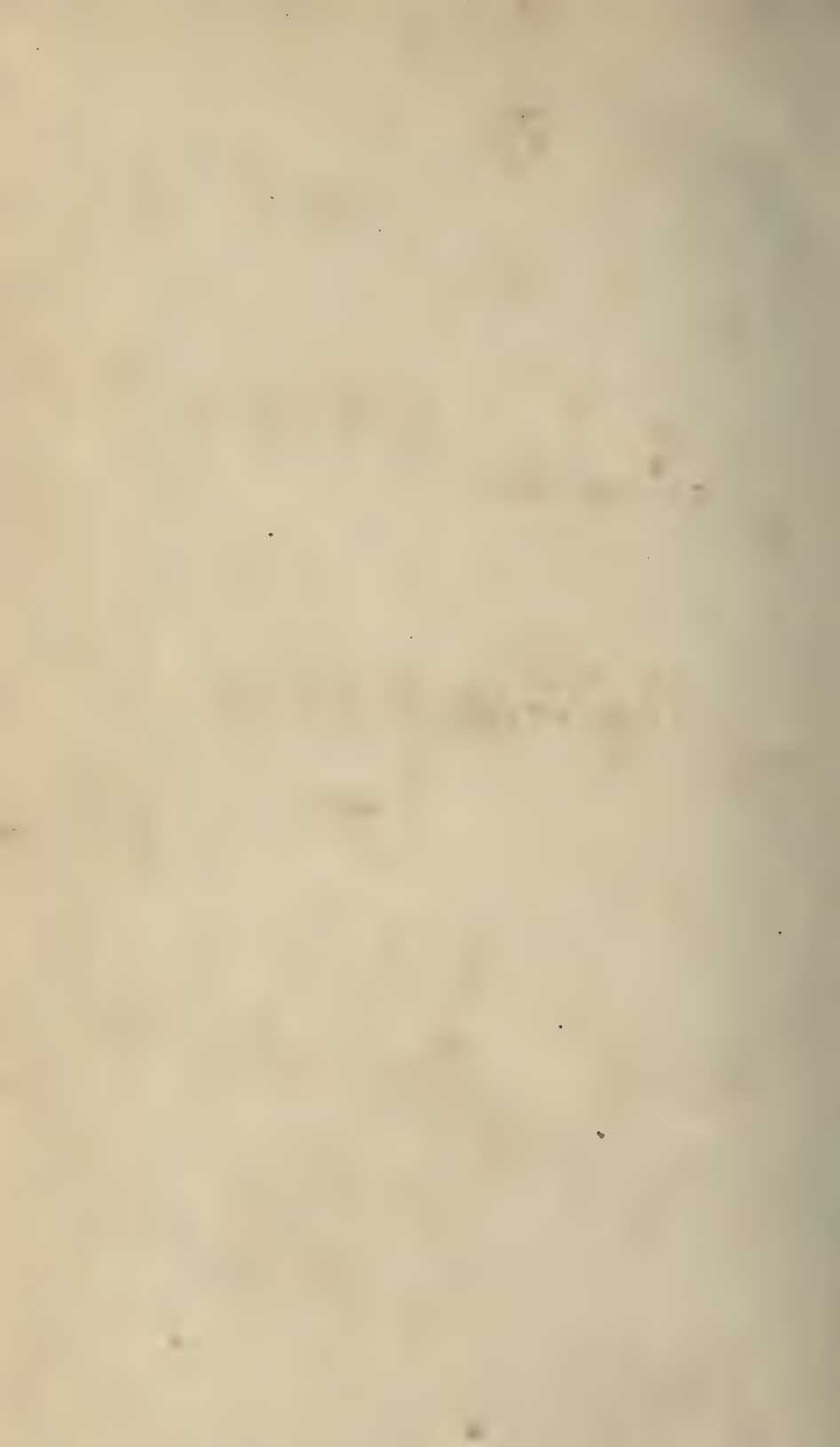
Wolf (M.), son Ecole d'apprentissage, I, 174.

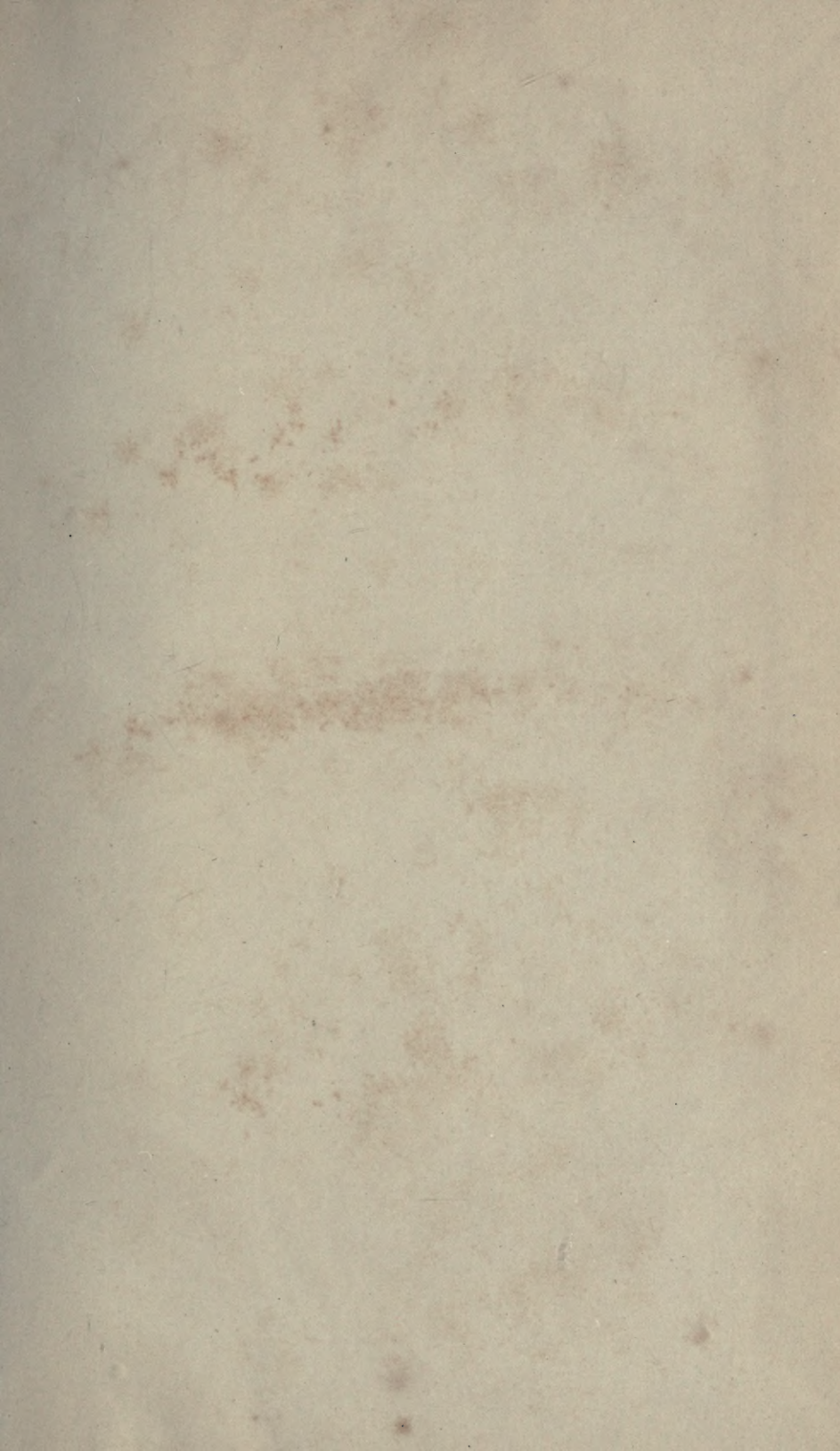
Wolowski (M.), vice-président d'honneur de la Société, V, 7. — Rapport sur une médaille à décerner, II, 23. — Le travail des enfants dans les manufactures, cours d'économie politique au Conservatoire des arts et métiers, leçons des 14 et 17 avril 1868, II, 91 à 125. — Son discours sur la loi du travail des enfants, VI, 171.

Z

Zuber et Rieder (Bannière à la papeterie de MM.), II, 336.

ZURICH (Législation relative aux enfants dans le canton de), III, 469.







331/3106244 S678B v.9 c.1

Societe de protection d
Bulletins.

OISE



3 0005 02023634 8

331.3106244

S678B

v.9

Société de protection des ap-
prentis et des enfants employés
dans les manufactures
Bulletins

331.3106244

S678B

v.9

Société de protection des apprentis et
des enfants employés dans les manufactu-
res
Bulletins

